

Assemblée nationale

Table nominative

établie par le service des Archives et de la Recherche historique parlementaire
de l'Assemblée nationale

Du 1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2005

12^e législature

A

Jean-Pierre ABELIN
Vienne (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome I : Emploi, travail et cohésion sociale (logement et urbanisme) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2077 relative au versement de l'allocation logement [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2475 aménageant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur aux sapeurs-pompiers [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 888, posée le 5 octobre 2004. Etablissements de santé. Centres hospitaliers (J.O. Questions p. 7656). Appelée le 5 octobre 2004. Restructuration, conséquences, hôpital Renaudot, Loudun (p. 7452)

n° 1060, posée le 8 février 2005. TVA. Taux (J.O. Questions p. 1178). Appelée le 8 février 2005. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat (p. 868)

n° 1266, posée le 28 juin 2005. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 28 juin 2005. Ligne Sud Europe Atlantique, riverains, revendications (p. 3996)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : financement (p. 8851)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHÉSION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9405)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9405 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9406)

Logement : crédits (p. 9406)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9406)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9406)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 9406)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention (p. 278)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 278)

Informatique : fichiers (p. 279)

Politique sociale : surendettement (p. 278)

Jean-Claude ABRIOUX
Seine-Saint-Denis (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Bernard ACCOYER
Haute-Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Nommé président du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19295)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19295)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 206)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 206)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs [2 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq. Journalistes français otages, gestion de la crise [5 octobre 2004] (p. 7465)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

Elections et référendums. Référendums. Constitutions européennes, rejet, conséquences [14 juin 2005] (p. 3535)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait remarquer que le nombre de députés d'opposition portés comme votants est supérieur au double de celui des présents [19 janvier 2005] (p. 168)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7819)

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7948)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7949)

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7950)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7948 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son amendement n° 777 rectifié (p. 10525)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1^{er} (statut des opérateurs postaux)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 janvier 2005] (p. 168)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Demande la vérification du quorum sur le vote de l'amendement n° 451 [17 février 2005] (p. 1317)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2663)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2665)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2665)

Recherche (p. 2666)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 2665)

Travail : droit du travail (p. 2665)

Union européenne : constitution européenne (p. 2663 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2666)

Union européenne : fonds structurels (p. 2665)

Déclaration de politique générale n° 2361 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre

[8 juin 2005] (p. 3459)

Son intervention (p. 3467)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3468 et s.)

Emploi : création d'emplois (p. 3470)

Emploi : jeunes (p. 3470)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3469)

Emploi : réinsertion professionnelle : primes (p. 3470)

Entreprises : création (p. 3469)

Entreprises : délocalisations (p. 3469)

Entreprises : seuils sociaux (p. 3469)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 3469)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 3469)

Ordre public (p. 3468)

Partis et mouvements politiques : gauche : politique de l'emploi (p. 3469)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique : délocalisations (p. 3469)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 3468)

Recherche : innovation : industrie (p. 3469)

Sécurité sociale (p. 3468)

Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 3468)

Union européenne : traité constitutionnel : gauche (p. 3467)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3467)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3470)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent quarante-deux membres de l'Assemblée nationale (Emploi 2403)

[5 juillet 2005] (p. 4289)

Son intervention (p. 4298)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4300)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4300)

Finances publiques : budget de l'Etat (p. 4299)

Industrie : politique industrielle (p. 4300)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4298)

Politique économique : croissance (p. 4299)

Politique générale : ordonnances (p. 4300)

Politique générale : institutions (p. 4298)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4300)

Ses explications de vote (p. 4298)

Le groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire ne vote pas la censure (p. 4301)

Patricia ADAM

*Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Secrétaire de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6316)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. Arsenal. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [15 décembre 2004] (p. 11056)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9475)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9475)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9475)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 10316)

Intervient sur le sous-adt n° 972 du Gouvernement (limitation aux mineurs) à l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (p. 10316)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10321)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11141)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : filiales (p. 11142)

Défense : Direction des chantiers navals : Gouvernement précédent (p. 11141, 11143)

Défense : Direction des chantiers navals : histoire (p. 11142)

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11142)

Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11142)

Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11143)

Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11143)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)*Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)*

Son intervention (p. 11147 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié du Gouvernement (actionnariat en cas de cession minoritaire des titres de l'entreprise pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11151)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11143)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 919)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aides maternelles (p. 919)

Enfants : politique de l'enfance (p. 919 et s.)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 920)

Professions sociales : aides familiales (p. 919 et s.)

Professions sociales : assistants maternels (p. 919 et s.)

Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 920, 921)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)*Article 1er (missions de la commission départementale de l'accueil des jeunes enfants)*

Son intervention (p. 957)

Article 2 (projet de service de l'aide sociale à l'enfance)

Son intervention (p. 958)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 959 et s.)

Son amendement n° 64 (p. 960)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 965 et s.)

Ses amendements n°s 26, 65, 24, 66 et 25 (p. 965 et s., 971)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Ses amendements n°s 71 et 67 (p. 971 et s.)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Ses amendements n°s 72, 31, 68, 69 et 28 (p. 973 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 32 (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981) : rejeté (p. 982)

Article 8 (contrat d'accueil pour les assistants familiaux)

Ses amendements n°s 33 et 34 (p. 982 et s.)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son amendement n° 35 (p. 985)

Article 17 (régime de la rémunération des assistants maternels en cas d'absence de l'enfant)

Son intervention (p. 987)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Ses amendements n°s 36 à 38 (p. 988 et s.)

Article 19 (rupture du contrat de travail conclu entre un particulier et l'assistant maternel)

Son intervention (p. 990)

Article 23 (modification du régime de licenciement d'un assistant maternel ou familial par son employeur personne morale)

Son amendement n° 40 (p. 990)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son intervention (p. 991)

Article 27 (rémunération et régime de la période d'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Ses amendements n°s 69, 41 et 42 (p. 993 et s.)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Ses amendements n°s 43 et 44 (p. 994 et s.)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 999)

Ses amendements n°s 45 et 46 (p. 1000)

Article 31 bis (reconnaissance du service de garde et de restauration assurée par les assistants maternels)

Son amendement n° 47 (p. 1001)

Ses explications de vote (p. 1001)

Abstention du groupe socialiste (p. 1002)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)*Thèmes :*

Enfants : politique de l'enfance (p. 2915, 2916)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : collectivités territoriales (p. 2915)
 Professions sociales : formation professionnelle (p. 2915)
 Professions sociales : aides familiales (p. 2915, 2916)
 Professions sociales : assistantes maternelles (p. 2915, 2916)
 Travail : droit du travail (p. 2915)
 Travail : travail à temps partiel (p. 2915)

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son amendement n° 16 (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Ses amendements n°s 17 à 19 (p. 2920 et s.)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Ses amendements n°s 20 et 21 (p. 2924)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son amendement n° 22 (p. 2926)

Article 9 bis (contrôle de l'activité des assistants maternels)

Son amendement n° 23 (p. 2927)

Article 31 bis A (modalités de financement de l'UNAF et des unions départementales)

Son amendement n° 25 (p. 2929)

Après l'article 31 bis B

Intervient sur l'ad. n° 27 deuxième rectification du Gouvernement (p. 2930)

Ses explications de vote (p. 2931)

Abstention du groupe socialiste (p. 2931)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3704)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges (p. 3705)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 3705)
 Professions sociales : conditions de travail (p. 3705)
 Professions sociales : aides familiales (p. 3705)
 Professions sociales : assistants maternels (p. 3705)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 3706)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2823)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2823)
 Enfants : droits de l'enfant (p. 2824)
 Famille : adoption (p. 2823)
 Famille : Agence française de l'adoption (p. 2823)
 Relations internationales : adoption (p. 2824)
 Travail : congé d'adoption (p. 2824)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 1er (modalités de délivrance de l'agrément)

Son amendement n° 21 (p. 2833)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2835)

Son amendement n° 22 (retrait d'agrément à l'adoption : critères et formulation) : rejeté (p. 2838)

Article 2 (accompagnement par les services sociaux de l'enfant adopté)

Son amendement n° 23 (p. 2839)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)

Son amendement n° 24 (p. 2842)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Ses amendements n° 25 à 29 (p. 2938 à 2941)

Après l'article 6

Son amendement n° 32 (congé en vue de l'adoption ; extension de l'indemnité de repos) : rejeté (p. 2942)

Son amendement n° 31 (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2942) : rejeté (p. 2943)

Son amendement n° 30 (application par assimilation du congé prénatal) : rejeté (p. 2943)

Son amendement n° 33 rectifié (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2943) : retiré (p. 2944)

Ses explications de vote (p. 2945)

Abstention du groupe socialiste (p. 2945)

Manuel AESCHLIMANN

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome III : Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales (administration générale et collectivités locales) (n° 1868) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8814)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8815)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 8815)
 Etat : décentralisation (p. 8814)
 Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 8814)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : population (p. 8846)
 Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux emphytéotiques (p. 8847)

Pierre ALBERTINI

*Seine-Maritime (2^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 31 : Justice (n° 1863) [13 octobre 2004]
Proposition de loi n° 2140 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Cimetières, rénovation, Afrique du Nord [23 mars 2005] (p. 2298)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1258, posée le 21 juin 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets (J.O. Questions p. 6145). Appelée le 21 juin 2005. Traitement, centre d'enfouissement, perspectives, Pîtres (p. 3777)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9775)

Thèmes :

Déchéances et incapacités : tutelle (p. 9776)
Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9776)
Justice : tribunaux administratifs (p. 9776)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 9776)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : création d'emplois (p. 9775)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 9776)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : statistiques (p. 9775)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10827)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10828)
Arts et spectacles : intermittents (p. 10827)
Arts et spectacles : spectacles (p. 10827)
Arts et spectacles : spectacles : emploi (p. 10827)
Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 10828)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11137)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11137)
Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11137)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4096)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4099)
Emploi : chômage (p. 4096 et s.)
Emploi : création d'emplois (p. 4096)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4096 et s.)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4097)
Travail : code du travail (p. 4098)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4097)
Travail : durée du travail (p. 4098)
Travail : précarité (p. 4098)

Explications de vote et vote [5 juillet 2005] (p. 4304)

Ses explications de vote (p. 4307)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4308)

Michèle ALLIOT-MARIE

Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Ministre de la défense

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommée Ministre de la défense. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales [8 décembre 2004]

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [9 mars 2005]

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2277 modifiant les articles 141-8 et 414-9 du code pénal [20 avril 2005]

Projet de loi n° 2530 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté [21 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Fromion. Politiques communautaires. Création.

Gendarmerie européenne, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7531)

M. Charles Cova. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [27 octobre 2004] (p. 8573)

Mme Patricia Adam. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [15 décembre 2004] (p. 11056)

M. René Galy-Dejean. Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [6 avril 2005] (p. 2723)

Mme Hélène Tanguy. Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Abordage accidentel, enquête [4 mai 2005] (p. 3142)

M. Sébastien Huyghe. Gendarmerie. Fonctionnement. Financement [30 juin 2005] (p. 4082)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gaëtan Gorce. Défense. Armée de terre. Effectifs de personnel, 13ème BSMAT, Fourchambault [18 janvier 2005] (p. 6)

M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. Plan social, bilan et perspectives [29 mars 2005] (p. 2486)

M. Jean-François Chossy. Défense. Armée. Officiers, rémunérations [29 mars 2005] (p. 2485)

M. Daniel Garrigue. Défense. Armement. Euroenco, emploi et activité, Bergerac [28 juin 2005] (p. 4005)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9483)

Ses réponses (p. 9489 à 9492)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : effectifs (p. 9485 et s.)

Défense : armée de terre : formation professionnelle (p. 9487)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 9484 et s.)

Défense : avions (p. 9484 et s.)

Défense : crédits (p. 9484)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9487)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (p. 9465)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure (p. 9485)

Défense : GIAT-Industries (p. 9487)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9484)

Défense : missiles (p. 9484 et s.)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9486)

Défense : personnel civil (p. 9486)

Défense : professionnalisation (p. 9486)

Défense : réserves (p. 9486)

Gendarmerie (p. 9485)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9487)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9488)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 9483)

Recherche (p. 9487)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9487 et s.)

Réponses aux questions :

Défense : Direction des chantiers navals : Brest (Mme Marguerite Lamour) (p. 9491)

Défense : GIAT-Industries (M. Jean-Claude Sandrier) (p. 9490)

Défense : porte-avions : construction (Mme Marguerite Lamour) (p. 9491)

Gendarmerie : casernes (M. Francis Hillmeyer) (p. 9489) ; (Mme Valérie Pecresse) (p. 9491)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UÉO) : Assemblée parlementaire : perspectives (M. Marc Reymann) (p. 9492)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11000)

Sa réponse (p. 11020)

Thèmes :

Associations (p. 11001 et s.)

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11002)

Défense : opérations extérieures (p. 11001 et s.)

Défense : professionnalisation (p. 11001)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11001)

Femmes : égalité professionnelle : militaires et assimilés (p. 11001)

Relations internationales (p. 11000)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11002)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)*Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)*

Son intervention (p. 11027 et s.)

Article 2 (catégories concernées par le statut, conditions de fixation des statuts particuliers militaires)

Son intervention (p. 11032)

Article 4 (liberté de conscience, d'opinion, d'expression et d'information)

Son intervention (p. 11033)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son intervention (p. 11034 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Charles Cova (création de commissions extramunicipales composées de conseillers municipaux et de représentants militaires dans les communes sur le territoire desquelles sont implantées tout ou partie des unités militaires) (p. 11036)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son intervention (p. 11036 et s.)

Article 7 (sujétions particulières à l'état militaire)

Son intervention (p. 11040)

Article 8 (devoir d'obéissance et responsabilité)

Son intervention (p. 11040)

Article 9 (interdiction d'exercice d'une activité privée lucrative)

Son intervention (p. 11041)

Article 10 (modalités de rémunération)

Son intervention (p. 11059 et s.)

Article 11 (régimes de pension et de prestations sociales, droit au service de santé des armées)

Son intervention (p. 11061)

Article 13 (attribution d'un revenu de remplacement en cas de privation involontaire d'emploi)

Son intervention (p. 11062)

Article 15 (protection juridique)

Son intervention (p. 11062)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son intervention (p. 11064)

Avant l'article 18

Intervient sur l'ad n° 47 de la commission (intitulé du chapitre IV : "Organismes consultatifs et de concertation") (p. 11066)

Intervient sur l'ad n° 163 de M. Jacques Brunhes (intitulé du chapitre IV : "Organismes consultatifs et de concertation") (p. 11066)

Article 18 (architecture de la concertation)

Son intervention (p. 11066)

Article 19 (hiérarchie et grades militaires)

Son intervention (p. 11067)

Article 21 (militaires de carrière)

Son intervention (p. 11068)

Article 22 (recrutement des officiers de carrière)

Son intervention (p. 11068)

Article 23 (admission à l'état de sous-officier de carrière)

Son intervention (p. 11068)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)

Son intervention (p. 11068 et s.)

Article 27 (recrutement initial des officiers sous contrat)

Son intervention (p. 11070)

Article 28 (engagés)

Son intervention (p. 11070)

Article 29 (militaires commissionnés)

Son intervention (p. 11071)

Article 30 (volontaires)

Son intervention (p. 11071)

Article 31 (volontaires stagiaires du service militaire adapté)

Son intervention (p. 11071)

Article 33 (procédures de nomination)

Son intervention (p. 11072)

Article 34 (nominations à titre temporaire)

Son intervention (p. 11073)

Article 36 (conditions de promotion)

Son intervention (p. 11073)

Article 38 (modalités de l'avancement au choix)

Son intervention (p. 11073)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'avancement)
Son intervention (p. 11073)

Article 41 (échelle des sanctions disciplinaires)
Son intervention (p. 11073 et s.)

Article 43 (autorités prononçant les sanctions)
Son intervention (p. 11074)

Article 45 (positions statutaires des militaires)
Son intervention (p. 11075)

Article 50 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)
Son intervention (p. 11076)

Article 51 (principes généraux du détachement)
Son intervention (p. 11076)

Article 53 (position hors cadre)
Son intervention (p. 11076)

Article 55 (congé de longue durée pour maladie)
Son intervention (p. 11076)

Article 56 (congé de longue maladie)
Son intervention (p. 11077)

Article 61 (réussite à un concours administratif)
Son intervention (p. 11077)

Article 64 (modalités d'intégration d'une fonction publique)
Son intervention (p. 11077)

Article 65 (reconversion)
Son intervention (p. 11078)

Article 66 (congé du personnel navigant des personnels blessés en service)
Intervient sur l'adt n° 97 de la commission (p. 11080)

Article 67 (congé du personnel navigant des militaires de carrière)
Son intervention (p. 11080)

Article 68 (pécule)
Son intervention (p. 11081)

Article 69 (disponibilité)
Son intervention (p. 11081)

Article 72 (définition de la fin de l'état militaire)
Son intervention (p. 11081)

Article 74 (cessation d'office de l'état militaire)
Son intervention (p. 11081)

Avant l'article 76
Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (intitulé du chapitre Ier : "officiers généraux") (p. 11082)

Article 78 (admission en deuxième section)
Son intervention (p. 11082)

Article 79 (dispositions applicables aux officiers généraux de deuxième section)
Son intervention (p. 11082)

Après l'article 85
Intervient sur l'adt n° 111 de la commission (autorisation par le ministre des mariages et pactes civils de solidarité pour les militaires servant à titre étranger) (p. 11083)
Intervient sur le sous-adt n° 223 rectifié de M. Jérôme Rivière (identité de certains légionnaires originaires de pays situés hors de l'Union européenne se mariant avec une Française au-delà de la cinquième année de contrat) à l'adt n° 111 de la commission (p. 11083)

Article 86 (dispositions applicables aux réservistes)
Son intervention (p. 11083)

Article 89 (limites d'âge)
Son intervention (p. 11084 et s.)

Article 90 (évolution progressive des limites d'âge)
Son intervention (p. 11086)

Article 91 (abrogation de diverses lois)
Son intervention (p. 11087)

Article 92 (identification des militaires décédés en opération par leurs empreintes génétiques)
Son intervention (p. 11087)

Après l'article 94

Intervient sur l'adt n° 218 du Gouvernement (modalités de révision des pensions des lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976) (p. 11088)

Article 95 (modification des règles d'imputabilité au service des blessures et protection des magistrats participant à une opération extérieure)

Son intervention (p. 11089)

Après l'article 98

Intervient sur les adts n°s 192, 195, 193, 220 et 194 de M. Guy Teissier (modification de références consécutives à l'abrogation de la loi) (p. 11090)

Après l'article 99

Intervient sur l'adt n° 204 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de la loi : 1er juillet 2005) (p. 11091)

Titre

Intervient sur l'adt n° 219 de M. Guy Teissier (intitulé du projet de loi : "projet de loi portant statut général des militaires") (p. 11091)
Son intervention à l'issue du vote (p. 11092)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention (p. 2050)

Thèmes :

Défense : officiers : mariage (p. 2050)

Défense : officiers : statut juridique (p. 2050)

Défense : réserves (p. 2051)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 2051)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2057)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 2057)

Article 10 (modalités de rémunérations)

Son intervention (p. 2058 et s.)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11129)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11136)

Sa réponse (p. 11146)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : contrat d'entreprise avec l'Etat (p. 11129)

Défense : Direction des chantiers navals : intéressement et participation (p. 11130)

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11129, 11137, 11147)

Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11129 et s., 11147)

Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11146 et s.)

Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11129, 11147)

Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11129 et s., 11137, 11147)

Parlement : contrôle parlementaire : Direction des chantiers navals (p. 11147)

Pays étrangers : Asie : construction navale (p. 11129)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11150)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 6 du Gouvernement (intéressement, participation et plans d'épargne salariale pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11150)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié du Gouvernement (actionnariat en cas de cession minoritaire des titres de l'entreprise pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11151)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 1er septies

Intervient sur l'ad n° 548 de M. Yves Bur (conditions d'accès à la CMU pour les handicapés résidant en Alsace-Moselle) (p. 11218)

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2060)

Son intervention (p. 2060)

Sa réponse (p. 2066)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 2066)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 2060 et s., 2066)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2060 et s., 2066)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2066)

Article 1er (qualification des pouvoirs exercés en mer par l'Etat)

Son intervention (p. 2066)

Article 2 (extension des compétences des commandants de bâtiments de l'Etat et des commandants de bord des aéronefs chargés de la surveillance en mer)

Son intervention (p. 2067)

Article 3 (élargissement du champ d'application de la loi à certains navires)

Son intervention (p. 2067)

Article 5 (modification de l'intitulé du titre II)

Son intervention (p. 2067)

Article 6 (définition du champ d'application des pouvoirs de police en mer dans la lutte contre le trafic de stupéfiants)

Son intervention (p. 2067)

Article 9 (pouvoirs de police des commandants)

Son intervention (p. 2067)

Article 10 (compétence des juridictions françaises dans le cas de trafics illicites de stupéfiants constatés en haute mer)

Son intervention (p. 2068)

Article 12 (exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer dans la lutte contre l'immigration illicite par mer)

Son intervention (p. 2068 et s.)

Après l'article 13

Son intervention (p. 2069)

Titre

Son intervention (p. 2070)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Son intervention (p. 2805)

Sa réponse (p. 2811)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 2805)

Armes : vente (p. 2805)

Défense : armes chimiques (p. 2805)

Défense : militaires et assimilés : Institut de gestion sociale des armées (IGESA) (p. 2805, 2811)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs : statut juridique (p. 2805, 2811)

Gendarmerie : gendarmes : armes (p. 2805)

Ordre public : terrorisme : matériel nucléaire (p. 2805)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2811)

Article 4 (protection et contrôle des matières nucléaires, régime des sanctions pénales)

Son intervention (p. 2811)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 30 de M. François Vannson (ventes d'armes dans certaines foires et certains salons professionnels) (p. 2812)

Intervient sur l'ad n° 33 de M. Thierry Mariani (quantité de poudre pouvant être détenue par les utilisateurs légaux) (p. 2812)

Article 10 (suppression du monopole de l'Etat en matière de produits explosifs)

Son intervention (p. 2813)

Titre

Son intervention (p. 2813)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2814)

Alfred ALMONT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9184)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9184)

Entreprises : charges : exonérations (p. 9185)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9184 et s.)

Outre-mer : crédits (p. 9184)

Nicole AMELINE

*Calvados (4^{ème} circonscription)
Ministre de la parité et de l'égalité professionnelle*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005. [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [24 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
M. Philippe Vitel. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences machistes [24 novembre 2004] (p. 9982)

M. Jean-Marc Roubaud. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 112)
 Mme Henriette Martinez. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Droits, reconnaissance [15 février 2005] (p. 1100)
 Mme Anne-Marie Comparini. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1730)
 Mme Catherine Génisson. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1733)
 M. Frédéric Reiss. Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [10 mai 2005] (p. 3267)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9539)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : création (p. 9539)

Femmes : parité (p. 9539, 9540)

Travail : égalité professionnelle (p. 9539, 9540)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Sa réponse (p. 10707)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 10708)

Femmes : discrimination (p. 10708)

Femmes : égalité des sexes (p. 10708)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son intervention (p. 10747)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3274)

Sa réponse à la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3289)

Sa réponse (p. 3313)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 3274)

Entreprises : égalité professionnelle (p. 3276, 3313, 3314)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3314)

Femmes : droits (p. 3314)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3274 et s., 3289)

Travail : carrière (p. 3275, 3276, 3313)

Travail : négociations (p. 3275, 3276, 3289)

Travail : salaires (p. 3274 et s., 3289)

Travail : travail à temps partiel (p. 3289 et 3313)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3340 et s.)

Article 2 (égalité salariale en matière d'intéressement ou de distribution d'actions - Inclusion de l'état de grossesse dans la liste des motifs de discriminations)

Son intervention (p. 3345)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 82 de Mme Martine Billard (petites et moyennes entreprises : mesures anti-discrimination : information des employés) (p. 3346)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3347 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 59 de Mme Anne-Marie Comparini (négociations annuelles en entreprises : actions spécifiques et non spécifiques) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 69 deuxième rectification de Mme Muguette Jacquaint (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié de Mme Martine Billard (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 60 de Mme Anne-Marie Comparini (petites et moyennes entreprises : objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3349)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3350 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Anne-Marie Comparini (maisons de l'emploi : rôle en matière d'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 3355)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Anne-Marie Comparini (inspecteurs du travail : sensibilisation aux problèmes d'inégalités salariales et professionnelles) (p. 3356)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (nouveau Titre II : notion de responsabilité familiale se substituant à celle de parentalité) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 112 de Mme Catherine Génisson (nouveau Titre II : notion de responsabilité familiale se substituant à celle de parentalité) (p. 3356)

Article 5 (rapport sur la situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)

Son intervention (p. 3356 et s.)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Son intervention (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (travail à temps partiel : droit d'opposition des représentants du personnel) (p. 3358)

Intervient sur l'adt n° 111 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3359)

Intervient sur l'adt n° 108 de Mme Catherine Génisson (contrat de travail : mentions obligatoires : aménagement du temps de travail) (p. 3366)

Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : prévenance des salariés : allongement du délai) (p. 3367)

Intervient sur l'adt n° 107 deuxième rectification de M. Alain Vidalies (travail à temps partiel : encadrement par accords de branche) (p. 3368)

Intervient sur l'adt n° 77 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Martine Billard (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 130 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 114 de Mme Catherine Génisson (heures supplémentaires et heures choisies : propositions prioritaires à certaines catégories de salariés) (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Catherine Génisson (travail à temps partiel : pluralité d'interruptions de travail ; dérogations par accords collectifs) (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 124 de Mme Martine Billard (contingent d'ouverture d'heures supplémentaires ; limitation ; priorité aux salariés à temps partiel souhaitant effectuer des heures complémentaires) (p. 3371)

Intervient sur l'adt n° 71 de Mme Muguette Jacquaint (création de contrats à temps partiel imposé : exonération de charges sociales ; suppressions) (p. 3371)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de Mme Anne-Marie Comparini (accès à l'emploi à temps plein : priorité en faveur des salariés à temps partiel) (p. 3372)

Intervient sur l'adt n° 72 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction d'imposer au salarié une durée de travail inférieure à la durée légale) (p. 3372)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3374 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de Mme Martine Billard (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3376)

Intervient sur l'adt n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3376)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Muguette Jacquaint (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Intervient sur l'adt n° 131 de Mme Catherine Génisson (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Intervient sur l'adt n° 95 de Mme Martine Billard (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Article 8 (majoration de l'allocation de formation des salariés pour favoriser la garde d'un enfant pendant une période de formation hors du temps de travail)

Son intervention (p. 3377)

Article 10 (aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse)

Son intervention (p. 3378)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son intervention (p. 3378 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (effectifs des entreprises : non prise en compte des personnes effectuant un remplacement) (p. 3379)

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (droit individuel à la formation : calcul ; prise en compte des périodes d'absence pour un congé de maternité ou d'adoption) (p. 3379)

Intervient sur l'adt n° 57 rectifié de Mme Anne-Marie Comparini (droit individuel à la formation : calcul ; prise en compte des périodes d'absence pour un congé de maternité ou d'adoption) (p. 3379)

Article 13 (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises publiques)

Son intervention (p. 3380)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3380)

Intervient sur l'adt n° 78 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (élections professionnelles : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Intervient sur l'adt n° 36 deuxième rectification de la commission (instances représentatives du personnel : listes candidates : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Intervient sur l'adt n° 37 deuxième rectification de la commission (instances représentatives du personnel ; comités d'entreprise : listes candidates : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Article 14 (parité dans les élections prud'homales)

Son intervention (p. 3382)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 13 deuxième rectification de Mme Marie-Jo Zimmermann (élections aux commissions administratives paritaires : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3382)

Article 15 (égalité dans l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage)

Son intervention (p. 3382)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 70 de Mme Muguette Jacquaint (licenciement économique irrégulier : indemnités : augmentation du minimum légal) (p. 3383)

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (acteurs de la formation professionnelle : sensibilisation à la question de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3383)

Intervient sur l'adt n° 138 du Gouvernement (Centre national de la cinématographie : recrutement en CDI d'agents non titulaires et régularisation) (p. 3383)

Intervient sur le sous-adt n° 141 de Mme Martine David (précision en matière de régularisation : mention "sans distinction de sexe" à l'adt n° 138 du Gouvernement (p. 3384)

Seconde délibération

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (intitulé du Titre II : substitution des termes "Conciliation de l'emploi et de..." à "articulation entre l'activité professionnelle et...") (p. 3384)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3385)

Pierre AMOUROUX

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politique de l'environnement. Développement durable, perspectives [7 décembre 2004] (p. 10386)

Sécurité routière. Politique et réglementation. Bilan et perspectives [5 avril 2005] (p. 2654)

Jean-Paul ANCIAUX

*Saône-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1325)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2010 visant à protéger les pré-adolescents du tabagisme [21 décembre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social [6 juillet 2005] (n° 2453)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Aides de l'Etat. Contrôles, réglementation [9 février 2005] (p. 945)
 Emploi. Contrats d'avenir. Mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2214)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : constate à son tour que deux membres compétents du Gouvernement sont à même de débattre du projet de loi [25 novembre 2004] (p. 10076)

DÉBATS**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10000)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 10000)

Emploi : recrutement (p. 10000)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10000 et 10001)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10075 et s.)

Ses amendements n^{os} 22 et 246 (p. 10087, 10113)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) (p. 10076)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son intervention (p. 10116)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son intervention (p. 10118)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10121)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)

Son intervention (p. 10125)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10129)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10277)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 10296)

Après l'article 11

Son amendement n° 457 rectifié (stages de découverte du monde du travail) (p. 10299) : adopté (p. 10300)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10301 et s.)

Ses amendements n° 449 rectifié et 450 (p. 10305)

Après l'article 12

Son amendement n° 456 (apprentissage ; entretien de première évaluation) : adopté (p. 10307)

Intervient sur l'ad^t n° 96 de la commission (équipe tutorale ; maître d'apprentissage référent) (p. 10308)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'ad^t n° 314 de M. Daniel Fidelin (apprentis mineurs ; interdiction du travail dominical et des jours fériés) (p. 10312)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad^t n° 249 de M. Bertho Audifax (formation des apprentis ; outre-mer ; régime dérogatoire) (p. 10313)

Avant l'article 14

Son amendement n° 451 (unités de formation par apprentissage ; application à l'ensemble des CFA) : adopté (p. 10317)

Intervient sur l'ad^t n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10319)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad^t n° 748 de Mme Muriel Marland-Militello (étudiants ; projet d'orientation universitaire et professionnel) (p. 10359)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4409)

René ANDRÉ

*Manche (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (n° 2176) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les relations entre l'Union européenne et la Russie [14 décembre 2004] (n° 1989)

Proposition de résolution n° 2368 sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) [9 juin 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) [9 juin 2005] (n° 2367)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2176), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements [29 juin 2005] (n° 2416)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Ukraine. Situation politique [30 novembre 2004] (p. 10258)

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Soixantième anniversaire de la libération des camps nazis, perspectives [18 janvier 2005] (p. 33)

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Aides de l'Etat [22 juin 2005] (p. 3800)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 889, posée le 5 octobre 2004. Chasse et pêche. Pêche (J.O. Questions p. 7657). Appelée le 5 octobre 2004. Baie du Mont-Saint-Michel, dates d'ouverture (p. 7454)

n° 964, posée le 7 décembre 2004. Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités (J.O. Questions p. 9556). Appelée le 7 décembre 2004. Revendications (p. 10663)

n° 1152, posée le 22 mars 2005. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables (J.O. Questions p. 2837). Appelée le 22 mars 2005. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte (p. 2204)
 n° 1214, posée le 3 mai 2005. Chasse et pêche. Pêche (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Réglementation, Manche (p. 3015)
 n° 1239, posée le 31 mai 2005. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 5454). Appelée le 21 juin 2005. Réglementation (p. 3779)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8452)

Sylvie ANDRIEUX

*Bouches-du-Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2386 visant à instaurer une taxe spéciale d'équipement pour financer les infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site d'implantation d'ITER [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1191)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1192)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1191, 1192)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1192)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1191)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2254)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2254)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2255)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son amendement n° 160 (p. 2264)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son amendement n° 165 (p. 2266)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 170 (p. 2269)

Après l'article 3

Son amendement n° 266 (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigateurs)

Son amendement n° 175 (p. 2310)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 200 (p. 2350)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigateurs)

Ses amendements n°s 210 et 215 (p. 2355)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3309)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 3310)

Emploi : recrutement (p. 3310)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3309)

Formation professionnelle : femmes (p. 3310)

Travail : salaires (p. 3309)

Gilles ARTIGUES

*Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1336)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1336)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 juin 2005] (p. 10038)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 juin 2005] (p. 10038)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [16 novembre 2004] (p. 9433)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 910, posée le 19 octobre 2004. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Etienne (p. 8044)

n° 1038, posée le 1^{er} février 2005. Audiovisuel et communication. Radio France (J.O. Questions p. 884). Appelée le 1^{er} février 2005. Antennes locales, France Bleu Loire, perspectives (p. 494)
 n° 1203, posée le 5 avril 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 3378). Appelée le 5 avril 2005. Centre de semi-liberté, Montaud, perspectives (p. 2642)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9623)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Sécurité routière : auto-écoles : permis de conduire (p. 9333)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9751)

Thème :

Voirie : autoroutes (p. 9751)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Saint-Etienne (p. 8850)

François ASENSI

*Seine-Saint-Denis (11^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2004] (p. 17052)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2004] (p. 17052)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 novembre 2004] (p. 19175)

Devient membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 novembre 2004] (p. 19175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20776)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20776)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 décembre 2004] (p. 21269)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 décembre 2004] (p. 21269)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 354)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 355)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 janvier 2005] (p. 1448)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 27 janvier 2005] (p. 1448)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1865)

Son intervention (p. 1874)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1874)

Etat : domaine public (p. 1865, 1875)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 1874)

Secteur public : services publics (p. 1874)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1865, 1874 et s.)

Transports aériens : Air France (p. 1875)

Transports aériens : bruit (p. 1865, 1875)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1875)

Transports aériens : sécurité (p. 1874)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son intervention (p. 1888 et s.)

Son amendement n° 72 (p. 1889)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1893 et s.)

Ses amendements n° 73 à 75 (p. 1894 à 1896)

Article 3 (convention relative aux éventuelles plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)

Ses amendements n° 76 et 96 (p. 1899)

Article 4 (transfert des droits et obligations de l'établissement public à la nouvelle société)

Ses amendements n° 77 et 98 (p. 1901 et s.)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

Son intervention (p. 1926 et s.)

Ses amendements n°s 78 et 99 (p. 1926 et s.)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Ses amendements n°s 79, 102 rectifié, 100, 101, 103 et 104 rectifié (p. 1929, 1931, 1933, 1935, 1936 et s.)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n°s 80, 105, 106 (p. 1947, 1951, 1960)

Article 8 A (commission de conciliation aéroportuaire)

Son intervention (p. 1965)

Article 8 (modulation des redevances)

Son intervention (p. 1966)

Ses amendements n°s 110, 111, 113, 114, 112 (p. 1967 et s.)

Article 9 (redevances domaniales)

Ses amendements n^{os} 81, 115 et 116 (p. 1970)
Article 10 (voies de recouvrement des redevances des aéroports)

Son amendement n^o 82 (p. 1970)

Article 11 (contrôle des exigences de sécurité et de sûreté par les agents de l'Etat)

Son amendement n^o 83 (p. 1971)

Article 12 (conditions d'exercice de l'assistance en escale)

Son amendement n^o 84 (p. 1971)

Article 13 (abrogations diverses)

Son amendement n^o 85 (p. 1971)

Article 14 (validation législative)

Son amendement n^o 86 (p. 1972)

Article 15 (gratuité des opérations résultant de l'application du titre Ier)

Son amendement n^o 87 (p. 1972)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son amendement n^o 88 (p. 1974)

Explications de vote et vote [15 mars 2005] (p. 2014)

Ses explications de vote (p. 2015)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2016)

Projet de loi de finances n^o 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (p. 9334)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Son intervention (p. 9567)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : personnel : effectifs (p. 9568)

Entreprises : actionariat salarié (p. 9567)

Fonctionnaires et agents publics : salaires (p. 9567)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 9567)

Politique économique : libéralisme : services publics (p. 9568)

Secteur public : privatisations (p. 9568)

Procédure des questions :

Fonction publique territoriale : primes (p. 9581)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Procédure des questions :

Travail : droit du travail (p. 9543)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n^o 42 rectifié (aéroports - valeur locative : limitation du champ de l'abattement) (p. 9857) : rejeté (p. 9858)

Projet de loi constitutionnelle n^o 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n^o 14 (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 418) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 420)

Proposition de loi n^o 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 438)

Coopération intercommunale : syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) : Ile-de-France (p. 438)

Eau : agences : aide humanitaire (p. 439)

Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 439)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 439)

Projet de loi n^o 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2745)

Son intervention (p. 2747)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : accès : contrats à durée indéterminée (p. 2745)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2748)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2748)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : réforme (p. 2747)

Travail : contrats à durée déterminée : précarité (p. 2747)

Travail : travail temporaire (p. 2747)

Union européenne : directives : contrats à durée déterminée (p. 2747)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2748)

Philippe AUBERGER

Yonne (3^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n^o1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance (n^o 2119) [9 mars 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour

la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 13 juillet 2005] (p. 11548)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2119) portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [29 mars 2005] (n° 2217)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [13 octobre 2004] (p. 7835)

Industrie. Politique industrielle. Agence de l'innovation industrielle, création, perspectives [30 juin 2005] (p. 4083)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8162)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8164)
 Donations et successions (p. 8163)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8162)
 Entreprises : allègement des charges (p. 8163)
 Etat : réforme (p. 8163)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8162)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8163)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8163)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8163)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8163)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8162)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8162)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8163)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Son amendement n° 96 (ISF - résidence principale : exonération) (p. 8321) : retiré (p. 8322)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son amendement n° 104 (p. 8345)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 513 de M. Gilles Carrez (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8370)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son intervention (p. 8414, 8419 et s.)

Son amendement n° 106 rectifié (p. 8415)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9109)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHÉSION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 9442)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 157 rectifié de la commission (organismes à but non lucratif - taxe professionnelle : valeurs locatives) (p. 9856)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)

Son intervention (p. 11230)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 11230)
 Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 11230)
 Finances publiques : gels de crédits (p. 11230)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 11230)
 Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 11230)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10887)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 10888)
 Assemblée nationale : commission des finances : conditions de travail (p. 10888)
 Energie et carburants : pétrole (p. 10887)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : nouvelles technologies (p. 10888)
 Finances publiques : exécution du budget : Parlement (p. 10887)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10888)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dons faits par les particuliers (p. 10888)
 Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères : réforme (p. 10888)
 Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 10888)
 Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 10888)
 Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10887)
 Politique économique : croissance (p. 10887)
 Union européenne : euro (p. 10887)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 17

Son amendement n° 82 (rescrit : élargissement de la procédure) : retiré (p. 10911)

Article 28 (reconduction de la dispense de production des reçus fiscaux relatifs aux dons et aux cotisations syndicales avec la déclaration des revenus en cas de télédéclaration)

Son intervention (p. 10914)

Après l'article 30

Son amendement n° 80 (TIPP sur les esters méthyliques d'huile végétale : majoration de la réduction et fixation d'un taux minimal de défiscalisation) (p. 10918) : retiré (p. 10919)

Après l'article 42

Son amendement n° 83 (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) : retiré (p. 10939)

Son amendement n° 81 (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) : retiré (p. 10942)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11415)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : crédits (p. 11416)
 Finances publiques : reports (p. 11415)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11415)
 Politique économique : consommation (p. 11415)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11415)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11416)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2684)

Thèmes :

Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2684)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2684)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2684)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2698)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2695)
 Assurances : intermédiation (p. 2698 et s.)
 Banques et établissements financiers : protection des épargnants : information (p. 2698 et s.)
 Union européenne : directives (p. 2698)

Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)

Article 1er (transposition de la directive dans le livre V du code des assurances)

Ses amendements n°s 28 et 29 (p. 2705 et s.)

Son intervention (p. 2706 et s.)

Ses amendements n°s 30 et 15 à 21 (p. 2706 et s.)

Article 2 (contrôle des intermédiaires et incapacités professionnelles)

Son amendement n° 26 (p. 2707)

Son intervention (p. 2708 et s.)

Ses amendements n°s 22 à 25 (p. 2708)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 3 deuxième rectification du Gouvernement (assurances - intermédiation : transposition aux mutuelles et institutions de prévoyance) (p. 2709)

Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)

Son intervention (p. 2709 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 43 (assurance vie : transposition de la directive aux contrats de groupe) : adopté (p. 2713)

Article 4 (dispositions applicables aux incapacités des intermédiaires en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 2713 et s.)

Article 5 (dates d'entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2714)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3833)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 3833)
 Entreprises : bénéfices : investissements (p. 3834)

Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3833)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3834)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3833 et s.)

Marchés financiers : actions : assurance vie (p. 3833)

Marchés financiers : Alternext (p. 3834)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3834)

Plus-values : imposition : valeurs mobilières : abattement pour durée de détention (p. 3834)

Politique économique : croissance (p. 3833)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3834)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 1er (tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par tout moyen moderne de télétransmission)

Son intervention (p. 3872)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Arnaud Montebourg (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : suppression des non comptabilisations prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L-225-21 du code de commerce) (p. 3875)

Intervient sur le sous-ad n° 171 rectifié de M. Gilles Carrez (montant annuel des avantages différés : suppression de la mention) à l'ad n° 10 rectifié de la commission des lois (rémunérations des dirigeants des sociétés cotées et avantages à eux consentis : transparence), rectifié (possibilité d'annulation des versements effectués et des engagements pris en méconnaissance des conditions de transparence sauf cas de bonne foi) (p. 3881)

Article 8 (transposition de la directive Prospectus)

Son intervention (p. 3902)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 34 de la commission (Caisse des dépôts : émission de tout type de titres de créance) (p. 3902)

Intervient sur le sous-ad n° 200 du Gouvernement (saisine de la commission de surveillance) à l'ad n° 34 de la commission (p. 3903)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 92 de M. Pascal Terrasse (agences de notation : contrôle de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3905)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 77 de M. Georges Tron (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3920)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Son intervention (p. 4667)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4667)

Etat : patrimoine : gestion (p. 4667)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne (p. 4668)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 4667)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 4667)

Sociétés : dirigeants (p. 4667)

Sociétés : société européenne (p. 4667)

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : entreprises individuelles (p. 4667)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4668)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4346)

Thèmes :

Emploi : allègements de cotisations pour réduction du temps de travail : prime pour l'emploi (p. 4346)

Entreprises : allègement des charges (p. 4346)

Entreprises : compétitivité : commerce extérieur (p. 4346)

Entreprises : fonds propres : épargne (p. 4346)

Politique économique : consommation (p. 4346)

François d'AUBERT
Ministre délégué à la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Jean-Pierre Door. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [2 novembre 2004] (p. 8796)
 Mme Geneviève Gaillard. Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, application, attitude de la France [15 décembre 2004] (p. 11050)
 M. Daniel Mach. Etat. Décentralisation. Conséquences, recherche et enseignement supérieur [15 décembre 2004] (p. 11055)
 M. Christian Cabal. Espace. Politique spatiale. Perspectives [15 février 2005] (p. 1096)
 M. Olivier Jardé. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [16 février 2005] (p. 1199)
 Mme Martine David. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1729)
 M. Jean-Pierre Door. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1836)
 M. Loïc Bouvard. Espace. Politique spatiale. Perspectives [5 avril 2005] (p. 2656)
 M. Pierre Lasbordes. Recherche. Politiques communautaires. Perspectives [6 avril 2005] (p. 2730)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Lionnel Luca. Enseignement secondaire. Lycées. Construction, perspectives, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) [7 décembre 2004] (p. 10673)
 M. Patrick Beaudouin. Animaux. Parcs zoologiques. Rénovation, bois de Vincennes [7 décembre 2004] (p. 10674)
 M. Rodolphe Thomas. Enseignement supérieur. Universités. Université de Caen - Basse-Normandie, travaux de mise en sécurité, financement [7 décembre 2004] (p. 10675)
 M. Michel Lefait. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel. Sections électronique et électroménager, maintien, Saint-Omer [18 janvier 2005] (p. 14)
 M. Pierre Bourguignon. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Seine-Maritime [18 janvier 2005] (p. 15)
 M. Jean-Christophe Lagarde. Enseignement supérieur. Universités. Campus de Bobigny, travaux de réhabilitation, perspectives [18 janvier 2005] (p. 17)
 M. Thierry Mariani. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [18 janvier 2005] (p. 18)
 M. Robert Lamy. Enseignement privé. Perspectives. Écoles de production, statut [1^{er} février 2005] (p. 481)
 M. Pierre-Christophe Baguet. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [1^{er} février 2005] (p. 482)
 M. Jérôme Bignon. Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire. Élaboration, conséquences, Somme [1^{er} février 2005] (p. 482)
 M. Rodolphe Thomas. Enseignement maternel et primaire. Élèves. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans [1^{er} mars 2005] (p. 1480)
 M. Philippe Martin. Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT). Département hygiène sécurité environnement (HSE), fonctionnement, effectifs de personnel, Auch [1^{er} mars 2005] (p. 1481)
 M. Philippe Tourtelier. Enseignement : personnel. Personnel détaché. Mise à disposition, centre de découverte du milieu marin, Saint-Briac, maintien [1^{er} mars 2005] (p. 1482)
 M. Jean-Pierre Decool. Patrimoine culturel. Église Saint-Jean-Baptiste de Bourbourg. Rénovation, perspectives [1^{er} mars 2005] (p. 1483)
 M. Thierry Mariani. Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire. Vaucluse [8 mars 2005] (p. 1697)
 M. Jean-Jacques Descamps. Professions de santé. Orthophonistes. Formation [8 mars 2005] (p. 1698)
 M. François Lamy. Enseignement supérieur. Université de Paris-Sud XI. Locaux, réhabilitation, financement [8 mars 2005] (p. 1699)
 M. Michel Heinrich. Education physique et sportive. Enseignement maternel et primaire. Qualification, réglementation [22 mars 2005] (p. 2196)

- M. Jean-Paul Chanteguet. Enseignement technique et professionnel. Fonctionnement. Financement, Indre [22 mars 2005] (p. 2197)
 M. Michel Vaxès. Déchets, pollutions et nuisances. Étang de Berre. Pollution industrielle, lutte et prévention [22 mars 2005] (p. 2198)
 M. François Dosé. Enseignement secondaire. Baccalauréat. Centres d'examen, suppression, conséquences, Meuse [29 mars 2005] (p. 2483)
 Mme Chantal Robin-Rodrigo. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Hautes-Pyrénées [29 mars 2005] (p. 2485)
 Mme Maryvonne Briot. Enseignement secondaire. Collèges. Dotation horaire, maintien en zone d'éducation prioritaire (ZEP), Héricourt [3 mai 2005] (p. 3029)
 M. Francis Saint-Léger. Enseignement. Politique de l'éducation. Zones rurales, perspectives [3 mai 2005] (p. 3030)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

- Son intervention (p. 8943)
 Ses réponses (p. 8949 à 8951)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement supérieur (p. 8945 et s.)
 Entreprises : recherche et développement (p. 8944, 8947 et s.)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8947)
 Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 8944 et s.)
 Recherche : chercheurs : emploi (p. 8945)
 Recherche : crédits (p. 8944 et s.)

Réponses aux questions :

- Entreprises : recherche et développement (M. Michel Charzat) (p. 8949 et s.)
 Recherche : recherche fondamentale : emploi (Mme Jacqueline Fraysse) (p. 8951)
 Télécommunications : opérateurs : recherche développement (M. Alain Gouriou) (p. 8950)

Jean-Marie AUBRON

*Moselle (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1130, posée le 22 mars 2005. Retraites : régime général. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 2833). Appelée le 22 mars 2005. Handicapés, retraite anticipée (p. 2194)

Jean AUCLAIR

*Creuse (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [27 octobre 2004] (p. 8574)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10994)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [8 mars 2005] (p. 1731)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1064, posée le 8 février 2005. Sécurité routière. Permis de conduire (J.O. Questions p. 1178). Appelée le 8 février 2005. Permis blanc, perspectives (p. 850)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 367 (p. 7637)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 368 (p. 7639)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'adt n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7645)

Article 11 A (extension du dispositif d'autorisation d'exploitation commerciale à la distribution du fioul domestique)

Ses amendements n°s 771 et 770 (p. 7905)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 94)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : services publics (p. 95)
Postes : La Poste (p. 95)

Bertho AUDIFAX

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre du Conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France outre-mer [J.O. du 16 novembre 2005] (p. 19296)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. Administration. Rapports avec les administrés, numéro unique de renseignements, accès, perspectives [20 octobre 2004] (p. 8139)

Transports aériens. Air Bourbon. Faillite, conséquences [1^{er} décembre 2004] (p. 10339)

DÉBATS**Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8544)

Son intervention (p. 8547)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8605)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 8549)

Famille : politique familiale (p. 8550)

Outre-mer : La Réunion (p. 8549)

Sécurité sociale : caisses (p. 8548)

Sécurité sociale : caisses (p. 8605)

Sécurité sociale : déficit (p. 8548)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8548)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8545, 8548 et s.)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8550)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 8549)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8654)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Dominique Tian (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Béatrice Pavy (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Article 17 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurances maladie pour 2005)

Son intervention (p. 8706)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante -FCAATA)

Son intervention (p. 8710 et s.)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8742)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER**

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9188)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : La Réunion (p. 9188)

Emploi (p. 9188)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9188)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10010)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 10010)

Outre-mer : logement social (p. 10010)
 Outre-mer : égalité sociale (p. 10010)
 Outre-mer : La Réunion : chômage (p. 10010)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Ses amendements n^{os} 552 et 553 (p. 10113 et s.)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Ses amendements n^{os} 250 et 555 (p. 10296)

Après l'article 13

Son amendement n^o 249 (formation des apprentis ; outre-mer ; régime dérogatoire) : retiré (p. 10313)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son amendement n^o 557 (p. 10346)

Article 21 (établissement d'un contrôle administratif et financier sur les établissements bénéficiaires et les organismes gestionnaires de la collecte et interdiction du courtage pour les établissements bénéficiaires et organismes gestionnaires de centres de formation d'apprentis)

Son amendement n^o 560 (p. 10357)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son intervention (p. 10359 et s.)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son amendement n^o 562 (p. 10583)

Projet de loi n^o 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son amendement n^o 46 (p. 3959)

Après l'article 6

Son amendement n^o 61 rectifié (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961) : retiré (p. 3963)

Martine AURILLAC

*Paris (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly [J.O. du 13 janvier 2005] (p. 683)

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les

doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n^o 2112) [23 mars 2005]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) (n^o 2113) [23 mars 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n^o 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble [9 février 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n^o 2112), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole)

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n^o 2113), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) [8 juin 2005] (n^o 2360)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention, politiques communautaires [17 novembre 2004] (p. 9503)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [16 février 2005] (p. 1201)

Union européenne. Coopération judiciaire. Renforcement [10 mai 2005] (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi de finances n^o 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8168)

Thèmes :

Finances publiques : généralités (p. 8168)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8169)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8169)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : monuments historiques : crédits (p. 8777)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHÉSION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9277)

Proposition de loi n^o 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10157)

Thèmes :

Établissements de santé : droits du malade (p. 10157)

Santé : fin de vie (p. 10157)

Santé : soins palliatifs (p. 10157)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10768)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10769)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10769)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10769)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1238)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3252)

Thèmes :

Baux : congé : délais (p. 3252)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3252)

Logement : ventes à la découpe : plus-values à court terme (p. 3252)

Vote contre le passage à la discussion d groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3252)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3304)

Thèmes :

Femmes : mère (p. 3304)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3304)

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3496)

Son intervention (p. 3496)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 3497)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 3497)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : patrimoine culturel (p. 3496)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3505)

Thèmes :

Baux : bailleurs : avantages fiscaux (p. 3505)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3505)

Logement : ventes à la découpe (p. 3505)

Logement : ventes à la découpe : protection sociale (p. 3505)

Logement : aides et prêts (p. 3506)

Professions immobilières : plus-values à court terme (p. 3505)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Ses amendements n° 22 et 23 rectifié (p. 3523)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3669)

Son amendement n° 25 (p. 3670)

Après l'article 2 (suite)

Son amendement n° 28, deuxième rectification précédemment réservé (terme du bail repoussé à deux ans à compter de la notification du congé pour vente) (p. 3673) : adopté (p. 3674)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3675)

Ses explications de vote (p. 3679)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3680)

Jean-Marc AYRAULT

*Loire-Atlantique (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

Nommé président du groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2044 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales, économiques et juridiques de l'exposition des personnes à l'amiante et sur les conditions d'une meilleure prévention de l'ensemble des questions de santé publique liées aux risques industriels et aux pollutions industrielles [26 janvier 2005]

Proposition de résolution n° 2048 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au service dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final, E 2520) [1^{er} février 2005]

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2184 relative aux concessions d'aménagement [23 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2240 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [12 avril 2005]

Proposition de loi n° 2326 tendant à supprimer la journée de travail non rémunérée [11 mai 2005]

Proposition de résolution n° 2382 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances relatives à l'enlèvement, à la détention et aux conditions de la libération en Irak de Florence Aubenas et Hussein Hanoun [17 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq. Journalistes français otages, gestion de la crise [5 octobre 2004] (p. 7465)

Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [2 novembre 2004] (p. 8789)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)
 Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [18 janvier 2005] (p. 34)
 Travail. Salaires. Revalorisation [15 mars 2005] (p. 2008)
 Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, pertinence [3 mai 2005] (p. 3042)
 Union européenne. Perspectives. Attitude de la France [22 juin 2005] (p. 3796)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1108, posée le 8 mars 2005. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 2271). Appelée le 8 mars 2005. Chantelle, emploi et activité, Loire-Atlantique (p. 1696)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Exprime, au nom du groupe socialiste, sa solidarité avec la Guadeloupe et les victimes du tremblement de terre. Il rappelle qu'une commission d'enquête peut exclure de son champ d'action ce qui relève des procédures judiciaires pour enquêter sur tout le reste. Il demande solennellement, sans polémique, que tout soit fait pour réunir les conditions d'une paix civile en Polynésie et conseille d'éviter toute réforme du mode de scrutin [23 novembre 2004] (p. 9885)

Demande au groupe UMP et au président de la commission des finances de faire preuve d'esprit d'ouverture et de suivre le groupe socialiste en acceptant la création de la commission d'enquête relative au mode de formation des prix et des marges dans le secteur de la grande distribution [25 novembre 2004] (p. 10058)

Émet une vive protestation devant le report de l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 19 et relatifs à la défense du secteur public dans les zones rurales [19 janvier 2005] (p. 136)

Se plaint de ce que son collègue M. Vidalies n'ait pas pu répondre au Gouvernement sur un point important [2 février 2005] (p. 650)

Demande une nouvelle lecture par le ministre délégué de la déclaration du Premier ministre précisant sa position sur les heures supplémentaires [2 février 2005] (p. 656)

Demande une vérification du scrutin public et des délégations de vote. Il conteste l'instauration d'une journée de solidarité le lundi de Pentecôte, au détriment des seuls salariés, alors que le Gouvernement baisse les impôts des catégories qui gagnent le plus. En outre, cette mesure sera insuffisante pour remplir l'objectif de solidarité [4 mai 2005] (p. 3125)

Prend acte des explications sur le vote et ne met en cause ni la Présidence ni le travail des fonctionnaires de l'Assemblée. Il souligne le caractère écrasant de la majorité. Il annonce que les socialistes s'engagent à annuler la suppression du jour férié du lundi de Pentecôte et à financer par le budget la solidarité en faveur des personnes âgées dépendantes et des personnes handicapées [4 mai 2005] (p. 3126)

Souhaite que les Français connaissent le montant des sommes investies par le Gouvernement dans la campagne diffusée dans les médias à propos de la solidarité avec les personnes âgées et les personnes handicapées [4 mai 2005] (p. 3128)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7476) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 7486)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Sa motion de renvoi en commission (p. 7612) soutenue par M. Henri Nayrou : rejetée (p. 7618)

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7937)

Thèmes :

Constitution (p. 7937)

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7939)

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7938 et s.)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7938)

Union européenne : élargissement (p. 7938 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7938 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8087) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 8103)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8207) soutenue par M. Dominique Strauss-Kahn : rejetée (p. 8223)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son exception d'irrecevabilité (p. 8519) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 8534)

Sa question préalable (p. 8539) soutenue par M. Alain Claeys : rejetée (p. 8546)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9163) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée (p. 9169)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son rappel au règlement (cf. supra) [23 novembre 2004] (p. 9885)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9943) soutenue par M. Patrick Roy : rejetée (p. 9958)

Sa motion de renvoi en commission (p. 10029) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 10043)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 novembre 2004] (p. 10058)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 10712 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10728)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10728)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10832)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10833)

Arts et spectacles : intermittents (p. 10832)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10832)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10832)

Culture : éducation populaire (p. 10833)

Culture : politique culturelle (p. 10832)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 10832 et s.)

Enseignements artistiques : crédits (p. 10833)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10832)

Patrimoine culturel : patrimoine archéologique (p. 10833)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10799) soutenue par M. André Vallini : rejetée (p. 10805)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10866) soutenue par M. Didier Migaud : rejetée (p. 10875)

Sa motion de renvoi en commission (p. 10901) soutenue par M. Jean-Louis Dumont : rejetée (p. 10901)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 28

Son amendement n° 143 (art contemporain : mécénat d'entreprise) : rejeté (p. 10917)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son exception d'irrecevabilité (p. 10968) soutenue par M. Jérôme Lambert : rejetée (p. 10972)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son amendement n° 7 (p. 11149)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11175) soutenue par Mme Marie-Renée Oget : rejetée (p. 11178)

Sa motion de renvoi en commission (p. 11199) soutenue par Mme Martine Carrillon-Couvreur : rejetée (p. 11203)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son exception d'irrecevabilité (p. 52) soutenue par Mme Marylise Lebranchu : rejetée (p. 65)

Sa motion de renvoi en commission (p. 117) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 136)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 janvier 2005] (p. 136)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2855) soutenue par M. François Brottes : rejetée (p. 2861)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2883) soutenue par M. Alain Gouriou : rejetée (p. 2889)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 373)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 375)

Emploi : chômage (p. 375)

Etat : Nation : populisme (p. 373)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : Union européenne (p. 376)

Politique générale (p. 373, 376)

Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 375)

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 375)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 374)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 373 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 375 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 374 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son exception d'irrecevabilité (p. 524) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée (p. 535)

Sa question préalable (p. 541) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 559)

Intervention : accuse la majorité de ne pas respecter une loi votée par elle-même ; demande une suspension de séance [1^{er} février 2005] (p. 559)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 534)
Travail : droit du travail (p. 534)
Travail : durée du travail (p. 533, 534)
Travail : heures supplémentaires (p. 534)
Travail : négociations (p. 534)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 650)
Demande la vérification du quorum [2 février 2005] (p. 657)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Intervention : estime que la tenue des débats nocturnes à marche forcée sur un texte aussi important ne convient ni à la dignité, ni à la qualité des travaux de l'Assemblée nationale ; demande la suspension des débats en attendant que les organisations syndicales soient reçues par le Premier ministre (p. 837)
Demande la vérification du quorum [7 février 2005] (p. 841)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2086) soutenue par M. Jean Le Garrec : rejetée (p. 2093)
Sa question préalable (p. 2093) : rejetée (p. 2098)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1114) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1130)
Sa motion de renvoi en commission (p. 1216) soutenue par M. Yves Durand : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1231)

Thèmes :

Enseignement : bourses d'études (p. 1123)
Enseignement : inégalités (p. 1115, 1116, 1120)
Enseignement : laïcité (p. 1119)
Enseignement : moyens (p. 1124, 1125)
Enseignement : élèves (p. 1116 et s.)
Enseignement : fermetures de classes (p. 1116)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1122)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1114 et s.)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1121)
Enseignement : personnel : carrière (p. 1115 et s.)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 1116 et s.)
Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1121)
Enseignement : personnel : responsabilités (p. 1115 et s.)
Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 1116)
Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 1116)
Enseignement : personnel : vacataires (p. 1115)
Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 1117)
Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 1117)
Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1115)
Enseignement secondaire : collèges (p. 1122)
Enseignement secondaire : diplômés (p. 1118)
Enseignement secondaire : pédagogie (p. 1119)
Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 1123)
Enseignement supérieur : universités (p. 1123)
Formation professionnelle : formation continue (p. 1124)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Son amendement n° 295 (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) : rejeté (p. 1236)
Son amendement n° 294 (prévision d'une loi de programmation sur l'école) (p. 1236) : rejeté (p. 1237)

Article 2 (mission première de l'école)

Son amendement n° 292 rectifié (p. 1246)
Demande la vérification du quorum sur le vote de l'amendement n° 5 [16 février 2005] (p. 1252)

Après l'article 3

Son amendement n° 297 rectifié (rôle des établissements scolaires dans l'éducation et la formation tout au long de la vie) (p. 1278) : rejeté (p. 1279)
Son amendement n° 300 rectifié (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1293) : rejeté (p. 1295)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Intervient sur la demande de vérification du quorum de M. Bernard Accoyer : proteste contre les conditions de travail, demande d'interrompre le débat afin de le reprendre dans des conditions normales après la semaine d'interruption des travaux parlementaires (p. 1376)
Son intervention (p. 1387)

Avant l'article 11

Son amendement n° 310 (articulation entre grande section de maternelle et cours préparatoire) : rejeté (p. 1434)
Son amendement n° 311 (articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième) : rejeté (p. 1435)
Son amendement n° 312 (articulation entre la classe de troisième et la classe de seconde) : rejeté (p. 1435)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son amendement n° 381 (p. 1435)

Après l'article 12

Son amendement n° 378 (droit permanent à l'orientation scolaire et professionnelle) : rejeté (p. 1438)

Article 14 (école maternelle)

Son amendement n° 374 (p. 1439)

Article 16 (diplômes)

Son amendement n° 319 (p. 1440)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2401) soutenue par M. Yves Durand : rejetée (p. 2403)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1503) soutenue par M. Paul Giacobbi : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1511)
Sa question préalable (p. 1513) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1545)
Sa motion de renvoi en commission (p. 1572) soutenue par M. Alain Vidalies : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1579)
Demande la vérification du quorum [1^{er} mars 2005] (p. 1524)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4645) soutenue par M. Arnaud Montebourg : rejetée (p. 4648)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Sa question préalable (p. 1855) soutenue par M. Jean-Pierre Blazy : rejetée (p. 1866)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)

Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)

Son amendement n° 2 (législations sociales des Etats membres ; harmonisation) : rejeté (p. 2038)
 Son amendement n° 3 (services d'intérêt économique général ; législation européenne ; adoption préalable) : rejeté (p. 2039)
 Son amendement n° 1 (demande de retrait de la directive) : rejeté (p. 2040)
 Ses explications de vote (p. 2040)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 2041)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2378) soutenue par M. François Dosé : rejetée (p. 2381)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 2411) soutenue par M. Philippe Tourtelier : rejetée (p. 2417)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3929) soutenue par M. François Dosé : rejetée (p. 3933)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2667)

Thèmes :

Emploi (p. 2668)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2671)
 Pays étrangers : Turquie (p. 2672)
 Politique économique : mondialisation (p. 2667)
 Politiques communautaires : aides communautaires : aide au développement (p. 2668)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2671)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2670)
 Recherche (p. 2671)
 Secteur public : services publics (p. 2669)
 Sécurité sociale : protection sociale (p. 2668)
 Union européenne : constitution européenne (p. 2667 et s.)
 Union européenne : directives : services (p. 2669)
 Union européenne : subsidiarité (p. 2668)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2738) soutenue par M. Bernard Derosier : rejetée (p. 2745)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 2761) soutenue par M. Jean-Pierre Dufau : rejetée (p. 2766)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3061) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 3080)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 3107) soutenue par M. Gérard Bapt : rejetée (p. 3120)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Ses rappels au règlement (cf. supra) [4 mai 2005] (p. 3125, 3126, 3128)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3280) soutenue par Mme Catherine Génisson : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3286)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 3314) soutenue par Mme Danièle Hoffman-Rispal : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3320)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3554) soutenue par Mme Paulette Guinchard : rejetée (p. 3565)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 3617) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 3626)

Déclaration du Gouvernement n° 2373 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur le Conseil européen

[15 juin 2005] (p. 3603)

Son intervention (p. 3605)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 3606)
 Recherche (p. 3606)
 Secteur public : services publics (p. 3606)
 Union européenne : constitution européenne (p. 3605)
 Union européenne : élargissement (p. 3606)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son exception d'irrecevabilité (p. 3819) soutenue par M. Tony Dreyfus : rejetée (p. 3823)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4035) soutenue par M. Gaëtan Gorce : rejetée (p. 4048)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 4120) soutenue par M. Michel Liebgott : rejetée (p. 4133)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4214) soutenue par M. Michel Vergnier : rejetée (p. 4222)
 Sa question préalable (p. 4222) soutenue par M. Jean Gaubert : rejetée (p. 4229)
 Sa motion de renvoi en commission (p. 4260) soutenue par M. Jean-Marie Le Guen : rejetée (p. 4270)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4411 et s.)

Demande la vérification du quorum [6 juillet 2005] (p. 4420)

Après l'article 22

Intervient sur l'adit n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4427)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent quarante-deux membres de l'Assemblée nationale (Emploi 2403)

[5 juillet 2005] (p. 4289)

Son intervention (p. 4289)

Thèmes :

Droit pénal : récidive (p. 4290)

Emploi : chômage (p. 4290 et s.)

Etat : rôle (p. 4291)

Etat : décentralisation (p. 4291)

Impôt sur le revenu : barème (p. 4290)

Ordre public : sécurité (p. 4290)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4291)

Politique générale : politiques communautaires (p. 4292)

Politique générale : institutions (p. 4289, 4291)

Politique sociale : inégalités (p. 4290 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4292)

Travail : droit du travail (p. 4291)

Travail : négociations (p. 4289)

Travail : précarité (p. 4290 et s.)

Ses explications de vote (p. 4289)

Le groupe socialiste vote la censure (p. 4292)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4627) soutenue par M. Jacques Floch : rejetée (p. 4630)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2226) soutenue par M. Jean Gaubert : rejetée (p. 2233)

Sa question préalable (p. 2233) soutenue par Mme Marylise Lebranchu : rejetée (p. 2241)

B

Jean-Paul BACQUET

*Puy-de-Dôme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée (n° 1861) [10 novembre 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VI : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1866) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1550) autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [17 février 2005] (n° 2106)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1861) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [22 mars 2005] (n° 2170)

Proposition de résolution n° 2221 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les activités de la Compagnie Française pour l'Assurance du Commerce Extérieur (COFACE) pour le compte de l'Etat et leur lien avec l'évolution de l'aide publique au développement [30 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Missions de service public [12 octobre 2004] (p. 7754)

Politique extérieure. Iraq. Situation politique, attitude de la France [7 décembre 2004] (p. 10382)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [19 janvier 2005] (p. 113)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 mars 2005] (p. 2215)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [29 mars 2005] (p. 2502)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 884, posée le 5 octobre 2004. Gendarmerie. Fonctionnement (J.O. Questions p. 7656). Appelée le 5 octobre 2004. Effectifs de personnel, zones rurales (p. 7441)

n° 1007, posée le 18 janvier 2005. Elevage. Lait (J.O. Questions p. 421). Appelée le 18 janvier 2005. Appellation montagne, réglementation (p. 12)

n° 1234, posée le 31 mai 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Pneumatiques (J.O. Questions p. 5453). Appelée le 28 juin 2005. Elimination, réglementation (p. 4003)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8581)

Thèmes :

Risques professionnels : incapacité de travail (p. 8581)

Santé : accès aux soins (p. 8582)

Sécurité sociale : déficit (p. 8581)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 9636)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : généralités (p. 9636)

Commerce extérieur : organismes : réforme (p. 9636)

Entreprises : délocalisations (p. 9637)

Pays étrangers : Chine (p. 9636)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)

Son intervention (p. 1030)

Thèmes :

Droit civil : contrats : volontaires (p. 1030)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1030)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 1032)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1033)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Ses amendements n° 2 et 1 (p. 1033, 1034)

Ses explications de vote (p. 1035)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1047)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : cimetières (p. 1048)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1048)

Rapatriés : harkis (p. 1047 et s.)

Rapatriés : indemnisation (p. 1048)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1047 et s.)

Pierre-Christophe BAGUET

*Hauts-de-Seine (9^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XIII : Jeunesse et sports (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [17 novembre 2004] (p. 9500)

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Oeuvres multimédia, reproduction [8 février 2005] (p. 878)

Presse et livres. Presse. Vendeurs-colporteurs, exercice de la profession [5 avril 2005] (p. 2650)

Culture. Politique culturelle. Art contemporain, fondation Pinault, perspectives [10 mai 2005] (p. 3265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 986, posée le 21 décembre 2004. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 10104). Appelée le 21 décembre 2004. Création, hôpital Ambroise-Paré - Boulogne (p. 11260)

n° 1037, posée le 1^{er} février 2005. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 884). Appelée le 1^{er} février 2005. Statut (p. 482)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que les dissensions internes à l'opposition de gauche n'ont pas à entraver la poursuite d'un débat essentiel [3 février 2005] (p. 719)

Affirme contre l'avis de M. Maxime Gremetz la régularité de la conférence des présidents précédemment convoquée par M. Eric Raoult [3 février 2005] (p. 784)

Regrette que les groupes ne pourraient s'organiser si le Congrès était convoqué le 28 février et demande que l'examen du projet de loi d'orientation sur l'école s'achève dans la nuit [18 février 2005] (p. 1383)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7928)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8385)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad^t n° 449 rectifié de M. Alain Joyandet (fonds de modernisation de la presse : taux de la taxe sur la publicité hors médias porté de 1 % à 2,25 %) (p. 8477)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9610)

Thème avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 9610, 9611)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8765)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8766)

Arts et spectacles : spectacles (p. 8766)

Culture : politique culturelle (p. 8766)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9658)

Son intervention (p. 9658)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9658)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9658)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9658)

Presse et livres : presse (p. 9658, 9659)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad^t n° 134 de la commission des affaires économiques (affectation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique ; radios associatives locales) (p. 9663)

Intervient sur l'ad^t n° 125 de la commission (transmission des contrats d'objectifs et de moyens à la commission parlementaire compétente) (p. 9664)

Intervient sur l'ad^t n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9664)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9702)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9703)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9702)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9703)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9702)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9703)

Presse et livres : diffusion (p. 9703)

Presse et livres : presse (p. 9702, 9703)

Sports : football : audiovisuel et communication (p. 9702)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Ses interventions (p. 9757, 9770)

Thèmes :

Jeunes : associations (p. 9770)

Sports : télévision (p. 9758)

Sports : football (p. 9757)

Sports : installations sportives (p. 9757)

Sports : licences sportives (p. 9757)

Sports : politique du sport (p. 9757)

Sports : sport de haut niveau (p. 9757)

JUSTICE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9688)

Son intervention (p. 9689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : création d'emplois (p. 9689)

Système pénitentiaire (p. 9690)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9255)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : programmes (p. 9257)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 9257)
- Enfants : mauvais traitements (p. 9257)
- Famille : prestations familiales (p. 9255 et s.)
- Famille : naissances (p. 9255)
- Famille : politique familiale (p. 9255)
- Handicapés : tutorat (p. 9256)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9255)
- Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9255)
- Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 9255 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Avant l'article 63*

Intervient sur l'adt n° 252 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (taxe affectée au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz : exonération des tours de chant, concerts et spectacles de musique traditionnelle) (p. 9820)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

- Son intervention (p. 9823)
- Son amendement n° 221 (p. 9823)
- Son sous-amendement n° 262 à l'adt n° 154 rectifié de la commission (p. 9824)

Après l'article 63

Son amendement n° 220 (personnes âgées dépendantes hébergées en établissement – réduction d'impôt : relèvement de 3 000 € à 5 000 € du plafond des dépenses et extension à l'hébergement) (p. 9832) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 222 rectifié (garde d'enfant: réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9834) : adopté après modification (p. 9837)

Intervient sur le sous-adt n° 266 de M. Hervé Mariton (maintien de la réduction d'impôt) à son amendement n° 222 rectifié (p. 9837)

Article 64 (exonération des rémunérations versées aux jeunes au titre d'activités exercées à l'occasion des congés scolaires ou universitaires)

- Son intervention (p. 9838)

Après l'article 64

Son amendement n° 216 (locations consenties à des étudiants : abattement de 20 %) (p. 9839) : retiré (p. 9840)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

- Son amendement n° 218 (p. 9847)
- Son intervention (p. 9848 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 165 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : modalités de calcul des recettes) (p. 9855)

Son amendement n° 31 deuxième rectification (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : abattement sur les bases) (p. 9855) : rejeté (p. 9856)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) (p. 9869)

Avant l'article 70

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Hervé Morin (prix du pétrole : rapport du Gouvernement sur les conséquences de son augmentation) (p. 9870)

*Seconde délibération**Article 44 et état A*

- Son intervention (p. 9875)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)*Article 25 (réforme du mode de financement de l'Union nationale des associations familiales -UNAF-)*

- Son intervention (p. 8681)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) des majorations de pension pour enfants)

- Son intervention (p. 8682 et s.)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

- Son intervention (p. 9802)

Thèmes :

- Finances publiques : dette publique (p. 9802 et s.)
- Finances publiques : équilibre budgétaire : fonctionnement (p. 9803)
- Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9802)
- Justice : Conseil d'Etat (p. 9802)
- Lois de finances rectificatives (p. 9803)
- Partis et mouvements politiques : opposition : rôle (p. 9803)
- Politique économique : croissance : prévisions (p. 9802)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)*Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)*

- Son intervention (p. 9807 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Charles de Courson (projets de lois de finances : présentation en équilibre de fonctionnement à compter de 2008) (p. 9809)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Charles de Courson (prévision mensuelle des recettes) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Didier Migaud (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9815)

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la commission des finances d'un de ses membres pour un objet et une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9815)

Ses explications de vote (p. 9817)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9817)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)*Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)*

- Son amendement n° 61 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10741)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)*Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)*

- Son intervention (p. 10776)

Article 2 (gage financier)

- Son intervention (p. 10777)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (régime de retraite additionnel des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10778)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10836)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10836)
Arts et spectacles : intermittents (p. 10836)
Arts et spectacles : musique (p. 10837)
Arts et spectacles : spectacles (p. 10836)
Audiovisuel et communication : cinéma (p. 10837)
Culture : politique culturelle (p. 10836 et s.)
TVA : taux (p. 10837)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10879)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : conditions de travail (p. 10879)
Audiovisuel et communication : chaîne internationale d'information (p. 10880)
Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs : permis de chasser (p. 10880)
Emploi : emplois familiaux : crédit d'impôt (p. 10879 et s.)
Energie et carburants : gaz : agriculteurs (p. 10880)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10879)
Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10879)
Marchés publics : appels d'offres : Union des groupements d'achats publics (UGAP) (p. 10880)
Partis et mouvements politiques : UDF (p. 10880)
Politique générale : réforme (p. 10879)
Presse et livres : presse : aides (p. 10880)
Travail : titres-restaurant (p. 10880)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 719)
Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Hervé Morin (p. 722)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 784)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 669)

Thèmes :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 669)
Handicapés : allocation compensatrice (p. 669)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 669, 670)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 669, 670)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 670)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 921)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aides maternelles (p. 922)
Enfants : politique de l'enfance (p. 921, 922)
Professions sociales : aides familiales (p. 921, 922)
Professions sociales : assistants maternels (p. 921, 922)
Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 921, 922)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son amendement n° 48 (p. 970)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son amendement n° 22 (p. 974)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son intervention (p. 986)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps»)

Son intervention (p. 987)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son intervention (p. 991 et s.)

Son amendement n° 23 (p. 992)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 995)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 996)

Ses explications de vote (p. 1001)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1001)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)

Son intervention (p. 2916)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 2916)
Enfants : crèches et garderies (p. 2916)
Enfants : politique de l'enfance (p. 2916)
Professions sociales : aides familiales (p. 2916)
Professions sociales : assistants maternels (p. 2916)
Travail : salaires : professions sociales (p. 2916)
Ses explications de vote (p. 2931)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2932)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3703)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges (p. 3704)
Professions sociales : aides familiales (p. 3704)
Professions sociales : assistants maternels (p. 3704)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3704)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1326 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 102 de M. Yvan Lachaud (enseignement des langues étrangères et régionales ; immersion et maîtrise du français) (p. 1338)

Son amendement n° 226 (statut des directeurs d'écoles) (p. 1338) : rejeté (p. 1339)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1365 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 91 rectifié de la commission (enseignement des langues et cultures régionales) (p. 1438)

Intervient sur l'ad n° 223 rectifié de M. Philippe Folliot (éducation à la consommation) (p. 1438)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 228 de M. Hervé Morin (expérimentation d'un nouveau système d'évaluation) (p. 1439)

Article 18 (brevet)

Son intervention (p. 1442)

Avant l'article 19

Intervient sur l'ad n° 340 de M. Jean-Pierre Blazy (dépenses de fonctionnement des classes des écoles primaires ; répartition entre la commune d'accueil et la commune de résidence : application à la seule école publique) (p. 1444)

Article 19 (établissements d'enseignement)

Son intervention (p. 1444)

Son sous-amendement oral à l'ad n° 96 de la commission (p. 1444)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 147 rectifié de M. Guy Teissier (fonction de directeur d'école) (p. 1446)

Article 21 (conseil pédagogique)

Son intervention (p. 1447)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 227 rectifié de M. Yvan Lachaud (formations supérieures dispensées dans les lycées) (p. 1448)

Après l'article 62

Intervient sur l'ad n° 467 de M. Rodolphe Thomas (rôle des régions en matière d'information et d'orientation des jeunes) (p. 1452)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2824)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2824)

Famille : adoption (p. 2824)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2825)

Relations internationales : adoption (p. 2824)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2836)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)

Son intervention (p. 2844)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2940)

Ses explications de vote (p. 2946)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2946)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2990 et s.)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Ses amendements n°s 29 deuxième rectification, 220 et 221 rectifié (p. 2994)

Article 13 ter (redéfinition du champ de la taxe sur les imprimés non sollicités)

Son intervention (p. 3003)

Son sous-amendement n° 228 à l'ad n° 28 rectifié de M. Alain Joyandet (p. 3003)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 160 de M. Francis Vercamer (aides aux personnes handicapées : rémunération : utilisation du chèque emploi-service universel) (p. 3711)

Intervient sur l'ad n° 137 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement : emplois de services à la personne : validation des trimestres) (p. 3712)

Proposition de loi n° 1651 rectifié, tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3686)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3687)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3687)

Culture : mécénat (p. 3687)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3687)

Projet de loi organique n° 2334 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Son intervention (p. 4612)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4613)

Elections et référendums : abstentionnisme : Français de l'étranger (p. 4613)

Elections et référendums : vote par internet (p. 4613)

Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger (p. 4613)

Français de l'étranger : listes électorales consulaires (p. 4613)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4613)

Projet de loi n° 2335 modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4613)

Patrick BALKANY

*Hauts-de-Seine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2080 visant à favoriser la diffusion d'œuvres artistiques au public [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 5 (exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés des jeux Olympiques et Paralympiques d'Athènes)

Son amendement n° 516 : non soutenu (p. 8267)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 64 (exonération des rémunérations versées aux jeunes au titre d'activités exercées à l'occasion des congés scolaires ou universitaires)

Son intervention (p. 9838)

Après l'article 68

Son amendement n° 13 (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de bases de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9851) : rejeté (p. 9854)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Article 9 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 77 (p. 2773)

Édouard BALLADUR

*Paris (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 1985 relative au renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement en matière européenne [9 décembre 2004]

Proposition de résolution n° 2338 sur la mise en œuvre de l'action-cadre : "Mettre à jour et simplifier l'acquis communautaire" (E 2853) [18 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne**

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 7950)

Thèmes :

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7951)

Union européenne : élargissement (p. 7950)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7950 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8450 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Son amendement n° 198 deuxième rectification (attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux) (p. 9818) : adopté après modification (p. 9819)

Son amendement n° 196 (plan d'épargne entreprise : réduction d'impôt au titre de l'achat d'actions) (p. 9818) : retiré (p. 9819)

Son amendement n° 197 (plan d'épargne entreprise : doublement du plafond de l'abondement pour l'achat d'actions); rectifié (majoration de 80 %) (p. 9818) : adopté après rectification et modification (p. 9819)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 312)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 312)

Constitution : article 88-6 (p. 312)

Union européenne : parlements nationaux (p. 311 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 311)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 311)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 427)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission des affaires étrangères (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 453)

Son amendement n° 6 (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs à l'exception de ceux relatifs aux traités en cours de négociation par le Président de la République) (p. 451) : retiré (p. 453)

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article

88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 457)

Déclaration du Gouvernement n° 2373 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur le Conseil européen

[15 juin 2005] (p. 3603)

Son intervention (p. 3610)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 3611)

Politiques communautaires : budget (p. 3611)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3611)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3610)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3610 et s.)

Jean-Pierre BALLIGAND

*Aisne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [9 novembre 2004] (p. 9157)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1008, posée le 18 janvier 2005. Santé. Maladie d'Alzheimer (J.O. Questions p. 421). Appelée le 18 janvier 2005. Prise en charge (p. 29)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8156)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 8157)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8157 et s.)

Donations et successions (p. 8158)

Energie et carburants : pétrole (p. 8158)

Finances publiques : dette publique (p. 8157)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8158)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvements (p. 8158)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8158)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8157 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8158)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8157)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8158)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8158)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8158)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8157)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9749)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9750)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9750)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 9750)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9750)

Union européenne : fonds structurels (p. 9750)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1083)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 1084)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1083 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1083 et s.)

Départements (p. 1083 et s.)

Impôts locaux (p. 1084)

Régions : fiscalité : gauche (p. 1085)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3835)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 3835)

Assemblée nationale : députés : groupes de pression (p. 3838)

Donations et successions (p. 3837)

Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 3835)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3811, 3835 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3835 et s.)

Entreprises : intéressement et participation : sous-traitance (p. 3836)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3837)

Lois : projet de loi (p. 3835)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3836)

Marchés financiers : dividendes : plus-values (p. 3836)

Retraites : généralités : cotisations : épargne retraite (p. 3837)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3837)

Sociétés : dirigeants (p. 3835 et s.)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 1er (tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par tout moyen moderne de télétransmission)

Son intervention (p. 3872)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Son intervention (p. 3873)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 122 de M. Arnaud Montebourg (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : suppression des non comptabilisations prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L-225-21 du code de commerce) (p. 3875)

Son amendement n° 84 (comité des rémunérations) : rejeté (p. 3876)
 Intervient sur les adts n°s 116 et 117 de M. Arnaud Montebourg (rémunération des mandataires sociaux : définition) (p. 3877)
 Son amendement n° 83 (localisation fiscale des activités et prix de transfert : publicité) : rejeté (p. 3877)
 Intervient sur l'adt n° 160 deuxième rectification du Gouvernement (rémunérations ou avantages dus aux dirigeants des sociétés cotées à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions : approbation par le conseil d'administration ou de surveillance et par l'assemblée générale) (p. 3878)
 Intervient sur l'adt n° 107 de M. Arnaud Montebourg (de coordination) (p. 3881)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son intervention (p. 3898)

Après l'article 8

Intervient sur le sous-adt n° 200 du Gouvernement (saisine de la commission de surveillance) à l'adt n° 34 de la commission (Caisse des dépôts : émission de tout type de titres de créance) (p. 3904)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 110 de M. Arnaud Montebourg (membres de l'Autorité des marchés financiers : incompatibilité avec la qualité d'administrateur ou la fonction de dirigeant de société anonyme) (p. 3905)

Intervient sur l'adt n° 111 de M. Arnaud Montebourg (délits boursiers : ouverture du délai de prescription à la révélation et non à la commission des faits) (p. 3905)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Ses amendements n°s 97 et 98 (p. 3909 et s.)

Après l'article 16

Son amendement n° 96 (rapport entre les sommes perçues par les salariés n'ayant pas le caractère de salaire et la masse salariale : communication avant la négociation salariale annuelle) : rejeté (p. 3914)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son amendement n° 103 (p. 3917)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4026)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4027)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son amendement n° 24 (p. 3959)

Après l'article 6

Son amendement n° 25 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) : rejeté (p. 3963)

Son amendement n° 26 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963) : rejeté (p. 3964)

Gérard BAPT

*Haute-Garonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 9 novembre 2004] (p. 18972)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 37 : Santé, famille, personnes âgées et personnes handicapées (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [13 octobre 2004] (p. 7834)

Ministères et secrétariats d'Etat. Santé : budget. Crédits pour 2005 [10 novembre 2004] (p. 9235)

Santé. Politique de la santé. Perspectives [7 décembre 2004] (p. 10386)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [2 mars 2005] (p. 1539)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1054, posée le 8 février 2005. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Commissions de reclassement, fonctionnement (p. 852)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 423 de M. André Chassaigne (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7851)

Intervient sur l'adt n° 622 de M. Jean Lassalle (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7851)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7853)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8194)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8194)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8195)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8194 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8194 et s.)

Politique sociale : fracture sociale (p. 8194 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 8194)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8240)

Intervient sur l'ad t n° 224 de M. Pascal Terrasse (cotisations syndicales : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8244)

Intervient sur l'ad t n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 8251)

Intervient sur l'ad t n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8251)

Intervient sur l'ad t n° 260 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8254)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8263)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8267)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8270)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8285)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 284 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9237)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9239)

Drogue : toxicomanie (p. 9238)

Handicapés : crédits (p. 9239)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 9239)

Produits dangereux : amiante (p. 9238)

Santé : accès aux soins (p. 9239)

Santé : alcoolisme (p. 9240)

Santé : cancer (p. 9238)

Santé : crédits (p. 9237 et s.)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 9239)

Santé : obésité (p. 9240)

Santé : politique de la santé (p. 9237 et s.)

Santé : prévention (p. 9239)

Santé : sécurité sanitaire (p. 9238)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 9238)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2004] (p. 9286)

Article 77 (augmentation des recettes du fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie (CMUC))

Son amendement n° 108 (affectation des recettes provenant de la taxation de l'alcool) (p. 9286)

Son amendement n° 109 (p. 9286)

Article 79 (création, au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), d'une taxe sur le dépôt des demandes d'autorisation d'essais cliniques)

Son intervention (p. 9287)

Après l'article 79

Intervient sur l'ad t n° 121 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur l'éventuelle création d'un institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 9287)

Intervient sur l'ad t n° 122 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur le développement de l'hospitalisation à domicile) (p. 9287)

Intervient sur l'ad t n° 123 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur le recyclage des distributeurs de boissons et produits alimentaires) (p. 9288)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 64

Son amendement n° 176 (investissements des entreprises pour l'environnement : institution d'une provision) : rejeté (p. 9840)

Après l'article 69

Son amendement n° 179 (taxe générale sur les activités polluantes : réduction de 50 % pour les entreprises bénéficiant d'une certification environnementale) : rejeté (p. 9863)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8556)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : déficit (p. 8556 et s.)

Fonction publique hospitalière : Assistance publique de Marseille (p. 8558)

Sécurité sociale : caisses (p. 8557)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8557)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8556 et s.)

Sécurité sociale : gestion (p. 8557)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8636)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 145 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du plan cancer) (p. 8646)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8650)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8662)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP-)

Son intervention (p. 8672)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 8696)

Article 17 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurances maladie pour 2005)

Son intervention (p. 8705)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8722 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad t n° 109 de M. Gaëtan Gorce (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8727)

Article 34 (amélioration de la qualité des comptes sociaux)

Son intervention (p. 8731)

Explications de vote et vote [2 novembre 2004] (p. 8797)

Ses explications de vote (p. 8800)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11209)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)

Son intervention (p. 11215)

Ses sous-amendements n°s 823 et 824 à l'ad n° 757 de Mme Maryvonne Briot (p. 11215)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11388)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11392)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)

Son intervention (p. 11421 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 679)

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 686)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 705)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1558)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1559)

Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 1559)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1559)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1559)

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1559)

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1559)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1559)

Justice : mandataires de justice : rémunération (p. 1558)

Justice : tribunaux de commerce (p. 1558 et s.)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1611)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2954)

Thèmes :

Drogue : associations de lutte et de prévention (p. 2955)

Drogue : cannabis (p. 2955)

Drogue : produits de substitution (p. 2955)

Drogue : toxicomanie (p. 2954, 2955)

Drogue : usage (p. 2954, 2955)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3079)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3107) : rejetée (p. 3120)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : amendements (p. 3079)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire : crédit d'impôt (p. 3116)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : couverture complémentaire (p. 3116)

Constitution : article 40 : recevabilité financière (p. 3112)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3108)

Professions de santé : rémunération (p. 3115)

Santé : politique de la santé : Gouvernement (p. 3107)

Sécurité sociale : autonomie financière (p. 3111)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3110, 3114)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 3109)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3111)

Sécurité sociale : déficit (p. 3113)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 3110)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 3114)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses : maîtrise médicalisée (p. 3079)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3107, 3117)

Sécurité sociale : Union des caisses d'assurance maladie (UNCAM) (p. 3108, 3116)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 284 de M. Jean-Marie Le Guen (réduction ou exonération de cotisations - étude d'impact obligatoire sur les finances de la sécurité sociale - avis des caisses nationales) (p. 3127)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 228 (p. 3150)

Son intervention (p. 3152, 3202)

Ses amendements n°s 230, 257 et 265 rectifié (p. 3154, 3165, 3172)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3215)

Son amendement n° 276 (lois de financement - principe de sincérité) (p. 3214) : rejeté (p. 3215)

Son amendement n° 279 (non-respect de l'équilibre - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) : rejeté (p. 3215)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3218)

Après l'article 3

Son amendement n° 241 (information et contrôle du Parlement sur les décrets d'élargissement des limites des découverts temporaires) : rejeté (p. 3234)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 83 deuxième rectification de la commission (suivi infra annuel de l'apurement des créances détenues par la sécurité sociale sur l'Etat) (p. 3436)

Intervient sur l'ad n° 87 de la commission (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 3440)

Intervient sur l'ad n° 306 rectifié de la commission (modalités d'amortissement de la dette sociale) (p. 3442)

*Seconde délibération**Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)*

Son intervention (p. 3446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4562)

Thèmes :

Entreprises : charges : exonérations (p. 4564)
Parlement : rôle : loi de financement (p. 4564)
Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 4563)
Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 4563)
Sécurité sociale : déficit (p. 4563)
Sécurité sociale : dépenses (p. 4563)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)*Avant l'article 1er*

Son amendement n° 55 (suppression de la journée de travail non rémunérée instituée pour financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées) (p. 4571) : rejeté (p. 4572)

Son amendement n° 56 (pas de travail non rémunéré pour le financement des politiques de solidarité) : rejeté (p. 4572)

Son amendement n° 58 (étude préalable obligatoire de l'impact sur les finances de la sécurité sociale des réductions ou exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 4572)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 43, 42, 44 et 45 (p. 4574 et s.)

Ses amendements n°s 46, 74 et 47 (p. 4575 et s.)

Reprend l'ad n° 80 de M. Yves Bur (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 4579)

Ses amendements n°s 77 et 72 (p. 4579)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 32 de M. Jean-Luc Prél (taux de croissance des dépenses supérieur aux prévisions de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4584)

Son amendement n° 48 (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4584) : rejeté (p. 4586)

Son amendement n° 49 (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4584) : rejeté (p. 4586)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4587)

Ses amendements n°s 59, 53, 50, 51, 75, 76 et 52) (p. 4587 à 4591)

Article 3 quater (débat d'orientation sur les finances sociales)

Son intervention (p. 4593)

Son amendement n° 73 (p. 4593)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 54 (p. 4596)

Ses explications de vote (p. 4599)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4599)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)*Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)*

Son intervention (p. 4280)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son amendement n° 129 (p. 4372)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son amendement n° 268 (p. 4417)

Après l'article 22

Son amendement n° 265 (remise en cause de l'abattement de l'ISF) (p. 4422) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4428)

Son amendement n° 266 (abrogation de l'article 885-I ter du code général des impôts) (p. 4428) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4429)

Son amendement n° 267 (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4429) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4430)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son amendement n° 269 (p. 4500)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son amendement n° 270 (p. 4501)

Après l'article 44 ter

Son amendement n° 125 (rétablissement de l'égalité entre salariés des petites et grandes entreprises : création de comités des activités sociales et culturelles) : rejeté (p. 4526)

Après l'article 50 bis

Son amendement n° 127 (code du travail) : rejeté (p. 4544)

Son amendement n° 126 (formation des salariés souhaitant créer ou reprendre une entreprise) : rejeté (p. 4544)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006**[5 juillet 2005] (p. 4315)**

Son intervention (p. 4348)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 4348)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) : contrôle parlementaire (p. 4348)

Sécurité sociale : loi de financement (p. 4348)

Jean BARDET

*Val-d'Oise (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire du comité *ad hoc* prévu par la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Rapporteur pour avis du projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2216) [30 mars 2005]

Cesse d'appartenir au conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine [J.O. du 1^{er} juin 2005]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi organique (n° 2216), adopté par le Sénat, relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [12 avril 2005] (n° 2244)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etat. Décentralisation. Conséquences, politique fiscale [1^{er} février 2005] (p. 512)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne**[14 octobre 2004] (p. 7935)**

Son intervention (p. 7965)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7966)

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7966)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7965)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7965 et s.)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10168)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10169)

Établissements de santé : droits du malade (p. 10169)

Santé : fin de vie (p. 10169)

Santé : soins palliatifs (p. 10169)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)*Article 1er (interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)*

Son intervention (p. 10176)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3059)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : loi de financement (p. 3060)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 3060)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3060)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3060)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)*Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)*

Son intervention (p. 3129, 3148, 3202)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3226)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 23 de la commission des affaires culturelles (dépôt en même temps que le projet de loi de finances) (p. 3235)

Intervient sur l'ad n° 24 de la commission des affaires culturelles (délai de trente jours au moins entre le dépôt des annexes et l'examen du projet de loi) (p. 3235)

Brigitte BARÈGES*Tarn-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [8 juin 2005]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les articles 1er, 2, 3, 25 et 31 du projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [28 septembre 2005] (n° 2544)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10704)

Thèmes :

Droit pénal : aggravation des peines : lutte contre l'homophobie (p. 10705)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10705)

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 10704)

Femmes : discrimination (p. 10704)

Femmes : égalité des sexes (p. 10704)

Michel BARNIER*Ministre des affaires étrangères*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1860 autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquête douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [13 octobre 2004]

Projet de loi n° 1861 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [13 octobre 2004]

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles [3 novembre 2004]

Projet de loi n° 1925 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels [17 novembre 2004]

Projet de loi n° 1980 rectifiant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes [8 décembre 2004]

Projet de loi n° 1981 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la

- convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [8 décembre 2004]
- Projet de loi n° 2021 autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [3 janvier 2005]
- Projet de loi n° 2036 autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [19 janvier 2005]
- Projet de loi n° 2088 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovaquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [9 février 2005]
- Projet de loi n° 2089 autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [9 février 2005]
- Projet de loi n° 2090 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [9 février 2005]
- Projet de loi n° 2109 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'Agence au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [23 février 2005]
- Projet de loi n° 2110 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [23 février 2005]
- Projet de loi n° 2120 autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel [2 mars 2005]
- Projet de loi n° 2154 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes [9 mars 2005]
- Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques [9 mars 2005]
- Projet de loi n° 2234 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [6 avril 2005]
- Projet de loi n° 2235 autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [6 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. François Bayrou. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [5 octobre 2004] (p. 7466)
- M. Francis Saint-Léger. Politique extérieure. Chine. Relations commerciales [13 octobre 2004] (p. 7834)
- M. Pierre Goldberg. Union européenne. Constitution européenne. Débat public, organisation, perspectives [3 novembre 2004] (p. 8872)
- M. Alain Marsaud. Politique extérieure. Etats-Unis. Attitude de l'Union européenne [3 novembre 2004] (p. 8873)
- M. François Rochebloine. Traités et conventions. Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Conférence de Nairobi, attitude de la France [30 novembre 2004] (p. 10253)
- M. René André. Politique extérieure. Ukraine. Situation politique [30 novembre 2004] (p. 10258)
- M. Jérôme Lambert. Politique extérieure. Ukraine. Situation politique, attitude de la France [1^{er} décembre 2004] (p. 10332)
- M. Bernard Deflesselles. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, génocide arménien, reconnaissance [14 décembre 2004] (p. 10991)
- M. François Bayrou. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10992)
- M. Jean-Jacques Guillet. Relations internationales. Asie du Sud-Est. Tsunami de décembre 2004, aide internationale [18 janvier 2005] (p. 37)
- M. François Bayrou. Politique extérieure. Iraq. Journaliste française otage, gestion de la crise [25 janvier 2005] (p. 291)
- M. Jacques Brunhes. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne, organisation [16 février 2005] (p. 1200)

- M. Gérard Léonard. Politique extérieure. Liban. Situation politique [2 mars 2005] (p. 1536)
- Mme Claude Darciaux. Politique extérieure. Perspectives. Otages français [8 mars 2005] (p. 1735)
- M. Hervé de Charette. Politique extérieure. Liban. Retrait des troupes syriennes, perspectives [15 mars 2005] (p. 2007)
- M. Christian Philip. Politique extérieure. Liban. Retrait des troupes syriennes, perspectives [5 avril 2005] (p. 2654)
- M. Henri Sicre. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [5 avril 2005] (p. 2655)
- M. Léonce Deprez. Union européenne. Fonds structurels européens (FSE). Répartition [11 mai 2005] (p. 3332)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Sa réponse (p. 7969)

Thèmes :

- Constitution (p. 7970)
Parlement : rôle (p. 7970)
Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7970 et s.)
Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7970)
Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7970)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7970 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9381)

Ses réponses (p. 9389 à 9392)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 9384)
Défense : opérations extérieures (p. 9383)
Etrangers : demandeurs d'asile (p. 9384 et s.)
Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 9385)
Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9385)
Langue française : francophonie (p. 9385 et s.)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9386)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 9386)
Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 9382)
Pays étrangers : Irak (p. 9382)
Pays étrangers : Palestine (p. 9382 et s.)
Politique extérieure : aide au développement (p. 9384 et s.)
Politique extérieure : coopération militaire (p. 9382)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9383)
Union européenne : constitution européenne (p. 9381)

Réponses aux questions :

- Corps diplomatique et consulaire (M. Bernard Debré) (p. 9390)
Etrangers : immigration : visas (M. Patrick Braouezec) (p. 9392)
Famille : Agence française de l'adoption : crédits budgétaires (M. Yves Nicolin) (p. 9389)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9392)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9393)

François BAROIN
Aube (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre de l'outre-mer

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Est nommé Ministre de l'outre-mer. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Cessation de son mandat de député le 2 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Alain Vidalies : en appelle à ce que les diverses prises de position soient liées à la discussion des amendements et ne se présentent pas comme des rappels au règlement [2 février 2005] (p. 629)

M. Gaëtan Gorce : considère que le rappel au règlement de M. Gorce, comme d'ailleurs les précédents, ne respecte pas l'esprit de l'article 58 du Règlement [7 février 2005] (p. 834)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet : accorde une minute de suspension de séance [3 mars 2005] (p. 1674)

M. Alain Vidalies : accorde trente secondes de suspension de séance [3 mars 2005] (p. 1674)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 627)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Répond au rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf. supra) (p. 833)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1673) et de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 1674)

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSE A LA QUESTION AU GOUVERNEMENT DE

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Etrangers. Immigration clandestine, lutte et prévention [29 juin 2005] (p. 4022)

En qualité de Député

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7952)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7952)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7953)

Claude BARTOLONE
Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 3

Son amendement n° 507 (rapport au Parlement sur les conditions d'exercice d'un mandat électif par un handicapé) : rejeté (p. 11249)

Philippe BAS
Ministre délégué à la sécurité sociale

Est nommé Ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille, auprès du ministre de la santé et des solidarités. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : La Réunion. Etablissements de santé, services d'urgence, fonctionnement [22 juin 2005] (p. 3803)

M. Georges Colombier. Prestations familiales. Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Convention d'objectifs et des gestion, négociations, perspectives [29 juin 2005] (p. 4023)

M. Olivier Jardé. Personnes âgées. Soins et maintien à domicile. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4080)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie médicale [21 juin 2005] (p. 3786)

M. Bernard Perrut. Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [21 juin 2005] (p. 3788)

M. Jean-Claude Lefort. Etablissements de santé. Maternités. Maintien hôpital Jean-Rostand, Ivry [21 juin 2005] (p. 3786)

M. Philippe Pemezec. Etablissements de santé. Services d'urgence.
Fonctionnement [21 juin 2005] (p. 3789)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Son intervention (p. 3544)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Sa réponse (p. 4570)

Thèmes :

- Entreprises : charges : exonérations (p. 4570)
- Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 4571)
- Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 4570)
- Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4570, 4571)
- Sécurité sociale : financement (p. 4571)
- Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4571)
- Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4570)
- Sécurité sociale : protection sociale (p. 4571)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Jean-Luc Préel (taux de croissance des dépenses supérieur aux prévisions de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Gérard Bapt (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4587)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Jean-Luc Préel (modalités de financement de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 4592)

Article 3 quater (débat d'orientation sur les finances sociales)

Son intervention (p. 4594)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 4595)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4596)

Article 6 quater (coordination)

Son intervention (p. 4597)

Article 6 duodecies (procédure de rendu de l'avis des commissions parlementaires sur la liste des sous-objectifs de dépenses)

Son intervention (p. 4597)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 4597)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3701)

Thèmes :

- Emploi : chèque emploi-service (p. 3702)
- Enfants : crèches et garderies (p. 3702)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 3702)

Professions sociales : conditions de travail (p. 3700)
Professions sociales : aides familiales (p. 3702)
Professions sociales : assistants maternels (p. 3702)

Jacques BASCOU

Aude (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 879, posée le 5 octobre 2004. Justice. Tribunaux (J.O. Questions p. 7655). Appelée le 5 octobre 2004. Narbonne, fonctionnement, effectifs de personnel (p. 7459)

n° 1083, posée le 1^{er} mars 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution chimique (J.O. Questions p. 2041). Appelée le 1^{er} mars 2005. Parc naturel de la Narbonnaise, conséquences, aides de l'Etat (p. 1472)

n° 1236, posée le 31 mai 2005. Etrangers. Centres de rétention (J.O. Questions p. 5453). Appelée le 21 juin 2005. Fonctionnement, Narbonne (p. 3773)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7865)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1049)

Thèmes :

- Rapatriés : indemnisation (p. 1049)
- Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1049)
- Rapatriés : prêts d'installation (p. 1049)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son intervention (p. 1058)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Kléber Mesquida (réparation des préjudices immobiliers ; étude du Haut Conseil des rapatriés) (p. 1060)

Sylvia BASSOT

Orne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1138, posée le 22 mars 2005. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 2834). Appelée le 22 mars 2005. Centre de tri postal, perspectives, Argentan (p. 2187)

Jean BASTIDE

Rapporteur général d'une commission spéciale du Conseil économique et social

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention en qualité de rapporteur général d'une commission spéciale du conseil économique et social (p. 9934)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9935)

Emploi : recrutement (p. 9935)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 9936)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9935)

Logement : habitat insalubre (p. 9936)

Logement : logement social (p. 9935)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 9934)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 9936)

Christian BATAILLE

*Nord (22^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. EDF et GDF. Tarifs [26 octobre 2004] (p. 8495)

Energie et carburants. Electricité de France (EDF). Situation financière, perspectives [23 novembre 2004] (p. 9911)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [18 janvier 2005] (p. 40)

Energie et carburants. Electricité. Prix [22 juin 2005] (p. 3799)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 983, posée le 21 décembre 2004. Consommation. Pratiques commerciales (J.O. Questions p. 10103). Appelée le 21 décembre 2004. Subordination de vente, vente d'ordinateurs, réglementation (p. 11267)

n° 1163, posée le 29 mars 2005. Coopération intercommunale. Communautés de communes (J.O. Questions p. 3086). Appelée le 29 mars 2005. Fusion, réglementation (p. 2479)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'associe aux propos du président Alain Bocquet : il y a la lettre du règlement et il y a aussi la courtoisie élémentaire due aux élus du peuple, demande une suspension de séance en attendant la venue d'un membre du Gouvernement [17 mars 2005] (p. 2139)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION****Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)**

Son intervention (p. 9040)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9041)

Entreprises : délocalisations (p. 9041)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9041)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 9041)

Politique économique : conjoncture (p. 9040)

Politique économique : mondialisation (p. 9041)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 9041)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9041)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1393 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention (p. 2388)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2388 et s.)

Energie et carburants : électricité : consommation (p. 2389)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2388 et s.)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 2388)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2388 et s.)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 2388 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2388)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son sous-amendement n° 475 à l'ad t n° 82 de la commission (p. 2452)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)

Son sous-amendement n° 343 à l'ad t n° 83 de la commission (p. 2456)

Son sous-amendement n° 342 à l'ad. n° 83 de la commission (p. 2456)

Après l'article 15

Son amendement n° 361 (rapport au Parlement sur l'institution d'un fonds dédié au financement de la gestion des déchets radioactifs) : rejeté (p. 2571)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son intervention (p. 3934)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 3935)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3935)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 3935)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son intervention (p. 2283)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2139)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité (p. 2284 et s.)
Politiques communautaires : directives : postes (p. 2284)
Politiques communautaires : directives : services (p. 2283)
Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 2284)
Union européenne : constitution européenne (p. 2285)

Jean-Claude BATEUX

*Seine-Maritime (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

François BAYROU

*Pyrénées-Atlantiques (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 8 février 2005] (p. 2125)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 février 2005] (p. 2125)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1862 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (E 2643) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [5 octobre 2004] (p. 7466)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10992)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

Politique extérieure. Iraq. Journaliste française otage, gestion de la crise [25 janvier 2005] (p. 291)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7940)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 7941)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique extérieure (p. 7942)

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7942 et s.)

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7941 et s.)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7942 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7940 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 40 de M. Yvan Lachaud (respect des langues régionales) (p. 412, 416)

Intervient sur l'ad. n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 418)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 453, 458)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2672)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 2673)

Emploi (p. 2674)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2674)

Pays étrangers : Chine (p. 2672)

Union européenne : directives : services (p. 2674)

Union européenne : zone euro (p. 2674)

Déclaration de politique générale n° 2361 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre

[8 juin 2005] (p. 3459)

Son intervention (p. 3473)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 3475)
 Etat (p. 3476)
 Etat : Premier ministre (p. 3475)
 Etat : réforme (p. 3476)
 Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3476)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 3475)
 Ordonnances (p. 3475)
 Parlement : prérogatives (p. 3475)
 Politique générale : institutions (p. 3475)
 Politique sociale (p. 3476)
 Syndicats (p. 3476)
 Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 3474)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3473 et s.)
 Non-participation au vote groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3476)

Jean-Claude BEAUCHAUD
Charente (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)**

Son intervention (p. 7922)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 7924)
 Sports : fédérations (p. 7924)
 Sports : football (p. 7924)
 Sports : sport de haut niveau (p. 7924)
 Sports : sportifs professionnels (p. 7924)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 7924)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son amendement n° 1 (p. 7927)

Article 4 (interdiction pour une personne privée de contrôler plus d'une société sportive au sein d'une même discipline)

Son amendement n° 2 (p. 7929)

Ses explications de vote (p. 7931)

Vote contre du groupe socialiste (p. 7931)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JEUNESSE ET SPORTS****Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9684)**

Son intervention (p. 9686)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : politique sociale (p. 9686)
 Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9686)
 Sports : emploi (p. 9686)
 Sports : crédits (p. 9686)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*

Ses interventions (p. 9762)

Thèmes :

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9762)
 Sports : associations et clubs (p. 9762)
 Sports : crédits (p. 9762)
 Sports : national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9762)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 617 deuxième rectification de M. Rodolphe Thomas (visites obligatoires des élèves de sixième en entreprises) (p. 10299)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)**

Son intervention (p. 2605)

Thèmes :

Sports : dopage (p. 2604, 2605)
 Sports : médecine du sport (p. 2605)

Patrick BEAUDOUIN

Val-de-Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1910 tendant à commémorer le 18 juin comme fête nationale célébrant la Résistance française [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2307 tendant à lutter contre les excès des ventes par lots et de la spéculation immobilière [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Droit pénal. Proxénétisme. Lutte et prévention, bilan [23 mars 2005] (p. 2300)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 978, posée le 7 décembre 2004. Animaux. Parcs zoologiques (J.O. Questions p. 9559). Appelée le 7 décembre 2004. Rénovation, bois de Vincennes (p. 10674)

n° 1149, posée le 22 mars 2005. Anciens combattants et victimes de guerre. Office national (J.O. Questions p. 2836). Appelée le 22 mars 2005. Perspectives (p. 2207)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9608)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9609)
 Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 9609)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 9609)
 Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9608)
 Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9609)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9608)
 Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9610)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)*Procédure des questions :*

Patrimoine culturel : monuments historiques : crédits (p. 8778)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)*Procédure des questions :*

Handicapés : établissements (p. 9282)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10014)

Thème :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10014)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Après l'article 12*

Son amendement n° 506 (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10308) ; retiré (p. 10309)

Article 13 (établissement d'une nouvelle dérogation à la limite d'âge de vingt-cinq ans pour signer un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 10312)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 100 de la commission (apprentissage ; formations complémentaires en dehors du temps de travail) (p. 10312)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10345)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)*Article 5 (régime des frais d'hébergement et d'entretien des handicapés accueillis en établissement spécialisé)*

Son intervention (p. 11250)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 553 (p. 11312)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)

Son amendement n° 612 (p. 11333)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son amendement n° 552 (p. 11338)

Article 18 (suppression des abattements de salaire et remplacement de la garantie de ressources en milieu ordinaire par une aide à l'employeur)

Son amendement n° 549 (p. 11344)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail)

Son amendement n° 550 (p. 11349)

Après l'article 25 quater

Intervient sur l'ad n° 158 rectifié de la commission (équipements destinés aux handicapés ; construction ; constitution de réserves foncières) (p. 11378)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)*Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)*

Son intervention (p. 1392)

Son amendement n° 230 (p. 1426)

Article 22 (formation des maîtres)

Son amendement n° 151 (p. 1448)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3593)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 3593)
 Politique sociale : Agence nationale des services à la personne (p. 3594)
 Politique sociale : services à la personne (p. 3593)
 Professions sociales : compétences (p. 3593)
 Professions sociales : formation professionnelle (p. 3593)

Joël BEAUGENDRE

Guadeloupe (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur de la proposition de résolution rectifié tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe (n° 1288) [19 octobre 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XVI : Outre-mer (n° 1865) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 1288 rectifié) de M. Philippe Edmond-Mariette tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne et ses conséquences sur les sols, la ressource en eau ainsi que les productions animales et végétales en Martinique et en Guadeloupe [19 octobre 2004] (n° 1875)

Proposition de loi n° 2081 tendant à renforcer le dispositif de régulation du flux migratoire en Guadeloupe [9 février 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne [30 juin 2005] (n° 2430)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer, DOM et TOM : transports aériens. Desserte, perspectives [9 février 2005] (p. 949)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 890, posée le 5 octobre 2004. Outre-mer, DOM : Guadeloupe (J.O. Questions p. 7657). Appelée le 5 octobre 2004. Logement, HLM, fonctionnement (p. 7457)

n° 1212, posée le 3 mai 2005. Outre-mer, DOM : Guadeloupe (J.O. Questions p. 4408). Appelée le 3 mai 2005. Mer et littoral, zone dite des cinquante pas géométriques, loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996, application (p. 3021)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1885)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1885 et s.)

Transports aériens : aéroports : Guadeloupe (p. 1885 et s.)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1938)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER**

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9175)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 9176)

Emploi (p. 9175)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9175)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9176)

Outre-mer : crédits (p. 9175)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : indemnisation des victimes (p. 9176)

Transports aériens (p. 9176)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son amendement n° 533 (p. 4466)

Jean-Claude BEAULIEU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Administration. Rapports avec les administrés. Administration fiscale [2 février 2005] (p. 611)

DÉBATS**Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son amendement n° 164 (p. 11063)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Jean-Louis Léonard (logement locatif : étudiants : durée du bail) (p. 3740)

Pierre BÉDIER
Yvelines (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens député le 6 décembre 2004 [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20703)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20703)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21316)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 décembre 2004] (p. 21269)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Ses amendements n°s 75, 76, 77 et 76 rectifié (p. 959, 962)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2922)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Après l'article 6

Son amendement n° 48 (mention facultative dans les PLU de la localisation et des caractéristiques des espaces publics à conserver, modifier ou créer et des principaux ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts) : adopté (p. 3964)

Azouz BEGAG
Ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances

Est nommé Ministre délégué à la promotion de légalité des chances, auprès du Premier ministre. Décret du 2 juin 2004 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Huguette BELLO
La Réunion (2^{ème} circonscription)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : La Réunion. Etablissements de santé, services d'urgence, fonctionnement [22 juin 2005] (p. 3803)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Outre-mer : La Réunion : enseignement technique et professionnel (p. 9023)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9191)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : La Réunion (p. 9191)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9191 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10001)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10001)

Outre-mer : La Réunion : apprentissage (p. 10002)

Outre-mer : La Réunion : emploi (p. 10001)

Outre-mer : La Réunion : logement (p. 10002)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 151)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 702)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 927)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 928)

Enfants : enfants accueillis (p. 928)

Famille : familles monoparentales (p. 928)

Outre-mer : La Réunion : politique de l'enfance (p. 928)

Professions sociales : assistants maternels (p. 928)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1158)

Thèmes :

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1158, 1159)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1158, 1159)

Outre-mer : La Réunion : enseignement (p. 1159)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son amendement n° 231 (p. 1243)

Après l'article 3

Son amendement n° 232 (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1275) : adopté (p. 1278)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3307)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3307)

Enfants : crèches et garderies (p. 3307)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3307)

Outre-mer : La Réunion : femmes (p. 3307)

Travail : salaires (p. 3307)

Travail : travail à temps partiel (p. 3307)

Jacques-Alain BÉNISTI

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [30 mars 2005] (p. 2590)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Son intervention (p. 9569)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 9569)

Fonction publique territoriale : modernisation (p. 9570)

Fonction publique territoriale : centres de gestion : regroupement (p. 9570)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 9570)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9569)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits budgétaires (p. 9569)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 89 (limites d'âge)

Son intervention (p. 11084)

Ses amendements n°s 169 à 171 (p. 11085 et s.)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son amendement n° 14649 : SCRUTIN PUBLIC (p. 166)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son amendement n° 14650 (p. 233)

Après l'article 13

Son amendement n° 14651 rectifié (mesures de sécurité pour le transport des bijoux) : adopté (p. 261)

Jean-Louis BERNARD

*Loiret (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VI : Défense (air) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les conditions d'exécution des grands programmes de défense [17 novembre 2004] (n° 1922)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 6

Son amendement n° 174 (transmission des données à la Haute Autorité de santé) : adopté (p. 8669)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9455)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9456)

Défense : crédits : armée de l'air (p. 9455 et s.)

Marc BERNIER

*Mayenne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre titulaire du comité de surveillance de l'établissement de gestion du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 8 avril 2005] (p. 6367)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9719)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VI : Culture et communication (culture) (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Animaux. Protection. Conditions de transport [1^{er} décembre 2004] (p. 10339)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad t n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7846)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8575)

Thèmes :

Santé : cancer (p. 8576)

Santé : maladies (p. 8575)

Santé : politique de la santé (p. 8575)

Santé : prévention (p. 8575)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8753)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 8753, 8754)

Culture : crédits (p. 8754)

Culture : politique culturelle (p. 8753)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8753)

Patrimoine culturel : protection (p. 8754)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant**[9 décembre 2004] (p. 10283)**

Son intervention (p. 10849)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 10849)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10849)

Culture : politique culturelle (p. 10849)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 929)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 929)

Professions sociales : aides familiales (p. 929)

Professions sociales : assistants maternels (p. 929)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3595)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3595)

Emploi : création d'emplois (p. 3595)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3595)

Politique sociale : Agence nationale des services à la personne (p. 3595)

Politique sociale : services à la personne (p. 3595)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4247)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4247)
Professions libérales (p. 4248)

André BERTHOL
Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Jean-Michel BERTRAND
Ain (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Contraventions. Excès de vitesse, montant, modulation [8 décembre 2004] (p. 10788)

Sécurité routière. Permis de conduire. Jeunes, aides de l'Etat, perspectives [16 février 2005] (p. 1203)

DÉBATS

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son amendement n° 332 (p. 1584)

Avant l'article 181

Son amendement n° 333 (comptes annuels de l'entreprise : possibilité de non-communication à des tiers) (p. 1807) : rejeté (p. 1808)

Léon BERTRAND

Guyane (2^{ème} circonscription)
Ministre délégué au tourisme

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué au tourisme, auprès du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Vincent Rolland. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7472)

Mme Muriel Marland-Militello. Enfants. Protection. Tourisme sexuel, lutte et prévention [17 novembre 2004] (p. 9506)

Mme Marie-Hélène des Esgaulx. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Bilan et perspectives [15 décembre 2004] (p. 11057)

Mme Claude Greff. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1832)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Claude Leroy. Emploi. Chômage. Bilan et perspectives, Nord-Pas-de-Calais [7 décembre 2004] (p. 10659)

M. Paul Giacobbi. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Corse, aides de l'Etat [7 décembre 2004] (p. 10658)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8891)

Ses réponses (p. 8895 à 8898)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne : Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) (p. 8892 et s.)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (p. 8892)

Hôtellerie et restauration (p. 8891)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8892 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8893)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 8894)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8891)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 8891)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8893)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8892)

Travail : travail saisonnier (p. 8892)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 8893)

Réponses aux questions :

Formation professionnelle (M. Édouard Landrain) (p. 8895)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (M. Bernard Perrut) (p. 8895)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (M. André Chassaingne) (p. 8897)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (M. André Chassaingne) (p. 8896)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (M. Jean-Marie Binetruy) (p. 8896)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (M. Claude Leteurtre) (p. 8898)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 8 (gages financiers)

Son intervention (p. 2944)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3421)

Sa réponse (p. 3427)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : tourisme et loisirs (p. 3421 et s.)

Impôts locaux : taxe de séjour (p. 3427)
 Outre-mer : Mayotte : tourisme et loisirs (p. 3422)
 Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3421)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme : chèques vacances (p. 3422)
 Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 3427)

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme)

Son intervention (p. 3428)

Article 2 (modifications apportées au code du tourisme)

Son intervention (p. 3428)

Article 3 (abrogation de l'article 50 bis de la loi "montagne" à des fins de coordination)

Son intervention (p. 3428)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 10 du Gouvernement (rectification de deux erreurs matérielles en raison du changement de plan du code du tourisme) (p. 3428)

Intervient sur l'adt n° 11 troisième rectification du Gouvernement (application des livres Ier et III du code du tourisme à Mayotte) (p. 3428)

Intervient sur l'adt n° 12 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 17 rectifié de M. Michel Bouvard (compétence des départements et des syndicats mixtes pour l'organisation d'un service de remontées mécaniques et bénéficie des servitudes nécessaires) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 19 du Gouvernement (compétence des départements et des syndicats mixtes pour l'organisation d'un service de remontées mécaniques et bénéficie des servitudes nécessaires) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (définition du tourisme rural intégrée dans le code du tourisme) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 14 du Gouvernement (intégration dans le code du tourisme de certains dispositifs fiscaux propres à l'immobilier de loisirs) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 16 rectifié du Gouvernement (base législative donnée au décret définissant la résidence mobile de loisirs) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Léonce Deprez (travail du dimanche dans les communes touristiques) (p. 3430)

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) (p. 3431)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention (p. 3948)

Thèmes :

Communes : concessions : services publics locaux (p. 3949)

Marchés publics : délégations de service public (p. 3948)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3948)

Urbanisme : zones d'aménagement concertée (ZAC) (p. 3948)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 1er (règles de publicité applicables aux concessions d'aménagement)

Son intervention (p. 3957 et s.)

Article 2 (contenu du traité de concession d'aménagement)

Son intervention (p. 3958 et s.)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son intervention (p. 3959 et s.)

Article 6 (adaptation des articles L. 1523-2, L. 1523-3 et L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales à la notion de concession d'aménagement)

Son intervention (p. 3960)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961 et s.)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961 et s.)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. André Gerin (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Bernard Schreiner (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 58 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. André Gerin (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Bernard Schreiner (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Bédier (mention facultative dans les PLU de la localisation et des caractéristiques des espaces publics à conserver, modifier ou créer et des principaux ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (article L. 213-11 du code de l'urbanisme : coordination) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Bernard Schreiner (classement et déclassement des voies communales) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (prorogation du délai accordé au Gouvernement pour élaborer une ordonnance de simplification et d'harmonisation des différents régimes d'enquêtes publiques) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 21 de la commission (validation des conventions d'aménagement passées avant la publication de la présente loi et des actes pris pour leur mise en œuvre) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 45 de Mme Nathalie Gautier (validation des conventions d'aménagement passées avant la publication de la présente loi et des actes pris pour leur mise en œuvre) (p. 3964)

Xavier BERTRAND

*Aisne (2^{ème} circonscription)
 Secrétaire d'Etat à l'assurance maladie
 puis Ministre de la santé et des solidarités*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Est nommé Ministre de la santé et des solidarités. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2507 ratifiant l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé [2 août 2005]

Projet de loi n° 2512 ratifiant l'ordonnance n° 2005-651 du 6 juin 2005 relative à la garantie des droits des cotisants dans leurs relations avec les organismes de recouvrement des cotisations et contributions sociales [25 août 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Françoise Clergeau. Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [6 octobre 2004] (p. 7533)

M. Georges Fenech. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Décrets d'application, publication [6 octobre 2004] (p. 7535)

M. Yvan Lachaud. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Enseignants, enseignement privé, enseignement public, disparités [19 octobre 2004] (p. 8057)

Mme Jacqueline Fraysse. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8488)

M. Gérard Bapt. Ministères et secrétariats d'Etat. Santé : budget. Crédits pour 2005 [10 novembre 2004] (p. 9235)

M. Pierre-Christophe Baguet. Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [17 novembre 2004] (p. 9500)

Mme Cécile Gallez. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités, calendrier [7 décembre 2004] (p. 10384)

M. Jacques Domergue. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre [18 janvier 2005] (p. 38)

M. Laurent Wauquiez. Bâtiment et travaux publics. Entreprises. Conditions climatiques, aides de l'Etat [15 mars 2005] (p. 2013)

Mme Jacqueline Fraysse. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [16 mars 2005] (p. 2075)

M. Louis Cosyns. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan [29 mars 2005] (p. 2502)

M. Bernard Debré. Professions de santé. Médecins. Exercice de la profession, agressions [30 mars 2005] (p. 2588)

M. Patrick Bloche. Fonction publique hospitalière. Politique de la fonction publique hospitalière. Services d'urgence [30 mars 2005] (p. 2590)

M. Charles de Courson. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [23 juin 2005] (p. 3862)

M. Jacques Domergue. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan canicule, mise en œuvre [23 juin 2005] (p. 3864)

M. Jacques Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [23 juin 2005] (p. 3866)

M. Gabriel Biancheri. Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [23 juin 2005] (p. 3867)

M. Claude Leteurte. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Chirurgiens, nomenclature des actes [29 juin 2005] (p. 4016)

M. Michel Vergnier. Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [29 juin 2005] (p. 4021)

M. Christian Ménard. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [30 juin 2005] (p. 4085)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Didier Quentin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, centre hospitalier de Royan [21 décembre 2004] (p. 11258)

M. Jean-Pierre Grand. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU). Traitement des dystonies, financement, Montpellier [21 décembre 2004] (p. 11259)

M. Pierre-Christophe Baguet. Etablissements de santé. Maternités. Création, hôpital Ambroise-Paré - Boulogne [21 décembre 2004] (p. 11260)

M. Arnaud Lepercq. Transports. Transports sanitaires. Ambulanciers, revendications, Vienne [21 décembre 2004] (p. 11260)

Mme Claude Darciaux. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11262)

M. Michel Charzat. Etablissements de santé. Centres de santé. Fonctionnement, financement, Paris 20^e [21 décembre 2004] (p. 11263)

M. Pascal Terrasse. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, psychiatres, zones rurales [21 décembre 2004] (p. 11264)

M. Dominique Richard. Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'âge [8 février 2005] (p. 868)

M. Yannick Favennec. Personnes âgées. Maisons de retraite. Plan canicule, financement [8 février 2005] (p. 870)

Mme Hélène Mignon. Etablissements de santé. Hôpitaux. Prise en charge de l'autisme, effectifs de personnel, hôpital La Grave, Toulouse [8 février 2005] (p. 871)

M. Jean-Jacques Guillet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, modalités, Sèvre Chaville Ville d'Avray Saint-Cloud [8 février 2005] (p. 871)

Mme Bérengère Poletti. Etablissements de santé. Etablissements publics. Financement, Champagne-Ardenne [8 février 2005] (p. 872)

M. Jean-Pierre Nicolas. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, effectifs de personnel, Rugles [1^{er} mars 2005] (p. 1462)

Mme Anne-Marie Comparini. Pharmacie et médicaments. Officines. Collecte, médicaments non utilisés, contrôle [1^{er} mars 2005] (p. 1464)

M. Jacques Desallangre. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Picardie [1^{er} mars 2005] (p. 1465)

M. Antoine Herth. Handicapés. Centre d'aide par le travail (CAT). Financement [8 mars 2005] (p. 1700)

M. Philippe-Armand Martin. Sécurité sociale. Cotisations. Calcul, avantages en nature, évaluation [8 mars 2005] (p. 1701)

M. Alain Moyné-Bressand. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie médicale, centre hospitalier de Pont de Beauvoisin [8 mars 2005] (p. 1701)

M. Guy Geoffroy. Personnes âgées. Foyers-logements. Fonctionnement [8 mars 2005] (p. 1702)

Mme Claude Greff. Fonction publique territoriale. Autorisations d'absence. Responsables syndicaux, réglementation [8 mars 2005] (p. 1703)

M. Vincent Rolland. Professions de santé. Médecins. Zones de montagne, revendications [5 avril 2005] (p. 2624)

M. Jean-Pierre Grand. Fonction publique hospitalière. Permanenciers auxiliaires de régulation médicale. Statut [5 avril 2005] (p. 2625)

Mme Catherine Génisson. Transports. Transports sanitaires. Ambulanciers, revendications [5 avril 2005] (p. 2626)

M. Christian Kert. Sécurité publique. Services d'incendie et de secours. Flotte aérienne, équipements, Marignane [5 avril 2005] (p. 2627)

Mme Janine Jambu. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses primaires. Restructurations, conséquences [5 avril 2005] (p. 2627)

M. Jean-Pierre Soisson. Régions. Budget. Elaboration, réglementation [5 avril 2005] (p. 2628)

M. Yannick Favennec. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte [5 avril 2005] (p. 2630)

M. Louis-Joseph Manscour. Outre-mer. DOM : sécurité sociale. Mutualité sociale agricole, affiliation, réglementation [5 avril 2005] (p. 2630)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : espère indiquer personnellement le montant de cette campagne avant la fin de la discussion [4 mai 2005] (p. 3128)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Avant l'article 38

Intervient sur l'ad n° 623 de M. François Brottes (fiscalité directe locale ; incitation au développement de services de santé ; compensation par la dotation globale de fonctionnement) (p. 7841)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 7842 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad n° 30 de M. Robert Lecou (assouplissement des conditions d'ouverture des cabinets secondaires) (p. 7844)

Intervient sur l'ad n° 626 rectifié de M. François Brottes (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7845)

Intervient sur l'ad n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7846 et s.)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 7848 et s.)

Après l'article 39

Intervient sur l'ad n° 423 de M. André Chassaing (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850 et s.)

Intervient sur l'ad n° 622 de M. Jean Lassalle (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850 et s.)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8505)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8543)

Sa réponse (p. 8590)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : équilibre financier (p. 8505)

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8506 et 8543)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8506, 8590 et 8595)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8596)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8506)

Politique sociale : généralités (p. 8593)

Professions de santé : exercice libéral (p. 8543)

Professions de santé : médecins (p. 8543)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 8594)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 8591)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 8596)

Santé : accès aux soins (p. 8544)

Santé : cancer (p. 8596)

Santé : politique de la santé (p. 8595)

Sécurité sociale : caisses (p. 8544, 8590)

Sécurité sociale : déficit (p. 8505, 8591)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8506, 8544, 8591)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8593, 8597)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission des finances (contrôle de la gestion hospitalière par la Cour des comptes) (p. 8613)

Intervient sur l'ad n° 2 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les compensations de pertes de recettes de la sécurité sociale) (p. 8614)

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de la commission (fonctionnement du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 8614 et s.)

Intervient sur l'ad n° 4 rectifié de la commission (conventions d'objectifs et de gestion) (p. 8615)

Intervient sur l'ad n° 181 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le fonctionnement du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8616 et s.)

Intervient sur l'ad n° 256 de M. Bernard Perrut (insertion d'un Titre 1er bis intitulé "Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale") (p. 8618)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 56 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale exceptionnelle sur les revenus des entreprises) (p. 8619)

Intervient sur l'ad n° 131 de Mme Martine Billard (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'ad n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'ad n° 32 de la commission des finances (non-déductibilité pour frais professionnels des contributions des employeurs au financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance) (p. 8622)

Intervient sur l'ad n° 130 de Mme Martine Billard (taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8623)

Intervient sur l'ad n° 58 de Mme Jacqueline Fraysse (suppression d'exonérations de charges patronales) (p. 8623)

Intervient sur l'ad n° 54 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des exonérations de charges patronales) (p. 8624)

Intervient sur l'ad n° 138 de M. Jean-Marie Le Guen (taxe sur les tabacs en faveur du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8625)

Intervient sur l'ad n° 135 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les alcools dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'ad n° 136 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les tabacs dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'ad n° 139 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation des droits sur l'alcool et sur le tabac) (p. 8625)

Article 2 (assujettissement des institutions financières à la contribution sociale des sociétés)

Son intervention (p. 8626)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 35 rectifié de la commission des finances (prix des tabacs à rouler) (p. 8627 et s.)

Intervient sur l'ad n° 33 rectifié de la commission des finances (prérogatives des caisses d'assurance maladie) (p. 8628)

Intervient sur l'ad n° 34 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers : indemnité forfaitaire au bénéfice des caisses d'assurance maladie) (p. 8629)

Intervient sur l'ad n° 104 de M. Alain Claeys (remboursement de la dette sociale) (p. 8629)

Intervient sur l'ad n° 105 de M. Alain Claeys (abrogation de dispositions relatives à la contribution sociale généralisée) (p. 8629)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Jean Dionis du Séjour (aides à l'emploi agricole) (p. 8644)

Intervient sur l'ad n° 254 de M. Jean Dionis du Séjour (travail occasionnel agricole : exonération de cotisations) (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 182 de la commission (de coordination) (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 251 de M. Jean Dionis du Séjour (extension du "contrat vendanges") (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 143 de M. Jean-Marie Le Guen (montant du forfait hospitalier) (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 144 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les remboursements) (p. 8646)

Intervient sur l'ad n° 145 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du plan cancer) (p. 8646)

Intervient sur l'ad n° 214 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les auxiliaires de vie) (p. 8647)

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Claude Leteurtre (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8648)

Intervient sur l'ad n° 216 de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 8648)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8652 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 122 précédemment réservé de Mme Martine Billard (affections de longue durée : tarification médicale) (p. 8665)

Intervient sur l'ad n° 124 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)

Intervient sur l'ad n° 125 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)

Intervient sur l'ad n° 123 précédemment réservé de Mme Martine Billard (choix d'un médecin spécialiste référent) (p. 8666)

Intervient sur l'ad n° 116 précédemment réservé de Mme Martine Billard (réglementation en cas de congé du médecin traitant désigné) (p. 8668)

Intervient sur l'ad n° 60 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (suspension du plan "Hôpital 2007" et mise en place de négociations interprofessionnelles) (p. 8668)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 174 de M. Jean-Louis Bernard (transmission des données à la Haute Autorité de santé) (p. 8669)

Intervient sur l'ad n° 153 de M. Jean-Marie Le Guen (dotation nationale de financement des missions de service public) (p. 8669)

Intervient sur l'ad n° 151 de M. Jean-Marie Le Guen (négociation sur les conditions d'application de la tarification à l'activité) (p. 8669)

Intervient sur l'ad n° 150 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la prise en charge du nouveau matériel de soin du diabète) (p. 8669)

Article 7 (avances de trésorerie aux établissements privés et aux professionnels exerçant à titre libéral dans ces établissements)

Son intervention (p. 8670)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 154 de M. Jean-Marie Le Guen (conférence nationale sur la politique du médicament) (p. 8670)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 126 de Mme Martine Billard (libellé des prescriptions en dénomination commune internationale) (p. 8671)

Article 10 précédemment réservé (fongibilité entre les différentes enveloppes de l'ONDAM)

Son intervention (p. 8685 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 75 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (demande d'inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) (p. 8687)

Intervient sur l'ad t n° 76 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688)

Intervient sur l'ad t n° 77 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (procédure d'inscription accélérée pour les médicaments innovants et d'utilité incontestable pour la santé publique) (p. 8690)

Article 12 précédemment réservé (affiliation des enseignants et documentalistes contractuels ou agréés des établissements privés sous contrat au régime d'assurance maladie des fonctionnaires)

Son intervention (p. 8691)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 157 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (Conférence nationale sur la profession médicale) (p. 8692)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 8693)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 159 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux) (p. 8694)

Article 14 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales - ONIAM)

Son intervention (p. 8695)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 8696)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 44 troisième rectification précédemment réservé de la commission des finances (recouvrement des indus) (p. 8697)

Intervient sur l'ad t n° 43 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (recours à la procédure d'expertise médicale) (p. 8697)

Intervient sur l'ad t n° 45 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (indemnités journalières : contrôle) (p. 8697 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 46 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (simplification de la réglementation de gestion des indemnités journalières) (p. 8698)

Intervient sur l'ad t n° 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : réglementation) (p. 8699 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 42 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (contribution forfaitaire du malade par acte : conditions d'application) (p. 8702)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante -FCAATA)

Son intervention (p. 8710 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 263 précédemment réservé de la commission (inscription sur les "listes amiante" des établissements concernés) (p. 8711)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 108 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de la pénibilité du travail) (p. 8724)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)

Son intervention (p. 10386)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 10386)

Sécurité sociale : financement (p. 10386)

Discussion des articles [2 décembre 2004] (p. 10393)

Intervient sur l'ad t n° 1 rectifié du Gouvernement (critères d'identification des médecins) (p. 10393)

Intervient sur l'ad t n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 10394)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10394)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2938 et s.)

Article 6 (coordination avec le code du travail)

Son intervention (p. 2942)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 41 du Gouvernement (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 294)

Intervient sur l'ad t n° 32 de Mme Patricia Adam (congé en vue de l'adoption ; extension de l'indemnité de repos) (p. 2942)

Intervient sur l'ad t n° 10 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'ad t n° 31 de Mme Patricia Adam (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'ad t n° 6 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'ad t n° 30 de Mme Patricia Adam (application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'ad t n° 33 rectifié de Mme Patricia Adam (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2943)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2946)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2949)

Sa réponse (p. 2965)

Thèmes :

Drogue : prévention (p. 2949)

Drogue : associations de lutte et de prévention (p. 2949, 2950, 2966)

Drogue : cannabis (p. 2949 à 2951)

Drogue : établissements de soins (p. 2966)

Drogue : produits de substitution (p. 2966)

Drogue : toxicomanie (p. 2949, 2950, 2966)

Drogue : trafic (p. 2950)

Drogue : usage (p. 2949, 2966)

Santé : tabagisme (p. 2966)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3054)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3070)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3084)

Sa réponse (p. 3098)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3117)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 3084)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire : crédit d'impôt (p. 3118)

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 3054)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3055, 3099, 3117)
 Parlement : rôle : loi de financement (p. 3055)
 Régions : politique de la santé (p. 3100)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3117)
 Sécurité sociale : comptes : Cour des comptes (p. 3056)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3118)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3071)
 Sécurité sociale : loi de financement : réforme (p. 3054, 3084)
 Sécurité sociale : maîtrise médicalisée (p. 3085, 3100)
 Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3055, 3071, 3099)
 Sécurité sociale : tarification à l'activité (T2A) (p. 3072)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 3070)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 183 de M. Maxime Gremetz (débat annuel d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale) (p. 3121)
 Intervient sur l'adt n° 184 de M. Maxime Gremetz (négociations avec les partenaires sociaux) (p. 3122)
 Intervient sur l'adt n° 281 de M. Philippe Martin ("journée de solidarité" - lundi de Pentecôte - travail non rémunéré - abrogation) (p. 3123)
 Intervient sur l'adt n° 282 de M. Jean-Marie Le Guen (pas de financement des politiques de solidarité par du travail non rémunéré) (p. 3124)
 Intervient sur l'adt n° 284 de M. Jean-Marie Le Guen (réduction ou exonération de cotisations - étude d'impact obligatoire sur les finances de la sécurité sociale - avis des caisses nationales) (p. 3127)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 3128)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3129, 3148, 3202)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Gérard Bapt (lois de financement - principe de sincérité) (p. 3215)
 Intervient sur l'adt n° 280 de M. Jean-Marie Le Guen (projet de loi de règlement de la sécurité sociale) (p. 3215)
 Intervient sur l'adt n° 279 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3215)
 Intervient sur l'adt n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)
 Intervient sur l'adt n° 277 de M. Jean-Marie Le Guen (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)
 Intervient sur l'adt n° 314 de M. Charles de Courson (dépenses dépassant les objectifs de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3218 et s.)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 3234)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 241 de M. Gérard Bapt (information et contrôle du Parlement sur les décrets d'élargissement des limites des découverts temporaires) (p. 3234)
 Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de la commission (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)
 Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission des affaires culturelles (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)
 Intervient sur l'adt n° 163 de la commission des finances (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)
 Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de la commission (information du Gouvernement sur les données des régimes obligatoires de protection sociale) (p. 3235)

Intervient sur l'adt n° 164 rectifié de la commission des finances (débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 3235)
 Intervient sur l'adt n° 23 de la commission des affaires culturelles (dépôt en même temps que le projet de loi de finances) (p. 3235)
 Intervient sur l'adt n° 24 de la commission des affaires culturelles (délai de trente jours au moins entre le dépôt des annexes et l'examen du projet de loi) (p. 3235)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 3432)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de la commission des affaires culturelles (questionnaires parlementaires) (p. 3433)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3433)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 28, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (obligation de réponse aux questions d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3434)

Article 6 (coordination)

Son intervention (p. 3435)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 304 de la commission (coordination) (p. 3435)
 Intervient sur l'adt n° 86 rectifié de la commission (rapport de la Cour des comptes) (p. 3435)
 Intervient sur l'adt n° 85 de la commission (coordination) (p. 3435)
 Intervient sur l'adt n° 175 de la commission des finances (coordination) (p. 3435)
 Intervient sur l'adt n° 305 rectifié de la commission (saisine de la Cour des comptes) (p. 3435)
 Intervient sur l'adt n° 220 de M. Yves Censi (saisine de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 3436)
 Intervient sur l'adt n° 289 de M. Yves Censi (trésorerie du Fonds de financement des prestations sociales agricoles) (p. 3436)
 Intervient sur l'adt n° 83 deuxième rectification de la commission (suivi infra annuel de l'apurement des créances détenues par la sécurité sociale sur l'Etat) (p. 3436)
 Intervient sur l'adt n° 174 de la commission des finances (date de transmission par les caisses nationales d'assurance maladie des propositions relatives à l'évolution de leurs charges et produits) (p. 3437)
 Intervient sur l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3437)
 Intervient sur le sous-adt n° 318 de M. Jean-Marie Le Guen (délai réduit à un mois) à l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (p. 3438)
 Intervient sur l'adt n° 87 de la commission (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 3439)
 Intervient sur le sous-adt n° 252 de M. Jean-Marie Le Guen (délai ramené au 1er janvier 2005) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439)
 Intervient sur le sous-adt n° 253 de M. Jean-Marie Le Guen (délai ramené au 1er janvier 2006) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439)
 Intervient sur l'adt n° 306 rectifié de la commission (modalités d'amortissement de la dette sociale) (p. 3443)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 3445)

Seconde délibération

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3446)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3446)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4560)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 4561)
 Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 4560)
 Parlement : rôle : loi de financement (p. 4561, 4562)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 4561)
 Sécurité sociale : financement (p. 4561)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4562)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Gérard Bapt (suppression de la journée de travail non rémunérée instituée pour financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées) (p. 4572)

Intervient sur l'adt n° 56 de M. Gérard Bapt (pas de travail non rémunéré pour le financement des politiques de solidarité) (p. 4572)

Intervient sur l'adt n° 58 de M. Gérard Bapt (étude préalable obligatoire de l'impact sur les finances de la sécurité sociale des réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 4572)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4572)

Article 3 quater (débat d'orientation sur les finances sociales)

Son intervention (p. 4593)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Jean-Luc Prével (montant des cotisations et des prestations pour la retraite décidé par le conseil d'administration de la CNAV) (p. 4596)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 4597)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4600)

Véronique BESSE

Vendée (4^{ème} circonscription)
Non inscrite

Deviens députée le 24 janvier 2005 [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1335)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1335)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 2330 tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [11 mai 2005]

Jean-Yves BESSELAT

Seine-Maritime (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XI : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (mer) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1287), relative à la création du registre international français [25 janvier 2005] (n° 2039)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2222)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2233)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2222 et s.)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2222)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er complété par les mots suivants : "de la sécurité maritime et du développement de l'emploi maritime") (p. 2263)

Article 1er (création du registre international français)

Son intervention (p. 2265 et s.)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son intervention (p. 2267)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (définition du navigant ; non-application aux résidents français du statut du navigant ; application partielle aux travailleurs indépendants) (p. 2267)

Son intervention (p. 2268)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son intervention (p. 2270)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean Gaubert (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adt n° 264 de M. Jean-Yves Le Drian (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adt n° 265 de M. Gilles Cocquempot (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adt n° 266 de Mme Sylvie Andrieux (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adt n° 267 de Mme Marie-Renée Oget (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Jean Gaubert (application obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de dispositions plus favorables d'un droit national) (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son sous-amendement n° 291 à l'adt n° 3 deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (p. 2312) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2323)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de la commission des affaires culturelles (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2323 et s.)

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. François Liberti (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2324)

Intervient sur l'adt n° 81 quatrième rectification de M. Jean Gaubert (régime du GIE fiscal ; soumission à l'application du droit social français) (p. 2324)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2325 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur la formation des gens de mer et, notamment, sur les écoles de la marine marchande française) (p. 2338)

Article 7 (définition des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2339 et s.)
 Son amendement n° 126 (p. 2340)

Article 8 (agrément des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2340 et s.)

Article 9 (conditions d'agrément des entreprises de travail maritime en France)

Son intervention (p. 2341)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 152 de M. Jean Gaubert (suppression de la possibilité de créer des entreprises de travail maritime en France) (p. 2342)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adt n° 296 rectifié de M. Aimé Kergueris (exonération des charges sociales patronales réservée aux armateurs dont le personnel bénéficie des assurances sociales des marins français) (p. 2343)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (marins français et européens; maintien à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. François Liberti (marins français et européens exonérés à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission des affaires culturelles (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2346)

Intervient sur l'adt n° 29 de M. François Liberti (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2346)

Article 10 (définition du navigant)

Son intervention (p. 2346 et s.)

Article 11 (régime juridique applicable aux contrats d'engagement et à la protection sociale des navigants)

Son intervention (p. 2347)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean Gaubert (rapatriement des marins malades; prise en charge des frais) (p. 2347)

Article 12 (conditions d'engagement, d'emploi, de travail, de vie et de rémunération applicables à bord des navires)

Son intervention (p. 2348)

Article 13 (dispositions relatives au contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime)

Son intervention (p. 2349 et s.)
 Son amendement n° 127 rectifié (p. 2349)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son intervention (p. 2350 et s.)
 Ses amendements n°s 129 rectifié et 128 (p. 2353)

Article 15 (temps de travail et de repos du personnel navigant)

Son intervention (p. 2353)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)

Son intervention (p. 2353 et s.)
 Ses amendements n°s 130 et 131 (p. 2553)

Article 17 (période d'essai et durée maximale d'embarquement)

Son intervention (p. 2354)

Article 18 (fin du contrat d'engagement ou de mise à disposition)

Son intervention (p. 2354)
 Son amendement n° 132 rectifié (p. 2355)

Article 20 (responsabilités de l'armateur)

Son intervention (p. 2355)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 153 de M. Jean Gaubert (droit du travail applicable dans les eaux territoriales françaises) (p. 2356)

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Jean Gaubert (congés des personnels nécessaires à la marche du navire et à son entretien) (p. 2356)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son intervention (p. 2356)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)

Son intervention (p. 2356 et s.)

Article 24 (régime de protection sociale applicable aux navigants résidant dans l'Union européenne, ressortissant de l'Espace économique européen ou de la Suisse)

Son intervention (p. 2357)
 Son amendement n° 133 rectifié (p. 2357)

Article 25 (régime de protection sociale applicable aux navigants non résidents de l'Union européenne ou non couverts par une convention bilatérale de sécurité sociale)

Son intervention (p. 2358 et s.)
 Ses amendements n°s 134 et 135 rectifiés (p. 2357 et s.)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (de coordination) (p. 2358)

Article 26 (compétence de l'inspection du travail maritime)

Ses amendements n°s 136 et 137 (p. 2358)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur les moyens des services de l'inspection du travail maritime pour faire face aux contrôles engendrés par la création du Registre international français) (p. 2358)

Article 27 (sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi)

Son intervention (p. 2359)
 Son amendement n° 138 rectifié (p. 2359)

Article 28 (application du code disciplinaire et pénal de la marine marchande)

Son intervention (p. 2359)
 Son amendement n° 139 (p. 2359)

Avant l'article 10 (suite)

Intervient sur l'adt n° 46 rectifié précédemment réservé de la commission (intitulé du titre II : "Du statut des navigants résidant hors de France") (p. 2359)

Article 29 (juridictions compétentes pour connaître des litiges relatifs aux contrats d'engagement)

Son intervention (p. 2360 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 69 rectifié de la commission (dispositions transitoires) (p. 2360)

Article 30 (exploitation de casinos à bord des navires immatriculés au RIF)

Ses amendements n°s 142, 143 et 144 (p. 2360)

Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)

Son amendement n° 290 deuxième rectification (p. 2360)

Article 34 (évaluation de la mise en œuvre de la loi)

Son intervention (p. 2361)

*Seconde délibération**Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)*

Son intervention (p. 2361)

Éric BESSON

*Drôme (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle [J.O. du 8 septembre 2005] (p. 14617)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. Produits pétroliers. prix, conséquences [20 octobre 2004] (p. 8137)
 Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10789)
 Emploi. Chômage. Lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2728)
 Transports routiers. Transport de marchandises. Politiques communautaires [4 mai 2005] (p. 3139)
 Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3540)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Réfute l'allégation du ministre délégué aux relations du travail qui fait de lui, à tort, un adepte des méthodes des travaillistes anglais pour la lutte contre le chômage [3 février 2005] (p. 772)
 Contesté la valeur des précédents de refus de suspension invoqués par M. Eric Raoult [3 février 2005] (p. 778)

DÉBATS**Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France**

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7717)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7717 et s.)
 Formation professionnelle (p. 7718)
 Politique économique : mondialisation (p. 7717)
 Recherche (p. 7718)
 Régions : compétences : politique économique (p. 7718)
 Travail : durée du travail (p. 7718)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8126)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 8127)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8127)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8127)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8126 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8127)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 8126)
 Travail : durée du travail : taux d'activité (p. 8127)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8228)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8251)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8297 et s.)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 218 (p. 8402)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 561)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 562)

Emploi : politique de l'emploi (p. 561)

Entreprises : bénéfiques (p. 562)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 561)

Politique économique : libéralisme (p. 562)

Travail : droit du travail (p. 561)

Travail : durée du travail (p. 561)

Travail : heures supplémentaires (p. 561)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Reprend l'ad n° 133 de Mme Martine Billard (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 769)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 772)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 778)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)

Son intervention (p. 3976)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3976)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3976)
 Marchés financiers : ordres de bourse : négociation (p. 3976)
 Ordonnances (p. 3976)
 Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3976)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4105)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4106)
 Emploi : jeunes (p. 4106)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4106)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4105)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 4106)
 Travail : précarité (p. 4106)

Gabriel BIANCHERI

*Drôme (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483) (p. 17483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Maladies rares. Prise en charge [25 janvier 2005] (p. 300)

Sang et organes humains. Organes humains. Dons, développement [23 juin 2005] (p. 3867)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1276, posée le 28 juin 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Fonctionnement, financement, Romans-Saint-Vallier (p. 4011)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7625)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7628)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)

Son intervention (p. 7639)

Après l'article 37 F

Intervient sur l'ad n° 297 de M. Jean-Pierre Decool (urbanisme commercial : seuil abaissé à 200 mètres carrés) (p. 7657)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son intervention (p. 7658)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 7663 et s.)

Après l'article 64 ter

Intervient sur l'ad n° 190 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (gardienage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Après l'article 65

Intervient sur l'ad n° 310 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7688)

Après l'article 65 octies

Intervient sur l'ad n° 192 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) (p. 7696)

Après l'article 65 decies

Intervient sur l'ad n° 193 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) (p. 7697)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Ses amendements n°s 215, 182, 216 et 217 rectifié (p. 7853 et s., 7858)

Après l'article 41

Son amendement n° 338 (saisine de l'AFSSA par les vétérinaires) : retiré (p. 7858)

Son amendement n° 183 rectifié (conditions de délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 7858) : retiré (p. 7859)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 67 (équipements destinés à satisfaire les normes environnementales : non prise en compte dans les bases de taxe professionnelle) : rejeté (p. 9855)

Jean-Louis BIANCO

*Alpes-de-Haute-Provence (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les relations entre l'Union européenne et la Russie [14 décembre 2004] (n° 1989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. TOTAL. Emploi et activité [1^{er} février 2005] (p. 510)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1104, posée le 8 mars 2005. Chasse et pêche. Taxes piscicoles (J.O. Questions p. 2271). Appelée le 8 mars 2005. Réforme, perspectives (p. 1713)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2023)

Thèmes :

Environnement (p. 2023)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2023 et s.)

Secteur public : services publics (p. 2024)

Union européenne : constitution européenne (p. 2024)

Union européenne : subsidiarité (p. 2023)

Gilbert BIESSY

*Isère (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mars 2005] (p. 3903)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 mars 2005] (p. 3903)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [16 novembre 2004] (p. 9434)

Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [8 février 2005] (p. 878)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, pertinence [3 mai 2005] (p. 3043)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1259, posée le 21 juin 2005. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 6145). Appelée le 21 juin 2005. Financement, Echirrolles (p. 3770)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER****I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)**

Son intervention (p. 9318)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : stationnement (p. 9318)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9318)
Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9318)
Voirie : autoroutes (p. 9319)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)**Etat C, titre VI**

Son intervention (p. 9349)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4221)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4229)

Son intervention (p. 4237)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4269)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : très petites entreprises (TPE) (p. 4221, 4237)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4238, 4269)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4237)

Formation professionnelle (p. 4237)

Recherche (p. 4269)

Travail : conditions de travail (p. 4229)

Travail : rémunération (p. 4221, 4238)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)**Article 2 (prise en charge des actions d'accompagnement par les fonds d'assurance formation)**

Son amendement n° 444 (p. 4274)

Après l'article 4

Son amendement n° 440 (majoration du plafond des CODEVI) : rejeté (p. 4279)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son amendement n° 448 (p. 4280)

Avant l'article 7

Son amendement n° 438 (administrations compétentes amenées à jouer un rôle de conseil économique et financier auprès des entreprises en difficulté) : rejeté (p. 4360)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son amendement n° 326 (p. 4376)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son amendement n° 545 (p. 4391)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son amendement n° 394 (p. 4395)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son amendement n° 538 (p. 4417)

Après l'article 26

Son amendement n° 578 (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4442) : rejeté (p. 4443)

Après l'article 27

Son amendement n° 581 (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457) : rejeté (p. 4458)

Son amendement n° 577 (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457) : rejeté (p. 4458)

Son amendement n° 576 (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457) : rejeté (p. 4458)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son amendement n° 395 (p. 4465)

Après l'article 28

Son amendement n° 590 (obligation de payer les fournisseurs et les sous-traitants dans un délai de soixante jours) (p. 4467) : rejeté (p. 4471)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son amendement n° 592 (p. 4480)

Article 30 (extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son amendement n° 539 (p. 4481)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son amendement n° 540 (p. 4489)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son amendement n° 396 (p. 4499)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son amendement n° 574 (p. 4501)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Ses amendements n°s 542 et 563 (p. 4504, 4506)

Jérôme BIGNON

*Somme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 19 février 2005] (p. 2865)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10463)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10463)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VII : Outre-mer (collectivités d'outre-mer à statut particulier et Nouvelle-Calédonie) (n° 1868) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, Assemblée de Polynésie, situation politique [12 octobre 2004] (p. 7751)
Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8492)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1039, posée le 1^{er} février 2005. Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire (J.O. Questions p. 885). Appelée le 1^{er} février 2005. Elaboration, conséquences, Somme (p. 482)

DÉBATS**Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France**

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7705)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7706)
Commerce extérieur : exportations (p. 7705)
Emploi (p. 7706)
Entreprises : création (p. 7706)
Entreprises : délocalisations (p. 7706 et s.)
Industrie (p. 7706)
Politique économique : mondialisation (p. 7705)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7706)
Travail : droit du travail (p. 7706)
Union européenne : élargissement (p. 7707)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 9180)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : crédits (p. 9180)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 9180 et s.)
Outre-mer : Polynésie française (p. 9181)
Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 9181)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)**

Son intervention (p. 1022)

Thème :

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 1023)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Son amendement n° 73 (p. 4533)

Martine BILLARD

Paris (1^{ère} circonscription)
Non inscrite

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 18 novembre 2004] (p. 19475)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1912 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des institutions, l'utilisation des fonds publics et le rôle du GIP en Polynésie française [8 novembre 2004]

Proposition de résolution n° 1955 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux délocalisations fiscales [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2142 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2228 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'impact dans l'alimentation et sur la santé des denrées traitées par radiations ionisantes [5 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1288, posée le 28 juin 2005. Commerce et artisanat. Grands magasins (J.O. Questions p. 6317). Appelée le 28 juin 2005. Sécurité incendie, normes non-respect, conséquences, La Samaritaine (p. 3999)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : attire l'attention sur les difficultés de recours et le peu de droit à opposition dont disposent les salariés des petites entreprises [2 février 2005] (p. 628)

Affirme que l'application de la proposition de loi empêche beaucoup de salariés de se rendre à des événements sportifs comme l'Enduro du Touquet, auquel il est d'ailleurs choquant de comparer une manifestation revendicative ; estime qu'il n'y a pas lieu de se réjouir d'une initiative parlementaire remettant en cause les acquis sociaux sans aucune consultation des organisations syndicales ; dénonce les modifications unilatérales du droit du travail annoncées par le Premier ministre [7 février 2005] (p. 803)

DÉBATS**Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)**

Son intervention (p. 7517 et s.)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination : Français issus de l'immigration (p. 7517)

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité : discrimination (p. 7518)

Femmes : égalité professionnelle (p. 7517)

Union européenne : directives : discrimination (p. 7517)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)**Avant l'article 1^{er}**

Son amendement n° 27 (incrimination des propos homophobes, sexistes ou discriminatoires envers les personnes en raison notamment de leur handicap ou de leur état de santé) (p. 7538) : rejeté (p. 7540)

Article 1^{er} (statut et compétence)

Son amendement n° 35 (p. 7542)

Article 2 (composition)

Ses amendements n^{os} 29 et 30 (p. 7545)
 Son intervention (p. 7546 et s.)
 Son amendement n^o 31 (p. 7552)

Article 3 (saisine)

Ses amendements n^{os} 33 et 34 (p. 7552 et s.)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son amendement n^o 36 (p. 7556)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son amendement n^o 32 (p. 7559)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n^o 40 de M. Patrick Bloche (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7561 et s.)

Ses amendements n^{os} 41 à 46 (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7561) : rejetés (p. 7563)

Son amendement n^o 28 (définition de la discrimination indirecte) : rejeté (p. 7563)

Article 17 (transposition de la directive n^o 2000/43 du 29 juin 2000)

Ses amendements n^{os} 38 et 37 (p. 7565 et s.)

Après l'article 17

Son amendement n^o 39 (information obligatoire des salariés par les employeurs sur les dispositions prohibant les discriminations au travail) : rejeté (p. 7566)

Ses explications de vote (p. 7571)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)****Après l'article 1er**

Son amendement n^o 42 (compétence étendue à toute discrimination) (p. 10708) : rejeté (p. 10709)

Après l'article 16

Son amendement n^o 43 rectifié (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10727) : rejeté (p. 10729)

Article 17 (transposition de la directive n^o 2000/43/CE du 29 juin 2000)

Son amendement n^o 45 (p. 10730)

Avant l'article 17 bis

Son amendement n^o 53 (constitution de partie civile par les associations en cas de propos discriminatoires dans la presse) (p. 10730) : rejeté (p. 10731)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Ses amendements n^{os} 51 et 46 (p. 10735)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10744)

Ses amendements n^{os} 47 et 52 (p. 10744 et s.)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Ses amendements n^{os} 48 à 50 (p. 10746, 10748)

Projet de loi n^o 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)****Avant l'article 2**

Intervient sur l'adt n^o 55 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8620)

Son amendement n^o 131 (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8619) : rejeté (p. 8622)

Son amendement n^o 130 (taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8622) : rejeté (p. 8623)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8636)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8651)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n^o 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8661)

Son amendement n^o 122 précédemment réservé (affections de longue durée : tarification médicale) : rejeté (p. 8665)

Ses amendements n^{os} 124 et 125 précédemment réservés (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8665) : rejetés (p. 8667)

Son amendement n^o 123 précédemment réservé (choix d'un médecin spécialiste référent) (p. 8665) : rejeté (p. 8667)

Son amendement n^o 116 précédemment réservé (réglementation en cas de congé du médecin traitant désigné) (p. 8667) : rejeté (p. 8668)

Après l'article 8

Son amendement n^o 126 (libellé des prescriptions en dénomination commune internationale) : rejeté (p. 8671)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n^o 76 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688)

Article 12 précédemment réservé (affiliation des enseignants et documentalistes contractuels ou agréés des établissements privés sous contrat au régime d'assurance maladie des fonctionnaires)

Son intervention (p. 8691)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n^o 45 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (indemnités journalières : contrôle) (p. 8697)

Intervient sur l'adt n^o 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : réglementation) (p. 8700)

Intervient sur l'adt n^o 42 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (contribution forfaitaire du malade par acte : conditions d'application) (p. 8703)

Article 19 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante - FIVA)

Son intervention (p. 8708)

Projet de loi n^o 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)**

Son intervention (p. 9996)

Thèmes :

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9996)

Politique sociale : pauvreté (p. 9996)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 9996)

Travail : précarité (p. 9996, 9997)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)**Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)**

Son intervention (p. 10077 et s.)

Ses amendements n^{os} 324, 330, 331, 326 et 327 (p. 10090, 10103, 10104, 10114 et 10115)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Ses amendements n^{os} 328, 360 et 359 (p. 10119 et 10122)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)

Son amendement n^o 362 (p. 10124)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Ses amendements n^{os} 363, 332, 333 et 366 (p. 10126, 10129, 10130 et 10267)
 Son amendement n^o 367 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10273)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)
 Son amendement n^o 368 (p. 10277)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)
 Son intervention (p. 10361)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)
 Son amendement n^o 335 (p. 10365)
 Son intervention (p. 10366 et s.)
 Ses amendements n^{os} 336, 586 et 587 (p. 10368)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)
 Ses amendements n^{os} 337, 374, 338, 375 et 339 (p. 10373, 10375, 10377 et s.)

Article 29 (création du contrat d'avenir)
 Son intervention (p. 10402)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)
 Ses amendements n^{os} 344 et 345 (p. 10418 et s.)
 Son intervention (p. 10423)

Article 33 ter (terminologie)
 Son amendement n^o 376 (p. 10426)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)
 Son amendement n^o 351 (p. 10428)

Après l'article 35
 Intervient sur l'ad^t n^o 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10430)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)
 Son amendement n^o 377 (p. 10433)
 Son intervention (p. 10435)
 Son amendement n^o 346 (p. 10435)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)
 Son amendement n^o 350 (p. 10438)

Après l'article 37 ter
 Intervient sur l'ad^t n^o 200 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10441)

Article 37 quater (institution d'une obligation de négociation collective portant sur une formation économique à titre facultatif)
 Son amendement n^o 378 (p. 10442)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)
 Son intervention (p. 10447)
 Son amendement n^o 379 (p. 10456)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")
 Son amendement n^o 380 (p. 10458)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)
 Son amendement n^o 381 (p. 10468)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisées)
 Son intervention (p. 10479)
 Ses amendements n^{os} 348, 382 et 396 (p. 10489 et s.)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)
 Son amendement n^o 383 (p. 10496)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM)
 Son intervention (p. 10527)
 Ses amendements n^{os} 391 et 392 (p. 10528 et s.)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10535 et s.)
 Ses amendements n^{os} 393, 394 et 430 (p. 10535, 10539 et s.)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son intervention (p. 10541)
 Son amendement n^o 395 (p. 10541)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad^t n^o 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)

Avant l'article 39

Son amendement n^o 384 précédemment réservé (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10548) : rejeté (p. 10551)

Article 39 précédemment réservé (programmation des places d'hébergement d'urgence et de logement temporaire)

Son amendement n^o 385 rectifié (p. 10560)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son amendement n^o 352 (p. 10564)

Avant l'article 41

Son amendement n^o 387 précédemment réservé (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568) : rejeté (p. 10570)

Son amendement n^o 386 rectifié précédemment réservé (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) : rejeté (p. 10571)

Son amendement n^o 388 précédemment réservé (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572) : rejeté (p. 10573)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son amendement n^o 389 (p. 10587)

Après l'article 48

Son amendement n^o 398 rectifié précédemment réservé (protection des personnes contre la vente à la découpe à visée spéculative) : rejeté (p. 10592)

Après l'article 51

Son amendement n^o 399 précédemment réservé (immeubles d'habitation ; division ; création d'un permis administratif) : rejeté (p. 10599)

Après l'article 52

Son sous-amendement n^o 1019 (délai de maintien dans les lieux des locataires) à l'ad^t n^o 462 quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Bloche (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10601) : rejeté (p. 10604)

Après l'article 53 bis

Son amendement n^o 400 précédemment réservé (maintien du droit au compte pour le débiteur) (p. 10617) : rejeté (p. 10618)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son amendement n^o 401 (p. 10627)

Après l'article 58

Son amendement n^o 402 précédemment réservé (notice d'information du schéma sur les rapports conventionnels ; information sur la non-discrimination) (p. 10636) : rejeté (p. 10637)

Proposition de loi n^o 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10152)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10152)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10152)

Professions de santé : déontologie (p. 10152)

Santé : fin de vie (p. 10152, 10153)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)

Son intervention (p. 10179)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 13 de Mme Nadine Morano (évaluation de la politique de soins palliatifs) (p. 10186)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11195)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11195)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 11195)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11195)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11195)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 11195)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11195)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11195)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11204)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11208)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)

Son intervention (p. 11216)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son intervention (p. 11234)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11243 et s.)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11298 et s.)

Ses amendements n° 542, 544 et 477 (p. 11300, 11303 et 11307)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11314)

Son amendement n° 478 (p. 11317)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 562)

Thèmes :

Travail : conditions de travail (p. 563)

Travail : durée du travail (p. 563)

Travail : heures supplémentaires (p. 563)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 563)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 36 (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 629) : rejeté (p. 633)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 636)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Intervient sur l'adt n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Son amendement n° 42 deuxième rectification (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 641) : rejeté (p. 644)

Son amendement n° 40 rectifié (heures supplémentaires ; fixation par accords d'entreprises ; suppression) (p. 644) : rejeté (p. 645)

Son amendement n° 41 rectifié (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 645) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 650)

Son amendement n° 39 deuxième rectification (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 653) : rejeté (p. 656)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 682)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 685)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 627)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 702 et s.)

Son amendement n° 50 ; repris par M. Gaëtan Gorce (p. 713)

Ses amendements n° 21, 22 et 131 (p. 731, 733 et 759)

Son amendement n° 132 ; repris par M. Gaëtan Gorce (p. 760)

Son amendement n° 38 ; repris par M. Alain Vidalies (p. 761)

Son amendement n° 29 rectifié ; repris par M. Gaëtan Gorce (p. 761)

Son amendement n° 133 ; repris par M. Eric Besson (p. 769)

Son amendement n° 134 ; repris par M. Alain Vidalies (p. 769)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 803)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 807 et s.)

Son amendement n° 35 : SCRUTIN PUBLIC (p. 824)

Ses amendements n° 47 et 48 (p. 841 et 887)

Son amendement n° 143 rectifié précédemment réservé (p. 898)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 902)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2108)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 2108)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2109)

Politique sociale : inégalités (p. 2108)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 2109)

Travail : femmes enceintes (p. 2109)

Travail : durée du travail (p. 2108)

Travail : précarité (p. 2109)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2123)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. Maxime Gremetz (prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail effectif) (p. 2126)

Son amendement n° 32 (taux de majoration des heures complémentaires) : rejeté (p. 2127)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Ses amendements n° 33 à 35 (p. 2160, 2162 et 2164)

Son intervention (p. 2166)

Ses amendements n° 36 et 41 (p. 2167, 2170)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Ses amendements n^{os} 38 à 40 (p. 2174 et 2176)

Projet de loi n^o 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1238 et s.)

Son amendement n^o 176 (p. 1240)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad^t n^o 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1294)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1305)

Ses amendements n^{os} 178 et 177 (p. 1306)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son amendement n^o 154 (p. 1329) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1332)

Après l'article 6

Intervient sur le sous-ad^t n^o 507 du Gouvernement (de simplification) à l'ad^t n^o 453 de M. Pierre-André Périssol (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1341)

Article 7 (enseignement à distance)

Son intervention (p. 1342)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1345 et s.)

Ses amendements n^{os} 159 et 160 (p. 1375, 1389)

Projet de loi n^o 1966 ratifiant l'ordonnance n^o 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2793)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2794)

Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2794)

Transports routiers : transporteurs (p. 2794)

Travail : concertation avec le personnel (p. 2793)

Travail : durée du travail (p. 2793, 2794)

Travail : repos hebdomadaire (p. 2794)

Travail : travail de nuit (p. 2794)

Proposition de loi n^o 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 1er

Son amendement n^o 14 (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2834) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2838)

Après l'article 2

Son amendement n^o 16 (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2839) : rejeté (p. 2840)

Son amendement n^o 17 (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2839) : rejeté (p. 2842)

Ses amendements n^{os} 18 et 19 (exercice de l'autorité parentale) (p. 2839) : rejetés (p. 2842)

Son amendement n^o 20 (substitution du mot "parents" à l'expression "père et mère" (p. 2839) : rejeté (p. 2842)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé)

Son intervention (p. 2844)

Proposition de loi n^o 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3252)

Thèmes :

Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3253)

Logement : logement social (p. 3252)

Logement : ventes à la découpe : plus-values à court terme (p. 3253)

Personnes âgées : locataires (p. 3253)

Sociétés : sociétés immobilières : fiscalité (p. 3253)

Projet de loi n^o 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3337 et s.)

Ses amendements n^{os} 80 et 81 (p. 3342, 3345)

Article 2 (égalité salariale en matière d'intéressement ou de distribution d'actions - Inclusion de l'état de grossesse dans la liste des motifs de discriminations)

Son intervention (p. 3345)

Son amendement n^o 140 (p. 3346)

Après l'article 2

Son amendement n^o 82 (petites et moyennes entreprises : mesures anti-discrimination : information des employés) : rejeté (p. 3346)

Après l'article 3

Son amendement n^o 83 rectifié (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) : retiré (p. 3349)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Ses amendements n^{os} 84, 85 rectifié, 86 et 87 (p. 3350, 3352, 3354)

Article 5 (rapport sur la situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)

Ses amendements n^{os} 88 et 89 (p. 3356)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Ses amendements n^{os} 90, 91 rectifié et 123 (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad^t n^o 111 de Mme Catherine Génissou (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3359)

Son amendement n^o 125 (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3368) : rejeté (p. 3369)

Son amendement n^o 124 (contingent d'ouverture d'heures supplémentaires ; limitation ; priorité aux salariés à temps partiel souhaitant effectuer des heures complémentaires) (p. 3370) : rejeté (p. 3371)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son amendement n^o 92 (p. 3373)

Son intervention (p. 3375)

Son amendement n^o 126 rectifié (p. 3375)

Après l'article 7

Son amendement n^o 94 rectifié (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3375) : rejeté (p. 3376)

Son amendement n^o 95 (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3376) : rejeté (p. 3377)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son amendement n^o 96 rectifié (p. 3378)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (effectifs des entreprises : non prise en compte des personnes effectuant un remplacement) (p. 3379)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3380)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3511)

Thèmes :

Baux : locataires : protection sociale (p. 3511)

Logement : mixité sociale (p. 3511)

Professions immobilières : marchands de biens (p. 3511)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 30 (institution d'un permis de diviser) (p. 3519) : rejeté (p. 3520)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3522)

Son amendement n° 32 (p. 3525)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3670)

Après l'article 2

Son amendement n° 31 (pas de congé pour vente dans les six ans consécutifs à l'achat en bloc) (p. 3671) : rejeté (p. 3672)

Article 3 (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3674)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'adt n° 28, deuxième rectification précédemment réservé de Mme Martine Aurillac (terme du bail repoussé à deux ans à compter de la notification du congé pour vente) (p. 3674)

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié précédemment réservé de M. Christian Decocq (adaptation de la durée du bail pour les acquéreurs s'engageant à maintenir l'immeuble sous statut locatif pendant six ans) (p. 3674)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son amendement n° 33 (p. 3675)

Son amendement n° 34 rectifié (p. 3676)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 91 (services à la personne : définition) (p. 3626) : rejeté (p. 3627)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3629 et s., 3709)

Ses amendements n° 92 à 94, 97, 98 et 199 (p. 3635, 3637, 3643, 3648, 3658, 3706)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 180 rectifié de Mme Paulette Guinchard (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3711)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Ses amendements n° 99 et 100 (p. 3716 et s.)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 197 (p. 3720)

Article 6 (activité de prestation de service et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)

Ses amendements n° 201, 200 et 202 (p. 3724 et s.)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son amendement n° 102 (p. 3737)

Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)

Son amendement n° 103 (p. 3739)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4139 et s.)

Ses amendements n° 1 à 3 et 7 (p. 4141, 4150, 4154, 4170)

Son amendement n° 9 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4170)

Son amendement n° 10 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4173)

Ses amendements n° 11 à 15 (p. 4180, 4185 et s.)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son amendement n° 16 (p. 4189)

Jean-Marie BINETRUY

Doubs (5^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Petites et moyennes entreprises (PME) [15 février 2005] (p. 1098)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1065, posée le 8 février 2005. Elevage. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 1179)

n° 1187, posée le 5 avril 2005. Voirie. RN 57 (J.O. Questions p. 3376). Appelée le 5 avril 2005. Aménagement (p. 2632)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 3 ter

Intervient sur l'adt n° 511 de M. Jean Dionis du Séjour (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) mobilisée au profit des producteurs de fruits et légumes) (p. 7864)

Après l'article 43 bis

Son amendement n° 835 (coupes et produits de coupes de bois, convention de regroupement à la vente) : retiré (p. 8005)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)*Procédure des questions :*

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8896)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)*

Son amendement n° 785 (p. 10320)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)*Article 44 (simplification des formalités de garantie de l'importation et à l'introduction des ouvrages en métaux précieux et suppression de la distinction des dénominations "or" et "alliage d'or")*

Son amendement n° 220 (p. 10944)

Ses amendements n°s 219, 98 deuxième rectification, 221 et 222 rectifié (p. 10944)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 441)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 441)

Eau : agences : solidarité (p. 441)

Eau : assainissement : environnement (p. 442)

Justice : Cour des comptes (p. 441)

Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 441)

Claude BIRRAUX*Haute-Savoie (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 21 octobre 2004] (p. 17846)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'application de la loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [18 février 2005] (n° 2108)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'état d'avancement et les perspectives des recherches sur la gestion des déchets radioactifs [16 mars 2005] (n° 2159)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur le risque épidémique [11 mai 2005] (n° 2327)

Proposition de loi organique n° 2371 destinée à étendre à la sûreté nucléaire la compétence du Parlement [10 juin 2005]

Proposition de loi n° 2391 modifiant l'article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue d'accorder à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques une mission permanente d'information sur le fonctionnement des installations nucléaires civiles [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2392 tendant à la création de commissions départementales d'information et de surveillance de l'environnement des sites nucléaires civils [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2393 visant à modifier les conditions de délivrance de permis de construire pour les installations nucléaires de base [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2394 relative à la sûreté nucléaire [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. Energie nucléaire. Areva, ouverture du capital, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9234)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Stockage, bilan et perspectives [16 mars 2005] (p. 2082)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8934)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : investissements (p. 8935)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 8934)

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8934)

Recherche : crédits : recherche fondamentale (p. 8934 et s.)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)*Procédure des questions :*

Départements : Haute-Savoie : logement social (p. 9424)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)*Après l'article 1er septies G*

Son amendement n° 371 (objectifs du plan) : retiré (p. 2463)

Christian BLANC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie
Française*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2483 relative à l'économie de l'innovation [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Ses amendements n^{os} 112 rectifié, 111 et 113 rectifié (p. 8352)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE****III - RECHERCHE****Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)**

Son intervention (p. 8936)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur (p. 8936 et s.)

Entreprises : recherche et développement (p. 8937)

Grandes écoles (p. 8937)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 8937)

Recherche : crédits (p. 8936)

Étienne BLANC

*Ain (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification du droit [26 octobre 2004] (n° 1883)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 1115, posée le 8 mars 2005. Patrimoine culturel. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2273)

n° 1166, posée le 29 mars 2005. Patrimoine culturel. Château de Ferney-Voltaire (J.O. Questions p. 3087). Appelée le 29 mars 2005. Gestion, perspectives (p. 2472)

DÉBATS**Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)**

Son intervention (p. 9161)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9167)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 9161)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 9167)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9167)

Marchés publics : passations : principe d'égalité (p. 9167)

Ordonnances : ratification (p. 9162)

Union européenne : directives (p. 9162)

Jean-Pierre BLAZY

*Val-d'Oise (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 juin 2005] (p. 10057)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 juin 2005] (p. 10057)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 juin 2005] (p. 10427)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 juin 2005] (p. 10427)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [13 avril 2005] (p. 2905)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 932, posée le 30 novembre 2004. Industrie. Métallurgie (J.O. Questions p. 9295). Appelée le 30 novembre 2004. Uguine-ALZ, emploi et activité, Gonesse (p. 10240)

n° 1134, posée le 22 mars 2005. Transports aériens. Aéroports (J.O. Questions p. 2833). Appelée le 22 mars 2005. Région parisienne, perspectives (p. 2201)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1855) : rejetée (p. 1866)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1861 et s.)
Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1861 et s.)
Régions : Ile-de-France : aéroports (p. 1855 et s.)
Régions : Picardie : infrastructures (p. 1855)
Transports aériens : aéroports (p. 1855, 1858 et s.)
Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1859 et s.)
Transports aériens : Air France (p. 1858 et s.)
Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 1856)
Transports aériens : compagnies aériennes (p. 1858)
Transports aériens : sécurité (p. 1861)
Transports ferroviaires (p. 1857)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)*Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)*

Son intervention (p. 1890)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 127 de Mme Odile Saugues (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891)
Intervient sur l'ad n° 163 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892 et s.)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1896 et s.)
Son amendement n° 132 (p. 1896)

Article 4 (transfert des droits et obligations de l'établissement public à la nouvelle société)

Son intervention (p. 1901)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

Son intervention (p. 1927)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Son intervention (p. 1929 et s.)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1948 et s.)

Article 8 (modulation des redevances)

Son intervention (p. 1967)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 180 de M. Patrick Ollier (plafond des amendes prononcées par l'ACNUSA relevé de 12 000 à 20 000 €) (p. 1970)

Article 10 (voies de recouvrement des redevances des aéroports)

Son intervention (p. 1971)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8588)

Thème :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8588)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8968)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : aéroports (p. 8968)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8968)
Environnement : crédits (p. 8968)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)*Procédure des questions :*

Education physique et sportive : enseignement supérieur : recrutement (p. 9014)
Enseignement : politique de l'éducation : insertion (p. 9016)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8820)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8821)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 8820)
Police : effectifs : recrutement (p. 8821)
Police : policiers : retraites (p. 8821)

Procédure des questions :

Police : effectifs : Val d'Oise (p. 8852)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8862)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 8863)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10013)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10013)
Emploi : chômage (p. 10014)
Emploi : création d'emplois (p. 10015)
Emploi : jeunes (p. 10014)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 10014)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Avant l'article 53 bis*

Intervient sur l'ad n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10616)

Après l'article 53 quater

Intervient sur l'ad n° 671 précédemment réservé de M. Daniel Paul (maintien de la fourniture d'électricité ; période hivernale) (p. 10622)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)

Son intervention (p. 10622)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10624 et s.)
 Son amendement n° 522 (p. 10626)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son intervention (p. 10630)
 Son amendement n° 526 (p. 10631)

Article 56 précédemment réservé (programmation des crédits consacrés par l'Etat à la mise en place des dispositifs de réussite éducative)

Son amendement n° 528 (p. 10631)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10635)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)

Son intervention (p. 10638 et s.)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 612 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; péréquation) (p. 10644)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son intervention (p. 10806)

Thèmes :

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10807)
 Justice : juges de proximité : formation professionnelle (p. 10807)
 Justice : juges de proximité : statistiques (p. 10807)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 10807)
 Ses explications de vote (p. 10817)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 10817)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 57 (modification du régime de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Ses amendements n°s 164, 163 et 162 (p. 10952)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1155)

Thèmes :

Enseignement : laïcité (p. 1156)
 Enseignement : sécurité (p. 1157)
 Enseignement : zones urbaines sensibles (p. 1156)
 Enseignement : illettrisme (p. 1156)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1155 et s.)
 Enseignement : programmes (p. 1156)
 Enseignement : personnel : effectifs (p. 1157)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 294 de M. Jean-Marc Ayrault (prévision d'une loi de programmation sur l'école) (p. 1237)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1247 et s.)

Son amendement n° 355 rectifié (p. 1247)

Après l'article 2

Son amendement n° 303 (caractère national des programmes d'enseignement) : rejeté (p. 1259)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. François Scellier (participation des parents d'élèves à la vie des établissements scolaires) (p. 1263)

Son amendement n° 336 (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1267) : rejeté (p. 1268)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1274)

Intervient sur l'adt n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1277)

Intervient sur l'adt n° 371 de Mme Martine David (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. François Liberti (éducation physique et sportive ; objectifs et missions) (p. 1288)

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié de M. Yves Durand (carte scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1289)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1293)

Intervient sur l'adt n° 302 rectifié de M. Christian Paul (organisation de l'assistance sociale des élèves) (p. 1295)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1300 et s.)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1314 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 338 (rapport au Parlement sur l'enseignement à distance) : rejeté (p. 1342)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n° 339 (p. 1348)

Son intervention (p. 1363 et s.)

Ses amendements n°s 341 à 343 (p. 1396, 1418, 1427)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Yves Durand (cohérence entre enseignement et activités périscolaires) (p. 1434)

Intervient sur l'adt n° 314 de Mme Martine David (activités périscolaires dans les établissements scolaires) (p. 1434)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son intervention (p. 1435)

Article 18 (brevet)

Son amendement n° 322 (p. 1441)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 320 de Mme Martine David (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1443)

Avant l'article 19

Son amendement n° 340 (dépenses de fonctionnement des classes des écoles primaires ; répartition entre la commune d'accueil et la commune de résidence ; application à la seule école publique) (p. 1443) : rejeté (p. 1444)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de M. Guy Teissier (fonction de directeur d'école) (p. 1446)

Émile BLESSIG

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20777)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice (n° 2233) [7 avril 2005]

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire [J.O. du 10 mai 2005] (p. 8114)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les instruments de la politique de développement durable [13 avril 2005] (n° 2248)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice (n° 2233) [4 mai 2005] (n° 2291)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement du territoire, sur le suivi des propositions de la délégation sur l'Internet haut débit, la gestion de l'eau, le traitement des déchets et les contrats de plan Etat-régions [5 juillet 2005] (n° 2439)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, groupuscules nazis, lutte et prévention [1^{er} février 2005] (p. 508)

Justice. Casier judiciaire. Politiques communautaires [5 avril 2005] (p. 2653)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1040, posée le 1^{er} février 2005. Transports. Transport de voyageurs (J.O. Questions p. 885). Appelée le 1^{er} février 2005. Loi n° 2000-1208 du 13 novembre 2000, application (p. 496)

n° 1213, posée le 3 mai 2005. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre (J.O. Questions p. 4408). Appelée le 3 mai 2005. Mise en place, calendrier Alsace (p. 3027)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son amendement n° 446 (p. 7848)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : conservation (p. 8779)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9682)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9683)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Ses interventions (p. 9748)

Thème :

Politique économique : mondialisation (p. 9748)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*

Thème :

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 9784)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 37-9

Son amendement n° 282 (associations coopératives de production et de consommation en Alsace-Moselle ; sociétaires) (p. 10522) : retiré (p. 10523)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10805)

Son intervention (p. 10805)

Thèmes :

Justice : fonctionnement (p. 10805)

Justice : loi d'orientation (p. 10805)

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10806)

Justice : tribunaux : compétences (p. 10806)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : moyens (p. 10805)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10811)

Article 6 (extension de la compétence du tribunal de grande instance aux actions possessoires)

Son intervention (p. 10816)

Ses explications de vote (p. 10818)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10818)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 12 (prise en compte des majeurs de moins de vingt et un ans dans la définition des publics relevant de la compétence des assistants familiaux, applicabilité aux assistants maternels et familiaux des dispositions relatives notamment à la protection contre les discriminations et contre le harcèlement)

Son intervention (p. 984)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 115 de Mme Muriel Marland-Militello (compétence du conseil des prud'hommes en matière de contentieux entre les assistants maternels et assistants familiaux et leurs employeurs) (p. 985)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps»)

Son intervention (p. 987)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1586)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1588)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2122)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)

Son intervention (p. 3184)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : secteur privé (p. 3185)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 3184)

Droit pénal : fausse monnaie : récidive (p. 3185)

Justice : preuve : gel (p. 3185)

Sécurité routière : stationnement : amendes (p. 3185)

Union européenne : construction européenne : espace judiciaire européen (p. 3184)

Union européenne : décision-cadre (p. 3184)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 3184)

Union européenne : Traité d'Amsterdam : coopération judiciaire (p. 3184)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 3184)

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Article 1er (extension du champ d'application de l'aide juridictionnelle aux litiges transfrontaliers)

Son intervention (p. 3189 et s.)

Article 3 (de la corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique)

Son intervention (p. 3190)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 8 de la commission (coordination) (p. 3190)

Article 5 (émission ou exécution des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve)

Son intervention (p. 3191 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3192 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 22 de la commission (de conséquence) (p. 3195)

Article 6 (exécution provisoire des mesures conservatoires en matière délictuelle)

Son intervention (p. 3195)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3489)

Son intervention (p. 3490)

Thèmes :

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 3491)

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 3491)

Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 3490)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3491)

Serge BLISKO

Paris (10^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Cambodge [7 décembre 2004] (p. 10384)

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, perspectives [29 juin 2005] (p. 4016)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7966)

Thèmes :

Union européenne : élargissement (p. 7966)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7966 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9378)

Thème avant la procédure des questions :

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9378)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9245)

Santé : accès aux soins (p. 9245)

Santé : politique de la santé (p. 9245, 9246)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM)

Son intervention (p. 10526)

Ses amendements n°s 274 à 277 (p. 10529 et s.)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat

d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10534)

Ses amendements n^{os} 937, 279, 281 et 280 (p. 10537 et s.)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10541)

Article 64 (détermination des modalités de reprise par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations -ANAEM- des personnels de l'association Service social d'aide aux émigrants -SSAE)

Son intervention (p. 10543)

Après l'article 65

Reprend l'ad^t n^o 792 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) : adopté (p. 10544)

Article 66 (entrée en vigueur des dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 10544)

Après l'article 66

Son amendement n^o 442 (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10544) : rejeté (p. 10545)

Son amendement n^o 752 (élections territoriales ; vote et éligibilité des étrangers) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10546)

Proposition de loi n^o 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2831)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2831)

Famille : adoption (p. 2831)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2831)

Relations internationales : adoption (p. 2831)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad^t n^o 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2841)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)

Son intervention (p. 2843)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2938 et s.)

Patrick BLOCHE
Paris (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2005] (p. 16900)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20410)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20410)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 décembre 2004] (p. 21223)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 décembre 2004] (p. 21223)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Président de la Mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n^o 1800) tome I : Affaires étrangères (francophonie et relations culturelles internationales) (n^o 1864) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n^o 2141 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [26 janvier 2005] (p. 366)

Fonction publique hospitalière. Politique de la fonction publique hospitalière. Services d'urgence [30 mars 2005] (p. 2590)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1162, posée le 29 mars 2005. Culture. Opéra de Paris (J.O. Questions p. 3086). Appelée le 29 mars 2005. Personnel, conditions de travail (p. 2473)

DÉBATS

Projet de loi n^o 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7509 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7509)

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : moyens (p. 7510)

Droit pénal : discrimination (p. 7509)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 7509)

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7509)

Union européenne : directives : discrimination (p. 7510)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n^o 27 de Mme Martine Billard (incrimination des propos homophobes, sexistes ou discriminatoires envers les personnes en raison notamment de leur handicap ou de leur état de santé) (p. 7539 et s.)

Son amendement n^o 16 (objectifs de la politique publique de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité définis par la loi tous les cinq ans) (p. 7540) : rejeté (p. 7541)

Article 1er (statut et compétence)

Son intervention (p. 7543)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7545 et s.)

Ses amendements n^{os} 17 et 18 (p. 7545)

Article 3 (saisine)

Son amendement n^o 19 (p. 7552)

Article 6 (médiation)

Son amendement n^o 20 (p. 7556)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son intervention (p. 7558 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur les adts n^{os} 41 à 46 de Mme Martine Billard (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7561 et s.)

Son amendement n^o 40 (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) : rejeté (p. 7561)

Article 17 (transposition de la directive n^o 2000/43 du 29 juin 2000)

Ses amendements n^{os} 21 rectifié et 22 (p. 7565 et s.)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Ses amendements n^{os} 23 et 26 rectifié (p. 7567)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n^o 60 du Gouvernement (saisine directe du Médiateur de la République) (p. 7568 et s.)

Ses explications de vote (p. 7569)

Abstention du groupe socialiste (p. 7570)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10696)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 10696)

Assemblée nationale : groupe socialiste : lutte contre l'homophobie (p. 10696)

Associations : partie civile (p. 10697)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10697)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 10697)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Avant l'article 1er

Son amendement n^o 54 (objectifs et bilan quinquennal de la politique de lutte contre les discriminations) : rejeté (p. 10708)

Article 2 (composition)

Son amendement n^o 44 (p. 10709)

Son intervention (p. 10710)

Son amendement n^o 27 (p. 10714)

Article 3 bis (délégués territoriaux)

Son intervention (p. 10722)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son amendement n^o 29 (p. 10723)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)

Son amendement n^o 30 (p. 10725)

Article 15 (rapport annuel)

Son amendement n^o 31 (p. 10725)

Après l'article 16

Son amendement n^o 33 (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10727) : rejeté (p. 10729)

Article 17 (transposition de la directive n^o 2000/43/CE du 29 juin 2000)

Ses amendements n^{os} 34 et 32 (p. 10729 et s.)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son amendement n^o 35 (p. 10734)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10744)

Son amendement n^o 36 (p. 10745)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son intervention (p. 10747 et s.)

Ses amendements n^{os} 37 et 38 (p. 10748)

Article 19 (service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations)

Ses amendements n^{os} 39 et 40 (p. 10750)

Ses explications de vote (p. 10750)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10751)

Projet de loi de finances n^o 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Ses amendements n^{os} 400 et 283 (p. 8276 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n^o 444 rectifié (marchands de biens : suppression de l'exonération des droits de mutation) (p. 8314) : retiré (p. 8316)

Son amendement n^o 445 rectifié (marchands de biens : exonération des droits de mutation en cas de revente dans l'année) (p. 8316) : rejeté (p. 8318)

Son amendement n^o 515 (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8318) : rejeté (p. 8319)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Ses interventions (p. 8386, 8395, 8398, 8400 et s.)

Article 36 (création du compte n^o 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n^o 902-15)

Son intervention (p. 8406 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9361)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 9361 et s.)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger

(AEFE) : crédits budgétaires (p. 9361)

Langue française : francophonie (p. 9361)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8760)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8761)

Arts et spectacles : spectacles (p. 8761)

Culture : crédits (p. 8761)

Culture : politique culturelle (p. 8761)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 8762)

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 8761)

Presse et livres : livres (p. 8762)

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9708)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9708)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 9708)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9708)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9708)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9709)

Presse et livres : presse (p. 9709)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9708)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 69

Son amendement n° 192 (marchands de biens – ventes à la découpe : délai de revente ramené de 4 ans à un an pour l'exonération des droits de mutation) (p. 9864) : adopté (p. 9865)

**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la
cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 52

Son amendement n° 462 quatrième rectification précédemment réservé (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10601) : rejeté (p. 10604)

**Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par
M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la
culture et de la communication sur le spectacle
vivant**

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10842)

Thèmes :

Arts et spectacles : création (p. 10844)
Arts et spectacles : artistes (p. 10843)
Arts et spectacles : intermittents (p. 10842)
Arts et spectacles : spectacles (p. 10842)
Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10842, 10843)
Culture : politique culturelle (p. 10842)
Syndicats : représentativité (p. 10843)

**Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections
des locataires victimes de ventes à la découpe**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3250)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3251)
Baux : locataires : droit de préemption (p. 3251)
Logement : mixité sociale (p. 3250)
Professions immobilières : marchands de biens : avantages fiscaux (p. 3250)

**Proposition de loi n° 2063 relative au droit de
préemption des locataires en cas de vente d'un
immeuble**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3514)

Thèmes :

Baux : locataires : protection sociale (p. 3515)
Logement : ventes à la découpe (p. 3514)
Professions immobilières : marchands de biens : impôts et taxes (p. 3515)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique s'engageant à ne pas donner congé au locataire pendant six ans) (p. 3527 et s.)

Son amendement n° 35 (institution d'une décote au profit du locataire dans la limite de 30 % du prix du logement) (p. 3528) : rejeté (p. 3529)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son amendement n° 5 (p. 3671)

Après l'article 3

Son amendement n° 15 (délai d'exonération des droits de mutation des marchands de biens) (p. 3678) : rejeté (p. 3679)

**Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à
prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence
pour l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4109)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 4109, 4110)
Arts et spectacles : intermittents (p. 4109)
Culture : emploi (p. 4109)

Roland BLUM

*Bouches-du-Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'instrument amendant la convention du 23 juin 1993 relative à la création du Bureau européen des radiocommunications (ensemble deux annexes) (n° 1858) [10 novembre 2004]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 2022) [10 janvier 2005]

Rapporteur pour avis de la proposition de résolution sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) (n° 2368) [14 juin 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances relatives à l'enlèvement, à la détention et aux conditions de la libération en Irak de Florence Aubenas et Hussein Hanoun (n° 2382) [5 octobre 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome II : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 1866) [13 octobre 2004]

Proposition de loi constitutionnelle n° 1985 relative au renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement en matière européenne [9 décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1858), autorisant l'approbation de l'instrument amendant la convention du 23 juin 1993 relative à la création du Bureau européen des radiocommunications (ensemble deux annexes) [17 février 2005] (n° 2107)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les ONG françaises [13 avril 2005] (n° 2250)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi constitutionnelle (n° 2022) modifiant le titre XV de la Constitution [11 mai 2005] (n° 2023)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8449 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 309)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 309)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 309 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 310)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 309)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 309)

Union européenne : institutions communautaires (p. 310)

Union européenne : parlements nationaux (p. 311)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 309 et s.)

Union européenne : traité de Nice (p. 310)

Jacques BOBE

*Charente (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1845 tendant à soustraire de l'assiette des cotisations et contributions sociales les sommes versées par les entreprises au titre de bourses d'études et de compte dotal au profit exclusif des enfants des salariés [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [16 novembre 2004] (p. 9435)

Agriculture. Calamités agricoles. Fonds d'assurance récolte, perspectives [2 mars 2005] (p. 1538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9678)

Son intervention (p. 9679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 9679)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9679)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9679)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9679)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 9679)

Union européenne : fonds structurels (p. 9679)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Ses interventions (p. 9743)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 9743)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9743)

Secteur public : services publics (p. 9743)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 88)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 88)

Postes : La Poste (p. 88)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2867)

Thème :

Postes : La Poste (p. 2867)

Explications de vote et vote [3 mai 2005] (p. 3049)

Ses explications de vote (p. 3049)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3050)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Entreprises : créances : contrôle (p. 1555)

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1555)

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1554)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1555)

Alain BOCQUET

*Nord (20^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

Nommé président du groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1891 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'attribution au groupe Vivendi Universal d'un agrément ministériel lui accordant les avantages du régime fiscal du bénéficiaire mondial consolidé et sur les responsabilités de sa filiale Cegetel dans la restructuration de l'entreprise Timing, entraînant une délocalisation d'activité au Maroc et la suppression de plus de deux cents emplois à Montrouge (Hauts-de-Seine) [2 novembre 2004]

Proposition de résolution n° 1967 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le processus en cours ces dernières années en Côte d'Ivoire, son implication économique et financière, sur les conditions de l'intervention, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, des forces françaises en Côte d'Ivoire, sur le niveau de l'implication de celles-ci dans les événements qui s'y déroulent, notamment lors des manifestations du 9 novembre 2004 à Abidjan, lesquelles se sont soldées par de nombreuses victimes ivoiriennes, tuées ou blessées par arme de guerre, enfin et plus généralement sur l'ensemble des événements qui se sont produits en Côte d'Ivoire et qui se sont traduits par la mort de neuf de nos soldats, des dizaines de militaires blessés dans cette escalade et par des centaines de victimes de violences et de crimes parmi nos ressortissants civils [1^{er} décembre 2004]

Proposition de résolution n° 2153 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les capacités et les résultats financiers du groupe Total, sur l'utilisation de ses ressources, sur sa politique industrielle et sur ses pratiques en matière d'emploi, de salaires et d'aménagement du territoire, ainsi que sur ses responsabilités sociale et environnementale [9 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2292 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les stratégies économiques et sociales de l'entreprise Corsica Ferries France ; sur l'emploi des fonds publics dont elle a bénéficié ; et sur la restructuration de la politique de transports maritimes Corse - Continent [4 mai 2005]

Proposition de résolution n° 2433 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de la sauvegarde et du développement de la filière de production d'acier en France et en Europe [4 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique économique. Croissance. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7467)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [2 février 2005] (p. 607)

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [29 mars 2005] (p. 2501)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que la réception dans l'hémicycle du président portugais, prévue le 12 avril, après celle du premier ministre espagnol transforme le palais Bourbon en lieu de propagande pour le « oui à la constitution européenne » et demande quand viendront MM. Blair, Schröder, Berlusconi et Bolkestein [8 mars 2005] (p. 1737)

Trouve inadmissible et scandaleux que la séance se poursuive en l'absence du Gouvernement et demande une suspension de séance [17 mars 2005] (p. 2137)

Trouve scandaleuse l'absence confirmée du Gouvernement, contraire, sinon au Règlement, du moins à des usages encore récemment respectés lors de l'examen d'une proposition de résolution déposée par des députés UMP [17 mars 2005] (p. 2139)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son exception d'irrecevabilité (p. 7587) soutenue par M. André Chassaing : rejetée (p. 7592)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7721)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 7722)

Entreprises : charges (p. 7722)

Entreprises : délocalisations (p. 7721 et s.)

Entreprises : sous-traitance (p. 7722)

Formation professionnelle (p. 7723)

Industrie : sidérurgie (p. 7721)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7723)

Recherche (p. 7723)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 7722)

Travail : coût (p. 7721)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 7722)

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7945)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7947)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7946)

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7947)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 7962)

Secteur public : services publics (p. 7948)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7945 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7945 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Sa question préalable (p. 8107) soutenue par M. Jean-Pierre Brard : rejetée (p. 8121)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Ses explications de vote (p. 9920)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9921)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Sa motion de renvoi en commission (p. 8599) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 8606)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Sa question préalable (p. 9958) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 9969)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son exception d'irrecevabilité (p. 11134) : rejetée (p. 11138)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Sa question préalable (p. 11184) soutenue par M. François Liberti : rejetée (p. 11187)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Sa question préalable (p. 71) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 81)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Sa question préalable (p. 2862) soutenue par M. André Chassaigne : rejetée (p. 2869)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son exception d'irrecevabilité (p. 314) soutenue par M. Jacques Brunhes : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 325)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité (p. 324)

Son intervention (p. 378)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 325, 378)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 380 et s.)

Politique générale (p. 379 et s.)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 378 et s.)

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 379)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 380)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 378)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 378)

Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 380)

Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 324, 378 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 324, 378, 380)

Union européenne : traité constitutionnel : révision (p. 378)

Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 379)

Union européenne : traité de Nice (p. 380)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Sa motion de renvoi en commission (p. 614) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 624)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 4 (gage)

Demande de vérification de quorum [8 février 2005] (p. 908)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2115) soutenue par Mme Muguette Jacquaint : rejetée (p. 2121)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er A

Sa demande de vérification de quorum [16 mars 2005] (p. 2128)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Sa question préalable (p. 1135) soutenue par M. François Liberti : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1149)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1847) soutenue par M. Maxime Gremetz : rejetée (p. 1855)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1984)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1985)

Politique sociale : fracture sociale (p. 1984)

Secteur public : services publics : énergie électrique (p. 1985)

Ses explications de vote (p. 1997)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1997)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2026)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 2027)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2026)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2026)

Union européenne : constitution européenne (p. 2027)

Ses explications de vote (p. 2040)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2042)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2137, 2139)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Sa question préalable (p. 2381) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 2386)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2609) soutenue par M. Frédéric Dutoit : rejetée (p. 2614)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2807) soutenue par M. Jacques Brunhes : rejetée (p. 2809)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Sa question préalable (p. 3080) soutenue par Mme Janine Jambu : rejetée (p. 3087)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Sa question préalable (p. 3286) soutenue par M. Jacques Desallangre : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3289)

Déclaration de politique générale n° 2361 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre

[8 juin 2005] (p. 3459)

Son intervention (p. 3476)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3477)
 Entreprises : allègement des charges (p. 3478)
 Etat (p. 3477)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3480)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3479)
 Marchés financiers (p. 3478)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 3477 et s.)
 Ordonnances (p. 3477)
 Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 3479)
 Politique générale : institutions (p. 3477)
 Politique sociale (p. 3477)
 Président de la République (p. 3478 et s.)
 Secteur public : ouverture du capital (p. 3480)

Sécurité sociale (p. 3478)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3477)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 3479)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 3478)

Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 3478)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3476 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3480)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Sa question préalable (p. 3571) : rejetée (p. 3583)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Sa question préalable (p. 3823) soutenue par M. Jacques Desallangre : rejetée (p. 3826)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Sa question préalable (p. 4053) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4064)

Demande la vérification du quorum avant le vote sur la question préalable : [28 juin 2005] (p. 4061)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4053 et s.)
 Entreprises : bénéfices (p. 4054 et s.)
 Entreprises : chefs d'entreprises : rémunération (p. 4055)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4054, 4055, 4057)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4056 et s.)
 Entreprises : sous-traitance (p. 4059)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4055)
 Politique économique : libéralisme (p. 4054)
 Politique économique : prix (p. 4056)
 Politique générale : secteur public (p. 4058)
 Politique sociale : inégalités (p. 4054, 4058, 4059)
 Politiques communautaires : libéralisme (p. 4053)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4054)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 4054)
 Travail : précarité (p. 4054)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4056)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Sa motion de renvoi en commission (p. 2257) soutenue par M. Daniel Paul : rejetée (p. 2262)

Jean-Claude BOIS
Pas-de-Calais (13^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1209, posée le 3 mai 2005. Sécurité sociale. Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) (J.O. Questions p. 4408). Appelée le 3 mai 2005. Missions, maintien (p. 3022)

Yves BOISSEAU
Calvados (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports (n° 1966) [16 mars 2005]

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9926)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1966) ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [30 mars 2005] (n° 2220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)
Son intervention (p. 10372)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)
Son intervention (p. 2788)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 2789)
Transports par eau : transports maritimes : conditions de travail (p. 2789)
Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2788, 2789)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 2789)
Transports routiers : transporteurs (p. 2789)
Travail : durée du travail (p. 2788, 2789)
Travail : travail de nuit (p. 2788, 2789)

Discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2795)

Article unique (ratification de l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 sous réserve de rectifications)

Son intervention (p. 2795)

Daniel BOISSERIE

Haute-Vienne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Partis et mouvements politiques. Front national. Propos tenus par le président, poursuites judiciaires, perspectives [18 janvier 2005] (p. 38)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 959, posée le 7 décembre 2004. Architecture. Architectes (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Qualification, réforme, perspectives (p. 10666)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*
Son intervention (p. 9735)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9735)
Hôtellerie et restauration (p. 9735)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9443)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)

Article 4 (crédit gratuit)

Son amendement n° 5 (de suppression) (p. 187)

Avant l'article 5

Son amendement n° 7 (garantie due par un réseau de vente ; cause exonératoire ; défaut d'entretien ; conditions d'application) : rejeté (p. 188)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention (p. 283)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 283)

Politique économique : libéralisme (p. 284)

Politique sociale : surendettement (p. 283)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4246)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : très petites entreprises (TPE) (p. 4246)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4246)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4247)

Entreprises : charges (p. 4246)

Marcel BONNOT

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2146 relative à la déclaration de naissance d'un enfant auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. Train à grande vitesse (TGV). Liaison Rhin-Rhône, calendrier, financement [30 novembre 2004] (p. 10260)

Etat civil. Déclarations. Lieu de naissance, réglementation [2 février 2005] (p. 609)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1041, posée le 1^{er} février 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 885). Appelée le 1^{er} février 2005. Restructuration, perspectives, Montbéliard (p. 485)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7736)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 7736)

Entreprises : délocalisations (p. 7736 et s.)

Industrie : automobile (p. 7737)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7737)

Recherche (p. 7737)

Travail : durée du travail (p. 7736)

Maxime BONO

*Charente-Maritime (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Infrastructures ferroviaires [16 novembre 2004] (p. 9436)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1211, posée le 3 mai 2005. Transports urbains. TVA (J.O. Questions p. 4408). Appelée le 3 mai 2005. Taux, voitures électriques (p. 3020)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9312)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9312)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9312)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9313)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9312)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9313)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9313)

Voirie : autoroutes (p. 9312)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'adt n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9351)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 9443)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2251)

Thèmes :

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 2252)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2251)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2252)
Union européenne : directives : services (p. 2252)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son intervention (p. 2265)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son intervention (p. 2267)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son intervention (p. 2269)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 266 de Mme Sylvie Andrieux (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adt n° 267 de Mme Marie-Renée Oget (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Jean Gaubert (application obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de dispositions plus favorables d'un droit national) (p. 2310)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2312 et s.)

Augustin BONREPAUX

*Ariège (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Président de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 4 mars 2005] (p. 3791)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 23 : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (tourisme) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 1738) de M. Augustin Bonrepaux tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'exécution des contrats de plans Etat-régions et l'utilisation des crédits européens [27 octobre 2004] (n° 1889)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'exécution des contrats de plan Etat-régions et la programmation des fonds structurels européens [29 juin 2005] (n° 2421)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels [3 novembre 2004] (p. 8871)

Collectivités territoriales. Finances. Budget pour 2005 [23 novembre 2004] (p. 9913)

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [30 juin 2005] (p. 4079)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette la mauvaise organisation des travaux de l'Assemblée et appelle le Gouvernement à mieux respecter le travail du Parlement [5 octobre 2004] (p. 7473)

Est surpris que le Gouvernement n'intervienne pas au début de la discussion du projet de loi de règlement [5 octobre 2004] (p. 7475)

Demande au Gouvernement la communication de documents relatifs aux collectivités territoriales [21 octobre 2004] (p. 8207)

Réitère sa demande de communication de documents relatifs aux collectivités territoriales [21 octobre 2004] (p. 8224)

Réitère sa demande de communication de documents relatifs aux collectivités territoriales [22 octobre 2004] (p. 8362)

Souhaite que l'Assemblée puisse achever l'examen de la seconde partie de la loi de finances dans la soirée [19 novembre 2004] (p. 9806)

Proteste contre le refus du président de séance d'accorder une suspension de séance [24 novembre 2004] (p. 10041)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Son intervention (p. 7488)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [5 octobre 2004] (p. 7473, 7475)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : impôts locaux (p. 7490)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7488, 7490)

Finances publiques : dette publique (p. 7489)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7489)

Finances publiques : recettes (p. 7489)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7489)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 7489)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7489)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : départements (p. 7490)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 7488)

Professions de santé (p. 7489)

Régions : contrats de plan Etat-régions : Fonds européen de développement régional (FEDER) (p. 7489)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8102)

Son intervention (p. 8150)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [21 octobre 2004] (p. 8207, 8224)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8103, 8152 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8151 et s.)

Donations et successions (p. 8153)

Emploi : politique de l'emploi (p. 8151)

Enseignement (p. 8152)

Entreprises : délocalisations (p. 8154)

Entreprises : Vivendi : impôt sur les sociétés (p. 8154)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8151)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8151 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 8151)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8151)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8153)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8153 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8103, 8153)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8153)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8151)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8154)

Politique économique : croissance (p. 8151)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8151)

Politique sociale : fracture sociale (p. 8151)

Recherche (p. 8152)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8102, 8151 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8151)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8154)

Transports ferroviaires (p. 8152)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 8151)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8225 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8238)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8248)

Son amendement n° 254 (emplois à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 8250) : rejeté (p. 8251)

Son amendement n° 255 (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8240) : rejeté (p. 8252)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu imposable excède le montant de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 8254)

Son amendement n° 257 (amendement Coluche : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt - taux porté à 70 % et plafond à 600 €) (p. 8258) : rejeté (p. 8260)

Son amendement n° 256 (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8260) : retiré (p. 8262)

Après l'article 3

Son amendement n° 280 (prime pour l'emploi : doublement du taux) (p. 8265) : rejeté (p. 8266)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8267)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale - réduction d'impôt : définition des travaux de réhabilitation - réservation de 15 % des logements au personnel saisonnier) (p. 8282)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les stations de moins de 5000 lits ayant engagé une procédure de réhabilitation - réduction d'impôt) (p. 8282)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8286 et s.)

Son amendement n° 286 (p. 8301)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 287 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 € pour les contrats conclus à partir du 20 octobre 2004) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean-Pierre Brard (ISF - « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8328)

Son amendement n° 284 (ISF - « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8327) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8329)

Son amendement n° 285 (ISF - souscriptions au capital de PME : suppression de l'exonération) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8330)

Intervient sur l'adt n° 517 du Gouvernement (ISF : actualisation du barème) (p. 8331)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son amendement n° 292 (p. 8335)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son amendement n° 294 (p. 8345)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Ses amendements n° 295 et 296 (p. 8348, 8353)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son amendement n° 299 (p. 8358)

Son intervention (p. 8360)

Son rappel au règlement (cf. supra) [22 octobre 2004] (p. 8362)

Article 16 (prorogation et aménagement du remboursement partiel applicable au gazole utilisé par les entreprises de transport routier de marchandises)

Son amendement n° 300 (p. 8365)

Après l'article 16

Intervient sur les adts n° 215 et 216 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8366)

Son amendement n° 446 (sociétés pétrolières : taxe exceptionnelle) (p. 8373) : rejeté (p. 8374)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 220 (p. 8404)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son intervention (p. 8410 et s.)

Ses amendements n° 70, 269 rectifié, 5455 et 421 (p. 8413, 8416)

Son sous-amendement n° 527 à l'adt n° 246 de M. Michel Bouvard (p. 8417)

Son sous-amendement n° 527 à l'adt n° 359 de M. Gilles Carrez (p. 8418)

Son sous-amendement n° 519 à l'adt n° 10 rectifié de la commission (p. 8418)

Son amendement n° 454 (p. 8420)

Article 30 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des groupements de communes)

Son intervention (p. 8423)

Son amendement n° 271 (p. 8424)

Article 31 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des départements)

Son intervention (p. 8424)

Ses amendements n° 456 à 461, 272 et 273 rectifié (p. 8427, 8429 et s.)

Son sous-amendement n° 520 à l'adt n° 16 de la commission (p. 8431)

Son amendement n° 508 (p. 8431)

Après l'article 31

Son amendement n° 268 (DGF : majoration de 350 millions d'euros) (p. 8431) : rejeté (p. 8432)

Son amendement n° 221 (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) : rejeté (p. 8432)

Article 32 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son amendement n° 279 (p. 8432)

Article 33 (modalités de compensation financière, aux régions et aux départements, des transferts de compétences résultant de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales)

Son intervention (p. 8432, 8435)

Article 34 (transfert aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances contre les risques de toutes natures relatifs aux véhicules terrestres à moteur)

Son intervention (p. 8435)

Son sous-amendement n° 528 à l'adt n° 18 deuxième rectification de la commission (p. 8435)

Après l'article 28

Son amendement n° 291 précédemment réservé (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8467) : rejeté (p. 8468)

Son amendement n° 266 précédemment réservé (bicyclettes : TVA au taux réduit sur les petits services de réparation) : rejeté (p. 8471)

Son amendement n° 297 précédemment réservé (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 8475) : rejeté (p. 8476)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8479)

Article 8 sexies (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 8481)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8879)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne : Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) (p. 8881)

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8879)

Politique économique : conjoncture (p. 8880)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8881)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8880)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 8880 et s.)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8880)

Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 8881)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 8880)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8880)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9748)

Thèmes :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9748)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9748)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9748)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9748)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9748)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Son amendement n° 173 (emploi à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 9819) : rejeté (p. 9820)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9821 et s.)

Son amendement n° 171 (p. 9822)

Après l'article 63

Son amendement n° 175 (amendement Coluche : crédit d'impôt de 75 %) (p. 9833) : retiré (p. 9834)

Son amendement n° 174 (amendement Coluche : réduction d'impôt de 75 %) (p. 9833) : rejeté (p. 9834)

Article 68 (prorogation du dispositif de dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux)

Son amendement n° 181 (p. 9850)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Patrick Balkany (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de bases de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9852)

Intervient sur l'adt n° 165 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : modalités de calcul des recettes) (p. 9855)

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour personnes âgées ou handicapées – impôts locaux : non prise en compte dans les valeurs locatives) (p. 9857)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. François Dosé (taxe d'enlèvement des ordures ménagères des EPCI : suppression de l'obligation de vote d'un taux et non d'un produit) (p. 9860)

Son amendement n° 26 rectifié (taxe professionnelle : libre fixation du taux) : rejeté (p. 9860)

Son amendement n° 184 (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) : rejeté (p. 9861)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 179 de M. Gérard Bapt (taxe générale sur les activités polluantes : réduction de 50 % pour les entreprises bénéficiant d'une certification environnementale) (p. 9863)

Son amendement n° 33 (régime du bénéfice mondial : agrément après avis conforme des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 9863) : retiré (p. 9864)

Son amendement n° 34 (régime du bénéfice mondial : agrément après information des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) : retiré (p. 9864)

Son amendement n° 235 (RMI et RMA : intérêts de retard sur le solde de la compensation attribuée aux départements) : rejeté (p. 9868)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 2004] (p. 9806)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10042)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 novembre 2004] (p. 10041)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 10043)

Logement : politique du logement (p. 10043)

Politique sociale : pauvreté (p. 10043)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son amendement n° 578 (p. 10408)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 1004 (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'adt n° 815 troisième rectification du Gouvernement (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10427) : rejeté (p. 10428)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10065)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10065)

Politique économique : inflation (p. 10065)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10873)
Son intervention (p. 10876)

Thèmes :

Agriculture : Fonds national pour le développement agricole (FNDA) (p. 10873)
Associations (p. 10877)
Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 10876 et s.)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : péréquation (p. 10878)
Emploi : chômage : politique de l'emploi (p. 10876 et s.)
Etat : Gouvernement précédent : finances publiques (p. 10876)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10876)
Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10873)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10873, 10876)
Finances publiques : recettes fiscales : politique économique (p. 10876)
Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10873, 10876 et s.)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 10877)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10874)
Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10876)
Politique économique : croissance (p. 10876)
Politique économique : prix (p. 10876 et s.)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 1er (compensations allouées aux collectivités territoriales au titre des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés non bâties)

Son intervention (p. 10902)

Article 2 (ajustement de la fraction de tarif de TIPP affectée aux départements)

Son intervention (p. 10902)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10915)
Intervient sur l'ad n° 143 de M. Jean-Marc Ayrault (art contemporain : mécénat d'entreprise) (p. 10917)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 43 du Gouvernement (CSG : déductibilité des hausses de cotisations résultant de la réforme de l'assurance maladie) (p. 10918)

Après l'article 40

Son amendement n° 136 (élimination d'imprimés non sollicités : suppression de la contribution en nature) : rejeté (p. 10923)

Intervient sur l'ad n° 139 de M. Pascal Terrasse (redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : recouvrement par l'Etat) (p. 10932)

Intervient sur l'ad n° 179 de M. Pascal Terrasse (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : exonération des dépendances) (p. 10932 et s.)

Son amendement n° 138 (assujettis à la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : exonération automatique de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 10931) : retiré (p. 10932)

Son amendement n° 137 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression du III de l'article 1636 B sexies du code général des impôts prévoyant le vote d'un taux et non d'un produit) : retiré (p. 10933)

Son amendement n° 124 (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée : suppression de la cotisation de référence - 1 ter de l'article 1647 sexies B du code général des impôts) (p. 10935) : retiré (p. 10936)

Intervient sur l'ad n° 147 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Intervient sur l'ad n° 161 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Après l'article 42

Intervient sur l'ad n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad n° 131 de M. Didier Migaud (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA dans le délai de quatre mois suivant leur inclusion dans l'annexe H de la directive européenne) (p. 10941)

Son amendement n° 134 (abonnements aux réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA) (p. 10940) : rejeté (p. 10941)

Son amendement n° 135 (coût d'acheminement de l'électricité ou du gaz : taux réduit de la TVA) : retiré (p. 10941)

Son amendement n° 132 (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 10941)

Après l'article 49

Son amendement n° 141 (RMI et RMA - départements : ajustement de la compensation au vu des comptes de l'année précédente et non de l'année 2004) (p. 10947) : retiré (p. 10948)

Son amendement n° 142 (RMI et RMA - départements : compensation attribuée sous forme d'une majoration de la DGF avec intérêts de retard) (p. 10947) : retiré (p. 10948)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad n° 85 du Gouvernement (retraites d'EDF et de GDF : garantie de l'Etat à la part échelonnée du paiement de la soulte à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 10951)

Article 57 (modification du régime de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 10952)

Après l'article 57

Intervient sur l'ad n° 41 du Gouvernement (agences de l'eau : adduction d'eau et assainissement en milieu rural) (p. 10953)

Intervient sur l'ad n° 44 du Gouvernement (fédérations de chasseurs : perception d'une partie du droit de timbre perçu pour la validation du permis de chasser) (p. 10954)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 996)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1074)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1072)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1075 et s.)
Départements : fiscalité (p. 1074)
Départements : dépenses : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 1075)
Départements : dépenses : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 1075)
Départements : dépenses : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1075)
Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 1076)
Impôts locaux (p. 1076)
Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 1084 et s.)
Politiques communautaires : développement des régions : crédits (p. 1076)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 1076)
Régions : fiscalité : gauche (p. 1075 et s.)
Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : péages (p. 1076)

Discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1088)

Article unique

Son intervention (p. 1088)

Titre

Son amendement n° 1 (recherche des responsabilités politiques ; extension) (p. 1089) : devenu sans objet (p. 1090)
Vote pour du groupe socialiste (p. 1075)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4408)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4344)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4344 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4344 et s.)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4345 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 4344)

Jean-Louis BORLOO

*Nord (21^{ème} circonscription)
Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale
puis Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [26 mai 2005]

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [22 juin 2005]

Projet de loi n° 2513 ratifiant l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction [25 août 2005]

Projet de loi n° 2525 ratifiant l'ordonnance n° 2005-731 du 30 juin 2005 relative à la simplification et à l'adaptation du droit dans les domaines de la formation professionnelle et de l'emploi [13 septembre 2005]

Projet de loi n° 2528 ratifiant l'ordonnance n° 2005-892 du 2 août 2005 relative à l'aménagement des règles de décompte des effectifs des entreprises [21 septembre 2005]

Projet de loi n° 2529 ratifiant l'ordonnance n° 2005-893 du 2 août 2005 relative au contrat de travail "nouvelles embauches" [21 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Alain Bocquet. Politique économique. Croissance. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7467)

M. Jacques Brunhes. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7751)

M. Jean-Michel Fourgous. Professions sociales. Aides à domicile. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7839)

M. Rodolphe Thomas. Emploi. Contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8488)

M. Hugues Martin. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [23 novembre 2004] (p. 9912)

M. Michel Raison. Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10337)

M. Alain Joyandet. Politique sociale. Perspectives. Loi de cohésion sociale [7 décembre 2004] (p. 10383)

M. Jean-Marc Ayrault. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [18 janvier 2005] (p. 34)

M. Jean-Marie Geveaux. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 110)

M. Michel Roumegoux. Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [26 janvier 2005] (p. 367)

Mme Martine David. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 février 2005] (p. 882)

M. Bernard Carayon. Services. Services à domicile. Développement, perspectives [16 février 2005] (p. 1202)

M. Michel Dasseux. Emploi. Chômage. Statistiques [2 mars 2005] (p. 1534)

Mme Muguette Jacquaint. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1730)

M. Francis Vercamer. Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir. Mise en œuvre, perspectives [15 février 2005] (p. 2006)

M. Jean-Claude Sandrier. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [15 mars 2005] (p. 2007)

M. Jean-Marc Ayrault. Travail. Salaires. Revalorisation [15 mars 2005] (p. 2008)

M. Jean-Pierre Decool. Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir. Mise en œuvre, perspectives [15 mars 2005] (p. 2009)

M. Michel Vaxès. Politiques communautaires. Perspectives. Stratégie de Lisbonne, mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2213)

M. Jean-Paul Anciaux. Emploi. Contrats d'avenir. Mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2214)

M. Claude Gaillard. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [23 mars 2005] (p. 2300)

M. Richard Cazenave. Travail. Licenciement économique. Convention de reclassement personnalisé [6 avril 2005] (p. 2725)

M. Éric Besson. Emploi. Chômage. Lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2728)

Mme Bérengère Poletti. Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [14 juin 2005] (p. 3540)

M. Maurice Giro. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3544)

M. Patrick Braouezec. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [29 juin 2005] (p. 4017)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Muguette Jacquaint. Urbanisme. Rénovation urbaine. La Courneuve, aides de l'Etat [28 juin 2005] (p. 3997)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

Mme Muguette Jacquaint : précise que le Gouvernement s'efforce d'assurer la cohérence de l'examen des textes dans le plus grand consensus possible [3 décembre 2004] (p. 10608)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7505 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7505 et s.)

Droit pénal : discrimination (p. 7505)

Emploi : insertion professionnelle : inégalités (p. 7506)

Handicapés : discrimination (p. 7505)

Politique sociale : intégration (p. 7506)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 7505, 7507)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : insertion professionnelle et sociale (p. 7505)

Union européenne : directives : discrimination (p. 7507 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10693)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 10693)
Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 10693)
Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10693)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITÉ PROFESSIONNELLE**Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)**

Son intervention (p. 9531)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : discrimination (p. 9531)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9534)
Emploi : jeunes (p. 9531, 9534)
Emploi : politique de l'emploi (p. 9531)
Emploi : recrutement (p. 9531)
Entreprises : allègement des charges (p. 9532)
Etrangers : enfants (p. 9531)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 9532 et s.)
Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 9533)
Outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 9533)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 9532)
Politique sociale : insertion (p. 9533, 9534)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9533)
Travail : durée du travail (p. 9533)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9532)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses interventions (p. 9923, 9936)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9954)

Sa réponse la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9967)

Ses réponses (p. 10010, 10026)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 9924, 10028)
Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 9926, 9937)
Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9955)
Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 9924)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9926, 9954)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10026)
Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9926)
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 9923)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9924)
Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9925)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9967)
Emploi : entreprises d'insertion (p. 10027)
Emploi : jeunes (p. 9925, 9955, 9967)
Emploi : politique de l'emploi (p. 9924 et s., 9967, 9968)
Emploi : recrutement (p. 9924, 9936)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 9925, 9936, 9955)
Logement : logement social (p. 9923, 9924, 9955)
Logement : politique du logement (p. 9925 et s., 9937, 9955, 10026, 10027)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 9937)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10027)

Outre-mer : égalité sociale (p. 10010)

Outre-mer : La Réunion : rénovation urbaine (p. 10028)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 9967)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 9923 et s., 9937, 9954 et s., 10026 et s.)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9923 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9925)

Travail : égalité professionnelle (p. 10029)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9967)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 9955)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)*

Son intervention (p. 10084)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)

Son intervention (p. 10364 et s.)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10404)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10509)

Avant l'article 39

Intervient sur l'ad n° 789 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (avantages conférés aux communes construisant des logements locatifs sociaux) (p. 10547)

Intervient sur l'ad n° 654 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (service public national du logement ; création ; missions) (p. 10548)

Intervient sur l'ad n° 406 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10549)

Intervient sur l'ad n° 384 précédemment réservé de Mme Martine Billard (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10549)

Après l'article 39 ter

Intervient sur l'ad n° 736 précédemment réservé de M. René-Paul Victoria (gestion de l'hébergement d'urgence outre-mer) (p. 10563)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son intervention (p. 10584)

Après l'article 53

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) [3 décembre 2004] (p. 10608)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10633)
Son intervention à l'issue du vote (p. 10692)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention (p. 284)

Thèmes :

Informatique : fichiers (p. 284)

Politique sociale : surendettement (p. 284)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Sa réponse (p. 600)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 600)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 601)
 Entreprises : compétitivité (p. 601)
 Travail : durée du travail (p. 600 et s.)
 Travail : salaires (p. 601)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3549)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 3550)
 Baux : loyers (p. 3551)
 Emploi : création d'emplois (p. 3549 et s.)
 Famille : aide sociale (p. 3549)
 Logement : logement social (p. 3551)
 Logement : politique du logement (p. 3550)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 3551)
 Politique sociale : Agence nationale des services à la personne (p. 3550)
 Politique sociale : services à la personne (p. 3549, 3550)
 Professions sociales : aides à domicile (p. 3550, 3551)
 Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3549)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3631)

Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)

Son intervention (p. 3804)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4045)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4059)

Son intervention (p. 4113)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4129)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4045, 4046, 4116)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4045)
 Emploi : création d'emplois (p. 4060)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4060)
 Entreprises : sous-traitance (p. 4060)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4114, 4115)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 4118)
 Industrie : sidérurgie (p. 4060)
 Ordonnances : ordonnances (p. 4113, 4114, 4117)
 Politique économique : mondialisation (p. 4060)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 4113)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4113)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4114, 4117)
 Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 4060)
 Syndicats : représentativité (p. 4118)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4045, 4060, 4116)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 4045, 4115)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 4045, 4115)
 Travail : durée du travail (p. 4046, 4116)
 Travail : licenciements (p. 4117)
 Travail : négociations (p. 4115)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4181 et s.)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son intervention (p. 4190 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4308)

Bernard BOSSON
Haute-Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 février 2005] (p. 2125)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 8 février 2005] (p. 2125)

Jean-Michel BOUCHERON
Ille-et-Vilaine (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7962)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7963)
 Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7963)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7963)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9463)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : effectifs (p. 9465 et s.)

Défense : avions (p. 9464)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9463 et s.)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9464 et s.)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9463 et s.)

Défense : personnel civil (p. 9464)

Défense : porte-avions : coopération économique (p. 9464 et s.)

Défense : professionnalisation : effectifs (p. 9464)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 9465)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9464)
 Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9465)
 Recherche (p. 9465)
 Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9465)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11017)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11017)
 Défense : opérations extérieures (p. 11017)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11017)

René BOUIN

*Maine-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Roger BOULLONNOIS

*Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : bâtiments. Patrimoine foncier inutilisé, vente [17 novembre 2004] (p. 9502)
 Logement. Politique du logement. Accession sociale à la propriété, perspectives [30 mars 2005] (p. 2594)

Gilles BOURDOULEIX

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Bruno BOURG-BROC

*Marne (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels (n° 2059) [23 mars 2005]

Membre suppléant du conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6232)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la mise en œuvre de l'action-cadre : "Mettre à jour et simplifier l'acquis communautaire" (E 2853) (n° 2338) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1331), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux [1^{er} décembre 2004] (n° 1964)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2059), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels [29 juin 2005] (n° 2419)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9364)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 9365)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9365 et s.)

Langue française : francophonie (p. 9366)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9364 et s.)

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9365)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : aide au développement (p. 9365)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9365)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 9365)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 86 (dispositions applicables aux réservistes)
Ses amendements n°s 181 et 182 (p. 11083)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)

Son intervention (p. 1031)

Thèmes :

Droit civil : contrats : volontaires (p. 1032)
Formation professionnelle (p. 1032)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) : aide humanitaire (p. 1031)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 1032)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1181)

Thèmes :

Enseignement : langues étrangères (p. 1181)
Enseignement : pédagogie (p. 1181)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1181)

Projet de loi n° 1331 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1910)

Son intervention (p. 1911)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1911 et s.)
Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 1911 et s.)
Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 1912)

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3496)

Son intervention (p. 3497)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 3497)
Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 3497)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : patrimoine culturel (p. 3497)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3498)

Projet de loi n° 2036 autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3493)

Son intervention (p. 3495)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : financement (p. 3495)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3495)

Pierre BOURGUIGNON

Seine-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 35 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et journaux officiels) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [15 mars 2005] (p. 2012)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1005, posée le 18 janvier 2005. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 421). Appelée le 18 janvier 2005. Seine-Maritime (p. 15)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9564)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 9564)
Etat : Commissariat général du Plan : crédits budgétaires (p. 9565)
Etat : Conseil économique et social : crédits budgétaires (p. 9564)
Etat : services du Premier ministre : crédits budgétaires (p. 9564)
Presse et livres : Documentation française (p. 9565)
Presse et livres : Journaux officiels : Internet (p. 9565)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9586 et s.)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9588 et s.)

Chantal BOURRAGUÉ*Gironde (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10337)

Consommation. Protection des consommateurs. Politiques communautaires [4 mai 2005] (p. 3146)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8577)

Thèmes :

Enfants : pupilles de l'Etat (p. 8577)

Famille : adoption (p. 8577)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 8577)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)*Procédure des questions :*

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 9441)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2832)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2833)

Enfants : droits de l'enfant (p. 2833)

Famille : adoption (p. 2833)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2833)

Pays étrangers : Cambodge (p. 2833)

Pays étrangers : Madagascar (p. 2833)

Relations internationales : adoption (p. 2833)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)*Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé)*

Son intervention (p. 2844)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)*Après l'article 6*

Intervient sur l'ad. n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3375)

Danielle BOUSQUET*Côtes-d'Armor (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ensemble deux annexes) (n° 1853) [10 novembre 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1853), autorisant l'approbation de l'accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ensemble deux annexes) [22 mars 2005] (n° 2169)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9374)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : aide au développement (p. 9375)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9374)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1180)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1180)

Enseignement : pédagogie (p. 1180)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1180)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 202 de M. François Liberti (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1260)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. François Liberti (participation des parents d'élèves aux conseils d'école et autres instances consultatives) (p. 1264)

Intervient sur l'adt n° 325 de M. Yves Durand (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1264)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1273)

Intervient sur l'adt n° 367 de Mme Catherine Génisson (orientation scolaire égalitaire entre garçons et filles) (p. 1279)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3285)

Son intervention (p. 3311)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3285 et 3311)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3285 et 3311)

Travail : salaires (p. 3285 et 3311)

Travail : travail à temps partiel (p. 3311)

Christine BOUTIN

*Yvelines (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2130 tendant à favoriser l'aide aux femmes enceintes en difficulté [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2541 instituant un droit au logement opposable [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi, Entreprises d'insertion, Chantiers d'insertion [14 décembre 2004] (p. 10995)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

S'associe à l'interrogation de M. Yves Durand [17 février 2005] (p. 1273)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8351)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9999)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : partages (p. 9999 et 10000)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9999)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 9999)

Politique sociale : exclusion (p. 9999)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10155)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10155)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10155)

Santé : douleur (p. 10155)

Santé : fin de vie (p. 10155)

Santé : soins palliatifs (p. 10155)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 1er (interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)

Son intervention (p. 10177)

Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)

Son intervention (p. 10179)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10702)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 10702)

Droit pénal : discrimination (p. 10702)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10702)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10702)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10703)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 10712)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10727)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10727)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Ses amendements n°s 58 et 59 (p. 10734 et s.)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son amendement n° 60 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10741)

Son amendement n° 64 (p. 10745)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Ses amendements n°s 62, 65 et 66 (p. 10745, 10748)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11301)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11318)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1193)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 1193)

Enseignement : langues étrangères (p. 1193)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1193, 1194)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 février 2005] (p. 1273)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1274)

Intervient sur l'adt n° 466 de M. Pierre Cohen (mode de communication à l'usage des élèves sourds ; langue des signes) (p. 1275)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1304 et s.)

Son amendement n° 406 (p. 1305)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Ses amendements n°s 407 et 408 (p. 1326)

Son amendement n° 409 (p. 1327)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1395)

Son amendement n° 422 (p. 1397)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2964)

Thèmes :

Drogue : prévention (p. 2964)

Drogue : cannabis (p. 2964)

Drogue : dépénalisation (p. 2964)

Drogue : toxicomanie (p. 2964, 2965)

Drogue : usage (p. 2964)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3592)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3592)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 3592)

Politique sociale : services à la personne (p. 3593)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son amendement n° 204 rectifié (p. 3634)

Projet de loi n° 2403 habitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4157)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 52

Son amendement n° 591 (vente des vidéogrammes) : rejeté (p. 4549)

Loïc BOUVARD

*Morbihan (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Espace. Politique spatiale. Perspectives [5 avril 2005] (p. 2656)

Michel BOUVARD

*Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 29 : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement supérieur) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [16 mars 2005] (n° 2161)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives [2 mars 2005] (p. 1538)

Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3542)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1139, posée le 22 mars 2005. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 2834). Suppléé par M. Damien Meslot. Appelée le 22 mars 2005. Mise aux normes, dérogations, réglementation (p. 2190)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Son intervention (p. 7493)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7494)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7493)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 7494)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7493)

Finances publiques : recettes (p. 7493)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7493 et s.)

Justice : Cour des comptes (p. 7494)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 7493 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7493)

Union européenne : euro : Banque centrale européenne (BCE) (p. 7493)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale -ZRR)

Son intervention (p. 7619 et s.)

Son amendement n° 608 rectifié (p. 7623)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale -ZRR)

Son amendement n° 246 rectifié (p. 7628)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)

Son intervention (p. 7639)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale -ZRR)

Son intervention (p. 7640)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7649)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son amendement n° 266 rectifié (p. 7658)

Après l'article 62 A

Son amendement n° 269 (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises ; conditions et limites) (p. 7660) : rejeté (p. 7661)

Son amendement n° 270 (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises en ZRR ; conditions et limites) : retiré (p. 7661)

Son amendement n° 268 (énergie réservée disponible et non attribuée : compensation financière) (p. 7661) : retiré (p. 7662)

Son amendement n° 267 (développement de l'énergie renouvelable : assimilation des sociétés d'économie mixte à majorité de capitaux publics à des régies constituées) : adopté (p. 7662)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 7664 et s.)

Son amendement n° 306 (p. 7665)

Après l'article 62

Son amendement n° 256 (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7666) : adopté (p. 7667)

Article 62 ter A (réglementation des tapis roulants mécaniques)

Son intervention (p. 7669)

Après l'article 62 ter A

Intervient sur l'adt n° 400 de M. Vincent Rolland (qualification des pneus à lamelles utilisés pour faire face aux conditions hivernales en zone de montagne) (p. 7669)

Après l'article 63 bis

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Son amendement n° 253 (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669) : retiré (p. 7671)

Avant l'article 63 ter

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Daniel Spagnou (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 188 deuxième rectification de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 477 de M. François Brottes (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 543 de M. François Vannson (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Article 63 quater (protection des rivages de lacs soumis au régime de la loi "montagne")

Son intervention (p. 7677)

Article 64 (autorisation d'implantation d'unités touristiques nouvelles -UTN)

Ses amendements n° 309 rectifié, 605, 308 et 258 (p. 7678, 7680)

Après l'article 64 ter

Son amendement n° 259 (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Après l'article 65

Son amendement n° 321 (attributions du fonds de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement réalisées sur les biens communaux existants ou en construction destinés à la location) (p. 7682) : retiré (p. 7683)

Son amendement n° 600 (institution d'une redevance pour l'accès aux sites dédiés au ski de fond et aux loisirs de neige autres que le ski alpin) : adopté (p. 7683)

Son amendement n° 316 (mise en valeur des droits et biens indivis) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 311 (régulation de la faune sauvage) (p. 7684) : retiré (p. 7687)

Son amendement n° 310 (régulation de la faune sauvage) (p. 7684) : adopté (p. 7688)

Son amendement n° 312 (zone d'exclusion des prédateurs) : retiré (p. 7688)

Son amendement n° 315 (conditions d'ouverture d'une annexe à une officine pharmaceutique dans les stations touristiques) : retiré (p. 7688)

Son amendement n° 314 (aménagement des modalités de classement pour l'attribution des aides de l'ANAH dans les zones de montagne) : rejeté (p. 7689)

Article 65 ter supprimé par le Sénat (droits de chasse d'une ACCA en zone de montagne)

Son amendement n° 313 rectifié (p. 7691)

Après l'article 65 octies

Son amendement n° 261 (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) : rejeté (p. 7696)

Article 65 decies supprimé par le Sénat (classification communes urbaines - communes rurales au sein de communes fusionnées ou associées)

Son amendement n° 271 (p. 7697)

Après l'article 75 septies

Son amendement n° 602 (jurisdiction compétente en cas de litige portant sur la réalisation des ouvrages exécutés en application de l'accord franco-italien de Turin du 29 janvier 2001) (p. 7697) : adopté (p. 7698)

Article 53 bis A (extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles - TDENS)

Son intervention (p. 7767)

Après l'article 11 AA

Intervient sur l'adt n° 534 de M. François Vannson (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)

Son amendement n° 248 (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) : rejeté (p. 7904)

Après l'article 11 C

Son amendement n° 289 (personnels chargés du déneigement ; durée du travail ; application des 35 heures) (p. 7905) : adopté (p. 7906)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8124)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8221)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts : inflation (p. 8126)

Administration : modernisation : réglementation (p. 8125 et s.)

Enseignement (p. 8222)

Entreprises : allègement des charges (p. 8125)

Etat : patrimoine : gestion (p. 8126)

Etat : réforme (p. 8125 et s.- 8222)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8125)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8125)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8125, 8222)

Finances publiques : dette publique (p. 8222)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8125)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8124)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8125)

Parlement : rôle (p. 8126)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8124)

Recherche (p. 8125, 8222)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8125)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 47 de M. Michel Raison (micro-foncier : plafond porté à 25 000 €) (p. 8234)

Intervient sur l'adt n° 101 de M. Hervé Mariton (exonération de la location en meublé d'une partie de la résidence principale : extension aux locations consenties à des étudiants) (p. 8234)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Michel Raison (micro-foncier : abattement porté à 45 %) (p. 8235)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Luc Warsmann (frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail : déduction dans la limite de 60 kilomètres) (p. 8235)

Son amendement n° 134 (assurance dépendance : déductibilité des primes) : rejeté (p. 8235)

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Pascal Terrasse (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8261)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8267)

Article 5 (exonération des primes versées par l'Etat aux médaillés des jeux Olympiques et Paralympiques d'Athènes)

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Patrick Balkany (p. 8267)

Après l'article 8

Son amendement n° 240 (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280) : rejeté (p. 8281)

Son amendement n° 247 (résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale – réduction d'impôt : définition des travaux de réhabilitation – réservation de 15 % des logements au personnel saisonnier) (p. 8281) : retiré (p. 8282)

Son amendement n° 244 (résidences de tourisme dans les stations de moins de 5000 lits ayant engagé une procédure de réhabilitation - réduction d'impôt) (p. 8281) : retiré (p. 8282)

Son amendement n° 245 (résidences de tourisme situées dans le périmètre d'intervention d'un établissement public chargé de l'aménagement d'une agglomération nouvelle - réduction d'impôt) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8282)

Son amendement n° 132 (chèques-vacances : exonération pour le salarié des versements provenant des comités d'entreprise effectués sans condition de ressources) (p. 8282) : retiré (p. 8283)

Son amendement n° 133 (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés : suppression de la condition de ressources) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8283)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Michel Raison (droits de mutation à titre gratuit – ascendants et enfants : abattement porté de 46 000 € à 80 000 €) (p. 8312)

Son amendement n° 137 (établissements hôteliers et centres de vacances privés situés dans des zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès) : retiré (p. 8312)

Son amendement n° 135 (personnes décédées lors de catastrophes naturelles ou d'accidents collectifs de transports : exonération des successions) : retiré (p. 8314)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8334)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 23 rectifié de M. Hervé Mariton (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) (p. 8358)

Son amendement n° 131 (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) : retiré (p. 8358)

Article 15 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Son intervention (p. 8363 et s.)

Après l'article 16

Son amendement n° 141 (objets publicitaires : récupération de la TVA) : retiré (p. 8373)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8384, 8400)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son intervention (p. 8409)

Ses amendements n°s 128, 143 et 142 rectifiés, 241, 114, 115, 140, 246, 116 à 118, 129, 504 et 503 (p. 8410, 8412, 8416, 8417, 8418, 8420)

Article 31 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des départements)

Son intervention (p. 8424)

Ses amendements n°s 119 à 126 (p. 8424, 8426, 8428)

Ses sous-amendements n°s 522, 523 et 524 à l'ad t n° 272 de M. Augustin Bonrepaux (p. 8430)

Article 34 (transfert aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances contre les risques de toutes natures relatifs aux véhicules terrestres à moteur)

Son intervention (p. 8436)

Son sous-amendement n° 529 à l'ad t n° 18 deuxième rectification de la commission (p. 8436)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad t n° 19 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8436)

Son amendement n° 138 (travaux réalisés par les collectivités territoriales des zones de montagne : attributions du fonds de compensation pour la TVA) : retiré (p. 8436)

Son amendement n° 139 (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8436) : retiré (p. 8437)

Après l'article 26

Son amendement n° 419 précédemment réservé (tabac - achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8463) : retiré (p. 8464)

Après l'article 28

Son amendement n° 136 rectifié précédemment réservé (location de logements sociaux aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) : rejeté (p. 8467)

Son amendement n° 239 précédemment réservé (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) : rejeté (p. 8474)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'ad t n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8479)

Article 8 sexies (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 8481)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Procédure des questions :

Animaux : loup : Rhône-Alpes (p. 8979)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 8977)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2004] (p. 8982)

Crédits inscrits à la ligne "Ecologie et développement durable"

Son intervention (p. 8982 et s.)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : bibliothèques (p. 9129)

Enseignement supérieur : établissements (p. 9128)

Enseignement supérieur : crédits (p. 9127 et s.)

Enseignement supérieur : recherches universitaires (p. 9127)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 9129)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 9128)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9315)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9315)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9316)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9315)

Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) : personnels (p. 9315)

Voirie : routes nationales (p. 9315)

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8889)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne : Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) (p. 8889)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8889)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 8889)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8890)

Union européenne : fonds structurels (p. 8889)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Etat C, titre VI

Son intervention (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad t n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9351)

Intervient sur l'ad t n° 137 du Gouvernement (majoration de l'allocation complémentaire versée aux ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne pendant les huit premières années de leur retraite) (p. 9353)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9559)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : patrimoine : gestion (p. 9560)

Etat : réforme (p. 9560)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 9560)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : retraites (p. 9560)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 9560)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : crédits budgétaires (p. 9559)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 9559)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits budgétaires (p. 9559)
 Prestations familiales : allocations familiales : transferts de compétences (p. 9559)
 Secteur public : délocalisations : transferts de personnel (p. 9559)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9585 et s.)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9589)

INTERIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8862)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 8863)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9548 et s.)

Son amendement n° 52 rectifié (Haute autorité de lutte contre les discriminations : crédits de fonctionnement ; évaluation ; réduction de moitié) (p. 9548)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 65 (crédit d'impôt en faveur du développement durable pour les dépenses d'équipements de l'habitation principale)

Ses amendements n° 85, 86 et 84 (p. 9840 et s.)

Après l'article 68

Intervient sur l'ad n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour personnes âgées ou handicapées – impôts locaux : non prise en compte dans les valeurs locatives) (p. 9857)

Son amendement n° 129 (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) : retiré (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 101 de M. Yves Censi (casinos – organisation de manifestations sportives : application du régime des manifestations artistiques) (p. 9862)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad n° 34 de M. Augustin Bonrepaux (régime du bénéfice mondial : agrément après information des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 9864)

Intervient sur l'ad n° 95 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Son amendement n° 78 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Son amendement n° 79 rectifié (rescrit fiscal) : rejeté (p. 9867)

Son amendement n° 209 (chèques vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés) : adopté (p. 9867)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9874)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Sa intervention du président de la commission spéciale (p. 9797)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9798)

Justice : Cour des comptes (p. 9799)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 9798)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : informatique (p. 9798)

Parlement : prérogatives (p. 9798 et s.)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle (p. 9799)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad n° 2 rectifié de la commission spéciale (plafonds d'autorisation d'emplois : application aux organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9808)

Son amendement n° 21 (de conséquence de l'amendement n° 2 rectifié) : retiré (p. 9809)

Intervient sur les ads n° 3 et 4 de la commission (de conséquence de l'amendement n° 2 rectifié) (p. 9810)

Intervient sur l'ad n° 5 de la commission (questionnaires budgétaires : date limite de réponse au 10 octobre) (p. 9811)

Son sous-amendement n° 24 (justification des variations constatées par rapport à l'année précédente) à l'ad n° 18 du Gouvernement (lois de finances : mention du nombre des emplois rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9812) : adopté (p. 9813)

Intervient sur l'ad n° 9 de M. Didier Migaud (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9814)

Intervient sur l'ad n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la commission des finances d'un de ses membres pour un objet et une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9814)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de la commission (débat sur le rapport annuel ou sur les autres rapports de la Cour des Comptes) (p. 9816)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9817)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Sa intervention du président de la commission spéciale (p. 3750)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3751)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3750)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3750 et s.)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 3751)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3750)

Parlement : débats : Cour des comptes (p. 3750)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 3750 et s.)

Discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3759)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de la commission spéciale (de coordination – modification en loi de finances rectificative de l'affectation des surplus de recettes) (p. 3759)

Après l'article 8

Son amendement n° 10 (notification des crédits faisant l'objet d'un « dégel ») : retiré (p. 3760)

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (indication des taux de mise en réserve des crédits) (p. 3761)

Intervient sur le sous-ad n° 5 de la commission spéciale (rédactionnel) à l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (p. 3761)

Intervient sur l'ad n° 7 de la commission spéciale (rapport annuel de la Cour des comptes : possibilité de débat) (p. 3761 et s.)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 16 (budget et comptes)

Son amendement n° 19 (p. 10725)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10886)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 10887)

Défense : opérations extérieures (p. 10886)

Etat : Gouvernement précédent : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 10887)

Etat : réforme : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10886 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10886 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10887)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : évaluation (p. 10886)

Parlement : prérogatives : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10886)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10887)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 5 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 10907)

Article 6 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10907 et s.)

Article 7 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 10908)

Après l'article 17

Son amendement n° 24 (rescrit : élargissement de la procédure) : retiré (p. 10911)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10916)

Son amendement n° 25 rectifié (amendement Coluche - taux de la réduction porté de 66 % à 75 % dans la loi de cohésion sociale : caractère expérimental et évaluation de la mesure) : retiré (p. 10917)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Jean-Pierre Giran (Conservatoire du littoral : attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des travaux réalisés par les collectivités territoriales) (p. 10924)

Son amendement n° 100 (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du Fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) : adopté (p. 10924)

Son amendement n° 99 (travaux réalisés par les collectivités territoriales des zones de montagne : attributions du fonds de compensation pour la TVA) : rejeté (p. 10924)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Jacques Péliissard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : part fixe) (p. 10931)

Son amendement n° 22 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : adossement à la taxe d'habitation) : rejeté (p. 10933)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Jacques Péliissard (dissolution d'un EPCI à fiscalité propre : réintégration de la dotation de compensation dans la dotation forfaitaire des communes) (p. 10934)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. André Schneider (taxe professionnelle : sous-traitance) (p. 10934)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Jacques Péliissard (taxe professionnelle des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre : possibilité d'augmentation) (p. 10935)

Intervient sur l'adt n° 115 de M. Jean-Yves Chamard (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Philippe Auberger (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) (p. 10939)

Son amendement n° 78 (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) : retiré (p. 10939)

Son amendement n° 101 (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 10939) : retiré (p. 10940)

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Philippe Auberger (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) (p. 10942)

Intervient sur l'adt n° 193 de M. François Grosdidier (interdiction de la vente de cigarettes à des prix promotionnels : extension au tabac à rouler et aux cigares de moins de trois grammes) (p. 10942)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Jean Ueberschlag (horlogerie, bijouterie et joaillerie - exonération de la TVA à l'importation suivie d'une livraison exonérée à destination d'un pays de l'Union européenne) (p. 10944)

Avant l'article 49

Intervient sur l'adt n° 68 de la commission (audiovisuel public : transmission au Parlement des projets de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les opérateurs) (p. 10946)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (audiovisuel public : transmission au Parlement des projets de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les opérateurs) (p. 10946)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - départements : ajustement de la compensation au vu des comptes de l'année précédente et non de l'année 2004) (p. 10948)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 38 du Gouvernement (privatisation de la société DAGRIS) (p. 10950)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 120 de la commission (augmentation dans la limite de 20 % de la puissance des ouvrages hydroélectriques ; absence d'incidence sur la situation administrative de l'entreprise) (p. 2552)

Intervient sur le sous-adt n° 508 du Gouvernement (maintien de la sûreté des ouvrages) à l'adt n° 120 de la commission (p. 2552)

Son amendement n° 453 (compensation financière pour l'énergie réservée disponible et non attribuée) (p. 2553) : rejeté (p. 2554)

Son amendement n° 454 (limitation de l'aide apportée à une entreprise par la mise à disposition d'un contingent d'énergie réservée) : retiré (p. 2554)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 271 de M. François Dosé (communes et EPCI ; efforts de maîtrise de l'énergie et d'utilisation d'énergie renouvelable ; information des assemblées délibérantes ; rapport annuel du maire ou du président) (p. 2556)

Après l'article 11 sexies

Intervient sur l'adt n° 355 de M. François Brottes (taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur utilisant le bois) (p. 2558)

Après l'article 12 A

Son sous-amendement n° 451 rectifié (de précision) à l'adt n° 131 rectifié de la commission (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) : retiré (p. 2559)

Son amendement n° 450 (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) : devenu sans objet (p. 2559)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son intervention (p. 2562)

Article 12 bis (prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation du réseau public de transport)

Son intervention (p. 2564 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 407 deuxième rectification de M. Vincent Rolland (plafonnement par site de consommation) (p. 2570)

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 2005] (p. 1921)

Son intervention (p. 1923)

Thèmes :

Animaux : loup (p. 1924)

Energie et carburants : énergie hydraulique : montagne (p. 1924)

Environnement : protection de la nature : montagne (p. 1923)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : conseillers régionaux (p. 1924)

Transports : transport combiné : montagne (p. 1924)

Union européenne : constitution européenne (p. 1924)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3425)

Thèmes :

Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3425)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 3425)

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Article 3 (abrogation de l'article 50 bis de la loi "montagne" à des fins de coordination)

Son intervention (p. 3428)

Après l'article 3

Son amendement n° 17 rectifié (compétence des départements et des syndicats mixtes pour l'organisation d'un service de remontées mécaniques et bénéfice des servitudes nécessaires) : retiré (p. 3429)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son amendement n° 55 (p. 3959)

Après l'article 6

Son amendement n° 58 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) : retiré (p. 3963)

Son amendement n° 59 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963) : retiré (p. 3964)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3977)

Article 3 (application aux cadres dirigeants du régime de déclaration des opérations sur titres)

Son intervention (p. 3979)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Son amendement n° 61 rectifié (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370) : retiré (p. 4371)

Après l'article 9

Son amendement n° 62 (exonération des droits de succession lors de la transmission des petits hôtels de famille situés dans les zones de revitalisation rurale - ZRR) : retiré (p. 4373)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4342)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4342)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4342 et s.)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 4343)

Josiane BOYCE

*Morbihan (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2084 visant à établir l'égalité de traitement de toutes les personnes ayant participé à l'exercice de l'activité artisanale, industrielle ou commerciale de leur conjoint [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, ratification, Russie [2 novembre 2004] (p. 8793)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Fiscalité locale [16 février 2005] (p. 1205)

DÉBATS

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2956)

Thèmes :

Drogue : cannabis (p. 2956, 2957)

Drogue : dépénalisation (p. 2956)

Drogue : produits de substitution (p. 2957)

Drogue : toxicomanie (p. 2956, 2957)

Drogue : usage (p. 2956, 2957)

Santé : maladies mentales (p. 2957)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son intervention (p. 4381)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2255)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2255)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2255)

Françoise BRANGET

*Doubs (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [10 novembre 2004] (p. 9235)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, fonds collectés, utilisation [8 février 2005] (p. 885)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 891, posée le 5 octobre 2004. Santé. Alcoolisme (J.O. Questions p. 7657). Appelée le 5 octobre 2004. Lutte et prévention, jeunes (p. 7451)

n° 1014, posée le 18 janvier 2005. Transports. Concurrence (J.O. Questions p. 423). Appelée le 18 janvier 2005. Régies départementales, transporteurs privés (p. 21)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 42

Son amendement n° 377 (superficie minimale des terrains forestiers provenant de donations ou de successions) : rejeté (p. 8004)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 70

Son amendement n° 47 (commission de réduction des dépenses publiques) : rejeté (p. 9870)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10480)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 48

Son amendement n° 20 rectifié (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10945) : rejeté (p. 10946)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11019)

Thèmes :

Associations (p. 11020)

Défense : opérations extérieures (p. 11020)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11020)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Ses amendements n° 307, 311 (p. 11357 et s.)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son amendement n° 310 (p. 11452)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Après l'article 186

Son amendement n° 563 (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) : rejeté (p. 1813)

Article 187 (modifications du périmètre d'intervention de l'Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés -AGS)

Son amendement n° 560 (p. 1813)

Après l'article 187

Son amendement n° 564 (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) : retiré (p. 1817)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie**[14 avril 2005] (p. 2946)**

Son intervention (p. 2963)

Thèmes :

- Drogue : prévention (p. 2963)
- Drogue : cannabis (p. 2963, 2964)
- Drogue : établissements de soins (p. 2963)
- Drogue : produits de substitution (p. 2963)
- Drogue : toxicomanie (p. 2963, 2964)
- Santé : maladies mentales (p. 2963)

Patrick BRAOUEZEC

*Seine-Saint-Denis (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne, réglementation [11 mai 2005] (p. 3329)
Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes [29 juin 2005] (p. 4017)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 912, posée le 19 octobre 2004. Traités et conventions. Convention relative aux droits de l'enfant (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Application (p. 8046)
n° 1237, posée le 31 mai 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 5454). Appelée le 28 juin 2005. Fonctionnement, financement, Saint-Denis (p. 4008)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ETRANGERES****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)***Procédure des questions :*

Etrangers : immigration : visas (p. 9392)

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)**

Son intervention (p. 8962)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 8964)
- Eau : agences (p. 8963 et s.)
- Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8963)
- Environnement : crédits (p. 8963)
- Sécurité publique : risques technologiques (p. 8963)

INTERIEUR**Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)**

Son intervention (p. 8818)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 8818)
- Police : police de proximité : Saint-Denis (p. 8819)
- Police : policiers : rémunération au mérite (p. 8818)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**IV - LOGEMENT****Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)***Procédure des questions :*

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9420)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)**

Son intervention (p. 11226)

Thèmes :

- Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 11227)
- Finances publiques : dépenses : rôle (p. 11227)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 11226 et s.)
- Secteur public : privatisations (p. 11227)
- Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11227)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112); [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293); [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356); [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456); [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560); [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM)

Son amendement n° 759 (p. 10528)

Après l'article 60 ter

Son amendement n° 760 (étrangers : cartes de résident ; critère d'intégration ; suppression) (p. 10531) : rejeté (p. 10532)

Son amendement n° 784 (étrangers : cartes de séjour temporaire ; parents d'enfants scolarisés en France) (p. 10532) : rejeté (p. 10533)

Son amendement n° 783 (étrangers : titulaires de cartes de séjour temporaire ; délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 10533) : rejeté (p. 10534)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son amendement n° 761 (p. 10535)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquérir pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son amendement n° 762 (p. 10541)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son amendement n° 758 (p. 10542)

Après l'article 53 quater

Intervient sur l'adt n° 669 précédemment réservé de M. Daniel Paul (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10620)

Intervient sur l'adt n° 671 précédemment réservé de M. Daniel Paul (maintien de la fourniture d'électricité ; période hivernale) (p. 10621)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10628)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son intervention (p. 10631)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10635)

*Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)
Son intervention (p. 10639)*

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11134)

Thèmes :

Constitution : préambule : secteur public (p. 11135 et s.)
Défense : Direction des chantiers navals : filiales (p. 11135)
Défense : Direction des chantiers navals : Gouvernement précédent (p. 11135)
Défense : Direction des chantiers navals : histoire (p. 11135)
Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11135 et s.)
Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11135)
Défense : Direction des chantiers navals : restructurations (p. 11136)
Défense : Direction des chantiers navals : situation financière (p. 11136)
Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11136)
Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11136)
Politique générale : libéralisme (p. 11136)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 818)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1170)

Thèmes :

Éducation physique et sportive : enseignement supérieur : concours (p. 1170)
Enseignement : parents d'élèves (p. 1171)
Enseignement : pédagogie (p. 1170, 1171)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1170, 1171)
Enseignement : programmes (p. 1170, 1171)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 1170)
Enseignement secondaire : brevet (p. 1171)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Son intervention (p. 2404)

Thèmes :

Enseignement : égalité (p. 2406)
Enseignement : laïcité (p. 2406)
Enseignement : missions (p. 2405, 2406)
Enseignement : obligation scolaire (p. 2406)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 2405)
Enseignement maternel et primaire : fermeture de classes (p. 2405)
Jeunes : manifestations (p. 2404)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2407)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2790)

Thèmes :

Sécurité routière : circulation routière (p. 2791)
Transports routiers : contrôle (p. 2791)
Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2790, 2791)
Transports routiers : transporteurs (p. 2791)
Travail : durée du travail (p. 2790, 2791)

Discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2795)

Article unique (ratification de l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 sous réserve de rectifications)

Son amendement n° 2 (p. 2795)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2791)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)

Son intervention (p. 3974)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3974 et s.)
Etat : pouvoirs publics : rôle (p. 3975)
Politique économique : capitalisme (p. 3974 et s.)
Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3974)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3975)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3975)

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [16 mars 2005] (n° 2161)

Proposition de loi n° 2308 tendant à encadrer les avantages financiers des dirigeants d'entreprises lors de leur départ, notamment en retraite, et à en assurer la transparence [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2491 relative à la réduction des risques pour la santé publique des installations et des appareils de téléphonie mobile [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prime de Noël, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11051)

Etat. Décentralisation. Conséquences, Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) [26 janvier 2005] (p. 365)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1113, posée le 8 mars 2005. Logement. HLM (J.O. Questions p. 2272). Appelée le 8 mars 2005. Ateliers d'artistes, financement, Montreuil (p. 1719)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rapporte une déclaration prêtée à M. Nicolas Sarkozy lors de son voyage aux Etats-Unis : "La France admire les USA. Je me sens étranger dans mon propre pays" [19 octobre 2004] (p. 8079)

Déclare que "les Français sont parmi les plus productifs" en réponse à M. Nicolas Sarkozy qui comparait la durée du travail en France à celle d'autres pays [19 octobre 2004] (p. 8084)

Considère que la directrice de la législation fiscale a manqué à son devoir de réserve dans "Les Échos" du 5 octobre 2004 en justifiant la réforme du régime du bénéfice mondial et interroge à nouveau M. Nicolas Sarkozy sur les propos qu'il aurait tenus lors de son voyage aux Etats-Unis [21 octobre 2004] (p. 8223)

Indique qu'il demandera des suspensions de séance tant que M. Nicolas Sarkozy ne répondra pas à sa question relative aux propos qu'aurait tenus le ministre lors de son voyage aux Etats-Unis [21 octobre 2004] (p. 8224)

Demande une suspension de séance pour que son groupe "évalue la situation" en l'absence de réponse de M. Nicolas Sarkozy aux questions qu'il lui avait posées [21 octobre 2004] (p. 8228)

Constate que M. Nicolas Sarkozy a quitté l'hémicycle sans avoir répondu à ses deux questions relatives à la directrice de la législation fiscale et aux déclarations qu'aurait faites le ministre d'Etat lors de son déplacement aux Etats-Unis [21 octobre 2004] (p. 8230)

Estime que M. Roland Blum, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, a méconnu les usages de la démocratie parlementaire en ne rendant pas compte de l'adoption d'un amendement de M. Edouard Balladur élargissant les pouvoirs conférés au Parlement par l'article 88-4 de la Constitution [25 janvier 2005] (p. 312)

Reproche à M. Jean Leonetti "d'avoir mis un signe d'égalité entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique", indique n'avoir jamais qualifié le bilan des ex-pays de l'Est de "globalement positif", fait état des "20 millions de Soviétiques qui ont donné leur vie pour notre liberté" et rappelle que "le dessein des nazis était inscrit dans Mein Kampf alors que l'Union soviétique fut une grande espérance trahie par Staline [25 janvier 2005] (p. 329)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : estime que les contradictions entre l'ouverture manifestée par la déclaration du Premier ministre et la position en séance du ministre délégué ne va pas sans une certaine duplicité [2 février 2005] (p. 656)

Constate l'impopularité du Gouvernement qui persiste à enfoncer le pays "dans la crise et la morosité"; l'invite à entendre la voix du mécontentement [7 février 2005] (p. 829)

Observe que la "droite" est très faiblement représentée dans l'hémicycle; y voit un "mépris affiché" de la majorité pour les droits égalitaires des femmes [11 mai 2005] (p. 3337)

Souligne la contradiction de l'attitude présente de M. Gérard Larcher avec les propres termes qu'il tenait au Sénat le 25 octobre 2000, pour condamner le recours aux ordonnances par le Gouvernement Jospin [30 juin 2005] (p. 4154)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106); [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173); [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8101)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8107); rejetée (p. 8121)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [19 octobre 2004] (p. 8079, 8084, 8223 et 8224)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8110)

Associations : sectes (p. 8112 et s.)

Donations et successions (p. 8114 et s.)

Droit pénal : délinquance financière : Gouvernement (p. 8114)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 8101)

Emploi : chômage : démographie (p. 8108)

Emploi : jeunes (p. 8107 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire : économies d'énergie (p. 8111)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 8111)

Energie et carburants : pétrole (p. 8110 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 8116 et s.)

Entreprises : Vivendi : impôt sur les sociétés (p. 8118)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8116 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8117)

Impôt sur les sociétés : régimes particuliers : paradis fiscaux (p. 8112 et s.)

Impôts et taxes : fraude fiscale : Gouvernement (p. 8114)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8102, 8115, 8117)

Logement : expulsions (p. 8109)

Logement : logement social (p. 8109)

Marchés financiers : marchés à terme : pétrole (p. 8111)

Partis et mouvements politiques : gauche : politique économique (p. 8107 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8112)

Politique économique : épargne (p. 8111)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8102, 8107 et s.)

Politique sociale : fracture sociale (p. 8107 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 8109)

Travail : coût : productivité (p. 8118)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8225 et s.)

Son amendement n° 366 (p. 8226)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [21 octobre 2004] (p. 8228, 8230)

(cf. supra) [21 octobre 2004] (p. 8230)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 248 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8239)

Intervient sur l'ad n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8241)

Intervient sur l'ad n° 224 de M. Pascal Terrasse (cotisations syndicales : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8244)

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8249)

Intervient sur l'ad n° 260 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8255)

Intervient sur l'ad n° 258 de M. Jean-Claude Viollet (travailleurs bénévoles dans des organismes sociaux : institution d'un crédit d'impôt) (p. 8257)

Intervient sur l'ad n° 257 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt - taux porté à 70 % et plafond à 600 €) (p. 8259)

Intervient sur l'ad n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8262)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8264)

Après l'article 3

Ses observations : demande à nouveau à M. Nicolas Sarkozy si les propos - dénigrant la France - qui lui ont été prêtés aux Etats-Unis le 4 octobre 2004 sont exacts (p. 8266)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son amendement n° 387 (p. 8266)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8270)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Ses interventions (p. 8292 et s. 8300 et s.)

Ses amendements n°s 388 et 370 (p. 8301, 8305)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad^t n° 445 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : exonération des droits de mutation en cas de revente dans l'année) (p. 8317)

Intervient sur l'ad^t n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8318)

Reprend l'ad^t n° 26 de M. François Guillaume (ISF : suppression et relèvement des taux des quatre dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu – taux marginal de 60,11 %) (p. 8319) : rejeté (p. 8320)

Son sous-amendement n° 518 (maintien de l'ISF) à l'ad^t n° 26 de M. François Guillaume : rejeté (p. 8320)

Son amendement n° 367 (ISF : intégration des biens professionnels pour 50 % de leur valeur corrigée par l'évolution du ratio masse salariale/valeur ajoutée) (p. 8320) : rejeté (p. 8321)

Reprend l'ad^t n° 96 de M. Philippe Auberger (ISF - résidence principale : exonération) (p. 8322) : rejeté (p. 8323)

Son amendement n° 368 (ISF – intégration des œuvres d'art : forfait de 3 % à défaut de justification d'une valeur inférieure) (p. 8323) : rejeté (p. 8327)

Intervient sur l'ad^t n° 284 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)

Son amendement n° 369 (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8327) : rejeté (p. 8329)

Intervient sur l'ad^t n° 517 du Gouvernement (ISF : actualisation du barème) (p. 8332)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son amendement n° 389 (p. 8335)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son amendement n° 390 (p. 8345)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son amendement n° 391 (p. 8348)

Son intervention (p. 8354)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Ses amendements n°s 392 et 376 (p. 8356 et s.)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son amendement n° 393 (p. 8358)

Article 15 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Son amendement n° 394 (p. 8362)

Article 16 (prorogation et aménagement du remboursement partiel applicable au gazole utilisé par les entreprises de transport routier de marchandises)

Son amendement n° 395 (p. 8365)

Après l'article 16

Son amendement n° 379 (sociétés pétrolières : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés indexée sur la hausse du baril) (p. 8372) : rejeté (p. 8373)

Article 17 (transfert transfrontalier du siège statutaire d'une société)

Son amendement n° 396 (p. 8374)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Son amendement n° 397 (p. 8378)

Article 23 (ouverture du plan d'épargne en actions (PEA) aux titres de sociétés ou d'OPCVM situés dans les Etats membres de l'Espace économique européen)

Son amendement n° 398 (p. 8381)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8387)

Ses amendements n°s 399 et 380 (p. 8395, 8405)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Ses amendements n°s 386 et 385 (p. 8407 et s.)

Après l'article 28

Son amendement n° 371 précédemment réservé (régime du bénéfice mondial : avantage limité à 20 % de l'impôt normalement dû) (p. 8466) : rejeté (p. 8467)

Son amendement n° 381 précédemment réservé (TVA : taux normal ramené à 18,6 % et relèvement des taux de l'impôt sur les sociétés et des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 8469) : rejeté (p. 8470)

Son amendement n° 384 précédemment réservé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit lorsque les prestations sont scindées par nature entre plusieurs collectivités) (p. 8472) : retiré (p. 8473)

Son amendement n° 382 précédemment réservé (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés par la géothermie et la cogénération : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 8473)

Son amendement n° 383 précédemment réservé (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie éolienne : TVA au taux réduit) (p. 8473) : rejeté (p. 8474)

Son amendement n° 373 précédemment réservé (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) : rejeté (p. 8475)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9701)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 9701)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9702)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9702)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9701)

Presse et livres : presse (p. 9701)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10372 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10838)

Thèmes :

Arts et spectacles : intermittents (p. 10838 et s.)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10838 et s.)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10838 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10839)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ;

[22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11419)

Reprend l'adt n° 762 de Mme Geneviève Levy (ISF - résidence principale : exonération) (p. 11420) (p. 11420)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)

Son intervention (p. 11424)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11413)

Thèmes :

Impôts et taxes : justice sociale (p. 11413 et s.)

Lois de finances rectificatives (p. 11413)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11415)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11413 et s.)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 11414)

Travail : durée du travail (p. 11414)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11416)

Son intervention (p. 11416)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11415)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 343)

Son intervention (p. 346)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 411)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [25 janvier 2005] (p. 312, 329)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : Président (p. 410)

Etat : souveraineté (p. 411)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : résistants (p. 343)

Pays étrangers : Russie : Afrique du Nord (p. 347)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux : laïcité (p. 343 et s.)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 346 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 346)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 343 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 346 et s., 411)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 411)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de M. François Asensi (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 419)

Reprend l'adt n° 16 de M. Arnaud Montebourg (Premier ministre - article 21 de la Constitution : attributions en matière européenne) (p. 422) : rejeté (p. 422)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 463)

Article 4 (champ d'application des règles d'autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 470)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 645)

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 646 et s.)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 650 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 656)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 832)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1241 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 304 rectifié de M. Yves Durand (carte scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1289)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1294)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1335 et s.)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1398 et s.)

Ses amendements n° 139, 138 et 136 rectifié (p. 1407 et s., 1428)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son amendement n° 263 troisième rectification (p. 1433)

Article 12 (redoublement)

Son intervention (p. 1436)

Son amendement n° 234 (p. 1436)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 mai 2005] (p. 3337)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3340 et s.)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Son intervention (p. 3755)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 3756)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3755)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 3755 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3755)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3755 et s.)
 Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 3756)
 Parlement : prérogatives : opposition (p. 3755)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3757)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 123 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - membres : suspicion de partialité) (p. 3885)
 Intervient sur l'ad t n° 120 de M. Arnaud Montebourg (rémunérations des dirigeants : communication aux sections syndicales) (p. 3885)
 Son amendement n° 124 (rémunérations ou avantages consentis aux dirigeants ou aux salariés à raison de la cessation de leurs fonctions : consultation du comité d'entreprise et plafonnement à vingt-quatre fois le salaire mensuel moyen de l'entreprise) (p. 3885) : rejeté (p. 3886)

Article 4 (accès à de nouveaux types de financement pour les activités de revitalisation économique)

Son intervention (p. 3887)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 150 de M. Jean-Claude Sandrier (pôle financier public) (p. 3888)

Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)

Son intervention (p. 3888 et s.)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4141 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 juin 2005] (p. 4154)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4339)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4340)
 Etat : ministres : rémunération au mérite (p. 4341)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4340)
 Finances publiques : dette publique (p. 4340)
 Finances publiques : gels de crédits : dépenses en capital (p. 4340)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4340)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4340)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4340)
 Langue française (p. 4339 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 4341)
 Sociétés : dirigeants (p. 4341)

Ghislain BRAY

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Jeux olympiques. Jeux paralympiques, athlètes, inégalités de traitement [3 novembre 2004] (p. 8876)

Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [14 juin 2005] (p. 3539)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1240, posée le 31 mai 2005. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection (J.O. Questions p. 5454). Appelée le 21 juin 2005. Berges des rivières (p. 7875)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11193)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 11194)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11194)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11194)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11194)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11193, 11194)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11194)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11203)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11212)

Son amendement n° 313 (p. 11212)

Après l'article 2 quinquies

Intervient sur l'ad t n° 401 de M. Emmanuel Hamelin (appareillages des personnes handicapées : application du taux réduit de TVA) (p. 11241)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1189)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 1190)

Enseignement : pédagogie (p. 1191)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1190)

Enseignement : programmes (p. 1190)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1191)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1191)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son amendement n° 116 (p. 1307)

Thierry BRETON

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 25 février 2005 [J.O. du 26 février 2005] (p. 3451)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [2 mars 2005]

Projet de loi n° 2164 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1382 du 20 décembre 2004 portant adaptation de dispositions législatives relatives à la comptabilité des entreprises aux dispositions communautaires dans le domaine de la réglementation comptable [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie [13 avril 2005]

Projet de loi n° 2279 portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [27 avril 2005]

Projet de loi n° 2339 ratifiant l'ordonnance n° 2005-171 du 24 février 2005 simplifiant les procédures de constitution et de réalisation des contrats de garantie financière [18 mai 2005]

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004 [29 juin 2005]

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006 [5 juillet 2005]

Projet de loi n° 2509 ratifiant l'ordonnance n° 2005-429 du 6 mai 2005 modifiant le code monétaire et financier (partie législative) [2 août 2005]

Projet de loi n° 2510 ratifiant l'ordonnance n° 2005-647 du 6 juin 2005 modifiant le code des juridictions financières [25 août 2005]

Projet de loi n° 2511 ratifiant l'ordonnance n° 2005-648 du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs [25 août 2005]

Projet de loi n° 2516 ratifiant l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics [31 août 2005]

Projet de loi n° 2527 ratifiant l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 relevant certains seuils de prélèvements obligatoires et tendant à favoriser l'exercice d'une activité salariée dans des secteurs professionnels connaissant des difficultés de recrutement [21 septembre 2005]

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006 [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Bouvard. Politique économique. Croissance. Perspectives [2 mars 2005] (p. 1538)

M. Daniel Garrigue. Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [9 mars 2005] (p. 1831)

M. Yves Cochet. Énergie et carburants. Politique énergétique. Bilan et perspectives [9 mars 2005] (p. 1837)

M. Pierre Bourguignon. Politique économique. Croissance. Perspectives [15 mars 2005] (p. 2012)

Mme Marylise Lebranchu. Politique économique. Croissance. Relance, perspectives [16 mars 2005] (p. 2076)

M. Yves Coussain. Politique économique. Pouvoir d'achat. Revalorisation [16 mars 2005] (p. 2078)

M. François Cornut-Gentille. Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [22 mars 2005] (p. 2211)

M. Dominique Strauss-Kahn. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2725)

M. Michel Hunault. Politique économique. Croissance. Relance, perspectives [4 mai 2005] (p. 3139)

M. Daniel Paul. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne d'information, impartialité [4 mai 2005] (p. 3140)

M. Alain Suguenot. Politique économique. Indice des prix. Indicateur, réforme, perspectives [4 mai 2005] (p. 3142)

M. Arnaud Montebourg. Entreprises. Chefs d'entreprise. Rémunérations, montant [4 mai 2005] (p. 3145)

M. Jean-Claude Lenoir. Énergie et carburants. EDF. Implantation en Italie [10 mai 2005] (p. 3270)

M. Éric Besson. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3540)

M. Hervé Novelli. Énergie et carburants. Gaz de France (GDF). Ouverture du capital, modalités [14 juin 2005] (p. 3543)

M. Nicolas Perruchot. Énergie et carburants. Carburants. Prix [22 juin 2005] (p. 3794)

M. François Liberti. Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [22 juin 2005] (p. 3794)

M. Pierre Méhaignerie. Consommation. Information des consommateurs. Marquage d'origine des produits, politiques communautaires [22 juin 2005] (p. 3798)

M. Didier Migaud. Finances publiques. Contrôle des dépenses engagées. Perspectives [23 juin 2005] (p. 3861)

M. Jean-Claude Sandrier. Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4081)

DÉBATS

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2696)

Sa réponse (p. 2705)

Thèmes :

Assurances : assurance dommages (p. 2697)

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2698, 2705)

Assurances : intermédiation (p. 2697 et s.)

Banques et établissements financiers : crédit : surendettement (p. 2697)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants : information (p. 2696 et s., 2705)

Banques et établissements financiers : relations avec la clientèle : transparence (p. 2697)

Moyens de paiement (p. 2697)

Union européenne : directives (p. 2696 et s.)

Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)

Article 1er (transposition de la directive dans le livre V du code des assurances)

Son intervention (p. 2705 et s.)

Article 2 (contrôle des intermédiaires et incapacités professionnelles)

Son intervention (p. 2707 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 3 deuxième rectification du Gouvernement (assurances - intermédiation : transposition aux mutuelles et institutions de prévoyance) (p. 2709)

Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)

Son intervention (p. 2709 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 43 de M. Philippe Auberger (assurance vie : transposition de la directive aux contrats de groupe) (p. 2713)

Article 4 (dispositions applicables aux incapacités des intermédiaires en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 2713 et s.)

Article 5 (dates d'entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2714)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2715)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3809)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3821)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3825)

Sa réponse (p. 3849)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : intéressement et participation (p. 3850)

Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3809 et s., 3825, 3850)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3812, 3850)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3809, 3821)

Entreprises : recherche et développement (p. 3811, 3825)

Entreprises : seuils sociaux (p. 3809)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3811, 3821 et s., 3825 et s., 3850)

Langue française (p. 3825)

Lois : projet de loi (p. 3851)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3810)

Marchés financiers : actions : assurance vie (p. 3810)

Marchés financiers : Alternext (p. 3810)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3811)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 3851)

Plus-values : imposition : valeurs mobilières : abattement pour durée de détention (p. 3810)

Politique économique : croissance (p. 3821, 3850)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3825)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3822, 3851)

Secteur public : entreprises publiques : limite d'âge (p. 3821)

Sociétés : dirigeants (p. 3812, 3822, 3850 et s.)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 194 rectifié de M. Gilles Carrez (plus-values professionnelles) (p. 3869)

Intervient sur l'adt n° 165 de M. Jean-Michel Fourgous (réforme des contrats d'assurance vie), rectifié (insertion d'un titre Ier A – encourager la détention durable d'actions) (p. 3870)

Intervient sur l'adt n° 158 du Gouvernement (réduction d'impôt au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées : non prise en compte des participations détenues par les organismes de capital-risque) (p. 3870)

Intervient sur l'adt n° 159 rectifié du Gouvernement (plus-values sur titres de participation des sociétés présentes sur Alternext) (p. 3870)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Gilles Carrez (relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 3871)

Article 1er (tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par tout moyen moderne de télétransmission)

Son intervention (p. 3872)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Son intervention (p. 3873 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 145 de M. Jean-Claude Sandrier (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : maximum réduit de cinq à deux) (p. 3874)

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Arnaud Montebourg (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : suppression des non comptabilisations prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L-225-21 du code de commerce) (p. 3875)

Intervient sur l'adt n° 147 de M. Jean-Claude Sandrier (administrateurs salariés : voix délibérative) (p. 3876)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Jean-Pierre Balligand (comité des rémunérations) (p. 3876)

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Arnaud Montebourg (rapport entre la plus haute rémunération et la rémunération minimale : fixation par l'assemblée générale) (p. 3877)

Intervient sur l'adt n° 119 de M. Arnaud Montebourg (nullité des rémunérations excédant le plafond fixé par l'assemblée générale ou versées dans des conditions non transparentes et ouverture du délai de prescription à la date de révélation de la rémunération dissimulée) (p. 3877)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (localisation fiscale des activités et prix de transfert : publicité) (p. 3877)

Intervient sur les adts n° 116 et 117 de M. Arnaud Montebourg (rémunération des mandataires sociaux : définition) (p. 3877)

Intervient sur l'adt n° 160 deuxième rectification du Gouvernement (rémunérations ou avantages dus aux dirigeants des sociétés cotées à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions : approbation par le conseil d'administration ou de surveillance et par l'assemblée générale) (p. 3878)

Intervient sur l'adt n° 10 rectifié de la commission des lois (rémunérations des dirigeants des sociétés cotées et avantages à eux consentis : transparence), rectifié (possibilité d'annulation des versements effectués et des engagements pris en méconnaissance des conditions de transparence sauf cas de bonne foi) (p. 3880)

Intervient sur le sous-adt n° 171 rectifié de M. Gilles Carrez (montant annuel des avantages différés : suppression de la mention) à l'adt n° 10 rectifié de la commission des lois (p. 3880)

Intervient sur le sous-adt n° 172 quatrième rectification de M. Gilles Carrez (rémunérations déjà perçues : suppression de la restitution) à l'adt n° 10 rectifié de la commission des lois (p. 3880)

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Arnaud Montebourg (assemblées générales : suppression des « votes en blanc ») (p. 3881)

Intervient sur l'adt n° 107 de M. Arnaud Montebourg (de coordination) (p. 3882)

Intervient sur l'adt n° 114 de M. Arnaud Montebourg (exercice d'une action collective par des actionnaires contre un mandataire : possibilité offerte au juge de fixer une provision pour la couverture de leurs frais et de désigner un mandataire ad hoc) (p. 3882)

Intervient sur l'adt n° 105 de M. Arnaud Montebourg (faute commise par les administrateurs ou le directeur général : action en responsabilité intentée par l'actionnaire ou le salarié ayant subi un préjudice personnel) (p. 3882)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Arnaud Montebourg (assurance en responsabilité civile des administrateurs ou du directeur général payée par la société : nullité) (p. 3882)

Article 3 (limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques)

Son intervention (p. 3882 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Charles de Courson (rémunération du président du conseil d'administration et avantages à eux consentis : approbation de l'assemblée générale) (p. 3883)

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : suppression du plafond de rémunération) (p. 3884)

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : indexation de la rémunération sur l'activité de l'association) (p. 3884)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - membres : suspicion de partialité) (p. 3885)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Arnaud Montebourg (rémunérations des dirigeants : communication aux sections syndicales) (p. 3885)

Intervient sur l'adt n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (rémunérations ou avantages consentis aux dirigeants ou aux salariés à raison de la cessation de leurs fonctions : consultation du comité d'entreprise et plafonnement à vingt-quatre fois le salaire mensuel moyen de l'entreprise) (p. 3886)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Arnaud Montebourg (informations relatives aux mandataires sociaux et aux dirigeants prévues par l'article L. 225-102-1 du code de commerce : transmission aux comités d'entreprise et aux sections syndicales) (p. 3886)

Intervient sur l'adt n° 196 rectifié de M. Gilles Carrez (dérogation pour l'Etat au principe de séparation de l'audit et du conseil), rectifié (comptes : « certification des » substituée à « l'opinion émise sur les ») (p. 3887)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 170 rectifié de M. Gilles Carrez (titres de participation détenus par les fonds communs de placement à risques et les sociétés de capital-risque : suppression progressive de l'imposition des plus-values) (p. 3887)

Article 4 (accès à de nouveaux types de financement pour les activités de revitalisation économique)

Son intervention (p. 3887)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Jean-Claude Sandrier (pôle financier public) (p. 3888)

Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)

Son intervention (p. 3889 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 75 du Gouvernement (dépenses de recherche au profit d'établissements publics ou de PME innovantes et souscriptions au capital de PME innovantes : réduction de l'impôt sur les sociétés) (p. 3890)

Intervient sur le sous-adt n° 173 de M. Gilles Carrez (éligibilité des dépenses au profit des sous-traitants) à l'ad t n° 75 du Gouvernement (p. 3891)

Intervient sur les sous-ads n°s 174 à 178 de M. Gilles Carrez (rédactionnels) à l'ad t n° 75 du Gouvernement (p. 3891)

Intervient sur le sous-adt n° 179 rectifié de M. Gilles Carrez (de coordination avec le sous-amendement n° 173) à l'ad t n° 75 du Gouvernement (p. 3891)

Intervient sur les sous-ads n°s 180 et 181 de M. Gilles Carrez (de coordination et rédactionnel) à l'ad t n° 75 du Gouvernement (p. 3891)

Article 7 (champ de l'appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 3901)

Article 8 (transposition de la directive Prospectus)

Son intervention (p. 3902)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 34 de la commission (Caisse des dépôts : émission de tout type de titres de créance) (p. 3902)

Intervient sur le sous-adt n° 200 du Gouvernement (saisine de la commission de surveillance) à l'ad t n° 34 de la commission (p. 3902)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 109 de M. Arnaud Montebourg (information judiciaire sur des faits révélés par l'Autorité des marchés financiers : convocation d'une assemblée générale) (p. 3905)

Intervient sur l'ad t n° 110 de M. Arnaud Montebourg (membres de l'Autorité des marchés financiers : incompatibilité avec la qualité d'administrateur ou la fonction de dirigeant de société anonyme) (p. 3905)

Intervient sur l'ad t n° 92 de M. Pascal Terrasse (agences de notation : contrôle de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3905)

Intervient sur l'ad t n° 111 de M. Arnaud Montebourg (délits boursiers : ouverture du délai de prescription à la révélation et non à la commission des faits) (p. 3906)

Intervient sur l'ad t n° 112 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - sanctions : publicité systématique) (p. 3906)

Article 9 (encadrement des recommandations d'investissement destinées au public)

Son intervention (p. 3906)

Article 10 (élargissement des pouvoirs d'injonction et de sanction de l'Autorité des marchés financiers et modification de la définition des délits boursiers)

Son intervention (p. 3907)

Article 11 (amélioration des règles relatives à l'information périodique)

Son intervention (p. 3908)

Article 13 (extension de la garantie de cours et de l'obligation de dépôt d'une offre publique)

Son intervention (p. 3908)

Article 14 (extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent)

Son intervention (p. 3909)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Son intervention (p. 3909 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad t n° 78 rectifié de M. Patrick Ollier (réserve spéciale de participation : résultat comptable substitué au bénéfice fiscal) (p. 3911)

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (réserve spéciale de participation : distribution de l'excédent) (p. 3912)

Intervient sur l'ad t n° 76 du Gouvernement (prime exceptionnelle d'intéressement) (p. 3912)

Intervient sur les sous-ads n°s 187, 188 et 190 de M. Gilles Carrez (de précision) à l'ad t n° 76 du Gouvernement (p. 3912)

Intervient sur le sous-adt n° 189 rectifié de M. Gilles Carrez (placement en franchise d'impôt sur un plan d'épargne entreprise) à l'ad t n° 76 du Gouvernement (p. 3912)

Intervient sur l'ad t n° 163 du Gouvernement (participation : possibilité de déblocage des sommes attribuées en 2005) (p. 3912)

Intervient sur le sous-adt n° 199 de M. Gilles Carrez (déblocage de droit de la participation égale au minimum légal) à l'ad t n° 163 du Gouvernement (p. 3912)

Intervient sur le sous-adt n° 197 rectifié de M. Gilles Carrez (déblocage subordonné à un accord : possibilité de déblocage partiel) à l'ad t n° 163 du Gouvernement (p. 3912)

Article 16 (extension aux entreprises non cotées de la possibilité de pratiquer une décote sur leurs titres pour une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise)

Son intervention (p. 3913)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 4 de la commission des affaires économiques (augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise : assemblée générale tous les trois ans) (p. 3913)

Intervient sur les ads n°s 71 et 72 de M. Jean-Pierre Decool (accord de participation ou plan d'épargne entreprise : délai de quatre mois imparti au directeur départemental du travail pour demander le retrait ou la modification de dispositions contraires aux lois et règlements) (p. 3914)

Intervient sur l'ad t n° 96 de M. Jean-Pierre Balligand (rapport entre les sommes perçues par les salariés n'ayant pas le caractère de salaire et la masse salariale : communication avant la négociation salariale annuelle) (p. 3914)

Article 17 (dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale)

Son intervention (p. 3914 et s.)

Article 18 (évaluation des titres offerts dans les plans d'actionnariat salarié des sociétés non cotées)

Son intervention (p. 3915)

Article 19 (information des salariés sur l'existence d'un plan d'épargne d'entreprise mis en place unilatéralement)

Son intervention (p. 3915)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son intervention (p. 3915 et s.)

Article 21 (prohibition de pratiques commerciales contestables dans la vente de tabac)

Son intervention (p. 3918)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 144 de M. Charles de Courson (tabac : limitation des quantités autorisées à circuler après la vente au détail) (p. 3919)

Intervient sur l'ad t n° 69 rectifié de la commission (repos dominical : dérogation) (p. 3919)

Article 23 (extension de l'habilitation à réformer le code des marchés publics)

Son intervention (p. 3920)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 77 de M. Georges Tron (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3920)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Son intervention (p. 4024)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)**

Son intervention (p. 4666)

Thèmes :

Entreprises : financement : formalités administratives (p. 4666 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4666)

Etat (p. 4666)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 4667)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 4666 et s.)

Parlement : rôle (p. 4666 et s.)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 4666)

Sociétés : dirigeants (p. 4666)

Sociétés : société européenne (p. 4666)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4670)

Intervient sur l'adit n° 1 du Gouvernement (article 15 - intéressement pour les dirigeants d'entreprises de moins de cent salariés : suppression du financement de la possibilité - introduite par la commission mixte paritaire - de conclure des accords jusqu'au 30 septembre 2005) (p. 4670)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4315)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4316, 4318)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4317)
 Entreprises : investissements (p. 4315)
 Etat : réforme (p. 4318)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4315 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses
 Finances publiques : dette publique (p. 4316 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales (p. 4316)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4318)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4315, 4318)
 Politique économique : croissance : pétrole (p. 4315)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 4318)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 4318)
 Recherche : innovation (p. 4318)
 Sécurité sociale : loi de financement (p. 4318)

Victor BRIAL

*Wallis-et-Futuna (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 33 : Outre-mer (collectivités d'outre-mer à statut particulier et Nouvelle-Calédonie) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Procédure des questions :

Eau : assainissement : Wallis-et-Futuna (p. 8982)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9178)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 9178 et s.)

Enseignement (p. 9178 et s.)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9179)

Outre-mer : crédits (p. 9178 et s.)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 9179)

Philippe BRIAND

*Indre-et-Loire (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Création. Aides de l'Etat [26 janvier 2005] (p. 365)

Jacques BRIAT

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2183 tendant au rattachement de la chasse au ministère de l'agriculture [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Services d'urgence. Plan blanc, déclenchement, modalités [15 février 2005] (p. 1097)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 563)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 564)

Travail : durée du travail (p. 564)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 564)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4241)

Thème :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4241)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son amendement n° 71 (p. 4402)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Ses amendements n° 2 rectifié, 6, 389, 4,387 (p. 4533et s.)

Après l'article 45 ter

Son amendement n° 8 rectifié (détention d'une quotité minimale du capital d'une officine par les pharmaciens associés y exerçant leur activité et attribution de parts d'industrie) : adopté (p. 4536)

Maryvonne BRIOT

*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre titulaire de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9926)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11221)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Perspectives [2 novembre 2004] (p. 8795)

Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Services des urgences, personnel, sécurité [22 décembre 2004] (p. 11401)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1228, posée le 3 mai 2005. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 4411). Appelée le 3 mai 2005. Dotation horaire, maintien en zone d'éducation prioritaire (ZEP), Héricourt (p. 3029)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10171)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10171)

Professions de santé : déontologie (p. 10171)

Santé : fin de vie (p. 10171)

Santé : soins palliatifs (p. 10171)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)

Son intervention (p. 11214)

Son amendement n° 757 (p. 11215)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11331)

Après l'article 44 sexies

Son amendement n° 718 (groupements de coopération entre les établissements sociaux et médico-sociaux : adopté (p. 11461)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4500)

Bernard BROCHAND

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [23 novembre 2004] (p. 9916)

François BROTTE

*Isère (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1982 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les risques en matière de sécurité et de transparence engendrés par l'ouverture du capital et la privatisation de la filière nucléaire française [8 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7836)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [16 novembre 2004] (p. 9438)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore que les députés auteurs d'amendements n'aient pas la possibilité de répondre à la fois au ministre et au rapporteur [19 janvier 2005] (p. 156)

Estime que cette remarque appellerait une vérification de tous les votes [19 janvier 2005] (p. 168)

Confirme après vérification que le groupe socialiste a seulement déposé une centaine de sous-amendements relatifs à l'avenir du service postal dans chaque département [20 janvier 2005] (p. 205)

Se demandant si les sous-amendements déposés par M. Dionis de Séjour ont été examinés en commission, dénonce la discrimination dont font l'objet, de la part du Gouvernement, les sous-amendements socialistes [20 janvier 2005] (p. 209)

Déplore l'application sélective qui a été faite de l'article 41 de la Constitution aux amendements socialistes destinés à éclairer l'extension territoriale de la réforme [20 janvier 2005] (p. 267)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : s'associe à cette protestation [17 mars 2005] (p. 2137)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son intervention (p. 1890 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 127 de Mme Odile Saugues (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891)

Intervient sur l'ad n° 128 de Mme Odile Saugues (rapport annuel au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1894 et s.)

Son sous-amendement n° 186 à l'ad n° 42 de la commission des finances (p. 1898)

Article 3 (convention relative aux éventuelles plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)

Son intervention (p. 1900)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

Son intervention (p. 1927 et s.)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Son intervention (p. 1929 et s.)

Son sous-amendement n° 187 à l'ad n° 91 du Gouvernement (p. 1935)

Avant l'article 7

Intervient sur l'ad n° 148 de Mme Odile Saugues (Etat garant d'une desserte équilibrée des territoires) (p. 1938)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1950 et s.)

Son sous-amendement n° 188 rectifié à l'ad n° 63 de M. Jean Diébold (p. 1959)

Article 8 A (commission de conciliation aéroportuaire)

Son intervention (p. 1966)

Article 8 (modulation des redevances)

Son intervention (p. 1967 et s.)

Article 11 (contrôle des exigences de sécurité et de sûreté par les agents de l'Etat)

Son intervention (p. 1971)

Article 13 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 1971)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 94 du Gouvernement (composition des organes sociaux des sociétés concessionnaires des aéroports régionaux) (p. 1972)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7592)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7617)

Thèmes :

Agriculture (p. 7593)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7593 et s.)

Collectivités territoriales : compétences : tourisme et loisirs (p. 7594)

Environnement : montagne (p. 7592 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7593)

Union européenne : directives (p. 7618)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 481 de M. Henri Nayrou (création d'une délégation interministérielle à la ruralité) (p. 7618)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Ses amendements n°s 467 rectifié, 482, 464, 483 (p. 7619, 7622, 7623, 7627)

Après l'article 1er

Son amendement n° 484 (restitution des aides publiques par les entreprises quittant une ZRR ou une zone franche) : retiré (p. 7627)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 469 rectifié (p. 7628)

Article 1er quater (exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7630)

Après l'article 1er quinquies A

Intervient sur l'ad n° 349 de M. Jean Lassalle (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès lors qu'elles exercent au moins 75% de leur activité dans cette zone) (p. 7631)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7639)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)

Son amendement n° 471 rectifié (p. 7639)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 472 rectifié (p. 7639)

Article 1er duodecies (carte scolaire dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son sous-amendement n° 485 rectifié à l'ad n° 61 rectifié de la commission (p. 7641)

Avant l'article 37 A

Son amendement n° 487 (prix unique du timbre poste) (p. 7642) : rejeté (p. 7644)

Son amendement n° 489 (transposition de la directive postale relative aux envois postaux) : rejeté (p. 7644)

Son amendement n° 488 (maintien du réseau postal) (p. 7644) : retiré (p. 7647)

Intervient sur l'ad n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7651)

Avant l'article 37 EA

Intervient sur l'ad n° 106 de la commission (tarif postal de base sur l'ensemble du territoire) (p. 7652)

Son sous-amendement n° 642 (suppression de la référence au secteur réservé) à l'ad n° 106 de la commission (p. 7652) : rejeté (p. 7653)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)

Son intervention (p. 7656)

Après l'article 37 F

Son amendement n° 490 (fermeture d'école rurale ; étude d'impact préalable obligatoire) (p. 7656) : rejeté (p. 7657)

Avant l'article 37

Son amendement n° 491 (couverture totale du territoire, à l'horizon 2008, par les réseaux de télécommunications) : rejeté (p. 7657)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Ses amendements n°s 473 et 498 (p. 7658 et s.)

Après l'article 62 A

Intervient sur l'ad n° 269 de M. Michel Bouvard (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises ; conditions et limites) (p. 7660)

Intervient sur l'ad n° 495 rectifié de M. Joël Giraud (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7663)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son amendement n° 474 (p. 7663)

Son intervention (p. 7664)

Ses amendements n°s 475 et 476 (p. 7664 et s.)

Après l'article 62

Son amendement n° 500 (consultation du comité de massif compétent pour l'implantation d'un projet d'ensemble commercial) : rejeté (p. 7666)

Intervient sur l'ad n° 643 du Gouvernement (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7667)

Son amendement n° 501 (création d'une commission chargée d'examiner les difficultés tenant à l'organisation des services à la population en montagne) (p. 7667) : rejeté (p. 7668)

Son amendement n° 460 (insertion de l'assistance médicale parmi les équipements d'intérêt collectif en montagne) : retiré (p. 7668)

Article 62 bis A (reconnaissance d'un caractère d'intérêt général à l'agriculture, au pastoralisme et à la forêt de montagne)

Son intervention (p. 7668)

Après l'article 63 bis

Intervient sur l'ad n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Michel Bouvard (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'ad n° 342 de M. Jean Lassalle (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Avant l'article 63 ter

Son amendement n° 477 (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) : rejeté (p. 7677)

Après l'article 63 quater

Son amendement n° 503 (procédure simplifiée d'examen d'un projet d'unité touristique nouvelle) : retiré (p. 7678)

Article 64 (autorisation d'implantation d'unités touristiques nouvelles - UTN)

Son intervention (p. 7679)

Son amendement n° 504 (p. 7679)

Après l'article 64

Son amendement n° 506 (logements destinés aux saisonniers) (p. 7680) : rejeté (p. 7681)

Son amendement n° 505 (logements destinés aux saisonniers) (p. 7680) : rejeté (p. 7681)

Après l'article 64 ter

Son amendement n° 478 (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Après l'article 65

Intervient sur l'ad n° 321 de M. Michel Bouvard (attributions de fonds de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement réalisées sur les biens communaux existants ou en construction destinés à la location) (p. 7683)

Son amendement n° 508 (institution de la taxe de séjour par le conseil des établissements publics de coopération intercommunale) : adopté (p. 7683)

Son amendement n° 507 (répartition des charges financières des travaux d'investissement ou d'entretien entre une commune et la section) : rejeté (p. 7684)

Son amendement n° 458 (relèvement de 30 % à 40 % de la limite de l'extension aux recettes accessoires du régime du forfait agricole) : rejeté (p. 7684)

Intervient sur l'ad n° 314 de M. Michel Bouvard (aménagement des modalités de classement pour l'attribution des aides de l'ANAH dans les zones de montagne) (p. 7689)

Son amendement n° 459 (télécommunications en zone de montagne : aménagements techniques particuliers) (p. 7688) : retiré (p. 7689)

Son amendement n° 510 (modulation de la durée des contrats en fonction de la nature et de l'importance des investissements consentis par l'aménageur ou l'exploitant) : rejeté (p. 7689)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Son intervention (p. 7690 et s.)

Article 65 sexies (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Son intervention (p. 7694)

Son sous-amendement n° 743 à l'ad n° 165 de la commission (p. 7694)

Après l'article 65 decies

Son amendement n° 480 (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) : retiré (p. 7697)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'ad n° 602 de M. Michel Bouvard (juridiction compétente en cas de litige portant sur la réalisation des ouvrages exécutés en application de l'accord franco-italien de Turin du 29 janvier 2001) (p. 7698)

Article 19 B supprimé par le Sénat (pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets)

Son amendement n° 708 (p. 7764)

Après l'article 19 B

Intervient sur l'ad n° 650 de M. Jean-Claude Viollet (renforcement des procédures avant toute création de nouveaux centres de stockage des déchets) (p. 7764)

Son amendement n° 652 (rapport au Parlement relatif à l'évaluation des modalités d'application du droit de préemption des communes par les SAFER) (p. 7764) : retiré (p. 7765)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son amendement n° 569 (p. 7765)

Après l'article 53 bis A

Intervient sur l'ad n° 570 de M. Germinal Peiro (bénéfice de la servitude de "halage et de marchepied" étendue à l'ensemble du public non motorisé) (p. 7767)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 574 (p. 7801)

Son intervention (p. 7802 et s.)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7818 et s.)

Après l'article 61

Intervient sur l'ad n° 153 rectifié de la commission (régime d'autorisation des ventes d'armes) (p. 7823)

Avant l'article 38

Son amendement n° 623 (fiscalité directe locale ; incitation au développement de services de santé ; compensation par la dotation globale de fonctionnement) (p. 7841) : rejeté (p. 7842)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 7843)

Son amendement n° 624 (p. 7844)

Après l'article 38

Son amendement n° 626 rectifié (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) : rejeté (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7846)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son amendement n° 627 (p. 7848)

Article 1er A (principe de solidarité en faveur des territoires ruraux et de montagne)

Son intervention (p. 7860)

Son amendement n° 698 (p. 7860)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son amendement n° 549 (p. 7860)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 550 de Mme Marylise Lebranchu (conventions entre collectivités locales et associations pour la diffusion d'actions culturelles de proximité) (p. 7860)

Après l'article 3

Son amendement n° 699 (salariés saisonniers ; stations classées ; normes obligatoires d'hébergement) : rejeté (p. 7861)

Après l'article 3 bis

Son amendement n° 551 (professionnels installés en zone de montagne ou en ZRR ; taxe intérieure de consommation sur les carburants ; barème préférentiel) : rejeté (p. 7861)

Article 3 ter (réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)

Son intervention (p. 7862)

Avant l'article 4 A

Son amendement n° 552 (promotion des produits laitiers) : retiré (p. 7865)

Son amendement n° 553 (maintien de la collecte de lait en zone de montagne) : rejeté (p. 7865)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7892)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun - GAEC - et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Ses amendements n° 555 et 557 (p. 7893)

Article 6 (dispositions visant à assouplir les contraintes pesant sur le fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée - EARL - et des sociétés civiles d'exploitation agricole - SCEA)

Son intervention (p. 7893)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 7894)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 673 de M. Jean Gaubert (cession du bail agricole hors du cadre familial) (p. 7895)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 7896)

Après l'article 10

Son amendement n° 675 (construction à usage non agricole ; implantation ; servitude de proximité agricole au profit de futures constructions agricoles) : rejeté (p. 7897)

Après l'article 11 AA

Son amendement n° 678 (travailleurs saisonniers ; programmes immobiliers neufs ; réservation obligatoire de logements) : rejeté (p. 7904)

Son amendement n° 700 (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) : rejeté (p. 7904)

Après l'article 11 C

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Michel Bouvard (personnels chargés du déneigement ; durée du travail ; application des 35 heures) (p. 7906)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)

Son amendement n° 701 (p. 7906)

Après l'article 11 F

Son amendement n° 681 (transports collectifs : rôle des particuliers agréés) : retiré (p. 7984)

Article 12 quater supprimé par le Sénat (calcul de la cotisation devant être versée par un groupement d'employeurs pour le financement de la formation professionnelle continue)

Son amendement n° 672 (p. 7986)

Après l'article 18

Son amendement n° 648 (création de "sociétés de gestion de la pluriactivité") : rejeté (p. 7989)

Article 18 ter supprimé par le Sénat (mise en marché des truffes)

Son amendement n° 649 rectifié (p. 7989)

Après l'article 22

Son amendement n° 654 (suppression des boisements gênants) : rejeté (p. 7995)

Son amendement n° 653 (massif forestier ; opération de remembrement) (p. 7995) : retiré (p. 7996)

Après l'article 22 bis

Son amendement n° 655 (documents d'urbanisme ; terres agricoles en zone péri-urbaine ; protection par la création de périmètres urbanisables dans les friches forestières) (p. 7996) : retiré (p. 7997)

Après l'article 23

Son amendement n° 656 (zones d'aménagement concerté et intervention des SAFER) (p. 7997) : rejeté (p. 7998)

Après l'article 27 bis

Son amendement n° 658 (de coordination) : rejeté (p. 8000)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son amendement n° 682 (p. 8002)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers et des apprentis)

Ses amendements n° 685 à 687 (p. 8003 et s.)

Après l'article 44

Son amendement n° 769 (conventions d'aménagement ou de mise en valeur d'espaces pastoraux ; durée uniforme de six ans) : retiré (p. 8005)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention (p. 1016)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 1018)

Chasse et pêche : chasse (p. 1017)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1017)

Professions de santé (p. 1017)

Secteur public : services publics : crédits budgétaires (p. 1016 et s.)

Travail : travail saisonnier (p. 1016)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1024)

Son intervention (p. 1025)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)*Procédure des questions :*

Bois et forêts : filière bois (p. 9101)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004
Son intervention (p. 9734)*Thèmes :*Assurances : contrats : petites et moyennes entreprises (p. 9734)
Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 9734)
Entreprises : charges (p. 9734)
Hôtellerie et restauration (p. 9734)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
Son intervention (p. 9750)*Thèmes :*Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9751)
Bois et forêts : filière bois (p. 9751)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9751)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004
Son intervention (p. 9721)*Thèmes :*Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9721)
Logement : HLM : cotisations (p. 9721)**Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10212)*Avant le titre Ier*

Son amendement n° 1 (gratuité, bénévolat et anonymat des dons des matières issues du corps humain) : retiré (p. 10212)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 117) : rejetée (p. 136)

*Thèmes :*Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 119 et s.)
Collectivités territoriales : compétences : services publics (p. 117)
Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 118)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 124, 131)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 118, 120, 122 et s.)

Postes : La Poste (p. 118 et s.)

Postes : livret A (p. 127)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions : La Poste (p. 130)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 120, 122, 125, 130)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)*Avant l'article Ier*

Intervient sur l'ad n° 14687 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 144)

Intervient sur l'ad n° 14688 de M. Daniel Paul (suspension de toute suppression ou restructuration de bureau de poste du réseau du service public postal jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 145)

Intervient sur l'ad n° 14696 de M. Daniel Paul (négociations européennes ; position de la France ; opposition à la poursuite de la dérégulation) (p. 146)

Intervient sur l'ad n° 14703 rectifié de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 148)

Article Ier (statut des opérateurs postaux)

Son amendement n° 14750 (p. 153)

Son amendement n° 14738 : SCRUTIN PUBLIC (p. 154)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 janvier 2005] (p. 156)

Ses amendements n°s 14735 et 14762 (p. 157 et s.)

Son amendement n° 14763 : SCRUTIN PUBLIC (p. 158)

Son intervention (p. 162 et s.)

Ses amendements n°s 14727, 14728, 14754, 14730, 14736 et 14737 (p. 163 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 janvier 2005] (p. 168)

Ses amendements n°s 14748 et 14733 (p. 191, 193)

Après l'article Ier

Intervient sur l'ad n° 14707 de M. Daniel Paul (rôle équilibrant sur le territoire des activités postales) (p. 203)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [20 janvier 2005] (p. 205, 209)

Intervient sur le sous-adt n° 14779 de M. Jean Dionis du Séjour (partenariats locaux afin de constituer une agence postale communale ou intercommunale) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14780 de M. Jean Dionis du Séjour (classement en ZRR ou en ZUS de certaines zones) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14781 de M. Jean Lassalle (suppression du seuil de 10 % de la population) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14769 de M. Daniel Paul (avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14782 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (financement du fonds national de péréquation) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 213)

Intervient sur l'ad n° 19 de la commission (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)

Son amendement n° 14753 (rapport au Parlement sur les conséquences de la spécialisation des opérateurs postaux) (p. 217) : rejeté (p. 218)

Son amendement n° 14759 rectifié (contribution des opérateurs au fonds de péréquation) : rejeté (p. 218)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 219 et s.)

Ses amendements n°s 14761, 14751, 14744, 14747, 14746 et 14739 (p. 222, 225 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 35 deuxième rectification de la commission (consolidation législative des instances unifiées de représentation du personnel) (p. 234)

Article 3 (communication des changements de domicile)

Son intervention (p. 235)

Article 4 (dispositions pénales)

Ses amendements n°s 14752 et 14756 (p. 244)

Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)

Son intervention (p. 246)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 247 et s.)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

Son intervention (p. 250)

Son amendement n° 14760 (p. 251)

Après l'article 7

Son amendement n° 14764 (création d'un fonds de compensation du service bancaire universel) : rejeté (p. 253)

Son amendement n° 14758 (rapport au Parlement sur l'équilibre économique du marché du courrier) : rejeté (p. 253)

Article 8 (missions de La Poste et statut de sa filiale financière)

Son intervention (p. 254 et s.)

Son amendement n° 14765 (p. 255)

Ses amendements n° 14765, 14740, 14742, 14743, 14741 et 14675 (p. 255 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n° 14755 (institution d'un médiateur du service universel postal) (p. 258) : rejeté (p. 259)

Son amendement n° 14757 (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes relatives aux délais de distribution du courrier) : retiré (p. 259)

Article 11 (suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)

Son sous-amendement n° 14767 à l'adt n° 53 rectifié de la commission (p. 260)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (taxe sur les imprimés non sollicités ; champ d'application) (p. 262)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 263)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 janvier 2005] (p. 267)

Titre

Son amendement n° 14726 (nouveau titre : "dérégulation des activités postales") : rejeté (p. 267)

Ses explications de vote (p. 268)

Vote contre du groupe socialiste (p. 268)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2855) : rejetée (p. 2861)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2856)

Postes : La Poste (p. 2855 et s.)

Postes : services financiers (p. 2856, 2859)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2858)

Union européenne : directives : postes (p. 2858)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Daniel Paul (service public postal et cohésion sociale) (p. 2889)

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2890)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2890 et s.)

Ses amendements n° 63, 59, 56, 72, 73, 75, 50, 49, 66, 52, 57 et 58 (p. 2890, 2892 et s., 2973 et s.)

Son amendement n° 61 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2978)

Ses amendements n° 48, 53 et 54 (p. 2980, 2982)

Après l'article 1er

Son amendement n° 65 (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) : rejeté (p. 2986)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Ses amendements n° 39, 30 et 31 (p. 2987 et s.)

Ses sous-amendements n° 224 à 227 à l'adt n° 207 de M. Jean Proriot (p. 2989)

Article 1er ter (validation législative des commissions départementales de présence postale territoriale)

Son amendement n° 46 (p. 2991)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Ses amendements n° 71, 62, 55 et 60 (p. 2991, 2993)

Son intervention (p. 2994 et s.)

Article 2 bis C (consolidation législative des instances unifiées de représentation collective avec les organisations syndicales)

Son amendement n° 44 (p. 2998)

Article 7 (conditions de la mise en place du fonds de compensation du service universel postal)

Son sous-amendement n° 34 à l'adt n° 22 de la commission (p. 2999)

Après l'article 7

Son amendement n° 40 (convention entre l'établissement de crédit, filiale de La Poste et l'Etat précisant les missions de service public assurées en matière bancaire et financière à l'égard de l'ensemble des clients) (p. 3001) : rejeté (p. 3002)

Son amendement n° 74 rectifié (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3001) : rejeté (p. 3002)

Son amendement n° 69 (rapport au Parlement d'une étude d'impact de la fiscalité, notamment environnementale, sur l'équilibre économique du marché du courrier) : rejeté (p. 3002)

Après l'article 9

Son amendement n° 67 (institution d'un médiateur du service universel postal auprès du ministre chargé des postes) : rejeté (p. 3003)

Son amendement n° 68 (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes réglementaires, notamment environnementales, sur les délais de distribution du courrier) : rejeté (p. 3003)

Article 11 (création d'un régime de responsabilité des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 3003)

Titre

Son amendement n° 64 (nouveau titre : "projet de loi relatif à la dérégulation des activités postales") (p. 3005) : rejeté (p. 3006)

Explications de vote et vote [3 mai 2005] (p. 3049)

Ses explications de vote (p. 3050)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3052)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2005] (p. 3447)**

Son intervention (p. 3451)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 3452 et s.)

Union européenne : directives : postes (p. 3451 et s.)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)****Après l'article 2**

Son amendement n° 1 (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 183) : rejeté (p. 186)

Article 6 (délais et conditions d'application de la loi)

Son amendement n° 8 (p. 188)

Titre

Son amendement n° 9 (titre de la proposition de loi : " Proposition de loi tendant à renforcer la confiance et la protection du consommateur ") (p. 188) : rejeté (p. 189)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)**

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 2509)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2511 et s.)

Article 5 (sanctions applicables en cas d'infraction au dispositif des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2514)

Article 5 ter (aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie)

Reprend l'adt n° 369 de M. Philippe Feneuil (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 2516)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 398 de M. François Dosé (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Reprend l'adt n° 18 rectifié de M. Antoine Carré (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 2520)

Son intervention (p. 2522 et s.)

Son amendement n° 337 (p. 2523)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'adt n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 350 de M. Daniel Paul (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Après l'article 8 A

Son amendement n° 351 (politique forestière ; intégration des objectifs de Kyoto ; aide financière aux forestiers) : rejeté après modification (p. 2528)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 2530)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-adt n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur l'adt n° 453 de M. Michel Bouvard (compensation financière pour l'énergie réservée disponible et non attribuée) (p. 2554)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 273 de M. François Dosé (usage des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles) (p. 2555)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. François Dosé (coordination rédactionnelle) (p. 2557)

Intervient sur l'adt n° 250 rectifié de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie) (p. 2557)

Après l'article 11 sexies

Son amendement n° 355 (taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur utilisant le bois) (p. 2558) : rejeté (p. 2559)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 476 deuxième rectification du Gouvernement (éligibilité : obligations des distributeurs non nationalisés ; aménagement) (p. 2566)

Intervient sur l'adt n° 278 de M. François Dosé (Commission de régulation de l'électricité ; rapport annuel ; évolution de l'objectif de production d'énergie renouvelable à l'horizon 2010) (p. 2567)

Intervient sur l'adt n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2568)

Intervient sur le sous-adt n° 509 de M. Jean-Yves Le Déaut (application dans le temps) à l'adt n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (p. 2568)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 254 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (Commission de régulation de l'énergie ; compétences en matière de fixation des tarifs de l'électricité) (p. 2573)

Intervient sur le sous-adt n° 494 du Gouvernement (attribution de la compétence réglementaire aux ministres) à l'adt n° 254 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (p. 2573)

Intervient sur l'adt n° 262 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)

Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de M. François Dosé (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)

Article 31 (habilitation donnée au Gouvernement pour procéder par ordonnance à la création d'un code de l'énergie)

Son intervention (p. 2579)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3932)

Son intervention (p. 3937)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3932)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3938)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 3937)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3938)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3932)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 3937)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3937)

TVA : taux réduit (p. 3938)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3942)

Son intervention (p. 3942)

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 mars 2005] (p. 1924)

Article 1er (approbation du protocole d'application de la convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages)

Son intervention (p. 1924)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2035)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2035)

Postes : La Poste (p. 2035)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2035)

Union européenne : constitution européenne (p. 2035)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)

Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)

Son intervention (p. 2038 et s.)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2137)

Son intervention (p. 2287)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services publics (p. 2287)

Union européenne : subsidiarité (p. 2288)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son intervention (p. 2356)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3409)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3409)

Ses explications de vote (p. 3409)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3410)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 18, deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4274)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4282 et s.)

Article 6 (extension de l'exception aux règles de l'usure pour les prêts consentis aux entrepreneurs individuels)

Son intervention (p. 4284)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 299 de M. Jean Michel (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4284)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4364 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 442 de M. Antoine Herth (suppression de la première tranche de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son intervention (p. 4372)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 411, deuxième rectification de la commission (juge des affaires familiales autorisé à mettre les dettes de l'entreprise à la charge exclusive du conjoint qui conserve le patrimoine professionnel) (p. 4379)

Article 15 (création du contrat de collaborateur libéral)

Son intervention (p. 4390)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4392)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 4394)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad t n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396)

Son amendement n° 386 (sociétés de gestion de la pluriactivité dans les zones de montagne) (p. 4397) : retiré (p. 4398)

Intervient sur l'ad t n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4399)

Intervient sur le sous-ad t oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'ad t n° 547 de M. Jean-Louis Christ (p. 4399)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad t n° 102 de M. Christophe Caresche (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401)

Son sous-amendement oral (suppression du mot environnemental) à l'ad t n° 102 de M. Christophe Caresche : rejeté (p. 4402)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4410 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 267 de M. Gérard Bapt (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4430)

Intervient sur l'ad t n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)

Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)

Son intervention (p. 4434)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad t n° 578 de M. Gilbert Biessy (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4442)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4454 et s.)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4491 et s.)

Article 32 ter (contrôle des concentrations)

Son intervention (p. 4503)

Après l'article 32 quater

Intervient sur l'ad n° 562 de M. Jean Dionis du Séjour (rapport annuel au Parlement sur le phénomène de concentration dans la grande distribution) (p. 4504)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'ad n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4512)

Intervient sur le sous-ad n° 599 rectifié de M. Jean-Paul Charié (modalités et délais fixés par décret) à l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4514)

Après l'article 45 A

Son amendement n° 78 (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4527) : rejeté (p. 4528)

Son amendement n° 79 (garantie de diversité commerciale) : rejeté (p. 4529)

Son amendement n° 119 (création d'une structure d'embauche pour les pluriactifs dans les zones de montagne) (p. 4529) : rejeté (p. 4530)

Son amendement n° 80 (rapport au Parlement relatif au droit de préemption des communes, des SAFER et des établissements publics fonciers) (p. 4531) : retiré (p. 4532)

Article 46 ter (utilisation du chèque-emploi associatif par les associations de financement des campagnes électorales)

Son intervention (p. 4536)

Article 48 (répression du travail illégal)

Son intervention (p. 4540)

Article 48 bis (aggravation des sanctions financières en cas de travail dissimulé)

Son intervention (p. 4541)

Article 50 bis (détachement transnational de travailleurs)

Son intervention (p. 4542 et s.)

Après l'article 50 bis

Intervient sur l'ad n° 127 de M. Gérard Bapt (code du travail) (p. 4544)

Intervient sur l'ad n° 126 de M. Gérard Bapt (formation des salariés souhaitant créer ou reprendre une entreprise) (p. 4544)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad n° 121 de M. Michel Vergnier (interdiction de la vente par lots de vidéogrammes) (p. 4547)

Intervient sur l'ad n° 373 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4547)

Intervient sur l'ad n° 374 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4547)

Intervient sur l'ad n° 375, deuxième rectification de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques dans un délai de trois ans) (p. 4547)

Intervient sur l'ad n° 103 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4548)

Intervient sur l'ad n° 101, deuxième rectification de M. Christophe Caresche (redétermination lors de la mise à disposition de sacs plastiques par les commerçants) (p. 4548)

Intervient sur l'ad n° 100 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4549)

Intervient sur l'ad n° 120 rectifié de M. Michel Vergnier (vente des vidéogrammes) (p. 4549)

Intervient sur l'ad n° 382 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale dans le domaine des services publics de transport) (p. 4550)

Intervient sur l'ad n° 383 de M. Jean-Louis Dumont (qualification des sociétés coopératives d'entreprises de transport public routier de marchandises) (p. 4550)

Intervient sur l'ad n° 381 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale) (p. 4550)

Ses explications de vote (p. 4551)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4552)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4676)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4676)

Commerce et artisanat : gérants mandataires (p. 4677)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4677)

Communes : droit de préemption (p. 4676)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4677)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 4676)

Travail : travail le dimanche : apprentis (p. 4678)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4682)

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (article 1387-1 du code civil : répartition, en cas de divorce, des dettes et des sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion de l'entreprise) (p. 4682)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4679)

Chantal BRUNEL

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [8 mars 2005] (p. 1732)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1042, posée le 1^{er} février 2005. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 885). Appelée le 1^{er} février 2005. Réglementation (p. 479)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voie : autoroutes : Seine-et-Marne (p. 9338)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Gens du voyage : stationnement : Seine-et-Marne (p. 8847)

Police : commissariats : Noisiel (p. 8855)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)

Son amendement n° 15 (p. 10724)

Après l'article 17 quater

Son amendement n° 17 (parent polygame ; ouverture d'une tutelle aux allocations familiales) : rejeté (p. 10749)

Son amendement n° 18 (étranger polygame ; application de la répression de l'aide au séjour irrégulier) : rejeté (p. 10749)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 592)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 593)

Travail : comptes épargne-temps (p. 593)

Travail : durée du travail (p. 593)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 593)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Après l'article 4

Son amendement n° 53 (rapport au Parlement sur le bilan au bout d'un an de l'application de la présente loi) : rejeté (p. 913)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2791)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 2792)

Transports routiers : concurrence (p. 2792)

Transports routiers : contrôle (p. 2791, 2792)

Transports routiers : transporteurs (p. 2791, 2792)

Travail : durée du travail (p. 2792)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2792)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3301)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 3302)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3302)

Femmes : enseignement supérieur (p. 3301)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3301, 3302)

Retraites : généralités : montant des pensions : femmes (p. 3302)

Travail : carrière (p. 3301)

Travail : congé de maternité (p. 3301)

Travail : travail à temps partiel (p. 3301)

Jacques BRUNHES

*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 9 février 2005] (p. 2183)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7751)

Industrie. Construction aéronautique. Snecma, emploi et activité, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8792)

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne, organisation [16 février 2005] (p. 1200)

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne d'information [5 avril 2005] (p. 2651)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 962, posée le 7 décembre 2004. Transports urbains. RATP : métro [J.O. Questions p. 9556]. Appelée le 7 décembre 2004. Ligne 13, fonctionnement (p. 10657)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre la modification de l'ordre du jour prévoyant la discussion du présent projet avant la fin de l'examen de la seconde partie de la loi de finances et regrette que le rapport ait été mis en distribution une demi-heure avant l'ouverture du débat [19 novembre 2004] (p. 9794)

Regrette que la discussion du projet de loi de finances pour 2005 soit interrompue pour permettre celle du projet de loi organique relatif aux lois de finances dont le rapport vient d'être mis en distribution [19 novembre 2004] (p. 9794)

Reproche au président de séance d'avoir répondu à la question posée par la président du groupe communiste à la place du Bureau et de la Présidence de l'Assemblée et demande quelles sont les dates prévues pour la réception dans l'hémicycle « de MM. Blair, Schröder, voire Bolkestein » [8 mars 2005] (p. 1737)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9467)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : effectifs (p. 9467)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 9467 et s.)

Défense : crédits (p. 9467)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9468)

Défense : GIAT-Industries (p. 9468)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9467)

Défense : porte-avions : coopération économique (p. 9468)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9468)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9468 et s.)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9469)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son intervention (p. 9803)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 2004] (p. 9794)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 9804)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9804)

Finances publiques : dette publique (p. 9804)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9804)
 Justice : Conseil d'Etat (p. 9804)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9803)
 Parlement : prérogatives (p. 9804)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)

Son amendement n° 7 (p. 9806)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission spéciale (plafonds d'autorisation d'emplois : application aux organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9808)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Didier Migaud (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9815)

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la commission des finances d'un de ses membres pour un objet et une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9815)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (débat sur le rapport annuel ou sur les autres rapports de la Cour des Comptes) (p. 9816)

Ses explications de vote (p. 9816)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9816)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'adt n° 484 de M. Francis Vercamer (licenciements pour motif économique ; vice de procédure ; non-incidence sur la qualification) (p. 10519)

Après l'article 60 ter

Intervient sur l'adt n° 760 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de résident ; critère d'intégration ; suppression) (p. 10531)

Intervient sur l'adt n° 784 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de séjour temporaire ; parents d'enfants scolarisés en France) (p. 10533)

Intervient sur l'adt n° 783 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; titulaires de cartes de séjour temporaire ; délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 10533)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10535 et s.)

Reprend l'adt n° 281 de M. Serge Blisko (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 10538)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son intervention (p. 10541)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10542)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 792 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) (p. 10543)

Après l'article 66

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)

Intervient sur l'adt n° 752 de M. Serge Blisko (élections territoriales ; vote et éligibilité des étrangers) (p. 10546)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10060)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10060 et s.)

Emploi (p. 10060)

Politique économique : politique monétaire (p. 10060)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [25 novembre 2004] (p. 10068)

Son intervention (p. 10069)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11007)

Thèmes :

Associations (p. 11008)

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11008)

Défense : marine (p. 11007)

Défense : opérations extérieures (p. 11007)

Défense : professionnalisation (p. 11007)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11007)

Femmes : égalité professionnelle : militaires et assimilés (p. 11007)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11007)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11027 et s.)

Son sous-amendement n° 217 à l'adt n° 41 de la commission (p. 11027)

Article 2 (catégories concernées par le statut, conditions de fixation des statuts particuliers militaires)

Son intervention (p. 11032)

Son amendement n° 154 (p. 11032)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son amendement n° 155 (p. 11033)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Ses amendements n° 157, 156 et 158 (p. 11037 et s.)

Reprend l'adt n° 17 rectifié de M. Charles Cova (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) (p. 11039)

Article 7 (sujétions particulières à l'état militaire)

Son amendement n° 144 (p. 11040)

Article 10 (modalités de rémunération)

Son amendement n° 147 (p. 11059)

Article 13 (attribution d'un revenu de remplacement en cas de privation involontaire d'emploi)

Son intervention (p. 11062)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son intervention (p. 11064)

Avant l'article 18

Son amendement n° 163 (intitulé du chapitre IV : "Organismes consultatifs et de concertation") (p. 11065) : adopté (p. 11066)

Article 18 (architecture de la concertation)

Son intervention (p. 11066)

Article 19 (hiérarchie et grades militaires)

Son intervention (p. 11068)

Article 45 (positions statutaires des militaires)

Son amendement n° 148 (p. 11074)

Article 46 (caractéristiques de la position d'activité)

Son intervention (p. 11075)

Article 65 (reconversion)

Son intervention (p. 11079)

Son amendement n° 150 (p. 11080)

Article 88 (diverses dispositions transitoires)

Son amendement n° 161 (p. 11084)

Article 95 (modification des règles d'imputabilité au service des blessures et protection des magistrats participant à une opération extérieure)

Son intervention (p. 11089)

Son amendement n° 145 rectifié (p. 11090)

Ses explications de vote (p. 11091)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11091)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2057)**Article 10 (modalités de rémunérations)**

Son amendement n° 1 (p. 2058)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 314) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 325)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 315 et s.)

Conseil constitutionnel : Président (p. 316)

Constitution : régime présidentiel (p. 316)

Constitution : révision : référendums (p. 317)

Emploi : chômage (p. 317)

Etat : Nation : populisme (p. 321)

Etat : souveraineté (p. 315 et s.)

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 321 et s.)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 319)

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 320)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 321)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 318)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 317 et s.)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 317)

Union européenne : institutions communautaires (p. 318)

Union européenne : Parlement européen (p. 318)

Union européenne : parlements nationaux (p. 315 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 317 et s., 321)

Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 319)

Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 314 et s., 317 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel : révision (p. 321)

Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 320)

Union européenne : traité de Nice (p. 321)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (respect des langues régionales) (p. 415)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 418)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Arnaud Montebourg (ordonnances - article 38 de la Constitution : exclusion des mesures émanant d'une institution européenne et relevant du domaine de la loi) (p. 423)

Article 1er (autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)

Son amendement n° 30 : rejeté (p. 450)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article

88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 456)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 460)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son amendement n° 31 (p. 463)

Son intervention (p. 466)

Article 4 (champ d'application des règles d'autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son amendement n° 32 (p. 470)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)**Thèmes :**

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 2292)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2292)

Ses explications de vote (p. 2292)

Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2292)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2807) : rejetée (p. 2809)

Son intervention (p. 2809)

Thèmes :

Défense : militaires et assimilés : Institut de gestion sociale des armées (IGESA) (p. 2808, 2810)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs : ventes et échanges (p. 2810)

Gendarmerie : gendarmes : armes (p. 2809)

Parlement : rôle (p. 2807 et s.)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2811)**Titre**

Son intervention (p. 2813)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3688)

Thèmes :

Associations : fonctionnement (p. 3688)

Associations : fondations (p. 3688)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3689)

Etat : rôle (p. 3688)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3689)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent quarante-deux membres de l'Assemblée nationale (Quarantaine 2403)**[5 juillet 2005] (p. 4289)**

Son intervention (p. 4296)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4297)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4297)
 Impôt sur le revenu : barème (p. 4297)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4296)
 Politique générale : ordonnances (p. 4297)
 Politique générale : politiques communautaires (p. 4296)
 Politique générale : institutions (p. 4297, 4298)
 Politique générale : inégalités (p. 4296)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4296)
 Secteur public : services publics (p. 4297)
 Ses explications de vote (p. 4296)
 Le groupe Député-e-s Communistes et Républicains vote la censure (p. 4298)

Marie-George BUFFET

*Seine-Saint-Denis (4^{ème} circonscription)
 Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10993)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 885, posée le 5 octobre 2004. Entreprises. Délocalisations (J.O. Questions p. 7656). Supplée par M. Pierre Goldberg. Appelée le 5 octobre 2004. Lutte et prévention (p. 7448)

n° 1164, posée le 29 mars 2005. Transports. Transports sanitaires (J.O. Questions p. 3086). Appelée le 29 mars 2005. Ambulanciers, revendications (p. 2488)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [1^{er} février 2005] (p. 513)

Ses explications de vote (p. 515)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 516)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [6 avril 2005] (p. 2731)

Ses explications de vote (p. 2731)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2732)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2659)

Thèmes :

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 2662)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2661, 2663)
 Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 2660)

Politique économique : libéralisme (p. 2660 et s.)
 Secteur public : services publics (p. 2662)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2662)
 Union européenne : constitution européenne (p. 2660 et s.)
 Union européenne : directives : durée du travail (p. 2662)
 Union européenne : directives : services (p. 2662)

Déclaration du Gouvernement n° 2373 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur le Conseil européen

[15 juin 2005] (p. 3603)

Son intervention (p. 3608)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 3609)
 Etrangers : immigration (p. 3610)
 Parlement : rôle (p. 3609)
 Secteur public : services publics (p. 3609)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3609)
 Union européenne : constitution européenne (p. 3608)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3609)

Michel BULLARD

*Polynésie Française (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9200)

Thème avant la procédure des questions :

Outre-mer : Polynésie française (p. 9200 et s.)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9897)

Thèmes :

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9897)
 Finances publiques : fonds publics : développement économique (p. 9897)
 Outre-mer : Polynésie française : président (p. 9898)
 Outre-mer : Polynésie française : statistiques (p. 9897)
 Partis et mouvements politiques : indépendantistes (p. 9899)

Yves BUR
Bas-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 28 janvier 2005] (p. 1525)

Rapporteur pour avis du projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2216) [29 mars 2005]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances sur le projet de loi (n° 1830) de financement de la sécurité sociale pour 2005 [20 octobre 2004] (n° 1877)

Proposition de loi organique n° 2031 relative aux lois de financement de la sécurité sociale [13 janvier 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi organique (n° 2216), adopté par le Sénat, relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [13 avril 2005] (n° 2245)

Proposition de loi n° 2311 visant à exonérer de la taxe sur la valeur ajoutée l'ensemble des produits alimentaires solides [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Arnaud Montebourg : indique à M. Arnaud Montebourg que personne ne peut forcer le rapporteur à donner des explications qu'il n'a pas envie de donner [8 mars 2005] (p. 1798)

DÉBATS

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 149 (portée de la faillite personnelle)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) (p. 1798)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Industrie pharmaceutique. Médicaments, autorisation de mise sur le marché, contrôle [2 février 2005] (p. 608)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8515)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8515)
 Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8515)
 Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 8515)
 Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 8515)
 Sécurité sociale : déficit (p. 8515)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 8515)
 Sécurité sociale : prestations : agriculture (p. 8516)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission des finances (contrôle de la gestion hospitalière par la Cour des comptes) (p. 8612)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission des finances (non-déductibilité pour frais professionnels des contributions des employeurs au financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance) (p. 8622)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les alcools dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les tabacs dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation des droits sur l'alcool et sur le tabac) (p. 8625)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 35 rectifié de la commission des finances (prix des tabacs à rouler) (p. 8626)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de la commission des finances (prérogatives des caisses d'assurance maladie) (p. 8628)

Intervient sur l'adt n° 34 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers : indemnité forfaitaire au bénéfice des caisses d'assurance maladie) (p. 8628)

Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 8630)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des finances (financement du Fonds de solidarité vieillesse -FSV) (p. 8632)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8659)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP-)

Son intervention (p. 8672)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 8682)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 76 précédemment réservé de Mme Jacqueline Frayse (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688)

Article 14 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affectations iatrogènes et des infections nosocomiales - ONIAM -)

Son intervention (p. 8694 et s.)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 8696)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 44 troisième rectification précédemment réservé de la commission des finances (recouvrement des indus) (p. 8696)

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (recours à la procédure d'expertise médicale) (p. 8697)

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (indemnités journalières : contrôle) (p. 8697 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 46 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (simplification de la réglementation de gestion des indemnités journalières) (p. 8698 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : réglementation) (p. 8699 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 42 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (contribution forfaitaire du malade par acte : conditions d'application) (p. 8702)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8720 et s.)

Seconde délibération

Article 1er bis

Son amendement n° 1 (compétences de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes en matière de gestion des hopitaux) (p. 8743)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 59 quater

Son amendement n° 1031 précédemment réservé (projets de création et d'extension de tramways : simplifications administratives) : adopté (p. 10645)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 1er septies

Son amendement n° 548 (conditions d'accès à la CMU pour les handicapés résidant en Alsace-Moselle) : rejeté (p. 11218)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 383)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 383)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 383)

Constitution : article 88-6 (p. 383)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 383)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 383)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 383)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 384)

Union européenne : institutions communautaires (p. 383)

Union européenne : parlements nationaux (p. 383)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 963)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3058)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : amendements (p. 3059)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3058)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 3058)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3059)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3129, 3148, 3202)

Ses amendements n°s 310 et 308 (p. 3152, 3208)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3219 et s.)

Ses amendements n°s 309 et 311 (p. 3223, 3232)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 3234)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 164 rectifié de la commission des finances (débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 3235)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 3432)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 170 de la commission des finances (questionnaires parlementaires annuels relatifs à l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 3433)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3433)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 176 rectifié de la commission des finances (précisions sur le rapport de la Cour des comptes) (p. 3435)

Intervient sur l'ad t n° 175 de la commission des finances (coordination) (p. 3435)

Intervient sur l'ad t n° 177 de la commission des finances (saisine de la Cour des comptes et réponse dans un délai de huit mois) (p. 3435)

Intervient sur l'ad t n° 174 de la commission des finances (date de transmission par les caisses nationales d'assurance maladie des propositions relatives à l'évolution de leurs charges et produits) (p. 3437)

Intervient sur l'ad t n° 87 de la commission (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 3438)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 3445)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4568)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : équilibre financier (p. 4568)

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 4568)

Sécurité sociale : dépenses (p. 4568)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 79 à 82 (p. 4573, 4578 et s.)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 83 rectifié (p. 4597)

Dominique BUSSEREAU

*Charente-Maritime (4^{ème} circonscription)
Secrétaire d'Etat au budget et à la réforme budgétaire
puis Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et de la ruralité
puis Ministre de l'agriculture et de la pêche*

Est nommé Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole [18 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Didier Migaud. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Modulation, reconduction, perspectives [5 octobre 2004] (p. 7469)

M. Patrice Martin-Lalande. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Réforme [12 octobre 2004] (p. 7758)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [27 octobre 2004] (p. 8574)

M. Denis Merville. Impôts locaux. Taxe de redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Réforme, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8797)

M. Gilles Artigues. Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [16 novembre 2004] (p. 9433)

M. Robert Lamy. Saisies et sûretés. Hypothèques. Réforme, perspectives [23 novembre 2004] (p. 9912)

M. Marc Bernier. Animaux. Protection. Conditions de transport [1^{er} décembre 2004] (p. 10339)

M. Alain Suguenot. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 décembre 2004] (p. 10791)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10994)

M. Jacques Floch. Agriculture. Viticulture. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10998)

M. François Sauvadet. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [19 janvier 2005] (p. 107)

M. Jean-Marie Sermier. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [19 janvier 2005] (p. 109)

M. Philippe Dubourg. Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [2 février 2005] (p. 610)

M. Jean-Paul Anciaux. Agriculture. Aides de l'Etat. Contrôles, réglementation [9 février 2005] (p. 945)

Mme Pascale Gruny. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [15 février 2005] (p. 1099)

M. Philippe Folliot. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [2 mars 2005] (p. 1535)

M. Jacques Bobe. Agriculture. Calamités agricoles. Fonds d'assurance récolte, perspectives [2 mars 2005] (p. 1538)

M. Robert Lecou. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [23 mars 2005] (p. 2302)

M. Michel Diefenbacher. Agriculture. Exploitants. Formalités administratives, simplification [30 mars 2005] (p. 2591)

M. Jean Dionis du Séjour. Agriculture. Fruits et légumes. Prix, contrôle [6 avril 2005] (p. 2722)

M. Jean-Michel Ferrand. Agriculture. Fruits et légumes. Prix, contrôle [13 avril 2005] (p. 2906)

M. Philippe Dubourg. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [3 mai 2005] (p. 3048)

M. Serge Roques. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [4 mai 2005] (p. 3146)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Depierre. Enseignement. Etablissements. Distributeurs automatiques de boissons et produits alimentaires, suppression, conséquences [5 octobre 2004] (p. 7446)

M. Max Roustan. Transports ferroviaires. SNCF. Pratiques commerciales [5 octobre 2004] (p. 7447)

Mme Marie-George Buffet. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [5 octobre 2004] (p. 7448)

Mme Marguerite Lamour. Elevage. Bâtiments. Mise aux normes, aides de l'Etat [8 mars 2005] (p. 1714)

M. Stéphane Demilly. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1715)

Mme Arlette Franco. Elevage. Ovins. Dégâts causés par les chiens, lutte et prévention [29 mars 2005] (p. 2480)

M. Yannick Favennec. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Aides, conditions d'attribution [29 mars 2005] (p. 2481)

M. André Chassaing. Aquaculture et pêche professionnelle. Pisciculture. Cotisations. Comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture (CIPA), champ d'application [29 mars 2005] (p. 2482)

M. Gérard Cherpion. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Prairies permanentes, réglementation [29 mars 2005] (p. 2482)

Mme Josette Pons. Agroalimentaire. Viticulture. Caves coopératives, permis de construire, réglementation [3 mai 2005] (p. 3014)

M. William Dumas. Recherche. Institut national de recherche agronomique (INRA). Station de Saint-Christol-lez-Alès, délocalisation, perspectives [3 mai 2005] (p. 3015)

M. René André. Chasse et pêche. Pêche. Réglementation, Manche [3 mai 2005] (p. 3015)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Augustin Bonrepaux : "comprend le sens de la remarque" de M. Bonrepaux et "se réjouit" à la perspective de "passer de longs mois" ensemble" [5 octobre 2004] (p. 7474)

M. Augustin Bonrepaux : rappelle à M. Bonrepaux que les documents budgétaires lui ont été adressés et qu'il est de bonne politique d'écouter tous les intervenants puis de répondre globalement [5 octobre 2004] (p. 7475)

M. Jean-Pierre Brard : indique que la directrice de la législation fiscale s'est exprimée "après avoir demandé l'autorisation" du ministre d'Etat et "qu'elle a donc bien parlé" [21 octobre 2004] (p. 8230)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Sa réponse (p. 7497)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf. supra) [5 octobre 2004] (p. 7473, 7475)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7498 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 7499)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7498 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7498)

Finances publiques : recettes (p. 7498)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7499 et s.)

Finances publiques : reports (p. 7498)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7497 et s.)

Lois de règlement (p. 7497)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7497 et s.)

Président de la République : crédits (p. 7500)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8076, 8155, 8158, 8173)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8101)

Sa réponse (p. 8197)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8079, 8197)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8079)

Energie et carburants : pétrole (p. 8197 et s.)

Entreprises : investissements (p. 8198)
 Etat : patrimoine : gestion (p. 8200)
 Etat : réforme (p. 8199)
 Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 8077)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8076, 8197 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8076 et s., 8199)
 Finances publiques : dette publique (p. 8197)
 Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvements (p. 8198)
 Finances publiques : procédure budgétaire (p. 8077)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8197)
 Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition (p. 8197)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8198)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8199)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8199 et s.)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8200)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8077 et s., 8200)
 Outre-mer : crédits (p. 8201)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8076)
 Politique économique : intelligence économique (p. 8200)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8200)
 Produits dangereux : amiante : indemnisation des victimes (p. 8200)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8200)
 Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8200)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8078)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8226 et s.)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) (p. 8230)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 47 de M. Michel Raison (micro-foncier : plafond porté à 25 000 €) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 48 de M. Michel Raison (micro-foncier : abattement porté à 45 %) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 101 de M. Hervé Mariton (exonération de la location en meublé d'une partie de la résidence principale : extension aux locations consenties à des étudiants) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 30 de M. Sébastien Huyghe ("impatriés" : exonération des revenus perçus avant leur arrivée en France) (p. 8235)
 Intervient sur l'adt n° 134 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité des primes) (p. 8235)
 Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Luc Warsmann (frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail : déduction dans la limite de 60 kilomètres) (p. 8235)
 Intervient sur l'adt n° 243 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) (p. 8237)
 Intervient sur l'adt n° 248 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8239)
 Intervient sur l'adt n° 249 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) (p. 8241)
 Intervient sur l'adt n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8241)
 Intervient sur l'adt n° 224 de M. Pascal Terrasse (cotisations syndicales : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8244)
 Intervient sur l'adt n° 263 de M. Pascal Terrasse (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245)
 Intervient sur l'adt n° 226 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et majoration de l'avantage fiscal) (p. 8246)
 Intervient sur l'adt n° 225 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : majoration de la réduction d'impôt) (p. 8246)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8248)
 Intervient sur l'adt n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 8251)
 Intervient sur l'adt n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8251)
 Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu imposable excède le montant de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 8254)
 Intervient sur l'adt n° 260 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8255)
 Intervient sur l'adt n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8256)
 Intervient sur l'adt n° 258 de M. Jean-Claude Viollet (travailleurs bénévoles dans des organismes sociaux : institution d'un crédit d'impôt) (p. 8257)
 Intervient sur l'adt n° 257 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt - taux porté à 70 % et plafond à 600 €) (p. 8258)
 Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8262)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8264)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Augustin Bonrepaux (prime pour l'emploi : doublement du taux) (p. 8266)
 Intervient sur l'adt n° 227 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : majoration d'un milliard d'euros) (p. 8266)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8267)

Article 6 (neutralisation des conséquences fiscales de la mensualisation du paiement des pensions des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 8268)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Alain Marleix (rentes d'incapacité permanente servies aux agriculteurs : exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 8269)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8277)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) (p. 8278)
 Intervient sur l'adt n° 34 de M. Étienne Mourrut (acquisition de petits matériels - déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) (p. 8278)
 Intervient sur l'adt n° 195 de M. Philippe Feneuil (viticulture - châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges - article 39/4 du code général des impôts) (p. 8278)
 Intervient sur l'adt n° 44 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) (p. 8278)
 Intervient sur l'adt n° 38 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) (p. 8278)
 Intervient sur l'adt n° 39 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)
 Intervient sur l'adt n° 433 de M. Gérard Voisin (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)
 Intervient sur l'adt n° 474 rectifié de M. Alain Ferry (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)
 Intervient sur l'adt n° 228 de M. Hervé Mariton (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à sept ans) (p. 8279)
 Intervient sur l'adt n° 40 de M. Étienne Mourrut (jeunes agriculteurs - article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) (p. 8279)

- Intervient sur l'ad t n° 229 rectifié de M. Hervé Mariton (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8279)
- Intervient sur l'ad t n° 54 rectifié de M. Alain Marleix (régime des bénéficiaires agricoles – application : recettes accessoires portées à 50 % des recettes agricoles et limite augmentée de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 33 rectifié de M. Étienne Mourrut (régime des bénéficiaires agricoles – application : plafond des recettes accessoires porté de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 79 rectifié de M. Thierry Mariani (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 161 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 240 de M. Michel Bouvard (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 496 de M. Francis Hillmeyer (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)
- Intervient sur l'ad t n° 500 de M. Richard Mallié (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 13 800 € et de 36 fois le SMIC mensuel pour les adhérents des centres et associations de gestion agréés) (p. 8281)
- Intervient sur l'ad t n° 247 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale – réduction d'impôt : définition des travaux de réhabilitation – réservation de 15 % des logements au personnel saisonnier) (p. 8281)
- Intervient sur l'ad t n° 244 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les stations de moins de 5000 lits ayant engagé une procédure de réhabilitation - réduction d'impôt) (p. 8281)
- Intervient sur l'ad t n° 245 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme situées dans le périmètre d'intervention d'un établissement public chargé de l'aménagement d'une agglomération nouvelle - réduction d'impôt) (p. 8282)
- Intervient sur l'ad t n° 132 de M. Michel Bouvard (chèques-vacances : exonération pour le salarié des versements provenant des comités d'entreprise effectués sans condition de ressources) (p. 8283)
- Intervient sur l'ad t n° 133 de M. Michel Bouvard (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 8283)
- Article 9 (allègement des droits de succession)**
Son intervention (p. 8305)
- Après l'article 9**
Intervient sur l'ad t n° 511 de M. Claude Gagnol (cessions de fonds de commerce : exonération des plus-values) (p. 8311)
- Intervient sur l'ad t n° 45 de M. Michel Raison (droits de mutation à titre gratuit – ascendants et enfants : abattement porté de 46 000 € à 80 000 €) (p. 8312)
- Intervient sur l'ad t n° 137 de M. Michel Bouvard (établissements hôteliers et centres de vacances privés situés dans des zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8312)
- Intervient sur l'ad t n° 58 de M. Hervé Mariton (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 %) (p. 8313)
- Intervient sur l'ad t n° 289 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par application du régime forestier) (p. 8313)
- Intervient sur l'ad t n° 290 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par assimilation des zones truffières aux bois) (p. 8313)
- Intervient sur l'ad t n° 135 de M. Michel Bouvard (personnes décédées lors de catastrophes naturelles ou d'accidents collectifs de transports : exonération des successions) (p. 8314)
- Intervient sur l'ad t n° 287 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 8314)
- Intervient sur l'ad t n° 288 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 € pour les contrats conclus à partir du 20 octobre 2004) (p. 8314)
- Intervient sur l'ad t n° 444 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : suppression de l'exonération des droits de mutation) (p. 8316)
- Intervient sur l'ad t n° 445 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : exonération des droits de mutation en cas de revente dans l'année) (p. 8317)
- Intervient sur l'ad t n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8319)
- Intervient sur l'ad t n° 26 de M. François Guillaume (ISF : suppression et relèvement des taux des quatre dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu – taux marginal de 60,11 %) (p. 8320)
- Intervient sur le sous-ad t n° 518 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de l'ISF) à l'ad t n° 26 de M. François Guillaume (p. 8320)
- Intervient sur l'ad t n° 367 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des biens professionnels pour 50 % de leur valeur corrigée par l'évolution du ratio masse salariale/valeur ajoutée) (p. 8321)
- Intervient sur l'ad t n° 96 de M. Philippe Auberger (ISF – résidence principale : exonération) (p. 8322)
- Intervient sur l'ad t n° 368 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – intégration des œuvres d'art : forfait de 3 % à défaut de justification d'une valeur inférieure) (p. 8324)
- Intervient sur l'ad t n° 284 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)
- Intervient sur l'ad t n° 369 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)
- Intervient sur l'ad t n° 285 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – souscriptions au capital de PME : suppression de l'exonération) (p. 8330)
- Intervient sur l'ad t n° 402 de M. Hervé Morin (ISF : qualification de biens professionnels en cas d'activité dans plusieurs sociétés) (p. 8331)
- Intervient sur l'ad t n° 2 de la commission (ISF : actualisation du barème) (p. 8331)
- Intervient sur l'ad t n° 517 du Gouvernement (ISF : actualisation du barème) (p. 8331)
- Intervient sur l'ad t n° 147 de M. Hervé Novelli (ISF : réduction à hauteur des souscriptions au capital de PME – plafonnement à 50 % du montant de l'impôt) (p. 8333)
- Intervient sur l'ad t n° 146 de M. Hervé Novelli (redevables de l'ISF : réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 25 % du montant des souscriptions au capital de PME plafonnées à 200 000 €) (p. 8333)
- Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)**
Son intervention (p. 8337)
- Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)**
Son intervention (p. 8345 et s.)
- Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)**
Son intervention (p. 8350 et s.)
- Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)**
Son intervention (p. 8357 et s.)
- Après l'article 13**
Intervient sur l'ad t n° 23 rectifié de M. Hervé Mariton (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) (p. 8358)
- Intervient sur l'ad t n° 131 de M. Michel Bouvard (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) (p. 8358)
- Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)**
Son intervention (p. 8361 et s.)
- Article 15 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)**
Son intervention (p. 8363 et s.)
- Après l'article 15**
Intervient sur l'ad t n° 404 de M. Charles de Courson (taxe sur les salaires : exonération des rémunérations des personnes recrutées pour une durée indéterminée ou titularisées) (p. 8365)
- Article 16 (prorogation et aménagement du remboursement partiel applicable au gazole utilisé par les entreprises de transport routier de marchandises)**
Son intervention (p. 8365 et s.)
- Après l'article 16**

Intervient sur l'ad t n° 525 du Gouvernement (TIPP - remboursement : exploitants agricoles et transport de voyageurs) (p. 8365)

Intervient sur l'ad t n° 215 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8368)

Intervient sur l'ad t n° 301 de M. David Habib (biocarburants : suppression de la TIPP) (p. 8369)

Intervient sur l'ad t n° 513 de M. Gilles Carrez (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8369)

Intervient sur l'ad t n° 213 de M. David Habib (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Intervient sur l'ad t n° 412 troisième rectification de M. Charles de Courson (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Intervient sur l'ad t n° 379 de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés indexée sur la hausse du baril) (p. 8373)

Intervient sur l'ad t n° 6 de la commission (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 8373)

Intervient sur l'ad t n° 141 de M. Michel Bouvard (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 8373)

Intervient sur l'ad t n° 446 de M. Augustin Bonrepaux (sociétés pétrolières : taxe exceptionnelle) (p. 8374)

Article 17 (transfert transfrontalier du siège statutaire d'une société)

Son intervention (p. 8374)

Article 19 (modification du régime de la provision pour hausse des prix)

Son intervention (p. 8375)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 8376 et s.)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Son intervention (p. 8378 et s.)

Article 22 (réforme du régime applicable aux contrats d'assurance-vie investis en actions)

Son intervention (p. 8381)

Article 23 (ouverture du plan d'épargne en actions (PEA) aux titres de sociétés ou d'OPCVM situés dans les Etats membres de l'Espace économique européen)

Son intervention (p. 8381)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad t n° 235 de M. Patrice Martin-Lalande (production audiovisuelle : bénéfice du crédit d'impôt-cinéma) (p. 8382)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8396 et s.)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son intervention (p. 8406 et s.)

Article 26 précédemment réservé (transposition des mesures transitoires relatives à l'adhésion à l'Union européenne des dix nouveaux Etats membres en matière de lutte contre la fraude sur les tabacs manufacturés)

Son intervention (p. 8463)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad t n° 441 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (buralistes frontaliers : crédit d'impôt) (p. 8464)

Intervient sur l'ad t n° 22 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Decool (tabac - achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8464)

Intervient sur l'ad t n° 442 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (tabac - achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8465)

Intervient sur l'ad t n° 465 précédemment réservé de M. Charles de Courson (tabac - achats transfrontaliers : limitation à 800 cigarettes) (p. 8465)

Article 27 précédemment réservé (modalités de financement des centres techniques industriels et des comités professionnels pour le développement économique)

Son intervention (p. 8465)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 440 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (redressement et liquidation judiciaires : suppression de l'article L 627-3 du code de commerce relatif aux avances faites par le Trésor public) (p. 8466)

Intervient sur l'ad t n° 371 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (régime du bénéfice mondial : avantage limité à 20 % de l'impôt normalement dû) (p. 8466)

Intervient sur l'ad t n° 136 rectifié précédemment réservé de M. Michel Bouvard (location de logements sociaux aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 8467)

Intervient sur l'ad t n° 291 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8468)

Intervient sur l'ad t n° 405 précédemment réservé de M. Charles de Courson (maisons individuelles vendues en état de futur achèvement : droit d'enregistrement de 4,8 % sur le terrain substitué à la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'ad t n° 53 précédemment réservé de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de trois mètres : déductibilité de la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'ad t n° 52 précédemment réservé de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'ad t n° 381 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA : taux normal ramené à 18,6 % et relèvement des taux de l'impôt sur les sociétés et des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 8469)

Intervient sur l'ad t n° 82 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8471)

Intervient sur l'ad t n° 184 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8471)

Intervient sur l'ad t n° 266 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (bicyclettes : TVA au taux réduit sur les petits services de réparation) (p. 8471)

Intervient sur l'ad t n° 264 rectifié précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 108 troisième rectification précédemment réservé de M. Jean-Louis Christ (livraisons d'énergie fournies par les réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 109 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Louis Christ (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 223 précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit dans les quatre mois de l'entrée en vigueur de la directive communautaire) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 222 précédemment réservé de M. François Dosé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit même si le contrat ne porte que sur une de ces prestations) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 384 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit lorsque les prestations sont scindées par nature entre plusieurs collectivités) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 382 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés par la géothermie et la cogénération : TVA au taux réduit) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 383 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie éolienne : TVA au taux réduit) (p. 8474)

Intervient sur l'ad t n° 81 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) (p. 8474)

Intervient sur l'ad t n° 239 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) (p. 8474)

Intervient sur l'ad t n° 91 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (dépenses de logement et d'hébergement : déductibilité de la TVA) (p. 8474)

Intervient sur l'ad t n° 185 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (remboursement des crédits de TVA : délai de trente jours) (p. 8475)

Intervient sur l'ad t n° 373 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8475)

Intervient sur l'ad t n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (associations - taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 8476)

Intervient sur l'ad^t n° 87 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) (p. 8476)

Intervient sur l'ad^t n° 499 précédemment réservé de M. Francis Hillmeyer (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) (p. 8476)

Intervient sur l'ad^t n° 509 précédemment réservé du Gouvernement (HLM - fiscalité : modalités d'application de la réforme) (p. 8476)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad^t n° 449 rectifié de M. Alain Joyandet (fonds de modernisation de la presse : taux de la taxe sur la publicité hors médias porté de 1 % à 2,25 %) (p. 8477)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'ad^t n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8478)

Intervient sur l'ad^t n° 530 du Gouvernement (p. 8480)

Article 8 sexies (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 8480 et s.)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Son intervention (p. 8498)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8503)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad^t n° 124 de la commission (charges sur les messages publicitaires et le parrainage) (p. 9661)

Intervient sur l'ad^t n° 136 rectifié de la commission des affaires économiques (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'ad^t n° 206 de M. Michel Françaix (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'ad^t n° 134 de la commission des affaires économiques (affectation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique ; radios associatives locales) (p. 9663)

Intervient sur l'ad^t n° 125 de la commission (transmission des contrats d'objectifs et de moyens à la commission parlementaire compétente) (p. 9664)

Intervient sur l'ad^t n° 126 de la commission (transmission élargie à la commission des finances du rapport concernant les contrats d'objectifs et de moyens) (p. 9664)

Intervient sur l'ad^t n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9665)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Son intervention (p. 9644)

Sa réponse (p. 9647)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : commerce équitable (p. 9646)

Commerce extérieur : généralités (p. 9646)

Commerce extérieur : organismes : réforme (p. 9646)

Entreprises : délocalisations (p. 9646)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportation (p. 9646)

Etat : Monnaies et médailles (p. 9645)

Finances publiques : dette publique (p. 9647)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 9647)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9646 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : commerce extérieur (p. 9646)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : effectifs (p. 9644 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : informatique (p. 9645)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : intéressement et participation (p. 9645)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9644 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : patrimoine (p. 9645)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : rapports avec les administrés (p. 9645)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 9647)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : réforme (p. 9644)

Réponses aux questions :

Produits dangereux : amiante : indemnisation des victimes (p. 9647) (M. Gérard Charasse) (p. 9647)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9647)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre Ier

Son intervention (p. 9647 et s.)

Etat B, titre II

Son intervention (p. 9648 et s.)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad^t n° 188 de M. Didier Migaud (politique de soutien aux exportations : rapport du Gouvernement) (p. 9650)

Intervient sur l'ad^t n° 211 du Gouvernement (conseillers de chambres régionales des comptes : prorogation des recrutements complémentaires jusqu'en 2010) (p. 9650)

Intervient sur l'ad^t n° 153 rectifié de M. René Dosière (traitement du Président de la République : fixation) (p. 9651)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Intervient sur l'ad^t n° 252 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (taxe affectée au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz : exonération des tours de chant, concerts et spectacles de musique traditionnelle) (p. 9820)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9822 et s.)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad^t n° 8 de M. Antoine Herth (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : pérennisation de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable et extension aux contrats d'agriculture durable) (p. 9832)

Intervient sur l'ad^t n° 220 de M. Pierre-Christophe Baguet (personnes âgées dépendantes hébergées en établissement – réduction d'impôt : relèvement de 3 000 € à 5 000 € du plafond des dépenses et extension à l'hébergement) (p. 9832)

Intervient sur l'ad^t n° 19 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement de 2004) (p. 9833)

Intervient sur l'ad^t n° 18 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement) (p. 9833)

Intervient sur l'ad^t n° 175 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt de 75 %) (p. 9833)

Intervient sur l'ad^t n° 174 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : réduction d'impôt de 75 %) (p. 9833)

Intervient sur l'ad^t n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9835)

Intervient sur le sous-ad^t n° 257 rectifié du Gouvernement (restitution du crédit d'impôt excédant le montant de la cotisation) à l'ad^t n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9835)

Intervient sur l'ad^t n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9836)

Intervient sur le sous-ad^t n° 260 de M. Louis Giscard d'Estaing (extension aux couples) à l'ad^t n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9836)

Intervient sur le sous-ad^t n° 266 de M. Hervé Mariton (maintien de la réduction d'impôt) à l'ad^t n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9836)

Article 64 (exonération des rémunérations versées aux jeunes au titre d'activités exercées à l'occasion des congés scolaires ou universitaires)

Son intervention (p. 9838 et s.)

Après l'article 64

Intervient sur l'ad n° 216 de M. Pierre-Christophe Baguet (locations consenties à des étudiants : abattement de 20 %) (p. 9839)

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Gérard Bapt (investissements des entreprises pour l'environnement : institution d'une provision) (p. 9840)

Intervient sur l'ad n° 156 rectifié de la commission (artistes amateurs – défraiements : exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales) (p. 9840)

Article 65 (crédit d'impôt en faveur du développement durable pour les dépenses d'équipements de l'habitation principale)

Son intervention (p. 9840 et s.)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad n° 178 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – report d'imposition de créances constituées antérieurement à l'exercice en société : pérennisation du dispositif prévu à l'article 202 quater du code général des impôts) (p. 9841)

Intervient sur l'ad n° 177 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – sociétés d'exercice libéral : option pour le régime des sociétés de personnes) (p. 9841)

Après l'article 68

Intervient sur l'ad n° 140 de M. Louis Giscard d'Estaing (investissements de téléphonie mobile dans les « zones blanches » : prorogation jusqu'en 2006 des attributions du fonds de compensation pour la TVA) (p. 9850)

Intervient sur l'ad n° 148 de M. Michel Raison (communes « casinotières » : plafonnement de la part perçue sur le prélèvement d'Etat à 10 % des recettes de fonctionnement, dotations de coopération intercommunale incluses) (p. 9851)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Patrick Balkany (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de bases de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9852)

Intervient sur l'ad n° 168 de M. Paul Quilès (dégrèvement d'impôts locaux – taxe d'habitation : extension aux allocataires du RMA et dégrèvement de la taxe sur les propriétés bâties pour les allocataires du RMI et du RMA) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 142 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice et pendant après avoir exercé deux ans à temps partiel) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 143 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 165 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (diffuseurs de presse – taxe professionnelle : modalités de calcul des recettes) (p. 9855)

Intervient sur l'ad n° 67 de M. Gabriel Biancheri (équipements destinés à satisfaire les normes environnementales : non prise en compte dans les bases de taxe professionnelle) (p. 9855)

Intervient sur l'ad n° 31 deuxième rectification de M. Pierre-Christophe Baguet (diffuseurs de presse – taxe professionnelle : abattement sur les bases) (p. 9856)

Intervient sur l'ad n° 157 rectifié de la commission (organismes à but non lucratif – taxe professionnelle : valeurs locatives) (p. 9856)

Intervient sur l'ad n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour personnes âgées ou handicapées – impôts locaux : non prise en compte dans les valeurs locatives) (p. 9857)

Intervient sur l'ad n° 42 rectifié de M. François Asensi (aéroports – valeur locative : limitation du champ de l'abattement) (p. 9858)

Intervient sur l'ad n° 158 de la commission (taxe professionnelle – évaluation des actifs par le tribunal de commerce : interdiction de procéder à un redressement) (p. 9858)

Intervient sur l'ad n° 129 de M. Michel Bouvard (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 167 de M. Didier Migaud (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 53 de M. Gérard Dubrac (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression de l'exonération pour raison de distance) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 26 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : libre fixation du taux) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 7 de M. François Dosé (taxe d'enlèvement des ordures ménagères des EPCI : suppression de l'obligation de vote d'un taux et non d'un produit) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 208 rectifié de M. Guy Geoffroy (syndicats d'agglomération nouvelle : fixation du taux de taxe professionnelle) (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 256 de M. Gilles Carrez (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : prise en compte des amortissements afférents aux investissements effectués en 2004 et 2005) (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 36 de M. Jean-Christophe Lagarde (changement de classement de locaux : information du contribuable par l'administration) (p. 9862)

Intervient sur l'ad n° 101 de M. Yves Censi (casinos – organisation de manifestations sportives : application du régime des manifestations artistiques) (p. 9862)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Alain Gouriou (France Télécom – collectivités d'implantation : taxe professionnelle) (p. 9862)

Intervient sur l'ad n° 25 rectifié de M. Axel Poniatowski (sociétés réalisant plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à l'export : exonération de taxe professionnelle) (p. 9862)

Article 69 (modification des dispositions de l'article 209 B du code général des impôts)

Son intervention (p. 9863 et s.)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad n° 179 de M. Gérard Bapt (taxe générale sur les activités polluantes : réduction de 50 % pour les entreprises bénéficiant d'une certification environnementale) (p. 9863)

Intervient sur l'ad n° 34 de M. Augustin Bonrepaux (régime du bénéfice mondial : agrément après information des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 9864)

Intervient sur l'ad n° 234 de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) (p. 9864)

Intervient sur l'ad n° 192 de M. Patrick Bloche (marchands de biens – ventes à la découpe : délai de revente ramené de 4 ans à un an pour l'exonération des droits de mutation) (p. 9865)

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Jean-Claude Viollet (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 9865)

Intervient sur l'ad n° 169 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 170 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 20 de M. Thierry Mariani (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 225 rectifié du Gouvernement (banques : relations avec les clients – loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 dite MURCEF) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 6 de M. Louis Giscard d'Estaing (commissions départementales des impôts directs : extension de leurs compétences) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 79 rectifié de M. Michel Bouvard (rescrit fiscal) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 161 rectifié de la commission (communication des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 209 de M. Michel Bouvard (chèques vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 187 de M. Didier Migaud (rapport du Gouvernement sur l'action de la France dans les organismes internationaux : possibilité de débat) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 235 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA : intérêts de retard sur le solde de la compensation attribuée aux départements) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 250 du Gouvernement (ANVAR et groupe Banque de développement des PME) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 251 rectifié du Gouvernement (mineurs licenciés pour participation aux grèves d'octobre-novembre 1948 : prestations de chauffage et de logement) (p. 9869)

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) (p. 9869)

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Jean-Louis Dumont (buralistes : rapport du Gouvernement) (p. 9870)

Avant l'article 70

Intervient sur l'ad n° 255 de M. Marc Le Fur (déclaration d'impôt sur le revenu : justificatifs pour des réductions d'impôt – dispense de production) (p. 9870)

Intervient sur l'ad n° 47 de Mme Françoise Branget (commission de réduction des dépenses publiques) (p. 9870)

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Hervé Morin (prix du pétrole : rapport du Gouvernement sur les conséquences de son augmentation) (p. 9871)

Article 70 (conditions d'engagement de dépenses par anticipation)

Son intervention (p. 9871)

Après l'article 70

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Gilles Carrez (abrogation de dispositions devenues obsolètes du fait de l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances ou reprises dans celle-ci) (p. 9871)

Intervient sur l'adt n° 162 de la commission (Caisse des dépôts et consignations : désignation des commissaires aux comptes) (p. 9871)

Intervient sur l'adt n° 263 rectifié du Gouvernement (agriculteurs corses endettés : prise en charge partielle par l'Etat des intérêts dus) (p. 9871)

Article 59 et état F annexé (crédits évaluatifs)

Son intervention (p. 9872)

Article 60 et état G annexé (crédits provisionnels)

Son intervention (p. 9872)

Après l'article 73

Intervient sur l'adt n° 144 deuxième rectification précédemment réservé de M. Hervé Mariton (stationnement payant) (p. 9873)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement et réserve des votes sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et les amendements qui s'y rapportent

Son intervention (p. 9873)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9876)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Sa réponse (p. 9805)

Thèmes :

Justice : Cour des comptes (p. 9805)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9805)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle (p. 9805)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 9805)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)

Son intervention (p. 9807 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission spéciale (plafonds d'autorisation d'emplois : application aux organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9808)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Charles de Courson (projets de lois de finances : présentation en équilibre de fonctionnement à compter de 2008) (p. 9810)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Marc Le Fur (dépenses fiscales : création par les seules lois de finances) (p. 9811)

Intervient sur l'adt n° 5 de la commission (questionnaires budgétaires : date limite de réponse au 10 octobre) (p. 9811)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Hervé Mariton (questionnaires budgétaires : réponses devant tenir compte des dispositions de la loi de finances de l'année à venir) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Charles de Courson (prévision mensuelle des recettes) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 18 du Gouvernement (lois de finances : mention du nombre des emplois rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 23 du Gouvernement (lois de règlement : mention du nombre des emplois effectivement rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9812)

Intervient sur le sous-adt n° 22 de M. Gilles Carrez (présentation indicative des emplois) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9813)

Intervient sur le sous-adt n° 24 de M. Michel Bouvard (justification des variations constatées par rapport à l'année précédente) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9813)

Intervient sur le sous-adt n° 25 de M. Gilles Carrez (présentation des emplois) à l'adt n° 23 du Gouvernement (p. 9813)

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la commission des finances d'un de ses membres pour un objet et

une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9816)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (débat sur le rapport annuel ou sur les autres rapports de la Cour des Comptes) (p. 9816)

C

Christian CABAL

*Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 30 : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (recherche et nouvelles technologies) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Espace. Politique spatiale. Perspectives [15 février 2005] (p. 1096)
Industrie. Construction aéronautique. Avion A 380, commercialisation, perspectives [3 mai 2005] (p. 3046)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : compétitivité (p. 8929)

Recherche : emploi (p. 8928)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 8928, 8929)

Recherche : chercheurs (p. 8928)

Recherche : crédits (p. 8928)

Recherche : innovation (p. 8927)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 8928)

Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 8928)

Dominique CAILLAUD

*Vendée (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9481)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : formation professionnelle (p. 9482)

Défense : professionnalisation (p. 9482)

Recherche (p. 9481)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9320)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 9320 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : effectifs (p. 9320)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports ferroviaires (p. 9320)

Transports ferroviaires : SNCF : transport de marchandises (p. 9320)

François CALVET

*Pyrénées-Orientales (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Trafic. Rapport, conclusions [19 janvier 2005] (p. 113)

Ordre public. Maintien. Perpignan [14 juin 2005] (p. 3541)

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

*Paris (20^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Bernard CARAYON

*Tarn (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 34 : Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale, renseignement, environnement et prospective de la défense) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les outils de la politique industrielle [10 mai 2005] (n° 2299)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, violences et racisme, lutte et prévention [30 novembre 2004] (p. 10256)

Services. Services à domicile. Développement, perspectives [16 février 2005] (p. 1202)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 989, posée le 21 décembre 2004. Personnes âgées. Etablissements d'accueil (J.O. Questions p. 10105). Appelée le 21 décembre 2004. Personnel soignant, recrutement, réglementation (p. 11280)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8186)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 8186)

Politique économique : intelligence économique (p. 8186)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9380)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 9380)

Politique économique : mondialisation (p. 9380)

Union européenne : Parlement européen (p. 9380)

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9477)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : effectifs (p. 9478)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 9477 et s.)

Ordre public : terrorisme (p. 9477)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Son intervention (p. 9643)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : généralités (p. 9643)

Commerce extérieur : organismes : réforme (p. 9643)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportation (p. 9643)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : routes : Midi-Pyrénées (p. 9339)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 9563)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) : crédits budgétaires (p. 9562)

Etat : sûreté de l'Etat : informatique (p. 9563)

Politique économique : intelligence économique (p. 9562)

Procédure des questions :

Politique économique : intelligence économique (p. 9583)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9586)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9589 et s.)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8826)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : souveraineté : intelligence économique (p. 8827)

Politique économique : intelligence économique (p. 8827)

Politique économique : intelligence économique : formation professionnelle (p. 8827)

Politique économique : intelligence économique : préfetures (p. 8826)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 12 A

Son sous-amendement n° 395 deuxième rectification (de précision) à l'ad t n° 131 rectifié de la commission (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) : retiré (p. 2559)

Son amendement n° 390 rectifié (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) : devenu sans objet (p. 2559)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4248)

Thèmes :

Entreprises : transmission (p. 4248)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention (p. 4248)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 22

Intervient sur l'adit n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)

Intervient sur l'adit n° 142 de la commission des finances (exonération des droits de mutation) (p. 4433)

Thierry CARCENAC
Tarn (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 20 : Economie, finances et industrie (services financiers, monnaies et médailles) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9640)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 9641)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 9641 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : effectifs (p. 9640)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : informatique (p. 9641)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : intéressement et participation (p. 9640 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9640 et s.)

Pierre CARDO

Yvelines (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2901)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 939, posée le 30 novembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9297). Appelée le 30 novembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 10232)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9524)

Emploi : jeunes (p. 9524)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 9524)

Politique sociale : insertion (p. 9524)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9524)

Travail : crédits (p. 9523)

Procédure des questions :

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9540)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe : accueil (p. 9541)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 9549)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9968)

Son intervention (p. 10021)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 10023)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9968)

Emploi : chômage (p. 10021, 10022)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 10021)

Emploi : création d'emplois (p. 9968)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 10022)

Emploi : entreprises d'insertion (p. 9968)

Logement : logement social (p. 9968)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 10021)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 10022)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)*

Son intervention (p. 10089 et s.)

Son amendement n° 950 (p. 10089)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 469 de M. Francis Vercaemer (curriculum vitae des candidats à l'embauche ; obligation de conservation ; durée) (p. 10115)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son amendement n° 951 (p. 10116)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 869 de M. Francis Vercamer (actions de formation professionnelle ; tutorat ; valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10117)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10123)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)

Son intervention (p. 10125)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10128)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10280 et s.)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 289 de M. Nicolas Perruchot (rapport au Parlement sur le bilan du contrat d'insertion des jeunes dans la vie sociale - CIVIS) (p. 10284)

Intervient sur l'ad n° 707 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur le bilan du programme d'insertion des jeunes TRACE) (p. 10284)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10396)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son amendement n° 952 (p. 10405)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10423 et s.)

Après l'article 60 ter

Intervient sur l'ad n° 760 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de résident ; critère d'intégration ; suppression) (p. 10532)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10537)

Son amendement n° 947 rectifié (p. 10539)

Après l'article 61

Son amendement n° 948 rectifié (étrangers ; cartes de résident ; condition d'intégration) : retiré (p. 10540)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10542)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad n° 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)

Après l'article 49 bis

Intervient sur l'ad n° 498 précédemment réservé de M. Christian Decocq (fiches industrielles ; travaux de réhabilitation ; taux réduit de TVA) (p. 10595)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10625 et s.)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)

Son intervention (p. 10639)

Ses amendements n°s 938 et 939 (p. 10641 et s.)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son intervention (p. 992)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1056)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1242)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1331)

Article 8 et rapport annexé

Son intervention (p. 1342 et s.)

Son amendement n° 425 (p. 1369)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 92 (comités de créanciers)

Son amendement n° 620 (p. 1752)

Article 99 (champ d'application de la procédure de redressement judiciaire)

Son amendement n° 569 (p. 1757)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Ses amendements n°s 570 et 571 (p. 1759)

Après l'article 142

Intervient sur l'ad n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1791 et s.)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [15 mars 2005] (p. 1997)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1998)

Christophe CARESCHE

Paris (18^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes.
Délinquance, évolution, fiabilité [9 mars 2005] (p. 1835)
Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [22 juin 2005] (p. 3801)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE****I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)***Procédure des questions :*

Enseignement : Paris (p. 9014)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)***Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : compétences : stationnement (p. 9331)

INTERIEUR**Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)**

Son intervention (p. 8837)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 8838)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8837)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 8838)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)***Article 2 (composition)*

Son intervention (p. 10711)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)***Article 1er (élargissement des catégories de délits assimilés au sens de la récidive)*

Son amendement n° 18 (p. 10983)

Article 2 (définition du régime de la réitération d'infractions)

Ses amendements n°s 20, 42, 19, 21 rectifié et 22 (p. 10984 et s., 10985)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Ses amendements n°s 26 et 27 rectifié (p. 10986, 11100)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11104)

Article 4 (mandat de dépôt à l'audience des personnes en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son amendement n° 28 (p. 11105)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son amendement n° 29 (p. 11106)

Article 6 (possibilité pour les juridictions de soulever d'office la circonstance aggravante de récidive)

Ses amendements n°s 30, 31 rectifié, 32, 33 et 34 (p. 11108, 11110)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11111 et s.)

Ses amendements n°s 37 à 40 (p. 11115 et s.)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Ses amendements n°s 8, 9, 35, 36, 10 à 12 (p. 11117 et s.)

Après l'article 8

Son amendement n° 17 (information du préfet sur la situation d'une personne reconnue irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental) (p. 11119) : adopté (p. 11120)

Article 11 (sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile)

Son amendement n° 25 (p. 11120)

Article 12 (possibilité de recourir au placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre du suivi socio-judiciaire)

Son amendement n° 24 (p. 11120)

Article 13 (participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins)

Ses amendements n°s 13, 14 rectifiés et 15 (p. 11120 et s.)

Article 14 (inscription dans le FIJAIS des auteurs d'infractions reconnus irresponsables pénalement au moment des faits)

Son amendement n° 23 (p. 11121)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son amendement n° 16 (p. 11122)

Ses explications de vote (p. 11124)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11124)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)**

Son intervention (p. 388)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 389)

Constitution : article 52 : Président de la République (p. 390)

Constitution : article 88-4 (p. 388)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 389)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 389)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 388)

Union européenne : parlements nationaux (p. 388)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'ad t n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 458)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 464, 467)

Explications de vote et vote [1er février] (p. 513)

Ses explications de vote (p. 514)

Vote pour du groupe socialiste (p. 514)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)

Son intervention (p. 3188)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : secteur privé (p. 3188)
Justice : aide juridictionnelle (p. 3188)
Justice : espace judiciaire européen (p. 3188)
Sécurité routière : stationnement : amendes (p. 3188)

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3193)
Vote pour du groupe socialiste (p. 3188)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Thème :

Logement : ventes à la découpe : plus-values à court terme (p. 3261)
Ses explications de vote (p. 3260)
Vote pour du groupe socialiste (p. 3261)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3843)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 3844)
Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3843 et s.)
Sociétés : dirigeants (p. 3843 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 19

Son amendement n° 102 (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401) : rejeté (p. 4402)

Après l'article 52

Son amendement n° 103 (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) : rejeté (p. 4548)
Son amendement n° 101, deuxième rectification (redevance lors de la mise à disposition de sacs plastiques par les commerçants) (p. 4548) : rejeté (p. 4549)
Son amendement n° 100 (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) : rejeté (p. 4549)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4634)

Son amendement n° 1 (p. 4634)

Antoine CARRÉ
Loiret (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome II : Défense (dissuasion nucléaire) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les conditions d'exécution des grands programmes de défense [17 novembre 2004] (n° 1922)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 54 H

Intervient sur l'ad t n° 138 de la commission (revenu foncier imposable ; location du droit de chasse ; produit virtuel ; exclusion) (p. 7778)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7786)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9451)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 9452)

Défense : armes nucléaires stratégiques : programme PALEN (p. 9451 et s.)

Défense : avions (p. 9451)

Défense : crédits (p. 9451)

Défense : missiles (p. 9451)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9451)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)
Son amendement n° 18 rectifié (p. 2520)

Gilles CARREZ
Val-de-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Rapporteur du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (n° 1833) [26 octobre 2004]

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Rapporteur du projet de loi de finances rectificative pour 2004 (n° 1921) [17 novembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 17 décembre 2004] (p. 21365)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21797)

Rapporteur du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (n° 2249) [10 mai 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2006 (E 2902) (n° 2441) [6 juillet 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 13 juillet 2005] (p. 11548)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [17 novembre 2004] (n° 1926)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 (n° 1921) [7 décembre 2004] (n° 1976)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2005 [16 décembre 2004] (n° 1992)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2004 [21 décembre 2004] (n° 2015)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, pour la confiance et la modernisation de l'économie (n° 2249) [25 mai 2005] (n° 2342)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2004 [7 juin 2005] (n° 2354)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi organique, adopté avec modifications par le Sénat (n° 1995), modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [15 juin 2005] (n° 2377)

Rapport d'information déposé par M. Gilles Carrez, préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2006 [28 juin 2005] (n° 2415)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Marc Laffineur, rapporteur de la délégation pour l'union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2006 (E 2902) [6 juillet 2005] (n° 2455)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [12 juillet 2005] (n° 2466)

Rapport fait par M. Gilles Carrez, rapporteur général au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 (n° 2428) [28 septembre 2005] (n° 2546)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

COUR DES COMPTES

Ses observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2004 [1^{er} mars 2005]

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux : indique qu'il a transmis des documents à M Augustin Bonrepaux en début d'après-midi et qu'il lui fera part d'explications complémentaires qu'il a lui même demandées dès qu'elles lui parviendront [22 octobre 2004] (p. 8362)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Son intervention (p. 7474)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 7475)

Etat : réforme (p. 7475)

Finances publiques : crédits budgétaires : frais de justice (p. 7475)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7475)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7474)

Finances publiques : dette publique (p. 7475)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7474 et s.)

Finances publiques : recettes (p. 7475)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7475)

Finances publiques : reports (p. 7475)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 7474 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7474)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8080)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts : inflation (p. 8082)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8083 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8083)

Donations et successions (p. 8082)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8084)
 Entreprises : délocalisations (p. 8083)
 Etat : patrimoine : gestion (p. 8082)
 Etat : réforme (p. 8082)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8081)
 Finances publiques : dette publique (p. 8081)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 8081)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8082)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8083)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 8082)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8084)
 Impôt sur les sociétés (p. 8090)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8084)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8083)
 Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 8081)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8080)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8081 et s.)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8081)
 Travail : durée du travail : taux d'activité (p. 8082)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 8082 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8226 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 47 de M. Michel Raison (micro-foncier : plafond porté à 25 000 €) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 48 de M. Michel Raison (micro-foncier : abattement porté à 45 %) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 101 de M. Hervé Mariton (exonération de la location en meublé d'une partie de la résidence principale : extension aux locations consenties à des étudiants) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 30 de M. Sébastien Huyghe ("impatriés" : exonération des revenus perçus avant leur arrivée en France) (p. 8234)
 Intervient sur l'adt n° 134 de M. Michel Bouvard (assurance dépendance : déductibilité des primes) (p. 8235)
 Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Luc Warsmann (frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail : déduction dans la limite de 60 kilomètres) (p. 8235)
 Intervient sur l'adt n° 243 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) (p. 8237)
 Intervient sur l'adt n° 249 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) (p. 8241)
 Intervient sur l'adt n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8241)
 Intervient sur l'adt n° 224 de M. Pascal Terrasse (cotisations syndicales : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8244)
 Intervient sur l'adt n° 263 de M. Pascal Terrasse (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245)
 Intervient sur l'adt n° 226 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et majoration de l'avantage fiscal) (p. 8246)
 Intervient sur l'adt n° 225 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : majoration de la réduction d'impôt) (p. 8246)
 Intervient sur l'adt n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8247)
 Intervient sur l'adt n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 8250)
 Intervient sur l'adt n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8250)
 Intervient sur l'adt n° 259 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu imposable excède le montant de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 8253)
 Intervient sur l'adt n° 260 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le

revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8255)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8256)

Intervient sur l'adt n° 258 de M. Jean-Claude Viollet (travailleurs bénévoles dans des organismes sociaux : institution d'un crédit d'impôt) (p. 8257)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8260)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 280 de M. Augustin Bonrepaux (prime pour l'emploi : doublement du taux) (p. 8265)

Intervient sur l'adt n° 227 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : majoration d'un milliard d'euros) (p. 8266)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8266)

Article 6 (neutralisation des conséquences fiscales de la mensuralisation du paiement des pensions des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 8268)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Alain Marleix (rentes d'incapacité permanente servies aux agriculteurs : exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 8269)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8276 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 32 rectifié de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 34 de M. Étienne Mourrut (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 195 de M. Philippe Feneuil (viticulture – châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges – article 39/4 du code général des impôts) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles – restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 38 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 474 rectifié de M. Alain Ferry (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278)

Intervient sur l'adt n° 39 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 433 de M. Gérard Voisin (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 228 de M. Hervé Mariton (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à sept ans) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Étienne Mourrut (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 229 rectifié de M. Hervé Mariton (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 54 rectifié de M. Alain Marleix (régime des bénéfices agricoles – application : recettes accessoires portées à 50 % des recettes agricoles et limite augmentée de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de M. Étienne Mourrut (régime des bénéfices agricoles – application : plafond des recettes accessoires porté de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279)

Intervient sur l'adt n° 80 rectifié de M. Thierry Mariani (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 430 de Mme Arlette Grosskost (cession de ses parts par un associé d'une société d'exercice libéral : calcul de la plus-value) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 79 rectifié de M. Thierry Mariani (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 161 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Michel Bouvard (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 496 de M. Francis Hillmeyer (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 500 de M. Richard Mallié (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 13 800 € et de 36 fois le SMIC mensuel pour les adhérents des centres et associations de gestion agréées) (p. 8280)

Intervient sur l'adt n° 247 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les zones de revitalisation rurale – réduction d'impôt : définition des travaux de réhabilitation – réservation de 15 % des logements au personnel saisonnier) (p. 8281)

Intervient sur l'adt n° 244 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme dans les stations de moins de 5000 lits ayant engagé une procédure de réhabilitation – réduction d'impôt) (p. 8281)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Michel Bouvard (résidences de tourisme situées dans le périmètre d'intervention d'un établissement public chargé de l'aménagement d'une agglomération nouvelle – réduction d'impôt) (p. 8282)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Michel Bouvard (chèques-vacances : exonération pour le salarié des versements provenant des comités d'entreprise effectués sans condition de ressources) (p. 8282)

Intervient sur l'adt n° 133 de M. Michel Bouvard (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 8283)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8302 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 511 de M. Claude Gagnon (cessions de fonds de commerce : exonération des plus-values) (p. 8311 et s.)

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Michel Raison (droits de mutation à titre gratuit – ascendants et enfants : abattement porté de 46 000 € à 80 000 €) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 137 de M. Michel Bouvard (établissements hôteliers et centres de vacances privés situés dans des zones de revitalisation rurale : exonération sous conditions des droits de mutation par décès) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 58 de M. Hervé Mariton (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 %) (p. 8312)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par application du régime forestier) (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par assimilation des zones truffières aux bois) (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Michel Bouvard (personnes décédées lors de catastrophes naturelles ou d'accidents collectifs de transports : exonération des successions) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 287 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Didier Migaud (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 € pour les contrats conclus à partir du 20 octobre 2004) (p. 8314)

Intervient sur l'adt n° 444 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : suppression de l'exonération des droits de mutation) (p. 8315)

Intervient sur l'adt n° 445 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : exonération des droits de mutation en cas de revente dans l'année) (p. 8317)

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8318)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. François Guillaume (ISF : suppression et relèvement des taux des quatre dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu – taux marginal de 60,11 %) (p. 8320)

Intervient sur le sous-adt n° 518 de M. Jean-Pierre Brard (maintien de l'ISF) à l'adt n° 26 de M. François Guillaume (p. 8320)

Intervient sur l'adt n° 367 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des biens professionnels pour 50 % de leur valeur corrigée par l'évolution du ratio masse salariale/valeur ajoutée) (p. 8321)

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Philippe Auberger (ISF - résidence principale : exonération) (p. 8322)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 8323)

Intervient sur l'adt n° 368 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – intégration des œuvres d'art : forfait de 3 % à défaut de justification d'une valeur inférieure) (p. 8324)

Intervient sur l'adt n° 284 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – « pacte d'actionnaires » représentant 20 % du capital : suppression de la qualification de biens professionnels) (p. 8329)

Intervient sur l'adt n° 285 de M. Augustin Bonrepaux (ISF – souscriptions au capital de PME : suppression de l'exonération) (p. 8330)

Intervient sur l'adt n° 402 de M. Hervé Morin (ISF : qualification de biens professionnels en cas d'activité dans plusieurs sociétés) (p. 8331)

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission (ISF : actualisation du barème) (p. 8331)

Intervient sur l'adt n° 517 du Gouvernement (ISF : actualisation du barème) (p. 8332)

Intervient sur l'adt n° 147 de M. Hervé Novelli (ISF : réduction à hauteur des souscriptions au capital de PME – plafonnement à 50 % du montant de l'impôt) (p. 8333)

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Hervé Novelli (redevables de l'ISF : réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 25 % du montant des souscriptions au capital de PME plafonnées à 200 000 €) (p. 8333)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8337 et s.)

Ses amendements n°s 317, 315 et 316 (p. 8338)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son intervention (p. 8345 et s.)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8349 et s.)

Ses amendements n°s 322, 323, 324 rectifié, 325 rectifié, 327, 514, 326, 319 à 321 et 329 (p. 8352, 8355)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Son intervention (p. 8356 et s.)

Son amendement n° 330 (p. 8356)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 23 rectifié de M. Hervé Mariton (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) (p. 8358)

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Michel Bouvard (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) (p. 8358)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son intervention (p. 8359 et s.)

Son amendement n° 331 (p. 8361)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf. supra) [22 octobre 2004] (p. 8362)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8367)

Intervient sur l'adt n° 214 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8367)

Intervient sur l'adt n° 301 de M. David Habib (biocarburants : suppression de la TIPP) (p. 8369)

Son amendement n° 513 (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8369) : adopté (p. 8370)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. David Habib (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Intervient sur l'adt n° 412 troisième rectification de M. Charles de Courson (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Intervient sur l'adt n° 379 de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés indexée sur la hausse du baril) (p. 8373)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 8373)

Intervient sur l'adt n° 141 de M. Michel Bouvard (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 8373)

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Augustin Bonrepaux (sociétés pétrolières : taxe exceptionnelle) (p. 8373)

Article 17 (transfert transfrontalier du siège statutaire d'une société)
Son intervention (p. 8374)

Article 19 (modification du régime de la provision pour hausse des prix)
Son intervention (p. 8375)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)
Son intervention (p. 8376 et s.)

Après l'article 20
Intervient sur l'adt n° 409 de M. Nicolas Perruchot (réserve spéciale de participation dans les PME de plus de cinquante salariés) (p. 8378)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)
Ses amendements n°s 333, 337 et 334 (p. 8300)
Son intervention (p. 8378 et s.)
Ses amendements n°s 335 à 337 (p. 8378, 8380)

Article 22 (réforme du régime applicable aux contrats d'assurance-vie investis en actions)
Son intervention (p. 8380 et s.)
Ses amendements n°s 338 à 340 (p. 8380 et s.)

Article 23 (ouverture du plan d'épargne en actions (PEA) aux titres de sociétés ou d'OPCVM situés dans les Etats membres de l'Espace économique européen)
Son intervention (p. 8381)

Après l'article 23
Intervient sur l'adt n° 235 de M. Patrice Martin-Lalande (production audiovisuelle : bénéfice du crédit d'impôt-cinéma) (p. 8381)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)
Son intervention (p. 8396 et s.)
Ses amendements n°s 343, 341, 344 et 342 (p. 8404 et s.)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)
Son intervention (p. 8406 et s.)

Avant l'article 29
Son amendement n° 352 (rédactionnel) : adopté (p. 8409)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)
Son intervention (p. 8410 et s.)
Ses amendements n°s 358, 353, 359, 354 à 356 (p. 8415, 8418, 8420)

Article 30 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des groupements de communes)
Son intervention (p. 8423 et s.)
Son amendement n° 361 (p. 8424)

Article 31 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des départements)
Son intervention (p. 8425 et s.)
Son amendement n° 362 (p. 8428)

Après l'article 31
Intervient sur l'adt n° 268 de M. Augustin Bonrepaux (DGF : majoration de 350 millions d'euros) (p. 8431)
Intervient sur l'adt n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8432)

Article 32 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)
Son intervention (p. 8432)

Article 33 (modalités de compensation financière, aux régions et aux départements, des transferts de compétences

résultant de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales)

Son amendement n° 364 (p. 8432)
Son intervention (p. 8433)
Ses amendements n°s 363 et 365 (p. 8434)

Article 34 (transfert aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances contre les risques de toutes natures relatifs aux véhicules terrestres à moteur)

Son intervention (p. 8435 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 19 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8436)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8437)

Intervient sur l'adt n° 265 de M. François Dosé (p. 8437)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8445 et s.)

Article 26 précédemment réservé (transposition des mesures transitoires relatives à l'adhésion à l'Union européenne des dix nouveaux Etats membres en matière de lutte contre la fraude sur les tabacs manufacturés)

Ses amendements n°s 345 et 346 (p. 8463)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 441 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (buralistes frontaliers : crédit d'impôt) (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 22 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Decool (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8464)

Intervient sur l'adt n° 442 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8465)

Intervient sur l'adt n° 465 précédemment réservé de M. Charles de Courson (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 800 cigarettes) (p. 8465)

Article 27 précédemment réservé (modalités de financement des centres techniques industriels et des comités professionnels pour le développement économique)

Son intervention (p. 8465)

Ses amendements n°s 348, 347, 349 à 351 (p. 8465)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 440 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (redressement et liquidation judiciaires : suppression de l'article L 627-3 du code de commerce relatif aux avances faites par le Trésor public) (p. 8466)

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (régime du bénéfice mondial : avantage limité à 20 % de l'impôt normalement dû) (p. 8466)

Intervient sur l'adt n° 136 rectifié précédemment réservé de M. Michel Bouvard (location de logements sociaux aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 291 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 405 précédemment réservé de M. Charles de Courson (maisons individuelles vendues en état de futur achèvement : droit d'enregistrement de 4,8 % sur le terrain substitué à la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'adt n° 53 précédemment réservé de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de trois mètres : déductibilité de la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'adt n° 52 précédemment réservé de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) (p. 8469)

Intervient sur l'adt n° 381 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA : taux normal ramené à 18,6 % et relèvement des taux de l'impôt sur les sociétés et des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 8469)

Intervient sur l'adt n° 82 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8470)

Intervient sur l'ad n° 184 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8470)

Intervient sur l'ad n° 266 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (bicyclettes : TVA au taux réduit sur les petits services de réparation) (p. 8471)

Intervient sur l'ad n° 264 rectifié précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad n° 108 troisième rectification précédemment réservé de M. Jean-Louis Christ (livraisons d'énergie fournies par les réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad n° 109 deuxième rectification précédemment réservé de M. Jean-Louis Christ (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) (p. 8472)

Intervient sur l'ad n° 223 précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit dans les quatre mois de l'entrée en vigueur de la directive communautaire) (p. 8472)

Intervient sur l'ad n° 222 précédemment réservé de M. François Dosé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit même si le contrat ne porte que sur une de ces prestations) (p. 8473)

Intervient sur l'ad n° 384 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit lorsque les prestations sont scindées par nature entre plusieurs collectivités) (p. 8473)

Intervient sur l'ad n° 382 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés par la géothermie et la cogénération : TVA au taux réduit) (p. 8473)

Intervient sur l'ad n° 383 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie éolienne : TVA au taux réduit) (p. 8474)

Intervient sur l'ad n° 81 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) (p. 8474)

Intervient sur l'ad n° 239 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) (p. 8474)

Intervient sur l'ad n° 91 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (dépenses de logement et d'hébergement : déductibilité de la TVA) (p. 8474)

Intervient sur l'ad n° 185 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (remboursement des crédits de TVA : délai de trente jours) (p. 8474)

Intervient sur l'ad n° 373 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8475)

Intervient sur l'ad n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 8476)

Intervient sur l'ad n° 87 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) (p. 8476)

Intervient sur l'ad n° 499 précédemment réservé de M. Francis Hillmeyer (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) (p. 8476)

Intervient sur l'ad n° 509 précédemment réservé du Gouvernement (HLM - fiscalité : modalités d'application de la réforme) (p. 8476)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad n° 449 rectifié de M. Alain Joyandet (fonds de modernisation de la presse : taux de la taxe sur la publicité hors médias porté de 1 % à 2,25 %) (p. 8477)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'ad n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8480)

Intervient sur l'ad n° 530 du Gouvernement (p. 8480)

Article 8 sexies (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 8480)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Son intervention (p. 8497)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9713)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9714)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9714)

Enseignement (p. 9714)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9713 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Intervient sur l'ad n° 198 deuxième rectification de M. Édouard Balladur (attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux) (p. 9818)

Intervient sur l'ad n° 196 de M. Édouard Balladur (plan d'épargne entreprise : réduction d'impôt au titre de l'achat d'actions) (p. 9818)

Intervient sur l'ad n° 197 de M. Édouard Balladur (plan d'épargne entreprise : doublement du plafond de l'abondement pour l'achat d'actions) ; rectifié (majoration de 80 %) (p. 9819)

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Augustin Bonrepaux (emploi à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 9820)

Intervient sur l'ad n° 252 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (taxe affectée au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz : exonération des tours de chant, concerts et spectacles de musique traditionnelle) (p. 9820)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9822 et s.)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad n° 8 de M. Antoine Herth (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : pérennisation de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable et extension aux contrats d'agriculture durable) (p. 9832)

Intervient sur l'ad n° 220 de M. Pierre-Christophe Baguet (personnes âgées dépendantes hébergées en établissement – réduction d'impôt : relèvement de 3 000 € à 5 000 € du plafond des dépenses et extension à l'hébergement) (p. 9832)

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement de 2004) (p. 9833)

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement) (p. 9833)

Intervient sur l'ad n° 175 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt de 75 %) (p. 9833)

Intervient sur l'ad n° 174 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : réduction d'impôt de 75 %) (p. 9833)

Intervient sur le sous-ad n° 260 de M. Louis Giscard d'Estaing (extension aux couples) à l'ad n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9835)

Intervient sur le sous-ad n° 266 de M. Hervé Mariton (maintien de la réduction d'impôt) à l'ad n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9836)

Intervient sur le sous-ad n° 257 rectifié du Gouvernement (restitution du crédit d'impôt excédant le montant de la cotisation) à l'ad n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (p. 9837)

Article 64 (exonération des rémunérations versées aux jeunes au titre d'activités exercées à l'occasion des congés scolaires ou universitaires)

Son intervention (p. 9838)

Après l'article 64

Intervient sur l'ad n° 216 de M. Pierre-Christophe Baguet (locations consenties à des étudiants : abattement de 20 %) (p. 9839)

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Gérard Bapt (investissements des entreprises pour l'environnement : institution d'une provision) (p. 9840)

Article 65 (crédit d'impôt en faveur du développement durable pour les dépenses d'équipements de l'habitation principale)

Son intervention (p. 9840 et s.)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad n° 178 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – report d'imposition de créances constituées antérieurement à l'exercice en société : pérennisation du dispositif prévu à l'article 202 quater du code général des impôts) (p. 9841)

Intervient sur l'ad n° 177 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – sociétés d'exercice libéral : option pour le régime des sociétés de personnes) (p. 9841)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Son intervention (p. 9846 et s.)

Ses amendements n°s 237 et 238 rectifié (p. 9847 et s.)

Article 68 (prorogation du dispositif de dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 68

Intervient sur l'ad n° 157 rectifié de la commission (organismes à but non lucratif - taxe professionnelle : valeurs locatives) (p. 9586)

Intervient sur l'ad n° 140 de M. Louis Giscard d'Estaing (investissements de téléphonie mobile dans les « zones blanches » : prorogation jusqu'en 2006 des attributions du fonds de compensation pour la TVA) (p. 9850)

Intervient sur l'ad n° 148 de M. Michel Raison (communes « casinotières » : plafonnement de la part perçue sur le prélèvement d'Etat à 10 % des recettes de fonctionnement, dotations de coopération intercommunale incluses) (p. 9850)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Patrick Balkany (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de base de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9852)

Intervient sur l'ad n° 168 de M. Paul Quilès (dégrèvement d'impôts locaux - taxe d'habitation : extension aux allocataires du RMA et dégrèvement de la taxe sur les propriétés bâties pour les allocataires du RMI et du RMA) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 142 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice et après avoir exercé deux ans à temps partiel) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 143 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice) (p. 9854)

Intervient sur l'ad n° 165 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : modalités de calcul des recettes) (p. 9855)

Intervient sur l'ad n° 67 de M. Gabriel Biancheri (équipements destinés à satisfaire les normes environnementales : non prise en compte dans les bases de taxe professionnelle) (p. 9855)

Intervient sur l'ad n° 31 deuxième rectification de M. Pierre-Christophe Baguet (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : abattement sur les bases) (p. 9856)

Intervient sur l'ad n° 199 de M. Patrice Martin-Lalande (équipements pour personnes âgées ou handicapées – impôts locaux : non prise en compte dans les valeurs locatives) (p. 9857)

Intervient sur l'ad n° 42 rectifié de M. François Asensi (aéroports – valeur locative : limitation du champ de l'abattement) (p. 9858)

Intervient sur l'ad n° 158 de la commission (taxe professionnelle – évaluation des actifs par le tribunal de commerce : interdiction de procéder à un redressement) (p. 9858)

Intervient sur l'ad n° 129 de M. Michel Bouvard (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 167 de M. Didier Migaud (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 53 de M. Gérard Dubrac (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression de l'exonération pour raison de distance) (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 26 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : libre fixation du taux) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 7 de M. François Dosé (taxe d'enlèvement des ordures ménagères des EPIC : suppression de l'obligation de vote d'un taux et non d'un produit) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 208 rectifié de M. Guy Geoffroy (syndicats d'agglomération nouvelle : fixation du taux de taxe professionnelle) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée) (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 159 de la commission (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : prise en compte des amortissements afférents aux investissements effectués en 2004 et 2005) (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 36 de M. Jean-Christophe Lagarde (changement de classement de locaux : information du contribuable par l'administration) (p. 9861)

Son amendement n° 256 (taxe professionnelle – plafonnement en fonction de la valeur ajoutée : prise en compte des amortissements afférents aux investissements effectués en 2004 et 2005) : adopté après modification (p. 9861)

Intervient sur l'ad n° 101 de M. Yves Censi (casinos – organisation de manifestations sportives : application du régime des manifestations artistiques) (p. 9862)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Alain Gouriou (France Télécom – collectivités d'implantation : taxe professionnelle) (p. 9862)

Intervient sur l'ad n° 25 rectifié de M. Axel Poniatowski (sociétés réalisant plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à l'export : exonération de taxe professionnelle) (p. 9862)

Article 69 (modification des dispositions de l'article 209 B du code général des impôts)

Son intervention (p. 9862 et s.)

Ses amendements n°s 239, 240, 242 et 241 (p. 9863)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad n° 179 de M. Gérard Bapt (taxe générale sur les activités polluantes : réduction de 50 % pour les entreprises bénéficiant d'une certification environnementale) (p. 9863)

Intervient sur l'ad n° 34 de M. Augustin Bonrepaux (régime du bénéfice mondial : agrément après information des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 9864)

Intervient sur l'ad n° 234 de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) (p. 9864)

Intervient sur l'ad n° 192 de M. Patrick Bloche (marchands de biens – ventes à la découpe : délai de revente ramené de 4 ans à un an pour l'exonération des droits de mutation) (p. 9865)

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Jean-Claude Viollet (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 9865)

Intervient sur l'ad n° 169 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 170 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 20 de M. Thierry Mariani (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 225 rectifié du Gouvernement (banques : relations avec les clients – loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 dite MURCEF) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 6 de M. Louis Giscard d'Estaing (commissions départementales des impôts directs : extension de leurs compétences) (p. 9866)

Intervient sur l'ad n° 79 rectifié de M. Michel Bouvard (rescrit fiscal) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 209 de M. Michel Bouvard (chèques vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 9867)

Intervient sur l'ad n° 187 de M. Didier Migaud (rapport du Gouvernement sur l'action de la France dans les organismes internationaux : possibilité de débat) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 235 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA : intérêts de retard sur le solde de la compensation attribuée aux départements) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 250 du Gouvernement (ANVAR et groupe Banque de développement des PME) (p. 9868)

Intervient sur l'ad n° 251 rectifié du Gouvernement (mineurs licenciés pour participation aux grèves d'octobre-novembre 1948 : prestations de chauffage et de logement) (p. 9869)

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) (p. 9869)

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Jean-Louis Dumont (buralistes : rapport du Gouvernement) (p. 9870)

Avant l'article 70

Intervient sur l'ad n° 255 de M. Marc Le Fur (déclaration d'impôt sur le revenu : justificatifs pour des réductions d'impôt – dispense de production) (p. 9870)

Intervient sur l'ad n° 47 de Mme Françoise Branget (commission de réduction des dépenses publiques) (p. 9870)

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Hervé Morin (prix du pétrole : rapport du Gouvernement sur les conséquences de son augmentation) (p. 9871)

Article 70 (conditions d'engagement de dépenses par anticipation)

Ses amendements n°s 243, 244 et 245 (p. 9871)

Après l'article 70

Intervient sur l'adt n° 162 de la commission (Caisse des dépôts et consignations : désignation des commissaires aux comptes) (p. 9871)

Son amendement n° 246 (abrogation de dispositions devenues obsolètes du fait de l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances ou reprises dans celle-ci) : adopté (p. 9871)

Intervient sur l'adt n° 263 rectifié du Gouvernement (agriculteurs corses endettés : prise en charge partielle par l'Etat des intérêts dus) (p. 9872)

Article 59 et état F annexé (crédits évaluatifs)

Son intervention (p. 9872)

Article 60 et état G annexé (crédits provisionnels)

Son intervention (p. 9872)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9874)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Son intervention (p. 9917)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)

Son intervention (p. 11223)

Thèmes :

Finances publiques : Conseil des impôts (p. 11223)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11223)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères (p. 11223)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 11223)

Sociétés : sociétés immobilières (p. 11223)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11230)

Son intervention (p. 11230 et s.)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 9796)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9796)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9797)

Finances publiques : dette publique (p. 9796 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9796 et s.)

Justice : Conseil d'Etat (p. 9797)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 9797)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)

Son intervention (p. 9806 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Charles de Courson (projets de lois de finances : présentation en équilibre de fonctionnement à compter de 2008) (p. 9809)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Marc Le Fur (dépenses fiscales : création par les seules lois de finances) (p. 9810)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Hervé Mariton (questionnaires budgétaires : réponses devant tenir compte des dispositions de la loi de finances de l'année à venir) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Charles de Courson (prévision mensuelle des recettes) (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 18 du Gouvernement (lois de finances : mention du nombre des emplois rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9813)

Intervient sur le sous-adt n° 24 de M. Michel Bouvard (justification des variations constatées par rapport à l'année précédente) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9813)

Intervient sur l'adt n° 23 du Gouvernement (lois de règlement : mention du nombre des emplois effectivement rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9813)

Son sous-amendement n° 22 (présentation indicative des emplois) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9812) : adopté (p. 9813)

Son sous-amendement n° 25 (présentation des emplois) à l'adt n° 23 du Gouvernement : adopté (p. 9813)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Didier Migaud (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9814)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 3749)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3749)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 3749)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3749)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3749)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3749)

Parlement : débats : Cour des comptes (p. 3749)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 3749)

Discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3759)

Article 7 (engagement des crédits affectés aux opérations de partenariat public-privé)

Son intervention (p. 3759 et s.)

Article 8 (traitement en comptabilité nationale des opérations de partenariat public-privé)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission spéciale (p. 3760)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission spéciale (partenariats privé-public : effet sur la dette de l'Etat en loi de règlement) (p. 3761)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10004)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 10005)

Communes : dotation de solidarité rurale (DSR) (p. 10005)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10004)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10864)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 10865)

Assemblée nationale : commission des finances : conditions de travail (p. 10865)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10865)

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 10865)

Défense : opérations extérieures (p. 10864)

Entreprises : Alstom (p. 10864)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10864)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10864)

Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10864)

Politique économique : croissance (p. 10864, 10874)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 10864)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : versement complémentaire de 50 %) (p. 10902)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 140 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 10904)

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (agriculteurs - taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel : réduction du tarif) (p. 10906)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 224 de M. Hervé Mariton (comités viticoles : perception des bonis de liquidation des taxes parafiscales dont ils bénéficiaient) (p. 10907)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 40 du Gouvernement (versement du budget général au compte de commerce de la régie industrielle des établissements pénitentiaires) (p. 10907)

Article 5 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 10907)

Article 6 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10907 et s.)

Article 7 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 10908)

Article 10 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10909)

Article 11 (dépenses ordinaires des services militaires - annulation d'une autorisation de programme)

Son intervention (p. 10909)

Article 15 (ouverture d'une autorisation de programme)

Son intervention (p. 10910)

Avant l'article 17

Intervient sur les adts n°s 145 et 144 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 10910)

Article 17 (extension du dispositif de rescrit fiscal aux demandes relatives à l'existence d'établissements stables)

Son intervention (p. 10911)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Michel Bouvard (rescrit : élargissement de la procédure) (p. 10911)

Article 19 (suspension de la mise en recouvrement des impositions en cas d'ouverture d'une procédure amiable en vue d'éliminer une éventuelle double imposition)

Ses amendements n°s 149 et 150 (p. 10912)

Article 20 (transposition des directives concernant l'assistance mutuelle et l'extension du champ de l'échange d'informations entre Etats membres)

Ses amendements n°s 151 à 153 (p. 10912)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Louis Giscard d'Estaing (taxe pour le développement de la formation professionnelle dans la bâtiment et les travaux publics) (p. 10912)

Article 26 (extension de l'obligation de déclaration des revenus de valeurs mobilières sur support informatique)

Son amendement n° 225 (p. 10912)

Article 27 (suppression de l'obligation de souscrire une déclaration provisoire de revenus l'année du transfert du domicile fiscal hors de France)

Son intervention (p. 10913)

Article 28 (reconduction de la dispense de production des reçus fiscaux relatifs aux dons et aux cotisations syndicales avec la déclaration des revenus en cas de télédéclaration)

Son intervention (p. 10913 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (entreposage de céréales : neutralité fiscale) (p. 10914)

Intervient sur l'adt n° 114 rectifié de M. Marc Le Fur (agriculteurs : délai d'option pour le régime d'imposition) (p. 10914)

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (chèques restaurant - plafond de déductibilité de la contribution des employeurs : relèvement de 4,60 € à 5 €) rectifié (4,80 €) (p. 10915)

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Jean-Marc Ayrault (art contemporain : mécénat d'entreprise) (p. 10917)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 43 du Gouvernement (CSG : déductibilité des hausses de cotisations résultant de la réforme de l'assurance maladie) (p. 10918)

Article 30 (mise en œuvre de la réforme du régime fiscal des distributions)

Son amendement n° 232 : adopté (p. 10918)

Article 32 (exonération d'impôt sur les sociétés et d'impôts directs locaux en faveur des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté)

Son intervention (p. 10919 et s.)

Son amendement n° 154 (p. 10919)

Article 34 (légalisation de la règle de l'intangibilité du bilan d'ouverture)

Ses amendements n°s 155 et 233 (p. 10921)

Article 35 (extension de l'exonération de retenue à la source sur les dividendes versés à des sociétés d'Etats membres de la Communauté européenne)

Son amendement n° 156 (p. 10921)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 105 rectifié du Gouvernement (crédit d'impôt recherche : extension aux dépenses exposées dans l'espace économique européen) (p. 10921)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 229 du Gouvernement (agriculteurs - déduction pour aléa : majoration du plafond en fonction du nombre de salariés) (p. 10922)

Intervient sur l'adt n° 230 rectifié du Gouvernement (crédit d'impôt cinéma : extension aux oeuvres audiovisuelles et majoration du plafond) (p. 10922)

Intervient sur l'adt n° 58 de la commission (crédit d'impôt cinéma : extension aux oeuvres audiovisuelles) (p. 10922)

Article 38 (aménagement du régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers)

Ses amendements n°s 234 à 236 (p. 10922)

Après l'article 38

Son amendement n° 218 rectifié (cessions de fonds de commerce - exonération des plus-values : précisions apportées au régime institué par la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien de la consommation et de l'investissement) : adopté (p. 10922)

Article 39 (réforme du financement des chambres de commerce et d'industrie)

Son amendement n° 157 (p. 10922)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Augustin Bonrepaux (élimination d'imprimés non sollicités : suppression de la contribution en nature) (p. 10923)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. Jacques Pélessard (élimination d'imprimés non sollicités : contribution en nature à la demande des établissements assurant le traitement des déchets) (p. 10923)

Intervient sur l'adt n° 129 rectifié de M. Jacques Pélessard (recouvrement des créances des collectivités territoriales) (p. 10923)

Intervient sur l'adt n° 168 de M. Jean-Pierre Giran (Conservatoire du littoral : attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des travaux réalisés par les collectivités territoriales) (p. 10924)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du Fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 10924)

Intervient sur l'adt n° 99 de M. Michel Bouvard (travaux réalisés par les collectivités territoriales des zones de montagne : attributions du fonds de compensation pour la TVA) (p. 10924)

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Jacques Pélessard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : institution par les communes isolées) (p. 10931)

Intervient sur l'adt n° 128 de M. Jacques Pélessard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : part fixe) (p. 10931)

Intervient sur l'adt n° 59 de la commission (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : possibilité de recouvrement par l'Etat et avis à tiers détenteur) (p. 10931)

Intervient sur l'ad t n° 138 de M. Augustin Bonrepaux (assujettis à la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : exonération automatique de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 10931 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 179 de M. Pascal Terrasse (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : exonération des dépendances) (p. 10932)

Intervient sur l'ad t n° 167 rectifié de M. Hervé Mariton (taxe d'enlèvement des ordures ménagères - locaux situés dans des zones où ne fonctionne pas le service d'enlèvement : possibilité d'assujettissement) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 22 de M. Michel Bouvard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : adossement à la taxe d'habitation) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 137 de M. Augustin Bonrepaux (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression du III de l'article 1636 B sexies du code général des impôts prévoyant le vote d'un taux et non d'un produit) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 63 de la commission (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : modalités de combinaison des dispositifs de lissage progressif des taux et de zonage déterminé en fonction du service rendu) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 60 de la commission (prélèvement progressif sur le produit brut des jeux : faculté d'institution par les établissements publics locaux percevant la taxe de séjour) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 61 de la commission (Corse - calcul du coefficient d'intégration fiscale : prise en compte de la compensation pour l'abattement de 25 % sur les bases de taxe professionnelle) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 106 de M. André Schneider (taxe professionnelle : sous-traitance) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 33, deuxième rectification de M. André Schneider (taxe professionnelle : sous-traitance) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 42 de M. Étienne Mourrut (surtaxe des eaux : tarif maximal porté de 0,58 € à 0,70 € par hectolitre) (p. 10934 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 76 de M. Jacques Péliard (taxe professionnelle des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre : possibilité d'augmentation) (p. 10935)

Intervient sur l'ad t n° 124 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée : suppression de la cotisation de référence - 1^{er} ter de l'article 1647 sexies B du code général des impôts) (p. 10935)

Intervient sur l'ad t n° 64 de la commission (communication des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 10936)

Intervient sur l'ad t n° 115 de M. Jean-Yves Chamard (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Intervient sur l'ad t n° 147 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Intervient sur l'ad t n° 161 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Article 42 (transposition de la directive 2003/92/CE du Conseil du 7 octobre 2003 concernant les règles relatives au lieu de taxation, en matière de TVA, des livraisons de gaz naturel et d'électricité)

Ses amendements n°s 159 et 160 rectifiés : adoptés (p. 10939)

Après l'article 42

Intervient sur l'ad t n° 196 de M. Hervé Mariton (établissements financiers - option à la TVA : révocabilité par période de cinq ans) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 194 de M. Hervé Mariton (actions - commissions sur les émissions et les placements : exclusion de l'option à la TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 83 de M. Philippe Auberger (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 195 de M. Hervé Mariton (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 101 de M. Michel Bouvard (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 90 de M. Jean-Claude Sandrier (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 134 de M. Augustin Bonrepaux (abonnements aux réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 135 de M. Augustin Bonrepaux (coût d'acheminement de l'électricité ou du gaz : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 131 de M. Didier Migaud (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA dans le délai de quatre mois suivant leur inclusion dans l'annexe H de la directive européenne) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 132 de M. Augustin Bonrepaux (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 93 de M. Jean-Claude Sandrier (associations caritatives reconnues d'utilité publique - investissements : taux réduit de la TVA) (p. 10942)

Intervient sur l'ad t n° 18 de M. Lionnel Luca (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) (p. 10942)

Intervient sur l'ad t n° 193 de M. François Grosdidier (interdiction de la vente de cigarettes à des prix promotionnels : extension au tabac à rouler et aux cigares de moins de trois grammes) (p. 10942)

Article 44 (simplification des formalités de garantie à l'importation et à l'introduction des ouvrages en métaux précieux et suppression de la distinction des dénominations "or" et "alliage d'or")

Son intervention (p. 10943 et s.)

Son amendement n° 203 (p. 10944)

Après l'article 44

Intervient sur l'ad t n° 169 de M. Jean Ueberschlag (horlogerie, bijouterie et joaillerie - exonération de la TVA à l'importation suivie d'une livraison exonérée à destination d'un pays de l'Union européenne) (p. 10944)

Article 47 (renforcement du contrôle des produits pétroliers bénéficiant d'un régime fiscal privilégié sous condition d'emploi)

Son intervention (p. 10945)

Après l'article 48

Son amendement n° 226 corrigé (suppression du droit de timbre de dimension et majoration des droits d'enregistrement) : adopté (p. 10945)

Intervient sur l'ad t n° 17 de M. Lionnel Luca (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10946)

Article 49 (financement des programmes)

Ses amendements n°s 171 rectifié, 172 et 173 (p. 10947)

Après l'article 49

Intervient sur l'ad t n° 141 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - départements : ajustement de la compensation au vu des comptes de l'année précédente et non de l'année 2004) (p. 10947)

Article 50 (autorisation de dispositifs de garantie de l'Etat au sens de l'article 61 de la LOLF)

Son intervention (p. 10948)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad t n° 125 de M. Jean-Jacques Descamps (conséquences du changement de statut de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 10949)

Son sous-amendement n° 241 rectifié (correction d'erreurs de références) à l'ad t n° 125 de M. Jean-Jacques Descamps (p. 10948) : adopté (p. 10949)

Article 53 (exemption de certaines dispositions du code monétaire et financier pour les émissions de l'UNEDIC bénéficiant de la garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 10949)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad t n° 38 du Gouvernement (privatisation de la société DAGRIS) (p. 10950)

Intervient sur l'ad t n° 84 du Gouvernement (pas de tir de Soyouz en Guyane : garantie de l'Etat à l'emprunt contracté par Arianeespace pour son installation) (p. 10950)

Intervient sur l'ad t n° 85 du Gouvernement (retraites d'EDF et de GDF : garantie de l'Etat à la part échelonnée du paiement de la soulte à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 10951)

Intervient sur l'ad t n° 86 du Gouvernement (banane dans les départements d'outre-mer : apurement partiel de la dette sociale des producteurs) (p. 10951)

Après l'article 54

Intervient sur l'ad t n° 34 du Gouvernement (création d'une subdivision Opérations réalisées en application des décisions de

justice dans le compte spécial du Trésor Opérations commerciales des domaines) (p. 10952)

Article 57 (modification du régime de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 10952)

Après l'article 57

Intervient sur l'adt n° 104 du Gouvernement (redevances aéronautiques substituées à la taxe de l'aviation civile) (p. 10953)

Intervient sur l'adt n° 41 du Gouvernement (agences de l'eau : adduction d'eau et assainissement en milieu rural) (p. 10953)

Intervient sur l'adt n° 89 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'agence de développement agricole et rural : maintien du plafonnement) (p. 10954)

Intervient sur l'adt n° 44 du Gouvernement (fédérations de chasseurs : perception d'une partie du droit de timbre perçu pour la validation du permis de chasser) (p. 10954)

Article 59 (aménagement du régime de décharge de responsabilité et de quitus des comptables publics)

Son intervention (p. 10955)

Son amendement n° 174 (p. 10955)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 37 du Gouvernement (organismes HLM : autorisation de déposer leur fonds à La Poste) (p. 10956)

Intervient sur l'adt n° 39 du Gouvernement (véhicules de l'Etat : suppression de l'obligation de versement du produit des ventes à l'Union des groupements d'achats publics) (p. 10956)

Intervient sur l'adt n° 45 du Gouvernement (procédures de recouvrement au profit de l'Etat) (p. 10956)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 87 du Gouvernement (fonctionnaires affectés à GIAT Industries ou dans des établissements relevant du ministère de la défense : adaptation du dispositif de départ en préretraite à la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et extinction au 31 décembre 2007) (p. 10956)

Intervient sur l'adt n° 35 du Gouvernement (aide à la modernisation des diffuseurs de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Intervient sur l'adt n° 36 du Gouvernement (aide à la modernisation des imprimeries de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Seconde délibération

Article 5 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 10957)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11409)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture complémentaire : taxe sur les conventions d'assurances (p. 11409)

Enregistrement et timbre : droits de timbre (p. 11409)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères : réforme (p. 11409)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 11409)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11409)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11409)

Propriété intellectuelle : brevets : imposition (p. 11409)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11416)

Son intervention (p. 11416)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1081)

Thèmes :

Impôts locaux (p. 1082)

Impôts locaux : dégrèvement : compensations financières (p. 1082)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 1082)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2688)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : impôts locaux (p. 2689)

Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2689)

Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2689)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 2690)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2690)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : crédit d'impôt (p. 2689 et s.)

Parlement : commissions mixtes paritaires : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2689)

Parlement : prérogatives (p. 2689)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 2689)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3812)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des affaires économiques (p. 3812)

Donations et successions (p. 3815)

Emploi (p. 3812 et s.)

Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3813)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3815)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3812)

Entreprises : recherche et développement (p. 3844)

Entreprises : seuils sociaux (p. 3813)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3814)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3813)

Marchés financiers : actions : assurance vie (p. 3814)

Marchés financiers : Alternext (p. 3813)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3813)

Plus-values : imposition : valeurs mobilières : abatement pour durée de détention (p. 3814)

Politique économique : prix : grande distribution (p. 3815)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3813)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Avant le titre Ier

Son amendement n° 194 rectifié (plus-values professionnelles) (p. 3868) : retiré (p. 3869)

Intervient sur l'adt n° 165 de M. Jean-Michel Fourgous (réforme des contrats d'assurance vie), rectifié (insertion d'un titre Ier A – encourager la détention durable d'actions) (p. 3870)

Intervient sur l'adt n° 158 du Gouvernement (réduction d'impôt au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées : non prise en compte des participations détenues par les organismes de capital-risque) (p. 3870)

Intervient sur l'adt n° 159 rectifié du Gouvernement (plus-values sur titres de participation des sociétés présentes sur Alternext) (p. 3871)

Avant l'article Ier

Son amendement n° 195 (relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 3871) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3872)

Article Ier (tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par tout moyen moderne de télétransmission)

Son intervention (p. 3873)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Son intervention (p. 3873 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 145 de M. Jean-Claude Sandrier (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : maximum réduit de cinq à deux) (p. 3874)

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Arnaud Montebourg (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : suppression des non comptabilisations prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L-225-21 du code de commerce) (p. 3875)

Intervient sur l'ad n° 147 de M. Jean-Claude Sandrier (administrateurs salariés : voix délibérative) (p. 3875)

Intervient sur l'ad n° 84 de M. Jean-Pierre Balligand (comité des rémunérations) (p. 3876)

Intervient sur l'ad n° 118 de M. Arnaud Montebourg (rapport entre la plus haute rémunération et la rémunération minimale : fixation par l'assemblée générale) (p. 3877)

Intervient sur l'ad n° 119 de M. Arnaud Montebourg (nullité des rémunérations excédant le plafond fixé par l'assemblée générale ou versées dans des conditions non transparentes et ouverture du délai de prescription à la date de révélation de la rémunération dissimulée) (p. 3877)

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Jean-Pierre Balligand (localisation fiscale des activités et prix de transfert : publicité) (p. 3877)

Intervient sur les adts n°s 116 et 117 de M. Arnaud Montebourg (rémunération des mandataires sociaux : définition) (p. 3877)

Intervient sur l'ad n° 160 deuxième rectification du Gouvernement (rémunérations ou avantages dus aux dirigeants des sociétés cotées à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions : approbation par le conseil d'administration ou de surveillance et par l'assemblée générale) (p. 3878)

Intervient sur l'ad n° 10 rectifié de la commission des lois (rémunérations des dirigeants des sociétés cotées et avantages à eux consentis : transparence), rectifié (possibilité d'annulation des versements effectués et des engagements pris en méconnaissance des conditions de transparence sauf cas de bonne foi) (p. 3880)

Intervient sur l'ad n° 104 de M. Arnaud Montebourg (assemblées générales : suppression des « votes en blanc ») (p. 3881)

Intervient sur l'ad n° 107 de M. Arnaud Montebourg (de coordination) (p. 3881)

Son sous-amendement n° 171 rectifié (montant annuel des avantages différés : suppression de la mention) à l'ad n° 10 rectifié de la commission des lois (p. 3879) : adopté (p. 3881)

Son sous-amendement n° 172 quatrième rectification (rémunérations déjà perçues : suppression de la restitution) à l'ad n° 10 rectifié de la commission des lois (p. 3879) : retiré (p. 3881)

Intervient sur l'ad n° 114 de M. Arnaud Montebourg (exercice d'une action collective par des actionnaires contre un mandataire : possibilité offerte au juge de fixer une provision pour la couverture de leurs frais et de désigner un mandataire ad hoc) (p. 3882)

Intervient sur l'ad n° 105 de M. Arnaud Montebourg (faute commise par les administrateurs ou le directeur général : action en responsabilité intentée par l'actionnaire ou le salarié ayant subi un préjudice personnel) (p. 3882)

Intervient sur l'ad n° 106 de M. Arnaud Montebourg (assurance en responsabilité civile des administrateurs ou du directeur général payée par la société : nullité) (p. 3882)

Article 3 (limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques)

Son intervention (p. 3882 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 139 de M. Charles de Courson (rémunération du président du conseil d'administration et avantages à eux consentis : approbation de l'assemblée générale) (p. 3883)

Intervient sur l'ad n° 130 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : suppression du plafond de rémunération) (p. 3884)

Intervient sur l'ad n° 131 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : indexation de la rémunération sur l'activité de l'association) (p. 3884)

Intervient sur l'ad n° 123 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - membres : suspicion de partialité) (p. 3884)

Intervient sur l'ad n° 120 de M. Arnaud Montebourg (rémunérations des dirigeants : communication aux sections syndicales) (p. 3885)

Intervient sur l'ad n° 124 de M. Jean-Pierre Brard (rémunérations ou avantages consentis aux dirigeants ou aux salariés à raison de la cessation de leurs fonctions : consultation du comité d'entreprise et plafonnement à vingt-quatre fois le salaire mensuel moyen de l'entreprise) (p. 3886)

Intervient sur l'ad n° 121 de M. Arnaud Montebourg (informations relatives aux mandataires sociaux et aux dirigeants prévues par l'article L 225-102-1 du code de commerce : transmission aux comités d'entreprise et aux sections syndicales) (p. 3886)

Son amendement n° 196 rectifié (dérogation pour l'Etat au principe de séparation de l'audit et du conseil), rectifié (comptes : «certification des» substituée à « l'opinion émise sur les ») (p. 3886) : adopté (p. 3887)

Avant l'article 4

Son amendement n° 170 rectifié (titres de participation détenus par les fonds communs de placement à risques et les sociétés de capital-risque : suppression progressive de l'imposition des plus-values) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3887)

Article 4 (accès à de nouveaux types de financement pour les activités de revitalisation économique)

Son intervention (p. 3887)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 150 de M. Jean-Claude Sandrier (pôle financier public) (p. 3888)

Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)

Son intervention (p. 3889 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 75 du Gouvernement (dépenses de recherche au profit d'établissements publics ou de PME innovantes et souscriptions au capital de PME innovantes : réduction de l'impôt sur les sociétés) (p. 3890)

Son sous-amendement n° 173 (éligibilité des dépenses au profit des sous-traitants) à l'ad n° 75 du Gouvernement (p. 3890) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3891)

Ses sous-amendements n°s 174 à 178 (rédactionnels) à l'ad n° 75 du Gouvernement (p. 3890) : adoptés (p. 3891)

Son sous-amendement n° 179 rectifié (de coordination avec le sous-amendement n° 173) à l'ad n° 75 du Gouvernement (p. 3890) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3891)

Ses sous-amendements n°s 180 et 181 (de coordination et rédactionnel) à l'ad n° 75 du Gouvernement : adoptés (p. 3891)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son intervention (p. 3899 et s.)

Son sous-amendement n° 182 rectifié à l'ad n° 13 de la commission des lois (p. 3900)

Article 7 (champ de l'appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 3901)

Ses amendements n°s 183 et 184 (p. 3901)

Article 8 (transposition de la directive Prospectus)

Son intervention (p. 3901 et s.)

Son amendement n° 185 (p. 3902)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 34 de la commission (Caisse des dépôts : émission de tout type de titres de créance) (p. 3902)

Intervient sur le sous-ad n° 200 du Gouvernement (saisine de la commission de surveillance) à l'ad n° 34 de la commission (p. 3903)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 109 de M. Arnaud Montebourg (information judiciaire sur des faits révélés par l'Autorité des marchés financiers : convocation d'une assemblée générale) (p. 3904)

Intervient sur l'ad n° 110 de M. Arnaud Montebourg (membres de l'Autorité des marchés financiers : incompatibilité avec la qualité d'administrateur ou la fonction de dirigeant de société anonyme) (p. 3905)

Intervient sur l'ad n° 92 de M. Pascal Terrasse (agences de notation : contrôle de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3905)

Intervient sur l'ad n° 111 de M. Arnaud Montebourg (délits boursiers : ouverture du délai de prescription à la révélation et non à la commission des faits) (p. 3906)

Intervient sur l'ad n° 112 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - sanctions : publicité systématique) (p. 3906)

Article 9 (encadrement des recommandations d'investissement destinées au public)

Son intervention (p. 3906)

Article 10 (élargissement des pouvoirs d'injonction et de sanction de l'Autorité des marchés financiers et modification de la définition des délits boursiers)

Son intervention (p. 3907)

Ses amendements n°s 166 à 169 (p. 3907)

Article 13 (extension de la garantie de cours et de l'obligation de dépôt d'une offre publique)

Son intervention (p. 3908 et s.)

Article 14 (extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent)

Son intervention (p. 3909)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Son intervention (p. 3909 et s.)

Ses amendements n^{os} 186 et 193 (p. 3910)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad^t n^o 78 rectifié de M. Patrick Ollier (réserve spéciale de participation : résultat comptable substitué au bénéfice fiscal) (p. 3911)

Intervient sur l'ad^t n^o 3 rectifié de la commission des affaires économiques (réserve spéciale de participation : distribution de l'excédent) (p. 3912)

Intervient sur l'ad^t n^o 76 du Gouvernement (prime exceptionnelle d'intéressement) (p. 3912)

Ses sous-amendements n^{os} 187, 188 et 190 (de précision) à l'ad^t n^o 76 du Gouvernement : adoptés (p. 3912)

Son sous-amendement n^o 189 rectifié (placement en franchise d'impôt sur un plan d'épargne entreprise) à l'ad^t n^o 76 du Gouvernement : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3912)

Intervient sur l'ad^t n^o 163 du Gouvernement (participation : possibilité de déblocage des sommes attribuées en 2005) (p. 3913)

Son sous-amendement n^o 199 (déblocage de droit de la participation égale au minimum légal) à l'ad^t n^o 163 du Gouvernement (p. 3912) : adopté (p. 3913)

Son sous-amendement n^o 197 rectifié (déblocage subordonné à un accord : possibilité de déblocage partiel) à l'ad^t n^o 163 du Gouvernement (p. 3912) : adopté (p. 3913)

Article 16 (extension aux entreprises non cotées de la possibilité de pratiquer une décote sur leurs titres pour une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise)

Son intervention (p. 3913)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad^t n^o 4 de la commission des affaires économiques (augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise : assemblée générale tous les trois ans) (p. 3913)

Intervient sur les ad^{ts} n^{os} 71 et 72 de M. Jean-Pierre Decool (accord de participation ou plan d'épargne entreprise : délai de quatre mois imparti au directeur départemental du travail pour demander le retrait ou la modification de dispositions contraires aux lois et règlements) (p. 3914)

Intervient sur l'ad^t n^o 96 de M. Jean-Pierre Balligand (rapport entre les sommes perçues par les salariés n'ayant pas le caractère de salaire et la masse salariale : communication avant la négociation salariale annuelle) (p. 3914)

Article 17 (dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale)

Son intervention (p. 3914 et s.)

Son amendement n^o 191 (p. 3915)

Article 18 (évaluation des titres offerts dans les plans d'actionnariat salarié des sociétés non cotées)

Son intervention (p. 3915)

Article 19 (information des salariés sur l'existence d'un plan d'épargne d'entreprise mis en place unilatéralement)

Son intervention (p. 3915)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son intervention (p. 3915 et s.)

Article 21 (prohibition de pratiques commerciales contestables dans la vente de tabac)

Son intervention (p. 3917 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad^t n^o 144 de M. Charles de Courson (tabac : limitation des quantités autorisées à circuler après la vente au détail) (p. 3919)

Article 23 (extension de l'habilitation à réformer le code des marchés publics)

Son amendement n^o 128 (p. 3919)

Son intervention (p. 3920)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad^t n^o 77 de M. Georges Tron (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3920)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Son intervention (p. 4025)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Son intervention (p. 4665)

Thèmes :

Entreprises : financement : formalités administratives (p. 4665 et s.)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4666)

Etat (p. 4665 et s.)

Impôt sur les sociétés : imposition forfaitaire annuelle (p. 4665)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 4665 et s.)

Parlement : rôle (p. 4666)

Politiques communautaires : directives (p. 4666)

Sociétés : société européenne (p. 4665)

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : entreprises individuelles (p. 4666)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4670)

Intervient sur l'ad^t n^o 1 du Gouvernement (article 15 - intéressement pour les dirigeants d'entreprises de moins de cent salariés : suppression du financement de la possibilité - introduite par la commission mixte paritaire - de conclure des accords jusqu'au 30 septembre 2005) (p. 4670)

Projet de loi n^o 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4244)

Thèmes :

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4245)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention (p. 4244)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4406)

Déclaration du Gouvernement n^o 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention en qualité de rapporteur général de la commission des finances (p. 4325)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4326)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4327)

Finances publiques : dette publique (p. 4326 et s.)

Recherche : innovation (p. 4328)

Travail : réduction du temps de travail : coût (p. 4327 et s.)

Projet de loi organique n^o 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4569)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 4569)

Entreprises : charges : exonérations (p. 4569)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4569)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 4569)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4569)

Martine CARRILLON-COUVREUR

Nièvre (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [10 novembre 2004] (p. 9233)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE**

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9249)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 9249)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9250)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9249)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11199) : rejetée (p. 11203)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11200)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 11199)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11200)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 11201)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11200)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11201)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11200)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11199 et s.)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)**Article 2 A (définition du droit à compensation)**

Son intervention (p. 11233)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 11236)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11298 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11314 et s.)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11332)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11346)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11351 et s.)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (prise en compte des besoins spécifiques des personnes handicapées en matière de sécurité et d'évacuation en cas d'incendie)

Son intervention (p. 11368)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)

Son intervention (p. 11369)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11374)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11418)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11430 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son amendement n° 491 (p. 11446)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 11449)

Article 31 (coordination au sein du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 11451)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)****Article 3 (objectifs généraux à atteindre)**

Son intervention (p. 1268)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1273)

Intervient sur l'ad n° 466 de M. Pierre Cohen (mode de communication à l'usage des élèves sourds ; langue des signes) (p. 1274)

Intervient sur l'ad n° 365 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des élèves handicapés au-delà de la scolarité obligatoire) (p. 1275)

Intervient sur l'ad n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1292)

Laurent CATHALA

Val-de-Marne (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Richard CAZENAVE
Isère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome I : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1866) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Travail. Licenciement économique. Convention de reclassement personnalisé [6 avril 2005] (p. 2725)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 9355)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 9355 et s.)

Défense : opérations extérieures (p. 9355 et s.)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 9355)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9355)

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9356)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 9356)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9355)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9356)

Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 9355 et s.)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 31 décembre 2004 [J.O. du 1^{er} janvier 2005] (p. 162)

Deviens députée le 3 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11216)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juillet 2005] (p. 11642)

Yves CENSI
Aveyron (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n° 1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19295)

Rapporteur de la proposition de loi visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat (n° 1757) [16 novembre 2004]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19295)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 206)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 206)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 206)

Membre titulaire du comité de surveillance de l'établissement de gestion du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 8 avril 2005] (p. 6367)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 19 : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition (n° 1757) de M. Yves Censi visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat [1^{er} décembre 2004] (n° 1963)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Chine. Relations culturelles [19 octobre 2004] (p. 8063)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Luc Préel (rapport au Parlement sur l'harmonisation des régimes) (p. 8706)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9033)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9035)

Postes : La Poste (p. 9034)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9034)

Télécommunications : France Télécom (p. 9034)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9035)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 101 (casinos – organisation de manifestations sportives : application du régime des manifestations artistiques) : rejeté (p. 9862)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10759)

Thèmes :

Enseignement : personnel : enseignement privé (p. 10760)

Enseignement privé : contractuels (p. 10760, 10761)

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10760, 10761)

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10759 et s.)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10759 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10759)

Syndicats : représentativité : enseignement privé (p. 10761)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10774 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (régime de retraite additionnel des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10778)

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur les carrières et l'admission à la retraite des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10779)

Son amendement n° 12 (dispositions transitoires ; dégressivité de l'indemnité de départ à la retraite) (p. 10778) : adopté (p. 10779)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 13 du Gouvernement (droits syndicaux et sociaux des enseignants, non liés par un contrat de travail, exerçant dans un établissement d'enseignement agricole privé sous contrat) (p. 10780)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Yvan Lachaud (décompte des effectifs pris en compte pour le montant de la subvention de fonctionnement des comités d'entreprise au sein des établissements privés) (p. 10780)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11417)

Son amendement n° 556 (p. 11417)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 287 et 288 (p. 3219, 3224)

Après l'article 6

Son amendement n° 220 (saisine de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 3435) : adopté (p. 3436)

Son amendement n° 289 (trésorerie du Fonds de financement des prestations sociales agricoles) : adopté (p. 3436)

Jean-Yves CHAMARD

*Vienne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 28 : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement scolaire) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la gestion des personnels enseignants des premier et second degrés, n'exerçant pas devant des classes de l'enseignement scolaire [24 mars 2005] (n° 2215)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 295)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8176)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8177 et s.)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : gauche (p. 8177)

Enseignement (p. 8178)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8178)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 8177)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle (p. 8176 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8177)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8288 et s.)

Article 22 (réforme du régime applicable aux contrats d'assurance-vie investis en actions)

Son intervention (p. 8381)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET
RECHERCHE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8989)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 8989)

Enseignement : langues étrangères (p. 8992)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 8991)

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 8991)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 8990)

Enseignement secondaire : programmes (p. 8990)

Enseignement technique et professionnel : organisation (p. 8990)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2004] (p. 9023)

Crédits inscrits à la ligne : "Education nationale, enseignement supérieur et recherche : I - Enseignement scolaire"

Son intervention (p. 9023 et s.)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad. n° 61 de M. Yves Durand (rapport au Parlement ; prérecrutement des futurs enseignants au niveau de la première année du DEUG) (p. 9025)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour
2004**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 115 (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10937) ; retiré (p. 10938)

Après l'article 57

Intervient sur l'ad. n° 41 du Gouvernement (agences de l'eau : adduction d'eau et assainissement en milieu rural) (p. 10954)

**Proposition de loi n° 2030 portant réforme de
l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 738 et s.)

**Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par
M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des
finances et de l'industrie et débat d'orientation
budgétaire pour 2006**

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4348)

Thèmes :

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : durée du travail (p. 4349)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4348)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4348 et s.)

Jean-Paul CHANTEGUET

Indre (3^{ème} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 882, posée le 5 octobre 2004. Gendarmerie. Groupe de soutien technique des hélicoptères du Blanc (J.O. Questions p. 7655). Appelée le 5 octobre 2004. Transfert, conséquences (p. 7456)

n° 1131, posée le 22 mars 2005. Enseignement technique et professionnel. Fonctionnement (J.O. Questions p. 2833). Appelée le 22 mars 2005. Financement, Indre (p. 2197)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Ses amendements n°s 571 et 572 (p. 7787 et s.)

Son intervention (p. 7797)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 573 (p. 7805)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8970)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : biodiversité (p. 8971)

Environnement : crédits (p. 8971)

Environnement : Natura 2000 (p. 8971)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8971)

Union européenne : directives : environnement (p. 8970)

Gérard CHARASSE

Allier (4^{ème} circonscription)

Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1955 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux délocalisations fiscales [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Emploi et activité. Bassin d'emploi, Vichy [6 octobre 2004] (p. 7537)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)**

Son intervention (p. 9607)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9607)
- Anciens combattants et victimes de guerre : décrystallisation (p. 9607)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9607)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9607)
- Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (p. 9607)
- Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9607)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)**Procédure des questions :**

- Produits dangereux : amiante : indemnisation des victimes (p. 9647)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1557)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers (p. 1557)
- Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1557)
- Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1557)
- Entreprises : difficultés : publicité (p. 1557)
- Entreprises : difficultés : salaires (p. 1557)
- Entreprises : Sediver (p. 1557)
- Justice : tribunaux de commerce (p. 1557)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Son intervention (p. 2751)

Thèmes :

- Fonctionnaires et agents publics : contractuels : carrière (p. 2752)
- Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2751)
- Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2751)

Hervé de CHARETTE

*Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (E 2643) (n° 1862) [21 octobre 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 1862) de M. Hervé Morin et M. François Bayrou sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (E 2643) [2 novembre 2004] (n° 1892)

Proposition de loi constitutionnelle n° 1985 relative au renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement en matière européenne [9 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Liban. Retrait des troupes syriennes, perspectives [15 mars 2005] (p. 2007)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime avoir été mis en cause par M. Jean-Pierre Brard et déclare que les élus disposent d'un égal droit à l'expression quel que soit leur nom ou leur département d'élection [26 janvier 2005] (p. 412)

DÉBATS**Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 janvier 2005] (p. 412)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission des affaires étrangères (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 451)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Édouard Balladur (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs à l'exception de ceux relatifs aux traités en cours de négociation par le Président de la République) (p. 451)

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 457)

Jean-Paul CHARIÉ
Loiret (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [19 octobre 2004] (p. 8058)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 3 ter

Intervient sur l'ad n° 511 de M. Jean Dionis du Séjour (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) mobilisée au profit des producteurs de fruits et légumes) (p. 7864)

Article 10 bis A (régime social applicable aux entreprises paysagères)

Son amendement n° 753 (p. 7897)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7727)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7727)

Entreprises : entreprises individuelles : création (p. 7727)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Ses interventions (p. 9733)

Thème :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 9733)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10065)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs : revenus (p. 10666)

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10066)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10066)

Politique économique : inflation (p. 10065 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4220)

Son intervention (p. 4233)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4233)

Entreprises : transmission (p. 4221)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 399 de M. Jean-Louis Christ (crédit d'impôt formation) (p. 4275)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 401 de M. Jean-Louis Christ (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4278)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4280)

Avant l'article 7

Intervient sur l'ad n° 149 de la commission (généralisation du rappel à la réglementation afin d'améliorer les relations entre les PME et l'administration) (p. 4360)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4366)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son intervention (p. 4372)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 155 de la commission (transposition aux entreprises agricoles de l'obligation de choisir un statut pour le conjoint collaborateur) (p. 4380)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son intervention (p. 4382)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4392)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396)

Intervient sur l'ad n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4399)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 102 de M. Christophe Caresche (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 84 rectifié de Mme Arlette Franco (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4406)

Intervient sur l'ad n° 178, deuxième rectification de la commission (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4406)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4411)

Après l'article 25

Son amendement n° 113 (autorisation et extension des accords interprofessionnels) : rejeté (p. 4436)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 182 de la commission (compétence des tribunaux pour connaître des litiges commerciaux) (p. 4439)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jean-Marie Le Guen (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Marc Le Fur (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4442)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4452 et s.)

Son amendement n° 244 (p. 4457)

Après l'article 27

Son amendement n° 112 (non-facturation des prestations fournies aux sous-traitants) : retiré (p. 4458)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4464)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Dominique Richard (code de l'industrie cinématographique : versement des droits aux auteurs de DVD) (p. 4472)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code du commerce)

Son intervention (p. 4480)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4484 et s.)

Ses amendements n°s 110, 115 et 114 (p. 4497 et s.)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4501)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 118 (entreprises de production, de l'artisanat, de l'industrie ou des services autorisées à s'entendre sur les appels d'offres) : rejeté (p. 4502)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son amendement n° 116 (p. 4505)

Son intervention (p. 4507)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Marc Le Fur (harmonisation des modalités des soldes au plan national) (p. 4508 et s.)

Article 37 bis (rapport d'activité de la Commission d'examen des pratiques commerciales)

Son amendement n° 109 (p. 4509)

Article 37 ter (rapport au Parlement sur l'application des dispositions du titre VI)

Son intervention (p. 4510)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4511)

Son sous-amendement n° 601 (délai de dix jours imposé au dernier opérateur) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4513) : rejeté (p. 4516)

Son sous-amendement n° 600 (délai de préavis de résiliation de dix jours) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513) : retiré (p. 4516)

Son sous-amendement n° 599 rectifié (modalités et délais fixés par décret) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513) : retiré (p. 4516)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié de la commission (versement d'une partie du produit des amendes relatives au droit de la concurrence à un fonds d'aide et de garantie des consommateurs) (p. 4517)

Article 39 (définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)

Son intervention (p. 4524 et s.)

Après l'article 44 ter

Intervient sur l'adt n° 99 de Mme Arlette Franco (création de pôles "interface" dans les secteurs d'activités dont l'activité principale est le commerce international) (p. 4526)

Intervient sur l'adt n° 352 du Gouvernement (intégration du régime spécial d'assurance vieillesse du personnel de la CCI de Paris dans le régime général de sécurité sociale et les régimes complémentaires AGIRC et ARRCO) (p. 4527)

Avant l'article 45 A

Son amendement n° 117 rectifié (sanctions et amendes à l'encontre des personnes gênant le bon fonctionnement de la Commission de sécurité des consommateurs) : retiré (p. 4527)

Après l'article 45 A

Son amendement n° 325 rectifié (fournisseurs tenus de souscrire une assurance couvrant le risque de défaillance) : rejeté (p. 4529)

Article 47 ter (travail dominical des apprentis mineurs)

Son intervention (p. 4537)

Après l'article 47 ter

Intervient sur l'adt n° 346 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Intervient sur l'adt n° 344 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Intervient sur l'adt n° 345 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Après l'article 47 quater

Intervient sur l'adt n° 347 rectifié de M. Jean Lemièrre (fixation d'une date nationale pour les soldes) (p. 4539)

Intervient sur l'adt n° 98 de Mme Arlette Franco (encadrement du travail dominical) (p. 4539)

Article 48 bis (aggravation des sanctions financières en cas de travail dissimulé)

Son intervention (p. 4541)

Après l'article 50 ter

Intervient sur le sous-adt n° 631 de M. Franck Gilard (exceptions pour le transport des récoltes agricoles de leur lieu de production à leur lieu de collecte ou de transformation) à l'adt n° 217 de la commission (limitation de la durée du cabotage) (p. 4545)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 591 de Mme Christine Boutin (vente des vidéogrammes) (p. 4549)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Serge Poignant (promotion des fonds d'investissement de proximité - FIP) (p. 4549)

Ses explications de vote (p. 4552)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4552)

Jean CHARROPPIN

*Jura (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Jérôme CHARTIER
Val-d'Oise (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales (n° 1977) [14 décembre 2004]

Rapporteur pour avis du projet de loi de sauvegarde des entreprises (n° 1596) [26 janvier 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères et francophonie) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1977) relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales [14 décembre 2004] (n° 1987)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1596) de sauvegarde des entreprises [15 février 2005] (n° 2099)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums, Elections cantonales et élections municipales. Report, conséquences [27 octobre 2004] (p. 8569)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9354)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 9355)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9354)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 9354)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9354)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9392)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9393)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11130)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : filiales (p. 11132)

Défense : Direction des chantiers navals : Gouvernement précédent (p. 11131)

Défense : Direction des chantiers navals : histoire (p. 11130 et s.)
 Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11132)

Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11132 et s.)

Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11130 et s.)

Défense : Direction des chantiers navals : situation financière (p. 11131)

Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11132)

Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11132)

Pays étrangers : Asie : construction navale (p. 11132)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11149 et s.)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié du Gouvernement (actionnariat en cas de cession minoritaire des titres de l'entreprise pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11151)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1496)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1496 et s.)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1496 et s.)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le tribunal du compétent en matière commerciale)

Son amendement n° 495 (p. 1581)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1603)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son amendement n° 288 (p. 1614)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1618)

Article 25 (inventaire du débiteur)

Son intervention (p. 1655)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1742 et s.)

Article 92 (comités de créanciers)

Son intervention (p. 1752)

Article 99 (champ d'application de la procédure de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1757)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Son amendement n° 291 rectifié (p. 1759)

Après l'article 142

Intervient sur l'adt n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1794)

Article 170 (possibilité de recours contre les ordonnances du juge-commissaire statuant sur les demandes en restitution)

Son intervention (p. 1803)

Après l'article 184

Son amendement n° 615 (fonds de garantie des dépôts) : adopté (p. 1811)

Article 185 (obligation de publication des privilèges fiscaux et douaniers)

Son intervention (p. 1813)

Après l'article 187

Intervient sur l'ad. n° 247 rectifié de la commission (inscription obligatoire des créances de sécurité sociale) (p. 1814 et s.)

Michel CHARZAT

*Paris (21^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, réforme, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8794)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 982, posée le 21 décembre 2004. Etablissements de santé. Centres de santé (J.O. Questions p. 10103). Appelée le 21 décembre 2004. Fonctionnement, financement, Paris 20^e (p. 11263)

n° 1235, posée le 31 mai 2005. Enseignement secondaire. Programmes (J.O. Questions p. 5453). Suppléé par M. Alain Néri. Appelée le 21 juin 2005. Langues et cultures d'origine, perspectives (p. 3784)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Procédure des questions :

Entreprises : recherche et développement (p. 8949)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 10 bis (prise en compte pour l'attribution d'un logement de l'activité professionnelle des assistants maternels et assistants familiaux)

Son intervention (p. 984)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3404)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 3405)

Politique sociale (p. 3404)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3516)

Thèmes :

Baux : congé (p. 3517)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3517)

Baux : locataires : protection sociale (p. 3517)

Logement : ventes à la découpe (p. 3516)

Sociétés : sociétés immobilières : impôts et taxes (p. 3517)

André CHASSAIGNE

*Puy-de-Dôme (5^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Secrétaire de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004] (p. 17778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2012 visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [21 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7833)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [24 novembre 2004] (p. 9979)

Politiques communautaires. Coopération et développement. Prévention des catastrophes naturelles [19 janvier 2005] (p. 108)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1012, posée le 18 janvier 2005. Partis et mouvements politiques. Front national (J.O. Questions p. 422). Appelée le 18 janvier 2005. Délits, poursuites judiciaires (p. 9)

n° 1165, posée le 29 mars 2005. Aquaculture et pêche professionnelle. Pisciculture (J.O. Questions p. 3086). Appelée le 29 mars 2005. Cotisations. Comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture (CIPA), champ d'application (p. 2482)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Fait remarquer que la représentation nationale est choquée par la situation en Côte d'Ivoire et demande que le Premier ministre vienne informer l'Assemblée nationale et qu'un débat soit organisé dans l'hémicycle. [8 novembre 2004] (p. 9093)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7587) : rejetée (p. 7592)

Son intervention (p. 7595)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7617)

Thèmes :

Agriculture (p. 7590, 7595 et s.)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7588, 7596, 7617)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7590)
 Commerce et artisanat : grande distribution (p. 7590)
 Enseignement agricole (p. 7590)
 Entreprises : création : zones rurales (p. 7589)
 Industrie (p. 7589)
 Logement (p. 7595)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7590)
 Professions de santé (p. 7588)
 Secteur public : services publics (p. 7588 et s., 7617)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 1er
 Son amendement n° 428 (attachés territoriaux, nouvelle spécialité : "agent de développement local") (p. 7627) : retiré (p. 7628)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)
 Son intervention (p. 7629)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)
 Son intervention (p. 7640)

Article 1er duodecies (carte scolaire dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)
 Son intervention (p. 7641)

Après l'article 1er duodecies
 Son amendement n° 431 (élections municipales ; petites communes rurales ; représentation proportionnelle) (p. 7641) : rejeté (p. 7642)
 Son amendement n° 435 (commission consultative des services publics au sein des communes rurales ou de leurs groupements) : rejeté (p. 7642)

Avant l'article 37 A
 Intervient sur l'adt n° 487 de M. François Brottes (prix unique du timbre poste) (p. 7643)
 Intervient sur l'adt n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7646)
 Intervient sur l'adt n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7648)

Avant l'article 37 EA
 Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (tarif postal de base sur l'ensemble du territoire) (p. 7652)

Après l'article 63 bis
 Intervient sur l'adt n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)
 Intervient sur l'adt n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)
 Intervient sur l'adt n° 253 de M. Michel Bouvard (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)
 Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean Lassalle (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)

Après l'article 65 octies
 Son amendement n° 433 rectifié (déclarations par les propriétaires des parcelles interdites à la cueillette) : adopté (p. 7695)
 Son amendement n° 424 (délimitation de toutes les sections de communes) (p. 7695) : rejeté (p. 7696)
 Son amendement n° 425 (généralisation de l'élection des commissions syndicales dans les sections de communes) : rejeté (p. 7696)
 Son amendement n° 426 (affectation du produit des ventes des biens de la section) : rejeté (p. 7696)

Article 53 sexies (contenu et élaboration des documents d'objectifs et suivi de leur mise en œuvre)
 Son intervention (p. 7770)

Après l'article 54 E
 Intervient sur l'adt n° 409 rectifié de M. Maxime Gremetz (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)
 Son intervention (p. 7789)
 Son amendement n° 434 rectifié (p. 7799)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)
 Ses amendements n°s 440 et 441 (p. 7806 et s.)

Son intervention (p. 7808)

Après l'article 59
 Intervient sur l'adt n° 410 de M. Maxime Gremetz (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7820)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)
 Son intervention (p. 7849)

Après l'article 39
 Son amendement n° 423 (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850) : rejeté (p. 7852)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)
 Son intervention (p. 7856)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)
 Son intervention (p. 7870)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)
 Son intervention (p. 7886)

Après l'article 4
 Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7892)

Après l'article 10 septies
 Intervient sur l'adt n° 329 corrigé du Gouvernement (vins de pays, parcelles affectées à la production ; déclaration obligatoire) (p. 7901)

Après l'article 10 undecies
 Son amendement n° 432 (organisation, avant fin 2004, d'une conférence des prix agricoles) : rejeté (p. 7903)
 Son amendement n° 436 (coefficient multiplicateur ; application immédiate en cas de crise conjoncturelle de la production agricole) : rejeté (p. 7903)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)
 Son amendement n° 416 (p. 7906)

Article 11 F (recours à des particuliers ou des associations pour le transport de personnes)
 Ses amendements n°s 415 et 414 (p. 7980 et s.)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)
 Son amendement n° 418 (p. 7985)

Après l'article 11
 Son amendement n° 419 (groupements d'employeurs ; travailleurs en contrat à durée indéterminée ; embauche exclusive) (p. 7985) : rejeté (p. 7986)

Après l'article 14 bis A
 Son amendement n° 412 (réforme du mode de scrutin pour les élections à la MSA) (p. 7988) : rejeté (p. 7989)

Après l'article 20
 Son amendement n° 641 (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) : rejeté (p. 7994)

Après l'article 35
 Son amendement n° 421 (travailleurs saisonniers ; logements sociaux ; attribution) : rejeté (p. 8004)

Article 66 quinquies (extension des missions des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles privés)
 Son amendement n° 413 (p. 8006)

Après l'article 74
 Son amendement n° 422 (charte forestière de territoire ; initiative d'élus des collectivités territoriales) : rejeté (p. 8009)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)
 Son amendement n° 427 (p. 8010)
 Ses explications de vote (p. 8018)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8018)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [10 février 2005] (p. 1010)**

Son intervention (p. 1019)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1020)
Collectivités territoriales : compétences : compensations
financières (p. 1020)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 1019)
Postes : La Poste (p. 1019)
Secteur public : services publics (p. 1020)

**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[10 février 2005] (p. 1024)**

Son intervention (p. 1026)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9076)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9077)
Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non
salariés agricoles (p. 9077)
Agriculture : offices d'intervention (p. 9077)
Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement
rural (SAFER) (p. 9077)
Bois et forêts : forêts : crédits budgétaires (p. 9077)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9078)
Élevage : bâtiments (p. 9077)
Enseignement agricole (p. 9077)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9107)
Retraites : régime agricole (p. 9106)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire
(p. 9617)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Procédure des questions :

Patrimoine culturel : décentralisation (p. 8779)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR,
CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Son intervention (p. 9643)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 9643 et s.)
Etat : Monnaies et médailles : privatisations (p. 9643 et s.)

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET
ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9673)

Son intervention (p. 9675)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit
(p. 9676)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de
l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9675)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9676)
Entreprises : charges (p. 9675)
Entreprises : délocalisations (p. 9675)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : aides publiques
(p. 9675)

Travail : durée du travail (p. 9675)

**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004]
(p. 9725) :**

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention (p. 9730)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit
(p. 9730)
Entreprises : délocalisations (p. 9730)
Politique économique : économie solidaire (p. 9730)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET
RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 9146)
Enseignement supérieur : professions médicales : démographie
(p. 9145)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8886)

Thèmes avant la procédure des questions :

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires
(p. 8886)
Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8887)

Procédure des questions :

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8897)
Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de
fonctionnement (DGF) (p. 8896)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9678)

Son intervention (p. 9681)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9681)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire
(PAT) (p. 9681)
Collectivités territoriales : compétences : télécommunications
(p. 9681 et s.)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9681)
Secteur public : services publics (p. 9681)

**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004]
(p. 9738) :**

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9744)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire
(PAT) (p. 9744)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9744)
Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais
(p. 9744)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 9744)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES
GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES
JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA
DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires
économiques (p. 9566)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Commissariat général du Plan (p. 9567)
Etat : Plan : crédits budgétaires (p. 9566)
Politique économique : prévisions : Plan (p. 9566)

Procédure des questions :

Fonction publique territoriale : filière administrative :
développement économique (p. 9580)
Voie : directions départementales de l'équipement (DDE) :
ouvriers de l'Etat (p. 9581)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9585)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9590)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8857)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 8849)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 11186)

Son intervention (p. 11189)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11202)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11189, 11190)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11190, 11202)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 11189)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11191)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11189)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11186, 11189 et s., 11202)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11191)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er bis A (conférence nationale du handicap)

Son intervention (p. 11206)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son intervention (p. 11218)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 80)

Son intervention (p. 86)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 86 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : services publics (p. 80)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 80)

Postes : La Poste (p. 86)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14688 de M. Daniel Paul (suspension de toute suppression ou restructuration de bureau de poste du réseau du service public postal jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 144)

Intervient sur l'adt n° 14702 de M. Daniel Paul (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 146)

Intervient sur l'adt n° 14704 de M. Daniel Paul (suspension de la transposition des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 148)

Intervient sur l'adt n° 14706 de M. Daniel Paul (missions du service public postal) (p. 150)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 152 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2860)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2862) : rejetée (p. 2869)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2887)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2860, 2862)

Postes : La Poste (p. 2862 et s., 2887)

Postes : services financiers (p. 2863 et s., 2887)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2865)

Union européenne : directives : postes (p. 2861, 2863 et s.)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Daniel Paul (service public postal et cohésion sociale) (p. 2889)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2891 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1152)

Thèmes :

Enseignement : zones rurales (p. 1153, 1154)

Enseignement : élèves (p. 1152)

Enseignement : établissements scolaires (p. 1153)

Enseignement : pédagogie (p. 1152, 1153)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1152, 1153)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1152)

Enseignement secondaire : lycées (p. 1153)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1243 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 431 rectifié de M. Dominique Tian (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1265)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266)

Intervient sur l'adt n° 327 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266)

Intervient sur l'adt n° 336 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1267)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1270)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1275)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3078)

Thème :

Sécurité sociale : protection sociale : financement (p. 3078)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4279)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 4395)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396)

Intervient sur l'adt n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4398)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4410 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4427)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 578 de M. Gilbert Biessy (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457)

Intervient sur l'adt n° 577 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457)

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4457)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4459 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 590 de M. Gilbert Biessy (obligation de payer les fournisseurs et les sous-traitants dans un délai de soixante jours) (p. 4467)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468 et s.)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4480)

Article 30 (extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4481)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4485 et s.)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son intervention (p. 4499)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4501)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son intervention (p. 4504)

Roland CHASSAIN

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875) (p. 7875°)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Rhône [8 février 2005] (p. 884)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 591)

Thèmes :

Travail : coût (p. 591)

Travail : durée du travail (p. 591)

Travail : négociations (p. 591)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 591)

Travail : travail saisonnier (p. 591)

Luc-Marie CHATEL

*Haute-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les causes de l'augmentation des prix à la consommation dans la grande et la moyenne distribution, à évaluer les dispositions légales destinées à équilibrer les relations commerciales entre les centrales d'achat et les producteurs et à proposer les évolutions législatives et réglementaires nécessaires (n° 1726) [19 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (n° 2381) [3 mai 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 12 juillet 2005] (p. 11421)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 1726) de M. Hervé Morin tendant à la création d'une commission d'enquête visant à établir les causes de l'augmentation des prix à la consommation dans la grande et la moyenne distribution, à évaluer les dispositions légales destinées à équilibrer les relations commerciales entre les centrales d'achat et les producteurs et à proposer les évolutions législatives et réglementaires nécessaires [19 octobre 2004] (n° 1873)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 1871) de M. Henri Emmanuelli tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages [19 octobre 2004] (n° 1874)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 2381), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, en faveur des petites et moyennes entreprises [29 juin 2005] (n° 2429)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [11 juillet 2005] (n° 2464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Prix. Baisse, modalités [5 octobre 2004] (p. 7468)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)

Son amendement n° 27 (p. 7655)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - ONCFS)

Son amendement n° 713 (p. 7779)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 714 (p. 7801)

Article 11 F (recours à des particuliers ou des associations pour le transport de personnes)

Son amendement n° 28 (p. 7980)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEANP - et de programmes d'action)

Son amendement n° 736 (p. 7991)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son amendement n° 740 (p. 7998)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son amendement n° 741 rectifié (p. 7999)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son amendement n° 742 (p. 8001)

Article 34 (élargissement du droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son amendement n° 745 (p. 8003)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7737)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7738)

Entreprises : délocalisations (p. 7737 et s.)

Industrie : politique industrielle (p. 7737)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7737)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8173)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 8173)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8173)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8173 et s.)

Recherche (p. 8173)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10061)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10062)

Politique économique : conjoncture (p. 10061)

Politique économique : épargne (p. 10061)

Urbanisme : politique foncière : grands magasins (p. 10062)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [25 novembre 2004] (p. 10068)

Son intervention (p. 10070)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Ses amendements n°s 239 et 267 (p. 11236, 11238)

Avant l'article 3

Son amendement n° 249 (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) : rejeté (p. 11242)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Ses amendements n°s 335 à 337, 340, 269, 280 et 281 (p. 11300 et s., 11307 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 250 (p. 11317)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son amendement n° 342 (p. 11381)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 176)

Thèmes :

Assurances (p. 177)
Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 177)
Consommation : protection des consommateurs : grande distribution (p. 176)
Droit civil : contrats (p. 176)
Energie et carburants : électricité : tarifs (p. 177)
Politique sociale : surendettement (p. 177)
Télécommunications : opérateurs (p. 177)

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 1 de M. François Brottes (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 184)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Alain Vidalies (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 186)
Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Ségolène Royal (prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur déchu du droit à intérêts) (p. 187)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Ségolène Royal (sanctions du non respect des obligations liées à la publicité relative aux crédits) (p. 187)

Article 4 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 188)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Jean-Claude Viollet (encadrement des opérations de vente, de location, de location-vente ou de vente avec option d'achat, d'un montant inférieur à 150 euros, délivrées à l'occasion d'une foire ou d'un salon) (p. 188)
Intervient sur l'adt n° 7 de M. Daniel Boisserie (garantie due par un réseau de vente ; cause exonératoire ; défaut d'entretien ; conditions d'application) (p. 188)

Article 6 (délais et conditions d'application de la loi)

Son intervention (p. 188)

Titre

Son intervention (p. 189)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention (p. 280)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 281)
Informatique : fichiers (p. 281)
Politique sociale : surendettement (p. 280)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Son intervention (p. 285)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 11

Son amendement n° 198 (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736) ; retiré (p. 3737)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4206)

Thème :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4207 et s.)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Jean Lemièrre (suppression des promotions sauvages et de leur publicité) (p. 4439)

Intervient sur l'adt n° 182 de la commission (compétence des tribunaux pour connaître des litiges commerciaux) (p. 4439)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jean-Marie Le Guen (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Article 26 (interdiction des accords de gamme au titre de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique)

Son intervention (p. 4441)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Marc Le Fur (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441)

Intervient sur l'adt n° 578 de M. Gilbert Biessy (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4453 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Intervient sur l'adt n° 577 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Jean-Paul Charié (non-facturation des prestations fournies aux sous-traitants) (p. 4458)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4461 et s.)

Son amendement n° 617 (p. 4465)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 590 de M. Gilbert Biessy (obligation de payer les fournisseurs et les sous-traitants dans un délai de soixante jours) (p. 4467)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4467 et s.)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4469)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4469)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Dominique Richard (code de l'industrie cinématographique : versement des droits aux auteurs de DVD) (p. 4471)

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié de la commission des lois (non inscription des délits liés à une transaction sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 4479)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4480)

Article 30 (extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4482)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4482 et s.)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son intervention (p. 4500)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4500 et s.)

Article 32 bis (exceptions aux règles antitrust)

Son intervention (p. 4502)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'ad n° 118 de M. Jean-Paul Charié (entreprises de production, de l'artisanat, de l'industrie ou des services autorisées à s'entendre sur les appels d'offres) (p. 4502)

Article 32 ter (contrôle des concentrations)

Son intervention (p. 4502 et s.)

Article 32 quater (pouvoir d'injonction du ministre de l'économie en cas de pratiques prohibées répétées)

Son intervention (p. 4503)

Après l'article 32 quater

Intervient sur l'ad n° 562 de M. Jean Dionis du Séjour (rapport annuel au Parlement sur le phénomène de concentration dans la grande distribution) (p. 4503)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son intervention (p. 4504 et s.)

Son amendement n° 619 rectifié (p. 4507)

Après l'article 33

Intervient sur l'ad n° 404 de M. Michel Vergnier (délais de paiement des grandes surfaces aux fournisseurs de boissons alcoolisées ramenés à cinquante jours) (p. 4507)

Article 34 (régime de sanction des pratiques d'enchères à distance illégales)

Son intervention (p. 4508)

Article 37 (possibilité pour certains fonctionnaires de la DGCCRF de notifier une convocation en justice)

Son intervention (p. 4508)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad n° 242 de M. Marc Le Fur (harmonisation des modalités des soldes au plan national) (p. 4508)

Article 37 bis (rapport d'activité de la Commission d'examen des pratiques commerciales)

Son intervention (p. 4509)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'ad n° 524 de M. Michel Vergnier (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4510)

Intervient sur l'ad n° 526 de M. Michel Vergnier (contrôle des concentrations) (p. 4510)

Intervient sur l'ad n° 525 de M. Michel Vergnier (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4510)

Article 37 ter (rapport au Parlement sur l'application des dispositions du titre VI)

Son intervention (p. 4510)

Son amendement n° 628 rectifié (p. 4510)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4513)

Intervient sur le sous-ad n° 601 de M. Jean-Paul Charié (délai de dix jours imposé au dernier opérateur) à l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513)

Intervient sur le sous-ad n° 600 de M. Jean-Paul Charié (délai de préavis de résiliation de dix jours) à l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513)

Intervient sur le sous-ad n° 599 rectifié de M. Jean-Paul Charié (modalités et délais fixés par décret) à l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513)

Intervient sur le sous-ad n° 632 du Gouvernement (avis de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques) à l'ad n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4516)

Intervient sur l'ad n° 204 rectifié de la commission (versement d'une partie du produit des amendes relatives au droit de la concurrence à un fonds d'aide et de garantie des consommateurs) (p. 4516)

Après l'article 45 A

Son amendement n° 621 (interdiction de la facturation du temps d'attente par les professionnels lors des appels téléphoniques à leur service après-vente) (p. 4528) : retiré (p. 4529)

Intervient sur l'ad n° 532 de M. Jean-Marie Le Guen (encadrement des frais de résiliation des contrats de communications électroniques) (p. 4531)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad n° 591 de Mme Christine Boutin (vente des vidéogrammes) (p. 4549)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4672)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4672)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 4673)

Gérard CHERPION

*Vosges (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 27 janvier 2005] (p. 1448)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord textile, perspectives [26 janvier 2005] (p. 368)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 965, posée le 7 décembre 2004. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs (J.O. Questions p. 9556). Appelée le 7 décembre 2004. Politiques communautaires (p. 10665)

n° 1167, posée le 29 mars 2005. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3087). Appelée le 29 mars 2005. Prairies permanentes, réglementation (p. 2482)

Jean-François CHOSSY

*Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et

la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 26 janvier 2005] (p. 1383)

Membre titulaire du Conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie [J.O. du 10 mai 2005] (p. 8114)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1880), pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [15 décembre 2004] (n° 1991)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [25 janvier 2005] (n° 2038)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Santé. Système de veille et d'alerte sanitaire [11 mai 2005] (p. 3332)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1168, posée le 29 mars 2005. Défense. Armée (J.O. Questions p. 3087). Appelée le 29 mars 2005. Officiers, rémunérations (p. 2485)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Bois et forêts : politique forestière (p. 9108)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9245)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9244)

Handicapés : crédits (p. 9244)

Handicapés : établissements (p. 9245)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9245)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9244)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : décentralisation (p. 9244)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11171)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 11173)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11173)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11172)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 11172)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11172)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11173)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11172)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11172)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11173)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11203 et s.)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission (Conseil national des personnes handicapées : attributions) (p. 11205)

Intervient sur l'ad n° 32 de la commission (Conseil national des personnes handicapées : attributions) (p. 11205)

Intervient sur l'ad n° 533 de Mme Hélène Mignon (droit au sport, à la culture, aux loisirs et aux vacances des handicapés) (p. 11205)

Article 1er bis A (conférence nationale du handicap)

Son intervention (p. 11206)

Article 1er bis (prévention des handicaps)

Son intervention (p. 11207)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11212)

Article 1er ter (recherche sur le handicap)

Son intervention (p. 11213)

Article 1er quater (formation des professionnels de la santé)

Son intervention (p. 11213)

Article 1er quinquies (plans d'action et consultations médicales)

Son intervention (p. 11214)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)

Son intervention (p. 11216)

Article 1er septies (prolongation de la suspension du contrat de travail en cas d'accouchement précoce nécessitant une hospitalisation postnatale prolongée)

Son intervention (p. 11217)

Son amendement n° 825 (p. 11217)

Après l'article 1er septies

Intervient sur l'ad n° 548 de M. Yves Bur (conditions d'accès à la CMU pour les handicapés résidant en Alsace-Moselle) (p. 11218)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son intervention (p. 11232 et s.)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 11234 et s.)

Article 2 bis (suppression des conditions d'âge en matière de compensation et prise en charge des frais)

Son intervention (p. 11240)

Après l'article 2 quinquies

Intervient sur l'ad n° 71 de la commission (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) (p. 11241)

Intervient sur l'ad n° 602 de M. Yvan Lachaud (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) (p. 11241)

Intervient sur l'ad n° 401 de M. Emmanuel Hamelin (appareillages des personnes handicapées : application du taux réduit de TVA) (p. 11241)

Intervient sur l'ad n° 404 de M. Jean-Pierre Decool (taux réduit de TVA pour les appareillages des handicapés) (p. 11241)

Intervient sur l'ad n° 603 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'attribution de la prestation de compensation) (p. 11242)

Avant l'article 3

Intervient sur l'ad n° 249 de M. Luc-Marie Chatel (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) (p. 11242)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11243 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 751 de Mme Muriel Marland-Militello (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) (p. 11248)

Intervient sur l'adt n° 502 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les ressources des personnes handicapées) (p. 11248)

Intervient sur l'adt n° 504 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les conditions de versement de l'AAH en cas d'hospitalisation) (p. 11249)

Intervient sur l'adt n° 507 de M. Claude Bartolone (rapport au Parlement sur les conditions d'exercice d'un mandat électif par un handicapé) (p. 11249)

Intervient sur l'adt n° 618 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'alignement de l'AAH sur le SMIC) (p. 11249)

Article 4 (garantie de ressources des handicapés accueillis en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 11249 et s.)

Article 5 (régime des frais d'hébergement et d'entretien des handicapés accueillis en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 11250)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11300 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11316 et s.)

Son sous-amendement à l'adt n° 653 deuxième rectification de M. Laurent Wauquiez (p. 11320)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Alain Marty (formation des enseignants sur le handicap) (p. 11322)

Avant l'article 9 A

Intervient sur l'adt n° 520 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les retraites des personnes atteintes de handicap) (p. 11330)

Article 9 A (renforcement de l'obligation de reclassement applicable aux travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11330)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11330 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 291 de M. Emmanuel Hamelin (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Intervient sur l'adt n° 609 de M. Yvan Lachaud (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11332)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11333 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 523 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur la politique d'intégration professionnelle des personnes handicapées) (p. 11334)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 11334 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11339)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique et des conditions d'âge pour le départ en retraite des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11340)

Article 14 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 11341)

Article 15 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 11341)

Article 16 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 11342)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11342 et s.)

Son sous-amendement n° 830 à l'adt n° 292 de M. Alain Marty (p. 11342)

Article 18 (suppression des abattements de salaire et remplacement de la garantie de ressources en milieu ordinaire par une aide à l'employeur)

Son intervention (p. 11344)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11345 et s.)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail)

Intervient sur l'adt n° 135 rectifié de la commission (p. 11348 et s.)

Son intervention (p. 11348 et s.)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation à l'amplitude journalière et à la durée maximale quotidienne de travail pour les personnels des centres d'aides par le travail)

Son intervention (p. 11350)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11353)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 485 de Mme Hélène Mignon (permis de construire : conditions d'accessibilité aux handicapés) (p. 11367)

Intervient sur l'adt n° 377 de M. Daniel Paul (mesures de sauvegarde et de sécurité dans les immeubles tenant compte de la mobilité réduite des personnes handicapées) (p. 11368)

Intervient sur l'adt n° 567 de Mme Geneviève Levy (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)

Intervient sur l'adt n° 658 de M. Laurent Wauquiez (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Alain Marty (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)

Intervient sur l'adt n° 415 de M. Jean-Pierre Decool (aménagement de voirie favorisant l'accessibilité aux handicapés : définition par décret en Conseil d'Etat) (p. 11368)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (prise en compte des besoins spécifiques des personnes handicapées en matière de sécurité et d'évacuation en cas d'incendie)

Son intervention (p. 11368)

Article 21 ter supprimé par le Sénat (crédit d'impôt)

Son intervention (p. 11369)

Article 21 quater (plafond du crédit d'impôt)

Son intervention (p. 11369)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)

Son intervention (p. 11369 et s.)

Article 23 bis supprimé par le Sénat (subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son intervention (p. 11370)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11370 et s.)

Son amendement n° 154 (p. 11376)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 11377)

Après l'article 25 quater

Intervient sur l'adt n° 158 rectifié de la commission (équipements destinés aux handicapés ; construction ; constitution de réserves foncières) (p. 11378)

Avant l'article 26 A

Intervient sur l'ad n° 381 de M. Daniel Paul (emploi dans le secteur des établissements d'accueil des handicapés ; engagement de négociations collectives) (p. 11379 et s.)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son intervention (p. 11381)

Avant l'article 26

Intervient sur l'ad n° 160 de la commission (de coordination) (p. 11381)

Intervient sur l'ad n° 380 de M. Daniel Paul (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) (p. 11381)

Intervient sur l'ad n° 161 de la commission (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) (p. 11381)

Après l'article 26

Intervient sur l'ad n° 193 de la commission (établissements publics sociaux ; conseils d'administration ; participation des associations ; représentation des handicapés) (p. 11382)

Intervient sur l'ad n° 583 de Mme Geneviève Levy (entreprises de transport public de voyageurs ; obligation d'accessibilité ; institution obligatoire d'une procédure de recours interne) (p. 11382)

Article 26 bis (dispense de port de la muselière pour les chiens accompagnateurs)

Son intervention (p. 11382)

Article 26 ter (accès aux lieux ouverts au public pour les chiens guide)

Son intervention (p. 11383)

Après l'article 26 ter

Intervient sur l'ad n° 164 de la commission (de coordination) (p. 11383)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11388)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11390 et s.)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11417 et s.)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)

Son intervention (p. 11423 et s.)

Article 26 octies (objectif de dépenses assigné pour les prestations des établissements et services financés par la sécurité sociale et gestion par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11424 et s.)

Article 26 nonies (comptes financiers de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11425 et s.)

Ses sous-amendements n°s 836 et 837 à l'ad n° 644 du Gouvernement (p. 11426)

Article 26 decies (répartition entre les départements des concours destinés au financement de la prestation de compensation et des dépenses relatives aux maisons départementales des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11428 et s.)

Après l'article 26 duodecies

Intervient sur l'ad n° 192 de la commission (de coordination) (p. 11429)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11446)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11447 et s.)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 11448 et s.)

Article 31 (coordination au sein du code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 11451 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 848 du Gouvernement (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) (p. 11452)

Intervient sur l'ad n° 785 de Mme Geneviève Levy (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) (p. 11452)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 11452 et s.)

Article 32 quinquies (reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)

Son intervention (p. 11455)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)

Son intervention (p. 11456 et s.)

Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une assistance technique pour les déficients auditifs)

Son intervention (p. 11457)

Après l'article 32 nonies

Intervient sur l'ad n° 226 de la commission (accès des handicapés aux pratiques culturelles, au sport, aux loisirs et aux vacances) (p. 11458)

Article 36 ter (formation des aidants familiaux)

Son intervention (p. 11458)

Article 43 (suivi statistique des populations handicapées)

Son intervention (p. 11459)

Article 44 ter supprimé par le Sénat (exclusion de certaines sommes versées aux personnes handicapées du calcul des ressources servant à la fixation de la prestation compensatoire en cas de divorce)

Son intervention (p. 11460)

Après l'article 44 ter

Intervient sur l'ad n° 395 de M. Daniel Paul (fonds de garantie pour l'assurance des personnes malades ou en situation de handicap) (p. 11460)

Après l'article 44 quater

Intervient sur l'ad n° 680 de M. Antoine Herth (convention d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du consentement ; dérogation au profit du représentant légal de l'handicapé) (p. 11460)

Intervient sur l'ad n° 231 de la commission (convention d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du consentement ; dérogation au profit du représentant légal de l'handicapé) (p. 11460)

Article 44 quinquies (application de la présente loi à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 11461)

Article 44 sexies (application de la présente loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 11461)

Après l'article 44 sexies

Intervient sur l'ad n° 718 de Mme Maryvonne Briot (groupements de coopération entre les établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 11461)

Intervient sur l'ad n° 713 de M. Yvan Lachaud (droits et devoirs en matière d'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés : frais inhérents au droit de visite et d'hébergement) (p. 11461)

Intervient sur l'ad n° 717 de Mme Anne-Marie Comparini (dégrèvement de taxe d'habitation pour les personnes handicapées à 100 %) (p. 11462)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 11462 et s.)

Article 46 (entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'obligation d'emploi des personnes handicapées et à la garantie de ressources des travailleurs handicapés en milieu ordinaire)

Son intervention (p. 11463)

Article 48 bis (montant de la contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11463 et s.)

Après l'article 49

Intervient sur l'adit n° 649 deuxième rectification du Gouvernement (affectation des ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2005) (p. 11464)

Article 51 (rapport triennal)

Son intervention (p. 11465)

Titre

Son intervention (p. 11465)

Seconde délibération

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11465 et s.)

Article 25 ter (assimilation des logements en foyer d'hébergement à un logement locatif social)

Son intervention (p. 11466)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11466)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Son intervention (p. 42)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 665)

Thèmes :

Handicapés : associations (p. 665)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 667)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 666, 667)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 666)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 666)

Handicapés : personnes ayant la charge de handicapés (p. 667)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 665, 666)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 666)

Handicapés : sourds (p. 667)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 672)

Son intervention (p. 672 et s.)

Jean-Louis CHRIST

*Haut-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1838 autorisant, à titre expérimental, la région à fixer le montant de la part de la taxe d'apprentissage obligatoirement réservée à l'apprentissage et à en assurer la collecte sur le territoire régional [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 10 bis A (régime social applicable aux entreprises paysagères)

Son intervention (p. 7897)

Son amendement n° 730 (p. 7897)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 28

Son amendement n° 108 troisième rectification précédemment réservé (livraisons d'énergie fournies par les réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 8472)

Son amendement n° 109 deuxième rectification précédemment réservé (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés au bois : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 8472)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10012)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 10013)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10013)

Impôts et taxes : taxe d'apprentissage (p. 10013)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 13 bis

Son amendement n° 464 (temps de formation minimum ; aménagement après échec à l'examen) : retiré (p. 10314)

Son amendement n° 465 (repos compensateur) (p. 10314) : retiré

Après l'article 17

Son amendement n° 440 (simplification du contrôle de l'enregistrement des contrats d'apprentissage) : adopté (p. 10356)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son amendement n° 25 (p. 1336)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n° 506 (p. 1426)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 1er septies D

Son sous-amendement n° 372 (perte de recettes pour le budget de l'Etat compensée par la création d'une taxe additionnelle) à l'ad n° 89 de la commission (taux de TVA applicable aux abonnements aux réseaux de chaleur collectifs alimentés au bois) : devenu sans objet (p. 2462)

Avant l'article 8

Son amendement n° 443 (développement des énergies renouvelables ; transfert expérimental aux régions de la gestion des crédits correspondants) : retiré (p. 2529)

Après l'article 10 bis

Son amendement n° 410 (plafond de l'obligation d'achat limité à 50 mégawatts par site) : rejeté (p. 2550)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son amendement n° 311 (p. 1589)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 146 de la commission (report de l'entrée en vigueur de la réforme des Fonds d'assurance-formation (FAF) de l'artisanat) (p. 4276)

Son amendement n° 399 (crédit d'impôt formation) (p. 4275) : devenu sans objet (p. 4276)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 147 de la commission (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4277)

Son amendement n° 401 (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4277) : retiré (p. 4278)

Article 4 (prise en charge des actions d'accompagnement par le futur fonds d'assurance formation des artisans)

Son amendement n° 400 (p. 4278)

Après l'article 17

Son amendement n° 547 (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4398) : adopté après modification (p. 4400)

Après l'article 21

Son amendement n° 434 rectifié (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405) : retiré (p. 4406)

Dino CINIÉRI

*Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 967, posée le 7 décembre 2004. Services. Sécurité (J.O. Questions p. 9557). Appelée le 7 décembre 2004. Agents, recrutement, réglementation (p. 10667)

Alain CLAEYS

*Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 9 novembre 2004] (p. 18972)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7839)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Financement [9 mars 2005] (p. 1829)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8539) : rejetée (p. 8546)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 8539)

Santé : accès aux soins (p. 8543)

Santé : politique de la santé (p. 8541)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8542)

Sécurité sociale : caisses (p. 8542)

Sécurité sociale : déficit (p. 8540)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8539 et s.)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8540.)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 8539 et s.)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 2

Son amendement n° 104 (remboursement de la dette sociale) : rejeté (p. 8629)

Son amendement n° 105 (abrogation de dispositions relatives à la contribution sociale généralisée) : rejeté (p. 8629)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9133)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 9133)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 9134)
 Enseignement supérieur : universités (p. 9133, 9134)
 Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 9134)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 9134)
 Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 9134)
 Produits dangereux : amiante : constructions universitaires (p. 9133)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10159)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10159)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10159)
 Santé : fin de vie (p. 10159)

Explications de vote et vote [30 novembre 2004] (p. 10261)

Ses explications de vote (p. 10264)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 10264)

Pascal CLÉMENT

*Loire (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire
 puis Gardé des Sceaux, ministre de la justice*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Est nommé Gardé des Sceaux, ministre de la justice. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Cessation de son mandat de député le 2 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n° 2022) [13 janvier 2005]

Président de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 9 février 2005] (p. 2183)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles (n° 2131) [23 mars 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juin 2005] (p. 10099)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11113)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1900 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales [1^{er} décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1952), portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité [1^{er} décembre 2004] (n° 1965)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 2022) modifiant le titre XV de la Constitution [19 janvier 2005] (n° 2033)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la réforme du droit des sociétés - traitement des entreprises en difficulté [11 février 2005] (n° 2094)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Louis Debré (n° 2131) tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles [5 avril 2005] (n° 2226)

Projet de loi n° 2427 rect portant réforme des successions et des libéralités [29 juin 2005]

Projet de loi n° 2508 ratifiant l'ordonnance n° 2005-657 du 8 juin 2005 relative à la tenue d'audiences à l'aide d'un moyen de communication audiovisuelle et modifiant le code de justice administrative (partie législative) [2 août 2005]

Projet de loi n° 2515 ratifiant l'ordonnance n° 2005-656 du 8 juin 2005 relative aux règles de fonctionnement des juridictions du contentieux de l'incapacité [31 août 2005]

Projet de loi n° 2524 ratifiant l'ordonnance n° 2005-459 du 13 mai 2005 rendant applicable dans les îles Wallis et Futuna la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [13 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Luc Warsmann. Justice. Tribunaux. Décisions, exécution, délais [22 juin 2005] (p. 3798)

M. Christophe Caresche. Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [22 juin 2005] (p. 3801)

M. Jacques Remiller. Justice. Magistrats. Responsabilités, réglementation [29 juin 2005] (p. 4018)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Jacques Gaultier. Justice. Tribunaux d'instance. Perspectives, Vosges [28 juin 2005] (p. 3988)

M. Jean Launay. Système pénitentiaire. Etablissements. Perspectives, Cahors [28 juin 2005] (p. 3990)

M. Jean-Pierre Le Ridant. Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention, Nantes [28 juin 2005] (p. 3989)

M. Guy Teissier. Système pénitentiaire. Etablissements. Fonctionnement, effectifs de personnel, Marseille [28 juin 2005] (p. 3988)

DÉBATS

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son intervention (p. 3898 et s.)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)

Son intervention (p. 4624)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 4624)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4625)

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : statistiques (p. 4625)
Justice : dommages intérêts (p. 4624)
Justice : parquet (p. 4625)
Justice : tribunaux correctionnels : délais (p. 4624)

Discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4634)

Son intervention (p. 4634)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)

Son intervention (p. 4644)

Thèmes :

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 4645)
Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 4645)
Justice : mandataires de justice : rémunération (p. 4645)
Lois : textes d'application (p. 4645)
Parlement : rôle : travaux (p. 4644 et s.)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [9 novembre 2004] (p. 9158)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'inquiète d'une éventuelle reprise des débats à 21 heures 30 en raison du départ de la présidente à 19 heures 45 et des propos redondants de collègues de l'opposition [6 octobre 2004] (p. 7562)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : indique que le projet est examiné depuis près d'un an, que la déclaration d'urgence en permettra une application plus rapide et que les amendements dont l'examen est prévu au titre de l'article 88 du règlement émanent de l'opposition [1^{er} mars 2005] (p. 1512)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : indique à M. Jean-Yves Le Bouillonnet que la question sera abordée à l'article 88 [3 mars 2005] (p. 1673)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 7507 et s.)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7508)
Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : prérogatives (p. 7508)
Droit pénal : discrimination : handicapés (p. 7507)
Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7507)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 27 de Mme Martine Billard (incrimination des propos homophobes, sexistes ou discriminatoires envers les personnes en raison notamment de leur handicap ou de leur état de santé) (p. 7539 et s.)

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Patrick Bloche (objectifs de la politique publique de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité définis par la loi tous les cinq ans) (p. 7541)

Article 1er (statut et compétence)

Son intervention (p. 7543 et s.)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7547 et s.)
Son amendement n° 61 (p. 7548)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 7553 et s.)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)
Son intervention (p. 7556)

Article 6 (médiation)

Son intervention (p. 7557)

Article 11 (rapports avec l'autorité judiciaire)

Son intervention (p. 7558)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité, études et propositions de modification de la législation ou de la réglementation)

Son intervention (p. 7559 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 40 de M. Patrick Bloche (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7562)

Intervient sur les adts n°s 41 à 46 de Mme Martine Billard (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7562)

Son rappel au règlement (cf. supra) [6 octobre 2004] (p. 7562)

Intervient sur l'ad n° 28 de Mme Martine Billard (définition de la discrimination indirecte) (p. 7563)

Intervient sur l'ad n° 48 de la commission (personnel du Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations) (p. 7563)

Avant l'article 17

Intervient sur l'ad n° 11 rectifié de M. Frédéric Dutoit (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Victorin Lurel (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Frédéric Dutoit (enseignement obligatoire sur toutes les formes de discriminations) (p. 7564)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 7565 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 39 de Mme Martine Billard (information obligatoire des salariés par les employeurs sur les dispositions prohibant les discriminations au travail) (p. 7566)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son intervention (p. 7567)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 60 du Gouvernement (saisine directe du Médiateur de la République) (p. 7568 et s.)

Ses explications de vote (p. 7571 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10694)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : compétences (p. 10694)

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : parité (p. 10694)

Associations : partie civile (p. 10696)

Droit pénal : aggravation des peines : lutte contre l'homophobie (p. 10696)

Droit pénal : discrimination (p. 10695)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10695)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10695)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 54 de M. Patrick Bloche (objectifs et bilan quinquennal de la politique de lutte contre les discriminations) (p. 10708)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 42 de Mme Martine Billard (compétence étendue à toute discrimination) (p. 10709)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 10709 et s.)
Son amendement n° 67 (p. 10711)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son intervention (p. 10723)

Article 7 (vérifications sur place)

Son intervention (p. 10724)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)

Son intervention (p. 10724 et s.)

Article 15 (rapport annuel)

Son intervention (p. 10725)

Article 16 (budget et comptes)

Son intervention (p. 10726)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10727)

Intervient sur l'ad n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10727)

Avant l'article 17

Intervient sur l'ad n° 41 de la commission (coordination) (p. 10729)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43/CE du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 10729 et s.)

Avant l'article 17 bis

Intervient sur l'ad n° 53 de Mme Martine Billard (constitution de partie civile par les associations en cas de propos discriminatoires dans la presse) (p. 10731)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10736 et s.)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10742 et s.)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son intervention (p. 10745 et s.)

Après l'article 17 quater

Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Chantal Brunel (parent polygame ; ouverture d'une tutelle aux allocations familiales) (p. 10749)

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Bruno Gilles (programmes à contenu raciste ou antisémite ; suspension de la diffusion ; pouvoir d'injonction du CSA) (p. 10750)

Article 19 (service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations)

Son intervention (p. 10750)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9166)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : contrats de partenariat public-privé (p. 9166)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9166)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*
Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 9772)

Thèmes :

Justice : frais de justice (p. 9773)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : administration pénitentiaire (p. 9773)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire : création d'emplois (p. 9773)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10972)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 10973)

Droit pénal : délinquance et criminalité : Gouvernement précédent (p. 10973)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 10972)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10973)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10973)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique, de condamnés en correctionnelle, non récidivistes, âgés de plus de 70 ans) (p. 10982)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son intervention (p. 10986 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11103)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Michel Hunault (encadrement des remises de peines pour les criminels récidivistes) (p. 11107)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11112 et s.)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son amendement n° 7 (p. 11119)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 304)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 322)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 410)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 410)

Conseil constitutionnel (p. 304 et s.)

Conseil constitutionnel : Président (p. 410)

Constitution : article 52 : Président de la République (p. 307)

Constitution : article 88-4 (p. 306 et s.)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 308)

Constitution : article 88-6 (p. 308)

Constitution : révision : référendums (p. 323)

Parlement : Sénat (p. 308)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 305 et s.)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 323)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 305)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 306 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 305, 410)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 306)

Union européenne : parlements nationaux (p. 306 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 305, 410)

Union européenne : traité constitutionnel : dénonciation (p. 323)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (respect des langues régionales) (p. 413)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 417)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. François Asensi (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 419)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Arnaud Montebourg (Premier ministre - article 21 de la Constitution : attributions en matière européenne) (p. 421)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Arnaud Montebourg (ordonnances - article 38 de la Constitution : exclusion des mesures émanant d'une institution européenne et relevant du domaine de la loi) (p. 423)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 424 et s.)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Jacques Myard (accords d'association - article 88 de la Constitution : Francophonie) (p. 427)

Article 1er (autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)

Son intervention (p. 450)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 455)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 460)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 464 et s.)

Article 4 (champ d'application des règles d'autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 471)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 1497)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1519)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1521)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1577)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) [1^{er} mars 2005] (p. 1511)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1498, 1522)

Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 1522)

Entreprises : cession (p. 1499)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1498)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1522)

Entreprises : créances : contrôle (p. 1499)

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1498, 1522)

Entreprises : difficultés : salariés (p. 1522, 1577)

Entreprises : faillites : histoire (p. 1497 et s.)

Entreprises : mandat ad hoc (p. 1498)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1522)

Justice : audiences : publicité (p. 1499)

Lois : projet de loi : syndicats (p. 1577)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : ministre (p. 1519)

Partis et mouvements politiques : gauche (p. 1577)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1581)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1587)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1604)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1607)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de la commission (procédure de sauvegarde : suppression de la formalité de déclaration et de vérification des créances pour les entreprises de moins de dix salariés) (p. 1656)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf. supra) (p. 1673)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1743)

Après l'article 88

Intervient sur l'adt n° 127 de la commission (procédure de sauvegarde : régime des licenciements économiques) (p. 1748)

Article 92 (comités de créanciers)

Son intervention (p. 1751 et s.)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1761 et s.)

Article 177 (publicité des débats devant le tribunal)

Son intervention (p. 1805)

Après l'article 187

Intervient sur l'adt n° 247 rectifié de la commission (inscription obligatoire des créances de sécurité sociale) (p. 1815)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 avril 2005] (p. 2796)

Son intervention (p. 2796)

Thèmes :

Assemblée nationale : histoire (p. 2796)
 Constitution : Congrès du Parlement (p. 2797)
 Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 2797)
 Parlement : Congrès du Parlement : Versailles (p. 2796)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 2796)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2801)*Article 3 (conventions d'application)*

Son intervention (p. 2801)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)*Après l'article 5*

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3193)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3257)

Thème :

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 3257)

Marie-Françoise CLERGEAU
Loire-Atlantique (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [21 décembre 2004]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔT

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830)

de M. Bernard Perrut, tome I : recettes et équilibre général ;
 M. Jean-Pierre Door, tome II : assurance maladie et accidents du travail ;

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome III : famille ;

M. Georges Colombier, tome IV : vieillesse ;

et de M. Bernard Perrut, M. Jean-Pierre Door, Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Georges Colombier, tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [20 octobre 2004] (n° 1876)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [6 octobre 2004] (p. 7533)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1135, posée le 22 mars 2005. Famille. Adoption (J.O. Questions p. 2834). Appelée le 22 mars 2005. Adoption internationale, réglementation, Madagascar (p. 2200)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 8511)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 8512)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8512)

Famille : politique familiale (p. 8511)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 8511)

Politique sociale : pauvreté (p. 8512)

Sécurité sociale : financement (p. 8511)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 8511)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8511)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)*Avant l'article 24*

Intervient sur l'adt n° 17 de la commission (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Dominique Tian (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Béatrice Pavy (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Article 25 (réforme du mode de financement de l'Union nationale des associations familiales -UNAF-)

Son intervention (p. 8682)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 8683)

Article 11 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux adolescents en classe de cinquième)

Son intervention (p. 8686)

Avant l'article 28

Intervient sur l'adt n° 169 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de recherche sur le vieillissement) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 232 de M. Olivier Jardé (rapport au Parlement sur l'assiette de calcul de la retraite) (p. 8718)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 108 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de la pénibilité du travail) (p. 8724 et s.)

Article 29 (régime de départ anticipé en retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers relevant de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales - CNRACL -)

Son intervention (p. 8725)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Gaëtan Gorce (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8726)

Après l'article 35

Son amendement n° 110 (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) : rejeté (p. 8733)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Ses amendements n°s 111 et 112 (p. 8742 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 816)

Titre

Son intervention (p. 914)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 925)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 925, 926)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 926)

Professions sociales : aides familiales (p. 925, 926)

Professions sociales : assistants maternels (p. 925, 926)

Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 925)

Philippe COCHET

*Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse (n° 1773) [20 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut (n° 1772) [20 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes (n° 1860) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) (n° 2088) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (n° 2115) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 2174) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1850 visant à promouvoir l'emploi au travers du temps partagé et du multisalarariat [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 1772) autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut

- le projet de loi (n° 1773) autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [23 novembre 2004] (n° 1935)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1860), autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [22 décembre 2004] (n° 2017)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) (n° 2088)

- le projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (n° 2115) [3 mai 2005] (n° 2284)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10173)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10173)

Professions de santé : déontologie (p. 10173)

Santé : fin de vie (p. 10173)

Projet de loi n° 1348 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1914)

Son intervention (p. 1915)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 1915)

Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 1915)

Yves COCHET

Paris (11^{ème} circonscription)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1912 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des institutions, l'utilisation des fonds publics et le rôle du GIP en Polynésie française [8 novembre 2004]

Proposition de résolution n° 1955 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux délocalisations fiscales [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2142 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel

et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2228 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'impact dans l'alimentation et sur la santé des denrées traitées par radiations ionisantes [5 avril 2005]

Proposition de résolution n° 2239 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'application de la réglementation sur le désamiantage en France [8 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Bilan et perspectives [9 mars 2005] (p. 1837)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 53 ter (procédure simplifiée de consultation en cas de modification de périmètre)

Son amendement n° 581 (p. 7768)

Article 53 quater (définition concertée des mesures répondant aux impératifs écologiques)

Son amendement n° 582 (p. 7769)

Article 53 sexies (contenu et élaboration des documents d'objectifs et suivi de leur mise en œuvre)

Son amendement n° 583 (p. 7769)

Article 54 BA (agrément des fédérations de chasse au titre de la protection de l'environnement)

Son amendement n° 584 (p. 7774)

Article 54 B (participation des chasseurs au développement des activités économiques et écologiques des milieux naturels)

Son amendement n° 585 (p. 7775)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - ONCFS)

Son amendement n° 586 (p. 7778)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'ad n° 411 rectifié de M. Maxime Gremetz (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Intervient sur l'ad n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son amendement n° 587 (p. 7784)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Ses amendements n°s 588 rectifié, 589 à 592, 599 (p. 7787 et s., 7797 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8160)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 8160 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8160)

Pays étrangers : Etats-Unis : Asie (p. 8161)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8161 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8966)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 8967)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8967)

Environnement : biodiversité (p. 8967)

Environnement : crédits (p. 8966)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 8966)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 349)

Thèmes :

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 349)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 349)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 349)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 349)

Union européenne : Parlement européen (p. 349)

Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 349)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention (p. 2392)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2393)

Energie et carburants : pétrole (p. 2393)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 2376)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1^{er} A

Son amendement n° 153 (politique énergétique : priorités ; sobriété et efficacité énergétiques) (p. 2418) : rejeté (p. 2419)

Son amendement n° 155 (définition des différentes sources d'énergie) (p. 2419) : rejeté (p. 2420)

Son amendement n° 156 (développement des énergies renouvelables) (p. 2419) : rejeté (p. 2420)

Son amendement n° 176 (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2420) : rejeté (p. 2422)

Son amendement n° 177 (sortie impérative du nucléaire) (p. 2420) : rejeté (p. 2422)

Son amendement n° 179 (priorité d'accès aux réseaux de transport et de distribution pour l'électricité produite à partir des sources renouvelables) : rejeté (p. 2422)

Son amendement n° 159 (objectif de réduction de 3 % en moyenne de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) : rejeté (p. 2422)

Son amendement n° 150 (affichage obligatoire de l'origine de l'énergie vendue) : rejeté (p. 2422)

Son amendement n° 158 (objectif de réduction de 2 % par an de la consommation d'énergie finale) (p. 2422) : rejeté (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 246 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad n° 295 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad n° 296 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad n° 297 rectifié de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad n° 298 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Son amendement n° 152 (mise en valeur des objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique par la publicité et la promotion commerciales) (p. 2424) : rejeté (p. 2425)

Son amendement n° 154 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; conditions de mise en oeuvre) : rejeté (p. 2425)

Son amendement n° 157 (sortie du recours au nucléaire et aux énergies fossiles ; recherche d'efficacité énergétique et adaptation de la politique des transports) (p. 2425) : rejeté (p. 2426)

Son amendement n° 160 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; illustration par les simplifications administratives) : rejeté (p. 2426)

Son amendement n° 161 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; application aux procédures, bâtiments et équipements publics) : rejeté (p. 2426)

Son amendement n° 162 (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2426) : rejeté (p. 2427)

Son amendement n° 163 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incitations fiscales) : rejeté (p. 2427)

Son amendement n° 164 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et intégration dans les PLU) (p. 2427) : rejeté (p. 2428)

Son amendement n° 165 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incidence sur le logement social) : rejeté (p. 2428)

Son amendement n° 167 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et instauration de crédits d'impôt à plafonds élevés) (p. 2428) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 151 (formation professionnelle généralisée à la sobriété et à l'efficacité énergétiques et à l'utilisation d'énergies renouvelables) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 181 (sobriété et efficacité énergétiques et utilisation d'énergies renouvelables ; insertion dans les programmes scolaires de l'école primaire au lycée) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 182 (programme de communication publique sur la sobriété et l'efficacité énergétiques et l'utilisation d'énergies renouvelables) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 183 (programme national de recherche sur l'énergie pour la période 2006-2010) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 178 (accès aux services énergétiques ; garantie des besoins fondamentaux des usagers) : rejeté (p. 2429)

Son amendement n° 149 (interdiction du chauffage électrique dans les immeubles neufs) : rejeté (p. 2430)

Son amendement n° 180 (normalisation des équipements électriques) : rejeté (p. 2430)

Son amendement n° 168 (réorientation de la politique des transports) : retiré (p. 2430)

Son amendement n° 169 (priorité donnée aux piétons et aux vélos ; aménagements physiques et réglementation) (p. 2430) : rejeté (p. 2431)

Son amendement n° 171 (instauration d'une vignette automobile) : rejeté (p. 2437)

Son amendement n° 172 (moteurs des véhicules bridés à 130 km/h à partir du 1er janvier 2007) (p. 2437) : rejeté (p. 2438)

Son amendement n° 173 (interdiction de fabrication, d'importation et de commercialisation de véhicules de cylindrée supérieure à 1,5 litre) : rejeté (p. 2438)

Son amendement n° 174 (production de véhicules propres adaptés aux petits trajets ; incitations fiscales) : rejeté (p. 2438)

Son amendement n° 175 (modulation des tarifs des péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) : rejeté (p. 2438)

Son amendement n° 170 (mise en place, par voie réglementaire, d'une taxation du kérosène pour les vols intérieurs) (p. 2438) : rejeté (p. 2439)

Son amendement n° 187 (étiquetage des bâtiments, des biens et équipements consommateurs d'énergie) : rejeté (p. 2439)

Son amendement n° 184 (prélèvement exceptionnel de cinq milliards d'euros sur le bénéfice net pour l'année 2004 de l'entreprise Total) (p. 2439) : rejeté (p. 2440)

Son amendement n° 185 (transposition rapide des directives communautaires relatives à la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables) : rejeté (p. 2440)

Son amendement n° 186 (proposition faite aux autres membres de l'ONU d'un protocole portant sur l'amont du cycle du carbone) : rejeté (p. 2440)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Son sous-amendement n° 188 rectifié à l'ad t n° 80 de la commission (p. 2441)

Son sous-amendement n° 189 rectifié à l'ad t n° 80 de la commission (p. 2443)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 260 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2446)

Intervient sur l'ad t n° 261 de M. Jean Dionis du Séjour (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2446)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)

Son intervention (p. 2448)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son intervention (p. 2450 et s.)

Son sous-amendement n° 190 à l'ad t n° 82 de la commission (p. 2451)

Son sous-amendement n° 191 à l'ad t n° 82 de la commission (p. 2452)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)

Son intervention (p. 2454)

Article 1er sexies supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la prise en compte du rôle des collectivités locales et de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2457)

Article 1er septies C (priorités en matière de transport)

Son intervention (p. 2460)

Article 1er septies D (principes de détermination de la fiscalité des énergies)

Son amendement n° 192 (p. 2461)

Après l'article 1er septies E

Son amendement n° 194 (élaboration par les régions de plans territoriaux pour la sobriété et l'efficacité énergétiques) : rejeté (p. 2462)

Article 1er septies F (inscription dans la prochaine programmation pluriannuelle des investissements de la construction d'un réacteur de conception la plus récente)

Son amendement n° 195 (p. 2462)

Après l'article 4

Son amendement n° 200 (certificats d'économies d'énergie attribués à tout fournisseur d'énergie contribuant à la création d'emplois dédiés à la maîtrise de l'énergie dans les établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi que dans le secteur résidentiel) (p. 2513) : rejeté (p. 2514)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Ses amendements n°s 197 et 202 rectifiés, 203, 198 et 199 (p. 2520, 2522, 2524 et s.)

Article 8 A (définition des énergies renouvelables)

Son intervention (p. 2527)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son amendement n° 206 rectifié (p. 2531)

Après l'article 10 bis

Son sous-amendement n° 466 rectifié (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'ad t n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2534) : rejeté (p. 2541)

Son sous-amendement n° 289 (hauteur de 100 mètres) à l'ad t n° 123 rectifié de la commission (enquête publique préalable aux projets éoliens) : devenu sans objet (p. 2550)

Article 12 C (prise en compte dans la compensation des charges de service public de l'éventuelle valorisation de l'origine de l'électricité acquise)

Son amendement n° 207 (p. 2560)

Après l'article 12

Son amendement n° 205 rectifié (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2562) : rejeté (p. 2564)

Gilles COCQUEMPOT
Pas-de-Calais (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sociétés. Eurotunnel. Situation financière, perspectives
[22 décembre 2004] (p. 11406)

*DÉBATS***Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 732 et s.)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son amendement n° 159 (p. 2264)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son amendement n° 164 (p. 2266)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 169 (p. 2269)

Après l'article 3

Son amendement n° 265 (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son amendement n° 174 (p. 2310)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 199 (p. 2350)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigants)

Ses amendements n° 209 et 214 (p. 2355)

Pierre COHEN

*Haute-Garonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483) (p.17483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Recherche. Politique de la recherche. Financement
[27 octobre 2004] (p. 8566)

Politiques communautaires. Services publics. Attitude de la France
[2 février 2005] (p. 606)

Union européenne. Etats membres. Fonds structurels, montant
[6 avril 2005] (p. 2721)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 981, posée le 21 décembre 2004. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 10103). Appelée le 21 décembre 2004. Péages, tronçons urbains, gratuité, Toulouse (p. 11276)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8932)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8933)

Recherche : crédits (p. 8933)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Son intervention (p. 9743)

Thèmes :

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9744)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9743)

Secteur public : services publics (p. 9744)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- *Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004*

Ses interventions (p. 9721)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9721)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9721)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10011)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 10011)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 10011)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 10011)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11305)

Ses amendements n° 514 à 516 (p. 11310 et s.)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son amendement n° 534 (p. 11381)

Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une assistance technique pour les déficients auditifs)

Son amendement n° 540 (p. 11457)

Article 36 ter (formation des aidants familiaux)

Son amendement n° 541 (p. 11458)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 3

Son amendement n° 466 (mode de communication à l'usage des élèves sourds ; langue des signes) (p. 1274) : rejeté (p. 1275)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2030)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2030 et s.)

Secteur public : services publics (p. 2031)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2031)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)

Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)

Son intervention (p. 2038 et s.)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2293)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2293)

Ses explications de vote (p. 2293)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2293)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2880)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2881)

Postes : services financiers (p. 2880)

Union européenne : directives : postes (p. 2880)

Georges COLOMBIER

Isère (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

DÉPÔT

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) tome IV : vieillesse ; tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission avec M. Bernard Perut, M. Jean-Pierre Door et Mme Marie-Françoise Clergeau [20 octobre 2004] (n° 1876)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Arrêts de travail, mise en œuvre [12 octobre 2004] (p. 7755)

Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [23 novembre 2004] (p. 9910)

Emploi. Revenu minimum d'activité (RMA). Bénéficiaires, réglementation [29 mars 2005] (p. 2507)

Prestations familiales. Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Convention d'objectifs et des gestions, négociations, perspectives [29 juin 2005] (p. 4023)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1051, posée le 1^{er} février 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 887). Appelée le 1^{er} février 2005. Projet Médipôle, financement, Isère (p. 487)

n° 1116, posée le 8 mars 2005. Urbanisme. Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 2273). Appelée le 8 mars 2005. Nord-Isère, perspectives (p. 1705)

n° 1189, posée le 5 avril 2005. Entreprises. Délocalisations (J.O. Questions p. 3376). Appelée le 5 avril 2005. Lutte et prévention (p. 2638)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 8512)

Thèmes :

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 8514)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 8513)

Sécurité sociale : caisses (p. 8513)

Sécurité sociale : déficit (p. 8513)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 8513)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 28

Intervient sur l'ad n° 169 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de recherche sur le vieillissement) (p. 8718)

Intervient sur l'ad n° 232 de M. Olivier Jardé (rapport au Parlement sur l'assiette de calcul de la retraite) (p. 8718)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8720 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 108 de M. Gaëtan Gorce (encadrement de la pénibilité du travail) (p. 8724)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 109 de M. Gaëtan Gorce (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8726)

Intervient sur l'ad n° 249 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les revalorisations des pensions de retraites agricoles) (p. 8728)

Article 30 (objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2005)

Son intervention (p. 8729)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9600)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9601)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9602)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 9601)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 9602)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9601)

Anciens combattants et victimes de guerre : décristallisation (p. 9601)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 9602)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9602)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (p. 9602)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9601)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)*Après l'article 72*

Intervient sur l'ad n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9627)

Intervient sur l'ad n° 149 rectifié du Gouvernement (anciens prisonniers de la guerre d'Algérie : droit à réparation) (p. 9628)

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)*Procédure des questions :*

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 8917)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 13 bis

Son amendement n° 270 (CFA ; conseil de perfectionnement ; création ; représentation des parents) (p. 10313) : retiré (p. 10314)

Après l'article 16

Son amendement n° 271 (CFA ; conseil d'administration création et composition) (p. 10349) : retiré (p. 10350)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son amendement n° 272 (p. 10435)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11344 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 132 de M. François Scellier (participation des parents d'élèves à la vie des établissements scolaires) (p. 1263)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2612)

Thème :

Sports : dopage (p. 2612)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3590)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3591)

Emploi : création d'emplois (p. 3591)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3590)

Politique sociale : services à la personne (p. 3590)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3591)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)*Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)*

Son intervention (p. 3632, 3644, 3707 et s.)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Son intervention (p. 3720)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 47 (p. 3721)

Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)

Son intervention (p. 3735)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 236 du Gouvernement (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3737)

Catherine COLONNA*Ministre déléguée aux affaires européennes*

Est nommée ministre déléguée aux affaires européennes auprès du ministre des affaires étrangères. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Geneviève COLOT*Essonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption (n° 2414) [21 juin 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 2104 tendant à permettre le vote par Internet pour les Français de l'étranger, lors des scrutins nationaux [16 février 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2414), autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [29 juin 2005] (n° 2417)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1089, posée le 1^{er} mars 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1460)

n° 1150, posée le 22 mars 2005. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 2836). Appelée le 22 mars 2005. Ligne C, fonctionnement (p. 2203)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 20

Son amendement n° 231 (exercice du droit de préemption par le maire en cas d'aliénation à titre gratuit de terres agricoles) : adopté (p. 7994)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1884)

Thèmes :

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1884)

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 1884)

Projet de loi organique n° 2334 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Son intervention (p. 4613)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme : Français de l'étranger (p. 4614)

Elections et référendums : vote par internet (p. 4614)

Français de l'étranger : listes électorales consulaires (p. 4614)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4614)

Projet de loi n° 2335 modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4614)

Anne-Marie COMPARINI*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 juin 2005] (p. 10038)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 juin 2005] (p. 10038)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2009 visant à renforcer la protection de l'enfant face à la violence sexuelle [21 décembre 2004]

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520) [2 février 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520) [2 février 2005] (n° 2053)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1730)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 935, posée le 30 novembre 2004. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion (J.O. Questions p. 9296). Appelée le

30 novembre 2004. Prostitution, loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, application, bilan (p. 10235)
 n° 1088, posée le 1^{er} mars 2005. Pharmacie et médicaments. Officines (J.O. Questions p. 2042). Appelée le 1^{er} mars 2005. Collecte, médicaments non utilisés, contrôle (p. 1464)
 n° 1257, posée le 21 juin 2005. Femmes. Politique à l'égard des femmes (J.O. Questions p. 6145). Appelée le 21 juin 2005. Reprise d'entreprise, développement (p. 3769)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7510 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7511)

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7511)

Union européenne : directives : discrimination (p. 7510)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son intervention (p. 7559)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son amendement n° 4 (p. 7567)

Ses explications de vote (p. 7571)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 7571)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10697)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination (p. 10698)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie : numéros verts (p. 10697)

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 10698)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 3 bis (délégués territoriaux)

Son intervention (p. 10723)

Ses explications de vote (p. 10751)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10751)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8453 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9134)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 9135)

Enseignement supérieur : nouvelles technologies (p. 9135)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 9135)

Enseignement supérieur : universités (p. 9135)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 9134)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : enseignement privé (p. 9145)

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8940)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur (p. 8941)

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8940)

Recherche : crédits (p. 8940 et s.)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9783)

Thèmes :

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 9783)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 9783)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Ses amendements n°s 189 et 204 (p. 8736, 8739)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 44 sexies

Son amendement n° 717 (dégrèvement de taxe d'habitation pour les personnes handicapées à 100 %) : rejeté (p. 11462)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 343)

Son intervention (p. 376)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 412)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 377)

Constitution : article 88-4 (p. 377)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 343, 376, 412)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 377)

Union européenne : institutions communautaires (p. 376 et s.)

Union européenne : parlements nationaux (p. 377 et s.)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 343)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 425)

Après l'article 1er

Son amendement n° 38 (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 451) : rejeté (p. 459)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Ses amendements n°s 37, 36, 34, 35 et 33, deuxième rectification (p. 467 et s.)

Explications de vote et vote [1^{er} février] (p. 513)

Ses explications de vote (p. 514)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 514)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Entreprises : cession (p. 1546)
 Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 1546)
 Entreprises : difficultés : prévention (p. 1546)
 Entreprises : difficultés : publicité (p. 1546)
 Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1546)
 Union européenne : règlements (p. 1546)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)*Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)*

Son intervention (p. 1582)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son amendement n° 472 (p. 1653)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1661)

Article 35 (mission du mandataire judiciaire)

Son intervention (p. 1662)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1672)

Après l'article 71

Son amendement n° 474 (plan de redressement : possibilité pour le tribunal d'en subordonner l'adoption à une augmentation de capital souscrite par un tiers) : rejeté (p. 1687)

Après l'article 88

Son sous-amendement n° 519 (indemnité additionnelle correspondant à trois mois de salaire mensuel) à l'ad n° 127 de la commission (procédure de sauvegarde : régime des licenciements économiques) : devenu sans objet (p. 1748)

Après l'article 180

Son amendement n° 471 (règlement du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 2000 sur l'insolvabilité : procédures de sauvegarde et de conciliation) (p. 1806) : retiré (p. 1807)

Explications de vote et vote [9 mars 2005] (p. 1838)

Ses explications de vote (p. 1838)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1839)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)

Son intervention (p. 4651)

Thèmes :

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 4650)
 Union européenne : règlements (p. 4651)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4651)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)**Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)**

Son intervention (p. 2024)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2025)
 Secteur public : services publics (p. 2025)
 Services (p. 2024)
 Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2025)
 Union européenne : élargissement (p. 2024)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)*Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)*

Son intervention (p. 2039)

Son amendement n° 5 (instruments communautaires sectoriels ; primauté) (p. 2039) : adopté (p. 2040)

Son amendement n° 4 (instruments communautaires sectoriels ; primauté) : adopté (p. 2040)

Ses explications de vote (p. 2042)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2042)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)*Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)*

Son intervention (p. 3344)

Son sous-amendement n° 139 à l'ad n° 80 de Mme Martine Billard (p. 3344)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Ses amendements n°s 50 et 51 (p. 3347)

Après l'article 3

Son amendement n° 59 (négociations annuelles en entreprises : actions spécifiques et non spécifiques) : rejeté (p. 3349)

Son amendement n° 60 (petites et moyennes entreprises : objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3349) : adopté (p. 3350)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Ses amendements n°s 52 à 54 (p. 3351 et s.)

Son intervention (p. 3353)

Après l'article 4

Son amendement n° 62 (maisons de l'emploi : rôle en matière d'égalité entre les femmes et les hommes) : adopté (p. 3355)

Son amendement n° 49 (inspecteurs du travail : sensibilisation aux problèmes d'inégalités salariales et professionnelles) (p. 3355) : retiré (p. 3356)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Son amendement n° 55 (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 71 de Mme Muguette Jacquaint (création de contrats à temps partiel imposé : exonération de charges sociales ; suppressions) (p. 3371)

Son amendement n° 58 rectifié (accès à l'emploi à temps plein : priorité en faveur des salariés à temps partiel) : rejeté (p. 3371)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son intervention (p. 3378)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 32 de la commission (effectifs des entreprises : non prise en compte des personnes effectuant un remplacement) (p. 3379)

Son amendement n° 57 rectifié (droit individuel à la formation : calcul : prise en compte des périodes d'absence pour un congé de maternité ou d'adoption) : adopté (p. 3379)

Article 15 (égalité dans l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage)

Son amendement n° 56 (p. 3382)

Ses explications de vote (p. 3385)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3385)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3489)**

Son intervention (p. 3492)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 3492)

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 3492)

Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 3492)

TROISIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4635)**

Son intervention (p. 4637)

Thèmes :

Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 4637)

Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 4637)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4637)

Déclaration du Gouvernement n° 2373 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur le Conseil européen**[15 juin 2005] (p. 3603)**

Son intervention (p. 3607)

Thèmes :

Politique économique : mondialisation (p. 3607)

Politiques communautaires : budget (p. 3608)

Politiques communautaires : pays associés (p. 3608)

Union européenne : constitution européenne (p. 3607)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3608)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)****Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)**

Son intervention (p. 3889)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son intervention (p. 3899 et s.)

Article 7 (champ de l'appel public à l'épargne)

Son intervention (p. 3901)

Article 19 (information des salariés sur l'existence d'un plan d'épargne d'entreprise mis en place unilatéralement)

Son intervention (p. 3915)

Article 21 (prohibition de pratiques commerciales contestables dans la vente de tabac)

Son intervention (p. 3918)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 144 de M. Charles de Courson (tabac : limitation des quantités autorisées à circuler après la vente au détail) (p. 3919)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)**

Son intervention (p. 4630)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4630)

Justice : délais (p. 4630)

Justice : parquet (p. 4630)

Justice : tribunaux correctionnels (p. 4630)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4630)

Jean-François COPÉ

Seine-et-Marne (6^{ème} circonscription)

Ministre délégué à l'intérieur

puis Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat

Est nommé Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, Porte-parole du Gouvernement auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, porte-parole du Gouvernement. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Christian Estrosi. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [19 octobre 2004] (p. 8060)

M. Daniel Vaillant. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [26 octobre 2004] (p. 8492)

M. Jean Proriol. Etat. Décentralisation. Mise en œuvre, financement [3 novembre 2004] (p. 8878)

M. Michel Hunault. Etat. Décentralisation. Conséquences, collectivités territoriales, budget [10 novembre 2004] (p. 9231)

M. François Brottes. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [16 novembre 2004] (p. 9438)

M. Jean-Marie Morisset. Etat. Décentralisation. Conséquences, collectivités territoriales [16 novembre 2004] (p. 9438)

M. Pierre Méhaignerie. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [17 novembre 2004] (p. 9502)

M. Augustin Bonrepaux. Collectivités territoriales. Finances. Budget pour 2005 [23 novembre 2004] (p. 9913)

M. Louis Giscard d'Estaing. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11405)

M. François Calvet. Drogue. Trafic. Rapport, conclusions [19 janvier 2005] (p. 113)

M. Didier Migaud. Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 293)

M. Jean-Yves Chamard. Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 295)

Mme Nathalie Gautier. Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 298)

M. Jean-Claude Beaulieu. Administration. Rapports avec les administrés. Administration fiscale [2 février 2005] (p. 611)

M. Jacques Le Guen. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [8 février 2005] (p. 884)

M. Jean-Louis Léonard. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, missions [22 mars 2005] (p. 2216)

M. Arnaud Montebourg. Industrie. Produits d'entretien. Colgate-Palmolive, délocalisation, conséquence [22 mars 2005] (p. 2216)

M. Guy Teissier. Postes. La Poste. Agents, grève, conséquences, Bouches-du-Rhône [29 mars 2005] (p. 2505)

- M. Dominique Richard. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [6 avril 2005] (p. 2728)
- M. Patrick Delnatte. Politiques communautaires. Bilan et perspectives. Coopération douanière [3 mai 2005] (p. 3048)
- M. Jean-Jacques Descamps. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 mai 2005] (p. 3268)
- M. William Dumas. Eau. Groupe BRL. Situation financière [10 mai 2005] (p. 3271)
- M. Marc Laffineur. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [29 juin 2005] (p. 4020)
- M. Augustin Bonrepaux. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [30 juin 2005] (p. 4079)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**
- M. Yannick Favennec. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires. Loi n° 2004-811 du 13 août 2004, décrets d'application, publication [19 octobre 2004] (p. 8032)
- M. Gérard Cherpion. Impôts et taxes. Taxe sur les tabacs. Politiques communautaires [7 décembre 2004] (p. 10665)
- M. Michel Piron. Impôts locaux. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Assiette [21 décembre 2004] (p. 11265)
- M. Vincent Rolland. Industrie. Sidérurgie. Protocole de Kyoto, application, conséquences [21 décembre 2004] (p. 11266)
- M. Christian Bataille. Consommation. Pratiques commerciales. Subordination de vente, vente d'ordinateurs, réglementation [21 décembre 2004] (p. 11267)
- M. Daniel Paul. Industrie. Machines et équipements. Alstom, emploi et activité [21 décembre 2004] (p. 11268)
- Mme Sylvia Bassot. Postes. La Poste. Centre de tri postal, perspectives, Argentan [22 mars 2005] (p. 2187)
- M. David Habib. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [22 mars 2005] (p. 2188)
- M. Damien Meslot. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. La Poste : politique à l'égard des retraités. Perspectives [22 mars 2005] (p. 2190)
- M. Bruno Le Roux. Etat. Décentralisation. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), financement [3 mai 2005] (p. 3017)
- M. Thierry Mariani. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [3 mai 2005] (p. 3019)
- M. Maxime Bono. Transports urbains. TVA. Taux, voitures électriques [3 mai 2005] (p. 3020)
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Mer et littoral, zone dite des cinquante pas géométriques, loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996, application [3 mai 2005] (p. 3021)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Avant l'article 29

Intervient sur l'ad n° 352 de M. Gilles Carrez (rédactionnel) (p. 8409)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son intervention (p. 8411 et s.)

Article 30 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des groupements de communes)

Son intervention (p. 8424)

Article 31 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des départements)

Son intervention (p. 8425 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 268 de M. Augustin Bonrepaux (DGF : majoration de 350 millions d'euros) (p. 8431)

Intervient sur l'ad n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8432)

Article 32 (reconduction du contrat de croissance et de solidarité)

Son intervention (p. 8432)

Article 33 (modalités de compensation financière, aux régions et aux départements, des transferts de compétences

résultant de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales)

Son intervention (p. 8433 et s.)

Article 34 (transfert aux départements d'une part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances contre les risques de toutes natures relatifs aux véhicules terrestres à moteur)

Son intervention (p. 8435 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad n° 19 de la commission (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8436)

Intervient sur l'ad n° 139 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 8437)

Intervient sur l'ad n° 265 de M. François Dosé (p. 8437)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Ses interventions (p. 8804, 8843)

Ses réponses (p. 8846 à 8862)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) (p. 8805)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8805)

Collectivités territoriales : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 8805)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8844)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8805, 8844)

Collectivités territoriales : transferts de personnel (p. 8845)

Coopération intercommunale (p. 8846)

Elections et référendums : modes de scrutin : coopération intercommunale (p. 8846)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 8845)

Réponses aux questions :

Administration : arrondissements : réforme (M. Bernard Perrut) (p. 8861)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : coopération intercommunale (M. Yves Nicolin) (p. 8862)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (M. Michel Piron) (p. 8859)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : population (M. Manuel Aeschlimann) (p. 8846)

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : crédits budgétaires (M. René Dosière) (p. 8858)

Collectivités territoriales : péréquation : dotation de solidarité urbaine (DSU) (M. Francis Delattre) (p. 8856)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (M. François Liberti) (p. 8850)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (M. André Chassaingne) (p. 8857)

Eau : assainissement : financement (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 8851)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux emphytéotiques (M. Manuel Aeschlimann) (p. 8848)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)**

Son intervention (p. 11224)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances (p. 11224)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11224)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11224)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 11224)

Politique économique : croissance (p. 11224)

Politique sociale (p. 11224)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 11224)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11230)
Son intervention (p. 11230 et s.)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10861)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10874)

Sa réponse (p. 10890)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 10863)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 10875, 10890)

Défense : opérations extérieures (p. 10862)

Etat : Gouvernement précédent : finances publiques (p. 10875)

Etat : réforme : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10861, 10891)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10861 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10861 et s., 10890 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : Parlement (p. 10863, 10875)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10861 et s., 10891)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10890)

Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10863, 10891)

Parlement : prérogatives : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10863)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 10874 et s., 10890)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 10891)

Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10874)

Politique générale : réforme (p. 10875)

Sécurité routière : radars : recettes (p. 10891)

Travail : durée du travail (p. 10875)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 10891)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 121 de M. Didier Migaud (prime pour l'emploi : versement complémentaire de 50 %) (p. 10902)

Article 2 (ajustement de la fraction de tarif de TIPP affectée aux départements)

Son intervention (p. 10903)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 140 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 10904)

Intervient sur l'adit n° 62 de la commission (agriculteurs - taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel : réduction du tarif) (p. 10906)

Intervient sur l'adit n° 228 du Gouvernement (agriculteurs - taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel : réduction du tarif) (p. 10906)

Article 3 (modalités de perception en 2004 de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA -)

Son intervention (p. 10907)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 224 de M. Hervé Mariton (comités viticoles : perception des bonis de liquidation des taxes parafiscales dont ils bénéficiaient) (p. 10907)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 40 du Gouvernement (versement du budget général au compte de commerce de la régie industrielle des établissements pénitentiaires) (p. 10907)

Article 5 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 10907)

Article 6 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10907 et s.)

Article 7 et état B' (dépenses ordinaires des services civils - annulations de crédits)

Son intervention (p. 10908)

Article 11 (dépenses ordinaires des services militaires - annulation d'une autorisation de programme)

Son intervention (p. 10910)

Article 15 (ouverture d'une autorisation de programme)

Son intervention (p. 10910)

Avant l'article 17

Intervient sur les adts n°s 145 et 144 de M. Didier Migaud (taux de l'intérêt de retard) (p. 10911)

Article 17 (extension du dispositif de rescrit fiscal aux demandes relatives à l'existence d'établissements stables)

Son intervention (p. 10911)

Après l'article 17

Intervient sur l'adit n° 24 de M. Michel Bouvard (rescrit : élargissement de la procédure) (p. 10911)

Après l'article 21

Intervient sur l'adit n° 215 de M. Louis Giscard d'Estaing (taxe pour le développement de la formation professionnelle dans le bâtiment et les travaux publics) (p. 10912)

Article 27 (suppression de l'obligation de souscrire une déclaration provisoire de revenus l'année du transfert du domicile fiscal hors de France)

Son intervention (p. 10913)

Article 28 (reconduction de la dispense de production des reçus fiscaux relatifs aux dons et aux cotisations syndicales avec la déclaration des revenus en cas de télédéclaration)

Son intervention (p. 10913)

Après l'article 28

Intervient sur l'adit n° 49 de la commission (entreposage de céréales : neutralité fiscale) (p. 10914)

Intervient sur l'adit n° 114 rectifié de M. Marc Le Fur (agriculteurs : délai d'option pour le régime d'imposition) (p. 10914)

Intervient sur l'adit n° 50 de la commission (chèques restaurant - plafond de déductibilité de la contribution des employeurs : relèvement de 4,60 € à 5 € rectifié (4,80 €) (p. 10915)

Intervient sur l'adit n° 117 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) (p. 10915)

Intervient sur l'adit n° 118 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 10915)

Intervient sur l'adit n° 119 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) (p. 10915)

Intervient sur l'adit n° 120 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 10915)

Intervient sur l'adit n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10915 et s.)

Intervient sur l'adit n° 143 de M. Jean-Marc Ayrault (art contemporain : mécénat d'entreprise) (p. 10917)

Après l'article 29

Intervient sur l'adit n° 43 du Gouvernement (CSG : déductibilité des hausses de cotisations résultant de la réforme de l'assurance maladie) (p. 10917 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'adit n° 51 de la commission (TIPP sur les esters méthyliques d'huile végétale : majoration de la réduction et fixation d'un taux minimal de défiscalisation) (p. 10919)

Article 32 (exonération d'impôt sur les sociétés et d'impôts directs locaux en faveur des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté)

Son intervention (p. 10919 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'adit n° 105 rectifié du Gouvernement (crédit d'impôt recherche : extension aux dépenses exposées dans l'espace économique européen) (p. 10921)

Après l'article 36

Intervient sur l'adit n° 229 du Gouvernement (agriculteurs - déduction pour aléa : majoration du plafond en fonction du nombre de salariés) (p. 10921)

Intervient sur l'adit n° 230 rectifié du Gouvernement (crédit d'impôt cinéma : extension aux oeuvres audiovisuelles et majoration du plafond) (p. 10922)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad t n° 218 rectifié de M. Gilles Carrez (cessions de fonds de commerce - exonération des plus-values : précisions apportées au régime institué par la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 relative au soutien de la consommation et de l'investissement) (p. 10922)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad t n° 136 de M. Augustin Bonrepaux (élimination d'imprimés non sollicités : suppression de la contribution en nature) (p. 10923)

Intervient sur l'ad t n° 31 de M. Jacques Pélissard (élimination d'imprimés non sollicités : contribution en nature à la demande des établissements assurant le traitement des déchets) (p. 10923)

Intervient sur l'ad t n° 129 rectifié de M. Jacques Pélissard (recouvrement des créances des collectivités territoriales) (p. 10923)

Intervient sur l'ad t n° 168 de M. Jean-Pierre Giran (Conservatoire du littoral : attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des travaux réalisés par les collectivités territoriales) (p. 10924)

Intervient sur l'ad t n° 100 de M. Michel Bouvard (monuments historiques appartenant à des collectivités territoriales : attributions du Fonds de compensation pour la TVA quels que soient leur affectation finale et leur mode de location ou de mise à disposition) (p. 10924)

Intervient sur l'ad t n° 99 de M. Michel Bouvard (travaux réalisés par les collectivités territoriales des zones de montagne : attributions du fonds de compensation pour la TVA) (p. 10924)

Intervient sur l'ad t n° 127 de M. Jacques Pélissard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : institution par les communes isolées) (p. 10931)

Intervient sur l'ad t n° 128 de M. Jacques Pélissard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : part fixe) (p. 10931)

Intervient sur l'ad t n° 138 de M. Augustin Bonrepaux (assujettis à la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : exonération automatique de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 10932)

Intervient sur l'ad t n° 179 de M. Pascal Terrasse (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : exonération des dépendances) (p. 10932)

Intervient sur l'ad t n° 167 rectifié de M. Hervé Mariton (taxe d'enlèvement des ordures ménagères - locaux situés dans des zones où ne fonctionne pas le service d'enlèvement : possibilité d'assujettissement) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 22 de M. Michel Bouvard (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : adossement à la taxe d'habitation) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 137 de M. Augustin Bonrepaux (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression du III de l'article 1636 B sexies du code général des impôts prévoyant le vote d'un taux et non d'un produit) (p. 10933)

Intervient sur l'ad t n° 60 de la commission (prélèvement progressif sur le produit brut des jeux : faculté d'institution par les établissements publics locaux percevant la taxe de séjour) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 61 de la commission (Corse - calcul du coefficient d'intégration fiscale : prise en compte de la compensation pour l'abattement de 25 % sur les bases de taxe professionnelle) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 106 de M. André Schneider (taxe professionnelle : sous-traitance) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 33, deuxième rectification de M. André Schneider (taxe professionnelle : sous-traitance) (p. 10934)

Intervient sur l'ad t n° 42 de M. Étienne Mourrut (surtaxe des eaux : tarif maximal porté de 0,58 € à 0,70 € par hectolitre) (p. 10935)

Intervient sur l'ad t n° 76 de M. Jacques Pélissard (taxe professionnelle des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre : possibilité d'augmentation) (p. 10935)

Intervient sur l'ad t n° 124 de M. Augustin Bonrepaux (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée : suppression de la cotisation de référence - 1^{er} ter de l'article 1647 sexies B du code général des impôts) (p. 10936)

Intervient sur l'ad t n° 64 de la commission (communication des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 10937)

Intervient sur l'ad t n° 115 de M. Jean-Yves Chamard (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Intervient sur l'ad t n° 147 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Intervient sur l'ad t n° 161 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Article 42 (transposition de la directive 2003/92/CE du Conseil du 7 octobre 2003 concernant les règles relatives au lieu de taxation, en matière de TVA, des livraisons de gaz naturel et d'électricité)

Son intervention (p. 10939)

Après l'article 42

Intervient sur l'ad t n° 196 de M. Hervé Mariton (établissements financiers - option à la TVA : révocabilité par période de cinq ans) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 194 de M. Hervé Mariton (actions - commissions sur les émissions et les placements : exclusion de l'option à la TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 83 de M. Philippe Auberger (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 195 de M. Hervé Mariton (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) (p. 10939)

Intervient sur l'ad t n° 101 de M. Michel Bouvard (objets publicitaires : récupération de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 133 de M. Jean-Louis Dumont (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 90 de M. Jean-Claude Sandrier (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) (p. 10940)

Intervient sur l'ad t n° 134 de M. Augustin Bonrepaux (abonnements aux réseaux de chaleur : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 135 de M. Augustin Bonrepaux (coût d'acheminement de l'électricité ou du gaz : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 131 de M. Didier Migaud (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA dans le délai de quatre mois suivant leur inclusion dans l'annexe H de la directive européenne) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 132 de M. Augustin Bonrepaux (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'ad t n° 93 de M. Jean-Claude Sandrier (associations caritatives reconnues d'utilité publique - investissements : taux réduit de la TVA) (p. 10942)

Intervient sur l'ad t n° 18 de M. Lionnel Luca (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) (p. 10942)

Intervient sur l'ad t n° 193 de M. François Grosdidier (interdiction de la vente de cigarettes à des prix promotionnels : extension au tabac à rouler et aux cigares de moins de trois grammes) (p. 10943)

Article 44 (simplification des formalités de garantie à l'importation et à l'introduction des ouvrages en métaux précieux et suppression de la distinction des dénominations "or" et "alliage d'or")

Son intervention (p. 10943 et s.)

Après l'article 44

Intervient sur l'ad t n° 169 de M. Jean Ueberschlag (horlogerie, bijouterie et joaillerie - exonération de la TVA à l'importation suivie d'une livraison exonérée à destination d'un pays de l'Union européenne) (p. 10944)

Article 47 (renforcement du contrôle des produits pétroliers bénéficiant d'un régime fiscal privilégié sous condition d'emploi)

Son intervention (p. 10945)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad t n° 226 corrigé de M. Gilles Carrez (suppression du droit de timbre de dimension et majoration des droits d'enregistrement) (p. 10945)

Intervient sur l'ad t n° 17 de M. Lionnel Luca (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10946)

Avant l'article 49

Intervient sur l'ad t n° 68 de la commission (audiovisuel public : transmission au Parlement des projets de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les opérateurs) (p. 10946)

Article 49 (financement des programmes)

Son intervention (p. 10947)

Après l'article 49

Intervient sur l'ad t n° 141 de M. Augustin Bonrepaux (RMI et RMA - départements : ajustement de la compensation au vu des comptes de l'année précédente et non de l'année 2004) (p. 10947 et s.)

Article 50 (autorisation de dispositifs de garantie de l'Etat au sens de l'article 61 de la LOLF)

Son intervention (p. 10948)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Jean-Jacques Descamps (conséquences du changement de statut de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 10949)

Intervient sur le sous-adt n° 241 rectifié de M. Gilles Carrez (correction d'erreurs de références) à l'adt n° 125 de M. Jean-Jacques Descamps (p. 10949)

Article 53 (exemption de certaines dispositions du code monétaire et financier pour les émissions de l'UNEDIC bénéficiant de la garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 10949)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 38 du Gouvernement (privatisation de la société DAGRIS) (p. 10950)

Intervient sur l'adt n° 84 du Gouvernement (pas de tir de Soyouz en Guyane : garantie de l'Etat à l'emprunt contracté par Arianespace pour son installation) (p. 10950)

Intervient sur l'adt n° 85 du Gouvernement (retraites d'EDF et de GDF : garantie de l'Etat à la part échelonnée du paiement de la soulte à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés) (p. 10950)

Intervient sur l'adt n° 86 du Gouvernement (banane dans les départements d'outre-mer : apurement partiel de la dette sociale des producteurs) (p. 10951)

Après l'article 54

Intervient sur l'adt n° 34 du Gouvernement (création d'une subdivision Opérations réalisées en application des décisions de justice dans le compte spécial du Trésor Opérations commerciales des domaines) (p. 10951)

Article 57 (modification du régime de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 10952)

Après l'article 57

Intervient sur l'adt n° 104 du Gouvernement (redevances aéronautiques substituées à la taxe de l'aviation civile) (p. 10952)

Intervient sur l'adt n° 41 du Gouvernement (agences de l'eau : adduction d'eau et assainissement en milieu rural) (p. 10953)

Intervient sur l'adt n° 89 rectifié du Gouvernement (taxe au profit de l'agence de développement agricole et rural : maintien du plafonnement) (p. 10954)

Intervient sur l'adt n° 44 du Gouvernement (fédérations de chasseurs : perception d'une partie du droit de timbre perçu pour la validation du permis de chasser) (p. 10954 et s.)

Article 59 (aménagement du régime de décharge de responsabilité et de quitus des comptables publics)

Son intervention (p. 10955)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 37 du Gouvernement (organismes HLM : autorisation de déposer leur fonds à La Poste) (p. 10955)

Intervient sur l'adt n° 39 du Gouvernement (véhicules de l'Etat : suppression de l'obligation de versement du produit des ventes à l'Union des groupements d'achats publics) (p. 10956)

Intervient sur l'adt n° 45 du Gouvernement (procédures de recouvrement au profit de l'Etat) (p. 10956)

Article 60 (aménagement du régime de retraite des personnels actifs de la police)

Son intervention (p. 10956 et s.)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 87 du Gouvernement (fonctionnaires affectés à GIAT Industries ou dans des établissements relevant du ministère de la défense : adaptation du dispositif de départ en préretraite à la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et extinction au 31 décembre 2007) (p. 10956 et s.)

Intervient sur l'adt n° 35 du Gouvernement (aide à la modernisation des diffuseurs de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Intervient sur l'adt n° 36 du Gouvernement (aide à la modernisation des imprimeries de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Seconde délibération

Article 5 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 10957)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10958)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11409)

Thèmes :

Enregistrement et timbre : droits de timbre (p. 11410)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères : réforme (p. 11410)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 11410)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11410, 11416)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11410)

Propriété intellectuelle : brevets : imposition (p. 11410)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11416)

Son intervention (p. 11416)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2681)

Sa réponse (p. 2691)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 2683)

Administration : rapports avec les administrés : impôts et taxes (p. 2682)

Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2682, 2691)

Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2682 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2691 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 2682, 2692)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2681 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : crédit d'impôt (p. 2691)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2682)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 2682)

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son intervention (p. 2692 et s.)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Son intervention à l'issue du vote [3 mai 2005] (p. 3053)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Son intervention (p. 3747)

Sa réponse (p. 3757)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 3758)

Etat : réforme (p. 3747 et s.- 3758)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3748, 3757)

Finances publiques : dette publique (p. 3759)

Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3748, 3758 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 3748)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 3747 et s.- 3757 et s.)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3757)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 3757)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3748, 3757 et s.)

Parlement : débats : Cour des comptes (p. 3748)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 3748)

Discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3759)*Après l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission spéciale (de coordination – modification en loi de finances rectificative de l'affectation des surplus de recettes) (p. 3759)

Article 7 (engagement des crédits afférents aux opérations de partenariat public-privé)

Son intervention (p. 3759 et s.)

Article 8 (traitement en comptabilité nationale des opérations de partenariat public-privé)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission spéciale (p. 3760)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Michel Bouvard (notification des crédits faisant l'objet d'un « dégel ») (p. 3760)

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (indication des taux de mise en réserve des crédits) (p. 3760)

Intervient sur le sous-adt n° 5 de la commission spéciale (rédactionnel) à l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (p. 3761)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission spéciale (partenariats privé-public : effet sur la dette de l'Etat en loi de règlement) (p. 3761)

Intervient sur l'adt n° 7 de la commission spéciale (rapport annuel de la Cour des comptes : possibilité de débat) (p. 3761)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4318)

Sa réponse (p. 4352)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4320, 4352)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4353)

Donations et successions (p. 4321)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4320)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : durée du travail (p. 4353)

Etat : missions régaliennes (p. 4320)

Etat : réforme (p. 4322, 4352)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4319 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4319, 4354)

Finances publiques : dette publique (p. 4319)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 4319, 4352)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4353)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4321)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4321)

Logement : logement social (p. 4352)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4319, 4353)

Recherche : innovation (p. 4320 et s.)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 4321, 4353)

François CORNUT-GENTILLE

*Haute-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et de M. le Ministre délégué aux relations du travail [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6638)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 39 : Défense (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [22 mars 2005] (p. 2211)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE**Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9447)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 9447 et s.)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9448)

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9448)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9447 et s.)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9447)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9448)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la défense : réforme (p. 9448 et s.)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 9447)

Alain CORTADE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [19 octobre 2004] (p. 8055)

Sécurité routière. Accidents. lutte et prévention, bilan [10 mai 2005] (p. 3272)

DÉBATS

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 17

Son amendement n° 88 (maisons de l'emploi : champ d'action) : retiré (p. 3741)

Louis COSYNS
Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan [29 mars 2005] (p. 2502)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1169, posée le 29 mars 2005. Etablissements de santé. Centres hospitaliers spécialisés (J.O. Questions p. 3088). Appelée le 29 mars 2005. Accueil familial thérapeutique, personnel, rémunérations (p. 2489)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7609)

Thèmes :

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 7609)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7609)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 7609)

Professions de santé (p. 7609)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7609)

Secteur public : services publics (p. 7609)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 27

Son amendement n° 455 (extension aux baux ruraux des dispositions régissant la conclusion de baux d'habitation entre une commune d'au plus 3 500 habitants et le maire) : rejeté (p. 8000)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2882)

Thème :

Postes : services financiers (p. 2882)

René COUANAU
Ille-et-Vilaine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le titre II de la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1287), relative à la création du registre international français [19 janvier 2005] (n° 2035)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2223)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2224)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2223)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Intervention : (p. 2262)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2315 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de la commission des affaires culturelles (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2323 et s.)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de la commission (déduction fiscale proportionnelle à la part de marins français et européens dans l'équipage du navire) (p. 2324)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son sous-amendement n° 295 à l'adt n° 42 de la commission (p. 2325)

Article 6 (exonération d'impôt sur le revenu pour les navigants)

Son amendement n° 20 (p. 2338)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adt n° 7 de la commission des affaires culturelles (exonération totale des charges sociales patronales) (p. 2342)

Intervient sur l'adt n° 296 rectifié de M. Aimé Kergueris (exonération des charges sociales patronales réservée aux armateurs dont le personnel bénéficie des assurances sociales des marins français) (p. 2343)

Intervient sur l'adt n° 2 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (insertion d'une section I A : "Dispositions relatives à l'emploi et à la formation des navigants") (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (marins français et européens ; maintien à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 28 de M. François Liberti (marins français et européens exonérés à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission des affaires culturelles (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2345)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son intervention (p. 2350 et s.)

Article 17 (période d'essai et durée maximale d'embarquement)

Son intervention (p. 2354)

Article 20 (responsabilités de l'armateur)

Son intervention (p. 2355)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)

Son intervention (p. 2357)

Avant l'article 10 (suite)

Intervient sur l'adt n° 1 précédemment réservé de la commission des affaires culturelles (intitulé du titre II : "Du statut, de l'emploi et de la formation") (p. 2359)

Charles de COURSON
Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux aéroports (n° 1914) [26 janvier 2005]

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 24 : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (transports aériens) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1914), relatif aux aéroports [2 février 2005] (n° 2055)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [16 mars 2005] (n° 2161)

Proposition de résolution n° 2460 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les blocages à la mise en place d'une politique ambitieuse d'utilisation des biocarburants [8 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11402)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [23 juin 2005] (p. 3862)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1843)

Son intervention sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1853)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1844)

Etat : domaine public (p. 1853 et s.)

Secteur public : services publics (p. 1853)

Transports aériens : aéroports (p. 1844)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1843 et s.)

Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 1844)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1844)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son intervention (p. 1889 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 163 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1893)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1895 et s.)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Son intervention (p. 1934 et s.)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1939 et s.)

Article 8 A (commission de conciliation aéroportuaire)

Son amendement n° 62 rectifié (p. 1966)

Article 11 (contrôle des exigences de sécurité et de sûreté par les agents de l'Etat)

Son intervention (p. 1971)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 57 de la commission des finances (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1973)

Explications de vote et vote [15 mars 2005] (p. 2014)

Ses explications de vote (p. 2017)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2017)

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 7486)

Son intervention (p. 7490)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7486, 7491)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 7490)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7486, 7490 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 7491)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7486, 7491)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7491)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 7491)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7490)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 7491)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 54 E

Son amendement n° 512 rectifié (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776) : rejeté (p. 7777)

Après l'article 55 ter

Son amendement n° 562 (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780) : rejeté (p. 7781)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son amendement n° 567 (p. 7785)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 566 (p. 7802)

Son sous-amendement n° 516 à l'ad n° 145 deuxième rectification de la commission (p. 7807)

Son sous-amendement n° 579 à l'ad n° 145 deuxième rectification de la commission (p. 7807)

Ses amendements n° 513 et 565 (p. 7810)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7812)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son amendement n° 568 (p. 7817)

Après l'article 59

Son amendement n° 563 (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7819) : retiré (p. 7820)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8141)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 8144)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8144)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8142 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8142 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 8142, 8144)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8145)
 Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvements (p. 8142 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8143)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8144)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8143)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8144)
 Impôts locaux (p. 8145)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8142)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8142)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8143)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8142)
 Recherche (p. 8143)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8144 et s.)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8144)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8143)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8264)

Après l'article 8

Son amendement n° 415 (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8291, 8299 et s.)

Son amendement n° 408 (p. 8303)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son amendement n° 307 (p. 8345)

Son intervention (p. 8347)

Après l'article 13

Son amendement n° 314 (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) : retiré (p. 8358)

Après l'article 15

Son amendement n° 404 (taxe sur les salaires : exonération des rémunérations des personnes recrutées pour une durée indéterminée ou titularisées) : retiré (p. 8365)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 513 de M. Gilles Carrez (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8369)

Son amendement n° 412 troisième rectification (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8370) : adopté (p. 8372)

Article 19 (modification du régime de la provision pour hausse des prix)

Son amendement n° 491 (p. 8374)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Ses amendements n° 305 et 306 (p. 8375, 8377)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Ses amendements n° 310 à 312, 308, 313 et 309 (p. 8300, 8379 et s.)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son amendement n° 304 (p. 8420)

Après l'article 26

Son amendement n° 465 précédemment réservé (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 800 cigarettes) : rejeté (p. 8465)

Article 27 précédemment réservé (modalités de financement des centres techniques industriels et des comités professionnels pour le développement économique)

Son amendement n° 492 (p. 8465)

Après l'article 28

Son amendement n° 405 précédemment réservé (maisons individuelles vendues en état de futur achèvement : droit d'enregistrement de 4,8 % sur le terrain substitué à la TVA) (p. 8468) : rejeté (p. 8469)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Ses explications de vote (p. 8499)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8500)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9302)

Thèmes avant la procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9303)

Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 9303)

Transports aériens : aviation civile : trafic (p. 9303)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 9303)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad. n° 137 du Gouvernement (majoration de l'allocation complémentaire versée aux ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne pendant les huit premières années de leur retraite) (p. 9352)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 213 (p. 9822)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Ses amendements n° 217 rectifié et 219 rectifié (p. 9848)

Après l'article 69

Son amendement n° 24 (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) : rejeté (p. 9869)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Ses explications de vote (p. 9919)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 9920)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)

Son intervention (p. 11225)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 11226)

Emploi : emplois familiaux : crédit d'impôt (p. 11226)

Energie et carburants : biocarburants (p. 11226)

Etat : Gouvernement (p. 11225 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 11226)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : crédit d'impôt (p. 11225)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 11226)

Parlement : rôle : procédure budgétaire (p. 11225)

Partis et mouvements politiques : UDF (p. 11225 et .)

Politique économique : prévisions : recettes fiscales (p. 11225)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 11226)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 11226)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11230)

Son intervention (p. 11231)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11226)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8589)

Thèmes :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 8590)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8589)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son amendement n° 233 (p. 8723)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)

Ses amendements n° 14 et 15 (p. 9807 et s.)

Après l'article unique

Son amendement n° 16 (projets de lois de finances : présentation en équilibre de fonctionnement à compter de 2008) (p. 9809) : rejeté (p. 9810)

Son amendement n° 17 (prévision mensuelle des recettes) : rejeté (p. 9812)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Son intervention (p. 3754)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 3755)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3755)

Finances publiques : dette publique (p. 3754)

Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3754)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 3754)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3754)

Parlement : débats : Cour des comptes (p. 3754 et s.)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 3754 et s.)

Discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3759)

Article 7 (engagement des crédits afférents aux opérations de partenariat public-privé)

Son intervention (p. 3760)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad. n° 7 de la commission spéciale (rapport annuel de la Cour des comptes : possibilité de débat) (p. 3761)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3755)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11412)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière : lois organiques (p. 11412)

Finances publiques : exécution du budget (p. 11412)

Finances publiques : recettes fiscales : croissance (p. 11412)

Finances publiques : reports (p. 11412)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 11412)

Lois de finances rectificatives (p. 11412)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministres (p. 11412)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11413)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11413)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1077)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 1078)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1077 et s)
 Coopération intercommunale (p. 1078)
 Départements : Marne : fiscalité (p. 1077)
 Entreprises (p. 1078)
 Impôts locaux (p. 1077)
 Impôts locaux : dégrèvement : compensations financières (p. 1078)
 Impôts locaux : vignette automobile : fraude (p. 1078)
 Personnes âgées (p. 1077)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 1077)
 Régions : fiscalité : gauche (p. 1077)

Discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1088)

Son amendement n° 2 (réalité de l'autonomie financière des collectivités territoriales) (p. 1088) : rejeté (p. 1089)

Titre

Son intervention (p. 1090)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1079)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Intervient sur le sous-adt n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2538)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son amendement n° 297 (p. 1661)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2687)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 2687)
 Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2687 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 2688)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2687)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : calcul (p. 2687 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires : crédit d'impôt (p. 2688)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2688)
 Parlement : prérogatives (p. 2687)

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son amendement n° 5 (p. 2692)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2688)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2702)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2702)
 Assurances : intermédiation (p. 2702)
 Banques et établissements financiers : protection des épargnants : information (p. 2702 et s.)
 Union européenne : directives (p. 2702 et s.)

Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)

Article 1er (transposition de la directive dans le livre V du code des assurances)

Son amendement n° 51 (p. 2706)

Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)

Ses amendements n°s 48, 46, 49, 50 (p. 2709 et s.)

Son intervention (p. 2713)

Article 5 (dates d'entrée en vigueur)

Son amendement n° 47 (p. 2714)

Ses explications de vote (p. 2714)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2714)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3206)

Son amendement n° 313 (p. 3213)

Après l'article 1er

Son amendement n° 314 (dépenses dépassant les objectifs de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216) : rejeté (p. 3217)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 315 (p. 3222)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3838)

Thèmes :

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3838 et s.)
 Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3838)
 Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3838)
 Parlement : rôle (p. 3838)
 Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3838)
 Sociétés : dirigeants (p. 3839 et s.)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 3 (limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques)

Son intervention (p. 3883)

Après l'article 3

Son amendement n° 139 (rémunération du président du conseil d'administration et avantages à eux consentis : approbation de l'assemblée générale) (p. 3883) : rejeté (p. 3884)

Son amendement n° 140 (rémunération du directeur général et des directeurs généraux délégués et avantages à lui consentis : approbation de l'assemblée générale) : rejeté (p. 3884)

Son amendement n° 141 rectifié (rémunération des membres du directoire : approbation de l'assemblée générale) : rejeté (p. 3884)

Article 7 (champ de l'appel public à l'épargne)

Son amendement n° 142 rectifié (p. 3901)

Article 19 (information des salariés sur l'existence d'un plan d'épargne d'entreprise mis en place unilatéralement)

Son amendement n° 143 (p. 3915)

Après l'article 21

Son amendement n° 144 (tabac : limitation des quantités autorisées à circuler après la vente au détail) : rejeté (p. 3919)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Son intervention (p. 4668)

Thèmes :

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 4668)

Sociétés : dirigeants (p. 4669)

Sociétés : société européenne (p. 4669)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4669)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4407)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 177 rectifié de la commission (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4426)

Intervient sur l'ad n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4426)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4328)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4333)

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4329, 4333)

Emploi : allègements de cotisations pour réduction du temps de travail : prime pour l'emploi (p. 4332)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : durée du travail (p. 4331 et s.)

Etat : réforme (p. 4331)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4329 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4329 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 4328 et s.)

Finances publiques : gels de crédits : dépenses en capital (p. 4329)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : crédit d'impôt (p. 4329)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 4329)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4331 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4332)

Impôt sur le revenu : retenue à la source (p. 4332)

Impôts et taxes : réforme fiscale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4332)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4333)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4332)

Politique économique : croissance : pétrole (p. 4330)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4333)

Édouard COURTIAL

Oise (7^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (n° 2214) [30 mars 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2261 relative à l'aménagement des horaires de travail des personnes séparées de leur conjoint dont les enfants sont en résidence alternée [14 avril 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (n° 2214) [3 mai 2005] (n° 2282)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Transmission. Perspectives [20 octobre 2004] (p. 8140)

Professions sociales. Assistantes maternelles. Statut [1^{er} février 2005] (p. 510)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9248)

Thèmes avant la procédure des questions :

Famille : crédits (p. 9248)

Famille : prestations familiales (p. 9249)

Famille : adoption (p. 9248)

Famille : politique familiale (p. 9248, 9249)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9248)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 932)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 933)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 933)

Professions sociales : aides familiales (p. 933)

Professions sociales : assistants maternels (p. 933)

Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 933)

Travail : salaires : professions sociales (p. 933)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3276)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 3276)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 3277)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 3276 et s.)
 Travail : carrière (p. 3278)
 Travail : congé de maternité (p. 3278)
 Travail : négociations (p. 3277)
 Travail : salaires (p. 3276 et s.)
 Travail : travail à temps partiel (p. 3278)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3339 et s.)

Article 2 (égalité salariale en matière d'intéressement ou de distribution d'actions - Inclusion de l'état de grossesse dans la liste des motifs de discriminations)

Son intervention (p. 3345)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 82 de Mme Martine Billard (petites et moyennes entreprises : mesures anti-discrimination : information des employés) (p. 3346)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3347 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 59 de Mme Anne-Marie Comparini (négociations annuelles en entreprises : actions spécifiques et non spécifiques) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 69 deuxième rectification de Mme Muguette Jacquaint (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 83 rectifié de Mme Martine Billard (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) (p. 3349)

Intervient sur l'adt n° 60 de Mme Anne-Marie Comparini (petites et moyennes entreprises : objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3349)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3350 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 62 de Mme Anne-Marie Comparini (maisons de l'emploi : rôle en matière d'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 3355)

Intervient sur l'adt n° 49 de Mme Anne-Marie Comparini (inspecteurs du travail : sensibilisation aux problèmes d'inégalités salariales et professionnelles) (p. 3355)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (nouveau Titre II : notion de responsabilité familiale se substituant à celle de parentalité) (p. 3356)

Intervient sur l'adt n° 112 de Mme Catherine Génisson (nouveau Titre II : notion de responsabilité familiale se substituant à celle de parentalité) (p. 3356)

Article 5 (rapport sur la situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)

Son intervention (p. 3356 et s.)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Son intervention (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (travail à temps partiel : droit d'opposition des représentants du personnel) (p. 3358)

Intervient sur l'adt n° 111 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3359)

Intervient sur l'adt n° 108 de Mme Catherine Génisson (contrat de travail ; mentions obligatoires : aménagement du temps de travail) (p. 3366)

Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : prévenance des salariés : allongement du délai) (p. 3367)

Intervient sur l'adt n° 77 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 125 de Mme Martine Billard (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 130 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3369)

Intervient sur l'adt n° 114 de Mme Catherine Génisson (heures supplémentaires et heures choisies : propositions prioritaires à certaines catégories de salariés) (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Catherine Génisson (travail à temps partiel : pluralité d'interruptions de travail ; dérogations par accords collectifs) (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 124 de Mme Martine Billard (contingent d'ouverture d'heures supplémentaires ; limitation ; priorité aux salariés à temps partiel souhaitant effectuer des heures complémentaires) (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 71 de Mme Muguette Jacquaint (création de contrats à temps partiel imposé : exonération de charges sociales ; suppressions) (p. 3371)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de Mme Anne-Marie Comparini (accès à l'emploi à temps plein : priorité en faveur des salariés à temps partiel) (p. 3371)

Intervient sur l'adt n° 72 de Mme Muguette Jacquaint (interdiction d'imposer au salarié une durée de travail inférieure à la durée légale) (p. 3372)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3374 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de Mme Martine Billard (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3376)

Intervient sur l'adt n° 74 de Mme Muguette Jacquaint (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3376)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Muguette Jacquaint (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Intervient sur l'adt n° 131 de Mme Catherine Génisson (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Intervient sur l'adt n° 95 de Mme Martine Billard (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3377)

Article 8 (majoration de l'allocation de formation des salariés pour favoriser la garde d'un enfant pendant une période de formation hors du temps de travail)

Son intervention (p. 3377)

Article 10 (aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse)

Son intervention (p. 3378)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son intervention (p. 3379)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission (effectifs des entreprises : non prise en compte des personnes effectuant un remplacement) (p. 3379)

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (droit individuel à la formation : calcul : prise en compte des périodes d'absence pour un congé de maternité ou d'adoption) (p. 3379)

Article 13 (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises publiques)

Son intervention (p. 3380)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3380)

Intervient sur l'adt n° 78 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (élections professionnelles : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Intervient sur l'adt n° 36 deuxième rectification de la commission (instances représentatives du personnel : listes candidates :

représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Article 14 (parité dans les élections prud'homales)

Son intervention (p. 3382)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 13 deuxième rectification de Mme Marie-Jo Zimmermann (élections aux commissions administratives paritaires : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3382)

Article 15 (égalité dans l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage)

Son intervention (p. 3382)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 70 de Mme Muguette Jacquaint (licenciement économique irrégulier : indemnités : augmentation du minimum légal) (p. 3383)

Intervient sur l'adt n° 47 de la commission (acteurs de la formation professionnelle : sensibilisation à la question de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) (p. 3383)

Intervient sur l'adt n° 138 du Gouvernement (Centre national de la cinématographie : recrutement en CDI d'agents non titulaires et régularisation) (p. 3384)

Intervient sur le sous-adt n° 141 de Mme Martine David (précision en matière de régularisation : mention "sans distinction de sexe") à l'adt n° 138 du Gouvernement (p. 3384)

Seconde délibération

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (intitulé du Titre II : substitution des termes "Conciliation de l'emploi et de...", à "articulation entre l'activité professionnelle et...") (p. 3384)

Alain COUSIN

*Manche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Thème :

Produits dangereux : amiante : indemnisation des victimes (p. 8184)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1985)

Thèmes :

Logement : expulsions (p. 1986)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1986)

Politique sociale : surendettement (p. 1987)

Secteur public : services publics : énergie électrique (p. 1986 et s.)

Jean-Yves COUSIN

*Calvados (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [15 mars 2005] (p. 2009)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 940, posée le 30 novembre 2004. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation (J.O. Questions p. 9297). Appelée le 30 novembre 2004. Couverture maladie universelle (CMU), bénéficiaires (p. 10237)

n° 1140, posée le 22 mars 2005. Justice. Tribunaux de commerce (J.O. Questions p. 2834). Appelée le 22 mars 2005. Maintien, Condé-sur-Noireau (p. 2199)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8184)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Ses amendements n°s 266 et 243 (p. 11306 et s.)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n°s 242 rectifié, 257 et 258 (p. 11431, 11436)

Yves COUSSAIN

*Cantal (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 4 février 2005] (p. 1918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [3 février 2005] (n° 2057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, réglementation [19 octobre 2004] (p. 8061)

Politique économique. Pouvoir d'achat. Revalorisation [16 mars 2005] (p. 2078)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 941, posée le 30 novembre 2004. Voirie. RN 122 (J.O. Questions p. 9297). Appelée le 30 novembre 2004. Aménagement, bassin d'Aurillac (p. 10244)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7582)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 7583)
 Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7582)
 Entreprises : création : zones rurales (p. 7582)
 Impôts et taxes (p. 7582)
 Logement (p. 7582)
 Publicité (p. 7582)
 Secteur public : services publics (p. 7583)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 481 de M. Henri Nayrou (création d'une délégation interministérielle à la ruralité) (p. 7618)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7619 et s.)
 Son amendement n° 407 (p. 7619)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 484 de M. François Brottes (restitution des aides publiques par les entreprises quittant une ZRR ou une zone franche) (p. 7627)

Intervient sur l'adt n° 428 de M. André Chassaigne (attachés territoriaux, nouvelle spécialité : "agent de développement local") (p. 7628)

Article 1er bis A (conventions de revitalisation rurale)

Son intervention (p. 7628)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 603 rectifié (p. 7628)

Article 1er quater (exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7630)

Article 1er quinquies A (allongement de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7630)

Après l'article 1er quinquies A

Intervient sur l'adt n° 349 de M. Jean Lassalle (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès

lors qu'elles exercent au moins 75 % de leur activité dans cette zone) (p. 7631)

Article 1er sexies A (compensation par l'Etat des pertes de recettes fiscales de certains cantons ruraux défavorisés)

Son intervention (p. 7631)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7637)

Article 1er octies (possibilité pour les communes de créer des services de première nécessité en cas de défaillance de l'initiative privée)

Son intervention (p. 7639)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)

Son intervention (p. 7639)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7640)

Article 1er duodecies (carte scolaire dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7640 et s.)

Après l'article 1er duodecies

Intervient sur l'adt n° 431 de M. André Chassaigne (élections municipales ; petites communes rurales ; représentation proportionnelle) (p. 7641)

Intervient sur l'adt n° 435 de M. André Chassaigne (commission consultative des services publics au sein des communes rurales ou de leurs groupements) (p. 7642)

Après l'article 1er terdecies

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié du Gouvernement (exonération des cotisations patronales dues au titre des assurances sociales agricoles) (p. 7642)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'adt n° 487 de M. François Brottes (prix unique du timbre poste) (p. 7642)

Intervient sur l'adt n° 489 de M. François Brottes (transposition de la directive postale relative aux envois postaux) (p. 7644)

Intervient sur l'adt n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7645)

Intervient sur l'adt n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7649)

Avant l'article 37 EA

Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (tarif postal de base sur l'ensemble du territoire) (p. 7651)

Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. François Brottes (suppression de la référence au secteur réservé à l'adt n° 106 de la commission) (p. 7652)

Article 37 EA (contenu des conventions relatives au maintien des services publics de proximité)

Son intervention (p. 7653)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)

Son intervention (p. 7654 et s.)

Après l'article 37 F

Intervient sur l'adt n° 490 de M. François Brottes (fermeture d'école rurale ; étude d'impact préalable obligatoire) (p. 7656)

Intervient sur l'adt n° 297 de M. Jean-Pierre Decool (urbanisme commercial : seuil abaissé à 200 mètres carrés) (p. 7657)

Avant l'article 37

Intervient sur l'adt n° 492 de M. Henri Nayrou (conclusion avec les communes ou leurs groupements de contrats d'accès aux services publics) (p. 7657)

Article 75 septies (groupement d'intérêt public pour l'aménagement du territoire)

Ses amendements n°s 225 à 228 (p. 7697)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'adt n° 602 de M. Michel Bouvard (juridiction compétente en cas de litige portant sur la réalisation des ouvrages exécutés en application de l'accord franco-italien de Turin du 29 janvier 2001) (p. 7697)

Article 10 quater (régime administratif applicable aux carrières de craie, de marne et aux carrières destinées à la restauration de bâtiments présentant un intérêt patrimonial particulier)

Son intervention (p. 7762)

Son sous-amendement n° 785 à l'adt n° 15 du Gouvernement (p. 7762)

Article 19 A supprimé par le Sénat (cartographie des zones de gonflement ou de retrait des argiles)

Son intervention (p. 7763)

Article 19 B supprimé par le Sénat (pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets)

Son intervention (p. 7763)

Après l'article 19 B

Intervient sur l'adt n° 650 de M. Jean-Claude Viollet (renforcement des procédures avant toute création de nouveaux centres de stockage des déchets) (p. 7764)

Intervient sur l'adt n° 652 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif à l'évaluation des modalités d'application du droit de préemption des communes par les SAFER) (p. 7764)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 7765)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 7765)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 299 de M. Jean-Pierre Decool (éradication du rat musqué) (p. 7766)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 7766)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 356 de M. Jean Lassalle (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 355 de M. Jean Lassalle (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) (p. 7766)

Article 53 bis A (extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles - TDENS)

Son intervention (p. 7767)

Après l'article 53 bis A

Intervient sur l'adt n° 570 de M. Germinal Peiro (bénéfice de la servitude de "halage et de marche-pied" étendue à l'ensemble du public non motorisé) (p. 7767)

Article 53 bis (coordination)

Son intervention (p. 7768)

Article 53 ter (procédure simplifiée de consultation en cas de modification de périmètre)

Son intervention (p. 7768)

Article 53 quater (définition concertée des mesures répondant aux impératifs écologiques)

Son intervention (p. 7769)

Article 53 sexies (contenu et élaboration des documents d'objectifs et suivi de leur mise en œuvre)

Son intervention (p. 7769 et s.)

Article 53 octies (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans un site Natura 2000 et gérés conformément à un engagement de gestion)

Son intervention (p. 7772 et s.)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié du Gouvernement (procédure de classement des parcs naturels régionaux) (p. 7825)

Avant l'article 38

Intervient sur l'adt n° 623 de M. François Brottes (fiscalité directe locale ; incitation au développement de services de santé ; compensation par la dotation globale de fonctionnement) (p. 7841)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 7842 et s.)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 30 de M. Robert Lecou (assouplissement des conditions d'ouverture des cabinets secondaires) (p. 7844)

Intervient sur l'adt n° 626 rectifié de M. François Brottes (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7846)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 7848)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 423 de M. André Chassaing (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850)

Intervient sur l'adt n° 622 de M. Jean Lassalle (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7853)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 7853 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 13 rectifié du Gouvernement (transposition de directives européennes relatives aux épizooties majeures) (p. 7858)

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Gabriel Biancheri (saisine de l'AFSSA par les vétérinaires) (p. 7858)

Intervient sur l'adt n° 183 rectifié de M. Gabriel Biancheri (conditions de délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 7859)

Article 1er A (principe de solidarité en faveur des territoires ruraux et de montagne)

Son intervention (p. 7860)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 7860)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 550 de Mme Marylise Lebranchu (conventions entre collectivités locales et associations pour la diffusion d'actions culturelles de proximité) (p. 7861)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 699 de M. François Brottes (salariés saisonniers ; stations classées ; normes obligatoires d'hébergement) (p. 7861)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'adt n° 551 de M. François Brottes (professionnels installés en zone de montagne ou en ZRR ; taxe intérieure de consommation sur les carburants ; barème préférentiel) (p. 7861)

Article 3 ter (réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)

Son intervention (p. 7861 et s.)

Après l'article 3 ter

Intervient sur l'adt n° 511 de M. Jean Dionis du Séjour (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) mobilisée au profit des producteurs de fruits et légumes) (p. 7864)

Article 3 quater (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat)

Son intervention (p. 7865)

Avant l'article 4 A

Intervient sur l'adt n° 552 de M. François Brottes (promotion des produits laitiers) (p. 7865)

Intervient sur l'adt n° 553 de M. François Brottes (maintien de la collecte de lait en zone de montagne) (p. 7865)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7872)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7883 et s.)

Après l'article 75 sexies

Intervient sur l'adt n° 836 du Gouvernement (participation du Conservatoire du littoral à certains programmes d'aménagement des sites) (p. 7889)

Après l'article 4
Intervient sur l'adt n° 294 de M. Alain Suguenot (cessions d'entreprise de culture marine ; régime des droits de mutation) (p. 7890)
Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7890)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun -GAEC- et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)
Son intervention (p. 7893)

Article 6 (dispositions visant à assouplir les contraintes pesant sur le fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée -EARL- et des sociétés civiles d'exploitation agricole -SCEA)
Son intervention (p. 7894)
Son amendement n° 394 (p. 7894)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)
Son intervention (p. 7894)

Article 8 bis (création de sections d'agriculture biologique et de montagne dans les organisations interprofessionnelles)
Son intervention (p. 7894)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)
Son intervention (p. 7895)

Après l'article 9
Intervient sur l'adt n° 12 rectifié du Gouvernement (transposition d'une directive relative aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux et harmonisation de la rédaction des dispositions relatives à l'importation, à la circulation et à l'exportation des végétaux et produits végétaux) (p. 7895)
Intervient sur l'adt n° 673 de M. Jean Gaubert (cession du bail agricole hors du cadre familial) (p. 7895)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)
Son intervention (p. 7896 et s.)

Après l'article 10
Intervient sur l'adt n° 675 de M. François Brottes (construction à usage non agricole ; implantation ; servitude de proximité agricole au profit de futures constructions agricoles) (p. 7897)

Article 10 bis A (régime social applicable aux entreprises paysagères)
Son intervention (p. 7897)
Son amendement n° 784 (p. 7898)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes)
Son intervention (p. 7898)

Après l'article 10 ter
Intervient sur l'adt n° 75 rectifié de la commission (classement des huiles végétales pures) (p. 7899)

Après l'article 10 quinquies
Intervient sur l'adt n° 358 de M. Michel Roumegoux (exonération partielle des droits de succession ou de donation au profit des terrains "truffiers") (p. 7899)

Article 10 sexies supprimé par le Sénat (procédure administrative de recouvrement des créances dues aux interprofessions agricoles)
Son intervention (p. 7900)

Après l'article 10 septies
Intervient sur l'adt n° 329 corrigé du Gouvernement (vins de pays, parcelles affectées à la production ; déclaration obligatoire) (p. 7901)

Article 10 octies A (délivrance par l'administration de l'appellation "vins de pays")
Son intervention (p. 7901)

Article 10 decies (suspension par l'administration de la délivrance de titres de mouvement en cas de non-respect des accords étendus)

Son intervention (p. 7902)

Article 10 undecies (modalités de communication par l'administration aux interprofessions agricoles d'informations relatives à la production, à la commercialisation et à la transformation des produits)
Son intervention (p. 7902)

Après l'article 10 undecies
Intervient sur l'adt n° 432 de M. André Chassaigne (organisation, avant fin 2004, d'une conférence des prix agricoles) (p. 7903)
Intervient sur l'adt n° 436 de M. André Chassaigne (coefficient multiplicateur ; application immédiate en cas de crise conjoncturelle de la production agricole) (p. 7903)
Intervient sur l'adt n° 677 de M. Jean Launay (application aux terrains à vocation truffière du régime fiscal des transmissions de forêts privées) (p. 7903)

Article 11 AA (prise en compte des contraintes liées au travail saisonnier et à la pluriactivité)
Son intervention (p. 7904)

Après l'article 11 AA
Intervient sur l'adt n° 678 de M. François Brottes (travailleurs saisonniers ; programmes immobiliers neufs ; réservation obligatoire de logements) (p. 7904)
Intervient sur l'adt n° 248 de M. Michel Bouvard (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)
Intervient sur l'adt n° 534 de M. François Vannson (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)
Intervient sur l'adt n° 700 de M. François Brottes (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)

Article 11 A (extension du dispositif d'autorisation d'exploitation commerciale à la distribution du fioul domestique)
Son intervention (p. 7905)

Après l'article 11 B
Intervient sur l'adt n° 354 de M. Jean Lassalle (commerce d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés ; changement d'activité ; autorisation d'exploitation) (p. 7905)

Après l'article 11 C
Intervient sur l'adt n° 80 rectifié de la commission (personnels chargés du déneigement ; durée du travail ; application des 35 heures) (p. 7905)
Intervient sur l'adt n° 289 de M. Michel Bouvard (personnels chargés du déneigement ; durée du travail ; application des 35 heures) (p. 7906)
Son sous-amendement n° 833 (application aux personnels privés et publics) à l'adt n° 80 rectifié de la commission (p. 7905) : rejeté (p. 7906)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)
Son intervention (p. 7906)

Article 11 E (conversion en indemnité de repos compensateur en fin de contrat de travail à caractère saisonnier)
Son intervention (p. 7980)

Article 11 F (recours à des particuliers ou des associations pour le transport de personnes)
Son intervention (p. 7980 et s.)

Après l'article 11 F
Intervient sur l'adt n° 754 de M. Jean Dionis du Séjour (exonération partielle des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles) (p. 7982)
Intervient sur l'adt n° 755 de M. Jean Dionis du Séjour (exonération des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles ; employés saisonniers) (p. 7982)
Intervient sur l'adt n° 680 de M. Joël Giraud (formation professionnelle des pluriactifs et des saisonniers) (p. 7983)
Intervient sur l'adt n° 520 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un contrat "vendanges") (p. 7984)
Intervient sur l'adt n° 517 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un contrat "vendanges") (p. 7984)
Intervient sur l'adt n° 681 de M. François Brottes (transports collectifs : rôle des particuliers agréés) (p. 7984)
Intervient sur l'adt n° 679 de M. Joël Giraud (structures d'accueil et d'information des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7985)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)
Son intervention (p. 7985)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 419 de M. André Chassaigne (groupements d'employeurs ; travailleurs en contrat à durée indéterminée ; embauche exclusive) (p. 7985)

Article 12 quater supprimé par le Sénat (calcul de la cotisation devant être versée par un groupement d'employeurs pour le financement de la formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 7986)

Article 12 quinquies (bénéfice des systèmes d'intéressement et de participation pour les salariés de groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 7987)

Après l'article 12 quinquies

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Jean-Pierre Decool (créances détenues par un groupement d'employeurs ; liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement ; privilège spécial) (p. 7987)

Intervient sur l'adt n° 296 de M. Jean-Pierre Decool (assurance contre le risque de non-paiement des salaires ; entreprises membres d'un groupement d'employeurs ; versement au groupement d'employeurs ; modalités et limites) (p. 7987)

Article 12 sexies (possibilité pour les entreprises de travaux agricoles ou forestiers d'effectuer des opérations de prêt de main-d'œuvre à but non lucratif)

Son intervention (p. 7987)

Article 13 ter (sécurisation du régime juridique des prestations de transport scolaire effectuées par des particuliers)

Son intervention (p. 7987)

Article 14 bis A (fonctionnement de la mutualité sociale agricole - MSA)

Son intervention (p. 7988)

Après l'article 14 bis A

Intervient sur l'adt n° 412 de M. André Chassaigne (réforme du mode de scrutin pour les élections à la MSA) (p. 7988)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 86 de la commission (création de "sociétés de gestion de la pluriactivité") (p. 7989)

Intervient sur l'adt n° 647 de M. Jean Launay (autorisation d'organiser des battues aux sangliers) (p. 7989)

Article 18 ter supprimé par le Sénat (mise en marché des truffes)

Son intervention (p. 7989)

Article 18 quater (modernisation de l'organisation des services de santé au travail dans le domaine agricole)

Son intervention (p. 7989)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEANP - et de programmes d'action)

Son intervention (p. 7990 et s.)

Son sous-amendement n° 839 à l'adt n° 35 de M. François Guillaume (p. 7991)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 7993 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 641 de M. André Chassaigne (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 696 rectifié de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 776 de M. Patrice Martin-Lalande (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 231 de Mme Geneviève Colot (exercice du droit de préemption par le maire en cas d'aliénation à titre gratuit de terres agricoles) (p. 7994)

Article 20 bis (acquisition prioritaire par les communes des biens forestiers vacants et sans maître acquis par l'Etat)

Son intervention (p. 7994)

Article 21 ter (protection de la notoriété des noms constituant l'appellation d'origine de produits agricoles)

Son intervention (p. 7995)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 174 deuxième rectification de M. Antoine Herth (réglementation des distances entre exploitations agricoles et habitations) (p. 7995)

Intervient sur l'adt n° 654 de M. François Brottes (suppression des boissements gênants) (p. 7995)

Intervient sur l'adt n° 653 de M. François Brottes (massif forestier ; opération de remembrement) (p. 7995)

Article 22 bis (mise en œuvre du plan de réouverture de l'espace par les communautés de communes)

Son intervention (p. 7996)

Après l'article 22 bis

Intervient sur l'adt n° 655 de M. François Brottes (documents d'urbanisme ; terres agricoles en zone péri-urbaine ; protection par la création de périmètres urbanisables dans les friches forestières) (p. 7996)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 7997)

Ses amendements n°s 220 et 221 (p. 7997)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 656 de M. François Brottes (zones d'aménagement concerté et intervention des SAFER) (p. 7997)

Article 23 bis A (attribution à une commune où une opération d'aménagement foncier agricole et forestier -AFAF- est en cours de terrains nécessaires à l'exécution d'équipements intercommunaux)

Son intervention (p. 7998)

Après l'article 23 bis

Son intervention (p. 7998)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 7998 et s.)

Son amendement n° 222 (p. 7998)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 7999)

Son sous-amendement n° 813 à l'adt n° 741 rectifié de M. Luc-Marie Chatel (p. 7999)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 8000)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Louis Cosyns (extension aux baux ruraux des dispositions régissant la conclusion de baux d'habitation entre une commune d'au plus 3 500 habitants et le maire) (p. 8000)

Après l'article 27 bis

Intervient sur l'adt n° 658 de M. François Brottes (de coordination) (p. 8000)

Article 28 (mesures de codification relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 8001)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 31 du Gouvernement (extension du champ d'application des réserves foncières aux projets intercommunaux d'environnement) (p. 8001)

Article 28 bis (échanges de terrains selon leur valeur vénale dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier -AFAF)

Son intervention (p. 8001)

Ses amendements n°s 223 et 224 rectifiés (p. 8001)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 8002)

Article 31 (décentralisation des procédures de réglementation et de protection des boissements et mesures de codification)

Son intervention (p. 8002)

Article 33 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aménagement foncier)

Son intervention (p. 8002)

Article 33 bis (personnalité juridique et ressources du Conseil national de l'expertise foncière, agricole et forestière)

Son intervention (p. 8003)

Article 34 (élargissement du droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 8003)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers et des apprentis)

Son intervention (p. 8003 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 421 de M. André Chassaigne (travailleurs saisonniers ; logements sociaux ; attribution) (p. 8004)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 377 de Mme Françoise Branget (superficie minimale des terrains forestiers provenant de donations ou de successions) (p. 8004)

Article 43 bis (garantie ou présomption de gestion durable d'une forêt située dans un site Natura 2000)

Son intervention (p. 8004)

Après l'article 43 bis

Intervient sur l'adt n° 835 de M. Jean-Marie Binetruy (coupes et produits de coupes de bois, convention de regroupement à la vente) (p. 8005)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 769 de M. François Brottes (conventions d'aménagement ou de mise en valeur d'espaces pastoraux ; durée uniforme de six ans) (p. 8005)

Article 45 bis (constitution des associations foncières pastorales autorisées)

Son intervention (p. 8005)

Avant l'article 66

Intervient sur l'adt n° 688 de M. Henri Nayrou (contrat d'accès aux services publics en application des contrats de plan Etat-régions) (p. 8006)

Article 66 bis A (validation de décisions relatives à l'avancement d'agents pour le grade d'attaché administratif principal des services déconcentrés de l'Etat)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 quater (autorités exerçant les fonctions de recteur pour l'enseignement agricole)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 quinquies (extension des missions des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 octies (statut juridique des personnels des ateliers technologiques ou exploitations agricoles à vocation pédagogique)

Son intervention (p. 8007)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 8007)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA - aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8008)

Article 72 quater (application du régime forestier spécial à la recherche et à l'exploitation de l'eau dans les zones classées comme forêts de protection)

Son intervention (p. 8009)

Après l'article 74

Intervient sur l'adt n° 422 de M. André Chassaigne (charte forestière de territoire ; initiative d'élus des collectivités territoriales) (p. 8009)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 8010 et s.)

Article 75 ter supprimé par le Sénat (création d'une agence française d'information et de communication agricole)

Son intervention (p. 8014)

Article 75 quater (adaptation du statut de l'interprofession du vin de Champagne)

Son intervention (p. 8015)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'adt n° 694 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) (p. 8016)

Intervient sur l'adt n° 781 de M. Patrice Martin-Lalande (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) (p. 8016)

Article 77 (extension du dispositif des Sofidom à certaines entreprises de pêche constituées en sociétés de personnes)

Son intervention (p. 8016)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8019)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention (p. 1010)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1010)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 1011)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : fiscalité (p. 1010)

Boissons et alcools : publicité (p. 1010)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 1010)

Professions de santé (p. 1011)

Secteur public : services publics (p. 1011)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 1010)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1024)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9018)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9441)

Jean-Michel COUVE

Var (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XII : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (tourisme) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 8881)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne : Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) (p. 8881)

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8881)

Formation professionnelle (p. 8883)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (p. 8882)

Mer et littoral (p. 8882)

Politique économique : conjoncture (p. 8881)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8882)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8882)

Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 8882)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8882)

Tourisme et loisirs : stations touristiques : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8882)

Travail : travail saisonnier (p. 8882)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 8882)

Charles COVA

*Seine-et-Marne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome V : Défense (marine) (n° 1867) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
QUESTION AU GOUVERNEMENT

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité [27 octobre 2004] (p. 8573)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9454)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9455)

Défense : frégates (p. 9455)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9454 et s.)

Défense : missiles (p. 9455)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9455)

Industrie : construction navale (p. 9455)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 53 bis

Intervient sur l'ad^t n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10616)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11015)

Thèmes :

Associations (p. 11015)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11015)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11026 et s.)

Ses amendements n°s 1, 3, 166 et 16 rectifié (p. 11028 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 6 rectifié (création de commissions extramunicipales composées de conseillers municipaux et de représentants militaires dans les communes sur le territoire desquelles sont implantées tout ou partie des unités militaires) : retiré (p. 11036)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son amendement n° 17 rectifié (p. 11038)

Article 11 (régimes de pension et de prestations sociales, droit au service de santé des armées)

Son amendement n° 167 (p. 11061)

Article 18 (architecture de la concertation)

Son amendement n° 168 (p. 11066)

Article 19 (hiérarchie et grades militaires)

Son amendement n° 2 (p. 11067)

Article 45 (positions statutaires des militaires)

Son amendement n° 22 (p. 11074)

Article 65 (reconversion)

Son intervention (p. 11077)

Article 72 (définition de la fin de l'état militaire)

Son amendement n° 28 (p. 11081)

Article 74 (cessation d'office de l'état militaire)

Son sous-amendement n° 140 à l'ad t n° 105 de la commission (p. 11081)

Article 94 (ouverture du droit à pension de retraite pour les militaires engagés radiés des cadres par suite d'infirmités)

Son intervention (p. 11088 et s.)

Après l'article 94

Intervient sur l'ad t n° 218 du Gouvernement (modalités de révision des pensions des lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976) (p. 11088)

Paul-Henri CUGNENC

*Hérault (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [2 février 2005] (p. 613)

Culture. Politique culturelle. Languedoc-Roussillon [30 juin 2005] (p. 4085)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son amendement n° 273 (p. 7872)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8580)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8580)

Santé : cancer (p. 8580)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10175)

Thèmes :

Professions de santé : déontologie (p. 10175)

Santé : douleur (p. 10175)

Santé : fin de vie (p. 10175)

Santé : soins palliatifs (p. 10175)

Henri CUQ

*Yvelines (9^{ème} circonscription)
Ministre délégué aux relations avec le Parlement*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué aux relations avec le Parlement, auprès du Premier ministre. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. André Vallini. Parlement. Ordre du jour. Projet de loi relatif à la responsabilité pénale du Président de la République, perspectives [15 février 2005] (p. 1097)

M. François Rochebloine. Enseignement secondaire. Programmes. Latin, grec [16 mars 2005] (p. 2078)

DÉBATS**Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9886)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : contrôle des dépenses engagées (p. 9887)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : Polynésie française (p. 9887)

DOM : Guadeloupe : séismes (p. 9886 et s.)

Finances publiques : dépenses : Polynésie française (p. 9887)

Outre-mer : Polynésie française : contrôle de légalité (p. 9888)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles**TROISIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4635)

Son intervention (p. 4635)

Thèmes :

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 4635)

Parlement : prérogatives (p. 4635)

Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 4635)

Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 4635)

D

Claude DARCIAUX
Côte-d'Or (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Perspectives. Otages français [8 mars 2005] (p. 1735)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 980, posée le 21 décembre 2004. Personnes âgées. Politique de la vieillesse (J.O. Questions p. 10103). Appelée le 21 décembre 2004. Financement, perspectives (p. 11262)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9619)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 9426)

Xavier DARCOS

Ministre délégué à la coopération

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Israël. Intervention dans les territoires palestiniens [6 octobre 2004] (p. 7531)

M. Jean-Paul Bacquet. Politique extérieure. Iraq. Situation politique, attitude de la France [7 décembre 2004] (p. 10382)

M. Serge Blisko. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Cambodge [7 décembre 2004] (p. 10384)

M. Jean-Claude Flory. Politique extérieure. Enfants. Travail, lutte et prévention [8 décembre 2004] (p. 10795)

M. Serge Janquin. Politique extérieure. Togo. Situation politique [9 février 2005] (p. 948)

M. Jean-Paul Bacquet. Politique extérieure. Liban. Situation politique [22 mars 2005] (p. 2215)

M. Pierre Albertini. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Cimetières, rénovation, Afrique du Nord [23 mars 2005] (p. 2298)

M. Lionnel Luca. Politique extérieure. Chine. Tibet, droits de l'homme [5 avril 2005] (p. 2655)

M. Gérard Grignon. Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Morues, moratoire, perspectives [6 avril 2005] (p. 2729)

M. Serge Janquin. Politique extérieure. Togo. Situation politique [3 mai 2005] (p. 3047)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jacques Desallangre. Communes. Budget. Subventions, réglementation [19 octobre 2004] (p. 8044)

M. Jean-Yves Hugon. Français de l'étranger. Prise en charge. Volontaires internationaux en entreprises, accidents de travail [1^{er} février 2005] (p. 495)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Madagascar [22 mars 2005] (p. 2200)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9386)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 9388)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9387 et s.)

Langue française : francophonie (p. 9389 et s.)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : aide au développement (p. 9387)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9386 et s.)

Réponses aux questions :

Pays étrangers : Haïti : aide au développement (M. Édouard Landrain) (p. 9390)

Politique extérieure : aide au développement (M. Jean-Claude Lefort) (p. 9391)

Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10193)

Son intervention (p. 10193)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10193 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 10193 et s.)

Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10198)

Son intervention (p. 10198)

Thèmes :

Droit commercial (p. 10198)
Droit pénal (p. 10198)
Fonctionnaires et agents publics (p. 10199)
Impôt sur le revenu (p. 10198)
Relations internationales (p. 10198)
TVA (p. 10198)
Union européenne : euro (p. 10198)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 436)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : eau (p. 436)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 438)
Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 436)
Politique extérieure : aide humanitaire : urgences (p. 437)
Relations internationales : coopération (p. 437)

Discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 442)

Article 2 (actions de coopération internationale des agences de l'eau dans les domaines de l'eau et de l'assainissement)

Son intervention (p. 444)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)

Son intervention (p. 1028)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 1028)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) : aide au développement (p. 1028)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) : aide humanitaire (p. 1028)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1033)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 1034)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son intervention (p. 1035)

Olivier DASSAULT

*Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 mai 2005] (p. 9450)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mai 2005] (p. 9450)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instaurer une journée nationale des fondations (n° 1651 rect.) [7 juin 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 13 : Culture et communication (culture) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2072 tendant à réformer les modes de scrutins [9 février 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1651 rectifié) de M. Olivier Dassault et plusieurs de ses collègues tendant à instaurer une journée nationale des fondations [7 juin 2005] (n° 2356)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Investissements. Politiques communautaires [22 décembre 2004] (p. 11408)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8751)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 8752)
Audiovisuel et communication : télévision : information (p. 8733)
Culture : crédits (p. 8751, 8752)
Culture : mécénat (p. 8751)
Culture : politique culturelle (p. 8751)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8751)
Patrimoine culturel : protection (p. 8751)
Presse et livres : livres (p. 8752)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8783)

Après l'article 62

Intervient sur l'ad. n° 1 de M. Didier Mathus (taxes sur les copies privées) (p. 8783)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3681)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3682)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3683)
Culture : mécénat (p. 3682)
Recherche : fondations (p. 3682)

Michel DASSEUX
Dordogne (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Statistiques [2 mars 2005] (p. 1534)

Marc-Philippe DAUBRESSE

Secrétaire d'Etat au logement
puis Ministre délégué au logement et à la ville
Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Est nommé ministre délégué au logement et à la ville auprès du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Décret du 28 octobre 2004 [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18258)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Réélu le 18 septembre 2005 [J.O. du 20 septembre 2005] (p. 15157)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 septembre 2005] (p. 15157)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 28 septembre 2005] (p. 15547)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Piron. Logement : aides et prêts. Prêt à taux zéro. Réforme, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7757)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Logement. Politique du logement. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8493)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Logement social. Perspectives [27 octobre 2004] (p. 8572)

Mme Maryvonne Briot. Logement. Logement social. Perspectives [2 novembre 2004] (p. 8795)

M. René-Paul Victoria. Logement. Location. Accès, discriminations, ressortissants d'Outre-mer [24 novembre 2004] (p. 9984)

M. Jean-Pierre Nicolas. Associations. Politique du logement. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10793)

M. Philippe Vuilque. Logement : aides et prêts. Allocation personnalisée au logement (APL). Mode de calcul [19 janvier 2005] (p. 107)

M. Martial Saddier. Logement. Politique du logement. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 115)

M. Claude Goasguen. Logement. Habitation à loyer modéré (HLM). Dettes de l'Etat, conséquences [25 janvier 2005] (p. 297)

M. Patrick Bloche. Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [26 janvier 2005] (p. 366)

Mme Janine Jambu. Logement. Politique du logement. Perspectives [1^{er} février 2005] (p. 506)

M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Logement. Logement social. Construction, perspectives [1^{er} février 2005] (p. 508)

Mme Annick Lepetit. Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [23 mars 2005] (p. 2298)

M. Bernard Depierre. Logement. Politique du logement. Accession à la propriété, aides de l'Etat [23 mars 2005] (p. 2305)

M. Roger Bouillonnet. Logement. Politique du logement. Accession sociale à la propriété, perspectives [30 mars 2005] (p. 2594)

M. Tony Dreyfus. Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [5 avril 2005] (p. 2652)

M. Jean Glavany. Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes, perspectives [10 mai 2005] (p. 3269)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE
Mme Chantal Robin-Rodrigo. Emploi. Politique de l'emploi. Equipes emploi-insertion, convention avec l'ANPE, perspectives, Tarbes [30 novembre 2004] (p. 10241)
M. Olivier Jardé. Travail. Médecine du travail. Employés de maison, réglementation [30 novembre 2004] (p. 10242)
M. Alain Venot. Commerce et artisanat. Petit commerce. Maintien, perspectives [30 novembre 2004] (p. 10243)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9673)

Sa réponse (p. 9676)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9676)

Entreprises : création (p. 9676)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9676)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 9676)

Industrie : textile et habillement (p. 9677)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9677)

Travail : durée du travail (p. 9676)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9677)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Serge Poignant (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 9677)

Article 54 (opérations temporaires - dépenses afférentes aux achats et ventes de titres, apports aux entreprises publiques)

Intervient sur l'ad n° 223 du Gouvernement (modification de nomenclature pour permettre le versement d'une aide à la restructuration de la société Bull) (p. 9678)

Après l'article 56

Intervient sur l'ad n° 224 du Gouvernement (compte de commerce - "Approvisionnement des armées en produits pétroliers" - Autorisation de découvert. Conditions (cours du pétrole - opérations extérieures)) (p. 9678)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9666)

Son intervention (p. 9666)

Sa réponse (p. 9671)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9671)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9666, 9671)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9666, 9671 et s.)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9666)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Ses réponses (p. 9717, 9723)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9718 et s.)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9717 et s., 9723)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9718 et s., 9723)

Emploi (p. 9718)

Enseignement (p. 9718 et s.)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) : crédits budgétaires (p. 9723)
 Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 9719, 9723)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9719)
 Ordre public (p. 9718)
 Urbanisme : grands projets urbains (p. 9719, 9723)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9719 et s.)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Son intervention (p. 9415)
 Ses réponses (p. 9420 à 9427 et 9441 à 9445)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9415 et s.)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9419)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9418)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 9417)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9416)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (Mme Irène Tharin) (p. 9445)
 Collectivités territoriales : compétences : logement social (Mme Claude Darciaux) (p. 9427)
 Collectivités territoriales : compétences : logement social (M. Philippe Auberger) (p. 9442)
 Départements : Haute-Savoie : logement social (M. Claude Birraux) (p. 9425)
 Enseignement supérieur : étudiants : logement (Mme Bernadette Paix) (p. 9445)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (M. Maxime Bono) (p. 9443)
 Femmes : droits : logement (Mme Muguette Jacquain) (p. 9420)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (Mme Nathalie Gautier) (p. 9426)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (Mme Odile Saugues) (p. 9425)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (M. Yves Coussain) (p. 9442)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (M. Jacques Le Guen) (p. 9444)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (Mme Chantal Bourragué) (p. 9441)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (M. Jean Proriot) (p. 9424)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (Mme Odile Saugues) (p. 9425)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (M. Jacques Houssin) (p. 9443)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (M. Daniel Boisserie) (p. 9444)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (M. Patrick Braouezec) (p. 9421)
 Outre-mer : Mayotte : habitat insalubre (M. Mansour Kamardine) (p. 9423)
 Régions : Basse-Normandie : logement social (M. Claude Leteurre) (p. 9427)
 Régions : Picardie : logement social (M. Maxime Gremetz) (p. 9421)
 Urbanisme : rénovation urbaine : services publics (M. Maxime Gremetz) (p. 9423)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2004] (p. 9445)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 138 du Gouvernement (caisse de garantie du logement social ; cotisations ; recouvrement) (p. 9446)
 Intervient sur l'adt n° 81 de M. Patrice Martin-Lalande (gens du voyage ; schémas d'accueil départemental ; bilan financier) (p. 9446)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Son intervention (p. 9843)

Article 68 (prorogation du dispositif de dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux)
 Son intervention (p. 9850)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 39 bis

Intervient sur l'adt n° 509 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (associations de rénovation sociale du logement privé ; activité d'utilité sociale) (p. 10561)

Article 39 bis précédemment réservé (programmation des places en maisons relais)

Son intervention (p. 10561)

Article 39 ter précédemment réservé (prise en compte par la commission d'attribution de la priorité d'attribution aux personnes rencontrant des difficultés de logement)

Son intervention (p. 10562)

Après l'article 39 ter

Intervient sur l'adt n° 407 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logements sociaux ; commission de médiation ; saisine par les associations agréées d'insertion) (p. 10562)

Avant l'article 41

Intervient sur l'adt n° 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'adt n° 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'adt n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'adt n° 492 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (logements assimilés à des logements locatifs sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 493 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (aires d'accueil des gens du voyage ; assimilation à des logements locatifs sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 386 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 410 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 445 précédemment réservé de M. Jean-Michel Fourgous (collectivités et intercommunalité : garantie d'emprunt communal sur le logement social) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 388 précédemment réservé de Mme Martine Billard (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Intervient sur l'adt n° 655 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Intervient sur l'adt n° 656 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (aides à la pierre ; délégation aux collectivités locales ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'adt n° 657 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (conventionnement global localisé ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'adt n° 658 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logement social ; garantie d'emprunt et de cautionnement par la commune ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'adt n° 659 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (financement du FSL et des fonds de prévention des impayés ; gestion départementale ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'adt n° 660 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logements destinés aux étudiants ; coordination ; transfert aux collectivités locales ; suppression) (p. 10574)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10576 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (finances locales ; notion de logement social ; accès à la propriété sociale ; neutralité) (p. 10578)

Intervient sur l'adt n° 16 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (prix d'achat préférentiel pour le locataire d'un logement social s'en portant acquéreur) (p. 10578)

Intervient sur l'adt n° 17 précédemment réservé de la commission des finances (droits de succession ; dation en paiement ; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)

Intervient sur l'adt n° 46 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (droits de succession ; dation en paiement ; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)

Article 42 précédemment réservé (prise en compte de la programmation dans les conventions de délégation des aides à la pierre aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 10578 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 412 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (participation des associations d'insertion aux programmes locaux de l'habitat) (p. 10579)

Article 42 bis précédemment réservé (aménagement des dispositions relatives à la délégation du contingent préfectoral d'attribution de logements sociaux)

Son intervention (p. 10580 et s.)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 10581 et s.)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son intervention (p. 10583 et s.)

Article 44 précédemment réservé (régime des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine - ANRU)

Son intervention (p. 10585)

Article 45 précédemment réservé (statut et financement des établissements publics fonciers d'Etat)

Son intervention (p. 10586)

Après l'article 45

Intervient sur l'adt n° 1009 précédemment réservé du Gouvernement (vente de terrains appartenant à l'Etat ; construction de logements ; évaluation domaniale ; décote) (p. 10586)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son intervention (p. 10587)

Après l'article 45 bis

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié précédemment réservé de Mme Odile Saugues (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)

Intervient sur l'adt n° 805 deuxième rectification précédemment réservé de M. Philippe Folliot (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)

Intervient sur l'adt n° 7 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) (p. 10587)

Intervient sur l'adt n° 302 précédemment réservé de M. Jean-Marc Nudant (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) (p. 10587)

Intervient sur l'adt n° 803 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)

Son intervention (p. 10588)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10590 et s.)

Après l'article 48

Intervient sur l'adt n° 398 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (protection des personnes contre la vente à la découpe à visée spéculative) (p. 10592)

Intervient sur l'adt n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 10592)

Intervient sur le sous-adt n° 1010 du Gouvernement (limitation des accords à l'amélioration de la sécurité et au développement durable) à l'adt n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (p. 10592)

Intervient sur l'adt n° 548 rectifié précédemment réservé de M. Denis Jacquat (action de recouvrement des charges récupérables : délai de prescription) (p. 10593)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 252 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (minimum légal de logements sociaux ; insuffisance des disponibilités foncières ; fixation d'un quota minoré) (p. 10593)

Intervient sur l'adt n° 566 deuxième rectification précédemment réservé de M. Pierre Morange (logements sociaux financés avec la garantie des communes ; contingent communal réservé ; prorogation pendant cinq ans après la date de fin de remboursement de l'emprunt) (p. 10594)

Intervient sur l'adt n° 251 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (contrôle annuel de l'évolution de la situation des nouveaux attributaires de logements sociaux) (p. 10594)

Intervient sur l'adt n° 11 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (urbanisme ; information des communes ; liste des propriétés d'Etat) (p. 10594)

Intervient sur l'adt n° 12 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (quotas de logements destinés aux personnes défavorisées) (p. 10594)

Intervient sur l'adt n° 790 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (personnels d'EDF-GDF : répartition du "1 % logement") (p. 10594)

Article 49 bis précédemment réservé (mise en cohérence de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession avec le nouveau prêt social de location-accession)

Son intervention (p. 10595)

Après l'article 49 bis

Intervient sur l'adt n° 820 précédemment réservé du Gouvernement (statut associatif de l'Union d'économie sociale) (p. 10595)

Intervient sur l'adt n° 821 précédemment réservé du Gouvernement (statut associatif de l'Union d'économie sociale) (p. 10595)

Intervient sur l'adt n° 672 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (réduction pour les loyers payés par prélèvement automatique) (p. 10595)

Intervient sur l'adt n° 498 précédemment réservé de M. Christian Decocq (friches industrielles ; travaux de réhabilitation ; taux réduit de TVA) (p. 10595)

Intervient sur l'adt n° 819 précédemment réservé du Gouvernement (fonds de solidarité logement ; compétences et pouvoirs d'attribution d'aides au logement) (p. 10595)

Avant l'article 50

Intervient sur l'adt n° 798 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (location-attribution de logements sociaux) (p. 10596)

Article 50 précédemment réservé (programmation financière des aides supplémentaires de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - ANAH)

Son intervention (p. 10596 et s.)

Après l'article 50

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (subventions au financement de travaux déductibles ; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (subventions au financement de travaux déductibles ; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)

Intervient sur l'adt n° 743 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (rapport au Parlement sur la garantie des risques locatifs) (p. 10597)

Article 50 bis précédemment réservé (disposition relative au versement direct de l'aide au logement au bailleur)

Son intervention (p. 10597)

Après l'article 50 bis

Intervient sur l'adt n° 253 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (expulsions ; sursis à l'exécution de décisions de justice) (p. 10598)

Intervient sur l'adt n° 822 précédemment réservé du Gouvernement (bail à réhabilitation ; exonération de taxe foncière) (p. 10598)

Intervient sur l'adt n° 426 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Intervient sur l'adt n° 668 rectifié précédemment réservé de Mme Janine Jambu (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Intervient sur l'ad t n° 427 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur les effets de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Article 51 précédemment réservé (dispositif d'amortissement fiscal en faveur des investissements très sociaux)
Son intervention (p. 10599)

Après l'article 51
Intervient sur l'ad t n° 399 précédemment réservé de Mme Martine Billard (immeubles d'habitation ; division ; création d'un permis administratif) (p. 10599)
Intervient sur l'ad t n° 802 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (abattements sur les locations aux étudiants) (p. 10599)
Intervient sur l'ad t n° 801 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (exonération de droits de mutation par décès ; immeubles donnés en location) (p. 10600)

Article 51 bis précédemment réservé (exonération sous condition d'impôt sur les sociétés pour les unions d'économie sociale)
Son intervention (p. 10600)

Après l'article 51 bis
Intervient sur l'ad t n° 824 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution sur les revenus locatifs ; logements appartenant à des unions d'économie sociale ; exonération) (p. 10600)
Intervient sur l'ad t n° 796 rectifié de M. Rudy Salles (taxe foncière ; immeubles situés en zones franches ; exonération) (p. 10600)

Après l'article 52
Intervient sur le sous-ad t n° 1005 de M. Michel Raison (actions en paiement et en répétition des loyers ; fermages et charges locatives) à l'ad t n° 188 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 10601)
Intervient sur l'ad t n° 532 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (traitement des situations de surendettement ; dettes de loyer ; priorité) (p. 10601)
Intervient sur l'ad t n° 184 précédemment réservé de la commission (composition du conseil d'administration de l'ANAH) (p. 10601)
Intervient sur l'ad t n° 187 rectifié précédemment réservé de la commission (imposition des revenus fonciers ; primes d'assurance ; déductibilité) (p. 10601)
Intervient sur l'ad t n° 52 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (imposition des revenus fonciers ; primes d'assurance ; déductibilité) (p. 10601)
Intervient sur l'ad t n° 462 quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Bloche (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10603)
Intervient sur le sous-ad t n° 1019 de Mme Martine Billard (délai de maintien dans les lieux des locataires) à l'ad t n° 462 quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Bloche (p. 10603)
Intervient sur l'ad t n° 567 rectifié précédemment réservé de Mme Françoise de Panafieu (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10603)
Intervient sur l'ad t n° 186 rectifié précédemment réservé de la commission (surface minimale d'habitabilité ; location à des associations d'insertion ; dérogation) (p. 10604)

Article 52 bis précédemment réservé (offices publics d'aménagement et de construction : pouvoirs, gestion et prestations de services)
Son intervention (p. 10604 et s.)

Article 52 ter précédemment réservé (utilisation des fichiers fiscaux par les collectivités territoriales dans le cadre de la lutte contre la vacance des logements)
Son intervention (p. 10605)

Après l'article 52 quater
Intervient sur l'ad t n° 610 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (obligations comptables des petites copropriétés) (p. 10605)
Intervient sur l'ad t n° 609 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)
Intervient sur l'ad t n° 611 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)
Son intervention (p. 10606 et s.)

Après l'article 53
Intervient sur l'ad t n° 54 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (renouvellement urbain ;

vente de logements sociaux aux établissements publics aménageurs ; régime) (p. 10607)

Intervient sur l'ad t n° 745 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; femmes enceintes) (p. 10607)

Intervient sur l'ad t n° 739 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; zonage) (p. 10608)

Après l'article 53 quater
Intervient sur l'ad t n° 669 précédemment réservé de M. Daniel Paul (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10620)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)
Son intervention (p. 10625 et s.)

Après l'article 54 B
Intervient sur l'ad t n° 1028 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (établissements publics locaux de coopération éducative) (p. 10630)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)
Son intervention (p. 10631)

Article 55 précédemment réservé (compétence des groupements d'intérêt public en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)
Son intervention (p. 10631)

Article 56 précédemment réservé (programmation des crédits consacrés par l'Etat à la mise en place des dispositifs de réussite éducative)
Son intervention (p. 10632)

Avant l'article 59
Intervient sur l'ad t n° 741 précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (politique de rénovation urbaine ; outil de cohésion sociale) (p. 10638)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)
Son intervention (p. 10640 et s.)

Après l'article 59
Intervient sur l'ad t n° 612 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; péréquation) (p. 10644)
Intervient sur l'ad t n° 747 précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (restauration scolaire ; gestion associative) (p. 10644)

Article 59 bis précédemment réservé (coordination rédactionnelle)
Son intervention (p. 10644)

Après l'article 59 quater
Intervient sur l'ad t n° 1031 précédemment réservé de M. Yves Bur (projets de création et d'extension de tramways : simplifications administratives) (p. 10645)

Article 59 septies précédemment réservé (harmonisation des conditions d'octroi des exonérations de taxe professionnelle et des exonérations sociales)
Son intervention (p. 10645)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)
Son intervention (p. 10646)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)
Son intervention (p. 10646)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Sa réponse (p. 3258)

Thèmes :

Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3259)

Logement : offre (p. 3258)
 Logement : politique du logement (p. 3260)
 Logement : ventes à la découpe (p. 3258)
 Sociétés : sociétés immobilières (p. 3259)
 Sociétés : sociétés immobilières : investissement (p. 3260)

Martine DAVID

Rhône (13^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 février 2005] (p. 882)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1729)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1268, posée le 28 juin 2005. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 6313). Suppléée par M. Jean-Paul Bacquet. Appelée le 28 juin 2005. Inondations, mise en place, conséquences (p. 4002)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la décision du Gouvernement de déclarer l'urgence d'un projet de loi qui engage l'avenir de l'école pour de longues années [16 février 2005] (p. 1215)

S'inquiète de la date retenue pour le prochain Congrès du Parlement [17 février 2005] (p. 1332)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9003)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : effectifs (p. 9003)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance (p. 9003)

Enseignement technique et professionnel : organisation (p. 9004)

Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 9004)

Procédure des questions :

Enseignement : sécurité (p. 9015)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1147)

Son intervention (p. 1165)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 février 2005] (p. 1215)

Thèmes :

Education physique et sportive : enseignement (p. 1166)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1166)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1147, 1165, 1166)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1142, 1143, 1147)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 1165)

Enseignement : personnel : vacataires (p. 1165)

Enseignement technique et professionnel : lycées professionnels (LP) (p. 1166)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1246 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 303 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère national des programmes d'enseignement) (p. 1259)

Intervient sur l'ad. n° 325 de M. Yves Durand (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1263)

Intervient sur l'ad. n° 326 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266)

Intervient sur l'ad. n° 327 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266)

Intervient sur l'ad. n° 336 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1268)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad. n° 297 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (rôle des établissements scolaires dans l'éducation et la formation tout au long de la vie) (p. 1278)

Son amendement n° 369 (liens entre associations et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1280) : rejeté (p. 1281)

Son amendement n° 370 (liens entre parents d'élèves et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) : rejeté (p. 1286)

Intervient sur l'ad. n° 298 rectifié de M. Christophe Masse (apprentissage des technologies nouvelles) (p. 1287)

Son amendement n° 371 (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286) : rejeté (p. 1287)

Intervient sur l'ad. n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1290)

Intervient sur l'ad. n° 301 rectifié de M. Patrick Roy (organisation de l'information sur les métiers) (p. 1295)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1298 et s.)

Son amendement n° 291 (p. 1307)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1309)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 février 2005] (p. 1332)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n°s 376 et 383 (p. 1376)

Après l'article 9

Son amendement n° 307 (office parlementaire d'évaluation de l'école) : devenu sans objet (p. 1434)

Avant l'article 11

Son amendement n° 314 (activités périscolaires dans les établissements scolaires) : rejeté (p. 1434)

Article 16 (diplômes)

Son amendement n° 390 (p. 1440)

Après l'article 18

Son amendement n° 320 (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1442) : rejeté (p. 1443)

Son amendement n° 391 (baccalauréat général : critères d'obtention) : rejeté (p. 1443)

Après l'article 23

Son amendement n° 396 (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement aux enfants handicapés) : rejeté (p. 1449)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3288)

Son intervention (p. 3297)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 3297)

Enseignement : égalité des sexes (p. 3298)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3298)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3288, 3297, 3298)

Travail : congé de maternité (p. 3298)

Travail : précarité (p. 3297)

Travail : salaires (p. 3288, 3297, 3298)

Travail : travail à temps partiel (p. 3297)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3341)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3348)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3351)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Son intervention (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 107 deuxième rectification de M. Alain Vidalies (travail à temps partiel : encadrement par accords de branche) (p. 3367)

Intervient sur l'ad n° 114 de Mme Catherine Génisson (heures supplémentaires et heures choisies : propositions prioritaires à certaines catégories de salariés) (p. 3369)

Intervient sur l'ad n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3375)

Article 8 (majoration de l'allocation de formation des salariés pour favoriser la garde d'un enfant pendant une période de formation hors du temps de travail)

Son intervention (p. 3377)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son intervention (p. 3378 et s.)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 141 (précision en matière de régularisation : mention "sans distinction de sexe") à l'ad n° 138 du Gouvernement (Centre national de la cinématographie : recrutement en CDI d'agents non titulaires et régularisation) (p. 3383) : adopté (p. 3384)

Bernard DEBRÉ

*Paris (15^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française
Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [28 septembre 2005] (p. 15547)

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 28 septembre 2005] (p. 15547)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Vice-président de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Exercice de la profession, agressions [30 mars 2005] (p. 2588)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 9390)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9258)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : crèches et garderies (p. 9258)

Enfants : politique de l'enfance (p. 9258)

Famille : prestations familiales (p. 9259)

Famille : adoption (p. 9258)

Famille : politique familiale (p. 9258)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10148)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10150)

Professions de santé : déontologie (p. 10149)

Santé : douleur (p. 10149)

Santé : fin de vie (p. 10149)

Santé : maladies (p. 10149)

Santé : soins palliatifs (p. 10149)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3246)

Thèmes :

- Baux : congé : délais (p. 3247)
- Logement : ventes à la découpe : plus-values à court terme (p. 3246)
- Propriété : droit de propriété (p. 3246)
- Sociétés : sociétés immobilières : fiscalité (p. 3246)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3507)

Thèmes :

- Baux : Commission nationale de concertation (p. 3507)
- Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3508)
- Logement : ventes à la découpe : règlement de copropriété (p. 3507)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 3 (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son amendement n° 1 (p. 3673)

Jean-Louis DEBRÉ

*Eure (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 1832 tendant à renforcer l'autorité de la loi [5 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles [3 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2450 tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances [6 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Président

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT

Interroge le Premier ministre sur la situation de Florence Aubenas et Hussein Hanoun en Irak enlevés et détenus en Irak, le remercie de ses informations [2 mars 2005] (p. 1532)

COUR DES COMPTES

Donne acte du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2004 [1^{er} mars 2005] (p. 1487)

HOMMAGES

Aux soldats français tués à Bouaké [9 novembre 2004] (p. 9154)

À MM. Christian Chesnot et Georges Malbrunot à l'occasion de leur libération [22 décembre 2004] (p. 11400)

Aux victimes du tsunami en Asie du Sud-Est [18 janvier 2005] (p. 33)

De solidarité à l'égard de Florence Aubenas et Hussein Hanoun en Irak [1^{er} février 2005] (p. 504)

En soutien à Florence Aubenas et Hussein Hanoun [29 mars 2005] (p. 2500)

À Florence Aubenas et Hussein Hanoun à l'occasion de leur libération le 12 juin 2005 [14 juin 2005] (p. 3535)

HOMMAGES DE BIENVENUE DE

À une délégation de parlementaires du Conseil national de la République slovaque [6 octobre 2004] (p. 7529)

À une délégation de parlementaires de la République de Croatie [25 janvier 2005] (p. 291)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée nationale de la République populaire et démocratique du Burkina Faso [15 mars 2005] (p. 2006)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de la République des Philippines [14 juin 2005] (p. 3535)

À une délégation de l'Assemblée nationale de la République gabonaise [15 juin 2005] (p. 3063)

À une délégation de parlementaires de la Chambre des représentants de la Fédération de Bosnie-Herzégovine [21 juin 2005] (p. 3797)

À une délégation de parlementaires de l'Assemblée fédérale suisse [21 juin 2005] (p. 3797)

À une délégation de parlementaires de la République Populaire Démocratique du Laos [28 juin 2005] (p. 4018)

À une délégation de parlementaires de la chambre des députés du Royaume hachémite de Jordanie [29 juin 2005] (p. 4079)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jacques Myard : indique qu'il s'agit d'un fait personnel [30 novembre 2004] (p. 10260)

M. Jean-Marc Ayrault : remplace Mme Guinchard-Kunstler à l'heure prévue et confirme, après vérification, les résultats du scrutin public [4 mai 2005] (p. 3126)

M. Jean-Marie Le Guen : regrette que la conférence des Présidents n'ait pas décidé de constituer une commission spéciale pour examiner le projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [4 mai 2005] (p. 3131)

M. Jean-Marie Le Guen : répond que cette prérogative du rapporteur n'est pas nouvelle [4 mai 2005] (p. 3151)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 15 (compensations financières à titre de charges nouvelles)

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Myard (cf. supra) [30 novembre 2004] (p. 10260)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)*Avant l'article 1er*

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 3125)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean-Marie Le Guen (p. 3131) et de M. Jean-Marie Le Guen (cf. supra) (p. 3151)

Jean-Claude DECAGNY

*Nord (23^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1902 visant à inciter à la remise en état des biens dégradés par les auteurs de graffiti [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2067 visant à instituer des séances de prévention sur les troubles de l'audition au sein des établissements scolaires [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2076 visant à instituer une éducation à la santé et à la nutrition dans les établissements scolaires [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2481 visant à prévenir les infections dans les établissements publics de santé [13 juillet 2005]

Christian DECOCQ
Nord (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur de la proposition de loi relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble (n° 2063) [23 mars 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2063) de Mme Martine Aurillac et plusieurs de ses collègues relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble [8 juin 2005] (n° 2364)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Santé. Protection. Plan de santé environnement, mise en œuvre [15 mars 2005] (p. 2011)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1090, posée le 1^{er} mars 2005. Transports par eau. Canal de Roubaix (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Réhabilitation, financement (p. 1468)

n° 1188, posée le 5 avril 2005. Transports routiers. Transport de marchandises (J.O. Questions p. 3376). Appelée le 5 avril 2005. Matières dangereuses, contournement, agglomération lilloise (p. 2633)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 49 bis

Son amendement n° 498 précédemment réservé (friches industrielles ; travaux de réhabilitation ; taux réduit de TVA) : retiré (p. 10595)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)

Son intervention (p. 10641)

Ses amendements n°s 497 rectifié et 499 (p. 10641, 10643)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : reconduite aux frontières (p. 8855)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 442)

Article 2 (actions de coopération internationale des agences de l'eau dans les domaines de l'eau et de l'assainissement)

Son amendement n° 1 (p. 443)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 564)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 564)

Travail : coût (p. 565)

Travail : durée du travail (p. 564, 565)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2961)

Thèmes :

Drogue : cannabis (p. 2962)

Drogue : toxicomanie (p. 2962)

Drogue : usage (p. 2962)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3249)

Thèmes :

Logement : marché immobilier (p. 3249)

Logement : offre (p. 3249)

Logement : ventes à la découpe : statistiques (p. 3249)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3503)

Thèmes :

Baux : Commission nationale de concertation (p. 3504)

Baux : congé (p. 3504)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3504)

Logement : ventes à la découpe (p. 3503)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 30 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 3520)

Article 1^{er} (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3523 et s.)

Son amendement n° 24 rectifié (p. 3525)

Après l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique s'engageant à ne pas donner congé au locataire pendant six ans) (p. 3528)

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Patrick Bloche (institution d'une décote au profit du locataire dans la limite de 30 % du prix du logement) (p. 3529)

Intervient sur l'ad n° 20 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suspension par le maire de la mise en copropriété à la demande d'au moins un tiers des locataires) (p. 3530)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3669 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 31 de Mme Martine Billard (pas de congé pour vente dans les six ans consécutifs à l'achat en bloc) (p. 3672)

Article 3 (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3673)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'ad n° 28, deuxième rectification précédemment réservé de Mme Martine Aurillac (terme du bail repoussé à deux ans à compter de la notification du congé pour vente) (p. 3673)

Son amendement n° 27 rectifié précédemment réservé (adaptation de la durée du bail pour les acquéreurs s'engageant à maintenir l'immeuble sous statut locatif pendant six ans) (p. 3673) : adopté (p. 3674)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3674 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 11 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (délai de préemption pour les opérations en cours) (p. 3678)

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Patrick Bloche (délai d'exonération des droits de mutation des marchands de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application aux opérations en cours) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (définition de l'activité de marchand de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions d'exercice de l'activité de marchand de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (violation grave des droits des occupants par les marchands de biens ; interdictions professionnelles) (p. 3679)

Jean-Pierre DECOOL

Nord (14^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19289)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2502 visant à baisser les cotisations sociales salariales sur les bas salaires [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir. Mise en œuvre, perspectives [15 mars 2005] (p. 2009)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 942, posée le 30 novembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9297). Appelée le 30 novembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 10234)

n° 1091, posée le 1^{er} mars 2005. Patrimoine culturel. Eglise Saint-Jean-Baptiste de Bourbourg (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Rénovation, perspectives (p. 1483)

n° 1241, posée le 31 mai 2005. Police. Non appelée (J.O. Questions p. 5454)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7599)

Thèmes :

Agriculture (p. 7599)

Environnement : Natura 2000 (p. 7599)

Environnement : zones humides (p. 7599 et s.)

Secteur public : services publics (p. 7599)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 37 F

Son amendement n° 297 (urbanisme commercial : seuil abaissé à 200 mètres carrés) : rejeté (p. 7657)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son amendement n° 298 (p. 7765)

Après l'article 49

Son amendement n° 299 (éradication du rat musqué) (p. 7765) : adopté (p. 7766)

Article 54 B (participation des chasseurs au développement des activités économiques et écologiques des milieux naturels)

Son amendement n° 300 (p. 7775)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - ONCFS)

Son intervention (p. 7779)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 301 (p. 7802)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7813)

Après l'article 12 quinquies

Son amendement n° 295 (créances détenues par un groupement d'employeurs ; liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement ; privilège spécial) : retiré (p. 7987)

Son amendement n° 296 (assurance contre le risque de non-paiement des salaires ; entreprises membres d'un groupement d'employeurs ; versement au groupement d'employeurs ; modalités et limites) : retiré (p. 7987)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 26

Son amendement n° 22 précédemment réservé (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8463) : retiré (p. 8464)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière :
gendarmerie (p. 8861)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

**II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES
HANDICAPEES**

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 9284)

**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la
cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074,
10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ;
[1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004]
(p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488,
10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)**

*Article 1er (définition du service public de l'emploi et
création des maisons de l'emploi)*

Son amendement n° 501 (p. 10096)

**Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les
retraites des maîtres de l'enseignement privé sous
contrat**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 décembre 2004]
(p. 10759)**

Son intervention (p. 10771)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10771)
Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10771)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des
régimes (p. 10771)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

*Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous
contrat d'association)*

Son amendement n° 7 (p. 10774)

**Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des
chances, la participation et la citoyenneté des
personnes handicapées**

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203,
11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ;
[22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier
2005] (p. 41)**

Après l'article 2 quinquies

Son amendement n° 404 (taux réduit de TVA pour les appareillages
des handicapés) : retiré (p. 11241)

*Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et
adolescents handicapés)*

Ses amendements n°s 406 et 407 (p. 11307 et s.)

*Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et
actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)*

Ses amendements n°s 409 et 742 (p. 11333 et s.)

*Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique
et des conditions d'âge pour le départ en retraite des
personnes handicapées dans la fonction publique)*

Son amendement n° 743 (p. 11340)

*Article 19 (transformation des ateliers protégés en
entreprises adaptées)*

Ses amendements n°s 411 et 410 (p. 11345)

*Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des
locaux aux personnes handicapées)*

Ses amendements n°s 744, 412 et 413 (p. 11355 et s.)

Après l'article 21

Son amendement n° 415 (aménagement de voirie favorisant
l'accessibilité aux handicapés : définition par décret en Conseil
d'Etat) : rejeté (p. 11368)

*Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux
personnes handicapées)*

Son amendement n° 745 (p. 11370)

Son amendement n° 416 (p. 11370)

*Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de
l'information diffusée dans les établissements recevant du
public)*

Son amendement n° 746 rectifié (p. 11381)

*Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision
aux personnes sourdes et malentendantes)*

Son amendement n° 418 (p. 11452)

*Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes
malentendantes au cours des procédures judiciaires)*

Son amendement n° 747 (p. 11456)

*Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une
assistance technique pour les déficients auditifs)*

Son amendement n° 419 rectifié (p. 11457)

Après l'article 44 quater

Intervient sur l'adt n° 680 de M. Antoine Herth (convention
d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du
consentement ; dérogation au profit du représentant légal de
l'handicapé) (p. 11460)

**Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de
l'école**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101,
1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)**

Son intervention (p. 1192)

Thèmes :

Enseignement : langues régionales (p. 1193)
Enseignement : programmes (p. 1192)
Enseignement secondaire : collèges (p. 1192, 1193)

**Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ;
[17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005]
(p. 1360, 1383, 1426)**

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son amendement n° 274 (p. 1327)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n°s 438, 439 rectifié et 440 (p. 1418 et s.)

**Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la
modernisation de l'économie**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

*Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux
dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)*

Son amendement n° 70 (p. 3910)

Après l'article 16

Ses amendements n°s 71 et 72 (accord de participation ou plan
d'épargne entreprise : délai de quatre mois imparti au directeur
départemental du travail pour demander le retrait ou la
modification de dispositions contraires aux lois et règlements)
(p. 3913) : retirés (p. 3914)

**Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et
moyennes entreprises**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201,
4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)**

Son intervention (p. 4243)

Thèmes :

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 4243)
Entreprises : transmission (p. 4243)

Bernard DEFLESSELLES

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la participation de capitaux étrangers aux industries européennes d'armement [23 mars 2005] (n° 2202)

Proposition de loi n° 2267 tendant à créer une journée nationale de l'éducation à l'environnement pour un développement durable [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2397 tendant à favoriser la création des groupements d'employeurs et à en améliorer le fonctionnement [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, génocide arménien, reconnaissance [14 décembre 2004] (p. 10991)

Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, choix du site de Caradache [29 juin 2005] (p. 4015)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)**

Son intervention (p. 9482)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 9483)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9482)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'État (p. 9483)

Défense : professionnalisation (p. 9483)

Défense : renseignement (p. 9482)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9483)

Jean-Pierre DEFONTAINE

*Pas-de-Calais (1^{ère} circonscription)
Appartenu au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Lucien DEGAUCHY

*Oise (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Protection. Maltraitance, lutte et prévention [13 octobre 2004] (p. 7840)

Marcel DEHOUX

*Nord (24^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 mai 2005] (p. 8375)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 mai 2005] (p. 8375)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 931, posée le 30 novembre 2004. Voirie. RN 2 (J.O. Questions p. 9295). Appelée le 30 novembre 2004. Aménagement, Nord (p. 10246)

Francis DELATTRE

*Val-d'Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Cesse d'appartenir à la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 30 octobre 2004] (p. 18456)

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 17 décembre 2004] (p. 21365)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sports. Equitation. Fédération, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10998)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9321)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports aériens : bruit (p. 9322)

Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 9321)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : péréquation : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 8856)

Michel DELEBARRE

*Nord (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de la stratégie de Lisbonne (E 2752 COM [2005] 24 final / E 2829) [16 février 2005] (n° 2102)

Proposition de résolution n° 2375 sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [15 juin 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [15 juin 2005] (n° 2374)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 2375) de M. Michel Delebarre et M. Didier Quentin, rapporteurs de la délégation pour l'Union européenne, sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [13 juillet 2005] (n° 2472)

Richard DELL'AGNOLA

*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [27 octobre 2004] (p. 8568)

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, jeunes [9 février 2005] (p. 943)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Finances publiques : crédits budgétaires : trafic de stupéfiants (p. 8859)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 18 (brevet)

Son amendement n° 15 (p. 1441)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2946)

Thèmes :

Drogue : associations de lutte et de prévention (p. 2948)

Drogue : cannabis (p. 2946, 2947)

Drogue : établissements de soins (p. 2948)

Drogue : toxicomanie (p. 2946, 2947)

Drogue : trafic (p. 2947)

Drogue : usage (p. 2947, 2948)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 2947)

Santé : maladies mentales (p. 2947)

Patrick DELNATTE

*Nord (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1942 visant à renforcer la place de la construction européenne dans le système éducatif [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2066 tendant à individualiser les contrats de fourniture d'eau des maisons individuelles [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2258 relative à la réversion des pensions militaires aux veufs de guerre ou d'actes terroristes ainsi qu'à leurs enfants [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2478 autorisant les aides publiques aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour rendre accessibles les locaux aux élèves handicapés [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Bilan et perspectives. Coopération douanière [3 mai 2005] (p. 3048)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1273, posée le 28 juin 2005. Prestations familiales. Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Convention d'objectifs et de gestion, négociations, perspectives (p. 4010)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8583)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 8583)

Famille : adoption (p. 8584)

Famille : politique familiale (p. 8583)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 8583)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 255 (p. 8742)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10012)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 10012)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 10012)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10160)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10161)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10161)

Santé : fin de vie (p. 10161)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 970)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Kléber Mesquida (reconnaissance des responsabilités de la France envers les Français rapatriés, dans l'abandon des supplétifs et les difficultés de vie des harkis) (p. 1053)

Projet de loi n° 1331 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1910)

Son intervention (p. 1912)

Thèmes :

Administration : préfets de région (p. 1913)

Collectivités territoriales (p. 1912)

Secteur public : services publics (p. 1913)

Travail : contrats de travail : travailleurs frontaliers (p. 1913)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2829)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2830)

Famille : adoption (p. 2829)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2830)

Famille : naissances (p. 2829)

Relations internationales : adoption (p. 2830)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3288)

Son intervention (p. 3308)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 3309)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3309)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3288, 3308 et s.)

Travail : congé parental d'éducation (p. 3309)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Après l'article 16

Intervient sur les adts n° 71 et 72 de M. Jean-Pierre Decool (accord de participation ou plan d'épargne entreprise : délai de quatre mois imparti au directeur départemental du travail pour demander le retrait ou la modification de dispositions contraires aux lois et règlements) (p. 3914)

Jean DELOBEL

*Nord (15^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Jean-Marie DEMANGE

*Moselle (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Santé. Politique de la santé. Cancer, lutte et prévention [2 novembre 2004] (p. 8792)

Stéphane DEMILLY

*Somme (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 465)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 466)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Services publics, accès [8 décembre 2004] (p. 10790)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1112, posée le 8 mars 2005. Energie et carburants. Biocarburants [J.O. Questions p. 2272]. Appelée le 8 mars 2005. Perspectives (p. 1715)

n° 1155, posée le 29 mars 2005. Sports. Installations sportives [J.O. Questions p. 3085]. Appelée le 29 mars 2005. Mise aux normes, conséquences, communes (p. 2490)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 213 de M. David Habib (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Intervient sur l'adt n° 412 troisième rectification de M. Charles de Courson (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8371)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503); [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1552)

Thèmes :

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1552)

Entreprises : faillites (p. 1522)

Entreprises : Flodor (p. 1552)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1552)

Union européenne : règlements (p. 1552)

Yves DENIAUD

*Orne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1190, posée le 5 avril 2005. Etat. Décentralisation [J.O. Questions p. 3377]. Appelée le 5 avril 2005. Conséquences, routes nationales (p. 2631)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106); [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173); [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8155)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 8156)

Etat : réforme (p. 8156)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8155)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 8156)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 8155)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8156)
 Parlement : rôle (p. 8156)
 Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 8155 et s.)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8156)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Basse-Normandie (p. 9343)

Voirie : routes nationales : Sarthe (p. 9341)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004]
(p. 9738) :**

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Son intervention (p. 9748)

Thème :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9748)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE
PROFESSIONNELLE

**Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004]
(p. 9548)**

Etat B, titre III

Son amendement n° 200 (Haute autorité de lutte contre les
discriminations : crédits de fonctionnement ; évaluation ;
réduction d'un sixième) (p. 9550)

**Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par
M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des
finances et de l'industrie et débat d'orientation
budgétaire pour 2006**

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4349)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 4350)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4349 et
s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 4350)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport
de France (AFITF) (p. 4350)

Bernard DEPIERRE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et
sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2139 relative à l'apprentissage des gestes
élémentaires de premiers secours [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Perspectives [22 décembre 2004]
(p. 11405)

Logement. Politique du logement. Accession à la propriété, aides de
l'Etat [23 mars 2005] (p. 2305)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 892, posée le 5 octobre 2004. Enseignement. Etablissements
(J.O. Questions p. 7657). Appelée le 5 octobre 2004. Distributeurs
automatiques de boissons et produits alimentaires, suppression,
conséquences (p. 7446)

n° 1242, posée le 31 mai 2005. Enseignement privé. Financement
(J.O. Questions p. 5454). Appelée le 21 juin 2005. Réforme,
perspectives (p. 3784)

DÉBATS

**Proposition de loi n° 1758 portant diverses
dispositions relatives au sport professionnel**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7925)

Thèmes :

Droit civil : droit à l'image (p. 7925)

Sports : associations et clubs (p. 7925)

Sports : sport de haut niveau (p. 7925)

Sports : sportifs professionnels (p. 7925)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 7925)

Léonce DEPREZ

*Pas-de-Calais (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le
projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du
5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2096 sur la proposition de directive du
Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le
marché intérieur (COM [2004] 2 final, E 2520) [15 février 2005]

Proposition de loi n° 2313 pour le développement d'une économie
touristique pluri-saisonnnière à partir du territoire français
[11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2521 tendant à la modernisation de la fonction
publique de l'Etat [12 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Fonds structurels européens (FSE). Répartition
[11 mai 2005] (p. 3332)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 943, posée le 30 novembre 2004. Transports ferroviaires. Retirée
par l'auteur (J.O. Questions p. 9297)

n° 990, posée le 21 décembre 2004. Transports ferroviaires. Ligne
Amiens-Boulogne (J.O. Questions p. 10105). Appelée le
21 décembre 2004. Electrification (p. 11275)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637,
7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre
2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)**

Après l'article 53 bis A

Intervient sur l'adt n° 570 de M. Germain Peiro (bénéfice de la servitude de "halage et de marchepied" étendue à l'ensemble du public non motorisé) (p. 7768)

Article 54 BA (agrément des fédérations de chasse au titre de la protection de l'environnement)

Son intervention (p. 7774)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'adt n° 409 rectifié de M. Maxime Gremetz (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 512 rectifié de M. Charles de Courson (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 373 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'adt n° 411 rectifié de M. Maxime Gremetz (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7781)

Intervient sur l'adt n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7781)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7788 et s.)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7801 et s.)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7881 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8885)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions ; contrats de plan Etat-régions ; crédits budgétaires (p. 8886)

Tourisme et loisirs ; stations touristiques ; dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8885)

TVA : taux réduit (p. 8886)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 89)

Thèmes :

Politique économique : libéralisme (p. 89)

Postes : La Poste (p. 89)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2879)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2880)

Impôts locaux : taxe professionnelle : La Poste (p. 2880)

Postes : La Poste (p. 2880)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 385)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 386)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 386)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 385)

Union européenne : parlements nationaux (p. 386)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 386)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 636)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2036)

Thème :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2036)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2232)

Thèmes :

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2232)

Union européenne : constitution européenne (p. 2232)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2326)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3426)

Thèmes :

Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3426)

Tourisme et loisirs : stations touristiques (p. 3427)

Travail : travail saisonnier (p. 3427)

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 (travail du dimanche dans les communes touristiques) (p. 3430) : retiré (p. 3431)

Son amendement n° 8 (indemnités des salariés employés dans les communes touristiques) : retiré (p. 3431)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4250)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 4251)

Commerce extérieur : exportations (p. 4250)

Entreprises : allègement des charges (p. 4251)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 17

Intervient sur l'adit n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4397)

Intervient sur l'adit n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4399)

Bernard DEROSIER

Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre du Conseil d'orientation de l'Observatoire de l'emploi public [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19296)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 9 février 2005] (p. 2183)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VIII : Premier ministre (fonction publique) (n° 1868) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, services publics, zones rurales [13 avril 2005] (p. 2907)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 906, posée le 19 octobre 2004. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 8003). Appelée le 19 octobre 2004. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), gestion (p. 8035)

n° 1133, posée le 22 mars 2005. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 2833). Suppléé par M. Patrick Roy. Appelée le 22 mars 2005. Conséquences, finances, collectivités territoriales (p. 2186)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 9560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 9562)

Fonctionnaires et agents publics : salaires (p. 9561)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 9561)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : retraites (p. 9561)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9585)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8824)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8826)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : impôts locaux (p. 8824)

Collectivités territoriales : transferts de personnel : évaluation des charges (p. 8825)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8825)

Impôts et taxes : taxe sur les conventions d'assurances (p. 8825)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 8826)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8824)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2738) : rejetée (p. 2745)

Son intervention (p. 2752)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2765)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 2740)

Fonction publique territoriale : recrutement (p. 2741, 2752)

Fonctionnaires et agents publics : concertation avec le personnel (p. 2766)

Fonctionnaires et agents publics : contrats à durée indéterminée (p. 2738, 2766)

Fonctionnaires et agents publics : accès : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 2738)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : contrats à durée indéterminée (p. 2741)

Fonctionnaires et agents publics : concours : valeurs républicaines (p. 2739)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2739, 2741)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 2741)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 2741)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 2739, 2752)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : réforme (p. 2742)

Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics (p. 2738, 2752)

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Article 1er (extension aux hommes des dérogations en matière de limites d'âge pour l'accès aux emplois publics)

Son amendement n° 23 (p. 2767)

Article 3 (situation des personnes tenues de servir pendant une durée minimale)

Son amendement n° 24 (p. 2767)

Article 7 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique de l'État)

Ses amendements n° 25, 26, 28, 30 et 31 (p. 2769 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 35 (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique de l'État) (p. 2772) : rejeté (p. 2773)

Son amendement n° 32 (mécanisme spécifique d'information des comités techniques paritaires sur les emplois contractuels) : rejeté (p. 2773)

Article 8 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique de l'État)

Ses amendements n° 33 et 37 (p. 2773)

Article 9 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique territoriale)

Ses amendements n° 34, 51, 52, 55 et 56 (p. 2773, 2775)

Après l'article 9

Son amendement n° 57 (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique territoriale) : rejeté (p. 2775)

Article 10 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique territoriale)

Ses amendements n° 58 à 60 (p. 2775 et s.)

Article 11 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique hospitalière)

Ses amendements n° 62, 63, 38 et 39 (p. 2776)

Après l'article 11

Son amendement n° 40 (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique hospitalière) (p. 2776) : rejeté (p. 2777)

Article 12 (présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents contractuels au sein de la fonction publique hospitalière)

Son amendement n° 41 (p. 2777)

Article 14 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique hospitalière)

Ses amendements n° 42 et 43 (p. 2777)

Titre

Son amendement n° 49 (nouvel intitulé) : rejeté (p. 2279)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juillet 2005] (p. 4659)

Son intervention (p. 4661)

Thèmes :

Fonction publique territoriale (p. 4661)

Fonctionnaires et agents publics : accès : contrats à durée indéterminée (p. 4662)

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 4662)

Politique générale : libéralisme (p. 4661)

Union européenne : directives : contrats à durée indéterminée (p. 4661)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4662)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2828)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2828)

Départements : Nord (p. 2829)

Famille : adoption (p. 2828)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2828)

Relations internationales : adoption (p. 2829)

Jacques DESALLANGRE

Aisne (4^{ème} circonscription)

Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 27 janvier 2005] (p. 1448)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 janvier 2005] (p. 1448)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2182 tendant à responsabiliser le prêteur pour juguler le surendettement [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [20 octobre 2004] (p. 8134)

Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, abus, lutte et prévention [10 novembre 2004] (p. 9229)

Economie sociale. Mutuelles. Politiques communautaires [9 mars 2005] (p. 1830)

Travail. Durée du travail. Politiques communautaires [10 mai 2005] (p. 3266)

Industrie. Textile et habillement. Entreprise Knac, opération de police contre des salariés, Chauny [14 juin 2005] (p. 3538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 913, posée le 19 octobre 2004. Communes. Budget (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Subventions, réglementation (p. 8044)

n° 1062, posée le 8 février 2005. Etablissements de santé. Non appelée (J.O. Questions p. 1178)

n° 1080, posée le 1^{er} mars 2005. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 2041). Appelée le 1^{er} mars 2005. Picardie (p. 1465)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9607)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9607)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9608)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 9607)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9608)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9607)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9617)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9044)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9044)

Entreprises : délocalisations (p. 9044)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9044)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 9044)

Secteur public : services publics (p. 9044)

Procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 9057)

Télécommunications : télématique : entreprises (p. 9059)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Enseignement : fermetures de classes (p. 9021)

Enseignement : personnel : recrutement (p. 9019)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10090 et s.)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10417 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad t n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10431)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son intervention (p. 10434 et s.)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 10438)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'ad t n° 737 de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de trajet siège chantier dans le bâtiment) (p. 10440)

Après l'article 37 quater

Intervient sur l'ad t n° 73 de M. Maxime Gremetz (entreprises donneuses d'ordre et entreprises sous-traitantes) (p. 10443)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10448 et s.)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10457 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10467 et s.)

Son amendement n° 546 deuxième rectification (p. 10475)

Après l'article 37-3

Son amendement n° 545 (contentieux du licenciement ; procédure de référé) : rejeté (p. 10477)

Intervient sur l'ad t n° 70 rectifié de M. Maxime Gremetz (contestation d'un plan de sauvegarde de l'emploi par les délégués du personnel) (p. 10478)

Intervient sur l'ad t n° 74 rectifié de M. Maxime Gremetz (droits d'action, en matière de sauvegarde de l'emploi, des délégués du personnel) (p. 10478)

Après l'article 37-9

Son amendement n° 544 rectifié (réintégration du salarié abusivement licencié) (p. 10519) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10520)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10154)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10154)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10154)

Santé : fin de vie (p. 10154)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3286) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3289)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 3287)

Entreprises : allègement des charges (p. 3287)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3286)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3286 et s.)

Formation professionnelle : formation continue (p. 3287)

Transports urbains : RATP (p. 3288)

Travail : négociations (p. 3286)

Travail : précarité (p. 3287)

Travail : salaires (p. 3286 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 3286)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3823) : rejetée (p. 3826)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 3824)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 3825)

Emploi : chômage (p. 3823 et s.)

Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 3824)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3824)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3825)

Langue française (p. 3823)

Politique générale : libéralisme (p. 3823 et s.)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3824)

Sociétés : dirigeants (p. 3825)

Travail : code du travail (p. 3824)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3823)

Jean-Jacques DESCAMPS
Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 18 : Economie, finances et industrie (PME, commerce et artisanat) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10997)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 mai 2005] (p. 3268)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 914, posée le 19 octobre 2004. Système pénitentiaire. Détenus (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Troubles mentaux, prise en charge (p. 8043)

n° 968, posée le 7 décembre 2004. Voirie. RN 143 (J.O. Questions p. 9557). Appelée le 7 décembre 2004. Liaison Tours-Châteauroux, aménagement (p. 10655)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8167)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 8168)

Etat : réforme (p. 8167)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8167)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8168)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8167)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 133 de M. Michel Bouvard (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés : suppression de la condition de ressources) (p. 8283)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Son amendement n° 153 (p. 8376)

Son amendement n° 154 (p. 8377)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9677)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Serge Poignant (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 9677)

Article 54 (opérations temporaires - dépenses afférentes aux achats et ventes de titres, apports aux entreprises publiques)

Intervient sur l'ad n° 223 du Gouvernement (modification de nomenclature pour permettre le versement d'une aide à la restructuration de la société Bull) (p. 9678)

Après l'article 56

Intervient sur l'ad n° 224 du Gouvernement (compte de commerce - "Approvisionnement des armées en produits pétroliers" - Autorisation de découvert. Conditions (cours du pétrole - opérations extérieures) (p. 9678)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9727)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9727)

Entreprises : création : aides (p. 9727)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 9727)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 52

Son amendement n° 125 (conséquences du changement de statut de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 10948) : adopté après modification (p. 10949)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2830)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2831)

Famille : adoption (p. 2830)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2831)

Pays étrangers : Madagascar (p. 2830)

Pays étrangers : Russie (p. 2831)

Relations internationales : adoption (p. 2830)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2841)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2938)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 33 rectifié de Mme Patricia Adam (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2944)

Intervient sur l'ad n° 41 du Gouvernement (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2944)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3842)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 3843)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 3843)
 Finances publiques : dépenses : productivité (p. 3842)
 Finances publiques : dette publique (p. 3842)
 Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3843)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3843)
 Politique générale : libéralisme (p. 3843)
 Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3843)
 Sociétés : dirigeants (p. 3843)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4461)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4483 et s.)

Michel DESTOT

*Isère (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, transports publics [1^{er} décembre 2004] (p. 10338)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9316)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : stationnement (p. 9317)
 Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9317)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 9317)
 Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9316)

Patrick DEVEDJIAN

Ministre délégué à l'industrie

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p.9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Luc-Marie Chatel. Consommation. Prix. Baisse, modalités [5 octobre 2004] (p. 7468)
 M. Dominique Juillot. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7536)
 M. Jean-Paul Bacquet. Postes. La Poste. Missions de service public [12 octobre 2004] (p. 7754)
 M. François Brottes. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7836)
 M. Yves Coussain. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, réglementation [19 octobre 2004] (p. 8061)
 M. Daniel Spagnou. Industrie. Chimie. Atofina, emploi et activité, Alpes de Haute Provence [20 octobre 2004] (p. 8141)
 M. Jacques Brunhes. Industrie. Construction aéronautique. Snecma, emploi et activité, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8792)
 M. Claude Birraux. Energie et carburants. Energie nucléaire. Areva, ouverture du capital, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9234)
 M. Bernard Mazouaud. Télécommunications. Téléphone. Tarifs, réglementation [17 novembre 2004] (p. 9506)
 M. Bernard Brochand. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [23 novembre 2004] (p. 9916)
 M. Michel Liebgott. Industrie. Sidérurgie. Emploi et activité [30 novembre 2004] (p. 10258)
 M. Francis Hillmeyer. Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Conduites en fonte, remplacement, financement [18 janvier 2005] (p. 35)
 M. Jean-Louis Bianco. Energie et carburants. TOTAL. Emploi et activité [1^{er} février 2005] (p. 510)
 M. Daniel Paul. Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [9 février 2005] (p. 942)
 M. Damien Meslot. Industrie. Machines et équipements. Alstom, emploi et activité [9 février 2005] (p. 950)
 M. Jean-Pierre Kucheida. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [16 février 2005] (p. 1203)
 M. Camille de Rocca Serra. Energie et carburants. Electricité. Coupures de courant, Corse [8 mars 2005] (p. 1734)
 M. Claude Birraux. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Stockage, bilan et perspectives [16 mars 2005] (p. 2082)
 M. Maxime Gremetz. Industrie. Politique industrielle. Perspectives [23 mars 2005] (p. 2299)
 M. François Dosé. Energie et carburants. Energie éolienne. Perspectives [23 mars 2005] (p. 2301)
 M. Pierre-Christophe Baguet. Presse et livres. Presse. Vendeurs-colporteurs, exercice de la profession [5 avril 2005] (p. 2650)
 M. Christian Vanneste. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord textile, conséquences, importations chinoises [3 mai 2005] (p. 3044)
 M. François-Michel Gonnot. Politiques communautaires. Energie et carburants. Produits pétroliers, prix [11 mai 2005] (p. 3334)
 M. Robert Lamy. Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [11 mai 2005] (p. 3336)
RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE
 Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Industrie. Matériel électrique et électronique. Alcatel, emploi et activité, Essonne [19 octobre 2004] (p. 8048)
 M. Étienne Mourrut. Impôts et taxes. Politique fiscale. Redevances d'occupation du domaine public, revalorisation, concessions gazières, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8049)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9050)

Ses réponses (p. 9056 à 9061)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9054)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits budgétaires (p. 9054)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : crédits budgétaires (p. 9054)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9053 et s.)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 9053)

Energie et carburants : politique énergétique (p. 9052 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 9051)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 9053)

Grandes écoles (p. 9052)

Industrie : politique industrielle (p. 9050 et s.)

Industrie : textile et habillement (p. 9052)

Marchés publics (p. 9056)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9052)

Postes : La Poste (p. 9055)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 9051 et s.)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9055)

Union européenne : directives : postes (p. 9055)

Réponses aux questions :

Industrie : chimie : pharmacies (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 9061)

Industrie : textile et habillement : marchés publics (M. Christian Vanneste) (p. 9056)

Postes : La Poste (M. Jacques Desallangre) (p. 9057)

Postes : La Poste : agences (M. Daniel Paul) (p. 9060)

Postes : La Poste : services financiers (M. Daniel Paul) (p. 9058)

Télécommunications : télématique : entreprises (M. Jacques Desallangre) (p. 9059)

Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10203)

Son intervention (p. 10203)

Thèmes :

Agroalimentaire (p. 10203 et s.)

Propriété intellectuelle (p. 10203 et s.)

Recherche (p. 10203)

Union européenne : directives : propriété intellectuelle (p. 10203 et s.)

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10212)*Avant le titre Ier*

Intervient sur l'adt n° 1 de M. François Brottes (gratuité, bénévolat et anonymat des dons des matières issues du corps humain) (p. 10212)

Son intervention (p. 10212)

Article 5 (coordination)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (champ d'application ; exclusions ; éléments du corps humain, variétés végétales et races animales) (p. 10213)

Article 6 (étendue de la protection garantie par le brevet)

Son intervention (p. 10216)

Article 8 (licences obligatoires en cas de dépendance d'une obtention végétale à l'égard d'un brevet)

Son intervention (p. 10218)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 47)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 61)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 79)

Sa réponse (p. 116)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 47 et s., 61, 116)

Postes : La Poste (p. 48 et s., 62, 117)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 48)

Télécommunications : Internet (p. 47)

Union européenne : construction européenne (p. 80)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 14687 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 143)

Intervient sur l'adt n° 14696 de M. Daniel Paul (négociations européennes ; position de la France ; opposition à la poursuite de la dérégulation) (p. 145)

Intervient sur l'adt n° 14702 de M. Daniel Paul (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 147)

Intervient sur l'adt n° 14703 rectifié de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 148)

Intervient sur l'adt n° 14704 de M. Daniel Paul (suspension de la transposition des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 149)

Intervient sur l'adt n° 14705 de M. Daniel Paul (clause de réversibilité introduite dans les directives actuelles ou futures) (p. 150)

Intervient sur l'adt n° 14706 de M. Daniel Paul (missions du service public postal) (p. 151)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 153 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14707 de M. Daniel Paul (rôle équilibrant sur le territoire des activités postales) (p. 203)

Intervient sur l'adt n° 14708 de M. Daniel Paul (entreprises de service postal installées sur le territoire français ; obligations de service public) (p. 204)

Intervient sur l'adt n° 14652 de M. Jean-Claude Guibal (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207)

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207)

Intervient sur le sous-adt n° 14768 de M. Daniel Paul ("bureaux de poste de plein exercice" et non "points de contact") à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 209)

Intervient sur le sous-adt n° 14779 de M. Jean Dionis du Séjour (partenariats locaux afin de constituer une agence postale communale ou intercommunale) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14780 de M. Jean Dionis du Séjour (classement en ZRR ou en ZUS de certaines zones) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14771 de M. Daniel Paul (contenu des missions) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14781 de M. Jean Lassalle (suppression du seuil de 10 % de la population) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14769 de M. Daniel Paul (avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14782 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (financement du fonds national de péréquation) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 213)

Intervient sur le sous-adt n° 14770 de M. Daniel Paul (financement du fonds national de péréquation) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 216)

- Intervient sur l'adt n° 14653 de M. Jean-Claude Guibal (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)
- Intervient sur l'adt n° 19 de la commission (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)
- Intervient sur l'adt n° 14716 de M. Daniel Paul (modernisation des centres de tri sans suppression) (p. 217)
- Intervient sur l'adt n° 14753 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences de la spécialisation des opérateurs postaux) (p. 218)
- Intervient sur l'adt n° 14759 rectifié de M. François Brottes (contribution des opérateurs au fonds de péréquation) (p. 218)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 223 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 33 de la commission (de coordination) (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 34 de la commission (de cohérence) (p. 233)

Intervient sur l'adt n° 35 deuxième rectification de la commission (consolidation législative des instances unifiées de représentation du personnel) (p. 234)

Article 2 bis (ouverture des plans d'épargne entreprise aux agents publics de La Poste)

Son intervention (p. 234)

Article 3 (communication des changements de domicile)

Son intervention (p. 235 et s.)

Article 4 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 244 et s.)

Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)

Son intervention (p. 246)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 248 et s.)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

Son intervention (p. 251 et s.)

Article 8 (missions de La Poste et statut de sa filiale financière)

Son intervention (p. 255 et s.)

Article 9 (délai ouvert pour demander l'autorisation d'exercer les activités postales)

Son intervention (p. 258)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 52 de la commission (suppression du médiateur du service universel postal) (p. 259)

Intervient sur l'adt n° 14755 de M. François Brottes (institution d'un médiateur du service universel postal) (p. 259)

Intervient sur l'adt n° 14757 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes relatives aux délais de distribution du courrier) (p. 259)

Article 11 (suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)

Son intervention (p. 260)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 14651 rectifié de M. Jacques-Alain Bénisti (mesures de sécurité pour le transport des bijoux) (p. 261)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (taxe sur les imprimés non sollicités ; champ d'application) (p. 262)

Article 14 (élargissement de la composition de l'Autorité de régulation à des spécialistes des questions postales)

Son intervention (p. 262)

Article 15 (contrôle de l'activité de l'Autorité de régulation par le Parlement)

Son intervention (p. 262)

Article 16 (extension à La Poste du bénéfice de l'exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 262)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 263)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié de la commission (droit de préemption urbain ; non-application aux immeubles transférés aux filiales immobilières de La Poste) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14713 de M. Daniel Paul (plan de titularisation) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14715 de M. Daniel Paul (plan de titularisation) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14714 de M. Daniel Paul (recrutement de fonctionnaires) (p. 265)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2851)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2859)

Sa réponse (p. 2882)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 2852, 2883)

Postes : La Poste (p. 2851 et s.)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2851)

Union européenne : directives : postes (p. 2851)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Daniel Paul (service public postal et cohésion sociale) (p. 2889)

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2890)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2890 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 65 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2986)

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Daniel Paul (arrêt du mouvement de concentration et de suppression des centres de tri et développement des plates-formes régionales multimodales axées sur la diversification des activités et l'innovation technique) (p. 2986)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2987 et s.)

Article 1er ter (validation législative des commissions départementales de présence postale territoriale)

Son intervention (p. 2991)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 2992 et s.)

Article 2 bis C (consolidation législative des instances unifiées de représentation collective avec les organisations syndicales)

Son intervention (p. 2998)

Article 7 (conditions de la mise en place du fonds de compensation du service universel postal)

Son intervention (p. 3000)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Daniel Paul (collecte de l'épargne par La Poste, objectifs et conditions) (p. 3001)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. François Brottes (convention entre l'établissement de crédit, filiale de La Poste et l'Etat précisant les missions de service public assurées en matière bancaire et financière à l'égard de l'ensemble des clients) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 74 rectifié de M. François Brottes (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Daniel Paul (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. François Brottes (rapport au Parlement d'une étude d'impact de la fiscalité, notamment environnementale, sur l'équilibre économique du marché du courrier) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur financier et bancaire) (p. 3002)

Intervient sur l'ad t n° 202 de M. Daniel Paul (La Poste habilitée à nouer des partenariats avec les différentes institutions bancaires) (p. 3002)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 67 de M. François Brottes (institution d'un médiateur du service universel postal auprès du ministre chargé des postes) (p. 3003)

Intervient sur l'ad t n° 68 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes réglementaires, notamment environnementales, sur les délais de distribution du courrier) (p. 3003)

Article 11 (création d'un régime de responsabilité des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 3003)

Article 13 ter (redéfinition du champ de la taxe sur les imprimés non sollicités)

Son intervention (p. 3004)

Article 17 (suppression du cahier des charges de La Poste)

Son intervention (p. 3004)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 3004)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad t n° 204 de M. Daniel Paul (audit des conditions de travail des salariés et du recours à l'emploi précaire) (p. 3005)

Intervient sur l'ad t n° 205 de M. Daniel Paul (plan de titularisation des salariés de droit privé) (p. 3005)

Article 20 (réaménagement du code des postes et communications électroniques)

Son intervention (p. 3005)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 64 de M. François Brottes (nouveau titre : "projet de loi relatif à la dérégulation des activités postales") (p. 3006)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2005] (p. 3447)

Son intervention (p. 3449)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 3450)

Postes : courrier : accès aux locaux publics ou privés (p. 3450)

Postes : La Poste (p. 3449, 3453)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) : compétences (p. 3449)

Union européenne : directives : postes (p. 3449, 3453)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3453)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention (p. 2371)

Sa réponse (p. 2394)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2371)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2372)

Energie et carburants : électricité (p. 2372)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2394)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2394)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 2372)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2372, 2395)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2371 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 2371 et s., 2395)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 2394)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2372)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'ad t n° 247 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad t n° 290 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad t n° 291 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad t n° 153 de M. Yves Cochet (politique énergétique ; priorités ; sobriété et efficacité énergétiques) (p. 2419)

Intervient sur l'ad t n° 155 de M. Yves Cochet (définition des différentes sources d'énergie) (p. 2419)

Intervient sur l'ad t n° 156 de M. Yves Cochet (développement des énergies renouvelables) (p. 2419)

Intervient sur l'ad t n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2420)

Intervient sur l'ad t n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2420)

Intervient sur l'ad t n° 179 de M. Yves Cochet (priorité d'accès aux réseaux de transport et de distribution pour l'électricité produite à partir des sources renouvelables) (p. 2422)

Intervient sur l'ad t n° 159 de M. Yves Cochet (objectif de réduction de 3 % en moyenne de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) (p. 2422)

Intervient sur l'ad t n° 150 de M. Yves Cochet (affichage obligatoire de l'origine de l'énergie vendue) (p. 2422)

Intervient sur l'ad t n° 158 de M. Yves Cochet (objectif de réduction de 2 % par an de la consommation d'énergie finale) (p. 2423)

Intervient sur l'ad t n° 246 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad t n° 295 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad t n° 296 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad t n° 297 rectifié de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad t n° 298 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2424)

Intervient sur l'ad t n° 152 de M. Yves Cochet (mise en valeur des objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique par la publicité et la promotion commerciales) (p. 2425)

Intervient sur l'ad t n° 154 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; conditions de mise en œuvre) (p. 2425)

Intervient sur l'ad t n° 157 de M. Yves Cochet (sortie du recours au nucléaire et aux énergies fossiles ; recherche d'efficacité énergétique et adaptation de la politique des transports) (p. 2426)

Intervient sur l'ad t n° 160 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; illustration par les simplifications administratives) (p. 2426)

Intervient sur l'ad t n° 161 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; application aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 2426)

Intervient sur l'ad t n° 162 de M. Yves Cochet (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2427)

Intervient sur l'ad t n° 163 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incitations fiscales) (p. 2427)

Intervient sur l'ad t n° 164 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et intégration dans les PLU) (p. 2428)

Intervient sur l'ad t n° 165 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incidence sur le logement social) (p. 2428)

Intervient sur l'ad t n° 167 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et instauration de crédits d'impôt à plafonds élevés) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 151 de M. Yves Cochet (formation professionnelle généralisée à la sobriété et à l'efficacité énergétiques et à l'utilisation d'énergies renouvelables) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 181 de M. Yves Cochet (sobriété et efficacité énergétiques et utilisation d'énergies renouvelables ; insertion dans les programmes scolaires de l'école primaire au lycée) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 182 de M. Yves Cochet (programme de communication publique sur la sobriété et l'efficacité énergétiques et l'utilisation d'énergies renouvelables) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 183 de M. Yves Cochet (programme national de recherche sur l'énergie pour la période 2006-2010) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 178 de M. Yves Cochet (accès aux services énergétiques ; garantie des besoins fondamentaux des usagers) (p. 2429)

Intervient sur l'ad t n° 248 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 292 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 293 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 294 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 149 de M. Yves Cochet (interdiction du chauffage électrique dans les immeubles neufs) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 180 de M. Yves Cochet (normalisation des équipements électriques) (p. 2430)

Intervient sur l'ad t n° 169 de M. Yves Cochet (priorité donnée aux piétons et aux vélos ; aménagements physiques et réglementation) (p. 2431)

Intervient sur l'ad t n° 171 de M. Yves Cochet (instauration d'une vignette automobile) (p. 2437)

Intervient sur l'ad t n° 172 de M. Yves Cochet (moteurs des véhicules bridés à 130 km/h à partir du 1^{er} janvier 2007) (p. 2438)

Intervient sur l'ad t n° 173 de M. Yves Cochet (interdiction de fabrication, d'importation et de commercialisation de véhicules de cylindrée supérieure à 1,5 litre) (p. 2438)

Intervient sur l'ad t n° 174 de M. Yves Cochet (production de véhicules propres adaptés aux petits trajets ; incitations fiscales) (p. 2438)

Intervient sur l'ad t n° 175 de M. Yves Cochet (modulation des tarifs des péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) (p. 2438)

Intervient sur l'ad t n° 170 de M. Yves Cochet (mise en place, par voie réglementaire, d'une taxation du kérosène pour les vols intérieurs) (p. 2439)

Intervient sur l'ad t n° 187 de M. Yves Cochet (étiquetage des bâtiments, des biens et équipements consommateurs d'énergie) (p. 2439)

Intervient sur l'ad t n° 184 de M. Yves Cochet (prélèvement exceptionnel de cinq milliards d'euros sur le bénéfice net pour l'année 2004 de l'entreprise Total) (p. 2439)

Intervient sur l'ad t n° 185 de M. Yves Cochet (transposition rapide des directives communautaires relatives à la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables) (p. 2440)

Intervient sur l'ad t n° 186 de M. Yves Cochet (proposition faite aux autres membres de l'ONU d'un protocole portant sur l'amont du cycle du carbone) (p. 2440)

Article 1er A (rôle du service public de l'énergie dans la politique énergétique)
Son intervention (p. 2440)

Article 1er B (rôle des entreprises publiques nationales dans la politique énergétique)
Son intervention (p. 2441)

Après l'article 1er B
Intervient sur l'ad t n° 323 de M. Daniel Paul (établissement, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'un bilan du processus d'ouverture à la concurrence en vue de son examen par le Parlement préalablement à la poursuite de ce processus) (p. 2441)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)
Son intervention (p. 2441 et s.)

Après l'article 1er
Intervient sur l'ad t n° 17 de M. Jacques Péliissard (missions d'intérêt général de la politique énergétique française) (p. 2445)

Intervient sur l'ad t n° 260 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2446)

Intervient sur l'ad t n° 261 de M. Jean Dionis du Séjour (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2446)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)
Son intervention (p. 2449 et s.)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)
Son intervention (p. 2451 et s.)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)
Son intervention (p. 2455 et s.)

Article 1er quinquies supprimé par le Sénat (dispositions relatives au transport et au stockage de l'énergie)
Son intervention (p. 2456)

Article 1er sexies supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la prise en compte du rôle des collectivités locales et de l'Union européenne)
Son intervention (p. 2457)

Article 1er septies A (objectifs de la politique énergétique)
Son intervention (p. 2458)

Après l'article 1er septies A
Intervient sur l'ad t n° 244 de M. Jean-Pierre Kucheida (interdiction des coupures de gaz et d'électricité pour les familles ou personnes seules en situation précaire) (p. 2459)

Article 1er septies B (objectifs de maîtrise de la demande d'énergie)
Son intervention (p. 2460)

Article 1er septies C (priorités en matière de transport)
Son intervention (p. 2460 et s.)

Après l'article 1er septies C
Intervient sur l'ad t n° 373 de M. François Dosé (rapport au Parlement sur les modes de transport alternatifs à l'automobile) (p. 2461)

Article 1er septies D (principes de détermination de la fiscalité des énergies)
Son intervention (p. 2461)

Après l'article 1er septies D
Intervient sur l'ad t n° 88 de la commission (taux de TVA réduit pour les livraisons de chaleur des réseaux de chaleur alimentés au bois) (p. 2461)

Article 1er septies E (objectifs de diversification des sources de production d'énergie)
Son intervention (p. 2462)

Après l'article 1er septies E
Intervient sur l'ad t n° 194 de M. Yves Cochet (élaboration par les régions de plans territoriaux pour la sobriété et l'efficacité énergétiques) (p. 2462)

Article 1er septies F (inscription dans la prochaine programmation pluriannuelle des investissements de la construction d'un réacteur de conception la plus récente)
Son intervention (p. 2462)

Article 1er septies G (stratégie nationale de la recherche énergétique)
Son intervention (p. 2463)

Après l'article 1er septies G
Intervient sur l'ad t n° 95 de la commission (élaboration d'un plan "l'énergie pour le développement") (p. 2464)

Intervient sur le sous-ad t n° 484 du Gouvernement (plan destiné à encadrer la politique de coopération sur l'énergie avec les pays du Sud) à l'ad t n° 95 de la commission (p. 2464)

Intervient sur l'ad t n° 327 de M. Daniel Paul (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire) (p. 2464)

Intervient sur l'ad t n° 326 de M. Daniel Paul (négociation au sein de l'Union européenne sur l'intermodalité des transports) (p. 2464)

Intervient sur l'ad t n° 328 de M. Daniel Paul (mise en place d'une capacité énergétique de réserve à laquelle contribuent toutes les entreprises installées sur le territoire communautaire) (p. 2464)

Après l'article 1er septies
Intervient sur l'ad t n° 423 rectifié de M. François-Michel Gonnot (promotion des biocarburants) (p. 2465)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)
Son intervention (p. 2508 et s.)

Après l'article 2
Intervient sur l'ad t n° 329 de M. Daniel Paul (personnes morales chargées de la fourniture ou de la distribution d'électricité ou de combustibles aux consommateurs finals tenues de contribuer à l'amélioration de l'efficacité énergétique) (p. 2510)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)
Son intervention (p. 2510 et s.)

Article 4 (registre national des certificats d'économies d'énergie)
Son intervention (p. 2513)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Yves Cochet (certificats d'économies d'énergie attribués à tout fournisseur d'énergie contribuant à la création d'emplois dédiés à la maîtrise de l'énergie dans les établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi que dans le secteur résidentiel) (p. 2513)

Article 5 (sanctions applicables en cas d'infraction au dispositif des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2514)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 336 de M. Daniel Paul (création d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 2515)

Avant l'article 5 bis

Intervient sur l'adt n° 103 de la commission (intitulé du chapitre Ier bis) (p. 2515)

Intervient sur l'adt n° 104 de la commission (actions de maîtrise de la demande dans les zones non interconnectées au réseau public de transport) (p. 2515)

Article 5 bis (missions de conciliation confiées aux autorités organisatrices de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz)

Son intervention (p. 2516)

Article 5 ter (aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie)

Son intervention (p. 2516 et s.)

Article 5 quater (production d'électricité par les communes et les EPCI à partir d'énergies renouvelables)

Son intervention (p. 2517)

Article 5 quinquies (création de groupements d'intérêt public dédiés à la promotion des économies d'énergie)

Son intervention (p. 2517)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'adt n° 230 de M. Jean Proriol (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Intervient sur l'adt n° 398 de M. François Dosé (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Intervient sur l'adt n° 400 de M. François Dosé (possibilité pour les syndicats mixtes de reverser une fraction de la taxe sur l'électricité qu'ils perçoivent aux établissements publics de coopération qu'ils comptent éventuellement parmi leurs membres) (p. 2518)

Intervient sur l'adt n° 399 de M. François Dosé (taxe sur l'électricité ; syndicats mixtes ; faculté de majoration des taux) (p. 2519)

Intervient sur l'adt n° 412 de M. François Dosé (accès aux fichiers des ayants droit à la tarification spéciale) (p. 2519)

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Daniel Paul (amélioration et harmonisation des garanties sociales dont bénéficient les salariés appelés à intervenir dans les centrales nucléaires) (p. 2519)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 2520 et s.)

Article 6 bis (diagnostic de performance énergétique)

Son intervention (p. 2525)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'adt n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 350 de M. Daniel Paul (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Article 8 A (définition des énergies renouvelables)

Son intervention (p. 2527)

Après l'article 8 A

Intervient sur l'adt n° 351 de M. François Brottes (politique forestière ; intégration des objectifs de Kyoto ; aide financière aux forestiers) (p. 2528)

Avant l'article 8

Intervient sur l'adt n° 301 de Mme Geneviève Gaillard (définition de l'habitat durable) (p. 2529)

Intervient sur l'adt n° 300 de Mme Geneviève Gaillard (prise en compte des mesures visant à l'efficacité énergétique dans le calcul des pénalités infligées aux communes ne respectant pas l'obligation d'offrir 20 % de logements sociaux) (p. 2529)

Intervient sur l'adt n° 299 de Mme Geneviève Gaillard (documents d'urbanisme ; objectifs ; adjonction de l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2529)

Intervient sur l'adt n° 443 de M. Jean-Louis Christ (développement des énergies renouvelables ; transfert expérimental aux régions de la gestion des crédits correspondants) (p. 2529)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 2530)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 432 de M. François-Michel Gonnot (délivrance des permis de construire conditionnée au recours à des dispositifs utilisant des énergies renouvelables) (p. 2531)

Article 8 bis (réforme du régime de délivrance des permis de construire pour les éoliennes)

Son intervention (p. 2531)

Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)

Son intervention (p. 2531)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 434 deuxième rectification de M. François-Michel Gonnot (adaptation du dispositif des appels d'offres) (p. 2532)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 113 de la commission (baux emphytéotiques administratifs ; extension aux installations de production d'électricité d'origine renouvelable) (p. 2532)

Intervient sur l'adt n° 114 de la commission (achat d'électricité ; conditions contractuelles ; rémunérations supplémentaires à raison de la contribution aux objectifs de la politique énergétique) (p. 2532)

Article 10 bis (modalités particulières pour le transfert de propriété des concessions de transport de gaz situées sur le territoire des anciennes concessions de mine)

Son intervention (p. 2532)

Après l'article 10 bis

Intervient sur le sous-adt n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 467 de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 468 rectifié de M. François-Michel Gonnot (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 470 rectifié de M. François-Michel Gonnot (rachat : plancher de production fixé à 12 MW) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 446 de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 464 de M. François-Michel Gonnot (report de six mois à deux ans de l'entrée en vigueur du nouveau régime) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 465 rectifié de M. François-Michel Gonnot (dispositions transitoires) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur le sous-adt n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. François Dosé (plafond de l'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) (p. 2550)

Intervient sur l'ad t n° 410 de M. Jean-Louis Christ (plafond de l'obligation d'achat limité à 50 mégawatts par site) (p. 2550)

Intervient sur l'ad t n° 392 de M. Jean-Pierre Nicolas (règles de répartition des valeurs locatives entre communes) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 379 de M. Claude Gagnol (répartition des taxes de production pour les éoliennes installées en mer) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 387 rectifié de M. Claude Gagnol (engagements pris par les promoteurs d'éoliennes en mer) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 116 de la commission (gestion de l'eau ; objectifs ; politique énergétique) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 377 de M. Claude Gagnol (évaluation du potentiel de développement des filières de production d'électricité à partir de sources renouvelables) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 378 de M. Claude Gagnol (contenu du schéma : prise en compte de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de production d'électricité et évaluation, par zone géographique, du potentiel hydroélectrique) (p. 2551)

Intervient sur l'ad t n° 120 de la commission (augmentation dans la limite de 20 % de la puissance des ouvrages hydroélectriques ; absence d'incidence sur la situation administrative de l'entreprise) (p. 2552)

Intervient sur le sous-adt n° 508 du Gouvernement (maintien de la sûreté des ouvrages) à l'ad t n° 120 de la commission (p. 2552)

Intervient sur l'ad t n° 119 de la commission (procédure préalable à la définition des réglementations de gestion des ressources en eau ; établissement d'un bilan énergétique préalable ; recours postérieur au ministre chargé de l'énergie ouvert à l'exploitant affecté par ces réglementations) (p. 2552)

Intervient sur le sous-adt n° 502 du Gouvernement (précision : définition des réglementations visées) à l'ad t n° 119 de la commission (p. 2552)

Intervient sur le sous-adt n° 501 du Gouvernement (suppression du recours au ministre chargé de l'énergie) à l'ad t n° 119 de la commission (p. 2552)

Intervient sur l'ad t n° 453 de M. Michel Bouvard (compensation financière pour l'énergie réservée disponible et non attribuée) (p. 2553)

Intervient sur l'ad t n° 454 de M. Michel Bouvard (limitation de l'aide apportée à une entreprise par la mise à disposition d'un contingent d'énergie réservée) (p. 2554)

Intervient sur l'ad t n° 121 de la commission (équipements destinés au turbinage des débits minimaux ; procédure d'autorisation ; simplification) (p. 2554)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'ad t n° 251 de M. François Dosé (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'ad t n° 252 rectifié de M. François Dosé (évaluation du plan national de l'utilisation rationnelle de l'énergie au terme d'une période de cinq ans) (p. 2555)

Intervient sur l'ad t n° 249 de M. François Dosé (élaboration de plans régionaux de l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'ad t n° 273 de M. François Dosé (usage des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles) (p. 2555)

Intervient sur l'ad t n° 271 de M. François Dosé (communes et EPCI ; efforts de maîtrise de l'énergie et d'utilisation d'énergie renouvelable ; information des assemblées délibérantes ; rapport annuel du maire ou du président) (p. 2556)

Intervient sur l'ad t n° 270 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad t n° 283 de M. François Dosé (communautés urbaines ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad t n° 282 de M. François Dosé (communautés d'agglomérations ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad t n° 274 de M. François Dosé (coordination rédactionnelle) (p. 2557)

Intervient sur l'ad t n° 272 de M. François Dosé (documents d'urbanisme ; intégration de la politique de l'énergie) (p. 2557)

Intervient sur l'ad t n° 250 rectifié de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie) (p. 2557)

Article 11 ter (bilan énergétique des délibérations des conseils généraux)

Son intervention (p. 2557)

Article 11 quater (bilan énergétique des délibérations des conseils régionaux)

Son intervention (p. 2557)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'ad t n° 461 de M. François-Michel Gonnot (ouvrages de raccordement des installations de production d'électricité aux réseaux ; réalisation facultative par le maître d'ouvrage) (p. 2558)

Après l'article 11 sexies

Intervient sur l'ad t n° 355 de M. François Brottes (taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur utilisant le bois) (p. 2558)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'ad t n° 478 du Gouvernement (contribution annuelle ; arrêté de fixation ; maintien en vigueur en cas de non achèvement) (p. 2559)

Intervient sur l'ad t n° 131 rectifié de la commission (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 2559)

Intervient sur le sous-adt n° 435 rectifié de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'ad t n° 131 rectifié de la commission (p. 2559)

Intervient sur l'ad t n° 129 rectifié de la commission (conditions de rémunération du capital immobilisé dans les installations de production situées dans les ZNI) (p. 2560)

Article 12 B (application de la contribution pour les charges de service public de l'électricité aux échanges intracommunautaires d'électricité)

Son intervention (p. 2560)

Article 12 C (prise en compte dans la compensation des charges de service public de l'éventuelle valorisation de l'origine de l'électricité acquise)

Son intervention (p. 2560)

Après l'article 12 C

Intervient sur l'ad t n° 133 de la commission (tarifs à la consommation : incitation à la maîtrise de la consommation au cours des périodes de pointe) (p. 2561)

Intervient sur le sous-adt n° 500 du Gouvernement (modalités de prise en charge financière du dispositif fixées par décret) à l'ad t n° 133 de la commission (p. 2561)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son intervention (p. 2561 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad t n° 16 deuxième rectification de M. Jacques Péliissard (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2563)

Intervient sur l'ad t n° 205 rectifié de M. Yves Cochet (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2563)

Intervient sur l'ad t n° 263 de M. Jean Dionis du Séjour (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production des petites installations hydrauliques) (p. 2563)

Article 12 bis (prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation du réseau public de transport)

Son intervention (p. 2564)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'ad t n° 358 de M. Daniel Paul (réserve obligatoire de capacité de production) (p. 2565)

Article 13 (gestion de la qualité de l'électricité)

Son intervention (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 476 deuxième rectification du Gouvernement (éligibilité : obligations des distributeurs non nationalisés ; aménagement) (p. 2566)

Intervient sur l'ad t n° 485 du Gouvernement (refus d'accès au réseau ; extension) (p. 2567)

Intervient sur l'ad t n° 278 de M. François Dosé (Commission de régulation de l'électricité ; rapport annuel ; évolution de l'objectif de production d'énergie renouvelable à l'horizon 2010) (p. 2567)

Intervient sur l'ad t n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2567)

Intervient sur le sous-adt n° 509 de M. Jean-Yves Le Déaut (application dans le temps) à l'ad t n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (p. 2568)

Intervient sur l'ad t n° 401 de M. Serge Poignant (éligibilité des nouveaux sites de consommation ; obligations des clients ; précisions) (p. 2569)

Intervient sur l'ad t n° 406 rectifié de M. Patrick Ollier (droit au tarif réglementé ; dispositions transitoires) (p. 2569)

- Intervient sur le sous-adt n° 486 du Gouvernement (respect des droits acquis avant le 31 décembre 2007) à l'adt n° 406 rectifié de M. Patrick Ollier (p. 2569)
- Article 14 (crédit d'impôt pour l'acquisition d'équipements de production d'énergie d'origine renouvelable ou d'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que pour la réalisation de travaux d'isolation)*
Son intervention (p. 2569)
- Après l'article 14*
Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. François Scellier (avantage fiscal accordé aux bailleurs sociaux en raison des travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 2570)
Intervient sur le sous-adt n° 402 de M. Serge Poignant (non report des dégrèvements de taxes sur des bâtiments n'ayant pas fait l'objet de travaux) à l'adt n° 5 rectifié de M. François Scellier (p. 2570)
Intervient sur l'adt n° 407 deuxième rectification de M. Vincent Rolland (plafonnement par site de consommation) (p. 2570)
Intervient sur l'adt n° 436 de M. François-Michel Gonnot (obligations d'achat fixées par décret) (p. 2570)
- Avant l'article 15*
Intervient sur l'adt n° 259 de M. Jean Dionis du Séjour (péage urbain dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 2571)
- Après l'article 15*
Intervient sur l'adt n° 361 de M. Christian Bataille (rapport au Parlement sur l'institution d'un fonds dédié au financement de la gestion des déchets radioactifs) (p. 2571)
- Article 16 (suppression du pouvoir d'arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz - CSEG)*
Son intervention (p. 2571)
- Article 17 (transformation du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz -CSEG- en Conseil supérieur de l'énergie)*
Son intervention (p. 2571 et s.)
- Après l'article 17*
Intervient sur l'adt n° 126 rectifié de la commission (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) (p. 2572)
Intervient sur l'adt n° 363 rectifié de M. François Dosé (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) (p. 2572)
Intervient sur l'adt n° 254 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (Commission de régulation de l'énergie ; compétences en matière de fixation des tarifs de l'électricité) (p. 2573)
Intervient sur le sous-adt n° 494 du Gouvernement (attribution de la compétence réglementaire aux ministres) à l'adt n° 254 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (p. 2573)
Intervient sur l'adt n° 262 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)
Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de M. François Dosé (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)
Intervient sur l'adt n° 255 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel) (p. 2574)
Intervient sur le sous-adt n° 495 du Gouvernement (attribution de la compétence réglementaire aux ministres) à l'adt n° 255 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (p. 2574)
- Article 17 bis (pouvoir de règlement des différends de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)*
Son intervention (p. 2574)
- Après l'article 17 bis*
Intervient sur l'adt n° 257 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (injonctions de la CRE : gestion des réseaux) (p. 2575)
- Article 18 (maintien de l'alimentation des consommateurs d'électricité en cas de défaillance de leur fournisseur et rôle des responsables d'équilibre)*
Son intervention (p. 2575)
- Article 22 (information sur la part des contrats d'approvisionnement gazier dans l'approvisionnement du marché français)*
Son intervention (p. 2575)
- Après l'article 22*
Intervient sur l'adt n° 441 rectifié de M. François-Michel Gonnot (droit d'accès aux canalisations) (p. 2575)
- Article 23 (information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel)*
Son intervention (p. 2575 et s.)
- Après l'article 23*
Intervient sur l'adt n° 365 de M. Daniel Paul (installations de gaz naturel liquéfié ; régime administratif) (p. 2576)
- Article 24 (création de nouveaux réseaux publics de distribution de gaz)*
Son intervention (p. 2576)
- Article 26 (modalités de raccordement des consommateurs de gaz naturel)*
Son intervention (p. 2576 et s.)
- Article 27 (sanctions des atteintes volontaires au bon fonctionnement des ouvrages gaziers)*
Son intervention (p. 2577)
- Article 27 bis (obligations imposées aux distributeurs de fioul domestique)*
Son intervention (p. 2577)
- Après l'article 27 bis*
Intervient sur l'adt n° 208 de M. Michel Sordi (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) (p. 2577)
Intervient sur l'adt n° 376 de M. Claude Gatignol (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) (p. 2577)
- Article 28 (dispositions transitoires)*
Son intervention (p. 2577)
- Après l'article 28*
Intervient sur l'adt n° 487 rectifié du Gouvernement (attributions des inspecteurs du travail ; exercice par les agents du ministère chargé de l'énergie ; conditions) (p. 2577)
Intervient sur l'adt n° 405 de M. Serge Poignant (informations communicables au gestionnaire du réseau de transport) (p. 2578)
Intervient sur l'adt n° 479 rectifié du Gouvernement (Caisse nationale des industries électriques et gazières substituée à l'ancien service IEG pensions) (p. 2578)
Intervient sur l'adt n° 488 du Gouvernement (Caisse nationale des industries électriques et gazières ; administrateurs ; incompatibilités) (p. 2578)
Intervient sur l'adt n° 480 du Gouvernement (Commission de régulation de l'énergie ; régime budgétaire et comptable) (p. 2578)
Intervient sur l'adt n° 481 du Gouvernement (régime tarifaire ; période transitoire) (p. 2578)
- Après l'article 30*
Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de la commission (maintien de la compétence de l'Etat pour les autorisations de prise d'eau sur le domaine public fluvial des installations de production d'électricité) (p. 2579)
Intervient sur l'adt n° 148 de la commission (modalités particulières pour le transfert de propriété des concessions de transport de gaz situées sur le territoire des anciennes concessions de mine) (p. 2579)
- Article 31 (habilitation donnée au Gouvernement pour procéder par ordonnance à la création d'un code de l'énergie)*
Son intervention (p. 2579)
- Après l'article 31*
Intervient sur l'adt n° 366 rectifié de M. Daniel Paul (tarifs applicables aux usagers domestiques ; tranche de première nécessité) (p. 2580)
Intervient sur l'adt n° 367 de M. Daniel Paul (personnes ou familles en situation de précarité ; droit à l'aide collective) (p. 2580)
Intervient sur l'adt n° 368 de M. Daniel Paul (dispositif conventionnel d'aide départementale aux personnes ou familles en situation de précarité) (p. 2580)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Sa réponse (p. 2291)

Thème :

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 2292)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3396)

Sa réponse (p. 3407)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : personnes défavorisées (p. 3396 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3397, 3408)

Etat : décentralisation (p. 3408)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3397 et s.)

Politique sociale (p. 3398)

Éric DIARD

*Bouches-du-Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [12 octobre 2004] (p. 7756)

Déchets, pollutions et nuisances. Etang de Berre. Pollution industrielle, lutte et prévention [30 mars 2005] (p. 2594)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son amendement n° 439 (p. 10403)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1886)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1886 et s.)

Transports aériens : aéroports : Marseille (p. 1886 et s.)

Jean DIÉBOLD

*Haute-Garonne (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Financement, avances remboursables, maintien [23 juin 2005] (p. 3865)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n°s 64, 65 et 66 rectifié (p. 1958)

Son amendement n° 63 (p. 1959)

Après l'article 15

Son sous-amendement n° 117 (de précision) à l'ad. n° 36 de la commission (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) : retiré (p. 1973)

Michel DIEFENBACHER

*Lot-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration [J.O. du 6 novembre 2004] (p. 18795)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 41 : Trésor et entreprises publiques (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Lutte contre les discriminations, jeunes issus de l'immigration [15 décembre 2004] (p. 11052)

Agriculture. Exploitants. Formalités administratives, simplification [30 mars 2005] (p. 2591)

Agroalimentaire. Développement. Perspectives [11 mai 2005] (p. 3336)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9638)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale (p. 9638 et s.)

Retraités : régimes autonomes et spéciaux : La Poste : Electricité de France (EDF) (p. 9639 et s.)

Secteur public : entreprises publiques (p. 9639)

Secteur public : entreprises publiques : France Télécom (p. 9639)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 599)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 600)

Entreprises : compétitivité (p. 599)

Travail : durée du travail (p. 599)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1046)

Thèmes :

Rapatriés : harkis (p. 1046)

Rapatriés : indemnisation (p. 1046)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1046, 1047)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)*Après l'article 1er bis*

Intervient sur l'ad n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1056)

Ses explications de vote (p. 1064)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1064)

Jean DIONIS du SÉJOUR

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 mai 2005] (p. 9544)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 mai 2005] (p. 9544)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [27 octobre 2004] (p. 8567)

Agriculture. Fruits et légumes. Prix, contrôle [6 avril 2005] (p. 2722)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7594)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7618)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 7594 et s., 7618)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7595)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 7594)

Publicité (p. 7595)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)*Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)*

Son intervention (p. 7619 et s.)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7628)

Après l'article 1er quinquies A

Intervient sur l'ad n° 349 de M. Jean Lassalle (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès lors qu'elles exercent au moins 75% de leur activité dans cette zone) (p. 7630)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'ad n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7651)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son intervention (p. 7658)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Son intervention (p. 7690)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7812)

Intervient sur l'ad t n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7814)

Après l'article 61

Intervient sur l'ad t n° 153 rectifié de la commission (régime d'autorisation des ventes d'armes) (p. 7823)

Intervient sur l'ad t n° 154 deuxième rectification de la commission (contrôle médical d'aptitude à la chasse ; simplification) (p. 7823)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 7854 et s.)

Après l'article 3 ter

Son amendement n° 511 (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) mobilisée au profit des producteurs de fruits et légumes) (p. 7863) : retiré (p. 7865)

Article 4 (substitution à titre gratuit des déductions pour investissement et pour aléas et exonérations de charges sociales)

Son intervention (p. 7889)

Après l'article 4

Son amendement n° 521 (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7890) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7893)

Après l'article 10 ter

Intervient sur l'ad t n° 75 rectifié de la commission (classement des huiles végétales pures) (p. 7899)

Après l'article 11 F

Son amendement n° 754 (exonération partielle des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles) (p. 7981) : retiré (p. 7982)

Son amendement n° 755 (exonération des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles ; employés saisonniers) (p. 7982) : retiré (p. 7983)

Son amendement n° 520 (création d'un contrat "vendanges") (p. 7983) : rejeté (p. 7984)

Son amendement n° 517 (création d'un contrat "vendanges") : rejeté (p. 7984)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA - aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8008)

Ses explications de vote (p. 8018)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8019)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention (p. 1018)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1019)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : fiscalité (p. 1018)

Boissons et alcools : publicité (p. 1018)

Chasse et pêche : chasse (p. 1018)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1024)

Son intervention (p. 1025)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 5

Son amendement n° 253 (aides à l'emploi agricole) (p. 8644) : rejeté (p. 8645)

Son amendement n° 254 (travail occasionnel agricole : exonération de cotisations) : rejeté (p. 8645)

Son amendement n° 251 (extension du "contrat vendanges") : rejeté (p. 8645)

Article 6 (tarification à l'activité)

Ses amendements n°s 218, 219 et 217 (p. 8655 et s.)

Article 7 (avances de trésorerie aux établissements privés et aux professionnels exerçant à titre libéral dans ces établissements)

Son amendement n° 222 (p. 8670)

Après l'article 35

Son amendement n° 245 (groupements de coopération sanitaire) : retiré (p. 8733)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9080)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes (p. 9081)

Assurances (p. 9080)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9080)

Retraites : régime agricole (p. 9080)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 9104)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9622)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9039)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9039)

Energie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) : crédits budgétaires (p. 9039)

Postes : La Poste (p. 9040)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 9039)

Télécommunications : France Télécom (p. 9040)

TVA (p. 9039)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 9040)

Procédure des questions :

Industrie : chimie : pharmacies (p. 9061)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9138)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités (p. 9138)

Recherche : organismes (p. 9138)

Recherche : innovation (p. 9138)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : universités : décentralisation (p. 9144)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9744)

Thèmes :

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9745)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 9745)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11315 et s.)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 81)

Son intervention (p. 84)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 136)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 84 et s.)

Postes : La Poste (p. 64, 81, 84)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 193 et s.)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 14779 (partenariats locaux afin de constituer une agence postale communale ou intercommunale) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207) : retiré (p. 211)

Son sous-amendement n° 14780 (classement en ZRR ou en ZUS de certaines zones) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 207) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 212)

Son sous-amendement n° 14782 rectifié (financement du fonds national de péréquation) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (p. 212) : adopté (p. 216)

Son sous-amendement n° 14783 (composition de la commission départementale de présence postale) à l'adt n° 19 de la commission (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) : retiré (p. 216)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Ses amendements n°s 14647, 14645 et 14766 (p. 227 et s., 233)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 248)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

Son intervention (p. 252)

Article 11 (suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)

Son amendement n° 14648 (p. 259)

Ses explications de vote (p. 268)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 269)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2861)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2868)

Son intervention (p. 2877)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2888)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 2869, 2877)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2889)

Union européenne : constitution européenne (p. 2868)

Union européenne : directives : postes (p. 2861, 2877)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son sous-amendement n° 223 à l'adt n° 207 de M. Jean Proriol (p. 2990)

Son sous-amendement n° 217 deuxième rectification à l'adt n° 207 de M. Jean Proriol (p. 2990)

Explications de vote et vote [3 mai 2005] (p. 3049)

Ses explications de vote (p. 3052)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3052)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)

Son intervention (p. 181)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 181)

Droit civil : contrats (p. 181)

Entreprises : faillites (p. 181)

Politique sociale : surendettement (p. 182)

Télécommunications : opérateurs : tarifs (p. 181)

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 1 de M. François Brottes (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 184)

Ses explications de vote (p. 189)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 189)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)

Son intervention (p. 1029)

Thèmes :

Droit civil : contrats : volontaires (p. 1029)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 1029)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) : aide humanitaire (p. 1029)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 1029)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2386)

Son intervention (p. 2390)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2390)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2391)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2390)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2391)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2391)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2391)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 2390)

Energie et carburants : pétrole (p. 2390)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2422)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2422)

Intervient sur l'adt n° 162 de M. Yves Cochet (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2427)

Intervient sur l'adt n° 169 de M. Yves Cochet (priorité donnée aux piétons et aux vélos ; aménagements physiques et réglementation) (p. 2431)

Intervient sur l'adt n° 184 de M. Yves Cochet (prélèvement exceptionnel de cinq milliards d'euros sur le bénéfice net pour l'année 2004 de l'entreprise Total) (p. 2439)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Ses sous-amendements n° 267 et 268 à l'adt n° 80 de la commission (p. 2442)

Son sous-amendement n° 269 à l'adt n° 80 de la commission (p. 2443)

Après l'article 1er

Son amendement n° 260 (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2445) : rejeté (p. 2448)

Son amendement n° 261 (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2445) : rejeté (p. 2448)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)

Ses sous-amendements n° 456 et 455 à l'adt n° 81 de la commission (p. 2449 et s.)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son sous-amendement n° 266 à l'adt n° 82 de la commission (p. 2452)

Son sous-amendement n° 256 à l'adt n° 82 de la commission (p. 2453)

Article 1er sexies supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la prise en compte du rôle des collectivités locales et de l'Union européenne)

Son sous-amendement n° 265 à l'adt n° 85 de la commission (p. 2457)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 2521)

Son amendement n° 264 rectifié (p. 2523)

Article 8 A (définition des énergies renouvelables)

Son sous-amendement n° 489 à l'adt n° 110 de la commission (p. 2527)

Après l'article 10 bis

Son sous-amendement n° 504 (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2533) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2541)

Son sous-amendement n° 505 (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2533) : rejeté (p. 2541)

Son sous-amendement n° 506 (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2534) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2541)

Après l'article 12 C

Intervient sur le sous-adt n° 500 du Gouvernement (modalités de prise en charge financière du dispositif fixées par décret) à l'adt n° 133 de la commission (p. 2561)

Son sous-amendement n° 490 (modalités de prise en charge financière des dispositifs spécifiques) à l'adt n° 133 de la commission (tarifs à la consommation ; incitation à la maîtrise de la consommation au cours des périodes de pointe) (p. 2560) : retiré (p. 2561)

Son sous-amendement n° 491 (utilisation rationnelle des réseaux électriques) à l'adt n° 133 de la commission (p. 2560) : retiré (p. 2561)

Son sous-amendement n° 492 (modalités de prise en charge financière du dispositif fixées par décret) à l'adt n° 133 de la commission (p. 2560) : retiré (p. 2561)

Après l'article 12

Son amendement n° 263 (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production des petites installations hydrauliques) (p. 2562) : rejeté (p. 2564)

Avant l'article 15

Son amendement n° 259 (péage urbain dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 2570) : rejeté (p. 2571)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 126 rectifié de la commission (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) (p. 2572)

Son amendement n° 254 rectifié (Commission de régulation de l'énergie ; compétences en matière de fixation des tarifs de l'électricité) (p. 2572) : adopté après modification (p. 2573)

Son amendement n° 262 rectifié (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)

Son amendement n° 255 rectifié (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel) : adopté après modification (p. 2574)

Article 17 bis (pouvoir de règlement des différends de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son amendement n° 253 (p. 2574)

Après l'article 17 bis

Son amendement n° 257 rectifié (injonctions de la CRE : gestion des réseaux) (p. 2574) : rejeté (p. 2575)

Ses explications de vote (p. 2581)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2581)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son intervention (p. 2285)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2286)

Energie et carburants : électricité (p. 2286)

Postes : La Poste (p. 2286)

Télécommunications : France Télécom (p. 2287)

Transports ferroviaires (p. 2287)

Ses explications de vote (p. 2293)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2293)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Son intervention (p. 2403)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 2404)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2404)

Enseignement : programmes (p. 2404)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 2404)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2404)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3400)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3401)
 Etat : décentralisation (p. 3400 et s.)
 Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3401)
 Ses explications de vote (p. 3410)
 Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3410)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4221)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4229)
 Son intervention (p. 4235)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4269)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4221)
 Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4222, 4229, 4236)
 Entreprises : transmission (p. 4235)
 Environnement : protection : hyper marchés (p. 4269)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4367)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 138 rectifié de la commission des finances (déduction des charges de personnel pour certains professionnels passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 4369)
 Intervient sur l'adt n° 432 de M. Rodolphe Thomas (suppression des quatre premières tranches de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean-Luc Préel (aide au premier emploi étendue aux conjoints des médecins) (p. 4390)
 Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean-Luc Préel (utilisation du chèque emploi-entreprise étendue pour la rémunération du conjoint-collaborateur) (p. 4390)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4394)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jean-Marie Le Guen (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440)
 Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)
 Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Marc Le Fur (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4442)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4454 et s.)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4458 et s.)

Son amendement n° 582 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4460)

Ses amendements n°s 587 et 583 rectifié (p. 4464, 4466)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4470)

Son amendement n° 555 (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468) : devenu sans objet (p. 4471)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4483)

Son amendement n° 558 (p. 4491)

Son sous-amendement n° 598 à l'adt n° 188 rectifié de la commission : SCRUTIN PUBLIC (p. 4493)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son amendement n° 560 (p. 4501)

Après l'article 32 quater

Son amendement n° 562 (rapport annuel au Parlement sur le phénomène de concentration dans la grande distribution) (p. 4503) : retiré (p. 4504)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son amendement n° 564 (p. 4504)

Article 34 (régime de sanction des pratiques d'enchères à distance illégales)

Son amendement n° 565 (p. 4508)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4512)

Intervient sur le sous-adt n° 600 de M. Jean-Paul Charié (délai de préavis de résiliation de dix jours) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4515)

Intervient sur le sous-adt n° 599 rectifié de M. Jean-Paul Charié (modalités et délais fixés par décret) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4515)

Intervient sur le sous-adt n° 632 du Gouvernement (avis de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4516)

Article 39 (définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)

Son intervention (p. 4524 et s.)

Son amendement n° 569 (p. 4524)

Article 42 (fonctions de l'assemblée générale des élus, du président et du trésorier des établissements consulaires ; conséquences générées par la non mise en œuvre du schéma directeur ; solidarité budgétaire exceptionnelle de la CRCI)

Son amendement n° 575 (p. 4525)

Après l'article 45 A

Intervient sur l'adt n° 78 de M. François Brottes (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4528)

Après l'article 47 quater

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Rodolphe Thomas (exonération du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'une personne sous contrat d'insertion RMA) (p. 4540)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 101, deuxième rectification de M. Christophe Caresche (redevance lors de la mise à disposition de sacs plastiques par les commerçants) (p. 4548)

Ses explications de vote (p. 4552)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4552)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4679)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4679)

Communes : droit de préemption (p. 4680)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) : investissements (p. 4680)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4679)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4680)

Marc DOLEZ
Nord (17^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20410)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20410)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 décembre 2004] (p. 21223)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 décembre 2004] (p. 21223)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Jacques DOMERGUE
Hérault (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [21 décembre 2004]

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre [18 janvier 2005] (p. 38)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Plan canicule, mise en œuvre [23 juin 2005] (p. 3864)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 944, posée le 30 novembre 2004. Handicapés. Allocations et ressources (J.O. Questions p. 9297). Appelée le 30 novembre 2004. Revalorisation (p. 10226)

n° 1092, posée le 1^{er} mars 2005. Urbanisme. Perspectives (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Réhabilitation, quartier du Petit Bar, Montpellier (p. 1476)

n° 1191, posée le 5 avril 2005. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés (J.O. Questions p. 3377). Suppléé par Mme Marcelle Ramonet. Appelée le 5 avril 2005. Sépultures civiles françaises en Algérie, regroupement, perspectives (p. 2641)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8585)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8586)

Professions de santé : chirurgiens (p. 8586)

Santé : cancer (p. 8587)

Sécurité sociale : déficit (p. 8585)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8586)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10772)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11297)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1311)

Son amendement n° 43 (p. 1329)

Renaud DONNEDIEU de VABRES
Ministre de la culture et de la communication

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de la culture et de la communication. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Déclaration du Gouvernement n° 1984 sur le spectacle vivant [9 décembre 2004]

Projet de loi n° 2514 ratifiant l'ordonnance n° 2005-652 du 6 juin 2005 relative au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel et créant un registre des options [31 août 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Censi. Politique extérieure. Chine. Relations culturelles [19 octobre 2004] (p. 8063)

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, développement [27 octobre 2004] (p. 8570)

M. Claude Leteurre. Patrimoine culturel. Monuments historiques. Crédits pour 2004, conséquences, entreprises de restauration [2 novembre 2004] (p. 8791)

M. Christian Vanneste. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [9 novembre 2004] (p. 9160)

M. Emmanuel Hamelin. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, perspectives [16 novembre 2004] (p. 9437)

M. Rudy Salles. Audiovisuel et communication. Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Contrôle, diffusion de la chaîne Al-Manar [23 novembre 2004] (p. 9909)

M. Pierre Lellouche. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaîne Al-Manar, diffusion, interdiction [30 novembre 2004] (p. 10254)

M. Dominique Richard. Arts et spectacles. Cinéma. Tournages, réglementation [1^{er} février 2005] (p. 509)

M. Pierre-Christophe Baguet. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [8 février 2005] (p. 878)

Mme Muriel Marland-Militello. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [8 mars 2005] (p. 1734)

Mme Corinne Marchal-Tarnus. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre [15 mars 2005] (p. 2011)

Mme Catherine Génisson. Publicité. Affichage. Représentation de La Cène, interdiction [29 mars 2005] (p. 2506)

M. André Gerin. Presse et livres. Presse régionale. Aides de l'Etat [30 mars 2005] (p. 2586)

M. Christian Kert. Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [30 mars 2005] (p. 2592)

M. Michel Françaix. Presse et livres. Presse. Financement, perspectives [30 mars 2005] (p. 2593)

M. Jean-Michel Dubernard. Union européenne. Constitution européenne. Contenu, exception culturelle [4 mai 2005] (p. 3141)

M. Pierre-Christophe Baguet. Culture. Politique culturelle. Art contemporain, fondation Pinault, perspectives [10 mai 2005] (p. 3265)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Conséquences, télévisions régionales [11 mai 2005] (p. 3333)

M. Jean Launay. Patrimoine culturel. Politique du patrimoine. Financement, perspectives [11 mai 2005] (p. 3335)

M. Paul-Henri Cugnenc. Culture. Politique culturelle. Languedoc-Roussillon [30 juin 2005] (p. 4085)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Daniel Boisserie. Architecture. Architectes. Qualification, réforme, perspectives [7 décembre 2004] (p. 10666)

M. Alain Joyandet. Presse et livres. Presse. Fonds d'aide à la modernisation, financement [18 janvier 2005] (p. 8)

M. Gilles Artigues. Audiovisuel et communication. Radio France. Antennes locales, France Bleu Loire, perspectives [1^{er} février 2005] (p. 494)

M. Jean-Marie Geveaux. Audiovisuel et communication. Radio. Radios associatives, financement, fonds de soutien à l'expression radiophonique [22 mars 2005] (p. 2195)

M. Michel Heinrich. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévisions d'initiative locale, perspectives [5 avril 2005] (p. 2645)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Ses interventions (p. 8755, 8772)

Ses réponses (p. 8778 à 8783)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Archives nationales (p. 8759)

Arts et spectacles : artistes (p. 8757)

Arts et spectacles : intermittents (p. 8774)

Arts et spectacles : musique (p. 8777)

Arts et spectacles : salles de spectacles (p. 8758)

Arts et spectacles : spectacles (p. 8756, 8757 et 8773)

Culture : internat (p. 8776)

Culture : crédits (p. 8755, 8776)

Culture : politique culturelle (p. 8756 et s., 8772 et s.)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 8759, 8772 et 8775)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture : fonctionnaires et agents publics (p. 8759)

Patrimoine culturel : monuments classés (p. 8758 et 8775)

Patrimoine culturel : musées (p. 8759)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8757 et s.)

Patrimoine culturel : protection (p. 8774)

Réponses aux questions :

Archives et bibliothèques : archives (M. Édouard Landrain) (p. 8782)

Arts et spectacles : intermittents (M. François Liberti) (p. 8781)

Arts et spectacles : musique : impôts et taxes (M. Marc Le Fur) (p. 8782)

Patrimoine culturel : décentralisation (M. André Chassaing) (p. 8780)

Patrimoine culturel : décentralisation (M. Robert Lecou) (p. 8781)

Patrimoine culturel : conservation (M. Émile Blessig) (p. 8779)

Patrimoine culturel : monuments classés (M. Marc Le Fur) (p. 8782)

Patrimoine culturel : monuments historiques : crédits (Mme Martine Aurillac) (p. 8778)

Patrimoine culturel : monuments historiques : crédits (M. Patrick Beaudouin) (p. 8778)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8783)

Après l'article 62

Intervient sur l'ad^t n° 1 de M. Didier Mathus (taxes sur les copies privées) (p. 8783)

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9697)

Ses réponses (p. 9704, 9710)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : emploi (p. 9698)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9705 et 9711)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9698)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9698, 9711)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9711)

Audiovisuel et communication : production (p. 9698)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 9698)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9699, 9705 et 9706)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9697, 9710 et 9711)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9699 et 9704 à 9706)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9710)
 Presse et livres : diffusion (p. 9700)
 Presse et livres : presse (p. 9699, 9706, 9711)
 Sports : football : audiovisuel et communication (p. 9705)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9697, 9698 et 9711)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10823)

Sa réponse (p. 10851)

Thèmes :

Arts et spectacles : création (p. 10825)
 Arts et spectacles : artistes (p. 10823 et s., 10851 et s.)
 Arts et spectacles : festivals (p. 10824)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 10824)
 Arts et spectacles : spectacles (p. 10823 et s., 10851)
 Arts et spectacles : spectacles : emploi (p. 10826)
 Arts et spectacles : théâtres (p. 10826)
 Arts et spectacles : travailleurs du spectacle (p. 10824, 10825, 10851)
 Audiovisuel et communication : crédits (p. 10854)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10824)
 Culture : politique culturelle (p. 10823 et s., 10851 et s.)
 Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 10852)
 Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 10853)
 TVA : taux (p. 10853)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 avril 2005] (p. 2796)

Son intervention (p. 2797)

Thèmes :

Assemblée nationale : histoire (p. 2797)
 Patrimoine culturel : crédits budgétaires (p. 2798)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 2797)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2801)

Article 3 (conventions d'application)

Son intervention (p. 2802)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3489)

Son intervention (p. 3489)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 3489)
 Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 3489)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 3489)

Discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3492)

Article 1er (mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès)

Son intervention (p. 3492)

Article 3 (conventions d'application)

Son intervention (p. 3492)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3493)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3684)

Sa réponse (p. 3691)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3684, 3691)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3685, 3692)
 Culture : mécénat (p. 3684)
 Etat : rôle (p. 3691)

Jean-Pierre DOOR

*Loiret (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de droit de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [21 décembre 2004]

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) tome II : assurance maladie et accidents du travail ; tome V avec M. Bernard Perrut, Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Georges Colombier : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [20 octobre 2004] (n° 1876)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la recherche publique et privée en France face au défi international [21 décembre 2004] (n° 1998)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [2 novembre 2004] (p. 8796)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1836)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1015, posée le 18 janvier 2005. Fonction publique hospitalière. Infirmiers (J.O. Questions p. 423). Appelée le 18 janvier 2005. Carrière (p. 21)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 8509)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : équilibre financier (p. 8509)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8509)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8510)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8509)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 8510)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 143 de M. Jean-Marie Le Guen (montant du forfait hospitalier) (p. 8645)

Intervient sur l'adt n° 144 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur les remboursements) (p. 8646)

Intervient sur l'adt n° 145 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du plan cancer) (p. 8646)
 Intervient sur l'adt n° 215 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8647)
 Intervient sur l'adt n° 216 de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) (p. 8648)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8653 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8659)
 Intervient sur l'adt n° 122 précédemment réservé de Mme Martine Billard (affections de longue durée : tarification médicale) (p. 8665)
 Intervient sur l'adt n° 124 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)
 Intervient sur l'adt n° 125 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)
 Intervient sur l'adt n° 123 précédemment réservé de Mme Martine Billard (choix d'un médecin spécialiste référent) (p. 8666)
 Intervient sur l'adt n° 116 précédemment réservé de Mme Martine Billard (réglementation en cas de congé du médecin traitant désigné) (p. 8667)
 Intervient sur l'adt n° 60 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (suspension du plan "Hôpital 2007" et mise en place de négociations interprofessionnelles) (p. 8668)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 174 de M. Jean-Louis Bernard (transmission des données à la Haute Autorité de santé) (p. 8669)
 Intervient sur l'adt n° 153 de M. Jean-Marie Le Guen (dotation nationale de financement des missions de service public) (p. 8669)
 Intervient sur l'adt n° 151 de M. Jean-Marie Le Guen (négociation sur les conditions d'application de la tarification à l'activité) (p. 8669)
 Intervient sur l'adt n° 150 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la prise en charge du nouveau matériel de soin du diabète) (p. 8669)

Article 7 (avances de trésorerie aux établissements privés et aux professionnels exerçant à titre libéral dans ces établissements)

Son intervention (p. 8670)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean-Marie Le Guen (conférence nationale sur la politique du médicament) (p. 8670)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 126 de Mme Martine Billard (libellé des prescriptions en dénomination commune internationale) (p. 8671)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP-)

Son intervention (p. 8672 et s.)

Article 10 précédemment réservé (fongibilité entre les différentes enveloppes de l'ONDAM)

Son intervention (p. 8685)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 75 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (demande d'inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) (p. 8687)
 Intervient sur l'adt n° 76 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688)
 Intervient sur l'adt n° 77 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (procédure d'inscription accélérée pour les médicaments innovants et d'utilité incontestable pour la santé publique) (p. 8690)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 157 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (Conférence nationale sur la profession médicale) (p. 8691)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV-)

Son intervention (p. 8692)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 159 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux) (p. 8694)

Article 14 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales - ONIAM -)

Son intervention (p. 8694)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 8695 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 44 troisième rectification précédemment réservé de la commission des finances (recouvrement des indus) (p. 8697)
 Intervient sur l'adt n° 43 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (recours à la procédure d'expertise médicale) (p. 8697)
 Intervient sur l'adt n° 45 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (indemnités journalières : contrôle) (p. 8697)
 Intervient sur l'adt n° 46 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (simplification de la réglementation de gestion des indemnités journalières) (p. 8698)
 Intervient sur l'adt n° 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : réglementation) (p. 8699)
 Intervient sur l'adt n° 42 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (contribution forfaitaire du malade par acte : conditions d'application) (p. 8702)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prével (rapport au Parlement sur l'harmonisation des régimes) (p. 8706)

Avant l'article 19

Intervient sur l'adt n° 161 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707)
 Intervient sur l'adt n° 160 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante -FCAATA-)

Son intervention (p. 8710 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 263 précédemment réservé de la commission (inscription sur les "listes amiante" des établissements concernés) (p. 8711)

Article 33 (facturation par les établissements de santé aux caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 8730 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jean-Luc Prével (démographie médicale : numerus clausus régional) (p. 8732)
 Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean Dionis du Séjour (groupements de coopération sanitaire) (p. 8733)
 Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Luc Prével (organisation de la prévention et de l'éducation à la santé) (p. 8733)
 Intervient sur l'adt n° 242 de M. Jean-Luc Prével (statut du personnel hospitalier : prise en compte de la pénibilité, de la responsabilité et des critères démographiques) (p. 8734)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8735 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion des articles [2 décembre 2004] (p. 10393)

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (critères d'identification des médecins) (p. 10394)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 11454)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3077)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3087)

Son intervention (p. 3094)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 3119)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : auditions (p. 3120)

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 3077, 3094)

Sécurité sociale : réforme (p. 3087)

Sécurité sociale : maîtrise médicalisée (p. 3095)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3094, 3120)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses interventions (p. 3162, 3174, 3211)

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Ses explications de vote (p. 3548)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3548)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4567)

Thèmes :

Entreprises : charges : exonérations (p. 4567)

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 4567)

Santé : politique de la santé (p. 4567)

Sécurité sociale : financement (p. 4567)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4568)

Ses explications de vote (p. 4599)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4599)

Dominique DORD

*Savoie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale (n° 1911) [25 octobre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1911), de programmation pour la cohésion sociale [18 novembre 2004] (n° 1930)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9928)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9929)

Politique économique : entreprises (p. 9929)

Travail : reclassement professionnel (p. 9929)

Travail : licenciement économique (p. 9928, 9929)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 37 quater

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (licenciements sans cause réelle et sérieuse ; nullité) (p. 10443)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Maxime Gremetz (entreprises donneuses d'ordre et entreprises sous-traitantes) (p. 10444)

Intervient sur l'adt n° 829 de M. Gaëtan Gorce (négociations collectives : droits des salariés) (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10449 et s.)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10459 et s.)

Son amendement n° 886 rectifié (p. 10465)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10469 et s.)

Son amendement n° 931 (p. 10476)

Après l'article 37-3

Intervient sur l'adt n° 545 de M. Jacques Desallangre (contentieux du licenciement ; procédure de référé) (p. 10477)

Intervient sur l'adt n° 447 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (plan de sauvegarde de l'emploi ; annulation ; maintien des licenciements) (p. 10478)

Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de M. Maxime Gremetz (contestation d'un plan de sauvegarde de l'emploi par les délégués du personnel) (p. 10478)

Intervient sur l'adt n° 74 rectifié de M. Maxime Gremetz (droits d'action, en matière de sauvegarde de l'emploi, des délégués du personnel) (p. 10478)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10480 et s.)

Ses amendements n°s 953, 954, 955 rectifié et 956 (p. 10489 et s.)

Après l'article 37-4

Intervient sur l'adt n° 836 de M. Gaëtan Gorce (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10491)

Intervient sur l'adt n° 403 de Mme Arlette Grosskost (restructuration : entreprises de plus de mille salariés : plans de sauvegarde de l'emploi) (p. 10493)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son intervention (p. 10495 et s.)

Son amendement n° 755 (p. 10497)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10498 et s.)

Ses amendements n°s 887 à 890 (p. 10501 et s.)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10504 et s.)

Article 37-8 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux licenciements)

Son intervention (p. 10517)

Article 37-9 (licenciements économiques : rapport au Parlement)

Son intervention (p. 10518)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'adt n° 484 de M. Francis Vercaemer (licenciements pour motif économique ; vice de procédure ; non-incidence sur la qualification) (p. 10518)

Intervient sur l'adt n° 544 rectifié de M. Jacques Desallangre (réintégration du salarié abusivement licencié) (p. 10520)

Intervient sur l'adt n° 311 rectifié de M. Christian Vanneste (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10521)

Intervient sur l'adt n° 71 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement irrégulier ; indemnités ; doublement du minimum) (p. 10521)

Intervient sur l'adt n° 72 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement abusif ; salariés récents ; salariés de PME, indemnisation) (p. 10522)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. Émile Blessig (associations coopératives de production et de consommation en Alsace-Moselle ; sociétaires) (p. 10522)

François DOSÉ

*Meuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10830)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1906 visant à instituer une formation pour les élèves sur l'attitude à tenir en cas d'agressions morales, verbales ou physiques, d'incitation à la consommation de drogue et de racket à l'école [4 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [1^{er} décembre 2004] (p. 10336)

Energie et carburants. Energie éolienne. Perspectives [23 mars 2005] (p. 2301)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 909, posée le 19 octobre 2004. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Conséquences, fiscalité locale (p. 8034)

n° 1058, posée le 8 février 2005. Justice. Tribunaux pour enfants (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Fonctionnement, Meuse (p. 852)

n° 1158, posée le 29 mars 2005. Enseignement secondaire. Baccalauréat (J.O. Questions p. 3085). Appelée le 29 mars 2005. Centres d'examen, suppression, conséquences, Meuse (p. 2483)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 34

Son amendement n° 265 : rejeté (p. 8437)

Après l'article 28

Son amendement n° 264 rectifié précédemment réservé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit) (p. 8471) : rejeté (p. 8472)

Son amendement n° 223 précédemment réservé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit dans les quatre mois de l'entrée en vigueur de la directive communautaire) : rejeté (p. 8472)

Son amendement n° 222 précédemment réservé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit même si le contrat ne porte que sur une de ces prestations) (p. 8472) : retiré (p. 8473)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 7 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères des EPCI : suppression de l'obligation de vote d'un taux et non d'un produit) : retiré (p. 9860)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10148)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10148)

Santé : fin de vie (p. 10148)

Santé : soins palliatifs (p. 10148)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2378) : rejetée (p. 2381)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2379)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2378)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2380)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2379, 2381)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2379)

Energie et carburants : pétrole (p. 2378)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 2380)

Politique sociale : aide sociale : chauffage (p. 2379)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2379)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1er A

Son amendement n° 247 (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) : rejeté (p. 2418)

Son amendement n° 290 (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) : rejeté (p. 2418)

Son amendement n° 291 (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) : rejeté (p. 2418)

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2421)

Intervient sur l'ad n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2421)

Son amendement n° 246 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423) : rejeté (p. 2424)

Son amendement n° 295 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423) : rejeté (p. 2424)

Son amendement n° 296 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423) : rejeté (p. 2424)

Son amendement n° 297 rectifié (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423) : rejeté (p. 2424)

Son amendement n° 298 (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423) : rejeté (p. 2424)

Intervient sur l'ad n° 162 de M. Yves Cochet (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2427)

Son amendement n° 248 (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2429) : rejeté (p. 2430)

Son amendement n° 292 (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2429) : rejeté (p. 2430)

Son amendement n° 293 (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2429) : rejeté (p. 2430)

Son amendement n° 294 (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2429) : rejeté (p. 2430)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)
Ses sous-amendements n°s 303 à 306, 310 deuxième rectification, 307, 340, 308 et 309 à l'ad n° 80 de la commission (p. 2441)

Après l'article 1er
Intervient sur l'ad n° 260 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2446)
Intervient sur l'ad n° 261 de M. Jean Dionis du Séjour (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2446)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)
Son intervention (p. 2449)
Ses sous-amendements n°s 311 et 312 à l'ad n° 81 de la commission (p. 2449)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)
Ses sous-amendements n°s 314, 317, 313, 315 et 318 à l'ad n° 82 de la commission (p. 2452 et s.)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)
Ses sous-amendements n°s 319 et 320 à l'ad n° 83 de la commission (p. 2455 et s.)
Son intervention (p. 2456)
Son sous-amendement n° 321 à l'ad n° 83 de la commission (p. 2456)

Article 1er quinquies supprimé par le Sénat (dispositions relatives au transport et au stockage de l'énergie)
Son sous-amendement n° 345 à l'ad n° 84 de la commission (p. 2456)

Article 1er sixies supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la prise en compte du rôle des collectivités locales et de l'Union européenne)
Ses sous-amendements n°s 346 à 349 à l'ad n° 85 de la commission (p. 2457)

Après l'article 1er septies C
Son amendement n° 373 (rapport au Parlement sur les modes de transport alternatifs à l'automobile) : rejeté (p. 2461)

Article 1er septies F (inscription dans la prochaine programmation pluriannuelle des investissements de la construction d'un réacteur de conception la plus récente)
Son amendement n° 243 (p. 2462)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)
Son amendement n° 275 (p. 2512)

Article 5 quater (production d'électricité par les communes et les EPCI à partir d'énergies renouvelables)
Son amendement n° 396 (p. 2517)

Après l'article 5 quinquies

Son amendement n° 398 (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) : rejeté (p. 2518)

Son amendement n° 400 (possibilité pour les syndicats mixtes de reverser une fraction de la taxe sur l'électricité qu'ils perçoivent aux établissements publics de coopération qu'ils comptent éventuellement parmi leurs membres) (p. 2518) : retiré (p. 2519)

Son amendement n° 399 (taxe sur l'électricité ; syndicats mixtes ; faculté de majoration des taux) : rejeté (p. 2519)

Son amendement n° 412 (accès aux fichiers des ayants droit à la tarification spéciale) : rejeté (p. 2519)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)
Son amendement n° 276 (p. 2521)

Après l'article 6 ter
Son amendement n° 281 (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2525) : rejeté (p. 2527)

Après l'article 10 bis
Son amendement n° 316 (plafond de l'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) : rejeté (p. 2550)

Après l'article 11
Son amendement n° 242 (promotion des biocarburants) : retiré (p. 2555)

Après l'article 11 bis
Son amendement n° 251 (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) : rejeté (p. 2555)
Son amendement n° 252 rectifié (évaluation du plan national de l'utilisation rationnelle de l'énergie au terme d'une période de cinq ans) : rejeté (p. 2555)
Son amendement n° 249 (élaboration de plans régionaux de l'utilisation rationnelle de l'énergie) : rejeté (p. 2555)
Son amendement n° 273 (usage des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)
Son amendement n° 271 (communes et EPCI ; efforts de maîtrise de l'énergie et d'utilisation d'énergie renouvelable ; information des assemblées délibérantes ; rapport annuel du maire ou du président) : rejeté (p. 2556)
Son amendement n° 270 (communautés de communes ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2556) : rejeté (p. 2557)
Son amendement n° 283 (communautés urbaines ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2556) : rejeté (p. 2557)
Son amendement n° 282 (communautés d'agglomérations ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2556) : rejeté (p. 2557)
Son amendement n° 274 (coordination rédactionnelle) : rejeté (p. 2557)
Son amendement n° 272 (documents d'urbanisme ; intégration de la politique de l'énergie) : rejeté (p. 2557)
Son amendement n° 250 rectifié (création d'un Observatoire national de l'énergie) : rejeté (p. 2557)

Après l'article 13
Son amendement n° 278 (Commission de régulation de l'électricité ; rapport annuel ; évolution de l'objectif de production d'énergie renouvelable à l'horizon 2010) : rejeté (p. 2567)

Après l'article 15
Intervient sur l'ad n° 361 de M. Christian Bataille (rapport au Parlement sur l'institution d'un fonds dédié au financement de la gestion des déchets radioactifs) (p. 2571)

Après l'article 17
Son amendement n° 363 rectifié (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) : rejeté (p. 2572)
Son amendement n° 364 rectifié (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2573) : rejeté (p. 2574)
Son amendement n° 499 (extension du droit d'accès des agents de la Commission de régulation de l'énergie aux locaux des entreprises de négoce) : retiré (p. 2574)
Ses explications de vote (p. 2580)
Vote contre du groupe socialiste (p. 2580)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)
Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3929) : rejetée (p. 3933)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3931)
 Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3930)
 Énergie et carburants : énergie éolienne (p. 3930)
 Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 3931)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2403)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2403)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 2403)

René DOSIÈRE

Aisne (1^{ère} circonscription)

Socialiste

Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française (n° 1881) [17 novembre 2004]

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Vice-président de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 4 mars 2005] (p. 3791)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 9 juin 2005]

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 10 juin 2005] (p. 10131)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française [25 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 1881) de M. René Dosière, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française [17 novembre 2004] (n° 1923)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, Assemblée de Polynésie, situation politique [12 octobre 2004] (p. 7752)

Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [9 novembre 2004] (p. 9159)

Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM). Institutions, fonctionnement [30 novembre 2004] (p. 10252)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1161, posée le 29 mars 2005. Emploi. Contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé (J.O. Questions p. 3086). Supplée par Mme Martine Carrillon-Couvreur. Appelée le 29 mars 2005. Perspectives (p. 2473)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Son intervention (p. 7495)

Thème :

Président de la République : crédits (p. 7495 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9647)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre II

Son amendement n° 152 (Présidence de la République - information du Parlement : réduction des crédits de 120 000 euros) (p. 9648) : retiré (p. 9649)

Son amendement n° 195 (Conseil constitutionnel : réduction des crédits de 100 000 euros) : retiré (p. 9649)

Ses observations : Polynésie française : dotation globale de développement économique (p. 9649)

Après l'article 73

Son amendement n° 153 rectifié (traitement du Président de la République : fixation) (p. 9650) : rejeté (p. 9651)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8834)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 8835)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8835)

Coopération intercommunale (p. 8835)

Elections et référendums : modes de scrutin : coopération intercommunale (p. 8836)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : crédits budgétaires (p. 8858)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Ses interventions (p. 9883, 9902)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : fonds publics (p. 9883, 9902)

Constitution : séparation des pouvoirs : commissions d'enquête (p. 9884, 9902)

DOM : Guadeloupe : séismes (p. 9883)

Elections et référendums : Polynésie française (p. 9902)

Finances publiques : fonds publics : corruption (p. 9883, 9902)
 Outre-mer : chambre territoriale des comptes : Polynésie française
 (p. 9884, 9902)
 Outre-mer : Polynésie française : contrôle de légalité (p. 9884)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 3 bis (délégués territoriaux)
 Son intervention (p. 10723)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 59 (aménagement du régime de décharge de responsabilité et de quitus des comptables publics)
 Son amendement n° 165 (p. 10955)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 425)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 461)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son sous-amendement n° 28, deuxième rectification à l'adt n° 22, deuxième rectification de M. Jacques Floch (p. 464)
 Son intervention (p. 468)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 avril 2005] (p. 2796)

Son intervention (p. 2799)

Thèmes :

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 2800)
 Parlement : Congrès du Parlement : Versailles (p. 2799)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2801)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (affectation de l'hémicycle du Congrès à l'Assemblée nationale) : retiré (p. 2801)

Article 3 (conventions d'application)

Son amendement n° 2, deuxième rectification (p. 2801)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 2800)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3489)

Son intervention (p. 3491)

Thèmes :

Assemblée nationale : président (p. 3491)
 Parlement : histoire (p. 3491)
 Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 3491)
 Pays étrangers : États-Unis : indépendance (p. 3491)

Discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3492)

Article 1er (mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès)

Son intervention (p. 3492)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3492)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4635)

Son intervention (p. 4637)

Thèmes :

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 4637)
 Parlement : Sénat (p. 4637)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 4637)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 4637)

Projet de loi organique n° 2334 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Son intervention (p. 4611)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4612)
 Elections et référendums : abstentionnisme : Français de l'étranger (p. 4611)
 Elections et référendums : élections législatives : Français de l'étranger (p. 4612)
 Elections et référendums : élections sénatoriales : Français de l'étranger (p. 4612)
 Elections et référendums : vote par internet (p. 4612)
 Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger : élections et référendums (p. 4611)
 Français de l'étranger : listes électorales consulaires (p. 4611)
 Vote pour du groupe socialiste (p. 4612)

Projet de loi n° 2335 modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4612)

Olivier DOSNE

*Val-de-Marne (7^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 9 août 2005 [J.O. du 9 août 2005] (p. 13020)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2271 tendant à rendre obligatoire l'emploi d'ordonnances sécurisées pour la prescription de médicaments [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2487 tendant à exonérer d'une part de leurs charges sociales les entreprises qui embauchent des salariés expérimentés [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Réglementation [2 novembre 2004] (p. 8794)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 991, posée le 21 décembre 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Air (J.O. Questions p. 10105). Appelée le 21 décembre 2004. Benzène, lutte et prévention (p. 11277)

n° 1243, posée le 31 mai 2005. Transports aériens. Sécurité (J.O. Questions p. 5455). Appelée le 21 juin 2005. Fret, réglementation (p. 3775)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 761 (p. 11390)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2960)

Thèmes :

Drogue : prévention (p. 2961)

Drogue : cannabis (p. 2960)

Drogue : dépenalisation (p. 2960)

Drogue : produits de substitution (p. 2961)

Drogue : usage (p. 2960)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 198 de M. Luc-Marie Chatel (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 88 de M. Alain Cortade (maisons de l'emploi : champ d'action) (p. 3741)

Philippe DOUSTE-BLAZY

*Ministre de la santé et de la protection sociale
puis Ministre des solidarités, de la santé et de la famille
puis Ministre des affaires étrangères*

Est nommé Ministre des solidarités, de la santé et de la famille.

Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre des affaires étrangères. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005 [5 octobre 2004]

Projet de loi n° 1996 ratifiant l'ordonnance n° 2004-688 du 12 juillet 2004 relative à l'adaptation du droit de la santé publique et de la sécurité sociale à Mayotte [20 décembre 2004]

Projet de loi n° 2376 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [15 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Serge Roques. Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [5 octobre 2004] (p. 7472)

M. Georges Colombier. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Arrêts de travail, mise en œuvre [12 octobre 2004] (p. 7755)

M. Gérard Bapt. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [13 octobre 2004] (p. 7834)

M. Lucien Degauchy. Personnes âgées. Protection. Maltraitance, lutte et prévention [13 octobre 2004] (p. 7840)

M. Hervé Mariton. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, application, bilan et perspectives [20 octobre 2004] (p. 8136)

M. Jean-Marie Le Guen. Santé. Politique de la santé. Perspectives [20 octobre 2004] (p. 8139)

Mme Maryse Joissains-Masini. Recherche. Recherche médicale. Vaccin contre le sida, politiques communautaires [26 octobre 2004] (p. 8491)

M. Jean-Marie Demange. Santé. Politique de la santé. Cancer, lutte et prévention [2 novembre 2004] (p. 8792)

Mme Juliana Rimane. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre, campagne d'information [9 novembre 2004] (p. 9158)

M. Jean-Michel Dubernard. Santé. Politique de la santé. Secteur périnatal, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9232)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [10 novembre 2004] (p. 9233)

M. Pascal Ménage. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [16 novembre 2004] (p. 9435)

M. Jacques Le Guen. Santé. Protection. Plans de santé publique, financement [23 novembre 2004] (p. 9915)

M. Marc Laffineur. Santé. Maladies rares. Prise en charge [23 novembre 2004] (p. 9916)

Mme Nadine Morano. Santé. Politique de la santé. Patient en fin de vie [24 novembre 2004] (p. 9980)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Consommation. Protection des consommateurs. Désodorisants d'intérieur, composition [24 novembre 2004] (p. 9984)

M. Pierre Goldberg. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [30 novembre 2004] (p. 10254)

Mme Chantal Bourragué. Santé. Sida. Lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10337)

M. Édouard Leveau. Etablissements de santé. Coopération. Etablissements publics et privés, développement [1^{er} décembre 2004] (p. 10340)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Etablissements de santé. Hygiène et sécurité. Infections nosocomiales, lutte et prévention [7 décembre 2004] (p. 10384)

M. Gérard Bapt. Santé. Politique de la santé. Perspectives [7 décembre 2004] (p. 10386)

M. Jean-Claude Mignon. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Conséquences, médecins spécialistes [7 décembre 2004] (p. 10388)

M. Jean-Marie Le Guen. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes, nomenclature des actes [14 décembre 2004] (p. 10991)

M. Christian Ménard. Pharmacie et médicaments. Antidépresseurs. Prescription, interdiction, adolescents [14 décembre 2004] (p. 10996)

M. Jean-Pierre Dufau. Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'Etat, réforme, conséquences [15 décembre 2004] (p. 11054)

M. François Vannson. Ordre public. Terrorisme. Attaques bactériologiques et chimiques, lutte et prévention [15 décembre 2004] (p. 11054)

Mme Maryvonne Briot. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Services des urgences, personnel, sécurité [22 décembre 2004] (p. 11401)

Mme Martine Lignières-Cassou. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Fonctionnement, financement [22 décembre 2004] (p. 11402)

M. Bernard Depierre. Famille. Politique familiale. Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11405)

M. Jean-Paul Bacquet. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [19 janvier 2005] (p. 113)

M. Maxime Gremetz. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre, perspectives [25 janvier 2005] (p. 291)

M. Jean-Luc Prével. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [26 janvier 2005] (p. 367)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Application [1^{er} février 2005] (p. 505)

M. Claude Leteurtre. Etablissements de santé. Etablissements publics. Hôpitaux, budget, perspectives [1^{er} février 2005] (p. 506)

- M. Édouard Courtial. Professions sociales. Assistantes maternelles. Statut [1^{er} février 2005] (p. 510)
- M. Yves Bur. Industrie. Industrie pharmaceutique. Médicaments, autorisation de mise sur le marché, contrôle [2 février 2005] (p. 608)
- M. Paul-Henri Cugnenc. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [2 février 2005] (p. 613)
- M. Michel Herbillon. Santé. Politique de la santé. Maladies psychiatriques, prise en charge [8 février 2005] (p. 881)
- M. Richard Dell'Agnola. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, jeunes [9 février 2005] (p. 943)
- M. Jacques Briat. Etablissements de santé. Services d'urgence. Plan blanc, déclenchement, modalités [15 février 2005] (p. 1097)
- M. Daniel Vaillant. Institutions sociales et médico-sociales. Maison d'Ariane. Directeur, incarcération [15 février 2005] (p. 1099)
- M. Dominique Le Mèner. Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession [2 mars 2005] (p. 1536)
- M. Gérard Bapt. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [2 mars 2005] (p. 1539)
- M. Alain Claeys. Etablissements de santé. Etablissements publics. Financement [9 mars 2005] (p. 1829)
- M. Jacques Desallangre. Economie sociale. Mutuelles. Politiques communautaires [9 mars 2005] (p. 1830)
- Mme Christiane Taubira. Santé. Paludisme. Lutte et prévention [16 mars 2005] (p. 2081)
- M. Jean-Claude Thomas. Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Revalorisation [22 mars 2005] (p. 2215)
- M. Jean-Marie Rolland. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan et perspectives [23 mars 2005] (p. 2301)
- M. Jean-Luc Prél. Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, perspectives [29 mars 2005] (p. 2500)
- M. Jean-Paul Bacquet. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [29 mars 2005] (p. 2502)
- M. Philippe Martin. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [29 mars 2005] (p. 2504)
- M. Pierre-Louis Fagniez. Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, revendications [5 avril 2005] (p. 2649)
- Mme Odette Duriez. Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, revendications [5 avril 2005] (p. 2650)
- M. Philippe Pemezec. Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan et perspectives [6 avril 2005] (p. 2727)
- M. Jean Leonetti. Santé. Soins palliatifs. Politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2904)
- M. Jean-Pierre Blazy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement [13 avril 2005] (p. 2905)
- Mme Marcelle Ramonet. Recherche. Recherche médicale. Cancer et sida, politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2906)
- M. Bruno Le Roux. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [10 mai 2005] (p. 3267)
- M. Jacques Kossowski. Santé. Obésité. Lutte et prévention [10 mai 2005] (p. 3269)
- M. Olivier Jardé. Professions de santé. Chirurgiens. Revendications [11 mai 2005] (p. 3331)
- M. Patrick Roy. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, mission d'information, mise en place [11 mai 2005] (p. 3331)
- M. Jean-François Chossy. Politiques communautaires. Santé. Système de veille et d'alerte sanitaire [11 mai 2005] (p. 3332)
- M. Paul Quilès. Politique extérieure. Iraq. Journalistes français otages, conditions de leur libération [14 juin 2005] (p. 3536)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7871)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8503)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8530)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8604)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8504, 8531, 8604)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8504, 8604)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 8504)

Produits dangereux : amiante (p. 8504)

Retraites : généralités : préretraites (p. 8504)

Santé : maladies (p. 8531, 8532)

Santé : politique de la santé (p. 8531)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 8504, 8531)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 8504)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8505, 8531)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8504, 8530, 8604)

Sécurité sociale : financement (p. 8503)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8531)

Sécurité sociale : fonds de solidarité vieillesse (p. 8531)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8505)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 8631)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 141 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds d'investissement pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux) (p. 8633)

Intervient sur l'ad n° 142 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la prise en charge de la dépendance) (p. 8634)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8637)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8655 et s.)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8660)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP-)

Son intervention (p. 8672)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 227 précédemment réservé de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur l'harmonisation des régimes) (p. 8706)

Avant l'article 19

Intervient sur l'ad n° 161 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707)

Intervient sur l'ad n° 160 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707)

Article 19 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante -FIVA)

Son intervention (p. 8708)

Article 23 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2005)

Son intervention (p. 8718)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8720 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Gaëtan Gorce (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8726)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les revalorisations des pensions de retraites agricoles) (p. 8728)

Article 30 (objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2005)

Son intervention (p. 8728)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 260 rectifié du Gouvernement (Caisse maritime d'allocations familiales : statut et compétences) (p. 8729)

Article 33 (facturation par les établissements de santé aux caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 8729 et s.)

Article 34 (amélioration de la qualité des comptes sociaux)

Son intervention (p. 8731)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (mécanisme d'alerte de dépassement de l'ONDAM) (p. 8732)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Jean-Luc Prél (restitution des contributions et prélèvements sur les revenus de placement des titulaires de pension de réversion les plus défavorisés) (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 246 de M. Jean-Luc Prél (démographie médicale : numerus clausus régional) (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean Dionis du Séjour (groupements de coopération sanitaire) (p. 8733)

Intervient sur l'adt n° 239 de M. Jean-Luc Prél (organisation de la prévention et de l'éducation à la santé) (p. 8733)

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Jean-Luc Prél (statut du personnel hospitalier : prise en compte de la pénibilité, de la responsabilité et des critères démographiques) (p. 8734)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8735 et s.)

Seconde délibération**Article 1er bis**

Son intervention (p. 8743)

Explications de vote et vote [2 novembre 2004] (p. 8797)

Son intervention (p. 8798)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE****II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES****Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)**

Son intervention (p. 9265)

Ses réponses (p. 9276 à 9286)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 9269)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9267, 9268)

Drogue : toxicomanie (p. 9266)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9266)

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9268)

Famille : adoption (p. 9269)

Femmes : femmes enceintes (p. 9268)

Outre-mer : DOM : santé publique (p. 9267)

Santé : nouvelles technologies (p. 9267)

Santé : cancer (p. 9265)

Santé : crédits (p. 9265 et s.)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 9266)

Santé : politique de la santé (p. 9266, 9267)

Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 9268)

Santé : sécurité sanitaire (p. 9269)

Santé : sida (p. 9265)

Santé : vaccinations (p. 9265)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9267)

Sécurité sociale : caisses (p. 9268)

Réponses aux questions :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (M. Jean-Pierre Decool) (p. 9284)

Etablissements de santé : hôpitaux (M. Jean-Luc Prél) (p. 9280)

Etablissements de santé : hôpitaux (M. Philippe-Armand Martin) (p. 9283)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (Mme Danièle Hoffman-Rispa) (p. 9280)

Outre-mer : Guyane : vaccinations (Mme Juliana Rimane) (p. 9279)

Outre-mer : Polynésie française : protection sociale (Mme Béatrice Vernaudon) (p. 9286)

Personnes âgées : établissements d'accueil : maladie d'Alzheimer (Mme Danièle Hoffman-Rispa) (p. 9279)

Sang et organes humains : dons d'organes (Mme Muguette Jacquaint) (p. 9276)

Santé : chirurgie esthétique (Mme Béatrice Vernaudon) (p. 9285)

Santé : soins : chirurgiens dentistes (M. Jean-Luc Prél) (p. 9282)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2004] (p. 9286)**Article 77 (augmentation des recettes du fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie -CMUC)**

Son intervention (p. 9286)

Article 79 (création, au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), d'une taxe sur le dépôt des demandes d'autorisation d'essais cliniques)

Son intervention (p. 9287)

Après l'article 79

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur l'éventuelle création d'un institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 9287)

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur le développement de l'hospitalisation à domicile) (p. 9288)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Jean-Luc Prél (rapport au Parlement sur le recyclage des distributeurs de boissons et produits alimentaires) (p. 9288)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)**

Son intervention (p. 10142)

Sa réponse (p. 10175)

Son intervention (p. 10261)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10176)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10142)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10142, 10176)

Professions de santé : déontologie (p. 10142)

Santé : douleur (p. 10142, 10176)

Santé : fin de vie (p. 10142, 10175 et 10176)

Santé : soins palliatifs (p. 10142, 10176)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)**Article 4 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente qui n'est pas en fin de vie)**

Son intervention (p. 10182)

Article 5 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne consciente en fin de vie)

Son intervention (p. 10183)

Article 6 (personne de confiance)

Son intervention (p. 10184)

Article 8 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente en fin de vie)

Son intervention (p. 10184)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 13 de Mme Nadine Morano (évaluation de la politique de soins palliatifs) (p. 10185)

Article 15 (compensations financières à titre de charges nouvelles)

Son intervention (p. 10186)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11212)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Ses interventions (p. 914, 933)

Thèmes :

- Enfants : crèches et garderies (p. 914)
- Famille : familles monoparentales (p. 934)
- Famille : naissances (p. 935)
- Famille : politique familiale (p. 916)
- Outre-mer : politique de l'enfance (p. 934)
- Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 915, 934)
- Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 915)
- Professions sociales : formation professionnelle (p. 915)
- Professions sociales : aides familiales (p. 914, 915, 933 et s.)
- Professions sociales : assistants maternels (p. 914, 915, 933 et s.)
- Travail : conditions de travail (p. 935)
- Travail : salaires : professions sociales (p. 916)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son intervention (p. 956)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (évaluation des besoins en personnels qualifiés dans les organismes d'accueil collectif de jeunes enfants) (p. 956)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 960 et s.)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 965 et s.)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 999)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1002)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2820)

Thèmes :

- Administration : simplifications administratives (p. 2820)
- Enfants : enfants accueillis (p. 2820)
- Enfants : orphelins (p. 2821)
- Enfants : pupilles de l'Etat (p. 2821)
- Famille : adoption (p. 2820)
- Famille : Agence française de l'adoption (p. 2820)
- Relations internationales : adoption (p. 2821)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 1er (modalités de délivrance de l'agrément)

Son intervention (p. 2833 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2835)

Intervient sur l'ad n° 22 de Mme Patricia Adam (retrait d'agrément à l'adoption : critères et formulation) (p. 2838)

Article 2 (accompagnement par les services sociaux de l'enfant adopté)

Son intervention (p. 2839)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 16 de Mme Martine Billard (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2839)

Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Martine Billard (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2839)

Intervient sur l'ad n° 18 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2839)

Intervient sur l'ad n° 19 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2839)

Intervient sur l'ad n° 20 de Mme Martine Billard (substitution du mot "parents" à l'expression "père et mère" (p. 2839)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2841)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)

Son intervention (p. 2843 et s.)

Julien DRAY

*Essonne (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Critique les conditions imposées au débat par le Gouvernement, qui souhaite probablement voir adopter le texte avant la manifestation syndicale du samedi suivant, et demande une suspension de séance pour permettre la venue du ministre chargé des relations avec le Parlement [3 février 2005] (p. 768)

Rappelle que l'actuelle majorité, lorsqu'elle était dans l'opposition, savait utiliser le règlement pour exprimer ses convictions ; réclame, au nom du groupe socialiste, de pouvoir, de même, défendre ses idées [3 février 2005] (p. 774)

Estime qu'il n'est pas possible au président de séance de remettre en cause le droit pour un président de groupe ou son délégué de demander une suspension de séance sans manquer à l'impartialité [3 février 2005] (p. 779)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 6 (médiation)

Son amendement n° 15 deuxième rectification (p. 7557)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9623)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)*Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)*

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 768)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 774)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 785)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)*Article 6 (connaissances et compétences indispensables)*

Son intervention (p. 1330)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 320 de Mme Martine David (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1442)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 335 de M. Yves Durand (rôle pédagogique des personnels non enseignants) (p. 1450)

Tony DREYFUSParis (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 40 : Légion d'Honneur et Ordre de la Libération (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les échanges commerciaux entre la Chine et la France [13 juillet 2005] (n° 2473)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [5 avril 2005] (p. 2652)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [16 novembre 2004] (p. 9401)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9401)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : autonomie financière (p. 9402)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 9401)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : établissements publics (p. 9401)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : budget (p. 9401)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : établissements publics (p. 9401)

Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : militaires et assimilés (p. 9401)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 9401)**Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son intervention (p. 2693 et s.)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3256)

Thèmes :

Professions immobilières : marchands de biens : avantages fiscaux (p. 3257)

Professions immobilières : marchands de biens : réglementation (p. 3257)

Sociétés : sociétés immobilières : fiscalité (p. 3257)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3819) : rejetée (p. 3823)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3819)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3820)

Entreprises : intéressement et participation (p. 3820)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : secteur privé (p. 3820)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3820)

Politique économique : croissance (p. 3819)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3820)

Secteur public : entreprises publiques : limite d'âge (p. 3820)

Sociétés : dirigeants (p. 3820 et s.)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Ses amendements n^{os} 81 et 82 (p. 3873 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad^t n^o 84 de M. Jean-Pierre Balligand (comité des rémunérations) (p. 3876)

Intervient sur l'ad^t n^o 118 de M. Arnaud Montebourg (rapport entre la plus haute rémunération et la rémunération minimale : fixation par l'assemblée générale) (p. 3877)

Intervient sur l'ad^t n^o 119 de M. Arnaud Montebourg (nullité des rémunérations excédant le plafond fixé par l'assemblée générale ou versées dans des conditions non transparentes et ouverture du délai de prescription à la date de révélation de la rémunération dissimulée) (p. 3877)

Intervient sur l'ad^t n^o 104 de M. Arnaud Montebourg (assemblées générales : suppression des « votes en blanc ») (p. 3881)

Intervient sur l'ad^t n^o 114 de M. Arnaud Montebourg (exercice d'une action collective par des actionnaires contre un mandataire : possibilité offerte au juge de fixer une provision pour la couverture de leurs frais et de désigner un mandataire ad hoc) (p. 3882)

Intervient sur l'ad^t n^o 105 de M. Arnaud Montebourg (faute commise par les administrateurs ou le directeur général : action en responsabilité intentée par l'actionnaire ou le salarié ayant subi un préjudice personnel) (p. 3882)

Intervient sur l'ad^t n^o 106 de M. Arnaud Montebourg (assurance en responsabilité civile des administrateurs ou du directeur général payée par la société : nullité) (p. 3882)

Article 3 (limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques)

Son amendement n^o 86 (p. 3882)

Article 8 (transposition de la directive Prospectus)

Ses amendements n^{os} 89 à 91 (p. 3901 et s.)

Article 12 (amélioration des règles relatives aux franchissements de seuils)

Son amendement n^o 94 (p. 3908)

Article 14 (extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent)

Son amendement n^o 95 (p. 3909)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Ses amendements n^{os} 99 et 100 (p. 3910)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad^t n^o 96 de M. Jean-Pierre Balligand (rapport entre les sommes perçues par les salariés n'ayant pas le caractère de salaire et la masse salariale : communication avant la négociation salariale annuelle) (p. 3914)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son amendement n^o 102 (p. 3915)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Son intervention (p. 4668)

Thèmes :

Entreprises : financement : formalités administratives (p. 4668)

Marchés financiers : agences de notation (p. 4668)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 4668)

Sociétés : sociétés anonymes (SA) : entreprises individuelles (p. 4668)

Guy DRUT

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [19 janvier 2005] (p. 111)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1066, posée le 8 février 2005. Régions. Urbanisme [J.O. Questions p. 1179]. Appelée le 8 février 2005. Schéma directeur, décret d'application, publication, Ile-de-France (p. 860)

Jean-Michel DUBERNARD

*Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 25 novembre 2004] (p. 20037)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 26 janvier 2005] (p. 1383)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 23 mars 2005] (p. 4908)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 6 juillet 2005] (p. 11179)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance,

des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 12 juillet 2005] (p. 11421)

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle [J.O. du 8 septembre 2005] (p. 14617)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [13 janvier 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2004-86 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique [23 mars 2005] (n° 2207)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie [23 mars 2005] (n° 2208)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé, sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées [6 juillet 2005] (n° 2454)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Secteur périnatal, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9232)

Union européenne. Constitution européenne. Contenu, exception culturelle [4 mai 2005] (p. 3141)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : donne lecture du début de la déclaration du Premier ministre, datée du 9 décembre 2004, sur les heures supplémentaires, invite l'opposition à en débattre dans le cadre de l'article 2 [2 février 2005] (p. 657)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : souligne la logique de l'organisation des travaux de la commission en fonction du dépôt d'amendements, rappelle l'absentéisme habituel de l'opposition [3 février 2005] (p. 697)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : se félicite du rôle tenu en commission de représentant de l'UMP par M. Geoffroy ; affirme que c'est l'attitude de l'opposition en commission qui est contestable [17 février 2005] (p. 1262)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7915)

Thèmes :

- Droit civil : droit à l'image (p. 7915)
- Sports : associations et clubs (p. 7915)
- Sports : politique du sport (p. 7915)
- Sports : sportifs professionnels (p. 7915)
- Travail : contrats à durée déterminée (p. 7916)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8516)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8603)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 8604)
- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8517)
- Sécurité sociale : dépenses (p. 8516 et s.)
- Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8517)
- Sécurité sociale : financement (p. 8517)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 145 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du plan cancer) (p. 8646)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8651)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad. n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8664)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV -)

Son intervention (p. 8692)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8738)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9693)

Son intervention (p. 9697)

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 9693)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9931)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10040)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 10040, 10041)
- Emploi : chômage (p. 9931)
- Emploi : recrutement (p. 9932)
- Emploi : réinsertion professionnelle (p. 9932)
- Politique sociale : cohésion sociale (p. 9931 et s.)
- Politique sociale : exclusion (p. 9932)
- Sécurité sociale : protection sociale (p. 9932)
- Travail : licenciements (p. 9933)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'ad. n° 494 de M. Francis Vercamer (principe de la primauté du citoyen dans la politique sociale et de l'emploi) (p. 10075)

Article 39 précédemment réservé (programmation des places d'hébergement d'urgence et de logement temporaire)

Son intervention (p. 10560)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad. n° 285 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (accord interprofessionnel sur la parité professionnelle ; projet de loi) (p. 10637)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10147)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10147)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10147)
 Santé : fin de vie (p. 10147)
 Santé : soins palliatifs (p. 10147)

Explications de vote et vote [30 novembre 2004] (p. 10261)

Ses explications de vote (p. 10266)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10266)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)*Après l'article 3*

Intervient sur l'ad n° 13 du Gouvernement (droits syndicaux et sociaux des enseignants, non liés par un contrat de travail, exerçant dans un établissement d'enseignement agricole privé sous contrat) (p. 10780)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant**[9 décembre 2004] (p. 10283)**

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10834)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10834)
 Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 10835)
 Arts et spectacles : généralités (p. 10834)
 Arts et spectacles : spectacles (p. 10834)
 Culture : politique culturelle (p. 10835)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 11174)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11201)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 11202)
 Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11175)
 Handicapés : allocations et ressources (p. 11175)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11174)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11175)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11205)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11211)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)
 Son intervention (p. 11309)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 520)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 620)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 620)
 Emploi : création d'emplois (p. 521, 522)
 Politique économique : croissance (p. 522)
 Travail : conditions de travail (p. 521)
 Travail : durée du travail (p. 521 et s.)
 Travail : heures supplémentaires (p. 522)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 522)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)*Avant l'article 1er*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 656)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) (p. 697)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2118)

Thème :

Assemblée nationale : commissions (p. 2118)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)*Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)*

Son intervention (p. 963)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 1113)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1227)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1227)
 Enseignement : valeurs républicaines (p. 1113, 1114)
 Enseignement : carte scolaire (p. 1228)
 Enseignement : diplômes (p. 1113)
 Enseignement : élèves (p. 1112)
 Enseignement : illettrisme (p. 1113)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1112, 1227)
 Enseignement : programmes (p. 1113)
 Enseignement : personnel : responsabilités (p. 1113, 1114)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)*Après l'article 2*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf. supra) (p. 1262)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3095)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : sécurité sociale (p. 3096)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 3095)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3095)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3278)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3317)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3318)

Femmes : droits (p. 3278)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3278, 3279, 3318)

Syndicats : représentativité (p. 3317)

Travail : carrière (p. 3279)

Travail : jours fériés (p. 3317)

Travail : négociations (p. 3279)

Travail : salaires (p. 3279)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3553)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3623)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 3623)

Emploi : création d'emplois (p. 3553)

Politique sociale : services à la personne (p. 3553, 3623)

Professions sociales : aides à domicile (p. 3553)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3553)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3683)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3683)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3683)

Culture : mécénat (p. 3683)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3846)

Thème :

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3846 et s.)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4033)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4129)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4129, 4130)

Emploi : chèque emploi-service : très petites entreprises (TPE) (p. 4034)

Emploi : chômage (p. 4033, 4034)

Emploi : création d'emplois (p. 4033, 4034)

Emploi : jeunes (p. 4034)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4034)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 4130)

Philippe DUBOURG

Gironde (9^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Viticulture. Aides de l'Etat [2 février 2005] (p. 610)

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [3 mai 2005] (p. 3048)

Gérard DUBRAC

Gers (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 53 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression de l'exonération pour raison de distance) (p. 9859) : retiré (p. 9860)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10173)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10173)

Santé : douleur (p. 10173)

Santé : fin de vie (p. 10173)

Santé : soins palliatifs (p. 10173)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)

Son intervention (p. 10179)

Après l'article 2

Son amendement n° 12 (obligation de soins ajustés à la souffrance du malade) : retiré (p. 10180)

Pierre DUCOUT
Gironde (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'adt n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 350 de M. Daniel Paul (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Avant l'article 8

Intervient sur l'adt n° 301 de Mme Geneviève Gaillard (définition de l'habitat durable) (p. 2529)

Intervient sur l'adt n° 300 de Mme Geneviève Gaillard (prise en compte des mesures visant à l'efficacité énergétique dans le calcul des pénalités infligées aux communes ne respectant pas l'obligation d'offrir 20 % de logements sociaux) (p. 2529)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 2530)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 283 de M. François Dosé (communautés urbaines ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son intervention (p. 2562)

Jean-Pierre DUFAU
Landes (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours [J.O. du 18 mai 2005] (p. 8635)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les instruments de la politique de développement durable [13 avril 2005] (n° 2248)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Santé. Accès aux soins. Aide médicale d'Etat, réforme, conséquences [15 décembre 2004] (p. 11054)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1206, posée le 3 mai 2005. Santé. Cures (J.O. Questions p. 4407). Appelée le 3 mai 2005. Etablissements climatiques, aides de l'Etat (p. 3023)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8888)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8888)

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8889)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8888)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Son intervention (p. 9570)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme : crédits budgétaires (p. 9571)

Fonctionnaires et agents publics : action sociale (p. 9571)

Fonctionnaires et agents publics : salaires (p. 9571)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 9570)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 9570)

Handicapés : insertion professionnelle (p. 9571)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9586)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9589)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2745)

Son intervention (p. 2750)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2761) ; rejetée (p. 2766)

Thèmes :

Fonction publique hospitalière : contractuels (p. 2763)

Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 2750, 2761)

Fonctionnaires et agents publics : accès : ressortissants communautaires (p. 2762)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2763)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2750, 2763)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : rémunération (p. 2764)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : réforme (p. 2751, 2763)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : contrats à durée indéterminée (p. 2750)

Fonctionnaires et agents publics : vacataires : précarité (p. 2745)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : fongibilité des crédits (p. 2750)

Politique générale : libéralisme (p. 2750, 2761)

Union européenne : directives : droit du travail (p. 2745, 2761)

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Article 1er (extension aux hommes des dérogations en matière de limites d'âge pour l'accès aux emplois publics)

Son intervention (p. 2767)

Article 3 (situation des personnes tenues de servir pendant une durée minimale)

Son intervention (p. 2768)

Article 7 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique de l'État)

Son intervention (p. 2770 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 35 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique de l'État) (p. 2772)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'ad t n° 74 de la commission (coordination) (p. 2778)

Ses explications de vote (p. 2780)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2780)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3405)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 3406)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3406)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3425)

Thèmes :

Tourisme et loisirs : immobilier de loisirs : caravaning (p. 3426)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : chèques vacances (p. 3426)

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 16 rectifié du Gouvernement (base législative donnée au décret définissant la résidence mobile de loisirs) (p. 3430)

Intervient sur l'ad t n° 7 de M. Léonce Deprez (travail du dimanche dans les communes touristiques) (p. 3431)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3425)

William DUMAS

*Gard (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Eau. Groupe BRL. Situation financière [10 mai 2005] (p. 3271)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1057, posée le 8 février 2005. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Réglementation, conséquences (p. 853)

n° 1207, posée le 3 mai 2005. Recherche. Institut national de recherche agronomique (INRA) (J.O. Questions p. 4407). Appelée le 3 mai 2005. Station de Saint-Christol-lez-Alès, délocalisation, perspectives (p. 3015)

Jean-Louis DUMONT

*Meuse (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 2 : Affaires étrangères (affaires européennes) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le suivi des préconisations de la Cour des comptes et de la Mission d'évaluation et de contrôle [10 mai 2005] (n° 2298)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste contre l'interdiction qui lui a été faite d'accéder au Palais-Bourbon où il devait se rendre à une réunion de la commission des finances et contre l'entrave ainsi apportée à l'exercice de son mandat parlementaire [14 avril 2005] (p. 2948)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8191)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 8192)
 Commerce et artisanat : buralistes : frontaliers (p. 8192)
 Frontaliers (p. 8191)
 Logement : chauffage : économies d'énergie (p. 8192)
 Logement : logement social (p. 8191)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8192)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 8192)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 289 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par application du régime forestier) (p. 8313)

Intervient sur l'ad t n° 290 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par assimilation des zones truffières aux bois) (p. 8313)

Intervient sur l'ad t n° 444 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : suppression de l'exonération des droits de mutation) (p. 8316)

Intervient sur l'ad t n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8319)

Article 12 (allégements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8353)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Son intervention (p. 8356)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 214 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 8367)

Intervient sur l'ad t n° 301 de M. David Habib (biocarburants : suppression de la TIPP) (p. 8369)

Intervient sur l'ad t n° 513 de M. Gilles Carrez (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8370)

Intervient sur l'ad t n° 213 de M. David Habib (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8370)

Intervient sur l'ad t n° 412 troisième rectification de M. Charles de Courson (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8370)

Intervient sur l'ad t n° 446 de M. Augustin Bonrepaux (sociétés pétrolières : taxe exceptionnelle) (p. 8373)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8447 et s.)

Article 26 précédemment réservé (transposition des mesures transitoires relatives à l'adhésion à l'Union européenne des dix nouveaux Etats membres en matière de lutte contre la fraude sur les tabacs manufacturés)

Son intervention (p. 8462)

Après l'article 26

Son amendement n° 441 précédemment réservé (buralistes frontaliers : crédit d'impôt) (p. 8463) : rejeté (p. 8464)

Son amendement n° 442 précédemment réservé (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8463) : rejeté (p. 8465)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 440 précédemment réservé de M. Pascal Terrasse (redressement et liquidation judiciaires : suppression de l'article L. 627-3 du code de commerce relatif aux avances faites par le Trésor public) (p. 8466)

Intervient sur l'ad t n° 291 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8467)

Intervient sur l'ad t n° 222 précédemment réservé de M. François Dosé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit même si le contrat ne porte que sur une de ces prestations) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 384 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit

lorsque les prestations sont scindées par nature entre plusieurs collectivités) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 297 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 8475)

Intervient sur l'ad t n° 509 précédemment réservé du Gouvernement (HLM - fiscalité : modalités d'application de la réforme) (p. 8476)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : rente viagère (p. 9624)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9625)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad t n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9627)

DEFENSE

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2004] (p. 9492)

Article 49 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Son intervention (p. 9492)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Son intervention (p. 9723)

Thèmes :

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 9722)

Prestations familiales (p. 9722)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Son intervention (p. 9842 et s.)

Après l'article 69

Son amendement n° 44 (buralistes : rapport du Gouvernement) (p. 9869) : rejeté (p. 9870)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10016)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10016)

Etrangers : contrats d'intégration (p. 10016)

Etrangers : intégration (p. 10016, 10017)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son amendement n° 3 (p. 10577)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son amendement n° 6 (p. 10587)

Après l'article 45 bis

Son amendement n° 7 précédemment réservé (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) : rejeté (p. 10587)

Après l'article 49

Son amendement n° 12 précédemment réservé (quotas de logements destinés aux personnes défavorisées) : rejeté (p. 10594)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10897) : rejetée (p. 10901)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 10900)
Assemblée nationale : commission des finances : conditions de travail (p. 10897)
Associations (p. 10899)
Défense : opérations extérieures (p. 10897 et s.)
Economie sociale : crédits (p. 10899)
Impôt sur le revenu : déductions : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10898)
Logement : logement social : chauffage (p. 10898)
Logement : politique du logement (p. 10899)
Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10899)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 10898)
Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 10897 et s.)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 42

Son amendement n° 133 (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 10940)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2700)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2700)
Assurances : intermédiation (p. 2700)
Banques et établissements financiers : protection des épargnants : information (p. 2701)
Entreprises : intéressement et participation (p. 2701)
Union européenne : directives (p. 2700)

Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)

Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)

Ses amendements n° 36, 40 et 39 rectifié (p. 2709 et s.)

Son intervention (p. 2711)

Ses amendements n° 37 deuxième rectification et 38 rectifié (p. 2711, 2713)

Ses explications de vote (p. 2715)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2715)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 avril 2005] (p. 2948)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3254)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3254)

Logement : politique du logement (p. 3254)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3512)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 3512)

Logement : Foncière Logement (p. 3512)

Logement : ventes à la découpe (p. 3512)

Professions immobilières : marchands de biens (p. 3512)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3522)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Ses amendements n° 49 et 52 (p. 3644, 3649)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son amendement n° 53 (p. 3714)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3822)

Son intervention (p. 3849)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : assurances (p. 3822)

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 3849)

Commerce et artisanat : buralistes (p. 3849)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3849)

Logement : HLM : épargne salariale (p. 3849)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3822 et s.)

Sociétés : dirigeants (p. 3823)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Après l'article 3

Son amendement n° 130 (titres associatifs : suppression du plafond de rémunération) : rejeté (p. 3884)

Son amendement n° 131 (titres associatifs : indexation de la rémunération sur l'activité de l'association) : rejeté (p. 3884)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son amendement n° 234 (p. 4394)

Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)

Ses amendements n^{os} 235, 236, 237 rectifié et 238 rectifié (p. 4434)

Après l'article 36

Son amendement n^o 384 (statut des sociétés coopératives de transport fluvial) : rejeté (p. 4508)

Après l'article 52

Son amendement n^o 382 (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale dans le domaine des services publics de transport) : adopté (p. 4550)

Son amendement n^o 383 (qualification des sociétés coopératives d'entreprises de transport public routier de marchandises) : adopté (p. 4550)

Son amendement n^o 381 (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale) : retiré (p. 4550)

Jean-Pierre DUPONT

*Corrèze (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, lutte et prévention [27 octobre 2004] (p. 8571)

Travail. Droit du travail. Temps de trajet, réglementation [22 décembre 2004] (p. 11407)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 1016, posée le 18 janvier 2005. Voirie. RN 89 (J.O. Questions p. 423). Appelée le 18 janvier 2005. Aménagement, Ussel-Est (p. 22)

n^o 1151, posée le 22 mars 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2837). Appelée le 22 mars 2005. Plan hôpital 2007, mise en place, conséquences, Corrèze (p. 2192)

DÉBATS

Projet de loi n^o 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son amendement n^o 819 (p. 7998)

Projet de loi n^o 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son amendement n^o 536 (p. 10408)

Projet de loi n^o 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11430)

Ses amendements n^{os} 782, 547 rectifié et 783 (p. 11434)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son amendement n^o 784 (p. 11446)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 11449)

Projet de loi n^o 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 997)

Nicolas DUPONT-AIGNAN

*Essonne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1244, posée le 31 mai 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Air (J.O. Questions p. 5455). Appelée le 21 juin 2005. Transports aériens, lutte et prévention (p. 3776)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n^o 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7958)

Thèmes :

Union européenne : élargissement (p. 7958)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7958 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n^o 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Sa motion de renvoi en commission (p. 397) : rejetée (p. 412)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 398 et s., 405)

Conseil constitutionnel : Président (p. 399 et s.)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 402)

Constitution : révision : référendums (p. 398)

Culture (p. 406)

Etat : Nation : populisme (p. 399, 403, 407 et s.)
 Etat : souveraineté (p. 397 et s., 405 et s.)
 Politique économique : mondialisation (p. 408 et s.)
 Politiques communautaires : immigration (p. 405, 408)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 405 et s.)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 407)
 Union européenne : Commission (p. 400 et s.)
 Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 406 et s.)
 Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 399)
 Union européenne : Cour de justice (p. 399)
 Union européenne : droit communautaire : souveraineté (p. 398, 409)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 404 et s.)
 Union européenne : majorité qualifiée (p. 400 et s.)
 Union européenne : Parlement européen (p. 400)
 Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 401 et s.)
 Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 405)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 403, 409)
 Union européenne : traité de Nice (p. 404 et s.)

Jean-Paul DUPRÉ
Aude (3^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 883, posée le 5 octobre 2004. Industrie. Emploi et activité [J.O. Questions p. 7656]. Appelée le 5 octobre 2004. Bassins d'emploi, Aude (p. 7436)

n° 1233, posée le 31 mai 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 5453). Suppléé par M. Jacques Bascou. Appelée le 21 juin 2005. Reconnaissance, sécheresse (p. 3774)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8661)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10153)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10153)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10153)
 Santé : fin de vie (p. 10153)
 Santé : soins palliatifs (p. 10153)

Yves DURAND
Nord (11^{ème} circonscription)
 Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6316)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7756)

Enseignement. Politique de l'éducation. Elèves, revendications [13 avril 2005] (p. 2902)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la discussion de l'éducation nationale, premier budget de la France, se déroule un vendredi matin ; reproche au ministre de l'éducation nationale d'exposer en priorité ses projets à la télévision avant de s'exprimer devant la représentation nationale [5 novembre 2004] (p. 8989)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : considère que l'attitude du Gouvernement et le caractère virtuel et instable du projet de loi sont à l'origine du dépôt tardif des amendements du groupe socialiste [17 février 2005] (p. 1262)

Demande dans quelles conditions les amendements devenus sans objet du fait de la suppression de l'article 3 pourraient être déposés à nouveau [17 février 2005] (p. 1273)

Demande des informations sur la rencontre entre le ministre et les représentants d'organisations lycéennes [17 février 2005] (p. 1325)

Conteste les conditions du vote de l'article 6 au scrutin public et le résultat [17 février 2005] (p. 1339)

S'inquiète d'une information de presse écrite signalant l'éventualité d'un report des travaux parlementaires [18 février 2005] (p. 1360)

Affirme que le projet de loi sur l'école ne comporte plus rien sur la réforme du baccalauréat ni sur la programmation [18 février 2005] (p. 1374)

S'associe aux propos de MM. Pierre-Christophe Baguet et Henri Emmanuelli et souhaite que l'examen du projet de loi d'orientation sur l'école s'achève dans la nuit [18 février 2005] (p. 1384)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 8997)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 8998)
 Enseignement : obligation scolaire (p. 8998)
 Enseignement : personnel : effectifs (p. 8997)
 Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 8998)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 8997)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance (p. 8997, 8998)
Politique sociale : inégalités : enseignement (p. 8998)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2004] (p. 9023)

Etat B, titre III

Son amendement n° 62 (rétablissement des crédits à l'identique par rapport à l'exercice 2004) (p. 9023)

Après l'article 73

Son amendement n° 61 (rapport au Parlement ; prérecrutement des futurs enseignants au niveau de la première année du DEUG) (p. 9024) : rejeté (p. 9025)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Ses amendements n°s 521 et 523 (p. 10625, 10627)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son amendement n° 525 (p. 10630)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10765)

Thèmes :

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10767)
Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10766, 10767)
Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10766)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10766)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10775)

Ses explications de vote (p. 10781)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10781)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11299 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1129)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1216) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1231)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1219 et s.)
Enseignement : crédits (p. 1216)
Enseignement : diplômes (p. 1220)
Enseignement : fermetures de classes (p. 1226)
Enseignement : parents d'élèves (p. 1217)
Enseignement : pédagogie (p. 1217 et s.)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1129, 1216 et s.)
Enseignement : programmes (p. 1222)
Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 1224)
Enseignement : personnel : effectifs (p. 1217)
Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1225)
Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 1218)
Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1219)
Enseignement secondaire : collèges (p. 1129, 1224)
Enseignement secondaire : élèves (p. 1217)
Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1225)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1219)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 1222)
Syndicats : représentativité (p. 1219)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 295 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 1236)

Intervient sur l'adt n° 294 de M. Jean-Marc Ayrault (prévision d'une loi de programmation sur l'école) (p. 1236)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1241 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 202 de M. François Liberti (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1260)

Son amendement n° 325 (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1263) : rejeté (p. 1264)

Intervient sur l'adt n° 326 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266)

Intervient sur l'adt n° 327 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266)

Son amendement n° 326 (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266) : rejeté (p. 1267)

Son amendement n° 327 (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266) : rejeté (p. 1267)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf. supra) (p. 1262)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1271)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1276)

Intervient sur l'adt n° 297 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (rôle des établissements scolaires dans l'éducation et la formation tout au long de la vie) (p. 1278)

Intervient sur l'adt n° 369 de Mme Martine David (liens entre associations et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1280)

Intervient sur l'adt n° 371 de Mme Martine David (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Son amendement n° 304 rectifié (carte scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1289) : rejeté (p. 1290)

Intervient sur l'adt n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1291)

Son amendement n° 299 rectifié (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1290) : rejeté (p. 1293)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1294)

Intervient sur l'adt n° 301 rectifié de M. Patrick Roy (organisation de l'information sur les métiers) (p. 1295)
 Intervient sur l'adt n° 302 rectifié de M. Christian Paul (organisation de l'assistance sociale des élèves) (p. 1296)
 Son amendement n° 288 rectifié (l'orientation, outil de la réussite) : rejeté (p. 1296)
 Son amendement n° 289 rectifié (orientation exclue avant la fin du collège) (p. 1296) : rejeté (p. 1298)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)
 Son intervention (p. 1299 et s.)
 Ses amendements n°s 362, 359 et 361 (p. 1299, 1307 et s.)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)
 Son intervention (p. 1311 et s.)
 Son amendement n° 360 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1313)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [17 février 2005] (p. 1325)

Après l'article 6
 Intervient sur le sous-adt n° 507 du Gouvernement (de simplification) à l'adt n° 453 de M. Pierre-André Périssol (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1341)

Après l'article 7
 Intervient sur l'adt n° 338 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'enseignement à distance) (p. 1342)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)
 Ses amendements n°s 482, 484, 483, 492, 491, 495, 496, 486, 487, 382, 345, 346, 498, 347 et 348 (p. 1346 et s., 1349 et s., 1360 et s.)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [18 février 2005] (p. 1360)
 Ses amendements n°s 349 rectifié, 350 et 351 (p. 1361 et s.)
 Son intervention (p. 1364 et s.)
 Ses amendements n°s 475, 476, 490 et 398 (p. 1366, 1368, 1374)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [18 février 2005] (p. 1374)
 Ses amendements n°s 505, 352, 481, 377, 497, 488, 493, 494, 474, 305, 504, 384, 509 rectifié, 388, 501, 477, 479, 478, 502, 503 et 480 (p. 1375, 1385 et s., 1394 et s., 1398 et s., 1403 et s., 1407, 1409)
 Reprend l'adt n° 40 rectifié de M. Yvan Lachaud (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1412)
 Ses amendements n°s 499, 500, 489, 392 et 393 (p. 1416 et s., 1417, 1426, 1431)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)
 Son intervention (p. 1432)

Après l'article 9
 Intervient sur l'adt n° 307 de Mme Martine David (office parlementaire d'évaluation de l'école) (p. 1434)

Article 10 (suppression du Conseil national des programmes)
 Son intervention (p. 1434)

Avant l'article 11
 Intervient sur l'adt n° 310 de M. Jean-Marc Ayrault (articulation entre grande section de maternelle et cours préparatoire) (p. 1434)
 Son amendement n° 313 (cohérence entre enseignement et activités périscolaires) : rejeté (p. 1434)
 Intervient sur l'adt n° 311 de M. Jean-Marc Ayrault (articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième) (p. 1435)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)
 Son intervention (p. 1436)

Article 12 (redoublement)
 Son intervention (p. 1437)
 Son amendement n° 399 (p. 1437)

Après l'article 12
 Intervient sur l'adt n° 378 de M. Jean-Marc Ayrault (droit permanent à l'orientation scolaire et professionnelle) (p. 1438)

Article 13 (orientation et insertion professionnelle)
 Son intervention (p. 1438)
 Son amendement n° 379 (p. 1438)

Avant l'article 14
 Intervient sur l'adt n° 373 de M. Patrick Roy (missions de l'école maternelle) (p. 1439)

Article 14 (école maternelle)
 Son intervention (p. 1439)

Article 16 (diplômes)
 Son intervention (p. 1440)

Article 18 (brevet)
 Son intervention (p. 1441)

Ses amendements n°s 321, 290 et 323 (p. 1441)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 320 de Mme Martine David (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1442)
 Intervient sur l'adt n° 391 de Mme Martine David (baccalauréat général : critères d'obtention) (p. 1443)
 Son amendement n° 426 rectifié (orientation à la fin de la classe de troisième) : rejeté (p. 1443)

Article 20 (conseil d'administration)

Son amendement n° 328 (p. 1447)

Avant l'article 22

Son amendement n° 368 (formation des maîtres : plan de prérecrutement) (p. 1447) : rejeté (p. 1448)

Article 22 (formation des maîtres)

Ses amendements n°s 329 et 331 (p. 1448)

Après l'article 22

Son amendement n° 394 (formation initiale des maîtres : référence à la laïcité) : rejeté (p. 1448)
 Son amendement n° 332 (autonomie des IUFM) : retiré (p. 1448)

Article 23 (statut des IUFM)

Son amendement n° 330 (p. 1448)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 396 de Mme Martine David (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement aux enfants handicapés) (p. 1449)
 Intervient sur l'adt n° 397 de M. Patrick Roy (formation spécifique des futurs enseignants à la laïcité) (p. 1449)

Article 24 (missions du personnel enseignant)

Ses amendements n°s 385 à 387 (p. 1449)

Après l'article 24

Son amendement n° 293 rectifié (missions des équipes pédagogiques) : rejeté (p. 1449)

Article 25 (liberté pédagogique et formation continue des enseignants)

Ses amendements n°s 333 et 334 (p. 1449 et s.)

Après l'article 25

Son amendement n° 335 (rôle pédagogique des personnels non enseignants) : rejeté (p. 1450)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission (crédits de soutien aux élèves en difficulté) (p. 1452)
 Son intervention (p. 1452)

Explications de vote et vote [2 mars 2005] (p. 1541)

Ses explications de vote (p. 1541)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 1542)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2401) : rejetée (p. 2403)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 2401)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 2401)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 2401)
 Enseignement : personnel : recrutement (p. 2402)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 2401)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 2402)

Odette DURIEZ

*Pas-de-Calais (11^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, revendications [5 avril 2005] (p. 2650)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1056, posée le 8 février 2005. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Ligne Saint-Pol-Béthune-Lille, aménagement (p. 858)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT****Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)****Procédure des questions :**

Associations (p. 9115)

Frédéric DUTOIT

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1907 tendant à créer une Caisse nationale de protection sociale des chômeurs [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2143 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [7 décembre 2004] (p. 10380)

Arts et spectacles. Cinéma. Durée du travail, directive, perspectives [6 avril 2005] (p. 2722)

Enseignement. Politique de l'éducation. Elèves, revendications [13 avril 2005] (p. 2901)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 937, posée le 30 novembre 2004. Police. Police de proximité (J.O. Questions p. 9296). Appelée le 30 novembre 2004. Effectifs de personnel, Marseille (p. 10233)

n° 1238, posée le 31 mai 2005. Aménagement du territoire. Non appelée (J.O. Questions p. 5454)

DÉBATS**Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)**

Son intervention (p. 7511 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7512)

Emploi : insertion professionnelle : discrimination (p. 7511)

Femmes : égalité des sexes : statistiques (p. 7512)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 1er (statut et compétence)

Son amendement n° 5 (p. 7543)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7545 et s.)

Son amendement n° 6 (p. 7545)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son intervention (p. 7559)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité, études et propositions de modification de la législation ou de la réglementation)

Ses amendements n° 7 à 10 (p. 7559 et s.)

Avant l'article 17

Son amendement n° 11 rectifié (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7563) : adopté (p. 7564)

Son amendement n° 12 (enseignement obligatoire sur toutes les formes de discriminations) : rejeté (p. 7564)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 7565)

Son amendement n° 13 (p. 7565)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son intervention (p. 7567)

Son amendement n° 14 (p. 7567)

Ses explications de vote (p. 7570)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7570)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)**

Son intervention (p. 10698)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : crédits budgétaires (p. 10699)

Associations : partie civile (p. 10699)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10698)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10699)

Etat : pouvoirs publics : discrimination (p. 10699)

Ses explications de vote (p. 10751)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10751)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION****I - CULTURE****Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)**

Son intervention (p. 8764)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Archives nationales (p. 8765)

Culture : crédits (p. 8765)

Culture : politique culturelle (p. 8764)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8765)

II - COMMUNICATION**Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9658)**

Son intervention (p. 9659)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9659)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9659)

Presse et livres : presse (p. 9659)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9659)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE**II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)**

Son intervention (p. 9136)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : bourses d'études (p. 9136)
 Enseignement supérieur : crédits (p. 9136)
 Enseignement supérieur : étudiants (p. 9136)
 Enseignement supérieur : personnel : précarité (p. 9137)
 Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 9136)
 Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 9136)
 Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 9136)

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8935)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur (p. 8935 et s.)
 Recherche : chercheurs : emploi (p. 8935 et s.)
 Recherche : crédits (p. 8935 et s.)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9684)

Son intervention (p. 9685)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 9685)
 Sports : jeux olympiques (p. 9685)
 Sports : politique du sport (p. 9685)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Son intervention (p. 9763)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports (p. 9763)
 Sports : jeux olympiques (p. 9763)
 Sports : politique du sport (p. 9763)

JUSTICE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9688)

Son intervention (p. 9690)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : juge de l'application des peines (p. 9690)
 Justice : juges de proximité (p. 9691)
 Justice : magistrats : primes (p. 9691)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9691)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : annulations de crédits (p. 9690)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9666)

Son intervention (p. 9667)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 9668)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9668)
 Emploi (p. 9668)
 Enseignement (p. 9668)
 Logement : logement social : offre (p. 9668)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9667)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant**[9 décembre 2004] (p. 10283)**

Son intervention (p. 10828)

Thèmes :

Arts et spectacles : conventions collectives (p. 10830)
 Arts et spectacles : artistes (p. 10829)
 Arts et spectacles : festivals (p. 10829)
 Arts et spectacles : généralités : contrats de travail (p. 10829)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 10830)
 Arts et spectacles : spectacles (p. 10828, 10829, 10829)
 Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10830)
 Culture : politique culturelle (p. 10828)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 10828)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10830)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2599)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2609) : rejetée (p. 2614)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2613)

Thèmes :

Politique extérieure : politiques communautaires (p. 2613)
 Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2599, 2600, 2610)
 Sports : compétitions (p. 2601, 2609)
 Sports : dopage (p. 2599, 2600, 2609 et s.)
 Sports : fédérations (p. 2600)
 Sports : football (p. 2611)
 Sports : jeux olympiques (p. 2601, 2609, 2611)
 Sports : médecine du sport (p. 2530, 2611, 2612)
 Sports : sport de haut niveau (p. 2600, 2609)
 Sports : sports de loisirs (p. 2610)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2867)

Son intervention (p. 2878)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2868)
 Postes : La Poste (p. 2868, 2879)
 Postes : services financiers (p. 2879)
 Union européenne : directives : postes (p. 2878)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad. n° 181 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2889)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2892 et s.)

Renaud DUTREIL

Aisne (5^{ème} circonscription)

Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

puis Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2526 ratifiant l'ordonnance n° 2005-903 du 2 août 2005 créant un chèque-emploi pour les très petites entreprises [21 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

- M. Gilbert Biessy. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [16 novembre 2004] (p. 9434)
 M. Michel Vaxès. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [18 janvier 2005] (p. 35)
 M. Alain Néri. Fonctionnaires et agents publics. Revendications. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 295)
 M. Jacques-Alain Bénisti. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [30 mars 2005] (p. 2590)
 M. René André. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Aides de l'Etat [22 juin 2005] (p. 3800)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- Mme Bernadette Paix. Police. Police municipale. Formation, mutation, réglementation [5 octobre 2004] (p. 7450)
 M. Christian Estrosi. Fonctionnaires et agents publics. Indemnités de résidence. Calcul, zones [18 janvier 2005] (p. 11)
 M. Pierre Goldberg. Aménagement du territoire. Secteur public. Services publics, maintien, Allier [8 février 2005] (p. 862)
 M. Pierre-Louis Fagniez. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires. Réforme, perspectives [8 février 2005] (p. 864)

DÉBATS**Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit****EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)**

Son intervention (p. 9162)

Thèmes :

- Administration : simplifications administratives (p. 9162)
 Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 9162)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE****Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)**

Son intervention (p. 9572)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Fonction publique de l'Etat : logement (p. 9576)
 Fonction publique de l'Etat : modernisation (p. 9573)
 Fonction publique de l'Etat : productivité (p. 9576)
 Fonctionnaires et agents publics : négociation (p. 9574)
 Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 9572)
 Fonctionnaires et agents publics : salaires (p. 9573 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : carrière : réforme (p. 9573)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs : gestion (p. 9573)
 Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 9574)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : crédits budgétaires (p. 9576)
 Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : effectifs (p. 9576)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : application (p. 9575)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : crédits budgétaires (p. 9575)
 Prestations familiales : allocations familiales : transferts de compétences (p. 9575)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires : coût (p. 9573)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)**

Son intervention (p. 2734)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2742)

Thèmes :

- Elections et référendums : traité constitutionnel (p. 2735)
 Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 2735)
 Fonctionnaires et agents publics : accès : ressortissants communautaires (p. 2735)
 Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2736, 2743, 2765)
 Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2735, 2742, 2764)
 Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics (p. 2735, 2742)

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié de la commission (modification de l'intitulé du chapitre) (p. 2766)

Article 1er (extension aux hommes des dérogations en matière de limites d'âge pour l'accès aux emplois publics)

Son intervention (p. 2767)

Article 3 (situation des personnes tenues de servir pendant une durée minimale)

Son intervention (p. 2768)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 6 de la commission (possibilité pour les parents adoptifs de se répartir le congé d'adoption) (p. 2768)

Intervient sur l'ad n° 2 rectifié de la commission (compléments aux dispositions relatives aux discriminations et au harcèlement sexuel) (p. 2768)

Intervient sur l'ad n° 3 de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2768)

Intervient sur l'ad n° 4, deuxième rectification de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique territoriale) (p. 2768)

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique hospitalière) (p. 2768)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad n° 7 rectifié de la commission (simplification de l'intitulé du chapitre) (p. 2769)

Avant l'article 7

Intervient sur l'ad n° 8 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre) (p. 2769)

Article 7 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2770 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 35 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique de l'Etat) (p. 2773)

Intervient sur l'ad n° 32 de M. Bernard Derosier (mécanisme spécifique d'information des comités techniques paritaires sur les emplois contractuels) (p. 2773)

Article 8 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2773)

Article 9 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2774 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 57 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant

une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique territoriale) (p. 2775)

Article 10 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2775 et s.)

Article 11 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2776)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad t n° 40 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique hospitalière) (p. 2777)

Article 12 (présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents contractuels au sein de la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2777)

Article 14 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2777)

Article 15 (régime des salariés employés par une entité économique dont l'activité est reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif)

Son intervention (p. 2777)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'ad t n° 74 de la commission (coordination) (p. 2777)

Avant l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 10 de la commission (suppression du chapitre IV dont le contenu a été précédemment transféré au sein du chapitre premier) (p. 2778)

Article 16 (compléments aux dispositions relatives aux discriminations et au harcèlement sexuel)

Son intervention (p. 2778)

Article 17 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique de l'État)

Son intervention (p. 2778)

Article 18 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2778)

Article 19 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2778)

Article 20 (possibilité pour les parents adoptifs de se répartir le congé d'adoption)

Son intervention (p. 2778)

Article 22 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2779)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 76 rectifié du Gouvernement (organisation de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son) (p. 2779)

Titre

Intervient sur l'ad t n° 49 de M. Bernard Derosier (nouvel intitulé) (p. 2279)

Son intervention (p. 2780)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2780)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4201)

Sa réponse (p. 4251)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4266)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4202)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4252)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4202 et s., 4251, 4267)

Emploi : jeunes : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4201)

Entreprises : création (p. 4201)

Entreprises : transmission (p. 4201 et s.)

Environnement : protection : hyper marchés (p. 4267)

Formation professionnelle (p. 4202)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4252)

Plus-values : imposition (p. 4202, 4251)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 4252)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 4270 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 18, deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4272)

Article 2 (prise en charge des actions d'accompagnement par les fonds d'assurance formation)

Son intervention (p. 4274 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 145 de la commission (crédit d'impôt formation) (p. 4275 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 399 de M. Jean-Louis Christ (crédit d'impôt formation) (p. 4275)

Article 3 (prise en charge des actions d'accompagnement par les actuels fonds d'assurance formation de l'artisanat)

Son intervention (p. 4277)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 147 de la commission (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4277)

Intervient sur l'ad t n° 401 de M. Jean-Louis Christ (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4278)

Article 4 (prise en charge des actions d'accompagnement par le futur fonds d'assurance formation des artisans)

Son intervention (p. 4278 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 440 de M. Gilbert Biessy (majoration du plafond des CODEVI) (p. 4279)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4280 et s.)

Article 6 (extension de l'exception aux règles de l'usure pour les prêts consentis aux entrepreneurs individuels)

Son intervention (p. 4284)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 299 de M. Jean Michel (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4285)

Intervient sur l'ad t n° 51 rectifié de Mme Arlette Franco (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4285)

Avant l'article 7

Intervient sur l'ad t n° 438 de M. Gilbert Biessy (administrations compétentes amenées à jouer un rôle de conseil économique et financier auprès des entreprises en difficulté) (p. 4360)

Intervient sur l'ad t n° 149 de la commission (généralisation du rappel à la réglementation afin d'améliorer les relations entre les PME et l'administration) (p. 4361 et s.)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4363 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 425 de M. Sébastien Huyghe (déduction du loyer du bail à soi-même pour les contribuables ne relevant pas du régime des bénéfices non commerciaux) (p. 4368)

Intervient sur l'ad n° 426 de M. Sébastien Huyghe (déductibilité des intérêts des emprunts et des frais inhérents à l'acquisition d'une entreprise) (p. 4368)

Intervient sur l'ad n° 138 rectifié de la commission des finances (déduction des charges de personnel pour certains professionnels passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 4369 et s.)

Intervient sur l'ad n° 432 de M. Rodolphe Thomas (suppression des quatre premières tranches de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Intervient sur l'ad n° 442 de M. Antoine Herth (suppression de la première tranche de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Alain Ferry (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Michel Bouvard (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 89 de Mme Arlette Franco (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 456 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 455 de M. Emmanuel Hamelin (pérennisation du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 457 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son intervention (p. 4372)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 62 de M. Michel Bouvard (exonération des droits de succession lors de la transmission des petits hôtels de famille situés dans les zones de revitalisation rurale - ZRR) (p. 4373)

Intervient sur l'ad n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4373 et s.)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 411, deuxième rectification de la commission (juge des affaires familiales autorisé à mettre les dettes de l'entreprise à la charge exclusive du conjoint qui conserve le patrimoine professionnel) (p. 4379 et s.)

Intervient sur l'ad n° 155 de la commission (transposition aux entreprises agricoles de l'obligation de choisir un statut pour le conjoint collaborateur) (p. 4380)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son intervention (p. 4381 et s.)

Article 13 (obligations du conjoint en matière de qualification professionnelle)

Son intervention (p. 4388)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 316 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (harmonisation du régime fiscal des assurances pour perte d'activité : exonération de la taxe sur les conventions d'assurances étendue aux chefs d'entreprises) (p. 4389)

Article 15 (création du contrat de collaborateur libéral)

Son intervention (p. 4389 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 369 de M. Jean-Luc Prél (aide au premier emploi étendue aux conjoints des médecins) (p. 4390)

Intervient sur l'ad n° 370 de M. Jean-Luc Prél (utilisation du chèque emploi-entreprise étendue pour la rémunération du conjoint-collaborateur) (p. 4390)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4391 et s.)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 4394 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 342 de M. Jean Lemièr (informations relatives à l'identité, l'adresse et la dénomination sociale du vendeur pour tout bail d'une durée au plus égale à deux ans) (p. 4395)

Intervient sur l'ad n° 339 de M. Jean Lemièr (formalités imposées aux particuliers souhaitant participer aux ventes au déballage) (p. 4395)

Intervient sur l'ad n° 340 de M. Jean Lemièr (adaptation de la sanction au délit) (p. 4396)

Intervient sur l'ad n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396 et s.)

Intervient sur l'ad n° 386 de M. François Brottes (sociétés de gestion de la pluriactivité dans les zones de montagne) (p. 4397)

Intervient sur l'ad n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4398 et s.)

Intervient sur le sous-adt oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'ad n° 547 de M. Jean-Louis Christ (p. 4399)

Article 18 (élargissement des possibilités du tutorat en entreprise)

Intervient sur l'ad n° 285 de M. Michel Vergnier (p. 4400 et s.)

Article 19 (institution d'une prime de transmission)

Son intervention (p. 4401)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 102 de M. Christophe Caresche (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son intervention (p. 4402 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 84 rectifié de Mme Arlette Franco (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405)

Intervient sur l'ad n° 178, deuxième rectification de la commission (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4419 et s.)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 265 de M. Gérard Bapt (remise en cause de l'abattement de l'ISF) (p. 4425)

Intervient sur l'ad n° 177 rectifié de la commission (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4425)

Intervient sur l'ad n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4425)

Intervient sur l'ad n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4428)

Intervient sur l'ad n° 266 de M. Gérard Bapt (abrogation de l'article 885-I ter du code général des impôts) (p. 4428)

Intervient sur l'ad n° 267 de M. Gérard Bapt (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4429)

Intervient sur l'ad n° 139 rectifié de la commission des finances (alignement des plus-values de cession sur les plus-values immobilières) (p. 4430)

Intervient sur l'ad n° 424 de M. Sébastien Huyghe (transmission des entreprises en location-gérance) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 231 de M. Michel Raison (particuliers incités à placer leur argent dans les entreprises en difficulté) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 179 de la commission (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 232 de M. Michel Raison (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 88, deuxième rectification de Mme Arlette Franco (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 319 de M. Jean-Michel Fourgous (renforcement de la sécurité juridique en matière d'évaluation) (p. 4431)

Intervient sur l'ad n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)

Intervient sur l'adt n° 142 de la commission des finances (exonération des droits de mutation) (p. 4433)

Article 23 (création de la société civile artisanale à responsabilité limitée)

Son intervention (p. 4433)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 180 rectifié de la commission (suppression pour les sociétés non cotées de l'obligation de présenter un rapport sur les procédures de contrôle interne) (p. 4433)

Intervient sur l'adt n° 33 de Mme Arlette Grosskost (suppression pour les petites sociétés de l'obligation de présenter un rapport sur les procédures de contrôle interne) (p. 4433)

Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)

Son intervention (p. 4434)

Après l'article 23 ter

Intervient sur l'adt n° 429 de M. Sébastien Huyghe (renseignements comptables fournis par exercice) (p. 4435)

Intervient sur l'adt n° 427 de M. Sébastien Huyghe (remise d'informations sur le chiffre d'affaires réalisé) (p. 4435)

Intervient sur l'adt n° 428 de M. Sébastien Huyghe (simplification des obligations pour les entreprises ayant une comptabilité à jour) (p. 4435)

Article 23 quinquies (modalités de constitution d'une société à responsabilité limitée dont l'associé unique est le gérant)

Son intervention (p. 4435)

Article 24 (allègement de la procédure d'approbation des comptes)

Son intervention (p. 4436)

Article 25 (alignement des règles de quorum des SARL sur celles des SA)

Son intervention (p. 4436)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 113 de M. Jean-Paul Charié (autorisation et extension des accords interprofessionnels) (p. 4436)

Intervient sur l'adt n° 224 rectifié de M. Michel Raison (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Marc Le Fur (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission des lois (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)

Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)

Son intervention (p. 4437 et s.)

Après l'article 25 quater

Intervient sur l'adt n° 258 de M. Michel Zumkeller (obligation de payer par chèque à partir de 1 100 euros) (p. 4438)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 343 de M. Jean Lemièrre (suppression des promotions sauvages et de leur publicité) (p. 4439)

Intervient sur l'adt n° 182 de la commission (compétence des tribunaux pour connaître des litiges commerciaux) (p. 4439)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jean-Marie Le Guen (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Article 26 (interdiction des accords de gamme au titre de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique)

Son intervention (p. 4441)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 243 de M. Marc Le Fur (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441)

Intervient sur l'adt n° 578 de M. Gilbert Biessy (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4453 et s.)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Intervient sur l'adt n° 577 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Gilbert Biessy (garantie de prix pour les producteurs soumis à une crise grave) (p. 4458)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 590 de M. Gilbert Biessy (obligation de payer les fournisseurs et les sous-traitants dans un délai de soixante jours) (p. 4467)

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4468 et s.)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4469 et s.)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Dominique Richard (code de l'industrie cinématographique : versement des droits aux auteurs de DVD) (p. 4471)

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié de la commission des lois (non inscription des délits liés à une transaction sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 4479)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4480 et s.)

Article 30 (extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4481 et s.)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4488 et s.)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son intervention (p. 4500)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4500 et s.)

Article 32 bis (exceptions aux règles antitrust)

Son intervention (p. 4502)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Jean-Paul Charié (entreprises de production, de l'artisanat, de l'industrie ou des services autorisées à s'entendre sur les appels d'offres) (p. 4502)

Article 32 quater (pouvoir d'injonction du ministre de l'économie en cas de pratiques prohibées répétées)

Son intervention (p. 4503)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son intervention (p. 4504 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 404 de M. Michel Vergnier (délais de paiement des grandes surfaces aux fournisseurs de boissons alcoolisées ramenés à cinquante jours) (p. 4507)

Article 34 (régime de sanction des pratiques d'enchères à distance illégales)

Son intervention (p. 4508)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Jean-Louis Dumont (statut des sociétés coopératives de transport fluvial) (p. 4508)

Article 37 (possibilité pour certains fonctionnaires de la DGCCRF de notifier une convocation en justice)

Son intervention (p. 4508)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 242 de M. Marc Le Fur (harmonisation des modalités des soldes au plan national) (p. 4508)

Article 37 bis (rapport d'activité de la Commission d'examen des pratiques commerciales)

Son intervention (p. 4509)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Michel Vergnier (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4510)

Intervient sur l'adt n° 526 de M. Michel Vergnier (contrôle des concentrations) (p. 4510)

Intervient sur l'adt n° 525 de M. Michel Vergnier (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4510)

Article 37 ter (rapport au Parlement sur l'application des dispositions du titre VI)

Son intervention (p. 4510)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4510)

Intervient sur le sous-adt n° 601 de M. Jean-Paul Charié (délai de dix jours imposé au dernier opérateur) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4513)

Intervient sur le sous-adt n° 600 de M. Jean-Paul Charié (délai de préavis de résiliation de dix jours) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513)

Intervient sur le sous-adt n° 599 rectifié de M. Jean-Paul Charié (modalités et délais fixés par décret) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4513)

Intervient sur le sous-adt n° 632 du Gouvernement (avis de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (p. 4516)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié de la commission (versement d'une partie du produit des amendes relatives au droit de la concurrence à un fonds d'aide et de garantie des consommateurs) (p. 4517)

Article 39 (définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)

Son intervention (p. 4524 et s.)

Article 42 (fonctions de l'assemblée générale des élus, du président et du trésorier des établissements consulaires ; conséquences générées par la non mise en œuvre du schéma directeur ; solidarité budgétaire exceptionnelle de la CRCI)

Son intervention (p. 4525)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 629 rectifié de M. Serge Poignant (fusion des CCI facilitée dans une optique de neutralité fiscale) (p. 4526)

Article 44 bis (possibilité pour les CCI de vendre directement leurs objets matériels et mobiliers)

Son intervention (p. 4526)

Après l'article 44 ter

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Gérard Bapt (rétablissement de l'égalité entre salariés des petites et grandes entreprises : création de comités des activités sociales et culturelles) (p. 4526)

Intervient sur l'adt n° 99 de Mme Arlette Franco (création de pôles "interface" dans les secteurs d'activités dont l'activité principale est le commerce international) (p. 4526)

Intervient sur l'adt n° 352 du Gouvernement (intégration du régime spécial d'assurance vieillesse du personnel de la CCI de Paris dans le régime général de sécurité sociale et les régimes complémentaires AGIRC et ARRCO) (p. 4526)

Avant l'article 45 A

Intervient sur l'adt n° 117 rectifié de M. Jean-Paul Charié (sanctions et amendes à l'encontre des personnes gênant le bon fonctionnement de la Commission de sécurité des consommateurs) (p. 4527)

Après l'article 45 A

Intervient sur l'adt n° 78 de M. François Brottes (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4528)

Intervient sur l'adt n° 531 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction de la facturation du temps d'attente par les professionnels lors des appels téléphoniques à leur service après-vente) (p. 4529)

Intervient sur l'adt n° 325 rectifié de M. Jean-Paul Charié (fournisseurs tenus de souscrire une assurance couvrant le risque de défaillance) (p. 4529)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. François Brottes (garantie de diversité commerciale) (p. 4529)

Intervient sur l'adt n° 119 de M. François Brottes (création d'une structure d'embauche pour les pluriactifs dans les zones de montagne) (p. 4530)

Intervient sur l'adt n° 609, deuxième rectification du Gouvernement (missions du commerce équitable définies par une commission) (p. 4530)

Intervient sur l'adt n° 532 de M. Jean-Marie Le Guen (encadrement des frais de résiliation des contrats de communications électroniques) (p. 4531)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif au droit de préemption des communes, des SAFER et des établissements publics fonciers) (p. 4531)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Son intervention (p. 4532 et s.)

Article 45 bis (revente des officines)

Son intervention (p. 4535)

Article 45 ter (regroupement des officines)

Son intervention (p. 4536)

Après l'article 45 ter

Intervient sur l'adt n° 211 de la commission (détention d'une quotité minimale du capital d'une officine par les pharmaciens associés y exerçant leur activité et attribution de parts d'industrie) (p. 4536)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Jacques Briat (détention d'une quotité minimale du capital d'une officine par les pharmaciens associés y exerçant leur activité et attribution de parts d'industrie) (p. 4536)

Article 46 ter (utilisation du chèque-emploi associatif par les associations de financement des campagnes électorales)

Son intervention (p. 4536)

Article 47 bis (création d'un médiateur de l'apprentissage)

Son intervention (p. 4537)

Après l'article 47 bis

Intervient sur l'adt n° 624 du Gouvernement (amélioration des relations entre les entreprises et les administrations : désignation de délégués du Médiateur de la République) (p. 4537)

Article 47 ter (travail dominical des apprentis mineurs)

Son intervention (p. 4537)

Après l'article 47 ter

Intervient sur les adts n°s 346, 344 et 345 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Après l'article 47 quater

Intervient sur l'adt n° 347 rectifié de M. Jean Lemièrre (fixation d'une date nationale pour les soldes) (p. 4539)

Intervient sur l'adt n° 365 de M. Michel Zumkeller (apprenti ayant obtenu son diplôme et souhaitant mettre un terme à son contrat avant le délai fixé initialement, tenu d'en informer son employeur) (p. 4539)

Intervient sur l'adt n° 98 de Mme Arlette Franco (encadrement du travail dominical) (p. 4539)

Intervient sur l'adt n° 348 de M. Rodolphe Thomas (exonération du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'une personne sous contrat d'insertion RMA) (p. 4540)

Article 48 (répression du travail illégal)

Son intervention (p. 4541)

Article 48 bis (aggravation des sanctions financières en cas de travail dissimulé)

Son intervention (p. 4541)

Article 49 (modalités de contrôle de la légalité du travail dans les métiers du spectacle, de l'action culturelle et du cinéma)

Son intervention (p. 4541)

Article 50 (communication par les services préfectoraux d'informations sur les professions réglementées aux corps de contrôle habilités à lutter contre le travail dissimulé)

Son intervention (p. 4542)

Article 50 bis (détachement transnational de travailleurs)

Son intervention (p. 4542)

Après l'article 50 bis

Intervient sur l'adt n° 127 de M. Gérard Bapt (code du travail) (p. 4544)

Intervient sur l'adt n° 126 de M. Gérard Bapt (formation des salariés souhaitant créer ou reprendre une entreprise) (p. 4544)

Article 50 ter (affiliation à un régime de sécurité sociale des travailleurs faisant l'objet d'un détachement transnational)

Son intervention (p. 4544)

Après l'article 50 ter

Intervient sur l'adt n° 220 de la commission (répression du cabotage fluvial illégal ou irrégulier) (p. 4544)

Intervient sur l'adt n° 219 rectifié de la commission (répression du cabotage routier illégal ou irrégulier) (p. 4544)

Intervient sur le sous-adt n° 631 de M. Franck Gilard (exceptions pour le transport des récoltes agricoles de leur lieu de production à leur lieu de collecte ou de transformation) à l'adt n° 217 de la commission (limitation de la durée du cabotage) (p. 4545)

Intervient sur l'adt n° 218 rectifié de la commission (définition du cabotage) (p. 4545)

Article 51 (conventions de forfait en jours pour certains salariés itinérants non-cadres)

Son intervention (p. 4546)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Jean-Michel Fourgous (aménagement du temps de travail et des heures choisies) (p. 4546)

Intervient sur l'adt n° 322 de M. Jean-Michel Fourgous (régime dérogatoire d'application de la réduction du temps de travail dans les entreprises de moins de vingt salariés) (p. 4547)

Intervient sur l'adt n° 323 de M. Jean-Michel Fourgous (majoration de salaire due aux salariés qui renoncent à leur RTT) (p. 4547)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Michel Vergnier (interdiction de la vente par lots de vidéogrammes) (p. 4547)

Intervient sur l'adt n° 373 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4548)

Intervient sur l'adt n° 374 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4548)

Intervient sur l'adt n° 375, deuxième rectification de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques dans un délai de trois ans) (p. 4548)

Intervient sur l'adt n° 103 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4548)

Intervient sur l'adt n° 101, deuxième rectification de M. Christophe Caresche (redevance lors de la mise à disposition de sacs plastiques par les commerçants) (p. 4548)

Intervient sur l'adt n° 100 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4549)

Intervient sur l'adt n° 591 de Mme Christine Boutin (vente des vidéogrammes) (p. 4549)

Intervient sur l'adt n° 627 de M. Serge Poignant (promotion des fonds d'investissement de proximité - FIP) (p. 4549)

Intervient sur l'adt n° 382 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale dans le domaine des services publics de transport) (p. 4550)

Intervient sur l'adt n° 383 de M. Jean-Louis Dumont (qualification des sociétés coopératives d'entreprises de transport public routier de marchandises) (p. 4550)

Intervient sur l'adt n° 381 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale) (p. 4550)

Seconde délibération

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4551)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4674)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4675)

Entreprises : transmission (p. 4674)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) : investissements (p. 4674)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 4674)

Travail : travail le dimanche : apprentis (p. 4674)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4682)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 1387-1 du code civil : répartition, en cas de divorce, des dettes et des sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion de l'entreprise) (p. 4682)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (création des groupements d'employeurs pour les artisans-commerçants non étendue à l'agriculture) (p. 4683)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (de coordination) (p. 4683)

E**Philippe EDMOND-MARIETTE***Martinique (3^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1205, posée le 3 mai 2005. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense (J.O. Questions p. 4407). Appelée le 3 mai 2005. Rapport du comité de la mémoire sur la traite négrière et l'esclavage, conclusions, mise en œuvre (p. 3028)

DÉBATS**Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)***Article 1er (statut et compétence)*

Son intervention (p. 7541 et s.)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7545 et s.)

Son amendement n° 50 (p. 7545)

Article 3 (saisine)

Son amendement n° 51 (p. 7554)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son amendement n° 52 (p. 7556)

Article 6 (médiation)

Ses amendements n° 53 et 54 (p. 7557)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Ses amendements n° 55 et 56 (p. 7565 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adit n° 60 du Gouvernement (saisine directe du Médiateur de la République) (p. 7569)

Ses explications de vote (p. 7570 et s.)

DEUXIÈME LECTURE**Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)***Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)*

Son amendement n° 57 (p. 10724)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)**

Son intervention (p. 9199)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 9199)

Emploi : chômage : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9199)

Entreprises : charges : exonérations (p. 9200)

Outre-mer : Martinique (p. 9200)

Télécommunications : Internet (p. 9200)

TVA (p. 9200)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)***Après l'article 53*

Intervient sur l'adit n° 86 du Gouvernement (banane dans les départements d'outre-mer : apurement partiel de la dette sociale des producteurs) (p. 10951)

Henri EMMANUELLI*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**DÉPÔTS**

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 3 : Affaires étrangères (coopération et développement) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages [19 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Commerce et artisanat. Grande distribution. Marges commerciales [19 octobre 2004] (p. 8062)

Entreprises. Délocalisations. Politiques communautaires [9 février 2005] (p. 946)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1269, posée le 28 juin 2005. Industrie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 6313)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande si la Conférence des présidents se réunira pour modifier l'ordre du jour et indiquer la date du Congrès et estime que "la prérogative du Président de la République ne l'autorise pas à s'asseoir sur ces institutions qui sont celles de l'Assemblée nationale et de la République, l'Assemblée nationale étant autonome" [18 février 2005] (p. 1384)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9358)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9359)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : aide au développement (p. 9359)
 Politique extérieure : Agence française de développement (p. 9359)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 9358 et s.)
 Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 9359)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 9359)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9392)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9394)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1371 et s.)

Marie-Hélène des ESGAULX
Gironde (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n°1800) : annexe n°4 : Emploi, travail et cohésion sociale (solidarité) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi organique n° 1972 tendant à modifier l'article L.O. 128 du code électoral [3 décembre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur l'évolution des coûts budgétaires des demandes d'asile (hébergement, contentieux, contrôle aux frontières) [6 juillet 2005] (n° 2448)

Proposition de loi organique n° 2469 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel [12 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2497 tendant à la suppression de la référence à la valeur vénale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2498 tendant à la déduction fiscale des travaux de défense du trait de côte du littoral [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2543 tendant à modifier certaines dispositions applicables au financement de la vie politique [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Bilan et perspectives [15 décembre 2004] (p. 11057)

Commerce et artisanat. Petit commerce. Maintien [16 mars 2005] (p. 2080)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1245, posée le 31 mai 2005. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 5455). Appelée le 21 juin 2005. Imagerie médicale (p. 3786)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8290)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Aquitaine (p. 9347)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9508)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : discrimination (p. 9509)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 9509)

Femmes : droits (p. 9509)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 9508)

Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement (p. 9510)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9508)

Politique sociale : solidarité (p. 9508)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 9510)

Sécurité sociale : protection sociale : outre-mer (p. 9510)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9548)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 2 (composition)

Son amendement n° 4 (p. 10713)

Article 16 (budget et comptes)

Son amendement n° 5 (p. 10725)

Christian ESTROSI

Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
puis Ministre délégué à l'aménagement du territoire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Est nommé Ministre délégué à l'aménagement du territoire, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Cessation de son mandat de député le 2 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la justice [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 199)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1896 visant à ériger l'inceste en infraction spécifique dans le code pénal [4 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [19 octobre 2004] (p. 8060)

Enfants. Protection. Inceste, lutte et prévention [30 novembre 2004] (p. 10257)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1017, posée le 18 janvier 2005. Fonctionnaires et agents publics. Indemnités de résidence (J.O. Questions p. 423). Suppléé par M. Jacques Remiller. Appelée le 18 janvier 2005. Calcul, zones (p. 11)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7962)

Thèmes :

Constitution (p. 7962)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7962)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7962)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9008)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : décentralisation (p. 9008)

Enseignement : sécurité (p. 9008)

Enseignement : crédits (p. 9008)

Enseignement : élèves (p. 9009)

Enseignement : programmes (p. 9009)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : charges : Gouvernement précédent (p. 8816)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8816)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 8817)

Enseignement : établissements scolaires : lutte contre l'insécurité (p. 8817)

Etrangers : délinquance et criminalité (p. 8818)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 8815)

Sécurité publique : sécurité civile : loi d'orientation (p. 8816)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10977)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 10977)

Droit pénal : aggravation des peines : récidive (p. 10978)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10978)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 10977)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10978)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son amendement n° 6 (p. 10987)

Son intervention (p. 11101 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11104)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son amendement n° 14641 : SCRUTIN PUBLIC (p. 166)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Article 1er (autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)

Son intervention (p. 450)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 596)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 596)

Fonction publique territoriale : fonctionnaires et agents publics (p. 597)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 597)

Travail : comptes épargne-temps (p. 597)

Travail : coût (p. 596)

Travail : durée du travail (p. 596)

Travail : heures supplémentaires (p. 597)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1880)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1880)

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1880)

Transports aériens : aéroports (p. 1880 et s.)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1880)

Claude EVIN

*Loire-Atlantique (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7869 et s.)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8533)

Thème :

Sécurité sociale : protection sociale (p. 8533)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 258, 223, 268, 273 et 274 (p. 3166, 3168 et s., 3211 et s.)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 235, 246, 236 et 237 (p. 3226 et s.)

F**Laurent FABIUS***Seine-Maritime (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**Albert FACON***Pas-de-Calais (14^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Pierre-Louis FAGNIEZ*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine [J.O. du 1^{er} juin 2005] (p. 9853)**DÉPÔT**

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique [23 mars 2005] [23 mars 2005] (n° 2206)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, revendications [5 avril 2005] (p. 2649)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1067, posée le 8 février 2005. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires (J.O. Questions p. 1179). Appelée le 8 février 2005. Réforme, perspectives (p. 864)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)**

Son intervention (p. 10163)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10163)

Professions de santé : déontologie (p. 10163)

Santé : fin de vie (p. 10163)

Santé : maladies (p. 10163)

Santé : soins palliatifs (p. 10163)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)**Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)**

Son intervention (p. 10179)

Article 3 (procédure de refus de traitement applicable à la personne consciente qui n'est pas en fin de vie)

Son intervention (p. 10180)

Article 5 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne consciente en fin de vie)

Son intervention (p. 10182)

Article 9 (expression de la volonté des malades en fin de vie)

Son intervention (p. 10185)

Francis FALALA*Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**Hubert FALCO***Ministre délégué aux personnes âgées*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 28 octobre 2004 [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18258)

Yannick FAVENNEC*Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**DÉPÔTS**

Proposition de loi n° 1847 tendant à instituer un Observatoire pour l'emploi des salariés de plus de cinquante ans [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1903 tendant à renforcer la prévention des risques liés à l'utilisation des installations de bronzage [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1904 tendant à autoriser la circulation des rollers sur les pistes cyclables [4 novembre 2004]
 Proposition de loi n° 2082 relative aux modalités de rachat pour la retraite de périodes d'activité d'aide familial agricole [9 février 2005]
 Proposition de loi n° 2083 visant à majorer l'allocation de rentrée scolaire pour les élèves suivant un enseignement technique ou professionnel [9 février 2005]
 Proposition de loi n° 2200 visant à étendre le champ d'application du dispositif "titre emploi-entreprise" aux entreprises dont l'effectif n'excède pas vingt salariés [23 mars 2005]
 Proposition de loi n° 2310 visant à renforcer les garanties accordées aux contribuables en matière de vérifications fiscales [11 mai 2005]
 Proposition de loi n° 2312 tendant à la création d'une agence nationale de lutte contre l'obésité [11 mai 2005]
 Proposition de loi n° 2399 visant à favoriser les remplacements dans les zones rurales déficitaires en matière d'offre de soins [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Associations. Aides de l'Etat. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10793)
 Agriculture. Calamités agricoles. Sécheresse, plan d'urgence [22 juin 2005] (p. 3800)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 915, posée le 19 octobre 2004. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers volontaires (J.O. Questions p. 8005). Appelée le 19 octobre 2004. Loi n° 2004-811 du 13 août 2004, décrets d'application, publication (p. 8032)
 n° 977, posée le 7 décembre 2004. Associations. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 9559)
 n° 1068, posée le 8 février 2005. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 1179). Appelée le 8 février 2005. Plan canicule, financement (p. 870)
 n° 1170, posée le 29 mars 2005. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 3088). Appelée le 29 mars 2005. Aides, conditions d'attribution (p. 2481)
 n° 1192, posée le 5 avril 2005. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables (J.O. Questions p. 3377). Appelée le 5 avril 2005. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte (p. 2630)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Energie et carburants : biocarburants (p. 9110)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9042)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9042)
 Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits budgétaires (p. 9042)
 Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 9042)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9042)
 Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 9042)
 Grandes écoles (p. 9042)
 Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 9042)
 Postes : La Poste (p. 9043)
 Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 9042)
 Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9043)
 Télécommunications : France Télécom (p. 9043)
 Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9043)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : routes nationales : Mayenne (p. 9342)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
 Son intervention (p. 9749)

Thèmes :

Télécommunications : Internet (p. 9749)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 9749)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : services publics (p. 99)

Postes : La Poste (p. 98)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4241)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4242)

Emploi : création d'emplois : très petites entreprises (TPE) (p. 4241)

Georges FENECH

*Rhône (11^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de la justice [J.O. du 4 janvier 2005] (p. 199)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Décrets d'application, publication [6 octobre 2004] (p. 7535)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son intervention (p. 11102)

Article 6 (possibilité pour les juridictions de soulever d'office la circonstance aggravante de récidive)

Son intervention (p. 11108 et s.)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11111)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son intervention (p. 1058)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 48 de M. Emmanuel Hamelin (politique de mémoire ; objectifs) (p. 1060)

Intervient sur l'ad n° 50 de M. Emmanuel Hamelin (libre circulation en Algérie pour les anciens harkis et leurs familles) (p. 1061)

Intervient sur l'ad n° 51 de M. Emmanuel Hamelin (emplois réservés ; descendants d'anciens supplétifs) (p. 1062)

Philippe FENEUIL

*Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1909 modifiant le code de procédure pénale en vue d'allonger le délai de prescription pour les crimes contre les personnes [4 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 294)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)

Son intervention (p. 7655)

Article 10 sexies supprimé par le Sénat (procédure administrative de recouvrement des créances dues aux interprofessions agricoles)

Son amendement n° 291 (p. 7900)

Article 11 F (recours à des particuliers ou des associations pour le transport de personnes)

Son intervention (p. 7980)

Article 75 quater (adaptation du statut de l'interprofession du vin de Champagne)

Ses amendements n°s 24, 25 et 29 (p. 8015)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 206 (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 208 (acquisition de petits matériels - déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 195 (viticulture - châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges - article 39/4 du code général des impôts) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 196 (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 190 (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 191 (entreprises agricoles - sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 207 (régime des bénéficiaires agricoles - application : plafond des recettes accessoires porté de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279) : rejeté (p. 8280)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9088)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 9089)

Assurances (p. 9088)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9089)

Enseignement agricole (p. 9089)

Recherche (p. 9089)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (p. 9114)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9113)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8661)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 11237 et s.)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adit n° 249 de M. Luc-Marie Chatel (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) (p. 11242)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11313)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11318)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 5 ter (aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie)

Son amendement n° 369 (p. 2516)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4463)

Ses amendements n° 390 et 304 (p. 4463, 4465)

Jean-Michel FERRAND

*Vaucluse (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2542 tendant à exonérer les personnes handicapées de la redevance audiovisuelle [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cultes. Culte musulman. Imams, formation [8 décembre 2004] (p. 10791)

Agriculture. Fruits et légumes. Prix, contrôle [13 avril 2005] (p. 2906)

DÉBATS

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Après l'article 67

Son amendement n° 306 (produits agricoles frais : super-privilège) : rejeté (p. 1684)

Article 120 (ordre de paiement des créances)

Son amendement n° 308 (p. 1781)

Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)

Son amendement n° 309 (p. 1782)

Alain FERRY

*Bas-Rhin (6^{ème} circonscription)
Appartenu au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1940 relative au vote par Internet [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son amendement n° 218 (p. 7872)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 486 rectifié (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 480 rectifié (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 477 rectifié (viticulture – châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges – article 39/4 du code général des impôts) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 478 rectifié (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 473 rectifié (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 474 rectifié (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 475 rectifié (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 479 rectifié (régime des bénéfices agricoles – application : plafond des recettes accessoires porté de 30 000 € à 100 000 €) : rejeté (p. 8279)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Enseignement : pédagogie (p. 9019)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10005)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 10005, 10006)
Formation professionnelle : formation en alternance (p. 10006)
Politique sociale : fracture sociale (p. 10005)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10979)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : Alsace (p. 10979)
Droit pénal : agressions sexuelles : psychiatres (p. 10980)
Droit pénal : peines incompressibles (p. 10980)
Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10980)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son amendement n° 43 rectifié (p. 2123)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2827)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2828)
Enfants : droits de l'enfant (p. 2827)
Famille : adoption (p. 2827)
Famille : Agence française de l'adoption (p. 2827, 2828)
Travail : congé d'adoption (p. 2828)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Son amendement n° 13 (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370) : retiré (p. 4371)

Daniel FIDELIN

*Seine-Maritime (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2385 visant à autoriser, par dérogation, le travail des mineurs les dimanches et jours fériés [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 12 quater

Son amendement n° 314 (apprentis mineurs : interdiction du travail dominical et des jours fériés) : adopté (p. 10312)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 236 du Gouvernement (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3737)

Son amendement n° 1 (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736) : retiré (p. 3737)

François FILLON

Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école [12 janvier 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Guy Geoffroy. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7754)

M. Yves Durand. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7756)

M. André Chassaing. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7833)

M. Alain Claeys. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7839)

M. Pierre Cohen. Recherche. Politique de la recherche. Financement [27 octobre 2004] (p. 8566)

M. Richard Dell'Agnola. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [27 octobre 2004] (p. 8568)

M. Patrick Roy. Enseignement. Établissements. Violence, lutte et prévention [3 novembre 2004] (p. 8875)

M. Bruno Le Roux. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [24 novembre 2004] (p. 9985)

M. Bernard Perrut. Enseignement. Elèves. Evaluation, rapport de l'OCDE, bilan et perspectives [7 décembre 2004] (p. 10381)

- M. Christian Bataille. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [18 janvier 2005] (p. 40)
- M. Christian Kert. Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires. Perspectives [1^{er} février 2005] (p. 507)
- M. Guy Geoffroy. Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 février 2005] (p. 1093)
- M. François Liberti. Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 février 2005] (p. 1095)
- Mme Martine Aurillac. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [16 février 2005] (p. 1201)
- Mme Hélène Mignon. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1833)
- Mme Paulette Guinchard. Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 mars 2005] (p. 2010)
- M. Éric Raoult. Enseignement. Elèves. Manifestations, lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2724)
- M. Frédéric Dutoit. Enseignement. Politique de l'éducation. Elèves, revendications [13 avril 2005] (p. 2901)
- M. Yves Durand. Enseignement. Politique de l'éducation. Elèves, revendications [13 avril 2005] (p. 2902)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Yves Durand : renvoie M. Yves Durand à la décision de la Conférence des présidents sur l'ordre du jour et conteste l'intention qu'il lui prête d'annoncer des décisions à la télévision : la procédure d'examen d'un futur projet de loi suivra son cours normal [5 novembre 2004] (p. 8989)
- M. Yves Durand : assure que la tenue de ces entretiens n'interfère pas avec le débat parlementaire sur le projet de loi [17 février 2005] (p. 1325)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9009)

Ses réponses (p. 9013 à 9023)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement : internat (p. 9013)
- Enseignement : crédits (p. 9009)
- Enseignement : élèves (p. 9010)
- Enseignement : pédagogie (p. 9012)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 9009)
- Enseignement : personnel : carrière (p. 9009)
- Enseignement : personnel : effectifs (p. 9009 et s.)
- Enseignement : personnel : primes (p. 9011)
- Enseignement : personnel : recrutement (p. 9010 et s.)
- Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 9011)
- Enseignement : personnel : enseignants
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 9011)
- Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 9011)
- Enseignement : personnel : remplaçants (p. 9010)
- Enseignement technique et professionnel : organisation (p. 9012)
- Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 9012)

Réponses aux questions :

- Education physique et sportive : enseignement supérieur : recrutement (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 9015)
- Enseignement : Paris (M. Christophe Caresche) (p. 9014)
- Enseignement : sécurité (Mme Martine David) (p. 9015)
- Enseignement : fermetures de classes (M. Jacques Desallangre) (p. 9021)
- Enseignement : pédagogie (M. Alain Ferry) (p. 9019)
- Enseignement : politique de l'éducation : insertion (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 9016)
- Enseignement : personnel : précarité (M. François Liberti) (p. 9021)
- Enseignement : personnel : recrutement (M. Jacques Desallangre) (p. 9020)
- Enseignement : personnel : vacataires (M. François Liberti) (p. 9022)
- Enseignement maternel et primaire : personnel : effectifs (M. François Rochebloine) (p. 9013)

- Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (M. Christian Vanneste) (p. 9018)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (Mme Béatrice Pavy) (p. 9017)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (M. Yves Coussain) (p. 9018)
- Outre-mer : Guyane : enseignement (Mme Juliana Rimane) (p. 9017)
- Outre-mer : La Réunion : enseignement technique et professionnel (Mme Huguette Bello) (p. 9023)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 2004] (p. 9023)

Crédits inscrits à la ligne : "Education nationale, enseignement supérieur et recherche : I - Enseignement scolaire"

Son intervention (p. 9024 et s.)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 61 de M. Yves Durand (rapport au Parlement ; prérecrutement des futurs enseignants au niveau de la première année du DEUG) (p. 9025)

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9140)

Ses réponses (p. 9144 à 9146)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement supérieur : nouvelles technologies (p. 9142)
- Enseignement supérieur : organisation (p. 9143)
- Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 9141)
- Enseignement supérieur : crédits (p. 9141)
- Enseignement supérieur : étudiants (p. 9141)
- Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 9142)
- Enseignement supérieur : universités (p. 9141 et s.)
- Enseignement supérieur : personnel : précarité (p. 9141)
- Enseignement supérieur : personnel : recrutement (p. 9141)
- Produits dangereux : amiante : constructions universitaires (p. 9142)

Réponses aux questions :

- Enseignement supérieur : enseignement privé (Mme Anne-Marie Comparini) (p. 9145)
- Enseignement supérieur : étudiants : logement (M. André Chassaing) (p. 9146)
- Enseignement supérieur : professions médicales : démographie (M. André Chassaing) (p. 9145)
- Enseignement supérieur : universités : décentralisation (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 9144)
- Outre-mer : Guyane : enseignement supérieur (Mme Juliana Rimane) (p. 9144)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10761)

Sa réponse (p. 10772)

Thèmes :

- Enseignement : personnel : enseignement privé (p. 10761)
- Enseignement privé : contractuels (p. 10762, 10772)
- Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10762)
- Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10761, 10762)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10762, 10772)
- Syndicats : représentativité : enseignement privé (p. 10772)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10774 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (régime de retraite additionnel des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10777)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Yves Censi (dispositions transitoires ; dégressivité de l'indemnité de départ à la retraite) (p. 10779)

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur les carrières et l'admission à la retraite des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10779)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 13 du Gouvernement (droits syndicaux et sociaux des enseignants, non liés par un contrat de travail, exerçant dans un établissement d'enseignement agricole privé sous contrat) (p. 10779)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Yvan Lachaud (décompte des effectifs pris en compte pour le montant de la subvention de fonctionnement des comités d'entreprise au sein des établissements privés) (p. 10780)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1101)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1125)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1146)

Sa réponse (p. 1210)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1227)

Thèmes :

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 1214)

Enseignement : responsabilités (p. 1108)

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1105)

Enseignement : crédits (p. 1214)

Enseignement : diplômes (p. 1103)

Enseignement : élèves (p. 1103 et s., 1211, 1212)

Enseignement : établissements scolaires (p. 1103)

Enseignement : langues étrangères (p. 1105, 1146, 1212)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1106)

Enseignement : pédagogie (p. 1106 et s., 1126, 1127)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1101 et s., 1125 et s., 1210 et s., 1227)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1125, 1126, 1213)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1108, 1212 à 1214)

Enseignement : personnel : affectation (p. 1126)

Enseignement : personnel : enseignants : formation continue (p. 1107)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 1107, 1108)

Enseignement maternel et primaire : pédagogie (p. 1146, 1147)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1102, 1103)

Enseignement secondaire : brevet (p. 1211)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1126)

Enseignement secondaire : programmes (p. 1102, 1126, 1214)

Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1126)

Enseignement supérieur : universités (p. 1126, 1127)

Enseignement technique et professionnel : diplômes (p. 1213)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1106)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 295 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 1236)

Intervient sur l'ad n° 294 de M. Jean-Marc Ayrault (prévision d'une loi de programmation sur l'école) (p. 1237)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1240 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 303 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère national des programmes d'enseignement) (p. 1259)

Intervient sur l'ad n° 202 de M. François Liberti (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1260)

Intervient sur l'ad n° 203 de M. François Liberti (mission fondamentale de l'école : lutter contre les inégalités) (p. 1263)

Intervient sur l'ad n° 132 de M. François Scellier (participation des parents d'élèves à la vie des établissements scolaires) (p. 1263)

Intervient sur l'ad n° 204 de M. François Liberti (participation des parents d'élèves aux conseils d'école et autres instances consultatives) (p. 1264)

Intervient sur l'ad n° 325 de M. Yves Durand (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1264)

Intervient sur l'ad n° 431 rectifié de M. Dominique Tian (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1265)

Intervient sur l'ad n° 326 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266)

Intervient sur l'ad n° 327 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266)

Intervient sur l'ad n° 336 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1267)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1272)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1273)

Intervient sur l'ad n° 466 de M. Pierre Cohen (mode de communication à l'usage des élèves sourds ; langue des signes) (p. 1274)

Intervient sur l'ad n° 365 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des élèves handicapés au-delà de la scolarité obligatoire) (p. 1275)

Intervient sur l'ad n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1276)

Intervient sur l'ad n° 297 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (rôle des établissements scolaires dans l'éducation et la formation tout au long de la vie) (p. 1278)

Intervient sur l'ad n° 367 de Mme Catherine Génisson (orientation scolaire égalitaire entre garçons et filles) (p. 1280)

Intervient sur l'ad n° 369 de Mme Martine David (liens entre associations et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1280)

Intervient sur l'ad n° 370 de Mme Martine David (liens entre parents d'élèves et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Intervient sur l'ad n° 371 de Mme Martine David (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Intervient sur l'ad n° 298 rectifié de M. Christophe Masse (apprentissage des technologies nouvelles) (p. 1287)

Intervient sur l'ad n° 208 de M. François Liberti (éducation physique et sportive ; objectifs et missions) (p. 1288)

Intervient sur l'ad n° 304 rectifié de M. Yves Durand (carte scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1289)

Intervient sur l'ad n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1291)

Intervient sur l'ad n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1293)

Intervient sur l'ad n° 301 rectifié de M. Patrick Roy (organisation de l'information sur les métiers) (p. 1295)

Intervient sur l'ad n° 302 rectifié de M. Christian Paul (organisation de l'assistance sociale des élèves) (p. 1296)

Intervient sur l'ad n° 288 rectifié de M. Yves Durand (l'orientation, outil de la réussite) (p. 1296)

Intervient sur l'ad n° 289 rectifié de M. Yves Durand (orientation exclue avant la fin du collège) (p. 1297)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1300 et s.)

Article 5 (conséquences sur la codification)

Son intervention (p. 1308)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1313 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Yves Durand (cf. supra) (p. 1325)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 102 de M. Yvan Lachaud (enseignement des langues étrangères et régionales ; immersion et maîtrise du français) (p. 1338)

Intervient sur l'ad n° 226 de M. Pierre-Christophe Baguet (statut des directeurs d'écoles) (p. 1339)

Intervient sur l'ad n° 453 de M. Pierre-André Périssol (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1340)

Intervient sur le sous-adt n° 508 de M. Guy Geoffroy (de précision) à l'adt n° 453 de M. Pierre-André Périssol (p. 1340)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 338 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'enseignement à distance) (p. 1342)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1346 et s.)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 214 de M. François Liberti (missions du service public d'éducation nationale ; procédure de définition ; rôle des assemblées élues et des instances consultatives) (p. 1432)

Intervient sur l'adt n° 510 de M. Frédéric Reiss (pluralité d'écoles publiques dans une commune ; ressort territorial ; critères de définition) (p. 1432)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son intervention (p. 1433)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 215 rectifié de M. François Liberti (observatoires de la scolarité) (p. 1434)

Avant l'article 11

Intervient sur l'adt n° 313 de M. Yves Durand (cohérence entre enseignement et activités périscolaires) (p. 1434)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son intervention (p. 1435 et s.)

Article 12 (redoublement)

Son intervention (p. 1437)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 91 rectifié de la commission (enseignement des langues et cultures régionales) (p. 1438)

Intervient sur l'adt n° 223 rectifié de M. Philippe Folliot (éducation à la consommation) (p. 1438)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Philippe Vitel (éducation à l'environnement) (p. 1438)

Article 13 (orientation et insertion professionnelle)

Son intervention (p. 1438)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 228 de M. Hervé Morin (expérimentation d'un nouveau système d'évaluation) (p. 1439)

Article 14 (école maternelle)

Son intervention (p. 1439)

Article 15 (apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire)

Son intervention (p. 1439)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Jérôme Rivière (apprentissage obligatoire de l'hymne national) (p. 1440)

Intervient sur l'adt n° 285 deuxième de M. Lionnel Luca (aide aux élèves en difficulté ou intellectuellement précoces) (p. 1440)

Article 16 (diplômes)

Son intervention (p. 1440)

Article 17 (information et orientation des élèves)

Son intervention (p. 1441)

Article 18 (brevet)

Son intervention (p. 1441)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 426 rectifié de M. Yves Durand (orientation à la fin de la classe de troisième) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 320 de Mme Martine David (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de la commission (formation professionnelle dans l'enseignement du second degré : possibilité d'être dispensée dans les CFA) (p. 1443)

Avant l'article 19

Intervient sur l'adt n° 340 de M. Jean-Pierre Blazy (dépenses de fonctionnement des classes des écoles primaires ; répartition entre la commune d'accueil et la commune de résidence : application à la seule école publique) (p. 1444)

Article 19 (établissements d'enseignement)

Son intervention (p. 1444 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de M. Guy Teissier (fonction de directeur d'école) (p. 1446)

Article 21 (conseil pédagogique)

Son intervention (p. 1447)

Article 22 (formation des maîtres)

Son intervention (p. 1448)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 332 de M. Yves Durand (autonomie des IUFM) (p. 1448)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Patrick Roy (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement en maternelle) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 396 de Mme Martine David (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement aux enfants handicapés) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 397 de M. Patrick Roy (formation spécifique des futurs enseignants à la laïcité) (p. 1449)

Article 24 (missions du personnel enseignant)

Son intervention (p. 1449)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 293 rectifié de M. Yves Durand (missions des équipes pédagogiques) (p. 1449)

Article 25 (liberté pédagogique et formation continue des enseignants)

Son intervention (p. 1449 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Yves Durand (rôle pédagogique des personnels non enseignants) (p. 1450)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 467 de M. Rodolphe Thomas (rôle des régions en matière d'information et d'orientation des jeunes) (p. 1452)

Article 2 bis (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission)

Son intervention (p. 1452)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1452)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1544)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Sa réponse (p. 2409)

Thèmes :

Enseignement : égalité (p. 2410)

Enseignement : élèves (p. 2409)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 2410)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2409)

Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 2409)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2410)

Son intervention (p. 2411)

André FLAJOLET

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19296)

Rapporteur du projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques (n° 2276) [24 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10770)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels
 Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10770)
 Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10770)
 Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10770)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10770)

Jacques FLOCH

Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7529)
 Agriculture. Viticulture. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10998)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)***Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)*

Son intervention (p. 8458 et s.)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10980)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles (p. 10980)
 Droit pénal : emprisonnement : récidive (p. 10981)
 Justice : victimes : protection (p. 10980)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 324)

Son intervention (p. 344)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Nicolas Dupont-Aignan (p. 410)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 411)
 Assemblée nationale : motions de procédure (p. 324)
 Etat : République : traité constitutionnel (p. 344)
 Etat : souveraineté (p. 345 et s.)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : Union européenne (p. 411)
 Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 345)
 Union européenne : construction européenne : paix (p. 345)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 345)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adn n° 14 de M. François Asensi (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 419)

Après l'article 1er

Son amendement n° 20 rectifié (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire lorsqu'ils comportent des dispositions de nature législative) : retiré (p. 451)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son amendement n° 27 (p. 460)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Ses amendements n°s 23 rectifié, 22, deuxième rectification, 21, 19, 39, 18, deuxième rectification et 24 rectifié (p. 464, 467 et s.)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4627) : rejetée (p. 4630)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4627)
 Droit pénal : droits de la défense (p. 4630)
 Justice : juge des libertés et de la détention (p. 4629)
 Justice : parquet (p. 4628)
 Justice : tribunaux correctionnels : délais (p. 4628)
 Justice : victimes (p. 4628)
 Ses explications de vote (p. 4635)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4635)

Jean-Claude FLORY

Ardèche (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Enfants. Travail, lutte et prévention [8 décembre 2004] (p. 10795)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 945, posée le 30 novembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9297). Appelée le

30 novembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003, inondations de 2004 (p. 10230)
n° 1141, posée le 22 mars 2005. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 2835). Appelée le 22 mars 2005. Organisation sanitaire, perspectives, Ardèche (p. 2191)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 58

Intervient sur l'adit n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogoatoires de classement) (p. 7815)

Philippe FOLLIOU

Tarn (3^{ème} circonscription)

Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie Française

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Vice-président de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004] (p. 17778)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome X : Défense (gendarmerie) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1937 tendant à instituer une journée nationale du souvenir [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2490 tendant à instituer une journée nationale du souvenir [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [15 décembre 2004] (p. 11051)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [2 mars 2005] (p. 1535)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1254, posée le 31 mai 2005. Industrie. Non appelée (J.O. Questions p. 5457)

n° 1267, posée le 28 juin 2005. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 28 juin 2005. Emploi et activité, bassin de Castres Mazamet (p. 3993)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7592)

Thème :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7592)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 38

Intervient sur l'adit n° 30 de M. Robert Lecou (assouplissement des conditions d'ouverture des cabinets secondaires) (p. 7844)

Intervient sur l'adit n° 626 rectifié de M. François Brottes (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7845)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7852)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 12 rectifié du Gouvernement (transposition d'une directive relative aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux et harmonisation de la rédaction des dispositions relatives à l'importation, à la circulation et à l'exportation des végétaux et produits végétaux) (p. 7895)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9460)

Thème avant la procédure des questions :

Gendarmerie (p. 9460)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9317)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9318)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9318)

Procédure des questions :

Voirie : routes : Midi-Pyrénées (p. 9334)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9529)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 9529)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Son intervention (p. 9411)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9412)

Collectivités territoriales : compétences : logement (p. 9413)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9412)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 9412)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9413)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9411)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9998)

Thèmes :

Logement : HLM (p. 9999)
 Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 9998)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 9998)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 39

Son amendement n° 789 précédemment réservé (avantages conférés aux communes construisant des logements locatifs sociaux) (p. 10546) : retiré (p. 10547)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son amendement n° 809 (p. 10577)

Article 42 bis précédemment réservé (aménagement des dispositions relatives à la délégation du contingent préfectoral d'attribution de logements sociaux)

Son amendement n° 787 (p. 10580)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son amendement n° 788 (p. 10584)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son amendement n° 804 (p. 10587)

Après l'article 45 bis

Son amendement n° 805 deuxième rectification précédemment réservé (financement des établissements publics fonciers) : rejeté (p. 10587)

Son amendement n° 803 précédemment réservé (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) : rejeté (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)

Son amendement n° 806 (p. 10588)

Après l'article 48

Son amendement n° 763 rectifié précédemment réservé (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 10592) : adopté après modification (p. 10593)

Après l'article 49

Son amendement n° 790 précédemment réservé (personnels d'EDF-GDF : répartition du "1% logement") : rejeté (p. 10594)

Avant l'article 50

Son amendement n° 798 précédemment réservé (location-attribution de logements sociaux) : rejeté (p. 10596)

Après l'article 50

Son amendement n° 743 précédemment réservé (rapport au Parlement sur la garantie des risques locatifs) : adopté (p. 10597)

Après l'article 51

Son amendement n° 802 précédemment réservé (abattements sur les locations aux étudiants) (p. 10599) : rejeté (p. 10600)

Son amendement n° 801 précédemment réservé (exonération de droits de mutation par décès ; immeubles donnés en location) : retiré (p. 10600)

Article 52 bis précédemment réservé (offices publics d'aménagement et de construction : pouvoirs, gestion et prestations de services)

Son amendement n° 795 rectifié (p. 10604)

Avant l'article 53 bis

Son amendement n° 810 précédemment réservé (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10615) : rejeté (p. 10617)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son intervention (p. 11034)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 905)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 12

Son amendement n° 223 rectifié (éducation à la consommation) : rejeté (p. 1438)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 143 (adaptation de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1795)

Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)

Son intervention (p. 1796)

Article 146 (création de l'action en obligation aux dettes sociales)

Son intervention (p. 1797)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1989)

Thèmes :

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 1990)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1990)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1990)

Ses explications de vote (p. 1998)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1999)

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2060)

Son intervention (p. 2064)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 2064)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 2064)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2064)

Pierre FORGUES
Hautes-Pyrénées (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Nicolas FORISSIER
Secrétaire d'Etat à l'agriculture

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jérôme Bignon. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8492)

M. Marc Le Fur. Agroalimentaire. Entreprises. Développement, aides de l'Etat [26 octobre 2004] (p. 8495)

M. Germain Peiro. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [2 novembre 2004] (p. 8795)

M. Gérard Lorgeoux. Commerce extérieur. Importations. Volailles, sécurité alimentaire [10 novembre 2004] (p. 9236)

M. Antoine Herth. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11403)

M. Michel Diefenbacher. Agroalimentaire. Développement. Perspectives [11 mai 2005] (p. 3336)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Bacquet. Elevage. Lait. Appellation montagne, réglementation [18 janvier 2005] (p. 12)

Mme Irène Tharin. Logement. Politique du logement. Agence nationale pour la rénovation urbaine, fonctionnement, Montbéliard [18 janvier 2005] (p. 13)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7578)

Sa réponse (p. 7612)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7616)

Thèmes :

Agriculture (p. 7579)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 7617)

Agriculture : fruits et légumes (p. 7612)

Agroalimentaire (p. 7578)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7578, 7612)

Entreprises : création : zones rurales (p. 7578)

Logement (p. 7579)

Professions de santé : vétérinaires (p. 7579)

Secteur public : services publics (p. 7579, 7612)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7578)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 481 de M. Henri Nayrou (création d'une délégation interministérielle à la ruralité) (p. 7619)

Article 11 E (conversion en indemnité de repos compensateur en fin de contrat de travail à caractère saisonnier)
Son intervention (p. 7980)

Article 11 F (recours à des particuliers ou des associations pour le transport de personnes)
Son intervention (p. 7980 et s.)

Après l'article 11 F

Intervient sur l'adit n° 754 de M. Jean Dionis du Séjour (exonération partielle des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles) (p. 7982)

Intervient sur l'adit n° 755 de M. Jean Dionis du Séjour (exonération des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles ; employés saisonniers) (p. 7982)

Intervient sur l'adit n° 680 de M. Joël Giraud (formation professionnelle des pluriactifs et des saisonniers) (p. 7983)

Intervient sur l'adit n° 520 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un contrat "vendanges") (p. 7984)

Intervient sur l'adit n° 517 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un contrat "vendanges") (p. 7984)

Intervient sur l'adit n° 681 de M. François Brottes (transports collectifs : rôle des particuliers agréés) (p. 7984)

Intervient sur l'adit n° 644 de M. Joël Giraud (structures d'accueil des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7985)

Intervient sur l'adit n° 679 de M. Joël Giraud (structures d'accueil et d'information des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7985)

Article 11 (extension du dispositif des groupements d'employeurs agricoles)

Son intervention (p. 7985)

Après l'article 11

Intervient sur l'adit n° 419 de M. André Chassaing (groupements d'employeurs ; travailleurs en contrat à durée indéterminée ; embauche exclusive) (p. 7986)

Article 12 quater supprimé par le Sénat (calcul de la cotisation devant être versée par un groupement d'employeurs pour le financement de la formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 7986)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adit n° 17 du Gouvernement (ouverture des groupements d'employeurs aux collectivités territoriales) (p. 7986)

Article 12 quinquies (bénéfice des systèmes d'intéressement et de participation pour les salariés de groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 7987)

Après l'article 12 quinquies

Intervient sur l'adit n° 295 de M. Jean-Pierre Decool (créances détenues par un groupement d'employeurs ; liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement ; privilège spécial) (p. 7987)

Intervient sur l'adit n° 296 de M. Jean-Pierre Decool (assurance contre le risque de non-paiement des salaires ; entreprises membres d'un groupement d'employeurs ; versement au groupement d'employeurs ; modalités et limites) (p. 7987)

Article 12 sexies (possibilité pour les entreprises de travaux agricoles ou forestiers d'effectuer des opérations de prêt de main-d'œuvre à but non lucratif)

Son intervention (p. 7987)

Article 13 ter (sécurisation du régime juridique des prestations de transport scolaire effectuées par des particuliers)

Son intervention (p. 7987)

Article 14 bis A (fonctionnement de la mutualité sociale agricole - MSA)

Son intervention (p. 7988)

Après l'article 14 bis A

Intervient sur l'adit n° 412 de M. André Chassaing (réforme du mode de scrutin pour les élections à la MSA) (p. 7988)

Après l'article 18

Intervient sur l'adit n° 86 de la commission (création de "sociétés de gestion de la pluriactivité") (p. 7989)

Intervient sur l'adit n° 647 de M. Jean Launay (autorisation d'organiser des battues aux sangliers) (p. 7989)

Article 18 ter supprimé par le Sénat (mise en marché des truffes)

Son intervention (p. 7989)

Article 18 quater (modernisation de l'organisation des services de santé au travail dans le domaine agricole)

Son intervention (p. 7989)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains -PPAEANP- et de programmes d'action)

Son intervention (p. 7990 et s.)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 7993 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 641 de M. André Chassaigne (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 696 rectifié de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 776 de M. Patrice Martin-Lalande (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Intervient sur l'adt n° 231 de Mme Geneviève Colot (exercice du droit de préemption par le maire en cas d'aliénation à titre gratuit de terres agricoles) (p. 7994)

Article 20 bis (acquisition prioritaire par les communes des biens forestiers vacants et sans maître acquis par l'Etat)

Son intervention (p. 7994)

Article 21 ter (protection de la notoriété des noms constituant l'appellation d'origine de produits agricoles)

Son intervention (p. 7995)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 174 deuxième rectification de M. Antoine Herth (réglementation des distances entre exploitations agricoles et habitations) (p. 7995)

Intervient sur l'adt n° 654 de M. François Brottes (suppression des boisements gênants) (p. 7995)

Intervient sur l'adt n° 653 de M. François Brottes (massif forestier ; opération de remembrement) (p. 7995)

Article 22 bis (mise en œuvre du plan de réouverture de l'espace par les communautés de communes)

Son intervention (p. 7996)

Après l'article 22 bis

Intervient sur l'adt n° 655 de M. François Brottes (documents d'urbanisme ; terres agricoles en zone péri-urbaine ; protection par la création de périmètres urbanisables dans les friches forestières) (p. 7996)

Article 23 (nature et déroulement général des opérations d'aménagement foncier rural)

Son intervention (p. 7997)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 656 de M. François Brottes (zones d'aménagement concerté et intervention des SAFER) (p. 7997)

Article 23 bis A (attribution à une commune où une opération d'aménagement foncier agricole et forestier - AFAF - est en cours de terrains nécessaires à l'exécution d'équipements intercommunaux)

Son intervention (p. 7998)

Après l'article 23 bis

Son intervention (p. 7998)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 7998 et s.)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 7999)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 8000)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Louis Cosyns (extension aux baux ruraux des dispositions régissant la conclusion de baux d'habitation entre une commune d'au plus 3 500 habitants et le maire) (p. 8000)

Après l'article 27 bis

Intervient sur l'adt n° 658 de M. François Brottes (de coordination) (p. 8000)

Article 28 (mesures de codification relatives à l'aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière)

Son intervention (p. 8001)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 31 du Gouvernement (extension du champ d'application des réserves foncières aux projets intercommunaux d'environnement) (p. 8001)

Article 28 bis (échanges de terrains selon leur valeur vénale dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier -AFAF)

Son intervention (p. 8001)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 8002)

Article 31 (décentralisation des procédures de réglementation et de protection des boisements et mesures de codification)

Son intervention (p. 8002)

Article 33 (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'aménagement foncier)

Son intervention (p. 8002)

Article 33 bis (personnalité juridique et ressources du Conseil national de l'expertise foncière, agricole et forestière)

Son intervention (p. 8002)

Article 34 (élargissement du droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 8003)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers et des apprentis)

Son intervention (p. 8003 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 421 de M. André Chassaigne (travailleurs saisonniers ; logements sociaux ; attribution) (p. 8004)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 377 de Mme Françoise Branget (superficie minimale des terrains forestiers provenant de donations ou de successions) (p. 8004)

Article 43 bis (garantie ou présomption de gestion durable d'une forêt située dans un site Natura 2000)

Son intervention (p. 8004)

Après l'article 43 bis

Intervient sur l'adt n° 835 de M. Jean-Marie Binetruy (coupes et produits de coupes de bois, convention de regroupement à la vente) (p. 8005)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 769 de M. François Brottes (conventions d'aménagement ou de mise en valeur d'espaces pastoraux ; durée uniforme de six ans) (p. 8005)

Article 45 bis (constitution des associations foncières pastorales autorisées)

Son intervention (p. 8005)

Avant l'article 66

Intervient sur l'adt n° 688 de M. Henri Nayrou (contrat d'accès aux services publics en application des contrats de plan Etat-régions) (p. 8006)

Article 66 bis A (validation de décisions relatives à l'avancement d'agents pour le grade d'attaché administratif principal des services déconcentrés de l'Etat)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 quater (autorités exerçant les fonctions de recteur pour l'enseignement agricole)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 quinquies (extension des missions des établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles privés)

Son intervention (p. 8006)

Article 66 octies (statut juridique des personnels des ateliers technologiques ou exploitations agricoles à vocation pédagogique)

Son intervention (p. 8007)

Article 71 (missions et modalités d'intervention du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA)

Son intervention (p. 8007)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA - aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8008)

Article 72 quater (application du régime forestier spécial à la recherche et à l'exploitation de l'eau dans les zones classées comme forêts de protection)

Son intervention (p. 8009)

Après l'article 74

Intervient sur l'ad n° 422 de M. André Chassaingne (charte forestière de territoire ; initiative d'élus des collectivités territoriales) (p. 8009)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 8010 et s.)

Article 75 ter supprimé par le Sénat (création d'une agence française d'information et de communication agricole)

Son intervention (p. 8013)

Article 75 quater (adaptation du statut de l'interprofession du vin de Champagne)

Son intervention (p. 8015)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'ad n° 694 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) (p. 8016)

Intervient sur l'ad n° 781 de M. Patrice Martin-Lalande (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) (p. 8016)

Article 77 (extension du dispositif des Sofidom à certaines entreprises de pêche constituées en sociétés de personnes)

Son intervention (p. 8016)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8019)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention (p. 1013)

Sa réponse (p. 1023)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1023)

Agroalimentaire : produits : commercialisation (p. 1015)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : fiscalité (p. 1014)

Boissons et alcools : publicité (p. 1015)

Chasse et pêche : chasse (p. 1015)

Collectivités territoriales : compétences : compensations financières (p. 1014)

Environnement : Natura 2000 (p. 1015)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 1024)

Professions de santé (p. 1014)

TVA (p. 1014)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1024)

Son intervention (p. 1024 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9099)

Ses réponses (p. 9113 à 9115)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : produits : exportations (p. 9101)

Enseignement agricole (p. 9099)

Recherche (p. 9100)

Réponses aux questions :

Associations (p. 9115) (Mme Odette Duriez) (p. 9115)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9113) (M. Philippe

Feneuil) (p. 9113)

Jean-Michel FOURGOUS

Yvelines (11^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 5 : Emploi, travail et cohésion sociale (formation professionnelle) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions sociales. Aides à domicile. Perspectives [13 octobre 2004] (p. 7839)

Commerce extérieur. Exportations. Développement [15 décembre 2004] (p. 11058)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8189)

Thèmes :

Finances publiques : dette publique (p. 8189)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8189 et s.)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8190)

Politique économique : croissance (p. 8189)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8901)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 8901 et s.)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8902)
 Formation professionnelle : crédits (p. 8902)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8902)
 Politique économique : conjoncture (p. 8901)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2004] (p. 8919)

Article 75 (révision du dispositif des exonérations de cotisations sociales patronales au titre des salaires versés aux apprentis)

Son intervention (p. 8919)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son amendement n° 541 (p. 10113)

Article 3 bis (coordination)

Son amendement n° 539 (p. 10124)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son amendement n° 320 (p. 10271)

Après l'article 21

Son amendement n° 448 (entreprises de travail temporaire : taxe d'apprentissage ; assiette) : rejeté (p. 10358)

Après l'article 35

Son amendement n° 520 rectifié (contrat export) (p. 10430) : adopté (p. 10432)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son amendement n° 443 (p. 10436)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 13439)

Après l'article 37 ter

Son amendement n° 737 (règles applicables au temps de trajet siège chantier dans le bâtiment) : retiré (p. 10440)

Son amendement n° 200 rectifié (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10440) : adopté (p. 10441)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son amendement n° 201 (p. 10465)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son amendement n° 202 (p. 10476)

Après l'article 37-3

Son amendement n° 447 rectifié (plan de sauvegarde de l'emploi ; annulation ; maintien des licenciements) (p. 10477) : retiré (p. 10478)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son amendement n° 321 (p. 10480)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son amendement n° 203 (p. 10496)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son amendement n° 323 (p. 10499)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son amendement n° 1006 (p. 10506)

Article 37-8 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux licenciements)

Ses amendements n° 204 et 205 (p. 10517)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'ad. n° 311 rectifié de M. Christian Vanneste (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10521)

Son amendement n° 540 rectifié (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10519) : devenu sans objet (p. 10521)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son amendement n° 444 (p. 10566)

Avant l'article 41

Son amendement n° 445 précédemment réservé (collectivités et intercommunalité : garantie d'emprunt communal sur le logement social) (p. 10571) : retiré (p. 10572)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son amendement n° 184 (p. 1304)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n° 188 rectifié (p. 1399)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1560)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1560 et s.)

Entreprises : création (p. 1560)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1560 et s.)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1561)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2123)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 165 (réforme des contrats d'assurance vie), rectifié (insertion d'un titre 1er A – encourager la détention durable d'actions) (p. 3869) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3870)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4100)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4100, 4101)
 Entreprises : charges (p. 4101, 4102)
 Entreprises : investissements (p. 4100, 4101)
 Politique économique : croissance (p. 4101)
 Travail : code du travail (p. 4102)
 Travail : durée du travail (p. 4101)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 14

Son amendement n° 316 rectifié (harmonisation du régime fiscal des assurances pour perte d'activité : exonération de la taxe sur les conventions d'assurances étendue aux chefs d'entreprises) : retiré (p. 4389)

Après l'article 22

Son amendement n° 319 (renforcement de la sécurité juridique en matière d'évaluation) (p. 4431) : retiré (p. 4432)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Son intervention (p. 4533 et s.)
 Ses amendements n°s 379 et 380 (p. 4533 et s.)

Article 51 (conventions de forfait en jours pour certains salariés itinérants non-cadres)

Son amendement n° 321 (p. 4546)

Après l'article 51

Son amendement n° 324 (aménagement du temps de travail et des heures choisies) : retiré (p. 4546)

Son amendement n° 322 (régime dérogatoire d'application de la réduction du temps de travail dans les entreprises de moins de vingt salariés) (p. 4546) : adopté (p. 4547)

Son amendement n° 323 (majoration de salaire due aux salariés qui renoncent à leur RTT) : retiré (p. 4547)

Après l'article 52

Intervient sur l'adit n° 627 de M. Serge Poignant (promotion des fonds d'investissement de proximité -FIP) (p. 4550)

Michel FRANÇAIX

*Oise (3^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Journalistes. Sources d'information, confidentialité, respect [26 janvier 2005] (p. 371)
 Presse et livres. Presse. Financement, perspectives [30 mars 2005] (p. 2593)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8767)

Culture : internat (p. 8767)
 Culture : politique culturelle (p. 8767)
 Enseignement : enseignements artistiques (p. 8767)

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Son amendement n° 206 (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662) : devenu sans objet (p. 9663)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- *Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004*

Ses interventions (p. 9706)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 9708)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9707)
 Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9707)
 Presse et livres : presse (p. 9707)
 Sports : football : audiovisuel et communication (p. 9707)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10846)

Thèmes :

Arts et spectacles : festivals (p. 10847)
 Arts et spectacles : intermittents (p. 10848)
 Arts et spectacles : spectacles (p. 10846)
 Culture : politique culturelle (p. 10846)
 Enseignement : enseignements artistiques (p. 10847)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10848)

Marc FRANCINA

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur du projet de loi modifiant les articles 141-8 et 414-9 du code pénal (n° 2277) [3 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [9 novembre 2004] (p. 9156)

Arlette FRANCO

*Pyrénées-Orientales (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1171, posée le 29 mars 2005. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 3088). Appelée le 29 mars 2005. Dégâts causés par les chiens, lutte et prévention (p. 2480)

n° 1215, posée le 3 mai 2005. Commerce et artisanat. Coiffure (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Exercice de la profession (p. 3026)

DÉBATS**Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1237)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4238)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4239)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4239)

Entreprises : création (p. 4238)

Entreprises : transmission (p. 4239)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son amendement n° 300 (p. 4270)

Article 2 (prise en charge des actions d'accompagnement par les fonds d'assurance formation)

Son amendement n° 301 (p. 4274)

Article 3 (prise en charge des actions d'accompagnement par les actuels fonds d'assurance formation de l'artisanat)

Ses amendements n°s 302 et 47 (p. 4276 et s.)

Article 4 (prise en charge des actions d'accompagnement par le futur fonds d'assurance formation des artisans)

Son amendement n° 48 (p. 4278)

Article 6 (extension de l'exception aux règles de l'usure pour les prêts consentis aux entrepreneurs individuels)

Ses amendements n°s 52 et 49 (p. 4284)

Après l'article 6

Son amendement n° 51 rectifié (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4284) : rejeté (p. 4285)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Alain Ferry (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370)

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Michel Bouvard (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370)

Intervient sur l'ad n° 456 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370)

Son amendement n° 89 (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370) : retiré (p. 4371)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 62 de M. Michel Bouvard (exonération des droits de succession lors de la transmission des petits hôtels de famille situés dans les zones de revitalisation rurale - ZRR) (p. 4373)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son amendement n° 81 (p. 4381)

Article 18 (élargissement des possibilités du tutorat en entreprise)

Son amendement n° 96 rectifié (p. 4400)

Après l'article 21

Son amendement n° 84 rectifié (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405) : retiré (p. 4406)

Après l'article 22

Son amendement n° 87 rectifié (exonération des droits des dons en argent dans un cadre familial) : retiré (p. 4422)

Son amendement n° 88, deuxième rectification (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) : retiré (p. 4431)

Article 23 (création de la société civile artisanale à responsabilité limitée)

Son amendement n° 92 : retiré (p. 4433)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son amendement n° 90 (p. 4465)

Après l'article 44 ter

Son amendement n° 99 (création de pôles "interface" dans les secteurs d'activités dont l'activité principale est le commerce international) : retiré (p. 4526)

Après l'article 47 quater

Son amendement n° 98 (encadrement du travail dominical) : retiré (p. 4539)

Jacqueline FRAYSSE

*Hauts-de-Seine (4^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Secrétaire de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8488)

Télécommunications. Téléphone. Cégétel-SFR, emploi et activité [23 novembre 2004] (p. 9910)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [16 mars 2005] (p. 2075)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 987, posée le 21 décembre 2004. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 10104). Appelée le 21 décembre 2004. Effectifs de personnel, Nanterre (p. 11283)
 n° 1148, posée le 22 mars 2005. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier (J.O. Questions p. 2836). Appelée le 22 mars 2005. Perspectives (p. 2193)

DÉBATS**Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8546)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8606)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 8606)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8546)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8546 et 8606)

Famille : politique familiale (p. 8547)

Politique sociale : inégalités (p. 8547, 8606)

Politique sociale : solidarité (p. 8547)

Santé : accès aux soins (p. 8546, 8606)

Santé : politique de la santé (p. 8546, 8606)

Sécurité sociale : déficit (p. 8547)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 2

Son amendement n° 56 (cotisation sociale exceptionnelle sur les revenus des entreprises) : rejeté (p. 8619)

Son amendement n° 55 (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8619) : rejeté (p. 8622)

Son amendement n° 58 (suppression d'exonérations de charges patronales) : rejeté (p. 8623)

Son amendement n° 54 (modulation des exonérations de charges patronales) (p. 8623) : rejeté (p. 8624)

Article 2 (assujettissement des institutions financières à la contribution sociale des sociétés)

Son intervention (p. 8625)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8649 et s.)

Son amendement n° 64 (p. 8653)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8663)

Son amendement n° 60 précédemment réservé (suspension du plan "Hôpital 2007" et mise en place de négociations interprofessionnelles) (p. 8668) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8669)

Article 7 (avances de trésorerie aux établissements privés et aux professionnels exerçant à titre libéral dans ces établissements)

Son intervention (p. 8669)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESP)

Son intervention (p. 8671)

Son amendement n° 65 (p. 8673)

Article 25 (réforme du mode de financement de l'Union nationale des associations familiales -UNAF-)

Son intervention (p. 8681)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) des majorations de pension pour enfants)

Son amendement n° 100 (p. 8662)

Article 11 précédemment réservé (exonération du ticket modérateur pour les consultations de prévention destinées aux adolescents en classe de cinquième)

Son intervention (p. 8686)

Après l'article 11

Son amendement n° 75 précédemment réservé (demande d'inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) (p. 8687) : rejeté (p. 8688)

Son amendement n° 76 précédemment réservé (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688) : rejeté (p. 8689)

Son amendement n° 77 précédemment réservé (procédure d'inscription accélérée pour les médicaments innovants et d'utilité incontestable pour la santé publique) (p. 8689) : rejeté (p. 8691)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son amendement n° 79 (p. 8695)

Article 17 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurances maladie pour 2005)

Son intervention (p. 8704 et s.)

Article 20 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA -)

Son intervention (p. 8709)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA -)

Ses amendements n° 80 et 81 (p. 8710)

Article 22 précédemment réservé (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 8717)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8719 et s.)

Article 29 (régime de départ anticipé en retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers relevant de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales - CNRACL -)

Son intervention (p. 8725)

Article 33 (facturation par les établissements de santé aux caisses d'assurance maladie)

Son amendement n° 101 (p. 8729)

Explications de vote et vote [2 novembre 2004] (p. 8797)

Ses explications de vote (p. 8798)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8798)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)

Son intervention (p. 10388)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10388)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 10388)

Retraites : généralités : pensions de réversion

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 10388)

Sécurité sociale : cotisations (p. 10389)

Sécurité sociale : dépenses (p. 10388)

Sécurité sociale : financement (p. 10388)

Discussion des articles [2 décembre 2004] (p. 10393)

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (critères d'identification des médecins) (p. 10393)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 10394)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)*Procédure des questions :*

Recherche : recherche fondamentale : emploi (p. 8951)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)*

Ses amendements n°s 260 à 262, 265 et 266 (p. 10083, 10093 et s., 10098, 10106)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son amendement n° 263 (p. 10122)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10395 et s.)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10400 et s.)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10150)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10150)

Établissements de santé : droits du malade (p. 10150, 10151)

Professions de santé : déontologie (p. 10150)

Santé : fin de vie (p. 10150, 10151)

Santé : soins palliatifs (p. 10150, 10151)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)*Article 1er (renovation et simplification du compte épargne-temps)*

Son intervention (p. 737)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)*Après l'article 3*

Intervient sur l'ad. n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1277)

Article 7 (enseignement à distance)

Son intervention (p. 1341)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)*Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)*

Son intervention (p. 1611 et s.)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)*Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)*

Son intervention (p. 3217, 3224, 3229)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 3233)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)*Article 1er (champ de l'habilitation)*

Son intervention (p. 4150)

Pierre FROGIER*Nouvelle-Calédonie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9201)

Thème avant la procédure des questions :

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 9201 et s.)

Yves FROMION*Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome III : Défense (espace, communications et renseignement) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en application de l'article 145 du règlement sur la recherche de défense et de sécurité [9 mars 2005] (n° 2150)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Création. Gendarmerie européenne, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7531)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 992, posée le 21 décembre 2004. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 10105). Appelée le 21 décembre 2004. Effectifs de personnel, Bourges (p. 11269)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9452)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 9452)

Défense : renseignement : Direction générale de la sécurité extérieure (p. 9453)

Espace : satellites (p. 9452 et s.)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9452)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2004] (p. 9492)

Article 49 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Son amendement n° 139 (réduction des crédits destinés à la mise en œuvre du plan social de GIAT Industries) (p. 9492)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11017)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 11017)

Défense : professionnalisation (p. 11017)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11018)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11027)

Son amendement n° 7 (p. 11029)

Après l'article 8

Son amendement n° 8 (conditions d'engagement de la responsabilité financière des militaires) : retiré (p. 11041)

Article 10 (modalités de rémunération)

Son amendement n° 9 (p. 11061)

Article 11 (régimes de pension et de prestations sociales, droit au service de santé des armées)

Son amendement n° 10 (p. 11061)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son amendement n° 12 (p. 11063)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)

Son intervention (p. 11069)

Article 27 (recrutement initial des officiers sous contrat)

Son amendement n° 14 (p. 11070)

Article 33 (procédures de nomination)

Son amendement n° 15 (p. 11072)

Article 95 (modification des règles d'imputabilité au service des blessures et protection des magistrats participant à une opération extérieure)

Son intervention (p. 11089)

G

Claude GAILLARD

*Meurthe-et-Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 avril 2005] (p. 6893)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 avril 2005] (p. 6893)

Rapporteur du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi (n° 2403) [21 juin 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 12 juillet 2005] (p. 11421)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2403) habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [23 juin 2005] (n° 2412)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [11 juillet 2005] (n° 2461)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politiques communautaires. Aides communautaires. Fonds européens d'investissement, bilan et perspectives [2 février 2005] (p. 608)

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [23 mars 2005] (p. 2300)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)
Son intervention (p. 442)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 442)

Eau : agences (p. 442)

Justice : Cour des comptes (p. 442)

Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 442)

Discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 442)

Article 2 (actions de coopération internationale des agences de l'eau dans les domaines de l'eau et de l'assainissement)

Son intervention (p. 444)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4031)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4031 et s.)

Emploi : jeunes (p. 4032)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4032)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4032)

Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 4033)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4031, 4033)

Politique sociale : insertion (p. 4031)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4032)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4142 et s.)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son intervention (p. 4190)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)**

Son intervention (p. 4619)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4619)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4619)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4619)

Travail : prime de transport (p. 4619)

Travail : salaires : moyens de paiement (p. 4619)

Geneviève GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, application, attitude de la France [15 décembre 2004] (p. 11050)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux

Son intervention (p. 7854 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 263 de M. Pascal Terrasse (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et majoration de l'avantage fiscal) (p. 8246)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : majoration de la réduction d'impôt) (p. 8246)

Intervient sur l'adt n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8255)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8261)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8964)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 8965)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 8964)

Animaux : loup (p. 8965)

Animaux : ours (p. 8964)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8965)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 8964)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8965)

Environnement : biodiversité (p. 8965)

Environnement : crédits (p. 8964)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 8965)

Environnement : Natura 2000 (p. 8965)

Recherche (p. 8965)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Son intervention (p. 9768)

Thème :

Économie sociale : crédits (p. 9768)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10058)

Thèmes :

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 10058)

Politique économique : inflation (p. 10058 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Yves Cochet (certificats d'économies d'énergie attribués à tout fournisseur d'énergie contribuant à la création d'emplois dédiés à la maîtrise de l'énergie dans les établissements publics de l'État ou des collectivités territoriales ainsi que dans le secteur résidentiel) (p. 2513)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 336 de M. Daniel Paul (création d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 2515)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son intervention (p. 2522)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'adt n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Intervient sur l'adt n° 350 de M. Daniel Paul (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)

Avant l'article 8

Son amendement n° 301 (définition de l'habitat durable) (p. 2528) : rejeté (p. 2529)

Son amendement n° 300 (prise en compte des mesures visant à l'efficacité énergétique dans le calcul des pénalités infligées aux communes ne respectant pas l'obligation d'offrir 20 % de logements sociaux) (p. 2528) : rejeté (p. 2529)

Son amendement n° 299 (documents d'urbanisme ; objectifs ; adjonction de l'utilisation rationnelle de l'énergie) : rejeté (p. 2529)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 273 de M. François Dosé (usage des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles) (p. 2555)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4242)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4242)

Commerce extérieur : commerce équitable (p. 4243)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son intervention (p. 4394)

Après l'article 45 A

Son amendement n° 261 rectifié (promotion du commerce équitable) : retiré (p. 4530)

Cécile GALLEZ

Nord (21^{ème} circonscription)

Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (n° 2575) [21 décembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Modalités, calendrier [7 décembre 2004] (p. 10384)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7735)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7735)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 7735)

Entreprises : charges (p. 7735)

Entreprises : délocalisations (p. 7735)

Entreprises : transmission (p. 7735)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7735)

Transports ferroviaires (p. 7735)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9515)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 9516)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 9516)

Emploi : jeunes (p. 9516)

Hôtellerie et restauration : recrutement (p. 9516)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 9517)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9516)

Travail : zones urbaines sensibles (p. 9517)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9515)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n° 194 à 196 (p. 1350)

René GALY-DEJEAN

Paris (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives [6 avril 2005] (p. 2723)

Daniel GARD

Aisne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Jean-Paul GARRAUD

Gironde (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance (n° 1900) [24 novembre 2004]

Rapporteur de la proposition de loi relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance (n° 1957) [24 novembre 2004]

Rapporteur de la proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (n° 2413) [29 juin 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 837 portant création d'un délit d'interruption involontaire de grossesse

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IV : Justice (administration centrale et services judiciaires) (n° 1868) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1957), relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance [2 décembre 2004] (n° 1971)

Proposition de loi n° 2078 sur la levée du secret professionnel [9 février 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2413), adoptée par le Sénat, précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [29 juin 2005] (n° 2425)

Proposition de loi n° 2519 visant à l'évaluation de la dangerosité des délinquants récidivistes [12 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Réforme, perspectives [13 octobre 2004] (p. 7837)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7609)

Thèmes :

Agroalimentaire : viticulture (p. 7610)

Publicité (p. 7610)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son amendement n° 752 (p. 7872)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*
Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 9778)

Thèmes :

Administration : recours gracieux (p. 9779)

Justice : délais (p. 9778)

Justice : frais de justice (p. 9779)

Justice : juges de proximité (p. 9779)

Justice : magistrats : rémunération au mérite (p. 9778)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10705)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 10706)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : communautarisme (p. 10706)

Droit pénal : aggravation des peines : lutte contre l'homophobie (p. 10705)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10705)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10706)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 10705)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son amendement n° 55 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10740)

Ses amendements n° 20 et 21 (p. 10743, 10745)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son amendement n° 2 (p. 10746)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son intervention (p. 10797)

Thèmes :

Justice : fonctionnement (p. 10797)

Justice : délais (p. 10797)

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10798)

Justice : juges de proximité : formation professionnelle (p. 10798)

Justice : juges de proximité : recrutement (p. 10798)

Justice : tribunaux : compétences (p. 10799)

Justice : tribunaux correctionnels : juges de proximité (p. 10798)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10811)

Article 1er (compétence générale du tribunal d'instance en matière personnelle ou mobilière)

Son intervention (p. 10811)

Article 2 (compétences spéciales du tribunal d'instance en matière civile)

Son intervention (p. 10812)

Article 3 (compétence générale de la juridiction de proximité en matière personnelle ou mobilière)

Son intervention (p. 10813 et s.)

Article 4 (compétences particulières de la juridiction de proximité en matière civile)

Son intervention (p. 10815)

Article 5 (participation des juges de proximité aux formations collégiales du tribunal correctionnel)

Son intervention (p. 10815)

Article 6 (extension de la compétence du tribunal de grande instance aux actions possessoires)

Son intervention (p. 10816)

Article 7 (compétence de la juridiction de proximité en matière contraventionnelle - coordinations)

Son intervention (p. 10816)

Article 8 (compétence du juge de proximité en matière de composition pénale)

Son intervention (p. 10816)

Article 9 (coordinations)

Son intervention (p. 10816 et s.)

Article 10 (habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution)

Son intervention (p. 10817)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 10817)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son amendement n° 1 (p. 11114)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son amendement n° 2 (p. 11117)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11207)

Son amendement n° 432 (p. 11212)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2958)

Thèmes :

Drogue : cannabis (p. 2959)

Drogue : produits de substitution (p. 2959, 2960)

Drogue : toxicomanie (p. 2959, 2960)

Drogue : usage (p. 2959, 2960)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)

Son intervention (p. 4625)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4626)

Justice : parquet (p. 4626)

Justice : tribunaux correctionnels : délais (p. 4626)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 4625)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 4626)

Daniel GARRIGUE

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne relative aux lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (n° 2328) [1^{er} juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 12 : Charges communes (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'organisation de la recherche publique en Europe [27 octobre 2004] (n° 1885)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de la stratégie de Lisbonne (E 2752 COM [2005] 24 final / E 2829) [16 février 2005] (n° 2102)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le renforcement de la gouvernance économique et la clarification de la mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance (COM [2004] 581 final / E 2718) [2 mars 2005] (n° 2124)

Proposition de résolution n° 2328 sur la communication de la Commission européenne relative aux lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi [11 mai 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 2328) de M. Daniel Garrigue, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la communication de la Commission européenne relative aux lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (2005-2008) (COM [2005] 141 final / E 2861) [7 juin 2005] (n° 2353)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la brevetabilité des inventions mises en œuvre par ordinateur (COM [2002] 92 final / E 1965) [29 juin 2005] (n° 2426)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11407)

Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [9 mars 2005] (p. 1831)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 946, posée le 30 novembre 2004. Transports ferroviaires. Tarifs marchandises (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Transport de bois, conséquences (p. 10245)

n° 1274, posée le 28 juin 2005. Défense. Armement (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Eurengo, emploi et activité, Bergerac (p. 4005)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7591)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7618)

Thèmes :

Secteur public : services publics (p. 7591, 7618)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7592)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7869)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8188)

Thèmes :

Donations et successions (p. 8188)

Entreprises : délocalisations (p. 8189)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8188 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 8188)

Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 8189)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8461)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 223 précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit dans les quatre mois de l'entrée en vigueur de la directive communautaire) (p. 8472)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9373)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Irak (p. 9373)

Pays étrangers : Palestine (p. 9373)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9373)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 9374)

Relations internationales (p. 9374)

Union européenne : constitution européenne (p. 9373 et s.)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9633)

Thèmes avant la procédure des questions :

Finances publiques : dette publique (p. 9633)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 9634)

Impôts et taxes : dégrèvements : remboursement (p. 9634)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9633)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9633)

Président de la République : crédits (p. 9634)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9647)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre Ier

Son intervention (p. 9648)

Etat B, titre II

Son intervention (p. 9648 et s.)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad t n° 211 du Gouvernement (conseillers de chambres régionales des comptes : prorogation des recrutements complémentaires jusqu'en 2010) (p. 9650)

Intervient sur l'ad t n° 153 rectifié de M. René Dosière (traitement du Président de la République : fixation) (p. 9650)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8942)

Thème avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs (p. 8942)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Dordogne (p. 9342)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 424) : rejeté (p. 427)

Claude GATIGNOL
Manche (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi relatif à la protection des inventions biotechnologiques (n° 1884) [4 novembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XV : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (recherche et nouvelle technologie) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1884), relatif à la protection des inventions biotechnologiques [23 novembre 2004] (n° 1936)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles. Véhicules non polluants, développement [13 avril 2005] (p. 2904)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Son amendement n° 511 (cessions de fonds de commerce : exonération des plus-values) (p. 8311) : retiré (p. 8312)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 8929)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : emploi (p. 8930)

Recherche : organismes (p. 8930)

Recherche : chercheurs (p. 8930)

Recherche : crédits (p. 8929)

Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10193)

Son intervention (p. 10197)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10198)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 10197)

Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10198)

Son intervention (p. 10202)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics (p. 10202)

Impôt sur le revenu (p. 10202)

Relations internationales (p. 10202)

Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10203)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 10205)

Thèmes :

Agroalimentaire (p. 10206)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10207)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 10206)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 10206)

Propriété intellectuelle (p. 10206)

Recherche (p. 10205)

Santé : santé publique (p. 10205)

Union européenne : directives : propriété intellectuelle (p. 10207)

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10212)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 1 de M. François Brottes (gratuité, bénévolat et anonymat des dons des matières issues du corps humain) (p. 10212)

Article 5 (coordination)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (champ d'application ; exclusions ; éléments du corps humain, variétés végétales et races animales) (p. 10213)

Article 6 (étendue de la protection garantie par le brevet)

Son intervention (p. 10216)

Article 7 (dérogations à la protection garantie par le brevet : privilèges de l'agriculteur, de l'éleveur et du sélectionneur)

Son intervention (p. 10217)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention (p. 2387)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2417)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants (p. 2387)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2387)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2387)

TVA : taux réduit (p. 2387)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2421)

Intervient sur l'ad n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2421)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)

Son sous-amendement n° 386 à l'ad n° 81 de la commission (p. 2450)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son sous-amendement n° 374 deuxième rectification à l'ad n° 82 de la commission (p. 2452)

Après l'article 10 bis

Son amendement n° 379 (répartition des taxes de production pour les éoliennes installées en mer) : retiré (p. 2551)

Son amendement n° 387 rectifié (engagements pris par les promoteurs d'éoliennes en mer) : adopté (p. 2551)

Son amendement n° 377 (évaluation du potentiel de développement des filières de production d'électricité à partir de sources renouvelables) : adopté (p. 2551)

Son amendement n° 378 (contenu du schéma : prise en compte de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de production d'électricité et évaluation, par zone géographique, du potentiel hydroélectrique) : adopté (p. 2551)

Intervient sur l'ad n° 120 de la commission (augmentation dans la limite de 20 % de la puissance des ouvrages hydroélectriques ; absence d'incidence sur la situation administrative de l'entreprise) (p. 2552)

Intervient sur l'ad n° 121 de la commission (équipements destinés au turbinage des débits minimaux ; procédure d'autorisation ; simplification) (p. 2554)

Article 12 bis (prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation du réseau public de transport)

Son intervention (p. 2564)

Après l'article 27 bis

Intervient sur l'ad n° 208 de M. Michel Sordi (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) (p. 2577)

Son amendement n° 376 (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) : adopté (p. 2577)

Ses explications de vote (p. 2580)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2581)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3932)

Son intervention (p. 3933)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3932, 3933)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3933 et s.)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3934)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3932, 3933)

Energie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) (p. 3934)

Energie et carburants : politique énergétique : énergies renouvelables (p. 3933)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3934)

Jean GAUBERT
Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages (n° 1871) [27 octobre 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VI : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste énergiquement contre la violence de la répression de la manifestation des navigants à Calais [23 mars 2005] (p. 2306)

Soulève la contradiction entre les décisions de l'Assemblée et les déclarations du Président de la République condamnant la référence au pays d'origine [23 mars 2005] (p. 2327)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7608)

Thèmes :

Agriculture (p. 7608)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7608)

Chasse et pêche : chasse (p. 7609)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7608)

Secteur public : services publics (p. 7608)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7622 et s.)

Après l'article 1er quinquièmes A

Intervient sur l'adit n° 349 de M. Jean Lassalle (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès lors qu'elles exercent au moins 75 % de leur activité dans cette zone) (p. 7631)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Ses amendements n°s 689 et 690 (p. 7884 et s.)

Article 6 (dispositions visant à assouplir les contraintes pesant sur le fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée - EARL - et des sociétés civiles d'exploitation agricole - SCEA)

Son amendement n° 558 (p. 7893)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son amendement n° 559 (p. 7894)

Après l'article 9

Son amendement n° 673 (cession du bail agricole hors du cadre familial) (p. 7895) : retiré (p. 7896)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Ses amendements n°s 560 et 674 (p. 7896)

Après l'article 11 F

Intervient sur l'adit n° 680 de M. Joël Giraud (formation professionnelle des pluriactifs et des saisonniers) (p. 7983)

Intervient sur l'adit n° 681 de M. François Brottes (transports collectifs : rôle des particuliers agréés) (p. 7984)

Intervient sur l'adit n° 644 de M. Joël Giraud (structures d'accueil des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7984)

Intervient sur l'adit n° 679 de M. Joël Giraud (structures d'accueil et d'information des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7985)

Article 12 quater supprimé par le Sénat (calcul de la cotisation devant être versée par un groupement d'employeurs pour le financement de la formation professionnelle continue)

Son intervention (p. 7986)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adit n° 17 du Gouvernement (ouverture des groupements d'employeurs aux collectivités territoriales) (p. 7986)

Intervient sur l'adit n° 362 de la commission (ouverture des groupements d'employeurs aux collectivités territoriales) (p. 7986)

Après l'article 18

Intervient sur l'adit n° 648 de M. François Brottes (création de "sociétés de gestion de la pluriactivité") (p. 7989)

Intervient sur l'adit n° 647 de M. Jean Launay (autorisation d'organiser des battues aux sangliers) (p. 7989)

Article 18 ter supprimé par le Sénat (mise en marché des truffes)

Son intervention (p. 7989)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEANP - et de programmes d'action)

Son intervention (p. 7990 et s.)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 7993 et s.)

Après l'article 20

Intervient sur l'adit n° 696 rectifié de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Après l'article 22

Intervient sur l'adit n° 654 de M. François Brottes (suppression des boisements gênants) (p. 7995)

Intervient sur l'adit n° 653 de M. François Brottes (massif forestier ; opération de remembrement) (p. 7995)

Après l'article 22 bis

Intervient sur l'adit n° 655 de M. François Brottes (documents d'urbanisme ; terres agricoles en zone péri-urbaine ; protection par la création de périmètres urbanisables dans les friches forestières) (p. 7996)

Après l'article 23

Intervient sur l'adit n° 656 de M. François Brottes (zones d'aménagement concerté et intervention des SAFER) (p. 7997)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 7998 et s.)

Après l'article 27 bis

Intervient sur l'adit n° 658 de M. François Brottes (de coordination) (p. 8000)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 8002)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers et des apprentis)

Son intervention (p. 8003 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 377 de Mme Françoise Branget (superficie minimale des terrains forestiers provenant de donations ou de successions) (p. 8004)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 769 de M. François Brottes (conventions d'aménagement ou de mise en valeur d'espaces pastoraux ; durée uniforme de six ans) (p. 8005)

Avant l'article 66

Intervient sur l'adt n° 688 de M. Henri Nayrou (contrat d'accès aux services publics en application des contrats de plan Etat-régions) (p. 8006)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles -CNASEA- aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8009)

Article 75 ter supprimé par le Sénat (création d'une agence française d'information et de communication agricole)

Son intervention (p. 8014)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'adt n° 694 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) (p. 80016)

Ses explications de vote (p. 8017)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8017)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9073)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9073)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9073)

Agriculture : fruits et légumes (p. 9073)

Elevage : bâtiments (p. 9073)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9074)

Enseignement agricole (p. 9073)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9073)

Procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : Bretagne (p. 9118)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9637)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : commerce équitable (p. 9368)

Commerce extérieur : organismes : réforme (p. 9637)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportation (p. 9637 et s.)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 10051)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10051 et s.)

Consommation : associations de consommateurs (p. 10051)

Emploi (p. 10051 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10052)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10051)

Impôts locaux (p. 10051)

Politique économique : inflation (p. 10051, 10068)

Travail : travail le dimanche (p. 10052)

TVA : taux réduit (p. 10051)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [25 novembre 2004] (p. 10068)

Son intervention (p. 10068)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Son intervention (p. 2443)

Après l'article 1er septies A

Intervient sur l'adt n° 244 de M. Jean-Pierre Kucheida (interdiction des coupures de gaz et d'électricité pour les familles ou personnes seules en situation précaire) (p. 2459)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2568)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2226) : rejetée (p. 2233)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2227)

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2228)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 2228)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2228, 2230)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2226)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2227 et s.)

Union européenne : constitution européenne (p. 2229)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 36 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er complété par les mots suivants : "de la sécurité maritime et du développement de l'emploi maritime") (p. 2263)

Article 1er (création du registre international français)

Son amendement n° 72 (p. 2264)
Son intervention (p. 2266)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son amendement n° 73 (p. 2266)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 39 de la commission (définition du navigant ; non-application aux résidents français du statut du navigant ; application partielle aux travailleurs indépendants) (p. 2267)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 74 (p. 2269)
Son rappel au règlement (cf. supra) [23 mars 2005] (p. 2306)

Après l'article 3

Son amendement n° 87 (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2309)

Avant l'article 4

Son amendement n° 150 (application obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de dispositions plus favorables d'un droit national (p. 2309) : rejeté (p. 2310)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son amendement n° 75 (p. 2310)
Ses amendements n°s 115, 114, 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103 et 102 (p. 2312)
Son intervention (p. 2321)
Son amendement n° 116 (p. 2312) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2322)
Son amendement n° 77 rectifié (p. 2312) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2322)

Après l'article 4

Son amendement n° 81 quatrième rectification (régime du GIE fiscal ; soumission à l'application du droit social français) : rejeté (p. 2324)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2326)
Son rappel au règlement (cf. supra) [23 mars 2005] (p. 2327)

Après l'article 5

Son amendement n° 100 (rapport au Parlement sur la formation des gens de mer et, notamment, sur les écoles de la marine marchande française) : rejeté (p. 2338)

Article 7 (définition des entreprises de travail maritime)

Son amendement n° 78 (p. 2338)
Son intervention (p. 2339)

Article 8 (agrément des entreprises de travail maritime)

Son amendement n° 79 (p. 2340)

Article 9 (conditions d'agrément des entreprises de travail maritime en France)

Son amendement n° 80 (p. 2341)

Après l'article 9

Son amendement n° 152 (suppression de la possibilité de créer des entreprises de travail maritime en France) (p. 2341) : rejeté (p. 2342)

Avant l'article 10

Son amendement n° 101 (exonération des charges sociales patronales réservée aux navires battant pavillon français et dont l'équipage se voit appliquer la législation sociale française) (p. 2342) : devenu sans objet (p. 2344)

Article 10 (définition du navigant)

Ses amendements n°s 84 et 85 (p. 2346 et s.)

Après l'article 11

Son amendement n° 154 (rapatriement des marins malades ; prise en charge des frais) : rejeté (p. 2347)

Article 13 (dispositions relatives au contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime)

Son amendement n° 88 (p. 2349)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 89 (p. 2350)

Article 15 (temps de travail et de repos du personnel navigant)

Son intervention (p. 2353)

Article 18 (fin du contrat d'engagement ou de mise à disposition)

Ses amendements n°s 147 et 148 (p. 2354)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigants)

Ses amendements n°s 90 et 91 (p. 2355)

Après l'article 21

Son amendement n° 153 (droit du travail applicable dans les eaux territoriales françaises) : rejeté (p. 2356)

Son amendement n° 156 (congrés des personnels nécessaires à la marche du navire et à son entretien) : rejeté (p. 2356)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son amendement n° 149 (p. 2356)

Après l'article 26

Son amendement n° 98 (rapport au Parlement sur les moyens des services de l'inspection du travail maritime pour faire face aux contrôles engendrés par la création du Registre international français) : rejeté (p. 2358)

Article 27 (sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi)

Son amendement n° 97 (p. 2358)
Ses explications de vote (p. 2362)
Vote contre du groupe socialiste (p. 2362)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4221)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4222) : rejetée (p. 4229)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4268)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4223)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4225)

Commerce et artisanat : gérants mandataires (p. 4225)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4221, 4226, 4268)

Emploi : chômage de longue durée (p. 4268)

Entreprises : transmission (p. 4222, 4268)

Formation professionnelle (p. 4223)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4224)

Travail : contrats de travail (p. 4221, 4227)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 4271)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 18, deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4273)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 399 de M. Jean-Louis Christ (crédit d'impôt formation) (p. 4275)

Article 3 (prise en charge des actions d'accompagnement par les actuels fonds d'assurance formation de l'artisanat)

Son intervention (p. 4277)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4282 et s.)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4390 et s.)

Article 18 (élargissement des possibilités du tutorat en entreprise)

Intervient sur l'adt n° 285 de M. Michel Vergnier (p. 4400)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 102 de M. Christophe Caresche (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401)

Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)

Son intervention (p. 4434)

Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)

Son intervention (p. 4437)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Jean-Marie Le Guen (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean-Marie Le Guen (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 578 de M. Gilbert Biessy (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4442)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4452 et s.)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son intervention (p. 4459 et s.)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4470)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4470)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code du commerce)

Son intervention (p. 4481)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4486)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son intervention (p. 4504 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 404 de M. Michel Vergnier (délais de paiement des grandes surfaces aux fournisseurs de boissons alcoolisées ramenés à cinquante jours) (p. 4507)

Après l'article 36

Intervient sur l'adt n° 384 de M. Jean-Louis Dumont (statut des sociétés coopératives de transport fluvial) (p. 4508)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'adt n° 526 de M. Michel Vergnier (contrôle des concentrations) (p. 4509)

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Michel Vergnier (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4510)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4511)

Intervient sur le sous-adt n° 599 rectifié de M. Jean-Paul Charié (modalités et délais fixés par décret) à l'adt n° 203, troisième rectification de la commission (renforcement de la portabilité des numéros de téléphonie mobile) (p. 4514)

Après l'article 52

Son amendement n° 373 rectifié (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4547) : rejeté (p. 4548)

Son amendement n° 374 rectifié (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4547) : rejeté (p. 4548)

Son amendement n° 375, deuxième rectification (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques dans un délai de trois ans) (p. 4547) : rejeté (p. 4548)

Jean de GAULLE

Paris (8^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Jean-Jacques GAULTIER

Vosges (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. Feux de croisement. Allumage, réglementation [20 octobre 2004] (p. 8138)

Sécurité sociale. Cotisations. Contrats d'apprentissage, perspectives [9 mars 2005] (p. 1836)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1043, posée le 1^{er} février 2005. Sécurité sociale. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 885)

n° 1193, posée le 5 avril 2005. Sécurité routière. Accidents (J.O. Questions p. 3377). Appelée le 5 avril 2005. Véhicules à deux roues, lutte et prévention (p. 2634)

n° 1275, posée le 28 juin 2005. Justice. Tribunaux d'instance (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Perspectives, Vosges (p. 3988)

DÉBATS**Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)**

Son intervention (p. 2604)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2604)

Sports : dopage (p. 2604)

Sports : politique du sport (p. 2604)

Nathalie GAUTIER
Rhône (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 298)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 880, posée le 5 octobre 2004. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 7655). Appelée le 5 octobre 2004. Effectifs de personnel (p. 7458)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Son intervention (p. 9722)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9722)

Logement : logement social : offre (p. 9722)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 9426)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : services publics (p. 100)

Postes : La Poste (p. 100)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention (p. 3952)

Thèmes :

Communes : concessions : services publics locaux (p. 3952)

Marchés publics : délégations de service public (p. 3953)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3954)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 1er (règles de publicité applicables aux concessions d'aménagement)

Son intervention (p. 3957 et s.)

Ses amendements n° 27 rectifié et 22 (p. 3957 et s.)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son intervention (p. 3959 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'ad n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'ad n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'ad n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Son amendement n° 45 (validation des conventions d'aménagement passées avant la publication de la présente loi et des actes pris pour leur mise en œuvre) : adopté (p. 3964)

Ses explications de vote (p. 3965)

Hervé GAYMARD

Savoie (2^{ème} circonscription)
Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche
et des affaires rurales
puis Ministre de l'économie, des finances et de
l'industrie

Est nommé Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 25 février 2005 [J.O. du 26 février 2005] (p. 3451)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2043 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1173 du 4 novembre 2004 portant adaptation de certaines dispositions du code de commerce au droit communautaire de la concurrence [26 janvier 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Geneviève Levy. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences, marins pêcheurs [6 octobre 2004] (p. 7534)

M. Éric Diard. Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [12 octobre 2004] (p. 7756)

M. Mansour Kamardine. Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Agriculture, développement, perspectives [20 octobre 2004] (p. 8136)

M. Jacques Le Guen. Agriculture. Fruits et légumes. Chou-fleur breton, soutien du marché [9 novembre 2004] (p. 9160)

M. Jean-Marc Lefranc. Aquaculture et pêche professionnelle. Coquilles Saint-Jacques. Arrêtés d'interdiction, Normandie, conséquences [24 novembre 2004] (p. 9982)

M. Michel Terrot. Politique économique. Croissance. Perspectives [30 novembre 2004] (p. 10259)

M. Jérôme Rivière. Entreprises en difficulté. EADS, attitude du Gouvernement [7 décembre 2004] (p. 10385)

M. Jean-Jacques Descamps. Finances publiques. Déficit public. Pacte de stabilité, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10997)

M. Joël Hart. Industrie. Papier et carton. Papiers peints, Abélia décors, emploi et activité [14 décembre 2004] (p. 10999)

M. Charles de Courson. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Réforme, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11402)

M. Gilles Cocquemot. Sociétés. Eurotunnel. Situation financière, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11406)

M. Olivier Dassault. Politique économique. Investissements. Politiques communautaires [22 décembre 2004] (p. 11408)

M. Jean Glavany. Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 111)

M. Gérard Cherpion. Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord textile, perspectives [26 janvier 2005] (p. 368)
 M. Pascal Terrasse. Entreprises. Entreprises en difficulté. Statistiques, bilan et perspectives [2 février 2005] (p. 611)
 M. Marc Laffineur. Politique économique. Croissance. Perspectives [8 février 2005] (p. 882)
 M. Jean-Marie Binetruy. Impôts et taxes. Politique fiscale. Petites et moyennes entreprises (PME) [15 février 2005] (p. 1098)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. René André. Chasse et pêche. Pêche. Baie du Mont-Saint-Michel, dates d'ouverture [5 octobre 2004] (p. 7454)
 M. Jean-Paul Chanteguet. Gendarmerie. Groupe de soutien technique des hélicoptères du Blanc. Transfert, conséquences [5 octobre 2004] (p. 7456)
 M. Gérard Voisin. Agriculture. Viticulteurs. Revendications [19 octobre 2004] (p. 8028)
 M. Jean-Marc Roubaud. Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [19 octobre 2004] (p. 8030)
 Mme Pascale Gruny. Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [19 octobre 2004] (p. 8031)
 M. Alain Néri. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [19 octobre 2004] (p. 8033)
 M. François Dosé. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [19 octobre 2004] (p. 8034)
 M. Bernard Derosier. Etat. Décentralisation. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), revenu minimum d'activité (RMA), gestion [19 octobre 2004] (p. 8035)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7575)
 Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7591)

Thèmes :

Agriculture (p. 7577)
 Agroalimentaire (p. 7577)
 Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 7577)
 Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7575 et s.)
 Bois et forêts : forêts (p. 7577)
 Entreprises : création : zones rurales (p. 7576)
 Environnement : montagne (p. 7578)
 Environnement : Natura 2000 (p. 7577)
 Impôts et taxes (p. 7576)
 Logement (p. 7576)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7577)
 Professions de santé (p. 7576)
 Secteur public : services publics (p. 7576)
 Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7578, 7591)
 Travail : pluriactivité (p. 7576)
 Travail : travail saisonnier (p. 7576)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)
 Son intervention (p. 7853)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)
 Son intervention (p. 7854 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 13 rectifié du Gouvernement (transposition de directives européennes relatives aux épizooties majeures) (p. 7858)
 Intervient sur l'ad n° 338 de M. Gabriel Biancheri (saisine de l'AFSSA par les vétérinaires) (p. 7858)
 Intervient sur l'ad n° 183 rectifié de M. Gabriel Biancheri (conditions de délivrance des médicaments vétérinaires) (p. 7859)

Article 1er A (principe de solidarité en faveur des territoires ruraux et de montagne)

Son intervention (p. 7860)

Article 2 (création des sociétés d'investissement pour le développement rural)

Son intervention (p. 7860)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 550 de Mme Marylise Lebranchu (conventions entre collectivités locales et associations pour la diffusion d'actions culturelles de proximité) (p. 7861)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 699 de M. François Brottes (salariés saisonniers ; stations classées ; normes obligatoires d'hébergement) (p. 7861)

Après l'article 3 bis

Intervient sur l'ad n° 551 de M. François Brottes (professionnels installés en zone de montagne ou en ZRR ; taxe intérieure de consommation sur les carburants ; barème préférentiel) (p. 7861)

Article 3 ter (réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)

Son intervention (p. 7862 et s.)

Après l'article 3 ter

Intervient sur l'ad n° 511 de M. Jean Dionis du Séjour (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) mobilisée au profit des producteurs de fruits et légumes) (p. 7864)

Avant l'article 4 A

Intervient sur l'ad n° 552 de M. François Brottes (promotion des produits laitiers) (p. 7865)

Intervient sur l'ad n° 553 de M. François Brottes (maintien de la collecte de lait en zone de montagne) (p. 7865)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7883 et s.)

Après l'article 75 sexies

Intervient sur l'ad n° 836 du Gouvernement (participation du Conservatoire du littoral à certains programmes d'aménagement des sites) (p. 7889)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 294 de M. Alain Suguenot (cessions d'entreprise de culture marine ; régime des droits de mutation) (p. 7890)

Intervient sur l'ad n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7890)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun - GAEC - et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 7893)

Article 6 (dispositions visant à assouplir les contraintes pesant sur le fonctionnement des exploitations agricoles à responsabilité limitée - EARL - et des sociétés civiles d'exploitation agricole - SCEA)

Son intervention (p. 7894)

Article 7 (organisation des assolements en commun dans le cadre du statut du fermage)

Son intervention (p. 7894)

Article 8 bis (création de sections d'agriculture biologique et de montagne dans les organisations interprofessionnelles)

Son intervention (p. 7894)

Article 9 (conditions d'indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles)

Son intervention (p. 7895)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 12 rectifié du Gouvernement (transposition d'une directive relative aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux et harmonisation de la rédaction des dispositions relatives à l'importation, à la circulation et à l'exportation des végétaux et produits végétaux) (p. 7895)

Intervient sur l'ad n° 673 de M. Jean Gaubert (cession du bail agricole hors du cadre familial) (p. 7895)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son intervention (p. 7896 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad t n° 675 de M. François Brottes (construction à usage non agricole ; implantation ; servitude de proximité agricole au profit de futures constructions agricoles) (p. 7897)

Article 10 bis A (régime social applicable aux entreprises paysagères)

Son intervention (p. 7898)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes)

Son intervention (p. 7898)

Après l'article 10 ter

Intervient sur l'ad t n° 75 rectifié de la commission (classement des huiles végétales pures) (p. 7899)

Après l'article 10 quinquies

Intervient sur l'ad t n° 358 de M. Michel Roumegoux (exonération partielle des droits de succession ou de donation au profit des terrains "truffiers") (p. 7899)

Article 10 sexies supprimé par le Sénat (procédure administrative de recouvrement des créances dues aux interprofessions agricoles)

Son intervention (p. 7900)

Après l'article 10 septies

Intervient sur l'ad t n° 329 corrigé du Gouvernement (vins de pays, parcelles affectées à la production ; déclaration obligatoire) (p. 7900)

Article 10 octies A (délivrance par l'administration de l'appellation "vins de pays")

Son intervention (p. 7901)

Article 10 decies (suspension par l'administration de la délivrance de titres de mouvement en cas de non-respect des accords étendus)

Son intervention (p. 7902)

Article 10 undecies (modalités de communication par l'administration aux interprofessions agricoles d'informations relatives à la production, à la commercialisation et à la transformation des produits)

Son intervention (p. 7903)

Après l'article 10 undecies

Intervient sur l'ad t n° 432 de M. André Chassaigne (organisation, avant fin 2004, d'une conférence des prix agricoles) (p. 7903)

Intervient sur l'ad t n° 436 de M. André Chassaigne (coefficient multiplicateur ; application immédiate en cas de crise conjoncturelle de la production agricole) (p. 7903)

Intervient sur l'ad t n° 677 de M. Jean Launay (application aux terrains à vocation truffière du régime fiscal des transmissions de forêts privées) (p. 7903)

Article 11 AA (prise en compte des contraintes liées au travail saisonnier et à la pluriactivité)

Son intervention (p. 7904)

Après l'article 11 AA

Intervient sur l'ad t n° 678 de M. François Brottes (travailleurs saisonniers ; programmes immobiliers neufs ; réservation obligatoire de logements) (p. 7904)

Intervient sur l'ad t n° 248 de M. Michel Bouvard (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)

Intervient sur l'ad t n° 534 de M. François Vannson (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)

Intervient sur l'ad t n° 700 de M. François Brottes (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) (p. 7904)

Article 11 A (extension du dispositif d'autorisation d'exploitation commerciale à la distribution du fioul domestique)

Son intervention (p. 7905)

Après l'article 11 B

Intervient sur l'ad t n° 354 de M. Jean Lassalle (commerce d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés ; changement d'activité ; autorisation d'exploitation) (p. 7905)

Après l'article 11 C

Intervient sur l'ad t n° 80 rectifié de la commission (personnels chargés du déneigement ; durée du travail ; application des 35 heures) (p. 7905)

Intervient sur le sous-ad t n° 833 de M. Yves Coussain (application aux personnels privés et publics) à l'ad t n° 80 rectifié de la commission (p. 7905)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)

Son intervention (p. 7906)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9093)

Ses réponses (p. 9102 à 9120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9097)

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9097)

Agriculture : crédits (p. 9094)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9096)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 9097)

Agriculture : fruits et légumes (p. 9098)

Agriculture : offices d'intervention (p. 9098)

Agroalimentaire : produits ; sécurité sanitaire (p. 9096)

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : crédits budgétaires (p. 9099)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer : crédits budgétaires (p. 9099)

Assurances (p. 9095)

Bois et forêts : forêts (p. 9098)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9094)

Élevage : bâtiments (p. 9096)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 9098)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture (p. 9098)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9094 et s.)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9095, 9098)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : crédits budgétaires (p. 9099)

Union européenne : constitution européenne (p. 9094)

Union européenne : élargissement (p. 9095)

Réponses aux questions :

Administration : simplifications administratives (M. Francis Saint-Léger) (p. 9117)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (M. Germain Peiro) (p. 9103)

Agriculture : fruits et légumes : Bretagne (M. Jean Gaubert) (p. 9119)

Agriculture : fruits et légumes : Guadeloupe (M. Victorin Lurel) (p. 9117)

Agriculture : fruits et légumes : Martinique (M. Louis-Joseph Manscour) (p. 9112)

Agriculture : installation : dotations aux jeunes agriculteurs (M. Jean-Claude Leroy) (p. 9116)

Agroalimentaire : viticulture (M. Kléber Mesquida) (p. 9103)

Agroalimentaire : viticulture (M. André Chassaigne) (p. 9108)

Agroalimentaire : viticulture : Institut national des appellations d'origine (INAO) (M. Philippe Feneuil) (p. 9114)

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (M. François Liberti) (p. 9107)

Bois et forêts : filière bois (M. François Brottes) (p. 9102)

Bois et forêts : politique forestière (M. Jean-François Chossy) (p. 9109)

Élevage : haras (M. Marc Le Fur) (p. 9115)

Énergie et carburants : biocarburants (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 9105)

Énergie et carburants : biocarburants (M. Yannick Favennec) (p. 9110)

Énergie et carburants : pétrole : coût (M. François Sauvadet) (p. 9105)

Politiques communautaires : politique agricole commune (M. Philippe Auberger) (p. 9109)

Politiques communautaires : politique agricole commune (M. Pascal Terrasse) (p. 9111)

Retraites : régime agricole (M. André Chassaigne) (p. 9106)

Retraites : régime agricole (M. Marc Le Fur) (p. 9118)

Santé : sécurité sanitaire : effectifs (M. Germain Peiro) (p. 9113)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

- Intervient sur l'adt n° 98 du Gouvernement (taxe fiscale affectée à l'ONIC ; perception) (p. 9120)
- Intervient sur le sous-adt n° 107 de M. Alain Marleix (rédactionnel) à l'adt n° 98 du Gouvernement (p. 9121)
- Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de la commission des finances (équarissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9121)
- Intervient sur l'adt n° 97 du Gouvernement (INAO : ressources ; droit sur les indications géographiques protégées ; assiette) (p. 9123)
- Intervient sur le sous-adt n° 105 de M. Alain Marleix (de précision) à l'adt n° 97 du Gouvernement (p. 9123)
- Intervient sur le sous-adt n° 106 de M. Alain Marleix (de précision) à l'adt n° 97 du Gouvernement (p. 9123)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10858)

Thèmes :

- Assurance maladie maternité : généralités (p. 10859)
- Emploi : chômage : politique de l'emploi (p. 10858 et s.)
- Energie et carburants : énergies renouvelables : économies d'énergie (p. 10858)
- Energie et carburants : pétrole (p. 10858)
- Etat : patrimoine (p. 10859)
- Etat : réforme : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10859 et s.)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10859)
- Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10859)
- Finances publiques : dette publique (p. 10859)
- Industrie : politique industrielle : recherche (p. 10860 et s.)
- Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10858)
- Politique économique : croissance (p. 10858)
- Politique générale : réforme (p. 10858)
- Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 10859)
- Secteur public : privatisations (p. 10859)
- Travail : durée du travail (p. 10860)
- Union européenne : euro (p. 10858)

Catherine GÉNISSEON

*Pas-de-Calais (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)
- Vice-présidente de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)
- Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]
- Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Application [1^{er} février 2005] (p. 505)
- Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1733)

Publicité. Affichage. Représentation de La Cène, interdiction [29 mars 2005] (p. 2506)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

- n° 907, posée le 19 octobre 2004. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques (J.O. Questions p. 8003). Appelée le 19 octobre 2004. Affections de longue durée, diabète (p. 8050)
- n° 930, posée le 30 novembre 2004. Médecines parallèles. Ostéopathes (J.O. Questions p. 9295). Appelée le 30 novembre 2004. Exercice de la profession, décrets d'application, publication (p. 10230)
- n° 1085, posée le 1^{er} mars 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 2042). Appelée le 1^{er} mars 2005. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 1461)
- n° 1183, posée le 5 avril 2005. Transports. Transports sanitaires (J.O. Questions p. 3375). Appelée le 5 avril 2005. Ambulanciers, revendications (p. 2626)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8650 et s.)

Avant l'article 6

- Intervient sur l'adt n° 124 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)
- Intervient sur l'adt n° 125 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8666)
- Intervient sur l'adt n° 123 précédemment réservé de Mme Martine Billard (choix d'un médecin spécialiste référent) (p. 8666)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son amendement n° 577 (p. 10438)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10144)

Thèmes :

- Bioéthique : euthanasie (p. 10145)
- Etablissements de santé : droits du malade (p. 10144, 10145)
- Santé : fin de vie (p. 10144, 10145)
- Santé : soins palliatifs (p. 10145)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 3

Son amendement n° 367 (orientation scolaire égalitaire entre garçons et filles) (p. 1279) : adopté (p. 1280)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1991)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 1991)

Secteur public : services publics : énergie électrique (p. 1991)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayralut (p. 3280) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3286)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 3280)

Enseignement : égalité des sexes (p. 3281)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3280 et s.)

Travail : primes (p. 3282)

Travail : congé de maternité (p. 3282)

Travail : négociations (p. 3283)

Travail : précarité (p. 3282)

Travail : salaires (p. 3281)

Travail : travail à temps partiel (p. 3280)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son amendement n° 97 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3339)

Son amendement n° 98 (p. 3341)

Son intervention (p. 3343 et s.)

Article 2 (égalité salariale en matière d'intéressement ou de distribution d'actions - Inclusion de l'état de grossesse dans la liste des motifs de discriminations)

Son amendement n° 99 rectifié (p. 3345)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 82 de Mme Martine Billard (petites et moyennes entreprises : mesures anti-discrimination : information des employés) (p. 3346)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son amendement n° 100 (p. 3347)

Son intervention (p. 3348)

Son sous-amendement n° 134 à l'adt n° 18 de la commission (p. 3348)

Après l'article 3

Son amendement n° 104 rectifié (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) : retiré (p. 3349)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Ses amendements n° 101, 102, 129, 103 (p. 3350 et s.)

Son sous-amendement n° 135 à l'adt n° 20 de la commission (p. 3351)

Son intervention (p. 3352 et s.)

Son amendement n° 105 (p. 3352)

Avant l'article 5

Son amendement n° 112 (nouveau Titre II : notion de responsabilité familiale se substituant à celle de parentalité) : adopté (p. 3356)

Article 5 (rapport sur la situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)

Son amendement n° 113 (p. 3356)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Ses amendements n° 116 et 115 (p. 3357)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (travail à temps partiel : droit d'opposition des représentants du personnel) (p. 3358)

Son amendement n° 111 (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3358) : rejeté (p. 3360)

Son amendement n° 108 (contrat de travail ; mentions obligatoires : aménagement du temps de travail) (p. 3366) : rejeté (p. 3367)

Son amendement n° 109 rectifié (heures complémentaires : prévenance des salariés : allongement du délai) : rejeté (p. 3367)

Intervient sur l'adt n° 107 deuxième rectification de M. Alain Vidalies (travail à temps partiel : encadrement par accords de branche) (p. 3368)

Son amendement n° 130 (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3368) : rejeté (p. 3369)

Son amendement n° 114 (heures supplémentaires et heures choisies : propositions prioritaires à certaines catégories de salariés) (p. 3369) : rejeté (p. 3370)

Son amendement n° 110 (travail à temps partiel : pluralité d'interruptions de travail ; dérogations par accords collectifs) : rejeté (p. 3370)

Intervient sur l'adt n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Ses amendements n° 117 et 118 (p. 3373 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 131 (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3376) : rejeté (p. 3377)

Article 8 (majoration de l'allocation de formation des salariés pour favoriser la garde d'un enfant pendant une période de formation hors du temps de travail)

Ses amendements n° 119 et 120 (p. 3377)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son amendement n° 132 (p. 3378)

Son sous-amendement n° 136 à l'adt n° 30 de la commission (p. 3378)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 9 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3381)

Article 15 (égalité dans l'accès à la formation professionnelle et à l'apprentissage)

Ses amendements n° 128, 121, 137 et 133 (p. 3382 et s.)

Ses explications de vote (p. 3385)

Abstention du groupe socialiste (p. 3385)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3594)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3594)

Emploi : création d'emplois (p. 3594)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3594)

Politique sociale : services à la personne (p. 3594 et 3695)

Travail : travail à temps partiel (p. 3594)

Guy GEOFFROY

Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de M. le Ministre des solidarités, de la santé et de la famille et de Mme la Secrétaire d'État aux personnes handicapées [J.O. du 2 avril 2005] (p. 5969)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1946 tendant à optimiser l'utilisation des aires de stationnement construites dans le parc social [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [12 octobre 2004] (p. 7754)

Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 février 2005] (p. 1093)

Enseignement. Réglementation. Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005, application, perspectives [23 juin 2005] (p. 3862)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1118, posée le 8 mars 2005. Personnes âgées. Foyers-logements (J.O. Questions p. 2274). Appelée le 8 mars 2005. Fonctionnement (p. 1702)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Souhaite que les députés s'abstiennent de propos discriminatoires [16 février 2005] (p. 1242)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7513 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : prérogatives (p. 7513)

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7513)

Union européenne : directives (p. 7514)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 1er (statut et compétence)

Son intervention (p. 7544 et s.)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7551)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 7553)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son intervention (p. 7567)

Ses explications de vote (p. 7571)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 7571)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10700)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 10700)

Droit pénal : violences conjugales (p. 10701)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10701)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10733)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10739 et s.)

Ses explications de vote (p. 10751)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10751)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9167)

Son intervention (p. 9169)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 9169)

Mort : funéraires : droit (p. 9170)

Ordonnances : ratification (p. 9167)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 9169)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9170)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Thème :

Justice : centres éducatifs fermés : évaluation (p. 9785)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 208 rectifié (syndicats d'agglomération nouvelle : fixation du taux de taxe professionnelle) (p. 9860) : adopté après modification (p. 9861)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9956)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9956)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9956)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9956)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son intervention (p. 10810)

Thèmes :

Justice : juges de proximité : fonctionnement (p. 10810)
 Justice : tribunaux correctionnels : juges de proximité (p. 10811)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [16 décembre 2004] (p. 11124)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11125)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11318)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1127)

Son intervention (p. 1172)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1229)

Thèmes :

Education physique et sportive : enseignement secondaire (p. 1173)
 Enseignement : sécurité (p. 1173)
 Enseignement : illettrisme (p. 1173)
 Enseignement : obligation scolaire (p. 1172)
 Enseignement : pédagogie (p. 1128, 1229)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1127, 1128, 1172, 1173, 1229)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 1173)
 Enseignement secondaire : brevet (p. 1173)
 Enseignement secondaire : diplômés (p. 1229)
 Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1173)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 février 2005] (p. 1242)

Son intervention (p. 1258)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 202 de M. François Liberti (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1261)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1269)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 369 de Mme Martine David (liens entre associations et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1280)

Intervient sur l'adt n° 371 de Mme Martine David (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1287)

Intervient sur l'adt n° 298 rectifié de M. Christophe Masse (apprentissage des technologies nouvelles) (p. 1287)

Intervient sur l'adt n° 208 de M. François Liberti (éducation physique et sportive ; objectifs et missions) (p. 1288)

Intervient sur l'adt n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1293)

Intervient sur l'adt n° 289 rectifié de M. Yves Durand (orientation exclue avant la fin du collège) (p. 1297)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1301 et s.)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1309, 1331 et s.)

Ses sous-amendements n°s 470 à 473 à l'adt n° 451 de M. Pierre-André Périssol (p. 1325)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Pierre-Christophe Baguet (statut des directeurs d'écoles) (p. 1339)

Intervient sur le sous-adt n° 507 du Gouvernement (de simplification) à l'adt n° 453 de M. Pierre-André Périssol (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1340)

Son sous-amendement n° 508 (de précision) à l'adt n° 453 de M. Pierre-André Périssol (p. 1340) : adopté (p. 1341)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1343 et s.)

Ses amendements n°s 17 rectifié, 140, 21 rectifié, 142, 143, 144, 141 et 16 rectifié (p. 1351, 1361, 1406, 1409 et s., 1413)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son amendement n° 24 (p. 1436)

Article 16 (diplômes)

Son amendement n° 23 (p. 1440)

Article 18 (brevet)

Son amendement n° 42 rectifié (p. 1441)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de M. Guy Teissier (fonction de directeur d'école) (p. 1446)

Article 21 (conseil pédagogique)

Son intervention (p. 1447)

Article 22 (formation des maîtres)

Son intervention (p. 1448)

Article 25 (liberté pédagogique et formation continue des enseignants)

Son amendement n° 22 (p. 1450)

Article 2 bis (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission)

Son intervention (p. 1452)

Explications de vote et vote [2 mars 2005] (p. 1541)

Ses explications de vote (p. 1543)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1543)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2402)
Son intervention (p. 2407)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 2407)
Enseignement : illettrisme (p. 2407)
Enseignement : obligation scolaire (p. 2403)
Enseignement : parents d'élèves (p. 2408)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 2403, 2407)
Enseignement : programmes (p. 2403, 2407)
Enseignement : personnel : recrutement (p. 2408)
Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 2407)
Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des
maîtres (IUFM) (p. 2408)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 2408)

**Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions
d'adaptation au droit communautaire dans le
domaine de la justice**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)

Son intervention (p. 3187)

Thèmes :

Droit pénal : fausse monnaie : récidive (p. 3187)
Justice : aide juridictionnelle (p. 3187)
Justice : espace judiciaire européen (p. 3187)
Union européenne : directives : décision-cadre (p. 3187)
Union européenne : Eurojust (p. 3188)

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 20 de la commission (décentralisation du
service public du stationnement payant) (p. 3194)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 3187)

**Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à
prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence
pour l'emploi**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028,
4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4047)
Son intervention (p. 4064)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4047, 4065)
Emploi : chômage de longue durée (p. 4066)
Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4047, 4065)
Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 4066)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4065)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 4047, 4065)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4065)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 4047)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4157, 4187 et s.)

Explications de vote et vote [5 juillet 2005] (p. 4304)

Ses explications de vote (p. 4305)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 4306)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)

Son intervention (p. 4620)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4621)
Emploi : politique de l'emploi (p. 4621)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4621)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4620)
Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4621)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 4621)

**Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et
moyennes entreprises**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ;
[6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005]
(p. 4452, 4479, 4524)**

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son amendement n° 72 (p. 4402)

Son intervention (p. 4403)

*Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement
financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)*

Son amendement n° 1 rectifié (p. 4533)

**Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement
de l'audience d'homologation de la comparution sur
reconnaissance préalable de culpabilité**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005]
(p. 4624)**

Son intervention (p. 4632)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de
culpabilité : audiences d'homologation (p. 4632)
Justice : parquet (p. 4632)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 4632)

**Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la
disposition du public les locaux dits du Congrès, au
Château de Versailles**

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4635)

Son intervention (p. 4636)

Thèmes :

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 4636)
Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 4637)
Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 4636)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 4637)

**Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de
transposition du droit communautaire à la fonction
publique**

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juillet 2005] (p. 4659)

Son intervention (p. 4661)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4661)
Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics
(p. 4661)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire
(p. 4661)

André GERIN

*Rhône (14^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du
30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation
et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre
2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2004] (p. 17541)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 octobre 2004] (p. 17541)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 octobre 2004] (p. 17633)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 octobre 2004] (p. 17633)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2316 établissant un service national de solidarité [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Presse et livres. Presse régionale. Aides de l'Etat [30 mars 2005] (p. 2586)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 963, posée le 7 décembre 2004. Sécurité publique. Plans de prévention des risques (J.O. Questions p. 9556). Appelée le 7 décembre 2004. Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, modalités d'application (p. 10664)

n° 1079, posée le 1^{er} mars 2005. Retraites : généralités. Âge de la retraite (J.O. Questions p. 2041). Appelée le 1^{er} mars 2005. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application (p. 1478)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Police : effectifs : commissariats (p. 8848)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 1er (modifications du code de l'éducation)

Son intervention (p. 1235)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1240)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention (p. 3954)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 3955)

Marchés publics : délégations de service public (p. 3954)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3954)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 1er (règles de publicité applicables aux concessions d'aménagement)

Son intervention (p. 3958)

Son amendement n° 28 (p. 3958)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Son amendement n° 30 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) : rejeté (p. 3963)

Son amendement n° 31 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963) : rejeté (p. 3964)

Son amendement n° 32 (validation des conventions d'aménagement passées avant la publication de la présente loi et des actes pris pour leur mise en œuvre) (p. 3964) : devenu sans objet (p. 3965)

Ses explications de vote (p. 3965)

Alain GEST

Somme (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2388 visant à modifier certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des conseillers généraux et des députés [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2400 visant à supprimer la contribution due par les entreprises en cas de licenciement d'un salarié âgé de plus de cinquante ans [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF. Missions de service public, maintien [2 février 2005] (p. 612)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 947, posée le 30 novembre 2004. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs indépendants : annuités liquidables (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Périodes de chômage, affiliés à la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC) (p. 10229)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 213 de M. David Habib (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8372)

Intervient sur l'adt n° 412 troisième rectification de M. Charles de Courson (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8372)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004]

(p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10096 et s.)

Son amendement n° 965 (p. 10114)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10120)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10158)

Thèmes :

Établissements de santé : droits du malade (p. 10158)

Santé : fin de vie (p. 10158)

Santé : soins palliatifs (p. 10158)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4675)

Thèmes :

Agriculture : coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) (p. 4675)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4675)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4676)

Communes : droit de préemption (p. 4676)

Entreprises : transmission (p. 4675)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) : investissements (p. 4675)

Formation professionnelle (p. 4675)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4675)

Travail : travail le dimanche : apprentis (p. 4676)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4676)

Jean-Marie GEVEAUX

Sarthe (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Vice-président de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005] (p. 8246)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1758) de M. Edouard Landrain et M. Jean-Marie Geveaux portant diverses dispositions relatives au sport professionnel [5 octobre 2004] (n° 1831)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 110)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1142, posée le 22 mars 2005. Audiovisuel et communication. Radio (J.O. Questions p. 2835). Appelée le 22 mars 2005. Radios associatives, financement, fonds de soutien à l'expression radiophonique (p. 2195)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7913)

Thèmes :

Droit civil : droit à l'image (p. 7914)

Sports : associations et clubs (p. 7914)

Sports : fédérations (p. 7914)

Sports : métiers du sport (p. 7914)

Sports : sport de haut niveau (p. 7914)

Sports : sportifs (p. 7913)

Sports : sportifs professionnels (p. 7913)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 7913)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 1er (rémunération du droit à l'image collective des sportifs professionnels)

Son intervention (p. 7926)

Article 2 (mise à disposition des sportifs professionnels en sélection nationale)

Son intervention (p. 7927)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7927 et s.)

Article 4 (interdiction pour une personne privée de contrôler plus d'une société sportive au sein d'une même discipline)

Son intervention (p. 7929 et s.)

Article 5 (possibilité pour les fédérations de conférer la qualité de membre aux sociétés sportives constituées dans la ou les disciplines qu'elles encadrent)

Son intervention (p. 7930)

Son amendement n° 3 (p. 7930)

Article 6 (gage de la proposition de loi)

Son intervention (p. 7930)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*

Son intervention (p. 9768)

Thème :

Associations : bénévolat (p. 9768)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)

Son intervention (p. 11165)

Thèmes :

Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 11165)
 Emploi : création d'emplois (p. 11165)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 11166)
 Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11166)
 Logement : logement social (p. 11165)
 Logement : politique du logement (p. 11165)
 Ses explications de vote (p. 11168)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11168)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 11185)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11186)
 Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 11186)
 Handicapés : allocations et ressources (p. 11186)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11186)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er bis (prévention des handicaps)

Son amendement n° 772 (p. 11207)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Ses amendements n°s 773 à 776 (p. 11235 et s.)

Article 4 (garantie de ressources des handicapés accueillis en centre d'aide par le travail)

Son amendement n° 777 : adopté (p. 11249)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11355)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11371 et s.)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 820 (p. 11436)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2600)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2601)
 Sports : dopage (p. 2601)
 Sports : jeux olympiques (p. 2602)
 Sports : médecine du sport (p. 2601)

Explications de vote et vote [6 avril 2005] (p. 2731)

Ses explications de vote (p. 2732)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2732)

Paul GIACOBBI

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 957, posée le 7 décembre 2004. Tourisme et loisirs. Politique du tourisme (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Corse, aides de l'Etat (p. 10658)

n° 1109, posée le 8 mars 2005. Transports aériens. Aéroport de Calvi (J.O. Questions p. 2272). Appelée le 8 mars 2005. Desserte nocturne, perspectives (p. 1717)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7964)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 7964)
 Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7965)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7965)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8119)

Son intervention (p. 8178)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 8179)
 Finances publiques : dette publique (p. 8178)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8179 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8179)
 Régions : Corse : crédits (p. 8180)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8178)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Police : effectifs : Corse (p. 8852)

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (p. 8853)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 167)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 220)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1503) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1511)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1507 et s.)
 Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 1507)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : responsabilité (p. 1507)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1507)
 Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1506)
 Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1507, 1509)
 Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1507)
 Entreprises : crédit inter-entreprises : fournisseurs (p. 1504, 1508)
 Entreprises : difficultés : procédures (p. 1509)
 Entreprises : difficultés : salaires (p. 1505, 1509)
 Entreprises : difficultés : salariés (p. 1506 et s.)
 Entreprises : faillites : Etats-Unis (p. 1508 et s.)
 Entreprises : faillites : histoire (p. 1503)
 Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1506, 1509)
 Justice : mandataires de justice (p. 1503 et s., 1509)
 Justice : tribunaux de commerce (p. 1503 et s., 1508 et s.)
 Propriété : droit de propriété (p. 1504 et s.)
 Sociétés : conseils d'administration (p. 1506)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)*Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)*

Son intervention (p. 1617)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1640)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1658)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1738 et s.)

Article 92 (comités de créanciers)

Son intervention (p. 1751 et s.)

Franck GILARD*Eure (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**DÉPÔT**

Proposition de loi n° 2536 visant à rendre imprescriptibles les infractions sexuelles commises contre les mineurs [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [17 novembre 2004] (p. 9501)
 Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, perspectives [26 janvier 2005] (p. 372)

DÉBATS**Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)*Après l'article 50 ter*

Son sous-amendement n° 631 (exceptions pour le transport des récoltes agricoles de leur lieu de production à leur lieu de collecte ou de transformation) à l'ad. n° 217 de la commission (limitation de la durée du cabotage) : adopté (p. 4545)

Bruno GILLES*Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**DÉPÔT**

Proposition de loi n° 1840 tendant à prévenir la récidive en empêchant la libération des condamnés pour viols, tortures ou actes de barbarie sur mineurs de 15 ans et moins, avant l'âge de 70 ans révolus [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Drogue. Trafic. Lutte et prévention [20 octobre 2004] (p. 8135)
 Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [29 mars 2005] (p. 2506)

DÉBATS**Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8557)

Thème :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8558)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)*Après l'article 2*

Intervient sur l'ad. n° 35 rectifié de la commission des finances (prix des tabacs à rouler) (p. 8627)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son amendement n° 261 (p. 8656)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 29 (création du contrat d'avenir)*

Son intervention (p. 10403)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Après l'article 17 quater

Son amendement n° 14 (programmes à contenu raciste ou antisémite ; suspension de la diffusion ; pouvoir d'injonction du CSA) (p. 10749) : retiré (p. 10750)

Georges GINESTA

*Var (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [16 mars 2005] (p. 2076)

Charles-Ange GINESY

*Alpes-Maritimes (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11216)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juillet 2005] (p. 11462)

Jean-Pierre GIRAN

*Var (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les facteurs risques et les conséquences juridiques, sanitaires, politiques, sociales et économiques de l'exposition professionnelle à l'amiante (n° 2091) [8 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Biodiversité, préservation [26 janvier 2005] (p. 370)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8967)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : crédits (p. 8967)

Environnement : Natura 2000 (p. 8967)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8968)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 8968)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 168 (Conservatoire du littoral : attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des travaux réalisés par les collectivités territoriales) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10924)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1182)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1182, 1183)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1183)

Brigitte GIRARDIN

*Ministre de l'outre-mer
puis Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommée Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2042 ratifiant l'ordonnance n° 2004-937 du 2 septembre 2004 portant extension à Mayotte du régime de l'épargne-logement [26 janvier 2005]

Projet de loi n° 2086 relatif aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie [9 février 2005]

Projet de loi n° 2087 relatif aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs dans les Terres australes et antarctiques françaises [9 février 2005]

Projet de loi n° 2101 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1233 du 20 novembre 2004 rendant applicable à Mayotte la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [16 février 2005]

Projet de loi n° 2163 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1151 du 28 octobre 2004 relative à l'actualisation et à l'adaptation des codes des douanes applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2331 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1253 du 24 novembre 2004 relative aux conditions d'entrées et de séjour des

étrangers dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans les terres australes et antarctiques françaises [12 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Jérôme Bignon. Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, Assemblée de Polynésie, situation politique [12 octobre 2004] (p. 7751)
- M. René Dosière. Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, Assemblée de Polynésie, situation politique [12 octobre 2004] (p. 7752)
- M. Christian Paul. Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [19 octobre 2004] (p. 8056)
- M. Victorin Lurel. Outre-mer. Etat. Institutions, fonctionnement [20 octobre 2004] (p. 8133)
- M. Bernard Roman. Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [26 octobre 2004] (p. 8490)
- M. Jean-Marc Ayrault. Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [2 novembre 2004] (p. 8789)
- M. René Dosière. Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [9 novembre 2004] (p. 9159)
- M. Christian Paul. Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [16 novembre 2004] (p. 9433)
- M. Éric Jalton. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Syndicats, représentativité [17 novembre 2004] (p. 9507)
- Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, séisme, conséquences [23 novembre 2004] (p. 9914)
- M. Éric Raoult. Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [30 novembre 2004] (p. 10252)
- M. René Dosière. Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM). Institutions, fonctionnement [30 novembre 2004] (p. 10252)
- Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Étrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [9 février 2005] (p. 947)
- M. François Hollande. Outre-mer. POM : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [15 février 2005] (p. 1094)
- Mme Gabrielle Louis-Carabin. Outre-mer. Elections et référendums. Référendums, Constitution européenne, perspectives [10 mai 2005] (p. 3272)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**
- M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Logement, HLM, fonctionnement [5 octobre 2004] (p. 7457)
- Mme Nathalie Gautier. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel [5 octobre 2004] (p. 7458)
- Mme Marguerite Lamour. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU). Plan actions langages, fonctionnement, financement, hôpital Morvan, Brest [3 mai 2005] (p. 3025)
- Mme Muguette Jacquaint. Enseignement supérieur. Professions de santé. Gynécologie médicale, perspectives [3 mai 2005] (p. 3025)
- Mme Arlette Franco. Commerce et artisanat. Coiffure. Exercice de la profession [3 mai 2005] (p. 3026)
- M. Émile Blessig. Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Mise en place, calendrier Alsace [3 mai 2005] (p. 3027)
- M. Philippe Edmond-Mariette. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Rapport du comité de la mémoire sur la traite négrière et l'esclavage, conclusions, mise en œuvre [3 mai 2005] (p. 3028)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9211)

Ses réponses (p. 9219 à 9222)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : outre-mer (p. 9217)

Communes : dotation globale de fonctionnement (DGF) : outre-mer (p. 9215 et s.)

Emploi (p. 9212 et s.)

Enseignement (p. 9213)

Entreprises : aides publiques (p. 9214)

Entreprises : création (p. 9213)

Étrangers : immigration clandestine (p. 9216)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9216 et s.)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9212 et s.)

Outre-mer : crédits (p. 9211 et s.)

Outre-mer : Polynésie française (p. 9217)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9216 et s.)

Prestations familiales : allocations familiales : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9215)

Santé : santé publique (p. 9211)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : indemnisation des victimes (p. 9217 et s.)

Sécurité sociale : protection sociale (p. 9212)

Télécommunications : Internet (p. 9215)

Transports aériens (p. 9215)

Réponses aux questions :

Outre-mer : Guadeloupe : dotations de l'Etat (M. Victorin Lurel) (p. 9222)

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (M. Michel Vaxès) (p. 9219)

Santé : santé publique : Guadeloupe (M. Éric Jalton) (p. 9221)

Santé : santé publique : Guyane (Mme Christiane Taubira) (p. 9219)

Transports par eau : transports maritimes : Martinique (M. Alfred Marie-Jeanne) (p. 9221)

TVA (M. Victorin Lurel) (p. 9220)

Projet de loi n° 2036 autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3493)

Son intervention (p. 3493)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures : financement (p. 3494)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3494)

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3496)

Son intervention (p. 3496)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 3496)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 3496)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : patrimoine culturel (p. 3496)

Projet de loi organique n° 2334 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Son intervention (p. 4607)

Sa réponse (p. 4614)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4607, 4615)

Elections et référendums : élection présidentielle : Français de l'étranger (p. 4607)

Elections et référendums : élections européennes (p. 4608)
 Elections et référendums : listes électorales : Français de l'étranger (p. 4607)
 Elections et référendums : propagande électorale : Français de l'étranger (p. 4614)
 Elections et référendums : vote par internet (p. 4609, 4615)
 Français de l'étranger : élections et référendums (p. 4607, 4615)
 Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger (p. 4607, 4615)
 Français de l'étranger : Conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 4607)
 Français de l'étranger : listes électorales consulaires (p. 4608)

Joël GIRAUD

*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
 Apparté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2386 visant à instaurer une taxe spéciale d'équipement pour financer les infrastructures ferroviaires nécessaires à l'accessibilité du site d'implantation d'ITER [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 904, posée le 19 octobre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 8003). Appelée le 19 octobre 2004. Service des urgences, Embrun, perspectives (p. 8051)
 n° 1081, posée le 1^{er} mars 2005. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 2041). Appelée le 1^{er} mars 2005. Hautes-Alpes, désenclavement, perspectives (p. 1469)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 62 A

Son amendement n° 495 rectifié (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7662) : retiré (p. 7663)

Après l'article 11 F

Son amendement n° 680 (formation professionnelle des pluriactifs et des saisonniers) : retiré (p. 7983)

Son amendement n° 644 (structures d'accueil des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7984) : retiré (p. 7985)

Son amendement n° 679 (structures d'accueil et d'information des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) : rejeté (p. 7985)

Article 35 (dispositions fiscales en faveur de la rénovation des locaux destinés à l'hébergement des salariés saisonniers et des apprentis)

Son amendement n° 683 (p. 8003)

Maurice GIRO

*Vaucluse (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la responsabilité des gouvernements Raffarin dans la dégradation de la situation de l'emploi en France depuis juin 2002 (n° 1835) [24 novembre 2004]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales, économiques et juridiques de l'exposition des personnes à l'amiante et sur les conditions d'une meilleure prévention de l'ensemble des questions de santé publique liées aux risques industriels et aux pollutions industrielles (n° 2044) [8 mars 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle et des particuliers à l'amiante (n° 2049) [8 mars 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle aux éthers de glycol (n° 2050) [8 mars 2005]

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 6 mai 2005] (p. 11179)

Rapporteur du projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (n° 2348) [10 mai 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IV : Emploi, travail et cohésion sociale (travail) (n° 1864) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 1835) de M. Gaëtan Gorce et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la responsabilité des gouvernements Raffarin dans la dégradation de la situation de l'emploi en France depuis juin 2002 [7 décembre 2004] (n° 1973)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur :

- la proposition de résolution de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues (n° 2044) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales, économiques et juridiques de l'exposition des personnes à l'amiante et sur les conditions d'une meilleure prévention de l'ensemble des questions de santé publique liées aux risques industriels et aux pollutions industrielles
- la proposition de résolution de M. Maxime Gremetz et plusieurs de ses collègues (n° 2049) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle et des particuliers à l'amiante
- la proposition de résolution de M. Maxime Gremetz et plusieurs de ses collègues (n° 2050) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle aux éthers de glycol
- la proposition de résolution de M. Jean Lemièrre et plusieurs de ses collègues (n° 2091) tendant à la création d'une commission

d'enquête sur les facteurs risques et les conséquences juridiques, sanitaires, politiques, sociales et économiques de l'exposition professionnelle à l'amiante [6 avril 2005] (n° 2232)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2348) relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [7 juin 2005] (n° 2357)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [5 juillet 2005] (n° 2437)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Réforme, bilan et perspectives [9 mars 2005] (p. 1831)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3544)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9514)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9515)

Emploi : création d'emplois (p. 9514)

Emploi : jeunes (p. 9515)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9515)

Politique sociale : insertion (p. 9514, 9515)

Travail : crédits (p. 9514)

Travail : zones urbaines sensibles (p. 9514)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11334)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique et des conditions d'âge pour le départ en retraite des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11340)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11417)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11438)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 590)

Thèmes :

Travail : comptes épargne-temps (p. 591)

Travail : durée du travail (p. 590, 591)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 591)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 120 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1781)

Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)

Son intervention (p. 1782)

Après l'article 187

Intervient sur l'ad n° 247 rectifié de la commission (inscription obligatoire des créances de sécurité sociale) (p. 1816)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3551)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3552, 3553)

Emploi : création d'emplois (p. 3551 et s.)

Enfants : crèches et garderies (p. 3551)

Politique économique : concurrence (p. 3552)

Politique sociale : services à la personne (p. 3351 et s.)

Professions sociales : aides à domicile (p. 3551, 3552)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3551, 3552)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 91 de Mme Martine Billard (services à la personne : définition) (p. 3627)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3630, 3642 et s., 3706 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 160 de M. Francis Vercamer (aides aux personnes handicapées : rémunération : utilisation du chèque emploi-service universel) (p. 3711)

Intervient sur l'ad n° 180 rectifié de Mme Paulette Guinchard (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3711)

Intervient sur l'ad n° 213 de Mme Paulette Guinchard (services à la personne : soumission à la législation sur l'action sociale et médico-sociale) (p. 3712)

Intervient sur l'ad n° 137 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement : emplois de services à la personne : validation des trimestres) (p. 3712)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3714 et s.)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Son intervention (p. 3719 et s.)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3720 et s.)

Article 5 (régime fiscal)

Son intervention (p. 3722 et s.)

Article 6 (activité de prestation de service et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)

Son intervention (p. 3724 et s.)

Article 7 (application dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 3725)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 36 rectifié de la commission (élus locaux ; rémunération d'aides à domicile ; application au chèque emploi-service universel ; indemnité compensatrice) (p. 3725)

Intervient sur l'ad n° 35 de la commission (effets économiques et sociaux du chèque-service : rapport au Parlement : suppression) (p. 3725)

Intervient sur l'ad n° 215 de Mme Paulette Guinchard (création d'observatoires départementaux d'action sociale : rapport au Parlement) (p. 3726)

Intervient sur l'ad n° 216 de Mme Paulette Guinchard (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées : rapport au Parlement) (p. 3726)

Avant l'article 8

Intervient sur l'ad n° 170 de Mme Paulette Guinchard (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) (p. 3726)

Intervient sur l'ad n° 169 de Mme Paulette Guinchard (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) (p. 3726)

Intervient sur l'ad n° 125 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan annuel) (p. 3726)

Intervient sur l'ad n° 168 de Mme Paulette Guinchard (journée de travail non rémunérée dite de "solidarité avec les personnes âgées" : suppression) (p. 3727)

Intervient sur l'ad n° 171 de Mme Paulette Guinchard (charges des entreprises : suppression de l'exonération pour les entreprises versant des rémunérations inférieures au SMIC) (p. 3727)

Article 8 (modification de la durée minimale du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 3728)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 132 deuxième rectification de M. Francis Vercamer (entreprises créées ou reprises par des personnes handicapées : crédit d'impôt : majoration) (p. 3728)

Intervient sur l'ad n° 78 de M. Daniel Paul (recours aux contrats à durée déterminée : limitation) (p. 3729)

Intervient sur l'ad n° 82 de M. Daniel Paul (indemnité de licenciement : majoration du plancher) (p. 3729)

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Daniel Paul (recours aux heures supplémentaires : limitation) (p. 3729)

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés : accès aux contrats d'avenir et au contrat insertion-RMA) (p. 3730)

Intervient sur l'ad n° 4 du Gouvernement (contrats d'avenir : organismes relevant de l'Etat) (p. 3730)

Intervient sur l'ad n° 5 du Gouvernement (employeurs pouvant requérir un conventionnement : extension aux communes) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 119 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 120 rectifié de M. Rodolphe Thomas (contrat d'avenir débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 118 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 123 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Article 9 (modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire)

Son intervention (p. 3732)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 81 de M. Daniel Paul (licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse : caractère de nullité) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 80 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique : critères) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 84 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique sujet à contestation : droit d'opposition) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Daniel Paul (entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre : pouvoir de prévention de licenciements pour les comités d'entreprise) (p. 3733)

Article 10 (mise en œuvre de la convention de reclassement personnalisé instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale)

Son intervention (p. 3733 et s.)

Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)

Son intervention (p. 3734 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 41 de la commission (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son intervention (p. 3737 et s.)

Article 16 (modalités de détermination à titre transitoire du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au CFA où est inscrit l'apprenti)

Son intervention (p. 3738)

Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)

Son intervention (p. 3739)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 231 rectifié du Gouvernement (loyers impayés : risque : contrats d'assurance) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 203 de M. Jean-Louis Léonard (logement locatif : étudiants : durée du bail) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 233 du Gouvernement (logements sociaux : aides à la mise à disposition de terrains à construire) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 232 rectifié du Gouvernement (tarifs des loyers : indice de référence) (p. 3741)

Intervient sur l'ad n° 88 de M. Alain Cortade (maisons de l'emploi : champ d'action) (p. 3741)

Intervient sur l'ad n° 116 de M. Rodolphe Thomas (information et orientation des jeunes : rôle des régions) (p. 3741)

Article 18 (dispositions transitoires et entrée en vigueur du projet de loi)

Son intervention (p. 3741 et s.)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 72 de M. Daniel Paul (plus-values : détermination et calcul) (p. 3742)

Intervient sur l'ad n° 73 de M. Daniel Paul (impôt sur les sociétés : rétablissement de la surtaxe) (p. 3742)

Titre

Son intervention (p. 3743)

Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)

Son intervention (p. 3805)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4652)

Thèmes :

Communes : centres communaux d'action sociale (CCAS) (p. 4652)

Emploi : chèque emploi-service (p. 4652)

Politique sociale : services à la personne (p. 4652)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 4652)

Travail : conditions de travail (p. 4853)

Louis GISCARD d'ESTAING

*Puy-de-Dôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du

1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la réforme des contrats de plan Etat-régions [12 octobre 2004] (n° 1836)

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 25 : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (aménagement du territoire) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'exécution des contrats de plan Etat-régions et la programmation des fonds structurels européens [29 juin 2005] (n° 2421)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11405)

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [22 mars 2005] (p. 2217)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 993, posée le 21 décembre 2004. Automobiles et cycles. Immatriculation (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Réforme, modalités (p. 11274)

n° 1143, posée le 22 mars 2005. Voirie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 2835)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8101)

Son intervention (p. 8164)

Thèmes :

Donations et successions (p. 8164)

Etat : patrimoine : gestion (p. 8165)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8164 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : mise à disposition (p. 8165)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8164)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 8164)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8164)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 8164)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Alain Marleix (rentes d'incapacité permanente servies aux agriculteurs : exonération de l'impôt sur le revenu) (p. 8269)

Après l'article 8

Son amendement n° 183 rectifié (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) : rejeté (p. 8280)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Ses amendements n°s 173 rectifié et 172 (p. 8376 et s.)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Ses amendements n°s 179, 505, 180, 176 à 178 (p. 8300, 8379 et s.)

Article 22 (réforme du régime applicable aux contrats d'assurance-vie investis en actions)

Son amendement n° 182 (p. 8382)

Après l'article 28

Son amendement n° 184 précédemment réservé (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8470) : retiré (p. 8471)

Intervient sur l'adt n° 91 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (dépenses de logement et d'hébergement : déductibilité de la TVA) (p. 8474)

Son amendement n° 185 précédemment réservé (remboursement des crédits de TVA : délai de trente jours) (p. 8474) : rejeté (p. 8475)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8479)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9682)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9682)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 9684)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9738)

Thèmes :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9739)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9739)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9739)

Aménagement du territoire : Observatoire des territoires (p. 9739)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9739)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 9739)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9739)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9584)

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9585)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9590)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)*Après l'article 74*

Intervient sur l'ad n° 127 de la commission (rapport au Parlement sur les allègements de cotisations sociales applicables aux heures supplémentaires ou majorées) (p. 9552 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Après l'article 63*

Son sous-amendement n° 260 (extension aux couples) à l'ad n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Bague (garde d'enfant: réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9834): adopté (p. 9837)

Après l'article 68

Son amendement n° 140 (investissements de téléphonie mobile dans les « zones blanches »: prorogation jusqu'en 2006 des attributions du fonds de compensation pour la TVA): adopté après modification (p. 9850)

Après l'article 69

Son amendement n° 6 (commissions départementales des impôts directs: extension de leurs compétences) (p. 9866): rejeté (p. 9867)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son intervention (p. 9799)

*Thèmes:*Finances publiques: dette publique (p. 9800)
Finances publiques: recettes fiscales: affectation (p. 9800)
Politique économique: croissance: prévisions (p. 9800)**Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901); [10 décembre 2004] (p. 10931)*Article 6 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)*

Son amendement n° 79 (p. 10907)

Après l'article 21

Son amendement n° 215 (taxe pour le développement de la formation professionnelle dans la bâtiment et les travaux publics): adopté (p. 10912)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026); [15 décembre 2004] (p. 11059)*Article 86 (dispositions applicables aux réservistes)*

Son intervention (p. 11083)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541); [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 585)

Thèmes:

Emploi: création d'emplois (p. 585)

Entreprises: allègement des charges (p. 586)

Travail: durée du travail (p. 585)

Travail: heures supplémentaires (p. 586)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640); [3 février 2005] (p. 673, 695, 731); [7 février 2005] (p. 799, 829); [8 février 2005] (p. 887, 913)*Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)*

Son intervention (p. 807)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1048)

Thème:

Anciens combattants et victimes de guerre: Afrique du Nord: victimes (p. 1048)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2699)

*Thèmes:*Assurances: assurance vie: renonciation (p. 2699)
Banques et établissements financiers: protection des épargnants: information (p. 2699 et s.)
Consommation: protection des consommateurs: UMP (Union pour la majorité présidentielle) (p. 2699)
Union européenne: directives (p. 2699)**Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)***Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)*

Son amendement n° 42 (p. 2712)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2700)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 195 de M. Gilles Carrez (relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 3871)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270); [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417); [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)*Article 39 (définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)*

Son amendement n° 527 (p. 4524)

Jean GLAVANY*Hautes-Pyrénées (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA (n° 2036) [2 février 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2036) autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [23 mars 2005] (n° 2204)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le ministre des sports n'ait pas cité le nom du maire de Paris à propos des Jeux olympiques de 2012 et lui indique, en sa qualité d'ancien ministre de l'agriculture, que le terme « beugler » ne saurait s'appliquer à ce qui a été entendu dans l'hémicycle [10 mars 2005] (p. 2083)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 111)

Emploi. Politique de l'emploi. Jeunes, perspectives [10 mai 2005] (p. 3269)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4087)

DÉBATS

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2887)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2888)

Union européenne : directives : postes (p. 2888)

Claude GOASGUEN

*Paris (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 2158 visant à rendre publics les éléments déclaratifs du patrimoine des députés [15 mars 2005]

Proposition de loi n° 2186 visant à rendre publics les éléments déclaratifs du patrimoine des membres du Gouvernement [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Habitation à loyer modéré (HLM). Dettes de l'Etat, conséquences [25 janvier 2005] (p. 297)

Recherche. Politiques communautaires. Institut européen de technologie, perspectives [30 juin 2005] (p. 4088)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9131)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : enseignement à distance (p. 9132)

Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 9131)

Enseignement supérieur : nouvelles technologies (p. 9132)

Enseignement supérieur : crédits (p. 9132)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 9132)

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 9132)

Enseignement supérieur : universités (p. 9131 et s.)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10728)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10728)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10739 et s.)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3509)

Thèmes :

Logement : mixité sociale (p. 3509)

Logement : ventes à la découpe (p. 3509)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 3509)

Jacques GODFRAIN

*Aveyron (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle de la France dans le processus en cours ces dernières années en Côte d'Ivoire, son implication économique et financière, sur les conditions de l'intervention, sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, des forces françaises en

Côte d'Ivoire, sur le niveau de l'implication de celles-ci dans les événements qui s'y déroulent, notamment lors des manifestations du 9 novembre 2004 à Abidjan, lesquelles se sont soldées par de nombreuses victimes ivoiriennes, tuées ou blessées par arme de guerre, enfin et plus généralement sur l'ensemble des événements qui se sont produits en Côte d'Ivoire et qui se sont traduits par la mort de neuf de nos soldats, des dizaines de militaires blessés dans cette escalade et par des centaines de victimes de violences et de crimes parmi nos ressortissants civils (n° 1967) [18 janvier 2005]

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et de M. le Ministre délégué aux relations du travail [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6638)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la dette des pays en développement à l'égard de la France, sur les conséquences pour le développement de ces pays, sur les perspectives d'annulation de la dette (n° 2405) [5 octobre 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome III : Affaires étrangères (coopération et développement) (n° 1866) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1852), relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale [2 février 2005] (n° 2052)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 916, posée le 19 octobre 2004. Femmes. Femmes enceintes (J.O. Questions p. 8005). Appelée le 19 octobre 2004. Alcoolisme, tabagisme et toxicomanie, lutte et prévention (p. 8049)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 9359)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9360)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : aide au développement (p. 9360)
Politique extérieure : Agence française de développement (p. 9360)
Politique extérieure : aide au développement (p. 9360)
Rapatriés (p. 9361)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)

Son intervention (p. 1028)

Thèmes :

Droit civil : contrats : volontaires (p. 1029)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 1029)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1033)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 1033 et s.)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son intervention (p. 1035)

Pierre GOLDBERG

Allier (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Constitution européenne. Débat public, organisation, perspectives [3 novembre 2004] (p. 8872)
Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, indemnisation [30 novembre 2004] (p. 10254)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 886, posée le 5 octobre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7656). Appelée le 5 octobre 2004. Fonctionnement, effectifs de personnel, Montluçon (p. 7453)

François-Michel GONNOT

Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Rapporteur du projet de loi relatif aux aéroports (n° 1914) [15 décembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome X : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (équipement, transports terrestres et fluviaux) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1914), relatif aux aéroports [26 janvier 2005] (n° 2045)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Énergie et carburants. Produits pétroliers, prix [11 mai 2005] (p. 3334)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1841)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1842)
 Transports aériens : aéroports (p. 1841 et s.)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1842)
 Transports aériens : Air France (p. 1842)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1843)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son intervention (p. 1889)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 127 de Mme Odile Saugues (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891)

Intervient sur l'adt n° 128 de Mme Odile Saugues (rapport annuel au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892)

Intervient sur l'adt n° 163 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1894 et s.)

Article 3 (convention relative aux éventuelles plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)

Son intervention (p. 1899 et s.)

Article 4 (transfert des droits et obligations de l'établissement public à la nouvelle société)

Son intervention (p. 1901 et s.)

Son amendement n° 164 rectifié (p. 1902)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

Son intervention (p. 1926)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Son intervention (p. 1929 et s.)

Ses amendements n°s 165 rectifié, 166 et 169 (p. 1936 et s.)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 148 de Mme Odile Saugues (Etat garant d'une desserte équilibrée des territoires) (p. 1937)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1947 et s.)

Son sous-amendement n° 185 à l'adt n° 50 rectifié de la commission des finances (p. 1956)

Son amendement n° 170 (p. 1960)

Article 8 A (commission de conciliation aéroportuaire)

Son intervention (p. 1965 et s.)

Article 8 (modulation des redevances)

Son intervention (p. 1967 et s.)

Ses amendements n°s 167, 171, troisième rectification et 168 (p. 1967 et s.)

Article 9 (redevances domaniales)

Son intervention (p. 1970)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 180 de M. Patrick Ollier (plafond des amendes prononcées par l'ACNUSA relevé de 12 000 à 20 000 euros) (p. 1970)

Article 10 (voies de recouvrement des redevances des aéroports)

Son intervention (p. 1970)

Article 11 (contrôle des exigences de sécurité et de sûreté par les agents de l'Etat)

Son intervention (p. 1971)

Article 12 (conditions d'exercice de l'assistance en escale)

Son intervention (p. 1971)

Son amendement n° 172 (p. 1971)

Article 13 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 1971)

Article 14 (validation législative)

Son intervention (p. 1972)

Article 15 (gratuité des opérations résultant de l'application du titre Ier)

Son intervention (p. 1972)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 94 du Gouvernement (composition des organes sociaux des sociétés concessionnaires des aéroports régionaux) (p. 1972)

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1972)

Intervient sur le sous-adt n° 95 du Gouvernement (champ d'application de cette dérogation limité aux trois seules conventions prévues par le projet de loi) à l'adt n° 35 de la commission (dispositions de l'article L. 225-40 du code de commerce non applicables aux conventions conclues entre l'Etat et ADP lorsque le capital de cette société est détenu intégralement par l'Etat) (p. 1974)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 1975)

Son amendement n° 174 (p. 1975)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7723)

Thème :

Entreprises : délocalisations (p. 7723)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9297)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports ferroviaires (p. 9297)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 9301)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9297)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 9298)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9299)

Transports par eau : canaux (p. 9298)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9302)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9302)

Transports par eau : transports maritimes : crédits budgétaires (p. 9302)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 9298)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 9299)

Voirie : routes nationales (p. 9298)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2381)

Son intervention (p. 2391)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2381)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2392)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 2392)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2381, 2392)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2392)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2392)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Ses sous-amendements n^{os} 418 et 419 à l'ad^t n^o 80 de la commission (p. 2442)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n^o 17 de M. Jacques Péliard (missions d'intérêt général de la politique énergétique française) (p. 2445)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son intervention (p. 2451)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)

Son sous-amendement n^o 421 à l'ad^t n^o 83 de la commission (p. 2456)

Après l'article 1er septies

Son amendement n^o 423 rectifié (promotion des biocarburants) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2465)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son amendement n^o 425 (p. 2509)

Son intervention (p. 2510)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2510)

Son amendement n^o 426 (p. 2512)

Article 5 (sanctions applicables en cas d'infraction au dispositif des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2514)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'ad^t n^o 230 de M. Jean Proriol (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son amendement n^o 427 (p. 2524)

Avant l'article 8

Intervient sur l'ad^t n^o 443 de M. Jean-Louis Christ (développement des énergies renouvelables ; transfert expérimental aux régions de la gestion des crédits correspondants) (p. 2529)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son amendement n^o 429 (p. 2530)

Après l'article 8

Son amendement n^o 432 (délivrance des permis de construire conditionnée au recours à des dispositifs utilisant des énergies renouvelables) : retiré (p. 2531)

Article 8 bis A (recommandation pour le PLU de l'usage de sources d'énergie renouvelable)

Son amendement n^o 433 (p. 2531)

Article 8 bis (réforme du régime de délivrance des permis de construire pour les éoliennes)

Son intervention (p. 2531)

Après l'article 9

Son amendement n^o 434 deuxième rectification (adaptation du dispositif des appels d'offres) : adopté (p. 2532)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad^t n^o 113 de la commission (baux emphytéotiques administratifs ; extension aux installations de production d'électricité d'origine renouvelable) (p. 2532)

Intervient sur l'ad^t n^o 114 de la commission (achat d'électricité ; conditions contractuelles ; rémunérations supplémentaires à raison de la contribution aux objectifs de la politique énergétique) (p. 2532)

Après l'article 10 bis

Son sous-amendement n^o 467 (de précision) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2534) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 469 rectifié (de précision) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2534) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 468 rectifié (suppression du plancher de production) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2534) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 470 rectifié (rachat : plancher de production fixé à 12 MW) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2534) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 446 (de précision) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2535) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 464 (report de six mois à deux ans de l'entrée en vigueur du nouveau régime) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2535) : retiré (p. 2538)

Son sous-amendement n^o 465 rectifié (dispositions transitoires) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2535) : retiré (p. 2538)

Intervient sur l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Intervient sur le sous-ad^t n^o 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'ad^t n^o 122 deuxième rectification de la commission (p. 2540)

Son sous-amendement n^o 445 (hauteur de 30 mètres) à l'ad^t n^o 123 rectifié de la commission (enquête publique préalable aux projets éoliens) : devenu sans objet (p. 2550)

Après l'article 11 quater

Son amendement n^o 461 (ouvrages de raccordement des installations de production d'électricité aux réseaux ; réalisation facultative par le maître d'ouvrage) : rejeté (p. 2558)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'ad^t n^o 131 rectifié de la commission (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 2559)

Son sous-amendement n^o 435 rectifié (de précision) à l'ad^t n^o 131 rectifié de la commission : adopté (p. 2559)

Après l'article 14

Son amendement n^o 436 (obligations d'achat fixées par décret) : retiré (p. 2570)

Après l'article 17

Son amendement n^o 438 (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2573) : retiré (p. 2574)

Article 17 bis (pouvoir de règlement des différends de la Commission de régulation de l'énergie - CRE)

Son amendement n^o 428 (p. 2574)

Après l'article 17 bis

Son amendement n^o 440 deuxième rectification (injonctions de la CRE : gestion des réseaux) (p. 2574) : retiré (p. 2575)

Après l'article 22

Son amendement n^o 441 rectifié (droit d'accès aux canalisations) : retiré (p. 2575)

Article 23 (information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel)

Son intervention (p. 2576)

Article 26 (modalités de raccordement des consommateurs de gaz naturel)

Son intervention (p. 2576 et s.)

Après l'article 26

Son amendement n^o 442 (clauses applicables aux contrats de concession négociés par les collectivités territoriales ou les EPCI) : retiré (p. 2577)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)
Son intervention (p. 2322)

Gaëtan GORCE

Nièvre (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Président de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1835 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la responsabilité des gouvernements Raffarin dans la dégradation de la situation de l'emploi en France depuis juin 2002 [5 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [3 mai 2005] (p. 3045)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 881, posée le 5 octobre 2004. Voirie. A 77 et pont de La Charité-sur-Loire (J.O. Questions p. 7655). Appelée le 5 octobre 2004. Aménagement, perspectives (p. 7435)

n° 1006, posée le 18 janvier 2005. Défense. Armée de terre (J.O. Questions p. 421). Appelée le 18 janvier 2005. Effectifs de personnel, 13ème BSMAT, Fourchambault (p. 6)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : accuse le ministre en charge de la cohésion sociale de se préoccuper plus de la médiatisation de son plan que de débattre avec les députés [25 novembre 2004] (p. 10076)

Se plaint de l'organisation de l'ordre du jour, réclame à ce sujet des explications du Gouvernement, qu'il soupçonne de vouloir faire "passer en force" une proposition de loi visant à déréglementer le temps de travail [1^{er} février 2005] (p. 517)

Estime anormales les conditions dans lesquelles l'Assemblée est appelée à siéger, réclame une suspension de séance pour cette raison et aussi pour réfléchir à la précédente intervention de M. Morange, rapporteur [1^{er} février 2005] (p. 520)

Réclame au Gouvernement des éclaircissements sur les conclusions de sa concertation préalable avec les partenaires sociaux et le Gouvernement [2 février 2005] (p. 624)

S'interroge sur l'esprit de concertation animant le Gouvernement, en particulier avec les initiateurs de la proposition de loi ; réclame l'accès au bilan de la négociation collective sur les heures supplémentaires [2 février 2005] (p. 633)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : se plaint de ne pas obtenir de réponses du Gouvernement aux questions posées par les députés de l'opposition [3 février 2005] (p. 674)

Condamne tout propos discriminatoire à l'encontre des élus issus de la fonction publique [3 février 2005] (p. 685)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : estime que les conditions antiréglementaires de la convocation de la commission révèlent une manœuvre destinée à escamoter le dépôt d'amendements par l'opposition [3 février 2005] (p. 697)

Reproche au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ainsi qu'au Gouvernement leurs propos désobligeants vis-à-vis de l'opposition [3 février 2005] (p. 710)

Accuse le Gouvernement de refuser d'éclairer la représentation nationale et notamment l'opposition [3 février 2005] (p. 751)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Julien Dray : dénonce la mise en cause de M. Dray par les propos du ministre et demande une suspension de séance pour réunir le groupe socialiste [3 février 2005] (p. 768)

Fait observer un déséquilibre des temps de parole, en défaveur de l'opposition, pour la défense des amendements [3 février 2005] (p. 771)

Réclame, au nom de l'équité, la possibilité de répondre au Gouvernement lors de la discussion d'amendements [3 février 2005] (p. 773)

Déplore que l'expression de l'opposition sur un sujet aussi important aux yeux de l'opinion soit à ce point limitée par la présidence et la majorité [3 février 2005] (p. 774)

En appelle au respect de l'opposition : précise que les députés de son groupe utilisent les voies du règlement pour répliquer à l'objectif du Gouvernement de passage en force de la proposition de loi ; demande une suspension de séance [3 février 2005] (p. 777)

Critique l'obstination déraisonnable du Premier ministre qui ne tient pas compte de l'ampleur du mécontentement populaire traduit par une manifestation de 500 000 personnes [7 février 2005] (p. 799)

Conteste la réalité de la concertation invoquée par le Gouvernement ; souligne l'ampleur du mécontentement populaire ; demande que le Premier ministre vienne s'expliquer devant le Parlement sur sa déclaration à la radio [7 février 2005] (p. 805)

Réclame la réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour examiner les nombreux amendements venant d'être déposés sur l'article 3 [7 février 2005] (p. 807)

Se plaint de ne pas obtenir de réponse à sa demande précédente de réunion de la commission saisie au fond [7 février 2005] (p. 807)

Réclame l'assurance que les amendements déposés par l'opposition soient effectivement discutés, faute de quoi elle réagirait en conséquence ; appelle le Gouvernement à la concertation avec les partenaires sociaux [7 février 2005] (p. 818)

Demande au Gouvernement de répondre à l'ampleur des manifestations du précédent samedi par l'ouverture de négociations avec les organisations syndicales [7 février 2005] (p. 829)

Demande aux députés de la majorité les plus impliqués dans le débat de le suspendre afin de se concerter avec les syndicats [7 février 2005] (p. 833)

Estime que l'assimilation de l'Assemblée nationale à un cercle fermé faite par le ministre, traduit une piètre conception du débat démocratique [29 juin 2005] (p. 4119)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7731)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7731)

Industrie : politique industrielle (p. 7731)

Recherche (p. 7731)

Travail : licenciement collectif (p. 7732)

Union européenne : élargissement (p. 7731 et s.)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8550)

Thèmes :

Retraites : généralités : financement (p. 8550)

Sécurité sociale : déficit (p. 8551)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son amendement n° 107 (p. 8723)

Après l'article 28

Son amendement n° 108 (encadrement de la pénibilité du travail) (p. 8724) : rejeté (p. 8725)

Après l'article 29

Son amendement n° 109 (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8276) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8728)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9517)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9518)

Emploi : chômeurs (p. 9517)

Emploi : jeunes (p. 9518)

Emploi : politique de l'emploi (p. 9518)

Politique sociale : exclusion (p. 9518)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9517)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9550)

Après l'article 74

Intervient sur l'ad n° 127 de la commission (rapport au Parlement sur les allègements de cotisations sociales applicables aux heures supplémentaires ou majorées) (p. 9552)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9969)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10029) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 10043)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 10035)

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 10034)

Emploi : chômage (p. 10032, 10036, 10037)

Emploi : chômeurs (p. 10036)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 10036)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 10032)

Emploi : politique de l'emploi (p. 9969)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 10030, 10031)

Impôt de solidarité sur la fortune : assiette (p. 10031)

Politique économique : libéralisme (p. 10031)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 9969)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 10029)

Politique sociale : exclusion (p. 10030)

Politique sociale : généralités (p. 10032)

Politique sociale : pauvreté (p. 10033, 10034)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10034 et s.)

Politique sociale : surendettement (p. 10034)

Travail : licenciements (p. 9969, 10030, 10037)

Travail : précarité (p. 10032, 10036, 10037)

Travail : salaires (p. 10033)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10076 et s.)

Ses amendements n°s 674, 675 à 680, 682, 683, 685, 684, 686 (p. 10086 et s., 10090, 10093, 10095 et s., 10099, 10103 et s., 10112, 10114)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) (p. 10076)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Ses amendements n°s 687 et 689 (p. 10119)

Son intervention (p. 10121)

Ses amendements n°s 688 et 690 (p. 10121)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)

Son amendement n° 691 (p. 10124)

Article 6 (activation des dépenses de l'assurance chômage)

Son amendement n° 694 (p. 10125)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10127)

Ses amendements n°s 695 à 697, 699 à 702 (p. 10129 et s., 10267 et s.)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Ses amendements n°s 704 et 705 (p. 10277 et s.)

Son sous-amendement n° 971 à l'ad n° 38 de la commission (p. 10282)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'ad n° 713 de M. François Rochebloine (préapprentissage par alternance) (p. 10300)

Après l'article 37 quater

Son amendement n° 865 (conseils d'administration : administrateurs élus par les salariés) : rejeté (p. 10442)

Son amendement n° 829 (négociations collectives : droits des salariés) : rejeté (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son amendement n° 844 (p. 10456)

Ses amendements n°s 853, 854 à 857, 839, 858 à 863 et 840 (p. 10456)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Ses amendements n°s 845, 847, 830 à 833, 841 à 842 et 848 (p. 10458, 10460 et s., 10464 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son amendement n° 849 (p. 10468)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Ses amendements n°s 834 et 835 (p. 10488 et s.)

Après l'article 37-4

Son amendement n° 836 (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10491) : rejeté (p. 10492)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Ses amendements n°s 850 et 837 (p. 10494, 10496)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son amendement n° 851 (p. 10504)

Article 37-8 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux licenciements)

Son amendement n° 852 (p. 10517)

Après l'article 38

Son amendement n° 864 (rapport au Parlement d'évaluation de la présente loi) : devenu sans objet (p. 10526)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Ses interventions en qualité de président de la commission spéciale (p. 10141, 10176, 10263)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10140)
Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10141)
Etablissements de santé : droits du malade (p. 10140, 10141)
Professions de santé : déontologie (p. 10141)
Santé : douleur (p. 10142)
Santé : fin de vie (p. 10140 et s., 10176)
Santé : soins palliatifs (p. 10140 et s.)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 4 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente qui n'est pas en fin de vie)

Son intervention (p. 10182)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 13 de Mme Nadine Morano (évaluation de la politique de soins palliatifs) (p. 10185)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 541) : rejetée (p. 559)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [1^{er} février 2005] (p. 517, 520)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 624)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 553)
Emploi : création d'emplois (p. 542)
Entreprises : accords collectifs d'entreprise (p. 547 et s.)
Politique économique : conjoncture (p. 542)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 553)
Risques professionnels : responsabilité (p. 551)
Syndicats : droits syndicaux (p. 548)
Travail : comptes épargne-temps (p. 550)
Travail : droit du travail (p. 545, 546)
Travail : durée du travail (p. 541 et s.)
Travail : heures supplémentaires (p. 545 et s.)
Travail : négociations (p. 543 et s.)
Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 547)
Travail : repos hebdomadaire (p. 551)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 543)
Travail : salaires (p. 543)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 71 de M. Jean Le Garrec (fixation à 35 heures de la durée légale du temps de travail dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 627)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 633)

Intervient sur l'ad n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Intervient sur l'ad n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 649)

Intervient sur l'ad n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 649)

Intervient sur l'ad n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 655)

Intervient sur l'ad n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 655)

Intervient sur l'ad n° 11 de M. Maxime Gremetz (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; doublement) (p. 675)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 685)

Intervient sur l'ad n° 5 de M. Maxime Gremetz (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 688 et s.)

Intervient sur l'ad n° 69 de M. Jean Le Garrec (commission nationale de la négociation collective ; organisation d'une négociation avec les partenaires sociaux sur l'application de la présente loi) (p. 701)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 674)

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) (p. 697)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 703 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 710)

Reprend l'ad n° 50 de Mme Martine Billard (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 714)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 751)

Reprend l'ad n° 132 de Mme Martine Billard (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 760)

Reprend l'ad n° 29 rectifié de Mme Martine Billard (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 761)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Julien Dray (cf. supra) (p. 768)

Après l'article 1er

Ses rappels au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 773, 774, 777)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 780)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 799, 805, 807)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 807)

Son intervention (p. 808 et s.)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 818, 833)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 903)

Explications de vote et vote [9 février 2005] (p. 950)

Ses explications de vote (p. 952)

Vote contre du groupe socialiste (p. 953)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1305)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3617) : rejetée (p. 3626)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3621)

Emploi : chômage (p. 3618)
 Emploi : chômage de longue durée (p. 3619)
 Emploi : création d'emplois (p. 3617 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 3622)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3620, 3621)
 Jeunes : chômage (p. 3619)
 Politique économique : croissance (p. 3622)
 Politique sociale : inégalités (p. 3618 et s.)
 Politique sociale : services à la personne (p. 3617 et s.)
 Travail : contrats de travail (p. 3620)
 Travail : durée du travail (p. 3618)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4035) : rejetée (p. 4048)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4131)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 juin 2005] (p. 4119)
Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4131)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4044)
 Emploi : chômage (p. 4035 et s.)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4036, 4037, 4043)
 Emploi : jeunes (p. 4036 et s.)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4040)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4041)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4038)
 Politique économique : conjoncture (p. 4036 et s.)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 4044)
 Politique sociale : inégalités (p. 4036 et s.)
 Syndicats : consultation (p. 4040)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4039, 4132)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 4042, 4043)
 Travail : contrats à durée indéterminée (p. 4042, 4043)
 Travail : contrats de travail (p. 4042)
 Travail : droit du travail (p. 4039, 4132)
 Travail : durée du travail (p. 4036, 4040, 4041)
 Travail : licenciements (p. 4042)
 Travail : négociations (p. 4039, 4040)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Ses amendements n° 67, 78, 80 à 83, 79, 68, 17 à 23, 27 à 33, 24, 25, 84 à 86, 34, 26, 35, 36, 39, 38, 37, 42, 44, 40, 41, 43 et 45 (p. 4142, 4145 et s., 4150, 4154 et s.)
 Ses amendements n° 70 et 71 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4170, 4173)
 Ses amendements n° 77, 61 à 65, 66, 76, 72, 87, 74, 75 et 52 (p. 4177 et s., 4179 et s., 4182)
 Son amendement n° 88 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4183)
 Ses amendements n° 89 et 73 (p. 4184 et s.)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son amendement n° 90 (p. 4190)

Explications de vote et vote [5 juillet 2005] (p. 4304)

Ses explications de vote (p. 4306)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4307)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)

Son intervention (p. 4621)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4621, 4622)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4621, 4622)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4621)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4621, 4622)
 Travail : précarité (p. 4622)
 Vote contre du groupe socialiste (p. 4622)

Jean-Pierre GORGES *Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)* *Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Secrétaire de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 3 mars 2005] (p. 3752)

François GOULARD

Morbihan (1^{ère} circonscription)
Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer
puis Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Aimé Kergueris. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, bilan et perspectives [19 octobre 2004] (p. 8063)

M. Olivier Jardé. Politiques communautaires. Environnement. Sécurité maritime [1^{er} décembre 2004] (p. 10332)

Mme Marylise Lebranchu. Transports par eau. Transports maritimes. Registre international français, mise en place, modalités [26 janvier 2005] (p. 369)

M. Jean Roatta. Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée. Perspectives [26 janvier 2005] (p. 370)

M. Robert Lecou. Voirie. Autoroutes. Désenclavement, Massif Central [26 janvier 2005] (p. 372)

M. Joël Beaugendre. Outre-mer. DOM et TOM : transports aériens. Desserte, perspectives [9 février 2005] (p. 949)

M. Simon Renucci. Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée. Emploi et activité, perspectives [16 février 2005] (p. 1206)

M. Claude Leteurre. Tourisme et loisirs. Croisières. Paquebot France, perspectives [9 mars 2005] (p. 1830)

M. Claude Goasguen. Recherche. Politiques communautaires. Institut européen de technologie, perspectives [30 juin 2005] (p. 4088)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Joyandet. Voirie. RN 19. Liaison Langres-Vesoul-Delle, aménagement [5 octobre 2004] (p. 7434)

M. Gaëtan Gorce. Voirie. A 77 et pont de La Charité-sur-Loire. Aménagement, perspectives [5 octobre 2004] (p. 7435)

M. Jean-Paul Dupré. Industrie. Emploi et activité. Bassins d'emploi, Aude [5 octobre 2004] (p. 7436)

M. Patrice Martin-Lalande. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [5 octobre 2004] (p. 7437)

M. Axel Poniatowski. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Effectifs de personnel, Val-d'Oise [5 octobre 2004] (p. 7438)

M. Yves Coussain. Voirie. RN 122. Aménagement, bassin d'Aurillac [30 novembre 2004] (p. 10244)

M. Daniel Garrigue. Transports ferroviaires. Tarifs marchandises. Transport de bois, conséquences [30 novembre 2004] (p. 10245)

M. Marcel Dehoux. Voirie. RN 2. Aménagement, Nord [30 novembre 2004] (p. 10246)

M. Damien Meslot. Transports ferroviaires. SNCF. Liaison Meroux Auxonne, ligne Belfort-Delle-Delémont, perspectives [30 novembre 2004] (p. 10246)

M. Denis Merville. Transports. Politique des transports. Desserte de Port 2000, perspectives [7 décembre 2004] (p. 10654)

M. Frédéric Soulier. Transports aériens. Politiques communautaires. Harmonisation [7 décembre 2004] (p. 10654)

M. Jean-Jacques Descamps. Voirie. RN 143. Liaison Tours-Châteauroux, aménagement [7 décembre 2004] (p. 10655)

M. René Rouquet. Sécurité routière. Accidents. Peines encourues [7 décembre 2004] (p. 10656)

M. Jacques Brunhes. Transports urbains. RATP : métro. Ligne 13, fonctionnement [7 décembre 2004] (p. 10657)

Mme Arlette Grosskost. Transports. Politique des transports. Perspectives, Alsace [21 décembre 2004] (p. 11272)

M. Jean-Claude Mignon. Transports. Politique des transports. Infrastructures, Seine-et-Marne [21 décembre 2004] (p. 11273)

M. Louis Giscard d'Estaing. Automobiles et cycles. Immatriculation. Réforme, modalités [21 décembre 2004] (p. 11274)

M. Léonce Deprez. Transports ferroviaires. Ligne Amiens-Boulogne. Electrification [21 décembre 2004] (p. 11275)

M. Pierre Cohen. Voirie. Autoroutes. Péages, tronçons urbains, gratuité, Toulouse [21 décembre 2004] (p. 11276)

M. Émile Blessig. Transports. Transport de voyageurs. Loi n° 2000-1208 du 13 novembre 2000, application [1^{er} février 2005] (p. 496)

M. Alain Venot. Voirie. RN 154. Déviation, calendrier, Allones [1^{er} février 2005] (p. 497)

M. François Liberti. Etat. Décentralisation. Conséquences, routes nationales [1^{er} février 2005] (p. 498)

M. Bernard Madrelle. Voirie. Perspectives. Agglomération bordelaise [1^{er} février 2005] (p. 498)

M. Denis Merville. Transports. Politique des transports. Desserte de Port 2000, Le Havre, perspectives [8 février 2005] (p. 857)

Mme Odette Duriez. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne Saint-Pol-Béthune-Lille, aménagement [8 février 2005] (p. 858)

M. René Rouquet. Transports urbains. Réseau express régional (RER). Ligne D, fonctionnement [8 février 2005] (p. 859)

M. Guy Drut. Régions. Urbanisme. Schéma directeur, décret d'application, publication, Ile-de-France [8 février 2005] (p. 860)

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Elevage. Bovins et ovins. Aides de l'Etat [1^{er} mars 2005] (p. 1466)

M. Jean-Claude Mignon. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Autoroute A6, lutte et prévention [1^{er} mars 2005] (p. 1467)

M. Marc Reymann. Transports urbains. Tramways. Extension, financement, Strasbourg [1^{er} mars 2005] (p. 1467)

M. Christian Decocq. Transports par eau. Canal de Roubaix. Réhabilitation, financement [1^{er} mars 2005] (p. 1468)

M. Joël Giraud. Voirie. Routes. Hautes-Alpes, désenclavement, perspectives [1^{er} mars 2005] (p. 1469)

M. Alain Venot. Transports ferroviaires. SNCF. Ligne Chartres-Orléans, réouverture, perspectives [1^{er} mars 2005] (p. 1471)

M. Michel Hunault. Voirie. RN 171. Aménagement, Loire-Atlantique [8 mars 2005] (p. 1716)

M. Paul Giacobbi. Transports aériens. Aéroport de Calvi. Desserte nocturne, perspectives [8 mars 2005] (p. 1717)

M. René Rouquet. Transports urbains. RER. Ligne D, fonctionnement [8 mars 2005] (p. 1718)

M. Jean-Pierre Brard. Logement. HLM. Ateliers d'artistes, financement, Montreuil [8 mars 2005] (p. 1719)

M. Yves Deniaud. Etat. Décentralisation. Conséquences, routes nationales [5 avril 2005] (p. 2631)

M. Jean-Marie Binetruy. Voirie. RN 57. Aménagement [5 avril 2005] (p. 2632)

M. Christian Decocq. Transports routiers. Transport de marchandises. Matières dangereuses, contournement, agglomération lilloise [5 avril 2005] (p. 2633)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sécurité routière. Accidents. Véhicules à deux roues, lutte et prévention [5 avril 2005] (p. 2634)

M. Alain Vidalies. Transports aériens. Maintien. Service d'exploitation de la formation aéronautique, Biscarrosse [5 avril 2005] (p. 2634)

M. Henri Nayrou. Transports. Politique des transports. Toulouse, perspectives [5 avril 2005] (p. 2635)

M. Jean-Claude Perez. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [5 avril 2005] (p. 2636)

M. Jean-Claude Leroy. Voirie. RN 39. Aménagement, Pas-de-Calais, perspectives [3 mai 2005] (p. 3036)

M. Gérard Lorgeoux. Voirie. RN 165. Contournement de Vannes, perspectives [3 mai 2005] (p. 3036)

M. Jean-Louis Léonard. Fonction publique territoriale. Durée du travail. Réduction, application, réglementation [3 mai 2005] (p. 3037)

M. Jean-Christophe Lagarde. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Gare de triage, Drancy [3 mai 2005] (p. 3032)

M. Daniel Paul. Transports par eau. Ports. Port 2000, gestion, perspectives [3 mai 2005] (p. 3033)

M. Yves Simon. Voirie. Routes. Route Centre Europe atlantique, aménagement Allier [3 mai 2005] (p. 3034)

M. Michel Charzat. Enseignement secondaire. Programmes. Langues et cultures d'origine, perspectives [21 juin 2005] (p. 3784)

M. Bernard Depierre. Enseignement privé. Financement. Réforme, perspectives [21 juin 2005] (p. 3784)

M. Ghislain Bray. Cours d'eau, étangs et lacs. Aménagement et protection. Berges des rivières [21 juin 2005] (p. 3785)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean Gaubert : fait remarquer que la proposition de loi crée le système le plus protecteur de l'Union européenne tout en protégeant, avec l'emploi, les intérêts du pavillon français [23 mars 2005] (p. 2306)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 13 (abrogations diverses)

Son intervention (p. 1972)

Article 14 (validation législative)

Son intervention (p. 1972)

Article 15 (gratuité des opérations résultant de l'application du titre Ier)

Son intervention (p. 1972)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1974)

Intervient sur l'ad n° 57 de la commission des finances (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1974)

Intervient sur l'ad n° 123 de M. Serge Poignant (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1974)

Intervient sur le sous-ad n° 95 du Gouvernement (champ d'application de cette dérogation limité aux trois seules conventions prévues par le projet de loi) à l'ad n° 35 de la commission (dispositions de l'article L. 225-40 du code de commerce non applicables aux conventions conclues entre l'Etat et ADP lorsque le capital de cette société est détenu intégralement par l'Etat) (p. 1974)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 1975)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Ses réponses (p. 9390 à 9391)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9310)

Ses réponses (p. 9326, 9331 à 9348)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9311)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9310)
 Transports : transport combiné (p. 9326)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9312)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 9312)
 Transports aériens : sécurité (p. 9312)
 Transports ferroviaires : SNCF : transport de marchandises (p. 9311, 9326)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9312)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9311)
 Transports urbains : lignes : Ile-de-France (p. 9326)
 Union européenne : directives : ports maritimes (p. 9311)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : compétences : stationnement (M. Christophe Caresche) (p. 9331)
 Collectivités territoriales : compétences : stationnement (M. Christian Philip) (p. 9348)
 Communes : Le Havre : grandes infrastructures (M. Daniel Paul) (p. 9336)
 Transports ferroviaires : lignes : Ile-de-France (M. Jean-Claude Mignon) (p. 9345)
 Transports par eau : canal Seine-Nord (M. Daniel Paul) (p. 9340)
 Union européenne : directives : ports maritimes (M. François Liberti) (p. 9337)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Etat C, titre VI

Son intervention (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'adit n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9350)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2224)
 Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2231)
 Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2238)
 Son intervention (p. 2242)
 Sa réponse (p. 2256)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2225, 2256 et s.)
 Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 2257)
 Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2239)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 2257)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2226, 2231, 2238 et s., 2256 et s.)
 Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2224 et s.)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2226)
 Union européenne : constitution européenne (p. 2231)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 36 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er complété par les mots suivants : "de la sécurité maritime et du développement de l'emploi maritime") (p. 2263)

Article 1er (création du registre international français)

Son intervention (p. 2265)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son intervention (p. 2267)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 39 de la commission (définition du navigant ; non-application aux résidents français du statut du navigant ; application partielle aux travailleurs indépendants) (p. 2267)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son intervention (p. 2270)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Gaubert (cf. supra) [23 mars 2005] (p. 2306)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 87 de M. Jean Gaubert (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adit n° 264 de M. Jean-Yves Le Drian (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adit n° 265 de M. Gilles Cocquempot (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adit n° 266 de Mme Sylvie Andrieux (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Intervient sur l'adit n° 267 de Mme Marie-Renée Oget (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2308)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adit n° 150 de M. Jean Gaubert (application obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de dispositions plus favorables d'un droit national) (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2311 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adit n° 4 rectifié de la commission des affaires culturelles (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2324)

Intervient sur l'adit n° 24 rectifié de M. François Liberti (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2324)

Intervient sur l'adit n° 81 quatrième rectification de M. Jean Gaubert (régime du GIE fiscal ; soumission à l'application du droit social français) (p. 2324)

Intervient sur l'adit n° 5 rectifié de la commission (déduction fiscale proportionnelle à la part de marins français et européens dans l'équipage du navire) (p. 2324)

Intervient sur l'adit n° 25 rectifié de M. François Liberti (déduction fiscale proportionnelle à la part de marins français et européens dans l'équipage du navire) (p. 2324)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2325 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adit n° 100 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur la formation des gens de mer et, notamment, sur les écoles de la marine marchande française) (p. 2338)

Article 7 (définition des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2339 et s.)

Article 8 (agrément des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2340 et s.)

Article 9 (conditions d'agrément des entreprises de travail maritime en France)

Son intervention (p. 2341)

Après l'article 9

Intervient sur l'adit n° 152 de M. Jean Gaubert (suppression de la possibilité de créer des entreprises de travail maritime en France) (p. 2342)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adit n° 296 rectifié de M. Aimé Kergueris (exonération des charges sociales patronales réservée aux armateurs dont le personnel bénéficie des assurances sociales des marins français) (p. 2343)

Intervient sur l'adit n° 8 rectifié de la commission des affaires culturelles (marins français et européens ; maintien à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adit n° 28 de M. François Liberti (marins français et européens exonérés à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adit n° 9 de la commission des affaires culturelles (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2346)

Intervient sur l'adit n° 29 de M. François Liberti (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2346)

Article 10 (définition du navigant)

Son intervention (p. 2346 et s.)

Article 11 (régime juridique applicable aux contrats d'engagement et à la protection sociale des navigants)

Son intervention (p. 2347)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean Gaubert (rapatriement des marins malades ; prise en charge des frais) (p. 2347)

Article 12 (conditions d'engagement, d'emploi, de travail, de vie et de rémunération applicables à bord des navires)

Son intervention (p. 2348)

Article 13 (dispositions relatives au contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime)

Son intervention (p. 2349 et s.)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son intervention (p. 2350 et s.)

Article 15 (temps de travail et de repos du personnel navigant)

Son intervention (p. 2353)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)

Son intervention (p. 2353)

Article 17 (période d'essai et durée maximale d'embarquement)

Son intervention (p. 2354)

Article 18 (fin du contrat d'engagement ou de mise à disposition)

Son intervention (p. 2354)

Article 20 (responsabilités de l'armateur)

Son intervention (p. 2355)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 153 de M. Jean Gaubert (droit du travail applicable dans les eaux territoriales françaises) (p. 2356)

Intervient sur l'adt n° 156 de M. Jean Gaubert (congés des personnels nécessaires à la marche du navire et à son entretien) (p. 2356)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son intervention (p. 2356)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)

Son intervention (p. 2357 et s.)

Article 24 (régime de protection sociale applicable aux navigants résidant dans l'Union européenne, ressortissant de l'Espace économique européen ou de la Suisse)

Son intervention (p. 2357)

Article 25 (régime de protection sociale applicable aux navigants non résidents de l'Union européenne ou non couverts par une convention bilatérale de sécurité sociale)

Son intervention (p. 2358)

Avant l'article 26

Intervient sur l'adt n° 62 de la commission (de coordination) (p. 2358)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur les moyens des services de l'inspection du travail maritime pour faire face aux contrôles engendrés par la création du Registre international français) (p. 2358)

Article 27 (sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi)

Son intervention (p. 2359)

Article 28 (application du code disciplinaire et pénal de la marine marchande)

Son intervention (p. 2359)

Avant l'article 10 (suite)

Intervient sur l'adt n° 46 rectifié précédemment réservé de la commission (intitulé du titre II : "Du statut des navigants résidant hors de France") (p. 2359)

Article 29 (juridictions compétentes pour connaître des litiges relatifs aux contrats d'engagement)

Son intervention (p. 2360)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 69 rectifié de la commission (dispositions transitoires) (p. 2360)

Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)

Son intervention (p. 2360)

Article 34 (évaluation de la mise en œuvre de la loi)

Son intervention (p. 2360)

Seconde délibération

Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)

Son intervention (p. 2361)

Alain GOURIOU

*Côtes-d'Armor (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1032, posée le 1^{er} février 2005. Enseignement maternel et primaire : personnel. Non-enseignants (J.Ö. Questions p. 883). Appelée le 1^{er} février 2005. Garderies périscolaires, qualification (p. 478)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7884 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8970)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 8970)

Mer et littoral : espaces littoraux : déchets (p. 8970)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9048)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9049)

Postes : La Poste (p. 9049 et s.)

Télécommunications : France Télécom (p. 9049)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9049)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Procédure des questions :

Télécommunications : opérateurs : recherche développement
(p. 8950)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 166 (France Télécom – collectivités
d'implantation : taxe professionnelle) : retiré (p. 9862)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour
2004**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ;
[10 décembre 2004] (p. 10931)**

Après l'article 40

Son amendement n° 147 (France Telecom : réduction des bases de
taxe professionnelle dans les communes d'implantation)
(p. 10937) : retiré (p. 10938)

Son amendement n° 161 (France Telecom : réduction des bases de
taxe professionnelle dans les communes d'implantation) : retiré
(p. 10938)

**Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des
activités postales**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47,
71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Son intervention (p. 83)

Thèmes :

Coopération intercommunale (p. 84)

Postes : La Poste (p. 83)

**Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ;
[20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)**

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 163 et s.)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 222 et s.)

*Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et
télécommunications)*

Son intervention (p. 245)

*Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le
financement du service universel postal)*

Son intervention (p. 251)

*Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention
collective)*

Son intervention (p. 265)

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851,
2875)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée
par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2859)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc
Ayrault (p. 2883) : rejetée (p. 2889)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux
(p. 2885)

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 2884)

Postes : La Poste (p. 2860, 2883 et s.)

Postes : services financiers (p. 2885)

Télécommunications : autorité de régulation des
télécommunications (ART) (p. 2884)

**Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril
2005] (p. 2973)**

*Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du
territoire)*

Son intervention (p. 2892 et s.)

Son amendement n° 33 (p. 2984)

Son sous-amendement n° 36 à l'adn n° 4 troisième rectification de la
commission (p. 2984)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adn n° 65 de M. François Brottes (rapport au
Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur
postal) (p. 2986)

*Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du
territoire)*

Son sous-amendement n° 37 à l'adn n° 11 rectifié de la commission
(p. 2987)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 2997)

Après l'article 7

Intervient sur l'adn n° 200 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement
sur le bilan de la déréglementation dans le secteur financier et
bancaire) (p. 3002)

Intervient sur l'adn n° 202 de M. Daniel Paul (La Poste habilitée à
nouer des partenariats avec les différentes institutions bancaires)
(p. 3002)

Après l'article 9

Intervient sur l'adn n° 67 de M. François Brottes (institution d'un
médiateur du service universel postal auprès du ministre chargé
des postes) (p. 3003)

*Article 11 (création d'un régime de responsabilité des
opérateurs postaux)*

Son sous-amendement n° 35 à l'adn n° 23 rectifié de la commission
(p. 3003)

*Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention
collective)*

Son intervention (p. 3004)

**Proposition de loi n° 1287 relative à la création du
registre international français**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222,
2247)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par
M. Jean-Marc Ayrault (p. 2240)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2241)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2241)

**Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars
2005] (p. 2306, 2338)**

Article 1er (création du registre international français)

Son intervention (p. 2264 et s.)

*Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés
au registre international français)*

Son intervention (p. 2269 et s.)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adn n° 150 de M. Jean Gaubert (application
obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de
dispositions plus favorables d'un droit national (p. 2310)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2310 et s.)

Jean-Pierre GRAND

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du
30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi relatif aux concessions d'aménagement
(n° 2352) [14 juin 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques,
de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 2352)
relatif aux concessions d'aménagement [22 juin 2005] (n° 2404)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Moyens financiers. Sécurité civile [13 octobre 2004] (p. 7836)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1003, posée le 21 décembre 2004. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU) (J.O. Questions p. 10107). Appelée le 21 décembre 2004. Traitement des dystonies, financement, Montpellier (p. 11259)
n° 1194, posée le 5 avril 2005. Fonction publique hospitalière. Permanenciers auxiliaires de régulation médicale (J.O. Questions p. 3377). Appelée le 5 avril 2005. Statut (p. 2625)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Transports urbains : tramways : Montpellier (p. 9338)

Voirie : rocades : Hérault (p. 9337)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Etat C, titre VI

Son amendement n° 113 (réductions des autorisations de programme du titre VI de l'état C afin de rétablir une égalité de traitement entre la province et l'Île-de-France) (p. 9349) : retiré (p. 9350)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)**

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3949)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 3951)

Marchés publics : délégations de service public (p. 3949)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3950)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 3950)

Urbanisme : zones d'aménagement concertée (ZAC) (p. 3950)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 1er (règles de publicité applicables aux concessions d'aménagement)

Son intervention (p. 3957)

Article 2 (contenu du traité de concession d'aménagement)

Son intervention (p. 3958 et s.)

Son sous-amendement n° 51 rectifié à l'adt n° 12 de la commission (p. 3959)

Son amendement n° 53 rectifié (p. 3959)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son intervention (p. 3959 et s.)

Son amendement n° 50 (p. 3960)

Article 6 (adaptation des articles L. 1523-2, L. 1523-3 et L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales à la notion de concession d'aménagement)

Son intervention (p. 3960)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de M. Patrick Ollier (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961)

Intervient sur l'adt n° 25 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 30 de M. André Gerin (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Bernard Schreiner (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 58 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 26 de M. Jean-Pierre Balligand (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 31 de M. André Gerin (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Bernard Schreiner (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 59 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Pierre Bédier (mention facultative dans les PLU de la localisation et des caractéristiques des espaces publics à conserver, modifier ou créer et des principaux ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (article L. 213-11 du code de l'urbanisme : coordination) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 44 de M. Bernard Schreiner (classement et déclassement des voies communales) (p. 3964)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (prorogation du délai accordé au Gouvernement pour élaborer une ordonnance de simplification et d'harmonisation des différents régimes d'enquêtes publiques) (p. 3964)

Claude GREFF

*Indre-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6317)

Représentante suppléante de la délégation française à l'Assemblée de l'UEO [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6317)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Rapporteuse du projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif (n° 2118) [8 juin 2005]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2079 visant à créer un statut du parent au foyer par l'instauration d'un revenu minimum d'éducation [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [26 octobre 2004] (p. 8494)

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1832)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 969, posée le 7 décembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9557). Appelée le 7 décembre 2004. Médecins obstétriciens, recrutement, centre hospitalier d'Amboise (p. 10660)

n° 1119, posée le 8 mars 2005. Fonction publique territoriale. Autorisations d'absence (J.O. Questions p. 2274). Appelée le 8 mars 2005. Responsables syndicaux, réglementation (p. 1703)

DÉBATS

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11209 et s.)

Maxime GREMETZ

*Somme (1^{ère} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre suppléant du conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4814)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2049 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle et des particuliers à l'amiante [2 février 2005]

Proposition de résolution n° 2050 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires, sociales et économiques de l'exposition professionnelle aux éthers de glycol [2 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [19 octobre 2004] (p. 8057)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre, perspectives [25 janvier 2005] (p. 291)

Industrie. Politique industrielle. Perspectives [23 mars 2005] (p. 2299)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime impossible de commencer la discussion des articles en l'absence du ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale [25 novembre 2004] (p. 10076)

Accuse le précédent orateur, M. Richard, d'avoir déformé la position de la CGT [8 décembre 2004] (p. 10765)

Accuse le président de séance de favoriser les députés de la majorité dans le décompte des temps de parole [2 février 2005] (p. 582)

Regrette à son tour que le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale ne soit pas intervenu plus tôt à l'ouverture du débat ; considère que les deux interventions ministérielles,

comparables sur le fond, ne sont que belles paroles [2 février 2005] (p. 602)

S'interroge sur un éventuel accord entre le Gouvernement et le groupe socialiste sur le déroulement ultérieur des débats, et souhaite des informations à ce sujet compte tenu des obligations qu'il a prises [3 février 2005] (p. 718)

Conteste la régularité d'une conférence des présidents tenue en l'absence du président de l'Assemblée nationale [3 février 2005] (p. 783)

Réitère sa contestation de la conférence des présidents tenue sous la présidence de M. Eric Raoult ; demande le respect strict du délai d'annonce des scrutins publics [3 février 2005] (p. 785)

Exprime également son indignation devant l'absence du Gouvernement [17 mars 2005] (p. 2138)

Rend hommage au président de l'Assemblée nationale pour avoir reporté, en l'absence de ministres, l'examen d'une proposition de résolution de son groupe sur le service public [17 mars 2005] (p. 2147)

Regrette que la présidence, le rapporteur et le Gouvernement soient absents à l'ouverture de la séance, manquant ainsi de ponctualité alors qu'il est demandé aux députés de s'en tenir à leur temps de parole [29 juin 2005] (p. 4113)

Fustige l'attitude hypocrite du Gouvernement qui invoque l'urgence de la question sociale pour justifier le recours aux ordonnances, alors qu'il a fait montre, depuis trois ans, d'un grand mépris pour le dialogue social [29 juin 2005] (p. 4119)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 54 E

Son amendement n° 409 rectifié (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776) : rejeté (p. 7777)

Après l'article 55 bis

Intervient sur l'adt n° 779 du Gouvernement (services de l'Office national de la chasse dirigés par un directeur général nommé par décret) (p. 7780)

Après l'article 55 ter

Son amendement n° 411 rectifié (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 7781)

Article 55 quinquies (condition de validité du permis de chasser)

Son intervention (p. 7783)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7787)

Après l'article 59

Son amendement n° 410 (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7819) : rejeté (p. 7820)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8553)

Thèmes :

Entreprises : contributions patronales (p. 8554)

Produits dangereux : amiante (p. 8554)

Risques professionnels : maladies professionnelles (p. 8554)

Santé : prévention (p. 8555)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8554)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9599)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9599)
 Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9600)
 Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9600)
 Pensions militaires d'invalidité : taux (p. 9600)

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8904)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8905)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 8905)
 Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8905)
 Formation professionnelle : crédits (p. 8904, 8905)
 Formation professionnelle : formation continue (p. 8905)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9520)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 9521)
 Emploi : chômeurs (p. 9521)
 Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 9523)
 Emploi : jeunes (p. 9522)
 Entreprises : allègement des charges (p. 9521)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9522)
 Politique sociale : exclusion (p. 9523)
 Travail : crédits (p. 9520)
 Travail : droit du travail (p. 9521)
 Travail : durée du travail (p. 9521, 9522)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9520)

Procédure des questions :

Travail : inspection du travail (p. 9545)
 Travail : médecine du travail : produits dangereux (p. 9544)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 9551)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)*Procédure des questions :*

Régions : Picardie : logement social (p. 9421)
 Urbanisme : rénovation urbaine : services publics (p. 9422)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9958) : rejetée (p. 9969)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 9960)
 Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9960)
 Emploi : chômage (p. 9959)
 Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9960)
 Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 9962)
 Emploi : contrats emploi consolidé (p. 9961)
 Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9959)
 Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 9961)
 Emploi : contrats initiative-emploi (p. 9961)
 Emploi : jeunes (p. 9959, 9962)

Entreprises : bénéfiques (p. 9959)
 Entreprises : comités d'entreprise (p. 9964)
 Entreprises : délocalisations (p. 9963)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9958 et s.)
 Entreprises : représentants du personnel (p. 9966)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 9961, 9962)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 9958)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9967)
 Politique sociale : pauvreté (p. 9961)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 9962)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9960)
 Syndicats : rôle (p. 9965)
 Travail : droit du travail (p. 9964)
 Travail : durée du travail (p. 9959)
 Travail : licenciements (p. 9963 et s.)
 Travail : négociations (p. 9959)
 Travail : plan social (p. 9965)
 Travail : précarité (p. 9958, 9962)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9961)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)*

Son amendement n° 215 (p. 10012)
 Son intervention (p. 10079 et s.)
 Son amendement n° 211 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10080)
 Ses amendements n° 212 à 214 (p. 10090, 10094, 10100)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Ses amendements n° 217 et (p. 10121, 10123)

Article 3 bis (coordination)

Son amendement n° 219 (p. 10124)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son amendement n° 220 (p. 10126)
 Son intervention (p. 10268 et s.)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10275)
 Son amendement n° 221 (p. 10277)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10300 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 225 de Mme Muguette Jacquaint (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307)

Après l'article 13 bis

Reprend l'ad n° 465 de M. Jean-Louis Christ (repos compensateur) (p. 10315) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10315)

Avant l'article 14

Intervient sur l'ad n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10319)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10320 et s.)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)

Ses amendements n° 231, 232 et 234 (p. 10365, 10368, 10369)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Ses amendements n° 236, 237, 238, 240 et 239 (p. 10375, 10395 et s.)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Ses amendements n° 241 et 242 (p. 10403, 10407)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Ses amendements n° 243 à 245, 63 à 66 (p. 10418, 10420 et s.)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son amendement n° 259 (p. 10433)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son amendement n° 67 (p. 10438)

Après l'article 37 quater

Son amendement n° 69 (licenciements sans cause réelle et sérieuse ; nullité) (p. 10442) : rejeté (p. 10443)

Son amendement n° 73 (entreprises donneuses d'ordre et entreprises sous-traitantes) (p. 10443) : rejeté (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son amendement n° 75 (p. 10456)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Ses amendements n°s 76 et 77 (p. 10458, 10462)

Son amendement n° 78 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10463)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Ses amendements n°s 79, 80, 68 rectifié, 81 et 82 (p. 10468, 10471 et s., 10474 et s.)

Après l'article 37-3

Son amendement n° 70 rectifié (contestation d'un plan de sauvegarde de l'emploi par les délégués du personnel) : rejeté (p. 10478)

Son amendement n° 74 rectifié (droits d'action, en matière de sauvegarde de l'emploi, des délégués du personnel) : rejeté (p. 10478)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son amendement n° 84 (p. 10494)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Ses amendements n°s 85 et 86 (p. 10498)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Ses amendements n°s 87, 89 et 88 (p. 10504 et s.)

Après l'article 37-9

Son amendement n° 71 rectifié (licenciement irrégulier ; indemnités ; doublement du minimum) : rejeté (p. 10521)

Son amendement n° 72 rectifié (licenciement abusif ; salariés récents ; salariés de PME, indemnisation) : rejeté (p. 10522)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10762)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 décembre 2004] (p. 10765)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10763)

Enseignement privé : enseignants : statuts (p. 10763, 10764)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10763)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10763)

Syndicats : représentativité : enseignement privé (p. 10763)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10773 et s.)

Son amendement n° 9 (p. 10774)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (régime de retraite additionnel des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10778)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Yvan Lachaud (décompte des effectifs pris en compte pour le montant de la subvention de fonctionnement des comités d'entreprise au sein des établissements privés) (p. 10780)

Ses explications de vote (p. 10782)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10783)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 573)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 622)

Ses rappels au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 582, 602)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 574)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 573, 623)

Travail : conditions de travail (p. 575)

Travail : droit du travail (p. 573, 623)

Travail : durée du travail (p. 573 et s., 622 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 574, 623)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 575)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 15 (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 629) : rejeté (p. 633)

Son amendement n° 13 (proposition d'heures complémentaires ; droit au refus du salarié) (p. 634) : rejeté (p. 635)

Son amendement n° 14 (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 635) : rejeté (p. 637)

Intervient sur l'ad n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 641)

Son amendement n° 8 rectifié (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 641) : rejeté (p. 644)

Son amendement n° 10 (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 645) : rejeté (p. 650)

Son amendement n° 9 (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 650) : rejeté (p. 653)

Intervient sur l'ad n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 655)

Intervient sur l'ad n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 655)

Son amendement n° 11 (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; doublement) (p. 674) : rejeté (p. 675)

Son amendement n° 12 (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; suppression de tout aménagement) (p. 675) : rejeté (p. 676)

Son amendement n° 7 (extension des compétences et modalités d'intervention du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 676) : rejeté (p. 677)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 680)

Son amendement n° 6 rectifié (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 677) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 681)

Son amendement n° 2 (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 681) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 684)

Son amendement n° 16 (prise en compte de la période d'activité) (p. 684) : rejeté (p. 686)

Son amendement n° 5 (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 687) : rejeté (p. 690)

Son amendement n° 3 (conclusions d'accords de RTT ; conditions de majorité syndicale) (p. 695) : rejeté (p. 697)

Son amendement n° 1 (durée du travail fixée à 32 heures pour les travailleurs astreints à des tâches pénibles ou nocturnes) (p. 697) : rejeté (p. 698)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 708 et s.)
 Son amendement n° 17 (p. 713)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 718)
 Reprend l'ad. n° 85 de M. Hervé Morin (repos compensateur) (p. 722) : SCRUTIN PUBLIC (p. 723)
 Ses amendements n° 19 et 51 (p. 737, 743)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 783 et s.)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 785)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 20 : SCRUTIN PUBLIC (p. 824)
 Son intervention (p. 898 et s.)
 Son intervention : conteste la décision du président de séance de ne pas lui donner la parole pour soutenir les amendements déposés par le groupe socialiste (p. 900)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 905)

Explications de vote et vote [9 février 2005] (p. 950)

Ses explications de vote (p. 950)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 950)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2098)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2120)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 2099)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 2100)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2099)
 Travail : durée du travail (p. 2098 et s. 2121)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2099, 2120)
 Travail : licenciements (p. 2120)
 Travail : négociations (p. 2099, 2120)
 Travail : salaires (p. 2100)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 3 rectifié (prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail effectif) (p. 2124) : rejeté (p. 2126)
 Son amendement n° 13 rectifié (taux de majoration des heures complémentaires) : rejeté (p. 2146)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2147)
 Intervient sur l'ad. n° 42 de M. Yvan Lachaud (Education nationale ; jours fériés ; lundi de Pentecôte) (p. 2149)
 Son amendement n° 9 rectifié (institution représentative des personnes ; compétences ; organisation du travail) (p. 2150) : rejeté (p. 2151)
 Son amendement n° 10 (extension des congés de formation) (p. 2151) : rejeté (p. 2152)
 Son amendement n° 7 (avantages aux entreprises pratiquant les trente-cinq heures) (p. 2152) : rejeté (p. 2153)
 Son amendement n° 8 (rétablissement de la commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics) : rejeté (p. 2153)
 Son amendement n° 5 rectifié (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 2154) : rejeté (p. 2155)
 Son amendement n° 14 rectifié (périodes d'astreinte et temps de repos) : rejeté (p. 2155)
 Son amendement n° 6 rectifié (accords d'entreprises sur le temps de travail ; conditions de validité ; majorité syndicale) (p. 2155) : rejeté (p. 2156)
 Son amendement n° 4 rectifié (durée légale du travail pour les salariés assujettis à des travaux nocturnes ou pénibles) : rejeté (p. 2157)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2160 et s.)

Ses amendements n° 15 à 19, 20 rectifié, 21 et 22 (p. 2160, 2162, 2165, 2167 et s., 2171)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Ses amendements n° 23 et 24 rectifié (p. 2172, 2175)
 Son intervention (p. 2176)

Explications de vote et vote [22 mars 2005] (p. 2218)

Ses explications de vote (p. 2219)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2220)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1847) : rejetée (p. 1855)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1850 et s.)
 Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1850)
 Etat : domaine public : patrimoine (p. 1849 et s.)
 Régions : Nord-Pas-de-Calais : infrastructures (p. 1851)
 Régions : Picardie : infrastructures (p. 1848)
 Secteur public : services publics (p. 1850, 1852)
 Transports aériens : aéroports (p. 1850)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1847 et s.)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1850, 1852)
 Transports aériens : sécurité (p. 1849)
 Union européenne : constitution européenne (p. 1852)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention (p. 2053)

Thèmes :

Défense : officiers : statut juridique (p. 2053)
 Défense : opérations extérieures (p. 2054)
 Fonctionnaires et agents publics : officiers : rémunération (p. 2054)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2057)

Article 10 (modalités de rémunérations)

Son intervention (p. 2058 et s.)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2138)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son intervention (p. 2695)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2703)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2703)
 Marchés financiers : actions (p. 2703 et s.)

Politique économique : épargne : rémunération (p. 2704)
 Politique générale : libéralisme (p. 2704)
 Ses explications de vote (p. 2715)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains
 (p. 2715)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3086)

Son intervention (p. 3092)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3120)

Thèmes :

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 3093)

Professions de santé : médecin traitant (p. 3087)

Sécurité sociale : assurances complémentaires (p. 3086)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3120)

Sécurité sociale : déficit (p. 3092)

Sécurité sociale : financement (p. 3092)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3093)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 183 (débat annuel d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale) (p. 3120) : rejeté (p. 3121)

Son amendement n° 184 (négociations avec les partenaires sociaux) (p. 3121) : rejeté (p. 3122)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 185, 187, 188, 191 (p. 3129, 3151, 3155, 3159)

Reprend l'adt n° 295 de la commission (repos compensateur) (p. 3160)

Son intervention (p. 3161)

Ses amendements n°s 192 à 195 (p. 3163, 3169 et s.)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 202 à 204, 206, 207 à 210 et 196 (p. 3218, 3220, 3224, 3225, 3229 et s.)

Article 3 (coordination)

Son amendement n° 197 (p. 3234)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Ses explications de vote sur la question préalable soutenue par M. Alain Bocquet (p. 3582)

Son intervention (p. 3583)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3583)

Emploi : création d'emplois (p. 3584)

Entreprises : bénéfiques (p. 3585)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3583)

Politique sociale : services à la personne (p. 3584)

Travail : précarité (p. 3583, 3584)

Travail : travail à temps partiel (p. 3583)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3642, 3646 et s.)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4061)

Son intervention (p. 4089)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4132)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 juin 2005] (p. 4119)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 4061)

Entreprises : charges (p. 4092)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4062, 4090)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4091)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4062, 4090)

Politique économique : libéralisme (p. 4089 et s.)

Politique sociale : précarité (p. 4061, 4090, 4133)

Politique sociale : inégalités (p. 4090)

Politiques communautaires : libéralisme (p. 4089, 4133)

Syndicats : représentativité (p. 4091, 4133)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4090, 4133)

Travail : droit du travail (p. 4091)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4139 et s., 4149)

Ses amendements n°s 46 et 47 (p. 4141, 4150)

Ses amendements n°s 49 et 50 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4170, 4173)

Ses amendements n°s 51 et 53 (p. 4180, 4185)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son intervention (p. 4188)

Son amendement n° 54 (p. 4189)

Explications de vote et vote [5 juillet 2005] (p. 4304)

Ses explications de vote (p. 4305)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4305)

Jean GRENET

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1025, posée le 18 janvier 2005. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 425). Appelée le 18 janvier 2005. Aménagement, Pyrénées-Atlantiques (p. 26)

Gérard GRIGNON

*Saint-Pierre-et-Miquelon (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 1872 portant actualisation et mise en conformité avec la Constitution du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon [19 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Poissons. Morues, moratoire, perspectives [6 avril 2005] (p. 2729)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9202)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9202 et s.)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9202 et s.)

Sécurité sociale : protection sociale : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9203)

Transports par eau : transports maritimes : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 9204)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 28 (coordination pour l'outre-mer)

Son amendement n° 961 (p. 10399)

François GROSDIDIER

Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 18 novembre 2004] (p. 19475)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 8 : Emploi, travail et cohésion sociale (ville et rénovation urbaine) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Protection judiciaire. Centres éducatifs fermés, bilan et perspectives [25 janvier 2005] (p. 296)

Cultes. Culte musulman. Conseil français, élection [23 juin 2005] (p. 3863)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Son intervention du rapporteur de la commission des finances (p. 9717)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9717)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9717)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10636)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)

Son intervention (p. 10639)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 42

Son amendement n° 193 (interdiction de la vente de cigarettes à des prix promotionnels : extension au tabac à rouler et aux cigares de moins de trois grammes) (p. 10942) ; rejeté (p. 10943)

Arlette GROSSKOST

Haut-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (n° 2381) [22 juin 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10463)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10463)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1838 autorisant, à titre expérimental, la région à fixer le montant de la part de la taxe d'apprentissage obligatoirement réservée à l'apprentissage et à en assurer la collecte sur le territoire régional [13 octobre 2004]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les articles 10, 11, 15, 16, 20, 23 bis, 23 quater, 23 quinquies, 24, 25, 29, 30, 36, 37, 37 bis, 45B et 45 du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 2381), en faveur des petites et moyennes entreprises [29 juin 2005] (n° 2422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [23 novembre 2004] (p. 9914)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [30 mars 2005] (p. 2589)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 994, posée le 21 décembre 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Perspectives, Alsace (p. 11272)

n° 1093, posée le 1^{er} mars 2005. Formation professionnelle. Ateliers de pédagogie personnalisée (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Financement (p. 1476)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7724)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7724)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7724)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7724)

Recherche (p. 7724)

Régions : compétences : politique économique (p. 7724)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 430 (cession de ses parts par un associé d'une société d'exercice libéral : calcul de la plus-value) : rejeté (p. 8282)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention (p. 9735)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 9735)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9735)

Travail : durée du travail (p. 9735)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 66

Son amendement n° 178 (professions libérales – report d'imposition de créances constituées antérieurement à l'exercice en société : pérennisation du dispositif prévu à l'article 202 quater du code général des impôts) : adopté après modification (p. 9841)

Son amendement n° 177 (professions libérales – sociétés d'exercice libéral : option pour le régime des sociétés de personnes) : rejeté (p. 9841)

Après l'article 68

Son amendement n° 142 (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice et pendant après avoir exercé deux ans à temps partiel) : rejeté (p. 9854)

Son amendement n° 143 (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice) : rejeté (p. 9854)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10017)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 10017)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 10017)

Entreprises : allègement des charges (p. 10017)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10017)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son amendement n° 435 (p. 10297)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 438 rectifié de M. Antoine Herth (stages découverte de métiers) (p. 10299)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10400)

Après l'article 37-4

Son amendement n° 403 (restructuration : entreprises de plus de mille salariés : plans de sauvegarde de l'emploi) (p. 10492) : retiré (p. 10493)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1561)

Thèmes :

Entreprises : cession (p. 1562)

Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 1562)

Entreprises : création (p. 1561)

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1561 et s.)

Entreprises : faillites (p. 1561)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1561)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1562)

Professions libérales (p. 1561)

Travail : code du travail (p. 1562)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1584)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1589)

Article 10 (mission et conditions de nomination des mandataires ad hoc et des conciliateurs)

Son amendement n° 326 (p. 1638)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Ses amendements n°s 327 rectifié et 322 (p. 1650 et s.)

Article 153 (modalités de saisine pour faillite personnelle)

Son amendement n° 328 (p. 1799)

Article 157 (terme de la sanction de la faillite personnelle)

Son amendement n° 329 (p. 1800)

Article 170 (possibilité de recours contre les ordonnances du juge-commissaire statuant sur les demandes en restitution)

Son amendement n° 330 (p. 1803)

Après l'article 176

Son amendement n° 324 deuxième rectification (rémunération des administrateurs judiciaires fixée par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 1805)

Article 180 (régime applicable en Alsace-Moselle)

Ses amendements n°s 318 et 317 (p. 1806)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)

Son intervention (p. 4648)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 4649)

Entreprises : difficultés (p. 4648 et s.)

Parlement : rôle : travaux (p. 4648)

Professions libérales (p. 4649)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4649)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3307)

Thèmes :

Famille : naissances (p. 3308)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3308)

Formation professionnelle : femmes (p. 3308)

Travail : salaires (p. 3308)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3650 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4212)

Thèmes :

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4213)

Commerce et artisanat : gérants mandataires (p. 4214)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4213)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4213)

Entreprises : transmission (p. 4213)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4213)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'ad n° 411, deuxième rectification de la commission (juge des affaires familiales autorisé à mettre les dettes de l'entreprise à la charge exclusive du conjoint qui conserve le patrimoine professionnel) (p. 4379 et s.)

Article 15 (création du contrat de collaborateur libéral)

Son intervention (p. 4389)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4393 et s.)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son intervention (p. 4402 et s.)

Son amendement n° 523 (p. 4403)

Son sous-amendement n° 616 à l'ad n° 172 rectifié de la commission (p. 4403)

Après l'article 23

Son amendement n° 33 (suppression pour les petites sociétés de l'obligation de présenter un rapport sur les procédures de contrôle interne) : adopté (p. 4433)

Article 23 quinquies (modalités de constitution d'une société à responsabilité limitée dont l'associé unique est le gérant)

Son intervention (p. 4435)

Article 24 (allègement de la procédure d'approbation des comptes)

Son intervention (p. 4436)

Article 25 (alignement des règles de quorum des SARL sur celles des SA)

Son intervention (p. 4436)

Après l'article 25

Intervient sur l'ad n° 39 de la commission des lois (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4457)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 40 rectifié de la commission des lois (non inscription des délits liés à une transaction sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 4479)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4480)

Article 30 (extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)

Son intervention (p. 4481 et s.)

Article 37 (possibilité pour certains fonctionnaires de la DGCCRF de notifier une convocation en justice)

Son intervention (p. 4508)

Article 37 ter (rapport au Parlement sur l'application des dispositions du titre VI)

Son amendement n° 519 (p. 4510)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'ad n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4511)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Son intervention (p. 4533)

Après l'article 47 ter

Intervient sur l'ad n° 346, 344 et 345 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Serge GROUARD
Loiret (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Pascale GRUNY
Aisne (2^{ème} circonscription)
Apparentée au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Biocarburants. Perspectives [15 février 2005] (p. 1099)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 917, posée le 19 octobre 2004. Energie et carburants. Biocarburants (J.O. Questions p. 8005). Appelée le 19 octobre 2004. Perspectives (p. 8031)

n° 1261, posée le 21 juin 2005. Agriculture. Exploitants (J.O. Questions p. 6146). Appelée le 21 juin 2005. Formalités administratives, simplification (p. 3780)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112); [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293); [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356); [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456); [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560); [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son amendement n° 315 (p. 10114)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son amendement n° 317 (p. 10524)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232); [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330); [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446); [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son intervention (p. 11381)

Nicole GUEDJ
Secrétaire d'Etat aux droits des victimes

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Rochebloine. Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Génocide arménien, négationnisme [13 avril 2005] (p. 2903)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jacques Bascou. Justice. Tribunaux. Narbonne, fonctionnement, effectifs de personnel [5 octobre 2004] (p. 7459)

M. Jean-Jacques Descamps. Système pénitentiaire. Détenus. Troubles mentaux, prise en charge [19 octobre 2004] (p. 8043)

M. Gilles Artigues. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Saint-Etienne [19 octobre 2004] (p. 8044)

M. Patrick Braouezec. Traités et conventions. Convention relative aux droits de l'enfant. Application [19 octobre 2004] (p. 8046)

M. Jean Auclair. Sécurité routière. Permis de conduire. Permis blanc, perspectives [8 février 2005] (p. 850)

M. François Dosé. Justice. Tribunaux pour enfants. Fonctionnement, Meuse [8 février 2005] (p. 852)

Mme Michèle Tabarot. Justice. Tribunaux de grande instance. Effectifs de personnel, Grasse [8 mars 2005] (p. 1710)

M. Dominique Tian. Droit pénal. Peines de travail d'intérêt général. Graffiti, statistiques [8 février 2005] (p. 1711)

M. Jean-Yves Cousin. Justice. Tribunaux de commerce. Maintien, Condé-sur-Noireau [22 mars 2005] (p. 2199)

M. Gilles Artigues. Système pénitentiaire. Etablissements. Centre de semi-liberté, Montaud, perspectives [5 avril 2005] (p. 2642)

M. René Rouquet. Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Génocide arménien, négationnisme [5 avril 2005] (p. 2643)

M. Serge Roques. Enseignement. Etablissements. Fonctionnement, financement, Villefranche-de-Rouergue [5 avril 2005] (p. 2644)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9774)

Sa réponse (p. 9790)

Thèmes :

Associations : victimes (p. 9775)

Justice : victimes (p. 9774, 9790)

Justice : victimes ; insertion professionnelle (p. 9775)

Union européenne : programmes (p. 9775)

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

Examen du fascicule [16 novembre 2004] (p. 9401)

Son intervention (p. 9402)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : étrangers (p. 9403)

Décorations, insignes et emblèmes : valeurs républicaines (p. 9402)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : budget (p. 9402)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : écoles (p. 9403)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : musées (p. 9403)
 Décorations, insignes et emblèmes : ordre de la Libération : établissements publics (p. 9403)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9403)

Louis GUÉDON
Vendée (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à la convention relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans le Pacifique occidental et central (ensemble quatre annexes) (n° 2058) [16 novembre 2004]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2058), autorisant l'adhésion à la convention relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans le Pacifique occidental et central (ensemble quatre annexes) [17 février 2005] (n° 2105)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)
 Ses amendements n° 2 rectifié et 3 (p. 7884 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)
 Son intervention (p. 9081)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : crédits budgétaires (p. 9081)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer : crédits budgétaires (p. 9082)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 9082)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9082)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9082)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : crédits budgétaires (p. 9082)

Jean-Claude GUIBAL
Alpes-Maritimes (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels (n° 1925) [2 février 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2337) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères

- sur le projet de loi (n° 1043) autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco

- sur le projet de loi (n° 1437) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 (ensemble un échange de lettres) [20 octobre 2004] (n° 1878)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels [2 février 2005] (n° 2359)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2337), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [29 juin 2005] (n° 2420)

Proposition de loi n° 2537 visant à mettre à la charge de chaque propriétaire les frais de débroussaillage de sa propriété [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politiques communautaires
 [10 novembre 2004] (p. 9232)

DÉBATS

Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10198)

Son intervention (p. 10199)

Thèmes :

Droit pénal (p. 10200)

Fonctionnaires et agents publics (p. 10200)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 10200)

Relations internationales (p. 10199)

TVA (p. 10200)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Après l'article 1er

Son amendement n° 14652 (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 205) : rejeté (p. 216)

Son amendement n° 14653 (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) : rejeté (p. 216)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 357)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 358)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 357)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 598)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 598)

Politique économique : conjoncture (p. 598)

Travail : durée du travail (p. 598)

Lucien GUICHON

Ain (2^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Élisabeth GUIGOU

Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)

Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Corse [30 novembre 2004] (p. 10256)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8578)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8578, 8579)

Risques professionnels : accidentés du travail (p. 8579)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 8578)

Santé : politique de la santé (p. 8578)

Sécurité sociale : déficit (p. 8578)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8578)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 351)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 351)

Pays étrangers : Russie : Afrique du Nord (p. 353)

Politiques communautaires : budget (p. 353)

Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 353)

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 352)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 352)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 352)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 352 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 593)

Emploi : création d'emplois (p. 593)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 594)

Travail : comptes épargne-temps (p. 594)

Travail : durée du travail (p. 593 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 593)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 593)

François GUILLAUME

Meurthe-et-Moselle (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Vice-président de la Mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 55 quater

Son amendement n° 292 rectifié (associations privées de chasse) : rejeté (p. 7782)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains -PPAÉANP- et de programmes d'action)

Ses amendements n°s 33 rectifié, 34 à 36 (p. 7990 et s.)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 37 (p. 7992)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8190)

Thèmes :

Administration : modernisation : réglementation (p. 8191)

Entreprises : délocalisations (p. 8191)

Finances publiques : dette publique (p. 8190 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8191)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8191)

Secteur public : privatisations (p. 8191)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Son amendement n° 26 (ISF : suppression et relèvement des taux des quatre dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu – taux marginal de 60,11 %) : non soutenu (p. 8319)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9085)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 9085)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9085)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : routes nationales : Champagne-Ardenne (p. 9344)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 356)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 356 et s.)

Constitution : article 88-6 (p. 357)

Etat : souveraineté (p. 356)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 356)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 356)

Jean-Jacques GUILLET

*Hauts-de-Seine (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention internationale pour la protection des végétaux (ensemble une annexe), telle qu'elle résulte des amendements adoptés à Rome par la vingt-neuvième session de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (n° 1915) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble deux annexes) (n° 1916) [10 novembre 2004]

Cesse d'appartenir à la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 18 novembre 2004] (p. 19475)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'annexe V au protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, protection et gestion des zones (n° 2173) [5 avril 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique (n° 2235) [13 avril 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome V : Écologie et développement durable (n° 1866) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1915), autorisant l'approbation de la Convention internationale pour la protection des végétaux (ensemble une annexe), telle qu'elle résulte des amendements adoptés à Rome par la vingt-neuvième session de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1916), autorisant l'approbation du traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ensemble deux annexes) [22 décembre 2004] (n° 2018)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2173), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'annexe V au protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, protection et gestion des zones et sur le projet de loi (n° 2235) autorisant l'approbation de la Mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [13 avril 2005] (n° 2253)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Relations internationales. Asie du Sud-Est. Tsunami de décembre 2004, aide internationale [18 janvier 2005] (p. 37)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1069, posée le 8 février 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1179). Appelée le 8 février 2005. Restructuration, modalités, Sèvre Chaville Ville d'Avray Saint-Cloud (p. 871)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 8958)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8959 et s.)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : politique de l'environnement (p. 8958)
Politique extérieure : aide au développement (p. 8959 et s.)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 8958)

Christophe GUILLOTEAU

*Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Paulette GUINCHARD

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*En qualité de Vice-présidente**RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE*

M. Pascal Clément : répond qu'elle a pris ses dispositions et qu'elle sera remplacée. L'Assemblée pourra achever l'examen du texte au cours de cette séance [6 octobre 2004] (p. 7563)

M. Jean-Pierre Brard : rappelle que le Gouvernement n'est "pas obligé de répondre aux questions" et indique qu'il sera passé à l'examen des articles après la suspension de séance [21 octobre 2004] (p. 8224)

M. Jean-Pierre Brard : rappelle que "le Gouvernement peut décider de répondre ou non" [21 octobre 2004] (p. 8230)

M. Yves Durand : précise que le dépôt par le Gouvernement d'un amendement à l'article 8 ouvre la possibilité réglementaire d'un tel nouveau dépôt [17 février 2005] (p. 1273)

M. François Liberti : explique à nouveau que les amendements en question pourront être redéposés sur l'article 8 et discutés alors [17 février 2005] (p. 1273)

M. Jean-Marc Ayrault : suspend la séance afin de vérifier les résultats du scrutin public [4 mai 2005] (p. 3126)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)*Après l'article 16*

Répond au rappel au règlement de M. Pascal Clément (cf. supra) (p. 7562)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) [21 octobre 2004] (p. 8224)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) (p. 8230)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Répond aux rappels au règlement de M. Yves Durand et de M. François Liberti (cf. supra) (p. 1273)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 3125)

*En qualité de Députée***QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 mars 2005] (p. 2010)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 8629)

Son amendement n° 140 (p. 8631)

Après l'article 3

Son amendement n° 141 (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds d'investissement pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux) (p. 8633) : rejeté (p. 8634)
 Son amendement n° 142 (rapport au Parlement sur la prise en charge de la dépendance) (p. 8634) : rejeté (p. 8635)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)
 Son intervention (p. 9260)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9261)
 Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9260)
 Personnes âgées : mauvais traitements (p. 9260)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9260)
 Professions de santé : formation professionnelle (p. 9260)
 Professions de santé : médecins spécialistes (p. 9260)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 9260)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 34

Son amendement n° 530 (de conséquence) (p. 10427) : devenu sans objet (p. 10428)
 Son amendement n° 531 (de conséquence) (p. 10427) : devenu sans objet (p. 10428)
 Son amendement n° 529 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 10428)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11384)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11389 et s.)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicapés et de la perte d'autonomie)

Ses amendements n°s 720 et 736 (p. 11423 et s.)

Article 26 octies (objectif de dépenses assigné pour les prestations des établissements et services financés par la sécurité sociale et gestion par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 724 (p. 11424)

Projet de loi n° 1515 relatif au contrat de volontariat de solidarité internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1028)
 Son intervention (p. 1032)

Thèmes :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 1032)
 Retraites : régime général : annuités liquidables (p. 1032)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1033)

Article 4 (mentions du contrat de volontariat - obligations des associations et des volontaires)

Son intervention (p. 1034)

Article 5 (protection sociale du volontaire et de ses ayants droit)

Son amendement n° 3 (p. 1035)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3454) : rejetée (p. 3565)

Ses explications de vote sur la question préalable soutenue par M. Alain Bocquet (p. 3582)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3624)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3558)

Emploi : création d'emplois (p. 3554 et s.)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3625)

Enfants : crèches et garderies (p. 3557)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3582)

Impôt sur le revenu : déductions (p. 3557, 3558)

Logement : politique du logement (p. 3560)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3557)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3554 et s.)

Politique sociale : Agence nationale des services à la personne (p. 3556)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 3625)

Politique sociale : services à la personne (p. 3554 et s., 3582)

Politique sociale : services à la personne (p. 3625)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 3559)

Professions sociales : aides à domicile (p. 3554)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3554)

Professions sociales : travailleurs sociaux : conditions de travail (p. 3558)

Professions sociales : travailleurs sociaux : salaires (p. 3558)

Travail : travail à temps partiel (p. 3582)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 91 de Mme Martine Billard (services à la personne : définition) (p. 3627)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Ses amendements n°s 209 et 221 (p. 3630, 3632)

Son intervention (p. 3633, 3643, 3654 et s.)

Reprend l'ad t n° 11 de la commission (repos compensateur) (p. 3634)

Ses amendements n°s 141, 225, 220, 143, 210, 222, 211 rectifié, 223, 224, 174 à 177, 145, 218, 226, 228, 146, 148, 147, 207, 149, 179, 212 et 208 (p. 3636 et s., 3642 et s., 3644 et s., 3648, 3650 et s., 3658 et s., , 3706 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 180 rectifié (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3711) : rejeté (p. 3712)

Son amendement n° 213 (services à la personne : soumission à la législation sur l'action sociale et médico-sociale) : rejeté (p. 3712)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3713 et s.)

Ses amendements n°s 181 et 182 rectifié (p. 3715, 3718)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Ses amendements n°s 150 et 227 (p. 3719 et s.)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

- Son intervention (p. 3720)
Ses amendements n^{os} 214, 152 et 151 (p. 3720 et s.)
- Article 5 (régime fiscal)*
Ses amendements n^{os} 158, 159 et 157 rectifiés (p. 3722 et s.)
- Article 6 (activité de prestation de service et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)*
Son intervention (p. 3724 et s.)
Son amendement n^o 153 (p. 3724)
- Après l'article 7*
Son amendement n^o 215 (création d'observatoires départementaux d'action sociale : rapport au Parlement) : rejeté (p. 3726)
Son amendement n^o 216 (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées : rapport au Parlement) : rejeté (p. 3726)
- Avant l'article 8*
Son amendement n^o 170 (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) : rejeté (p. 3726)
Son amendement n^o 169 (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) : rejeté (p. 3726)
Son amendement n^o 168 (journée de travail non rémunérée dite de "solidarité avec les personnes âgées" : suppression) (p. 3726) : rejeté (p. 3727)
Son amendement n^o 171 (charges des entreprises : suppression de l'exonération pour les entreprises versant des rémunérations inférieures au SMIC) : rejeté (p. 3727)
- Article 8 (modification de la durée minimale du contrat d'avenir)*
Son intervention (p. 3728)
Son amendement n^o 183 rectifié (p. 3728)
- Après l'article 8*
Intervient sur l'adt n^o 119 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)
Intervient sur l'adt n^o 122 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)
Intervient sur l'adt n^o 120 rectifié de M. Rodolphe Thomas (contrat d'avenir débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)
Intervient sur l'adt n^o 118 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)
Intervient sur l'adt n^o 123 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)
- Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)*
Son intervention (p. 3734 et s.)
Ses amendements n^{os} 154, 156 et 184 (p. 3734 et s.)
- Après l'article 11*
Intervient sur l'adt n^o 236 du Gouvernement (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3737)
- Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)*
Son intervention (p. 3737)
- Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)*
Son intervention (p. 3739)
Son amendement n^o 173 (p. 3739)
- Après l'article 17*
Intervient sur l'adt n^o 232 rectifié du Gouvernement (tarifs des loyers : indice de référence) (p. 3741)
- Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)**
Ses explications de vote (p. 3807)
Vote contre du groupe socialiste (p. 3808)

H

David HABIB

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1132, posée le 22 mars 2005. Énergie et carburants. Biocarburants (J.O. Questions p. 2833). Appelée le 22 mars 2005. Perspectives (p. 2188)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7728)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 7728)

Industrie : politique industrielle (p. 7728)

Recherche (p. 7728)

Régions : compétences : politique économique (p. 7728)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 16

Son amendement n° 301 (biocarburants : suppression de la TIPP) : rejeté (p. 8369)

Son amendement n° 213 (biocarburants : incitation à l'incorporation) (p. 8370) : retiré (p. 8372)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9045)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance commerciale (p. 9045)

Énergie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : crédits budgétaires (p. 9046)

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9046)

Énergie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) : crédits budgétaires (p. 9046)

Entreprises : délocalisations (p. 9049)

Industrie : chimie (p. 9047)

Secteur public : services publics (p. 9046)

Union européenne : fonds structurels (p. 9046)

Georges HAGE

*Nord (16^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2073 relative à l'amélioration de la législation pour lutter contre le harcèlement moral au travail [9 février 2005]

Proposition de résolution n° 2405 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la dette des pays en développement à l'égard de la France, sur les conséquences pour le développement de ces pays, sur les perspectives d'annulation de la dette [22 juin 2005]

Claudie HAIGNERÉ

Ministre déléguée aux affaires européennes

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Floch. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7529)

M. Hervé Morin. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7530)

M. Jean-Claude Lefort. Services. Entreprises. Politiques communautaires [1^{er} décembre 2004] (p. 10333)

M. André Chassaing. Politiques communautaires. Coopération et développement. Prévention des catastrophes naturelles [19 janvier 2005] (p. 108)

M. François Sauvadet. Union européenne. Directives. Transposition en droit français, perspectives [2 février 2005] (p. 606)

M. Henri Emmanuelli. Entreprises. Délocalisations. Politiques communautaires [9 février 2005] (p. 946)

M. Gilbert Meyer. Collectivités territoriales. Réglementation. Coopération transfrontalière [2 mars 2005] (p. 1533)

M. François Liberti. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [2 mars 2005] (p. 1533)

M. Alain Bocquet. Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [29 mars 2005] (p. 2501)

M. Pascal Ménage. Emploi. Jeunes. Pacte européen pour la jeunesse, mise en place, perspectives [29 mars 2005] (p. 2503)

M. Émile Zuccarelli. Politiques communautaires. Services publics. Attitude de la France [13 avril 2005] (p. 2910)

Mme Chantal Bourragué. Consommation. Protection des consommateurs. Politiques communautaires [4 mai 2005] (p. 3146)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Maurice Giro. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne d'information [29 mars 2005] (p. 2492)

M. Étienne Mourrut. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels, utilisation [29 mars 2005] (p. 2492)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8442 et s.; 8459 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329); [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Sa réponse (p. 392)

Thèmes :

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 392)

Union européenne : parlements nationaux (p. 392)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 392)

Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 392)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412); [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Arnaud Montebourg (ordonnances - article 38 de la Constitution : exclusion des mesures émanant d'une institution européenne et relevant du domaine de la loi) (p. 423)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 469)

Projet de loi n° 1331 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1910)

Son intervention (p. 1910)

Sa réponse (p. 1914)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1911)

Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 1911)

Projet de loi n° 1348 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1914)

Son intervention (p. 1914)

Thèmes :

Ordre public : terrorisme (p. 1914)

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 1914)

Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 1914)

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1916)

Son intervention (p. 1916)

Thèmes :

Informatique (p. 1917)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crimes et délits contre les personnes (p. 1916 et s.)

Discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1920)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (extension de l'autorisation parlementaire et accélération de la procédure d'approbation) (p. 1921)

Titre

Son intervention (p. 1921)

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 2005] (p. 1921)

Son intervention (p. 1921)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 1922)

Environnement : protection de la nature : montagne (p. 1921)

Transports : montagne (p. 1921)

Discussion des articles [10 mars 2005] (p. 1924)

Article 1er (approbation du protocole d'application de la convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages)

Son intervention (p. 1925)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2020)

Sa réponse (p. 2037)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2020 et s., 2037)

Santé : santé publique (p. 2020 et s.)

Secteur public : services publics (p. 2038)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2020)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)

Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)

Son intervention (p. 2038 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2675)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 2676)
Union européenne : constitution européenne (p. 2675 et s.)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7732)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7732)

Travail : coût (p. 7732)

Travail : durée du travail (p. 7732)

Emmanuel HAMELIN

*Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2396 visant à modifier l'article 40 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, perspectives [16 novembre 2004] (p. 9437)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son amendement n° 510 rectifié (p. 10439)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 2 quinquies

Son amendement n° 401 (appareillages des personnes handicapées : application du taux réduit de TVA) (p. 11241) : retiré (p. 11242)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 289 (p. 11312)

Après l'article 9

Son amendement n° 291 (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) : retiré (p. 11332)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Ses amendements n°s 293 et 295 (p. 11355, 11358)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad n° 296 de M. Alain Marty (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 299 rectifié (p. 11417)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son amendement n° 49 rectifié (p. 1058)

Après l'article 6

Son amendement n° 48 (politique de mémoire ; objectifs) (p. 1060) : retiré (p. 1061)

Son amendement n° 50 (libre circulation en Algérie pour les anciens harkis et leurs familles) : retiré (p. 1061)

Son amendement n° 51 (emplois réservés ; descendants d'anciens supplétifs) : retiré (p. 1062)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Alain Ferry (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Michel Bouvard (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'ad n° 89 de Mme Arlette Franco (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Son amendement n° 456 (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4370) : retiré (p. 4371)

Son amendement n° 455 (pérennisation du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles) : retiré (p. 4371)

Son amendement n° 457 (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371) : retiré (p. 4372)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son intervention (p. 4381)
Son amendement n° 460 (p. 4381)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Son amendement n° 588 (p. 4463)

Joël HART

*Somme (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IV : Défense (forces terrestres) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie. Papier et carton. Papiers peints, Abélia décors, emploi et activité [14 décembre 2004] (p. 10999)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9454)

Défense : chars de combat (p. 9454)

Défense : crédits (p. 9453)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9454)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 9454)

Michel HEINRICH

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2315 tendant à exonérer de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail les entreprises faisant l'objet d'un redressement judiciaire [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Enfants. Divorce, enlèvement, coopération judiciaire, perspectives [16 mars 2005] (p. 2078)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1144, posée le 22 mars 2005. Education physique et sportive.

Enseignement maternel et primaire (J.O. Questions p. 2835).

Appelée le 22 mars 2005. Qualification, réglementation (p. 2196)

n° 1195, posée le 5 avril 2005. Audiovisuel et communication.

Télévision (J.O. Questions p. 3377). Appelée le 5 avril 2005.

Télévisions d'initiative locale, perspectives (p. 2645)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7735)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7735 et s.)

Formation professionnelle (p. 7736)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7736)

Recherche (p. 7736)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 423 (p. 11317)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Ses amendements n°s 426 et 425 (p. 11358)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Laurent HÉNART

*Secrétaire d'Etat à l'insertion professionnelle des jeunes
Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 13 septembre 2005] (p. 14883)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 15 septembre 2005] (p. 14973)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Olivier Dosne. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Réglementation [2 novembre 2004] (p. 8794)

M. Alain Rodet. Entreprises. Charges. Allègement [1^{er} février 2005] (p. 493)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sécurité sociale. Cotisations. Contrats d'apprentissage, perspectives [9 mars 2005] (p. 1836)

M. Marc Le Fur. Emploi. Jeunes. Emplois saisonniers, développement [22 mars 2005] (p. 2218)

M. Bernard Perrut. Emploi. Contrats jeunes. Mise en œuvre, bilan [23 mars 2005] (p. 2305)

M. Michel Zumkeller. Jeunes. Logement. Aides de l'Etat [29 mars 2005] (p. 2507)

M. Michel Lejeune. Formation professionnelle. Apprentissage. Développement, perspectives [13 avril 2005] (p. 2909)

M. Yvan Lachaud. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Bilan et perspectives [3 mai 2005] (p. 3042)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Pousset. Coopération intercommunale. Communautés de communes. Compétences, logement [5 octobre 2004] (p. 7439)

M. Marc Joulaud. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [5 octobre 2004] (p. 7440)

M. Jean-Paul Bacquet. Gendarmerie. Fonctionnement. Effectifs de personnel, zones rurales [5 octobre 2004] (p. 7441)

M. Hervé Morin. Logement. Politique du logement. Agence nationale pour la rénovation urbaine, financement, Pont-Audemer [5 octobre 2004] (p. 7443)

M. Jean-Louis Léonard. Chômage : indemnisation. Allocations. Cumul avec les revenus d'une activité professionnelle réduite [5 octobre 2004] (p. 7443)

M. Jacques Remiller. Industrie. Chimie. Stahl Industrial colorants SAS, emploi et activité, Saint-Clair-du-Rhône [5 octobre 2004] (p. 7445)

M. Antoine Herth. Commerce et artisanat. Artisanat. Entreprises de peinture allemandes, pratiques commerciales [21 décembre 2004] (p. 11279)

M. Dominique Le Mèner. Système pénitentiaire. Etablissements. Construction, calendrier, Couloines [1^{er} février 2005] (p. 494)

M. Richard Mallié. Communes. Budget. Dotations de solidarité, perspectives [8 mars 2005] (p. 1704)

M. Georges Colombier. Urbanisme. Rénovation urbaine. Nord-Isère, perspectives [8 mars 2005] (p. 1705)

M. Étienne Blanc. Patrimoine culturel. Château de Ferney-Voltaire. Gestion, perspectives [29 mars 2005] (p. 2472)

M. René Dosière. Emploi. Contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé. Perspectives [29 mars 2005] (p. 2473)

M. Patrick Bloche. Culture. Opéra de Paris. Personnel, conditions de travail [29 mars 2005] (p. 2473)

M. Daniel Mach. Industrie. Produits minéraux non métalliques. Entreprises productrices de béton, revendications [29 mars 2005] (p. 2474)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE****FORMATION PROFESSIONNELLE****Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)**

Son intervention (p. 8913)

Ses réponses (p. 8917 à 8919)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8914)

Emploi : jeunes (p. 8916)

Emploi : politique de l'emploi (p. 8916)

Formation professionnelle : apprentis : rémunération (p. 8915)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8915)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8914)

Formation professionnelle : centres de formation (p. 8915)

Formation professionnelle : crédits (p. 8913)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8914)

Réponses aux questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8918) (M. Bernard Schreiner) (p. 8918)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8919) (M. Christian Paul) (p. 8918)

Formation professionnelle : formation continue : droit (p. 8917) (M. Michel Vaxès) (p. 8917)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 8918) (M. Georges Colombier) (p. 8917)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2004] (p. 8919)

Article 75 (révision du dispositif des exonérations de cotisations sociales patronales au titre des salaires versés aux apprentis)

Son intervention (p. 8920)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10112)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son intervention (p. 10116)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Nicolas Perruchot (rapport au Parlement sur le bilan du contrat d'insertion des jeunes dans la vie sociale - CIVIS) (p. 10284)

Intervient sur l'adt n° 707 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur le bilan du programme d'insertion des jeunes TRACE) (p. 10284)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 10294 et s.)

Article 10 (réforme du contrat d'insertion dans la vie sociale)

Son intervention (p. 10297 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 617 deuxième rectification de M. Rodolphe Thomas (visites obligatoires des élèves de sixième en entreprises) (p. 10299)

Intervient sur l'adt n° 457 rectifié de M. Jean-Paul Anciaux (stages de découverte du monde du travail) (p. 10300)

Intervient sur l'adt n° 438 rectifié de M. Antoine Herth (stages découverte de métiers) (p. 10300)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'adt n° 713 de M. François Rochebloine (préapprentissage par alternance) (p. 10300)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10303 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 456 de M. Jean-Paul Anciaux (apprentissage ; entretien de première évaluation) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 225 de Mme Muguette Jacquaint (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Christian Paul (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 619 rectifié de M. Rodolphe Thomas (maître d'apprentissage ; heures de formation pédagogique) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (équipe tutorale ; maître d'apprentissage référent) (p. 10308)

Intervient sur l'adt n° 506 de M. Patrick Beaudouin (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10308)

Article 12 bis (modification du régime de rémunération des apprentis)

Son intervention (p. 10310)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Rodolphe Thomas (évaluation obligatoire des conditions de l'apprentissage par l'employeur) (p. 10310)

Intervient sur l'adt n° 714 de M. François Rochebloine (information des représentants légaux des apprentis sur le déroulement de l'apprentissage) (p. 10310)

Après l'article 12 ter

Intervient sur l'adt n° 485 de M. Francis Vercamer (statut des personnels des CFA) (p. 10311)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Michel Raison (contrat d'apprentissage ; mineurs de quinze ans ; stage préalable facultatif en entreprise) (p. 10311)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Daniel Fidelin (apprentis mineurs ; interdiction du travail dominical et des jours fériés) (p. 10312)

Article 13 (établissement d'une nouvelle dérogation à la limite d'âge de vingt-cinq ans pour signer un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 10312)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 100 de la commission (apprentissage ; formations complémentaires en dehors du temps de travail) (p. 10313)

Intervient sur l'adt n° 99 de la commission (information des nouveaux maîtres d'apprentissage) (p. 10313)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Bertho Audifax (formation des apprentis ; outre-mer ; régime dérogatoire) (p. 10313)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil de perfectionnement ; création ; représentation des parents) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Louis Christ (temps de formation minimum ; aménagement après échec à l'examen) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 102 rectifié de la commission (apprentissage ; contrat à durée déterminée consécutif ; dispense de période d'essai) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Jean-Louis Christ (repos compensateur) (p. 10315)

Intervient sur le sous-adt n° 972 du Gouvernement (limitation aux mineurs) à l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 10315)

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Michel Raison (CFA ; conseil de perfectionnement ; représentants des parents ; conditions d'élection) (p. 10317)

Avant l'article 14

Intervient sur l'adt n° 451 de M. Jean-Paul Anciaux (unités de formation par apprentissage ; application à l'ensemble des CFA) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 749 de Mme Muriel Marland-Militello (journée de découverte de l'entreprise dans les CFA) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 632 de M. Rodolphe Thomas (établissements scolaires et CFA ; association ; conditions) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 629 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur la mise en place d'une campagne d'information sur la formation professionnelle) (p. 10318)

Intervient sur l'adt n° 618 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'évolution de l'apprentissage) (p. 10318)

Intervient sur l'adt n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10318)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10320 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Rodolphe Thomas (maîtres d'apprentissage ; réduction d'impôt sur le revenu) (p. 10322)

Intervient sur l'adt n° 735 de Mme Muriel Marland-Militello (affectation de la taxe d'apprentissage) (p. 10322)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10343 et s.)

Article 16 (conclusion de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions, les organismes consulaires et les organisations représentatives d'employeurs et de salariés visant au développement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 10348 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil d'administration création et composition) (p. 10349)

Article 16 bis (création du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage)

Son intervention (p. 10350)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 230 de Mme Muguette Jacquaint (CFA ; conseils d'administration ; création et composition) (p. 10350)

Intervient sur l'adt n° 107 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le financement de l'apprentissage) (p. 10351)

Article 17 (création d'un état annexe au budget des conseils régionaux consacré au financement de la formation professionnelle des jeunes)

Son intervention (p. 10351)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Jean-Louis Christ (simplification du contrôle de l'enregistrement des contrats d'apprentissage) (p. 10356)

Article 18 (obligation de l'intermédiation des organismes collecteurs pour les versements obligatoires au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10357)

Article 19 (précisions relatives au régime d'habilitation des organismes collecteurs - Régime de la collecte outre-mer)

Son intervention (p. 10357)

Article 21 (établissement d'un contrôle administratif et financier sur les établissements bénéficiaires et les organismes gestionnaires de la collecte et interdiction du courtage pour les établissements bénéficiaires et organismes gestionnaires de centres de formation d'apprentis)

Son intervention (p. 10357 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 448 de M. Jean-Michel Fourgous (entreprises de travail temporaire : taxe d'apprentissage ; assiette) (p. 10358)

Intervient sur l'adt n° 110 de la commission (fractionnement de la taxe d'apprentissage : renvoi au décret) (p. 10358)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 748 de Mme Muriel Marland-Militello (étudiants ; projet d'orientation universitaire et professionnel) (p. 10359)

Avant l'article 23

Intervient sur l'adt n° 880 de Mme Françoise de Panafieu (rédactionnel) (p. 10359)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)***Après l'article 4*

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Jean-Claude Sandrier (message d'information explicite et de prévention sur les supports publicitaires des offres de crédits) (p. 287)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Jean-Claude Sandrier (taux d'usure ramené à 10 % du taux effectif moyen) (p. 287)

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport au Parlement sur la constitution d'un fonds national de garantie du droit au crédit permettant aux personnes confrontées à des difficultés particulières de souscrire un crédit plafonné auprès de leur établissement bancaire) (p. 288)

Michel HERBILLON

*Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des affaires étrangères et de Mme la Ministre déléguée aux affaires européennes [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19705)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'enseignement supérieur en Europe [17 novembre 2004] (n° 1927)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Recherche. Politiques communautaires. Perspectives [1^{er} décembre 2004] (p. 10334)

Santé. Politique de la santé. Maladies psychiatriques, prises en charge [8 février 2005] (p. 881)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION****I - CULTURE****Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)**

Son intervention (p. 8762)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : salles de spectacles (p. 8763)

Arts et spectacles : spectacles (p. 8763)

Culture : crédits (p. 8762)

Culture : mécénat (p. 8763)

Culture : politique culturelle (p. 8764)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8763)

Patrimoine culturel : protection (p. 8763)

II - COMMUNICATION**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :**

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9709)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9709)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 9709)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9709)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9709)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE**II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR****Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)**

Son intervention (p. 9138)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 9139)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 9139)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 9139)

Enseignement supérieur : universités (p. 9139)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)**

Son intervention (p. 10160)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10160)

Santé : fin de vie (p. 10160)

Santé : soins palliatifs (p. 10160)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)**

Son intervention (p. 350)

Thèmes :

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 351)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 350)

Union européenne : institutions communautaires (p. 351)

Union européenne : parlements nationaux (p. 351)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006**

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4351)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4351)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4351 et s.)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : crédit d'impôt (p. 4351 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 4351)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4351)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 4351)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Antoine HERTH
Bas-Rhin (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 22 septembre 2004] (p. 16427)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et de la consommation [J.O. du 18 février 2005] (p. 2792)

Rapporteur du projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [15 juin 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome III : Agriculture (agriculture) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1838 autorisant, à titre expérimental, la région à fixer le montant de la part de la taxe d'apprentissage obligatoirement réservée à l'apprentissage et à en assurer la collecte sur le territoire régional [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2008 portant création d'une procédure de rachat des cotisations d'assurance vieillesse au titre des périodes de perception du RMI [21 décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [28 septembre 2005] (n° 2547)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11403)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 995, posée le 21 décembre 2004. Commerce et artisanat. Artisanat (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Entreprises de peinture allemandes, pratiques commerciales (p. 11279)

n° 1120, posée le 8 mars 2005. Handicapés. Centre d'aide par le travail (CAT) (J.O. Questions p. 2274). Appelée le 8 mars 2005. Financement (p. 1700)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7597)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7597)

Bois et forêts : forêts (p. 7597)

Environnement : montagne (p. 7597)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 62 bis A (reconnaissance d'un caractère d'intérêt général à l'agriculture, au pastoralisme et à la forêt de montagne)

Son intervention (p. 7668)

Après l'article 63 bis

Intervient sur l'ad n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Michel Bouvard (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)

Intervient sur l'ad n° 342 de M. Jean Lassalle (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7670)

Après l'article 60 bis

Son amendement n° 175 (évaluation des dégâts de chasse après récolte) : adopté (p. 7821)

Son amendement n° 176 (contre-estimation en cas de désaccord) : rejeté (p. 7821)

Son amendement n° 177 (cas d'intervention des fonds départementaux d'indemnisation des dommages) : retiré (p. 7821)

Son amendement n° 178 (indemnisation des dégâts causés par les sangliers ; droit local d'Alsace-Moselle) (p. 7821) : adopté (p. 7822)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 7848)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7892)

Article 11 A (extension du dispositif d'autorisation d'exploitation commerciale à la distribution du fioul domestique)

Son intervention (p. 7905)

Après l'article 11 F

Intervient sur l'ad n° 644 de M. Joël Giraud (structures d'accueil des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7985)

Après l'article 12 quinquies

Intervient sur l'ad n° 295 de M. Jean-Pierre Decool (créances détenues par un groupement d'employeurs ; liquidation judiciaire d'une entreprise appartenant au groupement ; privilège spécial) (p. 7987)

Intervient sur l'ad n° 296 de M. Jean-Pierre Decool (assurance contre le risque de non-paiement des salaires ; entreprises membres d'un groupement d'employeurs ; versement au groupement d'employeurs ; modalités et limites) (p. 7987)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains -PPAEANP- et de programmes d'action)

Son intervention (p. 7991)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son intervention (p. 7993)

Après l'article 20

Intervient sur l'ad n° 776 de M. Patrice Martin-Lalande (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) (p. 7994)

Après l'article 22

Son amendement n° 174 deuxième rectification (réglementation des distances entre exploitations agricoles et habitations) : retiré (p. 7995)

Après l'article 23 bis

Son intervention (p. 7998)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 7998)

Article 26 (modalités financières et techniques de mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier)

Son intervention (p. 8000)

Après l'article 43 bis

Intervient sur l'ad n° 835 de M. Jean-Marie Binetruy (coupes et produits de coupes de bois, convention de regroupement à la vente) (p. 8005)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA - aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8008 et s.)

Article 75 ter supprimé par le Sénat (création d'une agence française d'information et de communication agricole)

Son intervention (p. 8014)

Ses explications de vote (p. 8017)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8018)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 159 (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 161 (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280) : rejeté (p. 8281)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9068)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats d'agriculture durable (CAD) (p. 9069)

Agriculture : crédits (p. 9068)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9069)

Agriculture : fruits et légumes (p. 9070)

Agriculture : pollution (p. 9069)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 9069)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 9069)

Assurances (p. 9069)

Bois et forêts : forêts (p. 9069)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9069)

Enseignement agricole (p. 9069)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture : effectifs (p. 9069)

Recherche (p. 9069)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 63

Son amendement n° 8 (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : pérennisation de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable et extension aux contrats d'agriculture durable) : rejeté (p. 9832)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 11

Son amendement n° 438 rectifié (stages découverte de métiers) (p. 10299) : devenu sans objet (p. 10300)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10773)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 2 bis (suppression des conditions d'âge en matière de compensation et prise en charge des frais)

Son amendement n° 679 (p. 11240)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11307)

Son amendement n° 677 (p. 11313)

Après l'article 44 quater

Son amendement n° 680 (convention d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du consentement ; dérogation au profit du représentant légal de l'handicapé) (p. 11460) : retiré (p. 11461)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4268)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 4268)

Travail : salaires (p. 4268)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Son amendement n° 442 (suppression de la première tranche de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) : retiré (p. 4370)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son amendement n° 443 (p. 4377)

Après l'article 45 A

Intervient sur l'ad n° 205 de la commission (promotion du commerce équitable) (p. 4530)

Son amendement n° 571 (promotion du commerce équitable) : retiré (p. 4530)

Intervient sur l'ad n° 261 rectifié de Mme Geneviève Gaillard (promotion du commerce équitable) (p. 4531)

Francis HILLMEYER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2116 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les Mines de Potasse d'Alsace puis la société SECHE ont créé et conduit l'exploitation du site de stockage souterrain Stocamine à Wittelsheim, sur les causes et les conséquences de l'incendie de ce site, et sur le projet de "sarcophage" dans lequel on veut à présent murer ce site, et sur les conséquences financières de ce désastre et d'une façon générale sur les conditions dans lesquelles a été

conduite la fin d'exploitation des Mines de Potasse d'Alsace [1^{er} mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Conduites en fonte, remplacement, financement [18 janvier 2005] (p. 35)
Transports routiers. Transports de marchandises. Politiques communautaires [14 juin 2005] (p. 3537)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 496 (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMC mensuel) (p. 8280) : rejeté (p. 8281)

Après l'article 28

Son amendement n° 499 précédemment réservé (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) : rejeté (p. 8476)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9621)

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9466)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9466)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9466)

Défense : professionnalisation : effectifs (p. 9466)

Défense : renseignement : crédits budgétaires (p. 9466)

Défense : réserves (p. 9466)

Recherche (p. 9466)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9467)

Procédure des questions :

Gendarmerie : casernes (p. 9489)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Procédure des questions :

Emploi : chômage : Alsace (p. 8542)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11005)

Thèmes :

Associations (p. 11006)

Défense : loi de programmation militaire (p. 11015)

Défense : marine (p. 11006)

Défense : opérations extérieures (p. 11006)

Défense : professionnalisation (p. 11005)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11006)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11006)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11005)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026); [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11026 et s.)

Ses explications de vote (p. 11092)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11092)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention (p. 2053)

Thèmes :

Défense : réserves (p. 2053)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : pensions de réversion (p. 2053)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 438)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 438)

Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 438)

Relations internationales : coopération (p. 438)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 438)

Danièle HOFFMAN-RISPAL

Paris (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [10 novembre 2004] (p. 9230)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2211)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539); [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8584)

Thèmes :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 8584)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8584)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 8585)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)*Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*

Son intervention (p. 8631)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 141 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds d'investissement pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux) (p. 8633)

Intervient sur l'ad n° 142 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la prise en charge de la dépendance) (p. 8634 et s.)

Avant l'article 28

Son amendement n° 169 (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de recherche sur le vieillissement) : rejeté (p. 8718)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES**Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)**

Son intervention (p. 9254)

Thèmes avant la procédure des questions :

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 9254)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9254)
 Santé : maladie d'Alzheimer (p. 9254)

Procédure des questions :

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 9280)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : maladie d'Alzheimer (p. 9279)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 565)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 565)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 565)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : salariés (p. 566)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 566)
 Travail : durée du travail (p. 565)
 Travail : heures supplémentaires (p. 566)
 Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) (p. 566)
 Travail : travail à temps partiel (p. 566)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 648)

Intervient sur l'ad n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 648)

Intervient sur l'ad n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 699)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 706 et s.)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 811 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2102)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 2104)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2102)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2103)
 Travail : femmes enceintes (p. 2103)
 Travail : pouvoir d'achat (p. 2103)
 Travail : comptes épargne-temps (p. 2104)
 Travail : durée du travail (p. 2102)
 Travail : négociations (p. 2102)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)*Après l'article 1er A*

Intervient sur l'ad n° 86 de M. Jean Le Garrec (accès prioritaire aux "heures choisies" pour les salariés à temps partiel) (p. 2126)

Intervient sur l'ad n° 85 de M. Jean Le Garrec (licenciement ; motifs ; recours des heures choisies ; exclusion) (p. 2148)

Intervient sur l'ad n° 73 de M. Jean Le Garrec (saisine de la commission nationale de la négociation collective) (p. 2158)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2165)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 2174)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3314) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 3320)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3315, 3316)
 Femmes : droits (p. 3315 et s.)
 Femmes : égalité professionnelle (p. 3314 et s.)
 Politique économique : libéralisme (p. 3316, 3317)
 Syndicats : représentativité (p. 3316)
 Travail : congé de maternité (p. 3316)
 Travail : congé parental d'éducation (p. 3315)
 Travail : jours fériés (p. 3316)
 Travail : négociations (p. 3315, et s.)
 Travail : salaires (p. 3315, 3316)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)*Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)*

Son intervention (p. 3352)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 109 rectifié de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : prévenance des salariés : allongement du délai) (p. 3367)

Intervient sur l'ad n° 106 de M. Alain Vidalies (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3373)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3373)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3562)

Son intervention (p. 3587)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3588)

Emploi : création d'emplois (p. 3562)

Emploi : création d'emplois (p. 3587)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3588)

Politique sociale : services à la personne (p. 3562)

Politique sociale : services à la personne (p. 3587)

Professions sociales : rémunération (p. 3588)

Professions sociales : aides à domicile (p. 3587)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3562, 3587)

Travail : travail à temps partiel (p. 3589)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3628 et s.)

Ses amendements n°s 138 à 140, 144 (p. 3633)

Reprend l'adt n° 112 deuxième rectification de M. Denis Jacquat (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 3708)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 180 rectifié de Mme Paulette Guinhard (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3712)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3715 et s.)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3720 et s.)

Article 5 (régime fiscal)

Son intervention (p. 3723)

Avant l'article 8

Intervient sur l'adt n° 168 de Mme Paulette Guinhard (journée de travail non rémunérée dite de "solidarité avec les personnes âgées" : suppression) (p. 3726)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4102)

Thèmes :

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4102)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4102, 4103)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 4103)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 4103)

Travail : salaires (p. 4103)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [19 octobre 2004] (p. 8060)

Travail. Négociations. Dialogue social, perspectives [8 février 2005] (p. 880)

Outre-mer. POM : Polynésie française. Elections et référendums, élections pour l'Assemblée territoriale, résultats [15 février 2005] (p. 1094)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647)

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 653)

Déclaration de politique générale n° 2361 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre

[8 juin 2005] (p. 3459)

Son intervention (p. 3470)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 3472)

Emploi : chômage (p. 3470)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3471 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle : primes (p. 3472)

Enseignement : personnel (p. 3472)

Entreprises : allègement des charges (p. 3471 et s.)

Entreprises : seuils sociaux (p. 3471)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 3471)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : ministre (p. 3473)

Ordonnances (p. 3471)

Parlement : prérogatives (p. 3473)

Partis et mouvements politiques : gauche : politique de l'emploi (p. 3471)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 3470)

Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 3472)

Politique économique : croissance (p. 3470)

Politique générale : Gouvernement précédent (p. 3470)

Politique générale : institutions (p. 3473)

Politique sociale (p. 3471 et s.)

Président de la République (p. 3470)

Recherche : innovation : industrie (p. 3472)

Sécurité sociale (p. 3472)

Syndicats (p. 3471)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3471)

Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 3473)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3470)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3473)

Brice HORTEFEUX

Ministre délégué aux collectivités territoriales

Est nommé Ministre délégué aux collectivités territoriales, auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**

- M. Jacques Bascou. Etrangers. Centres de rétention. Fonctionnement, Narbonne [21 juin 2005] (p. 3773)
- M. Jean-Paul Dupré. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse [21 juin 2005] (p. 3774)
- M. Patrick Braouezec. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Saint-Denis [28 juin 2005] (p. 4008)
- M. Olivier Dosne. Transports aériens. Sécurité. Fret, réglementation [21 juin 2005] (p. 3775)
- M. Kléber Mesquida. Aménagement du territoire. Contrats de pays. Syndicat mixte, création [21 juin 2005] (p. 3772)
- M. Jean-Claude Viollet. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [28 juin 2005] (p. 4006)
- M. Gabriel Biancheri. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Romans-Saint-Vallier [28 juin 2005] (p. 4011)
- M. Patrick Delnatte. Prestations familiales. Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF). Convention d'objectifs et de gestion, négociations, perspectives [28 juin 2005] (p. 4010)
- M. Dominique Paillé. Personnes âgées. Soins et maintien à domicile. Financement [28 juin 2005] (p. 4009)

Henri HOUDOUIN

Mayenne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Philippe HOUILLON

Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur pour avis du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (n° 2249) [4 mai 2005]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles (n° 2131) [8 juin 2005]

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 juin 2005] (p. 10099)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à modifier les dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances (n° 2450) [28 septembre 2005]

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le titre premier et les articles 6, 10, 11, 12 et 13 du projet de loi, après déclaration d'urgence, pour la confiance et la modernisation de l'économie (n° 2249) [12 mai 2005] (n° 2333)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2300), tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles [8 juin 2005] (n° 2358)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée en deuxième lecture par le Sénat (n° 2462), tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles [12 juillet 2005] (n° 2467)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Jean-Louis Debré tendant à modifier les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la discussion des lois de finances (n° 2450) [28 septembre 2005] (n° 2545)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Famille. Divorce. Réforme, bilan et perspectives [23 mars 2005] (p. 2302)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1549)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1550)

Entreprises : cession (p. 1549)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1550)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1549)

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1549)

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1549)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1549)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1550)

Justice : tribunaux de commerce (p. 1550)

Professions libérales (p. 1549)

Saisies et sûretés : cautionnement (p. 1549)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1582 et s.)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son sous-amendement n° 537 à l'ad n° 20 de la commission (p. 1607)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1630)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1651)

Son amendement n° 319 (p. 1651)

Article 20 (faculté de désigner un technicien assistant l'administrateur judiciaire)

Son amendement n° 321 (p. 1651)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1676)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad n° 91 de la commission (procédure de sauvegarde : pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission ou de rejet de créances) (p. 1680)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1739)

Article 92 (comités de créanciers)

Son amendement n° 320 (p. 1750)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Son sous-amendement n° 617 à l'adt n° 589 de la commission (p. 1761)

Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1776)

Article 113 (missions du liquidateur)

Son amendement n° 331 rectifié (p. 1778)

Article 114 (liquidation prononcée au cours de la période d'observation)

Son intervention (p. 1780)

Article 124 (cession de l'entreprise)

Son intervention (p. 1786)

Article 140 (reprise de la procédure de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Après l'article 142

Intervient sur l'adt n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1794)

Article 146 (création de l'action en obligation aux dettes sociales)

Son intervention (p. 1796)

Explications de vote et vote [9 mars 2005] (p. 1838)

Ses explications de vote (p. 1839)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1840)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3489)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3490)

Thèmes :

Constitution : révision : Versailles (p. 3490)

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 3490)

Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 3490)

Discussion des articles [9 juin 2005] (p. 3492)

Article 1er (mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès)

Son intervention (p. 3492)

Article 3 (conventions d'application)

Son intervention (p. 3492)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4635)

Son intervention (p. 4635)

Thèmes :

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 4636)

Parlement : Congrès du Parlement : Versailles (p. 4635)

Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 4636)

Patrimoine culturel : monuments historiques : Versailles (p. 4636)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3671)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3817)

Thèmes :

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3817 et s.)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3817 et s.)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3817 et s.)

Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3817 et s.)

Secteur public : entreprises publiques : limite d'âge (p. 3818)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 1er (tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par tout moyen moderne de télétransmission)

Son intervention (p. 3872 et s.)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Son intervention (p. 3874)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 10 rectifié de la commission des lois (rémunérations des dirigeants des sociétés cotées et avantages à eux consentis : transparence), rectifié (possibilité d'annulation des versements effectués et des engagements pris en méconnaissance des conditions de transparence sauf cas de bonne foi) (p. 3879)

Intervient sur le sous-adt n° 171 rectifié de M. Gilles Carrez (montant annuel des avantages différés : suppression de la mention) à l'adt n° 10 rectifié de la commission des lois (p. 3880)

Article 3 (limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques)

Son intervention (p. 3882)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Charles de Courson (rémunération du président du conseil d'administration et avantages à eux consentis : approbation de l'assemblée générale) (p. 3884)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son intervention (p. 3899 et s.)

Article 10 (élargissement des pouvoirs d'injonction et de sanction de l'Autorité des marchés financiers et modification de la définition des délits boursiers)

Son intervention (p. 3907)

Article 11 (amélioration des règles relatives à l'information périodique)

Son intervention (p. 3907)

Ses amendements n°s 28 et 29 (p. 3907)

Article 12 (amélioration des règles relatives aux franchissements de seuils)

Son amendement n° 24 (p. 3908)

Article 13 (extension de la garantie de cours et de l'obligation de dépôt d'une offre publique)

Son intervention (p. 3908)

Jacques HOUSSIN
Nord (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 15 juillet 2005 [J.O. du 16 juillet 2005] (p. 11706)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1950 visant à exonérer de taxe professionnelle les débiteurs de tabac frontaliers [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Transport de voyageurs. Grève, information des usagers [18 janvier 2005] (p. 41)

Industrie. Chimie. Rodhia, emploi et activité [15 mars 2005] (p. 2013)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 948, posée le 30 novembre 2004. Police. Police municipale (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Coopération intercommunale, réglementation (p. 10231)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8890)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8890)

Hôtellerie et restauration (p. 8890)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8890)

TVA : taux réduit : hôtellerie et restauration (p. 8890)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9442 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10025)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 10025)

Logement : logement social (p. 10025)

Logement : logements vacants (p. 10025)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10025)

Jean-Yves HUGON
Indre (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10335)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1044, posée le 1^{er} février 2005. Français de l'étranger. Prise en charge (J.O. Questions p. 885). Appelée le 1^{er} février 2005. Volontaires internationaux en entreprises, accidents de travail (p. 495)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10167)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10168)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10168)

Professions de santé : déontologie (p. 10168)

Santé : fin de vie (p. 10168)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11008)

Thèmes :

Associations (p. 11009)

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11010)

Défense : opérations extérieures (p. 11009 et s.)

Défense : professionnalisation (p. 11009)

Fonction publique de l'Etat : accès à la fonction publique d'Etat (p. 11009)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11009)

Ses explications de vote (p. 11092)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11092)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1370)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2826)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2827)

Famille : adoption (p. 2826)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2826)

Relations internationales : adoption (p. 2827)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2841)

Michel HUNAUT

Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 1879 visant à permettre aux autorités organisatrices de transport de mettre en œuvre le service garanti [20 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2026 visant à modifier la législation sur "l'absence" [13 janvier 2005]

Proposition de loi n° 2256 visant à créer des délégations parlementaires à l'écologie et au développement durable [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2260 visant à modifier le régime de la prestation compensatoire versée en cas de divorce [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2344 visant à réformer l'article 434-7-2 du code pénal [25 mai 2005]

Proposition de loi organique n° 2506 visant à permettre le retour à l'équilibre budgétaire [1^{er} août 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Conséquences, collectivités territoriales, budget [10 novembre 2004] (p. 9231)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [22 mars 2005] (p. 2212)

Politique économique. Croissance. Relance, perspectives [4 mai 2005] (p. 3139)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1111, posée le 8 mars 2005. Voirie. RN 171 (J.O. Questions p. 2272). Appelée le 8 mars 2005. Aménagement, Loire-Atlantique (p. 1716)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9322)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9323)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9323)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9323)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 9323)

Régions : contrats de plan Etat-régions : transports ferroviaires (p. 9322)

Sécurité routière (p. 9323)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9322)

Transports : transport combiné (p. 9322)

Transports ferroviaires : SNCF : transport de marchandises (p. 9322)

Transports urbains : lignes : régions (p. 9322)

Procédure des questions :

Voirie : routes nationales : Loire-Atlantique (p. 9339)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Départements : sous-préfectures : Chateaubriant (p. 8850)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9890)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 9891)

DOM : Guadeloupe : séismes (p. 9890)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9890)

Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 9890)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10974)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : suivi socio-judiciaire (p. 10974)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10975)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10975)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 10974)

Système pénitentiaire : psychiatres (p. 10975)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Après l'article 5

Son amendement n° 44 (encadrement des remises de peines pour les criminels récidivistes) (p. 11107) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 11108)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son amendement n° 43 : SCRUTIN PUBLIC (p. 11115)

Ses explications de vote (p. 11123)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11124)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11139)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : filiales (p. 11139)

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11139)
 Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11140)
 Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11139)
 Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11140)
 Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11140)
 Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11140)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11140)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1865)
 Son intervention (p. 1882)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1882)
 Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1882)
 Transports aériens : aéroports (p. 1882)
 Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1865)

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1916)

Son intervention (p. 1918)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 1919)
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : coopération judiciaire (p. 1919)
 Télécommunications : Internet : réseaux de données (p. 1919)
 Union européenne : élargissement (p. 1919)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)

Son intervention (p. 3189)

Thèmes :

Droit pénal : casier judiciaire : construction européenne (p. 3189)
 Droit pénal : corruption : secteur privé (p. 3189)
 Justice : aide juridictionnelle (p. 3189)
 Justice : espace judiciaire européen (p. 3189)
 Justice : preuve : gel (p. 3189)

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3193)

Article 6 (exécution provisoire des mesures conservatoires en matière délictuelle)

Son intervention (p. 3195)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3189)

François HUWART

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
 Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Sébastien HUYGHE
*Nord (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Rapporteur du projet de loi portant réforme des successions et des libéralités (n° 2427 rect) [12 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Gendarmerie. Fonctionnement. Financement [30 juin 2005] (p. 4082)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Son amendement n° 30 ("impatriés" : exonération des revenus perçus avant leur arrivée en France) : retiré (p. 8234)

Article 7 (aménagement du régime fiscal applicable aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité)

Son intervention (p. 8269 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 161 de M. Antoine Herth (salaire du conjoint - article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8303)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8333)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2109)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2121)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2110)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 2110)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 2110, 2121)
 Travail : pouvoir d'achat (p. 2110)
 Travail : durée du travail (p. 2109)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Son amendement n° 425 (déduction du loyer du bail à soi-même pour les contribuables ne relevant pas du régime des bénéfices non commerciaux) : retiré (p. 4368)

Son amendement n° 426 (déductibilité des intérêts des emprunts et des frais inhérents à l'acquisition d'une entreprise) : retiré (p. 4368)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Antoine Herth (suppression de la première tranche de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son amendement n° 430 (p. 4404)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son amendement n° 421 (p. 4421)

Après l'article 22

Son amendement n° 424 (transmission des entreprises en location-gérance) (p. 4430) : retiré (p. 4431)

Après l'article 23 ter

Son amendement n° 429 (renseignements comptables fournis par exercice) (p. 4434) : rejeté (p. 4435)

Son amendement n° 427 (remise d'informations sur le chiffre d'affaires réalisé) (p. 4434) : rejeté (p. 4435)

Son amendement n° 428 (simplification des obligations pour les entreprises ayant une comptabilité à jour) : rejeté (p. 4435)

I**Jean-Louis IDIART***Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS****Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7485)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 7485)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7485)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)***Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)*

Son amendement n° 282 (p. 8266)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 371 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (régime du bénéfice mondial : avantage limité à 20 % de l'impôt normalement dû) (p. 8467)

Intervient sur l'adt n° 291 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8468)

Intervient sur l'adt n° 381 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA : taux normal ramené à 18,6 % et relèvement des taux de l'impôt sur les sociétés et des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 8470)

Intervient sur l'adt n° 266 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (bicyclettes : TVA au taux réduit sur les petits services de réparation) (p. 8471)

Intervient sur l'adt n° 264 rectifié précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit) (p. 8471)

Intervient sur l'adt n° 223 précédemment réservé de M. François Dosé (livraisons de chaleur distribuées en réseaux : TVA au taux réduit dans les quatre mois de l'entrée en vigueur de la directive communautaire) (p. 8472)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Après l'article 63*

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement de 2004) (p. 9833)

Intervient sur l'adt n° 18 de M. Pascal Terrasse (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement) (p. 9833)

**Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil
des prélèvements obligatoires**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son intervention (p. 2694)

Françoise IMBERT*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS****Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute
autorité de lutte contre les discriminations et pour
l'égalité**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7518 et s.)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination : personnes défavorisées (p. 7518)

Politique sociale : cohésion sociale : intégration (p. 7518)

J**Christian JACOB**

*Ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation
puis Ministre des petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation
puis Ministre de la fonction publique*

Est nommé Ministre des petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de la fonction publique. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**En qualité de Membre du Gouvernement****RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Édouard Courtial. Entreprises. Transmission. Perspectives [20 octobre 2004] (p. 8140)

M. Christian Bataille. Énergie et carburants. EDF et GDF. Tarifs [26 octobre 2004] (p. 8495)

M. Jacques Le Guen. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Pratiques commerciales, enchères électroniques inversées, réglementation [8 février 2005] (p. 883)

M. Jean-Louis Léonard. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Accidents domestiques, lutte et prévention [15 février 2005] (p. 1101)

M. Alain Vidalies. Entreprises. Entreprises en difficulté. Procédure de sauvegarde, perspectives [16 février 2005] (p. 1199)

Mme Marie-Hélène des Esgaux. Commerce et artisanat. Petit commerce. Maintien [16 mars 2005] (p. 2080)

M. Jean-Pierre Nicolas. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Aides de l'Etat [13 avril 2005] (p. 2908)

M. Martial Saddier. Consommation. Pratiques commerciales. Commerce équitable, perspectives [4 mai 2005] (p. 3144)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Morel-A-L'Huissier. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration, travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [30 novembre 2004] (p. 10239)

M. Jean-Pierre Blazy. Industrie. Métallurgie. Ugine-ALZ, emploi et activité, Gonesse [30 novembre 2004] (p. 10240)

M. Philippe Vitel. Ministères et secrétariats d'Etat. Économie : centres des impôts. Personnel, revendications, Var [8 février 2005] (p. 865)

M. Jean-Pierre Nicolas. Industrie. Métallurgie. Novelis, emploi et activité, Rugles [8 février 2005] (p. 866)

M. Damien Meslot. Industrie. Machines et équipements. Alstom, emploi et activité [8 février 2005] (p. 867)

M. Jean-Pierre Abelin. TVA. Taux. Travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat [8 février 2005] (p. 868)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*
Son intervention (p. 9726)

Ses réponses (p. 9731, 9736)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 9727, 9737)

Assurances : contrats : petites et moyennes entreprises (p. 9737)

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 9732, 9736)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9726, 9731 et s.)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9732, 9737)

Entreprises : création : aides (p. 9726, 9732)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9726)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 9726, 9731)

Entreprises : transmission (p. 9727)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 9726, 9732, 9737)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9737)

Professions libérales (p. 9727)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : commerçants et industriels (p. 9732)

Travail : durée du travail (p. 9736)

TVA (p. 9732, 9737)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)**

Son intervention (p. 176)

Thèmes :

Consommation (p. 176)

Droit civil : contrats (p. 176)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 176)

Télécommunications : opérateurs : tarifs (p. 176)

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)**Après l'article 2**

Intervient sur l'ad t n° 1 de M. François Brottes (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 184 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 2 de M. Alain Vidalies (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) (p. 186)

Intervient sur l'ad t n° 3 de Mme Ségolène Royal (prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur déchu du droit à intérêts) (p. 187)

Avant l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 4 de Mme Ségolène Royal (sanctions du non respect des obligations liées à la publicité relative aux crédits) (p. 187)

Article 4 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 188)

Avant l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 6 de M. Jean-Claude Viollet (encadrement des opérations de vente, de location, de location-vente ou de vente avec option d'achat, d'un montant inférieur à 150 euros, délivrés à l'occasion d'une foire ou d'un salon) (p. 188)

Intervient sur l'ad t n° 7 de M. Daniel Boisserie (garantie due par un réseau de vente ; cause exonératoire ; défaut d'entretien ; conditions d'application) (p. 188)

Article 6 (délais et conditions d'application de la loi)

Son intervention (p. 188)

Titre

Son intervention (p. 189)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [13 juillet 2005] (p. 4659)**

Son intervention (p. 4659)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 4659)

Fonctionnaires et agents publics : concours : ressortissants communautaires (p. 4659)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 4659)

Mugette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Israël. Intervention dans les territoires palestiniens [6 octobre 2004] (p. 7531)

Travail. Durée du travail. Réforme. Perspectives [22 décembre 2004] (p. 11400)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1730)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1036, posée le 1^{er} février 2005. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe (J.O. Questions p. 884). Appelée le 1^{er} février 2005. Familles, structures d'accueil, création (p. 489)

n° 1226, posée le 3 mai 2005. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 4411). Appelée le 3 mai 2005. Gynécologie médicale, perspectives (p. 3025)

n° 1287, posée le 28 juin 2005. Urbanisme. Renovation urbaine (J.O. Questions p. 6317). Appelée le 28 juin 2005. La Courneuve, aides de l'Etat (p. 3997)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint des changements d'ordre du jour et de la vitesse d'examen des articles et amendements [3 décembre 2004] (p. 10608)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce : précise que syndicats et salariés ne souhaitent pas que la durée de 35 heures hebdomadaires soit remise en cause mais que le système ne soit revu que de manière positive, notamment par l'augmentation des salaires [2 février 2005] (p. 625)

Condamne les conditions antidémocratiques de la convocation de la commission des affaires culturelles au titre de l'article 91, alinéa 4 du Règlement [3 février 2005] (p. 697)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote (p. 7931)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 7931)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8599) : rejetée (p. 8606)

Thèmes :

Contributions indirectes : tabac (p. 8600)

Entreprises : contributions patronales (p. 8601)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8600)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8603)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 8602)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8601)

Politique sociale : inégalités (p. 8599)

Santé : politique de la santé (p. 8601)

Sécurité sociale : déficit (p. 8599 et s.)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8599 et s.)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 131 de Mme Martine Billard (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'adt n° 58 de Mme Jacqueline Fraysse (suppression d'exonérations de charges patronales) (p. 8623)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8635 et s.)

Article 19 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante - FIVA-)

Son intervention (p. 8708)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA-)

Son intervention (p. 8709)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9243)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9244)

Drogue : toxicomanie (p. 9243)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9244)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9243)

Santé : cancer (p. 9243)

Santé : crédits (p. 9243)

Santé : sécurité sanitaire (p. 9244)

Santé : vaccinations (p. 9243)

Procédure des questions :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9276)

Sang et organes humains : dons d'organes (p. 9275)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Femmes : droits : logement (p. 9420)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9987)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9988)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 9988)

Femmes : parité (p. 9988)

Travail : égalité professionnelle (p. 9988)

Travail : salaires (p. 9989)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10112 et s.)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10119 et s.)

Article 3 bis (coordination)

Son intervention (p. 10123)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)

Son intervention (p. 10125)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10128)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10277)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son amendement n° 224 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10302)

Après l'article 12

Son amendement n° 225 (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307) : rejeté (p. 10308)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son amendement n° 227 (p. 10320)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son amendement n° 228 (p. 10341)

Son intervention (p. 10346 et s.)

Article 16 (conclusion de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions, les organismes consulaires et les organisations représentatives d'employeurs et de salariés visant au développement de l'apprentissage)

Son amendement n° 229 (p. 10347)

Après l'article 16 bis

Son amendement n° 230 (CFA ; conseils d'administration ; création et composition) : rejeté (p. 10350)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE)

Son intervention (p. 10363 et s.)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisées)

Son intervention (p. 10490)

Après l'article 37-4

Intervient sur l'adt n° 836 de M. Gaëtan Gorce (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10492)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son intervention (p. 10494 et s.)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10498 et s.)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10505 et s.)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'adt n° 544 rectifié de M. Jacques Desallangre (réintégration du salarié abusivement licencié) (p. 10519)

Intervient sur l'adt n° 540 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10521)

Intervient sur l'adt n° 71 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement irrégulier ; indemnités ; doublement du minimum) (p. 10521)

Intervient sur l'adt n° 72 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement abusif ; salariés récents ; salariés de PME, indemnisation) (p. 10522)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations -ANAEM-)

Son intervention (p. 10528)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10564)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son intervention (p. 10566 et s.)

Avant l'article 41

Intervient sur l'adt n° 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'adt n° 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'adt n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'adt n° 658 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logement social ; garantie d'emprunt et de cautionnement par la commune ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'adt n° 659 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (financement du FSL et des fonds de prévention des impayés ; gestion départementale ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'adt n° 660 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logements destinés aux étudiants ; coordination ; transfert aux collectivités locales ; suppression) (p. 10574)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 10583)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10589)

Article 50 précédemment réservé (programmation financière des aides supplémentaires de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - ANAH)

Son intervention (p. 10596)

Après l'article 50 bis

Intervient sur l'adt n° 668 rectifié précédemment réservé de Mme Janine Jambu (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Après l'article 53

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 décembre 2004] (p. 10608)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son amendement n° 284 rectifié (p. 10628)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son amendement n° 90 (p. 10631)

Article 55 précédemment réservé (compétence des groupements d'intérêt public en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son amendement n° 91 (p. 10631)

Après l'article 58

Son amendement n° 285 précédemment réservé (accord interprofessionnel sur la parité professionnelle ; projet de loi) : rejeté (p. 10637)

Explications de vote et vote [7 décembre 2004] (p. 10688)

Ses explications de vote (p. 10690)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10691)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)**

Son intervention (p. 11163)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 11164)

Emploi : chômage (p. 11164)

Logement : politique du logement (p. 11164)

Politique économique : libéralisme (p. 11164)

Politique sociale : inégalités (p. 11164)
 Syndicats : représentativité (p. 11164)
 Travail : salaires (p. 11164)
 Ses explications de vote (p. 11168)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains
 (p. 11168)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 614) : rejetée (p. 624)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf. supra) [2 février 2005] (p. 624)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 615)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 614 et s.)
 Politique économique : marchés financiers (p. 614)
 Politique économique : conjoncture (p. 616)
 Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 614)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 615)
 Travail : comptes épargne-temps (p. 617)
 Travail : durée du travail (p. 614 et s.)
 Travail : heures supplémentaires (p. 617)
 Travail : négociations (p. 618)
 Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 615 et s.)
 Travail : repos hebdomadaire (p. 619)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 616)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 629 et s.)

Intervient sur l'ad n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 629 et s.)

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 635 et s.)

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 677)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 681)

Intervient sur l'ad n° 5 de M. Maxime Gremetz (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 687)

Intervient sur l'ad n° 3 de M. Maxime Gremetz (conclusions d'accords de RTT ; conditions de majorité syndicale) (p. 695)

Intervient sur l'ad n° 1 de M. Maxime Gremetz (durée du travail fixée à 32 heures pour les travailleurs astreints à des tâches pénibles ou nocturnes) (p. 697)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 697)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2092)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2115) : rejetée (p. 2121)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2115)
 Entreprises : délocalisations (p. 2117)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2093, 2116)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 2115)
 Risques professionnels : accidents du travail (p. 2117)
 Syndicats : représentativité (p. 2118)
 Travail : comptes épargne-temps (p. 2117)
 Travail : conditions de travail (p. 2093, 2115 et s.)
 Travail : durée du travail (p. 2093, 2115 et s.)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2117)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2116)

Travail : salaires (p. 2116)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2123)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad n° 13 rectifié de M. Maxime Gremetz (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2127)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 670)

Thèmes :

Handicapés : allocations et ressources (p. 670)
 Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 670)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 670)
 Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 670)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 670)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 922)

Thèmes :

Professions sociales : aides familiales (p. 922, 923)
 Professions sociales : assistants maternels (p. 922, 923)
 Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 923, 924)
 Travail : conventions collectives (p. 924)
 Travail : salaires (p. 924)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son intervention (p. 955)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 81 (évaluation des besoins en personnels qualifiés dans les organismes d'accueil collectif de jeunes enfants) : rejeté (p. 956)

Article 1er (missions de la commission départementale de l'accueil des jeunes enfants)

Son intervention (p. 957)

Article 2 (projet de service de l'aide sociale à l'enfance)

Son intervention (p. 959)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 960)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 965)

Ses amendements n°s 82 à 84 (p. 966, 968, 970)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 973)

Après l'article 7

Son amendement n° 87 (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981) : rejeté (p. 982)

Son amendement n° 88 (rapport au Parlement sur les droits sociaux et à la retraite à soixante ans à taux plein pour les assistants maternels et assistants familiaux) : rejeté (p. 982)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son amendement n° 89 (p. 985)

Après l'article 14

Reprend l'adt n° 11 de la commission (rémunération des assistants maternels et assistants familiaux : application obligatoire du principe de mensualisation) (p. 986) : rejeté (p. 986)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par « unité de temps »)

Son intervention (p. 987)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Son amendement n° 90 (p. 988)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Ses amendements n°s 91 et 92 (p. 990 et s.)

Article 27 (rémunération et régime de la période d'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 993)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 996)

Après l'article 30

Son amendement n° 93 (rapport au Parlement sur la possibilité d'intégration dans la fonction publique territoriale d'assistants maternels et assistants familiaux dépendant de personnes morales de droit public) (p. 1000) : rejeté (p. 1001)

Ses explications de vote (p. 1001)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1002)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)

Son intervention (p. 2916)

Thèmes :

Professions sociales : aides familiales (p. 2917, 2918)

Professions sociales : assistants maternels (p. 2917, 2918)

Travail : droit du travail (p. 2917)

Travail : durée du travail (p. 2917)

Travail : salaires : professions sociales (p. 2917, 2918)

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2921 et s.)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2925)

Son amendement n° 11 (p. 2927)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Son amendement n° 13 (p. 2928)

Après l'article 31 bis B

Intervient sur l'adt n° 27 deuxième rectification du Gouvernement (p. 2930)

Ses explications de vote (p. 2931)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2931)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1313)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1343)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 214 de M. François Liberti (missions du service public d'éducation nationale ; procédure de définition ; rôle des assemblées élues et des instances consultatives) (p. 1432)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son intervention (p. 1433)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 215 rectifié de M. François Liberti (observatoires de la scolarité) (p. 1434)

Article 10 (suppression du Conseil national des programmes)

Son intervention (p. 1434)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son intervention (p. 1435)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2825)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2826)

Enfants : droits de l'enfant (p. 2826)

Famille : adoption (p. 2825)

Pays étrangers : Brésil (p. 2825)

Pays étrangers : Colombie (p. 2825)

Pays étrangers : Corée du Sud (p. 2826)

Pays étrangers : Haïti (p. 2826)

Pays étrangers : Inde (p. 2826)

Pays étrangers : Madagascar (p. 2826)

Pays étrangers : Roumanie (p. 2826)

Pays étrangers : Vietnam (p. 2825)

Relations internationales : adoption (p. 2825)

Travail : congé d'adoption (p. 2826)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 1er (modalités de délivrance de l'agrément)

Ses amendements n°s 5 et 12 (p. 2834)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2835)

Article 2 (accompagnement par les services sociaux de l'enfant adopté)

Son amendement n° 7 (p. 2838)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Martine Billard (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2840)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2840)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2840)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2841)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé)

Son intervention (p. 2844)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son amendement n° 8 rectifié (p. 2939)

Son intervention (p. 2941)

Après l'article 6

Son amendement n° 10 rectifié (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2942) : rejeté (p. 2943)

Son amendement n° 6 rectifié (application par assimilation du congé prénatal) : rejeté (p. 2943)

Ses explications de vote (p. 2945)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2945)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie**[14 avril 2005] (p. 2946)**

Son intervention (p. 2951)

Thèmes :

- Drogue : établissements de soins (p. 2952)
- Drogue : produits de substitution (p. 2952)
- Drogue : toxicomanie (p. 2951, 2952)
- Drogue : trafic (p. 2952)
- Drogue : usage (p. 2951, 2952)
- Santé : maladies (p. 2952)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3284)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3288)

Son intervention (p. 3290)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3318)

Thèmes :

- Entreprises : carrière (p. 3290)
- Entreprises : discrimination (p. 3291, 3318)
- Entreprises : chefs d'entreprises : indemnités de départ (p. 3290)
- Femmes : égalité professionnelle (p. 3284, 3289, 3290, 3318)
- Politique économique : libéralisme (p. 3291, 3318)
- Travail : négociations (p. 3318)
- Travail : précarité (p. 3284, 3291)
- Travail : salaires (p. 3284, 3290, 3291, 3318)
- Travail : travail à temps partiel (p. 3284, 3290)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)*Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)*

Son intervention (p. 3339 et s.)

Son amendement n° 63 (p. 3342)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 82 de Mme Martine Billard (petites et moyennes entreprises : mesures anti-discrimination : information des employés) (p. 3346)

Article 3 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les branches en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son amendement n° 64 (p. 3346)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 83 rectifié de Mme Martine Billard (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) (p. 3349)

Son amendement n° 69 deuxième rectification (négociations annuelles : obligation de loyauté et de précision) : retiré (p. 3349)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son amendement n° 66 (p. 3350)

Son intervention (p. 3353)

Ses amendements n° 65, 67 et 68 (p. 3354 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 76 rectifié (travail à temps partiel : droit d'opposition des représentants du personnel) : rejeté (p. 3358)

Intervient sur l'ad n° 111 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3360)

Intervient sur l'ad n° 108 de Mme Catherine Génisson (contrat de travail ; mentions obligatoires : aménagement du temps de travail) (p. 3367)

Son amendement n° 77 rectifié (heures complémentaires : taux de la majoration) (p. 3368) : rejeté (p. 3369)

Son amendement n° 71 (création de contrats à temps partiel imposé : exonération de charges sociales ; suppressions) : rejeté (p. 3371)

Son amendement n° 72 (interdiction d'imposer au salarié une durée de travail inférieure à la durée légale) (p. 3371) : rejeté (p. 3372)

Article 7 (aide de l'Etat au remplacement d'un salarié en congé de maternité ou d'adoption dans les petites entreprises)

Son intervention (p. 3373)

Son amendement n° 73 (p. 3373)

Après l'article 7

Son amendement n° 74 (femmes enceintes : extension du droit à l'absence pour maladie) (p. 3375) : rejeté (p. 3376)

Son amendement n° 75 (lutte contre le harcèlement sexuel : extension de la protection des salariés) (p. 3376) : rejeté (p. 3377)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 9 de Mme Marie-Jo Zimmermann (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3381)

Son amendement n° 78 rectifié (élections professionnelles : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) : rejeté (p. 3381)

Après l'article 15

Son amendement n° 70 (licenciement économique irrégulier : indemnités : augmentation du minimum légal) : rejeté (p. 3383)

Ses explications de vote (p. 3385)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3385)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4566)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 4567)
- Politique économique : libéralisme (p. 4567)
- Santé : accès aux soins (p. 4567)
- Sécurité sociale : cotisations (p. 4566)
- Sécurité sociale : dépenses (p. 4566)
- Sécurité sociale : fonctionnement : Etat (p. 4566)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)*Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)*

Son intervention (p. 4577)

Ses explications de vote (p. 4600)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4600)

Denis JACQUAT*Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 2128 tendant à créer un service d'aide médicale urgente mondial compétent lors d'une catastrophe naturelle et humaine [3 mars 2005]
- Proposition de loi n° 2129 tendant à améliorer la situation pécuniaire des jeunes veufs et veuves [3 mars 2005]
- Proposition de loi n° 2133 tendant à inscrire sur un document administratif d'identité l'acceptation ou le refus du don d'organes [3 mars 2005]
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la mise en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites [6 avril 2005] (n° 2238)
- Proposition de loi n° 2274 relative au versement de l'aide personnalisée au logement [14 avril 2005]
- Proposition de loi n° 2402 instituant un suppléant au conseiller général titulaire et rendant obligatoire la parité entre les deux [21 juin 2005]
- Proposition de loi n° 2538 tendant à protéger efficacement l'emprunteur défaillant dans le domaine immobilier pour prévenir le surendettement [28 septembre 2005]
- Proposition de loi n° 2539 tendant à interdire la vente d'artifices de divertissement aux non-professionnels [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [3 mai 2005] (p. 3041)

DÉBATS**Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8582)

Thèmes :

- Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 8583)
- Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 8583)
- Préretraites : droits (p. 8582)
- Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 8582)
- Sécurité sociale : caisses (p. 8583)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9972)

Thèmes :

- Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 9972)
- Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9972)
- Logement : HLM (p. 9972)
- Logement : logement social (p. 9972)
- Logement : mixité sociale (p. 9972)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 10 (réforme du contrat d'insertion dans la vie sociale)

Son intervention (p. 10297)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10306)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 506 de M. Patrick Beaudouin (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10309)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil de perfectionnement ; création ; représentation des parents) (p. 10313)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 10316)

Intervient sur le sous-adt n° 972 du Gouvernement (limitation aux mineurs) à l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (p. 10316)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10344 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil d'administration création et composition) (p. 10349)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Jean-Louis Christ (simplification du contrôle de l'enregistrement des contrats d'apprentissage) (p. 10356)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son intervention (p. 10360)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE)

Son intervention (p. 10363)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10402 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 988 rectifié du Gouvernement (outre-mer : agences d'insertion) (p. 10416)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10418 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 247 troisième rectification de M. Dominique Tian (compétence d'action sociale des EPCL) (p. 10427)

Article 36 (compétence des maisons de l'emploi en matière de reclassement des salariés)

Son intervention (p. 10432)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son intervention (p. 10435)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'adt n° 136 de la commission (éducateurs en villages d'enfants ; durée du travail ; régime juridique) (p. 10437)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10467)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'adt n° 282 de M. Émile Blessig (associations coopératives de production et de consommation en Alsace-Moselle ; sociétaires) (p. 10522 et s.)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son intervention (p. 10524 et s.)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations -ANAEM)

Son intervention (p. 10527)

Après l'article 60 ter

Intervient sur l'adt n° 784 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de séjour temporaire ; parents d'enfants scolarisés en France) (p. 10533)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son intervention (p. 10540)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10542)

Article 64 (détermination des modalités de reprise par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations -ANAEM- des personnels de l'association Service social d'aide aux émigrants - SSAE)

Son intervention (p. 10543)

Article 64 bis (dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 10543)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad t n° 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)

Article 39 bis précédemment réservé (programmation des places en maisons relais)

Son intervention (p. 10561)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10563 et s.)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son intervention (p. 10566)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10575)

Article 42 précédemment réservé (prise en compte de la programmation dans les conventions de délégation des aides à la pierre aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 10578)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 10581)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son intervention (p. 10583)

Article 44 précédemment réservé (régime des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine - ANRU)

Son intervention (p. 10585)

Article 45 précédemment réservé (statut et financement des établissements publics fonciers d'Etat)

Son intervention (p. 10586)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son intervention (p. 10587)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10590)

Après l'article 48

Son amendement n° 548 rectifié précédemment réservé (action de recouvrement des charges récupérables : délai de prescription) : retiré (p. 10593)

Après l'article 49

Intervient sur l'ad t n° 252 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (minimum légal de logements sociaux ; insuffisance des disponibilités foncières ; fixation d'un quota minoré) (p. 10593)

Intervient sur l'ad t n° 251 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (contrôle annuel de l'évolution de la situation des nouveaux attributaires de logements sociaux) (p. 10594)

Article 50 précédemment réservé (programmation financière des aides supplémentaires de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - ANAH)

Son intervention (p. 10596)

Après l'article 50 bis

Intervient sur l'ad t n° 253 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (expulsions ; sursis à l'exécution de décisions de justice) (p. 10598)

Après l'article 52

Intervient sur le sous-adt n° 1005 de M. Michel Raison (actions en paiement et en répétition des loyers ; fermages et charges locatives) à l'ad t n° 188 deuxième rectification précédemment

réservé de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 10601)

Article 52 bis précédemment réservé (offices publics d'aménagement et de construction : pouvoirs, gestion et prestations de services)

Son amendement n° 549 (p. 10604)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son intervention (p. 10606 et s.)

Explications de vote et vote [7 décembre 2004] (p. 10688)

Ses explications de vote (p. 10691)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10692)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Ses amendements n° 107 rectifié, 108, 109 deuxième rectification, 110 rectifié, 111, 112 deuxième rectification (p. 3632, 3644, 3646, 3648, 3706, 3708)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Son amendement n° 113 deuxième rectification (p. 3720)

Édouard JACQUE

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1841 tendant à restreindre la quantité de tabac pouvant circuler sur le territoire français [13 octobre 2004]

Éric JALTON

*Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10316)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 1993 tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'immigration clandestine dans l'archipel de la Guadeloupe [16 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Syndicats, représentativité [17 novembre 2004] (p. 9507)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9198)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9198)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9199)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9199)

Outre-mer : crédits (p. 9198)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 9199)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : Guadeloupe (p. 9221)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 13 novembre 2004] (p. 19175)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 novembre 2004] (p. 19175)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20705)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20705)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1891 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'attribution au groupe Vivendi Universal d'un agrément ministériel lui accordant les avantages du régime fiscal du bénéfice mondial consolidé et sur les responsabilités de sa filiale Cegetel dans la restructuration de l'entreprise Timing, entraînant une délocalisation d'activité au Maroc et la suppression de plus de deux cents emplois à Montrouge (Hauts-de-Seine) [2 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1895 portant création d'un service public national et décentralisé du logement et de l'habitat pour garantir le droit au logement pour tous et partout [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2197 tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Travail. Licenciement économique. Réglementation [27 octobre 2004] (p. 8565)

Logement. Politique du logement. Perspectives [1^{er} février 2005] (p. 506)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1202, posée le 5 avril 2005. Assurance maladie maternité : généralités. Caisses primaires (J.O. Questions p. 3378). Appelée le 5 avril 2005. Restructurations, conséquences (p. 2627)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : insiste pour un renvoi du débat au lundi suivant [3 décembre 2004] (p. 10608)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7921)

Thèmes :

Droit civil : droit à l'image (p. 7921)

Sports : associations et clubs (p. 7921)

Sports : fédérations (p. 7922)

Sports : sportifs professionnels (p. 7921)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 7922)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 1er (rémunération du droit à l'image collective des sportifs professionnels)

Son intervention (p. 7926)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Son intervention (p. 9406)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9407)

Baux : loyers (p. 9407)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9407)

Logement : crédits (p. 9406)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9408)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9408)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9407)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9992)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9993)

Logement : logement social (p. 9992, 9993)

Logement : politique du logement (p. 9992)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9993)

Politique sociale : exclusion (p. 9992, 9993)

Politique sociale : pauvreté (p. 9992)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son intervention (p. 10360)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE)

Son intervention (p. 10368)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10375)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10458 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10468 et s.)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10479)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10497)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10503)

Avant l'article 39

Son amendement n° 654 précédemment réservé (service public national du logement ; création ; missions) (p. 10547) : rejeté (p. 10548)

Intervient sur l'ad n° 406 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10550)

Intervient sur l'ad n° 384 précédemment réservé de Mme Martine Billard (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10550)

Article 39 précédemment réservé (programmation des places d'hébergement d'urgence et de logement temporaire)

Son intervention (p. 10560)

Avant l'article 41

Intervient sur l'ad n° 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'ad n° 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'ad n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Son amendement n° 655 précédemment réservé (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572) : rejeté (p. 10573)

Son amendement n° 656 précédemment réservé (aides à la pierre ; délégation aux collectivités locales ; suppression) : rejeté (p. 10573)

Son amendement n° 657 précédemment réservé (conventionnement global localisé ; suppression) : rejeté (p. 10573)

Son amendement n° 658 précédemment réservé (logement social ; garantie d'emprunt et de cautionnement par la commune ; suppression) (p. 10573) : rejeté (p. 10574)

Son amendement n° 659 précédemment réservé (financement du FSL et des fonds de prévention des impayés ; gestion départementale ; suppression) : rejeté (p. 10574)

Son amendement n° 660 précédemment réservé (logements destinés aux étudiants ; coordination ; transfert aux collectivités locales ; suppression) (p. 10574) : rejeté (p. 10575)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son intervention (p. 10587)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10589)

Ses amendements n°s 664 et 665 (p. 10590 et s.)

Après l'article 50 bis

Son amendement n° 668 rectifié précédemment réservé (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") : rejeté (p. 10598)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad n° 399 précédemment réservé de Mme Martine Billard (immeubles d'habitation ; division ; création d'un permis administratif) (p. 10599)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son intervention (p. 10606)

Après l'article 53

Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) [3 décembre 2004] (p. 10608)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 11106)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11110 et s.)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son intervention (p. 11117)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 11122)

Ses explications de vote (p. 11124)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11124)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1312)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1345)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1643 et s.)

Article 17 (ouverture et durée de la période d'observation)

Son intervention (p. 1649)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son intervention (p. 2279)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2279)

Logement : logement social (p. 2281)

Politiques communautaires : directives : services publics (p. 2279)

Postes : La Poste (p. 2280)

Télécommunications : France Télécom (p. 2279 et s.)

Transports ferroviaires (p. 2280)

Union européenne : constitution européenne (p. 2279 et s.)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3080) : rejetée (p. 3087)

Thèmes :

Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 3083)
Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3082)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie : organisation (p. 3082)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3081)
Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3080, 3083)
Sécurité sociale : dépenses (p. 3081)
Sécurité sociale : financement (p. 3083)
Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3080)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3129)

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Ses explications de vote (p. 3547)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3548)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3247)

Thèmes :

Enregistrement et timbre : droits de mutation à titre onéreux : exonération (p. 3248)
Logement : logement social (p. 3248)
Logement : mal logés (p. 3248)
Logement : mixité sociale (p. 3248)
Logement : ventes à la découpe : marché immobilier (p. 3248)
Logement : ventes à la découpe : statistiques (p. 3247)
Sociétés : sociétés immobilières : fiscalité (p. 3247)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3508)

Thèmes :

Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3508)
Logement : droits de mutation à titre onéreux (p. 3508)
Logement : mixité sociale (p. 3508)
Sociétés : sociétés immobilières : impôts et taxes (p. 3508)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3509)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Togo. Situation politique [9 février 2005] (p. 948)

Politique extérieure. Togo. Situation politique [3 mai 2005] (p. 3047)

Olivier JARDÉ

*Somme (2^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 novembre 2004] (p. 19331)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 novembre 2004] (p. 19331)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 465)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 466)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1848 relative à la constitution de fédérations médicales interhospitalières de médecine légale [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2189 tendant à modifier les conditions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux inondations [23 mars 2005]

Proposition de loi n° 2201 visant à instaurer un coefficient spécial de pondération à la valeur locative des propriétés bâties en zone inondable ou en zone sensible [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Constitution européenne. Référendum, calendrier [3 novembre 2004] (p. 8872)

Politiques communautaires. Environnement. Sécurité maritime [1^{er} décembre 2004] (p. 10332)

Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [16 février 2005] (p. 1199)

Professions de santé. Chirurgiens. Revendications [11 mai 2005] (p. 3331)

Personnes âgées. Soins et maintien à domicile. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4080)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 936, posée le 30 novembre 2004. Travail. Médecine du travail (J.O. Questions p. 9296). Appelée le 30 novembre 2004. Employés de maison, réglementation (p. 10242)

n° 1010, posée le 18 janvier 2005. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine (J.O. Questions p. 422). Appelée le 18 janvier 2005. Bibliothèque des dons, implantation, perspectives, Amiens (p. 28)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 28

Son amendement n° 232 (rapport au Parlement sur l'assiette de calcul de la retraite) : rejeté (p. 8718)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10145)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10145)

Santé : fin de vie (p. 10145)

Santé : soins palliatifs (p. 10145)

Explications de vote et vote [30 novembre 2004] (p. 10261)

Ses explications de vote (p. 10265)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10265)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 557)

Thème :

Travail : durée du travail (p. 557)

Christian JEANJEAN

*Hérault (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [8 février 2005] (p. 886)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 918, posée le 19 octobre 2004. Handicapés. Retirée par l'auteur [J.O. Questions p. 8005]

DÉBATS

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1057)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1248)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1277)

Yves JEGO

*Seine-et-Marne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le suivi des préconisations de la Cour des comptes et de la mission d'évaluation et de contrôle [10 mai 2005] (n° 2298)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 6 (médiation)

Son amendement n° 47 (p. 7557)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 136 rectifié précédemment réservé de M. Michel Bouvard (location de logements sociaux aux travailleurs saisonniers : exonération de la contribution sur les revenus locatifs) (p. 8467)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Ses amendements n° 729 et 730 (p. 10537, 10540)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son amendement n° 731 (p. 10541)

Après l'article 52 quater

Intervient sur l'adt n° 610 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (obligations comptables des petites copropriétés) (p. 10605)

Intervient sur l'adt n° 609 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)
Intervient sur l'adt n° 611 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)

Maryse JOISSAINS-MASINI
Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2198 visant à faciliter le parcours résidentiel des locataires modestes quant à leurs revenus [23 mars 2005]
Proposition de loi n° 2390 tendant à renforcer les règles pour l'obtention de la nationalité française [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Recherche médicale. Vaccin contre le sida, politiques communautaires [26 octobre 2004] (p. 8491)
Famille, Mariage. Mariages blancs, étrangers, lutte et prévention [3 mai 2005] (p. 3046)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 970, posée le 7 décembre 2004. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 9558). Appelée le 7 décembre 2004. Effectifs de personnel, Aix-en-Provence (p. 10667)

Marc JOULAUD

Sarthe (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 893, posée le 5 octobre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 7657). Appelée le 5 octobre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 7440)
n° 1180, posée le 29 mars 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 3089). Appelée le 29 mars 2005. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 2478)

Alain JOYANDET

Haute-Saône (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er

août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale (n° 1911) [10 novembre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 1^{er} juin 2005] (9853)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 7 : Emploi, travail et cohésion sociale (travail) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 1911) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, de programmation pour la cohésion sociale [16 novembre 2004] (n° 1920)

Proposition de loi n° 2190 relative à l'instauration d'une prime de partage des profits des entreprises [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Perspectives. Loi de cohésion sociale [7 décembre 2004] (p. 10383)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 894, posée le 5 octobre 2004. Voirie. RN 19 (J.O. Questions p. 7658). Appelée le 5 octobre 2004. Liaison Langres-Vesoul-Delle, aménagement (p. 7434)

n° 1018, posée le 18 janvier 2005. Presse et livres. Presse (J.O. Questions p. 423). Appelée le 18 janvier 2005. Fonds d'aide à la modernisation, financement (p. 8)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 26 de M. François Guillaume (ISF : suppression et relèvement des taux des quatre dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu – taux marginal de 60,11 %) (p. 8320)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8388, 8400, 8402 et s.)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son intervention (p. 8407 et s.)

Après l'article 38

Son amendement n° 449 rectifié (fonds de modernisation de la presse : taux de la taxe sur la publicité hors médias porté de 1 % à 2,25 %) (p. 8477) : rejeté (p. 8478)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- *Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004*

Son intervention (p. 9703)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : radio (p. 9703)
 Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9704)
 Presse et livres : presse (p. 9704)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE
Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 9512)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 9513)
 Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 9513)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 9513)
 Hôtellerie et restauration : recrutement (p. 9513)
 Politique sociale : insertion (p. 9513, 9514)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9513)
 Travail : crédits (p. 9512)
 Travail : salaires (p. 9513)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)
Etat B, titre III

Son intervention (p. 9550)

Après l'article 74

Intervient sur l'adt n° 127 de la commission (rapport au Parlement sur les allègements de cotisations sociales applicables aux heures supplémentaires ou majorées) (p. 9552)

Article 76 (concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au financement des centres d'aide par le travail et des ateliers protégés)

Son intervention (p. 9553)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale
--

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9930)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9931)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 9931)
 Logement : logement social (p. 9931)
 Logement : aides et prêts ; accession à la propriété (p. 9931)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 9930)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)
Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son amendement n° 601 (p. 10116)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son amendement n° 732 rectifié (p. 10118)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Michel Raison (contrat d'apprentissage ; mineurs de quinze ans ; stage préalable facultatif en entreprise) (p. 10311 et s.)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Michel Raison (CFA ; conseil de perfectionnement ; représentants des parents ; conditions d'élection) (p. 10316)

Avant l'article 14

Intervient sur l'adt n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10319)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10400 et s.)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son amendement n° 734 (p. 10439)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10480)

Avant l'article 38

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission des finances (assurance chômage ; cotisations patronales ; exonération pour embauche de chômeurs de longue durée) (p. 10523)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son intervention (p. 10524)

Ses amendements n°s 602 rectifié, 606, 603 rectifié, 604 (p. 10524 et s.)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10537 et s.)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son intervention (p. 10541)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son amendement n° 607 (p. 10577)

Après l'article 41

Intervient sur l'adt n° 15 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (finances locales ; notion de logement social ; accès à la propriété sociale ; neutralité) (p. 10577)

Intervient sur l'adt n° 16 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (prix d'achat préférentiel pour le locataire d'un logement social s'en portant acquéreur) (p. 10578)

Intervient sur l'adt n° 17 précédemment réservé de la commission des finances (droits de succession ; dation en paiement ; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son amendement n° 605 rectifié (p. 10583)

Après l'article 50

Intervient sur l'adt n° 18 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (subventions au financement de travaux déductibles ; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)

Article 51 précédemment réservé (dispositif d'amortissement fiscal en faveur des investissements très sociaux)

Son intervention (p. 10598)

Après l'article 52 quater

Son amendement n° 610 précédemment réservé (obligations comptables des petites copropriétés) : adopté (p. 10605)

Son amendement n° 609 précédemment réservé (rédactionnel) : adopté (p. 10605)

Son amendement n° 611 précédemment réservé (rédactionnel) : adopté (p. 10605)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)

Son intervention (p. 10623)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10635)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)

Son intervention (p. 10640 et s.)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 63)

Thèmes :

Justice : Conseil d'Etat : La Poste (p. 63)

Postes : La Poste (p. 64)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 13 ter (redéfinition du champ de la taxe sur les imprimés non sollicités)

Son amendement n° 28 rectifié (p. 3003)

Dominique JUILLOT

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs (n° 2100) [8 mars 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2100) relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [23 mars 2005] (n° 2181)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7536)

Sports. Dopage. Lutte et prévention [16 février 2005] (p. 1204)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Ses amendements n° 279 à 282 (p. 7690)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 285 (p. 7802)

Son sous-amendement n° 303 à l'ad t n° 145 deuxième rectification de la commission (p. 7807)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Ses amendements n° 286, 287 et 288 (p. 7819)

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7922)

Thèmes :

Sports : associations et clubs (p. 7923)

Sports : fédérations (p. 7923)

Sports : sportifs professionnels (p. 7922)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 5 (possibilité pour les fédérations de conférer la qualité de membre aux sociétés sportives constituées dans la ou les disciplines qu'elles encadrent)

Son intervention (p. 7930)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2596)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2597)

Sports : compétitions (p. 2597)

Sports : dopage (p. 2597, 2598)

Sports : jeux olympiques (p. 2597)

Sports : sportifs professionnels (p. 2598)

Discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2614)

Article 2 (Agence française de lutte contre le dopage)

Son intervention (p. 2614)

Article 3 (faculté de nommer un ancien sportif de haut niveau)

Son intervention (p. 2615)

Article 4 (ressources de l'agence et recrutement de personnels)

Son intervention (p. 2615)

Article 8 (personnes habilitées à effectuer des contrôles antidopage sur le territoire français)

Son intervention (p. 2616)

Article 11 (analyse des prélèvements)

Son intervention (p. 2616)

Article 12 (coordination)

Son intervention (p. 2616)

Article 13 (compétences des fédérations en matière de sanctions disciplinaires)

Son intervention (p. 2617)

Article 14 (compétences de l'Agence française de lutte contre le dopage en matière de sanctions disciplinaires)

Son intervention (p. 2617)

Article 15 (mesures de coordination)

Son intervention (p. 2617)

Article 18 (délivrance d'une licence sportive)

Son intervention (p. 2617)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad t n° 19 du Gouvernement (application en Nouvelle-Calédonie) (p. 2618)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Armand JUNG
Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 23 décembre 2004] (p. 21845)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2000 visant à lutter contre la tenue de réunions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe [21 décembre 2004]

Proposition de loi n° 2343 tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [25 mai 2005]

K

Mansour KAMARDINE

*Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 juin 2005] (p. 10349)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 juin 2005] (p. 10349)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger (n° 2335) [22 juin 2005]

Rapporteur du projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des français établis hors de France pour l'élection du Président de la République (n° 2334) [22 juin 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2319 relative à l'application à Mayotte de l'intégralité des dispositions de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2320 visant à rendre Mayotte éligible aux mesures d'aide favorisant la numérotation des voies et leur dénomination [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2321 visant à étendre à Mayotte les dispositifs d'exonérations de charges sociales instaurés par la loi de programme pour l'outre-mer du 21 juillet 2003 [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2322 portant extension à Mayotte de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2323 étendant à Mayotte la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2324 portant extension à Mayotte du régime de l'allocation de parent isolé [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2325 portant extension à Mayotte de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique [11 mai 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

- le projet de loi (n° 2334), adopté par le Sénat, modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République
- le projet de loi (n° 2335), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [5 juillet 2005] (n° 2434)

Proposition de loi n° 2534 relative au renforcement des dispositions de lutte contre l'immigration clandestine à Mayotte [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Outre-mer. Collectivité départementale : Mayotte. Agriculture, développement, perspectives [20 octobre 2004] (p. 8136)

Outre-mer. Etrangers. Immigration clandestine, lutte et prévention [29 juin 2005] (p. 4022)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1045, posée le 1^{er} février 2005. Outre-mer. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 886)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Son intervention (p. 9572)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat (PACTE) (p. 9572)

Outre-mer : Mayotte : fonctionnaires et agents publics (p. 9572)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : Mayotte (p. 9572)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : indemnités : Mayotte (p. 9582)

OUTRE-MER**Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)**

Son intervention (p. 9204)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 9204 et s.)

Logement social : crédits budgétaires (p. 9205)

Outre-mer : Mayotte (p. 9204 et s.)

Santé : santé publique : Mayotte (p. 9204)

Télécommunications : Internet (p. 9205)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9529)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : Mayotte : droit du travail (p. 9530)

Outre-mer : Mayotte : emploi (p. 9530)

Travail : égalité professionnelle : femmes (p. 9529)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9529, 9530)

IV - LOGEMENT**Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)****Procédure des questions :**

Outre-mer : Mayotte : habitat insalubre (p. 9423)

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9250)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : Mayotte : prestations familiales (p. 9252)

Outre-mer : Mayotte : santé publique (p. 9252)

Santé : accès aux soins (p. 9251)

Santé : cancer (p. 9251)

Santé : crédits (p. 9250)

Santé : politique de la santé (p. 9251)

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2060)**

Son intervention (p. 2065)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : Guyane (p. 2065)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 2065)

Etrangers : immigration clandestine : Mayotte (p. 2065)

Gendarmerie : gendarmerie maritime : Mayotte (p. 2066)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2066)

Article 10 (compétence des juridictions françaises dans le cas de trafics illicites de stupéfiants constatés en haute mer)

Son amendement n° 17 (p. 2068)

Article 12 (exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer dans la lutte contre l'immigration illicite par mer)

Son amendement n° 18 (p. 2069)

Après l'article 13

Son amendement n° 19 (police des pêches maritimes ; outre-mer ; pouvoirs du procureur de la République) (p. 2069) : retiré (p. 2070)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son intervention (p. 3959)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961 et s.)

Intervient sur l'ad n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961 et s.)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son sous-amendement n° 93 à l'ad n° 60 rectifié de la commission (p. 4188)

Projet de loi organique n° 2334 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4607)

Son intervention (p. 4609)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme : Français de l'étranger (p. 4610)

Elections et référendums : élection présidentielle : Français de l'étranger (p. 4610)

Elections et référendums : vote par internet (p. 4610)

Français de l'étranger : élections et référendums (p. 4609)

Français de l'étranger : Assemblée des Français de l'étranger : élections et référendums (p. 4610)

Français de l'étranger : listes électorales consulaires (p. 4610)

Aimé KERGUERIS

<i>Morbihan (2^{ème} circonscription) Union pour un Mouvement Populaire</i>

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IV : Agriculture (pêche) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, bilan et perspectives [19 octobre 2004] (p. 8063)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005
--

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9071)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : bateaux de pêche : crédits budgétaires (p. 9071)

Aquaculture et pêche professionnelle : Office interministériel des produits de la mer : crédits budgétaires (p. 9072)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : ressources (p. 9072)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9072)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 9072)

Recherche : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : crédits budgétaires (p. 9072)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2240)

Son intervention (p. 2250)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2250)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2250)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2250)

Union européenne : constitution européenne (p. 2240)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 117 (p. 2270)

Avant l'article 10

Son amendement n° 296 rectifié (exonération des charges sociales patronales réservée aux armateurs dont le personnel bénéficie des assurances sociales des marins français) (p. 2342) : adopté après modification (p. 2344)

Article 11 (régime juridique applicable aux contrats d'engagement et à la protection sociale des navigants)

Son amendement n° 119 (p. 2347)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 120 (p. 2353)

Article 15 (temps de travail et de repos du personnel navigant)

Son amendement n° 121 (p. 2353)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)

Son amendement n° 122 (p. 2353)

Article 20 (responsabilités de l'armateur)

Son amendement n° 123 (p. 2355)

Ses explications de vote (p. 2363)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2363)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 9 décembre 2004] (p. 20830)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les métiers artistiques [7 décembre 2004] (n° 1975)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1994), portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [21 décembre 2004] (n° 1999)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Système pénitentiaire. Détenus. Réinsertion, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8059)

Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires. Perspectives [1^{er} février 2005] (p. 507)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [30 mars 2005] (p. 2592)

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Lutte et prévention [23 juin 2005] (p. 3867)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 895, posée le 5 octobre 2004. Santé. Maladies rares (J.O. Questions p. 7658). Appelée le 5 octobre 2004. Prise en charge, maladie de Verneuil (p. 7450)

n° 1196, posée le 5 avril 2005. Sécurité publique. Services d'incendie et de secours (J.O. Questions p. 3377). Appelée le 5 avril 2005. Flotte aérienne, équipements, Marignane (p. 2627)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 428 (p. 8398)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son amendement n° 429 (p. 8407)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE ET COMMUNICATION****I - CULTURE**

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8767)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 8769)

Culture : langues régionales (p. 8769)

Culture : politique culturelle (p. 8768)

Patrimoine culturel : monuments classés (p. 8768)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8768)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10840)

Thèmes :

Arts et spectacles : création (p. 10840)

Arts et spectacles : artistes (p. 10840)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10840)

Arts et spectacles : théâtres (p. 10840)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1041)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : cimetières (p. 1043)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1042)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 1041, 1042)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 1042)

Pays étrangers : Algérie (p. 1042)

Rapatriés : harkis (p. 1041, 1042)

Rapatriés : indemnisation (p. 1041)

Rapatriés : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 1042)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1041, 1042)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Kléber Mesquida (reconnaissance des responsabilités de la France envers les Français rapatriés, dans l'abandon des supplétifs et les difficultés de vie des harkis) (p. 1053)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Son intervention (p. 1053 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1055)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Yvan Lachaud (reconnaissance par la Nation des difficultés de départ et de réinstallation des rapatriés) (p. 1057)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son intervention (p. 1058 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Kléber Mesquida (réparation des préjudices immobiliers ; étude du Haut Conseil des rapatriés) (p. 1060)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 48 de M. Emmanuel Hamelin (politique de mémoire ; objectifs) (p. 1060)

Intervient sur l'ad n° 50 de M. Emmanuel Hamelin (libre circulation en Algérie pour les anciens harkis et leurs familles) (p. 1061)

Intervient sur l'ad n° 27 rectifié de M. Yvan Lachaud (accord avec le Maroc et la Tunisie pour la restauration des cimetières français) (p. 1061)

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Yvan Lachaud (rapport du Gouvernement ; indemnisation des rapatriés) (p. 1062)

Intervient sur l'ad n° 51 de M. Emmanuel Hamelin (emplois réservés ; descendants d'anciens supplétifs) (p. 1062)

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Francis Vercamer (cimetières ; carrés confessionnels) (p. 1062)

Titre

Son intervention (p. 1062)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2832)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2832)

Famille : adoption (p. 2832)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2832)

Pays étrangers : Chine (p. 2832)

Pays étrangers : Inde (p. 2832)

Pays étrangers : Russie (p. 2832)

Relations internationales : adoption (p. 2832)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Essonne (4^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1839 visant à accorder une majoration de durée d'assurance aux pères ayant élevé seuls leurs enfants [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2075 visant à imposer la présence d'un symbole commun à l'ensemble des substances dangereuses visées à l'article L. 5132-2 du code de la santé publique sur les emballages des produits de consommation courante contenant au moins une de ces substances [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2275 relative à la lutte contre les pollutions lumineuses nocturnes [14 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8493)

Consommation. Protection des consommateurs. Désodorisants d'intérieur, composition [24 novembre 2004] (p. 9984)

Environnement. Politique de l'environnement. Charte de l'environnement, application [2 mars 2005] (p. 1540)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 919, posée le 19 octobre 2004. Industrie. Matériel électrique et électronique (J.O. Questions p. 8005). Appelée le 19 octobre 2004. Alcatel, emploi et activité, Essonne (p. 8048)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 8692)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8960)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 8961)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE) (p. 8961)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8961)

Environnement : Natura 2000 (p. 8961)

Mer et littoral : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 8961)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : inondations (p. 8961)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 8961)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 8960)

Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10203)

Son intervention (p. 10210)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10210)

Propriété intellectuelle (p. 10210)

Santé : santé publique (p. 10210)

Union européenne : directives : propriété intellectuelle (p. 10210)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 439)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 439)

Eau : agences : solidarité (p. 440)

Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 439)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 440)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Son amendement n° 76 (p. 2522)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Santé. Obésité. Lutte et prévention [10 mai 2005] (p. 3269)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Rapporteur de la proposition de loi créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées (n° 2011) [3 mai 2005]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 mai 2005] (p. 8375)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 mai 2005] (p. 8375)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées [21 décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jean-Pierre Kucheida créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées (n° 2011) [3 mai 2005] (n° 2289)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7471)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Fournisseurs d'électricité, rôle [24 novembre 2004] (p. 9983)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [16 février 2005] (p. 1203)

DÉBATS**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son sous-amendement n° 1030 à l'ad. n° 817 du Gouvernement (p. 10584)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Son intervention (p. 2444)

Après l'article 1er septies A

Son amendement n° 244 (interdiction des coupures de gaz et d'électricité pour les familles ou personnes seules en situation précaire) (p. 2458) : rejeté (p. 2459)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3393)

Son intervention (p. 3406)

Thèmes :

Constitution : préambule (p. 3394)

Emploi : chômage (p. 3393)

Energie et carburants : électricité : personnes défavorisées (p. 3394)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3393)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3394, 3406)

Politique sociale (p. 3393, 3406)

L

Patrick LABAUNE

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Yvan LACHAUD

*Gard (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1949 visant à assurer le respect des droits des femmes et à lutter contre les violences conjugales et le sexisme [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Enseignants, enseignement privé, enseignement public, disparités [19 octobre 2004] (p. 8057)

Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Bilan et perspectives [3 mai 2005] (p. 3042)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 8995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 8995)

Enseignement : élèves (p. 8996)

Enseignement : illettrisme (p. 8996)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 8995)

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 8997)

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 8996)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 8996)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son amendement n° 673 (p. 10112)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son amendement n° 715 (p. 10345)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Ses amendements n°s 721 et 722 rectifiés (p. 10629 et s.)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10767)

Thèmes :

Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10767, 10768)

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10768)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10767)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10767)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son amendement n° 5 (p. 10775)

Après l'article 2

Son amendement n° 4 (rapport au Parlement sur les carrières et l'admission à la retraite des personnels des établissements d'enseignement privés) : adopté (p. 10779)

Après l'article 3

Son amendement n° 6 rectifié (décompte des effectifs pris en compte pour le montant de la subvention de fonctionnement des comités d'entreprise au sein des établissements privés) (p. 10780) : rejeté (p. 10781)

Ses explications de vote (p. 10783)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10783)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son amendement n° 593 (p. 11233)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Ses amendements n°s 595, 597, 599, 596, 600, 598 (p. 11234, 11236, 11238 et s.)

Article 2 bis (suppression des conditions d'âge en matière de compensation et prise en charge des frais)

Son amendement n° 601 (p. 11240)

Après l'article 2 quinquies

Son amendement n° 602 (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) : adopté (p. 11241)

Son amendement n° 603 (rapport au Parlement sur l'attribution de la prestation de compensation) : rejeté (p. 11242)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son amendement n° 616 (p. 11243)

Après l'article 3

Son amendement n° 618 (rapport au Parlement sur l'alignement de l'AAH sur le SMIC) : rejeté (p. 11249)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Ses amendements n°s 619, 620, 626, 622, 752 rectifié, 623, 611, 624, 625, 627 (p. 11301, 11304 et s., 11312)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 606 (p. 11319)

Après l'article 9

Son amendement n° 609 (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) : retiré (p. 11332)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 681 (p. 11343)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail)

Ses amendements n°s 690 à 692 (p. 11349)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son amendement n° 683 (p. 11358)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)

Son amendement n° 684 (p. 11370)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son amendement n° 703 (p. 11377)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n°s 704, 707, 705 et 706 (p. 11434, 11436 et s.)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Ses amendements n°s 708 et 970 (p. 11452)

Après l'article 44 sexes

Son amendement n° 713 (droits et devoirs en matière d'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés : frais inhérents au droit de visite et d'hébergement) : rejeté (p. 11461)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son amendement n° 715 (p. 11462)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 347)

Thème :

Culture : langues régionales (p. 347 et s.)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 40 (respect des langues régionales) (p. 413) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 417)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 21 troisième rectification (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1055) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1057)

Son amendement n° 22 (reconnaissance par la Nation des difficultés de départ et de réinstallation des rapatriés) (p. 1057) : retiré (p. 1058)

Après l'article 6

Son amendement n° 27 rectifié (accord avec le Maroc et la Tunisie pour la restauration des cimetières français) (p. 1061) : rejeté (p. 1062)

Son amendement n° 19 (rapport du Gouvernement ; indemnisation des rapatriés) : rejeté (p. 1062)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1147)

Son intervention (p. 1167)

Thèmes :

Enseignement : zones rurales (p. 1169)

Enseignement : élèves (p. 1168)

Enseignement : illettrisme (p. 1168)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 1169)

Enseignement : pédagogie (p. 1167, 1168)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1147, 1167 et s.)

Enseignement : programmes (p. 1168)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1168)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 1169)

Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 1169)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1168)

Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1168)

Enseignement technique et professionnel : orientation scolaire et professionnelle (p. 1169)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Ses amendements n°s 30, 103, 28 et 29 (p. 1326 et s.)

Après l'article 6

Son amendement n° 102 (enseignement des langues étrangères et régionales ; immersion et maîtrise du français) : retiré (p. 1338)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n°s 34, 39, 38, 32, 33, 40 rectifié, 225, 105 et 31 (p. 1365, 1393, 1395, 1399, 1407, 1411, 1416, 1427, 1431)

Après l'article 22

Son amendement n° 227 rectifié (formations supérieures dispensées dans les lycées) : rejeté (p. 1448)

Explications de vote et vote [2 mars 2005] (p. 1541)

Ses explications de vote (p. 1542)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1542)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 42 (Education nationale ; jours fériés ; lundi de Pentecôte) (p. 2149) : rejeté (p. 2150)

Conchita LACUEY

Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Marc LAFFINEUR

Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) (n° 2368) [15 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 27 : Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales (collectivités territoriales) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la lutte de l'Union européenne contre la contrefaçon [8 juin 2005] (n° 2363)

Proposition de résolution n° 2368 sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) [9 juin 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) [9 juin 2005] (n° 2367)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. René

André et M. Marc Laffineur, rapporteurs de la délégation pour l'Union européenne, sur les perspectives financières 2007-2013 (COM [2004] 501 final / E 2674, COM [2004] 487 final / E 2800) [15 juin 2005] (n° 2379)

Proposition de résolution n° 2441 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2006 (E 2902) [6 juillet 2005]
Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2006 [6 juillet 2005] (n° 2440)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladies rares. Prise en charge [23 novembre 2004] (p. 9916)

Politique économique. Croissance. Perspectives [8 février 2005] (p. 882)

Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [29 juin 2005] (p. 4020)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8159)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8160)

Donations et successions (p. 8259 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 8159)

Entreprises : délocalisations (p. 8159)

Etat : missions régaliennes (p. 8160)

Etat : réforme (p. 8159)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8159)

Finances publiques : recettes : affectation (p. 8159)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8160)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8160)

Recherche (p. 8159)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son amendement n° 24 (p. 8305)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 511 de M. Claude Gatignol (cessions de fonds de commerce : exonération des plus-values) (p. 8311)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8334)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 513 de M. Gilles Carrez (biocarburants : agréments pour 130 000 tonnes supplémentaires et transferts d'agréments) (p. 8369)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 8376 et s.)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Son intervention (p. 8379)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8400)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004]
(p. 9738) :**

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
Son intervention (p. 9750)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8812)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 8813)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : crédits budgétaires (p. 8812)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 8813)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8813)

Impôts locaux : valeur locative (p. 8814)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour
2004**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 décembre 2004]
(p. 10857, 10897)**

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10901)

**Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ;
[10 décembre 2004] (p. 10931)**

Article 6 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10908)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10916)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 179 de M. Pascal Terrasse (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : exonération des dépendances) (p. 10932)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 28 (p. 11438)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 193)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)

Son intervention (p. 179)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 179)

Consommation (p. 179)

Droit civil : contrats (p. 179)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 179)

Politique sociale : surendettement (p. 179)

Ses explications de vote (p. 189)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 189)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 970)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1085)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1086)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1086)

Finances publiques : dépenses (p. 1085)

Partis et mouvements politiques : gauche : décentralisation (p. 1085)

Régions : fiscalité : gauche (p. 1086)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 1085)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2022)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2022)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2022)

Santé : santé publique (p. 2022)

Services (p. 2022)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2022)

Union européenne : constitution européenne (p. 2022)

Union européenne : subsidiarité (p. 2023)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)

Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)

Son intervention (p. 2038)

Ses explications de vote (p. 2042)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2042)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son amendement n° 104 rectifié (p. 3644)

Son intervention (p. 3645)

Ses amendements n°s 105 et 106 (p. 3645 et s.)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mai 2005] (p. 9450)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 mai 2005] (p. 9450)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Christine LAGARDE

Ministre déléguée au commerce extérieur

Est nommée Ministre déléguée au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***En qualité de Membre du Gouvernement*****RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**

M. Jean-Marie Rolland. Énergie et carburants. Électricité. Coût, conséquences, industries électrointensives [28 juin 2005] (p. 3991)

M. Michel Raison. Industrie. Textile et habillement. Aides de l'Etat [28 juin 2005] (p. 3992)

M. Philippe Folliot. Industrie. Textile et habillement. Emploi et activité, bassin de Castres Mazamet [28 juin 2005] (p. 3993)

Mme Hélène Tanguy. Transports par eau. Transports maritimes. Hydrocarbures, navires, sécurité, politiques communautaires [28 juin 2005] (p. 3994)

M. Arnaud Lepercq. Voirie. RN 1 et RN 7. Aménagement, perspectives [28 juin 2005] (p. 3995)

M. Jean-Pierre Abelin. Transports ferroviaires. TGV. Ligne Sud Europe Atlantique, riverains, revendications [28 juin 2005] (p. 3996)

M. Jean-Marc Roubaud. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation. Bilan et perspectives [28 juin 2005] (p. 3998)

DÉBATS

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)**

Son intervention (p. 3970)

Sa réponse (p. 3977)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3970 et s.)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3971)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3970 et s., 3977)

Marchés financiers : ordres de bourse : négociation (p. 3971, 3977)

Ordonnances (p. 3971, 3977)

Ordonnances : ratification : Sénat (p. 3971, 3977)

Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3970 et s.)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3977)

Article 1er (déclaration d'opérations suspectes)

Son intervention (p. 3977 et s.)

Article 2 (coordination)

Son intervention (p. 3979)

Article 3 (application aux cadres dirigeants du régime de déclaration des opérations sur titres)

Son intervention (p. 3980)

Article 4 (tenue d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers)

Son intervention (p. 3980 et s.)

Article 5 (habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers)

Son intervention (p. 3981)

Jean-Christophe LAGARDE

*Seine-Saint-Denis (5^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 465)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 466)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à prévenir le surendettement (n° 2029) [18 janvier 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1894 visant à favoriser la présence de deux candidats au second tour des élections législatives et cantonales [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement [13 janvier 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi (n° 2029) de M. Jean-Christophe Lagarde et de M. Hervé Morin tendant à prévenir le surendettement [19 janvier 2005] (n° 2034)

Proposition de loi n° 2520 relative aux campagnes référendaires [12 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : bâtiments. Audit, conclusions [13 octobre 2004] (p. 7835)

Audiovisuel et communication. Disques compacts. Incitation à la violence et à la haine raciale [20 octobre 2004] (p. 8134)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1011, posée le 18 janvier 2005. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 422). Appelée le 18 janvier 2005. Campus de Bobigny, travaux de réhabilitation, perspectives (p. 17)

n° 1229, posée le 3 mai 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 4412). Appelée le 3 mai 2005. Gare de triage, Drancy (p. 3032)
n° 1255, posée le 31 mai 2005. Transports ferroviaires. Non appelée (J.O. Questions p. 5457)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9612)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9612)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9612)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 9612)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9612)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9612, 9613)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8819)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8819)
Police : policiers : carrière (p. 8820)
Police : policiers : logement (p. 8820)
Police : policiers : mutations (p. 8820)
Sécurité publique : sécurité civile : loi d'orientation (p. 8819)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9182)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9182)
Outre-mer : Polynésie française (p. 9182 et s.)
Transports aériens (p. 9182)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Patrick Balkany (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de bases de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9853)

Son amendement n° 36 (changement de classement de locaux : information du contribuable par l'administration) (p. 9861) : retiré (p. 9862)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) (p. 9869)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 49 bis

Son amendement n° 672 rectifié précédemment réservé (réduction pour les loyers payés par prélèvement automatique) : retiré (p. 10595)

Avant l'article 53 bis

Son amendement n° 793 précédemment réservé (fichier national des crédits aux particuliers) : rejeté (p. 10617)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Ses amendements n° 24 et 25 (p. 10745)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 275)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 276)

Informatique : fichiers (p. 277)

Politique sociale : surendettement (p. 275)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Article 4 (institution d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels)

Son amendement n° 1 (p. 286)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 3 de M. Jean-Claude Sandrier (message d'information explicite et de prévention sur les supports publicitaires des offres de crédits) (p. 287)

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Jean-Claude Sandrier (taux d'usure ramené à 10 % du taux effectif moyen) (p. 287)

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Jean-Claude Sandrier (rapport au Parlement sur la constitution d'un fonds national de garantie du droit au crédit permettant aux personnes confrontées à des difficultés particulières de souscrire un crédit plafonné auprès de leur établissement bancaire) (p. 288)

Jérôme LAMBERT

Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'application du principe de subsidiarité [16 novembre 2004] (n° 1919)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Ukraine. Situation politique, attitude de la France [1^{er} décembre 2004] (p. 10332)

DÉBATS

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9168)

Son intervention (p. 9170)

Thèmes :

Famille : filiation : ordonnances (p. 9171)

Justice : aide juridictionnelle (p. 9170)

Marchés publics : corruption (p. 9168)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9168)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : contrats de partenariat public-privé (p. 9170)

Ordonnances : ratification : amendements (p. 9170)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 9170)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9171)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10968) : rejetée (p. 10972)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10972)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 10969)

Droit pénal : exécution des peines (p. 10969)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10970)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 10970)

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 10970)

Droit pénal : sanctions pénales : délinquance et criminalité (p. 10968)

Droit pénal : sanctions pénales : rétroactivité des lois (p. 10970)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10971 et s.)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10969, 10972)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 1er (élargissement des catégories de délits assimilés au sens de la récidive)

Son intervention (p. 10983)

Article 2 (définition du régime de la réitération d'infractions)

Son intervention (p. 10983 et s.)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son intervention (p. 10986 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11104)

Article 4 (mandat de dépôt à l'audience des personnes en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 11105)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 11107)

Article 6 (possibilité pour les juridictions de soulever d'office la circonstance aggravante de récidive)

Son intervention (p. 11109)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes

pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11115)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son intervention (p. 11118 et s.)

Article 11 (sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 11120)

Article 14 (inscription dans le FIJAIS des auteurs d'infractions reconnus irresponsables pénalement au moment des faits)

Son intervention (p. 11121)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 161)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-adt n° 14768 de M. Daniel Paul ("bureaux de poste de plein exercice" et non "points de contact") à l'ad t n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 209)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 384)

Thèmes :

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 384 et s.)

Constitution : article 88-6 (p. 385)

Parlement : Sénat (p. 385)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 385)

Politiques communautaires : politique économique (p. 385)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 385)

Union européenne : directives : ordonnances (p. 385)

Union européenne : parlements nationaux (p. 384 et s.)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)**Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)**

Son intervention (p. 2036)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2036)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2037)

Union européenne : subsidiarité (p. 2037)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Son intervention (p. 2746)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2746)
Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics (p. 2746)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)

Son intervention (p. 4632)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4632)
Justice : parquet (p. 4633)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4655)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4655)
Entreprises : salariés (p. 4655)
Travail : conditions de travail (p. 4655, 4656)
Travail : droit du travail (p. 4655)
Travail : précarité (p. 4655)
Travail : salaires (p. 4655, 4656)
Vote contre du groupe socialiste (p. 4656)

Jean-François LAMOUR

Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [16 février 2005]

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [2 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Ghislain Bray. Sports. Jeux olympiques. Jeux paralympiques, athlètes, inégalités de traitement [3 novembre 2004] (p. 8876)

Mme Françoise de Panafieu. Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [17 novembre 2004] (p. 9504)

M. Yannick Favennec. Associations. Aides de l'Etat. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10793)

M. Francis Delattre. Sports. Equitation. Fédération, perspectives [14 décembre 2004] (p. 10998)

M. Dominique Juillot. Sports. Dopage. Lutte et prévention [16 février 2005] (p. 1204)

Mme Françoise de Panafieu. Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [16 mars 2005] (p. 2080)

M. Denis Merville. Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [30 juin 2005] (p. 4088)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Rochebloine. Associations. Gestion. Formalités administratives, simplification [19 octobre 2004] (p. 8026)

M. Alain Gouriou. Enseignement maternel et primaire : personnel. Non-enseignants. Garderies périscolaires, qualification [1^{er} février 2005] (p. 478)

M. Stéphane Demilly. Sports. Installations sportives. Mise aux normes, conséquences, communes [29 mars 2005] (p. 2490)

M. Philippe-Armand Martin. Impôts et taxes. Taxe sur les salaires. Associations, réforme [29 mars 2005] (p. 2489)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7914)

Thèmes :

Droit civil : droit à l'image (p. 7915)
Sports : associations et clubs (p. 7915)
Sports : fédérations (p. 7915)
Sports : politique du sport (p. 7914)
Sports : sportifs professionnels (p. 7915)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 1er (rémunération du droit à l'image collective des sportifs professionnels)

Son intervention (p. 7926)

Article 2 (mise à disposition des sportifs professionnels en sélection nationale)

Son intervention (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7927 et s.)

Article 4 (interdiction pour une personne privée de contrôler plus d'une société sportive au sein d'une même discipline)

Son intervention (p. 7929)

Article 5 (possibilité pour les fédérations de conférer la qualité de membre aux sociétés sportives constituées dans la ou les disciplines qu'elles encadrent)

Son intervention (p. 7930)

Article 6 (gage de la proposition de loi)

Son intervention (p. 7930)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Son intervention (p. 9759)

Ses réponses (p. 9765, 9769, 9770)

Thèmes :

Associations : insertion (p. 9761)
Associations : bénévolat (p. 9761, 9769)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 9765)
Economie sociale : crédits (p. 9769)
Jeunes : associations (p. 9770)
Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9759)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9759)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : personnel (p. 9759, 9766)
Sports : associations et clubs (p. 9759 et s.)
Sports : crédits (p. 9759, 9765)
Sports : dopage (p. 9760, 9768)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9760 et s., 9765)
Sports : football (p. 9769)
Sports : installations sportives (p. 9759 et s.)
Sports : jeux olympiques (p. 9759)
Sports : métiers du sport (p. 9766 et s.)
Sports : piscines municipales (p. 9770)

Sports : politique du sport (p. 9759, 9760 et 9769)
 Sports : sport de haut niveau (p. 9759 et s.)
 Sports : sportifs : handicapés (p. 9761, 9762)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2595)
 Sa réponse (p. 2607)
 Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2603)

Thèmes :

Politique extérieure : politiques communautaires (p. 2613)
 Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2596, 2608, 2609, 2613)
 Sports : associations et clubs (p. 2608)
 Sports : dopage (p. 2595, 2596, 2608, 2609, 2613)
 Sports : fédérations (p. 2595, 2596, 2608)
 Sports : médecine du sport (p. 2596, 2608)
 Sports : politique du sport (p. 2596)
 Sports : sport de haut niveau (p. 2596, 2608, 2613)

Discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2614)

Article 2 (Agence française de lutte contre le dopage)
 Son intervention (p. 2614 et s.)

Article 3 (faculté de nommer un ancien sportif de haut niveau)

Son intervention (p. 2615)

Article 4 (ressources de l'agence et recrutement de personnels)

Son intervention (p. 2615)

Article 8 (personnes habilitées à effectuer des contrôles antidopage sur le territoire français)

Son intervention (p. 2616)

Article 11 (analyse des prélèvements)

Son intervention (p. 2616)

Article 12 (coordination)

Son intervention (p. 2616)

Article 13 (compétences des fédérations en matière de sanctions disciplinaires)

Son intervention (p. 2617)

Article 14 (compétences de l'Agence française de lutte contre le dopage en matière de sanctions disciplinaires)

Son intervention (p. 2617)

Article 15 (mesures de coordination)

Son intervention (p. 2617)

Article 18 (délivrance d'une licence sportive)

Son intervention (p. 2617)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad. n° 19 du Gouvernement (application en Nouvelle-Calédonie) (p. 2618)
 Son intervention à l'issue du vote (p. 2733)

Marguerite LAMOUR

*Finistère (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1121, posée le 8 mars 2005. Elevage. Bâtiments (J.O. Questions p. 2274). Appelée le 8 mars 2005. Mise aux normes, aides de l'Etat (p. 1714)

n° 1216, posée le 3 mai 2005. Etablissements de santé. Centre hospitalier universitaire (CHU) (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Plan actions langages, fonctionnement, financement, hôpital Morvan, Brest (p. 3025)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals : Brest (p. 9490)
 Défense : porte-avions : construction (p. 9490)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11018)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 11018)
 Défense : professionnalisation (p. 11018)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention (p. 2054)

Thèmes :

Défense : officiers : associations (p. 2055)
 Défense : opérations extérieures (p. 2054)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11140)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : contrat d'entreprise avec l'Etat (p. 11140 et s.)
 Défense : Direction des chantiers navals : Gouvernement précédent (p. 11140)
 Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11141)
 Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11140)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : défense (p. 11141)
 Ses explications de vote (p. 11151)
 Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11152)

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2060)

Son intervention (p. 2061)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2061)
 Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 2061 et s.)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 2061 et s.)
 Gendarmerie : gendarmerie maritime (p. 2061)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2066)

Article 1er (qualification des pouvoirs exercés en mer par l'État)

Son amendement n° 10 (p. 2066)

Article 2 (extension des compétences des commandants de bâtiments de l'État et des commandants de bord des aéronefs chargés de la surveillance en mer)

Son amendement n° 11 (p. 2067)

Article 3 (élargissement du champ d'application de la loi à certains navires)

Son intervention (p. 2067)

Article 4 (pouvoirs confiés aux commandants des bâtiments de l'État durant les opérations de déroutement d'un navire)

Ses amendements n° 12 et 13 (p. 2067)

Article 5 (modification de l'intitulé du titre II)

Son amendement n° 14 (p. 2067)

Article 6 (définition du champ d'application des pouvoirs de police en mer dans la lutte contre le trafic de stupéfiants)

Son amendement n° 15 (p. 2067)

Article 9 (pouvoirs de police des commandants)

Son intervention (p. 2067)

Article 10 (compétence des juridictions françaises dans le cas de trafics illicites de stupéfiants constatés en haute mer)

Son sous-amendement n° 20 à l'adt n° 17 de M. Mansour Kamardine (p. 2068)

Article 12 (exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer dans la lutte contre l'immigration illicite par mer)

Son amendement n° 16 (p. 2068)

Son sous-amendement n° 21 à l'adt n° 18 de M. Mansour Kamardine (p. 2069)

Après l'article 13

Son intervention (p. 2069)

Titre

Son intervention (p. 2070)

François LAMY

*Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome I : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 1867) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1107, posée le 8 mars 2005. Enseignement supérieur. Université de Paris-Sud XI (J.O. Questions p. 2271). Appelée le 8 mars 2005. Locaux, réhabilitation, financement (p. 1699)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9357)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures (p. 9357)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 9357 et s.)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9357)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Saisies et sûretés. Hypothèques. Réforme, perspectives [23 novembre 2004] (p. 9912)

Politique économique. Concurrence. Contrefaçons, lutte et prévention [11 mai 2005] (p. 3336)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1046, posée le 1^{er} février 2005. Enseignement privé. Perspectives (J.O. Questions p. 886). Appelée le 1^{er} février 2005. Ecoles de production, statut (p. 481)

n° 1217, posée le 3 mai 2005. Collectivités territoriales. Finances (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Aides aux entreprises, immobilier, réglementation (p. 3031)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 30 octobre 2004] (p. 18456)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2062 relative au statut des agents sportifs [9 février 2005]

Proposition de résolution n° 2366 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (COM [2004] 607 final / E 2704) [8 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Haïti. Situation politique et économique [6 octobre 2004] (p. 7537)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats - ORGFH)

Son intervention (p. 7778)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7818)

Après l'article 61

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Germinal Peiro (composition des CDESI) (p. 7825)

Intervient sur l'adt n° 575 de M. Germinal Peiro (titre supplémentaire regroupant les dispositions relatives aux espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 7825)

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7916)

Thèmes :

- Droit civil : droit à l'image (p. 7916)
- Sports : associations et clubs (p. 7916)
- Sports : football (p. 7916)
- Sports : métiers du sport (p. 7917)
- Sports : sport de haut niveau (p. 7916)
- Sports : sportifs professionnels (p. 7916)
- Travail : contrats à durée déterminée (p. 7916)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 1er (rémunération du droit à l'image collective des sportifs professionnels)

Son intervention (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7927 et s.)

Article 4 (interdiction pour une personne privée de contrôler plus d'une société sportive au sein d'une même discipline)

Son intervention (p. 7930)

Ses explications de vote (p. 7930)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8181)

Thèmes :

- Finances publiques : généralités (p. 8181)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8181 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Haïti : aide au développement (p. 9389 et s.)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Procédure des questions :

Archives et bibliothèques : archives (p. 8782)

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Intervient sur l'adt n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9665)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Procédure des questions :

Formation professionnelle (p. 8895)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9684)

Son intervention (p. 9685)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9685)
- Sports : crédits (p. 9685)
- Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9686)
- Sports : jeux olympiques (p. 9686)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*

Ses interventions (p. 9755, 9763)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 9755)
- Sports : crédits (p. 9763)
- Sports : jeux olympiques (p. 9763)
- Sports : politique du sport (p. 9762)
- Sports : sport de haut niveau (p. 9762)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*

Son intervention (p. 9785)

Thème :

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Loire-Atlantique (p. 9785, 9790)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9253)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9253)
- Etablissements de santé : hôpitaux locaux (p. 9253)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 35 rectifié de la commission des finances (prix des tabacs à rouler) (p. 8627)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 260 rectifié du Gouvernement (Caisse maritime d'allocations familiales : statut et compétences) (p. 8729)

Jack LANG
Pas-de-Calais (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10162)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10162)

Professions de santé : déontologie (p. 10162)

Santé : douleur (p. 10162)

Santé : fin de vie (p. 10162)

Santé : soins palliatifs (p. 10162)

Pierre LANG
Moselle (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VII : Défense (Titre III et personnels civils et militaires d'activité et de réserve) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2398 visant à mieux prendre en compte l'ensemble des dommages immobiliers d'origine minière [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 55 quater

Son amendement n° 815 (statut des réserves de chasse) (p. 7782) : adopté (p. 7783)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 7784)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7787 et s.)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7806 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad t n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7811)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7819)

Après l'article 60 bis

Intervient sur l'ad t n° 176 de M. Antoine Herth (contre-estimation en cas de désaccord) (p. 7821)

Intervient sur l'ad t n° 178 de M. Antoine Herth (indemnisation des dégâts causés par les sangliers ; droit local d'Alsace-Moselle) (p. 7822)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9456)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9457)

Défense : crédits (p. 9456 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son intervention (p. 4402)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)

Son intervention (p. 4532 et s.)

Ses amendements n° 521 rectifié, 328, 520 (p. 4534 et s.)

Après l'article 45 ter

Intervient sur l'ad t n° 8 rectifié de M. Jacques Briat (détention d'une quotité minimale du capital d'une officine par les pharmaciens associés y exerçant leur activité et attribution de parts d'industrie) (p. 4536)

Gérard LARCHER

*Ministre délégué aux relations du travail
puis Ministre délégué à l'emploi, au travail et à
l'insertion professionnelle des jeunes*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes, auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Pierre Kucheida. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7471)

M. Alain Cortade. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [19 octobre 2004] (p. 8055)

Mme Janine Jambu. Travail. Licenciement économique. Réglementation [27 octobre 2004] (p. 8565)

M. Jacques Desallangre. Entreprises. Entreprises en difficulté. Plans sociaux, abus, lutte et prévention [10 novembre 2004] (p. 9229)

- M. Jean Le Garrec. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [17 novembre 2004] (p. 9503)
- Mme Jacqueline Fraysse. Télécommunications. Téléphone. Cégétel-SFR, emploi et activité [23 novembre 2004] (p. 9910)
- M. Eric Besson. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10789)
- M. Alain Vidalies. Travail. Droit du travail. Durée du travail, définition [14 décembre 2004] (p. 10996)
- M. Pierre Morange. Travail. Durée du travail. Réforme, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11053)
- Mme Muguette Jacquaint. Travail. Durée du travail. Réforme, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11400)
- M. Jean-Pierre Dupont. Travail. Droit du travail. Temps de trajet, réglementation [22 décembre 2004] (p. 11407)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Travail. Droit du travail. Respect, Languedoc-Roussillon [19 janvier 2005] (p. 114)
- M. Jean-Pierre Brard. Etat. Décentralisation. Conséquences, Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) [26 janvier 2005] (p. 365)
- M. Pierre Morange. Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [1^{er} février 2005] (p. 504)
- M. Alain Bocquet. Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [2 février 2005] (p. 607)
- M. Gilbert Biessy. Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [8 février 2005] (p. 878)
- M. Jacques Houssin. Industrie. Chimie. Rodhia, emploi et activité [15 mars 2005] (p. 2013)
- M. Georges Colombier. Emploi. Revenu minimum d'activité (RMA). Bénéficiaires, réglementation [29 mars 2005] (p. 2507)
- M. Frédéric Dutoit. Arts et spectacles. Cinéma. Durée du travail, directive, perspectives [6 avril 2005] (p. 2722)
- M. Francis Saint-Léger. Emploi. Chômage. Statistiques [3 mai 2005] (p. 3044)
- M. Gaëtan Gorce. Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [3 mai 2005] (p. 3045)
- M. Philippe-Armand Martin. Emploi. Politique de l'emploi. Seniors, perspectives [11 mai 2005] (p. 3334)
- M. Jacques Desallangre. Industrie. Textile et habillement. Entreprise Knac, opération de police contre des salariés, Chauny [14 juin 2005] (p. 3538)
- M. Pierre Morange. Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [22 juin 2005] (p. 3802)
- M. Germinal Peiro. Travail. Droit du travail. Perspectives [29 juin 2005] (p. 4019)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Jean-Luc Warsmann. Emploi. Chômage. Lutte et prévention, Ardennes [8 février 2005] (p. 855)
- M. Jean-Marc Ayrault. Industrie. Textile et habillement. Chantelle, emploi et activité, Loire-Atlantique [8 mars 2005] (p. 1696)
- Mme Martine Billard. Commerce et artisanat. Grands magasins. Sécurité incendie, normes non-respect, conséquences, La Samaritaine [28 juin 2005] (p. 3999)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Gaëtan Gorce : rappelle que cette concertation a bien eu lieu publiquement et précise les principaux principes évoqués, notamment la question des heures supplémentaires et de la situation des très petites entreprises [2 février 2005] (p. 624)
- M. Gaëtan Gorce : rappelle les éléments documentaires dont il a déjà donné connaissance au cours des débats [2 février 2005] (p. 634)
- M. Alain Vidalies : précise l'objet exact du débat, à savoir les adaptations de l'organisation du temps de travail, le compte épargne-temps et le dispositif de temps choisi et qu'il donne la position du Gouvernement et non pas celle du président de l'UMP [3 février 2005] (p. 674)
- M. Julien Dray : rappelle que le Gouvernement est, en permanence à la disposition de l'Assemblée nationale pour participer au débat de fond [3 février 2005] (p. 768)
- Mme Martine Billard : rappelle la position du Gouvernement sur le cheminement de la proposition de loi, son esprit d'ouverture et de dialogue ainsi que la portée précise de ce texte législatif ; se déclare attentif aux prises de positions, en appelle à la sérénité et à un esprit constructif [7 février 2005] (p. 803)
- M. Maxime Gremetz : convient que l'importance du sujet traité par la proposition de résolution du groupe des Député-e-s communistes et républicains sur les services publics appelle la présence d'un membre du Gouvernement mais rappelle que le conseil des ministres se réunissait au moment prévu pour son examen dans le cœur de la "niche parlementaire" [17 mars 2005] (p. 2147)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Ses réponses (p. 9843 à 9547)

Réponses aux questions :

- Emploi : chômage : Alsace (M. Francis Hillmeyer) (p. 8543)
- Emploi : politique de l'emploi : organismes (M. Christian Vanneste) (p. 9547)
- Travail : droit du travail (M. François Asensi) (p. 9543)
- Travail : inspection du travail (M. Maxime Gremetz) (p. 9545)
- Travail : médecine du travail : produits dangereux (M. Maxime Gremetz) (p. 9545)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Après l'article 74

Intervient sur l'ad n° 127 de la commission (rapport au Parlement sur les allègements de cotisations sociales applicables aux heures supplémentaires ou majorées) (p. 9552 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10038)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi (p. 10039)
- Politique sociale : cohésion sociale (p. 10039)
- Travail : durée du travail (p. 10039)
- Travail : négociations : syndicats (p. 10039)
- Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10039)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 494 de M. Francis Vercamer (principe de la primauté du citoyen dans la politique sociale et de l'emploi) (p. 10075)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10081 et s.)

Après l'article Ier

Intervient sur l'ad n° 469 de M. Francis Vercamer (curriculum vitae des candidats à l'embauche ; obligation de conservation ; durée) (p. 10115)

Intervient sur l'ad n° 476 de M. Francis Vercamer (formation des cadres aux problèmes de discrimination dans l'emploi) (p. 10116)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son intervention (p. 10116)

Après l'article Ier bis

Intervient sur l'ad n° 869 de M. Francis Vercamer (actions de formation professionnelle ; tutorat ; valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10117)

Intervient sur l'ad n° 866 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur la valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10118)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son intervention (p. 10118 et s.)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)
Son intervention (p. 10119 et s.)

Article 5 (autorisation à l'ANPE de créer des filiales et de prendre des participations)
Son intervention (p. 10124 et s.)

Article 6 (activation des dépenses de l'assurance chômage)
Son intervention (p. 10126)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)
Son intervention (p. 10127 et s.)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)
Son intervention (p. 10279 et s.)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)
Son intervention (p. 10361 et s.)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)
Son intervention (p. 10366 et s.)

Après l'article 25
Intervient sur l'adt n° 648 de M. Rodolphe Thomas (crédit d'impôt pour les entreprises lié au recrutement à durée indéterminée de bénéficiaires de CAE) (p. 10372)
Intervient sur l'adt n° 573 de Mme Hélène Mignon (bilan de la mise en oeuvre des CAE) (p. 10372)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)
Son intervention (p. 10374 et s.)

Article 28 (coordination pour l'outre-mer)
Son intervention (p. 10398 et s.)

Après l'article 28
Intervient sur l'adt n° 984 du Gouvernement (accès aux contrats d'avenir et aux contrats d'insertion-RMA aux titulaires de l'API) (p. 10400)

Article 29 (création du contrat d'avenir)
Son intervention (p. 10403 et s.)

Après l'article 29
Intervient sur l'adt n° 647 de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire de contrat d'avenir) (p. 10415)
Intervient sur l'adt n° 649 rectifié de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire d'un RMA) (p. 10415)
Intervient sur l'adt n° 988 rectifié du Gouvernement (outre-mer : agences d'insertion) (p. 10415)

Article 30 (prise en compte du contrat d'avenir dans la législation relative au revenu minimum d'insertion)
Son intervention (p. 10416)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)
Son intervention (p. 10419 et s.)

Après l'article 33
Intervient sur l'adt n° 949 de la commission (de coordination) (p. 10425)

Après l'article 33 bis
Intervient sur l'adt n° 753 du Gouvernement (impôt sur le revenu ; contrat d'insertion ; exonération supprimée) (p. 10426)

Après l'article 33 ter
Intervient sur l'adt n° 134 de la commission (marchés publics ; conditions d'attribution ; emploi de personnes en difficulté) (p. 10426)
Intervient sur l'adt n° 482 de M. Francis Vercaemer (marchés publics ; conditions d'attribution ; emploi de personnes en difficulté) (p. 10426)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)
Son intervention (p. 10429)

Après l'article 35
Intervient sur l'adt n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10430)

Article 36 (compétence des maisons de l'emploi en matière de reclassement des salariés)
Son intervention (p. 10432)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)
Son intervention (p. 10434 et s.)

Article 37 bis (consécration législative des ateliers et chantiers d'insertion)
Son intervention (p. 10437)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)
Son intervention (p. 13439)

Après l'article 37 ter
Intervient sur l'adt n° 737 de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de trajet siège chantier dans le bâtiment) (p. 10440)
Intervient sur l'adt n° 200 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10441)

Article 37 quater (institution d'une obligation de négociation collective portant sur une formation économique à titre facultatif)
Son intervention (p. 10442)

Après l'article 37 quater
Intervient sur l'adt n° 865 de M. Gaëtan Gorce (conseils d'administration : administrateurs élus par les salariés) (p. 10442)
Intervient sur l'adt n° 69 de M. Maxime Gremetz (licenciements sans cause réelle et sérieuse ; nullité) (p. 10443)
Intervient sur l'adt n° 73 de M. Maxime Gremetz (entreprises donneuses d'ordre et entreprises sous-traitantes) (p. 10444)
Intervient sur l'adt n° 829 de M. Gaëtan Gorce (négociations collectives : droits des salariés) (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)
Son intervention (p. 10450 et s.)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")
Son intervention (p. 10459 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)
Son intervention (p. 10470 et s.)

Après l'article 37-3
Intervient sur l'adt n° 447 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (plan de sauvegarde de l'emploi ; annulation ; maintien des licenciements) (p. 10478)
Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de M. Maxime Gremetz (contestation d'un plan de sauvegarde de l'emploi par les délégués du personnel) (p. 10478)
Intervient sur l'adt n° 74 rectifié de M. Maxime Gremetz (droits d'action, en matière de sauvegarde de l'emploi, des délégués du personnel) (p. 10478)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)
Son intervention (p. 10480 et s.)

Après l'article 37-4
Intervient sur l'adt n° 836 de M. Gaëtan Gorce (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10491)
Intervient sur l'adt n° 403 de Mme Arlette Grosskost (restructuration : entreprises de plus de mille salariés : plans de sauvegarde de l'emploi) (p. 10493)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)
Son intervention (p. 10495 et s.)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)
Son intervention (p. 10498 et s.)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10504 et s.)

Article 37-8 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux licenciements)

Son intervention (p. 10517)

Article 37-9 (licenciements économiques : rapport au Parlement)

Son intervention (p. 10518)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'ad^t n° 484 de M. Francis Vercaemer (licenciements pour motif économique ; vice de procédure ; non-incidence sur la qualification) (p. 10518)

Intervient sur l'ad^t n° 544 rectifié de M. Jacques Desallangre (réintégration du salarié abusivement licencié) (p. 10520)

Intervient sur l'ad^t n° 311 rectifié de M. Christian Vanneste (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10521)

Intervient sur l'ad^t n° 71 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement irrégulier ; indemnités ; doublement du minimum) (p. 10521)

Intervient sur l'ad^t n° 72 rectifié de M. Maxime Gremetz (licenciement abusif ; salariés récents ; salariés de PME, indemnisation) (p. 10522)

Intervient sur l'ad^t n° 282 de M. Émile Blessig (associations coopératives de production et de consommation en Alsace-Moselle ; sociétaires) (p. 10523)

Avant l'article 38

Intervient sur l'ad^t n° 14 rectifié de la commission des finances (assurance chômage ; cotisations patronales ; exonération pour embauche de chômeurs de longue durée) (p. 10523 et s.)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son intervention (p. 10524 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)

Son intervention (p. 11160)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 11161)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 11161)

Logement : politique du logement (p. 11161)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 11161)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11166)

Intervient sur l'ad^t n° 1 du Gouvernement (contrats d'avenir ; aide de l'Etat aux employeurs ; chantiers d'insertion ; non-dégressivité de l'aide) (p. 11166)

Intervient sur l'ad^t n° 2 du Gouvernement (ateliers et chantiers d'insertion ; gestion par les centres communaux d'action sociale) (p. 11166)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 522)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 531)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 555)

Son intervention (p. 584)

Répond au rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf. supra) [2 février 2005] (p. 624)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 524, 584)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 584)

Politique économique : conjoncture (p. 524, 584)

Risques professionnels : responsabilité (p. 556)

Travail : comptes épargne-temps (p. 523)

Travail : coût (p. 555)

Travail : droit du travail (p. 524, 584)

Travail : durée du travail (p. 531, 555)

Travail : heures supplémentaires (p. 531, 556)

Travail : négociations (p. 523, 585)

Travail : travail à temps partiel (p. 555)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 71 de M. Jean Le Garrec (fixation à 35 heures de la durée légale du temps de travail dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 626)

Intervient sur l'ad^t n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 630 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 630 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 13 de M. Maxime Gremetz (proposition d'heures complémentaires ; droit au refus du salarié) (p. 634)

Intervient sur l'ad^t n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 635)

Intervient sur l'ad^t n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Intervient sur l'ad^t n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)

Intervient sur l'ad^t n° 40 rectifié de Mme Martine Billard (heures supplémentaires ; fixation par accords d'entreprises ; suppression) (p. 644 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 651)

Intervient sur l'ad^t n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 654)

Intervient sur l'ad^t n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 654)

Intervient sur l'ad^t n° 11 de M. Maxime Gremetz (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; doublement) (p. 675)

Intervient sur l'ad^t n° 12 de M. Maxime Gremetz (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; suppression de tout aménagement) (p. 676)

Intervient sur l'ad^t n° 7 de M. Maxime Gremetz (extension des compétences et modalités d'intervention du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 677)

Intervient sur l'ad^t n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 678)

Intervient sur l'ad^t n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 682)

Intervient sur l'ad^t n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 685 et s.)

Intervient sur l'ad^t n° 5 de M. Maxime Gremetz (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 687)

Intervient sur l'ad^t n° 3 de M. Maxime Gremetz (conclusions d'accords de RTT ; conditions de majorité syndicale) (p. 696)

Intervient sur l'ad^t n° 1 de M. Maxime Gremetz (durée du travail fixée à 32 heures pour les travailleurs astreints à des tâches pénibles ou nocturnes) (p. 698)

Intervient sur l'ad^t n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 699)

Intervient sur l'ad^t n° 69 de M. Jean Le Garrec (commission nationale de la négociation collective ; organisation d'une négociation avec les partenaires sociaux sur l'application de la présente loi) (p. 701)

Répond aux rappels au règlement de M. Gaëtan Gorce (p. 633) et de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 674)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 711 et s.)

Répond au rappel au règlement de M. Julien Dray (cf. supra) (p. 768)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 128 de M. Alain Vidalies (principe et définition du temps de déplacement professionnel) (p. 773)

Intervient sur l'ad t n° 144 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; refus du salarié non constitutif d'une faute) (p. 775)

Intervient sur l'ad t n° 146 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; droit du salarié au refus ; absence de motif de licenciement) (p. 776)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 781 et s.)

Répond au rappel au règlement de Mme Martine Billard (cf. supra) (p. 803)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 821 et s.)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 907 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 53 de Mme Chantal Brunel (rapport au Parlement sur le bilan au bout d'un an de l'application de la présente loi) (p. 913)

Titre

Son intervention (p. 914)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2083)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2090)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2097)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2120)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle (p. 2084)

Emploi : contrats emploi-solidarité (p. 2090)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2084, 2090)

Politique économique : croissance (p. 2097)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 2085)

Travail : pouvoir d'achat (p. 2084)

Travail : code du travail (p. 2120)

Travail : comptes épargne-temps (p. 2085, 2120)

Travail : congés payés (p. 2097)

Travail : durée du travail (p. 2083 et s., 2090)

Travail : négociations (p. 2085)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2120)

Travail : salaires (p. 2084, 2090 et 2097)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2122 et s.)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad t n° 87 de M. Jean Le Garrec (protection des salariées enceintes) (p. 2124)

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié de M. Maxime Gremetz (prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail effectif) (p. 2126)

Intervient sur l'ad t n° 86 de M. Jean Le Garrec (accès prioritaire aux "heures choisies" pour les salariés à temps partiel) (p. 2127)

Intervient sur l'ad t n° 32 de Mme Martine Billard (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2127)

Intervient sur l'ad t n° 13 rectifié de M. Maxime Gremetz (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2128)

Intervient sur l'ad t n° 88 de M. Jean Le Garrec (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2146)

Répond au rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) (p. 2147)

Intervient sur l'ad t n° 76 de M. Jean Le Garrec (contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 2147)

Intervient sur l'ad t n° 77 rectifié de M. Jean Le Garrec (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2147)

Intervient sur l'ad t n° 85 de M. Jean Le Garrec (licenciement ; motifs ; recours des heures choisies ; exclusion) (p. 2148)

Intervient sur l'ad t n° 42 de M. Yvan Lachaud (Education nationale ; jours fériés ; lundi de Pentecôte) (p. 2149)

Intervient sur l'ad t n° 9 rectifié de M. Maxime Gremetz (institution représentative des personnes ; compétences ; organisation du travail) (p. 2151)

Intervient sur l'ad t n° 10 de M. Maxime Gremetz (extension des congés de formation) (p. 2151)

Intervient sur l'ad t n° 7 de M. Maxime Gremetz (avantages aux entreprises pratiquant les trente-cinq heures) (p. 2152)

Intervient sur l'ad t n° 8 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de la commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics) (p. 2153)

Intervient sur l'ad t n° 5 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 2154)

Intervient sur l'ad t n° 14 rectifié de M. Maxime Gremetz (périodes d'astreinte et temps de repos) (p. 2155)

Intervient sur l'ad t n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (accords d'entreprises sur le temps de travail ; conditions de validité ; majorité syndicale) (p. 2156)

Intervient sur l'ad t n° 75 de M. Alain Vidalies (temps de travail ; dépassement ; conséquences) (p. 2157)

Intervient sur l'ad t n° 4 rectifié de M. Maxime Gremetz (durée légale du travail pour les salariés assujettis à des travaux nocturnes ou pénibles) (p. 2157)

Intervient sur l'ad t n° 73 de M. Jean Le Garrec (saisine de la commission nationale de la négociation collective) (p. 2158)

Intervient sur l'ad t n° 74 de M. Jean Le Garrec (conférence sur l'emploi, les conditions et la durée du travail) (p. 2159)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2161 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 81 de M. Michel Raison (heures supplémentaires : conditions de transfert d'une année sur l'autre) (p. 2172)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 2172 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Intervient sur l'ad t n° 2 de la commission (crédits de soutien aux élèves en difficulté) (p. 1452)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 125 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan annuel) (p. 3726)

Intervient sur l'ad t n° 168 de Mme Paulette Guinchard (journée de travail non rémunérée dite de "solidarité avec les personnes âgées" : suppression) (p. 3727)

Intervient sur l'ad t n° 171 de Mme Paulette Guinchard (charges des entreprises : suppression de l'exonération pour les entreprises versant des rémunérations inférieures au SMIC) (p. 3727)

Article 8 (modification de la durée minimale du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 3728)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad t n° 132 deuxième rectification de M. Francis Vercaemer (entreprises créées ou reprises par des personnes handicapées : crédit d'impôt : majoration) (p. 3728)

Intervient sur l'ad t n° 78 de M. Daniel Paul (recours aux contrats à durée déterminée : limitation) (p. 3729)

Intervient sur l'ad t n° 82 de M. Daniel Paul (indemnité de licenciement : majoration du plancher) (p. 3729)

Intervient sur l'ad n° 79 de M. Daniel Paul (recours aux heures supplémentaires : limitation) (p. 3729)

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés : accès aux contrats d'avenir et au contrat insertion-RMA) (p. 3730)

Intervient sur l'ad n° 4 du Gouvernement (contrats d'avenir : organismes relevant de l'Etat) (p. 3730)

Intervient sur l'ad n° 5 du Gouvernement (employeurs pouvant requérir un conventionnement : extension aux communes) (p. 3730)

Intervient sur l'ad n° 119 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 122 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 120 rectifié de M. Rodolphe Thomas (contrat d'avenir débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 118 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'ad n° 123 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Article 9 (modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire)

Son intervention (p. 3732)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 81 de M. Daniel Paul (licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse : caractère de nullité) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 80 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique : critères) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 84 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique sujet à contestation : droit d'opposition) (p. 3733)

Intervient sur l'ad n° 83 de M. Daniel Paul (entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre : pouvoir de prévention de licenciements pour les comités d'entreprise) (p. 3733)

Article 10 (mise en œuvre de la convention de reclassement personnalisé instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale)

Son intervention (p. 3733 et s.)

Après l'article 11

Intervient sur l'ad n° 41 de la commission (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Intervient sur l'ad n° 1 de M. Daniel Fidelin (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Intervient sur l'ad n° 198 de M. Luc-Marie Chatel (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Intervient sur l'ad n° 236 du Gouvernement (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3736)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son intervention (p. 3738 et s.)

Article 16 (modalités de détermination à titre transitoire du concours financier apporté par les personnes ou entreprises employant un apprenti au CFA où est inscrit l'apprenti)

Son intervention (p. 3738)

Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)

Son intervention (p. 3739)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 231 rectifié du Gouvernement (loyers impayés : risque : contrats d'assurance) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 203 de M. Jean-Louis Léonard (logement locatif : étudiants : durée du bail) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 233 du Gouvernement (logements sociaux : aides à la mise à disposition de terrains à construire) (p. 3740)

Intervient sur l'ad n° 232 rectifié du Gouvernement (tarifs des loyers : indice de référence) (p. 3741)

Intervient sur l'ad n° 88 de M. Alain Cortade (maisons de l'emploi : champ d'action) (p. 3741)

Intervient sur l'ad n° 116 de M. Rodolphe Thomas (information et orientation des jeunes : rôle des régions) (p. 3741)

Article 18 (dispositions transitoires et entrée en vigueur du projet de loi)

Son intervention (p. 3742)

Après l'article 18

Intervient sur l'ad n° 72 de M. Daniel Paul (plus-values : détermination et calcul) (p. 3742)

Intervient sur l'ad n° 73 de M. Daniel Paul (impôt sur les sociétés : rétablissement de la surtaxe) (p. 3742)

Titre

Son intervention (p. 3743)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4144 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)

Sa réponse (p. 4623)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4623, 4624)

Emploi : jeunes (p. 4623)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4623, 4624)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4623)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4623)

Travail : code du travail (p. 4623)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4623)

Travail : négociations

Travail : salaires : moyens de paiement (p. 4623)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier Ministre [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9719)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1899 relative à la création de fondations universitaires et interuniversitaires [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1901 visant à aggraver les sanctions encourues en cas d'atteintes au respect dû aux morts [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2006 tendant à instaurer la gratuité des substituts nicotiniques pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans [21 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Recherche. Politiques communautaires. Perspectives [6 avril 2005] (p. 2730)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1052, posée le 1^{er} février 2005. Police. Ecoles de formation (J.O. Questions p. 887). Appelée le 1^{er} février 2005. Centre national d'études et de formation (CNEF), maintien, Gif-sur-Yvette (p. 480)

n° 1277, posée le 28 juin 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Sites pollués, évacuation, Gif-sur-Yvette (p. 4000)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9618)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9619)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8939)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : recherche et développement (p. 8939)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8939)

Marchés publics (p. 8940)

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8939 et s.)

Recherche : crédits (p. 8939 et s.)

Jean LASSALLE

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant du conseil national de sécurité civile [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4814)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Francophonie. Défense [24 novembre 2004] (p. 9981)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1154, posée le 22 mars 2005. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 2837). Appelée le 22 mars 2005. Directives européennes, transposition, conséquences (p. 2205)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Indique qu'il a puisé les informations relatives au nombre d'associations financées par les DIREN qui ont été contestées, dans un rapport de l'inspection générale des finances et insiste sur la nocivité irrémédiable de la directive Habitats, élaborée sans aucune concertation sur la base d'informations restreintes [12 octobre 2004] (p. 7781)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7598)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7598 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 7599)

Union européenne : directives : logement (p. 7599)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)*Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)*

Ses amendements n° 357, 352, 351 (p. 7619, 7623, 7626)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale -ZRR)

Son amendement n° 350 rectifié (p. 7628)

Après l'article 1er quinquies A

Son amendement n° 349 (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès lors qu'elles exercent au moins 75% de leur activité dans cette zone) (p. 7630) : retiré (p. 7631)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'ad n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7647)

Son amendement n° 339 (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7647) : rejeté (p. 7651)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son amendement n° 345 (p. 7658)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son amendement n° 343 (p. 7665)

Après l'article 63 bis

Son amendement n° 342 (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669) : retiré (p. 7671)

Après l'article 64 ter

Son amendement n° 341 (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Après l'article 65

Intervient sur l'ad n° 311 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7686)

Intervient sur l'ad n° 310 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7686)

Article 65 sexies (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Reprend l'ad n° 233 de Mme Henriette Martinez (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 7693)

Son intervention (p. 7693)

Après l'article 53

Son amendement n° 356 (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 7766)

Son amendement n° 355 (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) : rejeté (p. 7766)

Article 53 sexies (contenu et élaboration des documents d'objectifs et suivi de leur mise en œuvre)

Son intervention (p. 7770)

Après l'article 55 ter

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 octobre 2004] (p. 7781)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 7785)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7797)

Son sous-amendement oral à l'ad n° 799 du Gouvernement (p. 7797)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7801)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7815)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7847)

Après l'article 39

Son amendement n° 622 (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7850) : rejeté (p. 7852)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son amendement n° 756 (p. 7856)

Après l'article 11 B

Son amendement n° 354 (commerce d'une surface de vente supérieure à 300 mètres carrés ; changement d'activité ; autorisation d'exploitation) : rejeté (p. 7905)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)

Son amendement n° 347 (p. 7906)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8121)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8962)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : ours (p. 8962)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : inondations (p. 8962)

Union européenne : directives : environnement (p. 8962)

Procédure des questions :

Union européenne : directives : environnement (p. 8981)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10059)

Thème :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10059 et s.)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 90)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 90)

Postes : La Poste (p. 90)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Après l'article 1er

Son sous-amendement n° 14781 (suppression du seuil de 10 % de la population) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207) : rejeté (p. 212)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1270)

Jean LAUNAY

Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse [2 février 2005] (p. 609)

Patrimoine culturel. Politique du patrimoine. Financement, perspectives [11 mai 2005] (p. 3335)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 956, posée le 7 décembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 10669)

n° 1272, posée le 28 juin 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Perspectives, Cahors (p. 3990)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 7592)

Son intervention (p. 7610)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7611)

Chasse et pêche : chasse (p. 7611)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7611)

Secteur public : services publics (p. 7592, 7611)

Travail : travail saisonnier (p. 7611)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 10 undecies (modalités de communication par l'administration aux interprofessions agricoles d'informations relatives à la production, à la commercialisation et à la transformation des produits)

Son intervention (p. 7902)

Après l'article 10 undecies

Son amendement n° 677 (application aux terrains à vocation truffière du régime fiscal des transmissions de forêts privées) : rejeté (p. 7903)

Après l'article 18

Son amendement n° 647 (autorisation d'organiser des battues aux sangliers) : rejeté (p. 7989)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9673)

Son intervention (p. 9673)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : commerces ambulants (p. 9674)
 Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9674)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : dotations de l'Etat (p. 9673)
 Hôtellerie et restauration (p. 9674)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : petites et moyennes entreprises (p. 9674)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8887)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : montagne : Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) (p. 8887)
 Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8887)
 Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8887)
 Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8887)
 Tourisme et loisirs : Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT) (p. 8887)
 Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8887)
 Tourisme et loisirs : Observatoire national du tourisme (p. 8887)
 Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8887)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9678)

Son intervention (p. 9679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9679)
 Impôt sur les sociétés (p. 9680)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9680)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9680)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9679 et s.)
 Transports urbains (p. 9680)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
 Son intervention (p. 9751)

Thème :

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9751)

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 440)

Thèmes :

Collectivités territoriales : services publics locaux : coopération (p. 440)
 Eau : agences : solidarité (p. 441)
 Justice : chambres régionales des comptes (p. 441)
 Politique extérieure : aide humanitaire : eau (p. 440)
 Politique extérieure : coopération : eau (p. 440)

Discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 442)*Après l'article 2*

Son amendement n° 2 (institution d'une journée nationale de l'eau) : retiré (p. 445)

Vote pour du groupe socialiste (p. 441)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3826)

Son intervention (p. 3840)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : intéressement et participation (p. 3841)
 Banques et établissements financiers (p. 3840)
 Banques et établissements financiers : secteur public (p. 3826)
 Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3840)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 3840 et s.)
 Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3840)
 Marchés financiers : Alternext (p. 3840)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 3841)
 Plus-values : imposition : valeurs mobilières : abattement pour durée de détention (p. 3840)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3841)
 Sociétés : dirigeants (p. 3826)
 Sociétés : dirigeants (p. 3841)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)*Après l'article 3*

Intervient sur l'adt n° 130 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : suppression du plafond de rémunération) (p. 3884)

Intervient sur l'adt n° 131 de M. Jean-Louis Dumont (titres associatifs : indexation de la rémunération sur l'activité de l'association) (p. 3884)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - membres : suspicion de partialité) (p. 3884)

Intervient sur l'adt n° 120 de M. Arnaud Montebourg (rémunérations des dirigeants : communication aux sections syndicales) (p. 3885)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Arnaud Montebourg (informations relatives aux mandataires sociaux et aux dirigeants prévues par l'article L 225-102-1 du code de commerce : transmission aux comités d'entreprise et aux sections syndicales) (p. 3886)

Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)

Son amendement n° 87 (p. 3888)

Article 8 (transposition de la directive Prospectus)

Son intervention (p. 3901)

Après l'article 8

Intervient sur le sous-adt n° 200 du Gouvernement (saisine de la commission de surveillance) à l'adt n° 34 de la commission (Caisse des dépôts : émission de tout type de titres de créance) (p. 3904)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Arnaud Montebourg (information judiciaire sur des faits révélés par l'Autorité des marchés financiers : convocation d'une assemblée générale) (p. 3904)

Intervient sur l'adt n° 92 de M. Pascal Terrasse (agences de notation : contrôle de l'Autorité des marchés financiers) (p. 3905)

Intervient sur l'adt n° 112 de M. Arnaud Montebourg (Autorité des marchés financiers - sanctions : publicité systématique) (p. 3906)

Article 9 (encadrement des recommandations d'investissement destinées au public)

Son intervention (p. 3906)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Son intervention (p. 3909 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 96 de M. Jean-Pierre Balligand (rapport entre les sommes perçues par les salariés n'ayant pas le caractère de salaire et la masse salariale : communication avant la négociation salariale annuelle) (p. 3914)

Article 17 (dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale)

Son intervention (p. 3915)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son intervention (p. 3916)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 69 rectifié de la commission (repos dominical : dérogation) (p. 3919)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Jean-Yves LE BOUILLONNEC

*Val-de-Marne (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Rapporteur de la proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe (n° 2125) [3 mai 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 juin 2005] (p. 10057)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 juin 2005] (p. 10057)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 juin 2005] (p. 10427)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 21 juin 2005] (p. 10427)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues, renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe (n° 2125) [4 mai 2005] (n° 2290)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Perspectives [27 octobre 2004] (p. 8572)

Logement. Logement social. Construction, perspectives [1^{er} février 2005] (p. 508)

Transports urbains. Politique des transports urbains. Ile-de-France [30 juin 2005] (p. 4084)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Se plaint que son collègue M. Gorce, défendant une motion de renvoi en commission, ait été, à plusieurs reprises, interrompu par les membres du Gouvernement [24 novembre 2004] (p. 10039)

Met en cause l'attitude du Gouvernement qui montre son mépris du Parlement et des Français en décidant en plein débat, sans avoir recherché l'accord de l'opinion, l'accroissement à 220 heures du contingent d'heures supplémentaires [7 février 2005] (p. 800)

Accuse le Premier ministre et le Gouvernement de n'invoquer le débat parlementaire que pour mieux déprécier la manifestation du samedi précédent [7 février 2005] (p. 835)

Rappelle que la décision de réserve prise sur de nombreux amendements peut créer une impression de décalage de leur présentation qu'il déplore [8 février 2005] (p. 893)

Demande à la majorité et au Gouvernement de clarifier leur position sur le régime applicable aux licenciements intervenant au cours de la période de sauvegarde [3 mars 2005] (p. 1673)

Rappelle que le groupe socialiste avait déposé une proposition de loi ayant un objet comparable et dont les articles n'ont pas été examinés. Son groupe entend donc défendre aujourd'hui les solutions qu'il avait proposées [14 juin 2005] (p. 3523)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9688)

Ses interventions (p. 9689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : contrats emplois-jeunes (p. 9689)

Justice : réforme : effectifs (p. 9689)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : annulations de crédits (p. 9689)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : création d'emplois (p. 9689)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9666)

Son intervention (p. 9670)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations (p. 9670)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9670)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9670)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Ses interventions (p. 9715)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9716)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 9715)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9715 et s.)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Son intervention (p. 9409)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9410)

Logement : crédits (p. 9410)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9411)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9410)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9410)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Son intervention (p. 9841 et s.)

Ses amendements n^{os} 180, 182 et 183 (p. 9845, 9847)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n^o 13 de M. Patrick Balkany (fonds de solidarité des communes de la Région Ile-de-France – second prélèvement : moyenne régionale de bases de taxe professionnelle substituée à la moyenne nationale) (p. 9852)

**Projet de loi n^o 1911 de programmation pour la
cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9957)

Son intervention (p. 10006)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 novembre 2004] (p. 10039)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9957)

Logement : logement social (p. 9957, 10006, 10007)

Logement : politique du logement (p. 10006, 10007)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 10007)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 10007)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 9957)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10086 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 469 de M. Francis Vercamer (curriculum vitae des candidats à l'embauche ; obligation de conservation ; durée) (p. 10115)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10119)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10270 et s.)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10280 et s.)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10344 et s.)

Article 16 (conclusion de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions, les organismes consulaires et les organisations représentatives d'employeurs et de salariés visant au développement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 10349)

Article 18 (obligation de l'intermédiation des organismes collecteurs pour les versements obligatoires au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10356)

Article 21 (établissement d'un contrôle administratif et financier sur les établissements bénéficiaires et les organismes gestionnaires de la collecte et interdiction du courtage pour les établissements bénéficiaires et organismes gestionnaires de centres de formation d'apprentis)

Son intervention (p. 10357)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n^o 568 de Mme Hélène Mignon (bilan de la "prime de Noël") (p. 10359)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son intervention (p. 10361)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE)

Son intervention (p. 10365 et s.)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10374 et s.)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10405 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur le sous-adt n^o 1004 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'adt n^o 815 troisième rectification du Gouvernement (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10427)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n^o 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10442)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10464 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10469 et s.)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10490)

Après l'article 37-4

Intervient sur l'adt n^o 836 de M. Gaëtan Gorce (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10491)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son intervention (p. 10494 et s.)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10500 et s.)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10504 et s.)

Article 37-8 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux licenciements)

Son intervention (p. 10517)

Après l'article 37-9

Intervient sur l'adt n^o 484 de M. Francis Vercamer (licenciements pour motif économique ; vice de procédure ; non-incidence sur la qualification) (p. 10518)

Intervient sur l'adt n^o 544 rectifié de M. Jacques Desallangre (réintégration du salarié abusivement licencié) (p. 10520)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n^o 864 de M. Gaëtan Gorce (rapport au Parlement d'évaluation de la présente loi) (p. 10526)

Article 64 (détermination des modalités de reprise par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM - des personnels de l'association Service social d'aide aux émigrants - SSAE)

Son intervention (p. 10543)

Avant l'article 39

Intervient sur l'adt n^o 384 précédemment réservé de Mme Martine Billard (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10550)

Son amendement n^o 406 précédemment réservé (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10548) : rejeté (p. 10551)

Article 39 ter précédemment réservé (prise en compte par la commission d'attribution de la priorité d'attribution aux personnes rencontrant des difficultés de logement)

Son intervention (p. 10561)

Après l'article 39 ter

Son amendement n° 407 précédemment réservé (logements sociaux ; commission de médiation ; saisine par les associations agréées d'insertion) : retiré (p. 10562)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10563)

Son amendement n° 408 (p. 10564)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son intervention (p. 10566)

Avant l'article 41

Son amendement n° 409 précédemment réservé (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568) : rejeté (p. 10570)

Son amendement n° 459 précédemment réservé (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568) : rejeté (p. 10570)

Son amendement n° 410 rectifié précédemment réservé (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) : rejeté (p. 10571)

Intervient sur l'adt n° 388 précédemment réservé de Mme Martine Billard (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'adt n° 655 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'adt n° 660 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logements destinés aux étudiants ; coordination ; transfert aux collectivités locales ; suppression) (p. 10574)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10575 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 412 précédemment réservé (participation des associations d'insertion aux programmes locaux de l'habitat) : rejeté (p. 10579)

Article 42 bis précédemment réservé (aménagement des dispositions relatives à la délégation du contingent préfectoral d'attribution de logements sociaux)

Ses amendements n°s 413 à 417 (p. 10579 et s.)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 10581)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son intervention (p. 10583 et s.)

Son amendement n° 534 (p. 10584)

Article 44 précédemment réservé (régime des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine - ANRU)

Son amendement n° 418 (p. 10585)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son intervention (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)

Son intervention (p. 10588)

Son amendement n° 461 (p. 10588)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10588)

Ses amendements n°s 420 et 421 (p. 10590 et s.)

Article 49 précédemment réservé (notification au préfet des assignations au titre des demandes reconventionnelles)

Son intervention (p. 10593)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 11 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (urbanisme ; information des communes ; liste des propriétés d'Etat) (p. 10594)

Après l'article 49 bis

Intervient sur l'adt n° 819 précédemment réservé du Gouvernement (fonds de solidarité logement ; compétences et pouvoirs d'attribution d'aides au logement) (p. 10596)

Article 50 précédemment réservé (programmation financière des aides supplémentaires de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - ANAH)

Son amendement n° 425 (p. 10596)

Après l'article 50 bis

Son amendement n° 426 précédemment réservé (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") : rejeté (p. 10598)

Son amendement n° 427 précédemment réservé (rapport au Parlement sur les effets de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") : rejeté (p. 10598)

Après l'article 52

Intervient sur l'adt n° 462 quatrième rectification précédemment réservé de M. Patrick Bloche (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10601)

Son amendement n° 532 précédemment réservé (traitement des situations de surendettement ; dettes de loyer ; priorité) : retiré (p. 10601)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son amendement n° 428 (p. 10606)

Après l'article 59

Son amendement n° 612 précédemment réservé (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; péréquation) (p. 10643) : rejeté (p. 10644)

Explications de vote et vote [7 décembre 2004] (p. 10688)

Ses explications de vote (p. 10688)

Vote contre du groupe socialiste (p. 10689)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Ses explications de vote [20 décembre 2004] (p. 11167)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11168)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 700)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 710)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; droit du salarié au refus ; absence de motif de licenciement) (p. 776)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 781 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 800)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 813 et s.)

Reprend l'adt n° 68 de M. Michel Liebgott (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 888)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 février 2005] (p. 893)

Ses amendements n°s 947 à 950 et 1242 à 1244 précédemment réservés (p. 897)

Ses amendements n°s 1191 à 1194 et 1424 à 1426 précédemment réservés (p. 897)

Ses amendements n°s 1195 à 1198 et 1427 à 1429 précédemment réservés (p. 898)

Ses amendements n°s 1199 à 1202 et 1430 à 1432 précédemment réservés (p. 899)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 903)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1582)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1591)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 397 de M. Arnaud Montebourg (procédure de conciliation : possibilité de suspension des poursuites) (p. 1594)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 mars 2005] (p. 1673)

Son intervention (p. 1675)

Article 54 (extension aux conjoints de professionnels libéraux de certaines restrictions apportées aux actions entre conjoints)

Son intervention (p. 1682)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad t n° 109 rectifié de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1685)

Intervient sur le sous-ad t n° 642 de M. Alain Vidalies (licenciements économiques : application de la procédure de droit commun) à l'ad t n° 109 rectifié de la commission (p. 1685)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3241)

Thèmes :

Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3241)

Logement : mixité sociale (p. 3242)

Logement : offre (p. 3241)

Logement : ventes à la découpe (p. 3241)

Logement : ventes à la découpe : décote (p. 3242)

Professions immobilières : marchands de biens : avantages fiscaux (p. 3243)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3506)

Thèmes :

Baux : Commission nationale de concertation (p. 3507)

Baux : congé (p. 3506)

Baux : locataires : associations (p. 3506)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3506)

Logement : mixité sociale (p. 3506)

Logement : ventes à la découpe (p. 3506)

Professions immobilières : marchands de biens : plus-values à court terme (p. 3506)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 30 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 3520)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3521 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 juin 2005] (p. 3523)

Ses amendements n°s 18 et 17 (p. 3524)

Ses amendements n°s 19, 21 et 7 (p. 3525 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 4 (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique s'engageant à ne pas donner congé au locataire pendant six ans) (p. 3527) : rejeté (p. 3528)

Intervient sur l'ad t n° 35 de M. Patrick Bloche (institution d'une décote au profit du locataire dans la limite de 30 % du prix du logement) (p. 3529)

Son amendement n° 20 (suspension par le maire de la mise en copropriété à la demande d'au moins un tiers des locataires) (p. 3529) : rejeté (p. 3530)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3667)

Son amendement n° 8 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 3668)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 31 de Mme Martine Billard (pas de congé pour vente dans les six ans consécutifs à l'achat en bloc) (p. 3672)

Article 3 (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3672 et s.)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'ad t n° 28, deuxième rectification précédemment réservé de Mme Martine Aurillac (terme du bail repoussé à deux ans à compter de la notification du congé pour vente) (p. 3673 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 27 rectifié précédemment réservé de M. Christian Decocq (adaptation de la durée du bail pour les acquéreurs s'engageant à maintenir l'immeuble sous statut locatif pendant six ans) (p. 3674 et s.)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Ses amendements n°s 14, 6, 2, 9 et 3 (p. 3674, 3676)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad t n° 15 de M. Patrick Bloche (délai d'exonération des droits de mutation des marchands de biens) (p. 3678)

Son amendement n° 11 (délai de réemption pour les opérations en cours) : rejeté (p. 3678)

Son amendement n° 10 (application aux opérations en cours) : rejeté (p. 3679)

Son amendement n° 12 (définition de l'activité de marchand de biens) : rejeté (p. 3679)

Son amendement n° 13 (conditions d'exercice de l'activité de marchand de biens) : rejeté (p. 3679)

Son amendement n° 16 (violation grave des droits des occupants par les marchands de biens ; interdictions professionnelles) : rejeté (p. 3679)

Ses explications de vote (p. 3680)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3681)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3689)

Thèmes :

Associations : fonctionnement (p. 3690)

Associations : fondations (p. 3689)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3689)

Culture : mécénat (p. 3689)

Abstention du groupe socialiste (p. 3690)

Proposition de loi n° 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4634)

Son intervention (p. 4634)

Marylise LEBRANCHU
Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Transports maritimes. Registre international français, mise en place, modalités [26 janvier 2005] (p. 369)

Politique économique. Croissance. Relance, perspectives [16 mars 2005] (p. 2076)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 2

Son amendement n° 550 (conventions entre collectivités locales et associations pour la diffusion d'actions culturelles de proximité) (p. 7860) : rejeté (p. 7861)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*
 Son intervention (p. 9749)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9749)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9749)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 52) : rejetée (p. 65)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 134)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 54 et s.)

Collectivités territoriales : compétences : crédits budgétaires (p. 56)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : péréquation (p. 59)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : télécommunications (p. 55)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 53, 59, 134)

Postes : La Poste (p. 53 et s., 134)

Secteur public : services publics (p. 52 et s.)

Télécommunications : Internet (p. 58)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 14702 de M. Daniel Paul (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 147)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 153 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 14708 de M. Daniel Paul (entreprises de service postal installées sur le territoire français ; obligations de service public) (p. 204)

Intervient sur le sous-ad t n° 14782 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (financement du fonds national de péréquation) à l'ad t n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 214)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 220 et s.)

Article 3 (communication des changements de domicile)

Son intervention (p. 236)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 247)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

Son intervention (p. 250 et s.)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 264)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2891)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 13 de M. Marc Le Fur (respect des langues régionales) (p. 415)

Son sous-amendement n° 41 (respect du statut constitutionnel de la langue française) à l'ad t n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 417) : rejeté (p. 418)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1243 et s.)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1510)

Son intervention (p. 1550)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1551)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 1510)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1510)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1510)

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1551)

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1510)

Entreprises : difficultés : salariés (p. 1510, 1551 et s.)
Justice : tribunaux de commerce (p. 1550 et s.)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1588)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 2233) : rejetée (p. 2241)

Son intervention (p. 2241)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2236)

Entreprises : délocalisations (p. 2236)

Organisations internationales : Agence européenne de sécurité maritime (p. 2238)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) (p. 2254)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2238)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2233 et s.)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2234)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2237)

Travail : droit du travail : marins (p. 2234)

Union européenne : directives : services (p. 2234)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son intervention (p. 2264 et s.)

Après l'article 2

Son intervention (p. 2268)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son intervention (p. 2269)

Son amendement n° 294 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2271)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 264 de M. Jean-Yves Le Drian (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 150 de M. Jean Gaubert (application obligatoire du droit français du travail maritime sous réserve de dispositions plus favorables d'un droit national (p. 2310)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2313 et s.)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adt n° 101 de M. Jean Gaubert (exonération des charges sociales patronales réservée aux navires battant pavillon français et dont l'équipage se voit appliquer la législation sociale française) (p. 2342)

Son sous-amendement n° 298 (application de la législation sociale française) à l'adt n° 296 rectifié de M. Aimé Kergueris (exonération des charges sociales patronales réservée aux armateurs dont le personnel bénéficie des assurances sociales des marins français) (p. 2342) : retiré (p. 2344)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 154 de M. Jean Gaubert (rapatriement des marins malades ; prise en charge des frais) (p. 2347)

Article 12 (conditions d'engagement, d'emploi, de travail, de vie et de rémunération applicables à bord des navires)

Son amendement n° 92 (p. 2347)

Son intervention (p. 2348)

Son sous-amendement oral à l'adt n° 49 rectifié de la commission (p. 2348)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son intervention (p. 2351 et s.)

Article 15 (temps de travail et de repos du personnel navigant)

Son amendement n° 93 (p. 2353)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)
Son amendement n° 94 (p. 2354)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)
Son amendement n° 96 (p. 2357)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 98 de M. Jean Gaubert (rapport au Parlement sur les moyens des services de l'inspection du travail maritime pour faire face aux contrôles engendrés par la création du Registre international français) (p. 2358)

Article 27 (sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi)

Son intervention (p. 2358)

Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)

Son intervention (p. 2360)

Seconde délibération

Article 31 (prélèvement sur le produit brut des jeux)

Son intervention (p. 2361)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 149 de la commission (généralisation du rappel à la réglementation afin d'améliorer les relations entre les PME et l'administration) (p. 4362)

Brigitte LE BRETHON

*Calvados (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2192 visant à autoriser le maire à donner délégation de signature aux responsables de service de la commune [23 mars 2005]

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9155)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9478)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 9478)

Défense : Direction générale de la sécurité extérieure : effectifs (p. 9479)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9478)

Défense : porte-avions : coopération économique (p. 9479)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9478)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11019)

Thèmes :

Défense : professionnalisation (p. 11019)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11019)

Femmes : égalité professionnelle : militaires et assimilés (p. 11019)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)*Article 4 (liberté de conscience, d'opinion, d'expression et d'information)*

Son intervention (p. 11033)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son intervention (p. 11039)

Article 19 (hiérarchie et grades militaires)

Son intervention (p. 11067)

Article 45 (positions statutaires des militaires)

Son intervention (p. 11075)

Projet de loi n° 1549 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2060)

Son intervention (p. 2062)

Thèmes :

Commerce extérieur : douanes (p. 2063)

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages (p. 2062)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 2062 et s.)

Etrangers : immigration clandestine (p. 2063)

Gendarmerie : gendarmerie maritime (p. 2063)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2232)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2233)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2233)

Union européenne : directives : services (p. 2232)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)*Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)*

Son intervention (p. 2322)

Robert LECOUC*Hérault (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520) (n° 2054) [9 février 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final, E 2520) (n° 2096) [9 février 2005]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au service dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final, E 2520) (n° 2048) [9 février 2005]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔTRapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les propositions de résolution (n° 2054) de Mme Anne-Marie Comparini, rapporteure de la délégation pour l'Union européenne, (n° 2048) de M. Jean-Marc Ayrault et (n° 2096) de M. Léonce Deprez, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520) [1^{er} mars 2005] (n° 2111)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Voie. Autoroutes. Désenclavement, Massif Central [26 janvier 2005] (p. 372)

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [23 mars 2005] (p. 2302)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7606)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 7606)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7606 et s.)

Chasse et pêche : chasse (p. 7607)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7606)

Secteur public : services publics (p. 7606 et s.)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 7606)

Union européenne : élargissement (p. 7606)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)*Après l'article 38*

Son amendement n° 30 (assouplissement des conditions d'ouverture des cabinets secondaires) (p. 7844) : retiré (p. 7845)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9611)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9611)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 9612)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9611)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)*Procédure des questions :*

Patrimoine culturel : décentralisation (p. 8781)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)*Procédure des questions :*

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9277)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)*

Son intervention (p. 10293)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 93)

Thème :

Postes : La Poste (p. 94)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2018)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2019)

Politiques communautaires : directives : services (p. 2019)

Santé : santé publique (p. 2019)

Services (p. 2018)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2019)

Union européenne : constitution européenne (p. 2020)

Discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2038)*Article unique (directive relative à la création d'un marché intérieur des services)*

Son intervention (p. 2038 et s.)

Son amendement n° 6 (champ d'application : services d'intérêt économique général ; exclusion) : adopté (p. 2039)

Son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 2040)

Son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 2040)

Jean-Yves LE DÉAUT*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Président de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004] (p. 17778)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la place des biotechnologies en France et en Europe [27 janvier 2005] (n° 2046)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur (p. 8942)

Entreprises : recherche et développement (p. 8941)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 8941)

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8941 et s.)

Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10203)

Son intervention (p. 10207)

Thèmes :

Agroalimentaire (p. 10207)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10208 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis : recherche (p. 10208 et s.)

Recherche (p. 10208)

Santé : santé publique (p. 10208)

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10212)*Avant le titre Ier*

Intervient sur l'ad n° 1 de M. François Brottes (gratuité, bénévolat et anonymat des dons des matières issues du corps humain) (p. 10212)

Son intervention (p. 10212)

Article 5 (coordination)

Intervient sur l'ad t n° 2 de M. Jean-Claude Lefort (champ d'application ; exclusions ; éléments du corps humain, variétés végétales et races animales) (p. 10214)

Article 6 (étendue de la protection garantie par le brevet)
Son intervention (p. 10215)

Article 7 (dérogrations à la protection garantie par le brevet : privilèges de l'agriculteur, de l'éleveur et du sélectionneur)
Son intervention (p. 10216)

Article 8 (licences obligatoires en cas de dépendance d'une obtention végétale à l'égard d'un brevet)
Son intervention (p. 10218)
Ses explications de vote (p. 10218)
Vote pour du groupe socialiste (p. 10219)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)
Son intervention (p. 2562)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad t n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2568)

Son sous-amendement n° 509 (application dans le temps) à l'ad t n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (p. 2568) : rejeté (p. 2569)

Jean-Yves LE DRIAN

Morbihan (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9479)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Direction des chantiers navals (p. 9479 et s.)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9480)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-ad t n° 41 de Mme Marylise Lebranchu (respect du statut constitutionnel de la langue française) à l'ad t n° 12 de M. Marc Le Fur (p. 417 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 418)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)
Son amendement n° 158 (p. 2264)

Article 2 (champ d'application du registre international français)
Son amendement n° 163 (p. 2266)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)
Son amendement n° 168 (p. 2269)

Après l'article 3

Son amendement n° 264 (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)
Son amendement n° 173 (p. 2310)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)
Son amendement n° 198 (p. 2350)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigants)
Ses amendements n°s 208 et 213 (p. 2355)

Michel LEFAIT

Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1004, posée le 18 janvier 2005. Enseignement technique et professionnel. Lycée professionnel (J.O. Questions p.421). Appelée le 18 janvier 2005. Sections électronique et électroménager, maintien, Saint-Omer (p. 14)

Jean-Claude LEFORT

Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique en vue de lutter contre l'usage et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (n° 1857) [10 novembre 2004]

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 17 février 2005] (p. 2727)

DÉPÔT

Proposition de loi organique n° 2463 visant à rendre incompatible la nomination au poste de ministre de tout citoyen n'ayant pas cessé depuis trois ans auparavant une activité professionnelle marquée par des objectifs et des missions portant atteinte aux intérêts fondamentaux du pays [11 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

Services. Entreprises. Politiques communautaires [1^{er} décembre 2004] (p. 10333)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1260, posée le 21 juin 2005. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 6145). Appelée le 21 juin 2005. Maintien hôpital Jean-Rostand, Ivry (p. 3786)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8455 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AFFAIRES ETRANGERES****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)**

Son intervention (p. 9367)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9368)

Pays étrangers : Palestine (p. 9368)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9369)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 9368)

Procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement (p. 9391)

Projet de loi n° 1884 relatif à la protection des inventions biotechnologiques**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10203)**

Son intervention (p. 10210)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10211)

Propriété intellectuelle (p. 10211)

Union européenne : directives : propriété intellectuelle (p. 10210)

Discussion des articles [29 novembre 2004] (p. 10212)**Article 5 (coordination)**

Son amendement n° 2 (champ d'application ; exclusions ; éléments du corps humain, variétés végétales et races animales) (p. 10213)

Article 6 (étendue de la protection garantie par le brevet)

Son intervention (p. 10216)

Article 7 (déroptions à la protection garantie par le brevet : privilèges de l'agriculteur, de l'éleveur et du sélectionneur)

Son intervention (p. 10217)

Article 8 (licences obligatoires en cas de dépendance d'une obtention végétale à l'égard d'un brevet)

Son intervention (p. 10218)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10219)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)****Après l'article 16**

Intervient sur l'adt n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10728)

Intervient sur l'adt n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10728)

Jean-Marc LEFRANC

*Calvados (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Aquaculture et pêche professionnelle. Coquilles Saint-Jacques. Arrêtés d'interdiction, Normandie, conséquences [24 novembre 2004] (p. 9982)

Marc LE FUR

*Côtes-d'Armor (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Cesse d'appartenir à la Commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 28 janvier 2005] (p. 1525)

Rapporteur pour avis du projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [13 juillet 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) ; annexe n° 26 : Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales (sécurité intérieure, gendarmerie et administration générale et territoriale) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2269 relative au versement de l'allocation logement [14 avril 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 4, 6, 12, 18, 20, 24 et 29 du projet de loi d'orientation agricole (n° 2341) [29 septembre 2005] (n° 2548)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agroalimentaire. Entreprises. Développement, aides de l'Etat
[26 octobre 2004] (p. 8495)

Emploi. Jeunes. Emplois saisonniers, développement
[22 mars 2005] (p. 2218)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son amendement n° 757 (p. 7856)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7729)

Thèmes :

Commerce extérieur : importations : agroalimentaire (p. 7729)

Entreprises : délocalisations (p. 7729)

Politiques communautaires : pays associés : MERCOSUR (p. 7729)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 6 (neutralisation des conséquences fiscales de la mensualisation du paiement des pensions des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 8268 et s.)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8287 et s.)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 495 (p. 8404)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT**

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9087)

Thème avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution : Bretagne (p. 9088)

Procédure des questions :

Élevage : haras (p. 9114)

Retraites : régime agricole (p. 9118)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad n° 58 rectifié de la commission des finances (équarrissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9121)

CULTURE ET COMMUNICATION**I - CULTURE**

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : musique : impôts et taxes (p. 8782)

Patrimoine culturel : monuments classés (p. 8782)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE**

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Sécurité routière : radars : coût (p. 9346)

Voirie : routes nationales : Bretagne (p. 9344)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8806)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8806)

Elections et référendums : référendums : constitution européenne (p. 8808)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8809)

Ordre public : moyens (p. 8807)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : effectifs (p. 8806)

Sécurité publique : sécurité civile : crédits budgétaires (p. 8808)

Sécurité routière : contraventions : amendes (p. 8808)

Sécurité routière : lutte contre la violence routière (p. 8807)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8862)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 8862 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 64 (exonération des rémunérations versées aux jeunes au titre d'activités exercées à l'occasion des congés scolaires ou universitaires)

Son intervention (p. 9837 et s.)

Avant l'article 70

Son amendement n° 255 (déclaration d'impôt sur le revenu : justificatifs pour des réductions d'impôt - dispense de production) : rejeté (p. 9870)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Après l'article unique

Son amendement n° 20 (dépenses fiscales : création par les seules lois de finances) (p. 9810) : rejeté (p. 9811)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10731)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10738)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10888)

Thèmes :

Sécurité routière : radars : recettes (p. 10889)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 10888 et s.)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 2

Son amendement n° 112 (agriculteurs - taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel : réduction du tarif) : retiré (p. 10906)

Article 3 (modalités de perception en 2004 de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA -)

Son intervention (p. 10906)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 215 de M. Louis Giscard d'Estaing (taxe pour le développement de la formation professionnelle dans le bâtiment et les travaux publics) (p. 10912)

Article 28 (reconduction de la dispense de production des reçus fiscaux relatifs aux dons et aux cotisations syndicales avec la déclaration des revenus en cas de télédéclaration)

Son amendement n° 96 rectifié (p. 10913)

Après l'article 28

Son amendement n° 114 rectifié (agriculteurs : délai d'option pour le régime d'imposition) (p. 10914) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10915)

Article 38 (aménagement du régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers)

Son amendement n° 113 (p. 10922)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 13 (respect des langues régionales) (p. 412) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 417)

Son amendement n° 12 (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 417) : rejeté (p. 418)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 930)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : aides maternelles (p. 931)

Famille : politique familiale (p. 931)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 930)

Professions sociales : aides familiales (p. 931)

Professions sociales : assistants maternels (p. 931)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 25

Son amendement n° 551 (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4436) : rejeté (p. 4437)

Après l'article 26

Son amendement n° 243 (contrôle des concentrations au sein de la grande distribution) (p. 4441) : retiré (p. 4442)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4469)

Son amendement n° 240 rectifié (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4467) : adopté (p. 4471)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son amendement n° 241 rectifié (p. 4490)

Son intervention (p. 4496)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son amendement n° 239 rectifié (p. 4501)

Après l'article 37

Son amendement n° 242 (harmonisation des modalités des soldes au plan national) (p. 4508) : retiré (p. 4509)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Président de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005] (p. 8246)

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 1^{er} juin 2005] (p. 9853)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Augustin Bonrepaux : rappelle que l'ordre du jour a été établi par la conférence des présidents mais juge pertinentes les observations présentées par M. Bonrepaux [5 octobre 2004] (p. 7474)

M. Yves Durand : renvoie M. Yves Durand à la décision de la Conférence des présidents sur l'ordre du jour [5 novembre 2004] (p. 8989)

Mme Muguette Jacquaint : rappelle l'utilité d'annoncer en séance les réunions de commission à venir [3 février 2005] (p. 697)

M. Maxime Gremetz : indique que l'absence du Gouvernement s'explique par la tenue au même moment du Conseil des ministres [17 mars 2005] (p. 2138)

M. Christian Bataille : renouvelle l'expression du droit : la présence du Gouvernement n'est pas indispensable lors de l'examen d'une proposition de résolution [17 mars 2005] (p. 2140)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Répond au rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux (cf. supra) [5 octobre 2004] (p. 7473)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 *decies* (répartition entre les départements des concours destinés au financement de la prestation de compensation et des dépenses relatives aux maisons départementales des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11429)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Répond au rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) (p. 697)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son intervention (p. 2141)

Répond aux rappels au règlement de M. Maxime Gremetz (p. 2138) et de M. Christian Bataille (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2139)

En qualité de Député

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [17 novembre 2004] (p. 9503)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dénonce les contrevérités des propos du Premier ministre sur le temps choisi, les heures supplémentaires et les négociations salariales dans les PME [7 février 2002] (p. 800)

Regrette que le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale ne soit pas intervenu plus tôt à l'ouverture du débat ; précise à son intention que les chiffres des créations d'emplois cités par lui-même sont de source officielle ; en appelle au dialogue social [2 février 2005] (p. 601)

Rappel au règlement de M. Patrick Ollier : fait observer à M. Ollier que les liens entre l'organisation du temps de travail et les avantages financiers accordés aux entreprises sont étroits ; constate que le ministre délégué aux relations du travail s'est exprimé sur le fond de cette question [3 février 2005] (p. 679)

Réclame des précisions de la part du Gouvernement sur le développement du compte épargne-temps et sa maîtrise [3 février 2005] (p. 711)

Souligne la gravité de la déclaration de M. Soisson considérant le Préambule de la Constitution de 1946 comme désuet et privilégiant, dans le monde du travail, les relations individuelles aux négociations collectives ; rappelle l'attachement de son groupe au progrès social et sa détermination à lutter contre la régression [7 février 2005] (p. 817)

Revient sur son différent avec M. Soisson sur l'individualisation des rapports entre le salarié et le chef d'entreprise ; rectifie sa précédente intervention concernant Thémistocle, et non Népomucène, Lestiboudois, biologiste et non filateur à Elbeuf [7 février 2005] (p. 829)

Rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : évoque les disparités juridiques selon la taille des entreprises, en particulier sur les travaux supplémentaires ; invite le Premier ministre à venir rectifier ses erreurs entre autres sur le principe du double accord du salarié et du chef d'entreprise [7 février 2005] (p. 836)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9989)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9990)

Emploi : chômage (p. 9990)

Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9989)

Emploi : jeunes (p. 9990)

Politique économique : libéralisme (p. 9990)

Politique sociale : généralités (p. 9989)

Politique sociale : inégalités (p. 9989)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10078 et s.)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10268)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10407)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10425)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)

Son intervention (p. 10428 et s.)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10431)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10447)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)

Son intervention (p. 11161)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 11162)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 11162)

Emploi : chômage (p. 11162)

Politique sociale : précarité (p. 11161)

Travail : droit du travail (p. 11162)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 *quater* (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11384 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 524) : rejetée (p. 535)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 621)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 601)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 525)

Emploi : politique de l'emploi (p. 526 et s., 621)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 524)

Entreprises : sous-traitance (p. 525)

Industrie : automobile (p. 525)

Politique sociale : fracture sociale (p. 527)

Politique sociale : pauvreté (p. 530)

Politique sociale : surendettement (p. 530)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 530)

Travail : conditions de travail (p. 530)

Travail : droit du travail (p. 527, 528)

Travail : durée du travail (p. 524 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 527)

Travail : négociations (p. 526 et s., 621)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 530)

Travail : salaires (p. 529 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 528)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 71 (fixation à 35 heures de la durée légale du temps de travail dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 626) : retiré (p. 627)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 632)

Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 632)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 636)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 643)

Intervient sur l'adt n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 643)

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié de Mme Martine Billard (heures supplémentaires ; fixation par accords d'entreprises ; suppression) (p. 644 et s.)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 652)

Intervient sur l'adt n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 655)

Son amendement n° 70 rectifié (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 653) : rejeté (p. 673)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 678)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Patrick Ollier (cf. supra) (p. 679)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 683)

Son amendement n° 72 (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 698) : rejeté (p. 700)

Son amendement n° 69 (commission nationale de la négociation collective ; organisation d'une négociation avec les partenaires sociaux sur l'application de la présente loi) (p. 700) : rejeté (p. 702)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 704 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 711)

Ses amendements n°s 73 et 76 (p. 713, 717)

Son amendement n° 78 (p. 720) : SCRUTIN PUBLIC (p. 722)

Ses amendements n°s 82, 79, 80, 81, 74, 122, 83, 84, 106 à 109, 150, 110 à 113, 108, 109, 115 à 117, 119 rectifié, 120, 123, 147, 148, 124, 149, 118, 121 (p. 731, 733 et s., 738 et s., 743 et s., 751, 753 et s., 755, 757, 762 et s., 768 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 144 (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; refus du salarié non constitutif d'une faute) (p. 775) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 776)

Son amendement n° 146 (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; droit du salarié au refus ; absence de motif de licenciement) (p. 776) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 777)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Ses amendements n°s 93 à 96 (p. 780 et s.)

Son amendement n° 97 (p. 782) : SCRUTIN PUBLIC (p. 783)

Son amendement n° 126 (p. 782) : SCRUTIN PUBLIC (p. 784)

Son amendement n° 125 (p. 784) : SCRUTIN PUBLIC (p. 785)

Ses amendements n°s 98, 102, 103, 99 et 100 (p. 785)

Son amendement n° 90 : SCRUTIN PUBLIC (p. 786)

Son amendement n° 104 : SCRUTIN PUBLIC (p. 787)

Son amendement n° 56 (p. 787) : SCRUTIN PUBLIC (p. 788)

Son amendement n° 57 : SCRUTIN PUBLIC (p. 788)

Ses amendements n°s 58 à 61, 89 et 62 (p. 789)

Son amendement n° 63 (p. 789) : SCRUTIN PUBLIC (p. 790)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2002] (p. 800)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 809 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 817)

Son amendement n° 64 (p. 834) : SCRUTIN PUBLIC (p. 837)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (cf. supra) (p. 835)

Son amendement n° 65 (p. 841)

Ses amendements n°s 1950, 1957, 1964, 1971, 1978, 1985, 1992, 1999, 2006, 2020, 2027, 2034 et 2041 précédemment réservés (p. 895)

Ses amendements n°s 1952, 1959, 1966, 1973, 1980, 1987, 1994, 2001, 2008, 2022, 2029, 2036 et 2043 précédemment réservés (p. 896)

Ses amendements n°s 1953, 1960, 1967, 1974, 1981, 1988, 1995, 2002, 2009, 2023, 2030, 2037 et 2044 précédemment réservés (p. 896)

Ses amendements n°s 740 à 742 et 1233 à 1235 précédemment réservés (p. 896)

Ses amendements n°s 743 à 745 et 1236 à 1238 précédemment réservés (p. 897)

Son amendement n° 67 précédemment réservé (p. 900)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 903)

Titre

Son amendement n° 91 (nouveau titre : "proposition de loi portant enfin réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise") (p. 913) : rejeté (p. 914)

Son amendement n° 92 (nouveau titre : "proposition de loi portant autoritaire réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise") (p. 913) : rejeté (p. 914)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2086) : rejetée (p. 2093)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2119)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2087, 2119)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2089)

Entreprises : bénéfiques (p. 2087)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2087)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2089)

Politique économique : libéralisme (p. 2088)

Travail : code du travail (p. 2088, 2119)

Travail : coût (p. 2087)

Travail : droit du travail (p. 2088)

Travail : durée du travail (p. 2086 et s.2119)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2088, 2089, 2119)
 Travail : licenciements (p. 2087)
 Travail : négociations (p. 2087)
 Travail : salaires (p. 2087)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 87 (protection des salariées enceintes) : rejeté (p. 2124)
 Son amendement n° 86 (accès prioritaire aux "heures choisies" pour les salariés à temps partiel) (p. 2126) : rejeté (p. 2127)
 Son amendement n° 88 (taux de majoration des heures complémentaires) : rejeté (p. 2146)
 Son amendement n° 76 (contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 2146) : rejeté (p. 2147)
 Son amendement n° 77 rectifié (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2147) : rejeté (p. 2148)
 Son amendement n° 85 (licenciement ; motifs ; recours des heures choisies ; exclusion) (p. 2148) : rejeté (p. 2149)
 Son amendement n° 73 (saisine de la commission nationale de la négociation collective) (p. 2157) : rejeté (p. 2159)
 Son amendement n° 74 (conférence sur l'emploi, les conditions et la durée du travail) (p. 2159) : retiré (p. 2160)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Ses amendements n°s 44, 45, 47, 49 à 51, 53, 55, 58 à 60, 63 à 65, 90 rectifié, 67, 70 rectifié, 71, 78, 72 (p. 2160, 2162 et s., 2165, 2167 et s., 2170 et s.)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Ses amendements n°s 79, 80 et 89 (p. 2173 et s., 2176)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1555)

Thèmes :

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1556)
 Entreprises : difficultés : salariés (p. 1556)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1555 et s.)
 Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1556)
 Entreprises : sous-traitance : grande distribution (p. 1555)
 Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 1557)
 Travail : code du travail (p. 1555)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1605)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1652)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Après l'article 3

Intervient sur l'adit n° 265 de M. Gilles Cocquempot (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2311 et s.)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2792)

Thèmes :

Transports par eau : transports maritimes : conditions de travail (p. 2792)
 Transports routiers : concurrence (p. 2792)
 Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2793)
 Transports routiers : transport de marchandises (p. 2793)
 Transports routiers : transporteurs (p. 2793)
 Travail : durée du travail (p. 2793)
 Travail : repos hebdomadaire (p. 2793)
 Travail : travail de nuit (p. 2793)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 282 de M. Jean-Marie Le Guen (pas de financement des politiques de solidarité par du travail non rémunéré) (p. 3125)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4094)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4094 et s.)
 Emploi : création d'emplois (p. 4094)
 Entreprises : bénéfiques (p. 4094)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4095)
 Politique sociale : inégalités (p. 4094 et s.)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4095)
 Travail : droit du travail (p. 4095)
 Travail : négociations (p. 4095)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Ses interventions (p. 4172, 4184, 4186)

Article 2 (durée de l'habilitation)

Son intervention (p. 4190)

Jacques LE GUEN

*Finistère (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité [J.O. du 8 janvier 2005] (p. 387)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2191 pour agir contre l'épidémie d'obésité [23 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2280 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la nature et la qualité des informations fournies par l'industrie pharmaceutique sur les médicaments et dispositifs médicaux aux pouvoirs publics, aux professionnels de santé et aux citoyens [2 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Fruits et légumes. Chou-fleur breton, soutien du marché [9 novembre 2004] (p. 9160)

Santé. Protection. Plans de santé publique, financement [23 novembre 2004] (p. 9915)

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Pratiques commerciales, enchères électroniques inversées, réglementation [8 février 2005] (p. 883)

Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [8 février 2005] (p. 884)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [23 juin 2005] (p. 3866)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1218, posée le 3 mai 2005. Aménagement du territoire. Pays (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Mise en place, réglementation (p. 3030)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7881 et s.)

Ses amendements n°s 371 et 408 rectifié (p. 7887 et s.)

Après l'article 11 F

Intervient sur l'ad t n° 755 de M. Jean Dionis du Séjour (exonération des cotisations sociales patronales des entreprises agricoles ; employés saisonniers) (p. 7983)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 30 (réforme de la dotation globale de fonctionnement -DGF- des groupements de communes)

Son intervention (p. 8422)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE**

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Handicapés : établissements (p. 9283)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9444)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4070)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4070, 4071)

Emploi : chômage (p. 4071)

Emploi : création d'emplois (p. 4071)

Emploi : jeunes (p. 4070)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4411)

Jean-Marie LE GUEN

Paris (9^{ème} circonscription)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18129)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Coprésident de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 23 décembre 2004] (p. 21845)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2518 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le dispositif français et la coopération internationale contre la grippe aviaire dans notre pays, de préparation des pouvoirs publics et de l'ensemble de notre système de santé pour faire face à une pandémie grippale [9 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Politique de la santé. Perspectives [20 octobre 2004] (p. 8139)

Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Médecins spécialistes. Nomenclature des actes [14 décembre 2004] (p. 10991)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Dénonce la surdité sociale du Gouvernement et de la majorité parlementaire qui, pour faire plaisir à la fraction la plus libérale de son électorat, remet en cause les droits des salariés, en présentant une simple consultation comme une négociation véritable et contribue ainsi à la dégradation d'un climat social déjà tendu [7 février 2005] (p. 804)

Souhaite connaître les raisons pour lesquelles l'ordre du jour est totalement réorganisé par la réserve de nombreux amendements [7 février 2005] (p. 817)

Demande à nouveau que le Premier ministre prenne la parole devant l'Assemblée nationale, plutôt qu'à la radio, montrant ainsi qu'il ne méprise pas le Parlement [7 février 2005] (p. 819)

Proteste contre la confusion qui résulte de la saisine de plusieurs commissions : certains amendements, adoptés notamment par la commission des affaires culturelles, seraient satisfaisants par d'autres amendements, sans que l'on sache lesquels [4 mai 2005] (p. 3131)

Proteste contre le retrait, par le rapporteur, d'un amendement adopté à l'unanimité par la commission, sans que son auteur puisse s'exprimer [4 mai 2005] (p. 3151)

DÉBATS

Projet de loi n  1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 38

Intervient sur l'ad t n  626 rectifié de M. François Brottes (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7845)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 7847 et s.)

Article 39 bis (soutien   la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7852)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7866)

Son amendement n  554 : SCRUTIN PUBLIC (p. 7871)

Déclaration du Gouvernement n  1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7955)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7955)

Union européenne :  largissement : Turquie (p. 7955)

Projet de loi de finances n  1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8187)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8187)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 8188)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8188)

Sécurité sociale : déficit : report (p. 8187 et s.)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8187 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9252)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : fonctionnement (p. 9252)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9253)

Etrangers : aide médicale d'Etat (AME) (p. 9253)

Santé : cancer (p. 9253)

Santé : politique de la santé (p. 9252, 9253)

Projet de loi n  1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Soutien l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8519) : rejetée (p. 8534)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8545)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8605)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8525)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 8525)

Contributions indirectes : tabac (p. 8521)

Drogue : toxicomanie (p. 8521)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8520, 8528)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8524, 8528, 8605)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 8525, 8528)

Politique sociale : généralités : libéralisme (p. 8526)

Politique sociale : inégalités (p. 8520 et s., 8605)

Préretraites : accès (p. 8527)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 8522)

Produits dangereux : amiante (p. 8527)

Professions de santé : médecins (p. 8530)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 8527)

Santé : accès aux soins (p. 8526)

Santé : alcoolisme (p. 8521)

Santé : obésité (p. 8521)

Santé : politique de la santé (p. 8521, 8605)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 8522)

Sécurité sociale : caisses (p. 8520, 8522, 8528)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8523)

Sécurité sociale : déficit (p. 8519, 8545)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8520 et s., 8545, 8605, 8606)

Sécurité sociale : financement (p. 8519 et s.)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 8523)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 8524, 8529)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n  31 de la commission des finances (contrôle de la gestion hospitalière par la Cour des comptes) (p. 8613)

Intervient sur l'ad t n  2 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les compensations de pertes de recettes de la sécurité sociale) (p. 8614)

Intervient sur l'ad t n  3 rectifié de la commission (fonctionnement du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 8614)

Intervient sur l'ad t n  181 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le fonctionnement du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8617)

Avant l'article 2

Son amendement n  138 (taxe sur les tabacs en faveur du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8624) : rejeté (p. 8625)

Son amendement n° 137 (affectation de la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8624) : rejeté (p. 8625)

Son amendement n° 135 (affectation des taxes sur les alcools dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8624) : rejeté (p. 8625)

Son amendement n° 136 (affectation des taxes sur les tabacs dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8624) : rejeté (p. 8625)

Son amendement n° 139 (rapport au Parlement sur l'affectation des droits sur l'alcool et sur le tabac) (p. 8624) : rejeté (p. 8625)

Article 2 (assujettissement des institutions financières à la contribution sociale des sociétés)
Son intervention (p. 8626)

Après l'article 2
Intervient sur l'ad n° 35 rectifié de la commission des finances (prix des tabacs à rouler) (p. 8627)
Intervient sur l'ad n° 33 rectifié de la commission des finances (prérogatives des caisses d'assurance maladie) (p. 8628)
Intervient sur l'ad n° 104 de M. Alain Claeys (remboursement de la dette sociale) (p. 8629)
Intervient sur l'ad n° 105 de M. Alain Claeys (abrogation de dispositions relatives à la contribution sociale généralisée) (p. 8629)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)
Son intervention (p. 8636 et s.)

Après l'article 5
Son amendement n° 143 (montant du forfait hospitalier) (p. 8645) : rejeté (p. 8646)
Son amendement n° 144 (rapport au Parlement sur les déremboursements) : rejeté (p. 8646)
Son amendement n° 145 (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre du plan cancer) : rejeté (p. 8646)

Article 6 (tarification à l'activité)
Son intervention (p. 8650 et s.)
Ses amendements n°s 147 à 149 (p. 8655, 8657)

Avant l'article 6
Son amendement n° 176 précédemment réservé (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8658) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8664)
Son amendement n° 175 précédemment réservé (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8659) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 8665)
Intervient sur l'ad n° 124 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8667)
Intervient sur l'ad n° 125 précédemment réservé de Mme Martine Billard (médecins spécialistes : conventionnement et dépassement d'honoraires) (p. 8667)
Intervient sur l'ad n° 123 précédemment réservé de Mme Martine Billard (choix d'un médecin spécialiste référent) (p. 8667)

Après l'article 6
Son amendement n° 153 (dotation nationale de financement des missions de service public) : rejeté (p. 8669)
Son amendement n° 151 (négociation sur les conditions d'application de la tarification à l'activité) : rejeté (p. 8669)
Son amendement n° 150 (rapport au Parlement sur la prise en charge du nouveau matériel de soin du diabète) : rejeté (p. 8669)

Après l'article 7
Son amendement n° 154 (conférence nationale sur la politique du médicament) : rejeté (p. 8670)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP-)
Son intervention (p. 8672)

Article 10 précédemment réservé (fongibilité entre les différentes enveloppes de l'ONDAM)
Son amendement n° 155 (p. 8685)

Après l'article 11
Intervient sur l'ad n° 75 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (demande d'inscription des médicaments sur la liste des produits remboursables) (p. 8687)
Intervient sur l'ad n° 76 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (retrait des médicaments inefficaces) (p. 8688)
Intervient sur l'ad n° 77 précédemment réservé de Mme Jacqueline Fraysse (procédure d'inscription accélérée pour les médicaments innovants et d'utilité incontestable pour la santé publique) (p. 8690)

Après l'article 12

Son amendement n° 157 précédemment réservé (Conférence nationale sur la profession médicale) (p. 8691) : rejeté (p. 8692)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son amendement n° 158 (p. 8692)

Après l'article 13

Son amendement n° 159 précédemment réservé (rapport de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux) (p. 8693) : rejeté (p. 8694)

Article 15 précédemment réservé (participation de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de prophylaxie et de traitement nécessaires en cas de menace sanitaire grave)

Son intervention (p. 8696)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 45 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (indemnités journalières : contrôle) (p. 8698)

Intervient sur l'ad n° 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : réglementation) (p. 8701)

Intervient sur l'ad n° 42 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (contribution forfaitaire du malade par acte : conditions d'application) (p. 8702)

Avant l'article 19

Son amendement n° 160 précédemment réservé (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707) : rejeté (p. 8708)

Son amendement n° 161 précédemment réservé (rapport au Parlement sur la création d'une Agence nationale de la santé au travail) (p. 8707) : rejeté (p. 8708)

Article 19 précédemment réservé (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante -FIVA)

Son intervention (p. 8708)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante -FCAATA-)

Son intervention (p. 8709)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)**

Son intervention (p. 10390)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 10391)

Assurance maladie maternité : généralités : dépenses (p. 10390)

Entreprises : allègement des charges (p. 10391)

Etat : responsabilités (p. 10391)

Sécurité sociale : dépenses (p. 10390)

Discussion des articles [2 décembre 2004] (p. 10393)

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (critères d'identification des médecins) (p. 10393)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)**

Son intervention (p. 10156)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10156, 10157)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10156)

Professions de santé : déontologie (p. 10156)

Santé : fin de vie (p. 10156)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)**Article 1er (interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)**

Son intervention (p. 10178)

Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)

Son intervention (p. 10179)
Article 5 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne consciente en fin de vie)
 Son intervention (p. 10183)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 804)
Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)
 Son intervention (p. 814)
 Ses rappels au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 817, 819)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)
 Son intervention (p. 1312)
Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)
 Son intervention (p. 1372 et s.)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)
 Son intervention (p. 2845)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3061) : rejetée (p. 3080)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3119)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 3061)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 3061, 3069.)
 Personnes âgées : établissements d'accueil : contrats emplois-jeunes (p. 3069)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3062)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 3068)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3062)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 3066)
 Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 3062)
 Sécurité sociale : loi de financement : contrôle parlementaire (p. 3067)
 Sécurité sociale : loi de financement : histoire (p. 3063)
 Sécurité sociale : maîtrise des dépenses : maîtrise médicalisée (p. 3064)
 Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3064, 3068)
 Sécurité sociale : protection sociale (p. 3065)
 Sécurité sociale : tarification à l'activité (T2A) (p. 3070)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 281 de M. Philippe Martin ("journée de solidarité" - lundi de Pentecôte - travail non rémunéré - abrogation) (p. 3123)
 Son amendement n° 282 (pas de financement des politiques de solidarité par du travail non rémunéré) (p. 3123) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3125)
 Son amendement n° 284 (réduction ou exonération de cotisations - étude d'impact obligatoire sur les finances de la sécurité sociale - avis des caisses nationales) (p. 3127) : rejeté (p. 3128)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3129, 3148, 3203)
 Ses amendements n° 222 et 224 (p. 3130)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [4 mai 2005] (p. 3131)
 Reprend l'ad n° 211, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 3148)
 Son amendement n° 229 (p. 3150)
 Son rappel au règlement (cf. supra) [4 mai 2005] (p. 3151)
 Ses amendements n° 259, 260 rectifiés, 254, 255, 262, 263, 244, 245, 264 rectifié, 256, 269, 266, 267 (p. 3154 et s., 3156 et s., 3159 et s., 3163 et s., 3169, 3172)
 Ses sous-amendements n° 270 et 271 à l'ad n° 121 de la commission des finances (p. 3173)
 Ses amendements n° 272 et 275 (p. 3203, 3212)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 279 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3215)
 Son amendement n° 280 (projet de loi de règlement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 3215)
 Son amendement n° 278 (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3215) : rejeté (p. 3216)
 Son amendement n° 277 (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) : rejeté (p. 3216)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3219 et s.)
 Ses amendements n° 247 à 251 rectifiés, 233, 234, 238 et 239 (p. 3221 et s., 3223, 3225, 3229, 3232)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 241 de M. Gérard Bapt (information et contrôle du Parlement sur les décrets d'élargissement des limites des découverts temporaires) (p. 3234)
 Intervient sur l'ad n° 164 rectifié de la commission des finances (débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 3235)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 3432)
 Son amendement n° 242 (p. 3432)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 243 (p. 3433)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 28, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (obligation de réponse aux questions d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3434)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 83 deuxième rectification de la commission (suivi infra annuel de l'apurement des créances détenues par la sécurité sociale sur l'Etat) (p. 3436)
 Intervient sur l'ad n° 174 de la commission des finances (date de transmission par les caisses nationales d'assurance maladie des propositions relatives à l'évolution de leurs charges et produits) (p. 3437)
 Intervient sur l'ad n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3437)
 Son sous-amendement n° 318 (délai réduit à un mois) à l'ad n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (p. 3437) : rejeté (p. 3438)

Reprend l'adt n° 87 de la commission (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 3440) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3444)

Son sous-amendement n° 252 (délai ramené au 1er janvier 2005) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439) : rejeté (p. 3442)

Son sous-amendement n° 253 (délai ramené au 1er janvier 2006) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439) : rejeté (p. 3442)

Intervient sur l'adt n° 306 rectifié de la commission (modalités d'amortissement de la dette sociale) (p. 3443)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 3445)

Ses observations : constate qu'une augmentation mécanique du CRDS à partir de 2007 vient d'être votée et que la commission des comptes de la sécurité sociale se tiendra dorénavant en juin. Il regrette que le Gouvernement n'ait pas accepté les amendements du rapporteur pour avis de la commission des finances qui auraient clarifié la présentation des comptes. Il souhaite disposer avant la deuxième lecture d'un état précis des différents comptes [12 mai 2005] (p. 3445)

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Ses explications de vote (p. 3546)

Vote contre du groupe socialiste (p. 3546)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3629 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4228)

Son intervention (p. 4249)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4260) : rejetée (p. 4270)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4261 et s.)

Entreprises : création (p. 4261)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4228)

Environnement : protection : hyper marchés (p. 4264)

Formation professionnelle (p. 4260)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4252)

Politique économique : mondialisation (p. 4262)

Recherche (p. 4260)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 138 rectifié de la commission des finances (déduction des charges de personnel pour certains professionnels passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 4369)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Gérard Bapt (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4429)

Avant l'article 26

Son amendement n° 67 (seuil minimum d'achat des fruits et légumes par la grande distribution) (p. 4440) : retiré (p. 4441)

Son amendement n° 68 (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440) : retiré (p. 4441)

Son amendement n° 69 (mise en valeur des produits alimentaires par la grande distribution et réglementation de la publicité) (p. 4440) : retiré (p. 4441)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié de M. Marc Le Fur (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4470)

Intervient sur l'adt n° 555 de M. Jean Dionis du Séjour (obligation de payer les fournisseurs de produits alimentaires dans un délai de trente jours) (p. 4470)

Intervient sur l'adt n° 248 de M. Dominique Richard (code de l'industrie cinématographique : versement des droits aux auteurs de DVD) (p. 4472)

Après l'article 45 A

Son amendement n° 531 (interdiction de la facturation du temps d'attente par les professionnels lors des appels téléphoniques à leur service après-vente) (p. 4528) : rejeté (p. 4529)

Son amendement n° 532 (encadrement des frais de résiliation des contrats de communications électroniques) : rejeté (p. 4531)

Michel LEJEUNE

Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Apprentissage. Développement, perspectives [13 avril 2005] (p. 2909)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9084)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9085)

Agriculture : pollution (p. 9084)

Assurances (p. 9084)

Elevage : bâtiments (p. 9084)

Elevage : équidés (p. 9084)

Recherche (p. 9084)

Retraites : régime agricole (p. 9084)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8887)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8888)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8888)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 8887)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232); [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330); [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446); [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 27 (*Maison départementale des personnes handicapées*)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Pierre LELLOUCHE

*Paris (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2002 visant à restaurer les compétences de l'exécutif en matière de violation de l'ordre public républicain par des médias audiovisuels [21 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Chaîne Al-Manar, diffusion, interdiction [30 novembre 2004] (p. 10254)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7955)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7956)
Politique extérieure : coopération culturelle : Turquie (p. 7957)
Union européenne : élargissement (p. 7956)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7955 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106); [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173); [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8192)

Thèmes :

Donations et successions (p. 8193)
Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fiscalité de l'épargne (p. 8193)
Entreprises : allègement des charges (p. 8193)
Etat : réforme (p. 8193)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8193)
Finances publiques : dette publique (p. 8193)
Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8193)
Logement : logement social (p. 8193)
Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8193)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (*allègement des droits de succession*)

Son amendement n° 233 (p. 8304)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3512)

Thèmes :

Baux : Commission nationale de concertation (p. 3513)
Baux : locataires : protection sociale (p. 3514)
Baux : locataires : ventes à la découpe (p. 3512)
Logement : mixité sociale : Paris (p. 3514)
Logement : politique du logement : Paris (p. 3513)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Dominique LE MÈNER

*Sarthe (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur de la proposition de résolution sur le troisième paquet ferroviaire (documents E 2535, E 2536, E 2537 et E 2696) (n° 1887) [15 décembre 2004]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1905 tendant à créer un statut de l'élu associatif [4 novembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 1887) de M. Christian Philip sur le troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537 et E 2696) [15 février 2005] (n° 2097)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession [2 mars 2005] (p. 1536)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1047, posée le 1^{er} février 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 886). Appelée le 1^{er} février 2005. Construction, calendrier, Coullaines (p. 494)

n° 1262, posée le 21 juin 2005. Animaux. Protection (J.O. Questions p. 6146). Appelée le 21 juin 2005. Poteaux téléphoniques, obturation, perspectives (p. 3783)

Jean LEMIERE
Manche (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Rapporteur de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005] (p. 8246)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2091 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les facteurs risques et les conséquences juridiques, sanitaires, politiques, sociales et économiques de l'exposition professionnelle à l'amiante [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Missions, perspectives [8 février 2005] (p. 879)

DÉBATS

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11137)

Son intervention (p. 11143)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11137)

Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11144)

Défense : indépendance nationale (p. 11144)

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : défense (p. 11144)

Pays étrangers : Asie : construction navale (p. 11137, 11143)

Pays étrangers : Etats-Unis : construction navale (p. 11137, 11144)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11144)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié du Gouvernement (actionnariat en cas de cession minoritaire des titres de l'entreprise pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11151)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n° 667 (p. 11434)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 17

Son amendement n° 342 (informations relatives à l'identité, l'adresse et la dénomination sociale du vendeur pour tout bail d'une durée au plus égale à deux ans) : retiré (p. 4395)

Son amendement n° 339 (formalités imposées aux particuliers souhaitant participer aux ventes au déballage) : adopté (p. 4395)

Son amendement n° 340 (adaptation de la sanction au délit) (p. 4395) : retiré (p. 4396)

Son amendement n° 341 (suppression de l'article 321-8 du code pénal) : retiré (p. 4396)

Avant l'article 26

Son amendement n° 343 (suppression des promotions sauvages et de leur publicité) (p. 4438) : retiré (p. 4439)

Après l'article 47 ter

Ses amendements n°s 346, 344 et 345 (encadrement du travail dominical) (p. 4537) : retirés (p. 4538)

Après l'article 47 quater

Son amendement n° 347 rectifié (fixation d'une date nationale pour les soldes) : retiré (p. 4539)

Jean-Claude LEMOINE

Manche (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 4 février 2005] (p. 1918)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [3 février 2005] (n° 2057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7583)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 7583 et s.)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7583)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 54 BA (agrément des fédérations de chasse au titre de la protection de l'environnement)

Son intervention (p. 7774)

Article 54 B (participation des chasseurs au développement des activités économiques et écologiques des milieux naturels)

Son intervention (p. 7775)

Après l'article 54 C

Intervient sur l'adt n° 134 de la commission (autorisation des chasses sans capture de gibier) (p. 7775)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'adt n° 409 rectifié de M. Maxime Gremetz (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 512 rectifié de M. Charles de Courson (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 373 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 828 du Gouvernement (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7777)

Son amendement n° 373 rectifié (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776) : rejeté (p. 7777)

Article 54 H (dispositions diverses relatives au permis de chasse)

Son intervention (p. 7777)

Après l'article 54 H

Intervient sur l'adt n° 137 de la commission (revenu foncier imposable ; éléments constitutifs ; location du droit de chasse ; exclusion) (p. 7777)

Intervient sur l'adt n° 138 de la commission (revenu foncier imposable ; location du droit de chasse ; produit virtuel ; exclusion) (p. 7777)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage -ONCFS)

Son intervention (p. 7779)

Après l'article 55 bis

Intervient sur l'adt n° 779 du Gouvernement (services de l'Office national de la chasse dirigés par un directeur général nommé par décret) (p. 7780)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'adt n° 411 rectifié de M. Maxime Gremetz (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Intervient sur l'adt n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Après l'article 55 quater

Intervient sur l'adt n° 451 de M. Thierry Mariani (gestion d'un fonds scientifique par la Fédération nationale de la chasse) (p. 7782)

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de M. François Guillaume (associations privées de chasse) (p. 7782)

Son amendement n° 809 (statut des réserves de chasse) (p. 7782) : retiré (p. 7783)

Article 55 quinques (condition de validité du permis de chasser)

Son intervention (p. 7783)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 7784 et s.)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7786 et s.)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7800 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7810 et s.)

Intervient sur l'adt n° 148 rectifié de la commission (missions des lieutenants de louveterie) (p. 7814)

Intervient sur le sous-adt n° 817 du Gouvernement (modalités de consultation des lieutenants de louveterie) à l'adt n° 148 rectifié de la commission (p. 7814)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7814)

Intervient sur l'adt n° 150 rectifié de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 7816)

Article 58 bis (plans de gestion cynégétique)

Son intervention (p. 7817)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7817 et s.)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Maxime Gremetz (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7820)

Intervient sur l'adt n° 563 de M. Charles de Courson (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7820)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 790 du Gouvernement (clarification rédactionnelle) (p. 7820)

Après l'article 60 bis

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Antoine Herth (évaluation des dégâts de chasse après récolte) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Antoine Herth (contre-estimation en cas de désaccord) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Antoine Herth (cas d'intervention des fonds départementaux d'indemnisation des dommages) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Antoine Herth (indemnisation des dégâts causés par les sangliers ; droit local d'Alsace-Moselle) (p. 7822)

Après l'article 61

Intervient sur l'adt n° 152 de la commission (garde-chasse particuliers ; constatation des infractions) (p. 7822)

Intervient sur l'adt n° 153 rectifié de la commission (régime d'autorisation des ventes d'armes) (p. 7823)

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Germinal Peiro (composition des CDESI) (p. 7824)

Intervient sur l'adt n° 575 de M. Germinal Peiro (titre supplémentaire regroupant les dispositions relatives aux espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 7824)

Avant l'article 38

Intervient sur l'adt n° 623 de M. François Brottes (fiscalité directe locale ; incitation au développement de services de santé ; compensation par la dotation globale de fonctionnement) (p. 7841)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son intervention (p. 7843)

Après l'article 38

Intervient sur l'adt n° 626 rectifié de M. François Brottes (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7845)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Christian Ménard (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7846)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7852)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention des rapporteurs (p. 1011)

Thème :

Chasse et pêche : chasse (p. 1011 et s.)

Jacques LE NAY
Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur la réforme des contrats de plan Etat-régions [12 octobre 2004] (n° 1836)

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XIV : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (aménagement du territoire) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement. Construction. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1834)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
 Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9740)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : crédits (p. 9740)
- Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9740)
- Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9740)
- Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9740)
- Union européenne : fonds structurels (p. 9740)
- Urbanisme : opérations d'aménagement : droit (p. 9740)

Guy LENGAGNE
Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (n° 2154) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord (n° 2336) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la Turquie et l'Union européenne [5 octobre 2004] (n° 1834)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (n° 2154) [11 mai 2005] (n° 2301)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2336), autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord [22 juin 2005] (n° 2411)

Jean-Claude LENOIR
Orne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. EDF. Implantation en Italie [10 mai 2005] (p. 3270)

DÉBATS

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2385)

Thèmes :

- Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2386)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2385)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 2386)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3403)

Thèmes :

- Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3403)
- Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3403)
- Politique sociale (p. 3403)
- Union européenne : constitution européenne (p. 3404)
- Ses explications de vote (p. 3409)
- Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3409)

Gérard LÉONARD

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Rapporteur de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (n° 1961) [8 décembre 2004]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome I : Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales (sécurité intérieure) (n° 1868) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les réserves [2 novembre 2004] (n° 1890)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales [1^{er} décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Pascal Clément et de M. Gérard Léonard (n° 1961) relative au traitement de la récidive des infractions pénales [8 décembre 2004] (n° 1979)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2093), modifiée par le Sénat, relative au traitement de la récidive des infractions pénales [6 juillet 2005] (n° 2452)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Justice. Procédure. Procédure du plaider coupable, mise en œuvre [5 octobre 2004] (p. 7470)

Politique extérieure. Liban. Situation politique [2 mars 2005] (p. 1536)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****INTERIEUR****Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 8809)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8809)
Ordre public : moyens (p. 8810)

JUSTICE**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :**

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004
Son intervention (p. 9783)

Thèmes :

Droit pénal : casier judiciaire (p. 9783)
Professions de santé : psychiatres : système pénitentiaire (p. 9783)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)**

Son intervention (p. 10965)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10971)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 10971)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 10965)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10966)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 10965)

Droit pénal : récidive : répression (p. 10965)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10966, 10972)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 10965)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)**Avant l'article 1er**

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique, de condamnés en correctionnelle, non récidivistes, âgés de plus de 70 ans) (p. 10982)

Article 1er (élargissement des catégories de délits assimilés au sens de la récidive)

Son intervention (p. 10983)

Article 2 (définition du régime de la réitération d'infractions)

Son intervention (p. 10984 et s.)

Son amendement n° 54 (p. 10984)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son intervention (p. 10986 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11103)

Article 4 (mandat de dépôt à l'audience des personnes en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 11105)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 11106)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Michel Hunault (encadrement des remises de peines pour les criminels récidivistes) (p. 11107)

Article 6 (possibilité pour les juridictions de soulever d'office la circonstance aggravante de récidive)

Son intervention (p. 11108)

Son amendement n° 55 (p. 11109)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11114)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son intervention (p. 11117 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Christophe Caresche (information du préfet sur la situation d'une personne reconnue irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental) (p. 11120)

Article 11 (sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile)

Son intervention (p. 11120)

Article 12 (possibilité de recourir au placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre du suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 11120)

Article 13 (participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins)

Son intervention (p. 11120 et s.)

Article 14 (inscription dans le FIAIS des auteurs d'infractions reconnus irresponsables pénalement au moment des faits)

Son intervention (p. 11121)

Article 15 (entrée en application du fichier des délinquants sexuels)

Son amendement n° 56 rectifié (p. 11121)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 11122 et s.)

Son amendement n° 57 (p. 11123)

Projet de loi n° 1348 autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1914)

Son intervention (p. 1916)

Thèmes :

Politiques communautaires : coopération judiciaire (p. 1916)

Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 1916)

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1916)

Son intervention (p. 1920)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : coopération policière et pénale (p. 1920)

Télécommunications : Internet : réseaux de données (p. 1920)

Jean-Louis LÉONARD

*Charente-Maritime (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 17 décembre 2004] (p. 21365)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (n° 2156) [13 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Accidents domestiques, lutte et prévention [15 février 2005] (p. 1101)

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, missions [22 mars 2005] (p. 2216)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 896, posée le 5 octobre 2004. Chômage : indemnisation. Allocations (J.O. Questions p. 7658). Appelée le 5 octobre 2004. Cumul avec les revenus d'une activité professionnelle réduite (p. 7443)

n° 971, posée le 7 décembre 2004. Baux. Baux d'habitation (J.O. Questions p. 9558). Appelée le 7 décembre 2004. Loyers impayés, lutte et prévention (p. 10672)

n° 1173, posée le 29 mars 2005. Fonction publique territoriale. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3088)

n° 1219, posée le 3 mai 2005. Fonction publique territoriale. Durée du travail (J.O. Questions p. 4409). Appelée le 3 mai 2005. Réduction, application, réglementation (p. 3037)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'ad n° 373 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7786 et s.)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7801 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7811)

Intervient sur l'ad n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7815)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7818)

Après l'article 61

Intervient sur l'ad n° 152 de la commission (garde-chasse particuliers ; constatation des infractions) (p. 7822)

Intervient sur l'ad n° 153 rectifié de la commission (régime d'autorisation des ventes d'armes) (p. 7823)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11015)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11016)

Défense : opérations extérieures (p. 11015 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11015)

Relations internationales (p. 11015)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11016)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11030)

Article 10 (modalités de rémunération)

Ses amendements n°s 153 et 142 (p. 11060)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son intervention (p. 11063 et s.)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)

Son intervention (p. 11069)

Article 30 (volontaires)

Son intervention (p. 11071)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Après l'article 17

Son amendement n° 203 (logement locatif : étudiants : durée du bail) : adopté (p. 3740)

Jean LEONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie (n° 1882) [3 novembre 2004]

Rapporteur de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie [26 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie sur la proposition de loi (n° 1882) relative aux droits des malades et à la fin de vie [18 novembre 2004] (n° 1929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [27 octobre 2004] (p. 8566)

Santé. Soins palliatifs. Politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2904)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1145, posée le 22 mars 2005. Politique économique. Politique industrielle (J.O. Questions p. 2835). Appelée le 22 mars 2005. Pôles de compétitivité, Sophia-Antipolis (p. 2202)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : exprime son "estime et même son amitié" à M. Jacques Brunhes, indique qu'aucun parallèle exact ne peut être établi entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique et que ses propos n'étaient en rien dirigés contre le Parti communiste [25 janvier 2005] (p. 329)

Se déclare consterné par le précédent rappel au règlement de M. Gremetz [3 février 2005] (p. 719)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7968)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7969)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7968 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7968 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9825)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad. n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9836)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 10137)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission spéciale (p. 10262)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10138)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10137 et s.)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10137 et s.)

Professions de santé : déontologie (p. 10139)

Santé : douleur (p. 10138)

Santé : fin de vie (p. 10137 et s.)

Santé : soins palliatifs (p. 10138, 10139)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 1er (interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)

Son intervention (p. 10178)

Article 2 (traitements anti douleur administrés au malade en fin de vie)

Son intervention (p. 10180)

Article 3 (procédure de refus de traitement applicable à la personne consciente qui n'est pas en fin de vie)

Son intervention (p. 10180)

Article 4 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente qui n'est pas en fin de vie)

Son intervention (p. 10181)

Article 5 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne consciente en fin de vie)

Son intervention (p. 10183)

Article 6 (personne de confiance)

Son intervention (p. 10184)

Article 8 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente en fin de vie)

Son intervention (p. 10184)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 13 de Mme Nadine Morano (évaluation de la politique de soins palliatifs) (p. 10185)

Article 15 (compensations financières à titre de charges nouvelles)

Son intervention (p. 10186)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 323)

Son intervention (p. 381)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) [25 janvier 2005] (p. 329)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 323)

Constitution : article 88-4 (p. 382)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 382)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 323, 381)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 382)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 323, 381)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 323, 381)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 381)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 381 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 382)

Union européenne : parlements nationaux (p. 323, 382)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 382 et s.)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14 de M. François Asensi (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 420)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 719)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2965)

Thèmes :

Drogue : cannabis (p. 2965)

Drogue : dépénalisation (p. 2965)

Drogue : toxicomanie (p. 2965)

Drogue : trafic (p. 2965)

Drogue : usage (p. 2965)

Serge LEPELTIER

Ministre de l'écologie et du développement durable

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1859 ratifiant l'ordonnance n° 2004-330 du 15 avril 2004 portant création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre [13 octobre 2004]

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [20 avril 2005]

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [25 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Josiane Boyce. Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, ratification, Russie [2 novembre 2004] (p. 8793)

M. Étienne Mourrut. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [10 novembre 2004] (p. 9233)

M. François Sauvadet. Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, application [7 décembre 2004] (p. 10380)

M. Pierre Amouroux. Environnement. Politique de l'environnement. Développement durable, perspectives [7 décembre 2004] (p. 10386)

M. Jean-Pierre Giran. Environnement. Protection. Biodiversité, préservation [26 janvier 2005] (p. 370)

M. Roland Chassain. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Rhône [8 février 2005] (p. 884)

M. Alain Venot. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Décrets d'application, publication [9 février 2005] (p. 947)

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Environnement. Politique de l'environnement. Charte de l'environnement, application [2 mars 2005] (p. 1540)

M. Christian Decocq. Santé. Protection. Plan de santé environnement, mise en œuvre [15 mars 2005] (p. 2011)

M. Éric Diard. Déchets, pollutions et nuisances. Etang de Berre. Pollution industrielle, lutte et prévention [30 mars 2005] (p. 2594)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Thierry Mariani. Chasse et pêche. Oiseaux. Turdides, réglementation [5 octobre 2004] (p. 7456)

M. Olivier Dosne. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Benzène, lutte et prévention [21 décembre 2004] (p. 11277)

M. Henri Nayrou. Eau. Politique de l'eau. Réforme, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11278)

M. Jacques Basco. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution chimique. Parc naturel de la Narbonnaise, conséquences, aides de l'Etat [1^{er} mars 2005] (p. 1472)

M. Arnaud Lepercq. Eau. Qualité. Mise aux normes, calendrier [1^{er} mars 2005] (p. 1471)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Antilles. Sécurité publique, séismes, normes parasismiques, réévaluation [8 mars 2005] (p. 1712)

Mme Henriette Martinez. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges. Directive européenne, transposition [8 mars 2005] (p. 1712)

M. Jean-Louis Bianco. Chasse et pêche. Taxes piscicoles. Réforme, perspectives [8 mars 2005] (p. 1713)

M. Rodolphe Thomas. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets électriques et informatiques. Collecte et traitement, réglementation [3 mai 2005] (p. 3016)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7579)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 7579)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 7580)

Environnement : Natura 2000 (p. 7579)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7580)

Environnement : zones humides (p. 7579)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 10 quater (régime administratif applicable aux carrières de craie, de marne et aux carrières destinées à la restauration de bâtiments présentant un intérêt patrimonial particulier)

Son intervention (p. 7762)

Article 19 A supprimé par le Sénat (cartographie des zones de gonflement ou de retrait des argiles)

Son intervention (p. 7763)

Article 19 B supprimé par le Sénat (pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets)

Son intervention (p. 7764)

Après l'article 19 B

Intervient sur l'adt n° 650 de M. Jean-Claude Viollet (renforcement des procédures avant toute création de nouveaux centres de stockage des déchets) (p. 7764)

Intervient sur l'adt n° 652 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif à l'évaluation des modalités d'application du droit de préemption des communes par les SAFER) (p. 7765)

Article 48 (définition des zones humides et intérêt général attaché à leur préservation et leur gestion durable)

Son intervention (p. 7765)

Article 49 (zones humides d'intérêt environnemental particulier et contrôle de l'introduction de nouvelles espèces dans les milieux naturels)

Son intervention (p. 7765)

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 299 de M. Jean-Pierre Decool (éradication du rat musqué) (p. 7766)

Article 52 (rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)

Son intervention (p. 7766)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 356 de M. Jean Lassalle (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) (p. 7766)

Intervient sur l'adt n° 355 de M. Jean Lassalle (gestion des espaces, ressources et milieux naturels par les collectivités territoriales) (p. 7766)

Article 53 bis A (extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles -TDENS)

Son intervention (p. 7767)

Après l'article 53 bis A

Intervient sur l'adt n° 570 de M. Germinal Peiro (bénéfice de la servitude de "halage et de marche-pied" étendue à l'ensemble du public non motorisé) (p. 7767)

Article 53 bis (coordination)

Son intervention (p. 7768)

Article 53 ter (procédure simplifiée de consultation en cas de modification de périmètre)

Son intervention (p. 7768)

Article 53 quater (définition concertée des mesures répondant aux impératifs écologiques)

Son intervention (p. 7769)

Article 53 sexies (contenu et élaboration des documents d'objectifs et suivi de leur mise en œuvre)

Son intervention (p. 7769 et s.)

Article 53 octies (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans un site Natura 2000 et gérés conformément à un engagement de gestion)

Son intervention (p. 7772 et s.)

Article 54 BA (agrément des fédérations de chasse au titre de la protection de l'environnement)

Son intervention (p. 7774)

Article 54 B (participation des chasseurs au développement des activités économiques et écologiques des milieux naturels)

Son intervention (p. 7775)

Après l'article 54 C

Intervient sur l'adt n° 134 de la commission (autorisation des chasses sans capture de gibier) (p. 7775)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'adt n° 409 rectifié de M. Maxime Gremetz (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 512 rectifié de M. Charles de Courson (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Intervient sur l'adt n° 373 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Article 54 H (dispositions diverses relatives au permis de chasse)

Son intervention (p. 7777)

Après l'article 54 H

Intervient sur l'adt n° 137 de la commission (revenu foncier imposable ; éléments constitutifs ; location du droit de chasse ; exclusion) (p. 7777)

Intervient sur l'adt n° 138 de la commission (revenu foncier imposable ; location du droit de chasse ; produit virtuel ; exclusion) (p. 7777)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats - ORGFH)

Son intervention (p. 7778)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage -ONCFS)

Son intervention (p. 7779)

Après l'article 55 bis

Intervient sur l'adt n° 779 du Gouvernement (services de l'Office national de la chasse dirigés par un directeur général nommé par décret) (p. 7779)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'adt n° 411 rectifié de M. Maxime Gremetz (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Intervient sur l'adt n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Après l'article 55 quater

Intervient sur l'adt n° 451 de M. Thierry Mariani (gestion d'un fonds scientifique par la Fédération nationale de la chasse) (p. 7782)

Intervient sur l'adt n° 292 rectifié de M. François Guillaume (associations privées de chasse) (p. 7782)

Intervient sur l'adt n° 815 de M. Pierre Lang (statut des réserves de chasse) (p. 7783)

Article 55 quinquies (condition de validité du permis de chasser)

Son intervention (p. 7783)

Article 56 (conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)

Son intervention (p. 7784 et s.)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7786 et s.)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7801 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7811 et s.)

Intervient sur l'adt n° 148 rectifié de la commission (missions des lieutenants de louveterie) (p. 7814)

Intervient sur le sous-adt n° 816 rectifié du Gouvernement (nomination des lieutenants de louveterie) à l'adt n° 148 rectifié de la commission (p. 7814)

Intervient sur le sous-adt n° 817 du Gouvernement (modalités de consultation des lieutenants de louveterie) à l'adt n° 148 rectifié de la commission (p. 7814)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7814 et s.)

Intervient sur l'adt n° 150 rectifié de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 7816)

Article 58 bis (plans de gestion cynégétique)

Son intervention (p. 7817)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7817 et s.)

Après l'article 59

Intervient sur l'adt n° 410 de M. Maxime Gremetz (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7820)

Intervient sur l'adt n° 563 de M. Charles de Courson (Fonds scientifique de la Fédération nationale des chasseurs) (p. 7820)

Article 60 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 7820)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 790 du Gouvernement (clarification rédactionnelle) (p. 7820)

Après l'article 60 bis

Intervient sur l'adt n° 175 de M. Antoine Herth (évaluation des dégâts de chasse après récolte) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Antoine Herth (contre-estimation en cas de désaccord) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 177 de M. Antoine Herth (cas d'intervention des fonds départementaux d'indemnisation des dommages) (p. 7821)

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Antoine Herth (indemnisation des dégâts causés par les sangliers ; droit local d'Alsace-Moselle) (p. 7822)

Après l'article 61

Intervient sur l'adt n° 152 de la commission (garde-chasse particuliers ; constatation des infractions) (p. 7822)

Intervient sur l'adt n° 153 rectifié de la commission (régime d'autorisation des ventes d'armes) (p. 7823)

Intervient sur l'adt n° 154 deuxième rectification de la commission (contrôle médical d'aptitude à la chasse ; simplification) (p. 7823)

Intervient sur l'adt n° 576 de M. Germinal Peiro (composition des CDESI) (p. 7824)

Intervient sur l'adt n° 575 de M. Germinal Peiro (titre supplémentaire regroupant les dispositions relatives aux espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 7824)

Après l'article 75

Intervient sur l'adt n° 240 rectifié du Gouvernement (procédure de classement des parcs naturels régionaux) (p. 7825)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)**

Son intervention (p. 8972)

Ses réponses (p. 8978 à 8982)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 8976)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 8973)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : aéroports (p. 8976)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 8976)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8974)

Eau : agences (p. 8975 et s.)

Energie et carburants : biocarburants (p. 8974)

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 8974)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8973 et s.)

Environnement : biodiversité (p. 8973 et s. 8977)

Environnement : crédits (p. 8973 et s.)

Environnement : Natura 2000 (p. 8975)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8975)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8975)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 8973, 8975)

Mer et littoral : espaces littoraux : déchets (p. 8975)

Recherche (p. 8974)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 8976)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 8976)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 8974)

Union européenne : directives : environnement (p. 8975, 8977)

Réponses aux questions :

Animaux : loup : Rhône-Alpes (M. Michel Bouvard) (p. 8979)

Animaux : parcs zoologiques (Mme Marcelle Ramonet) (p. 8982)

Déchets, pollutions et nuisances : bruit (M. Michel Bouvard) (p. 8978)

Eau : assainissement : Wallis-et-Futuna (M. Victor Brial) (p. 8982)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (M. Michel Vaxès) (p. 8980)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : Rhône-Alpes (M. Thierry Mariani) (p. 8979)

Union européenne : directives : environnement (M. Jean Lassalle) (p. 8981)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2004] (p. 8982)

Crédits inscrits à la ligne "Ecologie et développement durable"

Son intervention (p. 8983)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 996, posée le 21 décembre 2004. Transports. Transports sanitaires (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Ambulanciers, revendications, Vienne (p. 11260)

n° 1094, posée le 1^{er} mars 2005. Eau. Qualité (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Mise aux normes, calendrier (p. 1471)

n° 1278, posée le 28 juin 2005. Voirie. RN 1 et RN 7 (J.O. Questions p. 6315). Supplée par Mme Hélène Tanguy. Appelée le 28 juin 2005. Aménagement, perspectives (p. 3995)

Annick LEPETIT

*Paris (17^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Logement. Politique du logement. Ventes immobilières par lots, conséquences [23 mars 2005] (p. 2298)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)
Son intervention (p. 9413)*Thèmes avant la procédure des questions :*

Baux : loyers (p. 9414)

Collectivités territoriales : compétences : logement (p. 9414)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9414)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9415)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9415)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)*

Son intervention (p. 9843)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Après l'article 49*Intervient sur l'ad^t n° 12 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (quotas de logements destinés aux personnes défavorisées) (p. 10594)*Après l'article 52*Intervient sur l'ad^t n° 186 rectifié précédemment réservé de la commission (surface minimale d'habitabilité ; location à des associations d'insertion ; dérogation) (p. 10604)**Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3243)

Thèmes :

Baux : congé : délais (p. 3245)

Copropriété : charges communes : travaux (p. 3244)

Logement : mixité sociale (p. 3244)

Logement : ventes à la découpe : plus-values à court terme (p. 3244)

Personnes âgées : locataires (p. 3245)

Professions immobilières : marchands de biens : avantages fiscaux (p. 3244)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3510)

Thèmes :

Baux : congé : ventes à la découpe (p. 3510)

Baux : locataires : droit de préemption (p. 3510)

Logement : ventes à la découpe (p. 3510)

Professions immobilières : marchands de biens (p. 3510)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)*Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)*

Son intervention (p. 3667 et s.)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3675)

*Après l'article 3*Intervient sur l'ad^t n° 11 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (délai de préemption pour les opérations en cours) (p. 3678)Intervient sur l'ad^t n° 10 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application aux opérations en cours) (p. 3679)**Pierre LEQUILLER***Yvelines (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**DÉPÔTS**Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 9 juillet au 4 octobre 2004 (n^{os} E 2641 à E 2646, E 2648, E 2649, E 2656, E 2662 à E 2665, E 2669, E 2671 à E 2673, E 2678 à E 2680, E 2682 à E 2686, E 2688, E 2689, E 2692, E 2693, E 2697, E 2698 et E 2701) et sur les textes n^{os} E 2315, E 2455, E 2459, E 2465, E 2472, E 2511-9, E 2511-10, E 2556, E 2565, E 2590, E 2638 et E 2711 [13 octobre 2004] (n° 1851)Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 octobre au 22 novembre 2004 (n^{os} E 2703, E 2705 à E 2710, E 2712 à E 2716, E 2720, E 2722, E 2723, E 2728, E 2729, E 2737, E 2738, E 2742, E 2747, E 2748, E 2753, E 2755, E 2758 à E 2760, E 2763 et E 2769) et sur les textes n^{os} E 2406, E 2447, E 2495, E 2509, E 2511-11, E 2522, E 2554, E 2586, E 2658, E 2675, E 2676, E 2687, E 2691, E 2695 et E 2700 [25 novembre 2004] (n° 1956)Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 23 novembre au 20 décembre 2004 (n^{os} E 2771, E 2776 à E 2778, E 2783 à E 2789, E 2792 et E 2793) et sur les textes n^{os} E 2430, E 2432, E 2600, E 2639, E 2670, E 2719, E 2736, E 2739, E 2740, E 2745, E 2746, E 2749, E 2750, E 2757, E 2764, E 2767, E 2768 et E 2770 [21 décembre 2004] (n° 2016)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe [12 janvier 2005] (n° 2024)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 décembre 2004 au 14 février 2005 (n^{os} E 2794, E 2795, E 2797, E 2799, E 2802 à E 2806, E 2810, E 2812, E 2814 à E 2817, E 2819, E 2824, E 2825, E 2827 et E 2828) et sur les textes n^{os} E 2529, E 2533, E 2570, E 2635, E 2654, E 2677, E 2681, E 2699, E 2702, E 2732, E 2735, E 2741, E 2751, E 2773 à E 2775, E 2780 et E 2790 [16 février 2005] (n° 2103)Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 février au 11 avril 2005 (n^{os} E 2830 à E 2833, E 2843 et E 2850) et sur les textes n^{os} E 2576, E 2690, E 2743, E 2761, E 2762, E 2820, E 2822, E 2823-1, E 2823-2 et E 2826 [12 avril 2005] (n° 2242)Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 12 avril au 6 juin 2005 (n^{os} E 2851, E 2852, E

2855, E 2856, E 2859 à E 2861, E 2863, E 2879, E 2880, E 2886, E 2888, E 2891 à E 2895) et sur les textes n^{os} E 2179, E 2433, E 2553, E 2704, E 2765, E 2796, E 2807, E 2818, E 2823-4, E 2841 et E 2842 [9 juin 2005] (n^o 2369)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 7 au 30 juin 2005 (n^{os} E 2904 à E 2907, E 2909, E 2912 et E 2913) et sur les textes n^{os} E 2584, E 2617, E 2656, E 2726, E 2727, E 2730, E 2731, E 2766, E 2823-3, E 2823-5, E 2849, E 2858, E 2865, E 2867, E 2872, E 2873, E 2877, E 2878, E 2883, E 2885, E 2887, E 2889 et E 2890 [6 juillet 2005] (n^o 2449)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [22 juin 2005] (p. 3795)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n^o 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 313)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 348)

Conseil constitutionnel (p. 313)

Constitution : article 88-4 (p. 313 et s.)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 314)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 313)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 313)

Union européenne : euro (p. 313)

Union européenne : parlements nationaux (p. 313)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 313)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 314)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 427)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 461)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son amendement n^o 29 rectifié (p. 464)

Son intervention (p. 469)

Explications de vote et vote [1er février] (p. 513)

Ses explications de vote (p. 516)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 516)

Proposition de résolution n^o 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2028)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2029)

Secteur public : services publics (p. 2029)

Travail : contrats de travail : concurrence (p. 2029)

Union européenne : constitution européenne (p. 2029)

Union européenne : subsidiarité (p. 2029)

Jean-Pierre LE RIDANT

Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Bruno LE ROUX

Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [24 novembre 2004] (p. 9985)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [10 mai 2005] (p. 3267)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n^o 1210, posée le 3 mai 2005. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 4408). Appelée le 3 mai 2005. Conséquences, revenu minimum d'insertion (RMI), financement (p. 3017)

DÉBATS

Proposition de loi n^o 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 709)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 815)

Jean-Claude LEROY

Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 954, posée le 7 décembre 2004. Emploi. Chômage (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Bilan et perspectives, Nord-Pas-de-Calais (p. 10659)

n° 1208, posée le 3 mai 2005. Voirie. RN 39 (J.O. Questions p. 4407). Appelée le 3 mai 2005. Aménagement, Pas-de-Calais, perspectives (p. 3036)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Agriculture : installation : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9115)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault : témoigne, au nom de l'Assemblée nationale, sa solidarité avec les Guadeloupéens en ces instants difficiles. Il souligne que les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête constituent une procédure interne aux assemblées parlementaires ne requérant pas la présence du Gouvernement. La présence de celui-ci marque son intérêt pour la proposition de résolution en discussion [23 novembre 2004] (p. 9885)

M. Gaëtan Gorce : rappelle que l'ordre du jour est déterminé en conférence des présidents [1^{er} février 2005] (p. 517)

M. Jean Le Garrec : annonce que, pour la bonne organisation des travaux, la discussion des nombreux amendements à caractère répétitif déposés récemment est réservée jusqu'à la fin de la discussion de l'article [7 février 2005] (p. 817)

M. Jean-Marie Le Guen : précise que l'organisation des débats mise en cause par M. Jean-Marie Le Guen relève de la présidence et est explicitement annoncée par la "feuille jaune" de séance, régulièrement distribuée [7 février 2005] (p. 817)

M. Pierre-Christophe Baguet : rappelle à M. Pierre-Christophe Baguet que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour, indique "qu'à cet instant la Présidence n'est informée - en tout cas officiellement - d'aucune convocation" et que l'examen du projet de loi d'orientation sur l'école doit s'achever dans la nuit [18 février 2005] (p. 1383 - 1384)

M. Arnaud Montebourg : suspend la séance pour une minute [1^{er} mars 2005] (p. 1513)

M. Jacques Brunhes : indique qu'il s'est borné à communiquer la décision de la Conférence des présidents [8 mars 2005] (p. 1737)

M. Alain Bocquet : indique que la Conférence des présidents a accepté la venue du président portugais à la seule exception du président du groupe communiste [8 mars 2005] (p. 17377)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) [23 novembre 2004] (p. 9885)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Répond au rappel au règlement de M. Gaëtan Gorce (cf. supra) [1^{er} février 2005] (p. 517)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Répond à M. Maxime Gremetz que la défense des amendements du groupe socialiste incombe aux députés de ce groupe et à eux seuls (p. 900)

Répond aux rappels au règlement de M. Jean Le Garrec et de M. Jean-Marie Le Guen (cf. supra) (p. 817)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) [1^{er} mars 2005] (p. 1511)

En qualité de Député

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 824 et s.)

Claude LETEURTRE

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Patrimoine culturel. Monuments historiques. Crédits pour 2004, conséquences, entreprises de restauration [2 novembre 2004] (p. 8791)

Etablissements de santé. Etablissements publics. Hôpitaux, budget, perspectives [1^{er} février 2005] (p. 506)
 Tourisme et loisirs. Croisières. Paquebot France, perspectives [9 mars 2005] (p. 1830)
 Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Chirurgiens, nomenclature des actes [29 juin 2005] (p. 4016)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 960, posée le 7 décembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9556). Appelée le 7 décembre 2004. Plan Hôpital 2007, crédits, utilisation (p. 10662)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8545)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 8605)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8546, 8605)

Sécurité sociale : déficit (p. 8546)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission des finances (contrôle de la gestion hospitalière par la Cour des comptes) (p. 8613)

Intervient sur l'ad n° 256 de M. Bernard Perrut (insertion d'un Titre 1er bis intitulé "Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale") (p. 8618)

Après l'article 5

Son amendement n° 215 (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8647) : rejeté (p. 8648)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Ses amendements n° 194 et 196 (p. 8737)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8883)

Thèmes avant la procédure des questions :

Animaux : ours (p. 8883)

Commerce extérieur : balance des paiements : tourisme et loisirs (p. 8883)

Formation professionnelle (p. 8884)

Tourisme et loisirs : Maison de France : crédits budgétaires (p. 8883)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8884)

Procédure des questions :

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8897)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9250)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : crédits (p. 9250)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9250)

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Régions : Basse-Normandie : logement social (p. 9427)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 53

Son amendement n° 745 précédemment réservé (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; femmes enceintes) (p. 10607) : rejeté (p. 10608)

Son amendement n° 739 précédemment réservé (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; zonage) : rejeté (p. 10608)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11187)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11188)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11187)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11187)

Handicapés : handicap mental (p. 11188)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11188)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11187)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : décentralisation (p. 11188)

Santé : alcoolisme (p. 11188)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11209)

Son amendement n° 585 (p. 11212)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son intervention (p. 11233)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 11234 et s.)

Reprend l'ad n° 69 rectifié de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 11240)

Article 2 bis (suppression des conditions d'âge en matière de compensation et prise en charge des frais)

Son intervention (p. 11240)

Après l'article 2 quinquies

Intervient sur l'ad n° 71 de la commission (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) (p. 11241)

Intervient sur l'ad n° 603 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'attribution de la prestation de compensation) (p. 11242)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11243)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 618 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'alignement de l'AAH sur le SMIC) (p. 11249)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11301 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11318)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 609 de M. Yvan Lachaud (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11343)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11346)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail)

Son intervention (p. 11349)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11358)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)

Son intervention (p. 11370)

Article 23 bis supprimé par le Sénat (subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 589 (p. 11370)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)

Son intervention (p. 11377)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11386)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11390)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicapés et de la perte d'autonomie)

Son intervention (p. 11423)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Ses amendements n°s 591, 688 et 689 (p. 11431, 11433, 11437)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 11449)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son intervention (p. 11452 et s.)

Après l'article 44 sexies

Intervient sur l'ad n° 713 de M. Yvan Lachaud (droits et devoirs en matière d'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés : frais inhérents au droit de visite et d'hébergement) (p. 11461)

Intervient sur l'ad n° 717 de Mme Anne-Marie Comparini (dégrèvement de taxe d'habitation pour les personnes handicapées à 100 %) (p. 11462)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 11462)

Titre

Son amendement n° 592 (p. 11465)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Ses explications de vote (p. 43)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 43)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)****Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)**

Son intervention (p. 823)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)**

Son intervention (p. 3973)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3973 et s.)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3973 et s.)

Ordonnances (p. 3974)

Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3973 et s.)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3974)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4063)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4132)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4132)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4064)

Entreprises : entreprises en difficulté (p. 4063)

Entreprises : liquidation judiciaire (p. 4132)

Industrie : sidérurgie (p. 4063)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4064)

Céleste LETT*Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**DÉPÔT**

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome V : Anciens combattants (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**Relations internationales, Asie du Sud-Est, Tsunami de décembre 2004, disparus, procédure, certificats de décès, simplification [1^{er} février 2005] (p. 511)**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ANCIENS COMBATTANTS****Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9597)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9597)
Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 9598)
Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 9599)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9597)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9599)
Anciens combattants et victimes de guerre : monuments commémoratifs (p. 9599)
Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 9597)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9597)
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9598)
Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9599)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1185)

Thèmes :

Enseignement : langue française (p. 1185)
Enseignement : langues régionales (p. 1186)
Enseignement : langues étrangères (p. 1185, 1186)
Enseignement : programmes (p. 1185, 1186)

Édouard LEVEAU

*Seine-Maritime (11^{ème} circonscription)
Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Coopération. Etablissements publics et privés, développement [1^{er} décembre 2004] (p. 10340)

DÉBATS

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Après l'article 97

Son amendement n° 334 (désaisissement de l'avocat du débiteur subordonné à l'accord de son client et du représentant du personnel) : rejeté (p. 1756)

Geneviève LEVY

*Var (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XII : Santé, famille, personnes âgées et personnes handicapées (personnes handicapées) (n° 1864) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2479 visant à modifier le droit de visite des grands-parents [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences, marins pêcheurs [6 octobre 2004] (p. 7534)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : crédits (p. 9242)
Handicapés : établissements (p. 9242)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés : décentralisation (p. 9241)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11303 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11315)
Son amendement n° 559 (p. 11317)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 560 (p. 11331)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Ses amendements n°s 582, 576, 577, 561, 580, 575 et 581 (p. 11334, 11336, 11338)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Ses amendements n°s 579 et 578 (p. 11343)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Ses amendements n°s 563 et 564 (p. 11347)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Ses amendements n°s 565 rectifié, 753 et 779 (p. 11353, 11356)

Son sous-amendement n° 780 à l'ad t n° 146 rectifié de la commission (p. 11357)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 415 de M. Jean-Pierre Decool (aménagement de voirie favorisant l'accessibilité aux handicapés : définition par décret en Conseil d'Etat) (p. 11368)

Son amendement n° 567 (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) : retiré (p. 11368)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Ses amendements n°s 755 et 568 (p. 11370)

Son sous-amendement n° 835 corrigé à l'ad t n° 151 corrigé de la commission (p. 11371)

Son intervention (p. 11373)

Son amendement n° 569 (p. 11375)

Article 25 ter (assimilation des logements en foyer d'hébergement à un logement locatif social)

Son amendement n° 570 (p. 11378)

Après l'article 26

Son amendement n° 583 (entreprises de transport public de voyageurs ; obligation d'accessibilité ; institution obligatoire d'une procédure de recours interne) : adopté (p. 11382)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Ses amendements n°s 760 et 571 (p. 11390 et s.)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Ses amendements n°s 762, 763 et 572 (p. 11417, 11420)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)

Ses amendements n°s 764 et 765 (p. 11422, 11424)

Article 26 decies (répartition entre les départements des concours destinés au financement de la prestation de compensation et des dépenses relatives aux maisons départementales des personnes handicapées)

Son amendement n° 766 (p. 11428)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Ses amendements n°s 767 rectifié, 768, 769, 574 rectifié (p. 11433, 11437 et s.)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son amendement n° 771 (p. 11448)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Ses amendements n°s 788 rectifié 789 et 790 (p. 11448, 11450)

Article 31 (coordination au sein du code de la sécurité sociale)

Ses amendements n°s 791 et 792 (p. 11451)

Après l'article 31

Son amendement n° 785 (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) : adopté (p. 11452)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Ses explications de vote (p. 45)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 45)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 670)

Thèmes :

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 671)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 671)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 671)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 671)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 671)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 octobre 2004] (p. 17052)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 octobre 2004] (p. 17052)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17179)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 354)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 355)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 mai 2005] (p. 9051)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 mai 2005] (p. 9051)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 22 : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (mer) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2259 visant à établir une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2488 instaurant une amnistie pour les faits commis par les lycéens et les personnels éducatifs à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2489 tendant à ouvrir des droits à la cessation anticipée d'activité pour les fonctionnaires territoriaux victimes de l'amiante dans l'exercice de leurs fonctions [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Réforme, perspectives [15 février 2005] (p. 1095)

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [2 mars 2005] (p. 1533)

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [22 juin 2005] (p. 3794)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1035, posée le 1^{er} février 2005. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 884). Appelée le 1^{er} février 2005. Conséquences, routes nationales (p. 498)

n° 1114, posée le 8 mars 2005. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 2272). Appelée le 8 mars 2005. Douanes, gardes-côtes, moyens d'intervention (p. 1709)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse M. Geoffroy de mensonge quand il affirme que les élus communistes ne défendent pas leurs amendements en commission [17 février 2005] (p. 1261)

S'inquiète des conditions d'éventuelle possibilité de nouveau dépôt et discussion des amendements devenus sans objet du fait de la suppression de l'article 3 [17 février 2005] (p. 1273)

Conteste le bien-fondé de la demande de quorum formulée par le président du groupe UMP [17 février 2005] (p. 1324)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)*Procédure des questions :*

Aquaculture et pêche professionnelle : crédits budgétaires (p. 9106)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)*Procédure des questions :*

Arts et spectacles : intermittents (p. 8780)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9001)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 9001)
 Enseignement : diplômes (p. 9002)
 Enseignement : élèves (p. 9002)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 9002)
 Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 9001)
 Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 9002)
 Enseignement maternel et primaire : personnel : effectifs (p. 9001)
 Enseignement secondaire : personnel : effectifs (p. 9001)

Procédure des questions :

Enseignement : personnel : précarité (p. 9020)
 Enseignement : personnel : vacataires (p. 9022)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 9299)

Thèmes avant la procédure des questions :

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 9299)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 9300)
 Transports par eau : transports maritimes : crédits budgétaires (p. 9299)

Procédure des questions :

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : dotations de l'Etat (p. 9340)
 Union européenne : directives : ports maritimes (p. 9336)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)*Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 8849)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11178)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 11184) : rejetée

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11185)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 11185)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11185)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 11185)

Handicapés : allocations et ressources (p. 11184)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11178 et 11184)

Institutions sociales et médico-sociales : salariés (p. 11185)

Politique sociale : exclusion (p. 11184)

Politique sociale : solidarité (p. 11178 et 11184)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11203)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11209)

Article 1er quinquies (plans d'action et consultations médicales)

Son intervention (p. 11214)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)

Son intervention (p. 11214)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11299 et s.)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1045)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1045)

Rapatriés : harkis (p. 1045, 1046)

Rapatriés : indemnisation (p. 1046)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1045, 1046)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 1046)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Son amendement n° 2 (p. 1054)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1056)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Ses amendements n° 4 à 6 (p. 1058 et s.)

Ses explications de vote (p. 1064)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1064)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1128)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1135) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1149)

Thèmes :

Enseignement : décentralisation (p. 1139 et s.)

Enseignement : inégalités (p. 1144)
 Enseignement : laïcité (p. 1141)
 Enseignement : langues régionales (p. 1139, 1140)
 Enseignement : carte scolaire (p. 1141)
 Enseignement : constructions scolaires (p. 1141)
 Enseignement : diplômés (p. 1142)
 Enseignement : langues étrangères (p. 1139, 1140)
 Enseignement : parents d'élèves (p. 1144)
 Enseignement : pédagogie (p. 1129, 1135 et s.)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1128, 1129, 1135 et s.)
 Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1137, 1141)
 Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 1143)
 Enseignement : personnel : personnel d'intendance et d'administration (p. 1143)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 1142)
 Enseignement : personnel : vacataires (p. 1143)
 Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 1137)
 Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 1140)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1136)
 Enseignement secondaire : collèges (p. 1136 et s.)
 Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1143)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 1129, 1136)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Ses amendements n^{os} 198, 200 rectifié, 201 deuxième rectification et 199 rectifié (p. 1239 et s., 1245)

Après l'article 2

Son amendement n^o 202 (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1260) : rejeté (p. 1261)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 février 2005] (p. 1261)

Son amendement n^o 203 (mission fondamentale de l'école : lutter contre les inégalités) (p. 1262) : rejeté (p. 1263)

Son amendement n^o 204 (participation des parents d'élèves aux conseils d'école et autres instances consultatives) (p. 1263) : rejeté (p. 1264)

Intervient sur l'adt n^o 431 rectifié de M. Dominique Tian (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1265)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1268)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n^o 298 rectifié de M. Christophe Masse (apprentissage des technologies nouvelles) (p. 1287)

Son amendement n^o 208 (éducation physique et sportive ; objectifs et missions) (p. 1287) : rejeté (p. 1289)

Intervient sur l'adt n^o 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1292)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1298 et s.)

Son amendement n^o 209 (p. 1299)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son amendement n^o 211 (p. 1313)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 février 2005] (p. 1324)

Son intervention (p. 1330)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n^o 213 (p. 1346)

Son intervention (p. 1372)

Avant l'article 9

Son amendement n^o 214 (missions du service public d'éducation nationale ; procédure de définition ; rôle des assemblées élues et des instances consultatives) : rejeté (p. 1432)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son amendement n^o 216 (p. 1433)

Après l'article 9

Son amendement n^o 215 rectifié (observatoires de la scolarité) : rejeté (p. 1434)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son amendement n^o 218 (p. 1435)

Article 12 (redoublement)

Son amendement n^o 219 (p. 1436)

Explications de vote et vote [2 mars 2005] (p. 1541)

Ses explications de vote (p. 1542)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1543)

Proposition de loi n^o 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2232)

Son intervention (p. 2249)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2261)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2249)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2232, 2249)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2232)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son amendement n^o 273 (p. 2264)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son amendement n^o 274 (p. 2266)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Ses amendements n^{os} 276 et 275 (p. 2269, 2272)

Après l'article 3

Son amendement n^o 277 (pratique obligatoire du français comme langue commune) (p. 2307) : rejeté (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Ses amendements n^{os} 278 et 23 rectifié (p. 2312, 2319)

Après l'article 4

Son amendement n^o 24 rectifié (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2323) : rejeté (p. 2324)

Son amendement n^o 25 rectifié (déduction fiscale proportionnelle à la part de marins français et européens dans l'équipage du navire) (p. 2324) : rejeté (p. 2325)

Article 7 (définition des entreprises de travail maritime)

Son amendement n^o 279 (p. 2338)

Article 8 (agrément des entreprises de travail maritime)

Son amendement n^o 280 (p. 2340)

Article 9 (conditions d'agrément des entreprises de travail maritime en France)

Son amendement n^o 281 (p. 2341)

Avant l'article 10

Son amendement n^o 27 (exonération des charges sociales patronales réservée aux navires battant pavillon français et dont l'équipage se voit appliquer la législation sociale française) (p. 2342) : devenu sans objet (p. 2344)

Son amendement n^o 22 précédemment réservé (insertion d'une section I A : " Dispositions relatives à l'emploi et à la formation des navigants") : devenu sans objet (p. 2344)

Son amendement n^o 28 (marins français et européens exonérés à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344) : rejeté (p. 2345)

Son amendement n^o 29 (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2345) : retiré (p. 2346)

Article 10 (définition du navigant)

Ses amendements n^{os} 282 et 283 (p. 2346 et s.)

Article 12 (conditions d'engagement, d'emploi, de travail, de vie et de rémunération applicables à bord des navires)

Son amendement n^o 284 rectifié (p. 2347)

Article 13 (dispositions relatives au contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime)

Son amendement n^o 285 (p. 2349)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 286 (p. 2350)
 Son amendement n° 30 (p. 2350) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2353)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)

Son amendement n° 287 (p. 2354)

Article 17 (période d'essai et durée maximale d'embarquement)

Son amendement n° 31 rectifié (p. 2354)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigants)

Ses amendements n°s 289 et 32 (p. 2355)

Article 20 (responsabilités de l'armateur)

Son amendement n° 33 rectifié (p. 2355)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son amendement n° 34 (p. 2356)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)

Ses amendements n°s 288 et 35 deuxième rectification (p. 2357)

Avant l'article 10

Son amendement n° 21 précédemment réservé (intitulé du titre II : "Du statut, de l'emploi et de la formation") : retiré (p. 2359)

Michel LIEBGOTT

*Moselle (10^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Sidérurgie. Emploi et activité [30 novembre 2004] (p. 10258)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Estime que l'appui publiquement donné par le Premier ministre à la proposition de loi ainsi que l'annonce des modifications qu'il souhaite lui apporter démontrent qu'on est désormais loin de la modification limitée initialement annoncée [7 février 2005] (p. 802)

DÉBATS**Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France**

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7733)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 7733)
 Emploi : jeunes : chômage (p. 7733)
 Entreprises : délocalisations (p. 7733)
 Industrie : sidérurgie (p. 7733)
 Régions : compétences : politique économique (p. 7734)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8587)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 8588)
 Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8587)

Famille : familles monoparentales (p. 8588)

Famille : politique familiale (p. 8588)

Logement : aides (p. 8588)

Politique sociale : pauvreté (p. 8588)

Produits dangereux : amiante (p. 8587)

Santé : accès aux soins (p. 8589)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8587)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 8589)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE****I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITÉ PROFESSIONNELLE****Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)**

Son intervention (p. 9524)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 9525)

Emploi : chômage (p. 9525)

Emploi : chômage de longue durée (p. 9526)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 9526)

Emploi : jeunes (p. 9525)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9525)

Politique sociale : insertion (p. 9526)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9525)

Procédure des questions :

Economie sociale : généralités (p. 9542)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9970)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9970)

Politique sociale : fracture sociale (p. 9970)

Travail : licenciements (p. 9970)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10271)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10276 et s.)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 521 (p. 11331)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 579)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 580)

Emploi : création d'emplois (p. 580)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 581)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération (p. 581)

Travail : durée du travail (p. 580, 581)

Travail : négociations (p. 580)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 581)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 680)

Intervient sur l'ad t n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 698)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 707)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 802)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 68 : non soutenu

Son intervention (p. 810)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2092)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2093)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle (p. 2097)

Emploi : chômage (p. 2092, 2093)

Emploi : création d'emplois (p. 2093, 2094)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2093 et s.)

Entreprises : bénéfiques (p. 2095)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2092, 2095, 2096)

Politique économique : croissance (p. 2094)

Travail : pouvoir d'achat (p. 2092, 2093 et s.)

Travail : congés payés (p. 2097)

Travail : droit du travail (p. 2096)

Travail : durée du travail (p. 2092, 2093 et s.)

Travail : négociations (p. 2096)

Travail : précarité (p. 2096)

Travail : salaires (p. 2095)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2122)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad t n° 77 rectifié de M. Jean Le Garrec (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2147)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2161 et s.)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 2173 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1182)

Thèmes :

Enseignement : zones urbaines sensibles (p. 1182)

Enseignement : fermetures de classes (p. 1182)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1182)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1182)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3302)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3318)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 3303)

Entreprises : recrutement (p. 3303)

Femmes : droits (p. 3302, 3319)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3302, 3303, 3319)

Politique économique : libéralisme (p. 3318, 3319)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3318)

Travail : précarité (p. 3303)

Travail : salaires (p. 3302, 3303)

Projet de loi n° 2403 habitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4046)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4120) : rejetée (p. 4133)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4046, 4120 et s., 4125)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 4121, 4126)

Emploi : création d'emplois (p. 4121)

Emploi : jeunes (p. 4125, 4126)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4127, 4128)

Entreprises : chèque-emploi (p. 4125)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4125)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4129)

Politique économique : croissance (p. 4122)

Politique économique : libéralisme (p. 4047, 4120)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4120, 4123)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 4124)

Politique sociale : fracture sociale (p. 4123)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 4128)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4124)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 4124)

Travail : droit du travail (p. 4046, 4125)

Travail : durée du travail (p. 4121)

Travail : négociations (p. 4125)

Travail : précarité (p. 4121 et s.)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Fonctionnement, financement [22 décembre 2004] (p. 11402)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1033, posée le 1^{er} février 2005. Handicapés. Centre d'aide par le travail (CAT) (J.O. Questions p. 883). Suppléée par M. Pierre Forgues. Appelée le 1^{er} février 2005. Capacités d'accueil, Pyrénées-Atlantiques (p. 490)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10563)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son intervention (p. 10567)

Avant l'article 41

Intervient sur l'ad^t n° 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'ad^t n° 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'ad^t n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10570)

Intervient sur l'ad^t n° 493 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (aires d'accueil des gens du voyage ; assimilation à des logements locatifs sociaux) (p. 10571)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10576)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son intervention (p. 10587)

Après l'article 45 bis

Intervient sur l'ad^t n° 8 rectifié précédemment réservé de Mme Odile Saugues (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)

Intervient sur l'ad^t n° 7 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)

Son intervention (p. 10588)

Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)

Son intervention (p. 10590)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10063)

Thèmes :

Consommation : associations de consommateurs (p. 10063)

Politique économique : inflation (p. 10063)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad^t n° 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11339)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Reprend l'ad^t n° 129 de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 11343)

Reprend l'ad^t n° 130 de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 11343)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation à l'amplitude journalière et à la durée maximale quotidienne de travail pour les personnels des centres d'aides par le travail)

Son intervention (p. 11350)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11356)

Avant l'article 26

Reprend l'ad^t n° 161 de la commission (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) (p. 11382) : rejeté (p. 11382)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1188)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1188)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1188)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Son intervention (p. 3591)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 3591)

Politique sociale : services à la personne (p. 3592)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3592)

François LONCLE
Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 1856) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 1854) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures (n° 1855) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 2175) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1854), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tadjikistan relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1855), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures
- le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1856), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [22 décembre 2004] (n° 2020)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2175), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [8 juin 2005] (n° 2445)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9366)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 9367)

Défense : armes nucléaires ; prolifération (p. 9366)

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ; crédits budgétaires (p. 9367)

Organisations internationales : Fonds mondial contre le sida (p. 9367)

Pays étrangers : Irak (p. 9366 et s.)

Pays étrangers : Palestine (p. 9367)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9367)

Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10193)

Son intervention (p. 10195)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 10196)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 10196)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10195 et s.)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 10195 et s.)

Projet de loi n° 1043 autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10198)

Son intervention (p. 10201)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 10202)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 10201)

Relations internationales (p. 10201)

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3496)

Son intervention (p. 3498)

Thème :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : patrimoine culturel (p. 3498)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3498)

Projet de loi n° 2036 autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 juin 2005] (p. 3493)

Son intervention (p. 3494)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3494)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3494)

François LOOS

*Ministre délégué au commerce extérieur
puis Ministre délégué à l'industrie*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Jean-Michel Fourgous. Commerce extérieur. Exportations. Développement [15 décembre 2004] (p. 11058)

M. Camille de Rocca Serra. Commerce extérieur. Balance commerciale. Bilan [29 mars 2005] (p. 2504)

M. Christian Bataille. Energie et carburants. Electricité. Prix [22 juin 2005] (p. 3799)

M. Philippe Auberger. Industrie. Politique industrielle. Agence de l'innovation industrielle, création, perspectives [30 juin 2005] (p. 4083)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Paul. Postes. La Poste. Missions de service public, respect [1^{er} février 2005] (p. 491)

M. Alfred Trassy-Paillogues. Plus-values : imposition. Calcul. Fonds de commerce, cession [1^{er} mars 2005] (p. 1473)

Mme Martine Carrillon-Couvreur. Industrie. Sidérurgie. Arcelor, emploi et activité, Nièvre [29 mars 2005] (p. 2475)

M. Frédéric Reiss. TVA. Taux. Energies renouvelables [29 mars 2005] (p. 2475)

M. Gilbert Meyer. Agroalimentaire. Equarrissage. Financement, perspectives [29 mars 2005] (p. 2476)

M. Émile Zuccarelli. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, gardes-côtes, moyens d'intervention, Corse [29 mars 2005] (p. 2477)

M. Gérard Voisin. Télécommunications. Réseaux. Redevance d'occupation du domaine public, réglementation [21 juin 2005] (p. 3768)

M. Michel Zumkeller. Economie sociale. Mutuelles. Fonction publique, agents de la direction générale des impôts (DGI), information [21 juin 2005] (p. 3769)

DÉBATS**Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie****EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)**

Son intervention (p. 3929)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3931)

Sa réponse (p. 3940)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 3931)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 3941)

Energie et carburants : énergie électrique : prix (p. 3941)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3929, 3941)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3931, 3941)

Energie et carburants : gaz : prix (p. 3941)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 3941)

Energie et carburants : politique énergétique : énergies renouvelables (p. 3929, 3931, 3940)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 3941)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 3941)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3942)

Son intervention (p. 3942)

Gérard LORGEUX

*Morbihan (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Commerce extérieur. Importations. Volailles, sécurité alimentaire [10 novembre 2004] (p. 9236)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1223, posée le 3 mai 2005. Voirie. RN 165 (J.O. Questions p. 4410). Appelée le 3 mai 2005. Contournement de Vannes, perspectives (p. 3036)

Gabrielle LOUIS-CARABIN

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2081 tendant à renforcer le dispositif de régulation du flux migratoire en Guadeloupe [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, séisme, conséquences [23 novembre 2004] (p. 9914)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Etrangers, immigration clandestine, lutte et prévention [9 février 2005] (p. 947)

Outre-mer. Elections et référendums. Référendums, Constitution européenne, perspectives [10 mai 2005] (p. 3272)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****OUTRE-MER****Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)**

Son intervention (p. 9205)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 9206)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9206)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9205)

Outre-mer : crédits (p. 9205)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 9206)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)**

Son intervention (p. 1885)

Thème :

Transports aériens : aéroports : Guadeloupe (p. 1885)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3310)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 3310, 3311)
 Outre-mer : Guadeloupe : femmes (p. 3310)
 Travail : congé de maternité (p. 3311)
 Travail : salaires (p. 3310, 3311)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2493 relative à la prise en compte des logements sociaux vendus à leurs locataires dans le décompte des logements sociaux [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2499 visant à supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2500 visant à rendre inamnistiables les crimes contre l'humanité [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2501 visant à instaurer dans les écoles "une journée d'éducation à l'hygiène alimentaire" pour lutter contre les mauvaises habitudes de l'enfant d'aujourd'hui et de préserver ainsi le capital santé de l'adulte de demain [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Donations et successions. Droits de mutation. Exonération, dons exceptionnels, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7753)

Politique extérieure. Chine. Tibet, droits de l'homme [5 avril 2005] (p. 2655)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 972, posée le 7 décembre 2004. Enseignement secondaire. Lycées (J.O. Questions p. 9558). Appelée le 7 décembre 2004. Construction, perspectives, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) (p. 10673)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 26

Son amendement n° 110 précédemment réservé (tabac - achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8463) : retiré (p. 8464)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10769)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10769)
 Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10769)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10769)
 Syndicats : représentativité : enseignement privé (p. 10769, 10770)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son amendement n° 2 rectifié (p. 10776)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 42

Son amendement n° 18 (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) : retiré (p. 10942)

Après l'article 48

Son amendement n° 17 (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10945) : rejeté (p. 10946)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 587)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 587)
 Travail : coût (p. 587)
 Travail : durée du travail (p. 587, 588)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1176)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1176, 1177)
 Enseignement : personnel : formation professionnelle (p. 1177)
 Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1177)
 Enseignement secondaire : collèges (p. 1176)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son amendement n° 286 (p. 1304)

Après l'article 15

Son amendement n° 285 deuxième (aide aux élèves en difficulté ou intellectuellement précoces) : adopté (p. 1440)

Victorin LUREL
Guadeloupe (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 3 mai 2005] (p. 7673)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8183)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

DÉPÔT

Proposition de loi constitutionnelle n° 1918 visant à supprimer le mot "race" de l'article premier de la Constitution [15 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Etat. Institutions, fonctionnement [20 octobre 2004] (p. 8133)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Avant l'article 17

Son amendement n° 24 (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7563) : adopté (p. 7564)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Son amendement n° 25 (p. 7565)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8195)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8196)

Energie et carburants : pétrole (p. 8195 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8195)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8196)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8196)

Outre-mer : crédits (p. 8196 et s.)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8195 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : Guadeloupe (p. 9116)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9189)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 9189 et s.)

Enseignement (p. 9191)

Entreprises : charges : exonérations (p. 9190)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9189)

Outre-mer : crédits (p. 9189)

Outre-mer : Guadeloupe (p. 9189)

Santé : santé publique : Guadeloupe (p. 9190)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guadeloupe : dotations de l'Etat (p. 9222)

TVA (p. 9220)

M**Daniel MACH**

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1898 visant à créer un statut de la mère au foyer et une allocation de salaire de mère au foyer [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2477 visant à instaurer une prestation de serment des exécutifs locaux [13 juillet 2005]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2517 relative à la Charte des langues régionales ou minoritaires [9 septembre 2005]

Proposition de loi n° 2532 visant à instaurer un délit d'atteinte à la dignité de la France et de l'Etat [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Etat. Décentralisation. Conséquences, recherche et enseignement supérieur [15 décembre 2004] (p. 11055)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1174, posée le 29 mars 2005. Industrie. Produits minéraux non métalliques (J.O. Questions p. 3088). Appelée le 29 mars 2005. Entreprises productrices de béton, revendications (p. 2474)

n° 1263, posée le 21 juin 2005. Urbanisme. Plans d'occupation des sols (POS) et Plans locaux d'urbanisme (PLU) (J.O. Questions p. 6146). Appelée le 21 juin 2005. Modification, réglementation (p. 3772)

Alain MADELIN

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1030, posée le 1^{er} février 2005. Voirie. Perspectives (J.O. Questions p. 883). Appelée le 1^{er} février 2005. Agglomération bordelaise (p. 498)

Richard MALLIÉ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-504 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance (n° 1782) [7 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition de la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques (n° 1784) [7 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-482 du 3 juin 2004 complétant la transposition des directives 93/22/CE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières et 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs (n° 1783) [7 octobre 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers (n° 2213) [5 avril 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11220)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1840 tendant à prévenir la récidive en empêchant la libération des condamnés pour viols, tortures ou actes de barbarie sur mineurs de 15 ans et moins, avant l'âge de 70 ans révolus [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers (n° 2281) [1^{er} juin 2005] (n° 2351)

Proposition de résolution n° 2456 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conditions dans lesquelles le groupe Alcan a pris le contrôle de Péchiney et aux conséquences de cette fusion-acquisition sur l'indépendance de la France en matière d'approvisionnement en aluminium ainsi que sur l'emploi [6 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Italie. Demande d'extradition, attitude de la France [27 octobre 2004] (p. 8571)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1122, posée le 8 mars 2005. Communes. Budget (J.O. Questions p. 2274). Appelée le 8 mars 2005. Dotations de solidarité, perspectives (p. 1704)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8180)

Thèmes :

Démographie : natalité : fiscalité (p. 8181)
 Donations et successions (p. 8181)
 Entreprises : délocalisations (p. 8180)
 Finances publiques : généralités (p. 8180)
 Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 8180)
 Parlement : rôle (p. 8181)
 Politique économique : généralités (p. 8180)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adit n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8256)

Après l'article 8

Intervient sur l'adit n° 70 de M. Thierry Mariani (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) (p. 8278)

Intervient sur l'adit n° 477 rectifié de M. Alain Ferry (viticulture – châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges – article 39/4 du code général des impôts) (p. 8278)

Intervient sur l'adit n° 73 rectifié de M. Thierry Mariani (entreprises agricoles – restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) (p. 8278)

Intervient sur l'adit n° 67 rectifié de M. Thierry Mariani (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) (p. 8278)

Intervient sur l'adit n° 71 rectifié de M. Thierry Mariani (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) (p. 8279)

Intervient sur l'adit n° 80 rectifié de M. Thierry Mariani (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) (p. 8280)

Intervient sur l'adit n° 430 de Mme Arlette Grosskost (cession de ses parts par un associé d'une société d'exercice libéral : calcul de la plus-value) (p. 8280)

Intervient sur l'adit n° 79 rectifié de M. Thierry Mariani (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Son amendement n° 500 (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 13 800 € et de 36 fois le SMIC mensuel pour les adhérents des centres et associations de gestion agréées) (p. 8280) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8281)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8291)

Son amendement n° 451 (p. 8304)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son intervention (p. 8360)

Ses amendements n°s 501 et 502 (p. 8361 et s.)

Après l'article 26

Intervient sur l'adit n° 22 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Decool (tabac – achats transfrontaliers : limitation à 200 cigarettes) (p. 8464)

Après l'article 28

Intervient sur l'adit n° 82 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8470)

Intervient sur l'adit n° 91 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (dépenses de logement et d'hébergement : déductibilité de la TVA) (p. 8474)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'adit n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8479)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2004] (p. 9286)

Article 79 (création, au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), d'une taxe sur le dépôt des demandes d'autorisation d'essais cliniques)

Son intervention (p. 9287)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 8532)

Thème :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8532, 8533)

Explications de vote et vote [2 novembre 2004] (p. 8797)

Ses explications de vote (p. 8799)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8800)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)

Son intervention (p. 10389)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10389)

Retraites : régime agricole : exploitants (p. 10389)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 10389)

Sécurité sociale : dépenses (p. 10390)

Sécurité sociale : financement (p. 10389)

Sécurité sociale : médecine de ville (p. 10389)

Travail : congé de maternité (p. 10389)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Après l'article 3

Son amendement n° 41 (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11102) : retiré (p. 11105)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 96)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : services publics (p. 97)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 96)

Postes : La Poste (p. 96 et s.)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 166)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 463)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1188)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1189)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1189)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1557)

Thèmes :

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1558)

Entreprises : difficultés : publicité (p. 1558)

Entreprises : faillites (p. 1558)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1558)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2837)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3844)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3844)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3844)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3844)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3844)

Travail : travail le dimanche (p. 3845)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 21 (prohibition de pratiques commerciales contestables dans la vente de tabac)

Son intervention (p. 3918)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad. n° 69 rectifié de la commission (repos dominical : dérogation) (p. 3919)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad. n° 77 de M. Georges Tron (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3921)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4025)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4025)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)

Son intervention (p. 3972)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3972 et s.)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 3972)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3972 et s.)

Marchés financiers : ordres de bourse : négociation (p. 3973)

Ordonnances (p. 3973)

Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3972 et s.)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3977)

Article 1er (déclaration d'opérations suspectes)

Son intervention (p. 3977 et s.)

Ses amendements n° 14, 13, 8 12 et 7 (p. 3977, 3979)

Article 2 (coordination)

Son intervention (p. 3979)

Article 3 (application aux cadres dirigeants du régime de déclaration des opérations sur titres)

Son intervention (p. 3979 et s.)

Son amendement n° 9 rectifié (p. 3979)

Article 4 (tenue d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers)

Son intervention (p. 3980 et s.)

Son amendement n° 15 (p. 3980)

Article 5 (habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnance la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers)

Son intervention (p. 3981)

Son amendement n° 6 (p. 3981)

Article 7 (ratification de deux ordonnances)

Son intervention (p. 3981)

Son amendement n° 10 (p. 3981)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4107)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4130)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4107)

Emploi : création d'emplois (p. 4107, 4131)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4107)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 4131)

Politique sociale : insertion (p. 4107, 4131)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4131)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4248)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 4248)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 4249)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)

Ses amendements n^{os} 9 et 372 (p. 4437)

Son sous-amendement n^o 620 à l'adt n^o 181 rectifié de la commission (p. 4438)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4490)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son amendement n^o 350 rectifié (p. 4500)

Noël MAMÈRE

Gironde (3^{ème} circonscription)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n^o 1912 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des institutions, l'utilisation des fonds publics et le rôle du GIP en Polynésie française [8 novembre 2004]

Proposition de résolution n^o 1955 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux délocalisations fiscales [24 novembre 2004]

Proposition de loi n^o 2142 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

Proposition de résolution n^o 2228 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'impact dans l'alimentation et sur la santé des denrées traitées par radiations ionisantes [5 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n^o 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7953)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7953)

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7953)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7953)

Projet de loi n^o 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10564 et s.)

Avant l'article 41

Intervient sur l'adt n^o 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568 et s.)

Intervient sur l'adt n^o 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'adt n^o 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10569)

Intervient sur l'adt n^o 386 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'adt n^o 388 précédemment réservé de Mme Martine Billard (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son intervention (p. 10582)

Après l'article 48

Intervient sur l'adt n^o 398 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (protection des personnes contre la vente à la découpe à visée spéculative) (p. 10592)

Avant l'article 53 bis

Intervient sur l'adt n^o 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10616)

Après l'article 53 bis

Intervient sur l'adt n^o 400 précédemment réservé de Mme Martine Billard (maintien du droit au compte pour le débiteur) (p. 10617)

Après l'article 53 quater

Intervient sur l'adt n^o 669 précédemment réservé de M. Daniel Paul (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10619)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10627)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n^o 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10635)

Intervient sur l'adt n^o 402 précédemment réservé de Mme Martine Billard (notice d'information du schéma sur les rapports conventionnels ; information sur la non-discrimination) (p. 10636)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)

Son intervention (p. 10638)

Projet de loi n^o 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10703)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 10704)

Droit pénal : droits de la défense (p. 10704)

Droits de l'homme et libertés publiques : lutte contre l'homophobie (p. 10703)

Union européenne : directives : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 10703)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 42 de Mme Martine Billard (compétence étendue à toute discrimination) (p. 10708 et s.)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 10714)

Proposition de loi n^o 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son amendement n^o 70 (p. 11113)

Jean-François MANCEL
Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Louis-Joseph MANSCOUR
Martinique (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Aide humanitaire. Caraïbes, cyclones [6 octobre 2004] (p. 7535)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Manifestations sportives [9 février 2005] (p. 943)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1182, posée le 4 mai 2005. Outre-mer. DOM : sécurité sociale [J.O. Questions p. 3375]. Appelée le 5 avril 2005. Mutualité sociale agricole, affiliation, réglementation (p. 2630)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : Martinique (p. 9112)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9005)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 9005)

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 9006)

Enseignement maternel et primaire : personnel : effectifs (p. 9006)

Enseignement secondaire : personnel : effectifs (p. 9006)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9005)

Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 9006)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9196)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : Antilles (p. 9197)

Emploi (p. 9197)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9197)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9197 et s.)

Outre-mer : crédits (p. 9196 et s.)

Transports aériens (p. 9197)

TVA (p. 9197)

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9257)

Thèmes avant la procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9258)

Outre-mer : Antilles : santé publique (p. 9258)

Outre-mer : Martinique : santé publique (p. 9258)

Santé : crédits (p. 9257)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 959)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 964)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 997)

Corinne MARCHAL-TARNUS

Meurthe-et-Moselle (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 15 juillet 2005 [J.O. du 16 juillet 2005] (p. 11706)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IX : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement supérieur) (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Divorce. Procédure, réforme, application [3 novembre 2004] (p. 8874)

Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre [15 mars 2005] (p. 2011)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9130)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : crédits (p. 9130)

Enseignement supérieur : diplômés (p. 9130)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 9130)

Enseignement supérieur : universités (p. 9131)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 9130)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11313)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 918)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 918)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 918)

Professions sociales : aides familiales (p. 918, 919)

Professions sociales : assistants maternels (p. 918, 919)

Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 919)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)

Son intervention (p. 2914)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 2914, 2915)

Enfants : politique de l'enfance (p. 2914)

Professions sociales : aides familiales (p. 2914)

Professions sociales : assistants maternels (p. 2914)

Travail : salaires : professions sociales (p. 2914)

Ses explications de vote (p. 2931)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2931)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3702)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 3703)

Professions sociales : aides familiales (p. 3703)

Professions sociales : assistants maternels (p. 3703)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3703)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad. n° 285 deuxième de M. Lionnel Luca (aide aux élèves en difficulté ou intellectuellement précoces) (p. 1440)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 6 (coordination avec le code du travail)

Son amendement n° 15 (p. 2942)

Thierry MARIANI

*Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours [J.O. du 16 novembre 2004] (p. 19296) ; [J.O. du 18 mai 2005] (p. 8635)

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4814)

Membre titulaire de la commission de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente [J.O. du 20 septembre 2005] (p. 15158)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome II : Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales (sécurité civile) (n° 1868) [13 octobre 2004]

Rapport sur la mise en application de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité [1^{er} décembre 2004] (n° 1962)

Proposition de loi n° 2135 visant à sanctionner la contestation de tous les crimes contre l'humanité [3 mars 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la sûreté du transport aérien en Europe [12 avril 2005] (n° 2241)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le Livre vert sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques (COM [2004] 811 final / E 2813) et sur les expériences de certains pays de l'OCDE en matière de migrations à des fins d'emploi [8 juin 2005] (n° 2365)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 7 au 30 juin 2005 (nos E 2904 à E 2907, E 2909, E 2912 et E 2913) et sur les textes nos E 2584, E 2617, E 2656, E 2726, E 2727, E 2730, E 2731, E 2766, E 2823-3, E 2823-5, E 2849, E 2858, E 2865, E 2867, E 2872, E 2873, E 2877, E 2878, E 2883, E 2885, E 2887, E 2889 et E 2890 [6 juillet 2005] (n° 2449)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [3 novembre 2004] (p. 8875)

Papiers d'identité. Sécurité. Biométrie, perspectives [22 mars 2005] (p. 2214)

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [11 mai 2005] (p. 3330)

Sécurité routière. Réglementation. Perspectives [29 juin 2005] (p. 4018)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 897, posée le 5 octobre 2004. Chasse et pêche. Oiseaux (J.O. Questions p. 7658). Supplée par M. Maurice Giro. Appelée le 5 octobre 2004. Turbidés, réglementation (p. 7456)

n° 1026, posée le 18 janvier 2005. Handicapés. Intégration en milieu scolaire (J.O. Questions p. 425). Appelée le 18 janvier 2005. Perspectives (p. 18)

n° 1123, posée le 8 mars 2005. Enseignement maternel et primaire. Carte scolaire (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Vaucluse (p. 1697)

n° 1220, posée le 3 mai 2005. TVA. Taux (J.O. Questions p. 4410). Appelée le 3 mai 2005. Hôtellerie et restauration (p. 3019)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 55 quater

Son amendement n° 451 (gestion d'un fonds scientifique par la Fédération nationale de la chasse) : rejeté (p. 7782)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Ses amendements n° 595 et 596 (p. 7807, 7810)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention (p. 1021)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1022)

Agroalimentaire : viticulture (p. 1022)

Boissons et alcools : publicité (p. 1022)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 70 (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 73 rectifié (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 67 rectifié (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 68 rectifié (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 71 rectifié (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 80 rectifié (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) : rejeté (p. 8280)

Son amendement n° 79 rectifié (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280) : rejeté (p. 8281)

Après l'article 28

Son amendement n° 82 précédemment réservé (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8470) : retiré (p. 8471)

Son amendement n° 81 précédemment réservé (TVA à l'importation : règlement par le destinataire final) : rejeté (p. 8474)

Son amendement n° 91 précédemment réservé (dépenses de logement et d'hébergement : déductibilité de la TVA) : retiré (p. 8474)

Son amendement n° 87 précédemment réservé (taxe d'aide au commerce et à l'artisanat : retour au taux de 2003) : rejeté (p. 8776)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PECHE ET FORET**

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9086)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes (p. 9086)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole : cotisations sociales (p. 9086)

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Procédure des questions :

Sécurité publique : risques naturels majeurs : Rhône-Alpes (p. 8978)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8810)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sécurité publique : sapeurs-pompiers (p. 8811)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : formation professionnelle (p. 8811)

Sécurité publique : sécurité civile : crédits budgétaires (p. 8810)

Sécurité publique : sécurité civile : modernisation (p. 8812)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9785)

Thèmes :

Justice : tribunaux pour enfants : Carpentras (p. 9785)

Lois : application : procédure pénale (p. 9785)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 69

Son amendement n° 20 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Son amendement n° 21 (commissions départementales des impôts directs : extension de leurs compétences) (p. 9866) : rejeté (p. 9867)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 5 rectifié (placement sous surveillance électronique, de condamnés en correctionnelle, non récidivistes, âgés de plus de 70 ans) (p. 10982) : retiré (p. 10983)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232); [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330); [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446); [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)

Son amendement n° 450 (p. 11334)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique et des conditions d'âge pour le départ en retraite des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 446 (p. 11340)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Son intervention (p. 2810)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2811)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs : statut juridique (p. 2810)

Gendarmerie : gendarmes : armes (p. 2810)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2811)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 30 de M. François Vannson (ventes d'armes dans certaines foires et certains salons professionnels) (p. 2812)

Son amendement n° 33 (quantité de poudre pouvant être détenue par les utilisateurs légaux) : devenu sans objet (p. 2812)

Article 10 (suppression du monopole de l'Etat en matière de produits explosifs)

Son intervention (p. 2813)

Alfred MARIE-JEANNE
Martinique (4^{ème} circonscription)
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Martinique, Armes, prolifération, lutte et prévention [10 mai 2005] (p. 3273)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1110, posée le 8 mars 2005. Outre-mer. DOM : Antilles (J.O. Questions p. 2272). Appelée le 8 mars 2005. Sécurité publique, séismes, normes parasismiques, réévaluation (p. 1712)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9187)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : charges : exonérations (p. 9187)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9187)

Outre-mer : crédits (p. 9187)

Procédure des questions :

Transports par eau : transports maritimes : Martinique (p. 9221)

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

Son intervention (p. 1883)

Thème :

Transports aériens : aéroports : Martinique (p. 1883)

Hervé MARITON

Drôme (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs (n° 2051) [10 février 2005]

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 3 mars 2005] (p. 3752)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 21 : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (équipement et transports terrestres) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 2051) de M. Pierre Méhaignerie, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs [10 février 2005] (n° 2092)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la valorisation du patrimoine autoroutier [22 juin 2005] (n° 2407)

Rapport d'enquête déposé au nom de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [5 juillet 2005] (n° 2436)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, application, bilan et perspectives [20 octobre 2004] (p. 8136)

DÉBATS**Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7485)

Son intervention (p. 7487)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 7487)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7485)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7487 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 7487)

Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7485, 7487)

Finances publiques : recettes (p. 7487)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 7488)

Justice : Cour des comptes (p. 7487 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 7488)

Lois de règlement (p. 7488)

Parlement : rôle (p. 7488)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 7487)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8120)

Son intervention (p. 8148)

Thèmes :

Donations et successions (p. 8149)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8150)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8150)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8150)

Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 8149)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8150)

Impôt sur le revenu : franchise : jeunes (p. 8149)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8149)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8120)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8149)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8149)

Parlement : rôle (p. 8150)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8149)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8150)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8150)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)****Après l'article 2**

Son amendement n° 101 (exonération de la location en meublé d'une partie de la résidence principale : extension aux locations consenties à des étudiants) : rejeté (p. 8234)

Intervient sur l'adt n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8242)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8250)

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le

revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8255)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8264)

Après l'article 8

Son amendement n° 242 rectifié (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à sept ans à compter du 1^{er} janvier 2005) (p. 8278) : retiré (p. 8279)

Son amendement n° 228 (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à sept ans) (p. 8278) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8279)

Son amendement n° 229 rectifié (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 8279)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8288, 8297 et s.)

Son amendement n° 102 (p. 8304)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par application du régime forestier) (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 290 de M. Pascal Terrasse (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par assimilation des zones truffières aux bois) (p. 8313)

Son amendement n° 58 (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 %) (p. 8312) : retiré (p. 8313)

Intervient sur l'adt n° 368 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – intégration des œuvres d'art : forfait de 3 % à défaut de justification d'une valeur inférieure) (p. 8327)

Après l'article 13

Son amendement n° 23 rectifié (fondations reconnues d'utilité publique : revenus du patrimoine taxés au taux de 3 %) : retiré (p. 8358)

Article 15 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Son intervention (p. 8364)

Article 20 (mesures relatives au développement et au financement de l'apprentissage)

Son amendement n° 100 (p. 8377)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8387, 8402)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des communes)

Son intervention (p. 8420 et s.)

Article 30 (réforme de la dotation globale de fonctionnement - DGF - des groupements de communes)

Son intervention (p. 8423)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Intervient sur l'adt n° 209 de M. Pierre Méhaignerie (p. 8479 et s.)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Ses explications de vote (p. 8501)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 8502)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**CULTURE ET COMMUNICATION****II - COMMUNICATION****Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)****Après l'article 73**

Intervient sur l'adt n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9665)

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9295)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9296 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : crédits budgétaires (p. 9295)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9295)

Transports : transport combiné (p. 9296)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9297)

Voirie : routes nationales (p. 9296)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Etat C, titre VI

Son intervention (p. 9348)

Après l'article 73

Son amendement n° 144 deuxième rectification (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9350) vote réservé à la demande du Gouvernement (p. 9351) ; non soumis au vote : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [19 novembre 2004] (p. 9874)

Intervient sur l'adt n° 71 de la commission (rapport au parlement relatif au financement et au fonctionnement de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) (p. 9353)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9821 et s.)

Après l'article 63

Son sous-amendement n° 266 (maintien de la réduction d'impôt) à l'adt n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant: réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9836) : adopté (p. 9837)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 143 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice) (p. 9854)

Intervient sur l'adt n° 67 de M. Gabriel Biancheri (équipements destinés à satisfaire les normes environnementales : non prise en compte dans les bases de taxe professionnelle) (p. 9855)

Intervient sur l'adt n° 53 de M. Gérard Dubrac (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : suppression de l'exonération pour raison de distance) (p. 9859)

Intervient sur l'adt n° 25 rectifié de M. Axel Poniatowski (sociétés réalisant plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à l'export : exonération de taxe professionnelle) (p. 9862)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 234 de Mme Marie-Jo Zimmermann (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) (p. 9864)

Intervient sur l'adt n° 20 de M. Thierry Mariani (taux de l'intérêt de retard) (p. 9866)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Louis Giscard d'Estaing (commissions départementales des impôts directs : extension de leurs compétences) (p. 9866)

Intervient sur l'adt n° 21 de M. Thierry Mariani (commissions départementales des impôts directs : extension de leurs compétences) (p. 9866)

Intervient sur l'adt n° 161 rectifié de la commission (communication des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 9867)

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Charles de Courson (impôt sur le revenu – prélèvement à la source : rapport du Gouvernement) (p. 9869)

Avant l'article 70

Intervient sur l'adt n° 255 de M. Marc Le Fur (déclaration d'impôt sur le revenu : justificatifs pour des réductions d'impôt – dispense de production) (p. 9870)

Après l'article 73

Son amendement n° 144 deuxième rectification précédemment réservé (stationnement payant) (p. 9872) : retiré (p. 9873)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9875)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Ses explications de vote (p. 9921)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9921)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)**

Son intervention (p. 11227)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 11227 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 11227)

Fonctionnaires et agents publics (p. 11228)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : crédit d'impôt (p. 11228)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 11228)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 11227)

**Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi
organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux
lois de finances**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son intervention (p. 9804)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9804)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9804 et s.)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission spéciale (plafonds d'autorisation d'emplois : application aux organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9809)

Son amendement n° 19 (questionnaires budgétaires : réponses devant tenir compte des dispositions de la loi de finances de l'année à venir) (p. 9811) : retiré (p. 9812)

Intervient sur l'adt n° 18 du Gouvernement (lois de finances : mention du nombre des emplois rémunérés par les organismes bénéficiant de subventions d'Etat) (p. 9813)

Intervient sur le sous-adt n° 22 de M. Gilles Carrez (présentation indicative des emplois) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9813)

Intervient sur le sous-adt n° 24 de M. Michel Bouvard (justification des variations constatées par rapport à l'année précédente) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 9813)

Ses explications de vote (p. 9817)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9817)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Son intervention (p. 3751)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 3752)

Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3752)

Lois de finances : nomenclature budgétaire (p. 3752)

Lois de finances : objectifs et indicateurs de performance (p. 3752)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 3752)

Parlement : débats : Cour des comptes (p. 3752)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3753)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10872)

Son intervention (p. 10883)

Thèmes :

Emploi : chômage : politique de l'emploi (p. 10883 et s.)
 Etat : réforme : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 10884)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10883 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10884)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10883)
 Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10884)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10872)
 Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 10873)
 Secteur public : privatisations (p. 10883)
 Travail : durée du travail (p. 10883)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 140 de M. Didier Migaud (TIPP flottante) (p. 10905)

Après l'article 3

Son amendement n° 224 (comités viticoles : perception des bonis de liquidation des taxes parafiscales dont ils bénéficiaient) : retiré (p. 10907)

Article 28 (reconduction de la dispense de production des reçus fiscaux relatifs aux dons et aux cotisations syndicales avec la déclaration des revenus en cas de télédéclaration)

Son intervention (p. 10914)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10915)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 43 du Gouvernement (CSG : déductibilité des hausses de cotisations résultant de la réforme de l'assurance maladie) (p. 10918)

Après l'article 40

Intervient sur l'ad n° 127 de M. Jacques Péliard (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : institution par les communes isolées) (p. 10931)

Son amendement n° 167 rectifié (taxe d'enlèvement des ordures ménagères - locaux situés dans des zones où ne fonctionne pas le service d'enlèvement : possibilité d'assujettissement) : adopté (p. 10933)

Intervient sur l'ad n° 64 de la commission (communication des rôles supplémentaires d'impôts locaux) (p. 10936 et s.)

Après l'article 42

Son amendement n° 196 (établissements financiers - option à la TVA : révocabilité par période de cinq ans) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10939)

Son amendement n° 194 (actions - commissions sur les émissions et les placements : exclusion de l'option à la TVA) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10939)

Son amendement n° 195 (organismes de placement collectif en valeurs mobilières : exonération de TVA) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10939)

Intervient sur l'ad n° 18 de M. Lionnel Luca (TVA à l'importation : suppression de la perception par les douanes et règlement par le destinataire final) (p. 10942)

Après l'article 48

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Lionnel Luca (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10945)

Intervient sur l'ad n° 20 rectifié de Mme Françoise Branget (crédit d'impôt recherche : suppression des contrôles opérés par le ministère de la recherche) (p. 10945)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad n° 125 de M. Jean-Jacques Descamps (conséquences du changement de statut de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 10948)

Article 53 (exemption de certaines dispositions du code monétaire et financier pour les émissions de l'UNEDIC bénéficiant de la garantie de l'Etat)

Son intervention (p. 10949)

Après l'article 57

Intervient sur l'ad n° 41 du Gouvernement (agences de l'eau : adduction d'eau et assainissement en milieu rural) (p. 10954)

Article 60 (aménagement du régime de retraite des personnels actifs de la police)

Son intervention (p. 10956)

Après l'article 60

Intervient sur l'ad n° 87 du Gouvernement (fonctionnaires affectés à GIAT Industries ou dans des établissements relevant du ministère de la défense : adaptation du dispositif de départ en préretraite à la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et extinction au 31 décembre 2007) (p. 10956)

Ses explications de vote (p. 10958)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10958)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 595)

Thèmes :

Syndicats : représentativité (p. 595)
 Travail : comptes épargne-temps (p. 596)
 Travail : durée du travail (p. 595)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 595)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 997)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Ses interventions (p. 1071, 1086)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1071 et s., 1086)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1072)
 Coopération intercommunale (p. 1072)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1071)
 Finances publiques : dépenses (p. 1072)
 Impôts locaux (p. 1071 et s., 1086)
 Impôts locaux : dégrèvement : compensations financières (p. 1086)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité : collectivités territoriales (p. 1071)
 Régions : fiscalité : gauche (p. 1071)

Discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1088)

Son intervention (p. 1089)

Titre

Son amendement n° 3 (nouveau titre : "proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale") (p. 1089) : adopté (p. 1090)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2690)

Thèmes :

Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2690)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2690)

Parlement : commissions mixtes paritaires : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2690)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3194)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4092)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4092)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4093)

Entreprises : recrutement (p. 4092)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4092)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4336)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4336)

Emploi : allègements de cotisations pour réduction du temps de travail : prime pour l'emploi (p. 4336 et s.)

Finances publiques : dépenses (p. 4336)

Impôts et taxes : réforme fiscale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4336)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4336)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 4336)

Muriel MARLAND-MILITELLO

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8187)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2224), adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat, relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [6 avril 2005] (n° 2230)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [10 mai 2005] (n° 2296)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la politique des pouvoirs publics dans le domaine de l'éducation et de la formation artistiques [29 juin 2005] (n° 2424)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enfants. Protection. Tourisme sexuel, lutte et prévention [17 novembre 2004] (p. 9506)

Chômage : indemnisation. Professionnels du spectacle. Intermittents [8 mars 2005] (p. 1734)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8383, 8398 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8770)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles (p. 8770)

Culture : crédits (p. 8770)

Culture : politique culturelle (p. 8770)

Patrimoine culturel : monuments classés (p. 8770)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8770)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 14

Son amendement n° 749 (journée de découverte de l'entreprise dans les CFA) : retiré (p. 10317)

Après l'article 14

Son amendement n° 735 (affectation de la taxe d'apprentissage) : retiré (p. 10322)

Après l'article 22

Son amendement n° 748 (étudiants ; projet d'orientation universitaire et professionnel) (p. 10358) : retiré (p. 10359)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10844)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10844)
Arts et spectacles : spectacles (p. 10844)
Arts et spectacles : travailleurs du spectacle (p. 10845)
Culture : politique culturelle (p. 10845)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11111 et s.)
Ses amendements n°s 49, 50, 53, 58 (p. 11114 à 11117)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Ses amendements n°s 59, 51 et 52 (p. 11117)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11196)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11202)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11197)
Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 11197)
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11197)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11197, 11202)
Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11197)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11203)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11210)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Son amendement n° 749 (p. 11232)

Après l'article 3

Son amendement n° 751 (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) : retiré (p. 11248)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11300 et s.)
Ses amendements n°s 463, 610, 464, 465 (p. 11300 et s., 11306, 11311)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Ses amendements n°s 719, 466 (p. 11317)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Ses amendements n°s 756 et 468 (p. 11373, 11376)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11432)
Son amendement n° 614 rectifié (p. 11436)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 916)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 917)
Enfants : politique de l'enfance (p. 917)
Professions sociales : formation professionnelle (p. 917)
Professions sociales : rémunération (p. 917)
Professions sociales : aides familiales (p. 916 et s.)
Professions sociales : assistants maternels (p. 916 et s.)
Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 918)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son amendement n° 106 troisième rectification (p. 956)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (évaluation des besoins en personnels qualifiés dans les organismes d'accueil collectif de jeunes enfants) (p. 956)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 959 et s.)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 965 et s.)
Ses amendements n°s 104, 107 rectifié, 109 et 108 (p. 965 et s., 968)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son intervention (p. 971 et s.)
Ses amendements n°s 105 rectifié et 110 (p. 971)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 973 et s.)
Son amendement n° 111 troisième rectification (p. 973)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 32 de Mme Patricia Adam (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981)

Intervient sur l'ad n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981)

Intervient sur l'ad n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (rapport au Parlement sur les droits sociaux et à la retraite à soixante ans à taux plein pour les assistants maternels et assistants familiaux) (p. 982)

Article 8 (contrat d'accueil pour les assistants familiaux)

Son intervention (p. 982 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n° 112 rectifié (conditions du suivi de l'activité des assistants maternels et assistants familiaux) : adopté (p. 984)

Article 11 (modification de la structure du chapitre III du titre VII du livre VII du code du travail)

Ses amendements n^{os} 113 et 114 (p. 984)

Après l'article 12
Son amendement n^o 115 (compétence du conseil des prud'hommes en matière de contentieux entre les assistants maternels et assistants familiaux et leurs employeurs) : adopté (p. 985)

Article 13 (obligation de conclusion d'un contrat de travail écrit)
Son intervention (p. 985)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)
Son intervention (p. 985 et s.)

Après l'article 14
Intervient sur l'ad^t n^o 11 de la commission (rémunération des assistants maternels et assistants familiaux : application obligatoire du principe de mensualisation) (p. 986)

Article 15 (définition par décret des mentions du contrat de travail des assistants maternels)
Son amendement n^o 116 (p. 986) : adopté (p. 986)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps»)
Son intervention (p. 986 et s.)

Article 17 (régime de la rémunération des assistants maternels en cas d'absence de l'enfant)
Son intervention (p. 987)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)
Son intervention (p. 988 et s.)
Ses amendements n^{os} 117 et 118 (p. 988)

Article 19 (rupture du contrat de travail conclu entre un particulier et l'assistant maternel)
Son intervention (p. 989)

Article 20 (régime des congés de l'assistant maternel employé par un particulier)
Son amendement n^o 119 (p. 990)

Article 23 (modification du régime de licenciement d'un assistant maternel ou familial par son employeur personne morale)
Son intervention (p. 990)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)
Son intervention (p. 990 et s.)

Article 27 (rémunération et régime de la période d'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)
Son intervention (p. 993 et s.)
Son amendement n^o 120 (p. 994)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)
Son intervention (p. 995)
Son amendement n^o 121 rectifié (p. 995)

Article 29 (cumul d'activité)
Son intervention (p. 996)
Son amendement n^o 122 (p. 996)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)
Son intervention (p. 997 et s.)
Son amendement n^o 123 (p. 997) : SCRUTIN PUBLIC (p. 999)

Après l'article 30
Intervient sur l'ad^t n^o 93 de Mme Muguette Jacquaint (rapport au Parlement sur la possibilité d'intégration dans la fonction publique territoriale d'assistants maternels et assistants familiaux dépendant de personnes morales de droit public) (p. 1000)

Article 31 bis (reconnaissance du service de garde et de restauration assurée par les assistants maternels)
Son intervention (p. 1001)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)
Son intervention (p. 2912)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 2913)
Enfants : crèches et garderies (p. 2913)
Enfants : politique de l'enfance (p. 2913, 2914)
Professions sociales : aides familiales (p. 2913, 2914)
Professions sociales : assistants maternels (p. 2913, 2914)
Travail : salaires : professions sociales (p. 2913)

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son intervention (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2920 et s.)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son intervention (p. 2924 et s.)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2926 et s.)

Article 9 bis (contrôle de l'activité des assistants maternels)

Son intervention (p. 2927)

Article 10 bis A (demande d'informations en cas de présomption de violation de la décision d'agrément)

Son intervention (p. 2927)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son intervention (p. 2928)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps »)

Son intervention (p. 2928)

Article 17 (régime de la rémunération des assistants maternels en cas d'absence de l'enfant)

Son intervention (p. 2928)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Son intervention (p. 2929)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 2929)

Article 29 bis A (assiette de la contribution au financement de la formation professionnelle continue des assistants maternels)

Son intervention (p. 2929)

Article 31 bis A (modalités de financement de l'UNAF et des unions départementales)

Son intervention (p. 2930)

Après l'article 31 bis B

Intervient sur l'ad^t n^o 27 deuxième rectification du Gouvernement (p. 2930)

Article 36 (consultation des principales associations d'élus sur les projets de décret d'application)

Son amendement n^o 30 (p. 2930)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad^t n^o 26 rectifié du Gouvernement (travail à temps partiel à titre de travail protégé pour travailleurs handicapés) (p. 2931)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3700)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 3700)
Professions sociales : conditions de travail (p. 3702)
Professions sociales : formation professionnelle (p. 3700)
Professions sociales : aides familiales (p. 3700)
Professions sociales : assistants maternels (p. 3700)
Travail : contrats de travail (p. 3701)

Proposition de loi n° 1651 rect. tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3685)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3685)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3686)

Culture : mécénat (p. 3686)

Entreprises : fondations (p. 3685, 3686)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3686)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 1er

Son amendement n° 18, deuxième rectification (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4271) : rejeté (p. 4274)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale à l'aménagement et au développement durable du territoire [J.O. du 19 février 2005] (p. 2865)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la loi de finances pour 2005 (n°1800) : annexe n° 9 : Agriculture (agriculture) (n°1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les négociations agricoles entre le Brésil et l'Union européenne [15 février 2005] (n° 2098)

Proposition de loi n° 2543 tendant à modifier certaines dispositions applicables au financement de la vie politique [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 6

Son amendement n° 55 (rentes d'incapacité permanente servies aux agriculteurs : exonération de l'impôt sur le revenu) : rejeté (p. 8269)

Après l'article 8

Son amendement n° 54 rectifié (régime des bénéficiaires agricoles – application : recettes accessoires portées à 50 % des recettes agricoles et limite augmentée de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279) : rejeté (p. 8280)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9067)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 9067)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9068)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 9068)

Agriculture : montagne (p. 9068)

Agriculture : offices d'intervention (p. 9068)

Agriculture : pollution (p. 9068)

Assurances (p. 9067)

Elevage : bâtiments (p. 9067)

Enseignement agricole (p. 9068)

Ministères et secrétariats d'Etat : Ministère de l'agriculture (p. 9068)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9067)

Recherche (p. 9068)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 98 du Gouvernement (taxe fiscale affectée à l'ONIC ; perception) (p. 9120)

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de la commission des finances (équarissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9121)

Son sous-amendement n° 107 (rédactionnel) à l'adt n° 98 du Gouvernement (p. 9120) : adopté (p. 9121)

Intervient sur l'adt n° 97 du Gouvernement (INAO : ressources ; droit sur les indications géographiques protégées ; assiette) (p. 9123)

Son sous-amendement n° 105 (de précision) à l'adt n° 97 du Gouvernement : adopté (p. 9123)

Son sous-amendement n° 106 (de précision) à l'adt n° 97 du Gouvernement : adopté (p. 9123)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9619)

Franck MARLIN

*Essonne (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2272 visant à prévoir la production d'un certificat de conformité du réseau d'assainissement des eaux usées dans la procédure de mutation d'un bien immobilier [14 avril 2005]

Alain MARSAUD
Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme (documents E 2616, E 2634 et E 2734) (n° 2122) [23 mars 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2188 instaurant une carte de résident pour les chercheurs de haut niveau [23 mars 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. René André, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) (COM [2004] 103 final / E 2517, COM [2004] 104 final / E 2518) (n° 1534) [11 mai 2005] (n° 2302)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Christian Philip, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme (documents E-2616, E-2634 et E-2734) (n° 2122) [11 mai 2005] (n° 2303)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Etats-Unis. Attitude de l'Union européenne [3 novembre 2004] (p. 8873)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8822)

Thèmes avant la procédure des questions :

Cultes : islam : intégrisme (p. 8823)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 8822)

Etrangers : immigration : décrets (p. 8823)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9784)

Thèmes :

Animaux : ours (p. 9784)

Justice : délais (p. 9784)

Justice : tribunaux de commerce : Limousin (p. 9784)

Jean MARSAUDON
Essonne (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2482 visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [13 juillet 2005]

Hugues MARTIN
Gironde (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens député le 22 novembre 2004 [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19707)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19708)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 24 novembre 2004] (p. 19889)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 novembre 2004] (p. 20030)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2187 visant à réintégrer dans le parc immobilier social les logements sociaux acquis par les locataires [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [23 novembre 2004] (p. 9912)

Philippe MARTIN

Gers (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Secrétaire de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004] (p. 17778)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [3 novembre 2004] (p. 8877)

Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [29 mars 2005] (p. 2504)

Etat. Gouvernement. Propos tenus par un ministre [23 juin 2005] (p. 3863)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1086, posée le 1^{er} mars 2005. Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT)

(J.O. Questions p. 2042). Appelée le 1^{er} mars 2005. Département hygiène sécurité environnement (HSE), fonctionnement, effectifs de personnel, Auch (p. 1481)

DÉBATS

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2982)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 281 ("journée de solidarité" - lundi de Pentecôte - travail non rémunéré - abrogation) (p. 3122) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3123)

Philippe-Armand MARTIN

Marne (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1843 visant à renforcer les mesures prises à l'encontre des personnes coupables de mauvais traitements sur des personnes âgées [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1846 autorisant la rémunération des comptes courants des associations et clubs sportifs [13 octobre 2004]

Proposition de loi organique n° 2372 visant à rendre incompatible le mandat de parlementaire avec l'exercice de fonctions électives locales [14 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [18 janvier 2005] (p. 36)

Emploi. Politique de l'emploi. Seniors, perspectives [11 mai 2005] (p. 3334)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1124, posée le 8 mars 2005. Sécurité sociale. Cotisations (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Calcul, avantages en nature, évaluation (p. 1701)

n° 1175, posée le 29 mars 2005. Impôts et taxes. Taxe sur les salaires (J.O. Questions p. 3088). Appelée le 29 mars 2005. Associations, réforme (p. 2489)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9283)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11210)

Son amendement n° 457 (p. 11212)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11300 et s.)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 10

Son amendement n° 298 (transposition aux entreprises agricoles de l'obligation de choisir un statut pour le conjoint collaborateur) : retiré (p. 4380)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son amendement n° 464 (p. 4382)

Henriette MARTINEZ

Hautes-Alpes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Vice-président de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2014 sur la protection de l'enfance [21 décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Droits, reconnaissance [15 février 2005] (p. 1100)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1125, posée le 8 mars 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Décharges (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Directive européenne, transposition (p. 1712)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7519)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination : femmes (p. 7519)
 Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 7519)
 Etat : valeurs républicaines (p. 7519)
 Santé : sida : discrimination (p. 7519)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7623 et s.)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'ad t n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7647)

Après l'article 65

Intervient sur les adts n°s 311 et 310 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7685)

Article 65 sexes (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Son amendement n° 233 (p. 7692)
 Son intervention (p. 7693 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9375)

Thèmes avant la procédure des questions :

Femmes (p. 9376)
 Langue française : francophonie (p. 9376)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 9376)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 9376)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : politique de l'enfance (p. 9259)
 Famille : adoption (p. 9259)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9259)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10161)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10162)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10161)
 Professions de santé : déontologie (p. 10161)
 Santé : fin de vie (p. 10162)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 4 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente qui n'est pas en fin de vie)

Ses amendements n°s 3 et 4 (p. 10181 et s.)

Article 5 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne consciente en fin de vie)

Son amendement n° 5 (p. 10183)

Article 6 (personne de confiance)

Son amendement n° 6 (p. 10183)

Article 8 (procédure de limitation ou d'arrêt de traitement applicable à la personne inconsciente en fin de vie)

Ses amendements n°s 7 et 8 (p. 10184)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son amendement n° 433 (p. 11203)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son amendement n° 434 (p. 11370)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 926)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 927)
 Enfants : politique de l'enfance (p. 927)
 Professions sociales : aides familiales (p. 926, 927)
 Professions sociales : assistants maternels (p. 926, 927)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1186)

Thèmes :

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1187)
 Enseignement : pédagogie (p. 1187)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1186, 1187)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 16 de Mme Martine Billard (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2840)

Intervient sur l'ad t n° 17 de Mme Martine Billard (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2840)

Intervient sur l'ad t n° 18 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2840)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé)

Son intervention (p. 2843 et s.)

Patrice MARTIN-LALANDE
Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 14 : Culture et communication (communication) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Réforme [12 octobre 2004] (p. 7758)
Presse et livres. Liberté de la presse. Respect [25 janvier 2005] (p. 292)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 898, posée le 5 octobre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 7658). Appelée le 5 octobre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 7437)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale -ZRR)

Ses amendements n° 613 et 612 (p. 7626)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'ad n° 512 rectifié de M. Charles de Courson (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7776)

Article 55 (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats -ORGFH)

Son intervention (p. 7778)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'ad n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7780)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains -PPAEANP- et de programmes d'action)

Son amendement n° 772 (p. 7991)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 775 (p. 7993)

Après l'article 20

Son amendement n° 776 (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) : rejeté (p. 7994)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son amendement n° 778 (p. 7998)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles -CNASEA- aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son intervention (p. 8008)

Article 75 (création d'un établissement public pour la préservation et la gestion du domaine national de Chambord)

Son intervention (p. 8009 et s.)

Ses amendements n° 404, 406, 402, 405, 443 et 403 (p. 8010 et s.)

Après l'article 75 septies

Son amendement n° 781 (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) : retiré (p. 8016)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 39 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 32 rectifié de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 34 de M. Étienne Mourrut (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 208 de M. Philippe Feneuil (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 195 de M. Philippe Feneuil (viticulture – châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges – article 39/4 du code général des impôts) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 196 de M. Philippe Feneuil (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 38 de M. Étienne Mourrut (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) (p. 8278)

Intervient sur l'ad n° 191 de M. Philippe Feneuil (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8279)

Intervient sur l'ad n° 40 de M. Étienne Mourrut (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) (p. 8279)

Intervient sur l'ad n° 54 rectifié de M. Alain Marleix (régime des bénéfices agricoles – application : recettes accessoires portées à 50 % des recettes agricoles et limite augmentée de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279)

Intervient sur l'ad n° 183 rectifié de M. Louis Giscard d'Estaing (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) (p. 8280)

Intervient sur l'ad n° 439 de M. Jacques Myard (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) (p. 8280)

Intervient sur l'ad n° 240 de M. Michel Bouvard (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Intervient sur l'ad n° 496 de M. Francis Hillmeyer (salaire du conjoint – article 154/1 du code général des impôts : déductibilité dans la limite de 36 fois le SMIC mensuel) (p. 8280)

Après l'article 23

Son amendement n° 235 (production audiovisuelle : bénéfice du crédit d'impôt-cinéma) (p. 8381) : retiré (p. 8382)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8383)

Son amendement n° 506 rectifié (p. 8402)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son intervention (p. 8405 et s.)

Ses amendements n° 234 et 236 (p. 8405)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement -DGF- des communes)

Son intervention (p. 8410)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

**Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004]
(p. 9661)**

Après l'article 73

Intervient sur l'adt n° 124 de la commission (charges sur les messages publicitaires et le parrainage) (p. 9661)

Intervient sur l'adt n° 136 rectifié de la commission des affaires économiques (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'adt n° 206 de M. Michel Françaix (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'adt n° 134 de la commission des affaires économiques (affectation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique ; radios associatives locales) (p. 9663)

Intervient sur l'adt n° 125 de la commission (transmission des contrats d'objectifs et de moyens à la commission parlementaire compétente) (p. 9663)

Intervient sur l'adt n° 126 de la commission (transmission élargie à la commission des finances du rapport concernant les contrats d'objectifs et de moyens) (p. 9664)

Intervient sur l'adt n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9665)

**Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004]
(p. 9693) :**

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 9693, 9710)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9694)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 9694)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9694, 9695)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 9695)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9694)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9695)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 9695)

Presse et livres : presse (p. 9695 et 9710)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9694, 9710)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (p. 8860)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

**Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2004]
(p. 9445)**

Après l'article 79

Son amendement n° 81 (gens du voyage : schémas d'accueil départemental ; bilan financier) : adopté (p. 9446)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Intervient sur l'adt n° 140 de M. Louis Giscard d'Estaing (investissements de téléphonie mobile dans les « zones blanches » : prorogation jusqu'en 2006 des attributions du fonds de compensation pour la TVA) (p. 9850)

Son amendement n° 165 rectifié (diffuseurs de presse - taxe professionnelle : modalités de calcul des recettes) (p. 9854) : adopté après modification (p. 9855)

Son amendement n° 199 (équipements pour personnes âgées ou handicapées - impôts locaux : non prise en compte dans les valeurs locatives) (p. 9856) : adopté (p. 9857)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9875)

**Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour
2004**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ;
[10 décembre 2004] (p. 10931)**

Article 5 et état A (équilibre général)

Son amendement n° 95 (p. 10907)

*Article 7 et état B' (dépenses ordinaires des services civils -
annulations de crédits)*

Son amendement n° 97 (p. 10908)

Avant l'article 49

Son amendement n° 3 rectifié (audiovisuel public : transmission au Parlement des projets de contrats d'objectifs et de moyens entre l'État et les opérateurs) : retiré (p. 10946)

**Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de
l'école**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ;
[17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005]
(p. 1360, 1383, 1426)**

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1310)

**Projet de loi n° 2348 relatif au développement des
services à la personne et à diverses mesures en
faveur de la cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ;
[16 juin 2005] (p. 3706)**

*Article 1er (régime de la fourniture des services à la
personne et création du chèque-emploi-service universel)*

Son intervention (p. 3627)

Alain MARTY

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Services publics, accès [18 janvier 2005] (p. 40)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637,
7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre
2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)**

*Article 3 ter (réduction de l'impôt sur le revenu au titre des
locations des résidences de tourisme)*

Son amendement n° 395 rectifié (p. 7861)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Après l'article 63*

Intervient sur l'ad n° 8 de M. Antoine Herth (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : pérennisation de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable et extension aux contrats d'agriculture durable) (p. 9832)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11312)

Son amendement n° 288 (p. 11313)

Après l'article 8

Son amendement n° 290 (formation des enseignants sur le handicap) : retiré (p. 11322)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 291 de M. Emmanuel Hamelin (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n° 292 (p. 11342)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son amendement n° 294 (p. 11352)

Après l'article 21

Son amendement n° 296 (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) : retiré (p. 11368)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VII : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2268 tendant à la suppression de la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune [14 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Avion A380, construction, bilan [18 janvier 2005] (p. 39)

Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo, perspectives [4 mai 2005] (p. 3144)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9031)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 9032)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9033)

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9032)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : crédits budgétaires (p. 9032)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9033)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 9033)

Energie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) : crédits budgétaires (p. 9032)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 9031 et s.)

Recherche (p. 9032)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 9033)

Christophe MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1246 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 298 rectifié (apprentissage des technologies nouvelles) : rejeté (p. 1287)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1315, 1330)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1345 et s.)

Proposition de loi n° 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3255)

Thèmes :

Logement : mixité sociale (p. 3256)

Logement : politique du logement : exclusion (p. 3256)
Logement : ventes à la découpe : Marseille (p. 3256)

Jean-Claude MATHIS
Aube (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 11 : Anciens combattants (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchéances et incapacités. Tutelle et curatelle. Réforme, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11055)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9595)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9596, 9597)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9596)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9595, 9596)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9596)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9596)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides (p. 9596)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié du Gouvernement (anciens prisonniers de la guerre d'Algérie : droit à réparation) (p. 9267)

Intervient sur l'adt n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9626)

Didier MATHUS
Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, développement [27 octobre 2004] (p. 8570)

Audiovisuel et communication. TV5. Présidence [16 mars 2005] (p. 2079)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Conteste le comptage des voix lors du vote sur l'amendement n° 124 [19 novembre 2004] (p. 9662)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 490 (p. 8404)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8769)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : internat (p. 8769)

Culture : politique culturelle (p. 8769)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8783)

Après l'article 62

Son amendement n° 1 (taxes sur les copies privées) (p. 8783) : rejeté (p. 8784)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9658)

Son intervention (p. 9660)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9660)

Audiovisuel et communication : radio (p. 9661)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9660)

Presse et livres : presse (p. 9660)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Reprend l'adt n° 124 de la commission (charges sur les messages publicitaires et le parrainage) (p. 9661) : rejeté (p. 9662)

Son rappel au règlement (cf. supra) [19 novembre 2004] (p. 9662)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Ses interventions (p. 9700)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 9701)

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 9701)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9700, 9701)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9701)

Sports : football : audiovisuel et communication (p. 9701)

Bernard MAZOUAUD

*Dordogne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Télécommunications. Téléphone. Tarifs, réglementation [17 novembre 2004] (p. 9506)

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 17 décembre 2004] (p. 21365)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21797)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le marché de l'emploi au Danemark [9 novembre 2004] [9 novembre 2004] (n° 1913)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs [2 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [17 novembre 2004] (p. 9502)

Consommation. Information des consommateurs. Marquage d'origine des produits, politiques communautaires [22 juin 2005] (p. 3798)

COUR DES COMPTES

Observations lors du dépôt du rapport de la Cour des comptes au titre de l'année 2004 [1^{er} mars 2005] (p. 1489)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux

Son intervention (p. 7857)

Article 72 (substitution du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles - CNASEA - aux établissements chargés d'éliminer les déchets d'animaux)

Son amendement n° 830 rectifié (p. 8008)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 7716)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7716 et s.)

Entreprises : transmission (p. 7717)

Finances publiques (p. 7716)

Industrie : politique industrielle : création d'emplois (p. 7717)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7717)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 8085)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8221)

Thèmes :

Administration : commissions, comités et instituts : inflation (p. 8086)

Entreprises : allègement des charges (p. 8221)

Etat : réforme (p. 8086)

Handicapés (p. 8221)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8221)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8085 et s.)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8085)

Parlement : rôle (p. 8086)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 8085)

Politique économique : croissance (p. 8085)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8086)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 248 de M. Didier Migaud (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8239)

Intervient sur l'ad n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8244)

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Didier Migaud (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8249)

Intervient sur l'ad n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8256)

Intervient sur l'ad n° 257 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt - taux porté à 70 % et plafond à 600 €) (p. 8258)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8261)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8319)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8351 et s.)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son intervention (p. 8360)

Article 15 (renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars)

Son intervention (p. 8363)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 404 de M. Charles de Courson (taxe sur les salaires : exonération des rémunérations des personnes recrutées pour une durée indéterminée ou titularisées) (p. 8365)

Article 16 (prorogation et aménagement du remboursement partiel applicable au gazole utilisé par les entreprises de transport routier de marchandises)

Son intervention (p. 8365)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8401)

Article 44 et état A annexé (équilibre général du budget)

Son amendement n° 209 (p. 8478) : adopté après rectification (p. 8480)

Article 8 sexies (chèques-vacances dans les entreprises de moins de cinquante salariés)

Son intervention (p. 8482)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié du Gouvernement (anciens prisonniers de la guerre d'Algérie : droit à réparation) (p. 9628)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9697)

Thème :

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9697)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 9725, 9736)

Thème :

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9736)

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2004] (p. 8919)

Article 75 (révision du dispositif des exonérations de cotisations sociales patronales au titre des salaires versés aux apprentis)

Son intervention (p. 8920)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Ses interventions en qualité de président de la commission des finances (p. 9738, 9745)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles (p. 9745)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9745)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 9764)

Thème :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 9765)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 9772)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Intervient sur l'adt n° 160 rectifié de la commission (taxe affectée au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz : seuil de recouvrement porté de 80 € à 120 €) (p. 9820)

Son amendement n° 252 rectifié (taxe affectée au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz : exonération des tours de chant, concerts et spectacles de musique traditionnelle) : adopté après modification (p. 9820)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9825)

Après l'article 63

Intervient sur l'adt n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9836)

Après l'article 64

Intervient sur l'adt n° 156 rectifié de la commission (artistes amateurs – défraiements : exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales) (p. 9840)

Article 67 (crédit d'impôt en faveur de la première accession à la propriété)

Son intervention (p. 9842)

Son amendement n° 264 (p. 9850)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 9918)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la

commission des finances d'un de ses membres pour un objet et une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9816)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3759)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 4 de la commission spéciale (partenariats privé-public : effet sur la dette de l'Etat en loi de règlement) (p. 3761)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 10074)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10850)

Thèmes :

Arts et spectacles : création d'emplois (p. 10851)
Culture : politique culturelle (p. 10851)
Enseignement : enseignements artistiques (p. 10851)
Finances publiques : lois de finances (p. 10851)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 3 (modalités de perception en 2004 de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat - TACA -)

Son intervention (p. 10907)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad n° 117 de M. Didier Migaud (réductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) (p. 10915)

Intervient sur l'ad n° 118 de M. Didier Migaud (réductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 10915)

Intervient sur l'ad n° 119 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) (p. 10915)

Intervient sur l'ad n° 120 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 10915)

Intervient sur l'ad n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10915 et s.)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Son intervention (p. 11031)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1072)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1073)

Collectivités territoriales : péréquation (p. 1073 et s)

Coopération intercommunale (p. 1074)

Départements : fiscalité (p. 1075)

Finances publiques : dépenses (p. 1073)

Impôts locaux (p. 1073 et s)

Impôts locaux : dégrèvement : compensations financières (p. 1073 et s)

Régions : fiscalité : gauche (p. 1072)

Discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1088)

Titre

Son intervention (p. 1090)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 2692)

Thème :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 2692)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 3818)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : inflation (p. 3818)

Entreprises : allègement des charges (p. 3819)

Entreprises : formalités administratives : contrôles (p. 3819)

Finances publiques : dépenses : productivité (p. 3819)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3819)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 3819)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son intervention (p. 3917)

Article 21 (prohibition de pratiques commerciales contestables dans la vente de tabac)

Son intervention (p. 3918)

Après l'article 23

Intervient sur l'ad n° 77 de M. Georges Tron (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3920)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4408)

Après l'article 22

Intervient sur l'ad n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4426)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention en qualité de président de la commission des finances (p. 4322)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4324)
 Emploi : allègements de cotisations pour réduction du temps de travail : prime pour l'emploi (p. 4325)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4323)
 Enseignement secondaire : personnel : enseignants : durée du travail (p. 4323)
 Etat : réforme (p. 4322 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4323)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4325)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4325)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4324)

Hamlaoui MÉKACHÉRA

<i>Ministre délégué aux anciens combattants</i>

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre délégué aux anciens combattants, auprès de la ministre de la défense. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSE A LA QUESTION AU GOUVERNEMENT DE**

M. René André. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémorations. Soixantième anniversaire de la libération des camps nazis, perspectives [18 janvier 2005] (p. 33)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Frédéric Reiss. Ministères et secrétariats d'Etat. Anciens combattants : budget. Crédits pour 2005 [21 décembre 2004] (p. 11282)

Mme Jacqueline Fraysse. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nanterre [21 décembre 2004] (p. 11283)

M. Gérard Bapt. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Commissions de reclassement, fonctionnement [8 février 2005] (p. 852)

M. William Dumas. Eau. Politique de l'eau. Réglementation, conséquences [8 février 2005] (p. 853)

M. François Rochebloine. Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires. Perspectives [8 février 2005] (p. 854)

M. Christian Philip. Enseignement secondaire. Programmes. Chinois, Lyon [8 février 2005] (p. 854)

M. Patrick Beaudouin. Anciens combattants et victimes de guerre. Office national. Perspectives [22 mars 2005] (p. 2207)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005
--

PREMIÈRE LECTURE**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9613)

Ses réponses (p. 9617 à 9626)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9615)
 Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9614, 9615)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 9614)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9613)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9615)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9616)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 9614)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 9616)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9614)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 9615)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9614)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9613, 9616)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : opérations extérieures (M. Henri Nayrou) (p. 9625)

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (M. Julien Dray) (p. 9624)

Anciens combattants et victimes de guerre : rente viagère (M. Jean-Louis Dumont) (p. 9625)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9619) (M. Alain Marleix) (p. 9619)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (M. Jacques Desallangre) (p. 9617)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (M. René Rouquet) (p. 9621)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (M. André Chassaingne) (p. 9618)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (M. Jean-Louis Dumont) (p. 9626)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (M. Pierre Lasbordes) (p. 9618)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (M. Francis Hillmeyer) (p. 9622)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (M. Jean-Claude Viollet) (p. 9620)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9620) (Mme Claude Darciaux) (p. 9619)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (M. Pierre Lasbordes) (p. 9619)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (M. Jean Dionis du Séjour) (p. 9622)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (M. Gilles Artigues) (p. 9623)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)**Après l'article 72**

Intervient sur l'ad n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9626)

Intervient sur l'ad n° 149 rectifié du Gouvernement (anciens prisonniers de la guerre d'Algérie : droit à réparation) (p. 9627)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)**

Son intervention (p. 1040)

Sa réponse (p. 1050)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : cimetières (p. 1052)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1050, 1051)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 1040, 1050 et s.)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 1040)

Pays étrangers : Algérie (p. 1051)

Rapatriés : harkis (p. 1040, 1041, 1050 et s.)

Rapatriés : indemnisation (p. 1040, 1050 et s.)

Rapatriés : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 1040)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1040, 1041, 1050 et s.)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)**Après l'article 1er**

Intervient sur l'ad n° 32 de M. Kléber Mesquida (reconnaissance des responsabilités de la France envers les Français rapatriés, dans l'abandon des supplétifs et les difficultés de vie des harkis) (p. 1053)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Son intervention (p. 1054 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1055)

Intervient sur l'adt n° 22 de M. Yvan Lachaud (reconnaissance par la Nation des difficultés de départ et de réinstallation des rapatriés) (p. 1057)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son intervention (p. 1058 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 45 de M. Kléber Mesquida (réparation des préjudices immobiliers ; étude du Haut Conseil des rapatriés) (p. 1060)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 48 de M. Emmanuel Hamelin (politique de mémoire ; objectifs) (p. 1060)

Intervient sur l'adt n° 50 de M. Emmanuel Hamelin (libre circulation en Algérie pour les anciens harkis et leurs familles) (p. 1061)

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de M. Yvan Lachaud (accord avec le Maroc et la Tunisie pour la restauration des cimetières français) (p. 1061)

Intervient sur l'adt n° 19 de M. Yvan Lachaud (rapport du Gouvernement ; indemnisation des rapatriés) (p. 1062)

Intervient sur l'adt n° 51 de M. Emmanuel Hamelin (emplois réservés ; descendants d'anciens supplétifs) (p. 1062)

Intervient sur l'adt n° 17 de M. Francis Vercamer (cimetières ; carrés confessionnels) (p. 1062)

Titre

Son intervention (p. 1063)

Pascal MÉNAGE

*Indre-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amianté [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Effectifs de la profession, zones rurales [16 novembre 2004] (p. 9435)

Emploi. Jeunes. Pacte européen pour la jeunesse, mise en place, perspectives [29 mars 2005] (p. 2503)

DÉBATS

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2957)

Thèmes :

Drogue : cannabis (p. 2958)

Drogue : dépénalisation (p. 2958)

Drogue : toxicomanie (p. 2958)

Drogue : usage (p. 2958)

Santé : maladies mentales (p. 2958)

Christian MÉNARD

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Rapporteur de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 20 octobre 2004] (p. 17 778)

Cesse d'appartenir à la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [J.O. du 7 avril 2005] (p. 6317)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2028 tendant à rendre plus attractif l'exercice de la médecine et de la chirurgie dans les établissements hospitaliers de taille réduite [13 janvier 2005]

Rapport déposé au nom de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [13 avril 2005] (n° 2254)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Pharmacie et médicaments. Antidépresseurs. Prescription, interdiction, adolescents [14 décembre 2004] (p. 10996)

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [30 juin 2005] (p. 4085)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1048, posée le 1^{er} février 2005. Santé. Grippe aviaire (J.O. Questions p. 886). Appelée le 1^{er} février 2005. Lutte et prévention (p. 484)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 38

Son amendement n° 444 (médecins remplaçants en zone rurale ; honoraires ; exonération partielle d'impôt sur le revenu) (p. 7845) : adopté (p. 7847)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9087)

Thème avant la procédure des questions :

Assurances (p. 9087)

Gérard MENUÉL
Aube (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Deviens député le 3 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)
Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11216)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juillet 2005] (p. 11462)

Alain MERLY
Lot-et-Garonne (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Denis MERVILLE
Seine-Maritime (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)
Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 38 : Jeunesse et sports (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2126 tendant à améliorer l'information des habitants des communes sur le territoire desquelles sont menées des cultures d'organismes génétiquement modifiés [3 mars 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur les normes édictées par les fédérations et les ligues sportives [10 mai 2005] (n° 2295)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Taxe de redevance d'enlèvement des ordures ménagères. Réforme, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8797)
Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [30 juin 2005] (p. 4088)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 973, posée le 7 décembre 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 9558). Suppléé par M. Jean-Jacques Descamps. Appelée le 7 décembre 2004. Desserte de Port 2000, perspectives (p. 10654)

n° 1070, posée le 8 février 2005. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 1179). Suppléé par . Appelée le

8 février 2005. Desserte de Port 2000, Le Havre, perspectives (p. 857)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7928)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8174)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8176)
Coopération intercommunale (p. 8176)
Donations et successions (p. 8175 et s.)
Entreprises : allègement des charges (p. 8175)
Etat : réforme (p. 8176)
Finances publiques : généralités (p. 8175)
Impôt sur le revenu : personnes à charge : étudiants (p. 8175)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8175)
Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8175)
Politique économique : prix : grande distribution (p. 8175)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8176)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 149 (p. 8229)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 151 (p. 8404)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*
Son intervention (p. 9735)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9735)
Entreprises : transmission (p. 9735)
Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 9736)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Ses interventions (p. 9756, 9770)

Thèmes :

Associations : bénévolat (p. 9757)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports (p. 9756)
Sports : crédits (p. 9756)
Sports : dopage (p. 9757)
Sports : fédérations (p. 9757)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 200 (taxe professionnelle des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre : possibilité d'augmentation) : retiré (p. 10935)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 21 (conseil pédagogique)

Son amendement n° 131 (p. 1447)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2033)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2034)
Politiques communautaires : directives : services (p. 2034)
Santé : santé publique (p. 2034)
Secteur public : services publics (p. 2034)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2605)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2606)
Sports : compétitions (p. 2606)
Sports : dopage (p. 2605, 2606)
Sports : fédérations (p. 2605)
Sports : médecine du sport (p. 2605)
Sports : politique du sport (p. 2605)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3312)

Thèmes :

Femmes : droits (p. 3312, 3313)
Femmes : égalité professionnelle (p. 3312, 3313)
Fonction publique de l'Etat : femmes (p. 3313)
Travail : carrière (p. 3313)

Damien MESLOT

*Territoire-de-Belfort (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Rapporteur de la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (n° 2535) [5 octobre 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2007 tendant à rendre obligatoire le remboursement des subventions publiques perçues par les entreprises qui procèdent à des délocalisations [21 décembre 2004]

Proposition de loi n° 2146 relative à la déclaration de naissance d'un enfant auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Industrie, Machines et équipements. Alstom, emploi et activité [9 février 2005] (p. 950)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 949, posée le 30 novembre 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Liaison Meroux Auxonne, ligne Belfort-Delle-Delémont, perspectives (p. 10246)

n° 1071, posée le 8 février 2005. Industrie, Machines et équipements (J.O. Questions p. 1180). Appelée le 8 février 2005. Alstom, emploi et activité (p. 867)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9480)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 9481)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9480 et s.)

Gendarmerie (p. 9481)

Recherche (p. 9480)

Kléber MESQUIDA

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1256, posée le 21 juin 2005. Aménagement du territoire. Contrats de pays (J.O. Questions p. 6145). Appelée le 21 juin 2005. Syndicat mixte, création (p. 3772)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7870 et s.)

Article 10 octies A (délivrance par l'administration de l'appellation "vins de pays")

Son intervention (p. 7901)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEANP - et de programmes d'action)

Ses amendements n°s 715, 716 à 718 et 723 (p. 7990)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Ses amendements n°s 724 rectifié, 726 à 729 (p. 7993 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PECHE ET FORET**

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 9102)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1043)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1043)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 1043)

Rapatriés : harkis (p. 1043)

Rapatriés : indemnisation (p. 1043)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1043)

Rapatriés : prêts d'installation (p. 1043)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Après l'article 1er

Son amendement n° 32 (reconnaissance des responsabilités de la France envers les Français rapatriés, dans l'abandon des supplétifs et les difficultés de vie des harkis) (p. 1052) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1053)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Ses amendements n°s 34 et 35 (p. 1053 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1056)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Ses amendements n°s 38 et 39 (p. 1058)

Article 2 (ouverture d'un droit d'option en faveur des harkis entre la revalorisation de l'allocation de reconnaissance et le versement d'un capital et versement d'une allocation aux enfants de harkis décédés)

Son intervention (p. 1059)

Après l'article 5

Son amendement n° 45 (réparation des préjudices immobiliers ; étude du Haut Conseil des rapatriés) : rejeté (p. 1060)

Ses explications de vote (p. 1063)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1064)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2273 portant sur les dispositions du droit local applicable en Alsace-Moselle, pour ce qui est du respect des jours fériés et des jours chômés [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2318 portant sur la fixation des modalités de paiement des droits de stationnement [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Collectivités territoriales. Réglementation. Coopération transfrontalière [2 mars 2005] (p. 1533)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 920, posée le 19 octobre 2004. Cours d'eau, étangs et lacs. Barrage de Vogelgrun (J.O. Questions p. 8006). Appelée le 19 octobre 2004. Retenues supplémentaires, perspectives (p. 8041)

n° 1176, posée le 29 mars 2005. Agroalimentaire. Equarrissage (J.O. Questions p. 3089). Appelée le 29 mars 2005. Financement, perspectives (p. 2476)

n° 1247, posée le 31 mai 2005. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 5456). Suppléé par M. Jean-Pierre Le Ridant. Appelée le 28 juin 2005. Effectifs de personnel, Haut-Rhin (p. 3990)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE****FORMATION PROFESSIONNELLE**

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8913)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 8913)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8913)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 8913)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**IV - LOGEMENT**

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Son intervention (p. 9408)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9408)
 Collectivités territoriales : compétences : logement (p. 9409)
 Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9409)
 Logement : crédits (p. 9408)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9409)
 Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 9408)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9409)
 TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 9409)

Pierre MICAUX

*Aube (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES**

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9047)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : lignes à haute tension (p. 9047)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9048)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la participation de capitaux étrangers aux industries européennes d'armement [23 mars 2005] (n° 2202)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les nouveaux défis de la construction de l'Europe de la défense [27 septembre 2005] (n° 2531)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES**

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9476)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9477)
 Recherche (p. 9477)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ;
 [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005]
 (p. 4452, 4479, 4524)**

Après l'article 6

Son amendement n° 299 (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4284) : rejeté (p. 4285)

Didier MIGAUD

*Isère (4^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Questeur de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances rectificative pour 2004 [J.O. du 21 décembre 2004] (p. 21742)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement [J.O. du 8 mars 2005] (p. 3900)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [16 mars 2005] (n° 2161)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers. Modulation, reconduction, perspectives [5 octobre 2004] (p. 7469)

Energie et carburants. Carburants. Prix, baisse, perspectives [17 novembre 2004] (p. 9505)
 Finances publiques. Déficit budgétaire. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 293)
 Finances publiques. Contrôle des dépenses engagées. Perspectives [23 juin 2005] (p. 3861)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7476) : rejetée (p. 7486)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7479)
 Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 7481)
 Assurance maladie maternité : généralités (p. 7479)
 Conseil constitutionnel : jurisprudence : lois de finances (p. 7481 et s.)
 Emploi : chômage : création d'emplois (p. 7480 et s.)
 Etat : Premier ministre : élections sénatoriales (p. 7483)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7477, 7783)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux : Gouvernement précédent (p. 7477, 7484)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 7479)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 7480)
 Finances publiques : dette publique (p. 7477)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7477, 7479 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7480)
 Finances publiques : recettes (p. 7477 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 7484)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7478, 7480, 7482)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 7478, 7482)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 7480)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 7480)
 Justice : Cour des comptes (p. 7478 et s., 7482)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 7484)
 Lois de règlement (p. 7476)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 7483 et s.)
 Parlement : contrôle : opposition (p. 7483 et s.)
 Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 7480)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 7477 et s., 7484)
 Politique sociale : cohésion sociale : Plan (p. 7480)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 7477)
 Professions de santé (p. 7489)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7482)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7725)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7725)
 Finances publiques (p. 7725)
 Formation professionnelle (p. 7725)
 Recherche (p. 7725)
 Secteur public : services publics (p. 7725)
 Travail : coût (p. 7725)
 Union européenne : élargissement (p. 7725)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8087) : rejetée (p. 8103)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8222)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 8090, 8092 et s., 8100)
 Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8096)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8095 et s.)
 Donations et successions (p. 8094 et s.)
 Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 8095, 8100)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 8100)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8089 et s.)
 Entreprises : délocalisations (p. 8100)
 Etat : réforme (p. 8223)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8098 et s.-8223)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8096 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 8088, 8099)
 Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 8090 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8095)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 8090 et s.)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8097)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 8100)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8092 et s., 8223)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8100)
 Impôt sur le revenu : barème (p. 8091)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8091 et s.)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8087, 8089, 8091, 8094 et s., 8100)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8099)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8088, 8100)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8096 et s.)
 Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 8090 et s.)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8077, 8091 et s., 8223)
 Partis et mouvements politiques : gauche : politique économique (p. 8088)
 Politique économique : croissance (p. 8088)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8088 et s.)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8099, 8223)
 Politique économique : prix : grande distribution (p. 8089)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8098 et s.)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8098)
 Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8097)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 8224 et s.)

Après l'article 2

Reprend l'ad^t n° 464 de M. Jean-Luc Warsmann (frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail : déduction dans la limite de 60 kilomètres) (p. 8235) : rejeté (p. 8236)
 Son amendement n° 243 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) (p. 8236) : rejeté (p. 8238)
 Son amendement n° 248 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) (p. 8238) : rejeté (p. 8240)
 Son amendement n° 249 (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) (p. 8240) : retiré (p. 8244)
 Son amendement n° 250 (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8240) : retiré (p. 8244)
 Intervient sur l'ad^t n° 263 de M. Pascal Terrasse (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245)
 Intervient sur l'ad^t n° 254 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 8250)
 Intervient sur l'ad^t n° 255 de M. Augustin Bonrepaux (emplois à domicile : plafond de 6 900 € à partir de 2004) (p. 8250)

Son amendement n° 253 (emplois à domicile : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et diminution des plafonds) (p. 8247) : rejeté (p. 8250)

Son amendement n° 259 (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu imposable excède le montant de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 8253) : rejeté (p. 8254)

Son amendement n° 260 (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables dont le revenu excède celui à partir duquel l'abattement de 20 % est plafonné) (p. 8254) : rejeté (p. 8255)

Intervient sur l'ad n° 281 de M. Pascal Terrasse (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8256)

Intervient sur l'ad n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8260)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8263)

Après l'article 3

Son amendement n° 227 (prime pour l'emploi : majoration d'un milliard d'euros) : rejeté (p. 8266)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8266)

Après l'article 9

Son amendement n° 287 (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) : retiré (p. 8314)

Son amendement n° 288 (assurance-vie : exonération des droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 € pour les contrats conclus à partir du 20 octobre 2004) : rejeté (p. 8314)

Intervient sur l'ad n° 444 rectifié de M. Patrick Bloche (marchands de biens : suppression de l'exonération des droits de mutation) (p. 8315)

Intervient sur l'ad n° 515 de M. Patrick Bloche (marchands de biens : pénalité portée de 1 % à 10 % du montant des droits de mutation) (p. 8318)

Intervient sur l'ad n° 368 de M. Jean-Pierre Brard (ISF – intégration des œuvres d'art : forfait de 3 % à défaut de justification d'une valeur inférieure) (p. 8324)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8334)

Article 11 (crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale)

Son intervention (p. 8345)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8355)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Son intervention (p. 8357)

Article 14 (crédit de taxe professionnelle pour le maintien de l'activité dans les zones d'emploi en grande difficulté face aux délocalisations)

Son intervention (p. 8358)

Après l'article 16

Son amendement n° 215 (TIPP flottante) (p. 8366) : rejeté (p. 8368)

Son amendement n° 214 (TIPP flottante) (p. 8367) : rejeté (p. 8368)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son amendement n° 217 (p. 8395)

Son intervention (p. 8403)

Son amendement n° 219 (p. 8403)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son amendement n° 276 (p. 8406)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8432)

Article 33 (modalités de compensation financière, aux régions et aux départements, des transferts de compétences résultant de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales)

Ses observations : estime que le débat ne se déroule pas conformément aux décisions de la conférence des présidents et constate qu'il ne rassemble que neuf députés [22 octobre 2004] (p. 8433 et s.)

Son intervention (p. 8434)

Après l'article 34

Intervient sur l'ad n° 265 de M. François Dosé (p. 8437)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Ses explications de vote (p. 8502)

Vote contre du groupe socialiste (p. 8502)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9647)

CHARGES COMMUNES

Après l'article 73

Son amendement n° 188 (politique de soutien aux exportations : rapport du Gouvernement) (p. 9649) : rejeté (p. 9650)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Augustin Bonrepaux (emploi à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 9819)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9822 et s.)

Son amendement n° 172 rectifié (p. 9822)

Après l'article 63

Intervient sur l'ad n° 175 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : crédit d'impôt de 75 %) (p. 9834)

Intervient sur l'ad n° 174 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : réduction d'impôt de 75 %) (p. 9834)

Intervient sur le sous-ad n° 266 de M. Hervé Mariton (maintien de la réduction d'impôt) à l'ad n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Bague (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9836)

Après l'article 64

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Gérard Bapt (investissements des entreprises pour l'environnement : institution d'une provision) (p. 9840)

Article 68 (prorogation du dispositif de dégrèvement de taxe professionnelle au titre des investissements nouveaux)

Son intervention (p. 9850)

Après l'article 68

Répond à M. Pierre Méhaignerie, Président de la commission des finances : souhaite que l'Assemblée en termine dans la nuit et fait part de l'état d'esprit coopératif du groupe socialiste à cette fin (p. 9851)

Intervient sur l'ad n° 168 de M. Paul Quilès (dégrèvement d'impôts locaux - taxe d'habitation : extension aux allocataires du RMA et dégrèvement de la taxe sur les propriétés bâties pour les allocataires du RMI et du RMA) (p. 9854)

Son amendement n° 167 (valeurs locatives : réévaluation pour 2005) : retiré (p. 9859)

Intervient sur l'ad n° 26 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (taxe professionnelle : libre fixation du taux) (p. 9860)

Intervient sur l'ad n° 166 de M. Alain Gouriou (France Télécom – collectivités d'implantation : taxe professionnelle) (p. 9862)

Article 69 (modification des dispositions de l'article 209 B du code général des impôts)

Ses amendements n°s 191 190 et 189 (p. 9862 et s.)

Après l'article 69

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Jean-Claude Viollet (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) (p. 9865)

Son amendement n° 169 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Son amendement n° 170 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Son amendement n° 187 (rapport du Gouvernement sur l'action de la France dans les organismes internationaux : possibilité de débat) : rejeté (p. 9868)

Seconde délibération

Article 44 et état A

Son intervention (p. 9876)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Ses explications de vote (p. 9922)

Vote contre du groupe socialiste (p. 9922)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11223)

Son intervention (p. 11228)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 11228)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 11229)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 11229)

Finances publiques : exécution du budget : Gouvernement précédent (p. 11229)

Finances publiques : gels de crédits (p. 11229)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 11228 et s.)

Parlement : rôle : procédure budgétaire (p. 11229 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 11229)

Politique économique : pouvoir d'achat : consommation (p. 11228)

Politique économique : prévisions : recettes fiscales (p. 11228 et s.)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : euro (p. 11229)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11229)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son intervention (p. 9800)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire : Gouvernement (p. 9801)

Finances publiques : dette publique (p. 9801)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9801)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 9804)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 9801)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9800 et s.)

Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 9801 et s.)

Partis et mouvements politiques : opposition : rôle (p. 9802)

Président de la République (p. 9801)

Discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9806)

Article unique (modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales)

Son intervention (p. 9808)

Après l'article unique

Intervient sur l'adit n° 1 de la commission (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : désignation par la commission des finances d'un de ses membres pour un objet et une durée déterminés) : rectifié (désignation chaque année d'un ou de plusieurs membres de la commission) (p. 9814)

Intervient sur l'adit n° 6 rectifié de la commission (débat sur le rapport annuel ou sur les autres rapports de la Cour des Comptes) (p. 9816)

Son amendement n° 9 (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9813) : retiré (p. 9816)

Son amendement n° 10 (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire de l'opposition) (p. 9813) : retiré (p. 9816)

Son amendement n° 13 (mission de suivi et de contrôle de l'exécution des lois de finances : attribution à un parlementaire par groupe n'appartenant pas au groupe dont est issu le président de la commission des finances ou le rapporteur général) (p. 9813) : retiré (p. 9816)

Ses explications de vote (p. 9817)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9817)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 juin 2005] (p. 3747)

Son intervention (p. 3753)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3753)

Finances publiques : exécution du budget : gels de crédits (p. 3753)

Lois de finances : débat budgétaire : réforme (p. 3754)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 3753)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3754)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Thème :

Assemblée nationale : missions d'information (p. 10069)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [25 novembre 2004] (p. 10068)

Son intervention (p. 10069)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10866) : rejetée (p. 10875)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10901)

Thèmes :

Associations (p. 10871)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 10869 et s.)

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 10868 et s.)

Emploi : chômage : politique de l'emploi (p. 10867)

Entreprises : investissements (p. 10867)

Etat : Gouvernement précédent : finances publiques (p. 10867 et s.)

Etat : réforme : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 10870)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10868 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 10869 et s., 10901)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 10869 et s.)

Finances publiques : exécution du budget : Parlement (p. 10868 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10868)

Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 10871 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : politique économique (p. 10870)

Impôt sur le revenu : déductions : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 10901)

Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10868 et s., 10901)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 10872)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 10871 et s.)

Justice : Cour des comptes (p. 10901)

Parlement : prérogatives : seconde délibération (p. 10870)

Partis et mouvements politiques : majorité : députés (p. 10867)

Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10867)

Politique économique : croissance (p. 10867 et s.)

Politique économique : prix (p. 10867)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 10867)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 10868)

Président de la République (p. 10867 et s.)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 121 (prime pour l'emploi : versement complémentaire de 50 %) (p. 10901) : rejeté (p. 10902)

Son amendement n° 122 (prime pour l'emploi : versement complémentaire de 25 %) (p. 10901) : rejeté (p. 10902)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 228 du Gouvernement (agriculteurs - taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel : réduction du tarif) (p. 10906)

Son amendement n° 140 (TIPP flottante) (p. 10904) : rejeté (p. 10906)

Avant l'article 17

Ses amendements n°s 145 et 144 (taux de l'intérêt de retard) (p. 10910) : retirés (p. 10911)

Article 17 (extension du dispositif de rescrit fiscal aux demandes relatives à l'existence d'établissements stables)

Son amendement n° 146 (p. 10911)

Après l'article 28

Son amendement n° 117 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 20 % de celui-ci) : retiré (p. 10915)

Son amendement n° 118 (déductions ou réductions du revenu imposable : plafonnement à 40 % de celui-ci) : retiré (p. 10915)

Son amendement n° 119 (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 7 500 €) : retiré (p. 10915)

Son amendement n° 120 (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) : retiré (p. 10915)

Intervient sur l'adt n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10916)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 43 du Gouvernement (CSG : déductibilité des hausses de cotisations résultant de la réforme de l'assurance maladie) (p. 10918)

Article 32 (exonération d'impôt sur les sociétés et d'impôts directs locaux en faveur des sociétés créées pour reprendre une entreprise industrielle en difficulté)

Son intervention (p. 10920)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Pascal Terrasse (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : possibilité de recouvrement par l'Etat) (p. 10931)

Intervient sur l'adt n° 61 de la commission (Corse - calcul du coefficient d'intégration fiscale : prise en compte de la compensation pour l'abattement de 25 % sur les bases de taxe professionnelle) (p. 10934)

Son amendement n° 177 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : délai porté de cinq à dix ans pour l'harmonisation des taux et possibilité de recourir à cette taxe ou à la redevance sur différentes parties du territoire géré par l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 10933) : retiré (p. 10934)

Intervient sur l'adt n° 147 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10937 et s.)

Intervient sur l'adt n° 161 de M. Alain Gouriou (France Telecom : réduction des bases de taxe professionnelle dans les communes d'implantation) (p. 10938)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Augustin Bonrepaux (coût d'acheminement de l'électricité ou du gaz : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Augustin Bonrepaux (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA) (p. 10941)

Son amendement n° 131 (livraisons de chaleur effectuées en réseau : taux réduit de la TVA dans le délai de quatre mois suivant leur inclusion dans l'annexe H de la directive européenne) : rejeté (p. 10941)

Article 44 (simplification des formalités de garantie à l'importation et à l'introduction des ouvrages en métaux précieux et suppression de la distinction des dénominations "or" et "alliage d'or")

Son intervention (p. 10944)

Article 57 (modification du régime de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)

Son intervention (p. 10952)

Article 59 (aménagement du régime de décharge de responsabilité et de quitus des comptables publics)

Son intervention (p. 10955)

Après l'article 60

Intervient sur l'adt n° 35 du Gouvernement (aide à la modernisation des diffuseurs de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Intervient sur l'adt n° 36 du Gouvernement (aide à la modernisation des imprimeries de presse : modalités de gestion) (p. 10957)

Ses explications de vote (p. 10958)

Vote contre du groupe socialiste (p. 10958)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 décembre 2004] (p. 11409)

Son intervention (p. 11410)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 11410)

Enregistrement et timbre : droits de timbre (p. 11411)

Finances publiques : recettes fiscales : croissance (p. 11410 et s.)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11410)

Justice : Cour des comptes (p. 11411)

Lois de finances rectificatives (p. 11411)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 11411)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 11411)

Politique économique : pouvoir d'achat : prix (p. 11410)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 11411)

Vote contre du groupe socialiste (p. 11411)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1081)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1081)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1081)

Impôts locaux (p. 1081)

Régions : Poitou-Charentes : fiscalité (p. 1081)

Discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1088)

Article unique

Son intervention (p. 1089)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2685)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : président (p. 2686)

Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2685 et s.)

Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2688)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2685)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2685)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2685)

Parlement : prérogatives (p. 2686)

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Ses amendements n°s 2, 3, 1 et 4 rectifié (p. 2693 et s.)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2687)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2801)

Article 3 (conventions d'application)

Son intervention (p. 2801)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4337)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : dépenses (p. 4338)
 Emploi : allègements de cotisations pour réduction du temps de travail : prime pour l'emploi (p. 4339)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4339)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4337 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4338 et s.)
 Finances publiques : dette publique (p. 4337)
 Finances publiques : gels de crédits : dépenses en capital (p. 4339)
 Finances publiques : prélèvements sur recettes : crédit d'impôt (p. 4338 et s.)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4339)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4337 et s.)

Hélène MIGNON

*Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10792)

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1833)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1059, posée le 8 février 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Prise en charge de l'autisme, effectifs de personnel, hôpital La Grave, Toulouse (p. 871)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8558)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 8560)

Famille : politique familiale (p. 8559)
 Politique sociale : inégalités (p. 8559)
 Prestations familiales : allocations familiales (p. 8559)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8907)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8908)

Emploi : politique de l'emploi (p. 8907)

Formation professionnelle : organismes (p. 8907)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 8908)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10002)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 10003)

Emploi : jeunes (p. 10002)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10004)

Politique sociale : exclusion (p. 10002)

Politique sociale : pauvreté (p. 10002, 10003)

Travail : précarité (p. 10003)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10267)

Avant l'article 9

Son amendement n° 707 (rapport au Parlement sur le bilan du programme d'insertion des jeunes TRACE) (p. 10283) : retiré (p. 10284)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Ses amendements n° 708 et 709 (p. 10294)

Article 10 (réforme du contrat d'insertion dans la vie sociale)

Son intervention (p. 10297)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10306)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 506 de M. Patrick Beaudouin (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10309)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10346)

Avant l'article 24

Son amendement n° 568 (bilan de la "prime de Noël") : rejeté (p. 10359)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son amendement n° 569 (p. 10361)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)

Ses amendements n° 584, 585 571 et 570 rectifié (p. 10365 et s., 10369)

Après l'article 25

Son amendement n° 573 (bilan de la mise en oeuvre des CAE) : rejeté (p. 10372)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Ses amendements n°s 574, 588, 589 à 592 (p. 10374, 10375, 10377, 10379, 10395 et s., 10398)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10401 et s.)

Ses amendements n°s 575, 593, 576 et 594 (p. 10403, 10405)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 988 rectifié du Gouvernement (outre-mer : agences d'insertion) (p. 10416)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10417)

Son amendement n° 595 (p. 10418)

Après l'article 34

Intervient sur les adts n° 530, 531 et 529 de Mme Paulette Guincharde (de conséquence) (p. 10428 et s.)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)

Son amendement n° 596 (p. 10428)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son intervention (p. 10434)

Son amendement n° 600 (p. 10435)

Après l'article 37

Son amendement n° 598 rectifié (composition du conseil départemental d'insertion) (p. 10436) : adopté (p. 10437)

Son amendement n° 599 (coordination périodique des commissions départementales emploi-insertion) : rejeté (p. 10437)

Son amendement n° 597 (fonds départemental pour l'insertion) : retiré (p. 10437)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 10438)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 200 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10441)

Après l'article 37 quater

Intervient sur l'adt n° 865 de M. Gaëtan Gorce (conseils d'administration : administrateurs élus par les salariés) (p. 10442)

Intervient sur l'adt n° 829 de M. Gaëtan Gorce (négociations collectives : droits des salariés) (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10446 et s.)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10459 et s.)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11166)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (ateliers et chantiers d'insertion ; gestion par les centres communaux d'action sociale) (p. 11166)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10067)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10068)

Emploi (p. 10068)

Politique économique : inflation (p. 10068)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11178)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 11186)

Son intervention (p. 11191)

Thèmes :

Associations : handicapés (p. 11192)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11191 et s.)

Handicapés : allocation compensatrice (p. 11186)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11193)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 11193)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11193)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11178, 11186, 11191 et s.)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11192)

Institutions sociales et médico-sociales : missions (p. 11178)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)*Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)*

Son intervention (p. 11204)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 533 (droit au sport, à la culture, aux loisirs et aux vacances des handicapés) (p. 11205) : rejeté (p. 11206)

Article 1er bis A (conférence nationale du handicap)

Ses amendements n°s 474 et 473 (p. 11206)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11208)

Article 2 A (définition du droit à compensation)

Ses amendements n°s 493 et 492 (p. 11233)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son amendement n° 496 (p. 11234)

Reprend l'adt n° 54 de la commission (garde d'enfant: réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 11235) (p. 11235)

Son amendement n° 500 (p. 11236)

Son intervention (p. 11237 et s.)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11247)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 507 de M. Claude Bartolone (rapport au Parlement sur les conditions d'exercice d'un mandat électif par un handicapé) (p. 11249)

Son amendement n° 502 (rapport au Parlement sur les ressources des personnes handicapées) : retiré (p. 11249)

Son amendement n° 504 (rapport au Parlement sur les conditions de versement de l'AAH en cas d'hospitalisation) : retiré (p. 11249)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Ses amendements n°s 510, 613, 513, 511, 512 et 509 (p. 11301, 11303 et s., 11308, 11313)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Ses amendements n°s 471 et 518 (p. 11317, 11321)

Avant l'article 9 A

Son amendement n° 520 (rapport au Parlement sur les retraites des personnes atteintes de handicap) : rejeté (p. 11330)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)
Son amendement n° 522 (p. 11332)

Après l'article 11
Son amendement n° 523 (rapport au Parlement sur la politique d'intégration professionnelle des personnes handicapées) : retiré (p. 11334)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)
Son amendement n° 732 (p. 11336)

Article 14 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)
Son amendement n° 525 (p. 11341)

Article 15 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)
Son amendement n° 526 (p. 11341)

Article 16 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)
Son amendement n° 527 (p. 11342)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)
Ses amendements n°s 528, 531, 530, 529, 532 (p. 11345 et s.)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation à l'amplitude journalière et à la durée maximale quotidienne de travail pour les personnels des centres d'aides par le travail)
Son intervention (p. 11350)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)
Son intervention (p. 11351)
Ses amendements n°s 479, 480, 483, 481 et 484 (p. 11354, 11356 et s.)

Après l'article 21
Son amendement n° 485 (permis de construire : conditions d'accessibilité aux handicapés) : rejeté (p. 11367)

Article 21 bis supprimé par le Sénat (prise en compte des besoins spécifiques des personnes handicapées en matière de sécurité et d'évacuation en cas d'incendie)
Son amendement n° 486 (p. 11368)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)
Son amendement n° 487 (p. 11369)

Article 23 bis supprimé par le Sénat (subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)
Son amendement n° 488 (p. 11370)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)
Ses amendements n°s 475, 489 et 490 (p. 11370, 11373)

Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)
Son amendement n° 735 (p. 11377)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)
Son intervention (p. 11381)

Après l'article 26 ter
Intervient sur l'ad. n° 164 de la commission (de coordination) (p. 11383)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)
Son intervention (p. 11431)
Ses amendements n°s 470, 535 à 537 (p. 11431, 11433, 11438)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)
Son intervention (p. 11447)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)
Son intervention (p. 11449 et s.)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)
Ses amendements n°s 728, 727, 726, 725 rectifié et 738 (p. 11452, 11454 et s.)

Article 32 quinquies (reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)
Son amendement n° 737 (p. 11455)

Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)
Ses amendements n°s 786 et 787 (p. 11456)

Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une assistance technique pour les déficients auditifs)
Son sous-amendement n° 851 à l'ad. n° 850 du Gouvernement (p. 11457)

Article 36 ter (formation des aidants familiaux)
Son intervention (p. 11458)

Article 43 (suivi statistique des populations handicapées)
Son intervention (p. 11459)

Seconde délibération

Article 25 ter (assimilation des logements en foyer d'hébergement à un logement locatif social)
Son intervention (p. 11466)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Ses explications de vote (p. 45)

Vote contre du groupe socialiste (p. 46)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 671)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 672)

Handicapés : accès aux moyens de transports (p. 672)

Handicapés : allocations et ressources (p. 672)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 671)

Handicapés : sourds (p. 672)

Vote contre du groupe socialiste (p. 672)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 931)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 932)

Famille : politique familiale (p. 931, 932)

Professions sociales : aides familiales (p. 932)

Professions sociales : assistants maternels (p. 932)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 3

Son amendement n° 364 (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1273) : rejeté (p. 1274)

Son amendement n° 365 (scolarisation des élèves handicapés au-delà de la scolarité obligatoire) : rejeté (p. 1275)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1376 et s.)

Article 18 (brevet)

Son intervention (p. 1442)

Article 19 (établissements d'enseignement)

Son intervention (p. 1445)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1992)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1992)
Secteur public : services publics : énergie électrique (p. 1992)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1908 tendant à considérer comme effets d'une catastrophe naturelle, les mouvements de terrain différentiels consécutifs à une sécheresse suivie d'une réhydratation des sols, quelle que soit leur intensité [4 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Conséquences, médecins spécialistes [7 décembre 2004] (p. 10388)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 921, posée le 19 octobre 2004. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires (J.O. Questions p. 8006). Appelée le 19 octobre 2004. Infrastructures, financement, Dammarie-les-Lys (p. 8038)

n° 997, posée le 21 décembre 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Infrastructures, Seine-et-Marne (p. 11273)

n° 1095, posée le 1^{er} mars 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits (J.O. Questions p. 2043). Appelée le 1^{er} mars 2005. Autoroute A6, lutte et prévention (p. 1467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes : Ile-de-France (p. 9345)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9666)

Son intervention (p. 9668)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9669)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9669)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9669)

Enseignement (p. 9669)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9669)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- *Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004*

Ses interventions (p. 9716, 9722)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9716)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9716, 9722)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9716)

Enseignement (p. 9717)

Logement : logement social : offre (p. 9716)

Ordre public (p. 9716)

Urbanisme : grands projets urbains (p. 9717)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9716)

Marie-Anne MONTCHAMP

Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Béatrice Pavy. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8496)

M. Gérard Weber. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [16 novembre 2004] (p. 9439)

M. Daniel Paul. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10788)

M. Stéphane Demilly. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Services publics, accès [8 décembre 2004] (p. 10790)

Mme Marie-Renée Oget. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10794)

M. Alain Marty. Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Services publics, accès [18 janvier 2005] (p. 40)

M. Gabriel Biancheri. Santé. Maladies rares. Prise en charge [25 janvier 2005] (p. 300)

M. René-Paul Victoria. Outre-mer. DOM : Réunion. Handicapés, intégration en milieu scolaire, perspectives [16 février 2005] (p. 1207)

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2211)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Kert. Santé. Maladies rares. Prise en charge, maladie de Verneuil [5 octobre 2004] (p. 7450)

Mme Françoise Branget. Santé. Alcoolisme. Lutte et prévention, jeunes [5 octobre 2004] (p. 7451)

M. Jean-Pierre Abelin. Etablissements de santé. Centres hospitaliers. Restructuration, conséquences, hôpital Renaudot, Loudun [5 octobre 2004] (p. 7452)

M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, effectifs de personnel, Montluçon [5 octobre 2004] (p. 7453)

M. Jacques Godfrain. Femmes. Femmes enceintes. Alcoolisme, tabagisme et toxicomanie, lutte et prévention [19 octobre 2004] (p. 8049)

Mme Catherine Génisson. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Affections de longue durée, diabète [19 octobre 2004] (p. 8050)

M. Joël Giraud. Etablissements de santé. Hôpitaux. Service des urgences, Embrun, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8051)

M. Jacques Domergue. Handicapés. Allocations et ressources. Revalorisation [30 novembre 2004] (p. 10226)

Mme Claude Greff. Etablissements de santé. Hôpitaux. Médecins obstétriciens, recrutement, centre hospitalier d'Amboise [7 décembre 2004] (p. 10660)

M. Christian Vanneste. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et pharmaceutiques. Coopération transfrontalière franco-belge, champ d'application [7 décembre 2004] (p. 10661)

M. Claude Leteurtre. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan Hôpital 2007, crédits, utilisation [7 décembre 2004] (p. 10662)

M. René André. Retraites : régime agricole. Politique à l'égard des retraités. Revendications [7 décembre 2004] (p. 10663)

- M. André Gerin. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, modalités d'application [7 décembre 2004] (p. 10664)
- M. Pierre Forgues. Institutions sociales et médico-sociales. Centres médico-sociaux. Enseignement spécialisé, effectifs de personnel, Hautes-Pyrénées [1^{er} février 2005] (p. 483)
- M. Christian Ménard. Santé. Grippe aviaire. Lutte et prévention [1^{er} février 2005] (p. 484)
- M. Marcel Bonnot. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, perspectives, Montbéliard [1^{er} février 2005] (p. 485)
- M. Jacques Myard. Enfants. Crèches et garderies. Prestation de service unique, mise en œuvre, conséquences [1^{er} février 2005] (p. 486)
- M. Georges Colombier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Projet Médipôle, financement, Isère [1^{er} février 2005] (p. 487)
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques. Fonctionnement, zones rurales [1^{er} février 2005] (p. 488)
- Mme Muguette Jacquaint. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Familles, structures d'accueil, création [1^{er} février 2005] (p. 489)
- Mme Martine Lignières-Cassou. Handicapés. Centre d'aide par le travail (CAT). Capacités d'accueil, Pyrénées-Atlantiques [1^{er} février 2005] (p. 490)
- Mme Marie-George Buffet. Transports. Transports sanitaires. Ambulanciers, revendications [29 mars 2005] (p. 2488)
- M. Louis Cosyns. Etablissements de santé. Centres hospitaliers spécialisés. Accueil familial thérapeutique, personnel, rémunérations [29 mars 2005] (p. 2489)
- M. Michel Bouvard. Eau. Qualité. Mise aux normes, dérogations, réglementation [22 mars 2005] (p. 2190)
- M. Jean-Claude Flory. Aménagement du territoire. Zones rurales. Organisation sanitaire, perspectives, Ardèche [22 mars 2005] (p. 2191)
- M. Jean-Pierre Dupont. Etablissements de santé. Hôpitaux. Plan hôpital 2007, mise en place, conséquences, Corrèze [22 mars 2005] (p. 2192)
- Mme Jacqueline Fraysse. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Perspectives [22 mars 2005] (p. 2193)
- M. Jean-Marie Aubron. Retraites : régime général. Âge de la retraite. Handicapés, retraite anticipée [22 mars 2005] (p. 2194)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Daniel Paul : détaille sa position sur l'AAH et les ressources complémentaires ; souligne l'effet amélioratif immédiat des nouvelles mesures, lesquelles bénéficieront à 30000 personnes supplémentaires ; développe l'évaluation financière de la mesure pour l'extension qu'elle représente [21 décembre 2004] (p. 11297)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8518)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Article 76 (concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au financement des centres d'aide par le travail et des ateliers protégés)

Son intervention (p. 9553)

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9272)

Ses réponses (p. 9276 à 9282)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 9272, 9273)
- Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 9273)
- Handicapés : crédits (p. 9272)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9273)
- Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9272, 9273)
- Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 9273)
- Sécurité sociale : caisses (p. 9273, 9274)

Réponses aux questions :

- Handicapés : allocation aux adultes handicapés (Mme Muguette Jacquaint) (p. 9276)
- Handicapés : allocation aux adultes handicapés (M. Robert Lecou) (p. 9278)
- Handicapés : allocation aux adultes handicapés (Mme Martine Aurillac) (p. 9277)
- Handicapés : établissements (M. Patrick Beaudouin) (p. 9282)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11169)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11177)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 11186)

Sa réponse (p. 11198)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11202)

Thèmes :

- Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 11171, 11187, 11198)
- Handicapés : allocation compensatrice (p. 11169, 11177)
- Handicapés : allocations et ressources (p. 11169 et s.)
- Handicapés : autisme (p. 11186)
- Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11170, 11198, 11202)
- Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 11199)
- Handicapés : établissements (p. 11202)
- Handicapés : handicap mental (p. 11186)
- Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11170, 11177, 11186)
- Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11169 et s., 11186, 11198, 11199)
- Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 11171)
- Institutions sociales et médico-sociales : missions (p. 11199)
- Logement : politique du logement : handicapés (p. 11198)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son intervention (p. 11204 et s.)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad n° 31 de la commission (Conseil national des personnes handicapées : attributions) (p. 11205)

Intervient sur l'ad n° 533 de Mme Hélène Mignon (droit au sport, à la culture, aux loisirs et aux vacances des handicapés) (p. 11205)

Article 1er bis A (conférence nationale du handicap)

Son intervention (p. 11206)

Article 1er bis (prévention des handicaps)

Son intervention (p. 11207)

Article 1er ter A (préconisation de l'abstinence de consommation d'alcool par les femmes enceintes)

Son intervention (p. 11212)

Article 1er ter (recherche sur le handicap)

Son intervention (p. 11213)

Article 1er quater (formation des professionnels de la santé)

Son intervention (p. 11213)

Article 1er quinquies (plans d'action et consultations médicales)
Son intervention (p. 11214)

Article 1er sexies (accomplissement par un tiers de certains soins prescrits par un médecin)
Son intervention (p. 11216 et s.)

Article 1er septies (prolongation de la suspension du contrat de travail en cas d'accouchement précoce nécessitant une hospitalisation postnatale prolongée)
Son intervention (p. 11217)

Article 2 A (définition du droit à compensation)
Son intervention (p. 11232 et s.)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)
Son intervention (p. 11234 et s.)

Article 2 bis (suppression des conditions d'âge en matière de compensation et prise en charge des frais)
Son intervention (p. 11241)

Après l'article 2 quinquies
Intervient sur l'adt n° 71 de la commission (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) (p. 11241)

Intervient sur l'adt n° 602 de M. Yvan Lachaud (prestations compensatoires ; fixation des ressources prises en compte ; exclusion des indemnités pour accorder du travail ou des versements compensatoires d'un handicap) (p. 11241)

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Emmanuel Hamelin (appareillages des personnes handicapées : application du taux réduit de TVA) (p. 11241)

Intervient sur l'adt n° 404 de M. Jean-Pierre Decool (taux réduit de TVA pour les appareillages des handicapés) (p. 11241)

Intervient sur l'adt n° 603 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'attribution de la prestation de compensation) (p. 11242)

Avant l'article 3
Intervient sur l'adt n° 249 de M. Luc-Marie Chatel (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) (p. 11242)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)
Son intervention (p. 11243 et s.)

Après l'article 3
Intervient sur l'adt n° 751 de Mme Muriel Marland-Militello (garantie d'un minimum de ressources aux personnes handicapées) (p. 11248)

Intervient sur l'adt n° 502 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les ressources des personnes handicapées) (p. 11248)

Intervient sur l'adt n° 504 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les conditions de versement de l'AAH en cas d'hospitalisation) (p. 11249)

Intervient sur l'adt n° 507 de M. Claude Bartolone (rapport au Parlement sur les conditions d'exercice d'un mandat électif par un handicapé) (p. 11249)

Intervient sur l'adt n° 618 de M. Yvan Lachaud (rapport au Parlement sur l'alignement de l'AAH sur le SMIC) (p. 11249)

Article 4 (garantie de ressources des handicapés accueillis en centre d'aide par le travail)
Son intervention (p. 11249 et s.)

Article 5 (régime des frais d'hébergement et d'entretien des handicapés accueillis en établissement spécialisé)
Son intervention (p. 11250)
Intervient sur le rappel au règlement de M. Daniel Paul (cf. supra) [21 décembre 2004] (p. 11297)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)
Son intervention (p. 11300 et s.)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)
Son intervention (p. 11315 et s.)

Après l'article 8
Intervient sur l'adt n° 290 de M. Alain Marty (formation des enseignants sur le handicap) (p. 11322)

Avant l'article 9 A

Intervient sur l'adt n° 520 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les retraites des personnes atteintes de handicap) (p. 11330)

Article 9 A (renforcement de l'obligation de reclassement applicable aux travailleurs handicapés)
Son intervention (p. 11330)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)
Son intervention (p. 11330 et s.)

Après l'article 9
Intervient sur l'adt n° 291 de M. Emmanuel Hamelin (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Intervient sur l'adt n° 609 de M. Yvan Lachaud (actions de sensibilisation de l'entourage professionnel des personnes atteintes de handicap : interrogation dans les actions de formation professionnelle) (p. 11332)

Article 10 (obligations de négociation collective sur les conditions d'emploi et de travail des travailleurs handicapés)
Son intervention (p. 11332)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)
Son intervention (p. 11333 et s.)

Après l'article 11
Intervient sur l'adt n° 523 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur la politique d'intégration professionnelle des personnes handicapées) (p. 11334)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)
Son intervention (p. 11335 et s.)

Après l'article 12
Intervient sur l'adt n° 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11339 et s.)

Article 13 (aménagement des conditions d'aptitude physique et des conditions d'âge pour le départ en retraite des personnes handicapées dans la fonction publique)
Son intervention (p. 11340)

Article 14 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique de l'Etat)
Son intervention (p. 11341)

Article 15 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique territoriale)
Son intervention (p. 11341)

Article 16 (modalités d'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique hospitalière)
Son intervention (p. 11342)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)
Son intervention (p. 11342 et s.)

Article 18 (suppression des abattements de salaire et remplacement de la garantie de ressources en milieu ordinaire par une aide à l'employeur)
Son intervention (p. 11344)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)
Son intervention (p. 11344 et s.)

Article 20 (reconnaissance de nouveaux droits sociaux aux personnes accueillies en centre d'aide par le travail)
Intervient sur l'adt n° 135 rectifié de la commission (p. 11348 et s.)
Son intervention (p. 11348 et s.)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation à l'amplitude journalière et à la durée maximale quotidienne de travail pour les personnels des centres d'aides par le travail)
Son intervention (p. 11350)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)
Son intervention (p. 11352 et s.)

Après l'article 21
Intervient sur l'adt n° 485 de Mme Hélène Mignon (permis de construire : conditions d'accessibilité aux handicapés) (p. 11367)

- Intervient sur l'adt n° 377 de M. Daniel Paul (mesures de sauvegarde et de sécurité dans les immeubles tenant compte de la mobilité réduite des personnes handicapées) (p. 11368)
- Intervient sur l'adt n° 567 de Mme Geneviève Levy (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)
- Intervient sur l'adt n° 658 de M. Laurent Wauquiez (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)
- Intervient sur l'adt n° 296 de M. Alain Marty (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) (p. 11368)
- Intervient sur l'adt n° 415 de M. Jean-Pierre Decool (aménagement de voirie favorisant l'accessibilité aux handicapés : définition par décret en Conseil d'Etat) (p. 11368)
- Article 21 bis supprimé par le Sénat (prise en compte des besoins spécifiques des personnes handicapées en matière de sécurité et d'évacuation en cas d'incendie)*
Son intervention (p. 11368)
- Article 21 ter supprimé par le Sénat (crédit d'impôt)*
Son intervention (p. 11369)
- Article 21 quater (plafond du crédit d'impôt)*
Son intervention (p. 11369)
- Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)*
Son intervention (p. 11369 et s.)
- Article 23 bis supprimé par le Sénat (subventions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)*
Son intervention (p. 11370)
- Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)*
Son intervention (p. 11370 et s.)
- Article 25 (accessibilité des services de communication publique en ligne)*
Son intervention (p. 11377)
- Après l'article 25 quater*
Intervient sur l'adt n° 158 rectifié de la commission (équipements destinés aux handicapés ; construction ; constitution de réserves foncières) (p. 11378)
- Avant l'article 26 A*
Intervient sur l'adt n° 381 de M. Daniel Paul (emploi dans le secteur des établissements d'accueil des handicapés ; engagement de négociations collectives) (p. 11379 et s.)
- Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)*
Son intervention (p. 11381)
- Avant l'article 26*
Intervient sur l'adt n° 160 de la commission (de coordination) (p. 11381)
- Intervient sur l'adt n° 380 de M. Daniel Paul (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) (p. 11381)
- Intervient sur l'adt n° 161 de la commission (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) (p. 11381)
- Après l'article 26*
Intervient sur l'adt n° 193 de la commission (établissements publics sociaux ; conseils d'administration ; participation des associations ; représentation des handicapés) (p. 11382)
- Intervient sur l'adt n° 583 de Mme Geneviève Levy (entreprises de transport public de voyageurs ; obligation d'accessibilité ; institution obligatoire d'une procédure de recours interne) (p. 11382)
- Article 26 bis (dispense de port de la muselière pour les chiens accompagnateurs)*
Son intervention (p. 11382)
- Article 26 ter (accès aux lieux ouverts au public pour les chiens guide)*
Son intervention (p. 11383)
- Après l'article 26 ter*
Intervient sur l'adt n° 164 de la commission (de coordination) (p. 11383)
- Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*
Son intervention (p. 11387 et s.)
- Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*
Son intervention (p. 11390 et s.)
- Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*
Son intervention (p. 11392 et s.)
- Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)*
Son intervention (p. 11422 et s.)
- Article 26 octies (objectif de dépenses assigné pour les prestations des établissements et services financés par la sécurité sociale et gestion par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*
Son intervention (p. 11425)
- Article 26 nonies (comptes financiers de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)*
Son intervention (p. 11425 et s.)
- Article 26 decies (répartition entre les départements des concours destinés au financement de la prestation de compensation et des dépenses relatives aux maisons départementales des personnes handicapées)*
Son intervention (p. 11428 et s.)
- Après l'article 26 duodécies*
Intervient sur l'adt n° 192 de la commission (de coordination) (p. 11429)
- Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)*
Son intervention (p. 11431 et s.)
- Article 28 (cartes attribuées aux personnes handicapées)*
Son intervention (p. 11446)
- Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)*
Son intervention (p. 11447 et s.)
- Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)*
Son intervention (p. 11448 et s.)
- Article 31 (coordination au sein du code de la sécurité sociale)*
Son intervention (p. 11451 et s.)
- Après l'article 31*
Intervient sur l'adt n° 848 du Gouvernement (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) (p. 11452)
- Intervient sur l'adt n° 785 de Mme Geneviève Levy (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) (p. 11452)
- Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)*
Son intervention (p. 11452 et s.)
- Article 32 quinquies (reconnaissance de la langue des signes comme langue à part entière)*
Son intervention (p. 11455)
- Article 32 sexies (aide technique apportée aux personnes malentendantes au cours des procédures judiciaires)*
Son intervention (p. 11456 et s.)
- Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une assistance technique pour les déficients auditifs)*
Son intervention (p. 11457)
- Après l'article 32 nonies*
Intervient sur l'adt n° 226 de la commission (accès des handicapés aux pratiques culturelles, au sport, aux loisirs et aux vacances) (p. 11458)
- Article 36 ter (formation des aidants familiaux)*
Son intervention (p. 11458)
- Article 43 (suivi statistique des populations handicapées)*
Son intervention (p. 11459)
- Article 44 ter supprimé par le Sénat (exclusion de certaines sommes versées aux personnes handicapées du calcul des ressources servant à la fixation de la prestation compensatoire en cas de divorce)*

Son intervention (p. 11460)

Après l'article 44 ter

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Daniel Paul (fonds de garantie pour l'assurance des personnes malades ou en situation de handicap) (p. 11460)

Après l'article 44 quater

Intervient sur l'adt n° 680 de M. Antoine Herth (convention d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du consentement ; dérogation au profit du représentant légal de l'handicapé) (p. 11460)

Intervient sur l'adt n° 231 de la commission (convention d'obsèques ; obligation d'expression personnelle du consentement ; dérogation au profit du représentant légal de l'handicapé) (p. 11460)

Article 44 quinquies (application de la présente loi à Mayotte et dans les territoires d'outre-mer)

Son intervention (p. 11461)

Article 44 sexies (application de la présente loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 11461)

Après l'article 44 sexies

Intervient sur l'adt n° 713 de M. Yvan Lachaud (droits et devoirs en matière d'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés ; frais inhérents au droit de visite et d'hébergement) (p. 11461)

Intervient sur l'adt n° 717 de Mme Anne-Marie Comparini (dégrèvement de taxe d'habitation pour les personnes handicapées à 100 %) (p. 11462)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 11462)

Article 46 (entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'obligation d'emploi des personnes handicapées et à la garantie de ressources des travailleurs handicapés en milieu ordinaire)

Son intervention (p. 11463)

Article 48 bis (montant de la contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11463 et s.)

Article 51 (rapport triennal)

Son intervention (p. 11465)

Titre

Son intervention (p. 11465)

Seconde délibération

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11465 et s.)

Article 25 ter (assimilation des logements en foyer d'hébergement à un logement locatif social)

Son intervention (p. 11466)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11466)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Son intervention (p. 42)

Son intervention à l'issue du vote (p. 47)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 665)

Son intervention (p. 667)

Thèmes :

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 668)

Handicapés : allocations et ressources (p. 667)

Handicapés : aveugles (p. 668)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 668)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 668)

Handicapés : personnes ayant la charge de handicapés (p. 669)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 667 et s.)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 668)

Handicapés : sourds (p. 668)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [3 février 2005] (p. 672)

Son intervention (p. 672 et s.)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)

Son intervention (p. 2911)

Sa réponse (p. 2919)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 2911)

Enfants : crèches et garderies (p. 2911)

Enfants : politique de l'enfance (p. 2911, 2912)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 2912, 2919)

Professions sociales : aides familiales (p. 2911, 2912, 2919)

Professions sociales : assistants maternels (p. 2911, 2912, 2919)

Travail : droit du travail (p. 2919)

Travail : salaires : professions sociales (p. 2912)

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son intervention (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2920 et s.)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son intervention (p. 2924 et s.)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2926 et s.)

Article 9 bis (contrôle de l'activité des assistants maternels)

Son intervention (p. 2927)

Article 10 bis A (demande d'informations en cas de présomption de violation de la décision d'agrément)

Son intervention (p. 2927)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son intervention (p. 2928)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps »)

Son intervention (p. 2928)

Article 17 (régime de la rémunération des assistants maternels en cas d'absence de l'enfant)

Son intervention (p. 2928)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Son intervention (p. 2929)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 2929)

Article 29 bis A (assiette de la contribution au financement de la formation professionnelle continue des assistants maternels)

Son intervention (p. 2929)

Article 31 bis A (modalités de financement de l'UNAF et des unions départementales)

Son intervention (p. 2930)

Après l'article 31 bis B

Intervient sur l'adt n° 27 deuxième rectification du Gouvernement (p. 2930)

Article 36 (consultation des principales associations d'élus sur les projets de décret d'application)

Son intervention (p. 2930)

Après l'article 37

Intervient sur l'ad t n° 26 rectifié du Gouvernement (travail à temps partiel à titre de travail protégé pour travailleurs handicapés) (p. 2931)
Son intervention à l'issue du vote (p. 2932)

Arnaud MONTEBOURG
Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Produits d'entretien. Colgate-Palmolive, délocalisation, conséquence [22 mars 2005] (p. 2216)

Entreprises. Chefs d'entreprise. Rémunérations, montant [4 mai 2005] (p. 3145)

Etat. Gouvernement. Composition [14 juin 2005] (p. 3542)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 955, posée le 7 décembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 10669)

FAIT PERSONNEL

Demande à M. Raoult qui l'a comparé à Béria de retirer ses propos [23 novembre 2004] (p. 9905)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la déclaration d'urgence et les attaques personnelles du président de la commission des lois envers des députés de l'opposition, rappelle les conditions d'examen du projet de loi présenté par M. Robert Badinter en 1985 et s'élève contre l'adoption par la commission - en application de l'article 88 du règlement - d'amendements du rapporteur réécrivant des parties entières du texte [1^{er} mars 2005] (p. 1511)

Condamne la déclaration d'urgence, les conditions d'examen en commission des amendements, le dépôt tardif de nombreux amendements par le rapporteur et les déclarations du président de la commission des lois relatives à «super-privilège des banques» [2 mars 2005] (p. 1545)

Cite des déclarations du ministre de la justice mettant en cause Mme Marylise Lebranchu à propos de la réforme des tribunaux de commerce [2 mars 2005] (p. 1553)

Reproche au président de la commission des lois et au rapporteur d'assortir leurs commentaires sur ses amendements de considérations relatives à sa personne [2 mars 2005] (p. 1588)

Reproche au rapporteur «de répondre seulement aux questions des orateurs de l'opposition» qu'il agréé puis interroge le ministre de la justice sur la conciliation et la cessation de paiement [3 mars 2005] (p. 1610)

Estime ambiguë l'attitude de la majorité sur le régime applicable aux licenciements intervenant au cours de la période de sauvegarde et demande une suspension de séance «pour permettre à M. Chirac et à M. Sarkozy de se réconcilier et de clarifier la position gouvernementale» [3 mars 2005] (p. 1671)

Rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet : demande quelle est la position de la majorité sur le régime applicable aux

licenciements intervenant au cours de la période de sauvegarde, déclare que des députés de la majorité « sont exaspérés de la dégradation du niveau de la commission des lois depuis que M. Pascal Clément en est président » et sollicite une suspension de séance pour permettre au président du groupe UMP de rejoindre l'hémicycle [3 mars 2005] (p. 1673)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : estime qu'il s'agit « d'une lutte entre UMPistes sarkozyens et UMPistes chiraquiens » et demande une suspension de séance pour attendre la venue du président du groupe UMP [3 mars 2005] (p. 1674)

Annonce la présence du président du groupe UMP dans l'enceinte du Palais Bourbon et demande qu'il vienne donner la position de son groupe sur le régime applicable aux licenciements intervenant au cours de la période de sauvegarde [3 mars 2005] (p. 1678)

Reproche au rapporteur de ne pas avoir répondu à ses questions sur l'amendement n° 202 [8 mars 2005] (p. 1798)

DÉBATS

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9163) : rejetée (p. 9169)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) : contrats de partenariat public-privé (p. 9165)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : charges (p. 9164)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 9164 et s.)

Droit pénal : corruption : contrats de partenariat public-privé (p. 9165)

Finances publiques : dette publique : contrats de partenariat public-privé (p. 9163 et s.)

Fonctionnaires et agents publics (p. 9164)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération (p. 9165)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9163)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : arbitrage (p. 9165)

Ordonnances : projet de loi de ratification : inconstitutionnalité (p. 9165)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation : simplifications administratives (p. 9163)

Parlement : prérogatives (p. 9166)

Transports aériens : aéroports : Roissy (p. 9164)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9895)

Thèmes :

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9895)

Finances publiques : fonds publics : corruption (p. 9896)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 97)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 98)

Postes : La Poste (p. 97)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14702 de M. Daniel Paul (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 147)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 159)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 342)

Son intervention (p. 354)

Thèmes :

Constitution : article 52 : Président de la République (p. 354 et s.)

Constitution : article 88-4 (p. 354 et s.)

Constitution : régime présidentiel (p. 355 et s.)

Etat : Nation : populisme (p. 342)

Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 353)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 342)

Union européenne : directives : ordonnances (p. 355)

Union européenne : parlements nationaux (p. 354)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 16 (Premier ministre - article 21 de la Constitution : attributions en matière européenne) (p. 420) : retiré ; repris par M. Jean-Pierre Brard

Son amendement n° 15 (ordonnances - article 38 de la Constitution : exclusion des mesures émanant d'une institution européenne et relevant du domaine de la loi) (p. 422) : rejeté (p. 424)

Son amendement n° 17 (de coordination) : retiré (p. 427)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1513) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 1545)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1578)

Ses rappels au règlement [1^{er} mars 2005] (p. 1511) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1553)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : président (p. 1578)

Assemblée nationale : commission des lois : travaux (p. 1497, 1512, 1517, 1522)

Assemblée nationale : commission des lois : travaux (p. 1578)

Banques et établissements financiers (p. 1517 et s.)

Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 1518)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1492 et s.)

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 1513)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1517 et s.)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1518)

Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1519)

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1519, 1578)

Entreprises : difficultés : salariés (p. 1517, 1521)

Entreprises : faillites : histoire (p. 1513)

Entreprises : faillites : salariés (p. 1513)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1521, 1578)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1518 et s., 1578)

Justice : mandataires de justice (p. 1514 et s.)

Justice : mandataires de justice : rémunération (p. 1516)

Justice : tribunaux de commerce (p. 1513 et s.)

Lois : projet de loi : syndicats (p. 1578)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : ministre (p. 1516 et s.)

Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 1521)

Saisies et sûretés : cautionnement (p. 1518)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 1er et annexe (renumérotation et table de correspondance des articles des livres VI ancien et nouveau)

Son intervention (p. 1579)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de la commission (décret en Conseil d'Etat déterminant les tribunaux de commerce compétents) (p. 1580)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1582 et s.)

Ses amendements n°s 390 et 391 (p. 1584 et s.)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1587, 1592)

Son amendement n° 392 (p. 1587)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 mars 2005] (p. 1588)

Ses amendements n°s 393 et 396 (p. 1589, 1591)

Après l'article 5

Son amendement n° 397 (procédure de conciliation : possibilité de suspension des poursuites) (p. 1593) : rejeté (p. 1595)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1601 et s.)

Ses amendements n°s 399 à 401, 398 (p. 1605 et s.)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1607)

Ses sous-amendements n°s 635 et 636 à l'ad n° 20 de la commission (p. 1607)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 mars 2005] (p. 1610)

Son amendement n° 404 (p. 1612)

Ses sous-amendements n°s 648 rectifié, 649 et 647 à l'ad n° 634 de la commission (p. 1616)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1617)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Ses amendements n°s 410, 412 et 413 (p. 1628 et s.)

Son sous-amendement n° 637 à l'ad n° 574 de la commission (p. 1629)

Ses amendements n°s 416 rectifié à 419, 411 (p. 1631 et s., 1633)

Article 9 (conditions d'interruption de l'accord homologué)

Son amendement n° 420 (p. 1636)

Article 10 (mission et conditions de nomination des mandataires ad hoc et des conciliateurs)

Son intervention (p. 1637)

Ses amendements n°s 422 à 424 (p. 1637)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1640)

Ses amendements n°s 429, 430, 431 rectifié (p. 1643 et s.)

Article 15 (ouverture de la procédure de sauvegarde)

Ses amendements n°s 432 et 433 (p. 1646, 1648)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Son amendement n° 435 (p. 1650)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son amendement n° 436 (p. 1652)

Son intervention (p. 1653)

Article 23 (mission de l'administrateur judiciaire)

Ses amendements n°s 439 et 440 rectifiés (p. 1654)

Après l'article 24

Son amendement n° 441 (procédure de sauvegarde : rôle de l'administrateur) (p. 1654) : retiré (p. 1655)

Son amendement n° 442 rectifié (remise à l'administrateur d'une copie certifiée des documents comptables et non des originaux) : rejeté (p. 1655)

Article 25 (inventaire du débiteur)

Son amendement n° 445 (p. 1655)

Après l'article 26

- Son amendement n° 446 (procédure de sauvegarde - suspension des poursuites : inclusion des saisies arrêts et des avis à tiers détenteur) : rejeté (p. 1656)
- Article 34 (ordre de paiement des créances)*
Son intervention (p. 1660)
- Après l'article 34*
Son sous-amendement n° 454 (inopposabilité pour les paiements postérieurs à l'ouverture de la procédure) à l'adt n° 67 rectifié de la commission (cession de certaines créances avant le jugement d'ouverture de la procédure : inopposabilité de la procédure de sauvegarde) : rejeté (p. 1661)
- Article 42 (extension de la suspension des cautions personnes physiques par le jugement d'ouverture)*
Ses amendements n°s 449 rectifié et 450 (p. 1663 et s.)
- Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)*
Son rappel au règlement (cf. supra) [3 mars 2005] (p. 1671)
Son amendement n° 477 rectifié : SCRUTIN PUBLIC (p. 1675)
Intervient sur les rappels au règlement de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (p. 1673) et de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 1674)
- Article 48 (extension des pouvoirs d'information du juge-commissaire à la situation patrimoniale du débiteur)*
Son intervention (p. 1677)
- Article 49 (modifications des conditions d'exercice des pouvoirs d'information de l'administrateur et analyse des offres d'acquisition)*
Son rappel au règlement (cf. supra) [3 mars 2005] (p. 1678)
- Après l'article 50*
Intervient sur l'adt n° 91 de la commission (procédure de sauvegarde : pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission ou de rejet de créances) (p. 1680)
- Après l'article 69*
Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1686)
Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. Alain Vidalies (licenciements économiques : application de la procédure de droit commun) à l'adt n° 109 rectifié de la commission (p. 1686)
- Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)*
Son intervention (p. 1738)
Son amendement n° 478 (p. 1740)
Son sous-amendement n° 645 à l'adt n° 112 de la commission (p. 1740)
Ses amendements n°s 479, 480 et 482 (p. 1741)
Son sous-amendement n° 644 à l'adt n° 113 de la commission (p. 1743)
- Article 77 (opposabilité des dispositions du plan de sauvegarde)*
Son intervention (p. 1746)
- Article 79 (suspension de l'interdiction d'émettre des chèques pendant la durée du plan de sauvegarde)*
Son amendement n° 483 (p. 1746)
- Après l'article 88*
Intervient sur l'adt n° 127 de la commission (procédure de sauvegarde : régime des licenciements économiques) (p. 1748)
- Article 92 (comités de créanciers)*
Son intervention (p. 1750 et s.)
Ses amendements n°s 484 et 485 (p. 1751 et s.)
Son sous-amendement n° 654 à l'adt n° 136 de la commission (p. 1754)
Ses amendements n°s 486 et 487 (p. 1754 et s.)
- Article 99 (champ d'application de la procédure de redressement judiciaire)*
Son amendement n° 489 (p. 1756)
- Article 100 (conditions d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire)*
Ses sous-amendements n°s 651 et 652 à l'adt n° 147 rectifié de la commission (p. 1758)
- Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)*
Son intervention (p. 1761 et s.)
Son amendement n° 490 (p. 1761)
- Reprend le sous-adt n° 617 de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) à l'adt n° 589 de la commission (p. 1762)
- Après l'article 104*
Son amendement n° 491 (redressement judiciaire : inopposabilité des paiements au titre de de la cession de certaines créances) : rejeté (p. 1774)
Son amendement n° 492 (redressement judiciaire : inopposabilité des avis à tiers détenteur et des saisies attribution) : retiré (p. 1774)
Son amendement n° 493 (redressement judiciaire : nullité de toute autorisation, levée et revente d'options) (p. 1774) : adopté (p. 1775)
- Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)*
Son intervention (p. 1775 et s.)
- Article 113 (missions du liquidateur)*
Son intervention (p. 1778)
- Article 120 (ordre de paiement des créances)*
Son amendement n° 520 (p. 1782)
- Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)*
Reprend l'adt n° 309 de M. Jean-Michel Ferrand (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1782)
- Article 124 (cession de l'entreprise)*
Son intervention (p. 1783)
Ses amendements n°s 618 et 521 à 527 (p. 1784 et s.)
- Article 140 (reprise de la procédure de liquidation judiciaire)*
Son intervention (p. 1789 et s.)
- Après l'article 142*
Son sous-amendement n° 646 (exonération de responsabilité sauf si les créanciers connaissaient ou auraient dû connaître la situation irrémédiablement compromise à la date d'octroi de leurs concours) à l'adt n° 602 de la commission (p. 1790) : retiré (p. 1791)
Intervient sur l'adt n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1792 et s.)
- Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)*
Son amendement n° 529 (p. 1795)
Son intervention (p. 1796)
- Article 149 (portée de la faillite personnelle)*
Son intervention (p. 1798)
Son rappel au règlement (cf. supra) [8 mars 2005] (p. 1798)
- Article 152 (cas généraux de faillite personnelle)*
Son amendement n° 530 rectifié (p. 1798)
- Article 153 (modalités de saisine pour faillite personnelle)*
Son amendement n° 531 rectifié (p. 1799)
Son sous-amendement n° 653 à l'adt n° 209 de la commission (p. 1799)
- Après l'article 166*
Son amendement n° 532 (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : saisine du tribunal correctionnel à la seule initiative du ministère public ou du représentant des salariés) : rejeté (p. 1802)
Son amendement n° 533 (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : frais de la poursuite et régime des sanctions financières) : rejeté (p. 1802)
- Article 172 (limitation du droit d'appel à l'encontre de certains jugements)*
Son intervention (p. 1804)
- Après l'article 176*
Intervient sur l'adt n° 324 deuxième rectification de Mme Arlette Grosskost (rémunération des administrateurs judiciaires fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 1805)
- Article 177 (publicité des débats devant le tribunal)*
Son intervention (p. 1805)
- Après l'article 177*
Son amendement n° 534 (publicité des débats devant les tribunaux de commerce et de grande instance) (p. 1805) : rejeté (p. 1806)
- Après l'article 182*

Son amendement n° 488 deuxième rectification (procédures de conciliation ou de sauvegarde : interdiction des dividendes) (p. 1808) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 444 (insaisissabilité : extension aux meubles meublants de la résidence principale) : adopté (p. 1809)

Son amendement n° 443 (commerçants et artisans : insaisissabilité de la résidence principale au profit des établissements de crédit) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 475 rectifié (choix d'un administrateur judiciaire hors liste) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 425 rectifié (administrateurs judiciaires : limitation des cumuls d'activités) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 476 rectifié (choix d'un mandataire judiciaire hors liste) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n° 426 rectifié (mandataires judiciaires : limitation des cumuls d'activités) (p. 1809) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n° 558 rectifié (rémunération des intervenants dans les procédures collectives par le fonds des affaires impécunieuses) : rejeté (p. 1810)

Avant l'article 184

Son amendement n° 528 rectifié (compétence exclusive du tribunal de grande instance en matière de jugement des actions en responsabilité pour insuffisance d'actif, d'obligation aux dettes sociales et de faillite personnelle) (p. 1810) : rejeté (p. 1811)

Article 185 (obligation de publication des privilèges fiscaux et douaniers)

Son amendement n° 535 (p. 1812)

Après l'article 189

Son amendement n° 389 (rémunération des intervenants dans les procédures collectives) (p. 1817) : rejeté (p. 1818)

Ses amendements n°s 336 à 388 (tribunaux de commerce : organisation - compétences - fonctionnement - statut et modalités d'élection des juges) : rejetés (p. 1818)

Explications de vote et vote [9 mars 2005] (p. 1838)

Ses explications de vote (p. 1840)

Vote contre du groupe socialiste (p. 1841)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4646) : rejetée (p. 4648)

Son intervention (p. 4649)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 4647 et s. - 4649)

Banques et établissements financiers : prêts : usure (p. 4646)

Banques et établissements financiers : profits (p. 4646)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : droit d'ester (p. 4648)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : principe d'égalité (p. 4646 et s.)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 4646, 4649)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 4646 et s.)

Entreprises : faillites : licenciements (p. 4646)

Entreprises : faillites : salariés (p. 4649)

Justice : tribunaux de commerce (p. 4649)

Lois : évaluation (p. 4648)

Vote contre du groupe socialiste (p. 4649)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Après l'article 2

Son amendement n° 122 (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : suppression des non comptabilisations prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L-225-21 du code de commerce) : rejeté (p. 3875)

Son amendement n° 118 (rapport entre la plus haute rémunération et la rémunération minimale : fixation par l'assemblée générale) : rejeté (p. 3877)

Son amendement n° 119 (nullité des rémunérations excédant le plafond fixé par l'assemblée générale ou versées dans des conditions non transparentes et ouverture du délai de prescription à la date de révélation de la rémunération dissimulée) : rejeté (p. 3877)

Ses amendements n°s 116 et 117 (rémunération des mandataires sociaux : définition) : rejetés (p. 3877)

Son amendement n° 104 (assemblées générales : suppression des « votes en blanc ») : rejeté (p. 3881)

Son amendement n° 107 (de coordination) (p. 3881) : rejeté (p. 3882)

Son amendement n° 114 (exercice d'une action collective par des actionnaires contre un mandataire : possibilité offerte au juge de fixer une provision pour la couverture de leurs frais et de désigner un mandataire ad hoc) : rejeté (p. 3882)

Son amendement n° 105 (faute commise par les administrateurs ou le directeur général : action en responsabilité intentée par l'actionnaire ou le salarié ayant subi un préjudice personnel) : rejeté (p. 3882)

Son amendement n° 106 (assurance en responsabilité civile des administrateurs ou du directeur général payée par la société : nullité) : rejeté (p. 3882)

Après l'article 3

Son amendement n° 123 (Autorité des marchés financiers - membres : suspicion de partialité) (p. 3884) : rejeté (p. 3885)

Son amendement n° 120 (rémunérations des dirigeants : communication aux sections syndicales) : rejeté (p. 3885)

Son amendement n° 121 (informations relatives aux mandataires sociaux et aux dirigeants prévues par l'article L. 225-102-1 du code de commerce : transmission aux comités d'entreprise et aux sections syndicales) : rejeté (p. 3886)

Article 6 (habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)

Son amendement n° 88 (p. 3899)

Avant l'article 9

Son amendement n° 109 (information judiciaire sur des faits révélés par l'Autorité des marchés financiers : convocation d'une assemblée générale) (p. 3904) : rejeté (p. 3905)

Son amendement n° 110 (membres de l'Autorité des marchés financiers : incompatibilité avec la qualité d'administrateur ou la fonction de dirigeant de société anonyme) : rejeté (p. 3905)

Son amendement n° 111 (délits boursiers : ouverture du délai de prescription à la révélation et non à la commission des faits) (p. 3905) : rejeté (p. 3906)

Son amendement n° 112 (Autorité des marchés financiers - sanctions : publicité systématique) : rejeté (p. 3906)

Pierre MORANGE

Yvelines (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Coprésident de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [J.O. du 15 décembre 2004]

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise (n° 2030) [19 janvier 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (COM [2004] 607 final / E 2704) (n° 2366) [21 juin 2005]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des politiques de santé [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11221)

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 2013 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée et de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [21 décembre 2004]
- Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [13 janvier 2005]
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2030) de M. Patrick Ollier et plusieurs de ses collègues portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [25 janvier 2005] (n° 2040)
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2147), portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [8 mars 2005] (n° 2148)
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Edouard Landrain, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, la sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (COM [2004] 607 final / E 2704) [6 juillet 2005] (n° 2442)
- Proposition de loi n° 2535 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Travail. Durée du travail. Réforme, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11053)
- Travail. Durée du travail. Réduction, aménagements [1^{er} février 2005] (p. 504)
- Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Revalorisation [22 juin 2005] (p. 3802)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : regrette que l'opposition n'ait pas été en mesure de participer à la précédente réunion de commission [3 février 2005] (p. 697)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 49

Son amendement n° 566 deuxième rectification précédemment réservé (logements sociaux financés avec la garantie des communes ; contingent communal réservé ; prorogation pendant cinq ans après la date de fin de remboursement de l'emprunt) (p. 10593) ; adopté (p. 10594)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 517)

Thèmes :

- Emploi : création d'emplois (p. 517)
- Politique économique : ralentissement (p. 518 et s.)
- Travail : comptes épargne-temps (p. 519)
- Travail : congés payés (p. 519)
- Travail : durée du travail (p. 517 et s.)
- Travail : heures supplémentaires (p. 519)
- Travail : négociations (p. 518)
- Travail : salaires (p. 518)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1^{er}

- Intervient sur l'adt n° 71 de M. Jean Le Garrec (fixation à 35 heures de la durée légale du temps de travail dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration) (p. 626)
- Intervient sur l'adt n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 630)
- Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 630)
- Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (proposition d'heures complémentaires ; droit au refus du salarié) (p. 634)
- Intervient sur l'adt n° 14 de M. Maxime Gremetz (heures complémentaires ; délai de prévenance des salariés ; augmentation) (p. 635)
- Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 641)
- Intervient sur l'adt n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 642)
- Intervient sur l'adt n° 40 rectifié de Mme Martine Billard (heures supplémentaires ; fixation par accords d'entreprises ; suppression) (p. 644)
- Intervient sur l'adt n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 646)
- Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 646)
- Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 651)
- Intervient sur l'adt n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 654)
- Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 654)
- Intervient sur l'adt n° 11 de M. Maxime Gremetz (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; doublement) (p. 675)
- Intervient sur l'adt n° 12 de M. Maxime Gremetz (changement des horaires de travail : délai d'information des travailleurs concernés ; suppression de tout aménagement) (p. 676)
- Intervient sur l'adt n° 7 de M. Maxime Gremetz (extension des compétences et modalités d'intervention du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 677)
- Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 678)
- Intervient sur l'adt n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 682)
- Intervient sur l'adt n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 685)
- Intervient sur l'adt n° 5 de M. Maxime Gremetz (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 687)
- Intervient sur l'adt n° 3 de M. Maxime Gremetz (conclusions d'accords de RTT ; conditions de majorité syndicale) (p. 696)
- Intervient sur l'adt n° 1 de M. Maxime Gremetz (durée du travail fixée à 32 heures pour les travailleurs astreints à des tâches pénibles ou nocturnes) (p. 698)
- Intervient sur l'adt n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 699)
- Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean Le Garrec (commission nationale de la négociation collective ; organisation d'une négociation avec les partenaires sociaux sur l'application de la présente loi) (p. 701)
- Intervient sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (cf. supra) (p. 697)

Article 1^{er} (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 711 et s.)

Après l'article 1^{er}

- Intervient sur l'adt n° 128 de M. Alain Vidalies (principe et définition du temps de déplacement professionnel) (p. 773)
- Intervient sur l'adt n° 144 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; refus du salarié non constitutif d'une faute) (p. 775)

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; droit du salarié au refus ; absence de motif de licenciement) (p. 776)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 781 et s.)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 820 et s.)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 908 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 53 de Mme Chantal Brunel (rapport au Parlement sur le bilan au bout d'un an de l'application de la présente loi) (p. 913)

Titre

Son intervention (p. 914)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Ses interventions (p. 2085, 2111)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2111)
Droit local : Alsace-Moselle (p. 2086)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2086)
Femmes : femmes enceintes (p. 2086)
Travail : comptes épargne-temps (p. 2086)
Travail : durée du travail (p. 2085)
Travail : heures supplémentaires (p. 2086)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2123)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Jean Le Garrec (protection des salariées enceintes) (p. 2124)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de M. Maxime Gremetz (prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail effectif) (p. 2125)

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Jean Le Garrec (accès prioritaire aux "heures choisies" pour les salariés à temps partiel) (p. 2126)

Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Martine Billard (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2127)

Intervient sur l'adt n° 13 rectifié de M. Maxime Gremetz (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2128)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Le Garrec (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2146)

Intervient sur l'adt n° 76 de M. Jean Le Garrec (contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 2146)

Intervient sur l'adt n° 77 rectifié de M. Jean Le Garrec (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2147)

Intervient sur l'adt n° 85 de M. Jean Le Garrec (licenciement ; motifs ; recours des heures choisies ; exclusion) (p. 2148)

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Yvan Lachaud (Education nationale ; jours fériés ; lundi de Pentecôte) (p. 2149)

Intervient sur l'adt n° 9 rectifié de M. Maxime Gremetz (institution représentative des personnes ; compétences ; organisation du travail) (p. 2151)

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Maxime Gremetz (extension des congés de formation) (p. 2151)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Maxime Gremetz (avantages aux entreprises pratiquant les trente-cinq heures) (p. 2152)

Intervient sur l'adt n° 8 de M. Maxime Gremetz (rétablissement de la commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics) (p. 2153)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 2154)

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de M. Maxime Gremetz (périodes d'astreinte et temps de repos) (p. 2155)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de M. Maxime Gremetz (accords d'entreprises sur le temps de travail ; conditions de validité ; majorité syndicale) (p. 2156)

Intervient sur l'adt n° 75 de M. Alain Vidalies (temps de travail ; dépassement ; conséquences) (p. 2156)

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de M. Maxime Gremetz (durée légale du travail pour les salariés assujettis à des travaux nocturnes ou pénibles) (p. 2157)

Intervient sur l'adt n° 73 de M. Jean Le Garrec (saisine de la commission nationale de la négociation collective) (p. 2158)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jean Le Garrec (conférence sur l'emploi, les conditions et la durée du travail) (p. 2159)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2161 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Michel Raison (heures supplémentaires : conditions de transfert d'une année sur l'autre) (p. 2172)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 2172 et s.)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 27 rectifié de la commission des affaires culturelles (questionnaires parlementaires) (p. 3433)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3434)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 28, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (obligation de réponse aux questions d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3434)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 30 rectifié de la commission des affaires culturelles (saisine de la Cour des comptes et réponse dans un délai de huit mois) (p. 3435)

Intervient sur l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3437)

Intervient sur le sous-adt n° 318 de M. Jean-Marie Le Guen (délai réduit à un mois) à l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (p. 3438)

Nadine MORANO

*Meurthe-et-Moselle (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VIII : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (enseignement scolaire) (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Santé. Politique de la santé. Patient en fin de vie [24 novembre 2004] (p. 9980)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 922, posée le 19 octobre 2004. Sécurité routière. Limitations de vitesse (J.O. Questions p. 8006). Appelée le 19 octobre 2004. Adaptation (p. 8039)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE****I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE****Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8992)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 8993)

Enseignement : élèves (p. 8995)

Enseignement : personnel : carrières (p. 8993)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 8994)

Enseignement : personnel : assistants d'éducation (p. 8993)

Enseignement : personnel : enseignants (p. 8995)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 8994)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)**

Son intervention (p. 10151)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10151, 10152)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10151)

Santé : fin de vie (p. 10151)

Santé : soins palliatifs (p. 10152)

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)**Après l'article 14**

Son amendement n° 13 (évaluation de la politique de soins palliatifs) (p. 10185) : adopté (p. 10186)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1148)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 1148)

Enseignement : pédagogie (p. 1148)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1148)

Pierre MOREL-A-L'HUISSIER

*Lozère (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique (n° 2210) [23 mars 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1951 visant à renforcer l'incompatibilité entre les fonctions de président de conseil général et de président de conseil régional [24 novembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2210), portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [30 mars 2005] (n° 2222)

Proposition de loi n° 2314 relative au télétravail [11 mai 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat (n° 2465), portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [12 juillet 2005] (n° 2468)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [24 novembre 2004] (p. 9987)

Travail. Droit du travail. Respect, Languedoc-Roussillon [19 janvier 2005] (p. 114)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 950, posée le 30 novembre 2004. TVA. Taux (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Hôtellerie et restauration, travaux d'entretien et d'amélioration de l'habitat (p. 10239)

n° 1053, posée le 1^{er} février 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux psychiatriques (J.O. Questions p. 887). Appelée le 1^{er} février 2005. Fonctionnement, zones rurales (p. 488)

n° 1096, posée le 1^{er} mars 2005. Elevage. Bovins et ovins (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Aides de l'Etat (p. 1466)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)**

Son intervention (p. 7607)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 7608)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) : Lozère (p. 7607)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7607)

Communes : services : agents et ouvriers (p. 7608)

Logement (p. 7607)

Mines et carrières : carrières (p. 7608)

Professions de santé (p. 7607)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)**Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)**

Ses amendements n°s 199 et 607 (p. 7619)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son amendement n° 201 (p. 7628)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son amendement n° 212 (p. 7658)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Ses amendements n°s 213, 214 et 185 (p. 7663)

Après l'article 63 bis

Son amendement n° 186 (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669) : retiré (p. 7671)

Avant l'article 63 ter

Son amendement n° 188 deuxième rectification (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) : rejeté (p. 7677)

Article 63 quater (protection des rivages de lacs soumis au régime de la loi "montagne")

Son amendement n° 187 (p. 7677)

Après l'article 64 ter

Son amendement n° 190 (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Après l'article 65 octies

Son amendement n° 192 (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) : rejeté (p. 7696)

Après l'article 65 decies

Son amendement n° 193 (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) : rejeté (p. 7697)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 69

Son amendement n° 95 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10771)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10771, 10772)
Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 10771)
Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10771)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10771)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Son intervention (p. 2736)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2744)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2764)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : contractuels (p. 2764)

Fonctionnaires et agents publics : concertation avec le personnel (p. 2764)

Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 2736)

Fonctionnaires et agents publics : accès : ressortissants communautaires (p. 2737)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2737)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2738)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : détachement (p. 2737)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : droit communautaire (p. 2744)

Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics (p. 2736)

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (modification de l'intitulé du chapitre) (p. 2766)

Article 1er (extension aux hommes des dérogations en matière de limites d'âge pour l'accès aux emplois publics)

Son intervention (p. 2767)

Article 3 (situation des personnes tenues de servir pendant une durée minimale)

Son intervention (p. 2767)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission (possibilité pour les parents adoptifs de se répartir le congé d'adoption) (p. 2768)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (compléments aux dispositions relatives aux discriminations et au harcèlement sexuel) (p. 2768)

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique de l'État) (p. 2768)

Intervient sur l'adt n° 4, deuxième rectification de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique territoriale) (p. 2768)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de la commission (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique hospitalière) (p. 2768)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié de la commission (simplification de l'intitulé du chapitre) (p. 2769)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 8 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre) (p. 2769)

Article 7 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique de l'État)

Son intervention (p. 2769 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique de l'État) (p. 2773)

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Bernard Derosier (mécanisme spécifique d'information des comités techniques paritaires sur les emplois contractuels) (p. 2773)

Article 8 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique de l'État)

Son intervention (p. 2773)

Article 9 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2774 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 57 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique territoriale) (p. 2775)

Article 10 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2775 et s.)

Article 11 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2776)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 40 de M. Bernard Derosier (limitation du montant de la rémunération de l'agent recruté pour une durée indéterminée au montant de celle des agents titulaires occupant une fonction ou ayant une qualification équivalente dans la fonction publique hospitalière) (p. 2777)

Article 12 (présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents contractuels au sein de la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2777)

Article 14 (régime des contrats à durée déterminée en cours à la date de publication de la loi dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2777)

Article 15 (régime des salariés employés par une entité économique dont l'activité est reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif)

Son intervention (p. 2777)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'adt n° 74 de la commission (coordination) (p. 2777)

Avant l'article 16

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (suppression du chapitre IV dont le contenu a été précédemment transféré au sein du chapitre premier) (p. 2778)

Article 16 (compléments aux dispositions relatives aux discriminations et au harcèlement sexuel)

Son intervention (p. 2778)

Article 17 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique de l'État)

Son intervention (p. 2778)

Article 18 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique territoriale)

Son intervention (p. 2778)

Article 19 (congé de maternité, de paternité et d'adoption dans la fonction publique hospitalière)

Son intervention (p. 2778)

Article 20 (possibilité pour les parents adoptifs de se répartir le congé d'adoption)

Son intervention (p. 2778)

Article 22 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2778)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 76 rectifié du Gouvernement (organisation de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son) (p. 2779)

Titre

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Bernard Derosier (nouvel intitulé) (p. 2279)

Son intervention (p. 2780)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [13 juillet 2005] (p. 4659)**

Son intervention (p. 4659)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4660)
Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 4659)
Fonctionnaires et agents publics : concours : ressortissants communautaires (p. 4660)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 4660)
Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 4660)
Fonctionnaires et agents publics : mobilité : détachement (p. 4660)
Union européenne : directives : fonctionnaires et agents publics (p. 4659)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)**

Son intervention (p. 3596)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3596)

Emploi : création d'emplois (p. 3596)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3596)

Politique sociale : services à la personne (p. 3596)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son amendement n° 377 (p. 4490)

Hervé MORIN

*Eure (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

Nommé président du groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1336)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 janvier 2005] (p. 1336)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 13 avril 2005] (p. 6650)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1862 sur la proposition de règlement du Conseil portant création d'un instrument de soutien financier visant à encourager le développement économique de la communauté chypriote turque (E 2643) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2026 visant à modifier la législation sur "l'absence" [13 janvier 2005]

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement [13 janvier 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7530)

Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7750)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 887, posée le 5 octobre 2004. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 7656). Appelée le 5 octobre 2004. Agence nationale pour la rénovation urbaine, financement, Pont-Audemer (p. 7443)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : considère que la proposition de loi ne constitue pas une modification substantielle du droit du travail [2 février 2005] (p. 628)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 9

Son amendement n° 402 (ISF : qualification de biens professionnels en cas d'activité dans plusieurs sociétés) (p. 8330) : retiré (p. 8331)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 70

Son amendement n° 10 (prix du pétrole : rapport du Gouvernement sur les conséquences de son augmentation) (p. 9870) : rejeté (p. 9871)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612); [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 5

Son amendement n° 214 (rapport au Parlement sur les auxiliaires de vie) : rejeté (p. 8647)

Après l'article 29

Son amendement n° 249 (rapport au Parlement sur les revalorisations des pensions de retraites agricoles) : rejeté (p. 8728)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Thème :

Politique sociale : surendettement (p. 285)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Son intervention (p. 285)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412); [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Arnaud Montebourg (Premier ministre - article 21 de la Constitution : attributions en matière européenne) (p. 421)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Arnaud Montebourg (ordonnances - article 38 de la Constitution : exclusion des mesures émanant d'une institution européenne et relevant du domaine de la loi) (p. 423)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 462)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 466 et s.)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541); [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 582)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 623)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 582)

Emploi : politique de l'emploi (p. 583)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 584)

Politique économique : conjoncture (p. 583, 584)

Travail : coût (p. 582)

Travail : durée du travail (p. 582 et s., 624)

Travail : heures supplémentaires (p. 584, 624)

Travail : négociations (p. 624)

Travail : salaires (p. 583)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640); [3 février 2005] (p. 673, 695, 731); [7 février 2005] (p. 799, 829); [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 631)

Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 631)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 627)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son amendement n° 85 ; repris par M. Maxime Gremetz : SCRUTIN PUBLIC (p. 722)

Ses amendements n°s 86 et 88 (p. 751, 756)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son amendement n° 87 (p. 830)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2105)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 2106)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2105)

Travail : pouvoir d'achat (p. 2105)

Travail : comptes épargne-temps (p. 2105)

Travail : conditions de travail (p. 2105)

Travail : durée du travail (p. 2105)

Travail : heures supplémentaires (p. 2106)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121); [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'adt n° 77 rectifié de M. Jean Le Garrec (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2148)

Intervient sur l'adt n° 42 de M. Yvan Lachaud (Éducation nationale ; jours fériés ; lundi de Pentecôte) (p. 2149)

Explications de vote et vote [22 mars 2005] (p. 2218)

Ses explications de vote (p. 2221)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2221)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235); [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324); [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 13

Son amendement n° 228 (expérimentation d'un nouveau système d'évaluation) (p. 1438) : rejeté (p. 1439)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent quarante-deux membres de l'Assemblée nationale (Emploi 2403)

[5 juillet 2005] (p. 4289)

Son intervention (p. 4292)

Thèmes :

Droit pénal : récidive (p. 4294)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : promotion sociale (p. 4295)
 Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4294)
 Emploi : chômage (p. 4293)
 Enseignement secondaire : pédagogie (p. 4295)
 Entreprises : recrutement (p. 4295)
 Parlement : rôle (p. 4293, 4294)
 Politique économique : croissance (p. 4293)
 Politique générale : démocratie (p. 4294)
 Politique générale : institutions (p. 4293 et s.)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 4292)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4295)
 Travail : code du travail (p. 4294)
 Ses explications de vote (p. 4292)
 Le groupe de l'Union pour la Démocratie Française ne vote pas la censure (p. 4309)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etat. Décentralisation. Conséquences, collectivités territoriales [16 novembre 2004] (p. 9438)

Georges MOTHRON

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale (n° 1911) [27 octobre 2004]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le titre II du projet de loi (n° 1911), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, de programmation pour la cohésion sociale [17 novembre 2004] (n° 1928)

Proposition de loi n° 2480 visant à augmenter les délais permettant d'établir la flagrance d'un délit applicable aux constats d'occupations illicites de locaux à usage d'habitation [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [6 octobre 2004] (p. 7533)

DÉBATS**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9930)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9930)

Logement : habitat insalubre (p. 9930)

Logement : logement social (p. 9930)

Politique économique : conjoncture (p. 9930)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 9930)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10576 et s.)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad n° 46 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (droits de succession ; dation en paiement ; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)

Son intervention (p. 10584)

Avant l'article 50

Intervient sur l'ad n° 775 deuxième rectification précédemment réservé de M. Patrick Ollier (ventes en accession sociale à la propriété ; taux réduit de TVA) (p. 10596)

Intervient sur l'ad n° 49 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (procédure d'accession sociale à la propriété -ASP-) (p. 10596)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad n° 18 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (subventions au financement de travaux déductibles ; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)

Intervient sur l'ad n° 50 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (subventions au financement de travaux déductibles ; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)

Après l'article 52

Intervient sur l'ad n° 188 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 10601)

Intervient sur l'ad n° 52 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (imposition des revenus fonciers ; primes d'assurance ; déductibilité) (p. 10601)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son intervention (p. 10607)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad n° 54 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (renouvellement urbain ; vente de logements sociaux aux établissements publics aménagés ; régime) (p. 10607)

Étienne MOURRUT
Gard (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [10 novembre 2004] (p. 9233)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 923, posée le 19 octobre 2004. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 8006). Appelée le 19 octobre 2004. Redevances d'occupation du domaine public, revalorisation, concessions gazières, perspectives (p. 8049)

n° 1177, posée le 29 mars 2005. Aménagement du territoire. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 3089). Appelée le 29 mars 2005. Fonds structurels, utilisation (p. 2492)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 32 rectifié (entreprises agricoles à responsabilité limitée : modalités d'imposition) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 34 (acquisition de petits matériels – déductibilité immédiate au titre des charges : prix unitaire porté de 500 € à 1 500 €) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 43 (viticulture – châteaux ou demeures d'exploitation : déductibilité des charges – article 39/4 du code général des impôts) : retiré (p. 8278)

Son amendement n° 44 (entreprises agricoles - restauration des murs et murets : amortissement exceptionnel sur 36 mois) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 38 (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 39 (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 40 (jeunes agriculteurs – article 73 B du code général des impôts : assimilation des contrats d'agriculture durable aux anciens contrats territoriaux d'exploitation et pérennisation du dispositif) : rejeté (p. 8279)

Son amendement n° 33 rectifié (régime des bénéficiaires agricoles – application : plafond des recettes accessoires porté de 30 000 € à 100 000 €) (p. 8279) : rejeté (p. 8280)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Ses amendements n°s 35 et 36 (p. 8304)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901); [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 42 (surtaxe des eaux : tarif maximal porté de 0,58 € à 0,70 € par hectolitre) (p. 10934) : retiré (p. 10935)

Alain MOYNE-BRESSAND
Isère (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, perspectives [2 mars 2005] (p. 1540)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1126, posée le 8 mars 2005. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Imagerie médicale, centre hospitalier de Pont de Beauvoisin (p. 1701)

Renaud MUSELIER

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Louis-Joseph Manscour. Politique extérieure. Aide humanitaire. Caraïbes, cyclones [6 octobre 2004] (p. 7535)

M. Édouard Landrain. Politique extérieure. Haïti. Situation politique et économique [6 octobre 2004] (p. 7537)

M. Jean Lassalle. Politique extérieure. Francophonie. Défense [24 novembre 2004] (p. 9981)

Mme Michèle Tabarot. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [24 novembre 2004] (p. 9986)

M. Rudy Salles. Politique extérieure. Liban. Situation politique [15 février 2005] (p. 1095)

M. Didier Mathus. Audiovisuel et communication. TV5. Présidence [16 mars 2005] (p. 2079)

Mme Michèle Tabarot. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Madagascar [16 mars 2005] (p. 2082)

Jacques MYARD

Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 2370 visant à compléter l'article 3 de l'ordonnance 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel [9 juin 2005]

Proposition de loi n° 2389 visant à modifier les dispositions du code du travail relatives au contrat de professionnalisation [21 juin 2005]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2408 visant à affirmer la primauté de la Constitution sur tout traité ou droit dérivé de l'Union européenne [22 juin 2005]

Proposition de résolution n° 2504 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le respect du principe de laïcité dans les services publics [26 juillet 2005]

Proposition de loi organique n° 2505 visant à réaffirmer le principe de séparation des pouvoirs et la présomption d'innocence en précisant le devoir de réserve des magistrats [26 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2522 visant à ouvrir une souscription nationale pour la reconstruction des quartiers historiques français des villes de Louisiane [12 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Lutte contre le terrorisme. Perspectives [3 novembre 2004] (p. 8878)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1049, posée le 1^{er} février 2005. Enfants. Crèches et garderies (J.O. Questions p. 886). Appelée le 1^{er} février 2005. Prestation de service unique, mise en œuvre, conséquences (p. 486)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Rappelle que M. François Loncle l'a qualifié, lors d'une précédente séance, d' "homme acariâtre" [30 novembre 2004] (p. 10260)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8185)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 8185)
 Finances publiques : dette publique (p. 8185)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8185)
 Travail : durée du travail : taux d'activité (p. 8185)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 8185)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 439 (cessions de valeurs mobilières – calcul de la plus-value : abattement de 10 % par année de détention au-delà de la cinquième) : rejeté (p. 8280)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8461 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9376)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Allemagne (p. 9377)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 9376 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9392)

Etat B, titre III

Son amendement n° 130 (p. 9392)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 9821 et s.)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10176)

Article 15 (compensations financières à titre de charges nouvelles)

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 novembre 2004] (p. 10260)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Sa question préalable (p. 330) : rejetée (p. 344)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : rôle (p. 330)
 Conseil constitutionnel (p. 333)
 Conseil constitutionnel : Président (p. 333 et s.)
 Emploi : chômage (p. 337)
 Etat : Nation : populisme (p. 339 et s.)
 Etat : souveraineté (p. 330 et s.)
 Langue française (p. 340)
 Pays étrangers : Allemagne (p. 338 et s.)
 Politiques communautaires : budget (p. 338)
 Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 332)
 Politiques communautaires : coopérations renforcées (p. 338)
 Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 336)
 Politiques communautaires : normes européennes : comptabilité (p. 337)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 331, 339 et s.)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) : pacte de stabilité (p. 337)
 Union européenne : Commission (p. 332)
 Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 332)
 Union européenne : construction européenne : paix (p. 336, 339 et s.)
 Union européenne : Cour de justice (p. 331 et s.)
 Union européenne : droit communautaire : souveraineté (p. 333)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 332 et s.)
 Union européenne : euro (p. 337 et s.)
 Union européenne : majorité qualifiée (p. 332)
 Union européenne : Parlement européen (p. 333)
 Union européenne : parlements nationaux (p. 335 et s.)
 Union européenne : traité constitutionnel (p. 330)
 Union européenne : traité constitutionnel : dénonciation (p. 336)
 Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 336)
 Union européenne : traité constitutionnel : signature (p. 330)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 5 rectifié (accords d'association - article 88 de la Constitution : Francophonie) : rejeté (p. 427)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 464)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2029)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2030)
 Union européenne : constitution européenne (p. 2030)
 Union européenne : subsidiarité (p. 2030)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)*Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)*

Son amendement n° 48 (p. 3735)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)*Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)*

Son intervention (p. 4410)

N

Henri NAYROU

*Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur les normes édictées par les fédérations et les ligue sportives [10 mai 2005] (n° 2295)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 979, posée le 21 décembre 2004. Eau. Politique de l'eau [J.O. Questions p. 10103]. Appelée le 21 décembre 2004. Réforme, perspectives (p. 11278)

n° 1181, posée le 5 avril 2005. Transports. Politique des transports [J.O. Questions p. 3375]. Appelée le 5 avril 2005. Toulouse, perspectives (p. 2635)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7612) : rejetée (p. 7618)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 7613 et s.)
Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7613 et s.)
Postes : La Poste (p. 7615)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7615)
Secteur public : services publics (p. 7614 et s.)
Télécommunications : télématique : tarifs (p. 7614)
Union européenne : fonds structurels (p. 7615)
Urbanisme : opérations d'aménagement : zones franches urbaines (p. 7614)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 481 (création d'une délégation interministérielle à la ruralité) (p. 7618) : rejeté (p. 7619)

Avant l'article 37

Son amendement n° 492 (conclusion avec les communes ou leurs groupements de contrats d'accès aux services publics) : rejeté (p. 7657)

Après l'article 62 A

Intervient sur l'adit n° 495 rectifié de M. Joël Giraud (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7662)

Article 1er A (principe de solidarité en faveur des territoires ruraux et de montagne)

Son amendement n° 547 (p. 7860)

Avant l'article 66

Son amendement n° 688 (contrat d'accès aux services publics en application des contrats de plan Etat-régions) : rejeté (p. 8006)

Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7917)

Thèmes :

Droit civil : droit à l'image (p. 7918)
Sports : associations et clubs (p. 7917)
Sports : fédérations (p. 7918)
Sports : football (p. 7917)
Sports : rugby (p. 7918)
Sports : sport de haut niveau (p. 7917)
Sports : sportifs professionnels (p. 7917)
Travail : contrats à durée déterminée (p. 7918, 7919)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 1er (rémunération du droit à l'image collective des sportifs professionnels)

Son intervention (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 7927 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : opérations extérieures (p. 9625)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004

Son intervention (p. 9767)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10067)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs : dépendance (p. 10067)
Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10067)
Politique économique : inflation (p. 10067)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10885)

Thèmes :

Associations (p. 10885)
Assurance maladie maternité : généralités (p. 10885)
Collectivités territoriales : décentralisation : compensations financières (p. 10885)
Eau : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) : TVA (p. 10886)
Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 10885)
Impôts et taxes : politique fiscale : réductions d'impôt (p. 10885)

Impôts locaux : taxe d'enlèvement des ordures ménagères : réforme (p. 10886)
Politique économique : croissance (p. 10885)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 93)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 93)
Postes : La Poste (p. 93)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-adt n° 14780 de M. Jean Dionis du Séjour (classement en ZRR ou en ZUS de certaines zones) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 212)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2875)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 2875 et s.)
Postes : services financiers (p. 2876)
Union européenne : directives : postes (p. 2876)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1184)

Thèmes :

Enseignement : effectifs (p. 1185)
Enseignement : zones rurales (p. 1184, 1185)
Enseignement : carte scolaire (p. 1185)
Enseignement : programmes : éducation physique et sportive (p. 1185)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1331)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1344)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2606)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2607)
Sports : dopage (p. 2606, 2607)
Sports : jeux olympiques (p. 2607)
Sports : médecine du sport (p. 2607)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Revendications. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 295)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 908, posée le 19 octobre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 8003). Appelée le 19 octobre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 8033)

n° 1232, posée le 21 juin 2005. Automobiles et Cycles. Bicyclettes (J.O. Questions p. 5453). Appelée le 21 juin 2005. Usage, développement (p. 3778)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne de l'assimilation abusive de l'hémicycle à un cercle fermé, faite par un ministre peu au fait de la démocratie parlementaire [29 juin 2005] (p. 4119)

Critique l'ordre dans lequel ont été appelés, en commission des affaires culturelles, les amendements proposant une revalorisation de la retraite du combattant [18 novembre 2005] (p. 9595)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9603)

Son rappel au règlement (cf. supra) [18 novembre 2005] (p. 9595)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9604)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9603)

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9604)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 9604)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 9603)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 9603)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9604)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9627)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié du Gouvernement (anciens prisonniers de la guerre d'Algérie : droit à réparation) (p. 9627)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004
Ses interventions (p. 9767, 9770)

Thèmes :

Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 9767)

Sports : dopage (p. 9770)

Sports : installations sportives (p. 9767)

Sports : piscines municipales (p. 9770)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 929)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 930)
Professions sociales : aides familiales (p. 930)
Professions sociales : assistants maternels (p. 930)

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 959)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 964)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2911)

Son intervention (p. 2918)

Thèmes :

Départements : conseils généraux (p. 2918)
Enfants : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 2919)
Enfants : politique de l'enfance (p. 2918)
Professions sociales : formation professionnelle (p. 2918)
Professions sociales : aides familiales (p. 2918)
Professions sociales : assistants maternels (p. 2918, 2919)

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 1er B (reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)

Son intervention (p. 2920)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2923)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 2926 et s.)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2602)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2602, 2603)
Sports : compétitions (p. 2602)
Sports : dopage (p. 2602, 2603)
Sports : jeux olympiques (p. 2602)
Sports : médecine du sport (p. 2603)

Discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2614)

Article 2 (Agence française de lutte contre le dopage)

Son amendement n° 18 (p. 2614)

Article 18 (délivrance d'une licence sportive)

Son intervention (p. 2617)

Explications de vote et vote [6 avril 2005] (p. 2731)

Ses explications de vote (p. 2732)
Vote pour du groupe socialiste (p. 2733)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4108)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 juin 2005] (p. 4119)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4108)
Politique sociale : inégalités (p. 4108, 4109)
Travail : précarité (p. 4108)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4108)

Jean-Marc NESME

*Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles (n° 1893) [2 février 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel (n° 2120) [23 mars 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1842 visant à favoriser le développement en milieu hospitalier de services de maternologie prenant en compte les difficultés de la relation mère-enfant [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 905) autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité [8 décembre 2004] (n° 1978)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1893) autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles [13 avril 2005] (n° 2251)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2120) autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel [22 juin 2005] (n° 2410)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9256)

Thème avant la procédure des questions :

Famille : politique familiale (p. 9256)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10170)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10170)
Santé : douleur (p. 10170)
Santé : fin de vie (p. 10170)
Santé : soins palliatifs (p. 10170)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10733)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10738)

Projet de loi n° 905 autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1916)

Son intervention (p. 1917)

Thèmes :

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 1917 et s.)
Informatique : fichiers : Internet (p. 1917)
Organisations internationales : Conseil de l'Europe : coopération judiciaire (p. 1918)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1918)

Discussion de l'article unique [10 mars 2005] (p. 1920)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad. n° 1 de la commission (extension de l'autorisation parlementaire et accélération de la procédure d'approbation) (p. 1921)

Titre

Son intervention (p. 1921)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad. n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2836)

Jean-Pierre NICOLAS

*Eure (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1844 tendant à modifier l'article 131-30-2 du code pénal en vue d'y inclure les cas d'étrangers exerçant l'autorité parentale sur un mineur français [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Associations. Politique du logement. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10793)

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Aides de l'Etat [13 avril 2005] (p. 2908)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1072, posée le 8 février 2005. Industrie. Métallurgie (J.O. Questions p. 1180). Appelée le 8 février 2005. Novelis, emploi et activité, Rugles (p. 866)

n° 1097, posée le 1^{er} mars 2005. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Fonctionnement, effectifs de personnel, Rugles (p. 1462)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son amendement n° 462 rectifié (p. 8305)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- *Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004*

Son intervention (p. 9721)

Thème :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9721)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention (p. 2393)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2393)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2393)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2393)

Energie et carburants : gaz (p. 2394)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 10 bis

Son amendement n° 392 (règles de répartition des valeurs locatives entre communes) (p. 2550) : retiré (p. 2551)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son intervention (p. 3939)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3940)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRÉ) (p. 3940)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3940)

Energie et carburants : politique énergétique : énergies renouvelables (p. 3939)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1552)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 1553)

Entreprises : création (p. 1552 et s.)

Entreprises : faillites (p. 1553)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4245)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4245)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4246)

Emploi : création d'emplois : très petites entreprises (TPE) (p. 4245)

Entreprises : transmission (p. 4245)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2027 visant à appliquer le taux réduit de TVA à la vente et à la livraison d'électricité, de gaz et de fioul à usage de chauffage domestique [13 janvier 2005]

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Cambodge [1^{er} décembre 2004] (p. 10335)

DÉBATS**Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France**

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7734)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7734)

Formation professionnelle (p. 7734)

Industrie : textile et habillement (p. 7734)

Pays étrangers : Turquie (p. 7734)

Union européenne : élargissement (p. 7734)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Procédure des questions :

Famille : Agence française de l'adoption : crédits budgétaires (p. 9389)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : coopération intercommunale (p. 8862)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2821)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2822)

Enfants : orphelins (p. 2823)

Famille : adoption (p. 2821 et s.)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2822)

Relations internationales : adoption (p. 2822)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2836)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Martine Billard (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2840)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2840)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2840)

Son amendement n° 13 (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2840) : retiré (p. 2842)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2940)

Article 6 (coordination avec le code du travail)

Son intervention (p. 2942)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 10 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'adt n° 31 de Mme Patricia Adam (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Ses explications de vote (p. 2945)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2945)

Hervé NOVELLI

*Indre-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le

projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (n° 2381) [22 juin 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 17 : Economie, finances et industrie (industrie) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [13 janvier 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les titres I, II, IV et VII du projet de loi (n° 2381), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, en faveur des petites et moyennes entreprises [30 juin 2005] (n° 2431)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur les échanges commerciaux entre la Chine et la France [13 juillet 2005] (n° 2473)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Ouverture du capital, modalités [14 juin 2005] (p. 3543)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient le rappel au règlement de M. Alain Vidalies : souhaite que le débat ne dévie pas et reste centré sur la proposition de loi [2 février 2005] (p. 628)

Estime que le nombre des participants à la manifestation syndicale du samedi précédent, à tout prendre comparable à celui de l'Enduro du Touquet, n'a pas par lui-même de signification radicale ; exprime sa préférence pour le débat parlementaire, de surcroît sur une proposition de loi, par rapport aux manifestations de rue [7 février 2005] (p. 802)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7726)

Thèmes :

Entreprises : création (p. 7726)

Entreprises : délocalisations (p. 7726)

Pays étrangers : Etats-Unis : délocalisations (p. 7726)

Politique économique : mondialisation (p. 7726)

Recherche (p. 7726)

Travail : durée du travail (p. 7726)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8284)

Après l'article 9

Son amendement n° 147 (ISF : réduction à hauteur des souscriptions au capital de PME – plafonnement à 50 % du montant de l'impôt) : retiré (p. 8333)

Son amendement n° 146 (redevables de l'ISF : réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 25 % du montant des souscriptions au capital de PME plafonnées à 200 000 €) : retiré (p. 8333)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 9031)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) : crédits budgétaires (p. 9030 et s.)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) : crédits budgétaires (p. 9029 et s.)

Energie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) : crédits budgétaires (p. 9030)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 9029)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 9029 et s.)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 9030)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 9030)

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention (p. 9733)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9734)

Entreprises : création : aides (p. 9733)

Travail : durée du travail (p. 9733)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10007)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10008)

Emploi : chômeurs : droits (p. 10008)

Emploi : politique de l'emploi (p. 10008)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)

Son intervention (p. 10429)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10446)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10466)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10467)

Son amendement n° 55 rectifié (p. 10474)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10478)

Son amendement n° 56 (p. 10488)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son intervention (p. 10493)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10503)

Ses amendements n^{os} 58 à 60 (p. 10506)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 575)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 621)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 576, 622)

Travail : droit du travail (p. 578)

Travail : durée du travail (p. 576, 577, 622)

Travail : heures supplémentaires (p. 577)

Travail : négociations (p. 578, 579, 622)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1^{er}

Intervient sur l'adt n° 40 rectifié de Mme Martine Billard (heures supplémentaires ; fixation par accords d'entreprises ; suppression) (p. 645)

Intervient sur l'adt n° 5 de M. Maxime Gremetz (application de la réduction du temps de travail ; incitation aux entreprises ; exonération des charges) (p. 689)

Intervient sur l'adt n° 72 de M. Jean Le Garrec (conférence entre partenaires sociaux sur l'ensemble des critères d'organisation du travail) (p. 700)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 627)

Article 1^{er} (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 705 et s.)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 802)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 833 et s.)

Article 4 (gage)

Son intervention (p. 906)

Explications de vote et vote [9 février 2005] (p. 950)

Ses explications de vote (p. 952)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 952)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2091)

Son intervention (p. 2101)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2092)

Travail : pouvoir d'achat (p. 2091)

Travail : comptes épargne-temps (p. 2091 et 2102)

Travail : durée du travail (p. 2101)

Travail : heures supplémentaires (p. 2091)

Travail : négociations (p. 2091 et 2101)

Explications de vote et vote [22 mars 2005] (p. 2218)

Ses explications de vote (p. 2220)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2220)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-adt n° 509 de M. Jean-Yves Le Déaut (application dans le temps) à son amendement n° 417 rectifié (p. 2568)

Son amendement n° 417 rectifié (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2567) : adopté après rectification (p. 2569)

Projet de loi n° 2213 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3970)

Son intervention (p. 3975)

Thèmes :

Droit pénal : infractions : marchés financiers (p. 3975)

Ordonnances (p. 3975)

Ordonnances : ratification : Sénat (p. 3975)

Union européenne : directives : marchés financiers (p. 3975)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3976)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4103)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4103, 4104)

Entreprises : charges (p. 4105)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4104, 4105)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4103)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4104, 4105)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

Rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention (p. 4211)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4211)

Entreprises : transmission (p. 4211)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4212)

Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention (p. 4212)

Politique économique : mondialisation (p. 4211)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4365)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 138 rectifié de la commission des finances (déduction des charges de personnel pour certains professionnels passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 4368 et s.)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Alain Ferry (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Michel Bouvard (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 89 de Mme Arlette Franco (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 456 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4423)

Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission des finances (alignement des plus-values de cession sur les plus-values immobilières) (p. 4430)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4343)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 4344)

Etat : réforme (p. 4344)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4343)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 4343)

Finances publiques : dette publique (p. 4343)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 4344)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 4344)

Jean-Marc NUDANT

*Côte-d'Or (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7733)

Thème :

Entreprises : délocalisations (p. 7733)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son amendement n° 304 rectifié (p. 10577)

Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)

Son amendement n° 306 (p. 10587)

Après l'article 45 bis

Son amendement n° 302 précédemment réservé (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux ; plus-values ; exonération) : rejeté (p. 10587)

O

Marie-Renée OGET
Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10794)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 10294)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11175) : rejetée (p. 11178)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : handicapés (p. 11175)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11176)

Handicapés : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 11176)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11176)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11176, 11177)

Politique sociale : solidarité (p. 11175 et s.)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er bis A (conférence nationale du handicap)

Son intervention (p. 11206)

Article 1er septies (prolongation de la suspension du contrat de travail en cas d'accouchement précoce nécessitant une hospitalisation postnatale prolongée)

Son intervention (p. 11217)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11245)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 502 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les ressources des personnes handicapées) (p. 11248)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11314)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 11336)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11344 et s.)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11431 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'ad n° 785 de Mme Geneviève Levy (application obligatoire à l'assurance vieillesse des personnes qui assument la charge d'un proche handicapé) (p. 11452)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son intervention (p. 11462)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2261)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2261 et s.)

Union européenne : directives : services (p. 2262)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 1er (création du registre international français)

Son amendement n° 161 (p. 2264)

Article 2 (champ d'application du registre international français)

Son amendement n° 166 (p. 2266)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 171 (p. 2269)

Après l'article 3

Son amendement n° 267 (pratique obligatoire d'une langue commune) (p. 2307) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2309)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son amendement n° 176 (p. 2310)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son amendement n° 201 (p. 2350)

Article 19 (dispositions relatives au rapatriement des navigants)

Ses amendements n°s 211 et 216 (p. 2355)

Nelly OLIN

*Ministre déléguée à la lutte contre la précarité et l'exclusion
puis Ministre déléguée à l'intégration, à l'égalité des chances et à la lutte contre l'exclusion
puis Ministre de l'écologie et du développement durable*

Est nommée Ministre déléguée à l'intégration, à l'égalité des chances et à la lutte contre l'exclusion. Décret du 28 octobre 2004 [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18258)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommée Ministre de l'écologie et du développement durable. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2523 ratifiant l'ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets [13 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Françoise Branget. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [10 novembre 2004] (p. 9235)

M. Jean-Claude Sandrier. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [17 novembre 2004] (p. 9500)

M. Jean-Pierre Kucheida. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Fournisseurs d'électricité, rôle [24 novembre 2004] (p. 9983)

M. Frédéric Dutoit. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [7 décembre 2004] (p. 10380)

Mme Hélène Mignon. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10792)

Mme Marie-George Buffet. Aménagement du territoire. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [14 décembre 2004] (p. 10993)

Mme Christine Boutin. Emploi. Entreprises d'insertion. Chantiers d'insertion [14 décembre 2004] (p. 10995)

M. Jean-Pierre Brard. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prime de Noël, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11051)

M. Patrick Roy. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [22 décembre 2004] (p. 11404)

M. Franck Gilard. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, perspectives [26 janvier 2005] (p. 372)

M. Alain Moyne-Bressand. Politique sociale. Personnes sans domicile fixe. Plan d'urgence hivernale, perspectives [2 mars 2005] (p. 1540)

M. Jacques Desallangre. Travail. Durée du travail. Politiques communautaires [10 mai 2005] (p. 3266)

M. Yannick Favennec. Agriculture. Calamités agricoles. Sécheresse, plan d'urgence [22 juin 2005] (p. 3800)

M. Christian Kert. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Lutte et prévention [23 juin 2005] (p. 3867)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Serge Poignant. Logement : aides et prêts. Allocations de logement. Versement, modalités [7 décembre 2004] (p. 10671)

M. Jean-Louis Léonard. Baux. Baux d'habitation. Loyers impayés, lutte et prévention [7 décembre 2004] (p. 10672)

M. François Vannson. Industrie. Textile et habillement. Les Fils de Victor Perrin, emploi et activité, Epinal [1^{er} mars 2005] (p. 1474)

M. Jean-Luc Warsmann. Urbanisme. Rénovation urbaine. Sedan, perspectives [1^{er} mars 2005] (p. 1474)

Mme Arlette Grosskost. Formation professionnelle. Ateliers de pédagogie personnalisée. Financement [1^{er} mars 2005] (p. 1476)

M. Jacques Domergue. Urbanisme. Perspectives. Réhabilitation, quartier du Petit Bar, Montpellier [1^{er} mars 2005] (p. 1476)

M. André Gerin. Retraites : généralités. Âge de la retraite. Travailleurs en contact avec l'amiante, retraite anticipée, champ d'application [1^{er} mars 2005] (p. 1478)

M. Pascal Terrasse. Justice. Tribunaux d'instance. Fonctionnement, locaux, effectifs de personnel, Privas [1^{er} mars 2005] (p. 1479)

M. Georges Colombier. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [5 avril 2005] (p. 2638)

M. Jacques Domergue. Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Sépultures civiles françaises en Algérie, regroupement, perspectives [5 avril 2005] (p. 2641)

Mme Marcelle Ramonet. Urbanisme. Rénovation urbaine. Financement, Quimper [5 avril 2005] (p. 2639)

M. Nicolas Perruchot. Urbanisme. Expropriation. Indemnisation, montant, Blois [5 avril 2005] (p. 2640)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Transports aériens, lutte et prévention [21 juin 2005] (p. 3776)

M. Pierre Albertini. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets. Traitement, centre d'enfouissement, perspectives, Pîtres [21 juin 2005] (p. 3777)

M. Alain Néri. Automobiles et cycles. Bicyclettes. Usage, développement [21 juin 2005] (p. 3778)

M. René André. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [21 juin 2005] (p. 3779)

Mme Pascale Gruny. Agriculture. Exploitants. Formalités administratives, simplification [21 juin 2005] (p. 3780)

M. Didier Quentin. Animaux. Rongeurs. Elimination, réglementation [21 juin 2005] (p. 3781)

M. Dominique Le Mèner. Animaux. Protection. Poteaux téléphoniques, obturation, perspectives [21 juin 2005] (p. 3783)

M. Pierre Lasbordes. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Sites pollués, évacuation, Gif-sur-Yvette [28 juin 2005] (p. 4000)

M. Henri Sicre. Politique extérieure. Espagne. Implantation d'éoliennes, zone frontalière, réglementation [28 juin 2005] (p. 4001)

Mme Martine David. Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Inondations, mise en place, conséquences [28 juin 2005] (p. 4002)

M. Jean-Paul Bacquet. Déchets, pollutions et nuisances. Pneumatiques. Elimination, réglementation [28 juin 2005] (p. 4003)

M. Yves Simon. Elevage. Ovins. Aides de l'Etat [28 juin 2005] (p. 4004)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Ses réponses (p. 9540 à 9542 et 9547)

Réponses aux questions :

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (M. Pierre Cardo) (p. 9540)

Economie sociale : généralités (M. Michel Liebgott) (p. 9542)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe : accueil (M. Pierre Cardo) (p. 9541)

Politique sociale : personnes sans domicile fixe : accueil (M. Christian Vanneste) (p. 9547)

Rapatriés : indemnisation (M. Jacques Remiller) (p. 9541)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9548)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 568 de Mme Hélène Mignon (bilan de la "prime de Noël") (p. 10359)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10405 et s.)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10420)

Article 33 ter (terminologie)

Son intervention (p. 10426)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 815 troisième rectification du Gouvernement (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10427)

Intervient sur le sous-adt n° 975 de M. François Scellier (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'adt n° 815 troisième rectification du Gouvernement (p. 10427)

Intervient sur le sous-adt n° 1004 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des orientations du schéma départemental

d'organisation sociale et médico-sociale) à l'ad t n° 815 troisième rectification du Gouvernement (p. 10427)

Après l'article 37
Intervient sur l'ad t n° 598 rectifié de Mme Hélène Mignon (composition du conseil départemental d'insertion) (p. 10437)
Intervient sur l'ad t n° 599 de Mme Hélène Mignon (coordination périodique des commissions départementales emploi-insertion) (p. 10437)
Intervient sur l'ad t n° 597 de Mme Hélène Mignon (fonds départemental pour l'insertion) (p. 10437)

Après l'article 37 bis
Intervient sur l'ad t n° 136 de la commission (éducateurs en villages d'enfants ; durée du travail ; régime juridique) (p. 10438)

Avant l'article 60
Intervient sur l'ad t n° 197 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 10526)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM)
Son intervention (p. 10528 et s.)

Après l'article 60 ter
Intervient sur l'ad t n° 760 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de résident ; critère d'intégration ; suppression) (p. 10532)
Intervient sur l'ad t n° 784 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de séjour temporaire ; parents d'enfants scolarisés en France) (p. 10533)
Intervient sur l'ad t n° 783 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; titulaires de cartes de séjour temporaire ; délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 10533)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)
Son intervention (p. 10536 et s.)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)
Son intervention (p. 10541)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)
Son intervention (p. 10542)

Article 64 bis (dispositions de coordination dans le code du travail)
Son intervention (p. 10543)

Après l'article 65
Intervient sur l'ad t n° 495 de M. Francis Vercamer (étrangers ; renouvellement des cartes de résident) (p. 10543)
Intervient sur l'ad t n° 792 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) (p. 10543)

Avant l'article 66
Intervient sur l'ad t n° 930 de Mme Françoise de Panafieu (de précision) (p. 10544)
Intervient sur l'ad t n° 1013 rectifié du Gouvernement (rédaction de l'intitulé du Titre IV) (p. 10544)

Article 66 (entrée en vigueur des dispositions du projet de loi)
Son intervention (p. 10544)

Après l'article 66
Intervient sur l'ad t n° 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)
Intervient sur l'ad t n° 1012 du Gouvernement (personnes en difficulté : tarification de l'électricité) (p. 10545)
Intervient sur l'ad t n° 752 de M. Serge Blisko (élections territoriales ; vote et éligibilité des étrangers) (p. 10546)

Avant l'article 39
Intervient sur l'ad t n° 973 précédemment réservé du Gouvernement (transfert à un article additionnel des dispositions concernant les maisons relais) (p. 10546)

Article 39 précédemment réservé (programmation des places d'hébergement d'urgence et de logement temporaire)
Son intervention (p. 10560)

Article 39 bis précédemment réservé (programmation des places en maisons relais)
Son intervention (p. 10561)

Après l'article 39 bis

Intervient sur l'ad t n° 151 précédemment réservé de la commission (intitulé du chapitre II) (p. 10561)

Article 39 ter précédemment réservé (prise en compte par la commission d'attribution de la priorité d'attribution aux personnes rencontrant des difficultés de logement)
Son intervention (p. 10562)

Après l'article 39 ter
Intervient sur l'ad t n° 736 précédemment réservé de M. René-Paul Victoria (gestion de l'hébergement d'urgence outre-mer) (p. 10563)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)
Son intervention (p. 10563 et s.)

Après l'article 39 quater
Intervient sur l'ad t n° 867 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (accompagnement social de longue durée d'aide au logement pour les personnes en difficulté) (p. 10565 et s.)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)
Son intervention (p. 10567)

Avant l'article 41
Intervient sur l'ad t n° 156 précédemment réservé de la commission (de conséquence) (p. 10568)

Avant l'article 53 bis
Intervient sur l'ad t n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement ; responsabilité du prêteur) (p. 10615)
Intervient sur l'ad t n° 793 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (fichier national des crédits aux particuliers) (p. 10617)

Après l'article 53 bis
Intervient sur l'ad t n° 400 précédemment réservé de Mme Martine Billard (maintien du droit au compte pour le débiteur) (p. 10617)

Après l'article 53 quater
Intervient sur l'ad t n° 669 précédemment réservé de M. Daniel Paul (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10619)
Intervient sur l'ad t n° 671 précédemment réservé de M. Daniel Paul (maintien de la fourniture d'électricité ; période hivernale) (p. 10621)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)
Son intervention (p. 10622)

Après l'article 54 A
Intervient sur l'ad t n° 487 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (dégrèvement de taxe d'habitation en faveur des bénéficiaires de l'ASS) (p. 10624)

Après l'article 58
Intervient sur l'ad t n° 402 précédemment réservé de Mme Martine Billard (notice d'information du schéma sur les rapports conventionnels ; information sur la non-discrimination) (p. 10636)
Intervient sur l'ad t n° 285 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (accord interprofessionnel sur la parité professionnelle ; projet de loi) (p. 10637)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Sa réponse (p. 10706)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : compétences (p. 10706)

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : crédits budgétaires (p. 10707)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 54 de M. Patrick Bloche (objectifs et bilan quinquennal de la politique de lutte contre les discriminations) (p. 10708)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 42 de Mme Martine Billard (compétence étendue à toute discrimination) (p. 10709)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 10710 et s.)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 10722)

Article 3 bis (délégués territoriaux)

Son intervention (p. 10722 et s.)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son intervention (p. 10723)

Article 7 (vérifications sur place)

Son intervention (p. 10724)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)

Son intervention (p. 10724 et s.)

Article 15 (rapport annuel)

Son intervention (p. 10725)

Article 16 (budget et comptes)

Son intervention (p. 10726)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 43 rectifié de Mme Martine Billard (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre, vraie ou supposée) (p. 10727)

Intervient sur l'ad n° 33 de M. Patrick Bloche (prohibition des discriminations fondées sur l'identité de genre) (p. 10727)

Avant l'article 17

Intervient sur l'ad n° 41 de la commission (coordination) (p. 10729)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43/CE du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 10729 et s.)

Après l'article 17 quater

Intervient sur l'ad n° 17 de Mme Chantal Brunel (parent polygame ; ouverture d'une tutelle aux allocations familiales) (p. 10749)

Article 19 (service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations)

Son intervention (p. 10750)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10751)

<p>Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité</p>
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1992)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 1995)

Logement : expulsions (p. 1996)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1994)

Politique sociale : surendettement (p. 1993)

Secteur public : services publics : énergie électrique (p. 1992 et s.)

<p>Patrick OLLIER</p>

<p><i>Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)</i> <i>Union pour un Mouvement Populaire</i></p>

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Rapporteur pour avis du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (n° 2249) [3 mai 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8187)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10467)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 12 juillet 2005] (p. 11421)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [13 janvier 2005]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur les articles 15 à 20 du projet de loi, après déclaration d'urgence, pour la confiance et la modernisation de l'économie [11 mai 2005] (no 2329)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [13 octobre 2004] (p. 7838)

Transports. Transport de voyageurs. Prévention des conflits [2 novembre 2004] (p. 8789)

Entreprises. Epargne salariale. Participation des salariés, perspectives [30 mars 2005] (p. 2587)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault : demande que le débat cesse de dériver vers des considérations de caractère réglementaire [2 février 2005] (p. 656)

Souhaite que le débat reste strictement en rapport avec l'objet de la proposition de loi [3 février 2005] (p. 679)

Accuse l'opposition de détournements permanents du règlement dans la défense de ses amendements [3 février 2005] (p. 773)

Réfutant les assertions de l'opposition, soutient que l'aménagement du temps de travail a bien fait l'objet d'une consultation syndicale et que sa définition fera une large place à la négociation collective [7 février 2005] (p. 801)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : rappelle que pour la constitution d'une commission d'enquête, le Gouvernement n'a pas à exprimer son avis [17 mars 2005] (p. 2138)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : précise, en tant que président de la commission des affaires économiques, que pour la création d'une commission d'enquête parlementaire, seule l'Assemblée est habilitée à décider, quelle que soit l'origine de la proposition de résolution [17 mars 2005]

DÉBATS

<p>Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports</p>

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)*Après l'article 9*

Son amendement n° 180 (plafond des amendes prononcées par l'ACNUSA relevé de 12 000 à 20 000 euros) : adopté (p. 1970)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 7585)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7616)

Thèmes :

Agriculture (p. 7587)

Aménagement du territoire : montagne (p. 7616)

Aménagement du territoire : zones périurbaines (p. 7586 et s.)

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7585 et s.)

Environnement : montagne (p. 7587)

Impôts et taxes (p. 7586)

Publicité (p. 7586)

Travail : pluriactivité (p. 7586)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7620 et s.)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7629)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7638)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'adt n° 487 de M. François Brottes (prix unique du timbre poste) (p. 7643)

Avant l'article 37 EA

Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. François Brottes (suppression de la référence au secteur réservé) à l'adt n° 106 de la commission (tarif postal de base sur l'ensemble du territoire) (p. 7652)

Après l'article 62 A

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Michel Bouvard (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises ; conditions et limites) (p. 7661)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Michel Bouvard (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises en ZRR ; conditions et limites) (p. 7661)

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Michel Bouvard (développement de l'énergie renouvelable : assimilation des sociétés d'économie mixte à majorité de capitaux publics à des régies constituées) (p. 7662)

Intervient sur l'adt n° 495 rectifié de M. Joël Giraud (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7663)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 321 de M. Michel Bouvard (attributions du fonds de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement réalisées sur les biens communaux existants ou en construction destinés à la location) (p. 7682)

Intervient sur l'adt n° 600 de M. Michel Bouvard (institution d'une redevance pour l'accès aux sites dédiés au ski de fond et aux loisirs de neige autres que le ski alpin) (p. 7683)

Article 65 sexies (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Son intervention (p. 7692 et s.)

Article 53 octies (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains situés dans un site Natura 2000 et gérés conformément à un engagement de gestion)

Son intervention (p. 7773)

Après l'article 54 E

Intervient sur l'adt n° 373 rectifié de M. Jean-Claude Lemoine (non pénalisation d'un chasseur perdant le contrôle de sa meute) (p. 7777)

Après l'article 55 ter

Intervient sur l'adt n° 411 rectifié de M. Maxime Gremetz (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7781)

Intervient sur l'adt n° 562 de M. Charles de Courson (police de la chasse ; services et agents compétents soustraits à l'autorité du ministère de l'environnement) (p. 7781)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7789)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7803)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7813)

Intervient sur l'adt n° 149 rectifié de la commission (espèces protégées ; pigeon ramier ; modalités dérogatoires de classement) (p. 7815)

Article 39 bis (soutien à la réalisation d'équipements sanitaires en zone de montagne)

Son intervention (p. 7853)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 7854 et s.)

Après l'article 11 F

Intervient sur l'adt n° 644 de M. Joël Giraud (structures d'accueil des saisonniers et des pluriactifs dans les stations de montagne) (p. 7984)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 362 de la commission (ouverture des groupements d'employeurs aux collectivités territoriales) (p. 7986)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEAN - et de programmes d'action)

Son intervention (p. 7992)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1015)

Thème :

TVA (p. 1016)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 7715)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 7715)

Commerce extérieur : exportations (p. 7714)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 7715)

Entreprises : charges (p. 7714)

Entreprises : délocalisations (p. 7714 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7714)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 7715)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7714)

Industrie : politique industrielle (p. 7714)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7714)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 7715)

Secteur public : services publics (p. 7715)

Travail : durée du travail (p. 7714)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8289 et s.)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*
Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 9725, 9736)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 9727)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9726)
Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 9726)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*
Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 9745, 9754)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9754)
Coopération intercommunale (p. 9745)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- *Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004*

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 9713, 9721)

Thèmes :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9721)
Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9713)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 9933)

Thèmes :

Logement : logement social (p. 9934)
Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 9934)
Politique économique : conjoncture (p. 9933)
Politique sociale : cohésion sociale (p. 9933)
TVA : taux (p. 9934)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10575)

Avant l'article 50

Son amendement n° 775 deuxième rectification précédemment réservé (ventes en accession sociale à la propriété ; taux réduit de TVA) : retiré (p. 10596)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10841)

Thèmes :

Arts et spectacles : conventions collectives (p. 10841)
Arts et spectacles : festivals (p. 10841)
Arts et spectacles : intermittents (p. 10842)
Arts et spectacles : spectacles (p. 10841)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 132)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 137)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 133)
Union européenne : constitution européenne (p. 132)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 248)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 178)

Thèmes :

Droit civil : contrats (p. 178)
Politique sociale : surendettement (p. 178)

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad t n° 1 de M. François Brottes (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 185)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 277)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 278)
Informatique : fichiers (p. 278)
Politique sociale : surendettement (p. 277)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Son intervention (p. 285)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 532)

Son intervention (p. 559)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information (p. 532)

Emploi : création d'emplois (p. 560)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 560)

Travail : coût (p. 560)

Travail : droit du travail (p. 559)

Travail : durée du travail (p. 533, 559 et s.)

Travail : négociations (p. 533)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 560)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Avant l'article 1er

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Marc Ayrault (cf. supra) (p. 656)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 712 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 128 de M. Alain Vidalies (principe et définition du temps de déplacement professionnel) (p. 773)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 773)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 801)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 888 et s.)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Son intervention (p. 2104)

Thèmes :

Politique sociale : cohésion sociale (p. 2105)

Travail : congés payés (p. 2104)

Travail : durée du travail (p. 2104, 2105)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2375)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2376)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2377)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 2376)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2376)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2375 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2376)

Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 2377)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'ad t n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2532)

Son sous-amendement n° 463 deuxième rectification (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'ad t n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2536) ; adopté (p. 2541)

Après l'article 13

Son amendement n° 406 rectifié (droit au tarif réglementé ; dispositions transitoires) ; adopté après modification (p. 2569)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 3927)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3927 et s.)

Energie et carburants : Institut français du pétrole (IFP) (p. 3928)

Energie et carburants : politique énergétique : énergies renouvelables (p. 3927)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1983, 1996)

Thèmes :

Logement : expulsions (p. 1997)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 1983)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2027)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2027)

Secteur public : services publics (p. 2027)

Union européenne : constitution européenne (p. 2028)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2140, 2288)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Alain Bocquet (p. 2137) et de M. Maxime Gremetz (cf. supra) [17 mars 2005] (p. 2138)

Thèmes :

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 2288 et s.)

Politiques communautaires : directives : services publics (p. 2290)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2260)

Thème :

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2260)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2321)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3395, 3407)

Thèmes :

Energie et carburants : électricité : personnes défavorisées (p. 3395 et s.)
 Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3396)
 Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3396)
 Politique sociale (p. 3396)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Léonce Deprez (travail du dimanche dans les communes touristiques) (p. 3430)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 3815)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : intéressement et participation (p. 3817)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 3815 et s.)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Article 15 (ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)

Son intervention (p. 3909)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission des affaires économiques (réserve spéciale de participation : distribution de l'excédent) (p. 3911)

Son amendement n° 78 rectifié (réserve spéciale de participation : résultat comptable substitué au bénéfice fiscal) : retiré (p. 3911)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission des affaires économiques (augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise : assemblée générale tous les trois ans) (p. 3913)

Article 20 (crédit d'impôt au titre des dépenses exposées pour la formation des salariés à l'épargne salariale)

Son intervention (p. 3916)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 3951)

Thème :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 3951)

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Après l'article 6

Son amendement n° 49 rectifié (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3960) : retiré (p. 3963)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'adt n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4208)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4266)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés (p. 4210)
 Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4209)
 Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4208 et s.)
 Communes : maires : droit de préemption (p. 4210)
 Entreprises : transmission (p. 4208)
 Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 4210)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 18, deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4273)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 145 de la commission (crédit d'impôt formation) (p. 4276)

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Jean-Louis Christ (crédit d'impôt formation) (p. 4276)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 149 de la commission (généralisation du rappel à la réglementation afin d'améliorer les relations entre les PME et l'administration) (p. 4360)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son intervention (p. 4366)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Michel Bouvard (exonération des droits de succession lors de la transmission des petits hôtels de famille situés dans les zones de revitalisation rurale -ZRR) (p. 4373)

Intervient sur l'adt n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396 et s.)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4419)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 177 rectifié de la commission (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4422)

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)

Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)

Son intervention (p. 4438)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4455)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4487)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son intervention (p. 4505)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 567, deuxième rectification du Gouvernement (droit de préemption des communes lors des cessions de fonds de commerce) (p. 4511)

Après l'article 45 A

Intervient sur l'adt n° 78 de M. François Brottes (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4528)

Après l'article 50 ter

Intervient sur le sous-adt n° 631 de M. Franck Gilard (exceptions pour le transport des récoltes agricoles de leur lieu de production à leur lieu de collecte ou de transformation) à l'adt n° 217 de la commission (limitation de la durée du cabotage) (p. 4545)

Après l'article 51

Intervient sur l'adt n° 324 de M. Jean-Michel Fourgous (aménagement du temps de travail et des heures choisies) (p. 4546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 4673)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4673 et s.)

Communes : droit de préemption (p. 4673)

P

Dominique PAILLÉ
Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2074 tendant à établir un dégrèvement forfaitaire de taxe professionnelle au profit des entreprises d'insertion [9 février 2005]

Proposition de résolution n° 2212 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la presse quotidienne régionale [24 mars 2005]

Proposition de résolution n° 2223 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les capacités de production d'énergie électrique de la France [30 mars 2005]

Proposition de loi n° 2476 relative au recrutement par les établissements publics de santé de médecins titulaires d'un diplôme hors Communauté européenne [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1280, posée le 28 juin 2005. Personnes âgées. Soins et maintien à domicile (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 28 juin 2005. Financement (p. 4009)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7963)

Thèmes :

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7964)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7963)

Union européenne : institutions communautaires (p. 7964)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Son intervention (p. 9708)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : radio (p. 9708)

Presse et livres : presse (p. 9708)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9708)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10768)

Thèmes :

Enseignement privé : contractuels (p. 10768)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10768)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10768)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10831)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10831)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10831)

Arts et spectacles : spectacles : emploi (p. 10831, 10832)

Culture : politique culturelle (p. 10831)

Bernadette PAÏX
Haute-Garonne (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 novembre 2004] (p. 9156)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 899, posée le 5 octobre 2004. Police. Police municipale (J.O. Questions p. 7659). Appelée le 5 octobre 2004. Formation, mutation, réglementation (p. 7450)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1958 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur le sous-adt n° 117 de M. Jean Diébold (de précision) à l'adt n° 36 de la commission (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1973)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : étudiants : logement (p. 9444)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Ses amendements n° 669 et 670 (p. 11311, 11313)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son amendement n° 671 rectifié (p. 11319)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son amendement n° 672 (p. 11381)

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Françoise de PANAFIEU

*Paris (16^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale (n° 1911) [19 octobre 2004]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 9 décembre 2004] (p. 20830)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 1911), de programmation pour la cohésion sociale [18 novembre 2004] (n° 1930)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [8 décembre 2004] (n° 1983)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [17 novembre 2004] (p. 9504)

Sports. Jeux olympiques. Jeux de 2012, candidature de Paris [16 mars 2005] (p. 2080)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Régions : Ile-de-France : voirie (p. 9346)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9927)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9928)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9927)

Emploi : jeunes (p. 9928)

Emploi : UNEDIC (p. 9927)

Etrangers : intégration (p. 9928)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9928)

Logement : logement social (p. 9928)

Logement : politique du logement (p. 9928)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 9927)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10081 et s.)

Son amendement n° 870 (p. 10104)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 469 de M. Francis Vercamer (curriculum vitae des candidats à l'embauche ; obligation de conservation ; durée) (p. 10115)

Intervient sur l'adt n° 476 de M. Francis Vercamer (formation des cadres aux problèmes de discrimination dans l'emploi) (p. 10116)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son intervention (p. 10116 et s.)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'adt n° 869 de M. Francis Vercamer (actions de formation professionnelle ; tutorat ; valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10117)

Intervient sur l'adt n° 866 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur la valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10118)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son intervention (p. 10118 et s.)

Article 3 (autorisation et réglementation de l'activité de placement)

Son intervention (p. 10119 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 959 rectifié (coordination) : adopté (p. 10123)

Article 6 (activation des dépenses de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 10126)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10127 et s.)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10279 et s.)

Avant l'article 9

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Nicolas Perruchot (rapport au Parlement sur le bilan du contrat d'insertion des jeunes dans la vie sociale - CIVIS) (p. 10284)

Intervient sur l'adt n° 707 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur le bilan du programme d'insertion des jeunes TRACE) (p. 10284)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 10294 et s.)

Ses amendements n°s 871 et 872 (p. 10296)

Article 10 (réforme du contrat d'insertion dans la vie sociale)

Son intervention (p. 10298)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 617 deuxième rectification de M. Rodolphe Thomas (visites obligatoires des élèves de sixième en entreprises) (p. 10299)

Intervient sur l'adt n° 457 rectifié de M. Jean-Paul Anciaux (stages de découverte du monde du travail) (p. 10299)

Intervient sur l'adt n° 438 rectifié de M. Antoine Herth (stages de découverte de métiers) (p. 10299)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'adt n° 713 de M. François Rochebloine (préapprentissage par alternance) (p. 10300)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10303 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 456 de M. Jean-Paul Anciaux (apprentissage ; entretien de première évaluation) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 225 de Mme Muguette Jacquaint (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Christian Paul (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 619 rectifié de M. Rodolphe Thomas (maître d'apprentissage ; heures de formation pédagogique) (p. 10307)

Intervient sur l'adt n° 96 de la commission (équipe tutorale ; maître d'apprentissage référent) (p. 10308)

Intervient sur l'adt n° 506 de M. Patrick Beaudouin (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10308)

Article 12 bis (modification du régime de rémunération des apprentis)

Son intervention (p. 13010)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'adt n° 640 de M. Rodolphe Thomas (évaluation obligatoire des conditions de l'apprentissage par l'employeur) (p. 10310)

Intervient sur l'adt n° 714 de M. François Rochebloine (information des représentants légaux des apprentis sur le déroulement de l'apprentissage) (p. 10310)

Après l'article 12 ter

Intervient sur l'adt n° 485 de M. Francis Vercamer (statut des personnels des CFA) (p. 10311)

Après l'article 12 quater

Intervient sur l'adt n° 206 rectifié de M. Michel Raison (contrat d'apprentissage ; mineurs de quinze ans ; stage préalable facultatif en entreprise) (p. 10311)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Daniel Fidelin (apprentis mineurs ; interdiction du travail dominical et des jours fériés) (p. 10312)

Article 13 (établissement d'une nouvelle dérogation à la limite d'âge de vingt-cinq ans pour signer un contrat d'apprentissage)

Son intervention (p. 10312)

Son amendement n° 873 (p. 10312)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 99 de la commission (information des nouveaux maîtres d'apprentissage) (p. 10313)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Bertho Audifax (formation des apprentis ; outre-mer ; régime dérogatoire) (p. 10313)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 270 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil de perfectionnement ; création ; représentation des parents) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Louis Christ (temps de formation minimum ; aménagement après échec à l'examen) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 102 rectifié de la commission (apprentissage ; contrat à durée déterminée consécutif ; dispense de période d'essai) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Jean-Louis Christ (repos compensateur) (p. 10314)

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 10315)

Intervient sur le sous-adt n° 972 du Gouvernement (limitation aux mineurs) à l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (p. 10315)

Intervient sur l'adt n° 207 de M. Michel Raison (CFA ; conseil de perfectionnement ; représentants des parents ; conditions d'élection) (p. 10317)

Avant l'article 14

Intervient sur l'adt n° 451 de M. Jean-Paul Anciaux (unités de formation par apprentissage ; application à l'ensemble des CFA) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 749 de Mme Muriel Marland-Militello (journée de découverte de l'entreprise dans les CFA) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 632 de M. Rodolphe Thomas (établissements scolaires et CFA ; association ; conditions) (p. 10317)

Intervient sur l'adt n° 629 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur la mise en place d'une campagne d'information sur la formation professionnelle) (p. 10318)

Intervient sur l'adt n° 618 de M. Rodolphe Thomas (rapport au Parlement sur l'évolution de l'apprentissage) (p. 10318)

Intervient sur l'adt n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10318)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10320 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 641 de M. Rodolphe Thomas (maîtres d'apprentissage ; réduction d'impôt sur le revenu) (p. 10322)

Intervient sur l'adt n° 735 de Mme Muriel Marland-Militello (affectation de la taxe d'apprentissage) (p. 10322)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10342 et s.)

Article 16 (conclusion de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions, les organismes consulaires et les organisations représentatives d'employeurs et de salariés visant au développement de l'apprentissage)

Son intervention (p. 10348)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil d'administration création et composition) (p. 10349)

Article 16 bis (création du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage)

Ses amendements n°s 875 et 876 (p. 10350)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'adt n° 230 de Mme Muguette Jacquaint (CFA ; conseils d'administration ; création et composition) (p. 10350)

Intervient sur l'adt n° 107 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le financement de l'apprentissage) (p. 10351)

Article 17 (création d'un état annexe au budget des conseils régionaux consacré au financement de la formation professionnelle des jeunes)

Son amendement n° 877 (p. 10351)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Jean-Louis Christ (simplification du contrôle de l'enregistrement des contrats d'apprentissage) (p. 10356)

Article 18 (obligation de l'intermédiation des organismes collecteurs pour les versements obligatoires au titre de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 10357)

Son amendement n° 878 (p. 10357)

Article 19 (précisions relatives au régime d'habilitation des organismes collecteurs - Régime de la collecte outre-mer)

Son intervention (p. 10357)

Article 21 (établissement d'un contrôle administratif et financier sur les établissements bénéficiaires et les organismes gestionnaires de la collecte et interdiction du courtage pour les établissements bénéficiaires et organismes gestionnaires de centres de formation d'apprentis)

Son intervention (p. 10357 et s.)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 448 de M. Jean-Michel Fourgous (entreprises de travail temporaire : taxe d'apprentissage ; assiette) (p. 10358)

Intervient sur l'adt n° 110 de la commission (fractionnement de la taxe d'apprentissage : renvoi au décret) (p. 10358)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 748 de Mme Muriel Marland-Militello (étudiants ; projet d'orientation universitaire et professionnel) (p. 10359)

Avant l'article 23

Son amendement n° 880 (rédactionnel) : adopté (p. 10359)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 568 de Mme Hélène Mignon (bilan de la "prime de Noël") (p. 10359)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son intervention (p. 10361 et s.)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)

Son intervention (p. 10364 et s.)

Son amendement n° 881 (p. 10367)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 648 de M. Rodolphe Thomas (crédit d'impôt pour les entreprises lié au recrutement à durée indéterminée de bénéficiaires de CAE) (p. 10372)

Intervient sur l'adt n° 573 de Mme Hélène Mignon (bilan de la mise en oeuvre des CAE) (p. 10372)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10374 et s.)

Son amendement n° 960 (p. 10395)

Article 28 (coordination pour l'outre-mer)

Son intervention (p. 10399)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 984 du Gouvernement (accès aux contrats d'avenir et aux contrats d'insertion-RMA aux titulaires de l'API) (p. 10400)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10403 et s.)

Son amendement n° 970 (p. 10406)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 647 de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire de contrat d'avenir) (p. 10415)

Intervient sur l'adt n° 649 rectifié de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire d'un RMA) (p. 10415)

Intervient sur l'adt n° 988 rectifié du Gouvernement (outre-mer : agences d'insertion) (p. 10416)

Article 30 (prise en compte du contrat d'avenir dans la législation relative au revenu minimum d'insertion)

Son intervention (p. 10416)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10419 et s.)

Son amendement n° 883 (p. 10425)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 949 de la commission (de coordination) (p. 10425)

Après l'article 33 bis

Intervient sur l'adt n° 753 du Gouvernement (impôt sur le revenu ; contrat d'insertion ; exonération supprimée) (p. 10426)

Après l'article 33 ter

Intervient sur l'adt n° 134 de la commission (marchés publics ; conditions d'attribution ; emploi de personnes en difficulté) (p. 10426)

Après l'article 34

Intervient sur le sous-adt n° 975 de M. François Scellier (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'adt n° 815 troisième rectification du Gouvernement (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10428)

Intervient sur le sous-adt n° 1004 de M. Augustin Bonrepaux (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'adt n° 815 troisième rectification du Gouvernement (p. 10428)

Article 35 (institution d'une réduction d'impôt au bénéfice des tuteurs de chômeurs ou de titulaires de minima sociaux créant ou reprenant une entreprise)

Son intervention (p. 10428)

Son amendement n° 884 (p. 10429)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10430)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son intervention (p. 10434 et s.)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 598 rectifié de Mme Hélène Mignon (composition du conseil départemental d'insertion) (p. 10436)

Intervient sur l'adt n° 599 de Mme Hélène Mignon (coordination périodique des commissions départementales emploi-insertion) (p. 10437)

Intervient sur l'adt n° 597 de Mme Hélène Mignon (fonds départemental pour l'insertion) (p. 10437)

Article 37 bis (consécration législative des ateliers et chantiers d'insertion)

Son amendement n° 885 (p. 10437)

Après l'article 37 bis

Intervient sur l'adt n° 136 de la commission (éducateurs en villages d'enfants ; durée du travail ; régime juridique) (p. 10438)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 13439)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'adt n° 737 de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de trajet siège chantier dans le bâtiment) (p. 10440)

Intervient sur l'adt n° 200 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10441)

Article 37 quater (institution d'une obligation de négociation collective portant sur une formation économique à titre facultatif)

Son intervention (p. 10442)

Après l'article 37 quater

Intervient sur l'adt n° 865 de M. Gaëtan Gorce (conseils d'administration : administrateurs élus par les salariés) (p. 10442)

Avant l'article 38

Intervient sur l'adt n° 14 rectifié de la commission des finances (assurance chômage ; cotisations patronales ; exonération pour embauche de chômeurs de longue durée) (p. 10523)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son intervention (p. 10524 et s.)

Son amendement n° 891 (p. 10525)

Avant l'article 60

Intervient sur l'adt n° 197 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 10526)

Article 60 (création d'une Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations - ANAEM)

Son intervention (p. 10528 et s.)

Après l'article 60 ter

Intervient sur l'ad t n° 760 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de résident ; critère d'intégration ; suppression) (p. 10531)

Intervient sur l'ad t n° 784 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; cartes de séjour temporaire ; parents d'enfants scolarisés en France) (p. 10533)

Intervient sur l'ad t n° 783 de M. Patrick Braouezec (étrangers ; titulaires de cartes de séjour temporaire ; délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 10534)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10535 et s.)

Article 62 (exigence d'une connaissance suffisante de la langue française ou d'un engagement à l'acquiescer pour la délivrance à un étranger d'une autorisation de travail)

Son intervention (p. 10541)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10542)

Article 64 bis (dispositions de coordination dans le code du travail)

Son intervention (p. 10543)

Après l'article 65

Intervient sur l'ad t n° 495 de M. Francis Vercamer (étrangers ; renouvellement des cartes de résident) (p. 10543)

Intervient sur l'ad t n° 792 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) (p. 10543)

Avant l'article 66

Intervient sur l'ad t n° 1013 rectifié du Gouvernement (rédaction de l'intitulé du Titre IV) (p. 10544)

Son amendement n° 930 (de précision) : retiré (p. 10544)

Article 66 (entrée en vigueur des dispositions du projet de loi)

Son intervention (p. 10544)

Après l'article 66

Intervient sur l'ad t n° 442 de M. Serge Blisko (étrangers ; carte de séjour ; délai de délivrance) (p. 10545)

Intervient sur l'ad t n° 1012 du Gouvernement (personnes en difficulté : tarification de l'électricité) (p. 10546)

Intervient sur l'ad t n° 752 de M. Serge Blisko (élections territoriales ; vote et éligibilité des étrangers) (p. 10546)

Avant l'article 39

Intervient sur l'ad t n° 973 précédemment réservé du Gouvernement (transfert à un article additionnel des dispositions concernant les maisons relais) (p. 10546)

Intervient sur l'ad t n° 789 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (avantages conférés aux communes construisant des logements locatifs sociaux) (p. 10547)

Intervient sur l'ad t n° 654 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (service public national du logement ; création ; missions) (p. 10548)

Intervient sur l'ad t n° 406 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10549)

Intervient sur l'ad t n° 384 précédemment réservé de Mme Martine Billard (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10549)

Article 39 précédemment réservé (programmation des places d'hébergement d'urgence et de logement temporaire)

Son intervention (p. 10560)

Ses amendements n°s 927 et 926 (p. 10560)

Avant l'article 39 bis

Intervient sur l'ad t n° 509 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (associations de rénovation sociale du logement privé ; activité d'utilité sociale) (p. 10561)

Article 39 bis précédemment réservé (programmation des places en maisons relais)

Son intervention (p. 10561)

Ses amendements n°s 925 et 924 (p. 10561)

Après l'article 39 bis

Intervient sur l'ad t n° 151 précédemment réservé de la commission (intitulé du chapitre II) (p. 10561)

Article 39 ter précédemment réservé (prise en compte par la commission d'attribution de la priorité d'attribution aux personnes rencontrant des difficultés de logement)

Son intervention (p. 10562)

Son amendement n° 923 (p. 10562)

Après l'article 39 ter

Intervient sur l'ad t n° 407 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (logements sociaux ; commission de médiation ; saisine par les associations agréées d'insertion) (p. 10562)

Intervient sur l'ad t n° 736 précédemment réservé de M. René-Paul Victoria (gestion de l'hébergement d'urgence outre-mer) (p. 10563)

Article 39 quater précédemment réservé (modification de la composition de la commission d'attribution)

Son intervention (p. 10563 et s.)

Après l'article 39 quater

Intervient sur l'ad t n° 867 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (accompagnement social de longue durée d'aide au logement pour les personnes en difficulté) (p. 10565)

Article 40 précédemment réservé (accès prioritaire aux logements locatifs sociaux pour les personnes hébergées dans des logements temporaires)

Son intervention (p. 10567)

Avant l'article 41

Intervient sur l'ad t n° 156 précédemment réservé de la commission (de conséquence) (p. 10568)

Intervient sur l'ad t n° 387 précédemment réservé de Mme Martine Billard (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568)

Intervient sur l'ad t n° 409 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568)

Intervient sur l'ad t n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (exclusion des logements financés par des PLS de la catégorie des logements sociaux) (p. 10568)

Intervient sur l'ad t n° 492 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (logements assimilés à des logements locatifs sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'ad t n° 493 rectifié précédemment réservé de M. Francis Vercamer (aires d'accueil des gens du voyage ; assimilation à des logements locatifs sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'ad t n° 386 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'ad t n° 410 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (pénalisation en cas de non-respect du quota de 20 pour cent de logements sociaux) (p. 10571)

Intervient sur l'ad t n° 445 précédemment réservé de M. Jean-Michel Fourgous (collectivités et intercommunalité : garantie d'emprunt communal sur le logement social) (p. 10571)

Intervient sur l'ad t n° 388 précédemment réservé de Mme Martine Billard (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Intervient sur l'ad t n° 655 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Intervient sur l'ad t n° 656 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (aides à la pierre ; délégation aux collectivités locales ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'ad t n° 657 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (conventionnement global localisé ; suppression) (p. 10573)

Intervient sur l'ad t n° 658 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logement social ; garantie d'emprunt et de cautionnement par la commune ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'ad t n° 659 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (financement du FSL et des fonds de prévention des impayés ; gestion départementale ; suppression) (p. 10574)

Intervient sur l'ad t n° 660 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (logements destinés aux étudiants ; coordination ; transfert aux collectivités locales ; suppression) (p. 10574)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10576 et s.)

Ses amendements n°s 922, 921 et 920 rectifié (p. 10577)

Après l'article 41

Intervient sur l'ad t n° 15 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (finances locales ; notion de logement social ; accès à la propriété sociale ; neutralité) (p. 10577)

- Intervient sur l'adt n° 16 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (prix d'achat préférentiel pour le locataire d'un logement social s'en portant acquéreur) (p. 10578)
- Intervient sur l'adt n° 17 précédemment réservé de la commission des finances (droits de succession; dation en paiement; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)
- Intervient sur l'adt n° 46 précédemment réservé de la commission des affaires économiques (droits de succession; dation en paiement; logements transmis aux bailleurs sociaux) (p. 10578)
- Article 42 précédemment réservé (prise en compte de la programmation dans les conventions de délégation des aides à la pierre aux collectivités territoriales)*
- Son amendement n° 919 (p. 10578)
- Son intervention (p. 10579)
- Après l'article 42*
- Intervient sur l'adt n° 412 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (participation des associations d'insertion aux programmes locaux de l'habitat) (p. 10579)
- Article 42 bis précédemment réservé (aménagement des dispositions relatives à la délégation du contingent préfectoral d'attribution de logements sociaux)*
- Son intervention (p. 10579 et s.)
- Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)*
- Son intervention (p. 10581 et s.)
- Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)*
- Son intervention (p. 10583 et s.)
- Son amendement n° 918 (p. 10583)
- Article 44 précédemment réservé (régime des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine - ANRU)*
- Son intervention (p. 10585)
- Son amendement n° 917 (p. 10585)
- Après l'article 45*
- Intervient sur l'adt n° 1009 précédemment réservé du Gouvernement (vente de terrains appartenant à l'Etat; construction de logements; évaluation domaniale; décote) (p. 10586)
- Article 45 bis précédemment réservé (rapport annuel sur la politique de cession foncière et immobilière de l'Etat)*
- Son intervention (p. 10587)
- Après l'article 45 bis*
- Intervient sur l'adt n° 8 rectifié précédemment réservé de Mme Odile Saugues (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)
- Intervient sur l'adt n° 805 deuxième rectification précédemment réservé de M. Philippe Folliot (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)
- Intervient sur l'adt n° 7 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux; plus-values; exonération) (p. 10587)
- Intervient sur l'adt n° 302 précédemment réservé de M. Jean-Marc Nudant (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux; plus-values; exonération) (p. 10587)
- Intervient sur l'adt n° 803 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (cession d'immeubles aux bailleurs sociaux; plus-values; exonération) (p. 10587)
- Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)*
- Son intervention (p. 10588)
- Son amendement n° 916 (p. 10588)
- Article 47 précédemment réservé (protocole d'accord entre le bailleur et l'occupant en vue du rétablissement du bail)*
- Son intervention (p. 10591 et s.)
- Ses amendements n° 915 rectifié, 914, 913, 912, 911, 910 et 909 (p. 10591 et s.)
- Après l'article 48*
- Intervient sur l'adt n° 398 rectifié précédemment réservé de Mme Martine Billard (protection des personnes contre la vente à la découpe à visée spéculative) (p. 10592)
- Intervient sur l'adt n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 10592)
- Intervient sur le sous-adt n° 1010 du Gouvernement (limitation des accords à l'amélioration de la sécurité et au développement durable) à l'adt n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (p. 10593)
- Intervient sur l'adt n° 548 rectifié précédemment réservé de M. Denis Jacquat (action de recouvrement des charges récupérables: délai de prescription) (p. 10593)
- Après l'article 49*
- Intervient sur l'adt n° 252 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (minimum légal de logements sociaux; insuffisance des disponibilités foncières; fixation d'un quota minoré) (p. 10593)
- Intervient sur l'adt n° 566 deuxième rectification précédemment réservé de M. Pierre Morange (logements sociaux financés avec la garantie des communes; contingent communal réservé; prorogation pendant cinq ans après la date de fin de remboursement de l'emprunt) (p. 10594)
- Intervient sur l'adt n° 251 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (contrôle annuel de l'évolution de la situation des nouveaux attributaires de logements sociaux) (p. 10594)
- Intervient sur l'adt n° 11 précédemment réservé de Mme Odile Saugues (urbanisme; information des communes; liste des propriétés d'Etat) (p. 10594)
- Intervient sur l'adt n° 12 précédemment réservé de M. Jean-Louis Dumont (quotas de logements destinés aux personnes défavorisées) (p. 10594)
- Intervient sur l'adt n° 790 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (personnels d'EDF-GDF: répartition du "1% logement") (p. 10594)
- Article 49 bis précédemment réservé (mise en cohérence de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession avec le nouveau prêt social de location-accession)*
- Ses amendements n° 908, 907 et 932 (p. 10594 et s.)
- Après l'article 49 bis*
- Intervient sur l'adt n° 820 précédemment réservé du Gouvernement (statut associatif de l'Union d'économie sociale) (p. 10595)
- Intervient sur l'adt n° 821 précédemment réservé du Gouvernement (statut associatif de l'Union d'économie sociale) (p. 10595)
- Intervient sur l'adt n° 672 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (réduction pour les loyers payés par prélèvement automatique) (p. 10595)
- Intervient sur l'adt n° 498 précédemment réservé de M. Christian Decocq (friches industrielles; travaux de réhabilitation; taux réduit de TVA) (p. 10595)
- Intervient sur l'adt n° 819 précédemment réservé du Gouvernement (fonds de solidarité logement; compétences et pouvoirs d'attribution d'aides au logement) (p. 10595)
- Avant l'article 50*
- Intervient sur l'adt n° 798 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (location-attribution de logements sociaux) (p. 10596)
- Article 50 précédemment réservé (programmation financière des aides supplémentaires de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - ANAH)*
- Son intervention (p. 10596)
- Ses amendements n° 906 et 905 rectifié (p. 10596 et s.)
- Après l'article 50*
- Intervient sur l'adt n° 18 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (subventions au financement de travaux déductibles; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)
- Intervient sur l'adt n° 50 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (subventions au financement de travaux déductibles; non-intégration dans le revenu brut) (p. 10597)
- Intervient sur l'adt n° 743 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (rapport au Parlement sur la garantie des risques locatifs) (p. 10597)
- Article 50 bis précédemment réservé (disposition relative au versement direct de l'aide au logement au bailleur)*
- Son intervention (p. 10597)
- Après l'article 50 bis*
- Intervient sur l'adt n° 253 précédemment réservé de Mme Michèle Tabarot (expulsions; sursis à l'exécution de décisions de justice) (p. 10598)
- Intervient sur l'adt n° 822 précédemment réservé du Gouvernement (bail à réhabilitation; exonération de taxe foncière) (p. 10598)
- Intervient sur l'adt n° 426 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)
- Intervient sur l'adt n° 668 rectifié précédemment réservé de Mme Janine Jambu (suppression de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Intervient sur l'ad t n° 427 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (rapport au Parlement sur les effets de l'avantage fiscal dit "amortissement de Robien") (p. 10598)

Article 51 précédemment réservé (dispositif d'amortissement fiscal en faveur des investissements très sociaux)

Son intervention (p. 10599)

Ses amendements n°s 903 et 904 (p. 10599)

Après l'article 51

Intervient sur l'ad t n° 399 précédemment réservé de Mme Martine Billard (immeubles d'habitation ; division ; création d'un permis administratif) (p. 10599)

Intervient sur l'ad t n° 802 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (abattements sur les locations aux étudiants) (p. 10599)

Intervient sur l'ad t n° 801 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (exonération de droits de mutation par décès ; immeubles donnés en location) (p. 10600)

Article 51 bis précédemment réservé (exonération sous condition d'impôt sur les sociétés pour les unions d'économie sociale)

Son intervention (p. 10600)

Après l'article 51 bis

Intervient sur l'ad t n° 824 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (contribution sur les revenus locatifs ; logements appartenant à des unions d'économie sociale ; exonération) (p. 10600)

Intervient sur l'ad t n° 796 rectifié de M. Rudy Salles (taxe foncière ; immeubles situés en zones franches ; exonération) (p. 10600)

Après l'article 52

Intervient sur le sous-ad t n° 1005 de M. Michel Raison (actions en paiement et en répétition des loyers ; fermages et charges locatives) à l'ad t n° 188 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 10601)

Intervient sur l'ad t n° 532 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (traitement des situations de surendettement ; dettes de loyer ; priorité) (p. 10601)

Intervient sur l'ad t n° 184 précédemment réservé de la commission (composition du conseil d'administration de l'ANAH) (p. 10601)

Intervient sur l'ad t n° 185 précédemment réservé de la commission (régime des locations meublées) (p. 10601)

Intervient sur l'ad t n° 186 rectifié précédemment réservé de la commission (surface minimale d'habitabilité ; location à des associations d'insertion ; dérogation) (p. 10604)

Son amendement n° 567 rectifié précédemment réservé (ventes "à la découpe" ; mécanisme de décote) (p. 10601) ; rejeté (p. 10604)

Article 52 bis précédemment réservé (offices publics d'aménagement et de construction : pouvoirs, gestion et prestations de services)

Son intervention (p. 10604 et s.)

Ses amendements n°s 902 et 901 (p. 10604)

Article 52 ter précédemment réservé (utilisation des fichiers fiscaux par les collectivités territoriales dans le cadre de la lutte contre la vacance des logements)

Son intervention (p. 10605)

Après l'article 52 quater

Intervient sur l'ad t n° 610 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (obligations comptables des petites copropriétés) (p. 10605)

Intervient sur l'ad t n° 609 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)

Intervient sur l'ad t n° 611 précédemment réservé de M. Alain Joyandet (rédactionnel) (p. 10605)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son intervention (p. 10606 et s.)

Ses amendements n°s 900 rectifié, 899 et 898 (p. 10606 et s.)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad t n° 54 rectifié précédemment réservé de la commission des affaires économiques (renouvellement urbain ; vente de logements sociaux aux établissements publics aménageurs ; régime) (p. 10607)

Intervient sur l'ad t n° 745 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; femmes enceintes) (p. 10607)

Intervient sur l'ad t n° 739 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; zonage) (p. 10608)

Avant l'article 53 bis

Intervient sur l'ad t n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10615)

Intervient sur l'ad t n° 793 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (fichier national des crédits aux particuliers) (p. 10617)

Après l'article 53 bis

Intervient sur l'ad t n° 400 précédemment réservé de Mme Martine Billard (maintien du droit au compte pour le débiteur) (p. 10617)

Après l'article 53 quater

Intervient sur l'ad t n° 669 précédemment réservé de M. Daniel Paul (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10619)

Intervient sur l'ad t n° 671 précédemment réservé de M. Daniel Paul (maintien de la fourniture d'électricité ; période hivernale) (p. 10621)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)

Son intervention (p. 10623)

Après l'article 54 A

Intervient sur l'ad t n° 487 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (dégrèvement de taxe d'habitation en faveur des bénéficiaires de l'ASS) (p. 10624)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10625 et s.)

Son amendement n° 928 (p. 10627)

Après l'article 54 B

Intervient sur l'ad t n° 1028 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (établissements publics locaux de coopération éducative) (p. 10630)

Article 54 précédemment réservé (compétence des caisses des écoles en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son intervention (p. 10631)

Article 55 précédemment réservé (compétence des groupements d'intérêt public en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son intervention (p. 10631)

Article 56 précédemment réservé (programmation des crédits consacrés par l'Etat à la mise en place des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10631)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad t n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10633 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 402 précédemment réservé de Mme Martine Billard (notice d'information du schéma sur les rapports conventionnels ; information sur la non-discrimination) (p. 10636)

Avant l'article 59

Intervient sur l'ad t n° 741 précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (politique de rénovation urbaine ; outil de cohésion sociale) (p. 10638)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine -DSU)

Son intervention (p. 10641 et s.)

Ses amendements n°s 897 et 896 (p. 10641)

Son amendement n° (p. 10642)

Après l'article 59

Intervient sur l'ad t n° 612 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; péréquation) (p. 10644)

Intervient sur l'ad t n° 747 précédemment réservé de M. Rodolphe Thomas (restauration scolaire ; gestion associative) (p. 10644)

Article 59 bis précédemment réservé (coordination rédactionnelle)

Son amendement n° 895 (p. 10644)

Après l'article 59 quater

Intervient sur l'ad t n° 1031 précédemment réservé de M. Yves Bur (projets de création et d'extension de tramways : simplifications administratives) (p. 10645)

Article 59 septies précédemment réservé (harmonisation des conditions d'octroi des exonérations de taxe professionnelle et des exonérations sociales)

Son intervention (p. 10645)

Ses amendements n^{os} 893 rectifié, 892 et 894 (p. 10645 et s.)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10646)

Avant l'article 60

Intervient sur l'adt n^o 2 du Gouvernement (titre du chapitre IV : nouvelle rédaction) (p. 10646)

Article 61 (consécration de la création du service public de l'accueil au bénéfice de tous les étrangers, du contrat d'accueil et d'intégration et des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées)

Son intervention (p. 10646)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)

Son intervention (p. 11159)

Thèmes :

Baux : charges locatives (p. 11160)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 11160)

Copropriété : règles de majorité (p. 11160)

Emploi : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) (p. 11160)

Emploi : création d'emplois (p. 11159)

Formation professionnelle : apprentis (p. 11159)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11166)

Intervient sur l'adt n^o 1 du Gouvernement (contrats d'avenir ; aide de l'Etat aux employeurs ; chantiers d'insertion ; non-dégressivité de l'aide) (p. 11166)

Intervient sur l'adt n^o 2 du Gouvernement (ateliers et chantiers d'insertion ; gestion par les centres communaux d'action sociale) (p. 11166)

Proposition de loi n^o 2125 renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3241)

Son intervention (p. 3254)

Thèmes :

Baux : locataires : protection (p. 3255)

Logement : politique du logement (p. 3255)

Logement : ventes à la découpe (p. 3254)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs intermédiaires (PLI) : Parti socialiste (p. 3255)

Projet de loi n^o 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3292)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 3292, 3293)

Travail : congé de maternité (p. 3292)

Travail : négociations (p. 3292)

Travail : salaires (p. 3292)

Travail : travail à temps partiel (p. 3293)

Ses explications de vote (p. 3384)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3384)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2003 [18 novembre 2004] (n^o 1931)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n^o 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n^o 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 458)

Christian PATRIA

Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 15 juillet 2005 [J.O. du 16 juillet 2005] (p. 11706)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Christian PAUL

Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration [J.O. du 6 novembre 2004] (p. 18795)

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4814)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mai 2005] (p. 9725)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9896)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome III : Emploi, travail et cohésion sociale (formation professionnelle) (n° 1864) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la brevetabilité des inventions mises en œuvre par ordinateur (COM [2002] 92 final / E 1965) [29 juin 2005] (n° 2426)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [19 octobre 2004] (p. 8056)

Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [16 novembre 2004] (p. 9433)

Impôts locaux. Politique fiscale. Perspectives [30 mars 2005] (p. 2587)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1034, posée le 1^{er} février 2005. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 884). Appelée le 1^{er} février 2005. Missions de service public, respect (p. 491)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Accuse M. Geoffroy de dénigrer les élus socialistes en niant leur participation aux travaux en commission [17 février 2005] (p. 1262)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7959)

Thèmes :

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 7960)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7960)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7959)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8903)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8903)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8903)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8904)

Formation professionnelle : crédits (p. 8903)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8904)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8903)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8918)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9185)

Thème avant la procédure des questions :

Outre-mer : Polynésie française (p. 9185 et s.)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9888)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : Corse (p. 9889)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : fonds publics (p. 9888)

DOM : Guadeloupe : séismes (p. 9888)

Finances publiques : fonds publics : corruption (p. 9889)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes : Polynésie française (p. 9889)

Outre-mer : Polynésie française : contrôle de légalité (p. 9889)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'adt n° 713 de M. François Rochebloine (préapprentissage par alternance) (p. 10300)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10302)

Son amendement n° 579 : SCRUTIN PUBLIC (p. 10302)

Après l'article 12

Son amendement n° 581 (maître d'apprentissage ; crédit d'heures pour l'accompagnement de l'apprenti) (p. 10307) : rejeté (p. 10308)

Intervient sur l'adt n° 506 de M. Patrick Beaudouin (apprentissage ; résiliation du contrat ; poursuite facultative de la formation ; conditions) (p. 10309)

Article 12 bis (modification du régime de rémunération des apprentis)

Son intervention (p. 10309)

Avant l'article 14

Intervient sur l'adt n° 613 de M. Rodolphe Thomas (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10319)

Article 14 (suppression des deux motifs d'exonération au titre de la taxe d'apprentissage)

Son amendement n° 582 (p. 10320)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son amendement n° 583 (p. 10341)

Article 16 (conclusion de contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions, les organismes consulaires et les organisations représentatives d'employeurs et de salariés visant au développement de l'apprentissage)

Son amendement n° 757 (p. 10347)

Son intervention (p. 10348)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 271 de M. Georges Colombier (CFA ; conseil d'administration création et composition) (p. 10349)

Article 18 (obligation de l'intermédiation des organismes collecteurs pour les versements obligatoires au titre de la taxe d'apprentissage)

Son amendement n° 756 (p. 10356)

Article 21 (établissement d'un contrôle administratif et financier sur les établissements bénéficiaires et les organismes gestionnaires de la collecte et interdiction du courtage pour les établissements bénéficiaires et organismes gestionnaires de centres de formation d'apprentis)

Son amendement n° 786 (p. 10357)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1177)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1228)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 1228)

Enseignement : zones rurales (p. 1178)

Enseignement : crédits (p. 1229)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1177, 1178, 1228, 1229)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1178)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1229)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 295 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 1236)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1250)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 204 de M. François Liberti (participation des parents d'élèves aux conseils d'école et autres instances consultatives) (p. 1264)

Intervient sur l'ad n° 325 de M. Yves Durand (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1264)

Intervient sur l'ad n° 431 rectifié de M. Dominique Tian (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1265)

Intervient sur l'ad n° 336 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1267)

Après l'article 3

Son amendement n° 302 rectifié (organisation de l'assistance sociale des élèves) (p. 1295) : rejeté (p. 1296)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1335)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1346 et s.)

Son amendement n° 380 (p. 1367)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4669)

Entreprises : financement : formalités administratives (p. 4669)

Entreprises : financement : secteur public (p. 4670)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4669)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 4669)

Marchés financiers : actionnaires individuels (p. 4669)

Sociétés : société européenne (p. 4670)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 4669)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4670)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20705)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 2004] (p. 20705)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20776)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20776)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 15 décembre 2004] (p. 21269)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 décembre 2004] (p. 21269)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 354)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 7 janvier 2005] (p. 355)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires (n° 2121) [8 mars 2005]

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Secrétaire de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005] (p. 8246)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 25 mai 2005] (p. 9051)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 mai 2005] (p. 9051)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires [2 mars 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Daniel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires (n° 2121) [9 mars 2005] (n° 2151)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [8 décembre 2004] (p. 10788)

Energie et carburants. EDF et GDF. Ouverture du marché, conséquences [9 février 2005] (p. 942)

Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne d'information, impartialité [4 mai 2005] (p. 3140)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 988, posée le 21 décembre 2004. Industrie. Machines et équipements (J.O. Questions p. 10105). Appelée le 21 décembre 2004. Alstom, emploi et activité (p. 11268)

n° 1227, posée le 3 mai 2005. Transports par eau. Ports (J.O. Questions p. 4411). Appelée le 3 mai 2005. Port 2000, gestion, perspectives (p. 3033)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Conteste le chiffrage par Mme la Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées du montant du complément de ressources nouvellement institué [21 décembre 2004] (p. 11297)

Demande une suspension de séance après avoir regretté de n'avoir pu répondre au rapporteur sur un sujet important [19 janvier 2005] (p. 156)

Souligne l'inquiétude des maires de France quant à l'organisation territoriale de la Poste [20 janvier 2005] (p. 206)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Son intervention (p. 9037)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : statut juridique (p. 9038)

Entreprises : délocalisations (p. 9038)

Industrie : automobile : sous-traitance (p. 9037)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 9037)

Industrie : sidérurgie (p. 9037)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9038)

Recherche (p. 9038)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9038)

Union européenne : directives : libéralisme (p. 9038)

Procédure des questions :

Postes : La Poste : agences (p. 9060)

Postes : La Poste : services financiers (p. 9058)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9314)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : transports de voyageurs (p. 9314)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 9314)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9314)

Transports : transport combiné (p. 9314)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 9314)

Transports ferroviaires : SNCF : transport de marchandises (p. 9314)

Union européenne : directives : ports maritimes (p. 9314)

Procédure des questions :

Communes : Le Havre : grandes infrastructures (p. 9335)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 9340)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9968)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9969)

Travail : droit du travail (p. 9969)

Travail : précarité (p. 9969)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ;

[1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 37 (recours au travail temporaire pour des personnes ayant des difficultés d'insertion ou envers lesquelles l'employeur assure une formation complémentaire)

Son intervention (p. 10432)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 13439)

Après l'article 37 ter

Intervient sur l'ad n° 200 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 10441)

Après l'article 37 quater

Intervient sur l'ad n° 69 de M. Maxime Gremetz (licenciements sans cause réelle et sérieuse ; nullité) (p. 10442)

Intervient sur l'ad n° 73 de M. Maxime Gremetz (entreprises donneuses d'ordre et entreprises sous-traitantes) (p. 10444)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10445)

Avant l'article 53 bis

Intervient sur l'ad n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10616)

Après l'article 53 quater

Son amendement n° 669 précédemment réservé (accès aux tarifs préférentiels d'électricité) (p. 10618) : rejeté (p. 10621)

Son amendement n° 670 précédemment réservé (maintien de la fourniture d'électricité) : rejeté (p. 10621)

Son amendement n° 671 précédemment réservé (maintien de la fourniture d'électricité ; période hivernale) (p. 10621) : rejeté (p. 10622)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)

Son intervention (p. 10622)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10627)

Article 55 précédemment réservé (compétence des groupements d'intérêt public en matière éducative, culturelle, sociale et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré)

Son intervention (p. 10631)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad n° 285 précédemment réservé de Mme Muguette Jacquaint (accord interprofessionnel sur la parité professionnelle ; projet de loi) (p. 10637)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 1er A (représentation paritaire des associations gestionnaires de services sociaux et médico-sociaux et des associations non gestionnaires dans les instances consultatives ou décisionnaires)

Son amendement n° 356 (p. 11203)

Article 1er quater (formation des professionnels de la santé)

Son amendement n° 357 (p. 11213)

Article 1er quinquies (plans d'action et consultations médicales)

Son amendement n° 360 (p. 11214)

Article 2 (prestation de compensation des conséquences du handicap)

Son intervention (p. 11235)

Ses amendements n^{os} 363 et 348 rectifié (p. 11235, 11237)

Article 3 (allocation aux adultes handicapés)

Son intervention (p. 11242 et s.)

Article 5 (régime des frais d'hébergement et d'entretien des handicapés accueillis en établissement spécialisé)

Son rappel au règlement (cf. supra) [21 décembre 2004] (p. 11297)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n^o 352 rectifié (p. 11306)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11314 et s.)

Ses amendements n^{os} 353 rectifié et 354 (p. 11316, 11322)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 11337)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n^o 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11340)

Article 19 (transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées)

Son intervention (p. 11344 et s.)

Ses amendements n^{os} 364 à 366 (p. 11345, 11347, 11348)

Article 20 bis (instauration d'une dérogation à l'amplitude journalière et à la durée maximale quotidienne de travail pour les personnels des centres d'aides par le travail)

Son amendement n^o 368 (p. 11350)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11350)

Ses amendements n^{os} 369 et 370 (p. 11353 et s.)

Reprend l'adt n^o 140 de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 11355)

Ses amendements n^{os} 371 et 373 à 376 (p. 11356, 11358 et s.)

Après l'article 21

Son amendement n^o 377 (mesures de sauvegarde et de sécurité dans les immeubles tenant compte de la mobilité réduite des personnes handicapées) : retiré (p. 11368)

Article 22 (sanctions pénales pour infraction aux règles d'accessibilité)

Son amendement n^o 378 rectifié (p. 11370)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son amendement n^o 379 (p. 11370)

Reprend l'adt n^o 152 de la commission (actions en paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 11372)

Avant l'article 26 A

Son amendement n^o 381 (emploi dans le secteur des établissements d'accueil des handicapés ; engagement de négociations collectives) (p. 11378) : rejeté (p. 11381)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son amendement n^o 382 (p. 11381)

Avant l'article 26

Son amendement n^o 380 (information des consommateurs ; normes de qualité ; règles spécifiques aux handicapés) : rejeté (p. 11381)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11384)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11392)

Ses amendements n^{os} 383 à 386 (p. 11418 et s.)

Article 26 nonies (comptes financiers de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11427 et s.)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son amendement n^o 389 (p. 11431)

Son intervention (p. 11435)

Son amendement n^o 388 (p. 11436)

Article 29 (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées)

Son amendement n^o 390 (p. 11447)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son intervention (p. 11449)

Article 32 quater (accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes)

Son amendement n^o 391 (p. 11452)

Article 32 octies supprimé par le Sénat (généralisation d'une assistance technique pour les déficients auditifs)

Son amendement n^o 393 (p. 11457)

Article 44 ter supprimé par le Sénat (exclusion de certaines sommes versées aux personnes handicapées du calcul des ressources servant à la fixation de la prestation compensatoire en cas de divorce)

Son amendement n^o 394 (p. 11459)

Après l'article 44 ter

Son amendement n^o 395 (fonds de garantie pour l'assurance des personnes malades ou en situation de handicap) : rejeté (p. 11460)

Article 45 (dispositions transitoires pour les bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne)

Son amendement n^o 396 (p. 11462)

Article 46 (entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à l'obligation d'emploi des personnes handicapées et à la garantie de ressources des travailleurs handicapés en milieu ordinaire)

Son amendement n^o 397 (p. 11463)

Article 48 bis (montant de la contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son amendement n^o 399 rectifié (p. 11463)

Explications de vote et vote [18 janvier 2005] (p. 41)

Ses explications de vote (p. 44)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 44)

Projet de loi n^o 1384 relatif à la régulation des activités postales**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 65)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 71) : rejetée (p. 81)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 135)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 135)

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : services publics (p. 72, 76)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 74)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 74)

Politique économique : libéralisme (p. 71, 135)

Postes : La Poste (p. 65, 72 et s.)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions : La Poste (p. 75)

Secteur public : services publics (p. 71 et s.)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 76)

Télécommunications : France Télécom (p. 74 et s.)

Union européenne : constitution européenne (p. 79, 135)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

- Son amendement n° 14687 (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 143) : rejeté (p. 144)
- Son amendement n° 14688 (suspension de toute suppression ou restructuration de bureau de poste du réseau du service public postal jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 144) : rejeté (p. 145)
- Son amendement n° 14696 (négociations européennes ; position de la France ; opposition à la poursuite de la dérégulation) (p. 145) : rejeté (p. 146)
- Son amendement n° 14702 (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 146) : rejeté (p. 147)
- Son amendement n° 14703 rectifié (renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 147) : rejeté (p. 148)
- Son amendement n° 14704 (suspension de la transposition des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 148) : rejeté (p. 149)
- Son amendement n° 14705 (clause de réversibilité introduite dans les directives actuelles ou futures) (p. 149) : rejeté (p. 150)
- Son amendement n° 14706 (missions du service public postal) (p. 150) : rejeté (p. 151)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

- Son intervention (p. 152 et s.)
- Ses amendements n°s 14654 et 14695 (p. 153 et s.)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [19 janvier 2005] (p. 156)
- Ses amendements n°s 14655, 14699 rectifié, 14679, 14656 à 14658, 14682 et 14683 (p. 161 et s., 190, 192 et s.)

Après l'article 1er

- Son amendement n° 14707 (rôle équilibrant sur le territoire des activités postales) (p. 202) : rejeté (p. 204)
- Son amendement n° 14708 (entreprises de service postal installées sur le territoire français ; obligations de service public) (p. 204) : rejeté (p. 205)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [20 janvier 2005] (p. 206)
- Son sous-amendement n° 14768 ("bureaux de poste de plein exercice" et non "points de contact") à l'ad n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 210)
- Son sous-amendement n° 14771 (contenu des missions) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 208) : rejeté (p. 211)
- Son sous-amendement n° 14769 (avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 208) : rejeté (p. 212)
- Son sous-amendement n° 14770 (financement du fonds national de péréquation) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 208) : rejeté (p. 216)
- Son amendement n° 14716 (modernisation des centres de tri sans suppression) : rejeté (p. 217)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

- Son intervention (p. 218 et s.)
- Ses amendements n°s 14690, 14701, 14660, 14689, 14684, 1466, 14662 à 14664, 14685, 14665, 14666 et 14686 (p. 224, 226, 228, 230 et s., 232)

Article 3 (communication des changements de domicile)

- Son intervention (p. 234)
- Son amendement n° 14667 (p. 235)

Article 4 (dispositions pénales)

- Son intervention (p. 243)
- Son amendement n° 14668 (p. 244)

Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)

- Son intervention (p. 245)
- Son amendement n° 14669 (p. 246)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

- Son intervention (p. 246)
- Son amendement n° 14670 (p. 247)

Article 6 (dénomination de l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes)

- Son amendement n° 14671 (p. 249)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

- Son intervention (p. 249)

Son amendement n° 14672 (p. 251)

Après l'article 7

Son amendement n° 14697 (rapport au Parlement sur le bilan des déréglementations dans le secteur financier et bancaire) : rejeté (p. 253)

Article 8 (missions de La Poste et statut de sa filiale financière)

Son intervention (p. 253)
Ses amendements n°s 14673, 14717, 14674, 14692, 14710, 14693, 14676, 14677 et 14691 (p. 254 et s.)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Ses amendements n°s 14678 et 14712 (p. 262 et s.)
Son intervention (p. 264)

Après l'article 18

Ses amendements n°s 14713 et 14715 (plan de titularisation) (p. 265) : rejeté (p. 265 et s.)
Son amendement n° 14714 (recrutement de fonctionnaires) (p. 265) : rejeté (p. 266)
Son amendement n° 14711 (audit relatif aux conditions de travail et à l'emploi précaire) : rejeté (p. 266)
Ses explications de vote (p. 268)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 268)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 182 (service public postal et cohésion sociale) : rejeté (p. 2889)
Son amendement n° 181 (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2889) : rejeté (p. 2890)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Ses amendements n°s 183, 192, 187, 185, 186, deuxième rectification, 219 (p. 2892 et s., 2976, 2980, 2982)

Après l'article 1er

Son amendement n° 193 (arrêt du mouvement de concentration et de suppression des centres de tri et développement des plateformes régionales multimodales axées sur la diversification des activités et l'innovation technique) : rejeté (p. 2986)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Ses amendements n°s 189 et 188 (p. 2988 et s.)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Ses amendements n°s 194 et 195 (p. 2991, 2996)

Article 2 bis C (consolidation législative des instances unifiées de représentation collective avec les organisations syndicales)

Son amendement n° 196 (p. 2998)

Article 7 (conditions de la mise en place du fonds de compensation du service universel postal)

Son intervention (p. 3000)

Après l'article 7

Son amendement n° 201 (collecte de l'épargne par La Poste, objectifs et conditions) : rejeté (p. 3001)

Son amendement n° 199 (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3001) : rejeté (p. 3002)

Son amendement n° 200 (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur financier et bancaire) (p. 3002) : rejeté (p. 3003)

Son amendement n° 202 (La Poste habilitée à nouer des partenariats avec les différentes institutions bancaires) (p. 3002) : rejeté (p. 3003)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son amendement n° 203 (p. 3004)

Après l'article 18

Son amendement n° 204 (audit des conditions de travail des salariés et du recours à l'emploi précaire) : rejeté (p. 3005)

Son amendement n° 205 (plan de titularisation des salariés de droit privé) : rejeté (p. 3005)

Explications de vote et vote [3 mai 2005] (p. 3049)

Ses explications de vote (p. 3052)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains
(p. 3053)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)

Son intervention (p. 182)

Thèmes :

Associations (p. 183)
Droit civil : contrats (p. 182)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 182)
Politique économique : conjoncture (p. 182)
Politique sociale : surendettement (p. 183)
Publicité (p. 183)
Travail : coût (p. 182)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 556)

Thèmes :

Entreprises : bénéfiques (p. 556)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 557)
Politique économique : capitalisme (p. 557)
Travail : durée du travail (p. 557)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 1147)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1230)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1150, 1230)
Enseignement : quartiers défavorisés (p. 1148)
Enseignement : carte scolaire (p. 1148)
Enseignement : politique de l'éducation (p. 1148)
Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1230)
Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 1150, 1230)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)*Article 2 (mission première de l'école)*

Son intervention (p. 1237 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Soutient la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2381) : rejetée (p. 2386)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 2382, 2384)
Énergie et carburants : électricité : prix (p. 2384)
Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) : statut juridique (p. 2383)
Énergie et carburants : énergie éolienne (p. 2384)
Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 2383 et s.)
Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 2383)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 2382)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 2384)
Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 2385)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)*Avant l'article 1er A*

Intervient sur l'adit n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2421)

Intervient sur l'adit n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2421)

Intervient sur l'adit n° 162 de M. Yves Cochet (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2427)

Intervient sur l'adit n° 184 de M. Yves Cochet (prélèvement exceptionnel de cinq milliards d'euros sur le bénéfice net pour l'année 2004 de l'entreprise Total) (p. 2439)

Après l'article 1er B

Son amendement n° 323 (établissement, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'un bilan du processus d'ouverture à la concurrence en vue de son examen par le Parlement préalablement à la poursuite de ce processus) : rejeté (p. 2441)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adit n° 260 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2447)

Intervient sur l'adit n° 261 de M. Jean Dionis du Séjour (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2447)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son intervention (p. 2454)

Article 1er septies C (priorités en matière de transport)

Ses amendements n°s 324 et 325 (p. 2460)

Article 1er septies G (stratégie nationale de la recherche énergétique)

Son amendement n° 370 (p. 2463)

Après l'article 1er septies G

Son amendement n° 327 (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire) : rejeté (p. 2464)

Son amendement n° 326 (négociation au sein de l'Union européenne sur l'intermodalité des transports) : rejeté (p. 2464)

Son amendement n° 328 (mise en place d'une capacité énergétique de réserve à laquelle contribuent toutes les entreprises installées sur le territoire communautaire) : rejeté (p. 2464)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son amendement n° 330 (p. 2509)

Après l'article 2

Son amendement n° 329 (personnes morales chargées de la fourniture ou de la distribution d'électricité ou de combustibles aux consommateurs finals tenues de contribuer à l'amélioration de l'efficacité énergétique) : rejeté (p. 2510)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)

Ses amendements n°s 331 à 333 (p. 2511 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 336 (création d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 2514) : rejeté (p. 2515)

Après l'article 5 quinquies

Son amendement n° 335 (amélioration et harmonisation des garanties sociales dont bénéficient les salariés appelés à intervenir dans les centrales nucléaires) (p. 2519) : rejeté (p. 2520)

Après l'article 6 ter

Son amendement n° 350 (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2525) : rejeté (p. 2727)

Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)

Son intervention (p. 2530)

Article 8 bis (réforme du régime de délivrance des permis de construire pour les éoliennes)

Son amendement n° 352 (p. 2531)

Après l'article 10 bis

Intervient sur l'adit n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ;

caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat ; plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Intervient sur le sous-adt n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2539)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son amendement n° 356 (p. 2562)

Après l'article 12 bis

Son amendement n° 358 (réserve obligatoire de capacité de production) (p. 2565) ; rejeté (p. 2566)

Article 13 (gestion de la qualité de l'électricité)

Son amendement n° 359 (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2568)

Après l'article 23

Son amendement n° 365 (installations de gaz naturel liquéfié ; régime administratif) ; rejeté (p. 2576)

Après l'article 31

Son amendement n° 366 rectifié (tarifs applicables aux usagers domestiques ; tranche de première nécessité) (p. 2579) ; rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 367 (personnes ou familles en situation de précarité ; droit à l'aide collective) (p. 2579) ; rejeté (p. 2580)

Son amendement n° 368 (dispositif conventionnel d'aide départementale aux personnes ou familles en situation de précarité) (p. 2579) ; rejeté (p. 2580)

Ses explications de vote (p. 2580)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2580)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3932)

Son intervention (p. 3935)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3932)

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) : statut juridique (p. 3936)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 3933, 3935 et s.)

Énergie et carburants : gaz : prix (p. 3936)

Énergie et carburants : Gaz de France (GDF) : statut juridique (p. 3936)

Transports urbains (p. 3936)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3937)

Proposition de résolution n° 2054 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (COM [2004] 2 final / E 2520)

Avant la discussion de l'article unique [15 mars 2005] (p. 2019)

Son intervention (p. 2032)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : services (p. 2032)

Union européenne : constitution européenne (p. 2032 et s.)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2135)

Son intervention (p. 2290)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2136, 2291)

Énergie et carburants : Électricité de France (EDF) : tarifs (p. 2135)

Énergie et carburants : énergie nucléaire (p. 2290)

Parlement : rôle : commissions d'enquête (p. 2290)

Politique économique : mondialisation (p. 2136)

Politiques communautaires : directives : services publics (p. 2137, 2291)

Postes : La Poste (p. 2135)

Régions : Corse : électricité (p. 2135)

Télécommunications : France Télécom (p. 2136)

Transports ferroviaires : TGV (p. 2290)

Union européenne : constitution européenne (p. 2136)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2240)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2257) ; rejetée (p. 2262)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 2240, 2258)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 2260)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2258 et s.)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2258)

Transports par eau : ports maritimes (p. 2257)

Union européenne : directives : services (p. 2240)

Discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2262) ; [23 mars 2005] (p. 2306, 2338)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de la commission (intitulé du titre 1er complété par les mots suivants : "de la sécurité maritime et du développement de l'emploi maritime") (p. 2263)

Après l'article 2

Ses interventions (p. 2268)

Article 3 (dispositions applicables aux navires immatriculés au registre international français)

Son intervention (p. 2269 et s.)

Article 4 (conditions de nationalité aux navigants)

Son intervention (p. 2314 et s.)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 24 rectifié de M. François Liberti (application du régime du GIE fiscal ; conditions d'effectifs minimaux de marins français et européens ; proportion de 35 %) (p. 2324)

Intervient sur l'adt n° 25 rectifié de M. François Liberti (déduction fiscale proportionnelle à la part de marins français et européens dans l'équipage du navire) (p. 2324)

Article 5 (obligation de formation incombant aux armateurs ou aux entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2326)

Article 7 (définition des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2339)

Article 8 (agrément des entreprises de travail maritime)

Son intervention (p. 2340 et s.)

Article 9 (conditions d'agrément des entreprises de travail maritime en France)

Son intervention (p. 2341)

Avant l'article 10

Intervient sur l'adn n° 27 de M. François Liberti (exonération des charges sociales patronales réservée aux navires battant pavillon français et dont l'équipage se voit appliquer la législation sociale française) (p. 2343)

Intervient sur l'adn n° 28 de M. François Liberti (marins français et européens exonérés à titre personnel du bénéfice du droit du travail maritime) (p. 2344)

Intervient sur l'adn n° 29 de M. François Liberti (statut des équipages servant actuellement sur les navires immatriculés sous pavillon Kerguelen) (p. 2345)

Article 10 (définition du navigrant)

Son intervention (p. 2346)

Article 12 (conditions d'engagement, d'emploi, de travail, de vie et de rémunération applicables à bord des navires)

Son intervention (p. 2348)

Article 13 (dispositions relatives au contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime)

Son intervention (p. 2349)

Article 14 (dispositions relatives au contrat d'engagement)

Son intervention (p. 2350)

Article 16 (congés payés, repos hebdomadaire et jours fériés)

Son intervention (p. 2354)

Article 17 (période d'essai et durée maximale d'embarquement)

Son intervention (p. 2354)

Article 22 (reconnaissance de la liberté syndicale et du droit de grève)

Son intervention (p. 2356)

Article 23 (accords collectifs et représentants de bords)

Son intervention (p. 2357)

Avant l'article 10 (suite)

Intervient sur l'adn n° 21 précédemment réservé de M. François Liberti (intitulé du titre II : "Du statut, de l'emploi et de la formation") (p. 2359)

Article 34 (évaluation de la mise en œuvre de la loi)

Son intervention (p. 2361)

Ses explications de vote (p. 2362)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2363)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3563)

Oppose la question préalable soutenue par M. Alain Bocquet (p. 3571)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3625)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 3571, 3625)

Emploi : chèque emploi-service (p. 3574 à 3576)

Emploi : création d'emplois (p. 3572 et s., 3625)

Enfants : politique de l'enfance (p. 3575)

Entreprises : bénéfices (p. 3626)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3564, 3578)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3571, 3575)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3577)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3571)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 3579)

Politique sociale : services à la personne (p. 3563, 3572 et s.)

Professions sociales : rémunération (p. 3573)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3563, 3572 et s.)

Travail : droit du travail (p. 3563, 3572 et s., 3580, 3626)

Travail : durée du travail (p. 3564)

Travail : précarité (p. 3571, 3625)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 3573)

Travail : salaires (p. 3573)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)**Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)**

Son intervention (p. 3628, 3637 et s.)

Reprend l'adn n° 11 de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 3634)

Ses amendements n°s 55, 114 rectifié, 56, 57, 59, 58, 60, 61, 63, 62, 64 et 65 (p. 3642, 3646 et s., 3651, 3653, 3656, 3658, 3661, 3707, 3709)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adn n° 180 rectifié de Mme Paulette Guinchard (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3712)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3713)

Son amendement n° 66 (p. 3715)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Son intervention (p. 3718)

Ses amendements n°s 67 et 68 (p. 3719)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 74 (p. 3720)

Article 5 (régime fiscal)

Ses amendements n°s 69, 70 rectifié, 75 (p. 3723 et s.)

Article 6 (activité de prestation de service et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)

Son amendement n° 76 (p. 3724)

Après l'article 8

Son amendement n° 78 (recours aux contrats à durée déterminée : limitation) (p. 3729) : rejeté (p. 3730)

Son amendement n° 82 (indemnité de licenciement : majoration du plancher) (p. 3729) : rejeté (p. 3730)

Son amendement n° 79 (recours aux heures supplémentaires : limitation) (p. 3729) : rejeté (p. 3730)

Article 9 (modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire)

Son intervention (p. 3732)

Son amendement n° 77 (p. 3732)

Après l'article 9

Son amendement n° 81 (licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse : caractère de nullité) (p. 3732) : rejeté (p. 3733)

Son amendement n° 80 (licenciement pour motif économique : critères) (p. 3732) : rejeté (p. 3733)

Son amendement n° 84 (licenciement pour motif économique sujet à contestation : droit d'opposition) (p. 3732) : rejeté (p. 3733)

Son amendement n° 83 (entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre : pouvoir de prévention de licenciements pour les comités d'entreprise) (p. 3732) : rejeté (p. 3733)

Article 10 (mise en œuvre de la convention de reclassement personnalisé instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale)

Son amendement n° 85 (p. 3733)

Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)

Son intervention (p. 3736)

Après l'article 11

Intervient sur l'adn n° 236 du Gouvernement (interdiction de travail le dimanche pour les apprentis mineurs : conditions de dérogations) (p. 3737)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son amendement n° 86 (p. 3737)

Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)

Son intervention (p. 3738)

Son amendement n° 87 (p. 3739)

Après l'article 18

Son amendement n° 72 (plus-values : détermination et calcul) : rejeté (p. 3742)

Son amendement n° 73 (impôt sur les sociétés : rétablissement de la surtaxe) : rejeté (p. 3742)

Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)

Ses explications de vote (p. 3806)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3806)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4656)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 4656)

Emploi : création d'emplois (p. 4656)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4657)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4657)

Politique sociale : inégalités (p. 4657)

Politique sociale : services à la personne (p. 4657)

Travail : code du travail (p. 4656)

Travail : conditions de travail (p. 4656, 4657)

Travail : droit du travail (p. 4656, 4657)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4657)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [16 juin 2005] (p. 3700)

Son intervention (p. 3704)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 3704)

Professions sociales : conditions de travail (p. 3704)

Professions sociales : aides familiales (p. 3704)

Professions sociales : assistants maternels (p. 3704)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4376)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4391 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)

Son intervention (p. 4680)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : très petites entreprises (TPE) (p. 4680)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4680)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4680 et s.)

Entreprises : transmission (p. 4680)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4681)

Politique économique : conjoncture (p. 4680)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4665)

Son intervention (p. 4669)

Béatrice PAVY

*Sarthe (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Politique à l'égard des handicapés. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8496)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1019, posée le 18 janvier 2005. Voirie. RN 18 (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2005. Travaux d'aménagement, financement, perspectives (p. 23)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 24

Son amendement n° 133 (congé de maternité postnatal) (p. 8680) : retiré (p. 8681)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9017)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2696)

Son intervention (p. 2704)

Thèmes :

Assurances : assurance vie : renonciation (p. 2704)

Banques et établissements financiers : protection des épargnants : information (p. 2704)

Consommation : protection des consommateurs : UMP (Union pour la majorité présidentielle) (p. 2704)
Union européenne : directives (p. 2704)

Christophe PAYET
La Réunion (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Valérie PECRESSE
Yvelines (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire de l'emploi public [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17590)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Rapporteuse de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 2 février 2005] (p. 1745)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 juin 2005] (p. 10349)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 juin 2005] (p. 10349)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome V : Justice (services pénitentiaires et protection judiciaire de la jeunesse) (n° 1868) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2003 visant à permettre à la région Ile-de-France de choisir librement son centre de gestion de rattachement [21 décembre 2004]

Proposition de loi n° 2071 relative aux droits de l'enfant et à la protection de l'enfance [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Expulsion. Réglementation [5 octobre 2004] (p. 7470)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Procédure des questions :

Gendarmerie : casernes (p. 9491)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*

Rapporteuse pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 9777)

Thèmes :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9777)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 9778)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 9777)

Professions de santé : psychiatres : système pénitentiaire (p. 9777)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : travail (p. 9777)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10174)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10174)

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10174)

Santé : douleur (p. 10174)

Santé : fin de vie (p. 10175)

Santé : soins palliatifs (p. 10175)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10848)

Thèmes :

Arts et spectacles : artistes (p. 10849)

Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 10848)

Arts et spectacles : intermittents (p. 10849)

Arts et spectacles : spectacles (p. 10848)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 10848)

Culture : politique culturelle (p. 10848)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 1er (missions de la commission départementale de l'accueil des jeunes enfants)

Son intervention (p. 957)

Article 2 (projet de service de l'aide sociale à l'enfance)

Son intervention (p. 958)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 970)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps»)

Son intervention (p. 987)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son intervention (p. 991 et s.)

Ses explications de vote (p. 1001)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1001)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4067)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4067)

Emploi : création d'emplois (p. 4068)

Emploi : femmes (p. 4068)

Enfants : crèches et garderies (p. 4068)

Femmes : mères célibataires (p. 4068)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4068)

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre titulaire du comité de surveillance de l'établissement de gestion du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles [J.O. du 8 avril 2005] (p. 6367)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Revalorisation [2 novembre 2004] (p. 8795)

Travail. Droit du travail. Perspectives [29 juin 2005] (p. 4019)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7600)

Thèmes :

Agriculture (p. 7600)

Collectivités territoriales : compétences : tourisme et loisirs (p. 7600)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 53 bis A

Son amendement n° 570 (bénéfice de la servitude de "halage et de marche-pied" étendue à l'ensemble du public non motorisé) (p. 7767) : adopté (p. 7768)

Après l'article 61

Son amendement n° 576 (composition des CDESI) (p. 7824) : adopté (p. 7825)

Son amendement n° 575 (titre supplémentaire regroupant les dispositions relatives aux espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 7824) : adopté (p. 7825)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Procédure des questions :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles (p. 9102)

Santé : sécurité sanitaire : effectifs (p. 9113)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4099)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4100)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 4099)

Politique sociale : fracture sociale (p. 4099, 4100)

Politique sociale : inégalités (p. 4099, 4100)

Travail : précarité (p. 4099, 4100)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [26 octobre 2004] (p. 8489)

Agriculture. Calamités agricole. Sécheresse de 2003, indemnisation, perspectives [5 avril 2005] (p. 2652)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 31 (élimination d'imprimés non sollicités : contribution en nature à la demande des établissements assurant le traitement des déchets) : adopté (p. 10923)

Son amendement n° 129 rectifié (recouvrement des créances des collectivités territoriales) (p. 10923) : adopté (p. 10924)

Son amendement n° 127 (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : institution par les communes isolées) : adopté (p. 10931)

Son amendement n° 128 (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : part fixe) : adopté (p. 10931)
 Son amendement n° 75 (dissolution d'un EPCI à fiscalité propre : réintégration de la dotation de compensation dans la dotation forfaitaire des communes) : retiré (p. 10934)
 Son amendement n° 76 (taxe professionnelle des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre : possibilité d'augmentation) : retiré (p. 10935)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 1er

Son amendement n° 17 (missions d'intérêt général de la politique énergétique française) : rejeté (p. 2445)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 9 (p. 2510)

Article 5 (sanctions applicables en cas d'infraction au dispositif des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 12 (p. 2514)

Après l'article 12

Son amendement n° 16 deuxième rectification (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2562) : rejeté (p. 2564)

Philippe PEMEZEC

*Hauts-de-Seine (12^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine [J.O. du 25 juillet 2005] (p. 12639)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome II : Emploi, travail et cohésion sociale (ville et rénovation urbaine) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan et perspectives [6 avril 2005] (p. 2727)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1264, posée le 21 juin 2005. Etablissements de santé. Services d'urgence (J.O. Questions p. 6146). Suppléé par M. Bernard Perrut. Appelée le 21 juin 2005. Fonctionnement (p. 3789)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7954)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7954)
 Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7954)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :

- *Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004*

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9715)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9715)

Enseignement (p. 9715)

Logement : logement social : offre (p. 9715)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9715)

Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9715)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3520)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 48 de M. Pierre Bédier (mention facultative dans les PLU de la localisation et des caractéristiques des espaces publics à conserver, modifier ou créer et des principaux ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts) (p. 3964)

Dominique PERBEN

*Garde des Sceaux, ministre de la justice
 puis Ministre des transports, de l'équipement, du
 tourisme et de la mer*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution [5 janvier 2005]

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [6 avril 2005]

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur [4 mai 2005]

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement [4 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE
 M. Gérard Léonard. Justice. Procédure. Procédure du plaider coupable, mise en œuvre [5 octobre 2004] (p. 7470)

- M. Jean-Paul Garraud. Justice. Fonctionnement. Réforme, perspectives [13 octobre 2004] (p. 7837)
- M. Christian Kert. Système pénitentiaire. Détenus. Réinsertion, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8059)
- M. Richard Mallié. Politique extérieure. Italie. Demande d'extradition, attitude de la France [27 octobre 2004] (p. 8571)
- Mme Corinne Marchal-Tarnus. Famille. Divorce. Procédure, réforme, application [3 novembre 2004] (p. 8874)
- M. Pascal Clément. Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [9 novembre 2004] (p. 9158)
- M. Christian Estrosi. Enfants. Protection. Inceste, lutte et prévention [30 novembre 2004] (p. 10257)
- M. Jean-Claude Mathis. Déchéances et incapacités. Tutelle et curatelle. Réforme, perspectives [15 décembre 2004] (p. 11055)
- M. Daniel Boisserie. Partis et mouvements politiques. Front national. Propos tenus par le président, poursuites judiciaires, perspectives [18 janvier 2005] (p. 38)
- M. Patrice Martin-Lalande. Presse et livres. Liberté de la presse. Respect [25 janvier 2005] (p. 292)
- M. François Grosdidier. Jeunes. Protection judiciaire. Centres éducatifs fermés, bilan et perspectives [25 janvier 2005] (p. 296)
- M. Michel Françaix. Presse et livres. Journalistes. Sources d'information, confidentialité, respect [26 janvier 2005] (p. 371)
- M. Céleste Lett. Relations internationales. Asie du Sud-Est. Tsunami de décembre 2004, disparus, procédure, certificats de décès, simplification [1^{er} février 2005] (p. 511)
- M. Marcel Bonnot. Etat civil. Déclarations. Lieu de naissance, réglementation [2 février 2005] (p. 609)
- M. Alain Vidalies. Entreprises. Réglementation. Procédures collectives et droit de la faillite [2 mars 2005] (p. 1537)
- M. Maurice Giro. Justice. Fonctionnement. Réforme, bilan et perspectives [9 mars 2005] (p. 1831)
- M. Michel Heinrich. Politique extérieure. Enfants. Divorce, enlèvement, coopération judiciaire, perspectives [16 mars 2005] (p. 2078)
- M. Philippe Houillon. Famille. Divorce. Réforme, bilan et perspectives [23 mars 2005] (p. 2302)
- M. Émile Blessig. Justice. Casier judiciaire. Politiques communautaires [5 avril 2005] (p. 2653)
- Mme Maryse Joissains-Masini. Famille. Mariage. Mariages blancs, étrangers, lutte et prévention [3 mai 2005] (p. 3046)
- M. André Vallini. Justice. Magistrats. Indépendance [4 mai 2005] (p. 3143)
- Mme Martine Aurillac. Union européenne. Coopération judiciaire. Renforcement [10 mai 2005] (p. 3270)
- M. Francis Hillmeyer. Transports routiers. Transports de marchandises. Politiques communautaires [14 juin 2005] (p. 3537)
- M. Michel Bouvard. Transports ferroviaires. Ligne Lyon Turin. Perspectives [14 juin 2005] (p. 3542)
- M. Jean Diébold. Industrie. Construction aéronautique. Financement, avances remboursables, maintien [23 juin 2005] (p. 3865)
- M. Christian Philip. Transports routiers. Transport de marchandises ; paiement. Politiques communautaires [30 juin 2005] (p. 4083)
- M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Transports urbains. Politique des transports urbains. Ile-de-France [30 juin 2005] (p. 4084)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. Arnaud Montebourg : déclare combattre les politiques mais ne pas mettre en cause les personnes [2 mars 2005] (p. 1553)
- M. Arnaud Montebourg : répond à M. Arnaud Montebourg que la déclaration du débiteur n'engage que lui-même [3 mars 2005] (p. 1610)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9688)

Son intervention (p. 9688, 9691)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 9688)
Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : expérimentation (p. 9688)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : création d'emplois (p. 9688)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 9688, 9691)

Système pénitentiaire : établissements (p. 9688)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9773)

Sa réponse (p. 9785)

Thèmes :

Animaux : ours (p. 9789)

Droit pénal : comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 9788)

Fonctionnaires et agents publics : contentieux (p. 9785)

Fonctionnaires et agents publics : médiation (p. 9786)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 9774)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9786)

Justice : aide juridictionnelle (p. 9789)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 9774, 9789)

Justice : frais de justice (p. 9787)

Justice : juges de proximité (p. 9773, 9788)

Justice : tribunaux : Paris (p. 9789)

Justice : tribunaux administratifs : création (p. 9785)

Justice : tribunaux pour enfants : Carpentras (p. 9789)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 9787)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9774)

Mer et littoral : pollution (p. 9788 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 9773)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : effectifs (p. 9785)

Professions de santé : psychiatres : système pénitentiaire (p. 9788)

Système pénitentiaire : administration pénitentiaire : création d'emplois (p. 9773)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : travaux (p. 9774)

Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 9789)

Système pénitentiaire : établissements (p. 9786)

Système pénitentiaire : établissements : sécurité (p. 9773)

Système pénitentiaire : maisons d'arrêt : Loire-Atlantique (p. 9790)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 9787)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire : personnes âgées (p. 9789)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 9787)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Sa réponse (p. 10707)

Thèmes :

Associations : partie civile (p. 10707)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 10707)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Avant l'article 17 bis

Intervient sur l'ad n° 53 de Mme Martine Billard (constitution de partie civile par les associations en cas de propos discriminatoires dans la presse) (p. 10731)

Article 17 bis (provocation à la discrimination, à la violence ou à la haine à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10733 et s.)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10740 et s.)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son intervention (p. 10745 et s.)

Après l'article 17 quater

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Bruno Gilles (programmes à contenu raciste ou antisémite ; suspension de la diffusion ; pouvoir d'injonction du CSA) (p. 10750)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son intervention (p. 10797)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10804)

Sa réponse (p. 10811)

Thèmes :

Droit pénal : composition pénale : juges de proximité (p. 10797)

Justice : fonctionnement (p. 10804)

Justice : loi d'orientation (p. 10797)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : juges de proximité (p. 10797)

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10797, 10804)

Justice : juges de proximité : démission (p. 10811)

Justice : juges de proximité : formation professionnelle (p. 10804)

Justice : juges de proximité : statistiques (p. 10811)

Justice : magistrats : effectifs (p. 10811)

Justice : tribunaux : compétences (p. 10797)

Justice : tribunaux correctionnels : juges de proximité (p. 10804)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10811)

Article 1er (compétence générale du tribunal d'instance en matière personnelle ou mobilière)

Son intervention (p. 10812)

Article 2 (compétences spéciales du tribunal d'instance en matière civile)

Son intervention (p. 10812)

Article 3 (compétence générale de la juridiction de proximité en matière personnelle ou mobilière)

Son intervention (p. 10813 et s.)

Article 4 (compétences particulières de la juridiction de proximité en matière civile)

Son intervention (p. 10815)

Article 5 (participation des juges de proximité aux formations collégiales du tribunal correctionnel)

Son intervention (p. 10815)

Article 6 (extension de la compétence du tribunal de grande instance aux actions possessoires)

Son intervention (p. 10816)

Article 7 (compétence de la juridiction de proximité en matière contraventionnelle - coordinations)

Son intervention (p. 10816)

Article 8 (compétence du juge de proximité en matière de composition pénale)

Son intervention (p. 10816)

Article 9 (coordinations)

Son intervention (p. 10817)

Article 10 (habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution)

Son intervention (p. 10817)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 10817)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10966)

Sa réponse (p. 10981)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10981)

Droit pénal : détention provisoire (p. 10968)

Droit pénal : exécution des peines (p. 10981)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10981)

Droit pénal : récidive : aggravation des peines (p. 10967)

Droit pénal : récidive : prévention (p. 10967)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 10981)

Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10968)

Justice : juge de l'application des peines (p. 10967)

Professions de santé : psychologues (p. 10968)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10981)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 10981)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié de M. Thierry Mariani (placement sous surveillance électronique, de condamnés en correctionnelle, non récidivistes, âgés de plus de 70 ans) (p. 10982)

Article 1er (élargissement des catégories de délits assimilés au sens de la récidive)

Son intervention (p. 10983)

Article 2 (définition du régime de la réitération d'infractions)

Son intervention (p. 10984 et s.)

Article 3 (limitation du nombre des sursis avec mise à l'épreuve pouvant être prononcés par les juridictions)

Son intervention (p. 10986 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 41 de M. Richard Mallié (quasi-perpétuité pour les criminels, agresseurs récidivistes de mineurs de quinze ans ou moins) (p. 11104)

Article 4 (mandat de dépôt à l'audience des personnes en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)

Son intervention (p. 11105)

Article 5 (limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)

Son intervention (p. 11106)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 44 de M. Michel Hunault (encadrement des remises de peines pour les criminels récidivistes) (p. 11107)

Article 6 (possibilité pour les juridictions de soulever d'office la circonstance aggravante de récidive)

Son intervention (p. 11109)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son intervention (p. 11113 et s.)

Article 8 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée du placement)

Son intervention (p. 11117 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Christophe Caresche (information du préfet sur la situation d'une personne reconnue irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental) (p. 11120)

Article 12 (possibilité de recourir au placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre du suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 11120)

Article 13 (participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins)

Son intervention (p. 11121)

Article 15 (entrée en application du fichier des délinquants sexuels)

Son intervention (p. 11121)

Article 16 (dispositions transitoires : condition du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels dont la condamnation est définitive)

Son intervention (p. 11123)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 301)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 341)

Sa réponse (p. 391)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 302 et s.)

Constitution : article 52 : Président de la République (p. 391)

Constitution : article 88-4 (p. 303, 391)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 304)

Constitution : article 88-6 (p. 304)

Justice : mandat d'arrêt européen (p. 303)

Parlement : Sénat (p. 304)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 301)

Politiques communautaires : coopération policière et pénale (p. 302, 342)

Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 391)

Politiques communautaires : normes européennes : comptabilité (p. 341 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 301)

Union européenne : Conseil européen (p. 301 et s.)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 391 et s.)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 301, 342)

Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 301)

Union européenne : directives : ordonnances (p. 391)

Union européenne : droit communautaire : souveraineté (p. 341)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 304)

Union européenne : institutions communautaires (p. 301)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 301 et s.)

Union européenne : parlements nationaux (p. 301 et s., 391)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 301, 304, 391)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 304)

Union européenne : traité constitutionnel : révision (p. 302)

Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 391)

Union européenne : traité constitutionnel : signature (p. 341)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (respect des langues régionales) (p. 414)

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Marc Le Fur (ratification de la Charte européenne des langues régionales) (p. 418)

Intervient sur l'adt n° 14 de M. François Asensi (étrangers non communautaires : droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales) (p. 419)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Arnaud Montebourg (Premier ministre - article 21 de la Constitution : attributions en matière européenne) (p. 421)

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 425)

Intervient sur l'adt n° 5 rectifié de M. Jacques Myard (accords d'association - article 88 de la Constitution : Francophonie) (p. 427)

Article 1er (autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)

Son intervention (p. 450)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission des affaires étrangères (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 452)

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Édouard Balladur (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs à l'exception de ceux relatifs aux traités en cours de négociation par le Président de la République) (p. 452)

Intervient sur l'adt n° 38 de Mme Anne-Marie Comparini (soumission au Parlement de documents communautaires - article 88-4 de la Constitution : caractère obligatoire à la demande du président de l'une des chambres, d'un président de commission permanente ou de soixante députés ou sénateurs) (p. 456)

Article 2 (autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 461)

Article 3 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Son intervention (p. 464 et s.)

Article 4 (champ d'application des règles d'autorisation par référendum de ratifier les traités d'adhésion)

Son intervention (p. 471)

Explications de vote et vote [1^{er} février] (p. 513)

Son intervention (p. 513)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1491)

Sa réponse (p. 1563)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1577)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) [2 mars 2005] (p. 1553)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1494, 1563)

Banques et établissements financiers : sécurité financière : lois (p. 1492)

Entreprises : cession (p. 1493, 1563)

Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 1564)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1563)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1493)

Entreprises : création (p. 1491, 1493)

Entreprises : crédit inter-entreprises : fournisseurs (p. 1494)

Entreprises : difficultés : prévention (p. 1491 et s.)

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1564)

Entreprises : difficultés : salariés (p. 1492 et s.)

Entreprises : faillites : histoire (p. 1563)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1563)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1492 et s., 1563)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1563 et s.)

Etat : missions régaliennes : justice (p. 1492)

Justice : mandataires de justice (p. 1493)

Lois : projet de loi : syndicats (p. 1577)

Professions libérales (p. 1492)

Saisies et sûretés : cautionnement (p. 1563)

Travail : code du travail (p. 1492, 1494)

Union européenne : règlements (p. 1564)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 1er et annexe (renumération et table de correspondance des articles des livres VI ancien et nouveau)

Son intervention (p. 1579)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (décret en Conseil d'Etat déterminant les tribunaux de commerce compétents) (p. 1580)

Article 2 (intitulé du titre premier du livre VI et du chapitre premier de ce titre)

Son intervention (p. 1580)

Article 3 (financement des groupements de prévention agréés)

Son intervention (p. 1580)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1581 et s.)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1587 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 397 de M. Arnaud Montebourg (procédure de conciliation : possibilité de suspension des poursuites) (p. 1594)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1601 et s.)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1608 et s., 1627)

Répond au rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) (p. 1610)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1629 et s.)

Article 9 (conditions d'interruption de l'accord homologué)

Son intervention (p. 1636)

Article 10 (mission et conditions de nomination des mandataires ad hoc et des conciliateurs)

Son intervention (p. 1637 et s.)

Article 11 (procédure d'alerte par les commissaires aux comptes pour les entreprises non commerçantes)

Son intervention (p. 1639)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1642 et s.)

Article 13 (bénéficiaires de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1646)

Article 14 (modifications de la structure et de l'intitulé du chapitre Ier du titre II du livre VI)

Son intervention (p. 1646)

Article 15 (ouverture de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1647 et s.)

Article 16 (règles de compétence du tribunal)

Son intervention (p. 1648 et s.)

Article 17 (ouverture et durée de la période d'observation)

Son intervention (p. 1649)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1650 et s.)

Article 19 (conditions de remplacement des organes de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1651)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 49 rectifié de la commission ("ministère public" substitué au "procureur de la République") (p. 1651)

Article 20 (faculté de désigner un technicien assistant l'administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1651)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1652 et s.)

Article 22 (intitulé du chapitre II du titre II)

Son intervention (p. 1654)

Article 23 (mission de l'administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1654)

Article 24 (substitution de références dans l'article L. 622-3 relatif aux actes passés par le dirigeant)

Son intervention (p. 1654)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Arnaud Montebourg (procédure de sauvegarde : rôle de l'administrateur) (p. 1654)

Intervient sur l'adt n° 442 rectifié de M. Arnaud Montebourg (remise à l'administrateur d'une copie certifiée des documents comptables et non des originaux) (p. 1655)

Article 25 (inventaire du débiteur)

Son intervention (p. 1655)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de la commission (procédure de sauvegarde : suppression de la formalité de déclaration et de vérification des créances pour les entreprises de moins de dix salariés) (p. 1656)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Arnaud Montebourg (procédure de sauvegarde - suspension des poursuites : inclusion des saisies arrêts et des avis à tiers détenteur) (p. 1656)

Article 27 (adaptation au plan de sauvegarde des dispositions concernant les ventes de biens grevés)

Son intervention (p. 1656)

Article 28 (substitution de références relatives aux réserves applicables à la poursuite de l'activité de l'entreprise durant la période d'observation)

Son intervention (p. 1657)

Article 29 (conditions de poursuite de la période d'observation)

Son intervention (p. 1657 et s.)

Article 31 (régime de résiliation du bail durant la période d'observation)

Son intervention (p. 1658)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1659 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission (cession de certaines créances avant le jugement d'ouverture de la procédure : inopposabilité de la procédure de sauvegarde) (p. 1661)

Intervient sur le sous-adt n° 454 de M. Arnaud Montebourg (inopposabilité pour les paiements postérieurs à l'ouverture de la procédure) à l'adt n° 67 rectifié de la commission (p. 1661)

Article 35 (mission du mandataire judiciaire)

Son intervention (p. 1662)

Article 36 (adaptation formelle des règles de suspension des poursuites par le jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1662)

Article 37 (adaptation des modalités de reprise des poursuites)

Son intervention (p. 1662)

Article 38 (mesures de coordination relatives aux poursuites exclues de la suspension)

Son intervention (p. 1662)

Article 39 (traitement des créances antérieures du jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1663)

Article 40 (régime du relevé de forclusion des créances non déclarées)

Son intervention (p. 1663)

Article 41 (coordination relative à l'article L.622-25 relatif à la procédure de discussion des créances non salariales)

Son intervention (p. 1663)

Article 42 (extension de la suspension des cautions personnes physiques par le jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1663)

Article 44 (définition des exceptions à la non-inscriptibilité de garanties postérieures à l'ouverture de la procédure)

Son intervention (p. 1664)

Article 46 (insertion du chapitre III du titre II relatif au bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1664)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1665 et s.)

Article 48 (extension des pouvoirs d'information du juge-commissaire à la situation patrimoniale du débiteur)

Son intervention (p. 1677)

Article 49 (modifications des conditions d'exercice des pouvoirs d'information de l'administrateur et analyse des offres d'acquisition)

Son intervention (p. 1678)

Article 50 (intitulés du chapitre IV et de sa section 1)

Son intervention (p. 1680)

Après l'article 50
Intervient sur l'adt n° 91 de la commission (procédure de sauvegarde : pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission ou de rejet de créances) (p. 1680)

Article 51 (modifications de cohérence des recours contre les décisions du juge-commissaire prises en matière d'admission des créances)
Son intervention (p. 1682)

Article 52 (intitulé de la section 2)
Son intervention (p. 1682)

Article 53 (modifications de cohérence des dispositions régissant les reprises de certains biens du conjoint dans une procédure de sauvegarde)
Son intervention (p. 1682)

Article 54 (extension aux conjoints de professionnels libéraux de certaines restrictions apportées aux actions entre conjoints)
Son intervention (p. 1682)

Article 55 (intitulé de la section 3)
Son intervention (p. 1683)

Article 58 (mise en cohérence des références prévues à l'article L. 624-11 nouveau)
Son intervention (p. 1683)

Article 60 (alignement du régime du paiement du prix d'un bien faisant l'objet d'une revendication sur celui des créances postérieures au jugement)
Son intervention (p. 1683)

Article 61 (mise en cohérence des articles L. 624-17 et L. 624-18 nouveaux)
Son intervention (p. 1683)

Article 62 (intitulé du chapitre V et de sa section 1)
Son intervention (p. 1683)

Article 63 (substitution d'une référence à l'article L. 625-1 du code de commerce)
Son intervention (p. 1684)

Article 65 (substitution de références aux articles L. 622-5 et L. 622-6)
Son intervention (p. 1684)

Article 66 (intitulés des sections 2 et 3 du chapitre V)
Son intervention (p. 1684)

Article 67 (modifications de références à l'article L. 625-9 et intitulé du chapitre VI)
Son intervention (p. 1684)

Après l'article 67
Intervient sur l'adt n° 306 de M. Jean-Michel Ferrand (produits agricoles frais : super-privilege) (p. 1684)

Article 68 (définition du plan de sauvegarde)
Son intervention (p. 1684)

Article 69 (intitulé de la section 1 du chapitre VI)
Son intervention (p. 1685)

Après l'article 69
Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1686)
Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. Alain Vidalies (licenciements économiques : application de la procédure de droit commun) à l'adt n° 109 rectifié de la commission (p. 1686)

Article 71 (faculté donnée au parquet de demander le remplacement des dirigeants)
Son intervention (p. 1687)

Après l'article 71
Intervient sur l'adt n° 474 de Mme Anne-Marie Comparini (plan de redressement : possibilité pour le tribunal d'en subordonner l'adoption à une augmentation de capital souscrite par un tiers) (p. 1687)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)
Son intervention (p. 1738 et s.)

Article 73 (communication du rapport de l'administrateur sur le projet de plan)
Son intervention (p. 1745)

Article 74 (intitulé de la section 2 du chapitre VI)
Son intervention (p. 1745)

Article 75 (modalités du jugement arrêtant le plan de sauvegarde)
Son intervention (p. 1745)

Article 76 (engagements des personnes chargées d'exécuter le plan de sauvegarde)
Son intervention (p. 1745)

Article 77 (opposabilité des dispositions du plan de sauvegarde)
Son intervention (p. 1746)

Article 79 (suspension de l'interdiction d'émettre des chèques pendant la durée du plan de sauvegarde)
Son intervention (p. 1746)

Article 80 (aliénabilité temporaire des biens indispensables à la continuation de l'entreprise)
Son intervention (p. 1747)

Article 84 (dérogations aux règles applicables aux délais et remises prévus par le plan)
Son intervention (p. 1747)

Après l'article 85
Intervient sur l'adt n° 121 de la commission (plan de sauvegarde : remise du prix des cessions à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 1747)

Article 86 (versement du prix en cas de cession partielle d'actifs)
Son intervention (p. 1747)

Article 87 (durée de la mission du mandataire judiciaire)
Son intervention (p. 1747)

Article 88 (mission du commissaire à l'exécution du plan)
Son intervention (p. 1748)

Article 89 (modalités de modification du plan)
Son intervention (p. 1749)

Article 90 (conséquences de l'inexécution du plan)
Son intervention (p. 1749)

Article 91 (instauration d'une procédure de constatation de l'achèvement de l'exécution du plan)
Son intervention (p. 1750)

Article 92 (comités de créanciers)
Son intervention (p. 1750 et s.)

Article 93 (intitulé du chapitre VII du titre II du livre VI, relatif à la procédure de sauvegarde sans administrateur judiciaire)
Son intervention (p. 1755)

Article 95 (pouvoirs de l'administrateur confiés au débiteur en matière de droits des créanciers)
Son intervention (p. 1755)

Article 96 (transfert des pouvoirs de l'administrateur durant la préparation du projet de plan)
Son intervention (p. 1756)

Après l'article 97
Intervient sur l'adt n° 334 de M. Édouard Leveau (désaisissement de l'avocat du débiteur subordonné à l'accord de son client et du représentant du personnel) (p. 1746)

Article 98 (création d'un titre III du livre VI du code de commerce)
Son intervention (p. 1756)

Article 99 (champ d'application de la procédure de redressement judiciaire)
Son intervention (p. 1756)

Article 100 (conditions d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire)
Son intervention (p. 1757 et s.)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)
Son intervention (p. 1759 et s.)

Article 103 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)
Son intervention (p. 1774)

Article 104 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1774)

Après l'article 104

Intervient sur l'ad t n° 491 de M. Arnaud Montebourg (redressement judiciaire : inopposabilité des paiements au titre de de la cession de certaines créances) (p. 1774)

Intervient sur l'ad t n° 493 de M. Arnaud Montebourg (redressement judiciaire : nullité de toute autorisation, levée et vente d'options) (p. 1775)

Article 105 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1775)

Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1775)

Article 107 (création d'un titre IV du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1776)

Article 108 (conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777)

Article 109 (jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777)

Article 110 (jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777 et s.)

Article 111 (réalisation d'un rapport sur la situation du débiteur)

Son intervention (p. 1778)

Article 112 (dispositions communes aux procédures collectives)

Son intervention (p. 1778)

Article 113 (missions du liquidateur)

Son intervention (p. 1778 et s.)

Article 114 (liquidation prononcée au cours de la période d'observation)

Son intervention (p. 1779)

Article 117 (conditions de la poursuite de l'activité de l'entreprise)

Son intervention (p. 1780 et s.)

Article 118 (rôle du juge-commissaire)

Son intervention (p. 1781)

Article 119 (résiliation du bail)

Son intervention (p. 1781)

Article 120 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1781 et s.)

Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)

Son intervention (p. 1783)

Article 123 (création d'un chapitre II du titre IV)

Son intervention (p. 1783)

Article 124 (cession de l'entreprise)

Son intervention (p. 1784 et s.)

Article 125 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 126 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 128 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 129 (dispositions communes aux cessions d'entreprises et aux réalisations d'actifs)

Son intervention (p. 1788)

Article 132 (création d'un chapitre III du titre IV du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1788)

Après l'article 132

Intervient sur l'ad t n° 183 de la commission (liquidation judiciaire : report de la déchéance du terme en cas de cession globale) (p. 1788)

Article 133 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1788)

Article 134 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1789)

Article 135 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1789)

Article 136 (clôture des opérations de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 137 (clôture des opérations de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 138 (reprise des poursuites individuelles)

Son intervention (p. 1789)

Article 140 (reprise de la procédure de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 141 (liquidation judiciaire simplifiée)

Son intervention (p. 1790)

Article 142 (intitulé du titre V du livre VI et de son chapitre premier)

Son intervention (p. 1790)

Après l'article 142

Intervient sur l'ad t n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1791)

Intervient sur l'ad t n° 192 rectifié de la commission (personnes susceptibles d'être financièrement sanctionnées - correction d'une erreur de concordance) (p. 1795)

Article 143 (adaptation de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1795)

Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)

Son intervention (p. 1795 et s.)

Article 145 (mesures conservatoires à l'encontre des dirigeants et des personnes responsables solidairement de leurs dettes)

Son intervention (p. 1796)

Article 146 (création de l'action en obligation aux dettes sociales)

Son intervention (p. 1796 et s.)

Article 147 (intitulé du chapitre III du titre V)

Son intervention (p. 1797)

Article 148 (extension de la faillite personnelle aux professionnels libéraux)

Son intervention (p. 1797)

Article 149 (portée de la faillite personnelle)

Son intervention (p. 1797)

Article 150 (faits sanctionnables de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1798)

Article 151 (délais de déclaration de faillite personnelle spécifique aux dirigeants)

Son intervention (p. 1798)

Article 152 (cas généraux de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1798 et s.)

Article 153 (modalités de saisine pour faillite personnelle)

Son intervention (p. 1799)

Article 154 (interdiction de gérer en cas de défaut de communication des documents pour l'inventaire)

Son intervention (p. 1800)

Article 155 (correction d'une référence juridique)

Son intervention (p. 1800)

Article 156 (réintroduction de l'incapacité d'exercer une fonction publique élective en cas de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1800)

Article 157 (terme de la sanction de la faillite personnelle)

Son intervention (p. 1800 et s.)

Article 158 (intitulé du chapitre IV du titre V du livre VI et de sa section 1)

Son intervention (p. 1801)

Article 160 (correction de références juridiques aux articles L.654-2 et L.654-5 nouveaux)

Son intervention (p. 1801)

Article 162 (correction de références juridiques à l'article L.654-7 nouveau)
Son intervention (p. 1801)

Article 163 (intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre V)
Son intervention (p. 1801)

Article 164 (extension aux professions libérales de certaines infractions)
Son intervention (p. 1802)

Article 165 (mesures diverses de cohérence et de précision relatives aux infractions sanctionnées comme la banqueroute)
Son intervention (p. 1802)

Article 166 (mesures diverses de cohérence)
Son intervention (p. 1802)

Après l'article 166
Intervient sur l'ad n° 532 de M. Arnaud Montebourg (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : saisine du tribunal correctionnel à la seule initiative du ministère public ou du représentant des salariés) (p. 1802)
Intervient sur l'ad n° 533 de M. Arnaud Montebourg (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : frais de la poursuite et régime des sanctions financières) (p. 1802)

Article 167 (création d'un titre VI du livre VI du code de commerce)
Son intervention (p. 1803)

Article 168 (appel et pourvoi en cassation)
Son intervention (p. 1803)

Article 170 (possibilité de recours contre les ordonnances du juge-commissaire statuant sur les demandes en restitution)
Son intervention (p. 1803)

Article 172 (limitation du droit d'appel à l'encontre de certains jugements)
Son intervention (p. 1804)

Article 173 (jugements non susceptibles de pourvoi en cassation ou de tierce opposition)
Son intervention (p. 1804)

Article 175 (possibilité d'appel du ministère public en matière de sanctions)
Son intervention (p. 1804)

Article 176 (avances accordées par le Trésor public)
Son intervention (p. 1805)

Après l'article 176
Intervient sur l'ad n° 324 deuxième rectification de Mme Arlette Grosskost (rémunération des administrateurs judiciaires fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 1805)

Article 177 (publicité des débats devant le tribunal)
Son intervention (p. 1805)

Après l'article 177
Intervient sur l'ad n° 534 de M. Arnaud Montebourg (publicité des débats devant les tribunaux de commerce et de grande instance) (p. 1806)

Article 178 (licenciement du représentant des salariés)
Son intervention (p. 1806)

Article 179 (intitulé du titre VII du livre VI du code de commerce)
Son intervention (p. 1806)

Article 180 (régime applicable en Alsace-Moselle)
Son intervention (p. 1806)

Après l'article 180
Intervient sur l'ad n° 471 de Mme Anne-Marie Comparini (règlement du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 2000 sur l'insolvabilité : procédures de sauvegarde et de conciliation) (p. 1807)

Avant l'article 181
Intervient sur l'ad n° 333 de M. Jean-Michel Bertrand (comptes annuels de l'entreprise : possibilité de non-communication à des tiers) (p. 1807)

Article 181 (cession de fonds de commerce dans le cas d'une liquidation judiciaire)
Son intervention (p. 1808)

Article 182 (dissolution de la société en nom collectif -SNC- en cas de liquidation judiciaire d'un associé et procédure d'alerte du commissaire aux comptes)
Son intervention (p. 1808)

Après l'article 182
Intervient sur l'ad n° 488 deuxième rectification de M. Arnaud Montebourg (procédures de conciliation ou de sauvegarde : interdiction des dividendes) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 444 de M. Arnaud Montebourg (insaisissabilité : extension aux meubles meublants de la résidence principale) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 443 de M. Arnaud Montebourg (commerçants et artisans : insaisissabilité de la résidence principale au profit des établissements de crédit) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 475 rectifié de M. Arnaud Montebourg (choix d'un administrateur judiciaire hors liste) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 425 rectifié de M. Arnaud Montebourg (administrateurs judiciaires : limitation des cumuls d'activités) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 476 rectifié de M. Arnaud Montebourg (choix d'un mandataire judiciaire hors liste) (p. 1809)
Intervient sur l'ad n° 426 rectifié de M. Arnaud Montebourg (mandataires judiciaires : limitation des cumuls d'activités) (p. 1810)
Intervient sur l'ad n° 558 rectifié de M. Arnaud Montebourg (rémunération des intervenants dans les procédures collectives par le fonds des affaires impécunieuses) (p. 1810)
Intervient sur le sous-ad n° 630 de M. Xavier de Roux (en cas de succès de la procédure) à l'ad n° 558 rectifié de M. Arnaud Montebourg (p. 1810)

Article 183 (extension à la sauvegarde de dispositions applicables au redressement)
Son intervention (p. 1810)

Après l'article 183
Intervient sur l'ad n° 605 de la commission (coordination de références dans le code de commerce) (p. 1810)

Avant l'article 184
Intervient sur l'ad n° 528 rectifié de M. Arnaud Montebourg (compétence exclusive du tribunal de grande instance en matière de jugement des actions en responsabilité pour insuffisance d'actif, d'obligation aux dettes sociales et de faillite personnelle) (p. 1811)

Article 184 (substitution de notions et de références juridiques)
Son intervention (p. 1811)

Après l'article 184
Intervient sur l'ad n° 607 de la commission (de coordination avec le code des impôts) (p. 1811)
Intervient sur l'ad n° 615 de M. Jérôme Chartier (fonds de garantie des dépôts) (p. 1811)
Intervient sur l'ad n° 516 rectifié de M. Michel Vaxès (retrait abusif de crédit) (p. 1812)
Intervient sur l'ad n° 608 de la commission (corrections de références dans différents codes) (p. 1812)

Article 185 (obligation de publication des privilèges fiscaux et douaniers)
Son intervention (p. 1812 et s.)

Après l'article 186
Intervient sur l'ad n° 563 de Mme Françoise Branget (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1813)

Article 187 (modifications du périmètre d'intervention de l'Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés -AGS)
Son intervention (p. 1813 et s.)

Après l'article 187
Intervient sur l'ad n° 245 de la commission (déductibilité fiscale des abandons de créances) (p. 1814)
Intervient sur l'ad n° 247 rectifié de la commission (inscription obligatoire des créances de sécurité sociale) (p. 1815)
Intervient sur l'ad n° 248 rectifié de la commission (créances de sécurité sociale devenues sans objet : radiation dans le délai d'un mois) (p. 1816)
Intervient sur l'ad n° 249 de la commission (remise de créances de sécurité sociale : coordination) (p. 1816)
Intervient sur l'ad n° 250 de la commission (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1816)

Intervient sur l'ad t n° 628 de M. Alain Vidalies (droit d'alerte exercé par les délégués du personnel : extension aux entreprises comptant moins de cinquante salariés) (p. 1817)

Intervient sur l'ad t n° 551 de M. Alain Vidalies (procédure ou plan de sauvegarde : prérogatives du comité d'entreprise) (p. 1817)

Intervient sur l'ad t n° 246 de la commission (coordination avec le code rural) (p. 1846)

Article 188 (restitution par le comptable public des sommes perçues à titre provisionnel)

Son intervention (p. 1817)

Article 189 (amélioration de la situation des sous-traitants industriels)

Son intervention (p. 1817)

Après l'article 189

Intervient sur l'ad t n° 389 de M. Arnaud Montebourg (rémunération des intervenants dans les procédures collectives) (p. 1818)

Intervient sur les adts n° 336 à 388 de M. Arnaud Montebourg (tribunaux de commerce : organisation - compétences - fonctionnement - statut et modalités d'élection des juges) (p. 1818)

Article 190 (financement des services d'intérêt collectif du conseil national des greffiers des tribunaux de commerce)

Son intervention (p. 1819)

Article 191 (inéligibilité des personnes frappées d'une incapacité d'exercer une fonction publique élective)

Son intervention (p. 1819)

Article 192 (date d'entrée en vigueur)

Son intervention (p. 1819)

Article 193 (dispositions applicables aux procédures en cours)

Son intervention (p. 1819)

Article 194 (dispositions applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 1819)

Article 195 (dispositions applicables à Mayotte)

Son intervention (p. 1819 et s.)

Article 196 (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)

Son intervention (p. 1820 et s.)

Article 197 (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)

Son intervention (p. 1821 et s.)

Explications de vote et vote [9 mars 2005] (p. 1838)

Son intervention (p. 1838)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)

Son intervention (p. 3182)

Thèmes :

Droit pénal : corruption : secteur privé (p. 3183)

Droit pénal : fausse monnaie : récidive (p. 3183)

Droit pénal : personnes morales : responsabilité (p. 3183)

Droit pénal : procédure pénale (p. 3184)

Justice : aide juridictionnelle (p. 3182)

Justice : preuve : gel (p. 3183)

Union européenne : directives : décision-cadre (p. 3182)

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Article 1er (extension du champ d'application de l'aide juridictionnelle aux litiges transfrontaliers)

Son intervention (p. 3190)

Article 3 (de la corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique)

Son intervention (p. 3190)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad t n° 8 de la commission (coordination) (p. 3190)

Article 5 (émission ou exécution des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve)

Son intervention (p. 3191 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad t n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3193)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 22 de la commission (de conséquence) (p. 3195)

Article 6 (exécution provisoire des mesures conservatoires en matière délictuelle)

Son intervention (p. 3195)

Jean-Claude PEREZ

*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1185, posée le 5 avril 2005. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 3375). Appelée le 5 avril 2005. Services publics, maintien (p. 2636)

Pierre-André PÉRISSOL

*Allier (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome X : Education nationale, enseignement supérieur et recherche (recherche et nouvelles technologies) (n° 1864) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la définition des savoirs enseignés à l'école [13 avril 2005] (n° 2247)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9000)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : crédits (p. 9000)

Enseignement : élèves (p. 9000)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 9001)

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 9000)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 9000)

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8931)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur (p. 8932)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 8931 et s.)

Recherche : crédits (p. 8931)

Recherche : recherche développement : organismes (p. 8931 et s.)

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9137)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : diplômes (p. 9137)

Enseignement supérieur : universités (p. 9137)

Recherche : organismes (p. 9137)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1157)

Thèmes :

Enseignement : parents d'élèves (p. 1157)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1157, 1158)

Enseignement : programmes (p. 1158)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son amendement n° 449 (p. 1244)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son amendement n° 450 (p. 1302)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Ses amendements n° 451 et 452 (p. 1324, 1332)

Après l'article 6

Son amendement n° 453 (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1340) : adopté après modification (p. 1341)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n° 458, 460 et 459 (p. 1386, 1417)

Son intervention (p. 1429)

Son amendement n° 461 (p. 1431)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son amendement n° 454 (p. 1435)

Article 16 (diplômes)

Son intervention (p. 1440)

Son amendement n° 455 (p. 1440)

Article 19 (établissements d'enseignement)

Ses amendements n° 456 et 457 (p. 1444 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Son intervention (p. 2408)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 2408)

Enseignement : parents d'élèves (p. 2408)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2408)

Enseignement : programmes (p. 2408)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision numérique terrestre. Conséquences, télévisions régionales [11 mai 2005] (p. 3333)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1231, posée le 31 mai 2005. Voirie. RN 147 (J.O. Questions p. 5453). Appelée le 21 juin 2005. Mise à deux voies, axe Poitiers-Limoges (p. 3771)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7598)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7598)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 7598)

Entreprises : création : zones rurales (p. 7598)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 7598)

Secteur public : services publics (p. 7598)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale -ZRR)

Ses amendements n° 462 et 463 (p. 7626)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains - PPAEANP - et de programmes d'action)

Son amendement n° 691 (p. 7991)

Article 20 (conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)

Son amendement n° 695 (p. 7993)

Après l'article 20

Son amendement n° 696 rectifié (syndicat mixte compétent pour élaborer un schéma de cohérence territoriale ; adhésion limitée aux communes et à leurs groupements ; suppression de la limite) : rejeté (p. 7994)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son amendement n° 818 (p. 7998)

Après l'article 75 septies

Son amendement n° 694 (compensation, dans des conditions définies par une loi de finances, des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts, création et extensions de compétences) : rejeté (p. 8016)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Son intervention (p. 9319)

Thèmes avant la procédure des questions :

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9319)

Sécurité routière (p. 9319)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9319)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 9319)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 9319)

Voirie : routes nationales (p. 9319)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :*- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Son intervention (p. 9751)

Thème :

Secteur public : services publics (p. 9751)

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Son intervention (p. 8884)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique sociale : prestations sociales : chèques vacances (p. 8884)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8884)

Tourisme et loisirs : tourisme social : crédits budgétaires (p. 8884)

Union européenne : fonds structurels (p. 8884)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)*

Son amendement n° 524 (p. 10629)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3399)

Thèmes :

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3399)

Politique sociale (p. 3399 et s.)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3424)

Thème :

Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3425)

Nicolas PERRUCHOT*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**DÉPÔT**

Proposition de loi n° 2304 visant à rétablir la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Carburants. Prix [22 juin 2005] (p. 3794)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1137, posée le 22 mars 2005. Agroalimentaire. Viandes (J.O. Questions p. 2834). Appelée le 22 mars 2005. Intestins ovins, classement, perspectives (p. 2204)

n° 1204, posée le 5 avril 2005. Urbanisme. Expropriation (J.O. Questions p. 3379). Appelée le 5 avril 2005. Indemnisation, montant, Blois (p. 2640)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)*Après l'article 15*

Son sous-amendement n° 181, deuxième rectification (étalement du paiement de l'impôt) à l'ad n° 123 de M. Serge Poignant (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1972) ; adopté après modification (suppression du gage) (p. 1974)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8102)

Son intervention (p. 8121)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 8102)

Collectivités territoriales : décentralisation : régions (p. 8122)

Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 8121)

Etat : réforme (p. 8122)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8121)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8121)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 8121)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8121)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8121)

Parlement : rôle (p. 8122)

Recherche (p. 8122)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 8121)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8122)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : coût (p. 8122)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)***Après l'article 9*

Intervient sur l'ad n° 402 de M. Hervé Morin (ISF : qualification de biens professionnels en cas d'activité dans plusieurs sociétés) (p. 8331)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8347, 8354)

Après l'article 20

Son amendement n° 409 (réserve spéciale de participation dans les PME de plus de cinquante salariés) (p. 8377) : retiré (p. 8378)

Article 21 (adaptation des dispositifs d'incitation fiscale du capital-risque à la réforme d'Euronext, modernisation du régime des fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) et adaptation du régime de l'impôt sur les opérations de bourse)

Son intervention (p. 8379 et s.)

Article 29 (réforme de la dotation globale de fonctionnement -DGF- des communes)

Son intervention (p. 8420)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8823)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8823)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 8824)

Ordre public : lutte contre l'insécurité (p. 8824)

Police : police municipale (p. 8824)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9527)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 9527)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 9527)

Politique économique : croissance (p. 9527)

Travail : durée du travail (p. 9527)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Ses amendements n°s 286, 287 et 288 (p. 10268)

Avant l'article 9

Son amendement n° 289 (rapport au Parlement sur le bilan du contrat d'insertion des jeunes dans la vie sociale - CIVIS) (p. 10283) : retiré (p. 10284)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 532)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 532)

Travail : durée du travail (p. 532)

Explications de vote et vote [9 février 2005] (p. 950)

Ses explications de vote (p. 954)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 955)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1524)

Thème :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : ministre (p. 1524)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 35 (mission du mandataire judiciaire)

Son amendement n° 301 (p. 1662)

Article 143 (adaptation de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire)

Son amendement n° 298 (p. 1795)

Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)

Son amendement n° 303 (p. 1796)

Article 146 (création de l'action en obligation aux dettes sociales)

Son amendement n° 299 (p. 1797)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3842)

Thèmes :

Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3842)

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3842)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3842)

Sociétés : dirigeants (p. 3842)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4027)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4027)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 25 novembre 2004] (p. 20037)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [J.O. du 20 janvier 2005] (p. 1055)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8187)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (n° 1830) : tome I : recettes et équilibre général ; tome V : tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission avec M. Jean-Pierre Door, Mme Marie-Françoise Clergeau et M. Georges Colombier, [20 octobre 2004] (n° 1876)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [24 novembre 2004] (n° 1954)

Proposition de loi n° 2067 visant à instituer des séances de prévention sur les troubles de l'audition au sein des établissements scolaires [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2076 visant à instituer une éducation à la santé et à la nutrition dans les établissements scolaires [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2481 visant à prévenir les infections dans les établissements publics de santé [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Elèves. Evaluation, rapport de l'OCDE, bilan et perspectives [7 décembre 2004] (p. 10381)

Emploi. Contrats jeunes. Mise en œuvre, bilan [23 mars 2005] (p. 2305)

Emploi. Politique de l'emploi. Service d'aide aux personnes, mise en place [22 juin 2005] (p. 3802)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1248, posée le 31 mai 2005. Etablissements de santé, Services d'urgence (J.O. Questions p. 5456). Appelée le 21 juin 2005. Fonctionnement (p. 3788)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 8507)

Thèmes :

Produits dangereux : amiante (p. 8507)

Retraites : régime agricole : déficit (p. 8508)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 8507)

Sécurité sociale : recettes (p. 8508)

Sécurité sociale : caisses (p. 8508)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8508)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8508)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 31 de la commission des finances (contrôle de la gestion hospitalière par la Cour des comptes) (p. 8613)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur les compensations de pertes de recettes de la sécurité sociale) (p. 8614)

Intervient sur l'adt n° 3 rectifié de la commission (fonctionnement du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 8614)

Intervient sur l'adt n° 4 rectifié de la commission (conventions d'objectifs et de gestion) (p. 8615)

Intervient sur l'adt n° 181 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le fonctionnement du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8615 et s.)

Son amendement n° 256 (insertion d'un Titre Ier bis intitulé "Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale") (p. 8618) : adopté (p. 8619)

Avant l'article 2

Intervient sur l'adt n° 56 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale exceptionnelle sur les revenus des entreprises) (p. 8619)

Intervient sur l'adt n° 131 de Mme Martine Billard (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'adt n° 55 de Mme Jacqueline Fraysse (cotisation sociale sur les revenus financiers) (p. 8621)

Intervient sur l'adt n° 32 de la commission des finances (non-déductibilité pour frais professionnels des contributions des employeurs au financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance) (p. 8622)

Intervient sur l'adt n° 130 de Mme Martine Billard (taxe générale sur les activités polluantes) (p. 8622)

Intervient sur l'adt n° 58 de Mme Jacqueline Fraysse (suppression d'exonérations de charges patronales) (p. 8623)

Intervient sur l'adt n° 54 de Mme Jacqueline Fraysse (modulation des exonérations de charges patronales) (p. 8624)

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Jean-Marie Le Guen (taxe sur les tabacs en faveur du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles : FFIPSA) (p. 8625)

Intervient sur l'adt n° 135 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les alcools dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'adt n° 136 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les tabacs dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'adt n° 139 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation des droits sur l'alcool et sur le tabac) (p. 8625)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de la commission des finances (prérogatives des caisses d'assurance maladie) (p. 8628)

Intervient sur l'adt n° 34 deuxième rectification de la commission des finances (recours contre tiers : indemnité forfaitaire au bénéfice des caisses d'assurance maladie) (p. 8629)

Intervient sur l'adt n° 104 de M. Alain Claeys (remboursement de la dette sociale) (p. 8629)

Intervient sur l'adt n° 105 de M. Alain Claeys (abrogation de dispositions relatives à la contribution sociale généralisée) (p. 8629)

Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 8631)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des finances (financement du Fonds de solidarité vieillesse -FSV-) (p. 8632)

Intervient sur l'adt n° 141 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la création d'un Fonds d'investissement pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux) (p. 8633)

Intervient sur l'adt n° 142 de Mme Paulette Guinchard (rapport au Parlement sur la prise en charge de la dépendance) (p. 8634)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8636 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Jean Dionis du Séjour (aides à l'emploi agricole) (p. 8644)
 Intervient sur l'adt n° 254 de M. Jean Dionis du Séjour (travail occasionnel agricole : exonération de cotisations) (p. 8645)
 Intervient sur l'adt n° 182 de la commission (de coordination) (p. 8645)
 Intervient sur l'adt n° 251 de M. Jean Dionis du Séjour (extension du "contrat vendanges") (p. 8645)
 Intervient sur l'adt n° 214 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les auxiliaires de vie) (p. 8647)

Après l'article 32

Intervient sur l'adt n° 260 rectifié du Gouvernement (Caisse maritime d'allocations familiales : statut et compétences) (p. 8729)

Article 34 (amélioration de la qualité des comptes sociaux)

Son intervention (p. 8731)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (mécanisme d'alerte de dépassement de l'ONDAM) (p. 8732)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 240 de M. Jean-Luc Prél (restitution des contributions et prélèvements sur les revenus de placement des titulaires de pension de réversion les plus défavorisés) (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Marie-Françoise Clergeau (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) (p. 8733)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8734 et s.)

Seconde délibération

Article 1er bis

Son intervention (p. 8743)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)

Son intervention (p. 10386)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 10387)
 Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 10387)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : enseignement privé (p. 10387)
 Santé : zones rurales (p. 10387)
 Santé : zones urbaines sensibles (p. 10387)
 Sécurité sociale : financement (p. 10386)
 Sécurité sociale : médecine de ville (p. 10387)
 Travail : congé de maternité (p. 10387)

Discussion des articles [2 décembre 2004] (p. 10393)

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié du Gouvernement (critères d'identification des médecins) (p. 10393)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 10394)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8908)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 8909)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 8908)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8909)
 Formation professionnelle : crédits (p. 8908)
 Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8909)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

II - TOURISME

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8879)

Procédure des questions :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés : tourisme et loisirs (p. 8895)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Administration : arrondissements : réforme (p. 8860)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 9994)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10041)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 9994 et s.)
 Emploi : entreprises d'insertion (p. 9995)
 Emploi : jeunes (p. 10042)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 10042)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 9994)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 9994 et s., 10041)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 9994)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10042)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 924)

Thèmes :

Enfants : politique de l'enfance (p. 924, 925)
 Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 925)
 Professions sociales : aides familiales (p. 924, 925)
 Professions sociales : assistants maternels (p. 924, 925)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3096)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : sécurité sociale (p. 3097)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3098)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 3097)
 Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 3098)
 Sécurité sociale : loi de financement (p. 3096)
 Sécurité sociale : maîtrise médicalisée (p. 3098)
 Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3097)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3284)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 3284, 3285)
 Travail : carrière (p. 3284)
 Travail : salaires (p. 3284, 3285)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3563)

Son intervention (p. 3585)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3624)

Thèmes :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3624)

Emploi : chèque emploi-service (p. 3587)

Emploi : création d'emplois (p. 3586, 3563, 3624)

Emploi : jeunes (p. 3624)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3586)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3586)

Politique sociale : Agence nationale des services à la personne (p. 3586)

Politique sociale : services à la personne (p. 3563, 3585, 3624)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3563, 3585 et s.)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3634)

Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)

Ses explications de vote (p. 3807)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3807)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4654)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 4654)

Emploi : création d'emplois (p. 4654)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 4654)

Politique sociale : services à la personne (p. 4654)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 4654)

Travail : conditions de travail (p. 4655)

Christian PHILIP

*Rhône (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 9 février 2005] (p. 2183)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 1887 sur le troisième paquet ferroviaire (documents E 2535, E 2536, E 2537 et E 2696) [27 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le troisième paquet

ferroviaire (documents E 2535, E 2536, E 2537 et E 2696) [27 octobre 2004] (n° 1886)

Proposition de loi n° 1941 relative à la dépenalisation et à la décentralisation du stationnement payant sur voirie [24 novembre 2004]

Proposition de résolution n° 2122 sur l'Union européenne et la lutte contre le terrorisme (documents E 2616, E 2634 et E 2734) [2 mars 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la lutte contre le terrorisme (documents E 2616, E 2634 et E 2734) [2 mars 2005] (n° 2123)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur le rôle de l'Union européenne dans la solution du conflit au Proche-Orient [23 mars 2005] (n° 2205)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la transposition des directives européennes [6 juillet 2005] (n° 2447)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 7 au 30 juin 2005 (nos E 2904 à E 2907, E 2909, E 2912 et E 2913) et sur les textes nos E 2584, E 2617, E 2656, E 2726, E 2727, E 2730, E 2731, E 2766, E 2823-3, E 2823-5, E 2849, E 2858, E 2865, E 2867, E 2872, E 2873, E 2877, E 2878, E 2883, E 2885, E 2887, E 2889 et E 2890 [6 juillet 2005] (n° 2449)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Liban. Retrait des troupes syriennes, perspectives [5 avril 2005] (p. 2654)

Transports routiers. Transport de marchandises ; paiement. Politiques communautaires [30 juin 2005] (p. 4083)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 924, posée le 19 octobre 2004. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 8006). Appelée le 19 octobre 2004. Institut national de recherches sur les transports et leur sécurité (INRETS), délocalisation, perspectives (p. 8037)

n° 1073, posée le 8 février 2005. Enseignement secondaire. Programmes (J.O. Questions p. 1180). Appelée le 8 février 2005. Chinois, Lyon (p. 854)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9379)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9379)

Langue française : francophonie (p. 9379)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Son intervention (p. 9140)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement supérieur : diplômes (p. 9140)

Enseignement supérieur : étudiants (p. 9140)

Enseignement supérieur : universités (p. 9140)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : stationnement (p. 9348)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'adt n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9350)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 348)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 348)
Etat : souveraineté (p. 349)
Union européenne : construction européenne : démocratie (p. 348)
Union européenne : construction européenne : paix (p. 349)
Union européenne : parlements nationaux (p. 348)
Union européenne : traité constitutionnel (p. 348)
Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 348)
Union européenne : traité constitutionnel : révision (p. 349)

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3189)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 20 de la commission (décentralisation du service public du stationnement payant) (p. 3192 et s.)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2144 relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8751)

Son intervention (p. 8771)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 8771)
Arts et spectacles : musique (p. 8772)
Culture : crédits (p. 8771)
Culture : politique culturelle (p. 8771)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 8771)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9006)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement privé : enseignants (p. 9006)
Enseignement privé : établissements sous contrat (p. 9006, 9007)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8838)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : double peine (p. 8838)
Etrangers : expulsion : double peine (p. 8839)
Etrangers : rétention administrative (p. 8839)
Lois : application : immigration (p. 8838)

Michel PIRON

*Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 novembre 2004] (p. 19053)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 novembre 2004] (p. 19053)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19709)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19709)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement : aides et prêts. Prêt à taux zéro. Réforme, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7757)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 998, posée le 21 décembre 2004. Impôts locaux. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (J.O. Questions p. 10106). Appelée le 21 décembre 2004. Assiette (p. 11265)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)*Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) ; établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) (p. 8859)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9404)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : logement social (p. 9404)

Collectivités territoriales : compétences : logement (p. 9404)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 9405)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9405)

Logement : crédits (p. 9404)

Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 9404)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9405)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 9404)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 9405)

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2004] (p. 9445)*Après l'article 79*

Intervient sur l'adt n° 138 du Gouvernement (caisse de garantie du logement social ; cotisations ; recouvrement) (p. 9446)

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Patrice Martin-Lalande (gens du voyage ; schémas d'accueil départemental ; bilan financier) (p. 9446)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10015)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 10015, 10016)

Logement : réhabilitation (p. 10016)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 10016)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10158)

Thèmes :

Établissements de santé : droits du malade (p. 10158)

Santé : fin de vie (p. 10158)

Santé : soins palliatifs (p. 10158)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)*Article 2 (composition)*

Son amendement n° 56 (p. 10711)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs**Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)**

Son intervention (p. 1080)

Thèmes :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 1080)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1080 et s)

Coopération intercommunale (p. 1080)

Impôts locaux (p. 1080)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 1081)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 4 février 2005] (p. 1918)

Rapporteur du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (n° 2381) [3 mai 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 22 juin 2005] (p. 10467)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 12 juillet 2005] (p. 11421)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VIII : Economie, finances et industrie (p. M. E., commerce et artisanat) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1669), d'orientation sur l'énergie [16 mars 2005] (n° 2160)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (n° 2294) [21 juin 2005] (n° 2384)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 2381), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, en faveur des petites et moyennes entreprises [29 juin 2005] (n° 2429)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [11 juillet 2005] (n° 2464)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 974, posée le 7 décembre 2004. Logement : aides et prêts. Allocations de logement (J.O. Questions p. 9558). Appelée le 7 décembre 2004. Versement, modalités (p. 10671)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1854)

Son intervention (p. 1875)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1876)

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1876)

Etat : domaine public (p. 1854)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1854, 1875 et s.)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1876)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son intervention (p. 1888)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n° 122, 121, 120, 118 et 119 (p. 1949, 1951 et s., 1957, 1960)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 180 de M. Patrick Ollier (plafond des amendes prononcées par l'ACNUSA relevé de 12 000 à 20 000 €) (p. 1970)

Après l'article 15

Intervient sur le sous-adt n° 117 de M. Jean Diébold (de précision) à l'ad n° 36 de la commission (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1973)

Intervient sur l'ad n° 123 de M. Serge Poignant (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1973)

Son amendement n° 123 (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1972) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 1974)

Explications de vote et vote [15 mars 2005] (p. 2014)

Ses explications de vote (p. 2016)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2016)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 6

Intervient sur l'ad n° 176 précédemment réservé de M. Jean-Marie Le Guen (conditions de la publicité en faveur de boissons alcooliques) (p. 8662)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT****Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9677)****Après l'article 73**

Son amendement n° 253 (majoration du plafond du droit fixe de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat) : adopté (p. 9677)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9728)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9728 et s.)

Entreprises : création : aides (p. 9728)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 9728)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9727)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 9728 et s.)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER**III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE****Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9682)****Etat B, titre III**

Son intervention (p. 9682)

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE**Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)****Procédure des questions :**

Fonction publique territoriale : promotion interne (p. 9584)

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (p. 9582)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1010)**

Son intervention (p. 1020)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : commercialisation (p. 1021)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : fiscalité (p. 1020 et s.)

Boissons et alcools : publicité (p. 1021)

Environnement : Natura 2000 (p. 1021)

Professions de santé (p. 1021)

Secteur public : services publics (p. 1020)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 1021)

Tourisme et loisirs : tourisme rural (p. 1021)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [10 février 2005] (p. 1024)

Son intervention (p. 1025 et s.)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2373)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2416)

Thèmes :

Energie et carburants : économies d'énergie (p. 2374)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 2375)

Energie et carburants : énergie hydraulique (p. 2374)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 2374 et s.)

Energie et carburants : pétrole (p. 2372)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 2374)

TVA : taux réduit (p. 2375)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'ad n° 247 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad n° 290 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad n° 291 de M. François Dosé (politique énergétique ; service public de l'énergie ; actions principales) (p. 2418)

Intervient sur l'ad n° 153 de M. Yves Cochet (politique énergétique ; priorités ; sobriété et efficacité énergétiques) (p. 2419)

Intervient sur l'ad n° 155 de M. Yves Cochet (définition des différentes sources d'énergie) (p. 2419)

Intervient sur l'ad n° 156 de M. Yves Cochet (développement des énergies renouvelables) (p. 2419)

Intervient sur l'ad n° 176 de M. Yves Cochet (recherche des meilleures technologies et des meilleurs rendements lors du recours aux combustibles fossiles) (p. 2420)

Intervient sur l'ad n° 177 de M. Yves Cochet (sortie impérative du nucléaire) (p. 2420)

Intervient sur l'ad n° 179 de M. Yves Cochet (priorité d'accès aux réseaux de transport et de distribution pour l'électricité produite à partir des sources renouvelables) (p. 2422)

Intervient sur l'ad n° 159 de M. Yves Cochet (objectif de réduction de 3 % en moyenne de la consommation des énergies primaires de combustibles fossiles) (p. 2422)

Intervient sur l'ad n° 150 de M. Yves Cochet (affichage obligatoire de l'origine de l'énergie vendue) (p. 2422)

Intervient sur l'ad n° 158 de M. Yves Cochet (objectif de réduction de 2 % par an de la consommation d'énergie finale) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 246 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 295 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 296 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 297 rectifié de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 298 de M. François Dosé (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et moyens mis en œuvre) (p. 2423)

Intervient sur l'ad n° 152 de M. Yves Cochet (mise en valeur des objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique par la publicité et la promotion commerciales) (p. 2425)

Intervient sur l'ad n° 154 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; conditions de mise en œuvre) (p. 2425)

Intervient sur l'ad n° 157 de M. Yves Cochet (sortie du recours au nucléaire et aux énergies fossiles ; recherche d'efficacité énergétique et adaptation de la politique des transports) (p. 2426)

Intervient sur l'ad n° 160 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; illustration par les simplifications administratives) (p. 2426)

Intervient sur l'ad n° 161 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; application aux procédures, bâtiments et équipements publics) (p. 2426)

Intervient sur l'ad n° 162 de M. Yves Cochet (programme national de réhabilitation des bâtiments existants) (p. 2427)

Intervient sur l'ad n° 163 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incitations fiscales) (p. 2427)

Intervient sur l'ad n° 164 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et intégration dans les PLU) (p. 2428)

Intervient sur l'ad n° 165 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique ; incidence sur le logement social) (p. 2428)

Intervient sur l'ad n° 167 de M. Yves Cochet (objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique et instauration de crédits d'impôt à plafonds élevés) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 151 de M. Yves Cochet (formation professionnelle généralisée à la sobriété et à l'efficacité énergétiques et à l'utilisation d'énergies renouvelables) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 181 de M. Yves Cochet (sobriété et efficacité énergétiques et utilisation d'énergies renouvelables ; insertion dans les programmes scolaires de l'école primaire au lycée) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 182 de M. Yves Cochet (programme de communication publique sur la sobriété et l'efficacité énergétiques et l'utilisation d'énergies renouvelables) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 183 de M. Yves Cochet (programme national de recherche sur l'énergie pour la période 2006-2010) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 178 de M. Yves Cochet (accès aux services énergétiques ; garantie des besoins fondamentaux des usagers) (p. 2429)

Intervient sur l'ad n° 248 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 292 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 293 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 294 de M. François Dosé (énergie ; définition des nécessités d'emploi prioritaires ; missions d'intérêt général de la politique énergétique) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 149 de M. Yves Cochet (interdiction du chauffage électrique dans les immeubles neufs) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 180 de M. Yves Cochet (normalisation des équipements électriques) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 168 de M. Yves Cochet (réorientation de la politique des transports) (p. 2430)

Intervient sur l'ad n° 169 de M. Yves Cochet (priorité donnée aux piétons et aux vélos ; aménagements physiques et réglementation) (p. 2431)

Intervient sur l'ad n° 171 de M. Yves Cochet (instauration d'une vignette automobile) (p. 2437)

Intervient sur l'ad n° 172 de M. Yves Cochet (moteurs des véhicules bridés à 130 km/h à partir du 1er janvier 2007) (p. 2438)

Intervient sur l'ad n° 173 de M. Yves Cochet (interdiction de fabrication, d'importation et de commercialisation de véhicules de cylindrée supérieure à 1,5 litre) (p. 2438)

Intervient sur l'ad n° 174 de M. Yves Cochet (production de véhicules propres adaptés aux petits trajets ; incitations fiscales) (p. 2438)

Intervient sur l'ad n° 175 de M. Yves Cochet (modulation des tarifs des péages en fonction du nombre d'occupants des véhicules) (p. 2438)

Intervient sur l'ad n° 170 de M. Yves Cochet (mise en place, par voie réglementaire, d'une taxation du kérosène pour les vols intérieurs) (p. 2439)

Intervient sur l'ad n° 187 de M. Yves Cochet (étiquetage des bâtiments, des biens et équipements consommateurs d'énergie) (p. 2439)

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Yves Cochet (prélèvement exceptionnel de cinq milliards d'euros sur le bénéfice net pour l'année 2004 de l'entreprise Total) (p. 2439)

Intervient sur l'ad n° 185 de M. Yves Cochet (transposition rapide des directives communautaires relatives à la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables) (p. 2440)

Intervient sur l'ad n° 186 de M. Yves Cochet (proposition faite aux autres membres de l'ONU d'un protocole portant sur l'amont du cycle du carbone) (p. 2440)

Article 1er A (rôle du service public de l'énergie dans la politique énergétique)

Son intervention (p. 2440)

Article 1er B (rôle des entreprises publiques nationales dans la politique énergétique)

Son intervention (p. 2440)

Après l'article 1er B

Intervient sur l'ad n° 323 de M. Daniel Paul (établissement, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'un bilan du processus d'ouverture à la concurrence en vue de son examen par le Parlement préalablement à la poursuite de ce processus) (p. 2441)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Son intervention (p. 2441 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Jacques Péliard (missions d'intérêt général de la politique énergétique française) (p. 2445)

Intervient sur l'ad n° 260 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un schéma directeur national énergétique) (p. 2446)

Intervient sur l'ad n° 261 de M. Jean Dionis du Séjour (loi annuelle de politique énergétique ; contenu) (p. 2446)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)

Son intervention (p. 2448 et s.)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son intervention (p. 2451 et s.)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)

Son intervention (p. 2455 et s.)

Article 1er quinquies supprimé par le Sénat (dispositions relatives au transport et au stockage de l'énergie)

Son intervention (p. 2456)

Article 1er sexies supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la prise en compte du rôle des collectivités locales et de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2457)

Article 1er septies A (objectifs de la politique énergétique)

Son intervention (p. 2458)

Après l'article 1er septies A

Intervient sur l'ad n° 244 de M. Jean-Pierre Kucheida (interdiction des coupures de gaz et d'électricité pour les familles ou personnes seules en situation précaire) (p. 2459)

Article 1er septies B (objectifs de maîtrise de la demande d'énergie)

Son intervention (p. 2460)

Article 1er septies C (priorités en matière de transport)

Son intervention (p. 2460 et s.)

Après l'article 1er septies C

Intervient sur l'ad n° 373 de M. François Dosé (rapport au Parlement sur les modes de transport alternatifs à l'automobile) (p. 2461)

Article 1er septies D (principes de détermination de la fiscalité des énergies)

Son intervention (p. 2461)

Après l'article 1er septies D

Intervient sur l'ad n° 88 de la commission (taux de TVA réduit pour les livraisons de chaleur des réseaux de chaleur alimentés au bois) (p. 2461)

Intervient sur l'ad n° 90 de la commission (taux de TVA applicable aux prestations fournies par les réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables) (p. 2462)

Article 1er septies E (objectifs de diversification des sources de production d'énergie)

Son intervention (p. 2462)

Après l'article 1er septies E

Intervient sur l'ad n° 194 de M. Yves Cochet (élaboration par les régions de plans territoriaux pour la sobriété et l'efficacité énergétiques) (p. 2462)

Article 1er septies F (inscription dans la prochaine programmation pluriannuelle des investissements de la construction d'un réacteur de conception la plus récente)

Son intervention (p. 2462)

Article 1er septies G (stratégie nationale de la recherche énergétique)

Son intervention (p. 2463)

Après l'article 1er septies G

Intervient sur l'ad n° 371 de M. Claude Birraux (objectifs du plan) (p. 2363)

Intervient sur l'ad n° 95 de la commission (élaboration d'un plan "l'énergie pour le développement") (p. 2463)

Intervient sur le sous-ad n° 484 du Gouvernement (plan destiné à encadrer la politique de coopération sur l'énergie avec les pays du Sud) à l'ad n° 95 de la commission (p. 2464)

Intervient sur l'ad n° 327 de M. Daniel Paul (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire) (p. 2464)

Intervient sur l'ad n° 326 de M. Daniel Paul (négociation au sein de l'Union européenne sur l'intermodalité des transports) (p. 2464)

Intervient sur l'ad n° 328 de M. Daniel Paul (mise en place d'une capacité énergétique de réserve à laquelle contribuent toutes les entreprises installées sur le territoire communautaire) (p. 2464)

Après l'article 1er septies

Intervient sur l'ad n° 423 rectifié de M. François-Michel Gonnot (promotion des biocarburants) (p. 2465)

Article 2 (obligation de réaliser des économies d'énergie pour les fournisseurs d'énergie)

Son intervention (p. 2508 et s.)

Ses amendements n° 214 et 215 (p. 2510)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 329 de M. Daniel Paul (personnes morales chargées de la fourniture ou de la distribution d'électricité ou de combustibles aux consommateurs finals tenues de contribuer à l'amélioration de l'efficacité énergétique) (p. 2510)

Article 3 (définition, modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2510 et s.)

Ses amendements n° 216 à 218 (p. 2510 et s.)

Article 4 (registre national des certificats d'économies d'énergie)

Son amendement n° 219 (p. 2513)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 200 de M. Yves Cochet (certificats d'économies d'énergie attribués à tout fournisseur d'énergie contribuant à la création d'emplois dédiés à la maîtrise de l'énergie dans les établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales ainsi que dans le secteur résidentiel) (p. 2513)

Article 5 (sanctions applicables en cas d'infraction au dispositif des certificats d'économies d'énergie)

Son intervention (p. 2514)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 336 de M. Daniel Paul (création d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 2514)

Avant l'article 5 bis

Intervient sur l'ad n° 103 de la commission (intitulé du chapitre 1er bis) (p. 2515)

Intervient sur l'ad n° 104 de la commission (actions de maîtrise de la demande dans les zones non interconnectées au réseau public de transport) (p. 2515)

Article 5 bis (missions de conciliation confiées aux autorités organisatrices de réseaux de distribution d'électricité ou de gaz)

Ses amendements n° 221 et 220 rectifié (p. 2516)

Article 5 ter (aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie)

Son intervention (p. 2516 et s.)

Article 5 quater (production d'électricité par les communes et les EPCI à partir d'énergies renouvelables)

Son intervention (p. 2517)

Ses amendements n° 223 et 474 rectifié (p. 2517)

Article 5 quinquies (création de groupements d'intérêt public dédiés à la promotion des économies d'énergie)

Ses amendements n° 224, 225 deuxième rectification et 226 (p. 2517)

Après l'article 5 quinquies

Intervient sur l'ad n° 230 de M. Jean Proriol (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Intervient sur l'ad n° 398 de M. François Dosé (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des fichiers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) (p. 2518)

Intervient sur l'ad n° 106 de la commission (bilan énergétique des délibérations des conseils généraux) (p. 2518)

- Intervient sur l'ad n° 107 de la commission (bilan énergétique des délibérations des conseils régionaux) (p. 2518)
- Intervient sur l'ad n° 400 de M. François Dosé (possibilité pour les syndicats mixtes de reverser une fraction de la taxe sur l'électricité qu'ils perçoivent aux établissements publics de coopération qu'ils comptent éventuellement parmi leurs membres) (p. 2518)
- Intervient sur l'ad n° 399 de M. François Dosé (taxe sur l'électricité ; syndicats mixtes ; faculté de majoration des taux) (p. 2519)
- Intervient sur l'ad n° 412 de M. François Dosé (accès aux fichiers des ayants droit à la tarification spéciale) (p. 2519)
- Intervient sur l'ad n° 335 de M. Daniel Paul (amélioration et harmonisation des garanties sociales dont bénéficient les salariés appelés à intervenir dans les centrales nucléaires) (p. 2519)
- Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)**
Son intervention (p. 2520 et s.)
Ses amendements n°s 209, 211, 210 (p. 2524 et s.)
- Article 6 bis (diagnostic de performance énergétique)**
Son intervention (p. 2525)
- Après l'article 6 ter**
Intervient sur l'ad n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)
Intervient sur l'ad n° 350 de M. Daniel Paul (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2526)
- Article 8 A (définition des énergies renouvelables)**
Son intervention (p. 2527)
- Après l'article 8 A**
Intervient sur l'ad n° 351 de M. François Brottes (politique forestière ; intégration des objectifs de Kyoto ; aide financière aux forestiers) (p. 2528)
- Avant l'article 8**
Intervient sur l'ad n° 301 de Mme Geneviève Gaillard (définition de l'habitat durable) (p. 2529)
Intervient sur l'ad n° 300 de Mme Geneviève Gaillard (prise en compte des mesures visant à l'efficacité énergétique dans le calcul des pénalités infligées aux communes ne respectant pas l'obligation d'offrir 20 % de logements sociaux) (p. 2529)
Intervient sur l'ad n° 299 de Mme Geneviève Gaillard (documents d'urbanisme ; objectifs ; adjonction de l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2529)
Intervient sur l'ad n° 443 de M. Jean-Louis Christ (développement des énergies renouvelables ; transfert expérimental aux régions de la gestion des crédits correspondants) (p. 2529)
- Article 8 (autorisation de dépassement du coefficient d'occupation des sols pour travaux d'isolation thermique ou d'équipement en énergie renouvelable)**
Son intervention (p. 2530)
- Après l'article 8**
Intervient sur l'ad n° 432 de M. François-Michel Gonnot (délivrance des permis de construire conditionnée au recours à des dispositifs utilisant des énergies renouvelables) (p. 2531)
- Article 9 (mise en œuvre et fonctionnement de la garantie d'origine)**
Son intervention (p. 2531)
- Après l'article 9**
Intervient sur l'ad n° 434 deuxième rectification de M. François-Michel Gonnot (adaptation du dispositif des appels d'offres) (p. 2532)
- Article 10 bis (modalités particulières pour le transfert de propriété des concessions de transport de gaz situées sur le territoire des anciennes concessions de mine)**
Son intervention (p. 2532)
- Après l'article 10 bis**
Intervient sur l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2537)
Intervient sur le sous-ad n° 504 de M. Jean Dionis du Séjour (schéma départemental de l'éolien ; contenu ; procédure de consultation) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
Intervient sur le sous-ad n° 505 de M. Jean Dionis du Séjour (approbation par le président du conseil général) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 466 rectifié de M. Yves Cochet (plafond d'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 506 de M. Jean Dionis du Séjour (suppression du plancher de production) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 467 de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 469 rectifié de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 468 rectifié de M. François-Michel Gonnot (suppression du plancher de production) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 470 rectifié de M. François-Michel Gonnot (rachat : plancher de production fixé à 12 MW) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 446 de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 464 de M. François-Michel Gonnot (report de six mois à deux ans de l'entrée en vigueur du nouveau régime) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 465 rectifié de M. François-Michel Gonnot (dispositions transitoires) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 471 rectifié de M. Philippe Tourtelier (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur le sous-ad n° 463 deuxième rectification de M. Patrick Ollier (dispositions transitoires ; application du droit antérieur aux exploitants d'énergie éolienne ; conditions) à l'ad n° 122 deuxième rectification de la commission (p. 2537)
- Intervient sur l'ad n° 316 de M. François Dosé (plafond de l'obligation d'achat relevé à 50 mégawatts) (p. 2550)
- Intervient sur l'ad n° 410 de M. Jean-Louis Christ (plafond de l'obligation d'achat limité à 50 mégawatts par site) (p. 2550)
- Intervient sur l'ad n° 123 rectifié de la commission (enquête publique préalable aux projets éoliens) (p. 2550)
- Intervient sur l'ad n° 392 de M. Jean-Pierre Nicolas (règles de répartition des valeurs locatives entre communes) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 379 de M. Claude Gatignol (répartition des taxes de production pour les éoliennes installées en mer) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 387 rectifié de M. Claude Gatignol (engagements pris par les promoteurs d'éoliennes en mer) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 116 de la commission (gestion de l'eau ; objectifs ; politique énergétique) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 117 de la commission (évaluation du potentiel hydroélectrique des bassins et sous-bassins) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 377 de M. Claude Gatignol (évaluation du potentiel de développement des filières de production d'électricité à partir de sources renouvelables) (p. 2551)
- Intervient sur l'ad n° 378 de M. Claude Gatignol (contenu du schéma : prise en compte de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de production d'électricité et évaluation, par zone géographique, du potentiel hydroélectrique) (p. 2551)
- Intervient sur le sous-ad n° 508 du Gouvernement (maintien de la sûreté des ouvrages) à l'ad n° 120 de la commission (augmentation dans la limite de 20 % de la puissance des ouvrages hydroélectriques ; absence d'incidence sur la situation administrative de l'entreprise) (p. 2552)
- Intervient sur l'ad n° 119 de la commission (procédure préalable à la définition des réglementations de gestion des ressources en eau ; établissement d'un bilan énergétique préalable ; recours postérieur au ministre chargé de l'énergie ouvert à l'exploitant affecté par ces réglementations) (p. 2552)
- Intervient sur le sous-ad n° 502 du Gouvernement (précision : définition des réglementations visées) à l'ad n° 119 de la commission (p. 2552)
- Intervient sur le sous-ad n° 501 du Gouvernement (suppression du recours au ministre chargé de l'énergie) à l'ad n° 119 de la commission (p. 2552)
- Intervient sur l'ad n° 453 de M. Michel Bouvard (compensation financière pour l'énergie réservée disponible et non attribuée) (p. 2553)
- Intervient sur l'ad n° 121 de la commission (équipements destinés au turbinage des débits minimaux ; procédure d'autorisation ; simplification) (p. 2554)
- Après l'article 11**
Intervient sur l'ad n° 242 de M. François Dosé (promotion des biocarburants) (p. 2555)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'ad n° 251 de M. François Dosé (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'ad n° 252 rectifié de M. François Dosé (évaluation du plan national de l'utilisation rationnelle de l'énergie au terme d'une période de cinq ans) (p. 2555)

Intervient sur l'ad n° 249 de M. François Dosé (élaboration de plans régionaux de l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'ad n° 273 de M. François Dosé (usage des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles) (p. 2555)

Intervient sur l'ad n° 271 de M. François Dosé (communes et EPCI ; efforts de maîtrise de l'énergie et d'utilisation d'énergie renouvelable ; information des assemblées délibérantes ; rapport annuel du maire ou du président) (p. 2556)

Intervient sur l'ad n° 270 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad n° 283 de M. François Dosé (communautés urbaines ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad n° 282 de M. François Dosé (communautés d'agglomérations ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'ad n° 274 de M. François Dosé (coordination rédactionnelle) (p. 2557)

Intervient sur l'ad n° 272 de M. François Dosé (documents d'urbanisme ; intégration de la politique de l'énergie) (p. 2557)

Intervient sur l'ad n° 250 rectifié de M. François Dosé (création d'un Observatoire national de l'énergie) (p. 2557)

Article 11 ter (bilan énergétique des délibérations des conseils généraux)

Son intervention (p. 2557)

Article 11 quater (bilan énergétique des délibérations des conseils régionaux)

Son intervention (p. 2557)

Après l'article 11 quater

Intervient sur l'ad n° 461 de M. François-Michel Gonnot (ouvrages de raccordement des installations de production d'électricité aux réseaux ; réalisation facultative par le maître d'ouvrage) (p. 2558)

Après l'article 11 sexies

Intervient sur l'ad n° 355 de M. François Brottes (taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur utilisant le bois) (p. 2558)

Après l'article 12 A

Intervient sur l'ad n° 478 du Gouvernement (contribution annuelle ; arrêté de fixation ; maintien en vigueur en cas de non achèvement) (p. 2559)

Intervient sur le sous-adt n° 395 deuxième rectification de M. Bernard Carayon (de précision) à l'ad n° 131 rectifié de la commission (prise en compte des tarifs de cession dans le calcul des charges supportées au titre de l'obligation d'achat et des appels d'offres) (p. 2559)

Intervient sur le sous-adt n° 451 rectifié de M. Michel Bouvard (de précision) à l'ad n° 131 rectifié de la commission (p. 2559)

Intervient sur le sous-adt n° 435 rectifié de M. François-Michel Gonnot (de précision) à l'ad n° 131 rectifié de la commission (p. 2559)

Intervient sur l'ad n° 129 rectifié de la commission (conditions de rémunération du capital immobilisé dans les installations de production situées dans les ZNI) (p. 2559)

Article 12 B (application de la contribution pour les charges de service public de l'électricité aux échanges intracommunautaires d'électricité)

Son intervention (p. 2560)

Article 12 C (prise en compte dans la compensation des charges de service public de l'éventuelle valorisation de l'origine de l'électricité acquise)

Son intervention (p. 2560)

Après l'article 12 C

Intervient sur l'ad n° 133 de la commission (tarifs à la consommation ; incitation à la maîtrise de la consommation au cours des périodes de pointe) (p. 2560)

Intervient sur le sous-adt n° 490 de M. Jean Dionis du Séjour (modalités de prise en charge financière des dispositifs spécifiques) à l'ad n° 133 de la commission (p. 2560)

Intervient sur le sous-adt n° 491 de M. Jean Dionis du Séjour (utilisation rationnelle des réseaux électriques) à l'ad n° 133 de la commission (p. 2560)

Intervient sur le sous-adt n° 500 du Gouvernement (modalités de prise en charge financière du dispositif fixées par décret) à l'ad n° 133 de la commission (p. 2560)

Intervient sur le sous-adt n° 492 de M. Jean Dionis du Séjour (modalités de prise en charge financière du dispositif fixées par décret) à l'ad n° 133 de la commission (p. 2560)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son intervention (p. 2561 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 16 deuxième rectification de M. Jacques Péliissard (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2563)

Intervient sur l'ad n° 205 rectifié de M. Yves Cochet (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production d'énergie renouvelable) (p. 2563)

Intervient sur l'ad n° 263 de M. Jean Dionis du Séjour (rétablissement de l'obligation d'achat par EDF de la production des petites installations hydrauliques) (p. 2563)

Article 12 bis (prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation du réseau public de transport)

Son intervention (p. 2564)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'ad n° 358 de M. Daniel Paul (réserve obligatoire de capacité de production) (p. 2565)

Article 13 (gestion de la qualité de l'électricité)

Son intervention (p. 2566)

Son amendement n° 233 (p. 2566)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 476 deuxième rectification du Gouvernement (éligibilité : obligations des distributeurs non nationalisés ; aménagement) (p. 2566)

Intervient sur l'ad n° 485 du Gouvernement (refus d'accès au réseau ; extension) (p. 2567)

Intervient sur l'ad n° 278 de M. François Dosé (Commission de régulation de l'électricité ; rapport annuel ; évolution de l'objectif de production d'énergie renouvelable à l'horizon 2010) (p. 2567)

Intervient sur l'ad n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (société de gestion du réseau de transport public d'électricité ; président du conseil d'administration ou de surveillance ; incompatibilités) (p. 2567)

Intervient sur le sous-adt n° 509 de M. Jean-Yves Le Déaut (application dans le temps) à l'ad n° 417 rectifié de M. Hervé Novelli (p. 2568)

Intervient sur l'ad n° 406 rectifié de M. Patrick Ollier (droit au tarif réglementé ; dispositions transitoires) (p. 2569)

Son amendement n° 401 (éligibilité des nouveaux sites de consommation ; obligations des clients ; précisions) : adopté (p. 2569)

Article 14 (crédit d'impôt pour l'acquisition d'équipements de production d'énergie d'origine renouvelable ou d'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que pour la réalisation de travaux d'isolation)

Son intervention (p. 2569)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 5 rectifié de M. François Scellier (avantage fiscal accordé aux bailleurs sociaux en raison des travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 2570)

Intervient sur l'ad n° 407 deuxième rectification de M. Vincent Rolland (plafonnement par site de consommation) (p. 2570)

Intervient sur l'ad n° 436 de M. François-Michel Gonnot (obligations d'achat fixées par décret) (p. 2570)

Son sous-amendement n° 402 (non report des dégrèvements de taxes sur des bâtiments n'ayant pas fait l'objet de travaux) à l'ad n° 5 rectifié de M. François Scellier : adopté (p. 2570)

Avant l'article 15

Intervient sur l'ad n° 259 de M. Jean Dionis du Séjour (péage urbain dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants) (p. 2570)

Après l'article 15

Intervient sur l'ad n° 361 de M. Christian Bataille (rapport au Parlement sur l'institution d'un fonds dédié au financement de la gestion des déchets radioactifs) (p. 2571)

Article 16 (suppression du pouvoir d'arbitrage du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz -CSEG)

Son intervention (p. 2571)

Article 17 (transformation du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz -CSEG- en Conseil supérieur de l'énergie)

Son intervention (p. 2571 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 126 rectifié de la commission (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) (p. 2572)

Intervient sur l'adt n° 363 rectifié de M. François Dosé (Commission de régulation de l'énergie ; compétences ; surveillance de la formation des prix de l'électricité) (p. 2572)

Intervient sur le sous-adt n° 494 du Gouvernement (attribution de la compétence réglementaire aux ministres) à l'adt n° 254 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (Commission de régulation de l'énergie ; compétences en matière de fixation des tarifs de l'électricité) (p. 2573)

Intervient sur l'adt n° 262 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)

Intervient sur l'adt n° 364 rectifié de M. François Dosé (consultation préalable de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant une incidence sur l'accès aux réseaux publics de transport et de distribution de gaz et d'électricité) (p. 2574)

Intervient sur l'adt n° 127 rectifié de la commission (extension du droit d'accès des agents de la Commission de régulation de l'énergie aux locaux des entreprises de négoce) (p. 2574)

Article 17 bis (pouvoir de règlement des différends de la Commission de régulation de l'énergie -CRE)

Son intervention (p. 2574)

Après l'article 17 bis

Intervient sur l'adt n° 257 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (injonctions de la CRE : gestion des réseaux) (p. 2575)

Article 18 (maintien de l'alimentation des consommateurs d'électricité en cas de défaillance de leur fournisseur et rôle des responsables d'équilibre)

Son intervention (p. 2575)

Son amendement n° 235 (p. 2575)

Article 22 (information sur la part des contrats d'approvisionnement gazier dans l'approvisionnement du marché français)

Son intervention (p. 2575)

Son amendement n° 236 (p. 2575)

Article 23 (information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel)

Ses amendements n°s 404 et 403 (p. 2575 et s.)

Son intervention (p. 2576)

Son amendement n° 237 (p. 2576)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 365 de M. Daniel Paul (installations de gaz naturel liquéfié ; régime administratif) (p. 2576)

Article 24 (création de nouveaux réseaux publics de distribution de gaz)

Son intervention (p. 2576)

Article 27 (sanctions des atteintes volontaires au bon fonctionnement des ouvrages gaziers)

Son amendement n° 238 (p. 2577)

Article 27 bis (obligations imposées aux distributeurs de fioul domestique)

Son intervention (p. 2577)

Après l'article 27 bis

Intervient sur l'adt n° 208 de M. Michel Sordi (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) (p. 2577)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Claude Gagnon (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) (p. 2577)

Article 28 (dispositions transitoires)

Ses amendements n°s 239 et 241 deuxième rectification (p. 2577)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 487 rectifié du Gouvernement (attributions des inspecteurs du travail ; exercice par les agents du ministère chargé de l'énergie ; conditions) (p. 2578)

Intervient sur l'adt n° 479 rectifié du Gouvernement (Caisse nationale des industries électriques et gazières substituée à l'ancien service IEG pensions) (p. 2578)

Intervient sur l'adt n° 488 du Gouvernement (Caisse nationale des industries électriques et gazières ; administrateurs ; incompatibilités) (p. 2578)

Intervient sur l'adt n° 480 du Gouvernement (Commission de régulation de l'énergie ; régime budgétaire et comptable) (p. 2578)

Intervient sur l'adt n° 481 du Gouvernement (régime tarifaire ; période transitoire) (p. 2578)

Son amendement n° 405 (informations communicables au gestionnaire du réseau de transport) : adopté (p. 2578)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de la commission (maintien de la compétence de l'Etat pour les autorisations de prise d'eau sur le domaine public fluvial des installations de production d'électricité) (p. 2579)

Intervient sur l'adt n° 148 de la commission (modalités particulières pour le transfert de propriété des concessions de transport de gaz situées sur le territoire des anciennes concessions de mine) (p. 2579)

Article 31 (habilitation donnée au Gouvernement pour procéder par ordonnance à la création d'un code de l'énergie)

Son intervention (p. 2579)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 366 rectifié de M. Daniel Paul (tarifs applicables aux usagers domestiques ; tranche de première nécessité) (p. 2579)

Intervient sur l'adt n° 367 de M. Daniel Paul (personnes ou familles en situation de précarité ; droit à l'aide collective) (p. 2579)

Intervient sur l'adt n° 368 de M. Daniel Paul (dispositif conventionnel d'aide départementale aux personnes ou familles en situation de précarité) (p. 2579)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son intervention (p. 3925)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 3931)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3925 et s.)

Energie et carburants : Commission de régulation de l'énergie (CRE) (p. 3926)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3926)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3925, 3932)

Energie et carburants : gaz : sécurité (p. 3926)

Energie et carburants : politique énergétique : énergies renouvelables (p. 3925, 3931)

Outre-mer : Mayotte : énergie électrique (p. 3926)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 3926)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3942)

Son intervention (p. 3942)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Article 1er (extension aux hommes des dérogations en matière de limites d'âge pour l'accès aux emplois publics)

Son intervention (p. 2766)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4204)

Thèmes :

Agriculture : coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) (p. 4206)
 Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4206)
 Commerce et artisanat : conjoints (p. 4206)
 Emploi : jeunes : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4204)
 Entreprises : création (p. 4204)
 Entreprises : transmission (p. 4204)
 Formation professionnelle (p. 4205)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4205)
 Plus-values : imposition : abattement pour durée de détention (p. 4205)
 Travail : travail clandestin (p. 4205)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 4270 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 18, deuxième rectification de Mme Muriel Marland-Militello (rapport du CES sur la possibilité donnée à un salarié de présenter un projet de création ou de reprise de l'entreprise) (p. 4272)

Article 2 (prise en charge des actions d'accompagnement par les fonds d'assurance formation)

Son intervention (p. 4274 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 145 de la commission (crédit d'impôt formation) (p. 4275)

Intervient sur l'adt n° 399 de M. Jean-Louis Christ (crédit d'impôt formation) (p. 4275)

Intervient sur l'adt n° 146 de la commission (report de l'entrée en vigueur de la réforme des Fonds d'assurance-formation (FAF) de l'artisanat) (p. 4276)

Article 3 (prise en charge des actions d'accompagnement par les actuels fonds d'assurance formation de l'artisanat)

Son intervention (p. 4276 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 147 de la commission (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4277 et s.)

Intervient sur l'adt n° 401 de M. Jean-Louis Christ (autorisation temporaire d'exercice d'activités sans la qualification professionnelle requise) (p. 4277 et s.)

Article 4 (prise en charge des actions d'accompagnement par le futur fonds d'assurance formation des artisans)

Son intervention (p. 4278)

Son amendement n° 549 (p. 4278)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 440 de M. Gilbert Biessy (majoration du plafond des CODEVI) (p. 4279)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son intervention (p. 4281 et s.)

Article 6 (extension de l'exception aux règles de l'usure pour les prêts consentis aux entrepreneurs individuels)

Son intervention (p. 4284)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 299 de M. Jean Michel (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4285)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de Mme Arlette Franco (organisation des professions libérales à l'échelon régional) (p. 4285)

Avant l'article 7

Intervient sur l'adt n° 438 de M. Gilbert Biessy (administrations compétentes amenées à jouer un rôle de conseil économique et financier auprès des entreprises en difficulté) (p. 4360)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Ses sous-amendements n° 610, deuxième rectification et 611 rectifié à l'adt n° 608 du Gouvernement (p. 4363)

Son intervention (p. 4364 et s.)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 425 de M. Sébastien Huyghe (déduction du loyer du bail à soi-même pour les contribuables ne relevant pas du régime des bénéficiaires non commerciaux) (p. 4368)

Intervient sur l'adt n° 426 de M. Sébastien Huyghe (déductibilité des intérêts des emprunts et des frais inhérents à l'acquisition d'une entreprise) (p. 4368)

Intervient sur l'adt n° 138 rectifié de la commission des finances (déduction des charges de personnel pour certains professionnels passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 4369)

Intervient sur l'adt n° 432 de M. Rodolphe Thomas (suppression des quatre premières tranches de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Intervient sur l'adt n° 442 de M. Antoine Herth (suppression de la première tranche de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4370)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Alain Ferry (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 61 rectifié de M. Michel Bouvard (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 89 de Mme Arlette Franco (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 456 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 455 de M. Emmanuel Hamelin (pérennisation du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles) (p. 4371)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Emmanuel Hamelin (dispositif d'exonération lors de la transmission d'entreprises dans un cadre familial) (p. 4371)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son intervention (p. 4372)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 62 de M. Michel Bouvard (exonération des droits de succession lors de la transmission des petits hôtels de famille situés dans les zones de revitalisation rurale -ZRR) (p. 4373)

Intervient sur l'adt n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4373)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 411, deuxième rectification de la commission (juge des affaires familiales autorisé à mettre les dettes de l'entreprise à la charge exclusive du conjoint qui conserve le patrimoine professionnel) (p. 4379)

Intervient sur l'adt n° 155 de la commission (transposition aux entreprises agricoles de l'obligation de choisir un statut pour le conjoint collaborateur) (p. 4380)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son intervention (p. 4381 et s.)

Article 13 (obligations du conjoint en matière de qualification professionnelle)

Son intervention (p. 4388)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 316 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (harmonisation du régime fiscal des assurances pour perte d'activité : exonération de la taxe sur les conventions d'assurances étendue aux chefs d'entreprises) (p. 4389)

Article 15 (création du contrat de collaborateur libéral)

Son intervention (p. 4389 et s.)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 369 de M. Jean-Luc Prél (aide au premier emploi étendue aux conjoints des médecins) (p. 4390)

Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean-Luc Prél (utilisation du chèque emploi-entreprise étendue pour la rémunération du conjoint-collaborateur) (p. 4390)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son intervention (p. 4391 et s.)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

- Son intervention (p. 4394 et s.)
- Après l'article 17*
- Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean Lemièrre (informations relatives à l'identité, l'adresse et la dénomination sociale du vendeur pour tout bail d'une durée au plus égale à deux ans) (p. 4395)
- Intervient sur l'adt n° 339 de M. Jean Lemièrre (formalités imposées aux particuliers souhaitant participer aux ventes au déballage) (p. 4395)
- Intervient sur l'adt n° 340 de M. Jean Lemièrre (adaptation de la sanction au délit) (p. 4395)
- Intervient sur l'adt n° 170 rectifié de la commission (création des entreprises de travail à temps partagé) (p. 4396)
- Intervient sur l'adt n° 386 de M. François Brottes (sociétés de gestion de la pluriactivité dans les zones de montagne) (p. 4397)
- Intervient sur l'adt n° 547 de M. Jean-Louis Christ (création d'un label "entreprise du patrimoine vivant") (p. 4398)
- Article 18 (élargissement des possibilités du tutorat en entreprise)*
- Intervient sur l'adt n° 285 de M. Michel Vergnier (p. 4400 et s.)
- Article 19 (institution d'une prime de transmission)*
- Son intervention (p. 4401)
- Après l'article 19*
- Intervient sur l'adt n° 102 de M. Christophe Caresche (rapport environnemental annexé au projet d'acte de cession permettant d'identifier les risques liés à l'activité de l'entreprise) (p. 4401)
- Article 20 (location d'actions et de parts sociales)*
- Son intervention (p. 4402 et s.)
- Après l'article 21*
- Intervient sur l'adt n° 84 rectifié de Mme Arlette Franco (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405)
- Intervient sur l'adt n° 178, deuxième rectification de la commission (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405)
- Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)*
- Son intervention (p. 4418 et s.)
- Après l'article 22*
- Intervient sur l'adt n° 87 rectifié de Mme Arlette Franco (exonération des droits des dons en argent dans un cadre familial) (p. 4422)
- Intervient sur l'adt n° 265 de M. Gérard Bapt (remise en cause de l'abattement de l'ISF) (p. 4424)
- Intervient sur l'adt n° 177 rectifié de la commission (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4424)
- Intervient sur l'adt n° 140 de la commission des finances (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4424)
- Intervient sur l'adt n° 266 de M. Gérard Bapt (abrogation de l'article 885-I ter du code général des impôts) (p. 4428)
- Intervient sur l'adt n° 267 de M. Gérard Bapt (abattement de l'ISF porté à 75 % dans le cadre des pactes d'actionnaires afin de les inciter à anticiper une donation) (p. 4429)
- Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission des finances (alignement des plus-values de cession sur les plus-values immobilières) (p. 4430)
- Intervient sur l'adt n° 424 de M. Sébastien Huyghe (transmission des entreprises en location-gérance) (p. 4430)
- Intervient sur l'adt n° 231 de M. Michel Raison (particuliers incités à placer leur argent dans les entreprises en difficulté) (p. 4431)
- Intervient sur l'adt n° 179 de la commission (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) (p. 4431)
- Intervient sur l'adt n° 319 de M. Jean-Michel Fourgous (renforcement de la sécurité juridique en matière d'évaluation) (p. 4431)
- Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission des finances (fondations reconnues d'utilité publique autorisées à recevoir des parts sociales ou des actions d'une entreprise) (p. 4432)
- Intervient sur l'adt n° 142 de la commission des finances (exonération des droits de mutation) (p. 4433)
- Article 23 (création de la société civile artisanale à responsabilité limitée)*
- Son intervention (p. 4433)
- Après l'article 23*
- Intervient sur l'adt n° 180 rectifié de la commission (suppression pour les sociétés non cotées de l'obligation de présenter un rapport sur les procédures de contrôle interne) (p. 4433)
- Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)*
- Son intervention (p. 4434)
- Après l'article 23 ter*
- Intervient sur l'adt n° 429 de M. Sébastien Huyghe (renseignements comptables fournis par exercice) (p. 4435)
- Intervient sur l'adt n° 427 de M. Sébastien Huyghe (remise d'informations sur le chiffre d'affaires réalisé) (p. 4435)
- Intervient sur l'adt n° 428 de M. Sébastien Huyghe (simplification des obligations pour les entreprises ayant une comptabilité à jour) (p. 4435)
- Article 23 quinquies (modalités de constitution d'une société à responsabilité limitée dont l'associé unique est le gérant)*
- Son intervention (p. 4435)
- Article 24 (allègement de la procédure d'approbation des comptes)*
- Son intervention (p. 4436)
- Article 25 (alignement des règles de quorum des SARL sur celles des SA)*
- Son intervention (p. 4436)
- Après l'article 25*
- Intervient sur l'adt n° 113 de M. Jean-Paul Charié (autorisation et extension des accords interprofessionnels) (p. 4436)
- Intervient sur l'adt n° 224 rectifié de M. Michel Raison (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)
- Intervient sur l'adt n° 551 de M. Marc Le Fur (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)
- Intervient sur l'adt n° 39 de la commission des lois (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4437)
- Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)*
- Son intervention (p. 4437)
- Après l'article 25 quater*
- Intervient sur l'adt n° 258 de M. Michel Zumkeller (obligation de payer par chèque à partir de 1 100 €) (p. 4438)
- Article 39 (définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)*
- Son intervention (p. 4524 et s.)
- Article 42 (fonctions de l'assemblée générale des élus, du président et du trésorier des établissements consulaires ; conséquences générées par la non mise en œuvre du schéma directeur ; solidarité budgétaire exceptionnelle de la CRCI)*
- Son intervention (p. 4525)
- Après l'article 44*
- Son amendement n° 629 rectifié (fusion des CCI facilitée dans une optique de neutralité fiscale) (p. 4525) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 4526)
- Article 44 bis (possibilité pour les CCI de vendre directement leurs objets matériels et mobiliers)*
- Son intervention (p. 4526)
- Après l'article 44 ter*
- Intervient sur l'adt n° 125 de M. Gérard Bapt (rétablissement de l'égalité entre salariés des petites et grandes entreprises : création de comités des activités sociales et culturelles) (p. 4526)
- Intervient sur l'adt n° 99 de Mme Arlette Franco (création de pôles "interface" dans les secteurs d'activités dont l'activité principale est le commerce international) (p. 4526)
- Intervient sur l'adt n° 352 du Gouvernement (intégration du régime spécial d'assurance vieillesse du personnel de la CCI de Paris dans le régime général de sécurité sociale et les régimes complémentaires AGIRC et ARRCO) (p. 4527)
- Avant l'article 45 A*
- Intervient sur l'adt n° 117 rectifié de M. Jean-Paul Charié (sanctions et amendes à l'encontre des personnes gênant le bon fonctionnement de la Commission de sécurité des consommateurs) (p. 4527)
- Après l'article 45 A*

Intervient sur l'ad t n° 78 de M. François Brottes (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4528)

Intervient sur l'ad t n° 531 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction de la facturation du temps d'attente par les professionnels lors des appels téléphoniques à leur service après-vente) (p. 4529)

Intervient sur l'ad t n° 325 rectifié de M. Jean-Paul Charié (fournisseurs tenus de souscrire une assurance couvrant le risque de défaillance) (p. 4529)

Intervient sur l'ad t n° 79 de M. François Brottes (garantie de diversité commerciale) (p. 4529)

Intervient sur l'ad t n° 119 de M. François Brottes (création d'une structure d'embauche pour les pluriactifs dans les zones de montagne) (p. 4530)

Intervient sur l'ad t n° 609, deuxième rectification du Gouvernement (missions du commerce équitable définies par une commission) (p. 4531)

Intervient sur l'ad t n° 80 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif au droit de préemption des communes, des SAFER et des établissements publics fonciers) (p. 4531)

Article 45 (encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral -SEL)
Son intervention (p. 4533 et s.)

Article 45 bis (revente des officines)
Son intervention (p. 4535)

Article 45 ter (regroupement des officines)
Son intervention (p. 4536)

Après l'article 45 ter
Intervient sur l'ad t n° 211 de la commission (détention d'une quotité minimale du capital d'une officine par les pharmaciens associés y exerçant leur activité et attribution de parts d'industrie) (p. 4536)

Article 46 ter (utilisation du chèque-emploi associatif par les associations de financement des campagnes électorales)
Son intervention (p. 4536)

Article 47 bis (création d'un médiateur de l'apprentissage)
Son intervention (p. 4537)

Après l'article 47 bis
Intervient sur l'ad t n° 486 de la commission (amélioration des relations entre les entreprises et les administrations : désignation de délégués du Médiateur de la République) (p. 4537)

Article 47 ter (travail dominical des apprentis mineurs)
Son intervention (p. 4537)

Après l'article 47 ter
Intervient sur l'ad t n° 346 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Intervient sur l'ad t n° 344 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Intervient sur l'ad t n° 345 de M. Jean Lemièrre (encadrement du travail dominical) (p. 4538)

Après l'article 47 quater
Intervient sur l'ad t n° 347 rectifié de M. Jean Lemièrre (fixation d'une date nationale pour les soldes) (p. 4539)

Intervient sur l'ad t n° 365 de M. Michel Zumkeller (apprenti ayant obtenu son diplôme et souhaitant mettre un terme à son contrat avant le délai fixé initialement, tenu d'en informer son employeur) (p. 4539)

Intervient sur l'ad t n° 98 de Mme Arlette Franco (encadrement du travail dominical) (p. 4539)

Intervient sur l'ad t n° 348 de M. Rodolphe Thomas (exonération du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'une personne sous contrat d'insertion RMA) (p. 4540)

Article 48 (répression du travail illégal)
Son intervention (p. 4541)

Article 48 bis (aggravation des sanctions financières en cas de travail dissimulé)
Son intervention (p. 4541)

Article 49 (modalités de contrôle de la légalité du travail dans les métiers du spectacle, de l'action culturelle et du cinéma)
Son intervention (p. 4541)

Article 50 (communication par les services préfectoraux d'informations sur les professions réglementées aux corps de contrôle habilités à lutter contre le travail dissimulé)
Son intervention (p. 4542)

Article 50 bis (détachement transnational de travailleurs)

Son intervention (p. 4543)

Après l'article 50 bis
Intervient sur l'ad t n° 127 de M. Gérard Bapt (code du travail) (p. 4544)

Intervient sur l'ad t n° 126 de M. Gérard Bapt (formation des salariés souhaitant créer ou reprendre une entreprise) (p. 4544)

Article 50 ter (affiliation à un régime de sécurité sociale des travailleurs faisant l'objet d'un détachement transnational)
Son intervention (p. 4544)

Après l'article 50 ter
Intervient sur l'ad t n° 220 de la commission (répression du cabotage fluvial illégal ou irrégulier) (p. 4544)

Intervient sur l'ad t n° 219 rectifié de la commission (répression du cabotage routier illégal ou irrégulier) (p. 4544)

Intervient sur l'ad t n° 217 de la commission (limitation de la durée du cabotage) (p. 4544)

Intervient sur le sous-ad t n° 631 de M. Franck Gilard (exceptions pour le transport des récoltes agricoles de leur lieu de production à leur lieu de collecte ou de transformation) à l'ad t n° 217 de la commission (p. 4545)

Intervient sur l'ad t n° 227 de M. Michel Raison (définition du cabotage) (p. 4545)

Intervient sur l'ad t n° 218 rectifié de la commission (définition du cabotage) (p. 4545)

Article 51 (conventions de forfait en jours pour certains salariés itinérants non-cadres)
Son intervention (p. 4546)

Après l'article 51
Intervient sur l'ad t n° 324 de M. Jean-Michel Fourgous (aménagement du temps de travail et des heures choisies) (p. 4546)

Intervient sur l'ad t n° 322 de M. Jean-Michel Fourgous (régime dérogatoire d'application de la réduction du temps de travail dans les entreprises de moins de vingt salariés) (p. 4547)

Intervient sur l'ad t n° 323 de M. Jean-Michel Fourgous (majoration de salaire due aux salariés qui renoncent à leur RTT) (p. 4547)

Après l'article 52
Intervient sur l'ad t n° 121 de M. Michel Vergnier (interdiction de la vente par lots de vidéogrammes) (p. 4547)

Intervient sur l'ad t n° 373 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4548)

Intervient sur l'ad t n° 374 rectifié de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques par les commerçants dans un délai de deux ans) (p. 4548)

Intervient sur l'ad t n° 375, deuxième rectification de M. Jean Gaubert (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques dans un délai de trois ans) (p. 4548)

Intervient sur l'ad t n° 103 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4548)

Intervient sur l'ad t n° 101, deuxième rectification de M. Christophe Caresche (redevance lors de la mise à disposition de sacs plastiques par les commerçants) (p. 4548)

Intervient sur l'ad t n° 100 de M. Christophe Caresche (interdiction de la mise à disposition des sacs plastiques non biodégradables) (p. 4549)

Intervient sur l'ad t n° 627 de M. Serge Poignant (promotion des fonds d'investissement de proximité -FIP) (p. 4549)

Intervient sur l'ad t n° 382 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale dans le domaine des services publics de transport) (p. 4550)

Intervient sur l'ad t n° 383 de M. Jean-Louis Dumont (qualification des sociétés coopératives d'entreprises de transport public routier de marchandises) (p. 4550)

Intervient sur l'ad t n° 381 de M. Jean-Louis Dumont (mesures en faveur des opérateurs de l'économie sociale) (p. 4550)

Son amendement n° 627 (promotion des fonds d'investissement de proximité -FIP) (p. 4549) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 4550)

Seconde délibération
Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)
Son intervention (p. 4551)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du dernier texte voté par
l'Assemblée nationale [13 juillet 2005] (p. 4670)**

Son intervention (p. 4670)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit : très petites entreprises (TPE) (p. 4671 et s.)
Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4671 et s.)
Commerce et artisanat : conjoints (p. 4671)
Entreprises : transmission (p. 4671)
Entreprises : très petites entreprises (TPE) : investissements (p. 4671)
Formation professionnelle (p. 4671)
Travail : durée du travail (p. 4672)
Travail : travail clandestin (p. 4671)
Travail : travail le dimanche : apprentis (p. 4672)

**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[13 juillet 2005] (p. 4682)**

Intervient sur l'ad n° 1 du Gouvernement (article 1387-1 du code civil : répartition, en cas de divorce, des dettes et des sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion de l'entreprise) (p. 4682)

Intervient sur l'ad n° 2 du Gouvernement (création des groupements d'employeurs pour les artisans-commerçants non étendue à l'agriculture) (p. 4683)

Intervient sur l'ad n° 3 du Gouvernement (de coordination) (p. 4683)

Béregère POLETTI

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XI : Santé, famille, personnes âgées et personnes handicapées (santé) (n° 1864) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1945 modifiant pour certains étudiants le délai de préavis pour les baux d'habitation [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Services d'aide aux personnes, développement [14 juin 2005] (p. 3540)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1074, posée le 8 février 2005. Etablissements de santé. Etablissements publics (J.O. Questions p. 1180). Appelée le 8 février 2005. Financement, Champagne-Ardenne (p. 872)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

TRAVAIL, SANTÉ ET COHESION SOCIALE

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES AGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Professions de santé : exercice de la profession (p. 9240)

Santé : nouvelles technologies (p. 9241)

Santé : cancer (p. 9240)

Santé : politique de la santé (p. 9240, 9241)

Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 9241)

**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la
cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son amendement n° 517 (p. 10345)

**Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre
les femmes et les hommes**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3312)

Thèmes :

Femmes : mère (p. 3312)

Femmes : droits (p. 3312)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3312)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 3312)

Travail : salaires (p. 3312)

Axel PONIATOWSKI

*Val-d'Oise (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [16 novembre 2004] (p. 9432)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 900, posée le 5 octobre 2004. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 7659). Appelée le 5 octobre 2004. Effectifs de personnel, Val-d'Oise (p. 7438)

DÉBATS

**Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par
M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la
candidature de la Turquie à l'Union européenne**

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7960)

Thèmes :

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7960)

Union européenne : élargissement (p. 7960)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7960)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Après l'article 68*

Son amendement n° 25 rectifié (sociétés réalisant plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à l'export : exonération de taxe professionnelle) : rejeté (p. 9862)

Josette PONS

*Var (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2199 tendant à renforcer la lutte contre les incendies et la protection des personnes [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 1221, posée le 3 mai 2005. Agroalimentaire. Viticulture (J.O. Questions p. 4410). Appelée le 3 mai 2005. Caves coopératives, permis de construire, réglementation (p. 3014)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 55 quater

Intervient sur l'ad n° 451 de M. Thierry Mariani (gestion d'un fonds scientifique par la Fédération nationale de la chasse) (p. 7782)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son amendement n° 4 rectifié (p. 7796)

Daniel POULOU

*Pyrénées-Atlantiques (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 25 novembre 2004] (p. 20030)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 25 novembre 2004] (p. 20030)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Ordre public. Terrorisme. ETA, lutte et prévention [5 octobre 2004] (p. 7468)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1020, posée le 18 janvier 2005. Urbanisme. Schémas de cohérence territoriale (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2004. Création, réglementation (p. 24)

n° 1249, posée le 31 mai 2005. Etablissements de santé. Non appelée (J.O. Questions p. 5456)

DÉBATS**Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 597)

Thèmes :

Politique économique : conjoncture (p. 597)

Travail : coût (p. 597)

Travail : durée du travail (p. 597)

Bernard POUSSET

*Indre (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [16 novembre 2004] (p. 9440)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 901, posée le 5 octobre 2004. Coopération intercommunale. Communautés de communes (J.O. Questions p. 7659). Appelée le 5 octobre 2004. Compétences, logement (p. 7439)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 55 bis (composition du conseil d'administration de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage -ONCFS)

Son amendement n° 398 (p. 7779)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son amendement n° 399 (p. 7801)

Article 24 (décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général)

Son intervention (p. 7998)

Son amendement n° 396 (p. 7998)

Article 25 (procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier)

Son amendement n° 397 rectifié (p. 7999)

Après l'article 27

Intervient sur l'ad n° 455 de M. Louis Cosyns (extension aux baux ruraux des dispositions régissant la conclusion de baux

d'habitation entre une commune d'au plus 3 500 habitants et le maire) (p. 8000)

Article 30 (décentralisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes)

Son intervention (p. 8002)

Article 34 (élargissement du droit de reprise par le bailleur d'un bâtiment présentant un intérêt architectural)

Son intervention (p. 8003)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11371)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 157 (terme de la sanction de la faillite personnelle)

Son intervention (p. 1800)

Après l'article 186

Intervient sur l'ad n° 563 de Mme Françoise Branget (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1813)

Article 187 (modifications du périmètre d'intervention de l'Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés - AGS)

Son intervention (p. 1813)

Après l'article 187

Intervient sur l'ad n° 564 de Mme Françoise Branget (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1817)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2309 rect relative à la création d'un ordre national de la profession d'infirmier et d'infirmière [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Choix du médecin traitant, application [26 janvier 2005] (p. 367)

Santé. Politique de la santé. Urgences médicales, perspectives [29 mars 2005] (p. 2500)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Regrette que la discussion sur le rapport annexé au projet de loi de financement de la sécurité sociale n'intervienne qu'en fin de débat [27 octobre 2004] (p. 8612)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 8533)

Son intervention (p. 8551)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8551, 8552)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 8552)

Retraites : généralités : pouvoir d'achat (p. 8553)

Retraites : généralités : pensions de réversion (p. 8553)

Santé : politique de la santé (p. 8552)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8533, 8551 et s.)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 8533, 8551)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 8553)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 octobre 2004] (p. 8612)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 3 rectifié de la commission (fonctionnement du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 8614)

Intervient sur l'ad n° 181 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le fonctionnement du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles -FFIPSA) (p. 8617)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 135 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les alcools dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'ad n° 136 de M. Jean-Marie Le Guen (affectation des taxes sur les tabacs dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2004) (p. 8625)

Intervient sur l'ad n° 139 de M. Jean-Marie Le Guen (rapport au Parlement sur l'affectation des droits sur l'alcool et sur le tabac) (p. 8625)

Article 3 (mesures garantissant la continuité des missions de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 8630)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 38 de la commission des finances (financement du Fonds de solidarité vieillesse -FSV) (p. 8633)

Article 4 (prévisions de recettes pour 2005)

Son intervention (p. 8635 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 253 de M. Jean Dionis du Séjour (aides à l'emploi agricole) (p. 8644)

Intervient sur l'ad n° 254 de M. Jean Dionis du Séjour (travail occasionnel agricole : exonération de cotisations) (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 251 de M. Jean Dionis du Séjour (extension du "contrat vendanges") (p. 8645)

Intervient sur l'ad n° 214 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les auxiliaires de vie) (p. 8647)

Intervient sur l'ad n° 215 de M. Claude Leteurre (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de prévention de l'alcoolisme) (p. 8647 et s.)

Son amendement n° 216 (rapport au Parlement sur la lutte contre la toxicomanie) : rejeté (p. 8648)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son intervention (p. 8648 et s.)

Son amendement n° 221 (p. 8656)

Article 7 (avances de trésorerie aux établissements privés et aux professionnels exerçant à titre libéral dans ces établissements)

Son intervention (p. 8670)

Article 9 (financement et missions du Fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés - FMESPP)

Son intervention (p. 8671)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales -CNAF- des majorations de pension pour enfants)

Son amendement n° 229 (p. 8662)

Article 10 précédemment réservé (fongibilité entre les différentes enveloppes de l'ONDAM)

Son intervention (p. 8664 et s.)

Son amendement n° 224 rectifié (p. 8685)

Article 12 précédemment réservé (affiliation des enseignants et documentalistes contractuels ou agréés des établissements privés sous contrat au régime d'assurance maladie des fonctionnaires)

Son intervention (p. 8691)

Article 13 précédemment réservé (dotation de financement du Fonds d'aide à la qualité des soins de ville -FAQSV)

Son intervention (p. 8692)

Article 14 précédemment réservé (dotation de financement de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales -ONIAM)

Son intervention (p. 8694)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (médicaments remboursés à 35 % : règlementation) (p. 8700)

Article 16 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie révisé pour 2004)

Son intervention (p. 8703)

Article 17 précédemment réservé (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurances maladie pour 2005)

Son intervention (p. 8704)

Après l'article 18

Son amendement n° 227 précédemment réservé (rapport au Parlement sur l'harmonisation des régimes) (p. 8706) : rejeté (p. 8707)

Article 22 précédemment réservé (montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles)

Son intervention (p. 8717)

Article 23 précédemment réservé (fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2005)

Son intervention (p. 8717)

Avant l'article 28

Intervient sur l'adt n° 169 de Mme Danièle Hoffman-Rispal (rapport au Parlement sur la création d'un Institut national de recherche sur le vieillissement) (p. 8718)

Intervient sur l'adt n° 232 de M. Olivier Jardé (rapport au Parlement sur l'assiette de calcul de la retraite) (p. 8718)

Article 28 (réforme du régime de retraite des personnels des industries électriques et gazières)

Son intervention (p. 8719 et s.)

Après l'article 29

Intervient sur l'adt n° 109 de M. Gaëtan Gorce (attribution et mode de calcul des pensions de réversion) (p. 8727)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. Hervé Morin (rapport au Parlement sur les revalorisations des pensions de retraites agricoles) (p. 8728)

Article 33 (facturation par les établissements de santé aux caisses d'assurance maladie)

Son amendement n° 237 (p. 8730)

Après l'article 35

Son amendement n° 240 (restitution des contributions et prélèvements sur les revenus de placement des titulaires de pension de réversion les plus défavorisés) : rejeté (p. 8732)

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean Dionis du Séjour (groupements de coopération sanitaire) (p. 8733)

Son amendement n° 246 (démographie médicale : numerus clausus régional) (p. 8732) : retiré (p. 8733)

Son amendement n° 239 (organisation de la prévention et de l'éducation à la santé) (p. 8733) : rejeté (p. 8734)

Son amendement n° 242 (statut du personnel hospitalier : prise en compte de la pénibilité, de la responsabilité et des critères démographiques) : rejeté (p. 8734)

Article 1er et rapport annexé précédemment réservés (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 8734)

Ses amendements n°s 184 à 188, 190 à 192, 195, 197 à 248 (p. 8734 et s.)

Explications de vote et vote [2 novembre 2004] (p. 8797)

Ses explications de vote (p. 8801)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 8802)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 décembre 2004] (p. 10386)

Son intervention (p. 10391)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 10392)

Pharmacie et médicaments : médicaments génériques (p. 10392)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : enseignement privé (p. 10392)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 10392)

Sécurité sociale : déficit (p. 10392)

Sécurité sociale : dépenses (p. 10391)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9246)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : accès aux soins (p. 9248)

Santé : cancer (p. 9247)

Santé : crédits (p. 9246)

Santé : données médicales (p. 9247)

Santé : politique de la santé (p. 9246, 9247)

Santé : sida (p. 9247)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 9280)

Santé : soins : chirurgiens dentistes (p. 9281)

Travail : congé parental d'éducation : salaires (p. 9281)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2004] (p. 9286)

Après l'article 79

Son amendement n° 121 (rapport au Parlement sur l'éventuelle création d'un institut national de prévention de l'alcoolisme) : retiré (p. 9287)

Son amendement n° 122 (rapport au Parlement sur le développement de l'hospitalisation à domicile) (p. 9287) : retiré (p. 9288)

Son amendement n° 123 (rapport au Parlement sur le recyclage des distributeurs de boissons et produits alimentaires) : rejeté (p. 9288)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 21 (conseil pédagogique)

Son amendement n° 109 (p. 1447)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3078)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3085)

Son intervention (p. 3090)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3118)

Thèmes :

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 3078, 3090, 3118)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3090, 3119)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 3090)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 3085, 3090, 3118)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses (p. 3119)

Sécurité sociale : maîtrise des dépenses : maîtrise médicalisée (p. 3091)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3078, 3086, 3091)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3128, 3149, 3206)

Ses amendements n° 212 et 213 (p. 3164, 3167)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3217)

Son amendement n° 214 (p. 3219)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 164 rectifié de la commission des finances (débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 3235)

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Ses explications de vote (p. 3546)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3547)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4564)

Thèmes :

Etablissements de santé : dépenses (p. 4565)

Lois : lois organiques : sécurité sociale (p. 4564)

Santé : politique de la santé : décentralisation (p. 4565)

Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 4564)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 4565)

Sécurité sociale : régimes de base (p. 4564)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n° 28, 30, 29 et 31 (p. 4572)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 48 de M. Gérard Bapt (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Intervient sur l'ad n° 49 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Son amendement n° 32 (taux de croissance des dépenses supérieur aux prévisions de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4584) : rejeté (p. 4586)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n° 33 et 34 deuxième rectification (p. 4587 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 35 (modalités de financement de la compensation des exonérations de cotisations sociales) : rejeté (p. 4592)

Article 3 quater (débat d'orientation sur les finances sociales)

Ses amendements n° 36 à 38 (p. 4593 et s.)

Article 4 (procédure de vote)

Son amendement n° 39 (p. 4595)

Après l'article 4

Son amendement n° 41 (montant des cotisations et des prestations pour la retraite décidé par le conseil d'administration de la CNAV) (p. 4595) : rejeté (p. 4596)

Ses explications de vote (p. 4598)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4599)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 15

Son amendement n° 369 (aide au premier emploi étendue aux conjoints des médecins) : retiré (p. 4390)

Son amendement n° 370 (utilisation du chèque emploi-entreprise étendue pour la rémunération du conjoint-collaborateur) : retiré (p. 4390)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2247)

Thèmes :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2247)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2248)

Travail : droit du travail : marins (p. 2248)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 2248)

Daniel PRÉVOST

*Ille-et-Vilaine (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*

Son intervention (p. 9768)

Thème :

Sports : dopage (p. 9768)

Christophe PRIOU

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace Littoral et des rivages lacustres [J.O. du 28 juillet 2005] (p. 12326)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome V : Ecologie et développement durable (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 928, posée le 19 octobre 2004. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral (J.O. Questions p. 8007). Appelée le 19 octobre 2004. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation, financement, perspectives (p. 8042)

n° 1021, posée le 18 janvier 2005. Transports ferroviaires. Accidents (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2005. Lutte et prévention, passage à niveau (p. 24)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE****Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 8957)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 8958)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8957)

Eau : agences (p. 8958)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8957)

Environnement : crédits (p. 8957 et s.)

Environnement : Natura 2000 (p. 8958)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 8957 et s.)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 8958)

Mer et littoral : plan POLMAR (POLlution MARitime) (p. 8958)

Régions : Midi-Pyrénées : dotations de l'Etat (p. 8957)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : inondations (p. 8958)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 8958)

Jean PRORIOL

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 11 mai 2005] (p. 8187)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1384), relatif à la régulation des activités postales [14 décembre 2004] (n° 1988)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat (n° 2157), relatif à la régulation des activités postales [5 avril 2005] (n° 2229)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales [10 mai 2005] (n° 2297)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etat. Décentralisation. Mise en œuvre, financement [3 novembre 2004] (p. 8878)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7639)

Avant l'article 37 A

Intervient sur l'ad n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7645)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER****III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- *Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004*

Son intervention (p. 9750)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9750)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9750)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**IV - LOGEMENT**

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9423)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention au nom du président de la commission des affaires économiques (p. 10053)

Thème :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10053)

Vote sur les conclusions de rejet de la commission [25 novembre 2004] (p. 10068)

Son intervention (p. 10069)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 49)

Son intervention (p. 142)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 50)

Postes : La Poste (p. 50 et s.)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 50)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14687 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la dérégulation dans le secteur postal) (p. 143)

Intervient sur l'ad n° 14688 de M. Daniel Paul (suspension de toute suppression ou restructuration de bureau de poste du réseau du service public postal jusqu'au 31 décembre 2010) (p. 144)

Intervient sur l'ad n° 14696 de M. Daniel Paul (négociations européennes ; position de la France ; opposition à la poursuite de la dérégulation) (p. 145)

Intervient sur l'ad n° 14702 de M. Daniel Paul (gel des négociations sur les services publics menées dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services) (p. 146)

Intervient sur l'ad n° 14703 rectifié de M. Daniel Paul (renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 148)

Intervient sur l'ad n° 14704 de M. Daniel Paul (suspension de la transposition des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du service postal) (p. 149)

Intervient sur l'ad n° 14705 de M. Daniel Paul (clause de réversibilité introduite dans les directives actuelles ou futures) (p. 150)

Intervient sur l'ad n° 14706 de M. Daniel Paul (missions du service public postal) (p. 150)

Article 1er (statut des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 153 et s.)

Son amendement n° 14776 (p. 191)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 14707 de M. Daniel Paul (rôle équilibrant sur le territoire des activités postales) (p. 202)

Intervient sur l'ad n° 14708 de M. Daniel Paul (entreprises de service postal installées sur le territoire français ; obligations de service public) (p. 204)

Intervient sur l'ad n° 14652 de M. Jean-Claude Guibal (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 207)

Intervient sur le sous-adt n° 14768 de M. Daniel Paul ("bureaux de poste de plein exercice" et non "points de contact") à l'ad n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 209)

Intervient sur le sous-adt n° 14779 de M. Jean Dionis du Séjour (partenariats locaux afin de constituer une agence postale

communale ou intercommunale) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14780 de M. Jean Dionis du Séjour (classement en ZRR ou en ZUS de certaines zones) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14771 de M. Daniel Paul (contenu des missions) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 211)

Intervient sur le sous-adt n° 14781 de M. Jean Lassalle (suppression du seuil de 10 % de la population) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14769 de M. Daniel Paul (avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 212)

Intervient sur le sous-adt n° 14782 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (financement du fonds national de péréquation) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 213)

Intervient sur le sous-adt n° 14770 de M. Daniel Paul (financement du fonds national de péréquation) à l'ad n° 18 rectifié de la commission (p. 216)

Intervient sur l'ad n° 14653 de M. Jean-Claude Guibal (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)

Intervient sur l'ad n° 19 de la commission (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)

Intervient sur l'ad n° 14716 de M. Daniel Paul (modernisation des centres de tri sans suppression) (p. 217)

Intervient sur l'ad n° 14753 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences de la spécialisation des opérateurs postaux) (p. 218)

Intervient sur l'ad n° 14759 rectifié de M. François Brottes (contribution des opérateurs au fonds de péréquation) (p. 218)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 221 et s.)

Ses amendement n°s 14777, 14778 et 14784 rectifié (p. 222 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 33 de la commission (de coordination) (p. 233)

Intervient sur l'ad n° 34 de la commission (de cohérence) (p. 233)

Intervient sur l'ad n° 35 deuxième rectification de la commission (consolidation législative des instances unifiées de représentation du personnel) (p. 234)

Article 2 bis (ouverture des plans d'épargne entreprise aux agents publics de La Poste)

Son intervention (p. 234)

Article 3 (communication des changements de domicile)

Son intervention (p. 235 et s.)

Son amendement n° 14719 (p. 236)

Article 4 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 244 et s.)

Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)

Son intervention (p. 246)

Son amendement n° 14718 (p. 246)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son intervention (p. 248)

Son amendement n° 14772 (p. 249)

Article 7 (rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)

Son intervention (p. 252)

Article 8 (missions de La Poste et statut de sa filiale financière)

Son intervention (p. 255 et s.)

Son amendement n° 14773 (p. 256)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 52 de la commission (suppression du médiateur du service universel postal) (p. 258)

Intervient sur l'ad n° 14755 de M. François Brottes (institution d'un médiateur du service universel postal) (p. 259)

Intervient sur l'ad n° 14757 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes relatives aux délais de distribution du courrier) (p. 259)

Article 11 (suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)

Son intervention (p. 260)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 14651 rectifié de M. Jacques-Alain Bénisti (mesures de sécurité pour le transport des bijoux) (p. 261)

Intervient sur l'adt n° 2 rectifié de la commission (taxe sur les imprimés non sollicités ; champ d'application) (p. 262)

Article 14 (élargissement de la composition de l'Autorité de régulation à des spécialistes des questions postales)

Son intervention (p. 262)

Article 15 (contrôle de l'activité de l'Autorité de régulation par le Parlement)

Son intervention (p. 262)

Article 16 (extension à La Poste du bénéfice de l'exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 14721 (p. 262)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 263)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié de la commission (droit de préemption urbain ; non-application aux immeubles transférés aux filiales immobilières de La Poste) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14713 de M. Daniel Paul (plan de titularisation) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14715 de M. Daniel Paul (plan de titularisation) (p. 265)

Intervient sur l'adt n° 14714 de M. Daniel Paul (recrutement de fonctionnaires) (p. 265)

Article 19 (transfert de propriété des biens des concessions de gaz de mines)

Son intervention (p. 266)

Après l'article 19

Son amendement n° 14720 rectifié (modification du code des postes et des communications électroniques) : adopté (p. 266)

Son amendement n° 14774 (transfert de la Poste à une filiale agréée en qualité d'établissement de crédit réalisée au plus tard le 1er janvier 2006) : adopté (p. 266)

Titre

Intervient sur l'adt n° 14726 de M. François Brottes (nouveau titre : "dérégulation des activités postales") (p. 267)

Son intervention (p. 267)

DEUXIÈME LECTURE**Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)**

La présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2853)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2865)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayraut (p. 2885)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 2855)

Postes : La Poste (p. 2853 et s., 2865 et s.)

Postes : services financiers (p. 2853, 2886)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2886)

Union européenne : directives : postes (p. 2886)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 182 de M. Daniel Paul (service public postal et cohésion sociale) (p. 2889)

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2890)

Article 1er (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2890 et s.)

Ses amendements n°s 206 et 5 (p. 2980)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 65 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur postal) (p. 2986)

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Daniel Paul (arrêt du mouvement de concentration et de suppression des centres de tri et développement des plates-formes régionales multimodales axées

sur la diversification des activités et l'innovation technique) (p. 2986)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2987 et s.)

Son amendement n° 207 (p. 2989)

Article 1er ter (validation législative des commissions départementales de présence postale territoriale)

Son intervention (p. 2991)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 2992 et s.)

Ses amendements n°s 208 à 210 rectifié et 222 (p. 2993 et s.)

Article 2 bis C (consolidation législative des instances unifiées de représentation collective avec les organisations syndicales)

Son intervention (p. 2998)

Article 5 (dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)

Son amendement n° 211 (p. 2999)

Article 5 bis (modification du collège de l'autorité de régulation)

Son amendement n° 212 rectifié (p. 2999)

Article 7 (conditions de la mise en place du fonds de compensation du service universel postal)

Son intervention (p. 2999)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 201 de M. Daniel Paul (collecte de l'épargne par La Poste, objectifs et conditions) (p. 3001)

Intervient sur l'adt n° 40 de M. François Brottes (convention entre l'établissement de crédit, filiale de La Poste et l'Etat précisant les missions de service public assurées en matière bancaire et financière à l'égard de l'ensemble des clients) (p. 3001)

Intervient sur l'adt n° 74 rectifié de M. François Brottes (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Daniel Paul (création d'un fonds de compensation du service public universel) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. François Brottes (rapport au Parlement d'une étude d'impact de la fiscalité, notamment environnementale, sur l'équilibre économique du marché du courrier) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 200 de M. Daniel Paul (rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation dans le secteur financier et bancaire) (p. 3002)

Intervient sur l'adt n° 202 de M. Daniel Paul (La Poste habilitée à nouer des partenariats avec les différentes institutions bancaires) (p. 3002)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 67 de M. François Brottes (institution d'un médiateur du service universel postal auprès du ministre chargé des postes) (p. 3003)

Intervient sur l'adt n° 68 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les conséquences des contraintes réglementaires, notamment environnementales, sur les délais de distribution du courrier) (p. 3003)

Article 11 (création d'un régime de responsabilité des opérateurs postaux)

Son intervention (p. 3003)

Article 13 ter (redéfinition du champ de la taxe sur les imprimés non sollicités)

Son intervention (p. 3004)

Article 17 (suppression du cahier des charges de La Poste)

Son intervention (p. 3004)

Son amendement n° 213 (p. 3004)

Article 18 (encouragement à la négociation d'une convention collective)

Son intervention (p. 3004)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Daniel Paul (audit des conditions de travail des salariés et du recours à l'emploi précaire) (p. 3005)

Intervient sur l'adt n° 205 de M. Daniel Paul (plan de titularisation des salariés de droit privé) (p. 3005)

Article 20 (réaménagement du code des postes et communications électroniques)

Son intervention (p. 3005)

Son amendement n° 214 (p. 3005)

Titre

Intervient sur l'adit n° 64 de M. François Brottes (nouveau titre : "projet de loi relatif à la dérégulation des activités postales") (p. 3006)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [12 mai 2005] (p. 3447)**

Son intervention (p. 3447)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 3450)

Postes : courrier : péréquation (p. 3448)

Postes : La Poste (p. 3447)

Postes : services financiers (p. 3448)

Union européenne : directives : postes (p. 3447)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ;
[29 mars 2005] (p. 2508, 2550)**

Après l'article 5 quinquies

Son amendement n° 230 (communication aux collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz des foyers des personnes ou familles concernées par le dispositif de maintien de la fourniture d'énergie) : rejeté (p. 2518)

**Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions
d'aménagement**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention (p. 3956)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 3957)

Marchés publics : délégations de service public (p. 3957)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3956)

Ses explications de vote (p. 3965)

**Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et
moyennes entreprises**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ;
[6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005]
(p. 4452, 4479, 4524)**

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son amendement n° 530 (p. 4507)

Q

Didier QUENTIN
Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VI : Outre-mer (départements et régions d'outre-mer) (n° 1868) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'application du principe de subsidiarité [16 novembre 2004] (n° 1919)

Proposition de résolution n° 2375 sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [15 juin 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [15 juin 2005] (n° 2374)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution (n° 2375) de M. Michel Delebarre et M. Didier Quentin, rapporteurs de la délégation pour l'Union européenne, sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) [13 juillet 2005] (n° 2472)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 999, posée le 21 décembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 10107). Appelée le 21 décembre 2004. Fonctionnement, centre hospitalier de Royan (p. 11258)

n° 1197, posée le 5 avril 2005. Animaux. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3378)

n° 1250, posée le 31 mai 2005. Animaux. Rongeurs (J.O. Questions p. 5456). Appelée le 21 juin 2005. Elimination, réglementation (p. 3781)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad^t n° 294 de M. Alain Suguenot (cessions d'entreprise de culture marine ; régime des droits de mutation) (p. 7889)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 9177)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 9177)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 9178)

Entreprises : charges : exonérations (p. 9177)

Etrangers : immigration clandestine (p. 9177)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9177)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9177)

Outre-mer : crédits (p. 9177)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 389)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 390)

Constitution : article 88-4 (p. 390)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 389 et s.)

Union européenne : construction européenne : Assemblée nationale (p. 390)

Union européenne : parlements nationaux (p. 389)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1308)

Jean-Jack QUEYRANNE
Rhône (7^{ème} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n^{os} 156, 159, 160 (p. 1953 et s.), 162 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1954)

Paul QUILÈS
Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'Agence au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) (n° 2109) [8 juin 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) (n° 2110) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VII : Défense (n° 1866) [13 octobre 2004]

Proposition de résolution n° 1968 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement est intervenu dans la crise de Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 [1^{er} décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :

- le projet de loi (n° 2109) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'Agence au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes)

- le projet de loi (n° 2110) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [8 juin 2005] (n° 2443)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Iraq, Journalistes français otages, conditions de leur libération [14 juin 2005] (p. 3536)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères
Son intervention (p. 9449)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires : prolifération (p. 9450 et s.)

Défense : crédits (p. 9449 et s.)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 9450)

Défense : missiles (p. 9451)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 9450)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9449 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 68

Son amendement n° 168 (dégrèvement d'impôts locaux - taxe d'habitation : extension aux allocataires du RMA et dégrèvement de la taxe sur les propriétés bâties pour les allocataires du RMI et du RMA) : rejeté (p. 9854)

R

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier Ministre

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Élu sénateur le 26 septembre 2004 [2 octobre 2004] (p. 16971)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005 [5 octobre 2004]

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [5 octobre 2004]

Projet de loi n° 1859 ratifiant l'ordonnance n° 2004-330 du 15 avril 2004 portant création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre [13 octobre 2004]

Projet de loi n° 1860 autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquête douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [13 octobre 2004]

Projet de loi n° 1861 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [13 octobre 2004]

Déclaration du Gouvernement n° 1869 sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne [14 octobre 2004]

Projet de loi n° 1888 ratifiant l'ordonnance n° 2004-824 du 19 août 2004 relative au traitement des situations de surendettement des personnes physiques à Mayotte, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna [27 octobre 2004]

Projet de loi n° 1893 autorisant l'approbation de la convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel et de son protocole sur la protection des productions audiovisuelles [3 novembre 2004]

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004 [17 novembre 2004]

Projet de loi n° 1925 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne visant à compléter la liste des établissements culturels et d'enseignement auxquels s'appliquent les dispositions de la convention culturelle du 4 novembre 1949 et de l'accord par échange de lettres du 9 novembre et du 6 décembre 1954 relatif aux exemptions fiscales en faveur des établissements culturels [17 novembre 2004]

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [1^{er} décembre 2004]

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales [8 décembre 2004]

Projet de loi n° 1980 rectifié autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes [8 décembre 2004]

Projet de loi n° 1981 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [8 décembre 2004]

Déclaration du Gouvernement n° 1984 sur le spectacle vivant [9 décembre 2004]

Projet de loi n° 1996 ratifiant l'ordonnance n° 2004-688 du 12 juillet 2004 relative à l'adaptation du droit de la santé publique et de la sécurité sociale à Mayotte [20 décembre 2004]

Projet de loi n° 2021 autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [3 janvier 2005]

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution [5 janvier 2005]

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école [12 janvier 2005]

Projet de loi n° 2036 autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [19 janvier 2005]

Projet de loi n° 2037 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile [19 janvier 2005]

Projet de loi n° 2042 ratifiant l'ordonnance n° 2004-937 du 2 septembre 2004 portant extension à Mayotte du régime de l'épargne-logement [26 janvier 2005]

Projet de loi n° 2043 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1173 du 4 novembre 2004 portant adaptation de certaines dispositions du code de commerce au droit communautaire de la concurrence [26 janvier 2005]

Projet de loi n° 2086 relatif aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie [9 février 2005]

Projet de loi n° 2087 relatif aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs dans les Terres australes et antarctiques françaises [9 février 2005]

Projet de loi n° 2088 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [9 février 2005]

Projet de loi n° 2089 autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [9 février 2005]

Projet de loi n° 2090 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [9 février 2005]

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [16 février 2005]

Projet de loi n° 2101 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1233 du 20 novembre 2004 rendant applicable à Mayotte la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [16 février 2005]

Projet de loi n° 2109 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif aux ensembles de lancement et aux installations associées de l'Agence au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [23 février 2005]

Projet de loi n° 2110 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au centre spatial guyanais (ensemble trois annexes) [23 février 2005]

Projet de loi n° 2118 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [2 mars 2005]

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [2 mars 2005]

Projet de loi n° 2120 autorisant l'approbation de la convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel [2 mars 2005]

Projet de loi n° 2154 autorisant l'adhésion au protocole modifiant la convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes [9 mars 2005]

Projet de loi n° 2155 autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques [9 mars 2005]

Projet de loi n° 2156 modifiant la loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense [9 mars 2005]

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2163 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1151 du 28 octobre 2004 relative à l'actualisation et à l'adaptation des codes des douanes applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2164 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1382 du 20 décembre 2004 portant adaptation de dispositions législatives relatives à la comptabilité des entreprises aux dispositions communautaires dans le domaine de la réglementation comptable [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [24 mars 2005]

Déclaration du Gouvernement n° 2227 sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne [5 avril 2005]

Projet de loi n° 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [6 avril 2005]

Projet de loi n° 2234 autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [6 avril 2005]

Projet de loi n° 2235 autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [6 avril 2005]

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie [13 avril 2005]

Projet de loi n° 2277 modifiant les articles 141-8 et 414-9 du code pénal [20 avril 2005]

Projet de loi n° 2278 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [20 avril 2005]

Projet de loi n° 2279 portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [27 avril 2005]

Projet de loi n° 2293 ratifiant l'ordonnance n° 2005-136 du 17 février 2005 relative à la garantie de la conformité du bien au contrat due par le vendeur au consommateur [4 mai 2005]

Projet de loi n° 2331 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1253 du 24 novembre 2004 relative aux conditions d'entrées et de séjour des étrangers dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans les terres australes et antarctiques françaises [12 mai 2005]

Projet de loi n° 2339 ratifiant l'ordonnance n° 2005-171 du 24 février 2005 simplifiant les procédures de constitution et de réalisation des contrats de garantie financière [18 mai 2005]

Projet de loi n° 2340 ratifiant l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours [18 mai 2005]

Projet de loi n° 2341 d'orientation agricole [18 mai 2005]

Projet de loi n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins [25 mai 2005]

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [26 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Hommage de solidarité à l'égard de Florence Aubenas et Hussein Hanoun en Irak en réponse à l'interrogation de M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale ; actions de mobilisation afin d'obtenir leur libération [2 mars 2005] (p. 1532)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Marc Ayrault. Politique extérieure. Iraq. Journalistes français otages, gestion de la crise [5 octobre 2004] (p. 7465)

M. Bernard Accoyer. Politique extérieure. Iraq. Journalistes français otages, gestion de la crise [5 octobre 2004] (p. 7465)

M. Hervé Morin. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7750)

M. Henri Emmanuelli. Commerce et artisanat. Grande distribution. Marges commerciales [19 octobre 2004] (p. 8062)

M. Jean Leonetti. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [27 octobre 2004] (p. 8566)

M. Olivier Jardé. Union européenne. Constitution européenne. Référendum, calendrier [3 novembre 2004] (p. 8872)

M. Jean-Claude Lefort. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

M. Guy Teissier. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

M. François Bayrou. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

M. Gilbert Le Bris. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9155)

M. Camille de Rocca Serra. Collectivités territoriales. Corse. Politiques économique et sociale, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9230)

M. Axel Poniatowski. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [16 novembre 2004] (p. 9432)

M. Georges Colombier. Retraites : généralités. Pensions de réversion. Conditions d'attribution [23 novembre 2004] (p. 9910)

M. Michel Herbillon. Recherche. Politiques communautaires. Perspectives [1^{er} décembre 2004] (p. 10334)

M. Yves Nicolin. Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Cambodge [1^{er} décembre 2004] (p. 10335)

M. Jean-Marc Ayrault. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

M. Bernard Accoyer. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

M. Alain Bocquet. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

M. François Bayrou. Union européenne. Elargissement. Turquie, perspectives [21 décembre 2004] (p. 11289)

M. Philippe Briand. Entreprises. Création. Aides de l'Etat [26 janvier 2005] (p. 365)

M. Pierre Cohen. Politiques communautaires. Services publics. Attitude de la France [2 février 2005] (p. 606)

M. François Hollande. Travail. Négociations. Dialogue social, perspectives [8 février 2005] (p. 880)

Mme Marie-Jo Zimmermann. Femmes. Egalité des sexes. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1728)

M. Jean Auclair. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [8 mars 2005] (p. 1731)

M. Michel Hunault. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Antisémitisme [22 mars 2005] (p. 2212)

M. Christian Paul. Impôts locaux. Politique fiscale. Perspectives [30 mars 2005] (p. 2587)

M. Patrick Ollier. Entreprises. Epargne salariale. Participation des salariés, perspectives [30 mars 2005] (p. 2587)

M. Pierre Cohen. Union européenne. Etats membres. Fonds structurels, montant [6 avril 2005] (p. 2721)

M. Bernard Derosier. Etat. Décentralisation. Conséquences, services publics, zones rurales [13 avril 2005] (p. 2907)

M. Jean-Marc Ayrault. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, pertinence [3 mai 2005] (p. 3042)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7935)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7936)

Pays étrangers : Turquie : politique économique (p. 7936)

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7635 et s.)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7937)

Union européenne : élargissement (p. 7936)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7935 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 2227 sur le référendum portant sur le projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution européenne

[5 avril 2005] (p. 2657)

Son intervention (p. 2657)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : rôle (p. 2658)

Elections et référendums : référendums (p. 2657)

Emploi (p. 2659)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 2659)

Secteur public : services publics (p. 2659)

Union européenne : constitution européenne (p. 2657 et s.)

Union européenne : élargissement (p. 2658 et s.)

Union européenne : subsidiarité (p. 2659)

Union européenne : zone euro (p. 2657)

Michel RAISON

*Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10337)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1281, posée le 28 juin 2005. Industrie, Textile et habillement (J.O. Questions p. 6315). Appelée le 28 juin 2005. Aides de l'Etat (p. 3992)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 19 (élaboration par le département de périmètres de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains -PPAEANP- et de programmes d'action)

Son amendement n° 293 (p. 7991)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Son amendement n° 47 (micro-foncier : plafond porté à 25 000 €) : rejeté (p. 8234)

Son amendement n° 48 (micro-foncier : abattement porté à 45 %) : rejeté (p. 8234)

Après l'article 9

Son amendement n° 45 (droits de mutation à titre gratuit – ascendants et enfants : abattement porté de 46 000 € à 80 000 €) : rejeté (p. 8312)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE, PECHE ET FORET****Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)**

Son intervention (p. 9078)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9079)

Agriculture : pollution (p. 9079)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 9079)

Assurances (p. 9078)

Bois et forêts : forêts (p. 9079)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9080)

Élevage : bâtiments (p. 9079)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 9079)

Énergie et carburants : pétrole : coût (p. 9079)

Enseignement agricole (p. 9079)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9079)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9078)

Recherche (p. 9078)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad n° 58 rectifié de la commission des finances (équarissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9122)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT****Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :**

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*

Son intervention (p. 9734)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 9734)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9734)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9734)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)**

Après l'article 66

Intervient sur l'ad n° 178 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – report d'imposition de créances constituées antérieurement à l'exercice en société : pérennisation du dispositif prévu à l'article 202 quater du code général des impôts) (p. 9841)

Intervient sur l'ad n° 177 de Mme Arlette Grosskost (professions libérales – sociétés d'exercice libéral : option pour le régime des sociétés de personnes) (p. 9841)

Après l'article 68

Son amendement n° 148 (communes « casinotières » : plafonnement de la part perçue sur le prélèvement d'Etat à 10 % des recettes de fonctionnement, dotations de coopération intercommunale incluses) (p. 9850) : adopté après modification (p. 9851)

Intervient sur l'ad n° 142 de Mme Arlette Grosskost (avocats – taxe professionnelle : exonération pendant les deux premières années d'exercice et pendant après avoir exercé deux ans à temps partiel) (p. 9854)

Après l'article 69

Son amendement n° 54 (taux de l'intérêt de retard) : rejeté (p. 9866)

Avant l'article 70

Intervient sur l'ad n° 47 de Mme Françoise Branget (commission de réduction des dépenses publiques) (p. 9870)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 12 quater

Son amendement n° 206 rectifié (contrat d'apprentissage ; mineurs de quinze ans ; stage préalable facultatif en entreprise) (p. 10311) : retiré (p. 10312)

Après l'article 13 bis

Son amendement n° 207 (CFA ; conseil de perfectionnement ; représentants des parents ; conditions d'élection) (p. 10316) : retiré (p. 10317)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son amendement n° 511 (p. 10480)

Après l'article 52

Son sous-amendement n° 1005 (actions en paiement et en répétition des loyers ; fermages et charges locatives) à l'ad n° 188 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (actions en

paiement et en répétition des loyers et des charges locatives ; prescription ; délai) (p. 10600) : adopté (p. 10601)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10064)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10064)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 10064)

Retraites : généralités (p. 10064)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 555 (p. 11331)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er

Son amendement n° 81 (heures supplémentaires : conditions de transfert d'une année sur l'autre) : rejeté (p. 2172)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4227)

Son intervention (p. 4240)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4228, 4240)

Entreprises : transmission (p. 4228)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 9

Son amendement n° 223 (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4373) : rejeté (p. 4375)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4377 et s.)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son amendement n° 222 (p. 4395)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean Lemièrre (informations relatives à l'identité, l'adresse et la dénomination sociale du vendeur pour tout bail d'une durée au plus égale à deux ans) (p. 4395)

Après l'article 21

Son amendement n° 233 rectifié (alignement du régime des plus-values de cession de l'entreprise sur celle de l'immobilier) (p. 4405) : retiré (p. 4406)

Après l'article 22

Son amendement n° 231 (particuliers incités à placer leur argent dans les entreprises en difficulté) : retiré (p. 4431)

Son amendement n° 232 (pérennisation de l'exonération d'impôt sur les plus-values professionnelles non immobilières) : retiré (p. 4431)

Après l'article 25

Son amendement n° 224 rectifié (protection des résidences principales détenues par l'entrepreneur par le biais d'une SCI) (p. 4436) : rejeté (p. 4437)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son intervention (p. 4487)

Son amendement n° 559 (p. 4492)

Après l'article 47 quater

Intervient sur l'adt n° 365 de M. Michel Zumkeller (apprenti ayant obtenu son diplôme et souhaitant mettre un terme à son contrat avant le délai fixé initialement, tenu d'en informer son employeur) (p. 4539)

Article 50 bis (détachement transnational de travailleurs)

Son intervention (p. 4542 et s.)

Son amendement n° 225 rectifié (p. 4542)

Après l'article 50 ter

Son amendement n° 229 (répression du cabotage fluvial illégal ou irrégulier) : retiré (p. 4544)

Son amendement n° 228 rectifié (répression du cabotage routier illégal ou irrégulier) : retiré (p. 4544)

Son amendement n° 226 (limitation de la durée du cabotage) : retiré (p. 4545)

Son amendement n° 227 (définition du cabotage) : retiré (p. 4545)

Marcelle RAMONET

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Emploi. Secteur gérontologique, perspectives [9 mars 2005] (p. 1834)

Recherche. Recherche médicale. Cancer et sida, politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2906)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : aéroports (p. 8969)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels (p. 8970)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8969)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8969)

Sécurité publique : risques naturels majeurs : inondations (p. 8969)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 8969)

Procédure des questions :

Animaux : parcs zoologiques (p. 8982)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9673)

Son intervention (p. 9673)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Administration : simplifications administratives (p. 9673)
- Assurances : contrats : petites et moyennes entreprises (p. 9673)
- Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9673)
- Entreprises : création (p. 9673)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9673)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9673)
- Marchés publics (p. 9673)
- Politique économique : mondialisation (p. 9673)
- TVA (p. 9673)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention (p. 9729)

Thèmes :

- Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9730)
- Entreprises : création : aides (p. 9730)
- Entreprises : délocalisations (p. 9730)
- Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9730)
- Impôt sur les sociétés (p. 9730)
- Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 9730)
- Régions : contrats de plan Etat-régions : petites et moyennes entreprises (p. 9730)

Éric RAOULT
Seine-Saint-Denis (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement est intervenu dans la crise de Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 (n° 1968) [14 décembre 2004]

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique (n° 2234) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 1968) de M. Paul Quilès et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement est intervenu dans la crise de Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 [18 janvier 2005] (n° 2032)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2234) autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Communauté du Pacifique [6 juillet 2005] (n° 2451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Maxime Gremetz : fait observer que son indulgence en matière de temps de parole se doit d'avoir des limites afin de permettre à tous les députés inscrits de s'exprimer, en particulier Mme Jacquaint, inscrite pour défendre la dernière motion de procédure [2 février 2005] (p. 582)

M. Julien Dray : estime que le motif de suspension invoqué par M. Dray n'est pas conforme au Règlement [3 février 2005] (p. 768)

M. Gaëtan Gorce : n'accorde pas la suspension de séance [3 février 2005] (p. 778)

M. Alain Vidalies : cite des précédents de refus de suspension de séance par des vice-présidents appartenant à l'actuelle opposition [3 février 2005] (p. 778)

M. Gaëtan Gorce : répond à M. Gorce que, s'il y avait déséquilibre des temps de parole dans le débat, ce serait plutôt en faveur de l'opposition [3 février 2005] (p. 771)

M. Julien Dray : précise qu'il a toujours eu à cœur le respect de l'opposition ; annonce que le Gouvernement a demandé une suspension de séance ; en appelle à une reprise plus calme [3 février 2005] (p. 779)

M. Maxime Gremetz : confirme qu'un vice-président peut présider la conférence des présidents [3 février 2005] (p. 784)

M. Yves Durand : affirme la régularité du vote de l'article 6 au scrutin public et de son résultat [17 février 2005] (p. 1339)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Répond au rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) [2 février 2005] (p. 582)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 709)

Répond aux rappels au règlement de M. Julien Dray (p. 768) et de M. Gaëtan Gorce (p. 771)

Après l'article 1er

Répond aux rappels au règlement de M. Gaëtan Gorce (p. 777) de M. Alain Vidalies (p. 778) et de M. Julien Dray (cf. supra) (p. 779)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Répond sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) (p. 783)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 6

Répond au rappel au règlement de M. Yves Durand (cf. supra) (p. 1339)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Pays d'Outre-mer (POM) : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [30 novembre 2004] (p. 10252)

Enseignement. Elèves. Manifestations, lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2724)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [23 juin 2005] (p. 3860)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1153, posée le 22 mars 2005. Etat. Décentralisation (J.O. Questions p. 2837). Appelée le 22 mars 2005. Perspectives, fiscalité locale (p. 2184)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7515 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 7515 et s.)

Droit pénal : discrimination : Français issus de l'immigration (p. 7516)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : intégration (p. 7515)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française**Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)**

Son intervention (p. 9892)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : Polynésie française (p. 9892)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9893 et s.)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : Gouvernement précédent (p. 9893)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes : Polynésie française (p. 9893)

Outre-mer : développement économique : Polynésie française (p. 9894)

Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 9892)

Ses explications de vote (p. 9904)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 9904)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1194)

Thèmes :

Enseignement : quartiers défavorisés (p. 1194, 1195)

Enseignement : sécurité (p. 1194)

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1195)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1194, 1195)

Jean-François RÉGÈRE*Gironde (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)**Frédéric REISS***Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONSMembre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Rapporteur du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (n° 2025) [19 janvier 2005]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

Secrétaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 23 mars 2005] (p. 4908)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [9 février 2005] (n° 2085)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [22 mars 2005] (n° 2167)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [10 mai 2005] (p. 3267)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1000, posée le 21 décembre 2004. Ministères et secrétariats d'Etat. Anciens combattants : budget (J.O. Questions p. 10107). Appelée le 21 décembre 2004. Crédits pour 2005 (p. 11282)

n° 1178, posée le 29 mars 2005. TVA. Taux (J.O. Questions p. 3089). Appelée le 29 mars 2005. Energies renouvelables (p. 2475)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9004)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : sécurité (p. 9005)

Enseignement : crédits (p. 9004)

Enseignement : élèves (p. 9004)

Enseignement : illettrisme (p. 9005)

Enseignement : langues étrangères (p. 9005)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 9004)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE****Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)**

Son intervention (p. 9530)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois (p. 9531)

Emploi : politique de l'emploi (p. 9530, 9531)

Politique sociale : insertion (p. 9530)
 Travail : égalité professionnelle : femmes (p. 9531)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1109)

Thèmes :

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 1109)
 Enseignement : élèves (p. 1110)
 Enseignement : élèves : bourses d'études (p. 1112)
 Enseignement : établissements scolaires (p. 1111)
 Enseignement : langues étrangères (p. 1109 et s.)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 1109 et s.)
 Enseignement : personnel : remplaçants (p. 1112)
 Enseignement secondaire : programmes (p. 1110)
 Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1110, 1111)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 1111)
 Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 1111)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 295 de M. Jean-Marc Ayrault (droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) (p. 1236)
 Intervient sur l'ad n° 294 de M. Jean-Marc Ayrault (prévision d'une loi de programmation sur l'école) (p. 1237)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1240 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 303 de M. Jean-Pierre Blazy (caractère national des programmes d'enseignement) (p. 1259)
 Intervient sur l'ad n° 202 de M. François Liberti (partenariat scolaire entre la société, la famille et le système éducatif) (p. 1260)
 Intervient sur l'ad n° 203 de M. François Liberti (mission fondamentale de l'école : lutter contre les inégalités) (p. 1263)
 Intervient sur l'ad n° 132 de M. François Scellier (participation des parents d'élèves à la vie des établissements scolaires) (p. 1263)
 Intervient sur l'ad n° 204 de M. François Liberti (participation des parents d'élèves aux conseils d'école et autres instances consultatives) (p. 1263)
 Intervient sur l'ad n° 325 de M. Yves Durand (participation des parents d'élèves et de leurs fédérations à la vie du système éducatif) (p. 1263)
 Intervient sur l'ad n° 431 rectifié de M. Dominique Tian (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1265)
 Intervient sur l'ad n° 326 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur l'accès des parents d'élèves à autorisation d'absence et indemnisation) (p. 1266)
 Intervient sur l'ad n° 327 de M. Yves Durand (rapport au Parlement sur les aides à la formation des parents d'élèves) (p. 1266)
 Intervient sur l'ad n° 336 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'évaluation du système éducatif) (p. 1267)

Article 3 (objectifs généraux à atteindre)

Son intervention (p. 1272)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 364 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des enfants handicapés ; carte scolaire) (p. 1273)
 Intervient sur l'ad n° 466 de M. Pierre Cohen (mode de communication à l'usage des élèves sourds ; langue des signes) (p. 1274)
 Intervient sur l'ad n° 365 de Mme Hélène Mignon (scolarisation des élèves handicapés au-delà de la scolarité obligatoire) (p. 1275)
 Intervient sur l'ad n° 232 de Mme Huguette Bello (accès à la préscolarisation pour les jeunes enfants outre-mer) (p. 1276)
 Intervient sur l'ad n° 297 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (rôle des établissements scolaires dans l'éducation et la formation tout au long de la vie) (p. 1278)
 Intervient sur l'ad n° 367 de Mme Catherine Génisson (orientation scolaire égalitaire entre garçons et filles) (p. 1279)

Intervient sur l'ad n° 369 de Mme Martine David (liens entre associations et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1280)

Intervient sur l'ad n° 370 de Mme Martine David (liens entre parents d'élèves et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Intervient sur l'ad n° 371 de Mme Martine David (liens entre collectivités locales et établissements scolaires pour favoriser la réussite des enfants) (p. 1286)

Intervient sur l'ad n° 298 rectifié de M. Christophe Masse (apprentissage des technologies nouvelles) (p. 1287)

Intervient sur l'ad n° 208 de M. François Liberti (éducation physique et sportive ; objectifs et missions) (p. 1288)

Intervient sur l'ad n° 304 rectifié de M. Yves Durand (carte scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1289)

Intervient sur l'ad n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1291)

Intervient sur l'ad n° 300 rectifié de M. Jean-Marc Ayrault (organisation de l'orientation scolaire des jeunes) (p. 1293)

Intervient sur l'ad n° 301 rectifié de M. Patrick Roy (organisation de l'information sur les métiers) (p. 1295)

Intervient sur l'ad n° 302 rectifié de M. Christian Paul (organisation de l'assistance sociale des élèves) (p. 1296)

Intervient sur l'ad n° 288 rectifié de M. Yves Durand (l'orientation, outil de la réussite) (p. 1296)

Intervient sur l'ad n° 289 rectifié de M. Yves Durand (orientation exclue avant la fin du collège) (p. 1297)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1300 et s.)

Article 5 (conséquences sur la codification)

Son intervention (p. 1308)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1313 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 102 de M. Yvan Lachaud (enseignement des langues étrangères et régionales ; immersion et maîtrise du français) (p. 1338)

Intervient sur l'ad n° 226 de M. Pierre-Christophe Baguet (statut des directeurs d'écoles) (p. 1339)

Intervient sur l'ad n° 453 de M. Pierre-André Périssol (socle commun et enseignements complémentaires) (p. 1340)

Intervient sur le sous-ad n° 507 du Gouvernement (de simplification) à l'ad n° 453 de M. Pierre-André Périssol (p. 1340)

Intervient sur le sous-ad n° 508 de M. Guy Geoffroy (de précision) à l'ad n° 453 de M. Pierre-André Périssol (p. 1340)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 338 de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement sur l'enseignement à distance) (p. 1342)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1346 et s.)

Son sous-amendement oral à l'ad n° 142 de M. Guy Geoffroy (p. 1410)

Son amendement n° 441 (p. 1431)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 214 de M. François Liberti (missions du service public d'éducation nationale ; procédure de définition ; rôle des assemblées élues et des instances consultatives) (p. 1432)

Son amendement n° 510 (pluralité d'écoles publiques dans une commune ; ressort territorial ; critères de définition) : adopté (p. 1432)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son intervention (p. 1433)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 215 rectifié de M. François Liberti (observatoires de la scolarité) (p. 1434)

Avant l'article 11

Intervient sur l'ad n° 313 de M. Yves Durand (cohérence entre enseignement et activités périscolaires) (p. 1434)

Article 11 (contrat individuel de réussite éducative)

Son intervention (p. 1435 et s.)

Article 12 (redoublement)

Son intervention (p. 1436 et s.)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 91 rectifié de la commission (enseignement des langues et cultures régionales) (p. 1437)

Intervient sur l'adt n° 223 rectifié de M. Philippe Folliot (éducation à la consommation) (p. 1438)
Intervient sur l'adt n° 14 de M. Philippe Vitel (éducation à l'environnement) (p. 1438)

Article 13 (orientation et insertion professionnelle)
Son intervention (p. 1438)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 228 de M. Hervé Morin (expérimentation d'un nouveau système d'évaluation) (p. 1439)

Article 14 (école maternelle)
Son intervention (p. 1439)

Article 15 (apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire)
Son intervention (p. 1439)

Après l'article 15

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Jérôme Rivière (apprentissage obligatoire de l'hymne national) (p. 1439)

Intervient sur l'adt n° 285 deuxième de M. Lionnel Luca (aide aux élèves en difficulté ou intellectuellement précoces) (p. 1440)

Article 16 (diplômes)
Son intervention (p. 1440)

Article 17 (information et orientation des élèves)
Son intervention (p. 1441)

Article 18 (brevet)
Son intervention (p. 1441)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 426 rectifié de M. Yves Durand (orientation à la fin de la classe de troisième) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 320 de Mme Martine David (travaux personnels encadrés en classe de terminale) (p. 1442)

Intervient sur l'adt n° 94 rectifié de la commission (formation professionnelle dans l'enseignement du second degré : possibilité d'être dispensée dans les CFA) (p. 1443)

Avant l'article 19

Intervient sur l'adt n° 340 de M. Jean-Pierre Blazy (dépenses de fonctionnement des classes des écoles primaires ; répartition entre la commune d'accueil et la commune de résidence : application à la seule école publique) (p. 1444)

Article 19 (établissements d'enseignement)
Son intervention (p. 1444 et s.)

Après l'article 19

Intervient sur l'adt n° 147 rectifié de M. Guy Teissier (fonction de directeur d'école) (p. 1446)

Article 21 (conseil pédagogique)
Son intervention (p. 1447)

Article 22 (formation des maîtres)
Son intervention (p. 1448)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 332 de M. Yves Durand (autonomie des IUFM) (p. 1448)

Après l'article 23

Intervient sur l'adt n° 395 de M. Patrick Roy (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement en maternelle) (p. 1448)

Intervient sur l'adt n° 396 de Mme Martine David (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement aux enfants handicapés) (p. 1449)

Intervient sur l'adt n° 397 de M. Patrick Roy (formation spécifique des futurs enseignants à la laïcité) (p. 1449)

Article 24 (missions du personnel enseignant)
Son intervention (p. 1449)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 293 rectifié de M. Yves Durand (missions des équipes pédagogiques) (p. 1449)

Article 25 (liberté pédagogique et formation continue des enseignants)
Son intervention (p. 1449 et s.)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 335 de M. Yves Durand (rôle pédagogique des personnels non enseignants) (p. 1450)

Article 26 (application des nouvelles dispositions aux établissements d'enseignement privés sous contrat)
Son amendement n° 442 (p. 1450)

Article 29 (application aux îles Wallis et Futuna des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation)

Son amendement n° 443 (p. 1450)

Article 37 (application à Mayotte des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation)

Son amendement n° 444 (p. 1451)

Article 45 (application en Polynésie française des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation)

Son amendement n° 445 (p. 1451)

Article 52 (application en Nouvelle-Calédonie des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation)

Son amendement n° 446 (p. 1451)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 467 de M. Rodolphe Thomas (rôle des régions en matière d'information et d'orientation des jeunes) (p. 1452)

Article 2 bis (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission)

Son intervention (p. 1452)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Intervient sur l'adt n° 2 de la commission (crédits de soutien aux élèves en difficulté) (p. 1452)

Son intervention (p. 1452)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2399)

Son intervention (p. 2399)

Thèmes :

Culture : langues régionales (p. 2400)

Enseignement : carte scolaire (p. 2400)

Enseignement : élèves (p. 2399, 2400)

Enseignement : langues étrangères (p. 2400)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 2399, 2400)

Enseignement : programmes (p. 2400)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 2400)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [24 mars 2005] (p. 2410)

Son intervention (p. 2411)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3306)

Thèmes :

Femmes : mère (p. 3306)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3306)

Travail : carrière (p. 3306)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Jacques REMILLER
Isère (8^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 2001 sur le café (ensemble une annexe) (n° 1917) [10 novembre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques (n° 2155) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 2177) [8 juin 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation (n° 2555) [5 octobre 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1943 visant à limiter la diffusion d'images d'attentats et de meurtres dans les médias [24 novembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1917), autorisant l'approbation de l'accord international de 2001 sur le café (ensemble une annexe) [22 décembre 2004] (n° 2019)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2155) autorisant l'approbation du traité sur le droit des marques [8 juin 2005] (n° 2362)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2177), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [8 juin 2005] (n° 2444)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice. Magistrats. Responsabilités, réglementation [29 juin 2005] (p. 4018)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 902, posée le 5 octobre 2004. Industrie. Chimie (J.O. Questions p. 7659). Appelée le 5 octobre 2004. Stahl Industrial colorants SAS, emploi et activité, Saint-Clair-du-Rhône (p. 7445)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9007)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : internat (p. 9008)

Enseignement : sécurité (p. 9007)

Enseignement : transports scolaires (p. 9007)

Enseignement : élèves (p. 9007)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 9007)

Famille : politique familiale : enseignement (p. 9007)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Procédure des questions :

Rapatriés : indemnisation (p. 9541)

Projet de loi n° 1781 autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE)

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Bernard Schreiner

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 novembre 2004] (p. 10193)

Son intervention (p. 10194)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 10194 et s.)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 10194)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 386)

Thèmes :

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 387 et s.)

Etat : souveraineté (p. 387 et s.)

Union européenne : construction européenne : paix (p. 387)

Union européenne : continent européen : histoire (p. 386 et s.)

Union européenne : parlements nationaux (p. 387)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 4 (objectif de la formation scolaire)

Son intervention (p. 1304)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 2996)

Proposition de loi n° 1651 rectifiée tendant à instaurer une journée nationale des fondations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 juin 2005] (p. 3681)

Son intervention (p. 3690)

Thèmes :

Associations : fondations (p. 3690)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3691)

Recherche : fondations (p. 3690)

Simon RENUCCI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée. Emploi et activité, perspectives [16 février 2005] (p. 1206)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1106, posée le 8 mars 2005. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme (J.O. Questions p. 2271). Appelée le 8 mars 2005. Corse, statistiques (p. 1708)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 123 (Corse - calcul du coefficient d'intégration fiscale : prise en compte de la compensation pour l'abattement de 25 % sur les bases de taxe professionnelle) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10934)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4069)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4069)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4069)

Travail : précarité (p. 4069)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4069)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 64 (p. 4572)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 60 (p. 4587)

Son intervention (p. 4589)

Ses amendements n°s 66 à 70 (p. 4589), n°s 65, 62 et 63 (p. 4590 et s.)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 (n° 1981) [2 février 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1981) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [22 mars 2005] (n° 2171)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 925, posée le 19 octobre 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 8007). Appelée le 19 octobre 2004. Liaison Strasbourg-Bruxelles, fréquence, perspectives (p. 8036)

n° 1099, posée le 1^{er} mars 2005. Transports urbains. Tramways (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Extension, financement, Strasbourg (p. 1467)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UÉO) : Assemblée parlementaire : perspectives (p. 9491)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)

Son intervention (p. 10641)

Après l'article 59 quater

Intervient sur l'adit n° 1031 précédemment réservé de M. Yves Bur (projets de création et d'extension de tramways : simplifications administratives) (p. 10645)

Dominique RICHARD

*Maine-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VII : Culture et communication (communication) (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Arts et spectacles. Cinéma. Tournages, réglementation [1^{er} février 2005] (p. 509)

Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [6 avril 2005] (p. 2728)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1075, posée le 8 février 2005. Retraites : généralités. Pensions de réversion (J.O. Questions p. 1181). Appelée le 8 février 2005. Conditions d'âge (p. 868)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8382)

Ses amendements n°s 163 et 164 (p. 8398), n°s 166 et 165 (p. 8401)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son intervention (p. 8406)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9658)

Son intervention (p. 9660)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : création (p. 9660)

Presse et livres : presse (p. 9660)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9661)

Après l'article 73

Intervient sur l'adit n° 124 de la commission (charges sur les messages publicitaires et le parrainage) (p. 9661)

Intervient sur l'adit n° 136 rectifié de la commission des affaires économiques (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'adit n° 206 de M. Michel Français (affectation du produit des SMS et appels surtaxés) (p. 9662)

Intervient sur l'adit n° 134 de la commission des affaires économiques (affectation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique ; radios associatives locales) (p. 9663)

Intervient sur l'adit n° 125 de la commission (transmission des contrats d'objectifs et de moyens à la commission parlementaire compétente) (p. 9664)

Intervient sur l'adit n° 135 de la commission des affaires économiques (rapport au Parlement sur le Fonds d'aide à la modernisation de la presse) (p. 9664)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9693) :

- Réunion de la commission des finances du 10 novembre 2004

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9695)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 9696, 9697)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 9695)

Audiovisuel et communication : télévision numérique (p. 9695 et 9696)

Presse et livres : presse (p. 9696)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 9695, 9696)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10759)

Son intervention (p. 10764)

Thèmes :

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 10764)

Retraites : généralités : enseignement privé (p. 10764, 10765)

Retraites : généralités : retraites complémentaires (p. 10765)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 10765)

Syndicats : représentativité : enseignement privé (p. 10764)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)

Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)

Son intervention (p. 10775)

Ses explications de vote (p. 10781)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 10782)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10845)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles (p. 10846)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 10846)

Culture : politique culturelle (p. 10846)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 10846)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 20 (location d'actions et de parts sociales)

Son intervention (p. 4404)

Son amendement n° 247 (p. 4404)

Après l'article 28

Son amendement n° 248 (code de l'industrie cinématographique : versement des droits aux auteurs de DVD) (p. 4471) : rejeté (p. 4472)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son amendement n° 249 (p. 4499)

Juliana RIMANE

*Guyane (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Mise en œuvre, campagne d'information [9 novembre 2004] (p. 9158)

DÉBATS**Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Article 6 (tarification à l'activité)

Son amendement n° 102 (p. 8656)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 9017)

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Examen du fascicule [8 novembre 2004] (p. 9127)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : enseignement supérieur (p. 9143)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9206)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : charges : exonérations (p. 9206)

Etrangers : immigration clandestine : Guyane (p. 9206)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9206 et s.)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9207)

Transports aériens (p. 9207)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Outre-mer : Guyane : vaccinations (p. 9278)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 39 ter

Intervient sur l'adit n° 736 précédemment réservé de M. René-Paul Victoria (gestion de l'hébergement d'urgence outre-mer) (p. 10562)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Après l'article 2 quinquies

Intervient sur l'adit n° 404 de M. Jean-Pierre Decool (taux réduit de TVA pour les appareillages des handicapés) (p. 11241)

Article 26 A supprimé par le Sénat (accessibilité de l'information diffusée dans les établissements recevant du public)

Son intervention (p. 11381)

Article 30 (coordination au sein du code de l'action sociale et des familles)

Son amendement n° 27 (p. 11450)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1178)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 1178)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1178, 1179)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 1179)

Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1179)

Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 1178, 1179)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1419)

Après l'article 12

Intervient sur l'adit n° 14 de M. Philippe Vitel (éducation à l'environnement) (p. 1438)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 1er bis (contribution de La Poste à l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 2986)

Jérôme RIVIÈRE

*Alpes-Maritimes (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 1867) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1837 visant à déduire du revenu imposable des parents le revenu des étudiants stagiaires [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur les nouveaux défis de la construction de l'Europe de la défense [27 septembre 2005] (n° 2531)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Entreprises. Entreprises en difficulté. EADS, attitude du Gouvernement [7 décembre 2004] (p. 10385)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1001, posée le 21 décembre 2004. Etrangers. Re conduite aux frontières (J.O. Questions p. 10107). Appelée le 21 décembre 2004. Réglementation, statistiques (p. 11270)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1864)

Son intervention (p. 1881)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1864, 1881)

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1882)

Transports aériens : aéroports (p. 1881)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1881)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1864)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)**Après l'article 1er**

Intervient sur l'adt n° 127 de Mme Odile Saugues (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891)

Intervient sur l'adt n° 128 de Mme Odile Saugues (rapport annuel au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892)

Intervient sur l'adt n° 163 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1893)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Son intervention (p. 1897)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Son intervention (p. 1929 et s.)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son intervention (p. 1939 et s.)

Ses amendements n° 4 rectifié (p. 1949), n° 5 (p. 1949), n° 1 (p. 1951), n° 8 (p. 1952), n° 3 deuxième rectification (p. 1957), n° 6 (p. 1958), n° 7 (p. 1959) et n° 2 (p. 1960)

Après l'article 15

Son amendement n° 10 rectifié (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1972) : retiré (p. 1974)

Son amendement n° 9, deuxième rectification (reprise des amortissements des immobilisations des concessions) (p. 1972) : retiré (p. 1974)

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne**[14 octobre 2004] (p. 7935)**

Son intervention (p. 7967)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7968)

Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7968)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7967)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9457)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9458)

Défense : crédits (p. 9457)

Défense : hélicoptères (p. 9458)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9457 et s.)

Défense : missiles (p. 9458)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 9457)

Recherche (p. 9458)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)**

Article 10 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures de crédits)

Son intervention (p. 10908)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)**

Son intervention (p. 11014)

Thèmes :

Défense : professionnalisation (p. 11014)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11014)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11027 et s.)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son intervention (p. 11034)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son intervention (p. 11039)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son amendement n° 152 (p. 11063)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)

Son intervention (p. 11069)
Article 33 (procédures de nomination)
 Son intervention (p. 11072)

Article 65 (reconversion)
 Son intervention (p. 11080)

Après l'article 85

Son sous-amendement n° 223 rectifié (identité de certains légionnaires originaires de pays situés hors de l'Union européenne se mariant avec une Française au-delà de la cinquième année de contrat) à l'ad n° 111 de la commission (autorisation par le ministre des mariages et pactes civils de solidarité pour les militaires servant à titre étranger) (p. 11082) ; retiré (p. 11083)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)
 Son intervention (p. 2057)

Thèmes :

Défense : officiers : rémunération (p. 2057)
 Défense : réserves (p. 2057)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11146)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11146)
 Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11146)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : défense (p. 11146)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11150)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 15

Son amendement n° 125 (apprentissage obligatoire de l'hymne national) (p. 1439) ; adopté (p. 1440)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Thème :

Travail : durée du travail (p. 2098)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Société nationale Corse-Méditerranée. Perspectives [26 janvier 2005] (p. 370)

Gilles de ROBIEN

Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer puis Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [1^{er} décembre 2004]

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme [17 mars 2005]

Projet de loi n° 2340 ratifiant l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours [18 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Christophe Lagarde. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : bâtiments. Audit, conclusions [13 octobre 2004] (p. 7835)

M. Patrick Ollier. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [13 octobre 2004] (p. 7838)

M. Jean-Jacques Gaultier. Sécurité routière. Feux de croisement. Allumage, réglementation [20 octobre 2004] (p. 8138)

M. Patrick Ollier. Transports. Transport de voyageurs. Prévention des conflits [2 novembre 2004] (p. 8789)

M. Augustin Bonrepaux. Aménagement du territoire. Politiques communautaires. Fonds structurels [3 novembre 2004] (p. 8871)

M. Jean-Pierre Balligand. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [9 novembre 2004] (p. 9157)

M. Jacques Bobe. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [16 novembre 2004] (p. 9435)

M. Maxime Bono. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Infrastructures ferroviaires [16 novembre 2004] (p. 9436)

M. Michel Vergnier. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [17 novembre 2004] (p. 9499)

M. Roger Boullonnois. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement : bâtiments. Patrimoine foncier inutilisé, vente [17 novembre 2004] (p. 9502)

M. Marcel Bonnot. Transports ferroviaires. Train à grande vitesse (TGV). Liaison Rhin-Rhône, calendrier, financement [30 novembre 2004] (p. 10260)

M. Michel Destot. Etat. Décentralisation. Conséquences, transports publics [1^{er} décembre 2004] (p. 10338)

M. Bertho Audifax. Transports aériens. Air Bourbon. Faillite, conséquences [1^{er} décembre 2004] (p. 10339)

M. Jean-Michel Bertrand. Sécurité routière. Contraventions. Excès de vitesse, montant, modulation [8 décembre 2004] (p. 10788)

M. Philippe Folliot. Aménagement du territoire. Contrats de plan Etat-régions. Perspectives [15 décembre 2004] (p. 11051)

M. Jacques Masdeu-Arus. Industrie. Construction aéronautique. Avion A380, construction, bilan [18 janvier 2005] (p. 39)

M. Jacques Houssin. Transports. Transport de voyageurs. Grève, information des usagers [18 janvier 2005] (p. 41)

M. Philippe Feneuil. Logement. Politique du logement. Perspectives [25 janvier 2005] (p. 294)

M. Alain Gest. Transports ferroviaires. SNCF. Missions de service public, maintien [2 février 2005] (p. 612)

- M. Rodolphe Thomas. Transports aériens. Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Terminal E, effondrement, responsabilités [9 février 2005] (p. 944)
- M. André Schneider. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [9 février 2005] (p. 944)
- M. Jean-Michel Bertrand. Sécurité routière. Permis de conduire. Jeunes, aides de l'Etat, perspectives [16 février 2005] (p. 1203)
- M. Georges Tron. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports : établissements. Bruits, lutte et prévention, région parisienne [16 février 2005] (p. 1207)
- Mme Irène Tharin. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité [8 mars 2005] (p. 1736)
- M. Jacques Le Nay. Logement. Construction. Perspectives [9 mars 2005] (p. 1834)
- M. Jean-Yves Cousin. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [15 mars 2005] (p. 2009)
- M. Pierre Amouroux. Sécurité routière. Politique et réglementation. Bilan et perspectives [5 avril 2005] (p. 2654)
- M. Claude Gatignol. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles. Véhicules non polluants, développement [13 avril 2005] (p. 2904)
- M. Christian Cabal. Industrie. Construction aéronautique. Avion A 380, commercialisation, perspectives [3 mai 2005] (p. 3046)
- M. Éric Besson. Transports routiers. Transport de marchandises. Politiques communautaires [4 mai 2005] (p. 3139)
- M. Jacques Masdeu-Arus. Espace. Satellites. Politiques communautaires, programme Galileo, perspectives [4 mai 2005] (p. 3144)
- M. Alain Cortade. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention, bilan [10 mai 2005] (p. 3272)
- M. Guy Geoffroy. Enseignement. Réglementation. Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005, application, perspectives [23 juin 2005] (p. 3862)
- M. Serge Blisko. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, perspectives [29 juin 2005] (p. 4016)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Gilbert Meyer. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Haut-Rhin [28 juin 2005] (p. 3990)

DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)

- Son intervention (p. 1844)
- Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1852)
- Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1863)
- Sa réponse (p. 1887)

Thèmes :

- Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1846, 1887)
- Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1846, 1887)
- Communes : Marseille : aéroports (p. 1880)
- Etat : domaine public (p. 1887)
- Outre-mer : continuité territoriale (p. 1888)
- Régions : Ile-de-France : aéroports (p. 1853, 1863)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 1863 et s.)
- Transports aériens : aéroports (p. 1845)
- Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1845, 1852, 1864, 1887)
- Transports aériens : Air France (p. 1887)
- Transports aériens : Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) (p. 1853, 1864)
- Transports aériens : compagnies aériennes (p. 1863)
- Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1845 et s.)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

- Son intervention (p. 1889)

Après l'article 1er

- Intervient sur l'ad n° 127 de Mme Odile Saugues (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891)
- Intervient sur l'ad n° 128 de Mme Odile Saugues (rapport annuel au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892)

- Intervient sur l'ad n° 163 de Mme Odile Saugues (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1893)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

- Son intervention (p. 1894 et s.)

Article 3 (convention relative aux éventuelles plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)

- Son intervention (p. 1900 et s.)

Article 4 (transfert des droits et obligations de l'établissement public à la nouvelle société)

- Son intervention (p. 1902 et s.)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

- Son intervention (p. 1926 et s.)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

- Son intervention (p. 1929 et s.)

Avant l'article 7

- Intervient sur l'ad n° 148 de Mme Odile Saugues (Etat garant d'une desserte équilibrée des territoires) (p. 1937)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

- Son intervention (p. 1939 et s.)

Article 8 A (commission de conciliation aéroportuaire)

- Son intervention (p. 1965 et s.)

Article 8 (modulation des redevances)

- Son intervention (p. 1967 et s.)

Article 9 (redevances domaniales)

- Son intervention (p. 1970)

Après l'article 9

- Intervient sur l'ad n° 180 de M. Patrick Ollier (plafond des amendes prononcées par l'ACNUSA relevé de 12 000 à 20 000 euros) (p. 1970)

Article 10 (voies de recouvrement des redevances des aéroports)

- Son intervention (p. 1970)

Article 11 (contrôle des exigences de sécurité et de sûreté par les agents de l'Etat)

- Son intervention (p. 1971)

Article 12 (conditions d'exercice de l'assistance en escale)

- Son intervention (p. 1971)

Explications de vote et vote [15 mars 2005] (p. 2014)

- Son intervention (p. 2014)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

- Son intervention (p. 9305)
- Ses réponses (p. 9323, 9332 à 9347)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 9306)
- Collectivités territoriales : compétences : stationnement (p. 9324)
- Etat : Institut géographique national (IGN) (p. 9323)
- Logement : logement social : Ile-de-France (p. 9306)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'équipement : effectifs (p. 9306)
- Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9309)
- Sécurité routière (p. 9309, 9325)
- Tourisme et loisirs (p. 9306)
- Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9308, 9323)

Transports : transport combiné (p. 9323)
 Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 9310)
 Transports aériens : sécurité (p. 9309)
 Transports ferroviaires : SNCF (p. 9307, 9323)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9323)
 Transports par eau : ports maritimes (p. 9307)
 Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9324)
 Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 9306)
 Voirie : routes nationales (p. 9306, 9324)

Réponses aux questions :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : financement (Mme Odile Saugues) (p. 9332)
 Régions : Ile-de-France : voirie (Mme Françoise de Panafieu) (p. 9346)
 Sécurité routière : auto-écoles : permis de conduire (M. Gilles Artigues) (p. 9333)
 Sécurité routière : radars : coût (M. Marc Le Fur) (p. 9347)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : dotations de l'Etat (M. François Liberti) (p. 9341)
 Transports aériens : aéroports : Ile-de-France (M. François Asensi) (p. 9335)
 Transports urbains : tramways : Montpellier (M. Jean-Pierre Grand) (p. 9338)
 Voirie : autoroutes : Aquitaine (Mme Marie-Hélène des Esgaulx) (p. 9347)
 Voirie : autoroutes : Basse-Normandie (M. Yves Deniaud) (p. 9343)
 Voirie : autoroutes : Dordogne (M. Daniel Garrigue) (p. 9343)
 Voirie : autoroutes : Rhône-Alpes (M. François Rochebloine) (p. 9333)
 Voirie : autoroutes : Seine-et-Marne (Mme Chantal Brunel) (p. 9338)
 Voirie : rocades : Hérault (M. Jean-Pierre Grand) (p. 9337)
 Voirie : routes : Midi-Pyrénées (M. Philippe Folliot) (p. 9334)
 Voirie : routes : Midi-Pyrénées (M. Bernard Carayon) (p. 9339)
 Voirie : routes nationales : Bretagne (M. Marc Le Fur) (p. 9344)
 Voirie : routes nationales : Champagne-Ardenne (M. François Guillaume) (p. 9345)
 Voirie : routes nationales : Loire-Atlantique (M. Michel Hunault) (p. 9339)
 Voirie : routes nationales : Mayenne (M. Yannick Favenec) (p. 9342)
 Voirie : routes nationales : Sarthe (M. Yves Deniaud) (p. 9342)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004
 Son intervention (p. 9740)
 Ses réponses (p. 9746, 9752 et 9754)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Observatoire des territoires (p. 9741)
 Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9752)
 Bois et forêts : filière bois (p. 9752)
 Collectivités territoriales : compétences (p. 9741)
 Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9746)
 Entreprises : délocalisations (p. 9746)
 Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9746, 9752)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9747, 9752)
 Télécommunications : Internet (p. 9746)
 Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 9742)
 Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 9747, 9752, 9754)
 Transports : transport combiné (p. 9747)
 Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9742)
 Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 9748, 9752)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9351)
 Intervient sur l'ad n° 137 du Gouvernement (majoration de l'allocation complémentaire versée aux ingénieurs du contrôle de

la navigation aérienne pendant les huit premières années de leur retraite) (p. 9351)

Intervient sur l'ad n° 71 de la commission (rapport au parlement relatif au financement et au fonctionnement de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France) (p. 9353)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2787)

Sa réponse (p. 2794)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 2788)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 2787)
 Transports par eau : transports maritimes : conditions de travail (p. 2788)
 Transports routiers : concurrence (p. 2795)
 Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2788, 2794)
 Transports routiers : transport de marchandises (p. 2787)
 Transports routiers : transporteurs (p. 2787, 2794)
 Travail : concertation avec le personnel (p. 2795)
 Travail : durée du travail (p. 2787, 2788, 2794)
 Travail : heures supplémentaires (p. 2794)
 Travail : repos hebdomadaire (p. 2795)
 Travail : travail de nuit (p. 2788, 2795)

Discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2795)

Article unique (ratification de l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 sous réserve de rectifications)

Son intervention (p. 2795)

Chantal ROBIN-RODRIGO

Hautes-Pyrénées (2^{ème} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléante de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre (n° 1640) [20 octobre 2004]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec (n° 2021) [2 février 2005]

Rapporteuse du projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990, en vue d'admettre la Mongolie comme pays d'opérations, adopté à Londres le 30 janvier 2004 (n° 2178) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1640) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des

membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre [23 novembre 2004] (n° 1934)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2021) autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [13 avril 2005] (n° 2252)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2178), autorisant l'approbation de l'amendement à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990, en vue d'admettre la Mongolie comme pays d'opérations, adopté à Londres le 30 janvier 2004 [22 juin 2005] (n° 2409)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 933, posée le 30 novembre 2004. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 9295). Appelée le 30 novembre 2004. Equipes emploi-insertion, convention avec l'ANPE, perspectives, Tarbes (p. 10241)

n° 1160, posée le 29 mars 2005. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 3086). Appelée le 29 mars 2005. Hautes-Pyrénées (p. 2485)

DÉBATS

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 80)

Son intervention (p. 96)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 80, 96)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 96)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 222)

Camille de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les activités de la Compagnie Française pour l'Assurance du Commerce Extérieur (COFACE) pour le compte de l'Etat et leur lien avec l'évolution de l'aide publique au développement (n° 2221) [10 mai 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 16 : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul Bacquet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les activités de la Compagnie Française pour l'Assurance du Commerce Extérieur (COFACE) pour le compte de l'Etat et leur lien avec l'évolution de l'aide publique au développement (n° 2221) [1^{er} juin 2005] (n° 2350)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Politiques économique et sociale, perspectives [10 novembre 2004] (p. 9230)

Energie et carburants. Electricité. Coupures de courant, Corse [8 mars 2005] (p. 1734)

Commerce extérieur. Balance commerciale. Bilan [29 mars 2005] (p. 2504)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9634)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : généralités (p. 9634 et s.)

Commerce extérieur : organismes : réforme (p. 9634 et s.)

Commerce extérieur : volontaires à l'international en entreprise (VIE) (p. 9635)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportation (p. 9635 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances : commerce extérieur (p. 9635)

Politique extérieure : aide au développement (p. 9635)

Régions : contrats de plan Etat-régions : commerce extérieur (p. 9635)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9647)

CHARGES COMMUNES

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 188 de M. Didier Migaud (politique de soutien aux exportations : rapport du Gouvernement) (p. 9650)

François ROCHEBLOINE

*Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2089) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) (n° 2114) [23 mars 2005]

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6232)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IV : Affaires étrangères (francophonie et relations culturelles internationales) (n° 1866) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 1849 visant à instaurer la représentation proportionnelle pour l'élection des délégués des communes aux conseils des principaux établissements publics de coopération intercommunale et à limiter le cumul des fonctions électives [13 octobre 2004]

Proposition de loi organique n° 2060 visant à compléter l'article 51 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [8 février 2005]

Proposition de loi n° 2062 relative au statut des agents sportifs [9 février 2005]

- Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur :
- le projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant sous forme d'échange de lettres modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matières d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 2089)
 - le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) (n° 2114) [3 mai 2005] (n° 2283)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Traités et conventions. Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Conférence de Nairobi, attitude de la France [30 novembre 2004] (p. 10253)

Enseignement secondaire. Programmes. Latin, grec [16 mars 2005] (p. 2078)

Droit pénal. Crimes contre l'humanité. Génocide arménien, négationnisme [13 avril 2005] (p. 2903)

QUESTION ORALE AVEC DÉBAT

n° 911, posée le 19 octobre 2004. Associations. Gestion (J.O. Questions p. 8004). Appelée le 19 octobre 2004. Formalités administratives, simplification (p. 8026)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1061, posée le 8 février 2005. Education physique et sportive. Sports scolaires et universitaires (J.O. Questions p. 1178). Appelée le 8 février 2005. Perspectives (p. 854)

n° 1156, posée le 29 mars 2005. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 3085). Appelée le 29 mars 2005. Plan social, bilan et perspectives (p. 2486)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1758 portant diverses dispositions relatives au sport professionnel****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7913)

Son intervention (p. 7919)

Thèmes :

- Droit civil : droit à l'image (p. 7920)
- Sports : associations et clubs (p. 1919)
- Sports : football (p. 7919 et s.)
- Sports : sport de haut niveau (p. 7919)
- Sports : sportifs professionnels (p. 7919)
- Travail : contrats à durée déterminée (p. 7919)

Discussion des articles [14 octobre 2004] (p. 7926)

Article 3 (exonération de la taxe de 1 % sur les contrats à durée déterminée)

Son sous-amendement n° 4 deuxième rectification à l'ad n° 7 du Gouvernement (p. 7928)

Ses explications de vote (p. 7931)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 9363)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 9364)
- Langue française : Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) : crédits budgétaires (p. 9363)
- Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 9363)
- Langue française : francophonie (p. 9363)
- Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 9363)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Son intervention (p. 9604)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : organismes (p. 9606)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 9606)
- Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 9606)
- Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 9605)
- Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 9604, 9605)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 9606)
- Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 9605)
- Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 9606)

Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004] (p. 9626)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad n° 150 rectifié du Gouvernement (point de pension militaire d'invalidité) (p. 9627)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS, TRÉSOR, COMMERCE EXTÉRIEUR, CHARGES COMMUNES, MONNAIES ET MÉDAILLES

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9633)

Son intervention (p. 9642)

Thème avant la procédure des questions :

Finances publiques : dette publique (p. 9642)

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- *Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004*

Son intervention (p. 9735)

Thèmes :

- Travail : durée du travail (p. 9735)
- TVA (p. 9735)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Son intervention (p. 9002)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement : décentralisation (p. 9003)
- Enseignement : enseignement privé (p. 9003)
- Enseignement : élèves (p. 9003)
- Enseignement privé : enseignants (p. 9003)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : personnel : effectifs (p. 9013)

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, TOURISME ET MER**

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)

Procédure des questions :

Voirie : autoroutes : Rhône-Alpes (p. 9332)

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9678)

Son intervention (p. 9680)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9680)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9681)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9680 et s.)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9680)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFTF) (p. 9680)

Union européenne : fonds structurels (p. 9680)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9684)

Son intervention (p. 9687)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 9687)

Sports : crédits (p. 9687)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9687)

Sports : football (p. 9688)

Sports : jeux olympiques (p. 9687)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9755) :

- *Réunion de la commission des finances du 27 octobre 2004*

Ses interventions (p. 9763, p. 9770)

Thèmes :

Sports : crédits (p. 9763)

Sports : fédérations (p. 9764)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9764)

Sports : jeux olympiques (p. 9764)

Sports : licences sportives (p. 9764)

Sports : métiers du sport (p. 9770)

Sports : sport de haut niveau (p. 9764)

Sports : sportifs : handicapés (p. 9764)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- *Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004*

Thème :

Justice : conseils de prud'hommes : Saint-Chamond (p. 9783)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 12 A

Son amendement n° 713 (préapprentissage par alternance) : rejeté (p. 10300)

Après l'article 12 bis

Son amendement n° 714 (information des représentants légaux des apprentis sur le déroulement de l'apprentissage) (p. 10310) : rejeté (p. 10311)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Son intervention (p. 10808)

Thèmes :

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10808)

Justice : juges de proximité : recrutement (p. 10809)

Justice : tribunaux : compétences (p. 10808)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10809)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1128)

Son intervention (p. 1150)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1231)

Thèmes :

Education physique et sportive : enseignement secondaire (p. 1151, 1152)

Enseignement : éducation physique et sportive (p. 1231)

Enseignement : sécurité (p. 1128)

Enseignement : pédagogie (p. 1151)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1128, 1231)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1150, 1151)

Enseignement maternel et primaire : programmes (p. 1128)

Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 1150, 1152)

Enseignement secondaire : brevet (p. 1231)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1150)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 299 rectifié de M. Yves Durand (médecine scolaire ; compétence d'Etat) (p. 1292)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1310)

Projet de loi n° 2100 relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mars 2005] (p. 2595)

Son intervention (p. 2598)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2613)

Thèmes :

Sports : Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) (p. 2598, 2613)

Sports : dopage (p. 2598, 2599, 2613)

Sports : fédérations (p. 2598, 2599)

Sports : jeux olympiques (p. 2598, 2613)

Explications de vote et vote [6 avril 2005] (p. 2731)

Ses explications de vote (p. 2731)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2731)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Son intervention (p. 2746)

Thèmes :

Enseignement : personnel : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2747)
 Fonctionnaires et agents publics : accès : égalité des sexes (p. 2746)
 Fonctionnaires et agents publics : accès : ressortissants communautaires (p. 2747)
 Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2747)
 Union européenne : directives : délais (p. 2746)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2747)

Projet de loi n° 1966 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 avril 2005] (p. 2787)

Son intervention (p. 2790)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance (p. 2790)
 Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 2790)
 Transports routiers : transporteurs (p. 2790)
 Travail : durée du travail (p. 2790)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2790)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 avril 2005] (p. 2796)

Son intervention (p. 2800)

Thèmes :

Constitution : révision : Versailles (p. 2800)
 Parlement : Congrès du Parlement : Versailles (p. 2800)
 Patrimoine culturel : monuments historiques : gestion (p. 2800)
 Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 2800)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4048)

Thème :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 4048)

Alain RODET

*Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 32 : Outre-mer (départements et régions d'outre-mer) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Charges. Allégement [1^{er} février 2005] (p. 883)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8174)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 8174)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8174)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9173)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9174)
 Outre-mer : continuité territoriale (p. 9174)
 Outre-mer : crédits (p. 9173 et s.)

Marie-Josée ROIG

*Ministre de la famille et de l'enfance
 Puis Ministre déléguée à l'intérieur*

Est nommée Ministre déléguée à l'intérieur. Décret du 29 novembre 2004 [30 novembre 2004] (p. 20308)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Claude Greff. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention [26 octobre 2004] (p. 8494)

Mme Martine Aurillac. Enfants. Maltraitance. Lutte et prévention, politiques communautaires [17 novembre 2004] (p. 9503)

M. Jean-Pierre Soisson. Impôts locaux. Taux. Hausse, statistiques [25 janvier 2005] (p. 299)

M. Jean Bardet. Etat. Décentralisation. Conséquences, politique fiscale [1^{er} février 2005] (p. 512)

M. Christian Jeanjean. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [8 février 2005] (p. 886)

Mme Josiane Boyce. Impôts et taxes. Politique fiscale. Fiscalité locale [16 février 2005] (p. 1205)

M. Louis Giscard d'Estaing. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [22 mars 2005] (p. 2217)

M. Pascal Terrasse. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [23 mars 2005] (p. 2304)

M. Bruno Gilles. Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [29 mars 2005] (p. 2506)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Claude Flory. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003, inondations de 2004 [30 novembre 2004] (p. 10230)

M. Jacques Houssin. Police. Police municipale. Coopération intercommunale, réglementation [30 novembre 2004] (p. 10231)

M. Pierre Cardo. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [30 novembre 2004] (p. 10232)

M. Frédéric Dutoit. Police. Police de proximité. Effectifs de personnel, Marseille [30 novembre 2004] (p. 10233)

M. Jean-Pierre Decool. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [30 novembre 2004] (p. 10234)

- Mme Anne-Marie Comparini. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prostitution, loi n° 2003-239 du 18 mars 2003, application, bilan [30 novembre 2004] (p. 10235)
- M. Jean-Claude Viollet. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [30 novembre 2004] (p. 10236)
- M. Dino Ciniéri. Services. Sécurité. Agents, recrutement, réglementation [7 décembre 2004] (p. 10667)
- Mme Maryse Joissains-Masini. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Aix-en-Provence [7 décembre 2004] (p. 10667)
- M. Jean Launay. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [7 décembre 2004] (p. 10669)
- M. Arnaud Montebourg. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [7 décembre 2004] (p. 10669)
- M. Yves Fromion. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Effectifs de personnel, Bourges [21 décembre 2004] (p. 11269)
- M. Jérôme Rivière. Etrangers. Re conduite aux frontières. Réglementation, statistiques [21 décembre 2004] (p. 11270)
- M. André Chassaigne. Partis et mouvements politiques. Front national. Délits, poursuites judiciaires [18 janvier 2005] (p. 9)
- M. Jacques Remiller. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Fonctionnement, Isère [18 janvier 2005] (p. 10)
- Mme Chantal Brunel. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [1^{er} février 2005] (p. 479)
- M. Pierre Lasbordes. Police. Ecoles de formation. Centre national d'études et de formation (CNEF), maintien, Gif-sur-Yvette [1^{er} février 2005] (p. 480)
- M. Michel Zumkeller. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Péréquation, réglementation [8 février 2005] (p. 861)
- Mme Geneviève Colot. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [1^{er} mars 2005] (p. 1460)
- Mme Catherine Génisson. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [1^{er} mars 2005] (p. 1461)
- M. Martial Saddier. Sécurité publique. Secours. Gratuité, réforme, perspectives [1^{er} mars 2005] (p. 1462)
- M. François Scellier. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Plans d'urgence, Val-d'Oise [8 mars 2005] (p. 1707)
- M. Simon Renucci. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Corse, statistiques [8 mars 2005] (p. 1708)
- M. François Liberti. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, gardes-côtes, moyens d'intervention [8 mars 2005] (p. 1709)
- M. Éric Raoult. Etat. Décentralisation. Perspectives, fiscalité locale [22 mars 2005] (p. 2184)
- M. Daniel Spagnou. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [22 mars 2005] (p. 2185)
- M. Bernard Derosier. Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [22 mars 2005] (p. 2186)
- M. Marc Joulaud. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [29 mars 2005] (p. 2478)
- M. Christian Bataille. Coopération intercommunale. Communautés de communes. Fusion, réglementation [29 mars 2005] (p. 2479)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8518)

Sa réponse (p. 8597)

Thèmes :

- Enfants : crèches et garderies (p. 8597)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 8597)
- Enfants : pupilles de l'Etat (p. 8598)
- Famille : adoption (p. 8518)
- Famille : familles monoparentales (p. 8599)
- Famille : politique familiale (p. 8518, 8597)
- Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8598)
- Politique sociale : pauvreté (p. 8598)
- Prestations familiales : allocations familiales (p. 8518)
- Santé : accès aux soins (p. 8518)
- Sécurité sociale : prestations familiales (p. 8598)

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des finances (financement du Fonds de solidarité vieillesse - FSV -) (p. 8632)

Avant l'article 24

Intervient sur l'adt n° 17 de la commission (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. Dominique Tian (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Intervient sur l'adt n° 133 de Mme Béatrice Pavy (congé de maternité postnatal) (p. 8680)

Article 25 (réforme du mode de financement de l'Union nationale des associations familiales -UNAF-)

Son intervention (p. 8682)

Article 26 (prise en charge par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) des majorations de pension pour enfants)

Son intervention (p. 8683)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 110 de Mme Marie-Françoise Clergeau (modulation de l'allocation de rentrée scolaire) (p. 8733)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9270)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enfants : mauvais traitements (p. 9272)
- Enfants : politique de l'enfance (p. 9271, 9272)
- Famille : crédits (p. 9270)
- Famille : prestations familiales (p. 9271)
- Famille : adoption (p. 9270, 9271)
- Famille : familles monoparentales (p. 9270)
- Famille : politique familiale (p. 9270, 9271)
- Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 9272)
- Outre-mer : Mayotte : prestations familiales (p. 9271)
- Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 9271)

Réponses aux questions :

Travail : congé parental d'éducation : salaires (M. Jean-Luc Prél) (p. 9281)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Sa réponse (p. 1087)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1087)
- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1087)
- Impôts locaux (p. 1087)
- Politiques communautaires : pacte de stabilité : collectivités territoriales (p. 1087)
- Régions : fiscalité : gauche (p. 1087)

Jean-Marie ROLLAND
Yonne (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome II : Emploi, travail et cohésion sociale (action sociale, lutte contre l'exclusion et ville) (n° 1864) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Réforme. Bilan et perspectives [23 mars 2005] (p. 2301)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1282, posée le 28 juin 2005. Energie et carburants. Electricité [J.O. Questions p. 6316]. Appelée le 28 juin 2005. Coût, conséquences, industries électrointensives (p. 3991)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 9510)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enfants : droits de l'enfant (p. 9510)

Enfants : enfants accueillis (p. 9511)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 9511, 9512)

Etrangers : droit d'asile (p. 9511)

Etrangers : enfants (p. 9510)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (travailleurs étrangers ; autorisation de travail ; apprentissage ; inopposabilité de la situation de l'emploi) (p. 10315)

Intervient sur le sous-adt n° 972 du Gouvernement (limitation aux mineurs) à l'adt n° 101 deuxième rectification de la commission (p. 10316)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4062)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 4062)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 4063)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 4063)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4062)

Vincent ROLLAND

Savoie (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1947 visant à rétablir la devise "Liberté, Egalité, Fraternité" sur les façades des bâtiments publics [24 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Tourisme et loisirs. Politique du tourisme. Perspectives [5 octobre 2004] (p. 7472)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1002, posée le 21 décembre 2004. Industrie. Sidérurgie (J.O. Questions p. 10107). Appelée le 21 décembre 2004. Protocole de Kyoto, application, conséquences (p. 11266)

n° 1198, posée le 5 avril 2005. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 3378). Appelée le 5 avril 2005. Zones de montagne, revendications (p. 2624)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 62 ter A

Son amendement n° 400 (qualification des pneus à lamelles utilisés pour faire face aux conditions hivernales en zone de montagne) : retiré (p. 7669)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Après l'article 14

Son amendement n° 407 deuxième rectification (plafonnement par site de consommation) : rejeté (p. 2570)

Bernard ROMAN
Nord (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. POM : Polynésie française. Institutions, fonctionnement [26 octobre 2004] (p. 8490)

Serge ROQUES
Aveyron (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladie d'Alzheimer. Prise en charge [5 octobre 2004] (p. 7472)

Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [4 mai 2005] (p. 3146)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1199, posée le 5 avril 2005. Enseignement. Etablissements (J.O. Questions p. 3378). Appelée le 5 avril 2005. Fonctionnement, financement, Villefranche-de-Rouergue (p. 2644)

Philippe ROUAULT
Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de finances pour 2005 [J.O. du 16 décembre 2004] (p. 21320)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour

2005 (n° 1800) : annexe n° 15 : Ecologie et développement durable (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 2061), adoptée par le Sénat, tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [23 mars 2005] (n° 2209)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1222, posée le 3 mai 2005. Personnes âgées. Politique de la vieillesse (J.O. Questions p. 4410). Appelée le 3 mai 2005. Financement, Ille-et-Vilaine (p. 3024)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 10 (harmonisation du statut économique et fiscal des entreprises équestres)

Son amendement n° 39 (p. 7896)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8955)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 8956)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8956)

Eau : agences (p. 8955 et s.)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 8956)

Énergie et carburants : économies d'énergie (p. 8956)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8955)

Environnement : crédits (p. 8955 et s.)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 8956)

Environnement : Natura 2000 (p. 8956)

Recherche (p. 8955)

Régions : Midi-Pyrénées : dotations de l'Etat (p. 8957)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 2004] (p. 8982)

Crédits inscrits à la ligne "Ecologie et développement durable"

Son intervention (p. 8982 et s.)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Article 63 (relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile)

Ses amendements n°s 146 et 147 (p. 9822, 9825)

Après l'article 63

Intervient sur le sous-adt n° 260 de M. Louis Giscard d'Estaing (extension aux couples) à l'adt n° 222 rectifié de M. Pierre-Christophe Baguet (garde d'enfant : réduction d'impôt transformée en crédit d'impôt) (p. 9835)

Proposition de loi n° 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)

Son intervention (p. 2680)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 2681)
 Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2680 et s.)
 Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2680 et s.)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2681)
 Parlement : commissions mixtes paritaires : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2680)
 Parlement : prérogatives (p. 2680 et s.)

Discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2692)

Son intervention (p. 2692 et s.)

Jean-Marc ROUBAUD
Gard (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes (n° 1980 rectifié) [2 février 2005]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2065 tendant à mettre à la charge du propriétaire voisin les frais de débroussaillage de sa propriété en cas de refus d'accès à celle-ci au propriétaire auquel incombe la charge du débroussaillage initial [9 février 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1980 rectifié) autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes [23 mars 2005] (n° 2203)

Proposition de résolution n° 2236 tendant à créer une commission d'enquête relative aux conditions d'autorisation de mise sur le marché des médicaments anticholestérol à base de cétivastatine et les conséquences de ces médicaments sur la santé des patients [6 avril 2005]

Proposition de résolution n° 2237 tendant à créer une commission d'enquête relative à la connaissance du sort des français disparus durant la guerre d'Algérie [6 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7532)

Femmes. Egalité professionnelle. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 112)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 926, posée le 19 octobre 2004. Agriculture. Fruits et légumes (J.O. Questions p. 8007). Appelée le 19 octobre 2004. Soutien du marché (p. 8030)

n° 1022, posée le 18 janvier 2005. Voirie. RN 7 et RN 100 (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2005. Raccordement, Gard (p. 25)

n° 1283, posée le 28 juin 2005. Formation professionnelle. Contrats de professionnalisation (J.O. Questions p. 6316). Appelée le 28 juin 2005. Bilan et perspectives (p. 3998)

DÉBATS

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son amendement n° 467 (p. 4377)

Article 12 (création d'une assurance-vieillesse pour le conjoint non salarié)

Son amendement n° 469 (p. 4381)

Michel ROUMEGOUX
Lot (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Consommation. Crédit. Surendettement, lutte et prévention [26 janvier 2005] (p. 367)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 7854)

Après l'article 10 quinquiés

Son amendement n° 358 (exonération partielle des droits de succession ou de donation au profit des terrains "truffiers") : rejeté (p. 7899)

Article 10 undecies (modalités de communication par l'administration aux interprofessions agricoles d'informations relatives à la production, à la commercialisation et à la transformation des produits)

Son intervention (p. 7902)

René ROUQUET
Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 958, posée le 7 décembre 2004. Sécurité routière. Accidents (J.O. Questions p. 9555). Appelée le 7 décembre 2004. Peines encourues (p. 10656)

n° 1009, posée le 18 janvier 2005. Transports urbains. Réseau express régional (RER) (J.O. Questions p. 422). Appelée le 18 janvier 2005. Ligne D, fonctionnement (p. 19)

n° 1055, posée le 8 février 2005. Transports urbains. Réseau express régional (RER) (J.O. Questions p. 1177). Appelée le 8 février 2005. Ligne D, fonctionnement (p. 859)

n° 1105, posée le 8 mars 2005. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 2271). Appelée le 8 mars 2005. Ligne D, fonctionnement (p. 1718)

n° 1184, posée le 5 avril 2005. Droit pénal. Crimes contre l'humanité (J.O. Questions p. 3375). Suppléé par M. Christophe Masse. Appelée le 5 avril 2005. Génocide arménien, négationnisme (p. 2643)

*DÉBATS***Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne**

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7957)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7957 et s.)

Pays étrangers : Turquie : politique extérieure (p. 7958)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7957)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)*Procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : dé cristallisation (p. 9621)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10167)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10167)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10167)

Santé : fin de vie (p. 10167)

Santé : soins palliatifs (p. 10167)

Projet de loi n° 813 autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mars 2005] (p. 1921)

Son intervention (p. 1922)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 1922)

Environnement : protection de la nature : montagne (p. 1922)

Max ROUSTAN

*Gard (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1938 visant à reporter les dates des prochaines élections municipales et cantonales [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1960 visant à permettre la présence de fonctionnaires territoriaux aux réunions de la commission d'examen des offres de délégation de service public [1^{er} décembre 2004]

Proposition de loi n° 2189 tendant à modifier les conditions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux inondations [23 mars 2005]

Proposition de loi n° 2201 visant à instaurer un coefficient spécial de pondération à la valeur locative des propriétés bâties en zone inondable ou en zone sensible [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 903, posée le 5 octobre 2004. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 7660). Appelée le 5 octobre 2004. Pratiques commerciales (p. 7447)

n° 1179, posée le 29 mars 2005. Transports ferroviaires. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 3089)

n° 1265, posée le 21 juin 2005. Transports ferroviaires. Non appelée (J.O. Questions p. 6146)

Xavier de ROUX

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 9 juillet 2005] (p. 11314)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1596) de sauvegarde des entreprises [11 février 2005] (n° 2095)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises [8 juillet 2005] (n° 2459)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**RAPPELS AU RÈGLEMENT**

Intervient sur les rappels au règlement de :

- M. Arnaud Montebourg : indique que les amendements du rapporteur ont été examinés dans les délais normaux et que la réunion de la commission au titre de l'article 88 du règlement sera consacrée aux amendements déposés aujourd'hui par l'opposition [1^{er} mars 2005] (p. 1513)
- de M. Arnaud Montebourg : reproche à M. Arnaud Montebourg de «faire de la propagande» et le renvoie à la page 72 du rapport à propos du «super-privilège des banques» [2 mars 2005] (p. 1545)
- de M. Arnaud Montebourg : indique à M. Arnaud Montebourg qu'il répond aux questions quand il les comprend et apporte des précisions sur la conciliation et la cessation de paiement [3 mars 2005] (p. 1610)
- M. Alain Vidalies : indique que le groupe UMP se prononcera lors de la discussion de l'amendement de la commission des lois [3 mars 2005] (p. 1674)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE****Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :**

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Thèmes :

- Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9784)
- Justice : juges de proximité (p. 9784)
- Justice : tribunaux : Paris (p. 9784)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10972)

Thèmes :

- Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10972)
- Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 10972)
- Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10972)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)**

Son intervention (p. 1494)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1509)

Intervient sur les rappels au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) [1^{er} mars 2005] (p. 1511), [2 mars 2005] (p. 1545)

Rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra)

Thèmes :

- Entreprises : création (p. 1496)
- Entreprises : difficultés : conciliation (p. 1495)
- Entreprises : faillites (p. 1494)
- Entreprises : faillites : histoire (p. 1495)
- Entreprises : mandat ad hoc (p. 1495)
- Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1495 s.)
- Justice : tribunaux de commerce (p. 1495)
- Professions libérales (p. 1496)
- Travail : code du travail (p. 1495)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 1er et annexe (renumérotation et table de correspondance des articles des livres VI ancien et nouveau)

Son intervention (p. 1579)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n° 3 rectifié de la commission (décret en Conseil d'Etat déterminant les tribunaux de commerce compétents) (p. 1580)

Article 2 (intitulé du titre premier du livre VI et du chapitre premier de ce titre)

Son intervention (p. 1580)

Article 3 (financement des groupements de prévention agréés)

Son intervention (p. 1580)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son intervention (p. 1581 et s.)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1587 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad^t n° 397 de M. Arnaud Montebourg (procédure de conciliation : possibilité de suspension des poursuites) (p. 1594)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1601 et s.)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1607 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf. supra) (p. 1610)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1619)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1628 et s.)

Article 9 (conditions d'interruption de l'accord homologué)

Son intervention (p. 1636)

Article 10 (mission et conditions de nomination des mandataires ad hoc et des conciliateurs)

Son intervention (p. 1637 et s.)

Article 11 (procédure d'alerte par les commissaires aux comptes pour les entreprises non commerçantes)

Son intervention (p. 1639)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1641 et s.)

Article 13 (bénéficiaires de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1646)

Article 14 (modifications de la structure et de l'intitulé du chapitre 1er du titre II du livre VI)

Son intervention (p. 1646)

Article 15 (ouverture de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1647 et s.)

Article 16 (règles de compétence du tribunal)

Son intervention (p. 1648 et s.)

Article 17 (ouverture et durée de la période d'observation)

Son intervention (p. 1649)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1649 et s.)

Article 19 (conditions de remplacement des organes de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1651)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad^t n° 49 rectifié de la commission ("ministère public" substitué au "procureur de la République") (p. 1651)

Article 20 (faculté de désigner un technicien assistant l'administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1651)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1652 et s.)

Article 22 (intitulé du chapitre II du titre II)

Son intervention (p. 1654)

Article 23 (mission de l'administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1654)

Article 24 (substitution de références dans l'article L. 622-3 relatif aux actes passés par le dirigeant)

Son intervention (p. 1654)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n° 441 de M. Arnaud Montebourg (procédure de sauvegarde : rôle de l'administrateur) (p. 1654)

Intervient sur l'adt n° 442 rectifié de M. Arnaud Montebourg (remise à l'administrateur d'une copie certifiée des documents comptables et non des originaux) (p. 1655)

Article 25 (inventaire du débiteur)

Son intervention (p. 1655)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n° 446 de M. Arnaud Montebourg (procédure de sauvegarde - suspension des poursuites : inclusion des saisies arrêts et des avis à tiers détenteur) (p. 1656)

Article 27 (adaptation au plan de sauvegarde des dispositions concernant les ventes de biens grevés)

Son intervention (p. 1656)

Article 28 (substitution de références relatives aux réserves applicables à la poursuite de l'activité de l'entreprise durant la période d'observation)

Son intervention (p. 1656)

Article 29 (conditions de poursuite de la période d'observation)

Son intervention (p. 1657 et s.)

Article 31 (régime de résiliation du bail durant la période d'observation)

Son intervention (p. 1658)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1659 et s.)

Après l'article 34

Intervient sur l'adt n° 67 rectifié de la commission (cession de certaines créances avant le jugement d'ouverture de la procédure : inopposabilité de la procédure de sauvegarde) (p. 1661)

Intervient sur le sous-adt n° 454 de M. Arnaud Montebourg (inopposabilité pour les paiements postérieurs à l'ouverture de la procédure) à l'adt n° 67 rectifié de la commission (p. 1661)

Article 35 (mission du mandataire judiciaire)

Son intervention (p. 1662)

Article 36 (adaptation formelle des règles de suspension des poursuites par le jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1662)

Article 37 (adaptation des modalités de reprise des poursuites)

Son intervention (p. 1662)

Article 38 (mesures de coordination relatives aux poursuites exclues de la suspension)

Son intervention (p. 1662)

Article 39 (traitement des créances antérieures du jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1663)

Article 40 (régime du relevé de forclusion des créances non déclarées)

Son intervention (p. 1663)

Article 41 (coordination relative à l'article L.622-25 relatif à la procédure de discussion des créances non salariales)

Son intervention (p. 1663)

Article 42 (extension de la suspension des cautions personnes physiques par le jugement d'ouverture)

Son intervention (p. 1663)

Article 44 (définition des exceptions à la non-inscriptibilité de garanties postérieures à l'ouverture de la procédure)

Son intervention (p. 1664)

Article 46 (insertion du chapitre III du titre II relatif au bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1664)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son intervention (p. 1665 et s.)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Alain Vidalies (cf. supra) (p. 1674)

Article 48 (extension des pouvoirs d'information du juge-commissaire à la situation patrimoniale du débiteur)

Son intervention (p. 1677)

Article 49 (modifications des conditions d'exercice des pouvoirs d'information de l'administrateur et analyse des offres d'acquisition)

Son intervention (p. 1678)

Article 50 (intitulés du chapitre IV et de sa section 1)

Son intervention (p. 1680)

Après l'article 50

Intervient sur l'adt n° 91 de la commission (procédure de sauvegarde : pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission ou de rejet de créances) (p. 1680)

Article 51 (modifications de cohérence des recours contre les décisions du juge-commissaire prises en matière d'admission des créances)

Son intervention (p. 1682)

Article 52 (intitulé de la section 2)

Son intervention (p. 1682)

Article 53 (modifications de cohérence des dispositions régissant les reprises de certains biens du conjoint dans une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1682)

Article 54 (extension aux conjoints de professionnels libéraux de certaines restrictions apportées aux actions entre conjoints)

Son intervention (p. 1682)

Article 55 (intitulé de la section 3)

Son intervention (p. 1683)

Article 58 (mise en cohérence des références prévues à l'article L. 624-11 nouveau)

Son intervention (p. 1683)

Article 60 (alignement du régime du paiement du prix d'un bien faisant l'objet d'une revendication sur celui des créances postérieures au jugement)

Son intervention (p. 1683)

Article 61 (mise en cohérence des articles L. 624-17 et L. 624.18 nouveaux)

Son intervention (p. 1683)

Article 62 (intitulé du chapitre V et de sa section 1)

Son intervention (p. 1683)

Article 63 (substitution d'une référence à l'article L.625-1 du code de commerce)

Son intervention (p. 1684)

Article 65 (substitution de références aux articles L.622-5 et L.622-6)

Son intervention (p. 1684)

Article 66 (intitulés des sections 2 et 3 du chapitre V)

Son intervention (p. 1684)

Article 67 (modifications de références à l'article L.625-9 et intitulé du chapitre VI)

Son intervention (p. 1684)

Après l'article 67

Intervient sur l'adt n° 306 de M. Jean-Michel Ferrand (produits agricoles frais : super-privilege) (p. 1684)

Article 68 (définition du plan de sauvegarde)

Son intervention (p. 1684)

Article 69 (intitulé de la section 1 du chapitre VI)

Son intervention (p. 1685)

Après l'article 69

Intervient sur l'adt n° 109 rectifié de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1685)

Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. Alain Vidalies (licenciements économiques : application de la procédure de droit commun) à l'adt n° 109 rectifié de la commission (p. 1685)

Article 71 (faculté donnée au parquet de demander le remplacement des dirigeants)

Son intervention (p. 1687)

Après l'article 71

Intervient sur l'adt n° 474 de Mme Anne-Marie Comparini (plan de redressement : possibilité pour le tribunal d'en subordonner l'adoption à une augmentation de capital souscrite par un tiers) (p. 1687)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1740 et s.)

Article 73 (communication du rapport de l'administrateur sur le projet de plan)

Son intervention (p. 1744)

Article 74 (intitulé de la section 2 du chapitre VI)

Son intervention (p. 1745)

Article 75 (modalités du jugement arrêtant le plan de sauvegarde)

Son intervention (p. 1745)

Article 76 (engagements des personnes chargées d'exécuter le plan de sauvegarde)

Son intervention (p. 1745)

Article 77 (opposabilité des dispositions du plan de sauvegarde)

Son intervention (p. 1746)

Article 79 (suspension de l'interdiction d'émettre des chèques pendant la durée du plan de sauvegarde)

Son intervention (p. 1746)

Article 80 (aliénabilité temporaire des biens indispensables à la continuation de l'entreprise)

Son intervention (p. 1746)

Article 84 (dérogations aux règles applicables aux délais et remises prévus par le plan)

Son intervention (p. 1747)

Après l'article 85

Intervient sur l'adt n° 121 de la commission (plan de sauvegarde : remise du prix des cessions à la Caisse des dépôts et consignations) (p. 1747)

Article 86 (versement du prix en cas de cession partielle d'actifs)

Son intervention (p. 1747)

Article 87 (durée de la mission du mandataire judiciaire)

Son intervention (p. 1747)

Article 88 (mission du commissaire à l'exécution du plan)

Son intervention (p. 1747 et s.)

Article 89 (modalités de modification du plan)

Son intervention (p. 1749)

Article 90 (conséquences de l'inexécution du plan)

Son intervention (p. 1749)

Article 91 (instauration d'une procédure de constatation de l'achèvement de l'exécution du plan)

Son intervention (p. 1750)

Article 92 (comités de créanciers)

Son intervention (p. 1750 et s.)

Article 93 (intitulé du chapitre VII du titre II du livre VI, relatif à la procédure de sauvegarde sans administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1755)

Article 95 (pouvoirs de l'administrateur confiés au débiteur en matière de droits des créanciers)

Son intervention (p. 1755)

Article 96 (transfert des pouvoirs de l'administrateur durant la préparation du projet de plan)

Son intervention (p. 1756)

Après l'article 97

Intervient sur l'adt n° 334 de M. Édouard Leveau (dessaisissement de l'avocat du débiteur subordonné à l'accord de son client et du représentant du personnel) (p. 1756)

Article 98 (création d'un titre III du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1756)

Article 99 (champ d'application de la procédure de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1756)

Article 100 (conditions d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1757 et s.)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1759 et s.)

Article 103 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1774)

Article 104 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1774)

Après l'article 104

Intervient sur l'adt n° 491 de M. Arnaud Montebourg (redressement judiciaire : inopposabilité des paiements au titre de la cession de certaines créances) (p. 1774)

Intervient sur l'adt n° 492 de M. Arnaud Montebourg (redressement judiciaire : inopposabilité des avis à tiers détenteur et des saisies attribution) (p. 1774)

Intervient sur l'adt n° 493 de M. Arnaud Montebourg (redressement judiciaire : nullité de toute autorisation, levée et vente d'options) (p. 1775)

Article 105 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1775)

Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1775)

Article 107 (création d'un titre IV du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1776)

Article 108 (conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777)

Article 109 (jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777)

Article 110 (jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1777 et s.)

Article 111 (réalisation d'un rapport sur la situation du débiteur)

Son intervention (p. 1778)

Article 112 (dispositions communes aux procédures collectives)

Son intervention (p. 1778)

Article 113 (missions du liquidateur)

Son intervention (p. 1778 et s.)

Article 114 (liquidation prononcée au cours de la période d'observation)

Son intervention (p. 1779 et s.)

Article 117 (conditions de la poursuite de l'activité de l'entreprise)

Son intervention (p. 1780 et s.)

Article 118 (rôle du juge-commissaire)

Son intervention (p. 1781)

Article 119 (résiliation du bail)

Son intervention (p. 1781)

Article 120 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1781 et s.)

Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)

Son intervention (p. 1782)

Article 123 (création d'un chapitre II du titre IV)

Son intervention (p. 1783)

Article 124 (cession de l'entreprise)

Son intervention (p. 1784 et s.)

Article 125 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 126 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 128 (cession des actifs du débiteur)

Son intervention (p. 1787)

Article 129 (dispositions communes aux cessions d'entreprises et aux réalisations d'actifs)

Son intervention (p. 1788)

Article 132 (création d'un chapitre III du titre IV du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1788)

Après l'article 132

Intervient sur l'adt n° 183 de la commission (liquidation judiciaire : report de la déchéance du terme en cas de cession globale) (p. 1788)

Article 133 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1788)

Article 134 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1788)

Article 135 (règlement des créanciers)

Son intervention (p. 1789)

Article 136 (clôture des opérations de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 137 (clôture des opérations de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 138 (reprise des poursuites individuelles)

Son intervention (p. 1789)

Article 140 (reprise de la procédure de liquidation judiciaire)

Son intervention (p. 1789)

Article 141 (liquidation judiciaire simplifiée)

Son intervention (p. 1790)

Article 142 (intitulé du titre V du livre VI et de son chapitre premier)

Son intervention (p. 1790)

Après l'article 142

Intervient sur l'adt n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1790 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 646 de M. Arnaud Montebourg (exonération de responsabilité sauf si les créanciers connaissaient ou auraient dû connaître la situation irrémédiablement compromise à la date d'octroi de leurs concours) à l'adt n° 602 de la commission (p. 1791)

Intervient sur l'adt n° 192 rectifié de la commission (personnes susceptibles d'être financièrement sanctionnées - correction d'une erreur de concordance) (p. 1795)

Article 143 (adaptation de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif en cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire)

Son intervention (p. 1795)

Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)

Son intervention (p. 1795 et s.)

Article 145 (mesures conservatoires à l'encontre des dirigeants et des personnes responsables solidairement de leurs dettes)

Son intervention (p. 1796)

Article 146 (création de l'action en obligation aux dettes sociales)

Son intervention (p. 1796 et s.)

Article 147 (intitulé du chapitre III du titre V)

Son intervention (p. 1797)

Article 148 (extension de la faillite personnelle aux professionnels libéraux)

Son intervention (p. 1797)

Article 149 (portée de la faillite personnelle)

Son intervention (p. 1797)

Article 150 (faits sanctionnables de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1798)

Article 151 (délais de déclaration de faillite personnelle spécifique aux dirigeants)

Son intervention (p. 1798)

Article 152 (cas généraux de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1798 et s.)

Article 153 (modalités de saisine pour faillite personnelle)

Son intervention (p. 1799)

Article 154 (interdiction de gérer en cas de défaut de communication des documents pour l'inventaire)

Son intervention (p. 1800)

Article 155 (correction d'une référence juridique)

Son intervention (p. 1800)

Article 156 (réintroduction de l'incapacité d'exercer une fonction publique élective en cas de faillite personnelle)

Son intervention (p. 1800)

Article 157 (terme de la sanction de la faillite personnelle)

Son intervention (p. 1800 et s.)

Article 158 (intitulé du chapitre IV du titre V du livre VI et de sa section 1)

Son intervention (p. 1801)

Article 160 (correction de références juridiques aux articles L.654-2 et L.654-5 nouveaux)

Son intervention (p. 1801)

Article 162 (correction de références juridiques à l'article L.654-7 nouveau)

Son intervention (p. 1801)

Article 163 (intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre V)

Son intervention (p. 1801)

Article 164 (extension aux professions libérales de certaines infractions)

Son intervention (p. 1802)

Article 165 (mesures diverses de cohérence et de précision relatives aux infractions sanctionnées comme la banqueroute)

Son intervention (p. 1802)

Article 166 (mesures diverses de cohérence)

Son intervention (p. 1802)

Après l'article 166

Intervient sur l'adt n° 532 de M. Arnaud Montebourg (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : saisine du tribunal correctionnel à la seule initiative du ministère public ou du représentant des salariés) (p. 1802)

Intervient sur l'adt n° 533 de M. Arnaud Montebourg (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : frais de la poursuite et régime des sanctions financières) (p. 1802)

Article 167 (création d'un titre VI du livre VI du code de commerce)

Son intervention (p. 1803)

Article 168 (appel et pourvoi en cassation)

Son intervention (p. 1803)

Article 170 (possibilité de recours contre les ordonnances du juge-commissaire statuant sur les demandes en restitution)

Son intervention (p. 1803)

Article 172 (limitation du droit d'appel à l'encontre de certains jugements)

Son intervention (p. 1804)

Article 173 (jugements non susceptibles de pourvoi en cassation ou de tierce opposition)

Son intervention (p. 1804)

Article 175 (possibilité d'appel du ministère public en matière de sanctions)

Son intervention (p. 1804)

Article 176 (avances accordées par le Trésor public)

Son intervention (p. 1805)

Après l'article 176

Intervient sur l'adt n° 324 deuxième rectification de Mme Arlette Grosskost (rémunération des administrateurs judiciaires fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 1805)

Après l'article 177

Intervient sur l'adt n° 534 de M. Arnaud Montebourg (publicité des débats devant les tribunaux de commerce et de grande instance) (p. 1806)

Article 178 (licenciement du représentant des salariés)
Son intervention (p. 1806)

Article 179 (intitulé du titre VII du livre VI du code de commerce)
Son intervention (p. 1806)

Article 180 (régime applicable en Alsace-Moselle)
Son intervention (p. 1806)

Après l'article 180
Intervient sur l'adt n° 471 de Mme Anne-Marie Comparini (règlement du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 2000 sur l'insolvabilité : procédures de sauvegarde et de conciliation) (p. 1807)

Avant l'article 181
Intervient sur l'adt n° 333 de M. Jean-Michel Bertrand (comptes annuels de l'entreprise : possibilité de non-communication à des tiers) (p. 1807)

Article 181 (cession de fonds de commerce dans le cas d'une liquidation judiciaire)
Son intervention (p. 1808)

Article 182 (dissolution de la société en nom collectif - SNC - en cas de liquidation judiciaire d'un associé et procédure d'alerte du commissaire aux comptes)
Son intervention (p. 1808)

Après l'article 182
Intervient sur l'adt n° 488 deuxième rectification de M. Arnaud Montebourg (procédures de conciliation ou de sauvegarde : interdiction des dividendes) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 444 de M. Arnaud Montebourg (insaisissabilité : extension aux meubles meublants de la résidence principale) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 443 de M. Arnaud Montebourg (commerçants et artisans : insaisissabilité de la résidence principale au profit des établissements de crédit) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 475 rectifié de M. Arnaud Montebourg (choix d'un administrateur judiciaire hors liste) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 425 rectifié de M. Arnaud Montebourg (administrateurs judiciaires : limitation des cumuls d'activités) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 476 rectifié de M. Arnaud Montebourg (choix d'un mandataire judiciaire hors liste) (p. 1809)

Intervient sur l'adt n° 426 rectifié de M. Arnaud Montebourg (mandataires judiciaires : limitation des cumuls d'activités) (p. 1810)

Intervient sur l'adt n° 558 rectifié de M. Arnaud Montebourg (rémunération des intervenants dans les procédures collectives par le fonds des affaires impécunieuses) (p. 1810)

Intervient sur le sous-adt n° 630 de M. Xavier de Roux (en cas de succès de la procédure) à l'adt n° 558 rectifié de M. Arnaud Montebourg : rejeté (p. 1810)

Intervient sur le sous-amendement n° 630 (en cas de succès de la procédure) à l'adt n° 558 rectifié de M. Arnaud Montebourg : rejeté (p. 1810)

Article 183 (extension à la sauvegarde de dispositions applicables au redressement)
Son intervention (p. 1810)

Après l'article 183
Intervient sur l'adt n° 605 de la commission (coordination de références dans le code de commerce) (p. 1810)

Avant l'article 184
Intervient sur l'adt n° 528 rectifié de M. Arnaud Montebourg (compétence exclusive du tribunal de grande instance en matière de jugement des actions en responsabilité pour insuffisance d'actif, d'obligation aux dettes sociales et de faillite personnelle) (p. 1811)

Article 184 (substitution de notions et de références juridiques)
Son intervention (p. 1811)

Après l'article 184
Intervient sur l'adt n° 607 de la commission (de coordination avec le code des impôts) (p. 1811)

Intervient sur l'adt n° 615 de M. Jérôme Chartier (fonds de garantie des dépôts) (p. 1811)

Intervient sur l'adt n° 516 rectifié de M. Michel Vaxès (retrait abusif de crédit) (p. 1812)

Intervient sur l'adt n° 608 de la commission (corrections de références dans différents codes) (p. 1812)

Article 185 (obligation de publication des privilèges fiscaux et douaniers)
Son intervention (p. 1812 et s.)

Après l'article 186
Intervient sur l'adt n° 563 de Mme Françoise Branget (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1813)

Article 187 (modifications du périmètre d'intervention de l'Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés - AGS)
Son intervention (p. 1813 et s.)
Son sous-amendement n° 650 à l'adt n° 560 de Mme Françoise Branget (p. 1813)

Après l'article 187
Intervient sur l'adt n° 245 de la commission (déductibilité fiscale des abandons de créances) (p. 1814)

Intervient sur l'adt n° 247 rectifié de la commission (inscription obligatoire des créances de sécurité sociale) (p. 1814 et s.)

Intervient sur l'adt n° 248 rectifié de la commission (créances de sécurité sociale devenues sans objet : radiation dans le délai d'un mois) (p. 1816)

Intervient sur l'adt n° 249 de la commission (remise de créances de sécurité sociale : coordination) (p. 1816)

Intervient sur l'adt n° 250 de la commission (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1816)

Intervient sur l'adt n° 251 de la commission (rédactionnel) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 252 de la commission (de coordination avec la suppression du paiement par l'AGS des créances salariales dues à raison d'un sinistre empêchant la poursuite de l'activité de l'entreprise) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 253 rectifié de la commission (de coordination avec l'amendement 127 rejeté après l'article 88 : régime des licenciements économiques en période de sauvegarde) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 628 de M. Alain Vidalies (droit d'alerte exercé par les délégués du personnel : extension aux entreprises comptant moins de cinquante salariés) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 551 de M. Alain Vidalies (procédure ou plan de sauvegarde : prérogatives du comité d'entreprise) (p. 1817)

Intervient sur l'adt n° 246 de la commission (coordination avec le code rural) (p. 1846)

Article 188 (restitution par le comptable public des sommes perçues à titre provisionnel)
Son intervention (p. 1817)

Article 189 (amélioration de la situation des sous-traitants industriels)
Son intervention (p. 1817)

Après l'article 189
Intervient sur l'adt n° 389 de M. Arnaud Montebourg (rémunération des intervenants dans les procédures collectives) (p. 1818)

Intervient sur les adts n°s 336 à 388 de M. Arnaud Montebourg (tribunaux de commerce : organisation - compétences - fonctionnement - statut et modalités d'élection des juges) (p. 1818)

Article 190 (financement des services d'intérêt collectif du conseil national des greffiers des tribunaux de commerce)
Son intervention (p. 1819)

Article 191 (inéligibilité des personnes frappées d'une incapacité d'exercer une fonction publique élective)
Son intervention (p. 1819)

Article 192 (date d'entrée en vigueur)
Son intervention (p. 1819)

Article 193 (dispositions applicables aux procédures en cours)
Son intervention (p. 1819)

Article 194 (dispositions applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon)
Son intervention (p. 1819)

Article 195 (dispositions applicables à Mayotte)
Son intervention (p. 1819 et s.)

Article 196 (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)
Son intervention (p. 1820 et s.)

Article 197 (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)
Son intervention (p. 1821 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)**

Son intervention (p. 4643)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4648)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : droit d'ester (p. 4648)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : principe d'égalité (p. 4648)

Entreprises : chefs d'entreprises : sanctions (p. 4644)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 4644)

Lois : évaluation (p. 4644)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 4644)

Parlement : rôle : travaux (p. 4643)

Patrick ROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Secrétaire de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [3 novembre 2004] (p. 8875)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Pauvreté, lutte et prévention [22 décembre 2004] (p. 11404)

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, mission d'information, mise en place [11 mai 2005] (p. 3331)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la
cohésion sociale**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9943) ; rejetée (p. 9958)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones franches urbaines (p. 9948)

Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9952)

Communes : Valenciennes (p. 9948)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 9947)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 9951)

Emploi : chômage (p. 9943)

Emploi : chômeurs (p. 9947)

Emploi : contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) (p. 9944)

Emploi : contrats emplois-jeunes (p. 9944)

Emploi : jeunes (p. 9944)

Emploi : politique de l'emploi (p. 9945 et s.)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 9953, 9954)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 9944, 9951, 9953)

Etat : responsabilités (p. 9949, 9950)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9951)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9952)

Logement : logement social (p. 9947, 9952)

Politique économique : libéralisme (p. 9945, 9951, 9953)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 9943 et s.)

Politique sociale : exclusion (p. 9943, 9946)

Politique sociale : pauvreté (p. 9944)

Politique sociale : revenu minimum d'activité (RMA) (p. 9944, 9951)

Santé : santé publique (p. 9947)

Travail : licenciement économique (p. 9953)

Travail : précarité (p. 9951)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 9948)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10090 et s.)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10460 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10471)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

**Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire
[20 décembre 2004] (p. 11166)**

Intervient sur l'ad. n° 1 du Gouvernement (contrats d'avenir ; aide de l'Etat aux employeurs ; chantiers d'insertion ; non-dégressivité de l'aide) (p. 11166)

**Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des
chances, la participation et la citoyenneté des
personnes handicapées**

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Son intervention (p. 11196)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11196)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11196)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11196)

**Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de
l'école**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1174)

Thèmes :

Enseignement : inégalités (p. 1174)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1174 et s.)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 1175)

Enseignement maternel et primaire : écoles (p. 1174)

Enseignement secondaire : carte scolaire (p. 1175)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1175)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de surveillance (p. 1175)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 2 (mission première de l'école)

Son intervention (p. 1247)

Son amendement n° 296 rectifié (p. 1248)

Après l'article 3

Son amendement n° 301 rectifié (organisation de l'information sur les métiers) : rejeté (p. 1295)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n° 375 (p. 1349)

Son intervention (p. 1374 et s.)

Son amendement n° 389 (p. 1413)

Article 9 (création du Haut conseil de l'éducation)

Son amendement n° 306 (p. 1432)

Article 10 (suppression du Conseil national des programmes)

Son amendement n° 308 (p. 1434)

Article 12 (redoublement)

Ses amendements n°s 315 et 316 (p. 1437)

Article 13 (orientation et insertion professionnelle)

Son amendement n° 317 rectifié (p. 1438)

Avant l'article 14

Son amendement n° 373 (missions de l'école maternelle) : rejeté (p. 1439)

Article 18 (brevet)

Son amendement n° 324 (p. 1442)

Après l'article 23

Son amendement n° 395 (formation spécifique des futurs enseignants à l'enseignement en maternelle) (p. 1448) : adopté (p. 1449)

Son amendement n° 397 (formation spécifique des futurs enseignants à la laïcité) : rejeté (p. 1449)

Ségolène ROYAL*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONMembre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)*Après l'article 3*

Son amendement n° 3 (prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur déchu du droit à intérêts) (p. 186) : rejeté (p. 187)

Avant l'article 4

Son amendement n° 4 (sanctions du non respect des obligations liées à la publicité relative aux crédits) : rejeté (p. 187)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1149)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1149)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 1150)

Enseignement secondaire : collèges (p. 1149)

Enseignement secondaire : élèves (p. 1150)

Enseignement secondaire : parents d'élèves (p. 1150)

S

Martial SADDIER

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Politique du logement. Perspectives [19 janvier 2005] (p. 115)

Consommation. Pratiques commerciales. Commerce équitable, perspectives [4 mai 2005] (p. 3144)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1098, posée le 1^{er} mars 2005. Sécurité publique. Secours (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Gratuité, réforme, perspectives (p. 1462)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux***DEUXIÈME LECTURE*

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 59 (*indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier*)

Son intervention (p. 7818)

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 905, posée le 19 octobre 2004. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 8003). Appelée le 19 octobre 2004. Contournement ouest de Bordeaux, perspectives (p. 8040)

Francis SAINT-LÉGER

*Lozère (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 4 février 2005] (p. 1918)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de M. le Ministre délégué au commerce extérieur, [J.O. du 1^{er} juin 2005] (p. 9821)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [3 février 2005] (n° 2057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique extérieure. Chine. Relations commerciales [13 octobre 2004] (p. 7834)

Emploi. Chômage. Statistiques [3 mai 2005] (p. 3044)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1023, posée le 18 janvier 2005. Voirie. RN 88 et RN 106 (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2005. Aménagement, Lozère (p. 25)

n° 1224, posée le 3 mai 2005. Enseignement. Politique de l'éducation (J.O. Questions p. 4410). Appelée le 3 mai 2005. Zones rurales, perspectives (p. 3030)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 7584)

Thème :

Environnement : montagne (p. 7584 et s.)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 37 F (*aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics*)

Son sous-amendement n° 615 à l'adt n° 116 rectifié de la commission (p. 7655)

Article 62 A (*délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques*)

Son intervention (p. 7658 et s.)

Après l'article 62 A

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Michel Bouvard (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises ; conditions et limites) (p. 7660)

Intervient sur l'adt n° 268 de M. Michel Bouvard (énergie réservée disponible et non attribuée : compensation financière) (p. 7662)

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Michel Bouvard (développement de l'énergie renouvelable : assimilation des sociétés d'économie mixte à majorité de capitaux publics à des régies constituées) (p. 7662)

Intervient sur l'adt n° 495 rectifié de M. Joël Giraud (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7663)

Article 62 (*adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne*)

Son intervention (p. 7663 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 500 de M. François Brottes (consultation du comité de massif compétent pour l'implantation d'un projet d'ensemble commercial) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Michel Bouvard (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 643 du Gouvernement (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 501 de M. François Brottes (création d'une commission chargée d'examiner les difficultés tenant à l'organisation des services à la population en montagne) (p. 7668)

Intervient sur l'adt n° 460 de M. François Brottes (insertion de l'assistance médicale parmi les équipements d'intérêt collectif en montagne) (p. 7668)

Article 62 bis A (reconnaissance d'un caractère d'intérêt général à l'agriculture, au pastoralisme et à la forêt de montagne)

Son intervention (p. 7668)

Son amendement n° 631 (p. 7668)

Article 62 ter A (réglementation des tapis roulants mécaniques)

Son intervention (p. 7669)

Après l'article 62 ter A

Intervient sur l'adt n° 400 de M. Vincent Rolland (qualification des pneus à lamelles utilisés pour faire face aux conditions hivernales en zone de montagne) (p. 7669)

Après l'article 63 bis

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Michel Bouvard (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean Lassalle (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Après l'article 63 ter A

Intervient sur l'adt n° 18 du Gouvernement (délimitation, autour des lacs, des secteurs justifiant d'une protection au titre de la loi littoral) (p. 7671)

Son sous-amendement n° 634 (avis ou proposition des communes riveraines) à l'adt n° 18 du Gouvernement : adopté (p. 7671)

Avant l'article 63 ter

Intervient sur l'adt n° 159 rectifié de la commission (définition des secteurs protégés autour des lacs de montagne) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Daniel Spagnou (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 188 deuxième rectification de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 477 de M. François Brottes (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 543 de M. François Vannson (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Article 63 quater (protection des rivages de lacs soumis au régime de la loi "montagne")

Son intervention (p. 7677)

Article 64 (autorisation d'implantation d'unités touristiques nouvelles - UTN)

Son intervention (p. 7678 et s.)

Après l'article 64

Intervient sur les adts n° 505 et 506 de M. François Brottes (logements destinés aux saisonniers) (p. 7680)

Après l'article 64 ter

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Michel Bouvard (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 341 de M. Jean Lassalle (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 478 de M. François Brottes (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 544 de M. François Vannson (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 321 de M. Michel Bouvard (attributions de fonds de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement réalisées sur les biens communaux existants ou en construction destinés à la location) (p. 7682)

Intervient sur l'adt n° 600 de M. Michel Bouvard (institution d'une redevance pour l'accès aux sites dédiés au ski de fond et aux loisirs de neige autres que le ski alpin) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 508 de M. François Brottes (institution de la taxe de séjour par le conseil des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 507 de M. François Brottes (répartition des charges financières des travaux d'investissement ou d'entretien entre une commune et la section) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Michel Bouvard (mise en valeur des droits et biens indivis) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 458 de M. François Brottes (relèvement de 30 % à 40 % de la limite de l'extension aux recettes accessoires du régime du forfait agricole) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 311 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7685)

Intervient sur l'adt n° 315 de M. Michel Bouvard (conditions d'ouverture d'une annexe à une officine pharmaceutique dans les stations touristiques) (p. 7688)

Intervient sur l'adt n° 459 de M. François Brottes (télécommunications en zone de montagne : aménagements techniques particuliers) (p. 7688)

Intervient sur l'adt n° 510 de M. François Brottes (modulation de la durée des contrats en fonction de la nature et de l'importance des investissements consentis par l'aménageur ou l'exploitant) (p. 7689)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Michel Bouvard (aménagement des modalités de classement pour l'attribution des aides de l'ANAH dans les zones de montagne) (p. 7689)

Article 65 bis B (prise en compte des handicaps des territoires ruraux dans la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7689)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Son intervention (p. 7690 et s.)

Article 65 ter supprimé par le Sénat (droits de chasse d'une ACCA en zone de montagne)

Son intervention (p. 7691)

Article 65 sexies (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Son intervention (p. 7692)

Après l'article 65 octies

Intervient sur l'adt n° 433 rectifié de M. André Chassaigne (déclarations par les propriétaires des parcelles interdites à la cueillette) (p. 7695)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. André Chassaigne (délimitation de toutes les sections de communes) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 425 de M. André Chassaigne (généralisation de l'élection des commissions syndicales dans les sections de communes) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 426 de M. André Chassaigne (affectation du produit des ventes des biens de la section) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Michel Bouvard (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) (p. 7696)

Son amendement n° 632 rectifié (acquisitions de biens communaux facilitées afin d'améliorer les conditions de développement et d'aménagement des communes) : adopté (p. 7696)

Son amendement n° 633 (hiérarchisation de l'attribution des lots sectionaux aux exploitants agricoles et adoption d'un règlement d'attribution par le conseil municipal ou la commission syndicale) : adopté (p. 7696)

Après l'article 65 decies

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) (p. 7697)

Intervient sur l'adt n° 546 de M. François Vannson (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) (p. 7697)

**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE**

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte
paritaire [10 février 2005] (p. 1010)**

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire (p. 1012)

Thèmes :

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 1013)
Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale : fiscalité (p. 1013)
Animaux : loup (p. 1012 et s.)
Professions de santé (p. 1012)
Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 1012 et s.)
Urbanisme (p. 1013)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9089)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9090)
Agriculture : montagne (p. 9089)
Assurances (p. 9090)
Bois et forêts : forêts (p. 9090)
Élevage : bâtiments (p. 9090)

Procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 9117)

Frédéric de SAINT-SERNIN

Secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jacques Pélessard. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [26 octobre 2004] (p. 8489)
M. Bernard Pousset. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [16 novembre 2004] (p. 9440)
M. André Chassaingne. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [24 novembre 2004] (p. 9979)
M. Pierre Morel-A-L'Huissier. Télécommunications. Téléphone. Portables, zones d'ombre, réduction [24 novembre 2004] (p. 9987)
M. Claude Gaillard. Politiques communautaires. Aides communautaires. Fonds européens d'investissement, bilan et perspectives [2 février 2005] (p. 608)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Marc Reymann. Transports ferroviaires. SNCF. Liaison Strasbourg-Bruxelles, fréquence, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8036)
M. Christian Philip. Transports. Politique des transports. Institut national de recherches sur les transports et leur sécurité (INRETS), délocalisation, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8037)
M. Jean-Claude Mignon. Transports ferroviaires. Politique des transports ferroviaires. Infrastructures, financement, Dammarielles-Lys [19 octobre 2004] (p. 8038)
Mme Nadine Morano. Sécurité routière. Limitations de vitesse. Adaptation [19 octobre 2004] (p. 8039)
M. Michel Sainte-Marie. Voirie. Autoroutes. Contournement ouest de Bordeaux, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8040)
M. Gilbert Meyer. Cours d'eau, étangs et lacs. Barrage de Vogelgrun. Retenues supplémentaires, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8041)

M. Christophe Priou. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, indemnisation, financement, perspectives [19 octobre 2004] (p. 8042)
M. René Rouquet. Transports urbains. Réseau express régional (RER). Ligné D, fonctionnement [18 janvier 2005] (p. 19)
M. Jean-Claude Sandrier. Transports ferroviaires. SNCF. Missions de service public, maintien, Vierzon et Bourges [18 janvier 2005] (p. 19)
Mme Françoise Branget. Transports. Concurrence. Régies départementales, transporteurs privés [18 janvier 2005] (p. 21)
M. Jean-Pierre Dupont. Voirie. RN 89. Aménagement, Ussel-Est [18 janvier 2005] (p. 22)
Mme Béatrice Pavy. Voirie. RN 18. Travaux d'aménagement, financement, perspectives [18 janvier 2005] (p. 23)
M. Christophe Priou. Transports ferroviaires. Accidents. Lutte et prévention, passage à niveau [18 janvier 2005] (p. 24)
M. Jean-Marc Roubaud. Voirie. RN 7 et RN 100. Raccordement, Gard [18 janvier 2005] (p. 25)
M. Francis Saint-Léger. Voirie. RN 88 et RN 106. Aménagement, Lozère [18 janvier 2005] (p. 25)
M. Jean Grenet. Voirie. RN 10. Aménagement, Pyrénées-Atlantiques [18 janvier 2005] (p. 26)
M. Jean-Pierre Blazy. Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [22 mars 2005] (p. 2201)
M. Jean Leonetti. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, Sophia-Antipolis [22 mars 2005] (p. 2202)
Mme Geneviève Colot. Transports urbains. RER. Ligne C, fonctionnement [22 mars 2005] (p. 2203)
M. Nicolas Perruchot. Agroalimentaire. Viandes. Intestins ovins, classement, perspectives [22 mars 2005] (p. 2204)
M. René André. Retraites : régime agricole. Annuités liquidables. Périodes effectuées en qualité d'aide familial d'un agriculteur, prise en compte [22 mars 2005] (p. 2204)
M. Jean Lassalle. Environnement. Protection. Directives européennes, transposition, conséquences [22 mars 2005] (p. 2205)
M. Jacques Le Guen. Aménagement du territoire. Pays. Mise en place, réglementation [3 mai 2005] (p. 3030)
M. Robert Lamy. Collectivités territoriales. Finances. Aides aux entreprises, immobilier, réglementation [3 mai 2005] (p. 3031)

DÉBATS

**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des
territoires ruraux**

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

DEUXIÈME LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ;
[7 octobre 2004] (p. 7606)**

Son intervention (p. 7580)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7580 et s.)
Coopération intercommunale (p. 7581)
Entreprises : création : zones rurales (p. 7581)
Environnement : montagne (p. 7581)
Impôts et taxes (p. 7581)
Secteur public : services publics (p. 7581)

**Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637,
7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre
2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)**

Article 1er (zones de revitalisation rurale - ZRR)

Son intervention (p. 7620 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 428 de M. André Chassaingne (attachés territoriaux, nouvelle spécialité : "agent de développement local") (p. 7628)

Article 1er bis A (conventions de revitalisation rurale)

Son intervention (p. 7628)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale -ZRR)

Son intervention (p. 7629)

Article 1er quater (exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale -ZRR)

Son intervention (p. 7629)

Article 1er quinquies A (allongement de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en zone de revitalisation rurale - ZRR)
Son intervention (p. 7630)

Après l'article 1er quinquies A
Intervient sur l'adt n° 349 de M. Jean Lassalle (exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises situées en ZRR dès lors qu'elles exercent au moins 75% de leur activité dans cette zone) (p. 7631)

Article 1er sexies A (compensation par l'Etat des pertes de recettes fiscales de certains cantons ruraux défavorisés)
Son intervention (p. 7631)

Article 1er septies supprimé par le Sénat (loyer des surfaces commerciales financées par les communes en zone de revitalisation rurale - ZRR)
Son intervention (p. 7638)

Article 1er octies (possibilité pour les communes de créer des services de première nécessité en cas de défaillance de l'initiative privée)
Son intervention (p. 7639)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)
Son intervention (p. 7639)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale -ZRR)
Son intervention (p. 7640)

Article 1er duodécies (carte scolaire dans les zones de revitalisation rurale - ZRR)
Son intervention (p. 7640 et s.)

Après l'article 1er duodécies
Intervient sur l'adt n° 431 de M. André Chassaigne (élections municipales ; petites communes rurales ; représentation proportionnelle) (p. 7641)
Intervient sur l'adt n° 435 de M. André Chassaigne (commission consultative des services publics au sein des communes rurales ou de leurs groupements) (p. 7642)

Après l'article 1er terdecies
Intervient sur l'adt n° 6 rectifié du Gouvernement (exonération des cotisations patronales dues au titre des assurances sociales agricoles) (p. 7642)

Avant l'article 37 A
Intervient sur l'adt n° 487 de M. François Brottes (prix unique du timbre poste) (p. 7643)
Intervient sur l'adt n° 489 de M. François Brottes (transposition de la directive postale relative aux envois postaux) (p. 7644)
Intervient sur l'adt n° 488 de M. François Brottes (maintien du réseau postal) (p. 7645)
Intervient sur l'adt n° 339 de M. Jean Lassalle (maintien des services publics dans les petites communes de moins de 2 500 habitants) (p. 7649)

Avant l'article 37 EA
Intervient sur l'adt n° 106 de la commission (tarif postal de base sur l'ensemble du territoire) (p. 7652)
Intervient sur le sous-adt n° 642 de M. François Brottes (suppression de la référence au secteur réservé) à l'adt n° 106 de la commission (p. 7653)

Article 37 EA (contenu des conventions relatives au maintien des services publics de proximité)
Son intervention (p. 7653)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)
Son intervention (p. 7654 et s.)

Après l'article 37 F
Intervient sur l'adt n° 490 de M. François Brottes (fermeture d'école rurale ; étude d'impact préalable obligatoire) (p. 7656)
Intervient sur l'adt n° 297 de M. Jean-Pierre Decool (urbanisme commercial : seuil abaissé à 200 mètres carrés) (p. 7657)

Avant l'article 37
Intervient sur l'adt n° 492 de M. Henri Nayrou (conclusion avec les communes ou leurs groupements de contrats d'accès aux services publics) (p. 7657)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son intervention (p. 7658 et s.)

Après l'article 62 A

Intervient sur l'adt n° 269 de M. Michel Bouvard (énergie réservée d'origine hydraulique ; aide aux entreprises ; conditions et limites) (p. 7660)

Intervient sur l'adt n° 268 de M. Michel Bouvard (énergie réservée disponible et non attribuée : compensation financière) (p. 7662)

Intervient sur l'adt n° 267 de M. Michel Bouvard (développement de l'énergie renouvelable : assimilation des sociétés d'économie mixte à majorité de capitaux publics à des régies constituées) (p. 7662)

Intervient sur l'adt n° 495 rectifié de M. Joël Giraud (communes de montagne ; obligations d'épuration, conditions d'exécution) (p. 7663)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Son intervention (p. 7663 et s.)

Après l'article 62

Intervient sur l'adt n° 500 de M. François Brottes (consultation du comité de massif compétent pour l'implantation d'un projet d'ensemble commercial) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Michel Bouvard (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 643 du Gouvernement (consultation du comité de massif compétent pour tout projet de classement) (p. 7666)

Intervient sur l'adt n° 501 de M. François Brottes (création d'une commission chargée d'examiner les difficultés tenant à l'organisation des services à la population en montagne) (p. 7668)

Intervient sur l'adt n° 460 de M. François Brottes (insertion de l'assistance médicale parmi les équipements d'intérêt collectif en montagne) (p. 7668)

Article 62 bis A (reconnaissance d'un caractère d'intérêt général à l'agriculture, au pastoralisme et à la forêt de montagne)

Son intervention (p. 7668)

Article 62 ter A (réglementation des tapis roulants mécaniques)

Son intervention (p. 7668)

Après l'article 62 ter A

Intervient sur l'adt n° 400 de M. Vincent Rolland (qualification des pneus à lamelles utilisés pour faire face aux conditions hivernales en zone de montagne) (p. 7669)

Après l'article 63 bis

Intervient sur l'adt n° 49 de M. Daniel Spagnou (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 186 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 253 de M. Michel Bouvard (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Intervient sur l'adt n° 342 de M. Jean Lassalle (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669)

Après l'article 63 ter A

Intervient sur l'adt n° 18 du Gouvernement (délimitation, autour des lacs, des secteurs justifiant d'une protection au titre de la loi littoral) (p. 7671)

Intervient sur le sous-adt n° 634 de M. Francis Saint-Léger (avis ou proposition des communes riveraines) à l'adt n° 18 du Gouvernement (p. 7671)

Avant l'article 63 ter

Intervient sur l'adt n° 52 de M. Daniel Spagnou (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 188 deuxième rectification de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 477 de M. François Brottes (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Intervient sur l'adt n° 543 de M. François Vannson (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) (p. 7677)

Article 63 quater (protection des rivages de lacs soumis au régime de la loi "montagne")

Son intervention (p. 7677 et s.)

Article 64 (autorisation d'implantation d'unités touristiques nouvelles - UTN)

Son intervention (p. 7679 et s.)

Après l'article 64

Intervient sur l'adt n° 505 de M. François Brottes (logements destinés aux saisonniers) (p. 7680)

Intervient sur l'adt n° 506 de M. François Brottes (logements destinés aux saisonniers) (p. 7681)

Après l'article 64 ter

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 259 de M. Michel Bouvard (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 341 de M. Jean Lassalle (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 478 de M. François Brottes (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Intervient sur l'adt n° 544 de M. François Vannson (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681)

Après l'article 65

Intervient sur l'adt n° 321 de M. Michel Bouvard (attributions du fonds de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement réalisées sur les biens communaux existants ou en construction destinés à la location) (p. 7682)

Intervient sur l'adt n° 600 de M. Michel Bouvard (institution d'une redevance pour l'accès aux sites dédiés au ski de fond et aux loisirs de neige autres que le ski alpin) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 508 de M. François Brottes (institution de la taxe de séjour par le conseil des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 7683)

Intervient sur l'adt n° 507 de M. François Brottes (répartition des charges financières des travaux d'investissement ou d'entretien entre une commune et la section) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 316 de M. Michel Bouvard (mise en valeur des droits et biens indivis) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 458 de M. François Brottes (relèvement de 30 % à 40 % de la limite de l'extension aux recettes accessoires du régime du forfait agricole) (p. 7684)

Intervient sur l'adt n° 310 de M. Michel Bouvard (régulation de la faune sauvage) (p. 7685)

Intervient sur l'adt n° 315 de M. Michel Bouvard (conditions d'ouverture d'une annexe à une officine pharmaceutique dans les stations touristiques) (p. 7688)

Intervient sur l'adt n° 510 de M. François Brottes (modulation de la durée des contrats en fonction de la nature et de l'importance des investissements consentis par l'aménageur ou l'exploitant) (p. 7689)

Intervient sur l'adt n° 314 de M. Michel Bouvard (aménagement des modalités de classement pour l'attribution des aides de l'ANAH dans les zones de montagne) (p. 7689)

Article 65 bis B (prise en compte des handicaps des territoires ruraux dans la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales)

Son intervention (p. 7689)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Son intervention (p. 7690 et s.)

Article 65 ter supprimé par le Sénat (droits de chasse d'une ACCA en zone de montagne)

Son intervention (p. 7691)

Article 65 sexies (interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes et des grandes routes)

Son intervention (p. 7693 et s.)

Après l'article 65 octies

Intervient sur l'adt n° 433 rectifié de M. André Chassaigne (déclarations par les propriétaires des parcelles interdites à la cueillette) (p. 7695)

Intervient sur l'adt n° 424 de M. André Chassaigne (délimitation de toutes les sections de communes) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 425 de M. André Chassaigne (généralisation de l'élection des commissions syndicales dans les sections de communes) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 632 rectifié de M. Francis Saint-Léger (acquisitions de biens communaux facilitées afin d'améliorer les conditions de développement et d'aménagement des communes) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 633 de M. Francis Saint-Léger (hiérarchisation de l'attribution des lots sectionnaux aux exploitants agricoles et adoption d'un règlement d'attribution par le conseil municipal ou la commission syndicale) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 426 de M. André Chassaigne (affectation du produit des ventes des biens de la section) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) (p. 7696)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Michel Bouvard (adaptation des modalités de classement en zone de montagne pour l'attribution des aides de l'ANAH) (p. 7696)

Après l'article 65 decies

Intervient sur l'adt n° 193 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) (p. 7697)

Intervient sur l'adt n° 546 de M. François Vannson (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) (p. 7697)

Article 75 septies (groupement d'intérêt public pour l'aménagement du territoire)

Son intervention (p. 7697)

Après l'article 75 septies

Intervient sur l'adt n° 602 de M. Michel Bouvard (juridiction compétente en cas de litige portant sur la réalisation des ouvrages exécutés en application de l'accord franco-italien de Turin du 29 janvier 2001) (p. 7697)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9678)

Son intervention (p. 9678)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 9678 et s.)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9684)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 9678)

Télécommunications : Internet (p. 9678)

Télécommunications : téléphones mobiles : antennes-relais (p. 9678)

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9682)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9683)

Etat B, titre IV

Son intervention (p. 9684)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9738) :

- Réunion de la commission des finances du 3 novembre 2004

Son intervention (p. 9741)

Ses réponses (p. 9747, p. 9753)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 9741)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 9741, 9753)

Aménagement du territoire : Observatoire des territoires (p. 9753)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 9741, 9753)

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9741, 9747)

Politique économique : Agence française pour les investissements internationaux (AFII) (p. 9742)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9684)

Son intervention (p. 9684)

Thèmes avant la procédure des questions :

Sports : crédits (p. 9685)
 Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 9685)
 Sports : jeux olympiques (p. 9685)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2069 visant à renforcer les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel vis-à-vis des services de télévision diffusés par satellite [9 février 2005]
 Proposition de loi n° 2484 tendant à assurer la représentation de l'opposition communale dans les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et à limiter le cumul des mandats [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Audiovisuel et communication. Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Contrôle, diffusion de la chaîne Al-Manar [23 novembre 2004] (p. 9909)
 Politique extérieure. Liban. Situation politique [15 février 2005] (p. 1095)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)**

Son intervention (p. 1879)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1879 et s.)
 Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1879)
 Transports aériens : aéroports (p. 1879)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n° 58 rectifié et 59 (p. 1957, p. 1960)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)*Procédure des questions :*

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence (p. 9579)

INTERIEUR**Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)**

Son intervention (p. 8827)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8827)
 Police : effectifs : Nice (p. 8827)
 Police : policiers : logement (p. 8828)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 51 bis

Son amendement n° 796 rectifié (taxe foncière ; immeubles situés en zones franches ; exonération) : rejeté (p. 10600)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)**

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son amendement n° 56 (p. 966)

Son intervention (p. 970)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son amendement n° 57 (p. 972)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son amendement n° 58 (p. 995)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)**

Son intervention (p. 1044)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1045)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 1045)

Pays étrangers : Algérie (p. 1044)

Rapatriés : harkis (p. 1044, 1045)

Rapatriés : indemnisation (p. 1044, 1045)

Rapatriés : mémorial de la France d'Outre-mer (p. 1045)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1044, 1045)

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Son intervention (p. 1053)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad n° 21 troisième rectification de M. Yvan Lachaud (qualité de "mort pour la France" applicable aux victimes civiles de la fusillade de la rue d'Isly) (p. 1055)

Intervient sur l'ad n° 22 de M. Yvan Lachaud (reconnaissance par la Nation des difficultés de départ et de réinstallation des rapatriés) (p. 1057)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son intervention (p. 1059)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 27 rectifié de M. Yvan Lachaud (accord avec le Maroc et la Tunisie pour la restauration des cimetières français) (p. 1061)

Intervient sur l'ad n° 19 de M. Yvan Lachaud (rapport du Gouvernement ; indemnisation des rapatriés) (p. 1062)

Intervient sur l'ad n° 17 de M. Francis Vercamer (cimetières ; carrés confessionnels) (p. 1062)

Titre

Son intervention (p. 1062)

Ses explications de vote (p. 1064)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 1065)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)

Son intervention (p. 4622)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 4622)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 4622)
- Entreprises : charges (p. 4622)
- Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4622)
- Travail : contrats de travail (p. 4623)
- Travail : négociations (p. 4623)
- Travail : productivité (p. 4623)
- Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4623)

Jean-Claude SANDRIER

Cher (2^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 octobre 2004] (p. 17541)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2004] (p. 17541)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 octobre 2004] (p. 17633)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 octobre 2004] (p. 17633)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 27 octobre 2004] (p. 18124)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Secrétaire de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 3 mars 2005] (p. 3752)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 mars 2005] (p. 3903)

Rapporteur de la proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité (n° 2145) [8 mars 2005]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 mars 2005] (p. 3903)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 mars 2005] (p. 5768)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité [3 mars 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de loi de M. Jean-Claude Sandrier et plusieurs de ses collègues relative au droit à vivre dans la dignité (n° 2145) [9 mars 2005] (n° 2152)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [17 novembre 2004] (p. 9500)

Union européenne. Directives. Marché intérieur des services, perspectives [15 mars 2005] (p. 2007)

Politique économique. Pouvoir d'achat. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4081)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1013, posée le 18 janvier 2005. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 423). Appelée le 18 janvier 2005. Missions de service public, maintien, Vierzon et Bourges (p. 19)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Condamne l'adoption par la commission des finances du Sénat d'un amendement qui aurait été négocié avec le Gouvernement, tendant à taxer au taux de 2,5 % les plus-values réalisées par les entreprises sur les titres de participation, indique la position du groupe communiste sur cette question et considère qu'il est inacceptable d'escamoter ainsi le débat [9 décembre 2004] (p. 10857)

DÉBATS

Projet de loi n° 1699 portant règlement définitif du budget de 2003

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7473)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 7485)

Son intervention (p. 7491)

Thèmes :

- Entreprises : allègement des charges (p. 7492)
- Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 7486, 7492)
- Finances publiques : exécution du budget : annulations de crédits (p. 7492)
- Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 7486, 7492)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 7492 et s.)
- Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7492)
- Marchés financiers (p. 7492)
- Politique économique : capital-risque (p. 7492 et s.)
- Politique économique : croissance : prévisions (p. 7492)
- Politique sociale (p. 7492 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8120)

Son intervention (p. 8145)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8222)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8147)
- Donations et successions (p. 8147)
- Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 8120)
- Enseignement (p. 8146)
- Entreprises : allègement des charges (p. 8148)
- Entreprises : délocalisations (p. 8147)
- Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8147)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8147)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 8147)
- Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8147)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8147)
- Impôts locaux (p. 8147)
- Logement : logement social (p. 8146)
- Marchés financiers : dividendes : plus-values (p. 8120, 8145 et s.)
- Partis et mouvements politiques : Parti communiste : finances publiques (p. 8148)
- Politique économique : croissance (p. 8120, 8146, 8222)

Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8120)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 8145 et s., 8222)
 Recherche (p. 8146)
 Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8146)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 3 (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Son intervention (p. 8263)

Article 4 (réduction d'impôt pour déclaration électronique)

Son intervention (p. 8266)

Article 6 (neutralisation des conséquences fiscales de la mensualisation du paiement des pensions des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 8268)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8286 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad t n° 367 de M. Jean-Pierre Brard (ISF : intégration des biens professionnels pour 50 % de leur valeur corrigée par l'évolution du ratio masse salariale/valeur ajoutée) (p. 8320)

Article 10 (crédit d'impôt en faveur des entreprises qui relocalisent leur activité en France)

Son intervention (p. 8336)

Article 12 (allègements fiscaux pour les entreprises participant à un projet de recherche et de développement dans les pôles de compétitivité)

Son intervention (p. 8349)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Son intervention (p. 8358)

Article 16 (prorogation et aménagement du remboursement partiel applicable au gazole utilisé par les entreprises de transport routier de marchandises)

Son intervention (p. 8365)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad t n° 379 de M. Jean-Pierre Brard (sociétés pétrolières : majoration du taux de l'impôt sur les sociétés indexée sur la hausse du baril) (p. 8372)

Article 17 (transfert transfrontalier du siège statutaire d'une société)

Son intervention (p. 8374)

Article 24 (modification du régime de la redevance audiovisuelle)

Son intervention (p. 8396)

Article 36 (création du compte n° 903-60 "Avances aux organismes de l'audiovisuel public" et clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-15)

Son intervention (p. 8408)

Après l'article 28

Intervient sur l'ad t n° 371 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (régime du bénéfice mondial : avantage limité à 20 % de l'impôt normalement dû) (p. 8466)

Intervient sur l'ad t n° 291 précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (taxe sur les mouvements de capitaux : taux de 0,05 %) (p. 8468)

Intervient sur l'ad t n° 381 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (TVA : taux normal ramené à 18,6 % et relèvement des taux de l'impôt sur les sociétés et des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu) (p. 8469)

Reprend l'ad t n° 184 précédemment réservé de M. Louis Giscard d'Estaing (ensemble des produits alimentaires : TVA au taux réduit) (p. 8471) : retiré (p. 8471)

Intervient sur l'ad t n° 222 précédemment réservé de M. François Dosé (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit même si le contrat ne porte que sur une de ces prestations) (p. 8472)

Intervient sur l'ad t n° 384 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (collecte, tri et traitement des déchets : TVA au taux réduit

lorsque les prestations sont scindées par nature entre plusieurs collectivités) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 382 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (abonnements aux réseaux de chaleur alimentés par la géothermie et la cogénération : TVA au taux réduit) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 383 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie éolienne : TVA au taux réduit) (p. 8473)

Intervient sur l'ad t n° 373 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (impôts locaux : suppression du prélèvement de 0,4 % au titre de la révision des valeurs locatives) (p. 8475)

Explications de vote et vote [26 octobre 2004] (p. 8497)

Ses explications de vote (p. 8500)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 8501)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 9489 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son intervention (p. 10094 et s.)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son intervention (p. 10118)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10126)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10874)

Son intervention (p. 10881)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10900)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 2004] (p. 10857)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des finances : conditions de travail (p. 10900)

Défense : crédits : matériels (p. 10883)

Défense : indépendance nationale : Direction des chantiers navals (p. 10883, 10900)

Emploi : chômage : politique de l'emploi (p. 10874, 10882)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 10882)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 10882)

Plus-values : imposition : plus-values à long terme : entreprises (p. 10882, 10900)

Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 10881 et s.)

Politique économique : consommation : pouvoir d'achat (p. 10874)

Politique sociale : pauvreté : exclusion (p. 10874, 10881 et s.)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 10882)

Sociétés : dirigeants : revenus (p. 10882)

Transports ferroviaires (p. 10882)

Travail (p. 10901)

Union européenne : constitution européenne (p. 10881)

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Article 11 (dépenses ordinaires des services militaires - annulation d'une autorisation de programme)

Son amendement n° 91 (p. 10909)

Article 27 (suppression de l'obligation de souscrire une déclaration provisoire de revenus l'année du transfert du domicile fiscal hors de France)

Son intervention (p. 10913)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 103 du Gouvernement (cotisations syndicales - réduction d'impôt : taux porté de 50 % à 66 %) (p. 10916)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 138 de M. Augustin Bonrepaux (assujettis à la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : exonération automatique de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 10932)

Après l'article 42

Son amendement n° 90 (équipements de chauffage collectif substitués à un mode de chauffage individuel : taux réduit de la TVA) : rejeté (p. 10940)

Son amendement n° 93 (associations caritatives reconnues d'utilité publique - investissements : taux réduit de la TVA) (p. 10941) : rejeté (p. 10942)

Après l'article 53

Intervient sur l'adt n° 38 du Gouvernement (privatisation de la société DAGRIS) (p. 10950)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10883)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 11137)

Son intervention (p. 11138)

Thèmes :

Constitution : préambule : secteur public (p. 11137)

Défense : Direction des chantiers navals : contrat d'entreprise avec l'Etat (p. 11139)

Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11137, 11138 et s.)

Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11138)

Défense : Direction des chantiers navals : situation financière (p. 11138)

Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11139)

Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11138 et s.)

Défense : indépendance nationale (p. 11138)

Politique générale : libéralisme (p. 11137, 11138 et s.)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 11138 et s.)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11148)

Son amendement n° 4 (p. 11149)

Ses explications de vote (p. 11151)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 11151)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)

Son intervention (p. 279)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 280)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 279)

Informatique : fichiers (p. 280)

Politique économique : libéralisme (p. 279)

Politique sociale : surendettement (p. 279)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Après l'article 4

Son amendement n° 3 (message d'information explicite et de prévention sur les supports publicitaires des offres de crédits) : rejeté (p. 287)

Son amendement n° 2 (taux d'usure ramené à 10 % du taux effectif moyen) : rejeté (p. 287)

Son amendement n° 4 (rapport au Parlement sur la constitution d'un fonds national de garantie du droit au crédit permettant aux personnes confrontées à des difficultés particulières de souscrire un crédit plafonné auprès de leur établissement bancaire) (p. 287) : rejeté (p. 288)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 534)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 534)

Emploi : création d'emplois (p. 535)

Marchés financiers : bénéfiques (p. 535)

Politique économique : capitalisme (p. 535)

Travail : durée du travail (p. 534, 535)

Proposition de résolution n° 2051 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale, de ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et sur la vie des entreprises, ainsi que sur les conditions d'une responsabilité mieux assumée des décideurs

Avant la discussion de l'article unique [15 février 2005] (p. 1071)

Son intervention (p. 1079)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1079 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1079)

Départements : dépenses : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1079)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1079)

Impôts locaux (p. 1079)

Politique sociale (p. 1079)

Régions : fiscalité : gauche (p. 1079)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France : péages (p. 1079)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1080)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 1981)

Son intervention (p. 1995)

Thèmes :

Logement : logement social (p. 1981 et s.)

Politique économique : conjoncture (p. 1981)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 1981 et s.)

Proposition de loi n° 2011 créant une couverture énergétique universelle pour les personnes défavorisées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3393)

Son intervention (p. 3402)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3402)
 Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 3402)
 Union européenne : constitution européenne (p. 3409)
 Union européenne : directives : énergie et carburants (p. 3403)
 Ses explications de vote (p. 3408)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3409)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3822)
 Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3826)
 Son intervention (p. 3831)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 3832)
 Banques et établissements financiers : secteur public (p. 3826)
 Donations et successions (p. 3832)
 Entreprises : allègement des charges (p. 3833)
 Entreprises : bénéfiques : investissements (p. 3831)
 Entreprises : fonds propres : marchés financiers (p. 3831)
 Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3832)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 3832)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3826)
 Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 3832)
 Marchés financiers : dividendes : plus-values (p. 3822)
 Politique économique : croissance (p. 3822)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3822, 3826)
 Politique économique : prix : grande distribution (p. 3826)
 Politique générale : libéralisme (p. 3831)
 Saisies et sûretés : hypothèques : ordonnances (p. 3832)
 Secteur public : ouverture du capital (p. 3831)
 Sociétés : dirigeants (p. 3832)
 Travail : code du travail (p. 3831)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3681)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'ad n° 159 rectifié du Gouvernement (plus-values sur titres de participation des sociétés présentes sur Alternext) (p. 3871)

Article 2 (aménagement des règles de quorum des assemblées générales)

Son amendement n° 146 (p. 3873)

Après l'article 2

Son amendement n° 145 (exercice de mandats d'administrateur de sociétés anonymes : maximum réduit de cinq à deux) (p. 3874) : rejeté (p. 3875)

Son amendement n° 147 (administrateurs salariés : voix délibérative) (p. 3875) : rejeté (p. 3876)

Article 4 (accès à de nouveaux types de financement pour les activités de revitalisation économique)

Son amendement n° 151 (p. 3887)

Après l'article 4

Son amendement n° 150 (pôle financier public) : rejeté (p. 3888)

Article 5 (Agence de l'innovation industrielle)

Son amendement n° 152 (p. 3888)

Explications de vote et vote [28 juin 2005] (p. 4024)

Ses explications de vote (p. 4027)
 Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4028)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4334)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4334)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4334 et s.)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4334)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4335)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : politique économique (p. 4335)
 Politique sociale : pauvreté (p. 4334)
 Secteur public : privatisations (p. 4335)
 Sociétés : dirigeants : dividendes (p. 4334 et s.)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2005] (p. 624)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 janvier 2005] (p. 624)

Rapporteur de la proposition de loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (n° 1684) [19 janvier 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1684), relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement [26 janvier 2005] (n° 2041)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1684 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 435)

Son intervention (p. 435)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités : eau (p. 435)
 Collectivités territoriales : services publics locaux : aide humanitaire (p. 435)
 Eau : agences : coopération économique (p. 436)
 Eau : agences : établissements publics (p. 436)
 Eau : comités de bassin : convention de coopération (p. 436)
 Pays étrangers : pays en développement : aide humanitaire (p. 435)
 Politique extérieure : aide humanitaire : collectivités territoriales (p. 435)
 Politique extérieure : aide humanitaire : urgences (p. 436)
 Politique extérieure : coopération : eau (p. 435)

Discussion des articles [27 janvier 2005] (p. 442)

Article 2 (actions de coopération internationale des agences de l'eau dans les domaines de l'eau et de l'assainissement)

Son intervention (p. 443)

Nicolas SARKOZY

*Union pour un Mouvement Populaire
Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et
de l'industrie
Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
puis Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de
l'aménagement du territoire*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 29 novembre 2004 [J.O. du 30 novembre 2004] (p. 20308)

Devient député le 13 mars 2005 [J.O. du 15 mars 2005] (p. 4468)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 15 mars 2005] (p. 4468)

Est nommé Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

Cessation de son mandat de député le 2 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11113)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 24 mars 2005] (p. 4950)

DÉPÔTS

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [5 octobre 2004]

Projet de loi n° 1888 ratifiant l'ordonnance n° 2004-824 du 19 août 2004 relative au traitement des situations de surendettement des personnes physiques à Mayotte, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna [27 octobre 2004]

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004 [17 novembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Jean-Marc Roubaud. Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité, perspectives [6 octobre 2004] (p. 7532)

M. Gérard Charasse. Industrie. Emploi et activité. Bassin d'emploi, Vichy [6 octobre 2004] (p. 7537)

M. Lionnel Luca. Donations et successions. Droits de mutation. Exonération, dons exceptionnels, perspectives [12 octobre 2004] (p. 7753)

M. Philippe Auberger. Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [13 octobre 2004] (p. 7835)

M. Maxime Gremetz. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [19 octobre 2004] (p. 8057)

M. Jean-Paul Charié. Commerce et artisanat. Grande distribution. Relations avec les fournisseurs [19 octobre 2004] (p. 8058)

M. François Hollande. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [19 octobre 2004] (p. 8060)

M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [20 octobre 2004] (p. 8134)

M. Éric Besson. Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [20 octobre 2004] (p. 8137)

M. Jean Dionis du Séjour. Agriculture. Fruits et légumes. Soutien du marché [27 octobre 2004] (p. 8567)

M. Laurent Wauquiez. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : centres des impôts. Rapports avec les administrés [3 novembre 2004] (p. 8873)

M. Philippe Martin. Politique économique. Croissance. Politique sociale, perspectives [3 novembre 2004] (p. 8877)

M. Marc Francina. Banques et établissements financiers. Services bancaires. Tarification [9 novembre 2004] (p. 9156)

M. Didier Migaud. Energie et carburants. Carburants. Prix, baisse, perspectives [17 novembre 2004] (p. 9505)

M. Christian Bataille. Energie et carburants. Electricité de France (EDF). Situation financière, perspectives [23 novembre 2004] (p. 9911)

M. Ghislain Bray. Droit pénal. Récidive. Lutte et prévention [14 juin 2005] (p. 3539)

M. François Calvet. Ordre public. Maintien. Perpignan [14 juin 2005] (p. 3541)

M. Arnaud Montebourg. Etat. Gouvernement. Composition [14 juin 2005] (p. 3542)

M. Éric Raoult. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [23 juin 2005] (p. 3860)

M. François Grosdidier. Cultes. Culte musulman. Conseil français, élection [23 juin 2005] (p. 3863)

M. Philippe Martin. Etat. Gouvernement. Propos tenus par un ministre [23 juin 2005] (p. 3863)

M. Thierry Mariani. Sécurité routière. Réglementation. Perspectives [29 juin 2005] (p. 4019)

RÉPONSE AU RAPPEL AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Brard : estime que "de tels propos ne méritent pas de réponse" [19 octobre 2004] (p. 8080)

DÉBATS**Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France****[12 octobre 2004] (p. 7705)**

Son intervention (p. 7707)

Sa réponse (p. 7738)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 7739)

Enseignement supérieur (p. 7709, 7713)

Entreprises : charges (p. 7707)

Entreprises : délocalisations (p. 7707 et s., 7738 et s.)

Entreprises : transmission (p. 7711)

Etrangers : immigration (p. 7738)

Finances publiques (p. 7710)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 7709)

Formation professionnelle (p. 7713)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 7711, 7740)

Industrie : politique industrielle (p. 7710)

Industrie : politique industrielle : création (p. 7713, 7740)

Industrie : sidérurgie (p. 7713, 7738)

Industrie : textile et habillement (p. 7740)

Marchés publics (p. 7712)

Pays étrangers : Etats-Unis : délocalisations (p. 7707)

Politique économique : mondialisation (p. 7709, 7712 et s.)

Recherche (p. 7709 et s., 7740)

Travail : droit du travail (p. 7712)

Travail : durée du travail (p. 7712)

TVA (p. 7741)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 7710, 7739)

Union européenne : construction européenne : politique fiscale (p. 7711)

Union européenne : élargissement (p. 7708)

Union européenne : fonds structurels (p. 7711)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)**

Son intervention (p. 8064, 8086)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 8118)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8219)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) [19 octobre 2004] (p. 8079)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 8119)

Commerce extérieur (p. 8067)

Donations et successions (p. 8068)

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) : fiscalité de l'épargne (p. 8074)

Emploi : chômage : démographie (p. 8065)
 Energie et carburants : énergie nucléaire : économies d'énergie (p. 8069)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8068 et s.)
 Entreprises : délocalisations (p. 8073, 8221)
 Entreprises : investissements (p. 8067)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 8073)
 Entreprises : Vivendi : impôt sur les sociétés (p. 8119)
 Etat : réforme (p. 8220)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8071, 8219 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8071)
 Finances publiques : dépenses en capital (p. 8066)
 Finances publiques : dette publique (p. 8066, 8072)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8071)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 8072)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8072)
 Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires (p. 8118 et s.)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8073)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 8074)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8119)
 Impôt sur le revenu : barème (p. 8072)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8075)
 Impôt sur les sociétés (p. 8074)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8076)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8070, 8086)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8119)
 Partis et mouvements politiques : Parti socialiste (p. 8219)
 Pays étrangers : Etats-Unis : Asie (p. 8066 et s., 8073)
 Politique économique : croissance (p. 8064 et s.)
 Politique économique : croissance : prévisions (p. 8068, 8070)
 Politique économique : épargne (p. 8067)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8067 et s., 8074, 8220)
 Politique économique : prix : grande distribution (p. 8068)
 Recherche (p. 8072)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8220 et s.)
 Travail : durée du travail : taux d'activité (p. 8065 et s.)
 Union européenne : fonds structurels : impôt sur les sociétés (p. 8075)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 256 de M. Augustin Bonrepaux (amendement Coluche : taux de la réduction d'impôt porté à 70 %) (p. 8262)

Après l'article 3

Répond aux observations de M. Jean-Pierre Brard : dément avoir tenu de tels propos (p. 8266)

Article 9 (allègement des droits de succession)

Son intervention (p. 8293)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Avant l'article 63

Intervient sur l'adt n° 198 deuxième rectification de M. Édouard Balladur (attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux) (p. 9819)

Intervient sur l'adt n° 196 de M. Édouard Balladur (plan d'épargne entreprise : réduction d'impôt au titre de l'achat d'actions) (p. 9819)

Intervient sur l'adt n° 197 de M. Édouard Balladur (plan d'épargne entreprise : doublement du plafond de l'abondement pour l'achat d'actions) ; rectifié (majoration de 80 %) (p. 9819)

Intervient sur l'adt n° 173 de M. Augustin Bonrepaux (emploi à domicile : plafond de 6 900 €) (p. 9820)

Explications de vote et vote [23 novembre 2004] (p. 9917)

Son intervention (p. 9917)

Projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 2004] (p. 9794)

Son intervention (p. 9794)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 9795)
 Finances publiques : dette publique (p. 9794 et s.)
 Finances publiques : recettes fiscales : affectation (p. 9794, 9796)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9796)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 9795)
 Parlement : prérogatives (p. 9795)
 Partis et mouvements politiques : gauche : dépenses (p. 9795)
 Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 9794 et s.)

Proposition de résolution n° 1871 tendant à la création d'une commission d'enquête visant à analyser le niveau et le mode de formation des marges et des prix dans le secteur de la grande distribution, et les conséquences de l'évolution des prix sur le pouvoir d'achat des ménages

Avant la discussion de l'article unique [25 novembre 2004] (p. 10051)

Son intervention (p. 10054)

Thèmes :

Agroalimentaire : commercialisation (p. 10057)
 Commerce et artisanat : grande distribution : prix (p. 10054)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 10055 et s.)
 Politique économique : inflation (p. 10054 et s.)
 Urbanisme : politique foncière : grands magasins (p. 10056)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
 Non inscrit*

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome XIII : Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer (transports aériens) (n° 1865) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 929, posée le 30 novembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9295). Appelée le 30 novembre 2004. Fonctionnement, financement, hôpital Nord, Clermont-Ferrand (p. 10228)

DÉBATS**Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1841)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 1854)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1865)

Son intervention (p. 1876)

Thèmes :

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie : concessions (p. 1878)

Collectivités territoriales : compétences : aéroports (p. 1877)

Etat : domaine public (p. 1855, 1877)

Régions : Ile-de-France : aéroports (p. 1865, 1877)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) : statut juridique (p. 1877 et s.)

Transports aériens : Air France (p. 1854, 1877)

Transports aériens : compagnies à bas prix (p. 1878)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 1878)

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 1er (transformation d'Aéroports de Paris (ADP) en société anonyme)

Son amendement n° 128 (p. 1889)

Après l'article 1er

Son amendement n° 127 (changement de statut ; consultation des personnels) (p. 1891) : rejeté (p. 1892)

Son amendement n° 128 (rapport annuel au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) : rejeté (p. 1892)

Son amendement n° 163 (rapport au Parlement sur les conséquences économiques et sociales du changement de statut d'ADP) (p. 1892) : retiré (p. 1893)

Article 2 (déclassement du domaine public et transfert à ADP de biens)

Ses amendements n°s 129, 131 et 130 (p. 1894, 1896, 1898)

Article 3 (convention relative aux éventuelles plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)

Son amendement n° 133 (p. 1899)

Article 4 (transfert des droits et obligations de l'établissement public à la nouvelle société)

Son amendement n° 135 (p. 1901)

Article 5 (statuts, capital initial et composition initiale du conseil d'administration de la nouvelle société et dispositions transitoires relatives à son fonctionnement)

Son intervention (p. 1926)

Ses amendements n°s 136 et 138 (p. 1926, 1927)

Article 6 (droit applicable à Aéroports de Paris, caractère public de l'entreprise, missions qui lui sont confiées et modalités d'exercice de la tutelle par l'Etat)

Ses amendements n°s 138 et 139, 140, 141 rectifié, 144 et 142, 143 (p. 1929 et s., SCRUTIN PUBLIC 1931, 1932, 1933 et s., 1935)

Avant l'article 7

Son amendement n° 148 (Etat garant d'une desserte équilibrée des territoires) (p. 1937) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1938)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Ses amendements n°s 146, 147 (p. 1947, 1951)

Son intervention (p. 1953)

Ses amendements n°s 157, 149 et 150 rectifié (p. 1956, 1959, 1963)

Ses sous-amendements n°s 179 et 178 à l'ad n° 29 de la commission (p. 1964)

Article 8 (modulation des redevances)

Ses amendements n°s 151 et 152 (p. 1967, 1968)

Son intervention (p. 1969)

Article 10 (voies de recouvrement des redevances des aéroports)

Son amendement n° 153 (p. 1971)

Article 13 (abrogations diverses)

Son amendement n° 154 (p. 1971)

Article 16 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 155 (p. 1974)

Explications de vote et vote [15 mars 2005] (p. 2014)

Ses explications de vote (p. 2016)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2017)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER****I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS, AVIATION CIVILE****Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9295, 9331)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9304)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9305)

Transports aériens : Aéroports de Paris (ADP) (p. 9305)

Transports aériens : aviation civile : crédits budgétaires (p. 9304)

Transports aériens : aviation civile : trafic (p. 9304)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 9304)

Transports aériens : redevances aéronautiques (p. 9304)

Transports aériens : sécurité (p. 9305)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures : financement (p. 9332)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2004] (p. 9349)**Etat C, titre VI**

Son intervention (p. 9349)

Après l'article 73

Intervient sur l'ad n° 144 deuxième rectification de M. Hervé Mariton (compétence du stationnement attribuée aux communes et à leurs groupements) (p. 9350)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**III - VILLE ET RENOVATION URBAINE****Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9713) :**

- Réunion de la commission des finances du 17 novembre 2004

Son intervention (p. 9721)

Thème :

Logement : logement social : loyers (p. 9722)

IV - LOGEMENT**Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)****Procédure des questions :**

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 9425)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9425)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)**

Son intervention (p. 9997)

Thèmes :

Logement : logement social (p. 9997)

Logement : mal logés (p. 9997)

Logement : politique du logement (p. 9997)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 45 bis

Son amendement n° 8 rectifié précédemment réservé (financement des établissements publics fonciers) : rejeté (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)

Son amendement n° 9 (p. 10588)

Après l'article 49

Son amendement n° 11 précédemment réservé (urbanisme ; information des communes ; liste des propriétés d'Etat) : rejeté (p. 10594)

Proposition de loi n° 2145 relative au droit à vivre dans la dignité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 1981)

Son intervention (p. 1987)

Thèmes :

Baux : charges locatives (p. 1988)

Logement : mal logés (p. 1997)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 1988 et s.)

Ses explications de vote (p. 1998)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1998)

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1939 visant à favoriser l'embauche en contrat à durée indéterminée des salariés déjà employés dans l'entreprise en contrat à durée déterminée par la mise en place d'une obligation de négociation sur cette question dans les thèmes abordés lors de la négociation collective annuelle [24 novembre 2004]

Proposition de loi n° 2004 tendant à étendre aux veufs le bénéfice des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et de victime de la guerre concernant les veuves [21 décembre 2004]

Proposition de loi n° 2395 visant à rendre obligatoire la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants aux conseils des communautés de communes et aux conseils des communautés d'agglomération [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2486 tendant à généraliser l'accès public aux défibrillateurs automatiques et la formation à leur utilisation [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, application [7 décembre 2004] (p. 10380)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [19 janvier 2005] (p. 107)

Union européenne. Directives. Transposition en droit français, perspectives [2 février 2005] (p. 606)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 985, posée le 21 décembre 2004. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 10104). Appelée le 21 décembre 2004. Réforme, gestion des droits à paiement (p. 11281)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 65 ter A (réglementation de la randonnée)

Ses amendements n°s 618, 617 et 616 (p. 7690)

Article 10 quater (régime administratif applicable aux carrières de craie, de marne et aux carrières destinées à la restauration de bâtiments présentant un intérêt patrimonial particulier)

Son intervention (p. 7762 et s.)

Son sous-amendement n° 783 à l'adt n° 15 du Gouvernement (p. 7762)

Article 57 (conditions d'exercice de la chasse)

Son intervention (p. 7799)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7802 et s.)

Après l'article 58

Intervient sur l'adt n° 147 de la commission (révision, tous les trois ans, de la liste des espèces protégées) (p. 7812)

Article 59 (indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)

Son intervention (p. 7817 et s.)

Article 39 (coordination de la politique d'action sanitaire et sociale des caisses de sécurité sociale en faveur des zones rurales)

Son intervention (p. 7848)

Après l'article 39

Intervient sur l'adt n° 423 de M. André Chassaing (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7851)

Intervient sur l'adt n° 622 de M. Jean Lassalle (créations de pharmacies ; seuil démographique ; abaissement) (p. 7851)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7868)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Jean Dionis du Séjour (crises conjoncturelles ; fruits et légumes ; application d'un coefficient multiplicateur dérogatoire de prix) (p. 7891)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORÊT

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9074)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 9075)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9075)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 9076)

Agriculture : offices d'intervention (p. 9076)

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 9074)

Assurances (p. 9075)

Bois et forêts : forêts : crédits budgétaires (p. 9076)

Elevage : bâtiments (p. 9075)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9075)

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9075)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9074)

Procédure des questions :

Energie et carburants : pétrole : coût (p. 9105)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)*Après l'article 72*

Intervient sur l'ad t n° 58 rectifié de la commission des finances (équarissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9121)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9168)

Son intervention (p. 9171)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 9168)

Lois : codification : simplifications administratives (p. 9171)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9172)

Marchés publics : passations (p. 9169, 9171)

Mort : funérailles : droit (p. 9171)

Sécurité sociale : régime social des indépendants (p. 9171 et s.)

François SCHELLIER

*Val-d'Oise (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 novembre 2004] (p. 19053)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 10 novembre 2004] (p. 19053)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19709)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 novembre 2004] (p. 19709)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 1127, posée le 8 mars 2005. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Plans d'urgence, Val-d'Oise (p. 1707)

DÉBATS**Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1er décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 34

Son sous-amendement n° 975 (prise en compte des orientations du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale) à l'ad t n° 815 troisième rectification du Gouvernement (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10427) : rejeté (p. 10428)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)**

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 963)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 970)

Son amendement n° 55 (p. 971)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son amendement n° 54 (p. 972)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son amendement n° 53 (p. 973)

Article 8 (contrat d'accueil pour les assistants familiaux)

Ses amendements n° 51 et 52 (p. 982, 983)

Article 19 (rupture du contrat de travail conclu entre un particulier et l'assistant maternel)

Son amendement n° 50 (p. 989)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son amendement n° 49 (p. 992)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 999)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 2

Son amendement n° 132 (participation des parents d'élèves à la vie des établissements scolaires) : rejeté (p. 1263)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 6 (la performance énergétique des bâtiments)

Ses amendements n° 2, 3 et 1 (p. 2520, 2520, 2524)

Après l'article 14

Son amendement n° 5 rectifié (avantage fiscal accordé aux bailleurs sociaux en raison des travaux destinés à économiser l'énergie) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 2570)

André SCHNEIDER

*Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4817)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jacques Myard tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de la langue française au sein de l'Union européenne et dans le reste du monde (n° 2679) [16 mars 2005] (n° 2971)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [9 février 2005] (p. 944)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Article 43 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des communautés européennes)

Son intervention (p. 8456 et s., 8462)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901); [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 40

Son amendement n° 106 (taxe professionnelle : sous-traitance) : retiré (p. 10934)

Son amendement n° 33, deuxième rectification (taxe professionnelle : sous-traitance) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 10934)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135); [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1154)

Thèmes :

Enseignement : diplômés (p. 1154)

Enseignement : élèves (p. 1154)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1154, 1155)

Enseignement : programmes (p. 1154)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235); [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324); [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1332)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son intervention (p. 1371 et s.)

Bernard SCHREINER

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE) (n° 1781) [20 octobre 2004]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1781) autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE) [23 novembre 2004] (n° 1933)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la première partie de sa session ordinaire de 2005 [24 mars 2005] (n° 2211)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la deuxième partie de sa session ordinaire de 2005 [7 juin 2005] (n° 2355)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de la troisième partie de sa session ordinaire de 2005 [13 juillet 2005] (n° 2503)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106); [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173); [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8182)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole (p. 8182)

Finances publiques : généralités (p. 8182)

Politique économique : généralités (p. 8182)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE****FORMATION PROFESSIONNELLE**

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8918)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235); [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324); [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son intervention (p. 1336)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 1er (règles de publicité applicables aux concessions d'aménagement)

Son intervention (p. 3958)
 Son amendement n° 37 (p. 3958)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son amendement n° 39 (p. 3959)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 61 rectifié de M. Bertho Audifax (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'ad n° 62 rectifié de M. René-Paul Victoria (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3962)

Intervient sur l'ad n° 58 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) (p. 3963)

Intervient sur l'ad n° 59 de M. Michel Bouvard (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963)

Son amendement n° 40 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles que les délégations de services publics) : retiré (p. 3963)

Son amendement n° 41 (opérations d'aménagement bénéficiant d'aides des collectivités territoriales soumises aux mêmes règles de contrôle) (p. 3963) : retiré (p. 3964)

Son amendement n° 44 (classement et déclassement des voies communales) : adopté (p. 3964)

Son amendement n° 42 (validation des conventions d'aménagement passées avant la publication de la présente loi et des actes pris pour leur mise en œuvre) (p. 3964) : devenu sans objet (p. 3965)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
 Appartenance au groupe socialiste*

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2317 supprimant la journée de solidarité instituée par la loi du 30 juin 2004 et la remplaçant par un autre dispositif de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées [11 mai 2005]

Proposition de loi n° 2345 abrogeant l'article 434-7-2 du code pénal pour préserver les droits de la défense et le libre exercice de la profession d'avocat [25 mai 2005]

Proposition de loi n° 2346 visant à autoriser les recherches sur le clonage thérapeutique [25 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8937)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs : emploi (p. 8938)

Recherche : crédits (p. 8938)

Jean-Marie SERMIER

*Jura (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2287 sur le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) (COM (2004) 490 final / E 2655) [3 mai 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) (COM (2004) 490 final / E 2655) [3 mai 2005] (n° 2286)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Perspectives [19 janvier 2005] (p. 109)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 23 bis

Son amendement n° 14 (suppléance des maires et conseillers municipaux dans les commissions communales d'aménagement foncier) : adopté (p. 7998)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Son intervention (p. 9083)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 9083)

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 9084)

Assurances (p. 9083)

Energie et carburants : biocarburants (p. 9084)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9083)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)

Son intervention (p. 9528)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 9528)

Politique sociale : insertion (p. 9528)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 9528)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3948)

Son intervention (p. 3955)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : urbanisme (p. 3955)

Communes : concessions : services publics locaux (p. 3956)

Union européenne : Cour de justice : décisions (p. 3955 et s.)

Henri SICRE

*Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n° 1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 (n° 1641) [20 octobre 2004]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) (n° 2090) [23 mars 2005]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement (n° 2180) [8 juin 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1641) autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n° 1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [22 mars 2005] (n° 2168)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) (n° 2090) [3 mai 2005] (n° 2285)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2180), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement [29 juin 2005] (n° 2418)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [5 avril 2005] (p. 2655)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1271, posée le 28 juin 2005. Politique extérieure. Espagne (J.O. Questions p. 6314). Appelée le 28 juin 2005. Implantation d'éoliennes, zone frontalière, réglementation (p. 4001)

Georges SIFFREDI

*Hauts-de-Seine (13^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Démission le 30 juin 2005 [J.O. du 1^{er} juillet 2005] (p. 10934)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112); [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293); [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356); [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456); [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560); [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant l'article 41

Intervient sur l'adt n° 388 précédemment réservé de Mme Martine Billard (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Intervient sur l'adt n° 655 précédemment réservé de Mme Janine Jambu (contingent préfectoral en matière de logements sociaux ; délégation au maire ; suppression) (p. 10572)

Yves SIMON

*Allier (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [J.O. du 29 janvier 2005] (p. 1594)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les fonds structurels et la cohésion territoriale de l'Union européenne des années 2007 à 2013 (COM [2004] 492 final / E 2647, COM [2004] 493 final / E 2668, COM [2004] 495 final / E 2660 et COM [2004] 496 final / E 2661) (n° 2375) [13 juillet 2005]

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2225 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les rapatriés d'Indochine afin de déterminer leur nombre et estimer le coût d'une mesure de réparation [1^{er} avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 1225, posée le 3 mai 2005. Voirie. Routes (J.O. Questions p. 4411). Appelée le 3 mai 2005. Route Centre Europe atlantique, aménagement Allier (p. 3034)

n° 1284, posée le 28 juin 2005. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 6316). Appelée le 28 juin 2005. Aides de l'Etat (p. 4004)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 37 F (aménagement du territoire et garanties d'accès aux services publics)

Son intervention (p. 7654 et s.)

Son amendement n° 363 (p. 7654)

Article 38 (aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé)

Son amendement n° 364 (p. 7842)

Article 41 (renforcement du maillage du territoire dans les domaines de la santé publique vétérinaire et de la protection des végétaux)

Son intervention (p. 7857)

Article 3 ter (réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)

Ses amendements n°s 389 et 392 (p. 7862 et s.)

Article 5 (clarification des obligations des associés d'un groupement agricole d'exploitation en commun - GAEC - et délais de régularisation des GAEC en retrait d'agrément)

Son intervention (p. 7893)

Article 13 (cumul d'un emploi public et d'un emploi privé dans les petites communes)

Son intervention (p. 7987)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE, PECHE ET FORET**

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

Intervient sur l'adt n° 58 rectifié de la commission des finances (équarissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogatoires) (p. 9122)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Michel Raison (heures supplémentaires ; conditions de transfert d'une année sur l'autre) (p. 2172)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux**DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [13 avril 2005] (p. 2920)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Ses amendements n°s 15 et 14 (p. 2924)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Ses explications de vote sur la question préalable soutenue par M. Alain Bocquet (p. 3582)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 3582)

Politique sociale : services à la personne (p. 3582)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 223 de M. Michel Raison (extension du bénéfice des aides du FISAC aux "points de vente collectifs") (p. 4374)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 411, deuxième rectification de la commission (juge des affaires familiales autorisé à mettre les dettes de l'entreprise à la charge exclusive du conjoint qui conserve le patrimoine professionnel) (p. 4378 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4682)

Intervient sur l'adt n° 1 du Gouvernement (article 1387-1 du code civil : répartition, en cas de divorce, des dettes et des sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion de l'entreprise) (p. 4682)

Jean-Pierre SOISSON

Yonne (1^{ère} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

Vice-président de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 4 mars 2005] (p. 3791)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Impôts locaux. Taux. Hausse, statistiques [25 janvier 2005] (p. 299)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1200, posée le 5 avril 2005. Régions. Budget (J.O. Questions p. 3378). Appelée le 5 avril 2005. Elaboration, réglementation (p. 2628)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Souhaite que le débat s'engage rapidement sur la suite d'un texte qui est en fait le prolongement d'une adaptation déjà envisagée par Mme Martine Aubry [7 février 2005] (p. 806)

Rejette la remarque d'un député du groupe socialiste sur le nombre de députés présents en séance, membres de l'UMP d'autant plus que les députés socialistes ne sont guère plus assidus [8 février 2005] (p. 893)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)*Article 1er (statut et compétence)*

Son intervention (p. 7542 et s.)

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)*Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)*

Son amendement n° 272 (p. 7872)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10174)

Thèmes :

Établissements de santé : droits du malade (p. 10174)

Santé : fin de vie (p. 10174)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 357)

Thèmes :

Assemblée nationale : délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne (p. 357)

Constitution : article 88-4 (p. 357)

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 357)

Constitution : article 88-6 (p. 357)

Union européenne : parlements nationaux (p. 357)

Discussion des articles [26 janvier 2005] (p. 412) ; [27 janvier 2005] (p. 450)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Daniel Garrigue (commissions permanentes - article 43 de la Constitution : nombre porté de six à sept) (p. 426)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 557)

Thèmes :

Travail : durée du travail (p. 557)

Travail : négociations (p. 557)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'adt n° 10 de M. Maxime Gremetz (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647)

Intervient sur l'adt n° 41 rectifié de Mme Martine Billard (refus d'effectuer des heures supplémentaires ; exclusion des motifs de licenciement) (p. 647)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 652)

Intervient sur l'adt n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 655)

Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 655)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Maxime Gremetz (extension des compétences et modalités d'intervention du comité d'entreprise et des délégués du personnel) (p. 677)

Intervient sur l'adt n° 2 de M. Maxime Gremetz (suppression du travail de nuit pour les femmes) (p. 683)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 686)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 719 et s.)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 février 2005] (p. 806)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 812 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 février 2005] (p. 893)

Proposition de loi n° 2131 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au Château de Versailles

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [7 avril 2005] (p. 2796)

Son intervention (p. 2798)

Thèmes :

Assemblée nationale : histoire (p. 2798)

Parlement : Congrès du Parlement : organisation (p. 2799)

Parlement : Congrès du Parlement : Versailles (p. 2799)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2801)*Article 3 (conventions d'application)*

Son intervention (p. 2802)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2799)

Michel SORDI*Haut-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2139 relative à l'apprentissage des gestes élémentaires de premiers secours [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)*Après l'article 27 bis*

Son amendement n° 208 (Mines de potasse d'Alsace ; statut juridique) : adopté (p. 2577)

Frédéric SOULIER

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION ORALE SANS DÉBAT**

n° 975, posée le 7 décembre 2004. Transports aériens. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 9558). Appelée le 7 décembre 2004. Harmonisation (p. 10654)

DÉBATS**Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 99)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 99 et s.)
Politiques communautaires : directives : postes (p. 99)
Postes : La Poste (p. 99)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son amendement n° 195 deuxième rectification (p. 3634)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son intervention (p. 4375)

Daniel SPAGNOU

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Industrie. Chimie. Atofina, emploi et activité, Alpes de Haute Provence [20 octobre 2004] (p. 8141)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1147, posée le 22 mars 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 2836). Appelée le 22 mars 2005. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 2185)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7575) ; [7 octobre 2004] (p. 7606)

Son intervention (p. 7611)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 7611)
Aménagement du territoire : zones rurales : zones de revitalisation rurale (p. 7611)
Animaux : loup (p. 7611)
Secteur public : services publics (p. 7611)

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale -ZRR)

Son amendement n° 606 (p. 7623)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son amendement n° 46 (p. 7658)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Ses amendements n° 47 et 48 (p. 7664, 7665)

Après l'article 63 bis

Son amendement n° 49 (perte du statut de propriétaire dans les sections de communes) (p. 7669) : retiré (p. 7671)

Avant l'article 63 ter

Son amendement n° 52 (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) : rejeté (p. 7677)

Article 63 quater (protection des rivages de lacs soumis au régime de la loi "montagne")

Son amendement n° 50 (p. 7677)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Son intervention (p. 3423)

Thèmes :

Emploi (p. 3424)
Impôts locaux : taxe de séjour (p. 3424)
Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3424)
Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 3424)
Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3424)

Dominique STRAUSS-KAHN

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTION AU GOUVERNEMENT**

Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [6 avril 2005] (p. 2725)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 8207) ; rejetée (p. 8223)

Thèmes :

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'État (p. 8210, 8212 et s.)
 Donations et successions (p. 8211)
 Emploi : jeunes (p. 8209 et s.)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 8215 et s., 8218)
 Energie et carburants : pétrole (p. 8214)
 Enseignement (p. 8209 et s., 8215)
 Entreprises : allègement des charges (p. 8210, 8215)
 Entreprises : délocalisations (p. 8217 et s.)
 Etat : réforme (p. 8216)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 8212 et s.)
 Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8212)
 Finances publiques : dette publique (p. 8213)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8209, 8212 et s.)
 Finances publiques : prélèvements sur recettes : dégrèvements (p. 8212)
 Finances publiques : recettes : affectation (p. 8209)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8209)
 Handicapés (p. 8210)
 Hôtellerie et restauration : SMIC hôtelier (p. 8210)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8211)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8211)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 8216)
 Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 8216)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 8209)
 Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8212)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 8208, 8214, 8218 et s.)
 Partis et mouvements politiques : gauche : politique économique (p. 8213 et s.)
 Politique économique : capitalisme : mondialisation (p. 8215)
 Politique économique : croissance (p. 8211)
 Politique économique : pouvoir d'achat : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 8209, 8213)
 Politique sociale : fracture sociale (p. 8214 et s.)
 Recherche (p. 8209)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8212)
 Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8213)
 Travail : durée du travail : taux d'activité (p. 8210 et s.)
 Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 8217)
 Union européenne : élargissement (p. 8217 et s.)
 Union européenne : fonds structurels : impôt sur les sociétés (p. 8217 et s. - 8221)

Alain SUGUENOT

*Côte-d'Or (5^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1959 visant à exonérer de TVA les équipements et matériels de lutte contre l'incendie [1^{er} décembre 2004]

Proposition de loi n° 2257 visant à améliorer les relations entre l'administration fiscale et les contribuables [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2474 visant à légaliser les échanges de fichiers protégés sur des services de communication en ligne par des particuliers à des fins non commerciales et à la rémunération des ayants droit [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2492 visant à exonérer les personnes non imposables de l'impôt de solidarité sur la fortune et à adapter le tarif de cet impôt à la valeur du marché immobilier [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Viticulteurs. Revendications [8 décembre 2004] (p. 10791)

Politique économique. Indice des prix. Indicateur, réforme, perspectives [4 mai 2005] (p. 3142)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux****DEUXIÈME LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 4 A (assouplissement des règles encadrant la publicité pour certaines boissons alcoolisées)

Son intervention (p. 7867)

Après l'article 4

Son amendement n° 294 (cessions d'entreprise de culture marine ; régime des droits de mutation) (p. 7889) : adopté (p. 7890)

T

Michèle TABAROT

*Alpes-Maritimes (9^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mars 2005] (p. 5839)

Rapporteur de la proposition de loi portant réforme de l'adoption (n° 2195) [6 avril 2005]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 19 avril 2005] (p. 6893)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 avril 2005] (p. 6893)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption [23 mars 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Yves Nicolin, Mme Michèle Tabarot et plusieurs de leurs collègues (n° 2195) portant réforme de l'adoption [6 avril 2005] (n° 2231)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation [24 novembre 2004] (p. 9986)

Famille. Adoption. Adoption internationale, réglementation, Madagascar [16 mars 2005] (p. 2082)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1128, posée le 8 mars 2005. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 2275). Appelée le 8 mars 2005. Effectifs de personnel, Grasse (p. 1710)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 49

Son amendement n° 252 précédemment réservé (minimum légal de logements sociaux ; insuffisance des disponibilités foncières ; fixation d'un quota minoré) : retiré (p. 10593)

Son amendement n° 251 précédemment réservé (contrôle annuel de l'évolution de la situation des nouveaux attributaires de logements sociaux) : retiré (p. 10594)

Après l'article 50 bis

Son amendement n° 253 précédemment réservé (expulsions ; sursis à l'exécution de décisions de justice) : retiré (p. 10598)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 4 (définition du métier d'assistant maternel)

Son intervention (p. 959)

Proposition de loi n° 2195 portant réforme de l'adoption

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2819)

Son intervention (p. 2819)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2819)

Enfants : orphelins (p. 2820)

Famille : adoption (p. 2819)

Famille : Agence française de l'adoption (p. 2819)

Pays étrangers : Cambodge (p. 2819)

Relations internationales : adoption (p. 2819)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2833) ; [14 avril 2005] (p. 2938)

Article 1er (modalités de délivrance de l'agrément)

Son intervention (p. 2833 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14 de Mme Martine Billard (agrément à l'adoption : non-discrimination ; orientation sexuelle des demandeurs) (p. 2835)

Intervient sur l'adt n° 22 de Mme Patricia Adam (retrait d'agrément à l'adoption : critères et formulation) (p. 2838)

Article 2 (accompagnement par les services sociaux de l'enfant adopté)

Son intervention (p. 2839)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 16 de Mme Martine Billard (extension de l'accès à l'adoption à des personnes non mariées) (p. 2839)

Intervient sur l'adt n° 17 de Mme Martine Billard (nom patronymique de l'enfant adopté) (p. 2839)

Intervient sur l'adt n° 18 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2839)

Intervient sur l'adt n° 19 de Mme Martine Billard (exercice de l'autorité parentale) (p. 2839)

Intervient sur l'adt n° 20 de Mme Martine Billard (substitution du mot "parents" à l'expression "père et mère") (p. 2839)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Yves Nicolin (limite d'écart d'âge entre adoptants et adoptés) (p. 2840)

Article 3 (adoption des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé)

Son intervention (p. 2843 et s.)

Article 4 (Agence française de l'adoption)

Son intervention (p. 2938 et s.)

Article 5 (coordination avec le code de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 2941)

Article 6 (coordination avec le code du travail)

Son intervention (p. 2942)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Patricia Adam (congé en vue de l'adoption ; extension de l'indemnité de repos) (p. 2942)

Intervient sur l'adt n° 10 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'adt n° 31 de Mme Patricia Adam (congé d'adoption ; application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'adt n° 30 de Mme Patricia Adam (application par assimilation du congé prénatal) (p. 2943)

Intervient sur l'adt n° 33 rectifié de Mme Patricia Adam (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2943)

Intervient sur l'adt n° 41 du Gouvernement (droit au congé en vue de l'adoption ; méconnaissance par l'employeur ; responsabilité) (p. 2944)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (application par assimilation du congé prénatal) (p. 2946)

Article 8 (gages financiers)

Son intervention (p. 2944)

Hélène TANGUY

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme (n° 2162) [3 mai 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme (n° 2162) [3 mai 2005] (n° 2288)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Abordage accidentel, enquête [4 mai 2005] (p. 3142)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 951, posée le 30 novembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 9298). Appelée le 30 novembre 2004. Service de gériatrie, modernisation, Douarnenez (p. 10227)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er A (principe de solidarité en faveur des territoires ruraux et de montagne)

Son intervention (p. 7859)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7881 et s.)

Projet de loi n° 2162 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3421)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3422)

Thèmes :

Commerce extérieur : balance commerciale : tourisme et loisirs (p. 3423)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : tourisme et loisirs (p. 3422)

Emploi (p. 3423)

Politique économique : croissance : tourisme et loisirs (p. 3422)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : chèques vacances (p. 3423)

Tourisme et loisirs : refuges de montagne (p. 3423)

Discussion des articles [12 mai 2005] (p. 3428)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code du tourisme)

Son intervention (p. 3428)

Article 2 (modifications apportées au code du tourisme)

Son intervention (p. 3428)

Article 3 (abrogation de l'article 50 bis de la loi "montagne" à des fins de coordination)

Son intervention (p. 3428)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 10 du Gouvernement (rectification de deux erreurs matérielles en raison du changement de plan du code du tourisme) (p. 3428)

Intervient sur l'adt n° 11 troisième rectification du Gouvernement (application des livres Ier et III du code du tourisme à Mayotte) (p. 3428)

Intervient sur l'adt n° 12 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (définition des refuges de montagne intégrée dans le code du tourisme) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 17 rectifié de M. Michel Bouvard (compétence des départements et des syndicats mixtes pour l'organisation d'un service de remontées mécaniques et bénéfice des servitudes nécessaires) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 19 du Gouvernement (compétence des départements et des syndicats mixtes pour l'organisation d'un service de remontées mécaniques et bénéfice des servitudes nécessaires) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 6 rectifié de la commission (définition du tourisme rural intégrée dans le code du tourisme) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 14 du Gouvernement (intégration dans le code du tourisme de certains dispositifs fiscaux propres à l'immobilier de loisirs) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 16 rectifié du Gouvernement (base législative donnée au décret définissant la résidence mobile de loisirs) (p. 3429)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Léonce Deprez (travail du dimanche dans les communes touristiques) (p. 3430)

Intervient sur l'adt n° 20 rectifié du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle) (p. 3431)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 mai 2005] (p. 3447)

Son intervention (p. 3450)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 3450 et s.)

Union européenne : directives : postes (p. 3451)

Proposition de loi n° 1287 relative à la création du registre international français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mars 2005] (p. 2222, 2247)

Son intervention (p. 2253)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Alain Bocquet (p. 2261)

Thèmes :

Entreprises : charges : Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) (p. 2253)

Mer et littoral : Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) (p. 2253)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 2253, 2261)

Transports par eau : politique de la marine marchande (p. 2253)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 2254)

Christiane TAUBIRA
Guyane (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Santé. Paludisme. Lutte et prévention [16 mars 2005] (p. 2081)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7519 et s.)

Thèmes :

Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7519)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 7520)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10693)

Son intervention (p. 10701)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : crédits budgétaires (p. 10701)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 10701)

Femmes : égalité des sexes (p. 10701)

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43/CE du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 10730)

Article 17 quater (mise en mouvement de l'action publique - droit pour les associations de défense de se constituer partie civile - affichage ou diffusion des décisions - aggravation des peines en cas de récidive)

Son intervention (p. 10747)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9195)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : passeport mobilité (p. 9195)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9195)

Outre-mer : crédits (p. 9195)

Outre-mer : Polynésie française (p. 9196)

Union européenne : constitution européenne (p. 9196)

Procédure des questions :

Santé : santé publique : Guyane (p. 9219)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9899)

Thèmes :

Outre-mer : généralités (p. 9900)

Outre-mer : Guadeloupe : séismes (p. 9899)

Parlement : contrôle parlementaire : Polynésie française (p. 9900)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 63 (détermination des missions et du statut juridique du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations)

Son intervention (p. 10542)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er et annexe (approbation de l'annexe)

Son sous-amendement n° 341 à l'ad. n° 80 de la commission (p. 2443)

Article 12 (amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande)

Son amendement n° 357 (p. 2561)

Jean-Charles TAUGOURDEAU

Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBAT

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3343)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Rapporteur du projet de loi relatif au statut général des militaires (n° 1741) [19 octobre 2004]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les réserves [2 novembre 2004] (n° 1890)

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1741) relatif au statut général des militaires [1^{er} décembre 2004] (n° 1969)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées en application de l'article 145 du règlement en conclusion des travaux d'une mission d'information sur le contrôle de l'exécution des crédits de la défense pour l'exercice 2004 [2 mars 2005] (n° 2117)

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2056), relatif au statut général des militaires [8 mars 2005] (n° 2149)

Proposition de loi n° 2185 visant à faciliter l'installation de dispositifs de fermeture dans les immeubles en copropriété [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique, attitude de la France [9 novembre 2004] (p. 9154)

Postes. La Poste. Agents, grève, conséquences, Bouches-du-Rhône [29 mars 2005] (p. 2505)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1286, posée le 28 juin 2005. Système pénitentiaire. Etablissements (J.O. Questions p. 6316). Suppléé par M. Jean-Pierre Le Ridant. Appelée le 28 juin 2005. Fonctionnement, effectifs de personnel, Marseille (p. 3988)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 9461)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 9462)

Défense : chars de combat (p. 9461)

Défense : frégates (p. 9462)

Défense : GIAT-Industries (p. 9461)

Défense : hélicoptères (p. 9461)

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9462 et s.)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9463)

Gendarmerie (p. 9462)

Union européenne : construction européenne : politique de la défense (p. 9462)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 11003)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11005)

Défense : opérations extérieures (p. 11004)

Défense : professionnalisation (p. 11004)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11003)

Fonction publique de l'Etat : accès à la fonction publique d'Etat (p. 11004)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11003 et s.)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 11026)

Article 2 (catégories concernées par le statut, conditions de fixation des statuts particuliers militaires)

Son intervention (p. 11032)

Article 4 (liberté de conscience, d'opinion, d'expression et d'information)

Son intervention (p. 11033)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son intervention (p. 11034 et s.)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad. n° 6 rectifié de M. Charles Cova (création de commissions extramunicipales composées de conseillers municipaux et de représentants militaires dans les communes sur le territoire desquelles sont implantées tout ou partie des unités militaires) (p. 11036)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son intervention (p. 11036 et s.)

Article 7 (sujétions particulières à l'état militaire)

Son intervention (p. 11040)

Article 8 (devoir d'obéissance et responsabilité)

Son intervention (p. 11040)

Article 9 (interdiction d'exercice d'une activité privée lucrative)

Son intervention (p. 11041)

Article 10 (modalités de rémunération)

Son intervention (p. 11059 et s.)

Article 11 (régimes de pension et de prestations sociales, droit au service de santé des armées)

Son intervention (p. 11061 et s.)

Article 13 (attribution d'un revenu de remplacement en cas de privation involontaire d'emploi)

Son intervention (p. 11062)

Article 15 (protection juridique)

Son intervention (p. 11062)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son intervention (p. 11063 et s.)

Avant l'article 18

Intervient sur l'ad. n° 47 de la commission (intitulé du chapitre IV : "Organismes consultatifs et de concertation") (p. 11065)

Intervient sur l'ad. n° 163 de M. Jacques Brunhes (intitulé du chapitre IV : "Organismes consultatifs et de concertation") (p. 11066)

Article 18 (architecture de la concertation)

Son intervention (p. 11066)

Article 19 (hiérarchie et grades militaires)

Son intervention (p. 11067)

Son sous-amendement n° 185 à l'ad n° 58 de la commission (p. 11067)

Article 21 (militaires de carrière)
Son amendement n° 186 (p. 11068)

Article 22 (recrutement des officiers de carrière)
Son intervention (p. 11068)

Article 23 (admission à l'état de sous-officier de carrière)
Son amendement n° 187 (p. 11068)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)
Son intervention (p. 11068 et s.)

Article 27 (recrutement initial des officiers sous contrat)
Son intervention (p. 11070)

Article 28 (engagés)
Son intervention (p. 11070)
Son amendement n° 188 (p. 11070)

Article 29 (militaires commissionnés)
Son intervention (p. 11070)

Article 30 (volontaires)
Son intervention (p. 11070)
Son amendement n° 189 (p. 11071)

Article 31 (volontaires stagiaires du service militaire adapté)
Son intervention (p. 11071)

Article 33 (procédures de nomination)
Son intervention (p. 11072)
Son amendement n° 216 (p. 11072)

Article 34 (nominations à titre temporaire)
Son intervention (p. 11073)

Article 36 (conditions de promotion)
Son intervention (p. 11073)

Article 38 (modalités de l'avancement au choix)
Son intervention (p. 11073)

Article 39 (dispositions diverses relatives à l'avancement)
Son intervention (p. 11073)

Article 41 (échelle des sanctions disciplinaires)
Son intervention (p. 11073 et s.)

Article 43 (autorités prononçant les sanctions)
Son amendement n° 190 (p. 11074)

Article 45 (positions statutaires des militaires)
Son intervention (p. 11074 et s.)

Article 50 (congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie)
Son intervention (p. 11076)

Article 51 (principes généraux du détachement)
Son intervention (p. 11076)

Article 52 (réintégration du militaire détaché)
Son intervention (p. 11076)

Article 53 (position hors cadre)
Son intervention (p. 11076)

Article 55 (congé de longue durée pour maladie)
Son intervention (p. 11076)

Article 56 (congé de longue maladie)
Son intervention (p. 11077)

Après l'article 60
Intervient sur l'ad n° 89 de la commission (définition de la position de retraite) (p. 11077)

Article 61 (réussite à un concours administratif)
Son intervention (p. 11077)

Article 64 (modalités d'intégration d'une fonction publique)
Son intervention (p. 11077)

Article 65 (reconversion)
Son intervention (p. 11078 et s.)

Article 66 (congé du personnel navigant des personnels blessés en service)
Intervient sur l'ad n° 97 de la commission (p. 11080)

Article 67 (congé du personnel navigant des militaires de carrière)
Son intervention (p. 11080)

Article 68 (pécule)
Son intervention (p. 11081)

Article 69 (disponibilité)
Son intervention (p. 11081)

Article 72 (définition de la fin de l'état militaire)
Son intervention (p. 11081)

Article 73 (démission et résiliation du contrat)
Son intervention (p. 11081)

Article 74 (cessation d'office de l'état militaire)
Son intervention (p. 11081)

Avant l'article 76
Intervient sur l'ad n° 106 de la commission (intitulé du chapitre 1er : "officiers généraux") (p. 11082)

Article 78 (admission en deuxième section)
Son intervention (p. 11082)

Article 79 (dispositions applicables aux officiers généraux de deuxième section)
Son intervention (p. 11082)

Après l'article 85
Intervient sur l'ad n° 111 de la commission (autorisation par le ministre des mariages et pactes civils de solidarité pour les militaires servant à titre étranger) (p. 11082)
Intervient sur le sous-ad n° 223 rectifié de M. Jérôme Rivière (identité de certains légionnaires originaires de pays situés hors de l'Union européenne se mariant avec une Française au-delà de la cinquième année de contrat) à l'ad n° 111 de la commission (p. 11083)

Article 86 (dispositions applicables aux réservistes)
Son intervention (p. 11083)

Article 88 (diverses dispositions transitoires)
Son sous-amendement n° 221 à l'ad n° 202 du Gouvernement (p. 11084)

Article 89 (limites d'âge)
Son intervention (p. 11084 et s.)

Article 90 (évolution progressive des limites d'âge)
Son intervention (p. 11086)
Son sous-amendement n° 222 à l'ad n° 203 du Gouvernement (p. 11086)

Article 91 (abrogation de diverses lois)
Son intervention (p. 11087)

Article 92 (identification des militaires décédés en opération par leurs empreintes génétiques)
Son intervention (p. 11087)

Article 94 (ouverture du droit à pension de retraite pour les militaires engagés radiés des cadres par suite d'infirmités)
Son intervention (p. 11087 et s.)
Son amendement n° 191 (p. 11088)

Après l'article 94
Intervient sur l'ad n° 218 du Gouvernement (modalités de révision des pensions des lieutenants admis à la retraite avant le 1er janvier 1976) (p. 11088)

Article 95 (modification des règles d'imputabilité au service des blessures et protection des magistrats participant à une opération extérieure)
Son intervention (p. 11089)

Après l'article 98
Ses amendements n°s 192, 195, 193, 220 et 194 (modification de références consécutives à l'abrogation de la loi) : adoptés (p. 11090)

Après l'article 99
Intervient sur l'ad n° 204 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur de la loi : 1er juillet 2005) (p. 11091)

Titre
Son amendement n° 219 (intitulé du projet de loi : "projet de loi portant statut général des militaires") : adopté (p. 11091)
Son intervention à l'issue du vote (p. 11092)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 2051)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 2051)
 Défense : marine (p. 2051)
 Défense : officiers : rémunération (p. 2052)
 Défense : opérations extérieures (p. 2052)
 Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 2051)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2057)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son intervention (p. 2057)

Article 10 (modalités de rémunérations)

Son intervention (p. 2058 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 19

Son amendement n° 147 rectifié (fonction de directeur d'école) (p. 1446) : adopté (p. 1447)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

Membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale [J.O. du 18 février 2005] (p. 2864)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 10 : Agriculture (forêt) (n° 1863) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Institutions sociales et médico-sociales. Centres médico-sociaux. Personnel et revendications [24 novembre 2004] (p. 9980)

Entreprises. Entreprises en difficulté. Statistiques, bilan et perspectives [2 février 2005] (p. 611)

Etat. Décentralisation. Conséquences, fiscalité locale [23 mars 2005] (p. 2304)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 984, posée le 21 décembre 2004. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 10104). Appelée le 21 décembre 2004. Effectifs de personnel, psychiatres, zones rurales (p. 11264)

n° 1084, posée le 1^{er} mars 2005. Justice. Tribunaux d'instance (J.O. Questions p. 2042). Appelée le 1^{er} mars 2005. Fonctionnement, locaux, effectifs de personnel, Privas (p. 1479)

DÉBATS

Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 58

Preprend l'ad n° 150 rectifié de la commission (police de la chasse ; infractions mineures ; amendes forfaitaires) (p. 7816) : rejeté (p. 7817)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8165)

Thèmes :

Donations et successions (p. 8166)

Entreprises : allègement des charges (p. 8166)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 8167)

Impôt sur les sociétés (p. 8165)

Politique économique : croissance : prévisions (p. 8165)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 8166)

Sécurité sociale : dépenses : réforme (p. 8166)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Son amendement n° 224 (cotisations syndicales : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8244) : rejeté (p. 8245)

Son amendement n° 263 (frais de scolarité : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt) (p. 8245) : rejeté (p. 8246)

Son amendement n° 226 (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et majoration de l'avantage fiscal) : rejeté (p. 8246)

Son amendement n° 225 (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : majoration de la réduction d'impôt) : rejeté (p. 8246)

Son amendement n° 281 (emplois à domicile : plafond de 6 900 € pour les contribuables assujettis à l'ISF) (p. 8255) : rejeté (p. 8256)

Après l'article 9

Son amendement n° 289 (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par application du régime forestier) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Son amendement n° 290 (terrains plantés en arbres truffiers – successions et donations : exonération à concurrence de 75 % par assimilation des zones truffières aux bois) (p. 8313) : rejeté (p. 8314)

Article 13 (réduction à 1,5 % du taux de la contribution de l'impôt sur les sociétés avant sa suppression complète)

Son amendement n° 298 (p. 8356)

Après l'article 28

Son amendement n° 440 précédemment réservé (redressement et liquidation judiciaires : suppression de l'article L 627-3 du code de commerce relatif aux avances faites par le Trésor public) : rejeté (p. 8466)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PECHE ET FORET

Examen des fascicules [8 novembre 2004] (p. 9067, 9093)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 9070)

Thème avant la procédure des questions :

Bois et forêts : forêts : crédits budgétaires (p. 9070)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9111)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2004] (p. 9120)

Après l'article 72

Intervient sur l'ad n° 58 rectifié de la commission des finances (équarrissage ; régime ; recours obligatoire au service public ; régimes dérogoires) (p. 9121)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS****[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)***Après l'article 63*

Son amendement n° 19 (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement de 2004) : rejeté (p. 9833)

Son amendement n° 18 (emploi à domicile : rapport du Gouvernement sur les créations d'emploi dans le projet de loi de règlement) : rejeté (p. 9833)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8576)

Thèmes :

Santé : politique de la santé (p. 8576)

Sécurité sociale : déficit (p. 8577)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8576)

Proposition de loi n° 1757 visant à améliorer les retraites des maîtres de l'enseignement privé sous contrat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10772)*Article 1er (statut des maîtres des établissements privés sous contrat d'association)*

Son intervention (p. 10774)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié du Gouvernement (régime de retraite additionnel des personnels des établissements d'enseignement privés) (p. 10778)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 6 rectifié de M. Yvan Lachaud (décompte des effectifs pris en compte pour le montant de la subvention de fonctionnement des comités d'entreprise au sein des établissements privés) (p. 10780)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)*Après l'article 40*

Son amendement n° 178 (redevance d'enlèvement des ordures ménagères : possibilité de recouvrement par l'Etat) : retiré (p. 10931)

Son amendement n° 139 (redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères : recouvrement par l'Etat) : retiré (p. 10932)

Son amendement n° 179 (taxe d'enlèvement des ordures ménagères : exonération des dépendances) (p. 10932) : retiré (p. 10933)

Article 44 (simplification des formalités de garantie à l'importation et à l'introduction des ouvrages en métaux précieux et suppression de la distinction des dénominations "or" et "alliage d'or")

Son amendement n° 166 (p. 10944)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)*Article 3 (allocation aux adultes handicapés)*

Son intervention (p. 11245)

Article 5 (régime des frais d'hébergement et d'entretien des handicapés accueillis en établissement spécialisé)

Son intervention (p. 11250)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11300 et s.)

Article 11 (articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11333)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son intervention (p. 11335)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad n° 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11339)

Article 17 (création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique)

Son intervention (p. 11342)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11351)

Avant l'article 26 A

Intervient sur l'ad n° 381 de M. Daniel Paul (emploi dans le secteur des établissements d'accueil des handicapés ; engagement de négociations collectives) (p. 11379)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11383)

Article 26 quinquies (missions de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11389 et s.)

Article 26 sexies (organisation de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11421)

Article 26 septies (programme interdépartemental de prise en charge des handicaps et de la perte d'autonomie)

Son intervention (p. 11423)

Article 26 octies (objectif de dépenses assigné pour les prestations des établissements et services financés par la sécurité sociale et gestion par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11424)

Article 26 nonies (comptes financiers de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11425 et s.)

Article 26 decies (répartition entre les départements des concours destinés au financement de la prestation de compensation et des dépenses relatives aux maisons départementales des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11429)

Article 27 (Maison départementale des personnes handicapées)

Son intervention (p. 11430)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Son intervention (p. 1554)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1554)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1554)

Entreprises : difficultés : publicité (p. 1554)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1554)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1554)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3085)

Son intervention (p. 3087)

Thèmes :

Lois de finances : loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (p. 3085, 3088)

Sécurité sociale : loi de financement : Parlement (p. 3087)

Sécurité sociale : maîtrise médicalisée (p. 3089)

Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3085, 3087)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Ses amendements n^{os} 231, 232 et 240 (p. 3218, 3221)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2005] (p. 3809, 3831)

Son intervention (p. 3845)

Thèmes :

Entreprises : gouvernement d'entreprise : transparence (p. 3845)

Marchés financiers : actionnaires individuels : protection (p. 3845)

Marchés financiers : agences de notation (p. 3846)

Marchés financiers : Autorité des marchés financiers (p. 3846)

Sociétés : dirigeants (p. 3845)

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Avant l'article 9

Son amendement n° 92 (agences de notation : contrôle de l'Autorité des marchés financiers) : rejeté (p. 3905)

Article 9 (encadrement des recommandations d'investissement destinées au public)

Son amendement n° 93 (p. 3906)

Article 17 (dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale)

Son amendement n° 101 rectifié (p. 3915)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4350)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4350)

Politique économique : consommation (p. 4350)

Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) : régimes spéciaux (p. 4351)

Sécurité sociale : cotisations : salariés (p. 4351)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Perspectives
[30 novembre 2004] (p. 10259)

Irène THARIN

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 22 février 2005] (p. 2964)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2146 relative à la déclaration de naissance d'un enfant auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [3 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Politique industrielle. Pôles de compétitivité
[8 mars 2005] (p. 1736)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1024, posée le 18 janvier 2005. Logement. Politique du logement (J.O. Questions p. 424). Appelée le 18 janvier 2005. Agence nationale pour la rénovation urbaine, fonctionnement, Montbéliard (p. 13)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8912)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8912)

Emploi : jeunes (p. 8912)

Emploi : politique de l'emploi (p. 8912)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8912)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

IV - LOGEMENT

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9404, 9441)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9445)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10025)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 10026)
 Emploi : jeunes (p. 10026)
 Emploi : recrutement (p. 10026)
 Logement : politique du logement (p. 10026)
 Politique sociale : exclusion (p. 10026)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 928)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 929)
 Famille : naissances (p. 928)
 Professions sociales : aides familiales (p. 928, 929)
 Professions sociales : assistants maternels (p. 928, 929)

André THIEN AH KOON

*La Réunion (3^{ème} circonscription)
 Apparté au groupe de l'Union pour un Mouvement
 Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9207)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi consolidé (p. 9208)
 Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9208)
 Sécurité sociale : protection sociale : La Réunion (p. 9207 et s.)
 Transports aériens (p. 9208)

Jean-Claude THOMAS

*Marne (3^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTION EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Revalorisation [22 mars 2005] (p. 2215)

Rodolphe THOMAS

*Calvados (2^{ème} circonscription)
 Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 17 novembre 2004] (p. 19331)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 novembre 2004] (p. 19331)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 465)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 11 janvier 2005] (p. 466)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé. Perspectives [26 octobre 2004] (p. 8488)

Transports aériens. Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Terminal E, effondrement, responsabilités [9 février 2005] (p. 944)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 961, posée le 7 décembre 2004. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 9556). Appelée le 7 décembre 2004. Université de Caen - Basse-Normandie, travaux de mise en sécurité, financement (p. 10675)

n° 1087, posée le 1^{er} mars 2005. Enseignement maternel et primaire. Elèves (J.O. Questions p. 2042). Appelée le 1^{er} mars 2005. Admission en classe maternelle, enfants âgés de deux ans (p. 1480)

n° 1230, posée le 3 mai 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets électriques et informatiques (J.O. Questions p. 4412). Appelée le 3 mai 2005. Collecte et traitement, réglementation (p. 3016)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : répond à l'opposition que deux représentants compétents du Gouvernement sont présents [25 novembre 2004] (p. 10076)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9673)

Son intervention (p. 9674)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 9674)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9674)

Entreprises : charges (p. 9674 et s.)

Entreprises : délocalisations (p. 9674)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : conjoints (p. 9675)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 9675)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : commerçants et industriels (p. 9675)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004

Son intervention (p. 9730)

Thèmes :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9731)
 Commerce et artisanat : grande distribution (p. 9731)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : commerçants et industriels (p. 9731)
 TVA (p. 9731)

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8906)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes (p. 8906)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 8907)
 Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8907)
 Formation professionnelle : crédits (p. 8906)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2004] (p. 8919)*Article 75 (révision du dispositif des exonérations de cotisations sociales patronales au titre des salaires versés aux apprentis)*

Son intervention (p. 8920)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

III - VILLE ET RENOVATION URBAINE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9666)

Son intervention (p. 9666)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : rénovation urbaine (p. 9666)
 Logement : logement social : offre (p. 9667)
 Urbanisme : rénovation urbaine : crédits budgétaires (p. 9666 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 9969)
 Son intervention (p. 9991)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 9991)
 Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 9992)
 Emploi : recrutement (p. 9991)
 Formation professionnelle : apprentissage (p. 9992)
 Politique sociale : cohésion sociale (p. 9969)
 Urbanisme : rénovation urbaine (p. 9991)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)*Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)*

Son intervention (p. 10078 et s.)
 Ses amendements n°s 620, 622 rectifié et 621, 624 (p. 10096, 10098 et s., 10114)
 Intervient sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz (cf. supra) (p. 10076)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'ad t n° 869 de M. Francis Vercamer (actions de formation professionnelle ; tutorat ; valorisation de l'expérience professionnelle) (p. 10117)

Article 9 (réforme du contrat jeune en entreprise et instauration d'un droit à l'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 10295)
 Ses amendements n°s 627 et 628 (p. 10296, 10297)

Article 10 (réforme du contrat d'insertion dans la vie sociale)

Son amendement n° 774 deuxième rectification (p. 10298)

Après l'article 11

Son amendement n° 617 deuxième rectification (visites obligatoires des élèves de sixième en entreprises) : retiré (p. 10299)

Après l'article 12

Son amendement n° 619 rectifié (maître d'apprentissage ; heures de formation pédagogique) (p. 10307) : rejeté (p. 10308)

Après l'article 12 bis

Son amendement n° 640 (évaluation obligatoire des conditions de l'apprentissage par l'employeur) : rejeté (p. 10310)

Après l'article 13 bis

Intervient sur l'ad t n° 102 rectifié de la commission (apprentissage ; contrat à durée déterminée consécutif ; dispense de période d'essai) (p. 10314)

Son amendement n° 630 (apprentissage ; contrat à durée déterminée consécutif ; dispense de période d'essai) : devenu sans objet (p. 10314)

Avant l'article 14

Son amendement n° 632 (établissements scolaires et CFA ; association ; conditions) : rejeté (p. 10317)

Son amendement n° 629 (rapport au Parlement sur la mise en place d'une campagne d'information sur la formation professionnelle) (p. 10317) : retiré (p. 10318)

Son amendement n° 618 (rapport au Parlement sur l'évolution de l'apprentissage) : rejeté (p. 10318)

Son amendement n° 613 (centres d'information et d'orientation ; transfert aux régions ; expérimentation) (p. 10318) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 10320)

Après l'article 14

Son amendement n° 641 (maîtres d'apprentissage ; réduction d'impôt sur le revenu) (p. 10321) : rejeté (p. 10322)

Article 15 (institution d'un crédit d'impôt au bénéfice des entreprises employant des apprentis)

Son intervention (p. 10341 et s.)
 Ses amendements n°s 634 et 633 (p. 10344, 10346)

Après l'article 21

Intervient sur l'ad t n° 448 de M. Jean-Michel Fourgous (entreprises de travail temporaire : taxe d'apprentissage ; assiette) (p. 10358)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi -CAE)

Son intervention (p. 10363)
 Ses amendements n°s 636, 643 et 635 (p. 10366, 10370, 10371)

Après l'article 25

Son amendement n° 648 (crédit d'impôt pour les entreprises lié au recrutement à durée indéterminée de bénéficiaires de CAE) (p. 10371) : rejeté (p. 10372)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Ses amendements n°s 625, 631, 626, 644 et 646 (p. 10403, 10404, 10406, 10407, 10408)

Après l'article 29

Son amendement n° 647 (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire de contrat d'avenir) : retiré (p. 10415)

Son amendement n° 649 rectifié (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire d'un RMA) : rejeté (p. 10415)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Ses amendements n°s 639 et 642 (p. 10422, 10425)

Après l'article 39 quater

Intervient sur l'ad t n° 867 précédemment réservé de M. Francis Vercamer (accompagnement social de longue durée d'aide au logement pour les personnes en difficulté) (p. 10565 et s.)

Article 41 précédemment réservé (programmation de la construction de logements locatifs sociaux hors zones urbaines sensibles)

Son intervention (p. 10576 et s.)

Article 42 ter précédemment réservé (modification de la durée et des objectifs du programme national de rénovation urbaine)

Son amendement n° 799 (p. 10581)

Après l'article 49

Intervient sur l'ad t n° 790 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (personnels d'EDF-GDF : répartition du "1% logement") (p. 10594)

Avant l'article 50

Intervient sur l'ad t n° 798 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (location-attribution de logements sociaux) (p. 10596)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Son intervention (p. 10605)

Avant l'article 59

Son amendement n° 741 précédemment réservé (politique de rénovation urbaine ; outil de cohésion sociale) (p. 10637) : retiré (p. 10638)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)

Son intervention (p. 10640)

Ses amendements n° 740 et 742 rectifié (p. 10641 et s.)

Après l'article 59

Son amendement n° 747 précédemment réservé (restauration scolaire ; gestion associative) : rejeté (p. 10644)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Ses amendements n° 271 et 272 (p. 1391)

Après l'article 62

Son amendement n° 467 (rôle des régions en matière d'information et d'orientation des jeunes) : rejeté (p. 1452)

Débat sur la lutte contre la toxicomanie

[14 avril 2005] (p. 2946)

Son intervention (p. 2953)

Thèmes :

Drogue : prévention (p. 2953)

Drogue : cannabis (p. 2954)

Drogue : produits de substitution (p. 2953)

Drogue : toxicomanie (p. 2953)

Drogue : usage (p. 2953)

Santé : maladies mentales (p. 2953)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 8

Son amendement n° 125 (contrats d'avenir : bilan annuel) : retiré (p. 3726)

Après l'article 8

Son amendement n° 119 (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731) : retiré (p. 3732)

Son amendement n° 122 (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731) : retiré (p. 3732)

Son amendement n° 120 rectifié (contrat d'avenir débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731) : retiré (p. 3732)

Son amendement n° 118 (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731) : retiré (p. 3732)

Son amendement n° 123 (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731) : retiré (p. 3732)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son amendement n° 117 (p. 3738)

Après l'article 17

Son amendement n° 116 (information et orientation des jeunes : rôle des régions) : rejeté (p. 3741)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Après l'article 8

Son amendement n° 432 (suppression des quatre premières tranches de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) : retiré (p. 4370)

Après l'article 47 quater

Son amendement n° 348 (exonération du paiement des cotisations sociales pour l'emploi d'une personne sous contrat d'insertion RMA) : rejeté (p. 4540)

Dominique TIAN

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. du 22 mars 2005] (p. 4814)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2196 visant à garantir le droit d'expression des groupes d'opposition dans la communication des collectivités territoriales [23 mars 2005]

Proposition de loi n° 2387 visant à modifier les dispositions relatives à l'impôt de solidarité sur la fortune pour les propriétaires fonciers aux revenus modestes [21 juin 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Papiers d'identité. Lutte et prévention. Voyageur représentant placier de commerce (VRP) [8 décembre 2004] (p. 10796)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1129, posée le 8 mars 2005. Droit pénal. Peines de travail d'intérêt général (J.O. Questions p. 2276). Appelée le 8 février 2005. Graffiti, statistiques (p. 1711)

n° 1251, posée le 31 mai 2005. Logement. Non appelée (J.O. Questions p. 5456)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 75 sexies (création d'un Conseil national du littoral)

Son intervention (p. 7882)

Ses amendements n° 239, 235 et 236 (p. 7883 et s.)

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 octobre 2004] (p. 8612) ; [28 octobre 2004] (p. 8644, 8680, 8717)

Avant l'article 24

Son amendement n° 89 (congé de maternité postnatal) (p. 8680) : retiré (p. 8681)

Article 21 précédemment réservé (contribution des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante - FCAATA -)

Ses amendements n°s 91, 95, 90 et 96 (p. 8710 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Après l'article 34

Son amendement n° 247 troisième rectification (compétence d'action sociale des EPCI) (p. 10427) : adopté (p. 10428)

Son amendement n° 248 rectifié (de conséquence) : devenu sans objet (p. 10428)

Article 53 précédemment réservé (simplification du droit par ordonnance en matière de lutte contre l'habitat indigne)

Ses amendements n°s 208, 210 et 209 (p. 10606 et s.)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Après l'article 17 quater

Intervient sur l'ad n° 14 de M. Bruno Gilles (programmes à contenu raciste ou antisémite ; suspension de la diffusion ; pouvoir d'injonction du CSA) (p. 10749)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 octies (objectif de dépenses assigné pour les prestations des établissements et services financés par la sécurité sociale et gestion par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son amendement n° 731 (p. 11424)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 586)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 586)

Travail : comptes épargne-temps (p. 586)

Travail : durée du travail (p. 586)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 2

Son amendement n° 256 (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) : retiré (p. 1264)

Son amendement n° 431 rectifié (égalité des chances dans l'enseignement supérieur ; équivalences et procédures d'admission) (p. 1264) : adopté (p. 1266)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1^{er} (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Ses amendements n°s 186 et 187 rectifiés, 188 à 191, 192 rectifié, 185 et 193 (p. 3644, 3650, 3652 et s., 3656 et s.)

Jean TIBERI

*Paris (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 952, posée le 30 novembre 2004. Administration. Question retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 9299)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3515)

Thèmes :

Baux : locataires : protection sociale (p. 3515)

Logement : logement social : Paris (p. 3516)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3675)

Philippe TOURTELIER

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la mission d'information sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés [J.O. du 13 octobre 2004] (p. 17483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1082, posée le 1^{er} mars 2005. Enseignement : personnel. Personnel détaché (J.O. Questions p. 2041). Appelée le 1^{er} mars 2005. Mise à disposition, centre de découverte du milieu marin, Saint-Briac, maintien (p. 1482)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Son intervention (p. 8971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8972)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 8972)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8972)

Recherche (p. 8972)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 11202)

Thèmes :

Handicapés : handicap mental (p. 11203)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11203)

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son intervention (p. 11302)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11316)

Avant l'article 9 A

Intervient sur l'adt n° 520 de Mme Hélène Mignon (rapport au Parlement sur les retraites des personnes atteintes de handicap) (p. 11330)

Article 9 (mesures d'aménagement en faveur des travailleurs handicapés)

Son intervention (p. 11331)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 693 du Gouvernement (retraite anticipée à taux plein des travailleurs handicapés) (p. 11339)

Article 21 (accessibilité du cadre bâti - accessibilité des locaux aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11352 et s.)

Article 24 (accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)

Son intervention (p. 11374)

Projet de loi n° 1586 d'orientation sur l'énergie

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2371, 2411)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2411) : rejetée (p. 2417)

Discussion des articles [24 mars 2005] (p. 2418, 2437) ; [29 mars 2005] (p. 2508, 2550)

Article 1er bis supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la maîtrise de la demande d'énergie)

Son intervention (p. 2449)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la diversification du bouquet énergétique)

Son intervention (p. 2451 et s.)

Article 1er quater supprimé par le Sénat (dispositions relatives à la recherche dans le secteur de l'énergie)

Son intervention (p. 2455)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 336 de M. Daniel Paul (création d'un observatoire national des économies d'énergie) (p. 2515)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'adt n° 281 de M. François Dosé (programmes locaux d'habitat et plans de déplacement urbains ; bilan énergétique obligatoire) (p. 2525)

Après l'article 10 bis

Son sous-amendement n° 471 rectifié (rachat : plancher de production de 2 mégawatts) à l'adt n° 122 deuxième rectification de la commission (définition des zones de développement de l'éolien ; caractéristiques des installations d'énergie éolienne ; puissance minimale) (p. 2536) : rejeté (p. 2541)

Après l'article 11 bis

Intervient sur l'adt n° 251 de M. François Dosé (participation de l'ADEME aux travaux de l'Observatoire national de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'adt n° 252 rectifié de M. François Dosé (évaluation du plan national de l'utilisation rationnelle de l'énergie au terme d'une période de cinq ans) (p. 2555)

Intervient sur l'adt n° 249 de M. François Dosé (élaboration de plans régionaux de l'utilisation rationnelle de l'énergie) (p. 2555)

Intervient sur l'adt n° 271 de M. François Dosé (communes et EPCI ; efforts de maîtrise de l'énergie et d'utilisation d'énergie renouvelable ; information des assemblées délibérantes ; rapport annuel du maire ou du président) (p. 2556)

Intervient sur l'adt n° 270 de M. François Dosé (communautés de communes ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

Intervient sur l'adt n° 282 de M. François Dosé (communautés d'agglomérations ; compétences ; énergie et lutte contre l'effet de serre) (p. 2557)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 juin 2005] (p. 3925)

Son intervention (p. 3938)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : énergie et carburants (p. 3939)

Energie et carburants : énergie éolienne (p. 3939)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 3938 et s.)

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 3939)

Alfred TRASSY-PAILLOGUES

Seine-Maritime (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [J.O. du 16 juin 2005] (p. 10323)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IX : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 1865) [13 octobre 2004]

Proposition de loi n° 2270 visant à permettre l'information des autorités locales de l'installation dans une commune d'une personne inscrite sur le fichier national des auteurs d'infractions sexuelles [14 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé, Hygiène et sécurité, Infections nosocomiales, lutte et prévention [7 décembre 2004] (p. 10384)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1100, posée le 1^{er} mars 2005. Plus-values : imposition. Calcul (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Fonds de commerce, cession (p. 1473)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 9035)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : compétences : télécommunications (p. 9036)

Postes : La Poste (p. 9036)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 9035)

Télécommunications : France Télécom (p. 9035)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 9035)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TOURISME ET MER

III - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Vote des crédits et articles rattachés [19 novembre 2004] (p. 9682)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9683)

Déclaration du Gouvernement n° 1984 présentée par M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication sur le spectacle vivant

[9 décembre 2004] (p. 10283)

Son intervention (p. 10850)

Thèmes :

Arts et spectacles : spectacles (p. 10850)

Culture : politique culturelle (p. 10850)

Culture : politique culturelle : décentralisation (p. 10850)

Enseignement : enseignements artistiques (p. 10850)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 80)

Son intervention (p. 81)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 83)

Postes : La Poste (p. 80, 81 et s.)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Après l'article 1er

Intervient sur le sous-adt n° 14782 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (financement du fonds national de péréquation) à l'adt n° 18 rectifié de la commission (missions de La Poste et contribution à l'aménagement du territoire) (p. 215)

Intervient sur l'adt n° 14653 de M. Jean-Claude Guibal (attributions et règles de fonctionnement de la commission départementale de présence postale) (p. 216)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son intervention (p. 219 et s.)

Article 4 (dispositions pénales)

Son intervention (p. 243)

Ses explications de vote (p. 83)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 83)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2860)

Son intervention (p. 2869)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2887)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2870)

Collectivités territoriales : compétences : postes (p. 2860)

Postes : La Poste (p. 2869 et s., 2887)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 2869)

Union européenne : directives : postes (p. 2871)

Discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2889) ; [14 avril 2005] (p. 2973)

Article 2 (organisation de la régulation postale)

Son amendement n° 27 (p. 2996)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)

Son intervention (p. 598)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 598)

Travail : durée du travail (p. 598)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) (p. 599)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 964)

Proposition de résolution n° 2121 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 mars 2005] (p. 2135) ; [23 mars 2005] (p. 2279)

Son intervention (p. 2281)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 2281)

Énergie et carburants : électricité : tarifs (p. 2282)

Politiques communautaires : directives : énergie et carburants (p. 2281, 2283)

Politiques communautaires : directives : services publics (p. 2281)

Politiques communautaires : directives : télécommunications (p. 2282)

Politiques communautaires : directives : transports ferroviaires (p. 2281)

Postes : La Poste (p. 2283)

Télécommunications : France Télécom (p. 2282)

Télécommunications : Internet (p. 2283)

Vote contre du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2283)

Georges TRON

Essonne (9^{ème} circonscription)

Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) : annexe n° 36 : Premier ministre (fonction publique et réforme de l'Etat) (n° 1863) [13 octobre 2004]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle sur la gestion et la cession du patrimoine immobilier de l'Etat et des établissements publics [6 juillet 2005] (n° 2457)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports : établissements. Bruits, lutte et prévention, région parisienne [16 février 2005] (p. 1207)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8182)

Thèmes :

Etat : missions régaliennes (p. 8183)

Etat : patrimoine : gestion (p. 8183)

Etat : réforme (p. 8182 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 8182 et s.)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8183)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8184)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8184)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 8183)

Projet de loi n° 2210 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2734, 2761)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2744)

Son intervention (p. 2748)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2765)

Thèmes :

Fonction publique territoriale : recrutement (p. 2745, 2765)

Fonctionnaires et agents publics : accès : concurrence (p. 2749)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : contrats à durée indéterminée (p. 2745, 2749, 2765)

Fonctionnaires et agents publics : contractuels : précarité (p. 2749, 2765)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 2750)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 2750)

Union européenne : directives : droit du travail (p. 2744, 2748)

Discussion des articles [6 avril 2005] (p. 2766)

Article 7 (régime des contrats à durée déterminée et à durée indéterminée dans la fonction publique de l'Etat)

Son intervention (p. 2770 et s.)

Ses explications de vote (p. 2779)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 2780)

Projet de loi n° 2249 pour la confiance et la modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 juin 2005] (p. 3857, 3898)

Après l'article 23

Son amendement n° 77 (autorisation donnée à l'Etat pour la vente de son immeuble affecté à l'ENA sis 13 rue de l'Université à Paris) (p. 3920) : adopté (p. 3921)

Déclaration du Gouvernement n° 2438 présentée par M. Thierry Breton, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et débat d'orientation budgétaire pour 2006

[5 juillet 2005] (p. 4315)

Son intervention (p. 4347)

Thèmes :

Etat : patrimoine : gestion (p. 4347)

Etat : réforme (p. 4347)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 4347)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 2 octobre 2004] (p. 16966)

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie [J.O. du 23 mars 2005] (p. 4906)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Son intervention (p. 8910)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 8910)

Emploi : chômage (p. 8911)

Formation professionnelle : organismes (p. 8911)

Formation professionnelle : formation continue (p. 8911)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8910)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2004] (p. 8919)

Article 75 (révision du dispositif des exonérations de cotisations sociales patronales au titre des salaires versés aux apprentis)

Son intervention (p. 8920)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10901) ; [10 décembre 2004] (p. 10931)

Après l'article 44

Son amendement n° 169 (horlogerie, bijouterie et joaillerie - exonération de la TVA à l'importation suivie d'une livraison exonérée à destination d'un pays de l'Union européenne) : retiré (p. 10944)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Liliane VAGINAY

*Loire (6^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Deviens députée le 3 juillet 2005 [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11114)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 7 juillet 2005] (p. 11216)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juillet 2005] (p. 11462)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [26 octobre 2004] (p. 8492)

Institutions sociales et médico-sociales. Maison d'Ariane. Directeur, incarcération [15 février 2005] (p. 1099)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Parlement. Ordre du jour. Projet de loi relatif à la responsabilité pénale du Président de la République, perspectives [15 février 2005] (p. 1097)

Justice. Magistrats. Indépendance [4 mai 2005] (p. 3143)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004
Son intervention (p. 9780)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (p. 9781)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 9780)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 9781)

Justice : contrats emplois-jeunes (p. 9781)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 9782)

Justice : réforme : coût (p. 9780)

Justice : victimes (p. 9781)

Système pénitentiaire : centres pénitentiaires : construction (p. 9781)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10799) : rejetée (p. 10805)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 10800)

Consommation : protection des consommateurs : juges de proximité (p. 10801)

Justice : fonctionnement (p. 10804)

Justice : conciliation (p. 10803)

Justice : juges de proximité : compétences (p. 10799)

Justice : juges de proximité : coût (p. 10800)

Justice : juges de proximité : formation professionnelle (p. 10800)

Justice : juges de proximité : indépendance (p. 10800)

Justice : juges de proximité : recrutement (p. 10800)

Justice : tribunaux : compétences (p. 10802)

Justice : tribunaux correctionnels : inconstitutionnalité (p. 10801)

Justice : tribunaux correctionnels : juges de proximité (p. 10801)

Justice : tribunaux d'instance : compétences (p. 10799)

Justice : tribunaux d'instance : greffiers (p. 10802)

Justice : tribunaux d'instance : Grenoble (p. 10802)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10811)

Article 1er (compétence générale du tribunal d'instance en matière personnelle ou mobilière)

Son amendement n° 10 (p. 10811)

Article 2 (compétences spéciales du tribunal d'instance en matière civile)

Son amendement n° 11 (p. 10812)

Article 3 (compétence générale de la juridiction de proximité en matière personnelle ou mobilière)

Ses amendements n°s 12, 19, 22 et 21 (p. 10812 et s.)

Article 4 (compétences particulières de la juridiction de proximité en matière civile)

Son amendement n° 13 (p. 10815)

Article 5 (participation des juges de proximité aux formations collégiales du tribunal correctionnel)

Son amendement n° 14 (p. 10815)

Article 8 (compétence du juge de proximité en matière de composition pénale)

Son amendement n° 15 (p. 10816)

Article 9 (coordinations)

Son amendement n° 16 (p. 10816)

Article 10 (habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution)

Son amendement n° 17 (p. 10817)

Article 11 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 18 (p. 10817)

Manuel VALLS

*Essonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 1869 présentée par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne

[14 octobre 2004] (p. 7935)

Son intervention (p. 7961)

Thèmes :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 7961)
Union européenne : constitution européenne : ratification (p. 7961)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 7961 et s.)
Union européenne : institutions communautaires (p. 7962)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 812)

Christian VANNESTE

*Nord (10^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2005 visant à renforcer les sanctions pénales contre l'incitation à la désobéissance civile [21 décembre 2004]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (n° 1206) [1^{er} juin 2005] (n° 2349)

Proposition de loi n° 2533 prévoyant l'instauration de la TVA sociale [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [9 novembre 2004] (p. 9160)

Relations internationales. Commerce international. Organisation mondiale du commerce (OMC), accord textile, conséquences, importations chinoises [3 mai 2005] (p. 3044)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 976, posée le 7 décembre 2004. Assurance maladie maternité : prestations. Frais médicaux et pharmaceutiques (J.O. Questions p. 9559). Appelée le 7 décembre 2004. Coopération transfrontalière franco-belge, champ d'application (p. 10661)

n° 1028, posée le 18 janvier 2005. Professions de santé. Médecins (J.O. Questions p. 425). Appelée le 18 janvier 2005. Titulaires d'un diplôme étranger, qualification, reconnaissance (p. 29)

DÉBATS

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France

[12 octobre 2004] (p. 7705)

Son intervention (p. 7730)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 7730)
Entreprises : sous-traitance (p. 7730)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 7730 et s.)
Industrie : textile et habillement (p. 7730)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7731)
TVA (p. 7730)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)

Procédure des questions :

Industrie : textile et habillement : marchés publics (p. 9056)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 8989)

Procédure des questions :

Enseignement privé : politique de l'enseignement privé (p. 9018)

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Son intervention (p. 8836)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8836)

Ordre public : vidéosurveillance (p. 8837)

Police : effectifs : Nord (p. 8837)

JUSTICE

Examen du fascicule [19 novembre 2004] (p. 9688)

Son intervention (p. 9691)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : fonctionnement (p. 9691)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : création d'emplois (p. 9692)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la justice : crédits budgétaires (p. 9692)

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Ses interventions (p. 9779)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 9780)
Justice : effectifs (p. 9779)
Justice : délais (p. 9780)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE

Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)*Procédure des questions :*

Emploi : politique de l'emploi : organismes (p. 9546)
Politique sociale : personnes sans domicile fixe : accueil (p. 9547)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10024)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 10024)
Entreprises : compétitivité (p. 10024)
Politique économique : croissance (p. 10024)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Ses amendements n°s 307, 308 et 309 (p. 10472, 10474, 10476)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son amendement n° 310 (p. 10488)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10500)
Ses amendements n°s 934 et 935 (p. 10500, 10502)

Après l'article 37-9

Son amendement n° 311 rectifié (licenciement économique ; annulation ; conséquences ; réintégration ou indemnisation) (p. 10519) ; devenu sans objet (p. 10521)

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 17 ter (aggravation des sanctions en matière de diffamation et d'injures publiques à raison du sexe ou de l'orientation sexuelle des personnes)

Son intervention (p. 10738)

François VANNSON

*Vosges (3^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire
Puis Union pour un Mouvement Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [8 décembre 2004] (p. 20775)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20775)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Rapporteur du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense (n° 2165) [23 mars 2005]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2165) ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense [29 mars 2005] (n° 2218)

Proposition de loi n° 2401 tendant à instaurer le triple affichage du prix des fruits et légumes dans les grandes surfaces [21 juin 2005]

Proposition de loi n° 2485 tendant à permettre l'apposition de la dénomination "montagne" sur les produits à appellation d'origine contrôlée [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Ordre public. Terrorisme. Attaques bactériologiques et chimiques, lutte et prévention [15 décembre 2004] (p. 11054)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1101, posée le 1^{er} mars 2005. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 2044). Appelée le 1^{er} mars 2005. Les Fils de Victor Perrin, emploi et activité, Epinal (p. 1474)

DÉBATS**Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Article 1er (zones de revitalisation rurale -ZRR)

Ses amendements n°s 527 et 524 (p. 7619, 7623)

Article 1er ter supprimé par le Sénat (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale -ZRR)

Son amendement n° 529 rectifié (p. 7628)

Article 1er decies supprimé par le Sénat (prise en compte des zones de revitalisation rurale dans la mise en œuvre des politiques publiques)

Son amendement n° 531 rectifié (p. 7639)

Article 1er undecies supprimé par le Sénat (effectifs scolaires dans les zones de revitalisation rurale -ZRR)

Son amendement n° 532 rectifié (p. 7639)

Article 62 A (délai imparti à l'administration pour répondre aux demandes d'autorisation d'installation de centrales hydro-électriques)

Son amendement n° 539 (p. 7658)

Article 62 (adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)

Ses amendements n°s 540 à 542 (p. 7663 et s.)

Avant l'article 63 ter

Son amendement n° 543 (inventaire des terres dont la préservation est jugée utile aux activités agricoles, pastorales et forestières) : rejeté (p. 7677)

Après l'article 64 ter

Son amendement n° 544 (gardiennage des refuges de montagne et normes sanitaires) (p. 7681) : rejeté (p. 7682)

Après l'article 65 decies

Son amendement n° 546 (mise en œuvre d'un schéma régional éolien, en association avec les conseils généraux et après avis des EPCI à fiscalité propre concernés) : rejeté (p. 7697)

Article 53 bis A (extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles -TDENS)

Son amendement n° 538 (p. 7767)

Article 58 (schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)

Son intervention (p. 7801)

Après l'article 11 AA

Son amendement n° 534 (travailleurs saisonniers ; pluralité d'employeurs, guichet unique) : rejeté (p. 7904)

Article 11 D (cumul des durées des contrats de travail à caractère saisonnier pour le calcul de l'ancienneté)

Son amendement n° 535 (p. 7906)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9479)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9479)

Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 9479)

Recherche (p. 9479)

EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

III - RECHERCHE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8927)

Son intervention (p. 8943)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : recherche et développement (p. 8943)

Espace : politique spatiale (p. 8943)

Recherche : chercheurs (p. 8943)

Union européenne : construction européenne : recherche développement (p. 8943)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11169, 11184)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 11177)

Thèmes :

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 11177)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 11177)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 11177)

Politique sociale : solidarité (p. 11178)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 2005] (p. 1040)

Son intervention (p. 1050)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : victimes (p. 1050)

Rapatriés : harkis (p. 1050)

Rapatriés : indemnisation (p. 1050)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 1050)

Projet de loi n° 2119 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 avril 2005] (p. 2705)*Article 3 (modifications des conditions d'information des souscripteurs de contrats d'assurance-vie)*

Son amendement n° 44 rectifié (p. 2709)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Son intervention (p. 2806)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2806 et s.)

Défense : militaires et assimilés : Institut de gestion sociale des armées (IGESA) (p. 2806)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs : ventes et échanges (p. 2806)

Ordre public : terrorisme : matériel nucléaire (p. 2806)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2811)*Article 4 (protection et contrôle des matières nucléaires, régime des sanctions pénales)*

Son intervention (p. 2811)

Après l'article 7

Intervient sur l'adit n° 33 de M. Thierry Mariani (quantité de poudre pouvant être détenue par les utilisateurs légaux) (p. 2812)

Son amendement n° 30 (ventes d'armes dans certaines foires et certains salons professionnels) : adopté (p. 2812)

Article 10 (suppression du monopole de l'Etat en matière de produits explosifs)

Son amendement n° 29 rectifié (p. 2812)

Titre

Son intervention (p. 2813)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)*Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)*

Ses amendements n°s 253 à 255 (p. 4464 et s.)

Catherine VAUTRIN

*Secrétaire d'Etat à l'intégration et à l'égalité des chances,
puis Secrétaire d'Etat aux personnes âgées
puis Ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité*

Est nommée Secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Décret du 28 octobre 2004 [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18258)

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [Décret du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommée Ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité, auprès du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Décret du 2 juin 2005 [J.O. du 3 juin 2005] (p. 9918)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

Mme Danièle Hoffman-Rispal. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, modalités [10 novembre 2004] (p. 9230)

M. Pascal Terrasse. Institutions sociales et médico-sociales. Centres médico-sociaux. Personnel et revendications [24 novembre 2004] (p. 9980)

M. François Dosé. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [1^{er} décembre 2004] (p. 10336)

- M. Daniel Garrigue. Personnes âgées. Dépendance. Prise en charge, perspectives [22 décembre 2004] (p. 11407)
- Mme Françoise Branget. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, fonds collectés, utilisation [8 février 2005] (p. 885)
- Mme Marcelle Ramonet. Jeunes. Emploi. Secteur gérontologique, perspectives [9 mars 2005] (p. 1834)
- M. Denis Jacquat. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, mise en œuvre [3 mai 2005] (p. 3041)
- M. Gilbert Biessy. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, jour férié, suppression, pertinence [3 mai 2005] (p. 3043)
- M. Bernard Perrut. Emploi. Politique de l'emploi. Service d'aide aux personnes, mise en place [22 juin 2005] (p. 3802)
- M. Jean Glavany. Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [30 juin 2005] (p. 4087)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- Mme Hélène Tanguy. Etablissements de santé. Hôpitaux. Service de gériatrie, modernisation, Douarnenez [30 novembre 2004] (p. 10227)
- Mme Odile Saugues. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, hôpital Nord, Clermont-Ferrand [30 novembre 2004] (p. 10228)
- M. Alain Gest. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs indépendants : annuités liquidables. Périodes de chômage, affiliés à la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC) [30 novembre 2004] (p. 10229)
- Mme Catherine Génisson. Médecines parallèles. Ostéopathes. Exercice de la profession, décrets d'application, publication [30 novembre 2004] (p. 10230)
- M. Jean-Yves Cousin. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation. Couverture maladie universelle (CMU), bénéficiaires [30 novembre 2004] (p. 10237)
- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel, centre hospitalier de Montluçon [30 novembre 2004] (p. 10238)
- M. Jean-Pierre Door. Fonction publique hospitalière. Infirmiers. Carrière [18 janvier 2005] (p. 21)
- M. Olivier Jardé. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine. Bibliothèque des dons, implantation, perspectives, Amiens [18 janvier 2005] (p. 28)
- M. Jean-Pierre Balligand. Santé. Maladie M. Christian Vanneste. Professions de santé. Médecins. Titulaires d'un diplôme étranger, qualification, reconnaissance [18 janvier 2005] (p. 29)
- M. Jean-Claude Bois. Sécurité sociale. Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM). Missions, maintien [3 mai 2005] (p. 3022)
- M. Jean-Pierre Dufau. Santé. Cures. Etablissements climatiques, aides de l'Etat [3 mai 2005] (p. 3023)
- M. Philippe Rouault. Personnes âgées. Politique de la vieillesse. Financement, Ile-et-Vilaine [3 mai 2005] (p. 3024)
- Mme Anne-Marie Comparini. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Reprise d'entreprise, développement [21 juin 2005] (p. 3769)
- M. Gilbert Biessy. Urbanisme. Rénovation urbaine. Financement, Echirrolles [21 juin 2005] (p. 3770)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Voirie. RN 147. Mise à deux voies, axe Poitiers-Limoges [21 juin 2005] (p. 3771)
- M. Daniel Mach. Urbanisme. Plans d'occupation des sols (POS) et Plans locaux d'urbanisme (PLU). Modification, réglementation [21 juin 2005] (p. 3772)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Sa réponse (p. 7521 et s.)

Thèmes :

- Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : prérogatives (p. 7522)
- Droit pénal : discrimination : preuve (p. 7521)
- Enfants : défenseur des enfants (p. 7522)
- Etat : valeurs républicaines : principe d'égalité (p. 7521)
- Politique sociale : cohésion sociale (p. 7521)
- Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 7521)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 27 de Mme Martine Billard (incrimination des propos homophobes, sexistes ou discriminatoires envers les personnes en raison notamment de leur handicap ou de leur état de santé) (p. 7539 et s.)

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Patrick Bloche (objectifs de la politique publique de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité définis par la loi tous les cinq ans) (p. 7541)

Article 1er (statut et compétence)

Son intervention (p. 7543 et s.)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7548 et s.)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 7553)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son intervention (p. 7556)

Article 6 (médiation)

Son intervention (p. 7557)

Article 11 (rapports avec l'autorité judiciaire)

Son intervention (p. 7558)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son intervention (p. 7558 et s.)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité, études et propositions de modification de la législation ou de la réglementation)

Son intervention (p. 7560 et s.)

Après l'article 16

Intervient sur l'ad n° 40 de M. Patrick Bloche (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7562)

Intervient sur les adts n°s 41 à 46 de Mme Martine Billard (élargissement de la notion de discrimination aux distinctions fondées sur l'identité de genre) (p. 7562)

Intervient sur l'ad n° 28 de Mme Martine Billard (définition de la discrimination indirecte) (p. 7563)

Intervient sur l'ad n° 48 de la commission (personnel du Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations) (p. 7563)

Avant l'article 17

Intervient sur l'ad n° 11 rectifié de M. Frédéric Dutoit (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 24 de M. Victorin Lurel (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Frédéric Dutoit (enseignement obligatoire sur toutes les formes de discriminations) (p. 7564)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 7565 et s.)

Après l'article 17

Intervient sur l'ad n° 39 de Mme Martine Billard (information obligatoire des salariés par les employeurs sur les dispositions prohibant les discriminations au travail) (p. 7566)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son intervention (p. 7567)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 60 du Gouvernement (saisine directe du Médiateur de la République) (p. 7568 et s.)

Son intervention à l'issue du vote (p. 7572)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Son intervention (p. 9274)

Sa réponse (p. 9283)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 9274, 9275)
 Personnes âgées : mauvais traitements (p. 9274)
 Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 9275)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 9274)
 Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 9275)
 Sécurité sociale : caisses (p. 9274)

Réponses aux questions :

Handicapés : établissements (M. Jacques Le Guen) (p. 9283)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10143)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 10143)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 10143)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10143)
 Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 10143, 10144)
 Santé : fin de vie (p. 10143)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 26 quater (coordinations résultant de la mise en place de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)

Son intervention (p. 11386)

Après l'article 44 sexies

Intervient sur l'adt n° 718 de Mme Maryvonne Briot (groupements de coopération entre les établissements sociaux et médico-sociaux (p. 11461))

Après l'article 49

Intervient sur l'adt n° 649 deuxième rectification du Gouvernement (affectation des ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour l'année 2005) (p. 11464)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 968 et s.)

Article 6 (dispositions relatives à la notification de l'agrément et aux conditions d'exercice)

Son intervention (p. 971 et s.)

Article 7 (formation des assistants maternels et des assistants familiaux)

Son intervention (p. 973 et s.)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 32 de Mme Patricia Adam (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981)

Intervient sur l'adt n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" et diplôme d'aide-puéricultrice : conditions de validation des acquis) (p. 981)

Intervient sur l'adt n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (rapport au Parlement sur les droits sociaux et à la retraite à soixante ans à taux plein pour les assistants maternels et assistants familiaux) (p. 982)

Article 8 (contrat d'accueil pour les assistants familiaux)

Son intervention (p. 982 et s.)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 112 rectifié de Mme Muriel Marland-Militello (conditions du suivi de l'activité des assistants maternels et assistants familiaux) (p. 984)

Article 11 (modification de la structure du chapitre III du titre VII du livre VII du code du travail)

Son intervention (p. 984)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 115 de Mme Muriel Marland-Militello (compétence du conseil des prud'hommes en matière de contentieux entre les assistants maternels et assistants familiaux et leurs employeurs) (p. 985)

Article 13 (obligation de conclusion d'un contrat de travail écrit)

Son intervention (p. 985)

Article 14 (régime des indemnités et fournitures d'entretien ; mode de rémunération des assistants maternels et familiaux pendant leurs périodes de formation)

Son intervention (p. 985 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 11 de la commission (rémunération des assistants maternels et assistants familiaux : application obligatoire du principe de mensualisation) (p. 986)

Article 15 (définition par décret des mentions du contrat de travail des assistants maternels)

Son intervention (p. 986)

Article 16 (la rémunération des assistants maternels par «unité de temps»)

Son intervention (p. 987)

Article 17 (régime de la rémunération des assistants maternels en cas d'absence de l'enfant)

Son intervention (p. 987 et s.)

Article 18 (imposition d'un repos quotidien et hebdomadaire ; établissement d'une durée hebdomadaire maximale de travail)

Son intervention (p. 988 et s.)

Article 19 (rupture du contrat de travail conclu entre un particulier et l'assistant maternel)

Son intervention (p. 989)

Article 20 (régime des congés de l'assistant maternel employé par un particulier)

Son intervention (p. 990)

Article 23 (modification du régime de licenciement d'un assistant maternel ou familial par son employeur personne morale)

Son intervention (p. 990)

Article 24 (effet de la suspension ou du retrait de l'agrément attribué à un assistant maternel ou à un assistant familial employé par une personne morale)

Son intervention (p. 991 et s.)

Article 27 (rémunération et régime de la période d'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 993 et s.)

Article 28 (droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé)

Son intervention (p. 995)

Article 29 (cumul d'activité)

Son intervention (p. 996)

Article 29 bis (compensation par l'État des extensions de compétences)

Son intervention (p. 998 et s.)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 93 de Mme Muguette Jacquaint (rapport au Parlement sur la possibilité d'intégration dans la fonction publique territoriale d'assistants maternels et assistants familiaux dépendant de personnes morales de droit public) (p. 1001)

Article 31 bis (reconnaissance du service de garde et de restauration assurée par les assistants maternels)

Son intervention (p. 1001)

Proposition de loi n° 2063 relative au droit de préemption des locataires en cas de vente d'un immeuble

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3503)

Son intervention (p. 3517)

Thèmes :

Baux : congé (p. 3518)
 Baux : locataires : protection sociale (p. 3518)
 Logement : construction (p. 3519)
 Logement : Foncière Logement (p. 3519)
 Logement : logement social (p. 3518)
 Logement : ventes à la découpe (p. 3517)
 Professions immobilières : marchands de biens (p. 3518)

Discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3519) ; [16 juin 2005] (p. 3667)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 30 de Mme Martine Billard (institution d'un permis de diviser) (p. 3520)

Article 1er (institution d'un droit de préemption au profit des locataires lors d'une vente en bloc d'un ensemble immobilier)

Son intervention (p. 3523 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 4 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droits de mutation réduits pour l'acquéreur personne physique s'engageant à ne pas donner congé au locataire pendant six ans) (p. 3528)

Intervient sur l'ad n° 35 de M. Patrick Bloche (institution d'une décote au profit du locataire dans la limite de 30 % du prix du logement) (p. 3529)

Intervient sur l'ad n° 20 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (suspension par le maire de la mise en copropriété à la demande d'au moins un tiers des locataires) (p. 3530)

Article 2 (possibilité d'étendre par décret les accords collectifs de location nonobstant l'opposition de la majorité des organisations concernées)

Son intervention (p. 3668 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad n° 31 de Mme Martine Billard (pas de congé pour vente dans les six ans consécutifs à l'achat en bloc) (p. 3672)

Article 3 (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3673)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'ad n° 28, deuxième rectification précédemment réservé de Mme Martine Aurillac (terme du bail repoussé à deux ans à compter de la notification du congé pour vente) (p. 3673)

Intervient sur l'ad n° 27 rectifié précédemment réservé de M. Christian Decocq (adaptation de la durée du bail pour les acquéreurs s'engageant à maintenir l'immeuble sous statut locatif pendant six ans) (p. 3673)

Article 3 (suite) (annulation du congé pour vente en cas de non-respect de dispositions obligatoires)

Son intervention (p. 3675 et s.)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 11 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (délai de préemption pour les opérations en cours) (p. 3678)

Intervient sur l'ad n° 15 de M. Patrick Bloche (délai d'exonération des droits de mutation des marchands de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 10 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (application aux opérations en cours) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 12 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (définition de l'activité de marchand de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 13 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (conditions d'exercice de l'activité de marchand de biens) (p. 3679)

Intervient sur l'ad n° 16 de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (violation grave des droits des occupants par les marchands de biens ; interdictions professionnelles) (p. 3679)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3681)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3561)

Intervient sur la question préalable soutenue par M. Alain Bocquet (p. 3580)

Sa réponse (p. 3615)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3623)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3561, 3562, 3580, 3616)

Emploi : création d'emplois (p. 3561, 3581, 3615)

Emploi : jeunes (p. 3561)

Emploi : jeunes (p. 3623)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3623)

Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) (p. 3562, 3616)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3562)

Politique sociale : inégalités (p. 3616)

Politique sociale : services à la personne (p. 3561, 3562, 3581, 3582, 3615, 3616)

Professions sociales : assistants maternels (p. 3581)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3579, 3615)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 3561, 3580)

Sécurité sociale : caisses (p. 3616)

Travail : contrats de travail (p. 3616)

Travail : droit du travail (p. 3616)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 3581, 3616)

Travail : travail à temps partiel (p. 3581)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 91 de Mme Martine Billard (services à la personne : définition) (p. 3627)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Son intervention (p. 3633, 3642 et s., 3706 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 160 de M. Francis Vercamer (aides aux personnes handicapées : rémunération : utilisation du chèque emploi-service universel) (p. 3711)

Intervient sur l'ad n° 180 rectifié de Mme Paulette Guinchard (emplois d'aide à domicile : temps de trajet : prise en compte dans le temps de travail effectif) (p. 3711)

Intervient sur l'ad n° 213 de Mme Paulette Guinchard (services à la personne : soumission à la législation sur l'action sociale et médico-sociale) (p. 3712)

Intervient sur l'ad n° 137 de M. Francis Vercamer (rapport au Parlement : emplois de services à la personne : validation des trimestres) (p. 3713)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3714 et s.)

Article 3 (régime des cotisations et contributions sociales patronales)

Son intervention (p. 3719 et s.)

Article 4 (régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3720 et s.)

Article 5 (régime fiscal)

Son intervention (p. 3722 et s.)

Article 6 (activité de prestation de service et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)

Son intervention (p. 3724 et s.)

Article 7 (application dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 3725)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 36 rectifié de la commission (élus locaux ; rémunération d'aides à domicile ; application au chèque emploi-service universel ; indemnité compensatrice) (p. 3725)

Intervient sur l'adt n° 35 de la commission (effets économiques et sociaux du chèque-service : rapport au Parlement : suppression) (p. 3726)

Intervient sur l'adt n° 215 de Mme Paulette Guinchard (création d'observatoires départementaux d'action sociale : rapport au Parlement) (p. 3726)

Intervient sur l'adt n° 216 de Mme Paulette Guinchard (création d'un institut national des politiques sociales décentralisées : rapport au Parlement) (p. 3726)

Avant l'article 8

Intervient sur l'adt n° 170 de Mme Paulette Guinchard (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) (p. 3726)

Intervient sur l'adt n° 169 de Mme Paulette Guinchard (durée du travail effectif : prise en compte du temps de trajet) (p. 3726)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4653)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 4653)

Politique sociale : cohésion sociale (p. 4653)

Politique sociale : services à la personne (p. 4653)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 4653)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Député-e-s Communistes et Républicains*

Adhère au groupe Député-e-s Communistes et Républicains [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 4 novembre 2004] (p. 18663)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2193 relatives aux finances locales [23 mars 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Revalorisation [18 janvier 2005] (p. 35)

Politiques communautaires. Perspectives. Stratégie de Lisbonne, mise en œuvre [22 mars 2005] (p. 2213)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1136, posée le 22 mars 2005. Déchets, pollutions et nuisances. Etang de Berre (J.O. Questions p. 2834). Appelée le 22 mars 2005. Pollution industrielle, lutte et prévention (p. 2198)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 octobre 2004] (p. 8064, 8106) ; [20 octobre 2004] (p. 8141, 8173) ; [21 octobre 2004] (p. 8207)

Son intervention (p. 8123)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8123)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : dotations de l'Etat (p. 8123 et s.)

Entreprises : allègement des charges (p. 8123)

Politique sociale : fracture sociale (p. 8123)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Examen du fascicule [4 novembre 2004] (p. 8955)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8980)

EMPLOI, TRAVAIL ET COHESION SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Examen du fascicule [3 novembre 2004] (p. 8901)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue : droit (p. 8917)

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004

Son intervention (p. 9782)

Thèmes :

Finances publiques : exécution du budget : justice (p. 9782)

Justice : moyens (p. 9782)

Justice : aide juridictionnelle (p. 9783)

Justice : juges de proximité (p. 9782)

Justice : magistrats : rémunération au mérite (p. 9783)

Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 9783)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9183)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM) (p. 9183)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9183 et s.)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9183 et s.)

Outre-mer : crédits (p. 9183)

Procédure des questions :

Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 9219)

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9169)

Son intervention (p. 9172)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : ordre du jour (p. 9172)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 9172)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9173)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 9169, 9172)

Parlement : prérogatives (p. 9169, 9172)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 9173)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9891)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : Polynésie française (p. 9891)
 Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9891)
 Finances publiques : fonds publics : corruption (p. 9892)
 Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 9892)
 Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 9892)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10146)

Thèmes :

Bioéthique : euthanasie (p. 10146)
 Etablissements de santé : droits du malade (p. 10146)
 Professions de santé : déontologie (p. 10146)
 Santé : douleur (p. 10146)
 Santé : fin de vie (p. 10146)

Explications de vote et vote [30 novembre 2004] (p. 10261)

Ses explications de vote (p. 10265)
 Vote pour du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10265)

Proposition de loi n° 1957 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10796)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 10805)
 Son intervention (p. 10809)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : juges de proximité (p. 10805, 10810)
 Consommation : protection des consommateurs : juges de proximité (p. 10809)
 Justice : juges de proximité : compétences (p. 10809)
 Justice : juges de proximité : formation professionnelle (p. 10809)
 Justice : juges de proximité : recrutement (p. 10810)
 Justice : tribunaux correctionnels : juges de proximité (p. 10810)

Discussion des articles [8 décembre 2004] (p. 10811)

Article 3 (compétence générale de la juridiction de proximité en matière personnelle ou mobilière)

Son amendement n° 23 (p. 10813)

Article 5 (participation des juges de proximité aux formations collégiales du tribunal correctionnel)

Son intervention (p. 10815)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 10810)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10975)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 10975)
 Droit pénal : agressions sexuelles : prévention (p. 10976)
 Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 10976)
 Droit pénal : mineurs : récidive (p. 10977)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10976)
 Justice : juge de l'application des peines (p. 10976)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 10976)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10982) ; [16 décembre 2004] (11100)

Article 1er (élargissement des catégories de délits assimilés au sens de la récidive)

Son intervention (p. 10983)

Article 2 (définition du régime de la réitération d'infractions)

Son amendement n° 46 (p. 10985)

Article 7 (possibilité pour la juridiction de jugement de prévoir le placement sous surveillance électronique mobile, à titre de mesure de sûreté, des condamnés pour crimes ou délits sexuels - détermination des juridictions compétentes pour prolonger ou relever la mesure et ordonner la durée de placement)

Son amendement n° 48 (p. 11116)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1510)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1523)

Son intervention (p. 1546)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 1547 et s.)
 Constitution : préambule : travail (p. 1510 et s.)
 Entreprises : créances : personnes publiques (p. 1548)
 Entreprises : difficultés : procédures (p. 1547)
 Entreprises : difficultés : salaires (p. 1548)
 Entreprises : difficultés : salariés (p. 1511, 1523, 1547 et s.)
 Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1511, 1548 et s.)
 Justice : tribunaux de commerce (p. 1523, 1547)
 Lois : intelligibilité et accessibilité : Conseil constitutionnel (p. 1510, 1547)
 Politique économique : libéralisme : compétitivité (p. 1547 et s.)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1586)

Son amendement n° 455 (p. 1590)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son sous-amendement n° 456 à l'ad t n° 18 de la commission (p. 1601)

Son amendement n° 457 (p. 1602)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son amendement n° 458 (p. 1611)

Son intervention (p. 1612)

Son amendement n° 459 (p. 1614, 1627)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son intervention (p. 1632)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1639)

Ses amendements n° 461, 462 à 464 (p. 1643, 1645)

Article 15 (ouverture de la procédure de sauvegarde)

Son amendement n° 465 (p. 1646)

Article 16 (règles de compétence du tribunal)

Son amendement n° 466 (p. 1648)

Article 17 (ouverture et durée de la période d'observation)

Son amendement n° 468 (p. 1649)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Son sous-amendement n° 629 à l'ad t n° 44 de la commission (p. 1650)

Article 29 (conditions de poursuite de la période d'observation)

Son intervention (p. 1657)

Son amendement n° 470 (p. 1657)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1658)

Ses amendements n^{os} 496 et 538 (p. 1659, 1661)**Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)**

Son intervention (p. 1664 et s.)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)Son amendement n^o 498 (p. 1739)**Article 75 (modalités du jugement arrêtant le plan de sauvegarde)**Son amendement n^o 499 (p. 1745)**Article 77 (opposabilité des dispositions du plan de sauvegarde)**Son amendement n^o 500 (p. 1745)**Article 90 (conséquences de l'inexécution du plan)**Son amendement n^o 501 (p. 1749)**Article 100 (conditions d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire)**Ses amendements n^{os} 502 à 504 (p. 1757 et s.)**Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)**Ses amendements n^{os} 505 à 507 (p. 1760 et s.)**Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)**Son amendement n^o 508 (p. 1775)**Article 108 (conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire)**

Son intervention (p. 1776)

Article 120 (ordre de paiement des créances)Son amendement n^o 509 (p. 1782)**Article 124 (cession de l'entreprise)**Ses amendements n^{os} 510 à 512 (p. 1784 et s.)**Article 134 (règlement des créanciers)**Son amendement n^o 513 (p. 1788)**Article 144 (extension des voies de saisine au titre de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif)**Son amendement n^o 514 (p. 1795)**Article 172 (limitation du droit d'appel à l'encontre de certains jugements)**Son amendement n^o 515 (p. 1803)**Après l'article 184**Son amendement n^o 516 rectifié (retrait abusif de crédit) : rejeté (p. 1812)**Article 187 (modifications du périmètre d'intervention de l'Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés - AGS)**Ses amendements n^{os} 497 et 517 (p. 1814)**Explications de vote et vote [9 mars 2005] (p. 1838)**

Ses explications de vote (p. 1839)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 1839)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4643)**

Son intervention (p. 4649)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : prêts : responsabilité (p. 4650)

Entreprises : créances : personnes publiques (p. 4650)

Entreprises : faillites : salariés (p. 4650)

Justice : tribunaux de commerce (p. 4649)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 4650)

Politique économique : capital-risque (p. 4650)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4651)

Proposition de loi n^o 2061 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [5 avril 2005] (p. 2680)**

Son intervention (p. 2683)

Thèmes :

Finances publiques : Conseil des impôts : sanctions (p. 2683 et s.)

Finances publiques : Conseil des prélèvements obligatoires (p. 2683 et s.)

Finances publiques : dépenses : maîtrise des dépenses (p. 2684)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2683 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2683 et s.)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2683 et s.)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 2684)

Projet de loi organique n^o 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)****Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)**

Son intervention (p. 3218, 3231)

Projet de loi n^o 2233 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [9 mai 2005] (p. 3182)**

Son intervention (p. 3185)

Thèmes :

Assurances : assurance juridique : subsidiarité (p. 3185)

Droit pénal : corruption : secteur privé (p. 3186)

Droit pénal : fausse monnaie : récidive (p. 3186)

Droit pénal : procédure pénale : exécution des décisions (p. 3186)

Justice : aide juridictionnelle (p. 3185)

Sécurité routière : stationnement : amendes (p. 3186)

Travail : inspection du travail : compétences (p. 3186)

Union européenne : directives : décision-cadre (p. 3185)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 3186)

Abstention du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 3186)

Projet de loi n^o 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi**EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE****Avant la discussion des articles [12 juillet 2005] (p. 4619)**

Son intervention (p. 4620)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 4620)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4620)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4620)

Travail : code du travail (p. 4620)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4620)

Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4620)

Proposition de loi n^o 2413 précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [12 juillet 2005] (p. 4624)**

Son intervention (p. 4630)

Thèmes :

Droit pénal : comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : audiences d'homologation (p. 4631)
Justice : délais (p. 4631)
Justice : parquet (p. 4630)
Vote contre du groupe Député-e-s Communistes et Républicains (p. 4631)

Alain VENOT

*Eure-et-Loir (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)
Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (n° 2278) [12 mai 2005]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi (n° 2278) portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [13 juillet 2005] (n° 2471)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Plans de prévention des risques. Décrets d'application, publication [9 février 2005] (p. 947)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 953, posée le 30 novembre 2004. Commerce et artisanat. Petit commerce (J.O. Questions p. 9299). Appelée le 30 novembre 2004. Maintien, perspectives (p. 10243)
n° 1050, posée le 1^{er} février 2005. Voirie. RN 154 (J.O. Questions p. 886). Appelée le 1^{er} février 2005. Déviation, calendrier, Allones (p. 497)
n° 1102, posée le 1^{er} mars 2005. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 2045). Appelée le 1^{er} mars 2005. Ligne Chartres-Orléans, réouverture, perspectives (p. 1471)

Francis VERCAMER

*Nord (7^{ème} circonscription)
Union pour la Démocratie Française*

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)
Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)
Vice-président de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 12 mai 2005] (p. 8246)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [J.O. du 30 juin 2005] (p. 10834)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2127 visant à créer un "Fonds de solidarité destiné à l'aide aux victimes" [3 mars 2005]
Proposition de loi n° 2305 visant à créer une procédure de rescrit dans le code de la sécurité sociale et le code rural [11 mai 2005]
Proposition de loi n° 2306 visant à assurer l'égalité des chances à l'embauche [11 mai 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Contrats d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir. Mise en œuvre, perspectives [15 mars 2005] (p. 2006)

DÉBATS**Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)**

Son intervention (p. 7520 et s.)

Thèmes :

Droit pénal : discrimination : preuve (p. 7520)
Droit pénal : discrimination : répression (p. 7521)
Emploi : insertion professionnelle : Français issus de l'immigration (p. 7520)

Débat sur les délocalisations et l'attractivité de la France**[12 octobre 2004] (p. 7705)**

Son intervention (p. 7719)

Thèmes :

Entreprises : charges (p. 7719)
Entreprises : délocalisations (p. 7719 et s.)
Finances publiques (p. 7720)
Politique économique : pôles de compétitivité (p. 7720)
Politique extérieure : aide au développement (p. 7719)
Politiques communautaires : politique industrielle (p. 7720)
Régions : compétences : politique économique (p. 7720)
TVA (p. 7720)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****I - INDUSTRIE, POSTE ET TELECOMMUNICATION****Examen du fascicule [5 novembre 2004] (p. 9029)**

Son intervention (p. 9045)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : délocalisations : Nord-Pas-de-Calais (p. 9045)
Industrie : textile et habillement (p. 9045)

INTERIEUR**Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)***Procédure des questions :*

Police : effectifs : Nord (p. 8857)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE**I - EMPLOI, TRAVAIL, COHESION SOCIALE ET EGALITE PROFESSIONNELLE****Examen des fascicules [17 novembre 2004] (p. 9508, 9539)**

Son intervention (p. 9519)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 9519)
Emploi : contrats d'accès à l'emploi (p. 9519)
Emploi : jeunes (p. 9520)
Emploi : politique de l'emploi (p. 9519)
Entreprises : allègement des charges (p. 9519)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 9520)
Politique sociale : solidarité (p. 9520)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2004] (p. 9548)

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9549 et s.)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9957)

Son intervention (p. 9970)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 10042)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 10042)

Emploi : politique de l'emploi (p. 9971)

Emploi : recrutement (p. 9971)

Politique sociale : fracture sociale (p. 10042)

Politique sociale : fracture sociale (p. 9958)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 9970 et s.)

Travail : licenciements (p. 9970)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 494 (principe de la primauté du citoyen dans la politique sociale et de l'emploi) (p. 10074) : rejeté (p. 10075)

Article 1er (définition de la service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Ses amendements n°s 454, 727, 726 et 471 (p. 10084, 10087, 10095)

Son intervention (p. 10097 et s.)

Ses amendements n°s 452 rectifié, 472, 470, 455, 468, 453, 723, 473, 728, 474 et 724 (p. 10101 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 469 (curriculum vitae des candidats à l'embauche ; obligation de conservation ; durée) : rejeté (p. 10115)

Son amendement n° 476 (formation des cadres aux problèmes de discrimination dans l'emploi) (p. 10115) : retiré (p. 10116)

Son amendement n° 725 (formation des salariés chargés du recrutement aux problèmes de discrimination dans l'emploi) : retiré (p. 10116)

Article 1er bis (codification de la définition des missions locales)

Son amendement n° 475 rectifié (p. 10117)

Après l'article 1er bis

Son amendement n° 869 (actions de formation professionnelle ; tutorat ; valorisation de l'expérience professionnelle) : rejeté (p. 10117)

Son amendement n° 866 (rapport au Parlement sur la valorisation de l'expérience professionnelle) : retiré (p. 10118)

Article 2 (réglementation de la publicité et de la diffusion des offres d'emploi)

Son amendement n° 964 (p. 10118)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10275)

Avant l'article 9

Intervient sur l'ad n° 289 de M. Nicolas Perruchot (rapport au Parlement sur le bilan du contrat d'insertion des jeunes dans la vie sociale - CIVIS) (p. 10283)

Avant l'article 12 A

Intervient sur l'ad n° 713 de M. François Rochebloine (préapprentissage par alternance) (p. 10300)

Article 12 (conclusion d'un contrat d'apprentissage pour une durée comprise entre six mois et un an)

Son intervention (p. 10306)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'ad n° 714 de M. François Rochebloine (information des représentants légaux des apprentis sur le déroulement de l'apprentissage) (p. 10310)

Après l'article 12 ter

Son amendement n° 485 (statut des personnels des CFA) : retiré (p. 10311)

Après l'article 16 bis

Intervient sur l'ad n° 107 rectifié de la commission (rapport au Parlement sur le financement de l'apprentissage) (p. 10351)

Article 25 (contrats d'accompagnement dans l'emploi - CAE)

Ses amendements n°s 478 et 486 (p. 10364)

Son intervention (p. 10366)

Article 26 (aménagement du contrat initiative-emploi)

Son intervention (p. 10375 et s.)

Ses amendements n°s 479, 780 et 779 (p. 10375 et s.)

Après l'article 26

Son amendement n° 480 (missions des maisons de l'emploi) : retiré (p. 10398)

Article 29 (création du contrat d'avenir)

Son intervention (p. 10402 et s.)

Son amendement n° 481 (p. 10405)

Après l'article 29

Intervient sur l'ad n° 647 de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire de contrat d'avenir) (p. 10415)

Intervient sur l'ad n° 649 rectifié de M. Rodolphe Thomas (avantages aux entreprises liés à l'embauche d'un bénéficiaire d'un RMA) (p. 10415)

Article 33 (réforme du contrat insertion-revenu minimum d'activité)

Son intervention (p. 10422 et s.)

Après l'article 33 ter

Son amendement n° 482 (marchés publics ; conditions d'attribution ; emploi de personnes en difficulté) : adopté (p. 10426)

Article 34 (prolongation du bénéfice de l'exonération prévue dans le cadre du dispositif d'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise)

Son intervention (p. 10426)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10430)

Article 37 ter (établissement d'une période de travail de nuit à titre dérogatoire pour les activités de production rédactionnelle et industrielle et de distribution dans les médias et les métiers du spectacle)

Son intervention (p. 13439)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10444)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Ses amendements n°s 477 et 488 (p. 10466)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son amendement n° 483 (p. 10490)

Après l'article 37-4

Intervient sur l'ad n° 836 de M. Gaëtan Gorce (restructuration : extension des droits en reclassement et maintien des salaires pour les salariés dont l'emploi est menacé ; fonds de mutualisation) (p. 10492)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10509)

Après l'article 37-9

Son amendement n° 484 (licenciements pour motif économique ; vice de procédure ; non-incidence sur la qualification) (p. 10518) : rejeté (p. 10519)

Article 38 (programmation des mesures de mobilisation pour l'emploi)

Son intervention (p. 10524)

Après l'article 65

Son amendement n° 495 (étrangers : renouvellement des cartes de résident) : rejeté (p. 10543)

Son amendement n° 792 (rapport au Parlement sur l'exécution de la présente loi) (p. 10543) : retiré

Avant l'article 39
Intervient sur l'ad t n° 789 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (avantages conférés aux communes construisant des logements locatifs sociaux) (p. 10546)

Intervient sur l'ad t n° 406 précédemment réservé de M. Jean-Yves Le Bouillonnet (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10550)

Intervient sur l'ad t n° 384 précédemment réservé de Mme Martine Billard (droit au logement ; opposabilité ; loi nouvelle) (p. 10550)

Avant l'article 39 bis
Son amendement n° 509 rectifié précédemment réservé (associations de rénovation sociale du logement privé ; activité d'utilité sociale) (p. 10560) : adopté (p. 10561)

Après l'article 39 quater
Son amendement n° 867 précédemment réservé (accompagnement social de longue durée d'aide au logement pour les personnes en difficulté) (p. 10565) : rejeté (p. 10566)

Avant l'article 41
Son amendement n° 492 rectifié précédemment réservé (logements assimilés à des logements locatifs sociaux) (p. 10570) : rejeté (p. 10571)

Son amendement n° 493 rectifié précédemment réservé (aires d'accueil des gens du voyage ; assimilation à des logements locatifs sociaux) (p. 10570) : rejeté (p. 10571)

Article 42 précédemment réservé (prise en compte de la programmation dans les conventions de délégation des aides à la pierre aux collectivités territoriales)
Ses amendements n°s 489, 490 et 491 rectifié (p. 10578 et s.)

Article 42 bis précédemment réservé (aménagement des dispositions relatives à la délégation du contingent préfectoral d'attribution de logements sociaux)
Son intervention (p. 10580)

Article 43 précédemment réservé (augmentation de la durée d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements financés au titre de la programmation)
Son intervention (p. 10584)

Après l'article 45 bis
Intervient sur l'ad t n° 805 deuxième rectification précédemment réservé de M. Philippe Folliot (financement des établissements publics fonciers) (p. 10587)

Article 46 précédemment réservé (création d'une taxe spéciale d'équipement affectée aux établissements publics fonciers)
Son intervention (p. 10588)

Après l'article 48
Intervient sur l'ad t n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 10592)

Intervient sur le sous-ad t n° 1010 du Gouvernement (limitation des accords à l'amélioration de la sécurité et au développement durable) à l'ad t n° 763 rectifié précédemment réservé de M. Philippe Folliot (p. 10593)

Après l'article 49 bis
Intervient sur l'ad t n° 672 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (réduction pour les loyers payés par prélèvement automatique) (p. 10595)

Après l'article 50
Intervient sur l'ad t n° 743 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (rapport au Parlement sur la garantie des risques locatifs) (p. 10597)

Après l'article 51
Intervient sur l'ad t n° 802 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (abattements sur les locations aux étudiants) (p. 10599)

Intervient sur l'ad t n° 801 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (exonération de droits de mutation par décès ; immeubles donnés en location) (p. 10600)

Après l'article 51 bis
Intervient sur l'ad t n° 796 rectifié de M. Rudy Salles (taxe foncière ; immeubles situés en zones franches ; exonération) (p. 10600)

Article 52 bis précédemment réservé (offices publics d'aménagement et de construction : pouvoirs, gestion et prestations de services)

Son intervention (p. 10604)

Après l'article 53

Intervient sur l'ad t n° 745 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; femmes enceintes) (p. 10607)

Intervient sur l'ad t n° 739 précédemment réservé de M. Claude Leteurre (alerte sanitaire au risque d'intoxication au plomb ; zonage) (p. 10608)

Avant l'article 53 bis

Intervient sur l'ad t n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10615 et s.)

Intervient sur l'ad t n° 810 précédemment réservé de M. Philippe Folliot (surendettement : responsabilité du prêteur) (p. 10617)

Intervient sur l'ad t n° 793 précédemment réservé de M. Jean-Christophe Lagarde (fichier national des crédits aux particuliers) (p. 10617)

Article 54 A précédemment réservé (relèvement du pourcentage et du plafond pris en compte pour la réduction d'impôt au titre des dons à des organismes caritatifs)

Son intervention (p. 10623)

Après l'article 54 A

Son amendement n° 487 précédemment réservé (dégrèvement de taxe d'habitation en faveur des bénéficiaires de l'ASS) : retiré (p. 10624)

Article 54 B précédemment réservé (définition des missions et des modalités de mise en œuvre des dispositifs de réussite éducative)

Son intervention (p. 10629 et s.)

Article 57 précédemment réservé (droit à un entretien pour orientation professionnelle des salariés au moment de la réintégration dans leur emploi à l'issue d'un congé de maternité ou d'un congé parental)

Son intervention (p. 10632)

Après l'article 58

Intervient sur l'ad t n° 946 rectifié précédemment réservé de la commission (critères d'anonymat des curriculum vitae) (p. 10633)

Intervient sur l'ad t n° 402 précédemment réservé de Mme Martine Billard (notice d'information du schéma sur les rapports conventionnels ; information sur la non-discrimination) (p. 10636)

Article 59 précédemment réservé (modification des modalités de calcul de la dotation de solidarité urbaine - DSU)

Ses amendements n°s 507 et 508 (p. 10640 et s.)

Son intervention (p. 10642 et s.)

Explications de vote et vote [7 décembre 2004] (p. 10688)

Ses explications de vote (p. 10689)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 10690)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2004] (p. 11159)

Son intervention (p. 11163)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 11163)

Logement : politique du logement (p. 11163)

Politique sociale : insertion (p. 11163)

Ses explications de vote (p. 11168)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 11168)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Ses amendements n°s 13 et 14 (p. 1053 et s.)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son amendement n° 18 rectifié (p. 1059)

Après l'article 6

Son amendement n° 17 (cimetières ; carrés confessionnels) : rejeté (p. 1062)

Titre

Son amendement n° 12 (p. 1062) : retiré (p. 1063)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 8 et rapport annexé (rapport annexé)

Son amendement n° 267 (p. 1386)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3288)

Son intervention (p. 3298)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3319)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : discrimination (p. 3319)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3285, 3288, 3298, 3299, 3319)

Travail : congé de maternité (p. 3299)

Travail : négociations (p. 3299)

Travail : salaires (p. 3285, 3298, 3299)

Travail : travail à temps partiel (p. 3285)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3338)

Projet de loi n° 2348 relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2005] (p. 3549, 3571) ; [15 juin 2005] (p. 3615)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3564)

Son intervention (p. 3589)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3624)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service (p. 3590)

Emploi : création d'emplois (p. 3564, 3589, 3624)

Emploi : jeunes (p. 3624)

Logement : qualité (p. 3590)

Politique sociale : services à la personne (p. 3564, 3589)

Professions sociales : auxiliaires de vie (p. 3564, 3589)

Travail : durée du travail (p. 3625)

Discussion des articles [15 juin 2005] (p. 3626, 3642) ; [16 juin 2005] (p. 3706)

Article 1er (régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)

Ses amendements n°s 127, 136, 230, 134 et 130 (p. 3643 et s.)

Son intervention (p. 3660)

Après l'article 1er

Son amendement n° 160 (aides aux personnes handicapées : rémunération : utilisation du chèque emploi-service universel) : rejeté (p. 3711)

Son amendement n° 137 (rapport au Parlement : emplois de services à la personne : validation des trimestres) (p. 3712) : rejeté (p. 3713)

Article 2 (durée de travail dans les services d'aide à domicile)

Son intervention (p. 3717)

Son amendement n° 229 (p. 3718)

Article 5 (régime fiscal)

Son intervention (p. 3722)

Avant l'article 8

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Rodolphe Thomas (contrats d'avenir : bilan annuel) (p. 3726)

Après l'article 8

Son amendement n° 132 deuxième rectification (entreprises créées ou reprises par des personnes handicapées : crédit d'impôt : majoration) (p. 3728) : adopté (p. 3729)

Intervient sur l'adt n° 3 du Gouvernement (bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés : accès aux contrats d'avenir et au contrat insertion-RMA) (p. 3730)

Intervient sur l'adt n° 119 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'adt n° 122 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'accompagnement dans l'emploi débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'adt n° 120 rectifié de M. Rodolphe Thomas (contrat d'avenir débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'adt n° 118 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : exonération de cotisations sociales pour l'employeur) (p. 3731)

Intervient sur l'adt n° 123 de M. Rodolphe Thomas (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité débouchant sur un CDI : crédit d'impôt pour l'employeur) (p. 3731)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 81 de M. Daniel Paul (licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse : caractère de nullité) (p. 3733)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique : critères) (p. 3733)

Intervient sur l'adt n° 84 de M. Daniel Paul (licenciement pour motif économique sujet à contestation : droit d'opposition) (p. 3733)

Intervient sur l'adt n° 83 de M. Daniel Paul (entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre : pouvoir de prévention de licenciements pour les comités d'entreprise) (p. 3733)

Article 11 (travail de nuit des mineurs dans la pâtisserie)

Son intervention (p. 3734)

Article 12 (réduction de la durée pendant laquelle doit avoir été conclu un contrat d'apprentissage pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)

Son intervention (p. 3738)

Article 17 (exception à la règle de surface minimum de 9 m² pour la mise en location d'un logement par l'intermédiaire d'une association d'insertion ou d'un CROUS)

Son intervention (p. 3739)

Son amendement n° 133 (p. 3739)

Après l'article 17

Intervient sur l'adt n° 233 du Gouvernement (logements sociaux : aides à la mise à disposition de terrains à construire) (p. 3740)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Alain Cortade (maisons de l'emploi : champ d'action) (p. 3741)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Rodolphe Thomas (information et orientation des jeunes : rôle des régions) (p. 3741)

Explications de vote et vote [21 juin 2005] (p. 3804)

Ses explications de vote (p. 3808)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 3809)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 juillet 2005] (p. 4651)

Son intervention (p. 4657)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 4658)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4658)

Famille : aide à domicile (p. 4658)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4658)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 4658)

Politique sociale : services à la personne (p. 4657, 4658)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie Française (p. 4658)

Michel VERGNIER
Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [J.O. du 10 juillet 2005] (p. 11380)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [17 novembre 2004] (p. 9499)

Etablissements de santé. Hôpitaux publics. Situation financière [29 juin 2005] (p. 4021)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9725) :

- Réunion de la commission des finances du 9 novembre 2004
Ses interventions (p. 9729)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerces ambulants (p. 9729)
Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 9729)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits budgétaires (p. 9729)
Hôtellerie et restauration (p. 9727)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 89)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 89)
Postes : La Poste (p. 89 et s.)

Discussion des articles [19 janvier 2005] (p. 143) ; [20 janvier 2005] (p. 190, 202, 243)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 14706 de M. Daniel Paul (missions du service public postal) (p. 151)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 2867)

Thème :

Postes : La Poste (p. 2867)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juillet 2005] (p. 4201, 4233) ; [5 juillet 2005] (p. 4260)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayraut (p. 4214) : rejetée (p. 4222)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (SOFICA) (p. 4218)
Banques et établissements financiers : distribution de crédit : très petites entreprises (TPE) (p. 4216)
Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 4217)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 4216)

Commerce et artisanat : grande distribution : pratiques commerciales (p. 4215)

Emploi : chèque emploi-service (p. 4219)

Entreprises : création (p. 4216, 4220)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 4215)

Entreprises : transmission (p. 4217)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4217)

Travail : travail clandestin : intermittents (p. 4218)

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son amendement n° 271 (p. 4270)

Article 2 (prise en charge des actions d'accompagnement par les fonds d'assurance formation)

Son amendement n° 272 (p. 4274)

Article 3 (prise en charge des actions d'accompagnement par les actuels fonds d'assurance formation de l'artisanat)

Son amendement n° 273 (p. 4277)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son amendement n° 392 (p. 4280)

Article 6 (extension de l'exception aux règles de l'usure pour les prêts consentis aux entrepreneurs individuels)

Son amendement n° 274 (p. 4284)

Article 8 (autorisation de constituer une dotation pour provision d'autofinancement)

Son sous-amendement n° 615 à l'adt n° 608 du Gouvernement (p. 4365)

Article 9 (extension du prêt participatif aux entreprises individuelles)

Son intervention (p. 4372)

Ses amendements n°s 278 et 279 (p. 4372)

Article 10 (obligation du rattachement du conjoint à un statut)

Son amendement n° 280 (p. 4377)

Article 13 (obligations du conjoint en matière de qualification professionnelle)

Son amendement n° 281 rectifié (p. 4388)

Article 16 (consolidation du statut de gérant mandataire)

Son amendement n° 282 (p. 4390)

Article 17 (aménagement du statut des groupements d'employeurs)

Son amendement n° 283 (p. 4394)

Article 18 (élargissement des possibilités du tutorat en entreprise)

Ses amendements n°s 284 et 285 (p. 4400)

Article 22 (exonération de droits de mutation pour une donation avec réserve d'usufruit)

Son intervention (p. 4419)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 265 de M. Gérard Bapt (remise en cause de l'abattement de l'ISF) (p. 4422)

Intervient sur l'adt n° 266 de M. Gérard Bapt (abrogation de l'article 885-I ter du code général des impôts) (p. 4428)

Article 23 ter (dissociation des fonctions de président et directeur général dans les sociétés coopératives ouvrières de production)

Son intervention (p. 4434)

Article 25 quater (droit pour les esthéticiennes de pratiquer des modelages)

Son amendement n° 286 (p. 4437)

Article 27 (possibilité d'introduire dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)

Ses amendements n°s 287 à 289 (p. 4452 et s.)

Article 28 (définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)

Ses amendements n°s 122 à 124 (p. 4463 et s.)

Article 29 (extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code du commerce)

Ses amendements n°s 290 et 291 (p. 4480)

Article 31 (modification de la définition du seuil de revente à perte)

Son amendement n° 292 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4491)

Article 31 bis (lutte contre les pénalités abusives infligées aux fournisseurs)

Son intervention (p. 4500)

Son amendement n° 293 (p. 4500)

Article 32 (diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)

Son intervention (p. 4501)

Article 33 (réglementation des enchères à distance)

Son amendement n° 294 (p. 4505)

Après l'article 33

Son amendement n° 404 (délais de paiement des grandes surfaces aux fournisseurs de boissons alcoolisées ramenés à cinquante jours) : rejeté (p. 4507)

Après l'article 37 bis

Son amendement n° 524 (transparence des offres entre sociétés concurrentes) (p. 4509) : rejeté (p. 4510)

Son amendement n° 526 (contrôle des concentrations) : rejeté (p. 4510)

Son amendement n° 525 (transparence des offres entre sociétés concurrentes) : rejeté (p. 4510)

Après l'article 44 ter

Intervient sur l'adt n° 125 de M. Gérard Bapt (rétablissement de l'égalité entre salariés des petites et grandes entreprises : création de comités des activités sociales et culturelles) (p. 4526)

Après l'article 45 A

Intervient sur l'adt n° 78 de M. François Brottes (classement de certaines parties d'une commune comme prioritaires pour le maintien de la diversité commerciale) (p. 4527 et s.)

Intervient sur l'adt n° 531 de M. Jean-Marie Le Guen (interdiction de la facturation du temps d'attente par les professionnels lors des appels téléphoniques à leur service après-vente) (p. 4528 et s.)

Intervient sur l'adt n° 79 de M. François Brottes (garantie de diversité commerciale) (p. 4529)

Intervient sur l'adt n° 119 de M. François Brottes (création d'une structure d'embauche pour les pluriactifs dans les zones de montagne) (p. 4529)

Intervient sur l'adt n° 261 rectifié de Mme Geneviève Gaillard (promotion du commerce équitable) (p. 4530)

Intervient sur l'adt n° 532 de M. Jean-Marie Le Guen (encadrement des frais de résiliation des contrats de communications électroniques) (p. 4531)

Intervient sur l'adt n° 80 de M. François Brottes (rapport au Parlement relatif au droit de préemption des communes, des SAFER et des établissements publics fonciers) (p. 4531)

Article 46 ter (utilisation du chèque-emploi associatif par les associations de financement des campagnes électorales)

Son amendement n° 295 (p. 4536)

Après l'article 52

Son amendement n° 121 (interdiction de la vente par lots de vidéogrammes) : rejeté (p. 4547)

Son amendement n° 120 rectifié (vente des vidéogrammes) : rejeté (p. 4549)

Béatrice VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ETRANGERES

Examen des fascicules [15 novembre 2004] (p. 9354, 9373)

Son intervention (p. 9380)

Thème avant la procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement : Fonds Pacifique (p. 9380 et s.)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9208)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9209)

Outre-mer : crédits (p. 9208 et s.)

Outre-mer : Polynésie française (p. 9208 et s.)

Santé : santé publique : Polynésie française (p. 9209)

TRAVAIL, SANTE ET COHESION SOCIALE

II - SANTE, FAMILLE, PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

Examen des fascicules [10 novembre 2004] (p. 9237, 9265)

Procédure des questions :

Outre-mer : Polynésie française : protection sociale (p. 9285)

Santé : chirurgie esthétique (p. 9285)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention (p. 9900)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : Polynésie française (p. 9902)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 9901)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 9901)

Outre-mer : développement économique : Polynésie française (p. 9901)

Outre-mer : institutions : Polynésie française (p. 9900)

Outre-mer : Polynésie française : contrôle de légalité (p. 9901)

Jean-Sébastien VIALATTE

*Var (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE
DÉBATS

Projet de loi n° 1914 relatif aux aéroports

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mars 2005] (p. 1888) ; [10 mars 2005] (p. 1926, 1947)

Article 7 (conditions de cession d'une concession aéroportuaire relative à un grand aéroport régional ou ultramarin)

Son amendement n° 38 (p. 1949)

René-Paul VICTORIA

*La Réunion (1^{ère} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Logement. Location. Accès, discriminations, ressortissants d'Outre-mer [24 novembre 2004] (p. 9984)

Outre-mer. DOM : Réunion. Handicapés, intégration en milieu scolaire, perspectives [16 février 2005] (p. 1207)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005**

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen des fascicules [9 novembre 2004] (p. 9173, 9195)

Son intervention (p. 9209)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : La Réunion (p. 9209 et s.)

Logement : logement social : crédits budgétaires (p. 9209 et s.)

Outre-mer : continuité territoriale (p. 9210)

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10023)

Thèmes :

Enseignement : politique de l'éducation (p. 10023)

Outre-mer : La Réunion : emploi (p. 10023)

Outre-mer : La Réunion : logement (p. 10023)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 24 (suppression de plusieurs dispositifs de stages et contrats aidés)

Son amendement n° 962 (p. 10362)

Après l'article 39 ter

Son amendement n° 736 précédemment réservé (gestion de l'hébergement d'urgence outre-mer) (p. 10562) : retiré (p. 10563)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1183)

Thèmes :

Enseignement : élèves (p. 1183)

Enseignement : illettrisme (p. 1182, 1183)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 1183, 1184)

Enseignement supérieur : instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) (p. 1184)

Outre-mer : La Réunion : enseignement (p. 1184)

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Article 6 (connaissances et compétences indispensables)

Son amendement n° 152 deuxième rectification (p. 1327)

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2005] (p. 3957)

Article 3 (règles de publicité et de mise en concurrence applicables aux contrats de travaux, d'études et de maîtrise d'œuvre)

Son amendement n° 35 (p. 3959)

Après l'article 6

Son amendement n° 62 rectifié (création, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, de sociétés publiques locales d'aménagement détenues à 100 % par des communes ou des structures intercommunales) (p. 3961) : retiré (p. 3963)

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [J.O. du 29 octobre 2004] (p. 18316)

Membre de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants [J.O. du 22 décembre 2004] (p. 21793)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [J.O. du 2 juillet 2005] (p. 10989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Travail. Droit du travail. Durée du travail, définition [14 décembre 2004] (p. 10996)

Entreprises. Entreprises en difficulté. Procédure de sauvegarde, perspectives [16 février 2005] (p. 1199)

Entreprises. Réglementation. Procédures collectives et droit de la faillite [2 mars 2005] (p. 1537)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1186, posée le 5 avril 2005. Transports aériens. Maintien (J.O. Questions p. 3376). Appelée le 5 avril 2005. Service d'exploitation de la formation aéronautique, Biscarrosse (p. 2634)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Accuse le Gouvernement de ne pas tenir ses engagements de procéder, dans un esprit de dialogue social, à des négociations avant de prendre des mesures législatives importantes, constate que la proposition de loi va remettre significativement en cause la durée légale du travail et l'équité entre secteur public et secteur privé [2 février 2005] (p. 627)

Souhaite savoir si le Gouvernement est, comme le président de l'UMP, partisan d'une remise en cause des 35 heures [3 février 2005] (p. 674)

Estime "très désagréable" l'allusion de M. Gremetz à une soi-disant négociation entre le Gouvernement et le groupe socialiste, rappelle que ce dernier est disposé à siéger le temps qu'il faudra [3 février 2005] (p. 719)

Se plaint du refus du président de séance d'accorder à M. Gorce une suspension de séance ; justifie celle-ci [3 février 2005] (p. 778)

Demande au groupe UMP de donner sa position sur le régime applicable aux licenciements intervenant au cours de la période de sauvegarde [3 mars 2005] (p. 1674)

Fait état d'une déclaration du président Accoyer selon laquelle le groupe UMP est hostile à l'amendement de la commission étendant le régime des licenciements économiques accélérés à la procédure de sauvegarde [8 mars 2005] (p. 1737)

DÉBATS**Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 176)**

Son intervention (p. 180)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 180)

Droit civil : contrats (p. 180)

Politique sociale : surendettement (p. 180)

Publicité (p. 180)

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)**Après l'article 2**

Intervient sur l'adt n° 1 de M. François Brottes (emprunt inopposable à la communauté, à l'indivision et au membre de la communauté qui ne l'a pas expressément accepté) (p. 183 et s.)

Après l'article 3

Son amendement n° 2 (mention des seuils de l'usure lors de la signature des contrats de crédit) : rejeté (p. 186)

Intervient sur l'adt n° 3 de Mme Ségolène Royal (prêteur qui ne s'est pas informé de la solvabilité de l'emprunteur déchu du droit à intérêts) (p. 187)

Avant l'article 4

Intervient sur l'adt n° 4 de Mme Ségolène Royal (sanctions du non respect des obligations liées à la publicité relative aux crédits) (p. 187)

Article 4 (crédit gratuit)

Son intervention (p. 187)

Avant l'article 5

Intervient sur l'adt n° 6 de M. Jean-Claude Viollet (encadrement des opérations de vente, de location, de location-vente ou de vente avec option d'achat, d'un montant inférieur à 150 euros, délivrées à l'occasion d'une foire ou d'un salon) (p. 188)

Intervient sur l'adt n° 7 de M. Daniel Boisserie (garantie due par un réseau de vente ; cause exonératoire ; défaut d'entretien ; conditions d'application) (p. 188)

Article 6 (délais et conditions d'application de la loi)

Son intervention (p. 188)

Proposition de loi n° 2029 tendant à prévenir le surendettement**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 275)**

Son intervention (p. 282)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : distribution de crédit (p. 282)

Informatique : fichiers (p. 282, 285)

Politique sociale : surendettement (p. 282)

Discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 285)

Son intervention (p. 285)

Proposition de loi n° 2030 portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [1er février 2005] (p. 517, 541) ; [2 février 2005] (p. 573, 614)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 558)

Son intervention (p. 588)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 589)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 558, 589)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 589)

Travail : droit du travail (p. 558)

Travail : durée du travail (p. 558, 588)

Travail : heures supplémentaires (p. 558, 588)

Travail : négociations (p. 558)

Discussion des articles [2 février 2005] (p. 626, 640) ; [3 février 2005] (p. 673, 695, 731) ; [7 février 2005] (p. 799, 829) ; [8 février 2005] (p. 887, 913)**Avant l'article 1er**

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 février 2005] (p. 627)

Intervient sur l'adt n° 15 de M. Maxime Gremetz (élévation de la majoration de salaire pour heures complémentaires) (p. 630)

Intervient sur l'adt n° 36 de Mme Martine Billard (élévation de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 630)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Maxime Gremetz (proposition d'heures complémentaires ; droit au refus du salarié) (p. 634)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de M. Maxime Gremetz (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 643)

Intervient sur l'adt n° 42 deuxième rectification de Mme Martine Billard (accroissement de la majoration de salaire pour heures supplémentaires) (p. 643)

Intervient sur l'adt n° 9 de M. Maxime Gremetz (heures supplémentaires : accord exprès des salariés intéressés) (p. 651)

Intervient sur l'adt n° 39 deuxième rectification de Mme Martine Billard (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 654)

Intervient sur l'adt n° 70 rectifié de M. Jean Le Garrec (limitation à 130 heures du contingent annuel d'heures supplémentaires ; organisation de ces heures subordonnée au double accord de l'entreprise et des salariés intéressés) (p. 654)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 674)

Intervient sur l'adt n° 16 de M. Maxime Gremetz (prise en compte de la période d'activité) (p. 685)

Intervient sur l'adt n° 3 de M. Maxime Gremetz (conclusions d'accords de RTT ; conditions de majorité syndicale) (p. 696)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Jean Le Garrec (commission nationale de la négociation collective ; organisation d'une négociation avec les partenaires sociaux sur l'application de la présente loi) (p. 700)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 713 et s.)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 719)

Son amendement n° 77 (p. 719) : SCRUTIN PUBLIC (p. 720)

Reprend l'adt n° 38 de Mme Martine Billard (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 761)

Reprend l'adt n° 134 de Mme Martine Billard (dérogation à la liste des charges récupérables par accords collectifs) (p. 769)

Après l'article 1er

Son amendement n° 128 (principe et définition du temps de déplacement professionnel) (p. 772) : rejeté (p. 773)

Intervient sur l'ad t n° 144 de M. Jean Le Garrec (affectation au compte épargne-temps des majorations de salaire pour heures supplémentaires ; refus du salarié non constitutif d'une faute) (p. 775)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 2005] (p. 778)

Son amendement n° 129 (règles applicables au temps de déplacement professionnel et au temps de travail effectif) (p. 777) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 780)

Article 2 (institution d'un régime de temps choisi)

Son intervention (p. 782 et s.)

Son amendement n° 55 (p. 782) : SCRUTIN PUBLIC (p. 783)

Article 3 (mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)

Son intervention (p. 810 et s.)

Son amendement n° 66 (p. 887)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2083, 2115)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2098)

Son intervention (p. 2106)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2107)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 2106 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 2107)

Travail : pouvoir d'achat (p. 2106)

Travail : durée du travail (p. 2098)

Travail : négociations (p. 2098 et 2107)

Travail : précarité (p. 2107)

Discussion des articles [16 mars 2005] (p. 2121) ; [17 mars 2005] (p. 2146)

Article 1er A (statut des jours fériés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle)

Son intervention (p. 2121)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'ad t n° 87 de M. Jean Le Garrec (protection des salariées enceintes) (p. 2124)

Intervient sur l'ad t n° 3 rectifié de M. Maxime Gremetz (prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail effectif) (p. 2126)

Intervient sur l'ad t n° 88 de M. Jean Le Garrec (taux de majoration des heures complémentaires) (p. 2146)

Intervient sur l'ad t n° 76 de M. Jean Le Garrec (contingent annuel d'heures supplémentaires) (p. 2146)

Intervient sur l'ad t n° 77 rectifié de M. Jean Le Garrec (maintien à dix heures de la durée maximale quotidienne de travail) (p. 2147)

Intervient sur l'ad t n° 85 de M. Jean Le Garrec (licenciement ; motifs ; recours des heures choisies ; exclusion) (p. 2148)

Son amendement n° 75 (temps de travail ; dépassement ; conséquences) (p. 2156) : rejeté (p. 2157)

Intervient sur l'ad t n° 73 de M. Jean Le Garrec (saisine de la commission nationale de la négociation collective) (p. 2158)

Article 1er (rénovation et simplification du compte épargne-temps)

Son intervention (p. 2162)

Son amendement n° 46 (p. 2162)

Explications de vote et vote [22 mars 2005] (p. 2218)

Ses explications de vote (p. 2220)

Vote contre du groupe socialiste (p. 2221)

Projet de loi n° 1596 de sauvegarde des entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er mars 2005] (p. 1491, 1503) ; [2 mars 2005] (p. 1545, 1572)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1523)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1572) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1579)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : travaux (p. 1573)

Banques et établissements financiers (p. 1524)

Entreprises : créances : banques et établissements financiers (p. 1524)

Entreprises : difficultés : publicité (p. 1575)

Entreprises : difficultés : salaires (p. 1574 et s.)

Entreprises : difficultés : salariés (p. 1572 et s.)

Entreprises : faillites (p. 1572 et s.)

Entreprises : procédure de sauvegarde (p. 1573)

Entreprises : procédure de sauvegarde : licenciement collectif (p. 1523, 1573 et s.)

Justice : procédures : détournements (p. 1573)

Justice : tribunaux de commerce (p. 1524)

Professions libérales (p. 1575)

Travail : code du travail (p. 1572 et s.)

Discussion des articles [2 mars 2005] (p. 1579) ; [3 mars 2005] (p. 1601, 1627, 1670) ; [8 mars 2005] (p. 1737, 1774)

Article 4 (prévention des difficultés par le président du tribunal compétent en matière commerciale)

Son amendement n° 540 rectifié (p. 1585)

Article 5 (définition du mandat ad hoc et de la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1591 et s.)

Son sous-amendement n° 638 à l'ad t n° 15 de la commission (p. 1592)

Article 6 (rôle du conciliateur)

Son intervention (p. 1602)

Ses amendements n°s 543 et 542 (p. 1603)

Article 7 (homologation de l'accord concluant la procédure de conciliation)

Son intervention (p. 1607 et s.)

Ses amendements n°s 544 et 545 (p. 1611 et s.)

Article 8 (avantages accordés aux apporteurs de nouveaux capitaux pour la poursuite de l'activité)

Son sous-amendement n° 639 à l'ad t n° 574 de la commission (p. 1629)

Son intervention (p. 1632 et s.)

Article 9 (conditions d'interruption de l'accord homologué)

Son intervention (p. 1636)

Article 10 (mission et conditions de nomination des mandataires ad hoc et des conciliateurs)

Son intervention (p. 1637)

Article 11 (procédure d'alerte par les commissaires aux comptes pour les entreprises non commerçantes)

Son amendement n° 546 (p. 1639)

Article 12 (institution d'une procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1640 et s.)

Article 15 (ouverture de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1646 et s.)

Son amendement n° 547 (p. 1646)

Article 17 (ouverture et durée de la période d'observation)

Son amendement n° 548 (p. 1649)

Article 18 (organes de la procédure de sauvegarde)

Ses sous-amendements n°s 640 et 641 à l'ad t n° 44 de la commission (p. 1650)

Article 21 (désignation et mission des contrôleurs et conversion de la procédure de sauvegarde)

Son intervention (p. 1652)

Article 23 (mission de l'administrateur judiciaire)

Son intervention (p. 1654)

Article 25 (inventaire du débiteur)

Son intervention (p. 1655)

Article 29 (conditions de poursuite de la période d'observation)

Son amendement n° 552 (p. 1658)

Article 34 (ordre de paiement des créances)

Son intervention (p. 1660)

Ses amendements n°s 554 et 555 (p. 1660 et s.)

Article 47 (propositions de l'administrateur au vu du bilan économique, social et environnemental)

Son amendement n° 553 (p. 1665) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1673)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 mars 2005] (p. 1674)

Article 48 (extension des pouvoirs d'information du juge-commissaire à la situation patrimoniale du débiteur)

Son intervention (p. 1676)

Article 49 (modifications des conditions d'exercice des pouvoirs d'information de l'administrateur et analyse des offres d'acquisition)

Son intervention (p. 1677 et s.)

Article 50 (intitulés du chapitre IV et de sa section 1)

Son intervention (p. 1679)

Après l'article 50

Intervient sur l'ad n° 91 de la commission (procédure de sauvegarde : pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission ou de rejet de créances) (p. 1681)

Après l'article 69

Son sous-amendement n° 642 (licenciements économiques : application de la procédure de droit commun) à l'ad n° 109 rectifié de la commission (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 1685) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1686)

Article 71 (faculté donnée au parquet de demander le remplacement des dirigeants)

Son intervention (p. 1687)

Après l'article 71

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 mars 2005] (p. 1737)

Article 72 (remise des dettes par les créanciers privés et publics)

Son intervention (p. 1740)

Article 100 (conditions d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire)

Son sous-amendement n° 643 à l'ad n° 146 deuxième rectification de la commission (p. 1758)

Son amendement n° 622 (p. 1758)

Article 102 (déroulement de la procédure de redressement judiciaire)

Ses amendements n°s 623 rectifié et 624 (p. 1760 et s.)

Article 106 (dispositions relatives à la nullité de certains actes)

Son intervention (p. 1775)

Article 108 (conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire)

Son amendement n° 625 (p. 1777)

Article 113 (missions du liquidateur)

Son amendement n° 626 (p. 1778)

Article 114 (liquidation prononcée au cours de la période d'observation)

Son amendement n° 627 (p. 1779)

Article 120 (ordre de paiement des créances)

Ses amendements n°s 556 et 557 rectifiés (p. 1781)

Article 121 (détermination du patrimoine du débiteur)

Son intervention (p. 1783)

Après l'article 142

Intervient sur l'ad n° 602 de la commission (responsabilité des créanciers - soutien abusif) (p. 1792)

Après l'article 166

Intervient sur l'ad n° 532 de M. Arnaud Montebourg (article L. 654-17 du code de commerce - sanction pénale du débiteur pour les infractions visées aux articles L. 626-8 à L. 626-14 : saisine du tribunal correctionnel à la seule initiative du ministère public ou du représentant des salariés) (p. 1802)

Article 185 (obligation de publication des privilèges fiscaux et douaniers)

Son intervention (p. 1812)

Après l'article 187

Son amendement n° 628 (droit d'alerte exercé par les délégués du personnel : extension aux entreprises comptant moins de cinquante salariés) : rejeté (p. 1717)

Intervient sur l'ad n° 250 de la commission (régime des licenciements en cas de liquidation judiciaire non assortie d'un plan de cession) (p. 1816)

Son amendement n° 551 (procédure ou plan de sauvegarde : prérogatives du comité d'entreprise) : rejeté (p. 1817)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3304)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 3304 et s.)

Travail : congé de maternité (p. 3306)

Travail : négociations (p. 3305)

Travail : salaires (p. 3305, 3306)

Travail : travail à temps partiel (p. 3305)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Article 1er (prise en compte de l'incidence de la prise d'un congé de maternité ou d'adoption sur la rémunération du salarié à la suite de son congé)

Son intervention (p. 3339)

Article 4 (relance avant le 31 décembre 2010 de la négociation collective dans les entreprises en vue de la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)

Son intervention (p. 3353)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 111 de Mme Catherine Génisson (heures complémentaires : majoration de salaire ; taux minimal) (p. 3359)

Son amendement n° 107 deuxième rectification (travail à temps partiel : encadrement par accords de branche) (p. 3367) : rejeté (p. 3368)

Son amendement n° 106 (entreprises à fort effectif de salariés à temps partiel) (p. 3372) : rejeté (p. 3373)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 4063)

Son intervention (p. 4066)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 4063, 4066)

Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4063, 4066)

Politique sociale : fracture sociale (p. 4066)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4067)

Travail : contrats de travail (p. 4067)

Travail : droit du travail (p. 4063, 4066)

Travail : négociations (p. 4066)

Travail : précarité (p. 4067)

Discussion des articles [30 juin 2005] (p. 4139, 4170)

Article 1er (champ de l'habilitation)

Son intervention (p. 4145 et s., 4153, 4159, 4171, 4175, 4180)

Gérard VIGNOBLE

Nord (8^{ème} circonscription)

Union pour la Démocratie Française

Adhère au groupe de l'Union pour la Démocratie Française [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 janvier 2005] (p. 624)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 janvier 2005] (p. 624)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 avril 2005] (p. 6231)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 mai 2005] (p. 9544)

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 mai 2005] (p. 9544)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 2005] (p. 10373)

François-Xavier VILLAIN
Nord (18^{ème} circonscription)
*Apparenté au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire*

S'apparente au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1897 visant à modifier le régime des prescriptions en droit du travail [4 novembre 2004]

Proposition de loi n° 1948 visant à instaurer un congé de deuil [24 novembre 2004]

Dominique de VILLEPIN
*Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des
libertés locales
puis Premier Ministre*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Est nommé Premier Ministre. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2037 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile [19 janvier 2005]

Projet de loi n° 2352 relatif aux concessions d'aménagement [4 juin 2005]

Déclaration du Gouvernement n° 2373 présentée par M. Dominique de Villepin, Premier ministre, sur le Conseil européen [15 juin 2005]

Projet de loi n° 2376 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [15 juin 2005]

Projet de loi n° 2403 habitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [22 juin 2005]

Projet de loi n° 2427 rectifiant portant réforme des successions et des libéralités [29 juin 2005]

Projet de loi n° 2428 portant règlement définitif du budget de 2004 [29 juin 2005]

Projet de loi n° 2507 ratifiant l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé [2 août 2005]

Projet de loi n° 2508 ratifiant l'ordonnance n° 2005-657 du 8 juin 2005 relative à la tenue d'audiences à l'aide d'un moyen de

communication audiovisuelle et modifiant le code de justice administrative (partie législative) [2 août 2005]

Projet de loi n° 2509 ratifiant l'ordonnance n° 2005-429 du 6 mai 2005 modifiant le code monétaire et financier (partie législative) [2 août 2005]

Projet de loi n° 2510 ratifiant l'ordonnance n° 2005-647 du 6 juin 2005 modifiant le code des juridictions financières [25 août 2005]

Projet de loi n° 2511 ratifiant l'ordonnance n° 2005-648 du 6 juin 2005 relative à la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs [25 août 2005]

Projet de loi n° 2512 ratifiant l'ordonnance n° 2005-651 du 6 juin 2005 relative à la garantie des droits des cotisants dans leurs relations avec les organismes de recouvrement des cotisations et contributions sociales [25 août 2005]

Projet de loi n° 2513 ratifiant l'ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction [25 août 2005]

Projet de loi n° 2514 ratifiant l'ordonnance n° 2005-652 du 6 juin 2005 relative au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel et créant un registre des options [31 août 2005]

Projet de loi n° 2515 ratifiant l'ordonnance n° 2005-656 du 8 juin 2005 relative aux règles de fonctionnement des juridictions du contentieux de l'incapacité [31 août 2005]

Projet de loi n° 2516 ratifiant l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics [31 août 2005]

Projet de loi n° 2523 ratifiant l'ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets [13 septembre 2005]

Projet de loi n° 2524 ratifiant l'ordonnance n° 2005-459 du 13 mai 2005 rendant applicable dans les îles Wallis et Futuna la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution [13 septembre 2005]

Projet de loi n° 2525 ratifiant l'ordonnance n° 2005-731 du 30 juin 2005 relative à la simplification et à l'adaptation du droit dans les domaines de la formation professionnelle et de l'emploi [13 septembre 2005]

Projet de loi n° 2526 ratifiant l'ordonnance n° 2005-903 du 2 août 2005 créant un chèque-emploi pour les très petites entreprises [21 septembre 2005]

Projet de loi n° 2527 ratifiant l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 relevant certains seuils de prélèvements obligatoires et tendant à favoriser l'exercice d'une activité salariée dans des secteurs professionnels connaissant des difficultés de recrutement [21 septembre 2005]

Projet de loi n° 2528 ratifiant l'ordonnance n° 2005-892 du 2 août 2005 relative à l'aménagement des règles de décompte des effectifs des entreprises [21 septembre 2005]

Projet de loi n° 2529 ratifiant l'ordonnance n° 2005-893 du 2 août 2005 relative au contrat de travail "nouvelles embauches" [21 septembre 2005]

Projet de loi n° 2530 ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté [21 septembre 2005]

Projet de loi de finances n° 2540 pour 2006 [28 septembre 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Daniel Poulou. Ordre public. Terrorisme. ETA, lutte et prévention [5 octobre 2004] (p. 7468)

Mme Valérie Pécresse. Etrangers. Expulsion. Réglementation [5 octobre 2004] (p. 7470)

M. Georges Mothron. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [6 octobre 2004] (p. 7533)

M. Jean-Pierre Grand. Sécurité publique. Moyens financiers. Sécurité civile [13 octobre 2004] (p. 7836)

M. Jean-Christophe Lagarde. Audiovisuel et communication. Disques compacts. Incitation à la violence et à la haine raciale [20 octobre 2004] (p. 8134)

M. Bruno Gilles. Drogue. Trafic. Lutte et prévention [20 octobre 2004] (p. 8135)

M. Jérôme Chartier. Elections et référendums. Elections cantonales et élections municipales. Report, conséquences [27 octobre 2004] (p. 8569)

M. Jean-Pierre Dupont. Sécurité routière. Accidents. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, lutte et prévention [27 octobre 2004] (p. 8571)

M. Michel Charzat. Etat. Organisation. Loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, réforme, perspectives [2 novembre 2004] (p. 8794)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [3 novembre 2004] (p. 8875)

M. Jacques Myard. Politiques communautaires. Lutte contre le terrorisme. Perspectives [3 novembre 2004] (p. 8878)

Mme Bernadette Paix. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 novembre 2004] (p. 9156)

M. Jean-Claude Guibal. Etrangers. Immigration. Politiques communautaires [10 novembre 2004] (p. 9232)

M. Franck Gilard. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [17 novembre 2004] (p. 9501)

Mme Arlette Grosskost. Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [23 novembre 2004] (p. 9914)

M. Bernard Carayon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Manifestations sportives, violences et racisme, lutte et prévention [30 novembre 2004] (p. 10256)

Mme Élisabeth Guigou. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Corse [30 novembre 2004] (p. 10256)

M. Jean-Yves Hugon. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [1^{er} décembre 2004] (p. 10335)

M. Jean-Michel Ferrand. Cultes. Culte musulman. Imams, formation [8 décembre 2004] (p. 10791)

M. Dominique Tian. Papiers d'identité. Lutte et prévention. Voyageur représentant placier de commerce (VRP) [8 décembre 2004] (p. 10796)

M. Michel Diefenbacher. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Lutte contre les discriminations, jeunes issus de l'immigration [15 décembre 2004] (p. 11052)

M. Philippe-Armand Martin. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [18 janvier 2005] (p. 36)

M. Guy Drut. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse de 2003 [19 janvier 2005] (p. 111)

M. Émile Blessig. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Actes antisémites, groupuscules nazis, lutte et prévention [1^{er} février 2005] (p. 508)

M. Jean Launay. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Reconnaissance, sécheresse [2 février 2005] (p. 609)

M. Jean Lemière. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Missions, perspectives [8 février 2005] (p. 879)

M. Louis-Joseph Manscour. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Manifestations sportives [9 février 2005] (p. 943)

Mme Chantal Brunel. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [8 mars 2005] (p. 1732)

M. Christophe Caresche. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, évolution, fiabilité [9 mars 2005] (p. 1835)

M. Georges Ginesta. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [16 mars 2005] (p. 2076)

M. Thierry Mariani. Papiers d'identité. Sécurité. Biométrie, perspectives [22 mars 2005] (p. 2214)

M. Patrick Beaudouin. Droit pénal. Proxénétisme. Lutte et prévention, bilan [23 mars 2005] (p. 2300)

Mme Arlette Grosskost. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Bilan et perspectives [30 mars 2005] (p. 2589)

M. Jacques Brunhes. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne d'information [5 avril 2005] (p. 2651)

M. Jacques Pélissard. Agriculture. Calamités agricole. Sécheresse de 2003, indemnisation, perspectives [5 avril 2005] (p. 2652)

M. Pierre Cardo. Etrangers. Immigration clandestine. Politiques communautaires [13 avril 2005] (p. 2901)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. Armes, prolifération, lutte et prévention [10 mai 2005] (p. 3273)

M. Patrick Braouezec. Elections et référendums. Référendums. Constitution européenne, campagne, réglementation [11 mai 2005] (p. 3329)

M. Thierry Mariani. Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [11 mai 2005] (p. 3330)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Ses interventions (p. 8802, 8839)

Ses réponses (p. 8847 à 8861)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles (p. 8841)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8802)

Droit pénal : délinquance et criminalité organisées (p. 8803)

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 8842)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 8842)

Enseignement : établissements scolaires : lutte contre l'insécurité (p. 8842)

Etat : organisation : préfectures (p. 8804)

Etrangers : immigration clandestine (p. 8803, 8842)

Etrangers : rétention administrative (p. 8843)

Ordre public : lutte contre le terrorisme (p. 8803)

Ordre public : Groupements d'intervention régionaux (GIR) (p. 8840)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 8840, 8843)

Police : compagnies républicaines de sécurité (CRS) (p. 8842)

Police : police municipale (p. 8842)

Police : policiers : carrière (p. 8803, 8840)

Police : policiers : effectifs (p. 8841)

Police : policiers : formation professionnelle (p. 8843)

Police : policiers : logement (p. 8803)

Police : policiers : rémunération au mérite (p. 8803, 8840)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : retraites (p. 8841)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8804, 8841)

Sécurité routière : radars (p. 8839)

Réponses aux questions :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière : gendarmerie (M. Jean-Pierre Decool) (p. 8861)

Départements : sous-préfectures : Chateaubriant (M. Michel Hunault) (p. 8850)

Etrangers : immigration clandestine : reconduite aux frontières (M. Christian Decocq) (p. 8855)

Etrangers : immigration clandestine : Saint-Etienne (M. Gilles Artigues) (p. 8851)

Finances publiques : crédits budgétaires : trafic de stupéfiants (M. Richard Dell'Agnola) (p. 8859)

Gens du voyage : stationnement : Seine-et-Marne (Mme Chantal Brunel) (p. 8847)

Police : commissariats : Noisiel (Mme Chantal Brunel) (p. 8856)

Police : effectifs : commissariats (M. André Gerin) (p. 8848)

Police : effectifs : Corse (M. Paul Giacobbi) (p. 8852)

Police : effectifs : Nord (M. Francis Vercamer) (p. 8858)

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (p. 8854) (M. Paul Giacobbi) (p. 8853)

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (M. Émile Zuccarelli) (p. 8854)

Sécurité publique : sécheresse : indemnisation (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8860)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (M. André Chassaingne) (p. 8849)

Vote des crédits et articles rattachés [2 novembre 2004] (p. 8862)*Etat B, titre III*

Son intervention (p. 8863)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8864)

*En qualité de Premier Ministre***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Bernard Accoyer. Elections et référendums. Référendums. Constitutions européennes, rejet, conséquences [14 juin 2005] (p. 3535)

M. Pierre Lequiller. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, perspectives [22 juin 2005] (p. 3795)
 M. Jean-Marc Ayrault. Union européenne. Perspectives. Attitude de la France [22 mai 2005] (p. 3796)
 M. Bernard Deflesselles. Recherche. Physique nucléaire. Réacteur ITER, choix du site de Caradache [29 juin 2005] (p. 4015)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 2361

[8 juin 2005] (p. 3459)

Son intervention (p. 3459)

Sa réponse (p. 3480)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural : quartiers défavorisés (p. 3466)
 Bâtiment et travaux publics : grandes infrastructures (p. 3463 et s.)
 Culture (p. 3465)
 Droit pénal : exécution des peines : récidive (p. 3466)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : Français issus de l'immigration (p. 3459 et s., 3464)
 Emploi : chômage (p. 3459 et s.)
 Emploi : jeunes (p. 3462)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 3461 et s., 3480 et s.)
 Emploi : réinsertion professionnelle : primes (p. 3461, 3481)
 Emploi : seniors (p. 3462)
 Enseignement : personnel (p. 3465)
 Enseignement supérieur : universités (p. 3465)
 Entreprises : allègement des charges (p. 3460)
 Entreprises : chèque-emploi (p. 3460)
 Entreprises : délocalisations (p. 3464, 3480)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises : marchés publics (p. 3464, 3480)
 Entreprises : seuils sociaux (p. 3461 et s.)
 Entreprises : transmission (p. 3464)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 3460 et s., 3482)
 Environnement (p. 3466)
 Etat (p. 3465)
 Etrangers : immigration clandestine (p. 3466)
 Femmes (p. 3465)
 Finances publiques : dépenses (p. 3460, 3481)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 3465)
 Handicapés (p. 3464)
 Logement (p. 3465)
 Ordonnances (p. 3463)
 Ordre public (p. 3466)
 Partis et mouvements politiques : UDF (p. 3481)
 Politique économique : croissance (p. 3460, 3481)
 Politique économique : prix : grande distribution (p. 3465)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 3459)
 Politique sociale (p. 3460)
 Recherche : innovation : industrie (p. 3463, 3480)
 Secteur public : ouverture du capital (p. 3464)
 Sécurité sociale (p. 3465)
 Sociétés : participation aux résultats (p. 3465)
 Syndicats (p. 3463)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3461, 3482)
 Travail : salaires : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 3464)
 Union européenne : construction européenne : politiques communautaires (p. 3466, 3482)
 Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 3459)

Déclaration du Gouvernement n° 2373 sur le Conseil européen

[15 juin 2005] (p. 3603)

Son intervention (p. 3603)

Sa réponse (p. 3612)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 3605)
 Politique économique : mondialisation (p. 3614)
 Politique sociale (p. 3604, 3612)
 Politiques communautaires : budget (p. 3613)
 Politiques communautaires : pays associés (p. 3614)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3603, 3613)

Recherche (p. 3606, 3614)

Secteur public : services publics (p. 3604)

Union européenne : constitution européenne (p. 3603)

Union européenne : directives : durée du travail (p. 3614)

Union européenne : directives : services (p. 3614)

Union européenne : élargissement (p. 3603 et s.)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3603 et s.)

Union européenne : zone euro (p. 3614)

Projet de loi n° 2403 habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2005] (p. 4028, 4053) ; [29 juin 2005] (p. 4089, 4113)

Son intervention (p. 4029)

Thèmes :

Emploi : chèque emploi-service : très petites entreprises (TPE) (p. 4030)
 Emploi : chômage (p. 4029 et s.)
 Emploi : jeunes (p. 4030)
 Fonctionnaires et agents publics : recrutement (p. 4030)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt (p. 4030)
 Ordonnances : projet de loi d'habilitation (p. 4029)
 Politique sociale : insertion (p. 4030)
 Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 4029)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4029)
 Travail : contrats à durée déterminée (p. 4029)

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. Jean-Marc Ayrault, François Hollande et cent quarante-deux membres de l'Assemblée nationale (Emploi 2403)

[5 juillet 2005] (p. 4289)

Sa réponse (p. 4301)

Thèmes :

Droit pénal : récidive (p. 4303)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4303)
 Emploi : création d'emplois (p. 4302)
 Emploi : jeunes (p. 4302)
 Enseignement : politique de l'éducation (p. 4304)
 Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4302)
 Politique économique : croissance (p. 4302)
 Politique générale : ordonnances (p. 4302)
 Politique générale : politiques communautaires (p. 4301)
 Politique sociale : solidarité (p. 4301)
 Recherche : innovation (p. 4303)
 Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 4302)
 Travail : durée du travail (p. 4302)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4302)

Jean-Claude VIOLETT

*Charente (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2005 (n° 1800) tome IX : Défense (services communs) (n° 1867) [13 octobre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 934, posée le 30 novembre 2004. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 9296). Appelée le 30 novembre 2004. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 10236)

n° 1270, posée le 28 juin 2005. Sécurité publique. Catastrophes naturelles (J.O. Questions p. 6313). Appelée le 28 juin 2005. Reconnaissance, sécheresse de 2003 (p. 4006)

*DÉBATS***Projet de loi n° 1058 relatif au développement des territoires ruraux**

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 2004] (p. 7618, 7637, 7677) ; [12 octobre 2004] (p. 7761, 7796) ; [13 octobre 2004] (p. 7841, 7881) ; [14 octobre 2004] (p. 7980)

Après l'article 19 B

Son amendement n° 650 (renforcement des procédures avant toute création de nouveaux centres de stockage des déchets) : rejeté (p. 7764)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 250 de M. Didier Migaud (réductions et crédits d'impôt plafonnés à 10 000 €) (p. 8240)

Intervient sur l'adt n° 226 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : crédit d'impôt substitué à la réduction d'impôt et majoration de l'avantage fiscal) (p. 8246)

Intervient sur l'adt n° 225 de M. Pascal Terrasse (personnes âgées hébergées en unités de soins de longue durée ou en maisons de retraite médicalisées : majoration de la réduction d'impôt) (p. 8246)

Son amendement n° 258 (travailleurs bénévoles dans des organismes sociaux : institution d'un crédit d'impôt) (p. 8256) : rejeté (p. 8258)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9595)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) : réfractaires (p. 9620)

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 9459)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : crédits budgétaires (p. 9459)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9459)

Défense : médecine militaire (p. 9459)

Défense : personnel civil (p. 9459)

Recherche (p. 9459)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 69

Son amendement n° 186 (associations – taxe sur les salaires : doublement de l'abattement) : rejeté (p. 9865)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11000)

Son intervention (p. 11010)

Thèmes :

Défense : Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) (p. 11010 et s.)

Défense : opérations extérieures (p. 11011 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 11011 et s.)

Femmes : égalité professionnelle : militaires et assimilés (p. 11012)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11013)

Relations internationales (p. 11010)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : liquidation des pensions : militaires et assimilés (p. 11011)

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 4 (liberté de conscience, d'opinion, d'expression et d'information)

Son amendement n° 182 deuxième rectification (p. 11033)

Article 5 (exercice de certains droits civils et politiques)

Son amendement n° 208 (p. 11035)

Article 6 (droits incompatibles avec l'état militaire)

Son amendement n° 209 (p. 11036)

Article 8 (devoir d'obéissance et responsabilité)

Son amendement n° 210 (p. 11040)

Article 10 (modalités de rémunération)

Son intervention (p. 11060)

Article 17 (recours à la force en zone de défense hautement sensible et en opérations extérieures)

Son amendement n° 212 (p. 11063)

Article 24 (militaires ne relevant pas de la catégorie des militaires de carrière)

Son intervention (p. 11069)

Article 30 (volontaires)

Son intervention (p. 11071)

Article 65 (reconversion)

Son intervention (p. 11079)

Ses explications de vote (p. 11091)

Vote pour du groupe socialiste (p. 11092)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2050)

Son intervention (p. 2055)

Thèmes :

Défense : officiers : rémunération (p. 2056)

Défense : officiers : statut juridique (p. 2055)

Défense : opérations extérieures (p. 2056)

Défense : réserves (p. 2056)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : montant des pensions (p. 2055)

Discussion des articles [15 mars 2005] (p. 2057)

Article 1er (missions de l'armée et caractéristiques de la fonction militaire)

Son amendement n° 5 (p. 2057)

Article 10 (modalités de rémunérations)

Son amendement n° 6 (p. 2058)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11144)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : contrat d'entreprise avec l'Etat (p. 11145)

Défense : Direction des chantiers navals : filiales (p. 11145 et s.)

Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11146)
 Défense : Direction des chantiers navals : projet de loi (p. 11145)
 Défense : Direction des chantiers navals : situation financière (p. 11145)
 Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11145)
 Parlement : contrôle parlementaire : Direction des chantiers navals (p. 11145)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11148)

Proposition de loi n° 1141 tendant à redonner confiance au consommateur

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 2005] (p. 183)

Avant l'article 5

Son amendement n° 6 (encadrement des opérations de vente, de location, de location-vente ou de vente avec option d'achat, d'un montant inférieur à 150 euros, délivrées à l'occasion d'une foire ou d'un salon) : rejeté (p. 188)

Philippe VITEL

*Var (2^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 2004 (n° 1921) [17 novembre 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 [J.O. du 20 novembre 2004] (p. 19610)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales (n° 1977) [8 décembre 2004]

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificatives pour 2004 (n° 1921) [1^{er} décembre 2004] (n° 1970)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 1977) relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales [14 décembre 2004] (n° 1986)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences machistes [24 novembre 2004] (p. 9982)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1076, posée le 8 février 2005. Ministères et secrétariats d'Etat. Economie : centres des impôts (J.O. Questions p. 1181). Appelée le 8 février 2005. Personnel, revendications, Var (p. 865)

DÉBATS

Projet de loi n° 1830 de financement de la sécurité sociale pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 octobre 2004] (p. 8503, 8539) ; [27 octobre 2004] (p. 8575)

Son intervention (p. 8555)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : réforme (p. 8556)

Professions de santé : exercice de la profession (p. 8556)

Sécurité sociale : dépenses (p. 8556)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DEFENSE

Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)

Son intervention (p. 9476)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire : application (p. 9476)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 9476)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9476)

Proposition de loi n° 1882 relative aux droits des malades et à la fin de vie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 2004] (p. 10137, 10167)

Son intervention (p. 10172)

Thèmes :

Etablissements de santé : droits du malade (p. 10172)

Professions de santé : déontologie (p. 10172)

Santé : fin de vie (p. 10172)

Santé : soins palliatifs (p. 10172)

Projet de loi de finances rectificative n° 1921 pour 2004

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 décembre 2004] (p. 10857, 10897)

Son intervention (p. 10865)

Thème :

Défense : opérations extérieures (p. 10865 et s.)

Projet de loi n° 1741 relatif au statut général des militaires

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 11026) ; [15 décembre 2004] (p. 11059)

Article 95 (modification des règles d'imputabilité au service des blessures et protection des magistrats participant à une opération extérieure)

Son intervention (p. 11090)

Projet de loi n° 1977 relatif à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11129)

Son intervention (p. 11133)

Thèmes :

Défense : Direction des chantiers navals : contrat d'entreprise avec l'Etat (p. 11134)
 Défense : Direction des chantiers navals : ouverture du capital (p. 11133 et s.)
 Défense : Direction des chantiers navals : personnels (p. 11134)
 Défense : Direction des chantiers navals : situation financière (p. 11132)
 Défense : Direction des chantiers navals : Thales (p. 11134)
 Défense : Direction des chantiers navals : Union européenne (p. 11132 et s.)
 Pays étrangers : Etats-Unis : construction navale (p. 11133)

Discussion de l'article unique [16 décembre 2004] (p. 11147)

Article unique (ouverture du capital de DCN et création par celle-ci de filiales)

Son intervention (p. 11150)

Après l'article unique

Intervient sur l'ad. n° 6 du Gouvernement (intéressement, participation et plans d'épargne salariale pour le personnel de l'Etat mis à la disposition de DCN ou de ses filiales) (p. 11151)

Projet de loi n° 1499 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés**DEUXIÈME LECTURE****Discussion des articles [10 février 2005] (p. 1052)**

Article 1er bis (hommage aux populations civiles victimes de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc)

Son amendement n° 56 (p. 1054)

Article 1er quinquies (interdiction de toute injure ou diffamation contre les harkis et de toute apologie des crimes commis contre les harkis)

Son amendement n° 58, 60 et 59 (p. 1058 et s.)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [16 février 2005] (p. 1235) ; [17 février 2005] (p. 1257, 1286, 1324) ; [18 février 2005] (p. 1360, 1383, 1426)

Après l'article 12

Son amendement n° 14 (éducation à l'environnement) : rejeté (p. 1438)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 927, posée le 19 octobre 2004. Agriculture. Viticulteurs (J.O. Questions p. 8007). Appelée le 19 octobre 2004. Revendications (p. 8028)

n° 1252, posée le 31 mai 2005. Télécommunications. Réseaux (J.O. Questions p. 5456). Appelée le 21 juin 2005. Redevance d'occupation du domaine public, réglementation (p. 3768)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276) ; [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395) ; [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 8

Son amendement n° 432 (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : exonération des revenus produits) : rejeté (p. 8278)

Son amendement n° 433 (entreprises agricoles – sommes placées au titre de la déduction pour aléas : délai d'utilisation porté de cinq ans à dix ans) (p. 8278) : rejeté (p. 8279)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Secrétaire de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 7 octobre 2004] (p. 17180)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005****PREMIÈRE LECTURE****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DEFENSE****Examen des fascicules [16 novembre 2004] (p. 9447, 9475)**

Son intervention (p. 9469)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : effectifs (p. 9470)

Défense : crédits (p. 9469)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 9470)

Défense : GIAT-Industries (p. 9470)

Défense : hélicoptères (p. 9470)

Défense : missiles (p. 9470)

Défense : opérations extérieures : dotations de l'Etat (p. 9469)

Défense : personnel civil (p. 9470)

Défense : professionnalisation (p. 9470)

Défense : réserves (p. 9471)

Gendarmerie (p. 9470)

Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 9469)

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION**Examen du fascicule [16 novembre 2004] (p. 9401)**

Son intervention (p. 9402)

Thème avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur (p. 9402)

Projet de loi n° 2165 ratifiant l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2805)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Bocquet (p. 2808)

Son intervention (p. 2809)

Thèmes :

Défense : armes chimiques (p. 2809)

Défense : Société nationale des poudres et explosifs : ventes et échanges (p. 2808, 2809)

Gendarmerie : gendarmes : armes (p. 2809)

Ordre public : terrorisme : matériel nucléaire (p. 2808, 2809)

Discussion des articles [7 avril 2005] (p. 2811)

Titre

Son intervention (p. 2813)

Philippe VUILQUE

*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Adhère au groupe socialiste [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique no 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17927)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1958 tendant à réformer la procédure en urgence d'hospitalisation à la demande d'un tiers [1^{er} décembre 2004]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Logement : aides et prêts. Allocation personnalisée au logement (APL). Mode de calcul [19 janvier 2005] (p. 107)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 octobre 2004] (p. 7505)

Son intervention (p. 7514 et s.)

Thèmes :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : prérogatives (p. 7514)

Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 7515)

Droit pénal : discrimination : preuve (p. 7514)

Emploi : insertion professionnelle : inégalités (p. 7514)

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 1er (statut et compétence)

Son intervention (p. 7544)

Article 2 (composition)

Son amendement n° 57 rectifié (p. 7545)

Son intervention (p. 7547 et s.)

Son amendement n° 58 (p. 7552)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 7554)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son intervention (p. 7556)

Article 6 (médiation)

Son intervention (p. 7557)

Avant l'article 17

Intervient sur l'adt n° 11 rectifié de M. Frédéric Dutoit (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Intervient sur l'adt n° 24 de M. Victorin Lurel (suppression de la référence à la race dans l'intitulé du titre II) (p. 7564)

Article 17 (transposition de la directive n° 2000/43 du 29 juin 2000)

Son intervention (p. 7565)

Article 19 (suppression du service d'accueil téléphonique des victimes de discriminations raciales)

Son intervention (p. 7567)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 2 (composition)

Son amendement n° 28 (p. 10710)

Article 4 (recueil d'informations auprès de personnes privées)

Son intervention (p. 10724)

Article 14 (actions de promotion de l'égalité et rôle consultatif)

Son intervention (p. 10724)

W

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 octobre 2004] (p. 17092)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique (n°1833) modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances [J.O. du 15 octobre 2004] (p. 17589)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de simplification du droit [J.O. du 22 octobre 2004] (p. 17932)

Rapporteur du projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale (n° 2216) [23 mars 2005]

Cesse d'être membre de la commission de suivi de la détention provisoire [J.O. du 10 mai 2005] (p. 8114)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 5 juillet 2005] (p. 11113)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [24 novembre 2004] (n° 1953)

Proposition de loi n° 2064 visant à abroger la loi du 30 mai 1857 [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2134 visant à instaurer un délai de réponse raisonnable pour l'administration fiscale [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2136 visant à pérenniser l'abattement fiscal au profit des jeunes agriculteurs [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2137 visant à instaurer un système de bonus-malus sur les cotisations ASSÉDIC [3 mars 2005]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 2216), adopté par le Sénat, relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [13 avril 2005] (n° 2246)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la mise en application de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité [15 juin 2005] (n° 2378)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 2406), adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat, relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [5 juillet 2005] (n° 2435)

Proposition de loi n° 2494 visant à élargir les voies de recours du ministère public pour défaut de communication en toutes matières [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2495 visant à étendre aux dépens l'exécution provisoire de la décision d'une juridiction [13 juillet 2005]

Proposition de loi n° 2496 visant à abroger le principe selon lequel "le pénal tient le civil en l'état" [13 juillet 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Justice, Tribunaux. Décisions, exécution, délais [22 juin 2005] (p. 3798)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1077, posée le 8 février 2005. Emploi. Chômage (J.O. Questions p. 1181). Appelée le 8 février 2005. Lutte et prévention, Ardennes (p. 855)

n° 1103, posée le 1^{er} mars 2005. Urbanisme, Rénovation urbaine (J.O. Questions p. 2045). Appelée le 1^{er} mars 2005. Sedan, perspectives (p. 1474)

DÉBATS

Projet de loi n° 1732 portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 octobre 2004] (p. 7538)

Article 2 (composition)

Son intervention (p. 7552 et s.)

Article 13 (information des autorités publiques détentrices du pouvoir disciplinaire)

Son intervention (p. 7558)

Après l'article 19

Intervient sur l'ad n° 60 du Gouvernement (saisine directe du Médiateur de la République) (p. 7568)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2004] (p. 10708, 10722)

Article 3 (saisine)

Son intervention (p. 10722)

Article 3 bis (délégués territoriaux)

Son intervention (p. 10722 et s.)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 2

Son amendement n° 464 (frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail : déduction dans la limite de 60 kilomètres) : retiré ; repris par M. Didier Migaud (p. 8235)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Annexes au compte rendu intégral [19 novembre 2004] (p. 9772) :

- Réunion de la commission des finances du 4 novembre 2004
Son intervention (p. 9790)

Proposition de résolution n° 1881 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Polynésie française et la gestion des services publics relevant de la Polynésie française

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9883)

Son intervention du vice-président de la commission des lois (p. 9885)

Son intervention du vice-président de la commission des lois (p. 9903)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions ; propositions de résolution (p. 9885)

Constitution : séparation des pouvoirs : commissions d'enquête (p. 9885, 9903)
 Elections et référendums : organisation : neutralité (p. 9886)
 Outre-mer : chambre territoriale des comptes : Polynésie française (p. 9886)
 Outre-mer : collectivités d'outre-mer : actes administratifs (p. 9886)
 Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 9885, 9903)

Proposition de loi n° 1961 relative au traitement de la récidive des infractions pénales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2004] (p. 10965)

Son intervention (p. 10978)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines (p. 10978)
 Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 10979)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 10979)
 Droit pénal : sursis avec mise à l'épreuve (p. 10979)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 92)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 92)
 Postes : La Poste (p. 92)

Projet de loi organique n° 2216 relatif aux lois de financement de la sécurité sociale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 mai 2005] (p. 3054, 3077) ; [4 mai 2005] (p. 3107)

Son intervention (p. 3056)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3070)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Alain Bocquet (p. 3084)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3117)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission des lois : auditions (p. 3056, 3117)
 Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 3070)
 Assemblée nationale : question préalable (p. 3084)
 Parlement : rôle : loi de financement (p. 3056)
 Sécurité sociale : Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (p. 3057)
 Sécurité sociale : loi de financement : réforme (p. 3057)
 Sécurité sociale : objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) (p. 3057)

Discussion des articles [4 mai 2005] (p. 3120, 3147) ; [9 mai 2005] (p. 3202) ; [12 mai 2005] (p. 3432)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 183 de M. Maxime Gremetz (débat annuel d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale) (p. 3121)

Intervient sur l'ad n° 184 de M. Maxime Gremetz (négociations avec les partenaires sociaux) (p. 3122)

Intervient sur l'ad n° 281 de M. Philippe Martin ("journée de solidarité" - lundi de Pentecôte - travail non rémunéré - abrogation) (p. 3122)

Intervient sur l'ad n° 282 de M. Jean-Marie Le Guen (pas de financement des politiques de solidarité par du travail non rémunéré) (p. 3124)

Intervient sur l'ad n° 284 de M. Jean-Marie Le Guen (réduction ou exonération de cotisations - étude d'impact obligatoire sur les

finances de la sécurité sociale - avis des caisses nationales) (p. 3127)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3129, 3147, 3202)

Son amendement n° 312 (p. 3150)

Après l'article 1er

Intervient sur l'ad n° 276 de M. Gérard Bapt (lois de financement - principe de sincérité) (p. 3215)

Intervient sur l'ad n° 280 de M. Jean-Marie Le Guen (projet de loi de règlement de la sécurité sociale) (p. 3215)

Intervient sur l'ad n° 279 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3215)

Intervient sur l'ad n° 278 de M. Jean-Marie Le Guen (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)

Intervient sur l'ad n° 277 de M. Jean-Marie Le Guen (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)

Intervient sur l'ad n° 314 de M. Charles de Courson (dépenses dépassant les objectifs de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 3216)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3218 et s.)

Reprend l'ad n° 143, deuxième rectification de la commission des finances (contenu des projets de plans de sauvegarde et de redressement) (p. 3224)

Article 3 (coordination)

Son intervention (p. 3234)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad n° 241 de M. Gérard Bapt (information et contrôle du Parlement sur les décrets d'élargissement des limites des découverts temporaires) (p. 3234)

Intervient sur l'ad n° 75 rectifié de la commission (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)

Intervient sur l'ad n° 1 rectifié de la commission des affaires culturelles (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)

Intervient sur l'ad n° 163 de la commission des finances (préparation des projets de loi de financement de la sécurité sociale) (p. 3234)

Intervient sur l'ad n° 76 rectifié de la commission (information du Gouvernement sur les données des régimes obligatoires de protection sociale) (p. 3235)

Intervient sur l'ad n° 164 rectifié de la commission des finances (débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 3235)

Intervient sur l'ad n° 23 de la commission des affaires culturelles (dépôt en même temps que le projet de loi de finances) (p. 3235)

Intervient sur l'ad n° 24 de la commission des affaires culturelles (délai de trente jours au moins entre le dépôt des annexes et l'examen du projet de loi) (p. 3235)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 3432)

Après l'article 4

Intervient sur l'ad n° 27 rectifié de la commission des affaires culturelles (questionnaires parlementaires) (p. 3433)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 3434)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 28, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (obligation de réponse aux questions d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3434)

Article 6 (coordination)

Son amendement n° 317 (p. 3434)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 304 de la commission (coordination) (p. 3435)
 Intervient sur l'ad n° 86 rectifié de la commission (rapport de la Cour des comptes) (p. 3435)

Intervient sur l'ad n° 85 de la commission (coordination) (p. 3435)

Intervient sur l'ad n° 305 rectifié de la commission (saisine de la Cour des comptes) (p. 3435)

Intervient sur l'ad n° 220 de M. Yves Censi (saisine de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 3436)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Yves Censi (trésorerie du Fonds de financement des prestations sociales agricoles) (p. 3436)
 Intervient sur l'adt n° 83 deuxième rectification de la commission (suivi infra annuel de l'apurement des créances détenues par la sécurité sociale sur l'Etat) (p. 3436)
 Intervient sur l'adt n° 174 de la commission des finances (date de transmission par les caisses nationales d'assurance maladie des propositions relatives à l'évolution de leurs charges et produits) (p. 3437)
 Intervient sur l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 3437)
 Intervient sur le sous-adt n° 318 de M. Jean-Marie Le Guen (délai réduit à un mois) à l'adt n° 29, deuxième rectification de la commission des affaires culturelles (p. 3438)
 Intervient sur l'adt n° 87 de la commission (conditions de transfert de la dette à la CADES) (p. 3438)
 Intervient sur le sous-adt n° 252 de M. Jean-Marie Le Guen (délai ramené au 1er janvier 2005) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439)
 Intervient sur le sous-adt n° 253 de M. Jean-Marie Le Guen (délai ramené au 1er janvier 2006) à l'adt n° 87 de la commission (p. 3439)
 Intervient sur l'adt n° 306 rectifié de la commission (modalités d'amortissement de la dette sociale) (p. 3442)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 3445)

Seconde délibération

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 1 (p. 3445)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son amendement n° 2 (p. 3446)

Explications de vote et vote [14 juin 2005] (p. 3544)

Son intervention (p. 3545)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4560)

Son intervention (p. 4562)

Thèmes :

Entreprises : charges : exonérations (p. 4562)
 Parlement : rôle : loi de financement (p. 4562)
 Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 4562)
 Sécurité sociale : dépenses (p. 4562)
 Sécurité sociale : régimes de base (p. 4562)

Discussion des articles [11 juillet 2005] (p. 4571, 4584)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 55 de M. Gérard Bapt (suppression de la journée de travail non rémunérée instituée pour financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées) (p. 4572)
 Intervient sur l'adt n° 56 de M. Gérard Bapt (pas de travail non rémunéré pour le financement des politiques de solidarité) (p. 4572)
 Intervient sur l'adt n° 58 de M. Gérard Bapt (étude préalable obligatoire de l'impact sur les finances de la sécurité sociale des réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 4572)

Article 1er (contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4572)

Son amendement n° 78 (p. 4573)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 32 de M. Jean-Luc Prével (taux de croissance des dépenses supérieur aux prévisions de plus de 0,75 % - dépôt obligatoire dans les deux mois d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)
 Intervient sur l'adt n° 48 de M. Gérard Bapt (prévisions de recettes et de dépenses en décalage significatif avec les objectifs - dépôt obligatoire dans les quinze jours d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)
 Intervient sur l'adt n° 49 de M. Gérard Bapt (non-respect de l'équilibre - information du Parlement et motivation du dépôt éventuel d'un projet de loi de financement rectificative) (p. 4585)

Article 2 (documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4587)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 35 de M. Jean-Luc Prével (modalités de financement de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 4592)

Article 3 quater (débat d'orientation sur les finances sociales)

Son intervention (p. 4593)

Article 4 (procédure de vote)

Son intervention (p. 4595)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 41 de M. Jean-Luc Prével (montant des cotisations et des prestations pour la retraite décidé par le conseil d'administration de la CNAV) (p. 4596)

Article 5 (contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale)

Son intervention (p. 4596)

Article 6 quater (coordination)

Son intervention (p. 4597)

Article 6 duodecies (procédure de rendu de l'avis des commissions parlementaires sur la liste des sous-objectifs de dépenses)

Son intervention (p. 4597)

Article 7 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 4597)

Laurent WAUQUIEZ

*Haute-Loire (1^{ère} circonscription)
 Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi de programmation pour la cohésion sociale [J.O. du 8 décembre 2004] (p. 20780)

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale [15 décembre 2004]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7879)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche [J.O. du 20 mai 2005] (p. 8795)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : centres des impôts. Rapports avec les administrés [3 novembre 2004] (p. 8873)

Bâtiment et travaux publics. Entreprises. Conditions climatiques, aides de l'Etat [15 mars 2005] (p. 2013)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 novembre 2004] (p. 9923, 9943) ; [24 novembre 2004] (p. 9987, 10021) ; [25 novembre 2004] (p. 10074)

Son intervention (p. 10009)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 10009)
 Emploi : réinsertion professionnelle (p. 10009)
 Travail : droit du travail (p. 10009)
 Travail : licenciements (p. 10009)

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 7 (réforme du régime des sanctions administratives à l'encontre des demandeurs d'emploi)

Son intervention (p. 10270)

Article 8 (organisation et procédures du contrôle de la recherche d'emploi)

Son intervention (p. 10280)

Après l'article 35

Intervient sur l'ad. n° 520 rectifié de M. Jean-Michel Fourgous (contrat export) (p. 10431)

Article 37-1 (abrogation des dispositions de la loi de modernisation sociale précédemment suspendues)

Son intervention (p. 10445)

Article 37-2 (négociations obligatoires sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et pérennisation des "accords de méthode")

Son intervention (p. 10457 et s.)

Article 37-3 (procédures applicables en cas de proposition de modification du contrat de travail pour motif économique)

Son intervention (p. 10467)

Article 37-4 (conventions de reclassement personnalisé)

Son intervention (p. 10478)

Article 37-5 (délais applicables aux actions en contestation de la régularité de la procédure de consultation et de licenciement pour motif économique)

Son intervention (p. 10496)

Article 37-6 (obligations de revitalisation des bassins d'emplois)

Son intervention (p. 10498)

Article 37-7 (intervention en cas d'opération en bourse et ordre du jour du comité d'entreprise)

Son intervention (p. 10509)

Projet de loi n° 1465 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2004] (p. 11203, 11232) ; [21 décembre 2004] (p. 11296, 11330) ; [22 décembre 2004] (p. 11367, 11417, 11446) ; [18 janvier 2005] (p. 41)

Article 6 (principe de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés)

Son amendement n° 662 (p. 11308)

Article 8 (scolarisation des enfants et adolescents handicapés et formation des intervenants)

Son intervention (p. 11316 et s.)

Son amendement n° 653 deuxième rectification : SCRUTIN PUBLIC (p. 11319)

Son amendement n° 664 (p. 11322)

Article 12 (adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)

Son amendement n° 654 rectifié (p. 11336)

Après l'article 21

Son amendement n° 658 (immeubles recevant du public ; mesures de sécurité ; accueil des handicapés) : retiré (p. 11368)

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 février 2005] (p. 955)

Article 5 (définition du métier d'assistant familial et modalités d'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)

Ses amendements n° 78 à 80 (p. 966, 969)

Gérard WEBER

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2070 tendant à ramener le délai de préavis de résiliation des contrats d'assurance à un mois [9 février 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [16 novembre 2004] (p. 9439)

Éric WOERTH

*Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat
Oise (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Fin de ses fonctions au Gouvernement. Décret du 31 mai 2005 [J.O. du 2 juin 2005] (p. 9880)

Réélu le 18 septembre 2005 [J.O. du 20 septembre 2005] (p. 15157)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 20 septembre 2005] (p. 15157)

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 28 septembre 2005] (p. 15547)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Bertho Audifax. Outre-mer. Administration. Rapports avec les administrés, numéro unique de renseignements, accès, perspectives [20 octobre 2004] (p. 8139)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Carayon. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Personnel soignant, recrutement, réglementation [21 décembre 2004] (p. 11280)

M. François Sauvadet. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme, gestion des droits à paiement [21 décembre 2004] (p. 11281)

DÉBATS

Projet de loi n° 1504 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [9 novembre 2004] (p. 9161)

Son intervention (p. 9162)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 9166)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 9162)

Collectivités territoriales : libre administration : contrats de partenariat public-privé (p. 9166)

Handicapés : associations (p. 9162)

Marchés financiers : valeurs mobilières (p. 9163)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé (p. 9162, 9166)

Son intervention à l'issue du vote (p. 9173)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

FONCTION PUBLIQUE, REFORME DE L'ETAT, SERVICES
GENERAUX DU PREMIER MINISTRE, BUDGET ANNEXE DES
JOURNAUX OFFICIELS, SECRETARIAT GENERAL DE LA
DEFENSE NATIONALE

Examen du fascicule [18 novembre 2004] (p. 9559)

Son intervention (p. 9577)

Ses réponses (p. 9580 à 9584)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : informatisation (p. 9578)

Administration : simplifications administratives (p. 9577)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) :
crédits budgétaires (p. 9578)

Etat : Commissariat général du Plan : crédits budgétaires (p. 9578)

Etat : stratégies ministérielles de réforme (p. 9577)

Fonction publique de l'Etat : productivité (p. 9577)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 9578)

Marchés publics : appels d'offres (p. 9579)

Presse et livres : Journaux officiels : Internet (p. 9579)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 9579)

Réponses aux questions :

Fonction publique territoriale : primes (M. François Asensi)

(p. 9581)

Fonction publique territoriale : promotion interne (M. Serge

Poignant) (p. 9584)

Fonction publique territoriale : filière administrative :

développement économique (M. André Chassaigne) (p. 9580)

Fonctionnaires et agents publics : concours : limite d'âge (M. Serge

Poignant) (p. 9582)

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence (M. Rudy

Salles) (p. 9580)

Fonctionnaires et agents publics : indemnités : Mayotte

(M. Mansour Kamardine) (p. 9583)

Politique économique : intelligence économique (M. Bernard

Carayon) (p. 9583)

Voirie : directions départementales de l'équipement (DDE) :

ouvriers de l'Etat (M. André Chassaigne) (p. 9582)

**Vote des crédits et articles rattachés [18 novembre 2004]
(p. 9584)**

I. - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9585 et s.)

IV. - PLAN

Etat B, titre III

Son intervention (p. 9588 et s.)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 6 septies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires par la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur son activité au cours de la période octobre 2003 à juillet 2004 [17 novembre 2004] (n° 1924)

Proposition de loi n° 2001 relative aux candidatures aux élections municipales dans les communes de moins de 3500 habitants [21 décembre 2004]

Proposition de loi n° 2068 relative à la publication des mentions figurant dans les déclarations de candidatures aux élections législatives [9 février 2005]

Proposition de loi n° 2132 tendant à promouvoir une fiscalité incitative en faveur des petites voitures peu polluantes [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2138 relative aux professions de foi électorales bilingues dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [3 mars 2005]

Proposition de loi n° 2194 remédiant à l'obligation pour les collectivités territoriales de garantir l'assurance-chômage de leurs agents titulaires [23 mars 2005]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi (n° 2214) relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [12 avril 2005] (n° 2243)

Proposition de loi n° 2262 tendant à favoriser les progrès de la parité lors des élections législatives et des élections sénatoriales au scrutin majoritaire [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2263 tendant à instaurer une obligation de parité pour l'élection des vice-présidents de conseils régionaux, à assurer la représentation des listes minoritaires dès le premier tour des élections régionales et à clarifier les choix au second tour [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2264 tendant à promouvoir la parité au sein des conseils généraux et remplaçant les cantons par des circonscriptions cantonales calquées sur les intercommunalités à fiscalité propre [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2265 relative aux communes de plus de 3 500 habitants et tendant à instaurer une obligation de parité pour l'élection des adjoints au maire, à organiser la désignation des délégués dans les intercommunalités à fiscalité propre selon une représentation proportionnelle avec l'obligation de parité, à assurer la représentation des listes minoritaires dès le premier tour des élections municipales et à clarifier les choix au second tour [14 avril 2005]

Proposition de loi n° 2266 visant à mieux équilibrer la représentation des sexes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes et des établissements publics industriels et commerciaux [14 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Femmes. Egalité des sexes. Perspectives [8 mars 2005] (p. 1728)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [21 octobre 2004] (p. 8224, 8234, 8276); [22 octobre 2004] (p. 8311, 8345, 8395); [25 octobre 2004] (p. 8442)

Après l'article 28

Son amendement n° 53 précédemment réservé (véhicules de moins de trois mètres : déductibilité de la TVA) : rejeté (p. 8469)

Son amendement n° 52 précédemment réservé (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) : rejeté (p. 8469)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[19 novembre 2004] (p. 9817, 9832)

Après l'article 69

Son amendement n° 234 (véhicules de moins de deux mètres cinquante : déductibilité de la TVA) : rejeté (p. 9864)

Projet de loi n° 2214 relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2005] (p. 3274, 3297)

Son intervention (p. 3299)

Thèmes :

Entreprises : carrière (p. 3300)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3300)

Femmes : égalité professionnelle (p. 3299, 3300)

Travail : congé de maternité (p. 3300)

Travail : inspection du travail (p. 3300)

Travail : salaires (p. 3300)

Travail : travail à temps partiel (p. 3301)

Discussion des articles [11 mai 2005] (p. 3337, 3366)

Après l'article 4

Son amendement n° 2 (conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : fonctionnement) : retiré (p. 3355)

Article 5 (rapport sur la situation comparée des conditions d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise)

Son amendement n° 3 (p. 3356)

Article 6 (prise en compte de l'égalité professionnelle dans l'établissement d'un dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)

Son amendement n° 4 (p. 3357)

Article 12 (garantie pour les salariés au retour d'un congé de maternité ou d'adoption d'un droit à l'indemnité de congés payés)

Son amendement n° 5 (p. 3378)

Article 13 (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises publiques)

Son amendement n° 122 deuxième rectification (p. 3379)

Après l'article 13

Intervient sur l'ad n° 36 deuxième rectification de la commission (instances représentatives du personnel : listes candidates : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Intervient sur l'ad n° 37 deuxième rectification de la commission (instances représentatives du personnel ; comités d'entreprise : listes candidates : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) (p. 3381)

Son amendement n° 9 (conseils d'administration des sociétés anonymes : composition : représentants des deux sexes) (p. 3380) : adopté (p. 3381)

Son amendement n° 11 rectifié (instances représentatives du personnel ; comités d'entreprise : listes candidates : représentation

proportionnelle d'employés des deux sexes) : devenu sans objet (p. 3381)

Intervient sur l'ad. n° 38 de la commission (conseils d'administration ou de surveillance : composition : représentation équilibrée d'employés des deux sexes) (p. 3382)

Article 14 (parité dans les élections prud'homales)

Son amendement n° 12 (p. 3382)

Après l'article 14

Son amendement n° 13 deuxième rectification (élections aux commissions administratives paritaires : représentation proportionnelle d'employés des deux sexes) : adopté (p. 3382)

Émile ZUCCARELLI

Haute-Corse (1^{ère} circonscription)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16839)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16905)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politiques communautaires. Services publics. Attitude de la France [13 avril 2005] (p. 2910)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 1157, posée le 29 mars 2005. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 3085). Appelée le 29 mars 2005. Douanes, gardes-côtes, moyens d'intervention, Corse (p. 2477)

DÉBATS

Projet de loi n° 1911 de programmation pour la cohésion sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 2004] (p. 10074, 10112) ; [30 novembre 2004] (p. 10267, 10293) ; [1^{er} décembre 2004] (p. 10341, 10356) ; [2 décembre 2004] (p. 10395, 10415, 10456) ; [3 décembre 2004] (p. 10488, 10517, 10560) ; [6 décembre 2004] (p. 10615)

Article 1er (définition du service public de l'emploi et création des maisons de l'emploi)

Son amendement n° 254 (p. 10087)

Projet de loi de finances n° 1800 pour 2005

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTERIEUR

Examen du fascicule [2 novembre 2004] (p. 8802, 8835)

Procédure des questions :

Régions : Corse : programme exceptionnel d'investissement (PEI) (p. 8854)

Projet de loi n° 1384 relatif à la régulation des activités postales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2005] (p. 47, 71) ; [19 janvier 2005] (p. 116, 142)

Son intervention (p. 91)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics (p. 91)
Politiques communautaires : directives : postes (p. 91)
Secteur public : services publics (p. 91)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 avril 2005] (p. 2851, 2875)

Son intervention (p. 2881)

Thèmes :

Postes : La Poste (p. 2882)

Postes : services financiers (p. 2882)

Union européenne : directives : postes (p. 2882)

Projet de loi constitutionnelle n° 2022 modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 janvier 2005] (p. 300, 329) ; [26 janvier 2005] (p. 373, 397)

Son intervention (p. 353)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 353 et s.)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 353)

Projet de loi n° 2025 d'orientation pour l'avenir de l'école

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 février 2005] (p. 1101, 1135) ; [16 février 2005] (p. 1165, 1210)

Son intervention (p. 1179)

Thèmes :

Enseignement : intégration (p. 1179)

Enseignement : valeurs républicaines (p. 1180)

Enseignement : personnel : vacataires (p. 1179)

Michel ZUMKELLER

Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 30 septembre 2004] (p. 16838)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1^{er} octobre 2004] (p. 16904)

Membre de la mission d'information sur les risques et les conséquences de l'exposition à l'amiante [J.O. du 5 mai 2005] (p. 7875)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1944 visant à imposer aux condamnés récidivistes auteurs d'agressions sexuelles un traitement médical limitant la libido [24 novembre 2004]

Proposition de loi organique n° 2172 tendant à imposer la parité entre candidat et remplaçant dans les candidatures aux élections législatives [22 mars 2005]

Proposition de loi n° 2255 relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [14 avril 2005]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Logement. Aides de l'Etat [29 mars 2005] (p. 2507)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1078, posée le 8 février 2005. Impôts locaux. Taxe professionnelle (J.O. Questions p. 1181). Appelée le 8 février 2005. Péréquation, réglementation (p. 861)

n° 1253, posée le 31 mai 2005. Economie sociale. Mutuelles (J.O. Questions p. 5457). Appelée le 21 juin 2005. Fonction publique, agents de la direction générale des impôts (DGI), information (p. 3769)

DÉBATS

Projet de loi n° 1623 relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2005] (p. 913)

Son intervention (p. 932)

Thèmes :

Enfants : enfants accueillis (p. 932)

Professions sociales : formation professionnelle (p. 932)

Professions sociales : aides familiales (p. 932)

Professions sociales : assistants maternels (p. 932)

Travail : conditions de travail : professions sociales (p. 932)

Projet de loi n° 2381 en faveur des petites et moyennes entreprises

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 juillet 2005] (p. 4270) ; [6 juillet 2005] (p. 4360, 4388, 4417) ; [7 juillet 2005] (p. 4452, 4479, 4524)

Article 1er (intégration des actions d'accompagnement au sein de la formation professionnelle)

Son amendement n° 353 (p. 4271)

Article 5 (exonération de droits de mutation pour les dons familiaux)

Son amendement n° 366 (p. 4283)

Article 24 (allègement de la procédure d'approbation des comptes)

Son amendement n° 364 (p. 4436)

Après l'article 25 quater

Son amendement n° 258 (obligation de payer par chèque à partir de 1 100 euros) : adopté (p. 4438)

Après l'article 47 quater

Son amendement n° 365 (apprenti ayant obtenu son diplôme et souhaitant mettre un terme à son contrat avant le délai fixé initialement, tenu d'en informer son employeur) : adopté (p. 4539)

CONGRÈS DU PARLEMENT

Du 28 février 2005 :

- Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution
- Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

**CONGRÈS DU PARLEMENT DU
28 FÉVRIER 2005**

**PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE
MODIFIANT LE TITRE XV DE LA
CONSTITUTION**

Jean-Pierre BEL
Sénateur

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 9)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : construction européenne (p. 9)
Politique générale (p. 9)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 9)
Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 9)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 9)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 9)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 9)
Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 9)

Nicole BORVO COHEN-SEAT
Sénateur

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 7)

Thèmes :

Constitution : révision : référendums (p. 7)
Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 7)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 7 et s.)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux : laïcité (p. 8)
Politiques communautaires : directive Bolkestein (p. 7)
Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 8)
Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 7)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 7)
Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 7)

Marie-George BUFFET
Députée

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 10)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 10)
Union européenne : traité constitutionnel : libéralisme (p. 10)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 10)

Pascal CLÉMENT
Député

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 12)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 12)
Constitution : article 88-4 (p. 13)
Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 12)
Etat : souveraineté (p. 12)
Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 12)
Union européenne : droit communautaire (p. 12)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 13)
Union européenne : institutions communautaires (p. 12)
Union européenne : traité constitutionnel : démocratie (p. 12)

Anne-Marie COMPARINI
Députée

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 11)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 11)
Union européenne : institutions communautaires (p. 11)
Union européenne : Parlement européen (p. 11)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 11)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 11)

Jean-Louis DEBRÉ
*Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès*

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [J.O. du 19 février 2005, p. 2834] [28 février 2005] (p. 3)

Hubert HAENEL
Sénateur

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 13)

Thèmes :

Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 13)
Union européenne : traité constitutionnel : démocratie (p. 13)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 13)

Jack LANG
Député

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant
le titre XV de la Constitution**

Ses explications de vote (p. 11)

Thèmes :

Jeunes (p. 12)
Partis et mouvements politiques : Parti socialiste : construction européenne (p. 11)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 11)
Union européenne : traité constitutionnel : démocratie (p. 11)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 11 et s.)

Michel MERCIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution

Ses explications de vote (p. 6)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 7)
Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 7)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 6 et s.)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 7)
Union européenne : droit communautaire (p. 6)
Union européenne : traité constitutionnel : démocratie (p. 6)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 7)

Jacques PELLETIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution

Ses explications de vote (p. 8)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8)
Union européenne : construction européenne : histoire (p. 8)
Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 8)
Union européenne : Parlement européen (p. 8)
Union européenne : traité constitutionnel : droit de pétition (p. 8)
Union européenne : traité de Nice (p. 9)

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier Ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution

Son intervention avant les explications de vote [28 février 2005] (p. 5)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 5)
Constitution : article 88-4 (p. 5)
Constitution : article 88-5 : subsidiarité (p. 5)
Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 5)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5)
Union européenne : construction européenne : histoire (p. 6)
Union européenne : construction européenne : paix (p. 5)
Union européenne : Convention sur l'avenir de l'Europe (p. 5)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 5)
Union européenne : institutions communautaires (p. 5)
Union européenne : Parlement européen (p. 5)
Union européenne : traité constitutionnel : politique sociale (p. 5)
Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 6)
Union européenne : traité constitutionnel : services publics (p. 6)

**PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE
RELATIF À LA CHARTE DE
L'ENVIRONNEMENT**

Christophe CARESCHE

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

Ses explications de vote (p. 16)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 16)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 16)
Union européenne : constitution européenne (p. 16)

André CHASSAIGNE

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

Ses explications de vote (p. 20)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 20)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 20)

Yves DÉTRAIGNE

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

Ses explications de vote (p. 22)

Thèmes :

Environnement : protection (p. 22)
Union européenne : constitution européenne (p. 22)

Evelyne DIDIER

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

Ses explications de vote (p. 21)

Thèmes :

Santé : santé publique (p. 21)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 21)

François FORTASSIN

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement

Ses explications de vote (p. 19)

Thèmes :

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : crédits budgétaires (p. 19)
Environnement : protection (p. 19)

Patrice GÉLARD

Sénateur

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la
Charte de l'environnement**

Ses explications de vote (p. 19)

Thème :

Environnement : protection (p. 19)

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Députée

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la
Charte de l'environnement**

Ses explications de vote (p. 18)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 18)

Environnement : protection (p. 18)

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier Ministre

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la
Charte de l'environnement**

Son intervention avant les explications de vote
[28 février 2005] (p. 14)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 15)

Energie et carburants : biocarburants (p. 15)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 15)

Environnement : protection (p. 14 et s.)

Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 15)

Union européenne : constitution européenne (p. 14)

François SAUVADET

Député

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la
Charte de l'environnement**

Ses explications de vote (p. 17)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 17)

Environnement : protection (p. 17)

Union européenne : constitution européenne (p. 17)

Catherine TASCA

Sénateur

**Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la
Charte de l'environnement**

Ses explications de vote (p. 21)

Thème :

Environnement : protection (p. 21)